Jacques Attali

Verbatim

Tome 3

Chronique des années 1988-1991

Fayard

Jacques Attali

Verbatim

Tome 3

Chronique des années 1988-1991

Fayard

Table des Matières

Page de Titre

Table des Matières

Page de Copyright

Du même auteur

1988

1989

1990

1991

ÉPILOGUE

Index des personnes citées

© Librairie Arthème Fayard, 1995
978-2-213-64176-8

Du même auteur

Analyse économique de la vie politique, PUF, 1973.
Les Modèles politiques, PUF, 1974.
L'Anti-économique (avec Marc Guillaume), PUF, 1975.
La Parole et l'Outil, PUF, 1976.
Bruits, PUF, 1977.
La Nouvelle Économie française, Flammarion, 1978.
L'Ordre cannibale, Grasset, 1979.
Les Trois Mondes, Fayard, 1981.
Histoire du temps, Fayard, 1982.
La Figure de Fraser, Fayard, 1984.
Un homme d'influence, Fayard, 1985.
Au propre et au figuré, Fayard, 1988.
La Vie éternelle, roman, Fayard, 1989.
Lignes d'horizon, Fayard, 1990.
Le Premier Jour après moi, roman, Fayard, 1990. 1492, Fayard, 1991.
Verbatim I, Fayard, 1993.
Europe(s), Fayard, 1994.
Il viendra, roman, Fayard, 1994.
Manuel, l'enfant-rêve (ill. Philippe Druillet), Stock, 1994.
Économie de l'apocalypse, Fayard, 1995.
Verbatim II, Fayard, 1995.

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
CENT EXEMPLAIRES
SUR PAPIER VERGÉ INGRES DES PAPETERIES DE LANA
DONT 90 EXEMPLAIRES NUMEROTÉS DE 1 À 90
ET 10 EXEMPLAIRES HORS COMMERCE
NUMEROTÉS DE H.C. I À H.C. X
LE TOUT CONSTITUANT L'ÉDITION ORIGINALE

Le présent ouvrage constitue le troisième et dernier tome de Verbatim. Avec lui se referme une parenthèse dans mon travail d'écrivain et se conclut l'entreprise de dévoilement d'une aventure politique à laquelle j'ai eu l'honneur de participer.

Je me suis déjà expliqué à plusieurs reprises sur la forme choisie pour ce témoignage.

Je rappelle que les notes nécessaires à la rédaction de ces trois volumes ont été prises à la demande du Président de la République de l'époque. Elles sont rapportées ici exactement dans les mêmes conditions que dans les deux tomes précédents, c'est-à-dire qu'il s'agit exclusivement de mes notes personnelles, non officielles, consignées chez moi au jour le jour, reflétant ce que j'ai vu ou entendu directement, ou qui parfois m'a été rapporté par un témoin direct. Pour la commodité de la lecture, j'ai transcrit le plus souvent en style direct les propos des divers protagonistes ; leur reconstitution ne saurait être prise pour la reproduction mot pour mot des paroles prononcées à l'époque par ceux à qui elles sont prêtées et n'engagent évidemment que moi, comme il en va pour tout mémorialiste.

Ce tome est publié un peu plus vite que les précédents après les événements qu'il relate, dans la mesure où ceux-ci forment un ensemble historiquement clos, allant jusqu'à la fin de l'affrontement Est/Ouest. Certains des acteurs, voire des pays dont il est question ici sont sortis de l'Histoire.

Plus encore que les précédents, ce volume soulèvera des polémiques. Parce qu'il contient maintes révélations sur une des périodes les plus riches de notre histoire contemporaine ; parce qu'on y voit notamment se défaire le dernier empire du siècle et qu'on y révèle comment s'est décidée et a été conduite la première guerre de l' après-communisme, celle du Golfe.

Aujourd'hui comme hier, il ne s'agit pas pour moi de régler des comptes, mais de rendre compte. Mon propos n'est pas de rapporter des confidences de boudoir ou de dévoiler des secrets de pacotille, mais, en livrant crûment la vérité sur des faits essentiels à la compréhension de l'Histoire, de permettre aux citoyens de comprendre l'action de ceux qu'ils ont choisi et de les inciter à réfléchir sur ce qui se produit quand les projets des gouvernements sont dépassés, voire balayés par la volonté des peuples.

Comme les deux précédents tomes, Verbatim III n'aurait pas vu le jour si François Mitterrand ne m'avait pas demandé, dès le premier jour de son premier septennat, d'entreprendre un tel projet. C'est une marque de la grandeur de son action que d'avoir voulu qu'elle soit racontée par un des acteurs les plus proches de lui. Je m'en suis acquitté sans avoir subi la moindre censure de qui que ce soit, et dans le seul souci de servir la vérité, même si elle n'est pas toujours flatteuse, ni pour le Président, ni pour moi, ni pour nos compagnons. En publiant ce récit, je n'ignore pas que je m'expose aux critiques de contemporains et de certains acteurs, que j'attends avec sérénité et curiosité.

Comme avant la publication des deux précédents volumes, j'ai communiqué les épreuves de celui-ci à François Mitterrand sans que, pour autant, il en assume évidemment en rien le contenu.

Cette troisième et dernière partie commence le 8 mai 1988, jour de la réélection de François Mitterrand à la Présidence de la République. Elle se termine le 15 avril 1991, soit un mois avant l'éviction de Michel Rocard du gouvernement, jour où j'ai quitté mes fonctions de Conseiller spécial à l'Élysée pour prendre, à Londres, la présidence d'une institution internationale nouvelle dont je venais de négocier la création, la Banque européenne de Reconstruction et de Développement (BERD). Dès le mois de septembre 1989, sans abandonner mon rôle auprès du Président de la République, j'avais œuvré à la fondation de cette Banque, m'éloignant parfois de la vie quotidienne à l'Élysée — le matin à Paris, le soir à Londres ou à Moscou — sans délaisser pour autant les responsabilités que j'y assumais. Je n'évoque ici que ce dont j'ai eu à connaître dans mes fonctions parisiennes ; j'ai raconté ailleurs ce qui relève de l'autre aventure[1]. Quand les aspects internationaux de cette période deviennent écrasants, j'ai réduit au minimum le récit des incidents ou polémiques de politique intérieure qui pouvaient paraître essentiels à l'époque aux yeux de certains, mais qui, vus d'aujourd'hui, n'ont plus valeur que d'anecdotes.

Quand s'ouvre le second septennat de François Mitterrand, les socialistes ne semblent pas avoir d'autre projet que de consolider les acquis du premier, ce qui n'est pas en soi déshonorant. Il a fallu cinq ans pour mener à bien des réformes considérables dans les domaines sociaux, économiques et politiques. Rien d'étonnant à ce que, après deux années de cohabitation, cinq autres années paraissent nécessaires pour enraciner les réformes dans la réalité du pays.

Personne, pas plus à Paris que dans une autre grande capitale, ne devine que l'on est à la veille de la réunification allemande et de la disparition de l'Union soviétique. Les deux superpuissances du moment s'enlisent dans d'interminables débats sur un éventuel désarmement nucléaire. La Communauté européenne s'embourbe dans des discussions technocratiques sur l'éventualité d'une monnaie unique et d'une politique sociale commune. Le chaotique aggiornamento à l'Est paraît menacé chaque jour davantage par une reprise en mains des partis communistes, qu'elle soit le fait de généraux ou d'apparatchiks traditionnels. Au Sud, la guerre entre l'Iran et l'Irak accapare l'attention des observateurs, l'Occident comme l'URSS redoutant tout autant la victoire de l'un que celle de l'autre.

En France, la classe politique vit dans une ambiance de double remake: comme en 1981, le Président doit dissoudre un Parlement largement dominé par la droite ; comme en 1986, il est contraint de nommer Premier ministre un homme politique dont tout l'éloigne mais que les circonstances — cet autre nom de la résignation — lui imposent.

Non que François Mitterrand n'ait d'autres candidats à sa disposition, et d'abord le Premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin. Celui-ci a révélé un jugement politique sûr dans la conduite du parti du Président et dans la gestion de ses rivalités institutionnelles et personnelles avec Laurent Fabius. Mais, justement, parce qu'il s'est montré si efficace à cet endroit, François Mitterrand le verrait bien y demeurer sept ans encore. Devant son refus, il en fera le numéro deux du nouveau gouvernement.

Il aurait pu aussi bien renvoyer Laurent Fabius à Matignon, où il avait incontestablement réussi ; il l'a envisagé un moment. Mais quand les plus fidèles de ses amis socialistes viennent lui dire ce qu'ils en pensent, et quand Laurent Fabius lui-même manifeste son désir de prendre la direction du Parti socialiste, il se garde d'insister.

Aussi ne lui reste-t-il plus qu'à choisir Michel Rocard, imposé par les sondages, figure incontournable dans l'opinion qui voit déjà en lui son successeur naturel à la tête de la gauche, peut-être même un jour à l'Élysée.

Quand le Président le nomme Premier ministre, Michel Rocard n'est certes pas, comme Jacques Chirac, le chef du parti majoritaire, ni naturellement un homme de droite ; mais, comme son prédécesseur à Matignon, il est l'un de ses plus anciens adversaires politiques. A peine lui a-t-il demandé de constituer son premier gouvernement, en mai 1988, que François Mitterrand est persuadé qu'il va échouer, et peut-être même,

sans se l'avouer, le souhaite-t-il, s'installant dans l'attente d'un prétexte qui lui permettra de s'en débarrasser, de « lever l'hypothèque ».

Étrange situation, difficile à comprendre pour qui n'a pas longuement côtoyé les deux hommes. Leur opposition va en effet plus loin qu'une simple rivalité tactique ou une incompatibilité d'humeur. Pour avoir connu Michel Rocard bien avant d'avoir rencontré François Mitterrand, et pour avoir gardé avec lui, à travers les années, une complicité intellectuelle et une amitié intactes, sans pour autant jamais choisir son camp contre celui de François Mitterrand, je puis témoigner du caractère irréconciliable de leurs personnalités, de leurs pratiques politiques, de leurs visions du monde.

En 1974, quand j'ai entraîné Michel Rocard dans l'équipe de campagne électorale de François Mitterrand, j'ai senti d'emblée chez l'intellectuel lyrique, l'avocat provincial, le souci de tenir à l'écart l'économiste utopique, le technocrate parisien. Vieille revanche de l'humiliation subie par le futur Président, des années auparavant, quand lui fut refusée par Rocard et ses amis l'entrée dans l'un des obscurs groupuscules de la gauche d'alors ? Peut-être. En tout cas, par la suite, toutes les tentatives d'instaurer entre eux un armistice échouèrent. Et François Mitterrand ne me parla jamais de son rival que comme de votre ami Rocard.

Tout les sépare, il est vrai : l'un est pragmatique, l'autre théoricien ; l'un est un solitaire, l'autre un homme d'équipe ; l'un se nourrit de mystère, l'autre fait profession de parler vrai ; l'un vient d'un milieu catholique de droite, l'autre est resté marqué par un milieu protestant de gauche ; l'un est un homme de culture, l'autre se flatte de ne pas avoir lu un livre depuis vingt ans ; mais, surtout, l'un croit à une gauche politique capable de l'emporter par la bataille électorale, les jeux et les armes qu'elle implique ; l'autre croit à une gauche sociologique capable de l'emporter par le débat si ses intérêts deviennent socialement majoritaires et ses projets rationnellement convaincants.

C'est donc cet étrange attelage — chacun convaincu que l'autre veut sa perte — qui prend le pouvoir en mai 1988 dans une France où un chômage croissant continue de faire des ravages, où l'idéologie dominante laisse la meilleure place aux riches, où les « affaires » ruinent la confiance des Français dans leur classe politique, où le Front national installe sa niche là où se développent le chômage, la faillite urbaine, l'échec scolaire, les difficultés d'intégration, la complaisance à l'égard des thèses et du passé vichyssois, la peur de l'étranger et l'incertitude face à l'avenir.

Pendant la campagne présidentielle, ni la gauche ni la droite n'ont proposé de réponses convaincantes à ces angoisses et à ces problèmes. Les paris sur une forte croissance économique ont masqué les déficits et permis de se contenter de vagues discours sur les nécessaires changements de structures. En se faisant réélire, François Mitterrand ne paraît pas habité par une ambition particulière : il ne veut ni recomposer la gauche, ni nationaliser l'industrie, ni décentraliser le pouvoir politique — tout cela est déjà fait. Les bastilles à prendre, les défis à relever, qui restent innombrables, appellent des actions trop complexes, même en politique sociale, pour être résumées en quelques lignes d'un programme : il s'agit de redonner vie aux banlieues et d'intégrer les jeunes qui s' y perdent, de repenser la Sécurité sociale et les systèmes de retraite, d'humaniser les administrations, de faire reculer l'intolérance et l'exclusion, bref, de battre en brèche ce qui apparaît partout comme une régression au sein d'une société qui a cessé de croire en un progrès linéaire de la condition des hommes. Sa Lettre à tous les Français, rédigée juste avant sa réélection, se garde bien d'en donner les clés. Il ne s'agit plus pour lui de changer la vie, mais, au mieux, d'accompagner les énormes transformations à l'œuvre de par le monde et, par contrecoup, dans le tissu social français ; au pire, de garder jalousement le pouvoir dans une ambiance qu'empoisonne dès le début la multiplication des « affaires » et les circonvolutions de l' « auto-amnistie ».

En dépit de cette posture de départ si peu volontariste — y compris, on le verra, sur le terrain européen —, ces trois premières années du second septennat ont été à mon avis les plus créatives de la présidence de François Mitterrand : n'ayant pas de programme à appliquer, il lui fallut innover, réagir à des mutations sans précédent et qui bouleversèrent jusqu'au regard que l'on pouvait encore porter sur les affaires publiques. Et il le fit dans l'ensemble avec un rare bonheur, tant en politique intérieure qu'en politique étrangère.

Pour commencer, le bilan du gouvernement de Michel Rocard, principalement en charge de l'économique et du social, est loin d'être dérisoire : il a pacifié la Nouvelle-Calédonie, modernisé le système éducatif, instauré le revenu minimum et la contribution sociale généralisée, réformé la Fonction publique, et, profitant de la forte vague de croissance mondiale, réduit un peu — trop peu — le chômage.

Mais c'est évidemment en politique extérieure que cette période restera comme l'une des plus fécondes et des plus inattendues de l'histoire contemporaine : la chute du Mur de Berlin, la réunification allemande, la dislocation du Pacte de Varsovie et de l'Union soviétique, la tortueuse négociation de ce qui allait devenir le traité de Maastricht en marquent les grandes étapes. Au terme de sa vie politique, François Mitterrand fut, pendant ces années-là, animé d'une ambition unique : la construction européenne. Il est prêt à tout lorsqu'il la sent menacée d'un quelconque ralentissement. Contrairement à la légende, il n'est pas plus pris de court que les autres par la réunification allemande, qu'il s'attache à gérer au mieux des intérêts français. On vit à Paris l' « Alliance russe » rééquilibrer peu à peu l' « Alliance allemande », comme au bon vieux temps. On commença d'assister à la dislocation de la Yougoslavie, chacun laissant comme par inadvertance s'en développer les ferments. Enfin, à peine terminé le conflit Est/Ouest, on vit éclater la première guerre Nord/Sud, dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. Car l'invasion du Koweït par l'Irak, provoquant une union sacrée des consommateurs de pétrole du Nord contre un de leurs principaux fournisseurs du Sud, a marqué le retour de la France dans le bercail de l'Alliance, dans l'espoir sans cesse réaffirmé, seulement en privé, par François Mitterrand de tirer quelques profits économiques, sinon politiques, de sa présence parmi le camp des vainqueurs. Incidemment, la gestion de cette guerre a constitué une éclatante démonstration de la nécessité d'avoir au plus haut niveau de l'État une personnalité calme et résolue, constante dans ses analyses, insensible aux états d'âme ou à la désinformation des militaires.

D'autres événements considérables jalonnent cette période : la première rencontre de François Mitterrand avec Yasser Arafat à Paris, qui aboutit à l'abandon par l'OLP de sa Charte et à sa reconnaissance d'Israël ; le Sommet de La Haye sur le climat, prélude aux décisions de Rio sur la protection de la couche d'ozone ; le bicentenaire de la Révolution française, trois Sommets des Sept et une rencontre Nord/Sud à Paris, etc.

Au total, ces trois années resteront parmi les plus inventives, les plus chahutées, les plus allègres et les plus éclairantes de ce siècle terrible. Peut-être même ne devraient-elles être comparées à aucune autre période que celle de 1848, avec son cortège de promesses et d'espoirs manqués. Les discussions entre hommes d'État qu'on trouvera rapportées ici mériteront sans doute, plus que beaucoup d'autres, de figurer dans les livres d'Histoire : ainsi celles de François Mitterrand, à la fin de 1989, avec Helmut Kohl à Bonn, avec Mikhaïl Gorbatchev à Kiev, avec George Bush à Saint-Martin ; puis d'autres avec les mêmes interlocuteurs, singulièrement différentes, à peine trois mois plus tard.

Un Gorbatchev confiant dans la force du système communiste réformé et dans les promesses occidentales d'assistance, ne prévoyant rien de ce qui allait détruire son empire.

Un Bush aimable, attentif, soucieux des intérêts de l'Europe, mais sans aucune des qualités de visionnaire et d'autorité nécessaires à l'exercice d'un leadership mondial.

Un Kohl de plus en plus sûr de lui, toujours sincère, mais cachant derrière des airs de notable lourdaud une redoutable intelligence au service d'un rêve grandiose : réunifier l'Allemagne dans une Europe libre et rassemblée ; parfois menteur, au moins par omission, défenseur passionné

des intérêts de son pays, capable de concessions dérisoires en échange d'avancées majeures, sans que nul n'ose jamais lui réclamer un prix même raisonnable pour une réunification que tous estiment alors impossible ; et qui non seulement la réalise à marches forcées, mais encore la fait payer par les autres ! Rien de plus romanesque que cette superbe désinvolture d'éphémères maîtres du monde vis-à-vis de celui qu'ils prennent jusqu'au bout pour un politicien naïf et provincial, mais qui les berne tous au bout du compte !

Au terme de ce récit, le monde n'est évidemment plus du tout le même qu'à son début. Tous les schémas de stratégie internationale sont bouleversés ou caducs. Les menaces d'affrontements militaires Est/Ouest qui avaient fondé pendant cinquante ans la légitimité des politiques et justifié les diplomaties s'effacent, au grand dam de ceux qui en avaient fait leurs fonds de commerce.

1 Europe(s), Fayard, 1993.

1988

Lundi 9 mai 1988

François Mitterrand est réélu. Comme pour se montrer à lui-même qu'il ne s'agit là que d'une péripétie, il décide, puisque nous sommes lundi, de s'offrir son habituelle partie de golf. Notre conversation roule sur l' « ouverture » qui semble, depuis hier, mobiliser tous les esprits. Les socialistes n'ont pas la majorité au Parlement. Impossible de gouverner sans le soutien des centristes. A moins de dissoudre. Le Président n'a pas l'air de s'en soucier vraiment : On ne va tout de même pas se traîner aux pieds des centristes ! Ou bien ils se décident, ou bien ils affronteront une dissolution. Ma déclaration de dimanche soir aurait sans doute pu être plus ouverte. Mais j'ai écouté Barre, Giscard et Simone Veil avant de parler, et ils n'ont pas été très encourageants. Aussi en ai-je tenu compte.

Jean-Louis Bianco reçoit ce matin Bernard Stasi et Jacques Barrot, les deux hommes qui, au CDS, sont les plus demandeurs d'une alliance immédiate avec le PS. Ils lui rappellent les conditions, déjà exprimées lors de discrètes rencontres au cours de la campagne présidentielle, qu'ils mettent à leur soutien à un nouveau gouvernement : pas de dissolution de l'Assemblée nationale avant une réforme du mode de scrutin — en clair, la réintroduction de la proportionnelle — qui seule permettrait aux centristes de sauver leurs sièges tout en changeant de camp. En échange, ils s'engagent à voter les textes de loi avec les socialistes, à soutenir le gouvernement sans y participer, puis à y entrer après les législatives.

Bianco rapporte sa conversation au Président, qui ne cache pas son intention de dissoudre sur-le-champ : Je ne vais pas me mettre entre les mains des centristes ! Si j'accepte leurs propositions, ils nous lâcheront dès que la situation deviendra difficile. Et nous perdrons les élections.

De Jean-Pierre Soisson à Michel Durafour, les membres de l'« Association des Démocrates » qu'a rassemblés Roland Dumas avant les élections se voient tous ministres.

Au PS, beaucoup s'agitent à propos de la formation du gouvernement. Quel Premier ministre ? Michel Rocard, sans aucun doute. C'est en tout cas ce que j'ai pu déduire des rares indications que m'a fournies François Mitterrand ce matin.

Pierre Bérégovoy, lui-même toujours sur les rangs, ne veut pas y croire et me dit : Rien n'est joué. François Mitterrand n'a encore rien décidé. Il ne faut pas prêter attention à l'intox de Rocard.

Lionel Jospin fait savoir au Président qu'il veut un grand ministère d'État. Le Président lui propose un grand département qui engloberait l'Éducation, la Recherche et les Sports. Michel Rocard souhaite également l'Éducation nationale, en sus de Matignon! Et Jean-Louis Bianco désire lui aussi ce portefeuille. Enfin, Jack Lang écrit à François Mitterrand pour lui expliquer sa conception d'un ministère de l'Intelligence et de la Beauté regroupant — sous son autorité — l'Éducation, trois ministères délégués (Recherche, Culture et Communication) et cinq secrétariats d'État, avec pour but de battre Le Pen en développant une action anticrise...

Je sais depuis une semaine, le Président me l'ayant confié, que Lionel Jospin obtiendra l'Éducation nationale et sera ministre d'État. Il abandonnera donc le poste de Premier secrétaire du PS que convoitent à la fois Fabius et Mauroy. La lutte entre eux sera chaude. Jospin lui-même n'est guère enthousiaste : il aurait préféré un grand ministère de souveraineté, mais il s'incline car le Président lui dit que c'est sa première priorité.

Jean-Louis Bianco continue à voir des gens de l'opposition. Il rencontre discrètement cet après-midi Jean-Pierre Soisson, Lionel Stoleru, le sénateur RPR Lucien Neuwirth, Simone Veil et Bernard Stasi. Au nom du Président, il leur propose d'entrer dans le nouveau gouvernement. Ils disent préférer attendre, avant de répondre, de connaître les intentions du chef de l'Etat en matière de dissolution. Leur conseil est identique : Gouvernez, vous trouverez toujours une majorité. La dissolution n'est pas urgente. Jean-Louis Bianco leur répond qu'en cas de dissolution, l'ensemble des candidats se réclamant du Président pourraient se présenter sous la même étiquette ; une cinquantaine de circonscriptions seraient réservées à des centristes. Le cas échéant, si le rapport des forces le permet, des élections triangulaires pourraient être envisagées.

Cela ne leur convient pas du tout.

Vu Pierre Morel, notre ambassadeur aux négociations du désarmement, qui se réjouit du résultat des élections. Le meilleur de nos diplomates va enfin pouvoir quitter son exil genevois. Ce n'est que justice.

Le rapport que nous remet Philippe Legorjus, de retour de Nouvelle-Calédonie, est accablant, notamment pour ce qui est des circonstances de la mort des trois Mélanésiens, dont Alphonse Dianou, chef des preneurs d'otages, après l'assaut de la grotte d'Ouvéa : ils auraient été abattus après s'être rendus. Sur ordre de Bernard Pons ?

Ultime réunion des ministres du gouvernement sortant à Matignon autour de Jacques Chirac. Celui-ci les met en garde contre toute compromission avec le nouveau pouvoir. Des législatives s'annonçant, les mesures de rétorsion seraient sanglantes. Le message est clair et reçu cinq sur cinq. Personne ne viendra...

Mardi 10 mai 1988

Lionel Jospin refuse absolument que Laurent Fabius lui succède à la tête du Parti. Il songe même à prendre la tête d'une mutinerie si François Mitterrand appuie ce dernier. Il finit néanmoins par accepter un compromis : il ne s' exprimera pas officiellement, mais s'abstiendra de présenter la candidature de Fabius et votera « blanc ». Les socialistes sauront ainsi qu'ils ont son feu vert pour s'opposer au candidat du Président.

Jean-Louis Bianco, Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et moi-même déjeunons avec le Président dans la bibliothèque de l'Élysée. François Mitterrand : Il me reste une décision à prendre: je dois nommer un Premier ministre. L'une des forces du socialisme en France est de compter dans ses rangs beaucoup de gens de qualité et de talent. Je dois dire qu'à mes yeux les talents des uns et des autres sont équivalents. Mais il y a des situations de fait, et Rocard a une petite longueur d'avance.

Dès lors, chacun a compris : Michel Rocard, en tête des sondages de popularité, sera Premier ministre.

Le Président me confie peu après : Rocard n'a ni la capacité ni le caractère pour cette fonction. Mais, puisque les Français le veulent, ils l'auront. En revanche, c'est moi qui ferai le gouvernement.

A 15 h 30, Jacques Chirac vient remettre sa lettre de démission. Bref entretien avec François Mitterrand, qui le raccompagne. Ils traversent mon bureau et se dirigent ensemble vers le haut de l'escalier. En le laissant descendre, le Président lui dit : Je vous souhaite bonne chance. Jacques Chirac répond avec un sourire : Bonne chance à vous aussi, monsieur le Président. Le Premier ministre partant semble plus apaisé qu'abattu, comme s'il avait le sentiment que cette défaite allait libérer en lui des forces nouvelles. Et pourtant, désormais, c'est Giscard qui se voit en chef de

l'opposition.

Dans la foulée, Pierre Mauroy est reçu par le Président. Il vient lui faire part de son souhait de prendre la direction du PS. A l'issue de cet entretien, il me dit : Je suis un peu triste. Le Président m'a dit qu'il préfère que ce soit Fabius qui devienne Premier secrétaire du PS. Il me voit à la présidence de l'Assemblée nationale. Je m'incline.

A 17 h 50, Jean-Louis Bianco annonce le remplacement de Jacques Chirac par Michel Rocard.

François Mitterrand reçoit longuement Michel Rocard : Plus vous vous occuperez des affaires de la France, plus vous serez un bon chef de gouvernement, et plus vos chances de devenir président de la République seront grandes. Plus vous vous occuperez des affaires du Parti socialiste, et plus vos chances diminueront. Le Président souhaite un gouvernement très restreint, composé en partie de hauts fonctionnaires pouvant céder rapidement leur place au lendemain des prochaines élections législatives : Je voudrais un gouvernement de quinze personnes. Mais je n'y arriverai pas ; ce sera vingt ou vingt-cinq... Puis il remet à Rocard une liste de trente-deux noms ! Il ne voit pas pourquoi on se priverait du concours de socialistes compétents... Il veut d'ailleurs les mêmes qu'avant mars 1986 aux postes clés.

Michel Rocard souhaiterait, lui, entre autres, ne pas voir Roland Dumas aux Affaires étrangères. Il préférerait un diplomate de carrière. Le Président hausse les épaules.

Passation des pouvoirs à Matignon. Jacques Chirac explique à Michel Rocard l'accord qu'il a conclu avec l'Iran sur le calendrier du rétablissement des relations diplomatiques. Il lui laisse entendre que le Président est au courant de cet accord. En fait, Chirac n'a jamais rien dit de précis à ce sujet au Président et ne lui a fourni aucune date.

Informé, le Président accepte le principe d'une reprise des relations diplomatiques avec Téhéran. Mais il ne serait pas fâché qu'on adopte un autre calendrier que celui décidé par Chirac. Dès sa prise de fonctions au Quai d'Orsay, Roland Dumas sera chargé de démêler cet imbroglio.

Des rumeurs commencent à filtrer sur un rapport confidentiel de la Cour des comptes constituant le plus sévère réquisitoire qui soit à propos des « noyaux durs ». Il révélerait que certains groupes auraient payé leur participation au sein de ces « noyaux durs » à un cours inférieur au cours officiel de la privatisation ; qu'auraient été opérées en secret des privatisations partielles de Péchiney (pour 7 %), de Rhône-Poulenc (pour 11 %) et de Thomson (pour 7 %) ; ces opérations auraient été menées de façon très obscure et pour des actionnaires mal connus. La Cour note que tout ceci constitue un avantage exorbitant du droit commun.

A suivre...

Pierre Mauroy rappelle Jean-Louis Bianco dans la soirée : J'ai bien réfléchi. Je souhaite maintenir ma candidature à la direction du PS. J'adresse une lettre en ce sens au Président, par ton intermédiaire.

Mercredi 11 mai 1988

Lionel Jospin à Pierre Mauroy : Si tu es candidat à ma succession, je te soutiendrai et tu seras élu.

Michel Rocard à ses amis au sein du PS : Soutenez Jospin. On a besoin de lui au gouvernement et au Parti. Mais exploitez au maximum sa guerre avec Fabius. Elle doit permettre à notre courant, traditionnellement réduit à la portion congrue, d'obtenir un meildeur partage des responsabilités.

François Mitterrand reçoit à déjeuner Henri Emmanuelli, Pierre Joxe, Louis Mermaz, André Laignel, Édith Cresson, Louis Mexandeau, Georges Lemoine et Jean-Louis Bianco. Discussion sur la direction du Parti. A Emmanuelli : Vous n'avez pas de chance, aujourd'hui: il y a du foie gras et vous ne l'aimez pas ! Et je vais vous parler de Fabius et vous ne l'aimez pas ! Il redit à ses hôtes : Je n'ignore pas vos préventions contre Fabius. Je connais moi aussi ses défauts, mais, croyez-moi, c'est lui qu'il faut pour le Parti. Tous, avec des nuances, lui répondent que la désignation de Fabius est impossible : Il a des méthodes dictatoriales et transformera le Parti en une machine purement personnelle, à seule fin de satisfaire sa propre ambition, déclare l'un des plus modérés.

Le Président est furieux: C'est bon, je ne veux plus en parler avec vous ! Mais sachez que si vous êtes contre Fabius, c'est que vous êtes avec Rocard !

Il y a trois jours, il a été réélu en écrasant Chirac, et voilà que ses plus vieux compagnons refusent son choix... Il change de sujet et annonce la dissolution de l'Assemblée.

Après le déjeuner, Louis Mermaz, avec son tact et son humour habituels, me confie : Si François Mitterrand nous avait réunis, s'il nous avait parlé comme autrefois, avant 1981, quand il était Premier secrétaire, s'il nous avait dit : « Nos personnes ne sont rien, nous avons un objectif commun à atteindre, voilà ce que je vous demande... », on aurait encore marché. Mais, depuis qu'il est Président, il est moins direcfif, plus suggestif, il fait trop preuve de réserve, de discrétion...

Chez Michel Albert, Michel Rocard rencontre Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot et Bernard Stasi : La dissolution est faite, leur annonce-t-il. Ils souhaitent le rétablissement de la proportionnelle, dont Michel Rocard ne veut pas. Ils attendent au moins un engagement sur la poursuite des privatisations. Rocard ne peut se le permettre : le « ni-ni » du Président bloque tout.

Les négociations sur la formation du gouvernement se poursuivent. On annoncera sa composition demain.

Jean-Louis Bianco fait passer au Président une liste de vingt et un noms, dont dix non socialistes, parmi lesquels il pourrait choisir de nouvelles têtes. François Mitterrand n'en tient guère compte. Seule nouveauté : Roger Fauroux comme ministre de l'Industrie ; c'est une idée, excellente à mon avis, de Rocard.

Les pressions des uns et des autres continuent de s'exercer. François Mitterrand laisse faire, accepte des ajouts successifs. Il en recase certains, comme Paul Quilès et André Laignel. C'est lui qui choisit Georges Sarre comme représentant du courant Chevènement.

Un grand ministère de l'Éducation ! réclame encore Jack Lang. François Mitterrand lui rend le ministère de la Culture et y ajoute la Communication, avec Catherine Tasca, ex-membre de la CNCL, comme ministre délégué.

Le Président propose à Jean-Louis Bianco un ministère du Cadre de vie aux attributions peu nettes. Celui-ci répond à François Mitterrand qu'il se croit plus utile à ses côtés dans la phase actuelle, tout en lui laissant entendre que cette proposition n'est pas digne de lui.

Jeudi 12 mai 1988

Promenade dans Paris avec le Président. Deux décisions essentielles sont prises : nous parlons d'abord des Grands Travaux. Que lancer pour le second septennat ? Faut-il se contenter d'achever ce qui a été mis en chantier et reprendre le projet, abandonné par Jacques Chirac, d'un Centre de conférences internationales ? Ce serait peut-être le plus raisonnable. Depuis quelques semaines, j'ai réfléchi à cette question. Je lui suggère finalement de se limiter à un seul grand chantier nouveau qui allierait technologie, culture et décentralisation : une Grande Bibliothèque

universitaire, de dimension internationale, qui pourrait rivaliser avec certains grands projets étrangers, comme le déplacement dans Londres de la bibliothèque Saint-Pancras, la reconstruction de la bibliothèque d'Alexandrie en Égypte, la nouvelle bibliothèque de Chicago ou encore le nouveau réseau informatisé des bibliothèques de Suisse romande. Elle serait installée à Paris, avec des lieux de consultation décentralisés en province grâce aux moyens de téléconférence. Le Président accepte sans hésiter : Très bonne idée. Étudiez-moi ça en détail. Voyez combien ça coûterait. Gardez cela secret. On ne l'annoncera que quand vous serez prêt.

Nous parlons ensuite du prochain Bicentenaire de la Révolution. Je lui expose que les commémorations, mal préparées, sont bien mal parties. Il n'y a aucun souffle, cela risque de ressembler à une fête provinciale qui n'intéressera personne. Or, en 1989, un autre événement majeur va amener du monde en France : le sommet des Sept, qu'il nous appartient d'organiser en un lieu et à une date qui restent à préciser. Je lui propose la date du 14 Juillet à Paris : on sera ainsi certain que le Bicentenaire sera connu du monde entier et que plusieurs chefs d'État — au moins ceux des Sept — y assisteront. Le Président acquiesce aussitôt.

La liste des ministres du gouvernement Rocard est rendue publique. « Nouveautés » : Roger Fauroux, Jacques Chérèque, Jacques Pelletier, Catherine Tasca, Lionel Stoleru, Michel Durafour, Pierre Arpaillange. A part ça, les mêmes. Sept ministres retrouvent les fonctions qu'ils occupaient sous Fabius. Les réactions sont ironiques. La presse est déçue. On s'en rend compte aussitôt en écoutant la radio. D'où la grogne du Président, deux heures à peine après l'annonce de la formation du nouveau cabinet : Ils [les journalistes] disent n'importe quoi. Y compris nos amis. Il faut leur expliquer qu'ils doivent attendre le prochain gouvernement. Celui-ci n'est que de passage... Puis il reproche à ses collaborateurs ce qu'il appelle leur erreur de communication : il ne faut plus se battre sur la composition du gouvernement, mais pour expliquer que, s'il n'y a pas eu plus d'ouverture, c'est parce que les gens pressentis ne sont pas venus.

Un peu plus tard, François Mtterrand me déclare : Ce gouvernement, ça ne va pas du tout... J'ai eu tort, j'ai sans doute manqué de réftexe ; j'étais fatigué.

Vendredi 13 mai 1988

La liste des secrétaires d'État du gouvernement Rocard est rendue publique.

Avant le premier Conseil des ministres qui doit se réunir cet après-midi à 15 heures, le Président reçoit Valéry Giscard d'Estaing et lui annonce la prochaine dissolution. Il lui dit : Je dissous cette Assemblée parce que je préfère que le sort du nouveau gouvernement soit dans ma main plutôt que dans la vôtre. Puis il reçoit le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chaban-Delmas, pour lui dire la même chose.

Premier Conseil des ministres du gouvernement Rocard. François Mitter rand rappelle les principes qui doivent guider l'attitude des ministres : Votre tâche sera lourde. Je salue ceux qui y accèdent pour la première fois. Les ministres ne doivent pas lire leurs communications. Ils ne sont pas les porte-parole de leur administration... Vous êtes au centre des turbulences. Il y en a qui suivront de peu votre nomination. Ce qu'il convient de faire, j'y réfléchis. Les hommes de la majorité d'hier ici présents sont des hommes d'avant-garde. Il faut engager la lutte sans compromis avec le Front national. Nous devons être très vigilants. Nous avons à accomplir une œuvre novatrice en politique économique... En 1981, le peuple ne s'est pas reconnu dans ce qui a été une majorité absolue de circonstance. Il nous faut donc gagner les esprits avant de gagner les suffrages.

Le Premier ministre rend d'abord hommage à l'action du Président, puis remarque : Ce sera difficile. Il faut changer sur le long terme, ne pas faire d'effets d'annonce, éviter les sirènes et les motards...

Pierre Bérégovoy annonce de sombres perspectives en ce qui concerne la balance des paiements, les prix, les salaires; l'indice des prix pour avril sera très mauvais : + 0,5 %. C'est un indice Chirac, mais il nous faudra beaucoup de rigueur dans notre politique économique.

Michel Rocard approuve, et le Président renchérit : Il faut beaucoup de rigueur dans notre politique économique.

Puis François Mitterrand fait un rapide exposé politique : Le gros de la troupe des centristes est resté en arrière. Ce qu'ils nous demandent, en fait, c'est d'attendre le moment où nous serons devenus fragiles pour nous avoir à leur main. C'est ce que j'ai dit à M. Giscard d'Estaing : je préfère que le sort du gouvernement soit dans ma main plutôt que dans la sienne. Je souhaite vraiment que nous rassemblions tous ceux qui peuvent l'être autour des valeurs démocratiques, ce qui exclut certains mais laisse une large place aux autres. Cela pourrait choquer certains esprits doctrinaires, mais je tiens à ce rassemblement face aux menaces qui pèsent sur la démocratie. Ces menaces s'appuient sur les malheurs et l'anxiété d'une partie importante de la population. Nous avons une occasion historique de montrer que nous sommes capables de nous dépasser nous-mêmes. Il n'est pas question de traiter avec quiconque accepterait la moindre compromission avec le Front national. Nous ne nous en sortirons pas en restant à l'intérieur de la maison, nous devons nous ouvrir aux maisons d'à côté. Avec qui ouvrir ? C'est au peuple de le dire.

Sourire général.

Le Président demande que l'usage des avions du GLAM soit strictement limité. Michel Rocard approuve, mais tient à préciser : Bien sûr, il peut arriver que le Premier ministre soit pressé... Et cette règle ne s'applique évidemment pas aux ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur, qui, eux, de par leur fonction, sont toujours très pressés.

Dans la soirée, réunion du courant A-B (mitterrandistes et mauroyistes) au Sénat pour désigner son candidat à la succession de Lionel Jospin à la tête du PS. Le Premier secrétaire sortant ouvre la réunion en précisant qu'il lui paraît essentiel que son successeur n'ait pas d'ambitions présidentielles. En clair, il écarte Fabius.

Sentant le « clash » arriver, certains mitterrandistes proposent alors une candidature de compromis, celle de Louis Mermaz. Mais Laurent Fabius refuse net, en des termes qui achèvent de braquer tout le monde.

Pierre Mauroy annonce donc que lui aussi est candidat. Le vote est sans appel : 63 voix pour Mauroy, 54 pour Fabius. Celui-ci, blême, prend très mal la chose.

Je rencontre Michel Noir et Alain Carignon. Participer au gouvernement après les élections législatives, me disent-ils, est devenu très difficile. Peut-être si Jacques Delors devient Premier ministre ? Mais ils plaident encore pour le statu quo : Il ne faut pas que le Président dissolve. Ce serait stupide ! Qu'il gouverne d'abord avec l'Assemblée actuelle. On l'aidera et on gagnera les esprits peu à peu.

Le Président, à qui je rapporte ces propos : C'est toujours le même piège. Ils veulent que j'attende que l'opinion se détourne de nous. Je ne tomberai pas dedans !

Samedi 14 mai 1988

A l'Élysée, les appels se succèdent : beaucoup de vocations soudaines de candidats aux législatives qui s'annoncent. Une jeune conseillère à l'Élysée, Ségolène Royal, qui depuis mai 1981 travaille avec moi à l'Élysée avec conviction, compétence et caractère, souhaite se présenter. François Mitterrand s'étonne de l'enthousiasme de cette jeune femme qu'il prend — à tort — pour une fragile technocrate. Sûr qu'elle renoncera, il lui propose les Deux-Sèvres, circonscription rurale traditionnellement à droite. Elle n'hésite pas une seconde.

Réunion, cet après-midi, du Comité directeur du PS qui entérine la désignation de Pierre Mauroy au poste de Premier secrétaire.

François Mitterrand signe le décret portant dissolution de l'Assemblée nationale. Les élections auront lieu les 5 et 12 juin. Le Président prononce une brève allocution télévisée: L'ouverture que j'appelle de mes voeux n'a pu se réaliser jusqu'ici aussi largement que je l'avais souhaité. Le Premier ministre, malgré ses efforts, ne dispose pas d'une majorité solide et stable. Le Président demande donc aux Français de trancher.

En Yougoslavie, débat sans précédent au Parlement à l'occasion d'une motion de défiance envers le gouvernement, présentée par les représentants de Slovénie et de Croatie. Le gouvernement de Branko Mikulic est reconduit, mais c'est la structure même du pays qui paraît en cause.

Dimanche 15 mai 1988

Début du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Il y a vraiment quelque chose de changé à l'Est : le secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique se met à tenir ses promesses !

Michel Rocard entend régler d'urgence le problème de la Nouvelle-Calédonie. C'est pour lui une priorité. Il charge une mission de conciliation (le chanoine Guiberteau, le pasteur Stewart, Roger Leray, Franck Perrier), accompagnée par Christian Blanc et Pierre Steinmetz, de rétablir le dialogue. Elle se rendra à Nouméa le 20.

Lundi 16 mai 1988

Discussion avec le Président : quels seront les chantiers de politique étrangère des six premiers mois de sa présidence ? L'Europe monétaire et celle de la défense peuvent avancer de front. On pourrait, à cette fin, choisir une démarche multilatérale (le Conseil des ministres des Finances des Douze pour la monnaie, l'UEO pour la défense), mais je n'y crois guère. Il serait beaucoup plus efficace de signer bilatéralement, avec l'Italie et l'Espagne, des accords analogues à ceux qui ont été conclus avec l'Allemagne, c'est-à-dire de créer avec ces deux pays des Conseils de défense et des Conseils économiques et financiers. La Grande-Bretagne ne pourrait alors que suivre.

Nous tombons d'accord sur quelques axes qu'à sa demande je résume par écrit en m'inspirant de réflexions déjà couchées sur le papier :

- Il nous faut aller audacieusement vers l'Europe de l'Est. La Hongrie vient d'être le théâtre d'un véritable coup d'État rénovateur, qu'il importe de conforter d'urgence. Il faut lui proposer un accord financier et politique majeur et ne pas laisser la RFA y agir seule. Le Président devrait également se rendre d'urgence en Tchécoslovaquie et en Pologne afin d'évoquer leur association à l'Europe des Douze.

- Il faut aussi développer notre implantation commerciale en URSS. C'est le plus grand marché de l'avenir. Nos relations culturelles sont quasi inexistantes. Pourquoi ne pas réfléchir à une « année de l'URSS », comme nous avons eu une « année de l'Inde » ? Sur le plan politique, sans doute pourrait-on revenir à des Sommets annuels.

- Les États-Unis, entrés en campagne présidentielle, s'occuperont moins de nous. En attendant de connaître le nom du futur Président, il faudrait investir sur les élites nouvelles et inviter en France, beaucoup plus qu'on ne l'a fait, jeunes parlementaires et gouverneurs d'État.

- Les rapports avec le monde islamique doivent constituer une de nos priorités. Dans dix ans, le Maghreb, l'Égypte et la Turquie regrouperont 200 millions d'habitants, dont 75 pour le seul Maghreb. Plusieurs actions s'imposent : nous engager pleinement dans la bataille de l'audiovisuel, en particulier dans la diffusion d'images à destination de ces pays ; favoriser l'intégration des communautés présentes sur notre sol par une banalisation de l'islam en France (écoles, centres communautaires, promotion des élites) ; utiliser les communautés maghrébines dans notre politique de coopération avec le monde arabe ; mettre en place une structure souple de concertation à Sept sur la Méditerranée occidentale, comme proposé en 1983 (aujourd'hui, les esprits ont mûri et le moment est venu de reprendre cette initiative ; on pourrait ainsi enclencher un mouvement de concertation visible et structuré en créant un forum sur la Méditerranée occidentale avec les chambres de commerce des sept pays concernés — Italie, France, Espagne, Portugal, Maroc, Algérie, Tunisie — et les grandes entreprises publiques, les banques, les responsables de médias) ; il nous faut aussi développer massivement nos rapports avec la Turquie en créant les conditions de son entrée dans la CEE.

- Sur nos rapports avec les nouvelles puissances du Pacifique : la France est un pays du Pacifique, et pas seulement du Pacifique-Sud. Elle doit être présente et active dans toutes les institutions régionales. C'est la condition de notre expansion commerciale et industrielle. Il faudra réunir régulièrement à Tokyo tous nos représentants dans le Pacifique, et donner la priorité à nos postes de coopération scientifique en Asie.

- Sur les rapports avec les pays du Sud : puisque nous allons tâcher d'obtenir des Sept que le prochain Sommet de 1989 ait lieu le 14 Juillet, il nous faudrait recevoir juste avant, du 12 au 14, une dizaine de chefs d'État du Sud afin qu'ils assistent aux côtés des Sept à la fête du Bicentenaire. Il faudrait aussi les associer à la préparation du Sommet de Paris : réunion des sherpas de pays du Sud avec les sherpas des sept pays industrialisés ; il faut aussi faire une visite aux grands pays du Sud, en priorité Nigeria, Philippines, Pérou et Mexique, Inde, Zaïre.

- Sur les rapports avec l'Afrique : la zone franc doit être repensée ; les sommets franco-africains devraient être davantage préparés au niveau des ministres ; notre action sur ce continent doit être diversifiée : nous sommes absents d'Éthiopie et des pays de la « ligne de front » ; par exemple, nous apportons quatre fois moins d'aide que la Grande-Bretagne au Mozambique. Le Zaïre, géant de demain, doit être davantage associé à notre action à condition que la démocratie et le respect des droits de l'homme y progressent également.

Pour réaliser tout cela, quelles réformes sont nécessaires au Quai d'Orsay et dans la conduite de notre politique étrangère ? D'abord, un budget beaucoup plus important. Les postes et l'administration centrale sont cruellement sous-équipées en matériel moderne, en personnel technique compétent et en locaux (il faudrait en particulier reprendre le projet Pouillon et édifier d'urgence un grand centre de conférences internationales quai Branly) ; développer la coopération technologique et audiovisuelle (l'essentiel du rayonnement de la France de demain passe par la technologie et les médias) : développer RFI (encore très en retard), favoriser la réception d'Antenne 2 dans le Maghreb et en Afrique (la Tunisie devient italophone grâce aux efforts de la RAI). Il faudrait enfin coordonner toutes les actions de politique étrangère de l'ensemble des ministères (un secrétariat d'État rattaché au Quai pourrait en être chargé).

Je relis ma note et songe que si un tiers seulement de tout ce qu'elle contient était réalisé, cela tiendrait du miracle... Mais il y a dans les débuts de septennat un naïf sentiment d'invincibilité, où tout paraît possible.

Déjeuner chez le Président avec Jospin, Joxe, Mermaz et Bianco. On parle, bien sûr, des prochaines élections législatives. François Mitterrand :

Le Parti socialiste doit prendre en compte les intérêts d'ensemble de la République. Pas seulement les siens. Il faut essayer de sauver le Parti communiste en lui assurant au moins quinze députés et tenter si possible de rallier des gens venus du centre. (Le Président ne dit jamais « centristes » ; pour lui, ce sont des gens ou de gauche ou de droite.)

Au sujet du remplacement de Lionel Jospin comme Premier secrétaire du PS, François Mitterrand répète : Si ma préférence est allée à Fabius, c'est une question de génération. C'est ce que j'ai dit à Rocard, à Chevènement et à Mauroy. Ils ont tous un visage fermé.

Mardi 17 mai 1988

Accord électoral RPR-UDF pour les législatives. Il y aura donc presque partout des candidatures uniques de l'Union du rassemblement et du centre. L' « ouverture » a vécu...

Le Président : J'aimerais bien renationaliser TFI, mais Rocard ne voudra jamais.

Mercredi 18 mai 1988

Le rituel du mercredi matin, avant le Conseil, reprend : petit déjeuner chez Jean-Louis Bianco avec le Premier ministre, suivi d'un entretien chez le Président avec Renaud Denoix de Saint Marc, Bianco et moi. Les mêmes interlocuteurs. Seul Rocard a remplacé Chirac.

Conseil des ministres. Le Président sur la Nouvelle-Calédonie : Cette affaire exigera beaucoup de sévérité.

Revu Michel Noir: On ne peut pas accepter tout de suite de venir au gouvernement, mais rendez-vous dans quelque temps... Mettez-moi un concurrent [socialiste] peu dangereux aux élections législatives.

Jeudi 19 mai 1988

Je reçois Bemard Kouchner à l'Élysée. Il a souhaité entrer au gouvernement. Il en a le talent, mais je suis surpris qu'il en ait le goût. Secrétaire d'État à l'insertion sociale, la mise en place du RMI sera de sa compétence. Sa passion, son sens de l'idéal, doublés d'une réelle ironie en dépit de son goût pour les médias, devraient faire merveille pour bousculer l'administration. Si lui ne réussit pas dans ce secteur, nul n'y parviendra.

Négociations secrètes avec l'Iran : Le directeur du Trésor, Jean-Claude Trichet — ancien directeur de cabinet d'Édouard Balladur aux Finances —, a rendu compte à Pierre Bérégovoy, qui m'en parle, de l'état du contentieux financier franco-iranien après les concessions faites par le gouvernement Chirac. L'Iran réclamait le remboursement de 1 milliard de dollars prêtés au CEA par le Chah en 1974 et reprêté par le CEA à Eurodif pour la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium du Tricastin. Mais, si le CEA avait bien contracté une dette de 1 milliard de dollars auprès de l'Iran, l'Iran avait également des dettes envers certaines entreprises françaises, dont le consortium Spie-Framatome-Alsthom pour la construction d'une centrale nucléaire. En outre, l'Iran s'était engagé en 1975 à acheter de l'uranium faiblement enrichi jusqu'en 1990 ; le non-respect de cet engagement a porté un préjudice à Eurodif. Eurodif et Spie-Framatome ont donc fait bloquer par la justice le principal et les intérêts du prêt de l'Iran au CEA. En application d'accords signés les 12 et 15 novembre 1986 par Velayati et Jean-Bernard Raimond, 330 millions de dollars ont été remboursés à l'Iran, puis à nouveau 300 millions à la suite d'un nouvel accord signé le 1er décembre 1987. Si l'administrateur du CEA, Jean-Pierre Capron, a dû ainsi rembourser à l'Iran les deux tiers du prêt, c'est parce que le ministre des Finances de l'époque, Édouard Balladur, lui a enjoint par écrit de le faire, le 3 décembre 1987. Cette lettre, classée « secret défense », dégageait la responsabilité du CEA ! L'Élysée n'en a naturellement pas eu connaissance à l'époque.

Samedi 21 mai 1988

Cérémonie d'investiture du Président à l'Élysée. Bien plus discrète, moins émouvante, peut-être moins porteuse d'espoirs nouveaux qu'il y a sept ans. Dans son discours, François Mitterrand souligne que le 8 mai n'a pas vu les bons l'emporter sur les méchants... Le respect des uns par les autres est à la base du pacte sur lequel repose la communauté nationale. Une France divisée serait une France injuste... C'est pourquoi je ne sépare pas le devoir politique d'ouverture de l'obligation sociale de solidarité. Le Président souhaite que son second septennat soit celui du rassemblement.

Réunion des sherpas à Paris, sous présidence canadienne, en raison de la réunion de l'OCDE qui ramène ici chaque année tous ces hauts fonctionnaires.

Le prochain Sommet des Sept, dans un mois, à Toronto, sera le dernier de la série ouverte à Versailles en 1982, et le moins riche, a priori, en contenu et en enjeux : parce qu'il n'y a pas de sujets de grande urgence à débattre et parce que le Président américain est en fin de mandat.

La déclaration politique traditionnelle portera sur les problèmes Est/Ouest. Comme toujours, les Américains souhaitent aussi une déclaration des Sept sur le terrorisme après le détournement de l'avion de Kuwait Airways en avril dernier. Une réunion d'experts se tiendra sur ce thème à Toronto dans quelques jours. Cela ne signifie pas que nous acceptions d'avance l'idée d'un communiqué des Sept sur ce sujet.

La déclaration économique promet d'être d'une grande banalité. On y retrouvera les thèmes rituels, les mêmes promesses qui n'engagent personne :

- La RFA et le Japon jurent de relancer leurs économies pour compenser l'inévitable ralentissement en 1989 de l'économie américaine.
- La négociation commerciale de l'Uruguay Round ne doit pas privilégier le démantèlement des subventions agricoles, mais traiter de tous les sujets au même rythme.
- La réforme du Système monétaire international, amorcée au Sommet de Versailles, doit être poursuivie en allant vers le système de « plages de référence » que la France propose depuis 1983.

La dette du Tiers-Monde ne fait l'objet d'aucune démarche audacieuse et généreuse ; je ferai là-dessus des propositions concrètes dès la semaine prochaine, après avoir tenu les réunions nécessaires.

Je glisse dans le projet de communiqué la date du 14 Juillet 1989 comme devant être celle du prochain Sommet qui se tiendra en France. Comme il n'est pas d'usage d'indiquer une date précise dans le communiqué, je m'attends à des réactions. Mais aucun sherpa ne semble comprendre ce que ce choix implique. La symbolique du 14 Juillet n'est peut-être pas aussi universellement connue que je le croyais.

Convention nationale du PS pour préparer les élections. L'ouverture vers le centre a fait long feu. Peu de candidats viennent de là. Les circonscriptions réservées aux éventuels ralliés ne profiteront qu'aux radicaux de gauche, qui en obtiennent dix-sept où ils seront seuls en piste. Les communistes ont décliné les offres socialistes. Quant aux seize représentants de la défunte « ouverture », ce ne sont pas vraiment des figures nouvelles : Henri Fizbin, Alain Calmat, Roger Jouet ou Pierre Schott -les deux seuls centristes homologués...

La campagne s'ouvre sans grande conviction. Pas de programme, si ce n'est donner une majorité au Président. Pas de projet précis, à part le « ni-ni » (ni nationalisations nouvelles, ni nouvelles privatisations) qui reflète on ne peut mieux la paralysie des projets politiques.

Dimanche 22 mai 1988

Après l'escalade de la Roche de Solutré, François Mitterrand reçoit, comme d'habitude, les journalistes à la fin du déjeuner. Il leur tient des propos étonnants sur son désir de ne pas voir revenir une trop large majorité socialiste à l'Assemblée : Il n'est pas sain qu'un seul parti gouverne... Il faut que d'autres familles d'esprit prennent part au gouvernement de la France.

Michel Rocard reçoit fort mal ces propos. Il me téléphone à mon retour à Paris : Les Français vont prendre ça comme un appel à voter à droite ! Comment veut-il que je gagne les élections avec ça ?

Les socialistes sont stupéfaits. Je n'ai pas d'explication logique à fournir à ceux qui m'en demandent. Le Président me soutient n'avoir pas voulu dire ce que les commentateurs ont compris.

Lundi 23 mai 1988

Le Comité central du Parti communiste soviétique adopte des réformes portant sur la réorganisation du Parti et la redéfinition de son rôle, les rapports entre l'État et le citoyen, les droits de l'Église, l'instauration d'un « État socialiste de droit ».

Mardi 24 mai 1988

Comme chaque fois, après la formation d'un nouveau gouvernement, plusieurs ministres — dont le charmant et placide Hubert Curien — se plaignent à l'Élysée de voir leurs prérogatives rognées par les décrets d'attribution que signent leurs ministres de tutelle. Petites irritations au sein d'un gouvernement à peine formé et déjà quasi démissionnaire...

Mercredi 25 mai 1988

Avant le Conseil des ministres, François Mitterrand discute avec Michel Rocard d'un éventuel collectif budgétaire destiné à financer les premières mesures gouvernementales. Le Premier ministre n'en veut pas : rigueur oblige. Le Président s'inquiète pourtant de l'état d'avancement des Grands Travaux, ralentis par Jacques Chirac, mais admet en fin de compte qu'il est sans doute préférable de renoncer à un nouveau collectif.

Il demande que l'on améliore les attributions d'Hubert Curien : Il est un peu coincé entre l'Éducation nationale et l'Industrie.

Michel Rocard évoque la création d'un grand ministère de la Coopération et du Développement auquel il voudrait donner de très larges compétences, mais François Mitterrand lui fait observer que si l'idée est bonne, le passé a montré qu'elle n'était pas très réaliste. En fait, la question sous-jacente à cette conversation est d'importance : faut-il enlever la responsabilité de la Coopération aux Affaires étrangères et la concentrer sur l'Afrique, ou bien l'étendre à la planète entière ? François Mitterrand pense que la France ne peut ni ne doit s'éloigner de l'Afrique. Là, elle a de vraies responsabilités. Ailleurs, elle n'aurait pas assez de moyens. En outre, cette action, à ses yeux, doit demeurer autant que possible soumise au Quai d'Orsay.

Le Conseil commence. Claude Evin, ministre délégué à la Santé, a fait passer hier à l'Élysée un projet de communiqué justifiant le maintien de la « cotisation exceptionnelle » décidée par le gouvernement de Jacques Chirac pour combler le trou de la Sécurité sociale et annonçant la révision du plan d'économies Séguin sur le remboursement des médicaments. Ce texte a reçu l'imprimatur de Michèle Gendreau-Massaloux, porte-parole de l'Élysée.

Mais François Mitterrand n'est pas d'accord : Maladroit politiquement et rédigé dans un style technocratique incompréhensible. Il demande qu'il soit réécrit, et modifie quelques phrases. Pour clore l'incident, il précise : Je prie instamment les ministres de ne pas s'exprimer comme des technocrates ou des énarques. Réalisant tout à coup que Roger Fauroux — ancien directeur de l'ENA, devenu ministre de l'Industrie — est assis à côté de lui, il lui lance en souriant : Ne le prenez pas mal, mais votre ancienne école n'apprend pas vraiment à écrire clair.

A propos de la nomination d'un directeur du ministère des Finances comme membre du conseil d'administration de l'ENA, que Michel Durafour justifie par cette formule : C'est l'usage, le Président rétorque : L'usage devient vite une règle, avec les Finances.

A propos des certificats d'investissement (nouvelle technique de financement des entreprises publiques), il met en garde le Premier ministre : Il ne faut pas de privatisations déguisées. Il a manifestement l'intention de traquer toute privatisation, même minime, que Michel Rocard pourrait décider.

A propos des mesures annoncées sur l'Éducation, il ne se montre guère plus conciliant : Le communiqué du Conseil des ministres est technocratique, illisible. A l'évidence, aucune main politique n'est passée par là.

Je vois Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne et maire d'Auxerre. Il me confie : Je n'ai pas dit non aux socialistes. Je leur ai dit : pas tout de suite.

Michel Rocard adresse une circulaire aux membres de son gouvernement pour définir le code de déontologie de l'action gouvernementale, afin de gouverner autrement. Le Premier ministre y note que notre appareil d'État est devenu trop distant de la société civile.

François Mitterrand s'agace : « Société civile » ? Y a-t-il une société qui ne soit pas civile ? Les hommes politiques professionnels sont-ils des militaires ?

Jeudi 26 mai 1988

Déjeuner offert par François Mitterrand en l'honneur de Brian Mulroney, Premier ministre canadien, notre hôte le mois prochain à Toronto. Œufs pochés aux perles d'esturgeon, filet d'agneau à la fleur de courgette, jardinière de légumes à l'étouffée, fromages, crème glacée vanille, compote de cerises.

On parle de la situation économique mondiale, de la dette, de l'emploi et de l'éducation, qui seront les sujets abordés en séance restreinte.

Vendredi 27 mai 1988

Déjeuner à Matignon. Discussion sur l'école et l'entreprise, l'informatique, la télévision. Comment faire entrer la modernité dans ces deux lieux essentiels que sont l'école et l'entreprise ? Par la télévision, sans doute. Une chaîne éducative, peut-être ? L'heure ne paraît pas venue. Et pourtant, depuis 1985, Pierre Bourdieu et le Collège de France l'ont souhaité.

Samedi 28 mai 1988

En Afghanistan, libération du journaliste français Alain Guillo, détenu depuis le 12 septembre 1987.

Dimanche 29 mai 1988

Le quatrième Sommet Reagan-Gorbatchev s'ouvre à Moscou. Le secrétaire général du PCUS propose la création d'un forum permanent composé de parlementaires des deux nations, chargé d'étudier les questions des droits de l'homme. Étrange renversement : face au dynamisme de Gorbatchev, c'est le Président américain qui a l'air de freiner.

Lundi 30 mai 1988

Dîner improvisé à l'Élysée, dans mon bureau, avec Angel Gurria, négociateur mexicain de la dette, et le gouverneur de la Banque centrale du Mexique, pour évoquer la dette de ce pays. Il va falloir faire quelque chose pour la réduire. La stabilité politique de l'ensemble de la région est en cause. Cela ne vaut d'ailleurs pas seulement pour le Mexique, mais pour d'autres pays dans la même situation. Nous devons réfléchir à un plan avant Toronto. J'aimerais bien « griller » les Américains au Mexique !

Le nouveau ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, a désormais la preuve que, lors de l'attaque de la grotte d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, Alphonse Dianou a bel et bien été abattu de sang-froid alors qu'il était prisonnier et blessé. Devant la presse, il évoque des actes contraires à l'honneur militaire.

Mardi 31 mai 1988

Nouveau rituel gouvernemental pour les socialistes. A la place du petit déjeuner pris à l'Élysée jusqu'en mars 1986 entre le Premier ministre, le Président et le Premier secrétaire du PS, c'est dorénavant à Matignon qu'auront lieu ces agapes élargies. Convives habituels : Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli, Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée, Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat, Lionel Jospin, Pierre Bérégovoy, Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen, Pierre Joxe, Laurent Fabius. Pour Matignon, Jean-Paul Huchon, Guy Carcassonne et Jean-Claude Petitdemange. Enfin, Jean-Louis Bianco et moi. Laurent Fabius ne vient pas toujours ; quand c'est le cas, il reste le plus souvent silencieux. Estier parle peu. Ceux qui s'expriment le plus sont Mermaz, Jospin et Joxe. Jospin, Rocard et Fabius se « marquent » continuellement.

Aujourd'hui, la conversation roule sur la nécessité d'un collectif budgétaire. Jospin se plaint des difficultés financières de son ministère. Il ne pourra faire face, avec le budget du précédent gouvernement, au nombre d'élèves qui rentreront à l'automne. Michel Rocard rétorque : Les ministres ont reçu leur arbitrage budgétaire; ce n'est pas le moment d'en discuter. Lionel Jospin réplique : Mais on peut parler ici des problèmes politiques ! Michel Rocard : On a sous-estimé sociologiquement le flux démographique qui arrive dans le systéme scolaire.

Rentré à l'Élysée, j'en parle au Président : la décision de ne pas faire de collectif budgétaire ne me paraît pas la meilleure. Nous n'aurons aucun moyen d'engager des actions nouvelles avant janvier prochain, ce qui signifie que rien ne se verra sur le terrain avant les municipales. Un collectif réduit, ciblé sur des actions concrètes à impact local bien choisi, ne mettrait pas en péril les grands équilibres économiques. Si on commence à mettre en branle la machine scolaire dès la rentrée 1988 (et non 1989), on gagne un an. Concernant l'emploi, la mode est au pessimisme élégant et cynique, et l'idée d'un collectif est mal vue. Mais, là encore, c'est une question de volonté et d'audace. Quant aux Grands Travaux, au rythme actuel, rien ne sera prêt pour juillet 1989. Là aussi, c'est dans les quinze prochains jours que se jouera le respect des échéances.

Décision prise : on fera un collectif.

Je propose, en accord avec Jean-Claude Trichet, une idée nouvelle : annuler un tiers de la dette publique des pays les plus pauvres. Cela ne coûterait pas cher et aurait un gros impact à Ottawa. On va l'étudier.

Comme moi, Pierre Bérégovoy est réservé sur la libération des mouvements de capitaux en Europe, car cela revient à supprimer les éléments encore en vigueur du contrôle des changes ; il deviendra alors possible de se faire ouvrir un compte en devises étrangères. Si l'harmonisation fiscale n'est pas menée parallèlement, il y a risque de fuite des capitaux vers les pays où l'épargne est mieux rémunérée. Mais la France peut difficilement demander que l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne constitue un préalable, sous peine de se voir accuser de freiner la démarche européenne.

L'harmonisation fiscale est au coeur de l'idée européenne, alors que la libéralisation des capitaux est un processus d'intégration financière de caractère mondial, et non européen. La France doit donc demander une harmonisation de la fiscalité de l'épargne qui tienne compte de la justice fiscale. Or, la libération des mouvements de capitaux conférera un avantage fiscal aux revenus du capital par rapport aux revenus du travail.

Les gouverneurs des banques centrales des pays de l'Union européenne et Jacques Delors seront bientôt chargés de réfléchir à la création d'une Banque centrale européenne. L'Allemand Karl-Otto Pöhl est très sceptique : Il faudra au moins vingt ans, dit-il, pour acclimater l'idée. Vingt ans ? C'est demain.

Mercredi 1er juin 1988

Après déjeuner, François Mitterrand, s'adressant à Jean-Louis Bianco et à moi : Nous ne sommes plus en 1981. Vous devez laisser le gouvernement gouverner et ne pas céder à la tentation d'intervenir sans arrêt en mon nom auprès des ministres. Trois domaines seulement - la politique étrangère, la défense et les Grands Travaux — échappent à ce principe de base ; là, les gens de l'Élysée sont autorisés à mettre leur nez dans les dossiers. Ils doivent aussi surveiller l'application des principes de ma Lettre aux Français.

Le Président souhaite que le nouveau Parlement prenne sans tarder des décisions en faveur de la justice sociale. Lors de la prochaine session — qui commencera le 23 juin et s'achèvera en principe le 7 juillet-, il entend que lui soient soumis des projets de lois relatifs au revenu minimum et à l'impôt sur les grandes fortunes. Michel Rocard est contre : il suit de près ces deux projets et estime qu'ils ne seront pas au point pour cette date. Pierre Bérégovoy et Michel Delebarre sont de son avis. Pour ma part, j'estime indispensable de faire passer très vite ces textes : ils correspondent à deux des principaux engagements du Président ; ils sont populaires ; ils peuvent être votés par une majorité plus large que le seul Parti socialiste. Au surplus, Delebarre et Bérégovoy, consultés, m'assurent qu'ils seront à même de présenter leurs projets de loi si telles sont les instructions du Président. Il subsiste, certes, quelques difficultés techniques, mais elles peuvent être surmontées, surtout si, pour l'impôt sur les grandes fortunes, on conserve les mêmes principes qu'en 1981. J'ajoute qu'il me paraît y avoir un grand intérêt, du point de vue de l'« ouverture », à ce que des textes aussi importants puissent être votés avant l'été par une large majorité.

En ce qui concerne la réduction de la dette des pays les plus pauvres, nous arrivons, avec Trichet, à ce qui pourrait constituer une proposition française à Toronto : les annuités de la dette des pays les plus pauvres seraient réduites d'un tiers. Le critère de pauvreté serait celui défini au Sommet de Venise l'an dernier. Les pays riches qui refuseront d'annuler leurs créances pourront soit allonger les durées de remboursement jusqu'à vingt-cinq ans, soit réduire les taux d'intérêt.

En faveur des pays les plus pauvres et les plus endettés, la France annulerait 30 % des échéances du service de la dette née de l'aide publique au développement ou correspondant à des créances commerciales garanties. Cela porterait donc aussi bien sur les prêts publics (Trésor, Caisse centrale) que sur les crédits commerciaux garantis. Le coût budgétaire annuel serait de l'ordre de 800 millions de francs. Cela ne concernerait pas le Mexique, mais la plupart de nos anciennes colonies africaines.

Avant sa prochaine rencontre à Évian avec le Chancelier Kohl, je rappelle au Président qu'il doit lui parler de la création d'une Banque centrale européenne et essayer d'obtenir à ce sujet son appui pour contrer les réserves de la Bundesbank.

Jeudi 2 juin 1988

François Mitterrand reçoit Helmut Kohl à déjeuner à Évian. Salade d'écrevisses, turbot à la nage, assiette royale. Discussion très importante sur les questions monétaires et l'avenir de l'Europe.

Helmut Kohl s'intéresse à la politique intérieure française. Il interroge François Mitterrand sur sa majorité et lui demande très directement : Voulez-vous des CDS ?

François Mitterrand: Nous allons vers cinq ans de stabilité politique. Après les élections législatives, ils viendront tout naturellement vers nous. Giscard d'Estaing ne pourra maintenir l'unité de l'UDF. Il veut être le chef de toute la droite ; il se trompe, il n'y réussira pas. Le RPR ne lui obéira jamais. Il ferait mieux d'être le leader du centre. Le RPR n'estpas assimilable, ni par moi ni par personne.

Puis le Président passe à un autre sujet : Jacques Delors, si vous le voulez, peut rester à la présidence de la Commission.

Helmut Kohl : Il est compétent, c'est un bon président. Je suis d'accord pour qu'il reste, mais deux ans seulement. Au bout de deux ans, Martin Bangeman le remplacera. Il devait déjà le remplacer il y a deux ans ! Mme Thatcher voudra que ce soit n'importe qui plutôt que Jacques Delors ou un Allemand. Je vous informerai avant le Sommet de Hanovre du nom de l'autre Allemand que je nommerai à la Commission.

A propos de l'échéancier européen, François Mitterrand demande que la libération des capitaux et l'harmonisation de la fiscalité se fassent parallèlement ; chaque État doit faire une partie du chemin ; il ne saurait y avoir alignement fiscal par le bas : oui à la libération des capitaux si l'épargne est taxée.

Kohl tient beaucoup à la libéralisation des capitaux. Si la directive en ce sens n'est pas adoptée, il la mettra à l'ordre du jour à Hanovre, et des dissensions risquent alors d'apparaître entre le gouvernement français d'une part, Jacques Delors et Helmut Kohl de l'autre. Le Chancelier s'engage à accepter en échange une taxation de l'épargne dans chacun des douze pays européens. Le Président se contente de sa parole.

François Mitterrand envoie aux Sept une lettre leur proposant l'annulation du tiers de la dette des pays les plus pauvres.

Encore un héritage du gouvernement précédent : par une convention signée le 3 mai 1988, faisant suite à un échange de lettres en date des 22 et 29 février 1988 entre Alain Juppé et Edgar Faure, l'État français a mis le toit de la Grande Arche — pour une durée renouvelable de trente-six ans et un loyer annuel de 100 francs ! — à la disposition d'une Association pour la création de la Fondation internationale des droits de l'homme et des sciences de l'humain, créée en octobre 1987. Parmi les membres de son conseil d'administration, on relève notamment les noms des professeurs Jean Bernard, Jean Dausset, François Gros, François Jacob et... celui du docteur Michel Garretta. Je me demande ce que le directeur du CNTS vient faire là-dedans. Je demande qu'on l'éconduise.

Vendredi 3 juin 1988

Dernière réunion des sherpas, cette fois à Toronto.

Les Britanniques présentent un projet de déclaration sur le terrorisme. J'en refuse le principe.

Nous convenons d'un entretien limité aux seuls chefs de délégation sur l'avenir de l'éducation.

Dimanche 5 juin 1988

Premier tour des élections législatives. Taux record d'abstentions (34,26 %). La majorité présidentielle retrouve son niveau du premier tour de juin 1981 : 37,52 %. Le Parti communiste (11,32 %) se redresse. L'URC (RPR + UDF) obtient 37,67 % ; avec les divers droite, elle atteint 40,44 %. Le Front national (9,65 %) est en recul par rapport à son score du premier tour des présidentielles. C'est cependant un échec : la majorité des sièges au Parlement semble inaccessible.

François Mitterrand, tard dans la soirée : Nous sommes victimes des sondages. Le PS fait son plus beau score historique et il apparaît comme vaincu !... Il faut être prudent, mais je pense que nous aurons néanmoins la majorité absolue. Elle ne fera pas épouvantail. Finalement, ce sera peut-être un avantage.

Jean Poperen a ce joli mot : On a tellement ouvert que nos électeurs sont sortis.

Lundi 6 juin 1988

Je précise au Président mon idée de nouvelle Grande Bibliothèque. Elle devrait accueillir tout ce qui paraît d'essentiel en France et à l'étranger (soit environ cinq cent mille volumes par an). Grâce à un réseau télématique et télévisuel, elle devrait rendre ces livres accessibles aux universités et écoles de la France entière.

Pour lancer ce projet, deux voies existent :

- La voie universitaire, en rassemblant toutes les bibliothèques de la Sorbonne en un lieu unique. Cette solution aurait l'avantage de brancher directement la nouvelle bibliothèque sur les universités. Elle présenterait l'inconvénient d'être exclusivement universitaire et parisienne.

- La voie culturelle, à partir d'un vieux projet de création d'une annexe de la Bibliothèque nationale. Le ministère de la Culture avait en effet évoqué l'idée de regrouper tous les livres acquis par la Bibliothèque nationale depuis 1960 dans un bâtiment ultramoderne, appelé « Bibliothèque nationale bis », qui aurait pu être implanté sur un terrain disponible à Saint-Denis. Cette solution aurait l'inconvénient de placer le nouveau grand projet sous la tutelle de l'administrateur de la Bibliothèque nationale et du ministère de la Culture. Je suis contre.

La meilleure solution consisterait à mes yeux à concilier ces deux idées tout en les dépassant légèrement. La Bibliothèque nationale resterait dans ses murs et conserverait tous les ouvrages antérieurs à 1900, ainsi que les estampes. Cela permettrait d'améliorer notablement l'usage de cette magnifique architecture. On lancerait par ailleurs la construction d'une Bibliothèque du temps présent (BDTP) qui rassemblerait tout ce qui est paru au XX^{e} siècle et qui se trouve déjà à la Bibliothèque nationale ; pour le reste des ouvrages emmagasinés à la BN, on y aurait accès par microfilms. Cette nouvelle bibliothèque disposerait, autour d'un corps central, de bâtiments pour chaque discipline. Pourraient y venir les étudiants et chercheurs de France et du reste du monde. Le modèle de Chicago est le plus proche de ce projet. Toutes les bibliothèques universitaires de France auraient accès au fichier de la BDTP, puis, par télécopie et numérisation ultérieure, aux textes eux-mêmes, ce qui en ferait une bibliothèque véritablement nationale. Un tel projet mériterait de disposer d'un des rares grands terrains disponibles à Paris (tel celui, si convoité, de la caserne Dupleix).

Je suggère au Président de désigner à cet effet un responsable d'une mission d'études qui échapperait aux ministères concernés (ce pourrait être Yves Dauge). Et de choisir Émile Biasini comme « tuteur » de ce projet.

Le Président est d'accord. Il me demande d'estimer le coût d'une telle opération. Il souhaite l'annoncer pour le 14 Juillet.

Jean Glavany me rapporte que François Mitterrand lui a dit : Nous aurons appris, lors du premier septennat, qu'il est plus important de bien finir que de bien commencer. Autrement dit : c'est le choix du second Premier ministre qui comptera.

Vu Eugène H. Rotberg, pendant quinze ans trésorier de la Banque mondiale, qui suggère une idée très neuve afin de réduire la dette des pays à revenu moyen : les banques commerciales accepteraient qu'entre un tiers et deux tiers du montant des intérêts dus par un tel pays soient capitalisés sur vingt ans ; au bout de ces vingt ans, le principal de la dette serait repris par la Banque mondiale, qui reprêterait la même somme à une de ses filiales ad hoc pour une nouvelle période de vingt ans. Les banques échangeraient ainsi un « risque pays » contre un « risque Banque mondiale » moins élevé.

Les banques n'accepteront une telle solution que si un grand débiteur risque de se déclarer en défaut : c'est déjà le cas du Mexique, des Philippines et de l'Algérie.

Au cours du déjeuner, avec entre autres Pierre Joxe, les thèmes de la campagne pour le second tour sont définis : une majorité pour François Mitterrand et rassemblement à gauche. Le Président se défend d'avoir donné un mauvais « signal » dans ses déclarations de Solutré.

Mardi 7 juin 1988

Jacques Delors évoque avec Élisabeth Guigou la composition du futur « Comité des sages » qui devra réfléchir sur l'avenir monétaire de l'Europe. La RFA proposera que ce comité soit composé des douze gouverneurs de banques centrales ; François Mitterrand propose que ce soit pour chaque pays le gouverneur de la banque et une autre personnalité, soit vingt-quatre personnes. Jacques Delors pense qu'avec un tel nombre de participants le risque d'immobilisme sera encore pire. Il propose sept ou huit personnalités et, à côté, un comité formé par les douze gouverneurs de banques centrales. Le Président donne finalement son accord à cette formule.

Pierre Bérégovoy entend changer promptement les présidents de banques et de compagnies d'assurances nationalisées afin de pouvoir contrer les opérations de protection des « noyaux durs » des entreprises privatisées qui se mettent en place. Il souhaite nommer dans les prochaines semaines Bernard Attali à l'UAP et Jean Peyrelevade au Crédit Lyonnais. Le Lyonnais peut sans doute attendre, puisque le mandat de Jean-Maxime Lévêque arrive de toute façon à son terme en septembre.

Pierre Bérégovoy s'inquiète de la prochaine réunion des ministres des Finances des Douze. Il devra accepter la libération des mouvements de capitaux en se contentant de la promesse, faite par Kohl à Évian, d'un impôt sur les revenus de l'épargne qui n'entrera au plus tôt dans les faits que d'ici deux ans.

Mercredi 8 juin 1988

Au Conseil des ministres — un des premiers et derniers de cet éphémère gouvernement —, François Mitterrand fait une longue déclaration : L'orientation du gouvernement doit être ressentie plus clairement par l'opinion, et ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il faut faire comprendre à l'opinion que le gouvernement a déjà pris la décision d'abroger les mesures de M. Séguin concernant les personnes très malades ; ce n'est pas un choix circonstanciel, c'est un choix de société.

A propos des critiques émises par les socialistes sur ce qu'il a déclaré à Solutré (Il n'est pas sain qu'un seul parti gouverne) : On a oublié de rappeler que dans la même phrase, j'ai dit qu'en 1981 j'avais appelé les communistes au gouvernement alors que je n'y étais pas obligé.

Il insiste derechef sur la nécessité de mieux expliquer l'action du gouvernement : Les explications ne sont pas bien comprises, en dépit des efforts de Michel Rocard et de quelques autres...

A propos de l'accord de désistement de la droite avec Le Pen, nous assistons à une très grande démission de l'esprit...

Je n'ai jamais prononcé le mot « centrisme » ; le centre est à droite, emprisonné dans ses structures d'alliance avec la droite...

Je ne suis pas spécialement inquiet pour dimanche ; d'ailleurs, je ne suis jamais inquiet : les choses se passent comme elles doivent se passer, il faut seulement faire ce que l'on a à faire. Si c'est moi qui suis responsable de ne pas apporter 400 députés, n'oubliez tout de même pas que vous n'en aviez que 212 avant le premier tour!

Il revient sur la dissolution : M. Giscard d'Estaing a évoqué l'« opposition constructive » qu'il aurait pu pratiquer s'il n'y avait pas eu dissolution. Merci pour la construction! On se demande d'ailleurs opposition à qui, puisqu'ils étaient la majorité. C'est l'aveu freudien type ! En fait, c'est une opposition à moi, pour m'empêcher de réaliser ce pour quoi les Français viennent de m'élire. Nous aurions eu de toute manière à traiter de ce problème de la dissolution dans quatre mois, dans six mois. Tous les dés étaient sur la table dès le 9 mai. Ce n'est pas la peine d'imaginer qu'ils portaient d'autres numéros que ceux qui sont sortis. Essayons d'en tirer le meilleur.

Il poursuit en précisant que le communiqué du Conseil des ministres reprendra ses propos : Je demande aux Françaises et aux Français de confirmer leur vote du deuxième tour de scrutin de l'élection présidentielle, le 8 mai dernier. J'ai besoin, pour mener à bien ma mission, d'une majorité stable, prête à voter sans délai les lois de justice sociale, d'égalité des chances, de solidarité nationale et de modernisation économique que j'ai proposées et continuerai de proposer au pays ; une majorité prête, donc, d soutenir l'action du gouvernement chargé de mettre en œuvre cette politique.

Je souhaite que se rassemble la plus large majorité possible sur les valeurs de liberté, d'égalité et de respect des autres qui sont les valeurs de la République elle-même. Mon devoir est de mettre en garde les Françaises et les Français contre toute coalition d'intérêts édectoraux qui manquerait à ces principes.

Retour à Paris de la mission envoyée à Nouméa. Elle propose un référendum sur le statut de la Nouvelle-Calédonie, avant la fin de l'année. Rocard approuve ses conclusions.

Jeudi 9 juin 1988

Vu Émile Biasini, secrétaire d'État chargé des Grands Travaux, pour parler de l'Arche de la Défense (sera-t-elle achevée à temps pour le Bicentenaire ?) et l'informer du projet de la Grande Bibliothèque dont il prendra la charge si le Président le décide.

Quels que soient les efforts accomplis, je crains que la composition du second gouvernement Rocard ne constitue à nouveau une déception pour une opinion publique qui attend une ouverture avec tout à la fois Simone Veil, Bernard Stasi, Pierre Méhaignerie et Michel Noir... Raison de plus pour ne pas rester sur cette déception avant les vacances, mais pratiquer l'ouverture au Parlement.

Parmi les textes importants de la session devraient figurer: la loi d'amnistie, les textes franco-allemands (Conseil de Défense, Conseil économique et financier) ; peut-être la loi sur le Conseil supérieur de l'Audiovisuel, mais le délai est court. En tout cas, il ne faudrait pas exclure a priori une brève prolongation de la session ordinaire —jusqu'au 15 juillet — si elle se révélait nécessaire et suffisante pour permettre l'adoption du revenu minimum et de l'impôt sur les grandes fortunes.

Vendredi 10 juin 1988

Vu Henry Kissinger. Toujours admiratif de François Mitterrand. Il ne manque aucune occasion de venir exposer le regard qu'il porte sur l'Amérique. Aujourd'hui, il m'explique que le successeur de Reagan sera George Bush, l'actuel vice-président, qu'on verra là un grand professionnel de la diplomatie, et qu'il sera très dur avec l'Europe.

Margaret Thatcher rencontre François Mitterrand. Elle refuse tout : l'harmonisation fiscale, la Banque centrale et la monnaie unique. Elle veut à la fois la libre circulation de tout et la mise en commun de rien : Je ne vois pas l'utilité d'un groupe de réflexion sur la création éventuelle d'une Banque centrale européenne. Il faut progresser sur les mouvements de capitaux. La Grande-Bretagne se considère comme membre à part entière du Système monétaire européen, même si la livre sterling ne fait pas partie du mécanisme de change. Mais je ne crois pas possible ni ne souhaite la création d'une monnaie unique et d'une Banque centrale, fût-ce à très long terme. Pour moi, une Banque centrale n'a pas plus de sens que l'Union européenne. L'Europe ne deviendra jamais une fédération !

Michel Rocard rencontre à son tour Margaret Thatcher. Elle évoque notre proposition pour le Sommet de Toronto, relative à la dette du Tiers-Monde. Elle n'y est pas hostile, mais souhaite qu'elle soit élaborée en liaison avec le FMI, qui devra définir la liste des pays bénéficiaires.

Michel Rocard lui expose sa politique en Nouvelle-Calédonie et le rôle de la mission de dialogue envoyée récemment dans ce territoire d'outre-mer. Il mentionne également le vœu des autorités françaises d'améliorer les relations de la France avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les autres pays riverains du Pacifique.

Dimanche 12 juin 1988

Second tour des élections législatives. Le taux d'abstentions reste élevé (29,74 %). Le Parti socialiste et ses alliés gagnent 61 sièges, mais, avec 279 élus sur 575, n'atteignent pas la majorité absolue. A droite, l'UDF conserve 130 sièges et devance d'un siège le RPR, qui en perd 27. Le Parti communiste obtient 27 députés (- 8) ; le Front national n'en a plus qu'un seul (- 31).

Jean-Louis Bianco : Avec ces résultats, il y a au moins une chose sûre : nos vacances et celles du Président sont gâchées !

Dans la soirée, le Président nous dit : Il faut prendre son temps pour recomposer le gouvernement. Mais je tirerai personnellement et au plus vite les conclusions du scrutin. Il faut explorer toutes les solutions d'ouverture. Un accord avec le Parti communiste est évidemment exclu, mais on n'a aucun intérêt à le froisser. Ce scrutin est un revers, mais une difficulté ouvre toujours des possibilités de rebond. Ilfaudra recomposer le gouvernement en négociant avec les groupes du centre. Cela ne peut être que programmatique. Nous n'avons pas le choix. Dans les conversations avec eux, il faudra évoquer un nouveau mode de scrutin qui les rendra plus autonomes par rapport à la droite. Il faut constituer un gouvernement où les socialistes ne seront pas nécessairement majoritaires. Il y a de la place. Il faut respecter les règles républicaines : pas de ministres battus ; en tout cas, il y aura peu d'exceptions... L'axe de la négociation, son horizon, c'est l'Europe 92. Le PS doit être le pivot — pivot est un bon mot, pa veut dire ce que pa veut dire : ça permet de bloquer l'inacceptable et d'ouvrir le jeu en allant aux limites de l'acceptable. C'est à Michel Rocard d'explorer les voies de l'ouverture. C'est à lui de réussir devant le Parlement.

Coups de téléphone lugubres de plusieurs dirigeants :

Laurent Fabius : Des ringards à la tête du Parti, des ringards au gouvernement, ça donne un résultat ringard !

Pierre Mauroy : Bravo pour l'ouverture! Maintenant on y va, mais la corde au cou...

Michel Delebarre : Les gens voulaient avoir Mitterrand, plus l'ouverture. On leur a servi le même ragoût qu'en 1981. Le défilé des revenants : c'est un vrai cauchemar! Avec, en prime, des relents d'union de la gauche. Une totale ! Les électeurs ont compris 5 sur 5 que l'ouverture, ilfallait la rendre obligatoire...

Lionel Jospin : On a changé de discours entre les deux tours : l'effet a été désastreux. On a cumulé les deux inconvénients, celui de l'ouverture et celui de : « A gauche toute ! » Un élève en première année de communication n'aurait pas fait cette erreur!

De son côté, vu la marge étroite que lui donnent ces résultats, Michel Rocard décide de renvoyer l'examen des « grands textes » à la session d'automne. Pour éviter que l'opposition ne se ressoude trop vite, m'explique-t-il.

Pierre Bérégovoy veut un accord préalable fiscal à la levée du contrôle des changes.

Lundi 13 juin 1988

Au golf, le Président est de méchante humeur : Quand le PS perd les élections, il se plaint. Quand il les gagne, c'est pire ! Gagner des élections seul prépare des échecs. Je cherche quel phénix, d'ailleurs, aurait fait mieux ! Ils sont obligés de réussir. Cet aiguillon aurait pu manquer avec une victoire absolue. Au demeurant, l'absolu n'existe pas en politique ; ceux qui s'attendent à manger de ce pain-là risquent de mourir de faim.

Réunion à Luxembourg du Conseil des ministres des Finances. La séance dure huit heures. On décide d'instituer la libération des capitaux pour le 1er juillet 1990. Les Douze auront une fiscalité commune le 30 juin 1989. On pense à une retenue à la source minimale de 15 à 20 % sur les revenus de l'épargne. C'est conforme à notre accord avec Kohl.

Turgut Ozal est à Athènes : première visite officielle d'un chef de gouvernement turc en Grèce depuis 1952.

Jacques Delors répond à François Mitterrand au sujet de la proposition française sur la dette du Tiers-Monde. A ses yeux, elle constitue une contribution essentielle aux travaux du prochain Sommet de Toronto. Il espère qu'une position commune pourra être exprimée au nom de l'Europe des Douze, ou à tout le moins des quatre pays européens représentés au Canada. Il précise qu'il a d'ailleurs suggéré au Chancelier Kohl, qui exerce actuellement la présidence du Conseil, de prendre l'initiative de contacts à cet effet avec la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Commission.

Mardi 14 juin 1988

Après une nouvelle discussion de trois heures, les ministres des Finances des Douze adoptent une directive instaurant la libération complète des mouvements de capitaux dès juillet 1990 pour huit pays — l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce bénéficiant pour leur part d'un sursis jusqu'à la fin de 1992. Une harmonisation de la fiscalité de l'épargne est prévue, à un taux élevé, comme convenu avec Helmut Kohl. Le Luxembourg se prononce à fond contre. La Grande-Bretagne et la RFA se faufilent derrière leur grand allié...

La Commission soumettra au Conseil, avant la fin de l'année, des propositions destinées à harmoniser la fiscalité de l'épargne et donc à atténuer les risques de fuite des capitaux. Un Conseil se prononcera sur ces propositions avant la présidence française.

Matignon et l'Élysée s'absorbent dans la préparation d'un projet d'amnistie. Sujet délicat : il faut éviter de s'attirer les mêmes critiques de « laxisme » qu'en 1981. En seront exclues les infractions portant atteinte à la sécurité de l'État et — ce qui fait réagir quelques-uns — celles relatives aux conditions de séjour irrégulières sur le territoire. Seules 4 400 libérations de détenus seront opérées, soit 2 000 de moins que d'ordinaire, par

suite de l'abaissement à quatre mois (au lieu de six) des peines amnistiables. 1981 parait bien loin...

Ce soir, le Président intervient, depuis l'Élysée, sur les chaînes de télévision pour annoncer qu'il a demandé à Michel Rocard de poursuivre sa tâche jusqu'à l'installation de la nouvelle Assemblée, le 23 juin prochain. Il regrette que le PS n'ait pas atteint la majorité absolue, mais, même relative, la majorité existe, elle est forte et cohérente. Nous verrons bien qui est et qui n'est pas disposé à prendre la main tendue...

Mercredi 15 juin 1988

Avant le Conseil des ministres, François Mitterrand dit à Michel Rocard : Si j'ai bien compris, vous attendez que je prenne en charge, sous forme de grâce, tous les cas délicats que l'amnistie ne couvrira pas ! Mais bon, j'accepte. Toutefois, je constate que vous avez fixé à quatre mois de prison le maximum amnistiable moi, j'aurais préféré six mois. Êtes-vous sûr que le futur Rouillan [le militant d'Action directe amnistié en 81] est bien dans les six mois et non dans les quatre ? Il ne faut pas trop céder à l'ambiance sécuritaire. Il n'y a rien de pire que de suivre l'opinion. J'ai été saisi de tant de cas d'injustices graves touchant des immigrés...

A la suite de cette observation, une réunion se tient dans le bureau de Jean-Louis Bianco avec le garde des Sceaux, Pierre Arpaillange, un conseiller de Michel Rocard, Louis Joinet et Michel Charasse. Il est décidé d'instituer une structure d'examen individuel des cas délicats qui seront transmis à François Mitterrand afin que l'amnistie n'entraîne pas, pour les étrangers, la suppression de la mesure d'expulsion qui assortissait leur condamnation.

Juste avant le Conseil, Michel Rocard se trouve mal dans le bureau de François Mitterrand. On appelle un médecin, toujours de garde. Repos dans l'appartement privé du Président. Le Conseil est légèrement retardé. L'incident est gardé secret.

Au Conseil, François Mitterrand tient à peu près les mêmes propos sur l'amnistie. Puis, au sujet des résultats des élections : Il faut garder le sens des valeurs, des rapports, des couleurs qui font le charme d'un tableau. Une remarque très simple, simpliste même, mais qui n'est jamais apparue dans les commentaires : les forces conservatrices qui gouvernaient ne gouverneront plus. Avec les socialistes, quand on perd, on est triste ; et quand on ne perd pas, on est encore plus triste ! Je m'excuse pour les non-socialistes qui sont autour de cette table : de 275 à 280 sièges socialistes, ce n'est certes pas le niveau que je souhaitais, que nous souhaitions ; mais êtes-vous sûrs que ce niveau aurait été atteint quelques mois plus tard ? La majorité absolue pour un seul parti, ce n'est pas normal, ce n'est pas sain, cela prépare une plus grande chute. Si vous excluez toute coalition du jeu républicain, vous aurez les pires déboires. Mais il est vrai qu'aujourd'hui une coalition n'estpaspossible. La majorité absolue, dans un pays aussi nuancé, aussi riche de traditions diverses que la France, est très difficile à atteindre. Les socialistes eux-mêmes ont toujours été partagés entre quatre, cinq, six fractions ou courants. Il serait présomptueux de penser qu'il n'en est plus de même aujourd'hui.

A propos de la dissolution, je n'avais, en fait, rien décidé avant le 8 mai. Je penchais plutôt pour ne pas dissoudre. Mais j'ai constaté que, dès le 8 mai, la stratégie de l'ancien Président Giscard d'Estaing risquait de réussir. En effet, pour me succéder un jour — c'est son ambition —, celui-ci a besoin, après avoir écarté Chirac, d'une droite unie derrière lui. Sa stratégie s'oppose d'ailleurs à celle de ses deux anciens Premiers ministres, l'un réduit au silence mais qui n'en pense pas moins, l'autre qui veut créer un groupe autonome.

Il ne faut pas se fier aux sondages, surtout lorsqu'ils sont suspects, non plus qu'à ses propres espérances. Permettez-moi de rappeler qu'à l'époque où j'ai été élu Premier secrétaire du Parti socialiste, ce parti comptait 36 députés. Je l'ai conduit (je n'ai pas été le seul) jusqu'à 275 — il en manque 14. L'illustre M. Gaudin a estimé que je n'ai rien dit hier soir, ni même pendant la campagne. Mais les mêmes mots, dans d'autres bouches, sont pour lui d'une richesse et d'une force incomparables...

Je n'ai jamais cru au centre ; je n'y crois pas davantage aujourd'hui, du moins tant que ne parvient pas à se constituer un centre autonome, avec un programme acceptable. On verra bien. En tout cas, ce n'est pas demain la veille !

Cela dit, on n'est pas obligé d'injurier tout le monde pour avoir des suffrages. Quand je parle de «partage des responsabilités », cela passe, parce qu'on ne sait pas très bien ce que cela veut dire concrètement. Quand je parle de « partage des profits », par contre, on sait très bien ce que cela veut dire, et cela ne passe plus ! Ce n'est sûrement pas un hasard si je ne fais que 2 % des opinions favorables, dans les sondages, chez les chefs d'entreprises ! En tout cas, vous allez être obligés de faire preuve d'imagination, de beaucoup travailler pour réussir. Ce sont deux aiguillons qui n'étaient peut-être pas indispensables, mais qui sont utiles.

Première rencontre officielle entre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou à Matignon. Le Premier ministre se félicite de leur volonté concordante d'œuvrer au rétablissement d'une paix durable en Nouvelle-Calédonie. Des négociations vont s'ouvrir sur quatre points : l'organisation d'un territoire fédéral, un plan de développement économique et social, la mise en place de structures provisoires et la définition de garanties pour les différentes communautés.

Jeudi 16 juin 1988

Rétablissement des relations diplomatiques franco-iraniennes, interrompues depuis juillet 1987. Roland Dumas a dû s'assurer que le gouvernement de Jacques Chirac n'avait pas pris d'autres engagements vis-à-vis de Téhéran. Il n'en était pas persuadé.

Le Sommet de Toronto s'ouvre dans deux jours. En dehors de la dette, sur laquelle nous obtiendrons un accord sur la base de la proposition que nous avons lancée à la dernière minute, on y parlera de la négociation commerciale : une réunion ministérielle doit avoir lieu à Montréal le 5 décembre prochain. Pour nous, elle doit être consacrée à une revue d'ensemble. Pour les États-Unis, soutenus par l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, elle doit être l'occasion d'accords partiels portant sur des sujets qu'ils considèrent comme prioritaires, comme l'agriculture. Nous souhaiterions au contraire un accord unique et global au terme de la négociation, incluant non seulement l'agriculture, mais aussi les services, la propriété intellectuelle, les règles du jeu concernant les nouveaux pays industrialisés, etc. Sur tous ces sujets, la solidarité du Royaume-Uni avec les autres Européens constituera une grande première.

Vendredi 17 juin 1988

François Mitterrand souhaite - c'est du moins ce qu'il dit — que le prochain gouvernement soit, conformément à la Constitution, élaboré et proposé par le seul Michel Rocard. Il veut que l'ouverture vers la société civile soit nette, et préconise à cette fin un partage égal des postes entre socialistes et non-socialistes. Toutefois, il déconseille vivement à Michel Rocard de se séparer de ceux que ce dernier appelle les ayatollahs du Parti socialiste : Quilès, Poperen, Sarre, Laignel. Ils ne méritent pas cette réputation. Et, quand on fait une ouverture vers le centre, il ne faut pas se dégarnir sur son aile gauche - ou ce qui apparaît comme notre aile gauche. D'ailleurs, les Français ne savent pas très bien qui sont MM. Sarre et Laignel. Ce sont les journalistes qui leur font cette mauvaise réputation, mais les militants les aiment bien.

Enfin, François Mitterrand indique qu'il ne souhaite pas qu'il soit procédé à des ouvertures individuelles qui apparaîtraient comme autant de débauchages. Cependant, lorsque Michel Rocard lui propose de nommer Jean-Pierre Soisson à l'Emploi, il laisse faire, tout en nous confiant qu'il désapprouve: C'est un homme bien fragile pour ce poste clé.

Décollage pour le Sommet de Toronto. Dans le Concorde, le Président me parle de politique intérieure. Il revient sur la façon dont ses amis ont contrecarré l'ambition de Fabius. Il n'est pas tendre envers Jospin et Mauroy : S'ils m'embêtent, je les laisse tous tomber !

Dès l'arrivée, rencontre avec Ronald Reagan. Aux questions que pose le Président américain, on voit bien qu'il récite des fiches, comme en 1981 :

Ronald Reagan : Quelles sont les priorités pour votre second septennat ?

François Mitterrand : Europe, paix, développement. La majorité est stable et durable. Je donnerai la priorité à l'éducation.

Ronald Reagan : L'éducation est en effet le plus grand problème de nos sociétés.

George Shultz : Mais la technologie est le principal facteur de la croissance.

Ronald Reagan : J'ai vu récemment Gorbatchev. Nous allons poursuivre le travail, sans être pressés.

François Mitterrand : Il est le produit d'un système. Il a fait le choix de la paix. Quand vous avez décidé avec lui le désarmement nucléaire en Europe, beaucoup disaient vous approuver, mais ne le pensaient pas. Moi, oui. Je souscris à l'accord de Washington. Vous avez raison de parler du désarmement stratégique, mais ce n'est pas prioritaire. L'important, c'est l'équilibre conventionnel en Europe. Il faut négocier sérieusement; sinon, nous aurons à moderniser les fusées à très courte portée.

Ronald Reagan : Gorbatchev est très différent des précédents dirigeants soviétiques. Nous avons vraiment avancé. Je lui fais confiance. Mais il faut quand même prendre des précautions et couper les cartes avant de donner...

François Mitterrand : Il ne faut pas chercher à explorer le cerveau de nos interlocuteurs, mais créer les conditions qui fassent que tout se passe comme s'ils étaient sincères.

Ronald Reagan explique à François Mitterrand qu'il sait fort bien qu'en Europe et au Japon on le traite de gâteux : Je ne suis pas gâteux, et j'ai toutes

les qualités exigées d'un Président des États-Unis. D'abord, j'ai une excellence mémoire. Ensuite, heu... eh bien... je ne me rappelle plus !...

Éclats de rire. Quel charme a ce diable d'homme !

Le Sommet commence par une réunion limitée aux seuls chefs de délégation, sur les sujets d'ordre économique. Comme à l'accoutumée, le Président américain démarre sur une de ces histoires dont il a le secret :

Ronald Reagan : Quand j'étais gouverneur de Californie, des représentants indiens ont demandé à me voir. Ils étaient pieds nus, en tee-shirts déchirés : « Nous ne comprenons rien à nos enfants, ni à l'électronique, ni aux voyages dans l'espace... — Vous avez raison, leur ai-je répondu. A l'école, nous non plus n'avions rien de cela à apprendre ; c'est pourquoi nous l'avons inventé ! »

Nous sourions tous volontiers. Le vrai débat peut commencer.

Margaret Thatcher : Peu d'entre nous étaient là à Montebello, au Canada, il y a sept ans. C'est la fin du second cycle de ces sommets. A la fin du premier cycle, nous étions toujours en proie à l'inflation. Le second cycle a heureusement été meilleur que le premier. Ces sommets sont donc utiles. Ils ont permis de lutter contre les grands problèmes (krach financier, chômage, inflation). Ilfaut continuer à favoriser la concurrence et à développer l'investissement. Les subventions à l'agriculture ruinent nos économies. Chacun de nous a sa façon d'agir en recourant aux subventions. L'OCDE a fait observer que les subventions agricoles par pays se montent à 35 % du revenu aux États-Unis, 49 % pour la CEE, 75 % au Japon. C'est alarmant. Elles ont encore augmenté de 1981 à 1986. Abba Eban a dit que « des hommes ne se comportent sagement que s'ils ont exploré toutes les autres alternatives ». Les subventions agricoles nous ruinent et conduisent les pays du Tiers-Monde à l'abîme. Il faut absodument baisser les subventions, sinon nous irons tous à la catastrophe. La proposition d'abolir ces subventions en dix ans est très courageuse, mais peu réaliste...

En ce qui concerne la dette du Tiers-Monde, nous voulons tous agir, mais il convient de répartir le fardeau de façon équitable. Toute aide nouvelle doit dépendre d'un accord du FMI. Évidemment, les pays concernés ne pourront jamais nous rembourser. Il nous faut donc rééchelonner les dettes commerciades et alléger les autres dettes dans le cadre du Club de Paris. Il faut avoir là-dessus beaucoup d'ambition et tenir compte des mouvements de prix des matières premières.

Ronald Reagan : C'est mon dernier Sommet ; le premier était à Ottawa. J'ai vu de tels progrès en sept ans ! D'abord, on se parle franchement... Sur l'agriculture, il n'y a pas de réponse simple. Nous subventionnons tous des productions sans marché. Nous payons des gens pour produire ce qui est invendable. Le progrès technique a bouleversé l'agriculture. L'hybridation du mai's permet de créer un nouveau carburant, le méthanol, qui sera très utile quand, d'ici à quelques années, le pétrole sera épuisé. On a fait des matières plastiques biodégradables. Mais certaines subventions sont absurdes. Un membre d'unefamille royale d'Europe possède un million d'acres aux États-Unis et reçoit des subventions du gouvernement américain ! Est-ce raisonnable de subventionner ce gentleman farmer ? Il faut ramener l'agriculture aux prix du marché en l'an 2000. Cela dégagera des ressources et contribuera même à développer l'agriculture.

En 1981, aux États-Unis, la situation était terrible (inflation, déficit, chômage, pouvoir d'achat). Aujourd'hui, le taux marginal d'impôt le plus élevé y est égal au taux marginal le plus bas en Grande-Bretagne. Et pourtant, les Américains trouvent qu'ils paient encore beaucoup trop d'impôts ! J'ai réduit de moitié la taille du livre contenant toute notre législation. En six ans, nous avons créé 16,8 millions d'emplois, dont la moitié dans les PME; 62 % de toutes les personnes en quête d'un emploi potentiel trouvent à s'embaucher. Vivent les entrepreneurs !

Il cite à ce propos le cas d'une jeune pianiste qui a renoncé à sa carrière de concertiste pour devenir pâtissière et commercialiser ses brownies. Aujourd'hui, c'est une femme d'affaires richissime.

Margaret Thatcher : Il faut s'attacher à créer la richesse avant de s'intéresser à sa distribution. Il faut réduire les déficits et les dépenses publiques.

Brian Mulroney : Ron s'est montré très ferme contre le protectionnisme aux États-Unis. Mais le protectionnisme tente toujours le Congrès...

Helmut Kohl : L'économie mondiale va mieux. L'in, flation est stabilisée. Le principal danger reste le protectionnisme. La superficie agraire moyenne est de 17 hectares en RFA, de 72 hectares aux États-Unis. Nos exportations ont baissé, notre production de beurre décroît, nos surfaces cultivées ont diminué. Il faut trouver une solution raisonnable... Pour ce qui est de la dette du Tiers-Monde, nous sommes décidés à aller loin; mais les pays concernés doivent aussi lutter chez eux contre la corruption.

François Mitterrand définit le programme de son nouveau septennat: Je suis l'un de ceux qui étaient à Montebello. Depuis lors, notre situation

commune est meilleure. Beaucoup de difficultés ont été surmontées. Elles reviendront, je ne sais pas par quelle porte, mais notre concertation est utile. Nous avons connu des crises. Nous en aurons d'autres. Nous sommes d'autant plus ancrés dans nos convictions que notre entente est nécessaire. Le refus de Ron de s'associer à la démagogie protectionniste était utile.

En 1981, en France, il y avait 14 % d'inflation. Depuis, elle a diminué: nous en sommes d 2,5 %. Nous ne sommes pas les seuls. Nous avons réalisé totalement la liberté des prix, abolissant un système instauré non à partir de 1981, comme vous le croyez tous, mais depuis Louis XIV! C'est en 1981 qu'on a commencé d débloquer les prix (77 % d'entre eux ont été libérés de 1981 à 1986).

Nous avons accepté la liberté de circulation des capitaux en Europe. Je suis socialiste — le seul ici. J'estime indispensable de ne pas laisser les seules lois du marché régir nos sociétés, mais aussi d'accroître les contre pouvoirs afin de contrebalancer l'État. Si je dis cela, c'est que j'ai encore besoin d'évangéliser notre presse et... certains d'entre vous !

Il a fallu, depuis plus d'un siècle, lutter contre le protectionnisme agricole tel que Méline l'avait défini. Lorsque j'ai eu, en 1983, un choix à faire entre, d'une part, rester dans la CEE et le SME, donc refuser tout protectionnisme, et, d'autre part, lancer la France dans une politique autarcique que beaucoup prônaient à l'époque, j'ai dû trancher dans des conditions très difficiles. Je l'ai fait avec l'appui de Jacques Delors, de Helmut Kohl et du gouvernement italien, etj'ai choisi d'aller vers le Grand Marché, c'est-à-dire vers la liberté totale de circulation et d'établissement de tous les citoyens. Le chômage s'est accru, mais son rythme a décru. Il se stabilise. Si la croissance mondiale se poursuit, elle devrait nous permettre d'aller vers une réduction très forte du chômage. Nous sommes sur la bonne voie. Nous avons aussi réalisé la décentralisation, la première réforme majeure en ce domaine depuis cinq siècles...

Nous sentons tous la nécessité de mettre de l'ordre dans le Système monétaire international. J'ai dancé cette réforme d Versailles. Jacques Delors a présidé le groupe de travail pendant plusieurs années. Depuis 1985, des progrès ont été faits. Il faut continuer en allant vers un système à plusieurs pôles : le yen, le dollar et les monnaies européennes. Après le krach d'octobre dernier, notre bonne coordination a permis d'éviter la récession, et aussi l'inflation. Les plus pessimistes d'entre nous ont eu tort.

J'ai entendu des propos antiprotectionnistes, que j'approuve. Mais, depuis un an, le protectionnisme a progressé aux États-Unis et au Japon. Ainsi, il y a 2,5 millions d'agriculteurs aux États-Unis et 10 millions en Europe, pour un montant égal de subventions. Il faut donc faire des progrès. Nous avons encore, en ce moment, une guerre de la bière avec la RFA, et de la dinde avec la Grande-Bretagne. Les Britanniques prétendent que nos dindes tombent toujours malades en octobre, mais qu'elles sont guéries en février! [Éclats de rire]. Je pourrais également évoquer le protectionnisme du Japon. M. Nakasone, un homme remarquable, avait manifestement la tête ailleurs lorsque nous parlions de cela, car il n'est pas intervenu, pas plus d'ailleurs que M. Takeshita. Pourtant, les pratiques japonaises créent une situation inéquitable, très dangereuse pour l'avenir. Puisque nous sommes tous contre le protectionnisme, agissons !

Pour ce qui est de l'aide aux pays en développement, il faut atteindre 0, 7 % de notre PIB. Certains pays, comme le nôtre, ont fait des efforts et des progrès. Mais certaines initiatives décidées par tous n'ont pas été mises en œuvre (cinquième reconstitution du Fonds africain, augmentation du capital de la Banque mondiale). En ce domaine, beaucoup ont accompli un effort sensible : le Canada et la RFA ont annulé la dette de certains pays ; la Grande-Bretagne et le Japon ont émis des propositions. Il faut faire plus et coordonner nos efforts. D'où ma lettre. Je me réjouis que vous ayez bien accueilli ma proposition. Les États-Unis pourront sûrement être d'accord avec l'une des trois options. La France, pour sa part, réduira sa créance du tiers. Mais il y a quelque chose d'injuste dans ce système : ainsi, des pays comme le Zaïre et le Gabon en sont exclus. Or, la pauvreté des pays du Tiers-Monde détruit leurs sociétés et menace les nôtres. Il faut donc décider, dès Montréal, des progrès à accomplir sur les prix des produits tropicaux. Certains pays ont été enfoncés dans le sous-développement par nous-mêmes. Au total, le Nord a reçu 35 milliards de dollars du Sud. Les plus graves menaces qui pèsent sur le monde sont l'arme nucléaire et la misère du Tiers-Monde. Le Tiers-Monde n'a pas part à nos décisions. A la fin du siècle, il y aura plus de 100 millions d'habitants au Maghreb. La démographie est en difficulté au Nord, pas au Sud. C'est une cause de déséquilibres, un facteur de fanatisme et de terrorisme. C'est cela, la philosophie de l'Histoire. Dans cinquante ans, on nous reprochera de ne pas y avoir pensé. Toronto doit être l'occasion de proposer au monde un projet de civilisation.

Brian Mulroney : Le Canada efface une partie de sa dette.

Noboru Takeshita : C'est le premier Sommet auquel je participe. La coordination à Sept a permis de maintenir une croissance non inflationniste. Restent les problèmes des déséquilibres des balances de paiements et de la dette. Nous allons annuler la dette publique de dix-sept pays parmi les plus pauvres. Par ailleurs, le Japon va développer sa consommation intérieure et ouvrir davantage son marché. Mais la langue japonaise constitue une barrière. Vos jeunes devraient l'étudier...

Ciriaco De Mita : Notre structure économique était très centralisée. Nous l'avons restructurée. L'Europe doit s'ouvrir aux produits du reste du monde. En agriculture, la consommation de certains produits dépend des mentalités. Il faut ouvrir nos marchés aux produits du Tiers-Monde.

Jacques Delors : Le second cycle des Sommets a vu s'améliorer beaucoup la situation. Le krach du 15 octobre a été maîtrisé grâce à la flexibilité. L'agriculture est l'élément central de notre vie rurale dans sa diversité. La Communauté va instituer un grand marché qui créera de 2 à 5 millions d'emplois. Il faut associer à la réflexion que nous menons les nouveaux pays industrialisés.

Brian Mulroney propose d'ajouter un paragraphe au communiqué déjà négocié sur l'agriculture : Il faut des réformes de structures permettant aux forces du marché de s'exprimer librement.

De ma place, derrière lui, je passe un mot au Président : On ne va pas se mettre d'accord en dix minutes. Ce texte est un piège dangereux. Il ne faut pas d'un texte qui nous engage à réduire les subventions agricoles.

François Mitterrand réagit immédiatement : Cette phrase sur les «forces du marché » me paraît contraire à nos idées. Et l'accent mis ici sur l'agriculture est excessif. Enfin, pourquoi ne pas parler des services ?

Dîner. Réunion de sherpas sur les textes de caractère politique. Je refuse absolument la création d'un groupe à Sept sur la drogue, que les Américains souhaitent encore nous imposer. Le communiqué sera donc agréé à Six — sans nous.

Après s'être félicités des progrès accomplis en matière de relations EsdOuest, les chefs d'État rappellent que beaucoup reste à faire, du côté de Moscou, pour atténuer la méfiance des Occidentaux.

A 23 h 30, François Mitterrand rencontre des journalistes français qui l'interrogent sur la bataille pour le « perchoir » (la présidence de l'Assemblée) qui se déroule à Paris entre les divers courants du PS : J'ai soutenu Laurent Fabius, mais je ne l'ai pas vraiment encouragé. Après une défaite personnelle, on doitprendre du recul, réfléchir, se demanderpourquoi on suscite l'hostilité. Laurent Fabius a beaucoup de qualités, mais il ne sait pas résister ; il veut un peu tout, tout de suite ; c'est souvent comme ça qu'on se retrouve sans rien. Mais les autres se sont mal comportés avec lui ; ils se sont ligués contre lui. Le problème de Fabius, c'est qu'on ne l'aime pas. Peut-être parce que lui-même n'aime pas assez les autres.

Lundi 20 juin 1988

Au petit déjeuner, François Mitterrand reçoit Helmut Kohl.

Le Chancelier semble très remonté contre le Japon : Nakasone a été kamikaze pendant la guerre, nous apprend-il. Puis, à propos d'un correspondant de presse, il a cette phrase étonnante, qui pourrait passer pour ambiguë si elle n'émanait de lui : Avec un journaliste juif dont la famille a disparu à Auschwitz, quelqu'un comme moi n'a aucune chance...

La séance reprend peu après, cette fois en présence des ministres.

Puis discussion à Sept sur le problème de l'éducation. Les sherpas, logés au-dessus, dans une petite pièce, entendent sans voir.

Brian Mulroney : En l'an 2000, 7 % des emplois seulement seront disponibles pour ceux qui auront moins de douze ans de scolarité.

Margaret Thatcher : Nos ancêtres ont fait d'énormes découvertes alors qu'ils n'avaient guère d'éducation. Nous pouvons noics en sortir, je ne suis pas très préoccupée par cela. Les questions de comportement me gênent beaucoup plus. Rousseau disait que l'homme est bon par nature. Stuart Mill disait, lui, que seule la société peut réduire la brutalité de l'homme. Les universitaires ne sont pas les seules sources de connaissance. Les intellectuels ont souvent peu de moyens d'analyse. L'éducation ne résout pas tous les problèmes. Il n'existe pas tant un problème de savoir que d'éthique. Nous avons à apprendre aux jeunes les règles de la vie et du comportement en société.

Je ne veux pas ouvrir nos frontières aux terroristes, au trafic de stupéfiants et aux criminels. Il faut que les collectivités deviennent sereines et responsables. Il faut de la sagesse et de l'esprit de décision, un sens du leadership dans l'utilisation du savoir. Cette question du comportement est la question qui détermine l'avenir de nos sociétés. Comment préserver la stabilité ? Comment développer la sagesse ?

François Mitterrand : Moi, je suis antirousseauiste. La liberté n'existe pas à l'état de nature. Elle n'existe que là où il existe des institutions qui codifient les relations à l'intérieur d'une société, avec des pouvoirs et des contre-pouvoirs. C'est un jeu complexe d'actions et d'interactions.

D'accord, l'instruction est nécessaire, mais elle n'est pas suffisante pour acquérir la maîtrise intérieure. Malgré tout, le savoir a été un moyen de pouvoir. Le savoir doit être développé parmi les masses. Comme le dit Marx, le lumpenprolétariat est l'allié des plus riches, parce qu'il n'a pas le savoir. Je suis d'accord pour dire que la génétique est une science essentielle, d'autant que la génétique coûte moins cher que la conquête de la lune : le Japon l'a compris.

Ronald Reagan: Nous ne sommes pas tous égaux. [Il a, bien sûr, une histoire pour illustrer sa théorie : celle, édifiante, d'un boat-people devenu médecin à Harvard...] Une formation sans embrigadement est nécessaire... Le détachement est une façon d'éviter les affrontements. C'est la base des relations personnelles, sociales et internationales. L'euphorie et la chaleur sont des formes de détachement...

Brian Mulroney, dithyrambique : Voilà qui est visionnaire, Ron !...

François Mitterrand : Le savoir est un facteur de progrès humain. Plus les gens seront nombreux à avoir un niveau élevé d'éducation, plus notre niveau de développement sera élevé. Le savoir est le meilleur moyen de s'opposer à la crise et de dépasser les vieilles techniques. C'est à l'école qu'on a une chance d'avoir accès à l'égalité des moyens. Le temps passé à apprendre s'est beaucoup développé. Chez nous, l'enfant va dès trois ans à l'école et y reste jusqu'à dix-huit ans. Si l'on diversifie les disciplines, il faut aussi relier l'entreprise et la formation. La plus grande part des crédits doit aller à l'Éducation, qui dispute à la Défense la première part du budget. Il faut accorder une priorité absolue à la formation, notamment en doublant les crédits à la recherche. Il faut multiplier les échanges entre universités. L'analphabétisme mondial est un grave problème.

Un sherpa me confie: C'est vraiment une conversation de café du Commerce ! Quelles banalités affligeantes !

Des nouvelles de Paris : les négociations sur la constitution du second gouvernement Rocard s'emballent. Michel Rocard téléphone de Paris à Roland Dumas, qui est à Toronto avec nous, pour lui proposer de devenir ministre des Relations avec le Parlement, en raison de ses grands talents oratoires !... François Mitterrand est furieux d'apprendre que Pierre Joxe aurait accepté les Affaires étrangères que lui a proposées Michel Rocard... Il explose : Comment peut-il faire ça sans m'en parler ! Déjà, il y a un mois, Rocard voulait confier ce poste à Jacques Andréani !

C'est sa première vraie colère contre Michel Rocard. Je me risque à lui faire remarquer qu'il a dit au Premier ministre que la composition du gouvernement serait de sa seule responsabilité. Et que Rocard m'a toujours affirmé qu'il n'avait jamais eu l'intention de confier les Affaires étrangères au directeur de cabinet de Roland Dumas. Et que Pierre Joxe n'a sûrement pas commis la moindre infidélité au Président...

Pierre Bérégovoy tient absolument à la suppression du contrôle des changes, cette béquille idiote.

Mardi 21 juin 1988

La discussion à Sept reprend sur les excédents agricoles :

Ronald Reagan: Il faut dire au moins que nous nous engageons à les réduire ; sinon, le Sommet sera un échec.

Helmut Kohl : Je ne comprends rien à cette discussion. Depuis Munich et Tokyo, nous avons agi pour les réduire. La Communauté a agi. Nous allons arrêter la surproduction, nous avons déjà pris cette décision à Douze. Laissez-nous faire !

Margaret Thatcher : Oui, mais il faudra tout de même dire que nous sommes d'accord sur l'objectif à moyen terme.

James Baker : Pour le long terme, l'objectif est l'abolition des pratiques de distorsion sans limite en l'an 2000.

Brian Mulroney Bon, mais si on trouvait un texte de compromis ?

Ronald Reagan Il faut peut-être dire que, dorénavant, les subventions iront au financement des agriculteurs, et non des produits. Je n'y avais jamais pensé jusqu'ici. On pourrait même subventionner la reconversion des paysans...

Jacques Delors, un peu pincé : C'est exactement ce que nous faisons depuis longtemps en Europe et que vous nous reprochez de faire...

Ronald Reagan : Passons à la suite. Je voudrais qu'on parle des Philippines.

François Mitterrand sursaute : Pourquoi les Philippines ? Il y a tellement de pays qui connaissent des difficultés politiques et économiques ! Pourquoi pas le Brésil ou bien Haïti où il vient de se produire un coup d'État scandaleux ? Il y a tant d'autres pays ! Je ne comprends pas pourquoi on se met à parler des Philippines ! Ce n'est pas un exemple particulier de stabilité ! Ça ne correspond à aucune réalité politique ! C'est inutile ! Si vous voulez y consacrer un paragraphe spécial, moi, j'en ajouterai d'autres !

Giulio Andreotti : Mme Aquino s'attend à ce que ce Sommet lui accorde un nouveau Plan Marshall ! C'est vrai que d'autres pays sont concernés, mais si on ne consacre pas un paragraphe spécial aux Philippines, il y aura là-bas une énorme déception. Nous avons laissé entendre qu'il y aurait un grand projet ; nous devons faire quelque chose...

Ronald Reagan : Les Philippines sont dans une position stratégique très importante pour le commerce mondial. Le canal, là-bas, est une des

principales zones d'influence soviétique. Notre base militaire et aérienne de Guam est menacée par des groupes terroristes, et cela menace le commerce mondial.

Visiblement, pour Ronald Reagan, le danger n'est pas le retour à une dictature militaire aux Philippines, mais la présence des Soviétiques dans les eaux internationales au large des côtes : en fait, comme si la démocratie menaçait les bases militaires américaines !

François Mitterrand : Je n'y comprends rien. Il n'a jamais été question des Philippines dans la préparation de ce Sommet. Je n'ai pas pris d'engagement à l'égard d'un pays quelconque. La France est un pays indépendant, qui n'entend pas se faire dicter sa politique étrangère. Si on veut parler d'un plan pour les Philippines, alors parlons-en sérieusement. Mais comme les Philippines ne font pas partie de l'Alliance atlantique, la France ne l'acceptera pas.

Giulio Andreotti : Les Américains prévoient-ils une aide spécifique pour les Philippines ?

Ronald Reagan : Il faut voir. Ilfaudrait retrouver un exemple où cela s'est déjà fait. Pourquoi pas ?

Brian Mulroney : Écoutez, il n'y aura qu'à dire : les Philippines, entre autres...

François Mitterrand : Non ! Je conteste le fond et la méthode. Il faut des débats approfondis. Nous n'avons jamais été consultés. Je ne veux pas que l'on m'impose quoi que ce soit sans préparation. Je n'y souscrirai pas.

Ciriaco De Mita : Je comprends les objections du Président Mitterrand, même si les Philippines constituent un cas à part très important pour nous. Moi, je souhaite qu'on supprime ce paragraphe. Pourquoi ajouter une telle phrase ? Pourquoi faire un sort spécial aux Philippines, pourquoi pas l'Argentine ou l'Afrique ? Au surplus, c'est un principe de politique étrangère : pourquoi engager la politique étrangère de la France sans discussion préalable ? On parle ici de démocratie, mais aussi de stratégie. Ce cas particulier pose une question de fond. Ce que pense le Premier ministre japonais n'engage pas la France. Il faut vous y faire.

La discussion revient alors sur l'agriculture et s'enlise. Pierre Bérégovoy lit un texte qui évoque la réduction des subventions. Le débat est de plus en plus confus :

James Baker : Oui, mais il faut biffer la mention inutile.

Helmut Kohl : Je ne comprends plus rien à ce débat.

James Baker : Le premier crochet vaut mieux que le prétendu compromis.

Brian Mulroney : Il faut dire : « En tenant compte de la situation »... On doit parler de la dette du Tiers-Monde...

Helmut Kohl : La dette des pays les plus pauvres est en effet d'actualité...

Margaret Thatcher : Pour ce quâ est de la dette, nous devons prendre une orientation. Les différentes options proposées au Club de Paris doivent être négociées au Club de Paris. Chacun choisit sa propre option, moyennant une répartition équitable du fardeau...

Brian Mulroney : Je suis d'accord sur le menu à trois options...

James Baker : Je suis moi aussi d'accord, mais nous ne pouvons pas annuler les prêts...

Finalement, les chefs d'État se séparent après avoir décidé... d'une motion d'adieu à Ronald Reagan qui sonne comme un communiqué de soutien à la candidature de Cleorge Bush !

Toujours à Toronto où il reçoit la revue de presse par fax, François Mitterrand trouve bien fait l'article que Lionel Jospin publie dans Le Monde sous le titre : « Gouverner mieux ».

Michel Rocard, lui, en est si furieux, à ce qu'il paraît, qu'il veut le rétrograder du premier au deuxième rang des ministres d'État du nouveau gouvernement. La réponse de Lionel Jospin, que l'on nous rapporte, a été nette : En ce cas, tu peux rayer mon nom de la liste des membres du gouvernement.

Bernard Kouchner, lui, y figurera, mais changera de poste, à son grand dam. Michel Charasse, pressenti il y a quelques semaines pour s'occuper du Budget, accepte à la condition d'être ministre délégué, et non pas simple secrétaire d'État, ce dont Bérégovoy, ministre d'État et des Finances, ne veut à aucun prix.

Nous rentrons à Paris. Ce Sommet n'aura guère marqué, sauf en ce qui concerne la dette du Tiers-Monde, pour laquelle les trois options françaises (annulation partielle, réduction des taux d'intérêt, étalement des remboursements) ont été adoptées.

Mercredi 22 juin 1988

Au Conseil des ministres, François Mitterrand s'étend longuement sur le Sommet de Tororito :

Le projet français pour réduire l'endettement des pays les plus pauvres a été adopté.

Concernant les Philippines, les Américains ont fait pression pour que le Sommet marque son intérêt très particulier pour ce pays. Je n'ai rien contre les Philippines ni contre Cory Aquiño, bien au contraire, mais l'unique raison de ce brusque intérêt des Américains, c'est qu'ils veulent y développer une base ! Eux qui ont maintenu Marcos au pouvoir pendant tant d'années ne sont pas très bien placés pour nous donner des leçons de démocratie ! Je me suis fâché. La France est un pays souverain, elle n'entend pas être engagée dans une stratégie militaire sans discussion préalable. Nous avons alors proposé de rajouter divers pays dignes d'intérêt, comme l'Argentine, ce qui nous a valu quelques œillades assassines de Mme Thatcher.

Il n'est pas question que les sept pays les plus riches décident pour le reste du monde, lesquels sept pays, à part la France, sont souvent à la dévotion des États-Unis !

Il s'est manifesté un désir de porter le Président des États-Unis aux nues : j'ai dit que je venais d'entrer sans le savoir dans un comité électoral ! On nous a d'ailleurs indiqué clairement qu'il était nécessaire que nous adoptions le texte sur la drogue pour faciliter l'élection de M. Bush. J'aime bien M. Bush, j'ai de bonnes relations avec lui, il s'intéresse à l'Europe, mais c'était quand même excessif...

A la suite de la communication de Pierre Bérégovoy sur la politique monétaire, Michel Rocard approuve la politique du franc fort, mais, ajoute-t-il, elle empêche de baisser les impôts.

François Mitterrand : Il ne faut pas battre le record des prélèvements obligatoires de 1987 ! J'aimerais même que l'on fasse un peu moins...

Le Président rend hommage à Hubert Curien à propos du dernier lancement, réussi, d'Ariane.

Il annonce qu'il a signé le décret entérinant la démission du gouvernement : C'est un acte cruel, qu'il faut bien accomplir. En tout cas, je vous remercie.

Jeudi 23 juin 1988

A propos de l'entrée de Jean-Pierre Soisson dans le nouveau gouvernement comme ministre du Travail, le Président me dit : Cela peut paraître surprenant, un peu risqué. Je l'ai dit au Premier ministre. Mais, vous savez, c'est sa responsabilité, je n'ai fait que lui donner quelques conseils pour lui éviter peut-être certaines erreurs. Mais c'est lui qui a décidé. Il a nommé M. Soisson en fonction de sa compétence. Celle-ci est évidente. De toute façon, il est préférable que ces personnalités [les ralliés] aient de vrais postes ministériels.

Honte : Jean-Paul II se rend en Autriche. Il est le seul chef d'État à avoir accepté de rendre visite à Kurt Waldheim. Pourquoi cette insulte inutile aux Juifs de la part du Souverain Pontife ?

Dans une lettre circulaire, Helmut Kohl propose un ordre du jour aux dirigeants européens pour le prochain Sommet de Hanovre : l'achèvement du marché intérieur ; la dimension sociale ; les étapes de l'Union économique et monétaire ; la criminalité trans-frontières ; un exposé de Jacques Delors sur les questions sociales ; la pollution des eaux.

Laurent Fabius est élu président de l'Assemblée nationale. Aucune voix socialiste ne lui a manqué. Il devient le plus jeune président depuis Gambetta, élu en 1879 à quarante ans.

Michel Rocard est reconduit dans ses fonctions de Premier ministre.

Vendredi 24 juin 1988

Les négociations sur la Nouvelle-Calédonie ont commencé hier à Matignon. Michel Rocard y consacre tous ses efforts et son talent. J'apprends qu'Olivier Stirn, chargé des DOM-TOM, a rencontré récemment Jean-Marie Tjibaou, lors de son voyage en Nouvelle-Calédonie, avec l'accord du Premier ministre. L'entrevue a été chaleureuse et sans nuage. Mais Olivier Stirn a décelé des tensions entre le FLNKS de Jean-Marie Tjibaou, le FULK, dominé par Uregei, et le PALIKA, qui rassemble les éléments indépendantistes les plus déterminés. Stirn n'est pas lié par les discussions officielles auxquelles il ne participe pas.

Stirn a également rencontré longuement Jacques Lafleur, grâce à l'entremise d'un ami commun. Lafleur est virulent et amer vis-à-vis de Jacques Chirac, à qui il reproche, en dépit de ses promesses d'avant mars 1986, de ne pas l'avoir nommé secrétaire d'Etat au Pacifique-Sud. De plus, il est désormais considéré comme un renégat par le RPR qui dénonce sa trahison et ses contacts avec l'actuel gouvernement, ainsi que son dialogue avec Jean-Marie Tjibaou. Jacques Lafleur a demandé à Olivier Stirn que la nouvelle politique ne soit pas une machine de guerre anti-RPCR. Il aurait carrément laissé entendre à son interlocuteur qu'il était disposé à favoriser de nouvelles concessions dans les discussions en cours si on s'occupait de son sort personnel sous deux aspects : la présidence d'une société (sans plus de précisions) et le dédommagement des frais qu'il a engagés en pure perte dans son soutien à Jacques Chirac (aucun chiffre n'aurait été évoqué, mais il s'agirait d'après lui de montants importants). Olivier Stirn a rendu compte de ces propositions à Michel Rocard qui lui a demandé de n'en parler à personne, se réservant de régler lui-même ces deux points.

Le ministre de la Défense et le ministre des Affaires étrangères demandent au Président de réorganiser le dispositif naval et le groupement aéronaval français dans le Golfe. L'un et l'autre souhaitent que nos navires de guerre restent afin de prévenir toute attaque contre la flotte commerciale et la pose de mines. A leurs yeux, la présence dans l'océan Indien du groupement aéronaval ne constitue pas en soi une incitation à l'escalade. Roland Dumas et Jean-Pierre Chevènement pensent que la présence à l'Est de Suez du groupement aéronaval français sera au contraire considérée par les dirigeants arabes comme le signe tangible d'un intérêt français pour la stabilité dans la région. Si le groupement aéronaval rentre en France alors que nous rétablissons nos relations diplomatiques avec l'Iran, cela prendrait une signification politique et serait interprété comme une concession faite à Téhéran au détriment des intérêts arabes.

Dumas et Chevènement recommandent donc que la présence navale française soit maintenue dans le Golfe et à l'extérieur du Golfe.

Samedi 25 juin 1988

Réunion préparatoire au Conseil européen de Hanovre, dans le bureau du Président, en présence de Michel Rocard, avec Édith Cresson, Roland Dumas, Pierre Bérégovoy. Michel Rocard se dit préoccupé par une Europe qui serait celle des forts et des puissants, et qui susciterait ainsi une réaction de rejet, traduite par des votes à l'extrême droite.

Pour l'heure, chacun ne pense en fait qu'au nouveau gouvernement en train de se constituer.

Dimanche 26 juin 1988

Michel Rocard est parvenu à mettre d'accord indépendantistes du FLNKS et anti-indépendantistes du RPCR. Les deux parties ont consenti à transférer à l'État les pouvoirs du Conseil exécutif du territoire pour un an, au cours duquel 'État français préparera un nouveau statut. En 1988, un scrutin d'autodétermination sera organisé sur place. Un projet de loi d'amnistie et d'indemnisation va être élaboré.

A part le Front national, tous les partis manifestent leur joie et leur soulagement.

François Mitterrand souhaite offrir un des postes de commissaire revenant à la France — celui de Claude Cheysson, qui arrive au terme de son mandat — à Bernard Bosson, ci-devant ministre des Affaires européennes dans le gouvernement Chirac. Mais celui-ci refuse après quelques jours de réflexion. Jean-Louis Bianco demande à Pierre Méhaignerie de proposer un candidat. Bons procédés...

Accident d'avion d'Air France à Hobsheim en Alsace, lors d'un vol de démonstration.

Lundi 27 juin 1988

Le Conseil européen s'ouvre à Hanovre. Margaret Thatcher estime que le contrôle des changes est assurément inutile, puisqu'il n'en existe pas en Grande-Bretagne, et qu'il ne faut pas surréglementer pour harmoniser les fiscalités. Le Luxembourg est toujours opposé à l'harmonisation fiscale. L'Italie demande un calendrier pour la création de la Banque centrale européenne.

François Mitterrand s'exprime en dernier : L'harmonisation fiscale ne constitue pas un préalable, mais il faudra une démarche parallèle. Sur la libération des capitaux : On ne peut bâtir l'Europe autour de ses préférences, il faut des compromis... Nous ne ferons pas un préalable de l'harmonisation des fiscalités... mais la question se posera. Si l'argent file dans les paradis fiscaux, il faudra une démarche commune ou ça craquera !

Il remarque qu'il semble plus facile d'abaisser la fiscalité sur l'épargne que les cotisations sociales !

Sur l'Europe sociale : L'Europe ne peut se séparer de ses travailleurs. Je ne pourrai pas m'associer si rien n'est fait sur le plan social.

Sur l'audiovisuel : C'est par là que l'identité se définit.

Échec de l'harmonisation fiscale : Helmut Kohl nous a lâchés. Libération des mouvements de capitaux sans contrepartie. Compromis flou, durant la nuit, sur les questions monétaires. Pas d'accord sur l'objectif fiscal. Rudd Lubbers demeure étrangement silencieux.

François Mitterrand parle trois fois avec Rocard au téléphone à propos de la constitution du gouvernement.

Mardi 28 juin 1988

A Hanovre, lors de leur traditionnel petit déjeuner, François Mitterrand adjure Helmut Kohl de le soutenir : Il faut tout faire pour tenter de sauver les condamnés à mort en Afrique du Sud. Il faut durcir le ton sur les sanctions contre Pretoria !

En fin de matinée, les conclusions du Sommet ne sont pas dérisoires : un rapport sur l'Union économique et monétaire sera présenté au Conseil européen de Madrid, en juin 1989, par un comité comprenant les gouverneurs des banques centrales et trois personnalités désignées par les chefs d'État et de gouvernement.

Le Conseil estime qu'il convient d'examiner d'urgence la possibilité de créer un projet Eurêka dans le domaine audiovisuel.

Les Douze se donnent un an pour préparer l'union monétaire. Ils se félicitent des progrès de la construction européenne accomplis pendant les six mois de présidence allemande et reconduisent Jacques Delors à la tête de la Commission pour deux ans.

Enfin ! La liste du second gouvernement Rocard est publiée. Hélas, la déception est aussi vive que pour le premier. Les principaux ministères gardent leurs titulaires. Sur 49 membres, 26 sont socialistes. Il n'y a que 12 nouveaux.

Un cas un peu spécial : celui de Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, qui conserve son poste. Alors que, d'ordinaire, les ministres se battent pour se débarrasser de leurs secrétaires d'État et en reprendre les attributions, l'ex-PDG de Saint-Gobain a réclamé à cor et à cris à Matignon deux sous-ministres, l'un au Tourisme, l'autre au Commerce extérieur.

Une innovation : cinq ministres battus aux législatives conservent leur portefeuille, contrairement à un usage auquel François Mitterrand se disait particulièrement attaché. Il s'agit de François Doubin, Roger Bambuck, Thierry de Beaucé, Brice Lalonde et Bernard Kouchner. Peut-être parce qu'ils sont les représentants de la fameuse « société civile » ?

L'entrée au gouvernement du centriste Jean-Marie Rausch fait grincer bien des dents.

Après l'annonce de la composition du gouvernement, accueillie assez ironiquement par la presse, François Mitterrand se penche longuement sur le projet de déclaration de politique générale que Michel Rocard lui a transmis. Finalement, il le corrige assez peu.

Raymond Barre aurait écrit à Michel Durafour pour approuver sa participation au gouvernement : Il n'est vraiment plus possible de gouverner avec cette droite affairiste et réactionnaire.

Fin des réunions à Matignon sur la Nouvelle-Calédonie.

Mercredi 29 juin 1988

Dans son bureau, avant le premier Conseil des ministres du nouveau gouvernement, François Mitterrand met en garde Michel Rocard : Aucun ministre ne doit plus être autorisé à s'exprimer sans votre autorisation préalable. C'est très malsain, il faut y remettre de l'ordre. Ce nouveau gouvernement doit être plus discipliné que le précédent.

Au Conseil, le Président fait sa traditionnelle déclaration liminaire : Je voudrais saluer les arrivants et leur rappeler les règles qu'ils doivent respecter. Le Conseil des ministres a pour responsabilité les affaires de la France. Cela exige que chacun ait le sens de l'État et le souci de la nation. La règle majeure est la discrétion. D'ailleurs, les ministres ne doivent s'exprimer qu'avec l'autorisation du Premier ministre, mais, ici, au Conseil des ministres, vous êtes des hommes et des femmes libres d'exprimer vos opinions.

Il rappelle ce que sont les parties A, B, C. A propos de la partie C, il précise qu'il n'aime pas qu'elle soit trop longue : Le Conseil des ministres n'est pas un cercle d'études ou une académie. Rien n'est vraiment secret ici. Il y a d'ailleurs très peu de secrets d'État. En sept ans, j'en ai compté autant que les doigts d'une seule main. Et lorsqu'il y a des secrets d'État, ils ne sont pas secrets très longtemps.

A propos des mesures financières sur la Sécurité sociale, il déclare : J'ai eu l'occasion, pendant la campagne présidentielle et pendant la campagne des législatives, de dire qu'il était indispensable de proroger les mesures prises par le précédent gouvernement, de façon à équilibrer les comptes.

Georgina Dufoix rend ensuite compte de sa mission très délicate et réussie à propos des enfants de couples mixtes franco-algériens. Michel Rocard salue son travail. François Mitterrand : C'est un dossier très douloureux qui traîne depuis des années. Mme Dufoix l'a réglé grâce à ses qualités, qui sont rares. C'est un très beau résultat. C'est une négociation que j'ai suivie de près ; j'ai bien dû en parler à six reprises au Président Chadli. [C'est la première fois que je l'entends évoquer. Sans doute l'a-t-il fait par téléphone ? Ou au cours d'entretiens qu'il a eus avec lui en tête à tête et dont nul ne sait rien ?]

Puis Michel Rocard enchaîne sur les accords Lafleur-Tjibaou : Nous avons déjà réussi à changer totalement le climat en Nouvelle-Calédonie, de même qu'à régler le problème humain que nous avions avec l'Algérie. Nous ramenons la paix dans les cœurs...

Dans le discours de politique générale qu'il prononce devant l'Assemblée nationale, Michel Rocard annonce la création d'un revenu minimum d'insertion : Instaurer un droit au revenu minimum est une innovation d'une portée considérable. Après la création de la Sécurité sociale, puis sa généralisation, après l'instauration du minimum vieillesse et des allocations chômage, c'est construire le dernier étage, franchir la dernière étape.

Il nous faudra également veiller à ce que cette réforme atteigne bien ses buts, sans créer des abonnés de l'assistance, sans négliger la volonté tenace de l'insertion. C'est pourquoi va être parallèlement créée une délégation interministérielle au revenu minimum d'insertion qui aura pour tâche d'impulser sa mise en place et de veiller à en évaluer l'efficacité afin que, d'ici trois ans, un réexamen du dispositif soit entrepris sur la base d'informations sérieuses et suivies.

Jeudi 30 juin 1988

Déjeuner à l'Élysée avec Robert Lion, Émile Biasini, Samuel Pisar, Robert Maxwell, Jean-Pierre Hoss et Christian Sautter, pour parler du toit de l'Arche de la Défense. La Fondation des droits de l'homme, coquille juridique vide (dont le vice-président, Robert Maxwell, fait office de président depuis la mort d'Edgar Faure), est détentrice d'un bail. Qu'en faire ? François Mitterrand : La seule chose dont je sois sûr, c'est que ce projet de « Fondation » n'a pas de sens.

J'apprends que Claudette Colbert, qui vit toujours à Hollywood, rêverait d'avoir la Légion d'honneur et viendrait volontiers en France pour la recevoir. Par ailleurs, la danseuse américaine Rosella Hightower, qui vient d'être faite officier de la Légion d'honneur, souhaite que ce soit le Président qui la lui remette. Informé par mes soins, il accepte l'une et l'autre proposition.

Pierre Arpaillange souhaite que les infractions relatives au financement des partis et des campagnes électorales soient incluses dans le champ d'application de la loi d'amnistie. Michel Rocard l'appuie. La loi Chirac de 1988 ne suffit absolument pas à créer un cadre juridique et fiscal clair

pour les dépenses électorales. Mais le ministre de la Justice n'entend pas avoir l'air d'être l'unique artisan de ce pardon. Il préférerait se faire « imposer » un amendement, présenté de préférence par un député non inscrit.

Au Sénat — où il a été décidé de présenter le texte en première lecture —, Étienne Dailly propose justement un amendement en ce sens. Initiative spontanée ? Pierre Arpaillange, ravi, ne s'y oppose pas. Hélas, un autre sénateur, Marcel Rudloff, rapporteur (centriste) du projet, affirme en séance que cette précision est inutile, les fausses factures à usage électoral étant déjà, selon lui, visées par un autre article de la loi d'amnistie (ce qui est loin d'être évident). Apparemment convaincu, Dailly retire alors son texte, au grand désespoir du gouvernement...

C'est en revanche la gauche — socialistes et communistes — qui hurle contre la timidité du projet et ses restrictions vis-à-vis des étrangers. Ses représentants s'abstiennent de voter le texte.

Vendredi 1er juillet 1988

A Moscou, le Parti communiste achève sa Conférence en adoptant le calendrier des réformes politiques de Gorbatchev.

Samedi 2 juillet 1988

Réunion à Paris du Comité directeur du PS pour discuter du « trouble » dont a fait état sa direction après l'entrée de ministres barristes au gouvernement. Michel Rocard défend son choix, qui n'est, dit-il, pas seulement politique, mais de stratégie sociale. Il ne suscite pas vraiment l'enthousiasme.

Dimanche 3 juillet 1988

Le croiseur américain USS Vincennes abat par erreur un Airbus iranien au-dessus du détroit d'Ormuz : 290 morts. Ronald Reagan exprime ses regrets pour cette terrible tragédie, mais entérine le prétexte de la légitime défense évoqué par le commandant du navire. Pourtant, ses explications ne sont pas très convaincantes.

Lundi 4 juillet 1988

Au golf, François Mitterrand : Le gouvernement est certes un peu lourd, mais il vaut mieux tenir compte des sensibilités de chacun. Quand on progresse sur un chemin nouveau, il y a des gens qu'il vaut mieux avoir dans sa voiture que sur le bord de la route.

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie à l'unanimité moins une voix, celle d'Alain Griotteray (UDF).

Mardi 5 juillet 1988

Michel Rocard vient me dire qu'il est ravi de ses relations confiantes avec François Mitterrand. Celui-ci, pourtant, se montre souvent acerbe en privé. Il n'a pas encore oublié la tentative de remplacement de Roland Dumas par Pierre Joxe, et continue de déplorer la nomination de Jean-Pierre Soisson au ministère du Travail. Il trouve aussi que le gouvernement fait trop de concessions à la droite et au patronat sur l'impôt sur les grandes fortunes, et qu'il ne va pas assez vite en matière sociale.

C'est au tour de l'Assemblée nationale de discuter de l'amnistie. Empoignade sur la question de la réintégration dans l'entreprise des salariés « protégés » licenciés pour faute lourde. Amnistie de classe ! tonne Pierre Mazeaud. N'en seront finalement exclus que les condamnés pour coups et blessures à plus de quatre mois fermes, ou douze mois avec sursis !

C'est que les voix communistes sont importantes : avec les 23 députés devenus ministres, le gouvernement ne peut se permettre d'être privé du soutien du PC.

Finalement, le RPR vote contre, l'UDF et les centristes s'abstiennent.

Lors de la conférence de presse organisée par Claude Evin, ministre de la Santé, pour présenter les grandes orientations de son action, son secrétaire d'État, Léon Schwartzenberg, annonce des mesures dont le ministre n'a pas même été prévenu. Parmi elles, le dépistage systématique du sida pour toutes les femmes enceintes, et la distribution gratuite de méthadone aux drogués. Tollé général dans les milieux bien-pensants ! Claude Evin demande à Michel Rocard de « démissionner » son secrétaire d'État.

Mercredi 6 juillet 1988

Au Conseil des ministres, Roland Dumas annonce la venue prochaine en France de Jonas Sawimbi, chef de la guérilla angolaise. Lors de son précédent voyage, en septembre-octobre 1986, celui-ci avait été reçu par François Léotard, alors ministre de la Culture, ce que François Mitterrand avait à l'époque vivement critiqué. Le Président : S'il veut venir en France, il en a bien le droit, mais il ne doit pas y avoir de rencontre avec les membres du gouvernement.

A propos de l'avion de ligne iranien abattu par erreur dans le Golfe par un missile américain : C'est dommageable non seulement pour les États-Unis, mais pour l'ensemble des pays occidentaux. Il approuve la réaction très vive du ministère des Affaires étrangères, qui lui a d'ailleurs été préalablement soumise : Vous vous souvenez de la clameur mondiale qui avait suivi le mitraillage du Boeing coréen par les Soviétiques. Il faut éviter qu'il y ait deux poids, deux mesures. Cet acte est inadmissible et doit être condamné. Mais il ne faut pas non plus en exagérer les conséquences. Ce n'était évidemment pas la volonté du gouvernement des États-Unis d'Amérique que de tuer des civils.

Catherine Tasca soumet au Conseil le principe de la création d'un nouveau Conseil supérieur de l'audiovisuel en lieu et place de la CNCL. Elle propose qu'il fasse partie des institutions de la République énumérées dans la Constitution. Son remarquable exposé est écouté avec une extrême attention, y compris par François Mitterrand qui déclare : La constitutionnalisation de la nouvelle instance devrait intervenir après le vote de la loi, pas pendant. Ma réserve porte sur le calendrier, pas sur le fond de vos explications, qui sont excellentes.

Je réunis à déjeuner Jack Lang, Émile Biasini, les directeurs de cabinet de Lionel Jospin et de Michel Charasse pour discuter du coût du projet de Grande Bibliothèque et l'intégrer aux perspectives budgétaires de 1989. Nous établissons un calendrier : l'opération devra évidemment avoir atteint le point de non-retour avant les élections législatives de 1993. Le 14 Juillet prochain, le Président annoncera cette décision et enverra une lettre à la personnalité qui sera chargée de la mission d'études. Le nom de Patrice Cahart, inspecteur général des Finances et ancien directeur général des Douanes, est évoqué par Jack Lang. C'est une bonne idée. Le 30 novembre, dépôt du rapport. Début 1989, création de l'établissement public constructeur. Le 1er juin 1989, lancement de la consultation architecturale à six ou douze candidats au plus, une provision budgétaire étant inscrite dans la loi de finances pour 1990. Le 28 février 1990, choix du projet. Au printemps 1990, lancement des premiers appels d'offre. Je demande à chacun le plus grand secret sur cette conversation, l'annonce du projet revenant au Président.

Les sénateurs adoptent à l'unanimité la loi plaçant pour un an la Nouvelle-Calédonie sous administration directe de l'État.

En revanche, la deuxième lecture du projet de loi d'amnistie commence mal : une question préalable est votée, entraînant le rejet du texte. Le vieil air du « laxisme » est de retour. Étienne Dailly évoque la crainte que les prisons ne deviennent des centrales de terrorisme.

Après deux mois de réflexion, le ministre de la Défense rappelle à l'ordre les quarante-cinq officiers généraux du cadre de réserve qui ont

enjoint à voter Chirac entre les deux tours des présidentielles. Le Président a dû insister.

Jeudi 7 juillet 1988

Michel Rocard téléphone au Président pour lui demander l'autorisation de faire démissionner Léon Schwartzenberg du gouvernement. François Mitterrand, agacé, lui répond : Faites ce que bon vous semble. C'est votre gouvernement. Vous en êtes le chef. Mais prenez garde, la démission a elle aussi ses inconvénients : celle de vous faire passer pour un rigolo. A l'inverse, ne rien faire, c'est saper votre autorité.

Michel Rocard souhaite également faire partir Pierre Arpaillange, qui est l'objet d'attaques violentes à droite et que les socialistes accusent d'avoir « bâclé » le projet d'amnistie. François Mitterrand prend sa défense : Un garde des Sceaux doit être indépendant. Vous prétendez qu'il est trop raide à ce poste-là. Ce n'est pas un défaut. Vous ne voulez tout de même pas avoir un Chalandon de gauche !

Lorsqu'il me rapporte l'histoire, le Président ajoute : Rocard espérait peut-être compenser l'éviction de son ami Schwartzenberg par le renvoi de mon ami Arpaillange...

Adoption définitive de la loi d'amnistie : le Sénat n'ayant pu être convaincu, c'est le texte adopté en première lecture par l'Assemblée qui est considéré comme élu. C'est la première fois qu'une loi d'amnistie n'obtient pas un consensus.

Lundi 11 juillet 1988

Le City of Poros, un navire de croisière, est attaqué par un commando terroriste, au sud d'Athènes : 9 morts, 98 blessés, dont 34 Français.

Mikhaïl Gorbatchev est à Varsovie. Il évoque les trois étapes de son plan de réduction des armements conventionnels que la future conférence sur la stabilité conventionnelle en Europe aura pour objet de discuter. Il met l'accent sur les effectifs alors que, pour l'Occident, c'est la réduction des armements qui serait décisive. Il envisage de retirer des chasseurs-bombardiers des pays de l'Est en échange du non-redéploiement en Italie des 72 F16 américains stationnés jusqu'à présent en Espagne. Il propose la mise en place d'un centre européen de gestion des crises. Enfin, il demande l'organisation d'une conférence européenne au sommet.

Sans attendre, l'OTAN rejette toutes ces propositions.

Pour la première fois depuis la guerre, il paraît possible de s'engager dans un processus de désarmement conventionnel. La Conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe, toujours pas achevée, doit à la fois fixer les grandes lignes de la future négociation sur la stabilité conventionnelle, définir l'ordre du jour de conférences économiques sur la coopération Est/Ouest et adopter des mesures concernant les droits de l'homme, notamment la libéralisation des droits de circulation entre l'Est et l'Ouest. Les Roumains se refusant absolument à toute concession sur ce point et les Soviétiques ne voulant pas les contraindre, la CSCE s'éternise. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher reçoivent ensemble, mais en vain, le délégué roumain pour tenter de le faire évoluer.

Que faire avec les pays de l'Est ?

Sur le plan économique, deux d'entre eux présentent un intérêt particulier : la RDA et la Hongrie (alors que deux autres sont tout à fait insolvables : la Pologne et la Roumanie). Nous n'avons aucune raison de laisser les Allemands de l'Ouest y mener seuls une politique dynamique.

Trois pays posent moins de problèmes que les autres : la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie. Nous aurions intérêt à échelonner notre action dans ces pays : visite du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, éventuellement visite du ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, pouvant déboucher sur une visite du Président.

La RDA pose un problème particulier dans la mesure où c'est un des deux pays d'Europe de l'Est les plus rétifs à la politique de Mikhaïl Gorbatchev. Mais cela ne devrait pas nous empêcher de travailler sans complexe avec elle, d'y envoyer des ministres techniques et économiques, voire d'y organiser une visite de Roland Dumas, ou même de Michel Rocard, si celui-ci le souhaite, Laurent Fabius y étant déjà allé comme Premier ministre.

Le principal obstacle à une visite du Président en Pologne est la réaction négative prévisible d'une grande partie de l'opinion française, qui n'apprécie guère le général Jaruzelski. Le Premier ministre lui-même partage ce sentiment.

Aucun contact au sommet avec la Roumanie de Ceausescu n'est envisageable. Ce régime est l'un des pires au monde. Par ailleurs, le Conducator est en très mauvais termes avec Mikhaïl Gorbatchev et si celui-ci peut hâter son départ et son remplacement par un dirigeant présentable, il le fera sans hésiter.

Cette action de relance pourrait s'étaler sur deux à trois ans et faire l'objet d'une concertation étroite entre Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, ainsi, naturellement, qu'entre le Chancelier, qui s'intéresse de très près à cette région, et le Président.

Jack Lang me suggère de proposer au Président une Académie internationale de la culture, à l'image de la création par Richelieu de l'Académie française.

Mardi 12 juillet 1988

Dernières vérifications : le projet de Grande Bibliothèque est au point. Le Président pourra l'annoncer après-demain.

Mercredi 13 juillet 1988

Au Conseil des ministres, il est question de l'impôt sur les grandes fortunes que le gouvernement souhaite rétablir.

Après l'exposé de Pierre Bérégovoy, Jean-Pierre Chevènement se livre à une critique très vive : le rendement de cet impôt est insuffisant, dit-il, cela nous rapportera trois fois rien. Il en profite pour mettre en garde le Premier ministre à propos du financement du revenu minimum d'insertion : il espère ardemment qu'il ne sera pas question de faire des coupes claires dans le budget de la Défense nationale. Il plaide plutôt pour un relèvement de l'impôt sur le revenu.

François Mitterrand l'interrompt : Monsieur le ministre de la Défense, vous êtes en avance de quelques mois sur le débat budgétaire !

Jean-Pierre Chevènement : Les classes possédantes ont l'art de plaider en faveur du maintien de leurs privilèges en les présentant comme faisant partie de l'intérêt national.

François Mitterrand, pour couper court à la contestation : Personne ici ne va s'apitoyer sur le triste sort des personnes en question. De toute manière, le dossier a déjà été étudié à fond par le Premier ministre et les ministres compétents.

Michel Rocard confirme qu'un comité interministériel sur l'ISF s'est en effet tenu avec les ministres concernés. Il se plaint que les évaluations du ministère de l'Économie et des Finances aient changé en cours de route : Le « trois fois rien » est inexact. Il ne faut pas frapper plus fort, pour ne pas faire fuir de France les capitaux. Une activité économique préservée nous apportera des rentrées fiscales supplémentaires. Et il ne faut pas que nous soyons contraints de modifier à la baisse cet impôt d'ici à deux ans, à cause de l'Europe. C'est là que ce gouvernement, que je

considère comme devoir être durable, doit prendre ses vraies responsabilités.

François Mitterrand : Le débat est clos, je vous remercie.

Autour de la table, les ministres qui le connaissent bien échangent des regards entendus. Ils n'ignorent pas qu'à ses collaborateurs et à de nombreux visiteurs le Président ne cache pas qu'il trouve le taux d'imposition du capital envisagé trop faible.

Après l'exposé de politique étrangère de Roland Dumas, François Mitterrand évoque les propositions de Gorbatchev sur les négociations conventionnelles : Nous ne sommes pas pressés, ni même tenus de réagir. Mieux vaut faire notre propre proposition.

Puis il se livre à un historique du désarmement :

A Reykjavik, les États-Unis étaient portés par une sorte de rêve de détruire toutes les fusées stratégiques. Mme Thatcher en était très inquiète. Elle me l'avait dit, mais elle ne s'est pas manifestée à Toronto. C'est une personne qui est très ferme, mais pas tout le temps...

La riposte graduée sert seulement à permettre au Président des États-Unis d'Amérique de décider s'il intervient ou non, et quels seront le lieu et la nature de cette intervention.

On parle beaucoup de découplage, pour ne pas dire grand-chose. Le découplage est inscrit dans la stratégie de la riposte graduée, que je n'accepte pas — en tout cas pour l'Europe. [D'habitude, François Mitterrand dit qu'il ne l'accepte pas « pour la France ».]

Sur les armes nucléaires de 0 à 500 km de portée, je me suis opposé au surarmement, c'est-à-dire à leur renforcement, parce qu'il allait à contre-courant du désarmement, mais je ne me suis pas prononcé sur nos propres armes. Avec nos Pluton (nous en avons 75, chacun portant une bombe égale à deux fois celle qui est tombée sur Hiroshima), nous pourrions faire un magnifique feu d'artifice de 150 Hiroshima en RFA ! Quand j'ai modifié la doctrine d'emploi de ces armes, j'ai eu une protestation à peu près unanime des chefs d'état-major, ce qui prouve qu'il faut réfléchir avant de les nommer. Je donne la priorité au désarmement conventionnel, à l'équilibre des armes classiques, parce que c'est par là que le contournement du nucléaire est possible. [L'hypothèse d'un contournement du nucléaire, chère aux militaires et, hier encore, à André Giraud, n'était pas jusqu'ici admise par François Mitterrand. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'il la reprend à son compte.]

Le Président rappelle comment il a proposé à l'OTAN, à Bruxelles, en mars 1988, d'adopter un processus analogue à celui de la double décision : ou bien les Soviétiques discutent sérieusement, dans les deux ou trois ans, du désarmement conventionnel et commencent à s'y engager, ou bien l'Alliance renforce son armement nucléaire à courte portée.

Si on fait comme cela, il y aura un désarmement classique, car les Soviétiques ont besoin de désarmer. Vous me direz : « Vous ne pouvez pas prouver qu'il va y avoir désarmement. » Je vous réponds : « Non, je ne peux pas le prouver, mais j'en suis sûr. »

Après une communication de Jean Poperen sur le travail parlementaire, le Président conclut : Vous n'aurez pas en octobre un climat détendu. Ce ne sera pas une période paisible pour le gouvernement.

François Mitterrand reçoit à déjeuner les députés socialistes de l'Essonne. Ils sont sept sur les dix élus que compte ce département. Claude Germon, le député de Massy, lui a écrit une lettre très « union de la gauche », et Julien Dray a publié dans Libération un article très réservé sur l'ouverture. C'est l'occasion pour lui de faire le point sur sa stratégie en politique intérieure.

François Mitterrand: L'alliance avec le CDS ? Je n'y crois pas. Et, même si elle était possible, je n'en voudrais pas. Des ralliements ? Oui. Il faut être ouvert, il ne faut pas être sectaire. La rupture de l'union de la gauche, lors de la formation du gouvernement Fabius, a été la faute du seul Parti communiste. Mais, sur les moyen et long termes, il nous faut aussi un relais sur notre droite. Cette démarche est légitime, mais, pour l'instant, ce relais n'existe pas. Quant au Parti socialiste, il faut qu'il ait un vrai pouvoir d'attraction qui séduise les Français, il faut que la jeunesse y aille. Pour cela, il doit se montrer capable d'être porteur d'idées d'avenir, de comprendre la société, la pensée et le langage de son temps, sans tomber dans les modes. Tout cela est nécessaire s'il veut continuer à diriger la France ; autrement, il retournera pour longtemps dans l'opposition.

La situation n'est pas facile, mais, au moins, je ne les [Chirac et les ministres de la cohabitation] vois plus tous les mercredis assis devant moi à la table du Conseil des ministres !...

Jeudi 14 juillet 1988

Pour sa traditionnelle intervention sur TF1, François Mitterrand semble décidé à rassurer son camp : J'ai surtout écouté, à partir du 8 mai au soir, et j'ai perçu des refus... Je considère que le premier de mes devoirs est... de répondre aux aspirations des Français qui, en votant pour moi, ont choisi une certaine direction pour leur pays... C'est à la majorité qu'il appartient de gouverner... Le centre, je le cherche un peu. Un centre qui vote toujours avec la droite, c'est un drôle de centre...

Comme décidé, le Président annonce le lancement d'une Grande Bibliothèque d'un type entièrement nouveau.

Lundi 18 juillet 1988

Michel Delebarre, sur le Conseil des ministres : Pour un début en beauté, c'est un début en beauté ! Un vrai, un grand bordel, comme les socialistes les aiment ! C'est un spectacle. Je regarde le Président : c'est captivant. Chaque fois que Rocard parle, c'est-à-dire à tout propos, on se demande quand il va lui dire de la fermer. Au bout d'une minute, François Mitterrand a un signe d'énervement qui ne trompe pas : il commence à tapoter sur la table avec sa main...

Le Président, à propos de la décision très controversée de Pierre Arpaillange de supprimer l'isolement carcéral pour les terroristes : Sa proposition était juridiquement juste, mais elle soulevait un problème d'opportunité politique.

L'Iran accepte officiellement la résolution 598 du Conseil de Sécurité adoptée le 20 juillet 1987 qui ordonnait l'arrêt immédiat du conflit qui l'oppose à son voisin irakien.

Mardi 19 juillet 1988

Petit déjeuner chez Michel Rocard, à Matignon. Discussion banale sur la préparation budgétaire.

Lors d'une promenade sur le plateau de Valensole, chez Jean-Louis Bianco, François Mitterrand : Je ne comprends pas pourquoi Michel Rocard s'est fixé de respecter le déficit budgétaire de 100 milliards qui avait été déterminé par Chirac. Il se crée une contrainte supplémentaire et inutile.

Pierre Bérégovoy propose au Premier ministre le remplacement immédiat de Jean Dromer à la présidence de l'UAP. Rocard en fait part à l'intéressé et offre de le nommer ambassadeur de France au Royaume-Uni, ce que Dromer, semble-t-il, refuse.

Bérégovoy avance pour remplacer Dromer le nom de Bernard Attali. Rocard refuse. Il ne souhaite pas le nommer, dit-il, parce que c'est mon frère, que ce serait lui rendre un mauvais service, ainsi qu'à la gauche et à moi-même : on dirait qu'il a été promu grâce à ses appuis et non pour

ses qualités. Il n'en a pas moins présidé avant 1986 une autre grande compagnie nationale d'assurances, le GAN.

Le Président, qui n'était pas à l'origine de cette proposition, n'insiste pas. C'est Jean Peyrelevade qui prendra la présidence de l'UAP.

Mercredi 20 juillet 1988

Je remarque qu'on parle beaucoup plus aux Conseils des ministres qu'auparavant. Les discussions sont plus ouvertes, plus animées que sous les gouvernements Mauroy et Fabius. Aujourd'hui, débat intéressant sur les contrats de plan État-régions.

François Mitterrand : On distingue les entreprises sérieuses à ce qu'elles planifient, et on ne voudrait pas que la France fasse ce que font les entreprises ! Les pays qui réfléchissent à leur avenir sont en avance sur les autres. Une nation a le droit de savoir où elle va. Je ne crois pas que l'intérêt général soit la somme des intérêts particuliers. J'ai vu avec beaucoup de tristesse le Plan perdre pratiquement jusqu'à toute réalité au cours des dernières années.

Il évoque le général de Gaulle et sa fameuse formule sur l'« ardente obligation du Plan ». Il dit qu'il ne reprendra pas cette expression, d'abord parce qu'il ne reprend pas les formules des autres, ensuite parce que, dans les faits, il n'y a pas eu la moindre obligation... Mais la planification fait partie des instruments principaux de la réussite de la France d'ici à la fin du siècle.

Michel Charasse, Pierre Bérégovoy et Michel Rocard interviennent à la suite pour s'élever en chœur contre les demandes déraisonnables des ministres, qui, si elles étaient acceptées, rendraient impossible le maintien du déficit à 100 milliards.

François Mitterrand : L'arrivée de tout nouveau gouvernement est un moment propice, aux yeux des administrations, pour essayer de faire passer ce qui, jusque-là, n'a pas reçu une réponse favorable, comme l'a très bien souligné M. le ministre du Budget. Pour être juste, c'est aussi un moment favorable pour le ministère des Finances qui cherche toujours à rattraper ce qu'il a dû lâcher les années précédentes. Il faut que chacun d'entre vous se montre sévère, très sévère chez lui ; sinon, il faudra procéder de façon autoritaire. Il faudra être impitoyable, monsieur le Premier ministre ; la seule priorité, comme je m'y suis engagé auprès des Français, c'est l'Éducation nationale et les domaines qui s'y rattachent, comme la Formation professionnelle, par exemple.

Je suis soucieux — je sais que le Premier ministre partage cette préoccupation — de la sécurité dans les transports. J'avais approuvé la sévérité passée de M. le ministre d'État [Maurice Faure] pour prévenir les accidents de la route. Je suis prêt à soutenir des mesures encore plus rigoureuses pour les transports en commun.

Après le Conseil des ministres, premier Conseil de défense du second septennat. Comme d'habitude, les militaires réclament une augmentation de leurs crédits, alors que les ministres de l'Économie et du Budget veulent, eux, une diminution.

François Mitterrand : Il y a un risque de désordre dans l'empire soviétique. Ce désordre n'est probablement pas préférable, pour nous, à l'ordre qui y régnait jusqu'ici. Je crois qu'à l'échelle d'une génération, la désintégration est inévitable. J'ai entendu Kadar [15 et 16 octobre 1984] et Jaruzelski [4 décembre 1985] m'expliquer qu'ils avaient le choix entre la révolte, héroïque mais inutile, et la patience. Kadar m'a dit : « Nous avons toujours été sous la domination d'un empire, turc, autrichien, puis russe. » Jaruzelski m'a dit : « Ou bien je condamne mon peuple à vivre sous la botte soviétique, ou bien je tire ce que je peux de la situation telle qu'elle est. Êtes-vous prêts, en Occident, à faire la guerre pour la Pologne ? Non. Alors, il n'y a pas d'autre voie que celle que je suis... »

Sur l'arme chimique, le Président précise sa pensée avec une ironie mordante : Je demande que l'on réfléchisse bien à la position française, que je résume en la simplifiant : on n'a pas d'armes chimiques, mais on va en fabriquer. Comme cela, on pourra les détruire avec celles des autres, s'ils acceptent.

Sourires gênés : les militaires se demandent si cela prélude à l'arrêt du programme. Ils n'aiment pas François Mitterrand. Ils le respectent, admirent sa compétence, mais ne l'aiment pas.

Jean-Pierre Chevènement ayant expliqué qu'il souhaite réviser à la hausse le coût de la loi de programmation, François Mitterrand lui répond : Vous avez peu de chances d'obtenir ça.

Tout est dit.

A propos d'une vague de départs parmi ses collaborateurs, le Président me confie : J'avais dit que je changerais la moitié du cabinet. C'est ce qui est en train d'arriver. Vous n'imaginez pas les strates qui peuvent s'accumuler en sept ans. Quand les gens restent sept ans dans les mêmes fonctions, ce n'est pas sain.

Les gouvernements sud-africain, angolais et cubain signent un accord sur l'évacuation de l'Angola et l'accession à l'indépendance de la Namibie.

Jeudi 21 juillet 1988

Je rencontre à New York le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar. Je lui parle de l'idée d'organiser, le 14 Juillet 1989, un Sommet Nord/ Sud à Paris et lui apporte une lettre formelle d'invitation pour qu'il y assiste. Il approuve l'idée. Nous dressons ensemble une première liste d'autres chefs d'Etat à inviter.

Vendredi 22 juillet 1988

Margaret Thatcher résilie le mandat des deux commissaires britanniques à Bruxelles : elle les accuse d'être trop pro-européens !

Mercredi 27 juillet 1988

Au Conseil des ministres, à propos du remplacement de Jean Dromer par Jean Peyrelevade à la présidence de l'UAP, François Mitterrand : Ce n'est pas une affaire d'État. M. Dromer part comme il est venu, de même que M. Peyrelevade arrive comme il est parti. Oui, c'est une décision politique ; non, ce n'est pas une chasse aux sorcières. J'avais annoncé pendant la campagne électorale qu'il faudrait casser les « noyaux durs » tels qu'ils ont été constitués. En soi, les « noyaux durs » ne sont pas une mauvaise notion, mais ce qui n'est pas supportable, c'est la confiscation, par une formation politique, de l'ensemble des féodalités économiques. L'UAP devait être privatisée pour conforter le pouvoir de cinq ou six groupes — en réalité, de cinq ou six personnes qui contrôlent l'économie. Est-ce que l'on va laisser ce pouvoir à des personnes qui sont directement ou indirectement trésorières de certains partis politiques ? J'assume la responsabilité de cette décision, je proclame qu'il s'agit d'une décision politique pour en finir avec la mainmise d'un certain nombre de groupes sur l'économie de la France !

Il n'ignore pas que ces propos ne tarderont pas à être connus des intéressés.

A propos du mouvement préfectoral, François Mitterrand prononce l'éloge de Pierre Verbrugghe, qui revient après son éviction par Charles Pasqua.

Une communication d'Olivier Stirn sur le tourisme permet à Michel Charasse d'expliquer, avec sa truculence coutumière, que les problèmes du

tourisme ne sont pas seulement une question de budget, mais d'amabilité dans l'accueil, d'heures d'ouverture des hôtels et de maîtrise dans la technologie de la plomberie et de la tuyauterie !

François Mitterrand : Et les horaires d'ouverture des musées ?

Jack Lang : Pour la première fois, les musées sont restés ouverts le 14 Juillet. J'espère qu'ils le seront le 15 août et que nous pourrons continuer.

A propos du terrorisme en Corse, Pierre Joxe précise : L'application du droit en Corse n'est pas la règle, mais l'exception. Certaines pratiques du gouvernement précédent ont encouragé cela. On peut imaginer une évolution de type mafieux. Il ne faut pas se faire d'illusions sur la trêve, qui n'aura qu'un temps et ne résoudra pas tous les problèmes.

A propos du statut exceptionnel de la Corse, Michel Charasse s'étonne de constater que l'impôt sur les grandes fortunes n'y est pas applicable.

François Mitterrand : Si les choses sont telles qu'elles sont, si le pouvoir continue d'appartenir à ceux qui le détiennent, il n'y a aucune raison pour que cela change. Il faut que les Corses aient le sentiment qu'ils règlent eux-mêmes leurs propres affaires. Les statuts qui ont été adoptés sont trop timorés. Mais, d'autre part, il faut sortir des très mauvaises habitudes corses. L'État, dans ce domaine, doit être d'une sévérité implacable. Il ne s'agit pas de rechercher je ne sais quelle égalité entre la Corse et, disons, le Poitou-Charentes. La situation de la Corse est plus proche de celle d'îles plus lointaines...

Roland Dumas propose Jean-Bernard Raimond comme ambassadeur auprès du Saint-Siège. Cela lui ira comme un gant, commente le Président.

Jeudi 28 juillet 1988

Avant le départ des Soviétiques, le désordre s'installe en Afghanistan. Le retrait soviétique se poursuit conformément aux accords de Genève, mais les Pakistanais transgressent ces accords en poussant les éléments les plus radicaux de la résistance (la faction Hekmatyar) à engager une offensive de grande envergure. Ils peuvent rendre la vie compliquée à Najibullah en déversant une pluie de roquettes. Nous devons nous préparer à une évacuation de notre ambassade, ne serait-ce que pour éviter d'avoir à se placer sous la protection des Soviétiques, comme c'est d'ores et déjà le cas pour le chargé d'affaires américain dont la sécurité est assurée par des miliciens afghans sous les ordres du KGB !

Pour la première fois depuis 1967, date de la rupture des relations entre l'URSS et Israël, une mission diplomatique israélienne se rend à Moscou.

Vendredi 29 juillet 1988

En Hongrie, Imre Pozsgay, chef des réformateurs, entre au gouvernement. C'est le signe d'un profond bouleversement qui passe inaperçu.

Dimanche 31 juillet 1988

Pierre Bergé, à qui Jack Lang souhaite confier la présidence de l'Opéra-Bastille, a le sentiment que l'institution court à la catastrophe si on ne parvient pas à casser les clauses financières du contrat de Daniel Barenboïm et à réduire ses pouvoirs en matière d'élaboration des programmes. Il explique au Président que, par crainte des effets médiatiques qu'entraînerait le départ de Barenboïm — et, avec lui, celui, prévisible, de Patrick Chéreau et le désaveu possible de Pierre Boulez —, on se place en position de faiblesse. A ses yeux, l'Opéra-Bastille ne serait pas condamné parce que ceux qui ont voulu faire un Opéra à leur mesure et non à celle du public le quitteraient. Il ne recommande donc pas de rompre les négociations, mais conseille de ne pas négocier à n'importe quel prix : les deux points de litige évoqués doivent, selon lui, être impérativement corrigés, et la politique de l'Opéra-Bastille se décider entre le président des Opéras de Paris et le directeur de l'Opéra-Bastille. Il souligne que toute autre solution serait vouée à l'échec et entraînerait immanquablement celui de l'Opéra-Bastille lui-même.

Mardi 2 août 1988

Les pays créanciers membres du Club de Paris se mettent d'accord sur la mise en application de la décision prise à Toronto d'alléger la dette des pays les plus pauvres. Le Trésor français va établir, pour le solde, une durée de rééchelonnement supérieure à celle de dix ans évoquée initialement ; à défaut, la charge de remboursement pour les pays endettés resterait trop forte. Cette durée est portée à quatorze ans pour les crédits commerciaux garantis et à vingt-cinq pour les prêts d'aide publique au développement. Le coût budgétaire sera d'environ 1 milliard de francs par an.

Une fois de plus, l'obstination de Jack Lang aura payé : le budget de la Culture augmentera de 12 %, soit deux fois plus que celui de l'Education nationale. Bien joué : à grand ministre, budget élevé.

Jeudi 4 août 1988

La Jordanie annonce le licenciement des 21 000 fonctionnaires palestiniens qu'elle employait en Cisjordanie.

Vendredi 5 août 1988

L'AFP diffuse cette dépêche : Sacrifiant quelques heures de vacances en Suède, Michel Rocard a définitivement arrêté, jeudi soir, les grandes lignes du budget de l'État pour l'année 1989... Le Premier ministre a procédé aux tout derniers arbitrages avant de se reconsacrer [sic] à ses vacances sur les eaux de la Baltique. Selon son entourage, le Premier ministre a fait un rapide aller-retour à Paris, jeudi soir. Il ne s'est cependant pas rendu à Matignon.

En réalité, Michel Rocard n'a jamais quitté la Baltique, il n'est aucunement rentré à Paris. C'est en Suède, et non à Paris, qu'il a signé hier soir les « lettres-plafonds » fixant les crédits de chaque ministère. Jean-Paul Huchon les lui a apportées en début d'après-midi, à Stockholm, à bord d'un avion du GLAM. L'information donnée par l'AFP émane pourtant de Matignon...

Lundi 8 août 1988

Javier Perez de Cuellar annonce le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak.

Adoption de la loi sur la prévention du licenciement économique et sur le droit à la conversion, qui, sans rétablir l'autorisation administrative de licenciement, redonne aux salariés, notamment les plus âgés, des droits et garanties que la droite avait supprimés en 1990.

Vendredi 12 août 1988

Philippe Séguin fait paraître un communiqué pour démentir un écho publié dans la presse, selon lequel il aurait affirmé que le RPR a autre chose à faire que de soutenir ad vitam les candidatures présidentielles de Jacques Chirac.

Pourtant, je crois bien l'avoir déjà entendu un jour me dire quelque chose dans ce goût-là...

Dimanche 14 août 1988

Au Burundi, des troubles inter-ethniques, entre Hutus et Tutsis, sont durement réprimés par l'armée : officiellement 5 000 morts.

Lundi 15 août 1988

En Pologne, grève des mineurs de Haute-Silésie pour obtenir la reconnaissance de Solidarnosc.

Moscou annonce le retrait de la moitié du corps expéditionnaire d'Afghanistan.

George Bush est investi par le Parti républicain pour l'élection présidentielle de novembre.

Mardi 16 août 1988

Des décisions restent à prendre afin de préciser le déroulement du prochain Sommet, sa coordination avec les fêtes du Bicentenaire, les procédures matérielles et diplomatiques nécessaires à sa préparation. Chacun, à Paris, commence à mesurer l'ampleur des responsabilités et des risques que nous avons pris en décidant la simultanéité des deux événements.

Les réunions restreintes se dérouleront pour l'essentiel dans la Pyramide du Louvre. Le centre de presse et les délégations devraient être installés dans l'Arche de la Défense : ce serait moins perturbant pour la circulation dans Paris, déjà difficile en cette période.

Le jeudi 14 Juillet, les sept chefs d'État seront conviés à assister au défilé sur les Champs-Élysées ; séance d'ouverture au Louvre, dîner des seuls chefs d'État et de gouvernement dans la Pyramide. Le vendredi 15 juillet, séance de travail au Louvre ; déjeuner à la Villette ; trajet en bateau jusqu'à l'Arche de la Défense ; séance de travail informelle et dîner sur le toit de l'Arche. Samedi 16 juillet : séance de travail à l'Arche ; déjeuner, conférence de presse finale dans le centre de presse ; dîner de gala à Orsay.

Plusieurs chefs d'État du Tiers-Monde seront également invités dès le 12 juillet. Ils pourront ainsi se rencontrer entre eux et rencontrer les sept chefs d'Etat des pays industrialisés avant d'assister aux cérémonies des 13 et 14 Juillet. Il s'agira des présidents de l'Argentine, du Brésil, du Mexique, du Zimbabwe (également président des non-alignés), de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de l'Inde, de la Chine et des Philippines, ainsi que le secrétaire général de l'ONU.

Il faut naturellement que le 14 Juillet n'apparaisse pas comme un simple « lever de rideau » du Sommet des pays riches. Aussi des réunions bilatérales informelles entre chefs des États du Nord et du Sud seront-elles organisées le 12 juillet, suivies d'une réunion générale de travail et d'un grand dîner à l'Élysée. Le 13 juillet, des réunions de travail auront lieu dans la Pyramide du Louvre (où se tiendra ensuite le Sommet des Sept), en présence de ceux des sept chefs d'État des pays industrialisés qui auront accepté de venir plus tôt. Le 13 au soir, inauguration de l'Opéra-Bastille, en présence de tous les chefs d'État présents, avant un dîner (par exemple au premier étage de la tour Eiffel, pour mieux voir les festivités qui se dérouleront ce soir-là dans Paris : feux d'artifice, concerts, etc.).

Traditionnellement, le sherpa du pays hôte doit tenir cinq réunions préparatoires, dont au moins une en terre américaine afin de réduire le décalage horaire des sherpas américain, canadien et japonais. Je propose au Président d'en tenir une en octobre à Rambouillet, une autre en février en Martinique, une troisième en mars dans le Périgord — chez Roland Dumas —, une quatrième en mai en Alsace, une cinquième en juin à Rambouillet.

Il serait également nécessaire de réunir une fois ou deux, avant la réunion des sherpas des Sept, les sherpas des pays du Tiers-Monde pour préparer la réunion du 13 entre le Nord et le Sud.

Le Président donne son aval à toutes ces suggestions. Agréable de travailler pour quelqu'un qui ne retient pas la confiance qu'il a accordée !

Je choisis un diplomate remarquable, Loïc Hennekinne, pour être le secrétaire général de l'opération, responsable de l'ensemble de la logistique.

Pierre Joxe s'inquiète de voir s'accumuler les problèmes de gestion du Bicentenaire. Il pense qu'en termes de sécurité tout cela sera impossible à organiser. Quel est le fou qui a voulu ça ? me lance-t-il avec un regard accusateur.

Mercredi 17 août 1988

Au Conseil des ministres, Pierre Joxe annonce le prochain remplacement d'un commissaire qu'il envisage de nommer contrôleur général. François Mitterrand remarque : Je vous trouve bien indulgent. Façon élégante de souligner que, pour sa part, il considère le promu comme un imbécile incompétent.

A Michel Rocard qui souhaite que la Commission européenne prenne des mesures de rétorsion contre le protectionnisme américain le Président rétorque : Je ne pense pas que vous puissiez espérer une position ferme et commune de la Communauté européenne à ce sujet. L'Italie, la Grande-Bretagne et la RFA sont toujours indulgentes vis-à-vis des États-Unis.

A propos du Liban : Si Frangié devenait Président, la guerre civile reprendrait, ce serait un choix très dangereux. La France serait saisie par les chrétiens et, dans le même temps, elle ne peut apparaître comme protectrice des seuls chrétiens. Il faut que notre diplomatie agisse contre Frangié.

Pierre Bérégovoy évoque la nécessité d'un accord avec la RFA sur la politique économique et monétaire.

François Mitterrand : Il y a une contradiction entre l'attitude allemande sur le terrain économique et financier et son attitude sur les autres terrains. Tout est rapport de forces. L'Allemagne est divisée, même si elle reste un grand pays, un grand peuple. Elle est privée des attributs de la souveraineté. Elle tient à sa puissance. Or, sa puissance, c'est l'économie, et le Deutsche Mark en est la force atomique. Je ne crois pas que nous convaincrons les Allemands de la nécessité de changer de politique, même si je l'espère. Tout ne va pas pour le mieux en RFA, ce qui peut amener les Allemands à se montrer plus conciliants. Là comme ailleurs, comptons d'abord sur nous, ce qui ne signifie pas qu'il faut se replier sur soi. Faisons une bonne politique, et nous en mesurerons les effets sur nos relations avec la RFA.

Le général Zia ul-Haq, président du Pakistan est tué dans l'explosion de son avion. Le sang répond au sang.

Jeudi 18 août 1988

Au cours d'une conférence de presse, Pierre Bérégovoy annonce une première mesure : le taux le plus bas de TVA va passer de 7 à 5,5 % dès la loi de finances pour 1989 (les mesures concernant la fiscalité de l'épargne ne seront mises en œuvre que dans le cadre du budget 1990). Cette mesure est présentée comme alliant justice sociale, efficacité économique, simplicité et marche vers l'Europe.

Vendredi 19 août 1988

Le ministère de l'Économie annonce le déblocage de crédits importants en vue d'aider au développement de la Nouvelle-Calédonie.

Samedi 20 août 1988

A 5 heures, ce matin, un accord est conclu au ministère des DOM-TOM, à Paris, entre le gouvernement, le RPCR et le FLNKS, sur l'avant-projet de loi référendaire fixant le statut de la Nouvelle-Calédonie jusqu'au scrutin d'autodétermination prévu pour 1998. Comme Jean-Marie Tjibaou, Jacques Lafleur a fait preuve d'un grand sens des responsabilités.

Dimanche 21 août 1988

Des milliers de personnes défilent à Prague pour le 21e anniversaire de l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. C'est la plus importante manifestation depuis août 1969. Près de 200 interpellations.

Lundi 22 août 1988

En Pologne, la grève s'étend aux chantiers navals de Gdansk. Le couvre-feu est imposé.

Mardi 23 août 1988

Petit déjeuner à l'Élysée avec Jean-Paul Huchon. Celui-ci affirme : Michel est désormais assuré de durer à Matignon jusqu'aux municipales. Les dinosaures du PS, les Jospin et autres Fabius vont être obligés de tenir compte de son succès sur la Nouvelle-Calédonie ; le paysage politique va en être modifié.

On me rapporte que Michel Rocard souhaite nommer à la présidence de la SNCF son vieil ami José Bidegain, ancien directeur des affaires sociales de Saint-Gobain, maintenant au cabinet de Roger Fauroux au ministère de l'Industrie. A peine son nom est-il avancé que Michel Delebarre, ministre des Transports, proteste en faisant observer que Bidegain n'est pas haut fonctionnaire. Finalement, Rocard et Delebarre se mettent d'accord sur le nom de l'actuel PDG de Gaz de France, Jacques Fournier, ancien secrétaire général du gouvernement et conseiller d'État.

En Pologne, le pouvoir rejette une offre de négociation de Lech Walesa. Multiplication des interventions policières.

Joyeux anniversaire pour Michel Rocard demain ! Cet après-midi, Le Monde publie un commentaire de Laurent Fabius qui juge que le gouvernement manque d'un grand dessein qui mobilise les Français. Le PS aussi en prend pour son grade.

Mercredi 24 août 1988

Au Conseil des ministres, débat sur l'augmentation de 1 % des fonctionnaires. Favorables à cette augmentation, un groupe de ministres — Jospin, Durafour, Soisson, Chevènement — avec Rocard à leur tête. Seul contre, Michel Charasse, ministre du Budget : On demande un armistice avant que la guerre ne soit déclarée. On répond à une question qui n'a pas été posée. Et d'expliquer qu'il lui paraît maladroit de lâcher aujourd'hui 1 % alors que, courant septembre, doit précisément s'ouvrir avec les mêmes fonctionnaires une négociation en vue de définir la revalorisation de leurs traitements.

Le ministre du Budget se tourne alors vers ceux qui ont soutenu la proposition de Michel Rocard et qui sont, comme par hasard, les plus gros employeurs de fonctionnaires : J'ai pris note de votre position. Je suis persuadé que vous serez prêts, le moment venu, à cotiser sur votre budget ; il faudra bien, en 1989, faire quelque part des économies pour payer les fonctionnaires.

Lionel Jospin intervient pour demander que l'on se rappelle par qui les socialistes ont été portés au pouvoir. Il intervient souvent sur des problèmes qui ne sont pas de sa compétence, comme pour marquer sa position de premier des ministres d'État.

Michel Rocard, tout en déclarant avoir pris en compte les observations de Michel Charasse, tient bon et propose une augmentation de 1 %.

François Mitterrand clôt le débat : Sur le fond, cette décision s'impose. Vous avez fait état des disparités de pouvoir d'achat entre salariés et non-salariés, entre fonctionnaires et non-fonctionnaires. C'est très significatif d'une orientation sociale injuste, donc d'une politique injuste. Notre devoir est de veiller à réduire cet écart.

Sur la forme, on peut toutefois s'interroger. Attention à ne pas entamer une échelle de perroquet qui mettrait en cause la politique économique générale du gouvernement. On n'en est pas là. En tout cas, ce 1 % doit être considéré comme un à-valoir à étaler sur un certain temps.

A propos de la sécurité routière, Michel Delebarre demande que les ministres cessent de faire « sauter » les contraventions de leurs amis, tout au moins celles qui sanctionnent des actes dangereux : Moi-même, reconnaît-il, j'avais une très bonne productivité en la matière...

Sur la Nouvelle-Calédonie, François Mitterrand : Je me réjouis de la façon dont le gouvernement, et d'abord le Premier ministre et le ministre des DOM-TOM, a su agir dans une affaire particulièrement délicate. Je n'ai ménagé ni les encouragements, ni ma gratitude pour ce qui a été accompli.

Nous ne pouvons pas dire que nous sommes parvenus au terme du processus. Nous pouvons encore connaître des phases difficiles avant comme après le référendum. Ceux qui étaient maîtres après Dieu se sont trouvés dans une situation impossible après mon élection et celle de la nouvelle majorité. Peut-être ne baissent-ils la tête qu'en espérant retrouver leur pouvoir, mais il est vrai qu'il y a eu une participation personnelle de M. Lafleur, sans doute aussi pour des raisons qui lui sont propres [son état de santé]. La collectivité européenne connaîtra encore des soubresauts et voudra sa revanche. La collectivité canaque n'a pas dissimulé son objectif final, l'indépendance, ce qui est parfaitement licite. Mais la Nouvelle-Calédonie est sans doute un cas unique de colonie de peuplement où l'équilibre numérique est à peu près réalisé entre la population d'origine et la population européenne. L'indépendance eût été certaine et déjà acquise si la population européenne avait été majoritaire, comme en Nouvelle-Zélande ou en Australie. De la même manière, si la majorité avait été canaque, elle aurait obtenu l'indépendance, comme au Vanuatu ou aux îles Fidji.

En Nouvelle-Calédonie, le phénomène politique et social est aussi un phénomène de classe. L'ethnie dominée est aussi la classe exploitée.

Je renouvelle non pas mes félicitations, le mot serait insuffisant, mais mon accord profond avec ce qui a été accompli, qui est d'ailleurs conforme aux objectifs que j'ai fixés lors de l'élection présidentielle. Il faut que vous sachiez que j'avais souhaité et proposé, avant la semaine sanglante, une mission de conciliation, non seulement oralement, mais par écrit. Dans la précipitation de la fin de la campagne présidentielle, il a fallu que certains agissent autrement pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec la Nouvelle-Calédonie.

J'ai donc des raisons toutes particulières de me réjouir.

L'amnistie en Nouvelle-Calédonie pose problème. En effet, le texte de l'avant-projet prévoit que les auteurs de crimes de sang seront remis en liberté s'ils ne sont pas jugés avant la fin de l'année. Ce qui est anticonstitutionnel, font observer Michel Charasse et Pierre Arpaillange.

François Mitterrand : Je suis d'accord avec les observations de M. le garde des Sceaux et de M. le ministre délégué au Budget. J'en ai parlé avec M. le Premier ministre. Mais il y a des moments où l'Histoire doit prévaloir. Certes, ce raisonnement serait terriblement dangereux s'il n'était pas tenu par des gens scrupuleux à l'égard des lois de la République. Mais qu'est-ce qui est essentiel ? L'essentiel est de réussir la réconciliation et de la réussir pour la France. Il est très grave de déroger à un principe. Il m'était difficile de donner mon consentement ; je le donne néanmoins et j'assume cette décision, parce qu'il faut sauvegarder l'essentiel. Naturellement, les formations parlementaires vont s'en saisir, et ce sera la

principale difficulté de ce débat. La justice française s'est très mal tenue, quand elle ne s'est pas déshonorée en Nouvelle-Calédonie. Rares ont été les magistrats qui ont montré du courage.

A l'occasion de l'anniversaire de Michel Rocard, François Mitterrand prononce une phrase compliquée qui donne lieu à différentes interprétations autour de la table du Conseil : C'était hier l'anniversaire du Premier ministre — je ne dis pas son âge, bien qu'il soit à un âge où on puisse encore le dire. Je forme donc des vœux pour la continuation de son action. En même temps, il n'y a pas que l'action publique : la vie privée est au moins aussi importante. Je souhaite qu'il ait tout le bonheur qu'un homme peut attendre de sa vie personnelle.

Difficile de faire moins chaleureux.

Jeudi 25 août 1988

Vu l'administrateur général de la Bibliothèque nationale, Emmanuel Le Roy Ladurie, qui vient me dire combien il serait préférable de consacrer les crédits prévus pour la nouvelle Grande Bibliothèque à... la Bibliothèque nationale.

Vendredi 26 août 1988

Rencontré Nicolas Sarkozy. Discussion sur l'Europe, la politique étrangère, le rôle de la Présidence de la République, etc. Rarement vu quelqu'un d'aussi sincèrement passionné par la chose publique. Dommage qu'il ne soit pas avec nous !

Lundi 29 août 1988

De retour d'un voyage de trois jours en Nouvelle-Calédonie, Michel Rocard demande au Président de confier une mission à Alain Peyrefitte.

François Mitterrand refuse.

Réunion de préparation budgétaire à l'Élysée. La croissance est revenue et, avec elle, les excédents budgétaires. Qu'en faire ?

Beaucoup, dont Pierre Bérégovoy, souhaitent abaisser la TVA. Je ne suis pas sûr que cela constitue une réelle urgence. C'est le seul « gisement » fiscal dont nous disposions. Une fois réduit, un taux peut difficilement être relevé. C'est aussi le point de vue de Michel Rocard. Si baisse de la TVA il doit y avoir, celle sur les supports son et image correspond au moins à un véritable objectif ! Les autres ne relèvent que d'une politique de l'indice des prix et pourraient nuire à celui, très sensible, du commerce extérieur.

Le ministère des Finances n'a pas réussi à empêcher la Société Générale d'augmenter son capital d'une façon qui renforce le contrôle du « noyau dur » sur l'établissement privatisé. Seuls, au sein du conseil d'administration, Jean-Louis Descours et Jean-René Fourtou (qui en avait reçu l'ordre du ministre) s'y sont opposés. Courageusement, Michel Albert n'est pas venu. Les autres membres du conseil ont emporté la majorité. Cette affaire (qui porte sur 17 % du capital de la Générale) ne « verrouille » pas totalement le « noyau dur », puisqu'elle ne concerne que la moitié de ce qui était prévu. Mais elle rendra cependant plus difficile la reconquête de ce groupe. Pierre Bérégovoy, qui me rapporte l'affaire, souhaite en parler demain au Président.

Mardi 30 août 1988

Petit déjeuner avec Michel Rocard à Matignon. Discussion tendue sur le budget. Pierre Bérégovoy résiste à toutes les revendications. L'ambiance manque de chaleur. Nul n'ose s'exprimer franchement, persuadé que ses propos s'étaleront demain de manière déformée dans la presse.

Pierre Bérégovoy vient parler au Président de la Société Générale. Il veut faire casser le noyau dur et le Président lui donne le feu vert pour le faire, par tous les moyens.

Mercredi 31 août 1988

En Pologne, le pouvoir se résout à engager des pourparlers avec Solidarité.

Au Conseil des ministres, Michel Rocard rapporte plusieurs épisodes significatifs de son récent voyage en Nouvelle-Calédonie. Dans le salon de l'aéroport de Nouméa, géré par la Chambre de commerce, un mur est décoré par trois portraits de Canaques arborant les légendes suivantes : Chasseur, Pêcheur, Anthropophage. M. Lèques, maire barriste de Nouméa, a fait applaudir le nom de Tjibaou par une salle à 95 % caldoche. A Poindimié, il y avait des drapeaux canaques et français. Jacques Lafleur, à propos des premières oriflammes, a déclaré : Je n'ai rien vu. Après son discours, Michel Rocard a pris le risque de faire jouer La Marseillaise ; tout le monde s'est levé. A Canala, le chef coutumier a remis à Michel Rocard un drapeau canaque en disant joliment : Nous souhaitons que ce drapeau grandisse à l'ombre du vôtre.

François Mitterrand : Les résultats de ce qui a été entrepris depuis trois mois parlent d'eux-mêmes. Je pense qu'ils seront reconnus par l'opinion. Il est très important que le porte-parole du gouvernement fasse ressortir que le référendum constitue un élément décisif du contrat qui a été passé. Renoncer au référendum eût été renoncer à l'accord. Ceux qui s'en prennent à la forme, en réalité, et ils le savent, s'en prennent au fond.

Tout est affaire de confiance. La confiance a besoin de garanties, parce que la France a trompé par deux fois déjà ses partenaires [allusion à 1963, avec la renonciation à l'application de la loi-cadre Defferre, et à 1986, lorsque la droite a remis en cause le statut]. Il faut assurer maintenant la suite. Il faut changer une partie du haut commandement militaire qui a voulu « casser du Canaque », comme autrefois on cassait du Viêt ou du fellagha.

A propos de la nomination de Pierre Bergé à la présidence de l'Opéra-Bastille : Il faut rendre hommage à l'action de M. Soubie, qui, dans une période difficile, a sauvé ce qui pouvait l'être dans un grand esprit d'équité.

A la suite de l'exposé d'Hélène Dorlhac sur l'accueil et la place de l'enfant dans la société : Il y a trop peu de places de crèche, mais il est très difficile d'envisager leur multiplication, cela coûte très cher. Il faut faire preuve d'imagination et développer d'autres modes de garde. Parmi les familles qui souhaiteraient faire garder leurs enfants, il y en a 350 000 qui n'ont pas de solution satisfaisante. En même temps, il y a 2,5 millions de chômeurs. Le gouvernement doit mettre au premier rang de ses préoccupations le règlement de cette difficulté.

Il évoque les sévices commis à l'encontre d'enfants, puis conclut: La communication de Mme Dorlhac est la dernière qu'aura entendue aujourd'hui le Conseil en raison du rang protocolaire du secrétariat d'État à la Famille. Elle n'en est pas moins très importante, mais l'ordre protocolaire dépend de l'ancienneté des départements ministériels ! Moi-même, j'ai connu cela quand j'étais ministre de la France d'outre-mer, responsable d'un ministère qui n'était qu'un vague surgeon d'un ministère de la Marine mais qui avait en charge 35 millions d'habitants et la décolonisation...

Après le Conseil, Jean-Pierre Soisson nous raconte son récent entretien avec Raymond Barre. L'ancien Premier ministre lui aurait dit : Je préfère mille fois une présidence Mitterrand à une présidence Chirac ; et je suis prêt à une coopération avec le Président dans le cadre de la majorité présidentielle. On ne négocie pas avec le chef de l'État, mais on peut discuter avec lui sur les conditions dans lesquelles on rejoint la

majorité présidentielle. L'impôt sur les grandes fortunes, je ne suis pas contre ; je souhaite pouvoir le voter. La Nouvelle-Calédonie : un succès remarquable.

Faut-il croire Soisson ?

Inquiétude de François Mitterrand : à Nouméa, la justice a trouvé des circonstances plus qu'atténuantes aux Caldoches coupables d'avoir froidement assassiné des Canaques. Ces magistrats se sont déshonorés, commente le Président.

Michel Rocard décide de poursuivre le programme du satellite TDF 1. Décision inévitable et pourtant risquée : annuler, c'est reconnaître un énorme gaspillage ; continuer, c'est envisager de le doubler.

Jeudi 1er septembre 1988

Le projet d'une Université internationale installée sur le toit de l'Arche se précise. L'Arche elle-même sera prête à accueillir le prochain Sommet des Sept.

Jack Lang souhaite proposer au Président l'organisation d'une grande célébration de la bataille de Valmy dans un an.

François Mitterrand me demande d'interroger Bérégovoy : pourquoi le tiers de la dette des pays les plus pauvres (comme le Togo), qui est censé devoir être annulé, représente en fait moins que cette proportion, d'après les calculs du Club de Paris ? Les pays intéressés n'y comprennent rien.

Renseignements pris, le Club de Paris, qui réunit tous les pays créanciers, rogne sur certains points pour ne pas tenir l'engagement pris à Toronto...

Je demande au Président s'il est possible d'annoncer le lieu où se réunira le prochain Sommet, puisque Jack Lang et Jean-Noël Jeanneney tiennent leur conférence de presse sur le Bicentenaire.

Le Président : On peut l'annoncer.

Voilà, les dés roulent...

Léon Schwartzenberg, qui a quitté le gouvernement, m'invite à être présent sur le plateau de L'Heure de vérité, la semaine prochaine. J'accepte. Le Président ne s'y oppose pas. Michel Rocard ne m'en tient pas grief.

En Pologne, les grévistes votent la reprise du travail.

Les neuf premiers des 108 Pershing II basés en RFA sont retirés, conformément à l'accord sur les forces nucléaires intermédiaires.

Vendredi 2 septembre 1988

Un an après le point de détail, nouveau calembour révélateur de Jean-Marie Le Pen au cours de l'université d'été du Front national, à propos du ministre de la Fonction publique : Durafour crématoire. Pour être sûr d'être compris, le chef du FN enfonce bien le clou, toujours à propos de l'attitude de l'extrême droite pendant la dernière guerre : Le temps du mépris, de la peur et de la honte est derrière nous.

Michel Rocard aux jeunes des clubs Forum réunis à Vitrolles : Le projet que nous bâtissons ensemble, tel qu'il est traduit dans la Lettre à tous les Français de François Mitterrand, qui en est le meilleur résumé, est d'édifier une société de croissance solidaire et apaisée ou, pour dire les choses plus simplement encore, faire de la France une société où il fait bon vivre, en la faisant avec d'autres, puisque nous savons que les moyens ne nous sont plus donnés de la faire tout seuls.

Peut-on dire les choses plus simplement ?...

Mardi 6 septembre 1988

Au cours d'un déjeuner à Saint-Michel-sur-Orge (Essonne) avec Harlem Désir, Julien Dray, Isabelle Thomas et Jean-Louis Bianco, François Mitterrand évoque la campagne des présidentielles : J'ai été bon au Bourget et, à deux reprises, en province : à Rennes et à Montpellier. J'ai eu deux fois des problèmes de sonorisation : à Grenoble et Toulouse, où j'étais fatigué. Interrogé sur la date à laquelle il a décidé de se représenter, sur le choix et la forme de cette annonce, il répond : Il est difficile de dire quand une décision se forme... En tout cas, j'avais décidé de réveiller la campagne, puisque tout le monde m'attendait en tonton gâteau consensuel.

Sur Michel Rocard : S'il réussit comme chef de gouvernement, il a de bonnes chances d'être le prochain candidat de la gauche. Sinon, il en a très peu. Il ne faut donc pas qu'il perde son temps à s'occuper du parti.

Sur Laurent Fabius : Je connais mieux que quiconque ses défauts, mais c'est celui qui me paraît le plus doué. Lionel Jospin a plus de structure politique, mais, précisément parce qu'il en a moins, Fabius est capable d'apprendre et de progresser, alors que Jospin est parfois rigide. Mais rien n'est joué.

Mercredi 7 septembre 1988

Au Conseil des ministres, François Mitterrand prononce l'éloge de François Scheer, qui devient secrétaire général du Quai d'Orsay en remplacement de Gilbert Pérol, nommé ambassadeur à Rome : Un de nos meilleurs diplomates. Il sera difficile de le remplacer.

Roland Dumas annonce que Jacques Andréani sera élevé à la dignité d'ambassadeur de France. Il est né, dit-il, en 1922. Non, le coupe François Mitterrand, il serait déjà à la retraite ! Il est né en 1929.

Jean-Pierre Chevènement rend compte des réactions très négatives du congrès du SPD allemand sur la dissuasion française. Le Président : Nous n'avons pas du tout besoin des Allemands pour définir la dissuasion. C'est un sujet qui ne les regarde pas, qui ne regarde que la France. Nous ne prenons pas l'Europe en charge. Les Allemands n'ont pas à décider pour leurs voisins. Ils ont le mark, ils en usent jusqu'à l'abus. Il ne faudrait pas que leur tempérament les pousse jusqu'aux limites de leur pouvoir. Nous ne sommes pas les gardiens de l'Allemagne.

A propos de la coordination des industries d'armement, François Mitterrand : La vérité, c'est que ce ne sont pas les gouvernements qui décident en la matière, mais le complexe militaro-industriel.

A propos du déminage dans le Golfe, Michel Rocard se dit favorable à la proposition des Britanniques qui souhaitent que ces opérations soient effectuées sous commandement intégré dans le cadre de l'UEO. Le Président la rejette : Il peut y avoir une coordination, mais pas de commandement unique. Que l'UEO s'occupe sérieusement de ce qui la concerne !

A propos des Kurdes, François Mitterrand évoque le génocide arménien de 1917 : Jusqu'ici, tout le monde était resté silencieux sur ce qui se passait en Irak. En politique étrangère, il faut toujours avancer en sachant où l'on pose le pied. Là, je mets le pied sans précaution.

A propos du nouveau « calembour » de Jean-Marie Le Pen, le Président fait part à tous du sentiment qu'il éprouve au moment où M. Durafour

est l'objet d'une agression de caractère injurieux et difficilement supportable. Je connais sa très ancienne tradition au service de la République et ses sentiments personnels sur tout ce qui touche à l'Holocauste. Je tiens à l'assurer de toute ma sympathie.

Jeudi 8 septembre 1988

Ce matin, deux heures en compagnie de Jack Lang et de Jean-Noël Jeanneney pour examiner les conditions du déroulement des fêtes du 14 Juillet 1989 et du Sommet. Lang se propose de faire une communication en Conseil des ministres, le 21 septembre, et de donner une conférence de presse, le 28, avec Jeanneney. Nous convenons de fusionner les équipes chargées de la préparation logistique du Sommet et des fêtes du Bicentenaire, et de les placer sous l'autorité de Loïc Hennekinne. Celui-ci sera assisté d'un responsable budgétaire, d'un responsable de la sécurité et d'un préposé aux médias.

Il y aura un grand spectacle organisé par Jean-Paul Goude, sur le thème de La Marseillaise. L'idée est de Christian Dupavillon. Des milliers de militaires en costume d'époque convergeront en multiples cortèges vers l'Étoile. L'hymne national sera interprété par de grands chanteurs (Jessie Norman) et des chœurs d'enfants. Les chefs d'État assisteront à ce spectacle, sans doute depuis le ministère de la Marine, place de la Concorde. Conformément à l'idée de Christian Dupavillon, le spectacle sera financé par les droits de télévision et retransmis en France par Antenne 2.

Le Sommet lui-même se déroulera à l'Arche et se conclura par un dîner à la Pyramide du Louvre.

De grandes fêtes auront lieu également dans huit villes de France.

Après la conclusion du Sommet et à l'issue d'un dîner au musée d'Orsay, le spectacle de Jean-Michel Jarre, peut-être retransmis par TF1, clôturera l'ensemble des cérémonies.

La difficulté consiste à déplacer le spectacle de Jean-Michel Jarre au 16, alors qu'il a déjà passé avec Jacques Chirac, Jean Tiberi et Edgar Faure un accord lui garantissant le contrôle absolu de la soirée du 14.

Le Président accepte le programme. Sur un sujet aussi sensible, il s'en remet à nous sans rien vérifier : de quoi donner un certain vertige...

En Hongrie, amnistie pour les condamnés de 1956. Trente-deux ans après !

Vendredi 9 septembre 1988

Dans une interview à L'Expansion, Michel Rocard critique la baisse du taux de TVA. Cette baisse revient à tarir une ressource fiscale significative pour l'avenir. Il redoute une paupérisation de l'État. Il affirme souhaiter l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne qui pose, dit-il, des problèmes de justice sociale, mais il se déclare contre une baisse des prélèvements sur la consommation populaire.

Ses propos sont ressentis comme très anti-européens et opposés aux choix du Président. Le Monde titre : « Un coup de Michel Rocard à l'Europe fiscale ». Hervé Hannoun, un des conseillers les plus écoutés de l'Élysée, souligne que cette approche est directement contraire à la Lettre aux Français. Les milieux européens vont juger que la France prend la tête des opposants à l'harmonisation des taux de TVA. Et pourtant, cela pourrait être un instrument pour obtenir des Allemands une concession sur la fiscalité de l'épargne.

Samedi 10 septembre 1988

Les signaux qui nous parviennent du Liban (le pressant appel du Patriarche est le dernier en date) et l'état d'esprit des responsables syriens montrent que le moment est venu, pour la France, de faire directement connaître son point de vue à l'ensemble des parties intéressées, au moment où se bloque le processus qui doit conduire à l'élection à la présidence du successeur de Gemayel. Roland Dumas propose de dire à nos interlocuteurs libanais et syriens que le processus constitutionnel doit aboutir à l'élection, dans les délais prévus, d'un Président libanais ; ce Président devra rassembler les Libanais, poursuivre la réforme du système politique et garantir l'entente du Liban avec son environnement arabe.

Aux Syriens, suggère Roland Dumas, nous pourrions exprimer notre inquiétude face aux blocages que suscite la candidature du Président Frangié, et en souligner les risques à court terme pour la stabilité de la région. L'objectif commun de la Syrie et de la France devrait être de sortir de l'impasse actuelle. Au Président Gemayel, qui semble tenté par la proclamation rapide d'un gouvernement minoritaire susceptible de survivre à une situation de blocage constitutionnel, il s'agirait de recommander qu'il renonce à ce projet et ne mette aucun obstacle au déroulement normal de l'élection. Cela nous permettrait de connaître exactement ses intentions.

Ces messages pourraient être acheminés en trois temps, propose le ministre. Dans une première phase (lundi 12 et mardi 13 septembre), nos ambassadeurs à Damas et à Beyrouth prendraient contact avec le gouvernement syrien et avec le Président Gemayel. Dans une deuxième phase (mercredi 14 et jeudi 15), et au vu des résultats des entretiens de nos ambassadeurs, des émissaires se rendraient à Beyrouth et à Damas pour préciser et confirmer notre démarche. Cette mission pourrait être confiée à Bertrand Dufourcq, directeur des Affaires politiques, et Alain Dejammet, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Sur le chemin du retour, cette mission s'arrêterait à Rome afin d'informer le Saint-Siège. Simultanément, le directeur de cabinet de Roland Dumas, Jacques Andréani, se rendrait à Washington pour des consultations avec les responsables américains chargés de ce dossier (Robert Murphy et Vernon Walters).

Pour éviter toute confusion, la mission confiée par ailleurs à Jean Daniel serait différée de quelques jours. Il entreprendrait dès dimanche 18 à Beyrouth une mission de présence et de dialogue avec les parties intéressées, chrétienne et musulmane. Il rendrait compte pour nous permettre de suivre la situation au jour le jour et d'apprécier l'opportunité d'une déclaration publique à la veille du 23 septembre, date ultime prévue pour l'élection présidentielle libanaise.

Lundi 12 septembre 1988

Jacqueline Beytout, propriétaire des Échos, souhaite organiser une cérémonie privée à la Pyramide du Louvre avant son inauguration officielle. Le patron du musée, Olivier Chevrillon, refuse, alors qu'il a accepté pour Le Figaro-Magazine. Elle demande l'arbitrage de l'Élysée. Le Président : Pourquoi refuser la Pyramide à Mme Beytout ? C'est stupide. Autorisez !

Mardi 13 septembre 1988

Le Parti socialiste demande qu'on profite du rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) afin de créer une tranche supplémentaire pour les patrimoines supérieurs à 20 millions de francs. Michel Rocard est furieux : Les socialistes en veulent toujours plus. Moi, je vais au rythme de la société. Ils feraient mieux de se battre plutôt que de fronder. Le terrain de la vie politique, c'est la vie des gens ; pas les couloirs du siège du PS !

Michel Albert est sur le point d'accepter le poste de commissaire à Bruxelles que lui a proposé le Président, mais Jacques Delors n'en veut pas et avance le nom d'Edmond Maire. François Mitterrand n'en veut pas davantage.

Yasser Arafat est en visite officielle au Parlement de Strasbourg. Il aura demain un entretien avec Roland Dumas. Le ministre des Affaires étrangères lui exposera le plan français de règlement du problème palestinien. Énormes scandale et polémique. Le Président : Encore ces lobbies et ces agents d'Israël qui prétendent faire la loi à Paris.

Au Conseil des ministres, François Mitterrand demande que le projet de loi sur l'audiovisuel vienne en discussion le 28 septembre.

Puis le Président parle du Liban : J'entends ici et là quelques commentaires critiques sur la politique de la France au Liban. C'est vrai que la situation a changé depuis le mandat français. Certains pays se sont imposés : la Syrie, Israël, les États-Unis, l'Union soviétique. Malgré tout, la France a toujours été présente. Elle a assuré en particulier la protection de la population arabe à Sabra et Chatila. Nous sommes restés seuls quand les États-Unis et la Grande-Bretagne sont partis. Nous n'avons jamais manqué d'être au premier rang chaque fois qu'il s'est agi de la protection des personnes et de l'intégrité de l'État.

Pour l'élection du nouveau Président de la République, il faut agir avec précautions, pour ne pas être accusés d'ingérence. Évoquer le nom d'un favori pourrait suffire à l'éliminer, comme cela a été le cas pour Frangié. N'oublions pas qu'il y a au moins six clans chrétiens et cinq clans musulmans, qui entretiennent des conflits religieux et ethniques perpétués presque à l'identique et village par village depuis le XI[e], siècle. Il faut donc intervenir au bon moment pour que l'action de la France n'apparaisse pas comme dérisoire.

A propos de Yasser Arafat et de sa venue à Strasbourg : La visite d'Arafat a provoqué dans les médias français une émotion artificielle. Arafat n'est pas un inconnu. Tous les ministres des Affaires étrangères, depuis Sauvagnargues, sont allés le voir à Tunis. J'ai moi-même déjeuné avec Arafat au Caire, il y a quinze ans. Le Premier ministre l'a rencontré. Et il serait devenu tout à coup scandaleux de le voir ? ! Nous ne sommes pas israéliens... La France n'est pas à la merci d'un froncement de sourcils d'un certain nombre d'agents d'Israël ou de différentes associations. Elle doit préserver sa capacité de dialogue. Ne soyons pas effrayés par la peur de perdre quelques voix aux prochaines élections. Il n'y a au contraire que comme cela qu'on en gagne !

Michel Rocard présente ensuite les trois volets du plan « Agir pour l'emploi » : allégement du coût du travail, aménagement et réduction du temps de travail, amélioration du financement des entreprises, en particulier pour les PME et PMI, premier gisement de créations d'emplois.

Jean-Pierre Soisson fait une bonne intervention, très écoutée. Il précise que le plan Séguin n'était pas financé au-delà du mois de mai : Il m'appartient de dire cela, venant d'où je viens. Michel Charasse attaque durement le projet de déplafonnement des cotisations patronales : On crée des emplois en or massif pour lesquels la France va battre un record mondial de coût budgétaire. Roger Fauroux objecte que ces mesures reçoivent un accueil favorable des chefs d'entreprise. Jacques Chérèque et Jack Lang font des interventions de caractère très technique. Pierre Bérégovoy dit qu'il n'est pas d'accord avec Michel Charasse. Une fois de plus.

François Mitterrand : Monsieur le Premier ministre, j'ai peut-être manqué d'attention, mais je n'ai pas entendu parler du crédit-formation.

Michel Rocard : Vous avez tout à fait raison, monsieur le Président. On n'en a pas parlé. C'est une idée lourde, cela se fera ultérieurement.

François Mitterrand, sur un ton extrêmement aimable : Ultérieurement, cela veut dire quoi ? En tout cas, il faudra que cela se fasse à la première session de printemps.

Michel Rocard : Entièrement d'accord, monsieur le Président.

François Mitterrand, avec un grand sourire : Vous avez dit que c'était une idée « lourde ». C'est la vôtre ! Vous avez remarqué que je m'étais beaucoup inspiré de vos propres idées sur le sujet.

Alain Decaux fait une communication sur la francophonie.

François Mitterrand : Il n'y a qu'un seul ministre de la Francophonie, à condition que les autres veuillent bien parler français. J'ai observé que des ministres et des Premiers ministres parlaient trop souvent anglais dans les repas officiels à l'Élysée, malgré mes coups d'œil énergiques [pour autant que des coups d'œil puissent être énergiques !]. Mais il m'était difficile d'intervenir sans les humilier. Monsieur le ministre d'État [il s'adresse à Roland Dumas], les délégations doivent quitter les réunions internationales où l'on ne respecte pas les règles touchant à l'usage du français. La francophonie est une priorité. La réussite de la francophonie vaudrait bien la réussite de l'Europe. On considère souvent la francophonie comme un gadget, et l'Europe comme une œuvre majeure. En réalité, les deux sont majeures. Nous jouons notre place pour des siècles. Le français est notre premier patrimoine.

Il évoque alors son premier Sommet francophone, du 17 au 19 février 1985 : J'ai ouvert la séance. J'ai donné la parole à qui voulait la prendre. Comme toujours, les gens étaient un peu intimidés. Finalement, un délégué a levé la main, a pris la parole ; c'était un représentant du Vanuatu, il s'est exprimé en anglais, il ne parlait pas le français !

Jeudi 15 septembre 1988

Nicolas Sarkozy m'informe que Jacques Chirac lui a demandé de conduire une mission du RPR en Nouvelle-Calédonie. Elle rencontrera aussi bien Lafleur que Tjibaou. A son retour, elle devrait recommander une consigne de vote pour le référendum. Le non est exclu. Il est lui-même très favorable au « oui ». C'est une purge, il faut l'avaler au plus vite, me dit-il.

Vendredi 16 septembre 1988

Vu François Bujon de l'Estang, qui fut conseiller diplomatique de Jacques Chirac. Il souhaite une ambassade. Il la mérite. On lui propose Le Caire. Il refuse : Je ne joue pas en seconde division...

Samedi 17 septembre 1988

Ouverture des Jeux olympiques de Séoul.

A la réunion des douze ministres des Finances, en Crète, Pierre Bérégovoy, épaulé par Jacques Delors, déclare que les propositions de la Commission sur l'union fiscale et monétaire sont trop rigides et qu'il faut les étaler dans le temps.

Dimanche 18 septembre 1988

En URSS, nouveaux heurts entre Arméniens et Azerbaïdjanais dans le Haut-Karabakh, suivis de grèves et de manifestations à Erevan.

Lundi 19 septembre 1988

En Pologne, la démission du gouvernement de Zbigniew Messner est entérinée par le Parlement.

François Mitterrand : Il faut que je lance une nouvelle idée de désarmement à New York. Peut-être sur le chimique ?

J'y travaille avec Pierre Morel et Roland Dumas. La France pourrait renoncer à posséder de telles armes et appeler à leur disparition générale.

Mardi 20 septembre 1988

L'Armée de l'air a besoin, à l'horizon 1998-2005, de remplacer ses Jaguar et ses FI, livrés à partir de 1973. Elle a choisi un modèle unique, le Rafale, à construire à 250 exemplaires. La Marine doit aussi remplacer ses 30 Crusader vieillissants (livrés en 1964, comme les Mirage IV) à partir de 1993, et ses 56 Super-Étendard à partir de 2004. D'où l'idée d'un avion commun Air-Marine livré à partir de 1996. La Marine fait savoir qu'elle préférerait des F 18 américains, type d'appareils déjà existant et permettant à court terme une moindre dépense (pas de « développement » à financer à l'avance). Réponse nette du Président : C'est non.

Pour des raisons essentiellement industrielles, l'Europe a été incapable jusqu'à maintenant de s'entendre pour définir à cinq pays un seul modèle d'avion. Si les cinq chefs d'état-major ont signé une fiche de besoin unique, le choix du motoriste (Rolls Royce pour les Britanniques, la SNECMA pour les Français) et les réticences des Avions Marcel-Dassault ont conduit à un divorce. Le Royaume-Uni, la RFA, l'Italie et l'Espagne ont décidé de s'associer dans l'EFA, la France s'engageant dans le Rafale. Depuis lors, les deux projets voient leurs spécifications se différencier de plus en plus.

L'achat de 30 F 18 pour remplacer les Crusader et de 56 F 18 modernisés pour remplacer les Super-Étendard coûterait 32 milliards de francs, contre 34 milliards pour commander des Rafale (dont 1,2 milliard pour la prolongation des Crusader) et 36 milliards si l'on ne prenait que des F 18 modernisés. Si l'on achète pour 36 milliards de matériels à l'industrie française, une part importante revient aux budgets nationaux au titre des

prélèvements obligatoires : TVA, charges sociales, impôts, etc., alors qu'aucun retour ne peut provenir des 32 milliards d'importations (sauf accords de compensations industrielles, mais celles-ci n'atteindront jamais 100 %). S'ajoutent les problèmes d'emploi, dont l'importance n'est plus à souligner. Le maintien d'un programme national d'avions de combat destinés à l'Air et à la Marine paraît donc indispensable aux spécialistes, en raison de l'absence de participation française au programme européen. En effet, l'achat de F 18 aux États-Unis n'apporterait pas d'économies sensibles au budget de la Défense, même si, à court terme, il est moins cher pour la Marine ; il serait en revanche très pénalisant sur le plan national et sur celui de l'emploi.

Le coût du programme Rafale est élevé, mais il est du même ordre de grandeur que celui de ses concurrents. Il n'en demeure pas moins qu'il faudra, d'une part, maintenir la pression sur les industriels pour éviter l'envolée des coûts et, d'autre part, revoir la loi de programmation afin d'étudier comment faire passer ce programme au milieu de tous les autres.

Les grèves automnales dans la fonction publique provoquent un premier décrochage de l'électorat de gauche : les personnels des services de santé, les agents de la RATP et de la SNCF, les fonctionnaires des impôts ont acquis la conviction que non seulement le gouvernement socialiste, avant tout soucieux du respect des grands équilibres, n'a pas de projet social, mais qu'il est sourd aux revendications de ceux qui l'ont porté au pouvoir.

Mercredi 21 septembre 1988

Début de la grève dans le secteur de l'audiovisuel public (Antenne 2, FR3, Radio-France).

Au Conseil des ministres, il ne se passe rien qui mérite d'être relevé. D'une façon générale, François Mitterrand laisse faire Michel Rocard. Il pense que la rigueur est certes nécessaire, mais qu'il convient aussi de satisfaire les revendications légitimes... Pas simple !

Jeudi 22 septembre 1988

Le Premier ministre s'apprête à autoriser l'ingénieur général Bernard Rétat à effectuer une mission à Bagdad. Celle-ci a pour objet la négociation de contrats avec l'Irak dans le domaine de l'armement. Le ministère des Affaires étrangères a donné un avis favorable à son envoi. Le montant des contrats susceptibles d'être acceptés pourrait être compris entre 4 et 6 milliards de francs. Il s'agit de satisfaire les besoins courants de l'armée irakienne (munitions, Exocet...). Cette mission sera également l'occasion de demander aux Irakiens d'apurer les arriérés de paiements qui atteignent aujourd'hui près de 1 milliard de francs dans les commandes militaires (l'apurement de ces arriérés sera présenté comme une condition suspensive pour l'entrée en vigueur des nouveaux contrats). Le mandat de négociation ne devra pas concerner d'engagements sur de grands contrats (tels que l'éventuelle acquisition de Mirage 2000 par les Irakiens), à propos desquels on devra se borner à prendre note des demandes que pourrait formuler Bagdad.

Jacques Chirac écrit à François Mitterrand. Il propose, en tant que maire de Paris, un terrain pour la Grande Bibliothèque. Il est prêt à mettre gratuitement à la disposition de l'État une emprise située sur la rive gauche de la Seine, dans la zone d'aménagement concerté Tolbiac-Masséna.

Le Président : C'est vraiment très élégant de sa part. J'espère que les services de la mairie et de la Culture ne feront pas tout capoter.

Vendredi 23 septembre 1988

Vu Émile Biasini. Il pense aussi que la proposition de Jacques Chirac est très fair-play. C'est un terrain magnifique. Jack Lang, lui, préfère un terrain à proximité du Bois de Vincennes, qui présenterait l'avantage d'être entouré d'un espace permettant un réel aménagement universitaire.

Vu Horst Teltschik à Bonn. Il me fait un exposé de l'état des relations à l'Est : En politique étrangère, notre priorité est l'URSS. Le Chancelier ira à Moscou le 23 octobre. Il faut se concerter entre nous avant ce voyage. La communauté de destins entre la France et la RFA doit être comprise par l'URSS. Quelles actions politiques communes pouvons-nous entreprendre à l'Est ? En Pologne ? Ce doit être sur l'initiative de la France, pas de l'Allemagne. Il faut faire entrer la Hongrie dans un projet Eurêka choisi d'un commun accord. Il faut multiplier les conférences entre intellectuels et artistes français et allemands avec leurs homologues de l'Est. La situation économique en Hongrie s'aggrave, et il y a en URSS des gens qui font tout pour l'aggraver ; ils veulent empêcher toute chance de modification politique. La RFA ne peut aider seule ces pays.

Il faut coopérer davantage entre nous en matière de défense. Est-ce que l'UEO peut être une filiale européenne de l'Alliance ? Quel est le lien entre l'UEO et le Conseil de défense franco-allemand ? Quel rôle pourrait jouer l'UEO au Proche-Orient ? Peut-on imaginer que des Allemands viennent en France faire leur service militaire dans l'armée française et que, plus généralement, on fasse son service militaire là où on réside en Europe ? Le 1er septembre 1989 marquera le cinquantième anniversaire de la déclaration de guerre : il faut faire quelque chose ensemble.

Il y a naturellement là quelques arrière-pensées : les Allemands sont haïs en Pologne et ont peur de notre regain d'intérêt pour ces régions où ils souhaitent continuer à représenter l'Ouest. Mais cela vaut la peine d'y réfléchir. Roland Dumas enregistre les mêmes propositions et en retire les mêmes impressions au cours d'un entretien avec Genscher.

On doit se revoir la semaine prochaine.

Samedi 24 septembre 1988

Au retour de Danielle Mitterrand du Bangladesh, j'ai l'idée d'un grand projet consistant à édifier un énorme réseau de barrages dans ce pays. Le Bangladesh est situé au pied de l'Himalaya, au point de convergence de trois énormes fleuves qui dépassent parfois 15 kilomètres de large : le Gange, le Brahmapoutre et la Meghna. De plus, c'est là que la pluviométrie est la plus élevée du monde. Il s'ensuit tous les trois ans une inondation qui recouvre parfois plus de 50 000 km². Cette année, plus de 90 000 km² ont été recouverts, soit les deux tiers du pays ; 45 millions d'habitants (40 % de la population) ont perdu leurs maisons ; 19 000 écoles, 13 000 kilomètres de routes, 700 ponts, 45 hôpitaux ont été détruits, sans compter des millions de tonnes de riz et 3 millions d'hectares devenus incultivables. Imagine-t-on tous les habitants d'un pays comme l'Espagne sans abri ? A cela s'ajoutent les dégâts causés à intervalles réguliers par de terribles cyclones, dans ce pays de 110 millions d'habitants dont le revenu par tête ne dépasse pas 100 dollars. Le désastre se reproduira aussi longtemps qu'une solution à long terme ne sera pas trouvée. Elle implique une action dans tous les pays de la région, et plus particulièrement au Bangladesh même. L'action régionale suppose que les divers pays impliqués décident de coordonner la gestion de leurs forêts, d'échanger des informations sur leurs fleuves, d'étudier ensemble s'il convient de construire, très en amont, des barrages de retenue et des digues, et d'améliorer le système de satellites d'observation. L'action au Bangladesh exige d'y draguer les rivières, pour permettre un meilleur écoulement des eaux, et d'endiguer les rives des trois grands fleuves pour en domestiquer le cours jusqu'à la mer. Ce qui requiert sans doute deux grands barrages et 1 500 kilomètres de digues. Déjà, des experts des Nations unies et de la CEE travaillent à certains aspects de ces problèmes.

J'aimerais bien en faire un grand projet pour le Sommet de l'année prochaine. Peut-être pourrais-je en glisser l'idée dans le prochain discours de François Mitterrand à l'ONU, le 29 septembre ?

Dimanche 25 septembre 1988

Premier tour des cantonales : l'abstention atteint 50,87 %, taux le plus élevé depuis la Libération. Stabilité du rapport de forces : 50,29 % pour la droite, 47,86 % pour la gauche.

Le Président, à propos des abstentions : Je ne crois guère à la thèse de la lassitude. Si les gens ne vont pas voter, c'est une sanction. Le corps électoral se cherche. Les gens n'y comprennent pas grand-chose. Ils ont l'impression que les cartes sont brouillées. Il en sera ainsi jusqu'aux municipales. On y verra plus clair après. L'ouverture prendra alors tout son sens. Ce n'est pas un mauvais résultat, mais, honnêtement, on vient de très bas [les cantonales de 1982]. Les reports communistes ne sont pas très bons, c'est vrai. C'est le résultat de la politique de la direction du Parti communiste. Les communistes ne doivent pas oublier qu'ils ont plus besoin de nous que nous n'avons besoin d'eux.

Lundi 26 septembre 1988

Frédéric Dard me dédie son dernier San Antonio : Renifle, c'est de la vraie ! Rien ne pouvait me faire plus plaisir. J'aime cet homme passionné, désespéré et formidablement créatif. Je tiens La vie privée de Walter Klosett pour un très grand roman.

A l'ONU, Ronald Reagan propose la convocation d'une conférence internationale pour parvenir à l'interdiction totale des armes chimiques. Cette initiative est accueillie favorablement tant par l'URSS que par les pays de l'OTAN. François Mitterrand proposera qu'elle ait lieu à Paris. Roland Dumas sera chargé de l'organiser.

En Pologne, Mieczyslaw Rakowski, un fidèle du général Jaruzelski, est nommé Premier ministre.

Mardi 27 septembre 1988

Me voici à Bonn avec Hubert Védrine, Élisabeth Guigou et quelques collaborateurs du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères, à l'invitation de Horst Teltschik. Nous procédons à un tour d'horizon des diverses questions d'intérêt commun (Est/Ouest, Europe de l'Est, Défense européenne, CEE, Nord/Sud, questions bilatérales). Teltschik me reparle d'une éventuelle rencontre à trois lors d'une future visite de Mikhaïl Gorbatchev en France ou en RFA.

Les Allemands nous demandent dans quel sens nous pensons souhaitable de renforcer l'Union européenne. Plus de pouvoirs au Conseil de Défense franco-allemand (l'élargir à l'Espagne ? à l'Italie ? permettre aux jeunes des pays membres de faire leur service militaire dans le pays de leur choix ? développer le nombre d'unités communes ?). Plus de pouvoir à l'UEO (lui donner des moyens opérationnels en Europe ? hors d'Europe ? l'élargir à l'Espagne ? à la Turquie ? fusionner son assemblée parlementaire avec celle des communautés européennes ?).

J'insiste beaucoup sur les sujets économiques (déficit franco-allemand, fermeture du marché allemand, exportations françaises d'énergie, collaboration monétaire et financière sur la dette). Mais, comme d'habitude, les Allemands éludent. Horst Teltschik m'assure que le protocole sur le Conseil financier franco-allemand sera ratifié par le Bundestag sans modification, mais peut-être avec un exposé des motifs qui rappellera le caractère constitutionnel de l'indépendance de la Banque centrale allemande. Cette ratification ne pourra avoir lieu avant le sommet franco-allemand du 4 novembre, ce qui rend impossible la première réunion de ce conseil à cette date, alors que le Conseil de Défense, lui, pourra se tenir. Voilà qui est significatif des déséquilibres de nos relations : les Allemands tiennent à la coopération de défense plus qu'à la coopération monétaire.

Éditorial d'Alain Peyrefitte dans Le Figaro : A terme, le Premier ministre n'a pas tort de penser qu'une atmosphère apaisante est favorable à ses desseins. La gauche, entre 1981 et 1986, a vu ce qu'il lui en coûtait de jouer à la lutte des classes. En endormant la méfiance, Michel Rocard travaille intelligemment à installer la gauche pour longtemps.

Il y a cinq jours, Alain Peyrefitte a invité le Premier ministre à déjeuner en compagnie de tous les membres de la direction du quotidien (hormis Robert Hersant).

Le Président travaille à son discours à l'ONU. Il annoncera deux nouvelles : la renonciation de la France aux armes chimiques, dans la perspective du désarmement (Pourquoi faire des armes si c'est pour les détruire ?), et mon projet pour le Bangladesh.

Mercredi 28 septembre 1988

Avant le Conseil, le Président évoque avec Rocard le remplacement du président d'Air France, que va proposer Michel Delebarre.

Au Conseil des ministres, on parle de la nouvelle norme pour la télévision. Michel Rocard déclare qu'il faut en tout cas changer le nom dont les techniciens l'ont affublée : D2 MacPaquet.

Oui, approuve François Mitterrand, nos techniciens sont peut-être très savants, mais il faut qu'ils réapprennent la poésie des mots !

A propos de l'évolution du Japon dans un sens favorable au Tiers-Monde, évoquée par Michel Rocard, le Président : Les Japonais pensent uniquement à leur intérêt national et se laissent rarement égarer par des sentiments d'universalité. Cela fait sept ans que je les vois, dans les sommets des pays industrialisés, faire semblant de dormir au moment où l'on parle de choses sérieuses. Ils proposent régulièrement des plans mirifiques. Si le Japon commençait par porter son aide au Tiers-Monde au même niveau que nous, c'est-à-dire s'il passait de 0,26 à 0,54 % de son PIB, cela suffirait à combler un vide immense ; or il ne le fait pas !

A propos du conflit en cours dans l'audiovisuel : Le gouvernement se trouve placé dans une situation politique qui déborde les simples débats corporatistes ou professionnels. C'est tout à fait injuste, puisque le statut actuel avait été adopté par le précédent gouvernement et dénoncé par l'opposition de l'époque. Si le gouvernement s'engage, il risque de dépasser le domaine dans lequel il doit se cantonner. Mais, en même temps, l'État ne doit pas abandonner ses responsabilités. Il faut expliquer et rappeler inlassablement ce qui a été fait et ce qui va être fait. Cette nécessité d'expliquer est vraie pour beaucoup d'autres cas. Par exemple, le remplacement du PDG d'Air France. Tout comme il est normal de remplacer le dirigeant d'une grande banque lorsqu'il atteint l'âge de la retraite [allusion à Jean-Maxime Lévêque au Crédit Lyonnais]. Il est normal que les responsables d'entreprises publiques soient sanctionnés lorsqu'il se produit des accidents graves. Cela fut le cas pour la SNCF avec un PDG nommé par les socialistes et qui a dû démissionner à la suite d'accidents [André Chadeau en septembre 1985].

Départ pour une petite tournée américaine. A New York, le Président rencontre Michael Dukakis, candidat démocrate aux présidentielles de novembre. L'homme, de très petite taille, est vif, intéressant ; ce n'est pas un visionnaire.

François Mitterrand : Je suis souvent en conformité de vues avec vous sur le futur de la société et sur la relation entre l'individu et l'État. Les diplomates occidentaux devront mesurer que leur intérêt n'est pas d'accélérer les mouvements de dissociation en Europe de l'Est, ou de ne pas laisser à Gorbatchev le temps de transformer l'URSS. Une fois cela fait, les problèmes des nationalités en Europe de l'Est s'affirmeront un jour ou l'autre.

Michael Dukakis : Alors, que faire avec l'Europe de l'Est ?

François Mitterrand : Il faut moduler, autrement dit encourager les peuples à affirmer leur personnalité culturelle et économique, et ne pas les

pousser trop tôt à la remise en cause de la situation politique. C'est par la culture que les révolutions se feront. Ce n'est pas très visible, la culture, mais c'est l'essentiel pour la Hongrie et la Pologne.

Michael Dukakis : J'ai rencontré Grosz, le Hongrois ; il est très intéressé à se libérer économiquement de l'Est et à se tourner vers l'Ouest. Que faites-vous avec la Hongrie ?

François Mitterrand : Les Hongrois n'ont pas de traditions démocratiques ; nous essayons de les aider.

Ils passent au désarmement.

François Mitterrand : Le désarmement nucléaire est une très bonne chose. Il y a urgence à entamer la négociation sur les armes chimiques ; j'ai l'intention de le faire.

Sur le Moyen-Orient : Israël doit vivre sans être menacé. Souvent, pour se défendre, les Israéliens ont dû attaquer. On peut les comprendre. Comment pourraient-ils accepter que Jérusalem ne soit pas israélien ? Les Palestiniens doivent avoir une patrie, Israël doit cesser de réclamer toutes les terres. Mais il faut que les Palestiniens reconnaissent Israël.

Dukakis se dit très inquiet de l'accumulation de missiles au Moyen-Orient.

Jeudi 29 septembre 1988

A la tribune de l'ONU, François Mitterrand, rompant avec la doctrine française constante en la matière, annonce que la France renonce à réclamer la possibilité de constituer un stock minimal de sécurité d'armes chimiques pendant les dix ans prévus pour la destruction des arsenaux existants. Pierre Morel et Roland Dumas sont à l'origine de ce revirement. Une grande négociation va s'ouvrir à Genève ; Morel va y rester.

Le Président annonce aussi le projet de grands travaux au Bangladesh, comme je le lui avais suggéré. La chose passe inaperçue.

Le Président est à Washington en visite de travail. Dernière rencontre avec le chef de l'État américain avant les élections présidentielles. Ronald Reagan lit comme toujours des notes avec humilité. Il explique qu'il n'y a pas eu de percée sur la réduction des armements stratégiques lors de ses entretiens avec Édouard Chevardnadze.

François Mitterrand : L'accord sur les FNI est un bon accord. Beaucoup étaient contre, mais c'est vous qui aviez raison.

Ronald Reagan : La proposition soviétique de transformer le site de Krasnoïarsk en centre international de l'espace n'était pas une bonne solution. D'une part, le radar de Krasnoïarsk constitue une violation du Traité ABM ; d'autre part, les Soviétiques, avec leur proposition, se réservent la possibilité de violer le Traité quand ils le veulent à l'avenir. Américains et Soviétiques sont prêts à mettre au point le protocole sur les essais nucléaires. Concernant les négociations nucléaires en général, je m'interroge sur un lien possible entre l'attitude nouvelle, très ouverte, de M. Chevardnadze, et l'accident de Tchernobyl. Et encore ! Les dégâts de l'accident sont inférieurs à ceux causés par l'explosion d'une seule ogive ! De mes conversations avec lui je retire le sentiment que l'URSS souhaite que se termine rapidement l'actuelle Conférence de Vienne. L'URSS est maintenant d'accord pour exclure les avions de combat du mandat. Les États-Unis sont prêts à rester à Vienne tant qu'on n'aura pas trouvé une issue équilibrée aux pourparlers actuels. Pour ce qui est du projet de conférence sur les droits de l'homme à Moscou, l'URSS a commencé à répondre à certaines des conditions américaines.

François Mitterrand : Si l'on veut rassurer l'Europe, il faut rapidement entrer dans la réduction des armements conventionnels afin de réduire les dissymétries actuelles... Il faut s'attaquer à la concentration aux frontières tchécoslovaque et allemande.

Ronald Reagan : Il est vital de se lancer dans la négociation conventionnelle pour aller à la parité. J'ai déclaré à M. Chevardnadze qu'il est exclu que nous lui permettions d'avoir une telle supériorité. Je lui ai dit que le choix était entre réduction ou course aux armements, et j'ai souligné qu'il ne pourrait pas gagner une course aux armements. Je vous remercie d'avoir soutenu notre proposition de conférence consacrée à l'interdiction d'emploi des armes chimiques. Les autres pays de l'OTAN ont eux aussi appuyé ce projet. La France pourrait-elle envisager d'être le pays hôte d'une telle conférence ? Nous y sommes très favorables. [Mise en scène: Roland Dumas l'a précisément suggéré à George Shultz.]

François Mitterrand : J'approuve cette proposition. Je suis prêt à tenir cette conférence très vite à Paris, ce qui honorera la France. Cela permettra au monde de voir s'éloigner une menace terrible. Dans mon discours d'hier devant les Nations unies, j'ai considéré qu'il ne devait pas y avoir d'obstacle [de la part de la France] à la signature de la convention. En ce sens, la France renonce à la production d'armes chimiques dès l'entrée en vigueur de la convention, mais on ne peut exclure que les négociations durent des années et que les Soviétiques ne continuent, pendant ce temps, d'augmenter leurs stocks, voire que la conférence échoue.

George Shultz propose alors : Pendant les années consacrées à la destruction des stocks, on testera les procédures de vérification. Et, si l'on est satisfait, on détruira les derniers stocks au bout de huit ans.

Abordant la question des Kurdes, le Président condamne l'emploi par les Irakiens d'armes chimiques contre ces populations : C'est un problème très sérieux ; si n'importe quel pays peut vouloir régler ainsi ses problèmes intérieurs ou extérieurs, il devient très dangereux que cet armement tombe entre les mains de certains.

Ronald Reagan : L'Alliance est en bonne forme, mais elle a à prendre des décisions rapides et difficiles sur trois questions : le désarmement conventionnel, le partage du fardeau et la modernisation. Pour ce qui est des réformes intérieures en URSS, je me demande si le changement annoncé se traduira de façon durable et réelle dans l'effort de défense soviétique.

François Mitterrand : Gorbatchev aura-t-il la force et les moyens de poursuivre ses réformes ? Je pense que oui. Sa tâche sera très compliquée au moment où il forcera le Parti, l'armée et son administration à accepter une évolution qui change leurs habitudes. En plusieurs endroits de l'URSS, on assiste à un réveil des nationalités. Dans l'empire soviétique, la tentation la plus naturelle de partenaires comme la Hongrie, la Pologne, la RDA est de vouloir recouvrer plus de libertés dans leur appréciation politique... S'il y a accélération des revendications locales, Mikhaïl Gorbatchev sera en grande difficulté... Il faut développer les relations culturelles, qui affirment l'identité d'un pays, de même que les relations économiques ; il faut se montrer prudent dans l'incitation politique à l'affirmation de chacun de ces pays.

En ce qui concerne le Liban, la logique actuelle va conduire au siège de Beyrouth. Le Liban tout entier va tomber sous la dépendance de la Syrie. Ce sera la guerre. J'aurais souhaité que les chrétiens s'entendent. Pour cela, il faut conjuguer votre influence, celle du pape et celle de la France. Ce sera très utile...

Ronald Reagan : Les Syriens nous ont dit il y a deux ans qu'ils considéraient le Liban comme faisant partie de la Syrie.

François Mitterrand : Si les chrétiens se réconciliaient, tout irait mieux. Dans le vide actuel, les Syriens ont un alibi pour rester.

Les problèmes agricoles sont évoqués. Ronald Reagan rappelle qu'il déplore les subventions généralisées. François Mitterrand déplore la petite guerre que se livrent les deux pays sur les questions agricoles, mais déclare que la France cherche plutôt la paix.

Après avoir très rapidement évoqué l'Afghanistan et le Proche-Orient où nous allons continuer, Ronald Reagan indique qu'il approuve l'action de la France dans le Golfe.

La conversation porte ensuite sur le Cambodge. Le Président américain souligne qu'il trouve excellente la proposition française de conférence internationale, et que Sihanouk est la seule personne acceptable par tous les dirigeants cambodgiens.

François Mitterrand rappelle les liens historiques entre la France et le Cambodge : Nous connaissons bien les principaux dirigeants, notamment Sihanouk, que j'ai rencontré encore la semaine dernière. Je le vois souvent. C'est un homme intelligent, habile, peut-être trop... C'est le seul à avoir le prestige suffisant et qui peut servir de point de rencontre entre les différentes tendances. Le Président rappelle aussi que c'est la France qui a organisé les rencontres entre Hun Sen et Sihanouk, que ces derniers se reverront bientôt et que nous fournirons les moyens matériels nécessaires au bon déroulement de ces réunions. Mais ces rencontres ne suffisent pas ; le Vietnam, la Chine, l'URSS, différents pays de l'ASEAN, d'autres encore s'engagent. Il me semble qu'un accord entre le Cambodge et le Vietnam seuls serait insuffisant. Il conclut : Je suis plus optimiste aujourd'hui sur cette affaire du Cambodge... Il reste à vérifier que la Chine et l'URSS ont moins envie de se disputer à ce sujet. Elles pourraient contribuer à trouver une solution. On est au début d'un processus... S'il y a élargissement, les États-Unis, la France et d'autres devront être présents. MM. Dumas et Shultz pourraient se voir un jour à ce sujet. Le Président indique à nouveau que la conférence sur le Cambodge pourra se tenir à Paris.

Ce soir, dîner de cinquante-trois convives à la Maison Blanche (saumon, agneau, poire, vins de Californie). Je suis à la même table que Nancy Reagan, François Mitterrand, Rudolf Noureïev, le commandant Cousteau. Émouvants discours (sans notes) des deux présidents, chacun debout à sa table, aux deux extrémités de la petite salle à manger.

François Mitterrand : Nous n'avons pas toujours été d'accord. Mais dire non permet de dire oui. J'ai apprécié votre courtoisie et votre élégance. Dans un mois, vous ne serez plus Président des États-Unis, mais vous le serez toujours dans le cœur des Américains. Et vous le resterez également dans le mien.

Ronald Reagan : Nous sommes des amis. Nous formons un vieux couple. C'est toujours difficile de se séparer...

Après dîner, dans la petite salle où j'ai déjà entendu, un autre jour, Julio Iglesias, Peggy Lee chante Léo Ferré et la chanson de Johnny Guitare. Cousteau dessine Peggy Lee au dos du menu que j'emporte en souvenir.

Je quitte la Maison Blanche très tard, laissant Ron et Nancy dansant tout seuls dans le grand salon.

Une récompense pour les Forces des nations pour le maintien de la paix : le prix Nobel de la Paix, qui échappe donc à Perez de Cuellar. Celui-ci aura en plus l'amertume de devoir aller le recevoir au nom de l'Organisation.

Vendredi 30 septembre 1988

Fin du conflit dans l'audiovisuel public (deux semaines de grèves tournantes dans les différentes sociétés).

Une série de grèves longues et, pour certaines, populaires, modifie le paysage économique et social : tour à tour, infirmières, postiers, enseignants, policiers, agents des impôts, contrôleurs de la navigation aérienne, salariés de l'automobile, gardiens de prison, jusqu'aux gendarmes — qui adressent à leur hiérarchie des lettres anonymes — et aux gardiens des phares et balises ! C'est sans doute le prix à payer du retour de la gauche aux affaires, au moment où la croissance économique s'annonce forte et durable.

Samedi 1er octobre 1988

Le Soviet suprême nomme Mikhaïl Gorbatchev chef de l'État en remplacement d'Andreï Gromyko. Gorbatchev annonce une accélération du programme de réformes, notamment en ce qui concerne la séparation entre le Parti et l'État.

Dimanche 2 octobre 1988

Second tour des cantonales : la gauche progresse en voix (51,05 %) et en sièges, mais pas en présidences de conseils. L'abstention a atteint cette fois 53%!

Robert Maxwell annonce qu'il est responsable, par ses achats massifs, de la montée du cours de l'action Bouygues depuis quelques jours.

Depuis des semaines, grèves massives dans l'industrie algérienne. Elles atteignent aujourd'hui Alger. Les experts, à Paris, disent que c'est marginal et que le FLN tient bien la situation en main.

Lundi 3 octobre 1988

Pierre Bérégovoy organise une réception en l'honneur de Samir Traboulsi, qu'il décore de la Légion d'honneur en présence de Roger-Patrice Pelat et de Jean Gandois. François Mitterrand l'a pourtant mis en garde contre une pareille cérémonie.

Comme convenu avec Jack Lang, le préfet de police, Pierre Verbrugghe, informe la mairie que la tenue, le 14 Juillet prochain, du Sommet des sept pays les plus industrialisés rend impossible le déroulement, le même jour, du concert de Jean-Michel Jarre décidé par Edgar Faure, les effectifs policiers étant débordés. C'est la meilleure façon, pense Lang, de substituer Goude à Jarre dont Christian Dupavillon tient absolument à se débarrasser. Jacques Chirac prend plutôt mal la chose. Il annonce qu'il préfère annuler le concert plutôt que de le reporter au 16 juillet, comme on le suggérait. Contrairement à l'attitude plutôt conciliante de Jean Tiberi, son premier adjoint, il adopte un ton hostile sur la célébration nationale du 14 Juillet. Il avertit les Parisiens : La vie va devenir tellement insupportable pendant cette semaine-là que je leur conseille de quitter la capitale. Le Président en est très choqué : C'est stupide. Il recommence comme pour l'Exposition universelle. Il est incorrigible. Sa défaite ne l'a pas arrangé. Au fond cet homme est fou, il dit et fait n'importe quoi. Il peut se faire élire après moi, mais il serait vite la risée du monde.

Grands travaux : un Centre de conférences internationales manque cruellement à Paris. François Mitterrand demande à Pierre Bérégovoy d'affecter les terrains dont l'État est propriétaire, quai Branly, et qui sont actuellement occupés par des services du ministère des Finances, à la construction d'un grand Centre de conférences internationales. Il lui enjoint de faire en sorte que les services des Finances aient quitté le quai Branly avant la fin de 1989. Roland Dumas, qui pousse ce projet, a obtenu satisfaction.

La « grogne » des Finances est considérable et se traduit par une mauvaise volonté généralisée. Le Président nous exhorte à ne pas en tenir compte. Le ministre des Finances envisage de continuer de loger au Louvre jusqu'en 1990, l'hôtel du ministre, à Bercy, n'étant pas terminé. C'est ennuyeux ; le Président me demande d'en parler d'urgence à Biasini.

Le ministre a bien donné l'ordre à ses fonctionnaires de quitter le quai Branly pour la fin 1989 si on a trouvé d'ici là un lieu où les reloger. Mais le ministère ne déploie aucun effort réel pour trouver ce site nouveau.

Si le transfert juridique du terrain au Quai d'Orsay est accompli, les gens des Finances s'étranglent de rage d'y voir s'installer le Quai. Ils prétendent d'ailleurs que le Quai n'y créera pas un Centre de conférences, mais des immeubles de bureaux. Sans doute faudra-t-il vérifier en

temps utile que le Quai d'Orsay affecte bien le terrain à l'usage prévu, mais il n'appartient pas aux Finances d'y veiller. Ce serait une bonne occasion de décentraliser en province certains services des Finances, tout en rappelant aux Affaires étrangères que le terrain du quai Branly doit servir à ce Centre et à rien d'autre.

En prévision du futur Sommet des Sept, je réfléchis à nouveau avec Jean-Claude Trichet à une nouvelle réduction de la dette, cette fois des pays à revenu intermédiaire (c'est-à-dire en cours de décollage économique), oubliés à Toronto : Mexique, Pologne, Inde, Argentine, Philippines. On pourrait imaginer une allocation de DTS (droits de tirages spéciaux), décidée par le conseil d'administration du FMI, qui serait distribuée au prorata des quote-parts des pays membres. Les pays en développement conserveraient leurs allocations, soit environ 36 % du total ; les pays industrialisés placeraient les leurs dans un fonds commun géré par le FMI, qui servirait à garantir le paiement d'annuités d'intérêt, de dividendes ou de toute autre forme de rémunération aux banques privées qui accepteraient de transformer tout ou partie de leurs créances en actifs sur les pays à revenu intermédiaire. Le bénéfice de la garantie serait ouvert aux pays à revenu intermédiaire très endettés, en échange d'un programme de redressement. La mise en œuvre de la garantie serait décidée au cas par cas par le Conseil du FMI. La nature ou la dimension de la garantie octroyée pourrait être proportionnelle aux efforts d'ajustement des pays bénéficiaires. Les garanties ne seraient accordées que si les banques acceptaient de réaliser un effort (par exemple en consentant une décote et/ou une réduction des taux d'intérêt sur leurs créances). Elle ne dispenserait pas les pays concernés de procéder aux paiements qu'ils doivent ou au remboursement du fonds en cas de mise en jeu de la garantie.

Le Président nous donne son accord de principe sur cette formule.

Mardi 4 octobre 1988

Ouverture du Salon de l'automobile. François Mitterrand rappelle son désir de voir la France s'engager sur la voie européenne pour les voitures « propres ».

Mercredi 5 octobre 1988

Au Conseil des ministres, François Mitterrand interroge Jean Poperen sur l'opportunité d'un message au Parlement à propos de la discussion du projet de référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Poperen s'en montre partisan ; le Président l'enverra donc.

Après l'exposé de Roland Dumas sur la situation internationale, François Mitterrand intervient à propos de la conférence sur les armes chimiques qu'il a proposée à l'ONU pour le début de 1989 : Le Président Reagan en a parlé avant moi, tout simplement parce qu'il est intervenu aux Nations unies avant moi. Il n'y a pas de concurrence entre nous ; d'ailleurs, il n'a parlé que de l'interdiction de l'emploi, alors que j'ai proposé aussi l'interdiction de la fabrication, qui est plus difficile. Pour ce qui est du choix de Paris, j'ai considéré qu'il valait mieux qu'il soit proposé par un autre que par moi. Cette proposition a un peu éclipsé les problèmes de développement qui ont constitué au contraire, pour la presse du Tiers-Monde, la partie la plus importante de mon discours.

Il évoque ensuite la Libye et le Tchad, qui ont échangé des ambassadeurs : C'est notre œuvre. Ai-je assez entendu des conseils comminatoires pour envoyer des Jaguar dans le nord du Tchad ! Comme c'était Pierre Messmer qui les avait employés autrefois, dans un cas voisin, c'était devenu l'instrument de la victoire ! Mais le Tibesti est une zone montagneuse où une telle intervention ne pouvait se faire sans appui au sol et sans une protection aérienne importante. Il fait un rappel historique de l'évolution de la situation au Tchad depuis 1981 et conclut : Aujourd'hui, le Tchad est libre, indépendant, souverain, unifié, et ce, sans intervention militaire directe de la France.

Sur le Liban : Ou bien les chrétiens dans leur majorité se mettent d'accord sur un nom [de candidat aux présidentielles], ou bien ils ne pourront pas échapper au diktat syrien. Les États-Unis ont agi avec beaucoup de légèreté. Ils ont cru bâtir un accord avec la Syrie, comme si on pouvait avoir un accord avec la Syrie ! Nous sommes au bord du renouvellement d'un drame plus grave peut-être encore que celui que nous avons connu. Il ne faut pas que vous ayez le sentiment que la France est absente de l'équilibre du monde, comme le disent certains [allusion à des propos acides tenus ce matin par Valéry Giscard d'Estaing sur Europe 1]. Il y a deux grandes puissances, ce n'est pas moi qui les ai inventées. La crise de Cuba, la crise de Berlin, ce n'est pas la France qui pouvait les régler. C'est un état de fait qui résulte du suicide de l'Europe pendant deux guerres. Nous refaisons peu à peu de la France une puissance dont l'avis est nécessaire.

A propos du regroupement des élections, évoqué par Pierre Joxe : Il est faux de penser que les Français sont fatigués de l'acte de voter. Ils ont seulement épuisé avec l'élection présidentielle leur capacité de se passionner. Il en restait juste un peu pour les législatives. Comme dit l'autre, je vous souhaite bien du plaisir...

Il n'y a pas que les dictatures communistes qui sont ébranlées. 53 % des Chiliens refusent le maintien au pouvoir de Pinochet, dans un plébiscite organisé quinze ans après la mort d'Allende.

Désordres économiques, sociaux et politiques en Algérie. Le centre-ville est saccagé par des groupes de jeunes gens.

Jeudi 6 octobre 1988

Le mouvement de grève des infirmières, amorcé le 29 septembre, s'amplifie. Des manifestations ont lieu dans la France entière à l'appel d'une coordination. Les syndicats traditionnels sont dépassés.

François Mitterrand écrit à Jacques Chirac pour le remercier de sa proposition de mettre un terrain à la disposition de l'État pour la construction de la Grande Bibliothèque.

En Yougoslavie, incidents à Novi Sad (Vojvodine) à la suite d'une manifestation en faveur du resserrement des liens avec la république de Serbie. La direction politique de la province présente sa démission.

Vendredi 7 octobre 1988

L'Algérie s'enfonce dans la crise économique. La journée d'aujourd'hui sera décisive ; elle marquera le début d'une reprise en main ou du pourrissement. L'actuelle explosion spontanée de mécontentement social est sans doute alimentée par des courants intégristes. Le Président Chadli va se trouver sous les feux croisés de ceux qui lui reprochent d'en faire trop (dans le sens de la libéralisation, de l'ouverture extérieure) et de ceux qui l'accusent de n'en faire pas assez (sur le plan social). Si nous voulons adresser un signe d'amitié à l'Algérie, il vaudrait mieux ne pas tarder à nous montrer ouverts dans nos négociations financières. Le Président algérien a impérativement besoin d'un ballon d'oxygène pour desserrer les contraintes qui pèsent sur lui.

En réponse à la note que je lui ai fait passer à ce sujet, le Président demande d'agir énergiquement pour faire aboutir l'accord sur le gaz ; il souhaite que Matignon intervienne vite et fort.

Le poids de la dette extérieure est en effet au cœur de la question politique algérienne. Or, elle dépend entièrement de la France.

Les propositions de Claude Evin aux infirmières, jugées insuffisantes, sont rejetées.

Bernard Attali va être nommé président d'Air France à la place de Jacques Friedmann, qui part après l'accident d'Hobsheim en juin dernier.

Samedi 8 octobre 1988

Dernière réunion des sherpas sous présidence canadienne, à Rambouillet, en prévision du prochain Sommet de Paris. Le sherpa américain est encore Alan Wallis. Américains et Britanniques sont très émus des déclarations de Jack Lang qui, lors de sa conférence de presse sur le Bicentenaire, a donné, lyrique comme à l'ordinaire, le sentiment que le Sommet des Sept serait transformé en Sommet Nord/Sud. Le sherpa américain me dit que les services de sécurité de son pays envisagent de remettre en cause cette date, en raison des problèmes de circulation et de sécurité que ne manquera pas de poser le Bicentenaire ! Washington découvre enfin le piège que constitue le choix de la date du 14 Juillet 1989. Affrontement aussi sur la présence de pays du Sud à Paris : veto absolu à tout ce qui ressemblerait à un Sommet Nord/Sud. Les Britanniques, toujours prêts à emboîter le pas aux Américains, vont même, eux aussi, jusqu'à remettre en cause la date du Sommet !

J'explique que le Sommet des Sept restera celui des Sept, mais que la France se réserve d'inviter, les 13 et 14, d'autres chefs d'État à assister aux célébrations du Bicentenaire auxquelles les Sept seront également conviés. Le moment est difficile pour moi. Les six autres — sauf peut-être l'Italien — ont le sentiment d'être tombés dans un traquenard. Ils voient que le point délicat à régler concerne la soirée du 14 Juillet. En l'état actuel du programme, le Sommet commencera, comme à Toronto, par une réunion des chefs d'État, le 14 dans l'après-midi, qui devrait être suivie d'un dîner restreint le soir. Or, ce soir-là, tous les autres chefs d'État présents à Paris dîneront en fait aussi avec le Président français et assisteront ensemble au spectacle, place de la Concorde. Mais, si on le confirme trop tôt aux Sept, Américains et Britanniques prendront ce prétexte pour retarder leur arrivée à Paris au 15 au matin. Je leur dis donc que le Sommet commencera le 14 par une réunion à Sept en fin d'après-midi, mais je ne précise pas la nature du dîner qui suivra. J'espère, par la suite, rendre simplement « évidente » l'extension de ce dîner à tous les chefs d'État du Sud présents à Paris. Naturellement, mes interlocuteurs ne sont pas dupes. Visiblement, l'Américain, qui est en fin de mandat, est ravi de laisser la gestion de ce problème à son successeur. Je suis convaincu qu'en bout de course on obtiendra l'accord des Sept pour quelque chose comme un « Cancún » au cours de la journée du 13. Le Japonais m'a déjà transmis l'accord de son Premier ministre pour être à Paris dès le 13. Je compte sur l'effet « boule de neige » et la volonté des uns de ne pas laisser la vedette aux autres. Seule la présence de Gorbatchev ferait fuir à coup sûr les Sept. Pas question de l'inviter. Dommage...

Nous passons en revue les sujets économiques. En 1989, la situation mondiale devrait être bonne au Nord et désastreuse au Sud. On s'attend à une croissance de 3 % avec une inflation stable (sauf en Grande-Bretagne où elle augmente), un pétrole baissant jusqu'à 15 dollars le baril, des mouvements de change sur la livre et sur le dollar si Dukakis est élu. Au Sud, la chute du pétrole, la montée de la dette et des taux d'intérêt, les difficultés commerciales devraient créer de graves problèmes sociopolitiques en Amérique latine et dans les pays à revenu intermédiaire. La négociation commerciale s'enlise : la réunion de Montréal, le 5 décembre prochain, deux ans après le lancement de l'Uruguay Round, ne réglera rien, ni sur les services, ni sur la propriété intellectuelle, ni sur l'agriculture, au sujet de laquelle les États-Unis exigent toujours la réduction des subventions, thème sur lequel l'Europe est divisée.

En revanche, mon idée de réduction de la dette des pays intermédiaires est moins mal reçue que je ne le craignais. Le Japon propose de créer un fonds garantissant le principal et les intérêts des dettes, financé par les recettes d'exportation des pays débiteurs et par des crédits du Japon, et non, comme nous, par les DTS. La RFA est intéressée. Seuls les États-Unis et le Royaume-Uni se montrent réservés.

De nombreuses conversations portent sur les pays de l'Est. Il en ressort que l'URSS sera bientôt candidate au FMI ; le Sommet de 1989 aura à en parler. Les Américains sont absolument contre. On sent monter une surenchère du crédit et de l'investissement des pays occidentaux à destination de l'URSS.

Les Américains continuent de réunir un groupe à Six sur la drogue auquel nous refusons de participer (nous n'avions pas agréé le paragraphe correspondant du communiqué de Toronto). Il faudra sans doute prendre des initiatives sur ce thème.

Les prochaines réunions de sherpas auront lieu en Dordogne les 30 et 31 janvier (afin d'y impliquer immédiatement la nouvelle administration américaine), puis les 8 et 9 avril en Martinique (pour ne pas être trop éloignés du FMI où beaucoup de sherpas auront à se trouver jusqu'au 6). Deux autres réunions auront lieu les 3 et 4 juin (juste après celle de l'OCDE), et les 8 et 9 juillet, en France, en des lieux qui restent à préciser.

Plusieurs sherpas m'interrogent sur le nom du Sommet : sera-ce le « Sommet de Paris » ? Je suis plutôt contre, car les réunions ne se dérouleront pas à Paris intra muros, et se poserait, dans ce cas, le problème du maire de la capitale. Je propose « Sommet de l'Arche ».

Notre ambassadeur à Damas vient m'expliquer que l'Irak, et Saddam Hussein, sort affaibli de son conflit avec l'Iran, mais fort de sa victoire relative. Il peut être tenté de faire payer à la Syrie, qui a soutenu l'Iran, sa « trahison » en y fomentant des troubles ou en la concurrençant au Liban, notamment en consolidant financièrement et militairement le camp chrétien. La décision du souverain jordanien d'abandonner à l'OLP ses prétentions sur les territoires occupés de Cisjordanie affaiblit le poids de l'opposition de Damas à l'organisation d'Arafat. Et la Syrie sera sans nul doute le seul pays arabe à refuser son soutien à la décision du prochain Conseil national palestinien d'annoncer la création d'un État palestinien ou la nomination d'un gouvernement en exil. Isolement prévisible de la Syrie et triomphalisme conquérant de l'Irak.

Jean-Paul II est en Alsace.

Lundi 10 octobre 1988

Édouard Chevardnadze rencontre Roland Dumas à Paris.

Mardi 11 octobre 1988

Vu John Fitzpatrick, le patron francophile de Disney pour l'Europe, qui s'interroge sur les chances de succès d'Eurodisney. Je lui recommande d'européaniser le parc. De faire en sorte que ses visiteurs comprennent que les personnages de Disney sont presque tous d'origine européenne (de Charles Perrault aux frères Grimm en passant par Andersen). Il approuve.

Sur l'harmonisation de la fiscalité en Europe, Pierre Bérégovoy se montre réticent. Une mesure de retenue à la source de 15 % sur les revenus de l'épargne coûterait de 15 à 20 milliards de francs.

Conseil d'administration de TF1. Patrick Le Lay succède à Francis Bouygues comme président de la chaîne.

François Mitterrand : Faut-il renationaliser TF1 ? Pourquoi pas ? Sa privatisation n'avait aucun sens. On pourrait, à l'inverse, privatiser FR3 et constituer des pôles régionaux multimédias. Malheureusement, le PS est contre. Chaque petit notable provincial veut conserver ce qu'il croit être son pouvoir d'intervention sur la télévision régionale.

Discours de François Mitterrand à l'Institut des hautes études de défense nationale. La France, rappelle le Président, ne se privera d'aucun type d'arme qui serait détenu par les autres puissances. Il insiste sur la particularité de l'Hadès, qui, contrairement à ce qu'on entend parfois — dans l'opposition ou parmi les militaires —, n'est pas la queue d'une longue série d'armes conventionnelles, mais bien le début du processus nucléaire.

Autrement dit, une arme stratégique. Le Président avertit son auditoire que la France ne sera pas éternellement absente des négociations sur le désarmement. Mais, pour cela, les grandes puissances devront faire un effort beaucoup plus considérable.

Michel Rocard est assez pessimiste sur la participation du corps électoral au prochain référendum sur la Nouvelle-Calédonie : Il faudrait passer la barre des 50 % pour le nombre des votants ; c'est là que se situe la barre psychologique ; mais ce sera difficile. Le Premier ministre reproche au Président de tarder à s'engager dans la bataille.

Mercredi 12 octobre 1988

Au Conseil des ministres, à propos de la réforme de l'audiovisuel et de la création du Conseil supérieur de l'audiovisuel, François Mitterrand : A partir du moment où les lois successives ont épousé les évolutions de notre vie politique, elles ne pouvaient qu'être récusées par des gouvernements d'autres tendances. On a commis beaucoup d'injustices à l'égard de la loi votée en 1982 et que j'avais moi-même préconisée. La Haute Autorité était une bonne institution avec une bonne composition, mais des compétences insuffisantes. D'ailleurs, la présidente [Michèle Cotta] avait reçu des assurances du chef du gouvernement de 1986 [Jacques Chirac], selon lesquelles elle serait maintenue. Apparemment, il a changé d'avis. La nouvelle institution a été extrêmement marquée par le choix de ses membres. Elle avait l'avantage d'avoir des compétences plus larges.

Pour souligner la dépendance des membres de la défunte CNCL à l'égard du gouvernement, le Président raconte qu'ils ne se sont interrogés que sur l'orthographe du nom des présidents de chaînes pour qui on leur donnait instruction de voter ! Les membres de cette institution ont eu dans leur majorité un comportement domestique. Il ne faut pas que cela recommence. Il ne faut pas céder à la passion politique. En 1981, vingt-cinq ou vingt-six personnes, dont certaines très connues, ont été évincées, à tort. Je regrette d'avoir laissé faire, mais pouvais-je l'empêcher ? D'autant que cela résultait pour l'essentiel de conflits de personnes ou de conflits syndicaux. Le système a été complètement déséquilibré par la privatisation de TF1, et le secteur public a cru nécessaire d'imiter le secteur privé dans sa médiocrité. Il ne s'agit pas, bien sûr, de vouloir contraindre les Français à supporter les élucubrations de ceux qui se prétendent seuls porteurs de la culture officielle. L'information doit être indépendante. Je ne dis pas impartiale : l'impartialité est faite d'une masse de partialités qui se contredisent. Quand j'ai critiqué la CNCL, on a dit que j'avais manqué de respect aux institutions de la République. La CNCL, ce n'est pas une institution de la République, c'est une institution publique. Et quand on critique le Président de la République, le Parlement, le Conseil constitutionnel, est-ce que l'on ne manque pas à la République ? Aucune institution n'est à l'abri de la critique, et c'est tant mieux. Je ne pense pas que l'on puisse inscrire immédiatement dans la Constitution le CSA. A ce propos, Raymond Barre exprimait une pensée juste : il faut d'abord que le CSA fasse ses preuves. Alors, l'opinion aura le sentiment de contribuer à un nouveau fondement de la démocratie. Je souhaite que nous soyons en mesure de « sanctuariser » cette institution.

A propos de l'Algérie, où le gouvernement réprime très durement la contestation : Nous n'avons pas à répondre aux sommations. Certains ne pensent qu'à régler leurs comptes avec l'Algérie au nom des droits de l'homme. C'est trop facile ! Que de rancunes, de regrets, d'occasions manquées on essaie là de rattraper ! Bien sûr qu'il n'est pas supportable qu'on tire dans la foule ! Pas plus supportable que de s'attaquer aux mechtas avec des lance-flammes. J'entends un élu marseillais [allusion à Jean-Claude Gaudin] gémir sur la perte de la démocratie en Algérie alors qu'il est prêt, dans sa ville, à s'allier avec le Front national ! Ce sont des comédiens, il ne faut pas s'y laisser prendre ! Bien sûr, il y a aussi les réactions des milieux sensibles, ils ont raison. Il n'est pas supportable qu'un pouvoir frappe ainsi son peuple, mais nul ne sait, si Chadli partait, quel pouvoir lui succéderait. C'est comme en Iran, le régime du Chah n'était pas supportable ; mais la révolution ne l'est pas plus, même si ses objectifs sont plus sympathiques. Un gouvernement comme le nôtre n'a pas à se prononcer sur l'événement dans les cinq jours. Les mouvements de pensée, eux, sont libres d'agir et de réagir; ils le font d'ailleurs au quart de tour.

Que se passe-t-il en Algérie ? Il y a une révolte. Cette révolte a des causes, ce qui conduit à critiquer la façon de gouverner du gouvernement algérien. Mais est-ce que cela ne vaut pas pour tous les pays du Tiers-Monde, à de très rares exceptions près ? Avant 1973, on citait en exemple, parmi les pays démocratiques du Tiers-Monde, le Chili. Voyez ce qu'il en est advenu. Il ne faut pas se raconter d'histoires, tous les pays d'Afrique, ou à peu près, vivent sous la dictature d'un homme ou d'un parti unique. Cela prouve que le phénomène du sous-développement est beaucoup plus fort que toute idéologie. D'ailleurs, la révolution marxiste-léniniste était pour une part liée au sous-développement de la Russie. Le sous-développement engendre le cycle infernal révolte/répression. On n'en sortira qu'en sortant du sous-développement. Je m'indigne autant que quiconque, mais il faut pousser l'analyse un peu plus loin que la simple expression d'une émotion.

En ce qui concerne l'Algérie, ce pays est mal géré, cela crève les yeux. Boumediene a pratiquement annihilé l'agriculture au profit de l'industrie lourde. Chadli a naturellement les plus grandes peines à changer cela. Avec le poids de la jeunesse, les rivalités ethniques, ce pays n'est pas facile à gouverner.

Puis François Mitterrand lit un projet de communiqué du Quai d'Orsay sur l'Algérie, qu'il commente ironiquement : On déplore les affrontements : très bien... On veut que le dialogue reprenne : parfait... On n'est pas indifférent : tant mieux... Après avoir dit ces belles choses, vous n'avez rien dit. Donc, pas de communiqué. Rien n'est pire que de croire qu'on a une réponse à un moment où il n'y en a pas. « Apaiser les souffrances », disiez-vous, monsieur le secrétaire d'État [Bernard Kouchner] ? Oui, bien sûr. Si on nous le demande... N'oubliez pas que l'Algérie est un pays souverain. Si j'osais plaisanter sur un tel sujet, je dirais qu'on pourrait leur envoyer nos infirmières !... Les devoirs de l'État ne permettent pas de prononcer un mot de travers : il faut savoir supporter la critique, au besoin en se taisant. Que voudrait-on que nous fassions ? Va-t-on convoquer l'ambassadeur, lui dire que quand la France était là, le maintien de l'ordre se passait mieux ? C'est comme pour Jaruzelski : on s'indigne quand je le rencontre, et pourtant on ne dit rien quand le pape va le voir ! En même temps, on couvre Gorbatchev de louanges. On s'en prend aux exécutants et on caresse le dos du principal inspirateur ! Tout cela est une hypocrisie qu'il faut bien supporter, mais vous n'êtes pas obligés de vous en faire les complices !

Que va-t-il se passer en Algérie ? Je n'en sais rien. Mais, en tout cas, il y a une hypothèse à laquelle il est interdit, pour l'heure, de penser : l'établissement de la démocratie. Ce que je viens de dire peut apparaître comme ne tenant pas suffisamment compte des sensibilités en France, du sentiment profond que chacun a de l'injustice et de la souffrance ; il faut naturellement en tenir compte. Monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre des Affaires étrangères, vous le ferez. Les Algériens qu'on entend sont surtout ceux qui vivent ici : par définition, ce sont des opposants, des intellectuels. Quand je le pouvais, j'aimais mieux les fréquenter que les chefs d'État. Ils sont sympathiques, leurs rêves sont démocratiques, mais j'ai appris à me méfier des rêves.

Il faut faire attention au Maghreb. Kadhafi est toujours là, le Front Polisario n'accepte pas l'accord entre le Maroc et l'Algérie, l'intégrisme est présent partout. Alors, monsieur le ministre [Roland Dumas], à l'Assemblée, à ceux qui s'expriment sincèrement vous répondrez sincèrement ; à ceux qui s'expriment par calcul vous répondrez brutalement.

Jeudi 13 octobre 1988

Réunion à Matignon autour de Michel Rocard (Bérégovoy, Fauroux, Dreyfus, Huchon, Lyon-Caen et Sautter) pour discuter d'éventuelles renationalisations et de remise en cause des noyaux durs. Discussion fondamentale sur l'avenir du capitalisme français :

Michel Rocard : Je suis pour une cohérence de l'action gouvernementale. Il faut se mettre d'accord sur les « noyaux durs » à défaire... Pebereau vise à reconquérir la Société Générale et indirectement la CGE, Paribas est en train d'être acheté par des Irakiens, des Saoudiens, des Koweïtiens et M. Eskénazi...

Pierre Bérégovoy : Les « noyaux durs » mis en place par le RPR sont inacceptables. Il faut laisser faire ceux qui agissent sur le marché et se contenter de lever, par un projet de loi de deux articles, l'interdiction faite aux « noyaux durs » de ne vendre des actions, les troisième, quatrième et cinquième années, que par consensus. Cela suffira. Il faut aussi moraliser la Bourse en sanctionnant les achats massifs non déclarés, et faire émerger une nouvelle génération de dirigeants. Il ne faut pas s'opposer aux achats étrangers : les capitaux extérieurs sont bienvenus pour notre balance des paiements. Pour la CGE, impénétrable directement, Pebereau essaie d'y entrer via la Société Générale. Il a raison. Pour ce qui est de Suez, affaibli, les Assurances du Midi cherchent à s'en rapprocher.

Roger Fauroux : Les dirigeants de Suez, CGE, Paribas sont faibles. Les socialistes ne doivent pas donner une impression d'affairisme. Il faut rompre le lien intolérable entre la CGE et la Générale Occidentale.

Tony Dreyfus cite L'Événement du jeudi qui parle d'Harriri, Traboulsi et autres financiers du Moyen-Orient.

Pierre Bérégovoy : Je n'ai pas vu Eskénazi ! Conformément aux instructions du Président, je lui ai fait savoir que sa tentative de prendre Paribas serait vaine. Personnellement, je pense, au contraire du Président, que nous aurions pu l'appuyer et tenter ainsi d'avoir un grand groupe financier européen franco-belge...

Roger Fauroux : En France, l'État doit exercer une magistrature morale.

Michel Rocard conclut : Il faut réfléchir au projet de loi déliant les « noyaux durs », éventuellement dès cet automne. Ce projet de loi passera bien : nous diviserons les libéraux. Il faut mettre en chantier la réforme de la Bourse, rendant les sanctions plus strictes. Je propose une nouvelle réunion dans un mois.

Manifestation d'infirmières à Paris (80 000 personnes).

A 16 heures, Claude Evin, ministre de la Santé, vient d'apprendre que Michel Rocard a prévu d'intervenir au journal télévisé de 20 heures pour annoncer qu'il va prendre lui-même en main la négociation. Furieux, il appelle le Premier ministre : Tu ne peux pas faire ça ! D'abord, tu me fais perdre la face. Ensuite, comme le problème n'est pas réglé, tu vas te planter ! Et de menacer, si Rocard s'entête, de démissionner. Le Premier ministre estime que, comme pour la Nouvelle-Calédonie, il est le seul à pouvoir sortir le gouvernement du guêpier.

A 19 heures 40, Michel Rocard téléphone à Claude Evin et l'informe qu'il renonce à prendre directement la direction des opérations : A TF1, dit-il, je vais

essayer de calmer le jeu. Tu termines la négociation comme tu peux. J'avaliserai ensuite l'accord à Matignon.

Sur TF1, Michel Rocard explique qu'il n'ira pas plus loin que les propositions faites par Claude Evin, ministre de la Santé : Si on va trop loin, ce sont toujours les salariés qui perdent.

Vendredi 14 octobre 1988

A 2 heures du matin, Evin téléphone à Rocard. Le ministre de la Santé affirme que la CFDT et FO sont prêtes à signer un accord ; les autres syndicats et la coordination suivront, il s'en porte garant. Le Premier ministre convoque aussitôt tout le monde à Matignon. A 3 heures, les syndicats et la coordination le rencontrent, persuadés qu'il a de nouvelles propositions à leur faire ! De son côté, le Premier ministre croit que tout a été réglé par Evin. C'est donc l'échec. Michel Rocard : Encore un coup comme ça, et notre crédit sera égal à zéro !

Sur TF1, Michèle Cotta commente les conflits sociaux qui agitent la France depuis le début du mois : Conformément à l'habitude qu'il donne aux Français depuis cinq mois, Michel Rocard, hier soir, est monté une fois de plus en première ligne. Jamais, sans doute, un Premier ministre de la Ve République n'aura autant joué les fusibles, prenant directement les coups, se battant successivement sur tous les terrains, en laissant le Président de la République dans son rôle d'arbitre et sans que les remous sociaux remontent jusqu'à l'Élysée.

Samedi 15 octobre 1988

Le Président est en visite à Bron, dans le Rhône. Aux élus socialistes il déclare : Le climat social se dégrade, c'est l'évidence. Les décisions sont prises trop tard. La gauche paraît oublier qu'elle est la gauche. Les gens qui sont dans la rue, ce sont ceux-là mêmes qui, toujours, nous soutiennent. Il faut en tenir compte.

Puis, à Oullins : Je veux simplement que le dialogue s'organise entre gens compétents.

Michel Rocard téléphone aussitôt à François Mitterrand qui est en train de dîner en compagnie de Jean Poperen, Pierre Joxe et Louis Mermaz. Le Premier ministre est furieux : Puisqu'il faut des « gens compétents », les infirmières vont sûrement vous demander audience...

François Mitterrand l'apaise : Ce n'était pas de la défiance à l'égard de votre gouvernement, je lui fais confiance, je l'ai dit dans mon discours... Je n'ai pas l'intention de faire votre travail... Mais je ne peux pas rester silencieux...

Revenu à table, le Président commente : Nous sommes à un moment décisif. La méthode Rocard semble en train d'échouer... Le gouvernement s'est engagé dans une stratégie dangereuse. Quand on lâche 1 milliard, puis 1,4 milliard, puis 1,6 milliard, on s'expose à la surenchère. Evin s'est pris pour un superman et il a pris tout le monde au piège... Quand j'entends Rocard expliquer qu'il y a des revendications justifiées et que l'opinion publique approuve, c'est le plus bel appel à la grève que j'aie jamais entendu.

Le soir même, l'Élysée fait publier un communiqué réaffirmant que le Président fait confiance au gouvernement. Mais les nouvelles propositions avancées en son nom par Claude Evin ont été une fois de plus rejetées par la coordination des infirmières.

Le Comité central du RPR appelle pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie à une non-participation engagée et motivée. En français, cela s'appelle l'abstention. L'UDF, en revanche, a déjà prôné le « oui ».

Dimanche 16 octobre 1988

Dans Le Journal du dimanche, Michel Rocard déclare : Nous sommes confrontés à un vaste problème d'explication. Il a des mots malheureux sur l'énervement des infirmières.

Mardi 18 octobre 1988

Les infirmières accusent le Premier ministre et le ministre de la Santé de les mépriser. Elles réclament un médiateur.

Élisabeth Guigou, répétant des propos d'Édith Cresson, accuse Pierre Bérégovoy de vouloir se dérober à la discussion sur l'harmonisation de la fiscalité et d'essayer de ne pas appliquer la directive européenne sur le sujet.

Voilà qui est sévère pour Pierre Bérégovoy qui est au front, observe Christian Sautter, secrétaire général adjoint de l'Élysée, lequel a un faible pour les métaphores militaires.

Mercredi 19 octobre 1988

Au Conseil des ministres, Lionel Jospin s'inquiète de la rentrée universitaire. Manque de crédits. Il plaide pour une loi de programmation pour l'éducation. Jean-Pierre Soisson approuve vigoureusement.

Jack Lang, lui, s'inquiète des crédits des bibliothèques universitaires, en diminution, et, par voie de conséquence, de l'avenir du projet de Grande Bibliothèque.

François Mitterrand : L'effort pour l'Éducation nationale et ce qui va avec (recherche, formation) est l'engagement principal du gouvernement. A l'intérieur de cette priorité, c'est au gouvernement de voir ce qu'il convient de mettre en avant. S'il y a de plus en plus d'étudiants, il n'y a aucune raison de se plaindre : c'est tant mieux. C'est vrai que beaucoup d'universités sont en très mauvais état, avec un entretien insuffisant, des locaux et une architecture médiocres.

Sur l'idée d'une loi de programmation, j'exprime mon extrême réserve. Ces lois deviennent très contraignantes ; en même temps, elles ne sont pas respectées, et vous permettrez à l'opposition d'avoir une attitude démagogique dans le débat. Par contre, une programmation gouvernementale qui ait valeur d'engagement, pourquoi pas ? Après tout, ce gouvernement est fait pour durer...

A propos de la communication de Roger Fauroux sur les entreprises publiques industrielles et le rôle de l'État actionnaire, Jean-Pierre Chevènement suggère : Il serait très bien de faire élire les présidents des entreprises publiques par leur conseil d'administration.

Édith Cresson appuie : Excellente idée.

Michel Rocard est enthousiaste.

François Mitterrand : Je vais peut-être vous surprendre, mais j'ai un sentiment très différent de celui de Jean-Pierre Chevènement, d'Édith Cresson, de Roger Fauroux et du Premier ministre. C'est nous qui, pour l'essentiel, nommons déjà les administrateurs. Ou bien ceux-ci choisiront qui ils voudront, et je ne vois pas, en ce cas, pourquoi on a nationalisé ; ou bien ils feront comme on leur dira, et cela ne trompera personne. Vous faites preuve d'une ouverture d'esprit tout à fait excellente, mais elle me paraît s'appliquer à un mauvais sujet. Cela dit, mon tempérament n'est pas plus dirigiste que celui de ceux qui sont intervenus ; j'ai même eu l'impression d'avoir trouvé le ministre de l'Industrie plus interventionniste que moi ; j'ai cru retrouver le Jean-Pierre Chevènement de 1982-1983, et vous savez que je m'étais un peu gendarmé à l'époque ! Il est clair qu'ilfaut une stratégie pour les entreprises, mais il ne faut pas une bureaucratie. Il ne faut pas que les PDG soient obligés de demander à chaque instant une autorisation aux sous-chefs de bureau.

Par ailleurs, l'état de notre commerce extérieur avec la RFA a dépassé le stade de la catastrophe. On devrait avoir 60 milliards de francs de déficit cette année. Il n'y a aucune raison pour que nous renoncions à la reconquête du marché allemand. Il faut donc se mobiliser là-dessus, il faut une troupe spécialisée, aguerrie, qui s'acharne sur ce pays, petit par la taille. Après tout, cela doit être moins désagréable pour les cadres que de s'installer au Japon ou en Chine : on peut revenir le week-end ! Là, les entreprises publiques doivent jouer un rôle majeur.

François Mitterrand déplore l'amateurisme de beaucoup de chefs d'entreprise. Il ajoute : Il va y avoir quelques semaines un peu délicates pour le gouvernement à cause des mouvements sociaux, mais, en cinq ans, la France doit être en mesure d'arriver au bout de ses difficultés.

A propos de la demande de recours à l'article 49.3 : Cette demande ne peut qu'être acceptée, même si l'article 49.3 a donné lieu à des abus dans une période récente. C'est un moyen constitutionnel que j'estime ne pas pouvoir refuser au Premier ministre. Il faut que vous ayez des annes dans votre gibecière ; avec celle-là, soyez tranquille, cela marchera. Mais si vous pouviez vous en passer, ce serait encore mieux.

Léon Schwartzenberg présente à la presse le comité de soutien à la coordination des infirmières, qu'il a formé : On parle de la méthode Rocard. Mais la méthode Rocard, qu'est-ce que c'est ? Il reçoit Tjibaou et Lafleur et, à 3 heures du matin, il aboutit à un accord. Il reçoit les gardiens de prison et, à 3 heures du matin, il leur fait signer un texte. Mais il oublie que les infirmières, elles, travaillent la nuit. A 3 heures du matin, vendredi dernier, elles étaient encore lucides... Rocard accuse les infirmières d'être énervées. Mais il ne leur a pas fait ce reproche quand il a eu besoin d'elles pour ses piqûres dans les fesses !

Au cours des « questions d'actualité », à l'Assemblée, Michel Rocard annonce pour dès cet hiver une revalorisation dans la fonction publique. Pierre Bérégovoy, boudeur, précise que l'État ne financera pas le progrès social par la planche à billets.

Jeudi 20 octobre 1988

Lionel Jospin, très surpris par la « proposition de programmation gouvernementale » formulée la veille par François Mitterrand au Conseil, rencontre le Président pour préparer l'émission Questions à domicile, à laquelle il participera ce soir. Il obtient l'autorisation d'annoncer une loi d'orientation pour l'Éducation.

Grève nationale des fonctionnaires. Le PS les soutient explicitement.

Le Président est mécontent d'un article du Monde rapportant des propos qu'il aurait tenus aux infirmières, que celles-ci auraient répétés et selon lesquels le gouvernement en aurait déjà fait assez, sinon trop, pour elles : Je n'ai jamais dit « trop », si ce n'est peut-être « trop tout de suite » ou « trop d'un coup »...

Vendredi 21 octobre 1988

Je suis à Manille afin d'inviter Cory Aquiño au Sommet du 14 Juillet 1989. Réponse positive. Elle ne souhaite cependant pas encore l'annoncer publiquement, mais nous autorise à faire état de son accord auprès des autres invités. Elle me fait visiter les appartements du Président Marcos. Le sommet du mauvais goût est atteint par l'extravagante collection de chaussures de Madame Marcos. Formidable frénésie d'accumulation, façon comme une autre de lutter contre la mort.

Je vois vendredi prochain Rajiv Gandhi à Delhi pour lui remettre la même invitation.

Il faudrait inviter encore deux Sud-Américains (Mexique et Argentine), la Chine, et deux Africains (dont le président du Zimbabwe, parce qu'il est aussi président des non-alignés, et la Côte d'Ivoire).

Le Président, à qui je fais mon rapport, note : Et le Gabon ?

Lundi 24 octobre 1988

Helmut Kohl est à Moscou pour sa première visite officielle en URSS.

Georges Pebereau annonce son offensive financière pour prendre le contrôle de la Société Générale, en accord avec Pierre Bérégovoy.

La CFDT, FO et la CFTC acceptent les ultimes propositions de Claude Evin (reconnaissance du corps des infirmières, création d'un deuxième grade, indices de carrière). Mais la coordination informelle des grévistes refuse de signer.

Sur Europe 1, ce soir, Michel Rocard se félicite d'avoir pu parvenir à un accord avec les infirmières et annonce l'ouverture de négociations avec les syndicats de fonctionnaires. Fin de la grève des infirmières.

Mardi 25 octobre 1988

Vu Emmanuel Le Roy Ladurie. La pression de la Bibliothèque nationale, et des lecteurs privilégiés qu'elle rassemble, s'accroît autour du projet de Grande Bibliothèque. Très habilement, l'administrateur général souhaite récupérer la manne qui s'annonce...

François Mitterrand est en Égypte. Au bord du canal de Suez, il devise, off, avec des journalistes : Je vais intervenir dans la campagne sur le référendum. Le Premier ministre a eu raison de durcir le ton. Ce sont ceux qui veulent remettre en cause la décision du peuple qui l'ont durci en premier. Je sais que beaucoup de gens ne sont pas d'accord. Eh bien, ils devraient le dire un peu plus... A moins qu'après tout il y ait là une logique : ils se sont donné M. Pons comme chef de file, c'est-à-dire ce qu'il y a de pire, de plus bêtement réactionnaire. Ou de plus bête, tout simplement...

François Mitterrand rencontre Hosni Moubarak à Ismaïlia. Le Raïs intervient auprès des Palestiniens pour éviter que ceux-ci ne prennent une décision sur un éventuel État ou un éventuel gouvernement provisoire palestinien avant les élections américaine et israélienne. Il estime que tout fait nouveau de cet ordre poserait des problèmes à la communauté internationale et risquerait de faire perdre à l'OLP une partie des soutiens dont elle dispose. D'autre part, les candidats américains et israéliens seraient amenés à réagir à ces décisions et à prendre, vis-à-vis de leur opinion, des engagements sur lesquels il leur serait difficile de revenir rapidement par la suite. Arafat a pris en considération cette position, sans cependant se lier : il est probable qu'il demandera au Conseil national palestinien un mandat d'orientation qui sera précisé ultérieurement (après les élections) par les instances exécutives.

Sur le Liban, Hosni Moubarak : Je regrette vivement l'accord Murphy-Assad, qui ne peut qu'aggraver les dégâts. Pourquoi, d'autre part, renforcer la position de la Syrie au moment où celle-ci, qui constitue le principal obstacle au processus de paix, est affaiblie ? Il existe enfin des complicités objectives entre Israël et la Syrie, qui compliquent encore la situation au Liban.

François Mitterrand : Nous ne sommes pas en charge d'assurer la défense des chrétiens du monde, mais l'effacement ou la disparition du petit noyau chrétien du Proche-Orient serait considéré par la France comme un fait très grave.

Dans le conflit Irak/Iran, le Président Moubarak explique la position de Bagdad en faveur du maintien du siège des négociations à Genève : il se porte garant de la volonté des Irakiens de parvenir à la paix, mais déplacer les négociations à New York, compte tenu de l'éloignement et des influences qui s'y exercent, ne leur paraît pas souhaitable.

François Mitterrand : Peut-être pourrait-on rechercher une solution de compromis qui consisterait à garder le siège des négociations à Genève, mais à faire périodiquement référence et compte rendu à New York ?

Hosni Moubarak : L'aide que la Syrie apporte à l'Iran est un fait très grave et provoquera des réactions arabes communes contre la Syrie, car celle-ci a trahi son camp. La Syrie ne viole-t-elle pas ainsi le pacte arabe de défense, alors qu'elle reproche à l'Égypte de l'avoir fait en réalisant la paix avec Israël ?

Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement et Pierre Mauroy entament, à Belfort, la campagne pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie.

Mercredi 26 octobre 1988

Au Conseil des ministres, François Mitterrand intervient après l'exposé de politique internationale de Roland Dumas : Sur le Proche-Orient, je ne m'attends pas à une avancée sérieuse d'ici longtemps. Le Plan Allon, que j'avais approuvé en son temps, reprend du relief ; ça bouge un peu. Le Président Herzog préconise, plutôt qu'une conférence internationale, une rencontre directe, mais, en même temps, il récuse l'interlocuteur : ce n'est pas très sérieux.

Il commente ensuite la récente rencontre Kohl-Gorbatchev en URSS : On s'interroge sur les véritables intentions allemandes. Il faut plutôt se demander quels sont les véritables intérêts de l'Allemagne. Ce sont ceux de sa géographie. Elle est entre les deux blocs : comment voulez-vous qu'un tel pays n'ait pas le regard tourné des deux côtés ? Pour l'URSS, il y a deux non possumus : la réunification et la détention de l'arme nucléaire par l'Allemagne, voire même un droit de regard de l'Allemagne sur son emploi. Le rapprochement entre l'URSS et la RFA ne présente guère d'inconvénients majeurs, et il présente quelques avantages. En Allemagne, le nationalisme passe par le neutralisme, pour éviter la dépendance des États-Unis.

Nous-mêmes, nous devons revenir en force en Europe de l'Est. Il y a le problème polonais, le durcissement tchèque, les folies roumaines, le suivisme bulgare... Tout cela complique les choses, mais j'irai dans chacun des pays d'Europe de l'Est, ou presque, dans les mois qui viennent.

Par rapport à l'Allemagne, notre problème est de trouver un meilleur équilibre en matière de commerce extérieur. Comme on le disait il y a quelque temps en politique intérieure, l'union est un combat. En tout cas, c'est une concurrence qu'il faut gagner. Au-delà de l'intérêt pour notre sécurité, notre arme nucléaire nous donne une capacité diplomatique supplémentaire. Le général de Gaulle a eu le grand mérite de concevoir l'indépendance à partir de la dissuasion nucléaire. D'autres hommes ont joué aussi un rôle important, comme Pierre Mendès France, dont j'ai relu récemment les décisions de l'époque. C'est donc un mouvement français. D'autres choix auraient pu être faits ; aujourd'hui, il n'en est pas d'autres possibles.

Puis le Président fait un exposé historique des relations entre l'URSS et la France. Il termine par : C'est l'année même où l'Amérique a été découverte que la Russie a envoyé ses premiers ambassadeurs en Europe occidentale.

François Mitterrand adresse, à propos du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, un message au Parlement dans lequel il déclare qu'il s'agit d'assurer la victoire de la concorde et de la paix.

Jeudi 27 octobre 1988

Mise sur orbite du satellite TDF 1.

Sommet franco-italien en Arles. François Mitterrand : Gorbatchev s'est fabriqué une opposition de gauche pour devenir un personnage au centre.

Débat houleux, hier, à l'Assemblée, à propos de la Nouvelle-Calédonie. Ce qu'en a retenu le président du groupe RPR, ce sont moins les mots « lâcheté » et « désertion » employés par Michel Rocard à l'adresse du parti chiraquien que le comportement de Raymond Barre. On me rapporte que Bernard Pons aurait lancé : Avez-vous vu le gros [Barre] ? Il n'a pas bougé ! Il n'a même pas applaudi quand l'UDF et l'UDC ont critiqué

Rocard ! C'est le traître dans toute sa splendeur, c'est le vrai traître !

Vendredi 28 octobre 1988

Voyage à Dehli. Rajiv Gandhi accepte de se rendre à Paris le 14 Juillet prochain.

Dimanche 30 octobre 1988

Altercation entre Michel Charasse et Pierre Arpaillange devant le congrès du syndicat des avocats de France à Clermont-Ferrand à propos de leurs conceptions divergentes sur la justice, les prisons, les droits des uns et des autres. Il s'agit surtout d'antipathie personnelle. Christian Sautter, secrétaire général adjoint de l'Élysée, de permanence, prévient le Président et Matignon. L'Élysée et Matignon se mobilisent pour dissuader le ministre de la Justice de quitter le gouvernement. Jean-Louis Bianco assure Pierre Arpaillange du soutien du Président. François Mitterrand engueule Charasse et le fait savoir au garde des Sceaux.

Lundi 31 octobre 1988

Pierre Arpaillange reste fermement décidé à démissionner s'il n'obtient pas réparation. Dans la soirée, Michel Charasse publie un communiqué dans lequel il dément les propos qu'il a tenus devant la presse et assure le garde des Sceaux de sa solidarité. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet de Michel Rocard, téléphone à Arpaillange pour lui proposer de venir mercredi à Matignon s'entretenir avec le Premier ministre et le ministre du Budget. Refus du garde des Sceaux, qui demande à être reçu seul par Michel Rocard.

Mardi 1er novembre 1988

François Mitterrand est à Aix-la-Chapelle, où il doit recevoir, avec Helmut Kohl, le prix Charlemagne, créé en 1949 pour récompenser des contributions à l'unité européenne. Il évoque à nouveau l'importance culturelle du projet Eurêka audiovisuel. La question sera évoquée au Sommet européen de Rhodes. Il propose la tenue d'assises de l'audiovisuel sur le modèle des assises de la technologie. Il déclare en outre : L'Europe que nous bâtissons veut être maîtresse de son destin et doit rester ouverte à toute autre partie d'elle-même. L'Europe, c'est nous et quelques autres. Entre nous et ces quelques autres, ne pensons pas rivalité : elle existe dans les faits, les idéologies, les intérêts économiques, les systèmes commerciaux, les formes de pensée ou de philosophie. Mais pourquoi inscrire ces formes diverses dans une fausse éternité ? Ce que nous faisons montrera ses valeurs attractives à l'Europe qui n'en est pas. Et nous avons à retirer beaucoup de cette Europe-là pour parfaire ce que nous sommes... Nous sommes à l'orée d'une année, 1989, qui nous rappelle des souvenirs, à nous particulièrement, Français, mais aussi au reste du monde, et il se trouve que, précisément, après l'Allemagne qui a vraiment bien rempli son rôle, l'Espagne et la France auront tout au long de l'année prochaine à présider aux destinées de la Communauté...

En remplacement de Claude Cheysson, qui quitte son poste à Bruxelles, Simone Veil suggère au Président de nommer Christiane Scrivener.

Mercredi 2 novembre 1988

Un seul fait à noter au Conseil des ministres. François Mitterrand à propos du satellite TDF : Il a été lancé et bien lancé. Je m'en suis d'autant plus réjoui que je suis de ceux qui se sont battus pour que cette décision soit prise. Il reste à déployer les antennes. Il faut que, d'ici à la fin du mois de décembre, le gouvernement cait fixé les règles du jeu et qu'ensuite l'organisme qualifié procède à l'appel des candidatures. Il ne faut pas prendre de retard pour bénéficier de cette technique nouvelle. C'est une très grande opération.

Jacques de Larosière m'informe du résultat des deux premières réunions du Comité Delors sur l'union monétaire dont il est membre et nous expose les propositions qu'il doit lui soumettre pour hâter et concrétiser l'achèvement de l'union économique et monétaire. Un Fonds de réserves européen (FRE) serait d'abord créé et interviendrait sur les marchés des changes en monnaie des pays tiers (et en monnaies communautaires). Le FRE disposerait de réserves données par chacune des banques centrales. Il aurait pour mission de préparer l'avènement de la monnaie commune et de faire réaliser des progrès concrets dans le développement de l'écu. Seraient membres du FRE toutes les banques centrales de la CEE, à la condition que leur monnaie participe au mécanisme de change (ce qui exclurait pour l'instant le Royaume-Uni) et que soit mise en commun une partie de leurs réserves de change. La direction du FRE serait assurée par un conseil d'administration composé des gouverneurs des banques centrales et présidé à tour de rôle, tous les deux ans, par l'un de ses membres. La création de ce Fonds de réserve implique un nouveau traité.

Jean-Claude Trichet, le directeur du Trésor, est opposé à ce schéma ; pour lui, les ministres devraient conserver le contrôle politique et assurer la coordination des politiques économiques. Actuellement, le Conseil des ministres des Finances ne joue pas du tout ce rôle ; il n'est qu'une juxtaposition de monologues.

Jeudi 3 novembre 1988

52e Sommet franco-allemand à Bonn. Comme prévu, il consacre le projet de création, au 1er janvier 1990, d'une chaîne de télévision culturelle commune. C'est encore une initiative du Chancelier.

Au cours des entretiens avec Helmut Kohl, le Président confirme, à propos de la négociation sur le désarmement conventionnel, qu'il n'est pas question de discuter à Vienne à vingt-trois (c'est-à-dire OTAN contre Pacte de Varsovie). On parle à trente-cinq (c'est-à-dire tous, avec les Européens neutres), et rien d'autre.

Je rencontre à Dacca le Président du Bangladesh, enthousiaste sur le projet des grands barrages. Dans la capitale et aux alentours, pas traces de mendiants. Misère digne, révolte muette. Dans la mise en œuvre du plan d'endiguement, il faudra s'entendre avec les autres riverains sur l'usage de l'eau. Difficile. L'Inde est sourcilleuse et voudrait garder ainsi un contrôle sur Dacca.

Vendredi 4 novembre 1988

Moscou annonce une suspension du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en vue d'imposer la négociation à la résistance.

Le Président confirme à Kohl qu'il n'est pas question de discuter à vingt-trois. On parle d'un compromis très compliqué pour une triple négociation en trois zones : Nord, Centre et Sud, chacune avec des participants différents, mais cela ne marche pas (États-Unis, Grèce et Turquie n'en veulent pas).

Dimanche 6 novembre 1988

Référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Le « oui » l'emporte avec 79,99 % des suffrages exprimés, mais l'abstention atteint le niveau record de 62,96 %. Le « non » est majoritaire à Nouméa et dans cinq autres communes caldoches.

Mardi 8 novembre 1988

George Bush est élu Président des États-Unis. On jugera de sa politique au choix des hommes : gardera-t-il auprès de lui les ministres de Reagan ?

Michel Camdessus vient me proposer la dévaluation du franc CFA. Cela conduirait en Côte d'Ivoire (moyennant un programme d'austérité très rigoureux) à un retour à l'équilibre des comptes extérieurs, à une légère amélioration de la croissance (de 2,1 à 3,5 %) et à une réduction du déficit budgétaire de 10 à 8 % du PIB. Mais cela entraînerait aussi une hausse des prix sensible (de l'ordre de 15 %) et ne permettrait aucune amélioration ni du poids, ni du service de la dette. Enfin, cela ne permettrait aucun développement des exportations de matières premières ou de produits de substitution.

François Mitterrand s'y oppose : pas question d'une dévaluation du franc CFA. C'est pour lui un choix politique, qui consiste à ne pas contredire le président Houphouët sur un sujet aussi sensible.

Sur l'Éducation nationale, grâce à Lionel Jospin, les engagements pris avant l'élection présidentielle ont été tenus : son budget pour 1989 augmentera de 5,6 %, soit 11 milliards ; 12 382 emplois seront créés, dont 4 200 dans les lycées et 1000 postes de maîtres de conférences dans les universités ; les postes offerts au concours du second degré ont été augmentés de 40 % ; le taux des bourses pour les étudiants a été majoré.

Reste à modifier les rythmes scolaires, à réduire les taux d'échecs, à mieux accueillir et orienter les élèves et les étudiants, de plus en plus nombreux à tous les niveaux. Une priorité absolue : la formation des maîtres.

Notre ambassadeur à Alger nous envoie un rapport confidentiel très alarmiste. La situation se dégrade de jour en jour : la position du Président Chadli, unanimement considéré comme faible et peu capable, ne cesse de vaciller. Le FLN, les communistes algériens, l'essentiel de l'armée multiplient les embûches contre lui, l'objectif étant d'empêcher à tout prix la victoire de la ligne Chadli au Congrès du FLN, en mettant en évidence la « complaisance » des hommes du Président vis-à-vis de la France. C'est ainsi qu'il faut comprendre de nombreuses escarmouches sur l'affaire des enfants de couples mixtes, sur la francophonie, sur les établissements culturels français, etc. Le ministre de l'Intérieur est critiqué pour avoir un entourage francophone. L'équipe Chadli aurait vu dans les récentes émeutes la possibilité de retourner la situation à son profit. Elle aurait ainsi délibérément décidé de retirer la police devant les émeutiers, pour obliger l'armée à intervenir et discréditer celle-ci par ses excès prévisibles. Beaucoup d'Algériens sont convaincus que les tireurs isolés disséminés dans la foule, qui s'en prenaient aux militaires pour entraîner une riposte, étaient en fait des policiers en civil. Grâce à cette utilisation des émeutes, le Président Chadli a repris l'initiative : référendum, limogeage du général responsable de la répression militaire et du patron du FLN, Messaadia. Aujourd'hui, au sein de l'armée et du FLN, la haine serait donc à son paroxysme contre le Président.

Mercredi 9 novembre 1988

Au Conseil des ministres, à propos du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, François Mitterrand : C'est le premier référendum qui soit dépourvu de tout aspect plébiscitaire et semblable à ce qui se fait dans certaines démocraties. La bataille politique a été suffisamment atténuée de part et d'autre pour que les passions ne viennent pas à la rescousse, ce qui a naturellement limité l'ampleur du vote. Malgré tout, 12 millions de Français se sont dérangés pour 165 000 de leurs compatriotes qui sont aux antipodes. On ne sait pas par quelle magie on aurait pu faire mieux. Ce n'est pas une consultation de même nature que celles qui mettent en jeu le pouvoir. Je ne prends pas du tout ce résultat comme fâcheux et je ne considère pas qu'il comportera des conséquences désagréables pour la majorité ou pour le gouvernement. Je regrette évidemment qu'on n'ait pas atteint un niveau plus élevé. En tout cas, vous n'avez nul besoin de verser des pleurs sur le passé. L'important est que cela entraîne une situation de droit nouvelle. Ceux qui estiment que la portée du vote dépend du nombre des votants manquent aux principes élémentaires de la démocratie. Dirait-on qu'un texte de loi parlementaire a plus ou moins de portée juridique selon le nombre des députés en séance ? Combien de débats de société, une fois passé l'émotion, auraient mobilisé 40 % de l'électorat ? Au fond, contrairement à ce qui est souvent dit, il n'y a sans doute pas d'aspiration profonde à la multiplication des référendums...

Michel Durafour rend ensuite compte des négociations dans la fonction publique. Cela avance. Michel Rocard précise qu'une clause de rendez-vous est admise, mais qu'il n'y aura pas d'indexation.

François Mitterrand : J'insiste sur cet élément. Tout ce qui ressemblerait à une indexation reviendrait sur les très difficiles décisions prises par le gouvernement de Pierre Mauroy en 1983 et qui ont été salutaires. Certes, la frontière est souvent imprécise dans le vocabulaire, mais, même si elle n'est pas clairement formulée, elle devrait être respectée. Il est vrai qu'on ne peut réserver les avantages de la croissance aux plus aisés. S'il y a une plus grande richesse, il faut que ses fruits soient équitablement partagés. Que les progrès soient partagés par toutes les couches sociales de la nation ? Oui ! Automatiquement ? Non. D'autant plus que vous avez, avec sagesse et prudence, à réaménager ce qui a été décidé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui vous conduira à apprécier l'utilité de tel ou tel groupe social pour les années 90 [allusion à la grille de la fonction publique].

Déjeuner avec Jack Lang, Émile Biasini, Dominique Jamet, Christian Dupavillon, Christian Sautter, Michel Melot et Patrice Cahart. Nous faisons le point sur le projet de Grande Bibliothèque. Cahart propose dans son rapport que celle-ci reprenne tous les livres entrés à la BN à partir de 1945. Il en coûterait autour de 2 milliards de francs, auxquels il faudrait ajouter de 1 à 1,5 milliard pour la logistique technologique. Coût total du projet : 3,5 milliards. Le rapport recommande la fusion avec la BN en un seul établissement public doté du même président.

Sitôt le rapport remis, sera préparée la consultation d'architectes, laquelle sera lancée le 30 mars. L'architecte sera choisi avant le 1er septembre et les travaux commenceront en décembre 1989.

Pour le terrain, Émile Biasini propose de choisir entre le quai Branly, la caserne Dupleix (à racheter à la Ville), Tolbiac, un terrain à Vincennes (entre le fort et la caserne), qui a la préférence de Jack Lang, et un autre à Saint-Denis.

Le Président, à qui je rapporte ces diverses possibilités, commente : Dans l'ordre : Tolbiac, Saint-Denis. Dupleix serait bien, mais quelle négociation ! Branly, non : c'est pour le Centre de conférences.

Je reviens à la charge auprès du Président, à qui j'adresse une note, à propos de la libre circulation des capitaux en Europe. Je n'arrive pas à m'y faire. Elle ne se limitera évidemment pas à une libération à l'intérieur de l'Europe des Douze, mais sera une libération erga ommes, c'est-à-dire à l'égard du monde entier, en raison de la libération des capitaux déjà en vigueur entre la RFA et la Grande-Bretagne d'une part, la Suisse d'autre part. Concrètement, cela veut dire que si cette directive est appliquée, l'épargne française fuira les banques françaises en 1992, à moins qu'à cette date n'aient été créés dans toute l'Europe, comme c'est le cas en Suisse, des comptes à numéros ! J'ajoute par ailleurs que la RFA est ici d'une grande hypocrisie : elle prône certes une harmonisation des taux d'imposition sur l'épargne, mais alors que l'impôt sur l'épargne existe en principe en RFA, il n'y est pas appliqué, en raison de la pression du lobby bancaire. Tout cela paraît fou ! A mon sens, il faudrait faire savoir dès le Sommet européen de Rhodes que la France ne peut accepter une telle évolution qui reporterait tout le poids de l'impôt sur le revenu sur les seuls revenus du travail. Et qu'elle demande que soit mise en place une protection contre les fuites de capitaux hors de l'Europe des Douze.

Le Président se dit de mon avis. Il en parlera au Sommet de Rhodes. Il demande que Rocard et Bérégovoy soient saisis de la question.

Transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon.

Jeudi 10 novembre 1988

Pour ce qui est des fonds propres dont souhaitent disposer les banques nationalisées, j'ai remarqué qu'elles n'ont reçu de l'État actionnaire aucune augmentation de capital depuis 1945, et que, par surcroît, elles versent plus de 500 millions de dividendes par an à l'État depuis 1982 ! Malgré cela, le ministre des Finances refuse une augmentation de leur capital par la voie du budget, qui pourrait atteindre un montant égal au total des dividendes versés par ces établissements à l'État depuis 1982. Il n'y a, à mon avis, aucune raison de procéder à une ouverture du capital de ces banques au privé avant que l'État fasse son devoir.

Je fais remarquer au Président que la Communauté européenne est la seule à lier l'ouverture de son marché aux produits tropicaux à la réciprocité de la part des pays bénéficiaires, et la seule à exclure un certain nombre de ces produits, telles les fleurs coupées. Renoncer à cette conditionnalité constituerait un geste politique substantiel à l'égard du Sud et permettrait de contrer la manœuvre américaine qui entend mettre à profit nos réticences sur les produits tropicaux pour demander au Tiers-Monde de s'opposer à la Communauté sur le reste de la négociation du GATT à propos de l'agriculture.

Le Président recommande d'agir dans ce sens.

Vendredi 11 novembre 1988

François Mitterrand reçoit le comédien Michel Creton qui souhaite pouvoir créer une « maison » pour handicapés mentaux où les enfants pourraient séjourner au-delà de dix-huit ans. Cela serait possible en utilisant l'article L 162.31 du Code de la Sécurité sociale qui permet les actions expérimentales lorsqu'elles sont agréées par le ministère. Les dépenses feraient l'objet d'un forfait global de prise en charge par les caisses d'assurance-maladie. Des conventions passées entre les caisses et les promoteurs du projet fixeraient les modalités du règlement. Pour les problèmes de limite d'âge, il faudrait arriver soit à un montage administratif, soit à une dérogation en bonne et due forme, ce qui n'est pas très difficile. Le terrain administratif est donc à peu près dégagé. Jusqu'ici, l'acteur n'a pas réussi à obtenir le « feu vert ». Le Président donne des instructions pour que tout soit résolu rapidement.

François Mitterrand est à Rethondes pour l'anniversaire de l'Armistice.

Au cours d'un déjeuner des « éléphants » auquel participent Jospin, Fabius, Mermaz, Mauroy, Poperen, Bérégovoy, entre autres, Joxe fait une dernière tentative pour obtenir un compromis municipal à Marseille où les socialistes se disputent la succession de Gaston Defferre : il suggère que Michel Pezet accepte d'être premier adjoint pendant quelques années, étant entendu qu'il succéderait comme maire à Robert Vigouroux à mi-mandat de celui-ci. Mais Pezet ne veut pas en entendre parler. Or, comme le même Pezet représente entre 8 et 10 % des 180 000 militants du PS et qu'aucun Premier secrétaire, voire aucun candidat à la candidature à l'Élysée ne saurait se passer de son appui, tout paraît bloqué.

Après le rétablissement, hier, des relations diplomatiques entre le Royaume-Uni et l'Iran, Roland Dumas informe François Mitterrand de la situation pour ce qui nous concerne. Nos relations avec l'Iran progressent normalement, conformément aux orientations définies à la mi-juillet. Deux problèmes se posent toutefois : celui de l'embargo pétrolier et celui du contentieux nucléaire.

Pour Roland Dumas, l'embargo pétrolier — instauré en 1987 — n'est plus nécessaire aujourd'hui. Mais, s'il était décidé de le lever, il conviendrait de prévoir un mécanisme de surveillance a posteriori propre à prévenir une modification soudaine et forte de nos achats dans la zone.

En ce qui concerne le contentieux nucléaire, les Iraniens réclament qu'on accepte de leur livrer de l'uranium enrichi. Certaines questions relèvent du Conseil de politique nucléaire extérieure, présidé par le chef de l'État. Roland Dumas recommande que soit organisée dès que possible, sous l'autorité du Premier ministre, une réunion destinée à préparer les décisions, à laquelle seraient invités les ministres des Finances, de l'Industrie, de la Défense, ainsi que l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique.

Le Président répond de façon lapidaire : oui à la levée de l'embargo ; non à la réunion projetée à Matignon, la question étant de son seul ressort.

Révélateur de la méthode Mitterrand : le moins de réunions possible, surtout sans lui.

Dimanche 13 novembre 1988

Pierre Bérégovoy célèbre, Chez Edgard, ses quarante ans de mariage. Roger-Patrice Pelat et Samir Traboulsi sont de la fête.

Le Président, informé, est furieux : Il ne devrait pas. Il ne devrait pas...

Lundi 14 novembre 1988

Déjeuner autour de François Mitterrand, avec Pierre Joxe, Paul Quilès, Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius. La conversation roule d'abord sur les négociations PC-PS pour les municipales de l'an prochain.

François Mitterrand : Le Parti se comporte avec une faiblesse invraisemblable à l'égard du Parti communiste. Il faut refuser tout accord local jusqu'au 15 janvier. Je pense que les communistes ont trop besoin de leurs municipalités pour ne pas craquer.

Il dit beaucoup de bien de Robert Vigouroux. Il avait chargé Pierre Mauroy de négocier sur les bases suivantes : Vigouroux tête de liste ; pour Pezet, la succession d'ici à quelques années à la mairie et un poste immédiat au gouvernement. Pezet a refusé. Il préfère tout perdre. Tant pis pour lui ! fulmine François Mitterrand.

Paul Quilès parle du conflit aux P et T. Il précise que 250 000 agents perçoivent moins de 6 000 francs par mois (ce qui est exagéré !). Le Président trouve que ce n'est pas admissible pour un gouvernement socialiste : Il faut planifier les augmentations de salaire nécessaires.

François Mitterrand apprécie beaucoup la formule de Pierre Bérégovoy : Il faut tenir les deux bouts de la chaîne. D'un côté, nous devons être justes ; de l'autre, il ne faut pas déraper.

Le ministre des Finances rappelle que l'on a déjà fait beaucoup : la hausse du SMIC plus importante que prévu, 8 milliards pour les accords Durafour, 1,5 milliard pour les infirmières...

Tout le monde déplore que ces mesures ne soient pas mieux perçues par l'opinion et en rend responsable Matignon. Tout le monde tombe aussi d'accord pour déplorer la guerre des clans au sein du Parti socialiste, qui prend des proportions inquiétantes.

Il convient d'accorder aux décisions du Conseil national palestinien, cette nuit, l'importance qu'elles méritent : l'acceptation par l'OLP des résolutions 242 et 338 de l'Organisation des Nations unies lève enfin le plus grand obstacle à la reconnaissance mutuelle d'Israël et de la Palestine. Pour l'obtenir, Yasser Arafat a dû rompre avec le principe de l'unanimité au sein de la centrale palestinienne. Les « durs » du mouvement, dont le FPLP de Georges Habache, entrent en opposition officielle.

Selon Roland Dumas, la reconnaissance par la France d'un État palestinien ne soulèverait aucune difficulté de principe, même s'il est contraire à notre jurisprudence de reconnaître un État qui ne dispose pas d'un territoire défini. En tout cas, le débat juridique ne saurait modifier une

constatation de fond, à savoir qu'on ne parviendra à une solution pacifique du conflit que par le dialogue et la négociation. Dans ce but, la France continuera à oeuvrer pour la réunion, dans les meilleurs délais possibles, d'une conférence internationale.

François Mitterrand est très tenté par la reconnaissance immédiate de l'État palestinien : Il fallait que l'OLP réponde à certaines conditions et la première, la plus importante, était l'adhésion aux résolutions de l'ONU. Tôt ou tard, nous reconnaîtrons l'État palestinien. Mieux vaut tôt que tard. Évidemment, le fait de choisir Jérusalem comme capitale est une agression caractérisée contre Israël. Il faut que la ville soit sous statut international. Par ailleurs, il y a un problème juridique. Nous ne pouvons normalement reconnaître un État qui ne dispose pas d'un territoire, sans quoi nous aurions déjà reconnu maints Etats plus sympathiques que celui de l'OLP...

Jack Lang suggère de réunir en 1989 à Paris les intellectuels des deux Europes, pour faire de Paris la capitale intellectuelle de la grande Europe.

Mardi 15 novembre 1988

Petit déjeuner chez Michel Rocard. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius répètent ce que François Mitterrand a dit la veille à déjeuner.

Jean-Pierre Chevènement réclame des crédits plus importants pour la Défense dans le collectif budgétaire. Michel Rocard se tait et c'est Jean-Paul Huchon qui tranche : Un collectif ne se discute pas.

Long débat sur l'OLP. Faut-il se rapprocher d'Arafat ? Jean-Pierre Chevènement développe une vigoureuse critique : Nous n'avons pas de politique arabe depuis quinze ans. Jean-Louis Bianco rappelle qu'à trois reprises le Président a sauvé les Palestiniens : à Beyrouth, à Tripoli et en évitant un deuxième Sabra et Chatila.

François Mitterrand reçoit à déjeuner Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli et Louis Mermaz. Il leur parle assez durement du PS, mais veille à ne pas donner l'impression qu'il critique tout le Parti.

Sur les pourparlers avec le PC en vue des municipales de mars prochain : L'accord national, les communistes n'en veulent pas ; il faut trouver un autre mot et parler par exemple, le moment venu, d'un accord global.

Il est très mécontent qu'André Lang, successeur d'André Boulloche à la mairie de Montbéliard, ait été battu à cause de la candidature dissidente de Guy Beche, soutenu par Laurent Fabius. Il indique qu'il ne faut pas accepter d'interdit communiste sur les candidats de la majorité présidentielle que nous voulons faire figurer sur nos listes.

Je reviens de nouveau à la charge, auprès du Président, contre la libération des mouvements de capitaux en Europe. S'il n'y a pas simultanément harmonisation des législations fiscales, du droit bancaire et de la protection accordée aux placements hors d'Europe, elle aura les conséquences suivantes : alignement des pratiques fiscales sur l'épargne au taux le plus bas, c'est-à-dire zéro (la RFA, par exemple, qui a en principe une taxe de 15 % sur les revenus de l'épargne, vient de décider de la suspendre pour trois ans afin de lutter contre la concurrence britannique, et contrairement à la promesse d'Helmut Kohl) ; il sera possible à chaque citoyen d'Europe de placer son épargne dans un pays tiers, donc en Suisse ou aux Bahamas ; pour éviter de perdre leurs clients, les banques européennes se préparent donc à pratiquer le secret bancaire (qui n'est illégal qu'en France) ; par suite, non seulement les revenus du capital ne seront pas taxés, mais ceux qui feront verser leurs revenus sur des comptes à numéros en RFA pourront même échapper à l'impôt sur le revenu !

Certes, Édith Cresson est convaincue qu'il y aura un lien strict entre l'harmonisation fiscale en Europe et la libération des capitaux. Mais ce n'est pas le point de vue de nombreux experts ni de la Commission : tous considèrent que la libération des capitaux se fera même s'il n'y a pas harmonisation fiscale. Enfin, même s'il y avait harmonisation des fiscalités européennes, il resterait à procéder à l'harmonisation des législations à l'égard du secret bancaire et des sorties de capitaux hors de l'Europe des Douze.

Inutile de préciser qu'il serait particulièrement choquant de voir se créer de la sorte l'Internationale du capital au moment où s'enlise l'Europe sociale !

Je suggère au Président d'écrire à ce sujet au Premier ministre. Ce qu'il fait, indiquant que la France doit demander que, d'ici à 1990, des progrès parallèles soient accomplis dans l'harmonisation de la fiscalité et dans la libération des capitaux. Il ne devrait pas y avoir d'extension automatique aux pays tiers du bénéfice des mesures intracommunautaires de libération des mouvements de capitaux.

En fin d'après-midi, Didier Oury, conseiller du Président pour la politique industrielle, reçoit un responsable de Pechiney qui lui fait part du rachat imminent par cette société de la firme American National Can.

Jack Lang propose de « panthéoniser » l'abbé Grégoire et Lafayette en 1989.

Mercredi 16 novembre 1988

Dans le bureau de Jean-Louis Bianco, avant le Conseil des ministres, Michel Rocard fait une vague allusion à une très grosse affaire que Pechiney mène aux États-Unis. Il en parle au Président. Mais ce dernier n'a pas encore pris connaissance de la note que Didier Oury termine en ce moment.

Au Conseil des ministres, François Mitterrand, à propos de la décision de l'OLP de créer un État palestinien : Le problème qui nous est posé par la décision de l'OLP est un problème très sérieux. Nous en avons parlé avec le Premier ministre, nous en reparlerons à nouveau avec le ministre des Affaires étrangères, après le Conseil. Il ne faut pas renvoyer notre décision aux calendes grecques.

La reconnaissance des droits des Palestiniens n'est pas synonyme de la reconnaissance d'un État. Un État suppose un territoire. D'ailleurs, le général de Gaulle, lorsqu'il était en Grande-Bretagne, n'a pas été reconnu par les Britanniques et les Américains, mais par les Soviétiques. Il n'a été reconnu par les Occidentaux que comme chef de l'administration.

Il faut examiner cette question de façon très réaliste et, le cas échéant, audacieuse.

Claude Evin parle du projet de création du revenu minimum d'insertion adopté il y a quelques jours en première lecture à l'Assemblée nationale. François Mitterrand : La loi doit être votée pendant cette session et appliquée aussitôt après. C'est une obligation qui s'impose à tous.

Durant le Conseil, vers 11 heures, la note de Didier Oury parvient par mon intermédiaire entre les mains du Président. Aucune copie n'en est diffusée. Oury y annonce que Pechiney, s'il obtient l'accord du gouvernement, conclura et annoncera lundi 21 novembre deux opérations considérables : l'une est la création d'une nouvelle usine d'aluminium en France (200 000 tonnes par an) ; l'autre, l'acquisition d'American National Can, premier producteur américain d'emballage en aluminium, que des raiders se trouvent contraints de revendre, compte tenu de leur endettement. Avec sa filiale Cebal et American Can (six fois plus gros), Pechiney deviendrait le numéro un mondial de l'emballage, obtiendrait un débouché de masse pour son aluminium et, par cette intégration en aval, limiterait les conséquences des fluctuations du cours du métal. Le chiffre d'affaires total de Pechiney s'accroîtrait de 50 %. Le coût d'acquisition est de 5 milliards de francs versés aux actionnaires actuels (payables en

dix ans, moyennant un intérêt annuel) et 3,5 milliards de francs pour financer l'OPA sur les titres dispersés dans le public. Pour couvrir ces opérations sans dégrader durablement sa structure de bilan, Pechiney souhaite augmenter ses fonds propres de 5 à 7 milliards. L'émission de certificats d'investissement et une dotation de capital de l'État ne suffisant pas (2 milliards environ), le groupe propose d'introduire en Bourse une société à créer, Pechiney International, qui regrouperait ses filiales étrangères. La vente dans le public de 33 % de son capital rapporterait environ 6 milliards de francs. Ce serait une façon de faire appel à l'épargne sans privatisation au sens strict, puisqu'il s'agirait d'une filiale (comme Thomson-CSF pour Thomson, par exemple). Didier Oury informe le Président que Pierre Bérégovoy et Roger Fauroux sont d'accord.

Le Premier ministre n'a pas encore pris position et s'étonne d'avoir si peu de temps pour le faire, puisque sa décision doit être rendue pour ce vendredi 18 novembre.

Lisant cette note, je ne suis pas, pour ma part, convaincu. Le problème est de savoir si ce rachat, dans la mesure où il fait intervenir une filiale à l'étranger de Pechiney, ne constitue pas une privatisation « rampante ».

A l'issue du Conseil, le Président remet à Michel Rocard, selon la tradition, la grand-croix de l'ordre du Mérite. Il lui fait quelques sobres compliments.

Michel Rocard, pour sa part, estime que l'opération, à laquelle il est très favorable, peut se faire sans dotation en capital et en vendant 25 % seulement de Pechiney International (pour 4 milliards de francs). Sans en informer les ministères concernés, il rédige une lettre dans ce sens au Président.

Le Parlement estonien proclame la primauté de ses lois sur celles de l'URSS. Moscou juge cette décision contraire à la Constitution.

Le parti de Benazir Bhutto, le parti du peuple, remporte les législatives au Pakistan.

Jeudi 17 novembre 1988

A 10 heures, Michel Rocard sollicite par lettre manuscrite le « feu vert » du Président pour l'opération souhaitée par Pechiney. Celui-ci me demande mon avis.

A mon sens, s'agissant de la construction de la nouvelle usine en France, il y faudra des fonds propres venus du Budget ; à défaut, ce serait la privatisation qui commencerait. Évaluons-les à 1 milliard de dotation budgétaire. Il faudra 4 milliards supplémentaires pour l'achat d'ANC aux États-Unis. La solution proposée consiste à créer une filiale internationale partiellement privatisée. C'est, à mon avis, une fausse bonne idée. L'intérêt de l'opération industrielle est de permettre de vendre l'aluminium de Pechiney à une compagnie d'emballage à un prix supérieur au cours mondial. Or, si on ouvre le capital à d'autres actionnaires, Pechiney ne pourra pas lui vendre son aluminium plus cher : les actionnaires privés s'y opposeront. L'affaire n'est donc avantageuse pour Pechiney que si ANC est achetée par une filiale possédée à 100 % par elle. Malheureusement, l'État n'a pas les moyens de lui fournir ces capitaux. L'opération est industriellement moins intéressante que Pechiney ne le croit.

A 18 heures, Alain Boublil, directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, m'appelle à propos de l'affaire Pechiney. Il m'éclaire sur divers aspects industriels. Je lui dis que j'étudie le dossier à la demande du Président.

A la même heure, le Président reçoit un projet de réponse, rédigé par Élisabeth Guigou et moi, et le signe. Cette réponse autorise l'émission de certificats d'investissement et n'émet pas d'opposition à la cession de 25 % du capital de Pechiney International, tout en exprimant de fortes réticences sur l'ensemble.

A 20 heures, les Finances s'inquiètent auprès de moi de savoir si le Président a répondu au Premier ministre, et en quel sens.

Robert Badinter suggère au Président une formule qui permettrait de réduire le coût, pour la collectivité, de certaines grèves. Bien entendu, les mesures à prendre ne devraient pas apparaître comme des atteintes, même indirectes, au droit de grève.

La loi de 1963 oblige les syndicats représentatifs à déposer un préavis avant tout déclenchement d'une grève. Ce préavis est en principe destiné à susciter la négociation, rendue obligatoire depuis 1982. Mais, dans les faits, cette négociation n'a pratiquement jamais lieu ou bien reste purement formelle. L'échec semble avoir trois explications au moins : la brièveté du délai de préavis (cinq jours) ; la relative imprécision des revendications ; le faible contrôle syndical sur le mouvement. Le projet propose de rendre automatique la désignation d'un médiateur, ce qui pourrait sans doute donner de meilleures chances à la négociation ; sa mission s'inscrirait dans le préavis légal de grève.

Conclusion d'un accord sur les salaires dans la fonction publique. La CGT et la CGC refusent de le parapher.

Le président de la Banque mondiale, John Conable, vient plaider pour une ratification par la France du traité créant l'Agence multilatérale de garantie des investissements privés dans les pays du Tiers-Monde, l'AMGI (en anglais MIGA). Le Président refuse de soumettre cette ratification au Parlement, la convention étant rédigée en anglais. Des mesures seront prises, promet Conable, pour faire reconnaître officiellement par le conseil d'administration de l'AMGI l'authenticité de la traduction en français et éviter que de tels problèmes se posent à l'avenir.

François Mitterrand lui parle du projet de stabilisation des fleuves du Bangladesh, qu'il a évoqué à New York. Une fois l'étude faite, la Banque mondiale devra jouer un rôle dans le financement de ce programme.

Vendredi 18 novembre 1988

A la suite des entretiens de Bonn avec le Chancelier Kohl sur le désarmement conventionnel, le Quai d'Orsay présente à la Conférence de Vienne une série de demandes visant à raffermir le lien entre la négociation globale (à trente-cinq pays) et la négociation OTAN-Pacte de Varsovie (à vingt-trois pays), et à mieux insérer la négociation à Vingt-trois dans le processus global de la CSCE. Les réactions de nos partenaires occidentaux ont été, depuis lors, très vives. La RFA, qui souhaite que ces négociations sur le désarmement conventionnel s'engagent au plus vite, craint que les nouvelles demandes françaises (qui marginalisent l'OTAN) ne soient utilisées par les États-Unis (qui cherchent un prétexte pour ce faire) pour retarder l'ouverture de ces négociations.

Le Département d'État américain réagit à nos propositions en faisant savoir à nos partenaires occidentaux qu'il n'est pas question de remettre en cause le compromis de juin 1987, confirmé par le sommet de l'OTAN de mars 1988.

La Côte d'Ivoire se trouve dans une situation financière dramatique, en raison notamment de l'obstination du Président Houphouët-Boigny sur le problème du prix du cacao.

Samedi 19 novembre 1988

En URSS, manifestations nationalistes à Tbilissi (Géorgie), Bakou (Azerbaïdjan) et Erevan (Arménie). Les affrontements inter-ethniques font officiellement 28 morts.

James Baker écrit à Roland Dumas pour protester très violemment contre la position française hostile à l'autonomie de la négociation sur la stabilité conventionnelle (CST) entre les vingt-trois membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Il rappelle qu'il y a dix-huit mois, à Reykjavik, les

ministres des Affaires étrangères alliés étaient parvenus à cette formule plaçant la négociation autonome dans le cadre du processus de la CSCE. Cette formule de Reykjavik a été réaffirmée au Sommet de l'OTAN du 4 mars, auquel participait le Président Mitterrand. Maintenant, alors que l'aboutissement paraît proche à Vienne, la France demande des clarifications sur le lien entre la CST et le processus de la CSCE, qui, prétend-elle, mettrait gravement en cause la formule convenue à Reykjavik. La France propose que les négociations à Vingt-trois s'arrêtent lors de la prochaine réunion de la CSCE, et que les Trente-cinq décident alors de la forme et du cours futurs des pourparlers. Les États-Unis sont furieux : ces dispositions altéreraient l'autonomie de la négociation en cours, essentielle à son succès. Celle-ci se déroulerait en quelque sorte sous une épée de Damoclès, ce qui, selon Baker, pousserait à accepter un mauvais accord. Les propositions françaises, ajoute-t-il, déséquilibreraient en outre le processus de la CSCE en l'éloignant de la question des droits de l'homme et en le faisant principalement porter sur les questions de sécurité.

La décision de la France risque de retarder la fin de la réunion de Vienne de six mois, voire peut-être plus ; les États-Unis sont néanmoins disposés à rester à Vienne aussi longtemps que nécessaire pour parvenir à une solution équilibrée et juste.

Baker se dit d'autant plus surpris par la décision française qu'il pensait que Paris et Washington partageaient la même approche conceptuelle des problèmes. Il souligne que les États-Unis ne considèrent pas la CST comme une négociation de bloc à bloc, mais comme une négociation entre vingt-trois nations souveraines, au sein de laquelle — il veut l'espérer comme, à son avis, la France — les pays de l'Europe de l'Est finissent par jouer le rôle qui leur revient.

James Baker demande donc à Roland Dumas que Paris reconsidère sa position sur cette question.

Lundi 21 novembre 1988

Pechiney va annoncer le rachat d'American Can et la construction d'une usine d'aluminium à Dunkerque. 1 milliard de francs de certificats d'investissement seront émis, à quoi il faudra ajouter un autre milliard de dotation en capital. L'introduction en Bourse de Pechiney International et la vente d'une part de ses actions sur le marché seront en outre nécessaires.

A 13 heures, Matignon découvre que le communiqué de Pechiney, qui doit être diffusé à 15 heures, parle de 6 milliards de ressources tirées de Pechiney International, ce qui est incompatible avec la limite de 25 % mise à la participation privée. D'autre part, à la demande de Pierre Bérégovoy, Alain Boublil a annoncé à Jean Gandois qu'il peut parler d'une dotation en capital de 1 milliard de francs, alors que le Premier ministre y est hostile (pour des raisons budgétaires et parce qu'il serait mal compris que l'argent de l'État serve à une opération à l'étranger). Jean Gandois n'entend pas limiter la cession au privé à 25 % sur une instruction officieuse de dernière minute. Reste donc pour l'avenir une ambiguïté sur le plafonnement autorisé (25 ou 33 % ?).

Jean-Noël Jeanneney, Jack Lang et Jean Tiberi décident de proposer à Jean-Michel Jarre d'organiser un grand spectacle, le 14 Juillet 1990, pour la commémoration de la fête de la Fédération. Mais ils souhaitent... que ce soit moi qui le lui dise !

Mardi 22 novembre 1988

A Madrid, un attentat à l'explosif revendiqué par l'ETA, devant le siège de la Garde civile, fait deux morts.

Mercredi 23 novembre 1988

Au Conseil des ministres, Jean-Pierre Chevènement se plaint du budget : Ça ne passe plus, on va détruire le consensus sur la défense. Est-ce qu'il faut que cela aille mal dans un secteur pour qu'on le traite avec quelques égards ?

Jack Lang se plaint lui aussi.

Michel Charasse réplique que les armées ont une trésorerie dormante de 4,5 milliards de francs, que la Culture en a une de 1,5 milliard.

Jean-Pierre Chevènement : Rien ne devrait opposer l'Armée à la Nation. François Mitterrand : Rien ne devrait opposer l'Armée d la Nation, sauf précisément cela [les questions financières].

Michel Rocard : Je suis très content de ce débat, c'est un signe avant-coureur de ce que le budget 1990 sera aux limites de l'infaisable. Ceux qui se plaignent ne sont pas ceux dont la situation est la plus mauvaise.

Après la communication de Jean-Marie Rausch sur le commerce extérieur, François Mitterrand critique vigoureusement la carence des entreprises publiques en la matière. Il demande qu'il y ait éventuellement des sanctions.

Sommet franco-espagnol à Montpellier. La coopération dans la lutte antiterroriste occupe l'essentiel des travaux.

Jeudi 24 novembre 1988

Fin du Sommet franco-espagnol. François Mitterrand affirme que la solidarité des deux pays dans la lutte antiterroriste doit être sans faille.

Rétablissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et l'Égypte (rompues en 1979, après Camp David).

En Hongrie, Karoly Grosz renonce au poste de Premier ministre. Il est remplacé par Miklos Nemeth. Un communiste repenti succède à un autre.

Pierre Bérégovoy, Roland Dumas et Ahmed Ghozali, ministre des Finances algérien, tombent d'accord sur un règlement intelligent et global du contentieux financier entre Alger et Paris : versement immédiat par Gaz de France du reliquat dû depuis le début du contentieux, calculé sur la base du prix dit « italien » de 2,14 dollars (ce reliquat, de janvier 1987 à décembre 1988, est de 135 à 140 millions de dollars) ; facturation des enlèvements futurs sur la base de ce même prix de 2,14 dollars ; aides financières additionnelles de l'État — hors du contrat gaz — assurant finalement des recettes équivalant à un prix du gaz de 2,32 à 2,35 dollars.

La paix sociale en Algérie paraît à ce prix.

Vendredi 25 novembre 1988

Voyage de François Mitterrand en URSS. Une importante délégation l'accompagne. Il n'est que temps : la France vient en effet de se faire dépasser par l'Italie en matière de relations commerciales avec les Soviétiques ! Le Président décide d'inviter Mikhail Gorbatchev à Paris juste avant le 14 Juillet, de façon à ne pas avoir à convier à fêter les libertés un homme qui reste le responsable suprême d'une dictature.

Petit déjeuner avec des opposants soviétiques, dont Sergueï Grigoriants, rédacteur en chef de Glasnost.

L'essentiel de l'entretien Mitterrand-Gorbatchev porte sur le désarmement :

François Mitterrand : A partir d'un certain moment et au-delà d'un certain point dans le désarmement stratégique, la France acceptera de participer. Nous sommes encore dans une situation trop inégale, mais, si on va dans ce sens, un jour nous irons aussi.

En ce qui concerne la réduction des armes conventionnelles, soyez-en sûr, la France y prendra sa part. Le désarmement chimique, nous

sommes d'accord — je crois...

Il ne faut pas relâcher la pression pour le désarmement à Vienne, à Genève, partout... La France est disponible dans tous ces domaines. Mais la France ne peut désarmer nucléairement qu'à partir du moment où les potentiels deviendront vraiment comparables. Vous parlez d'un monde débarrassé de l'arme nucléaire : vous êtes romantique !

Mikhail Gorbatchev, riant : Romantique ? Remarquez, j'accepte l'expression, mais je suis aussi réaliste !

François Mitterrand : Certes ! Mais vous savez que si l'on y arrive, cela enfoncerait les sept travaux d'Hercule ! Mais cela signifierait aussi qu'il y a eu un désarmement nucléaire très poussé.

En fait, ce n'est pas le désarmement en soi qui m'intéresse, c'est la paix, et donc l'indépendance de nos peuples dans la coopération.

Je l'ai dit également : échangeons ! Faisons travailler nos ministres, nos techniciens, nos industriels. Notre commerce extérieur est trop déficitaire. Je dis aux industriels français : Travaillez mieux ! J'ai emmené avec moi une quinzaine de très grands industriels et je leur ai dit : Personne ne fera le travail à votre place. Les crédits publics sont ouverts ; les crédits privés, c'est à vous de voir.

J'ai parlé aussi de l'avenir de l'Europe. Nous, nous sommes déjà Douze, nous allons arriver à un marché intérieur de près de 320 millions de personnes. Les prochaines étapes concerneront la monnaie, le social (le rapprochement des situations des uns et des autres), le culturel et l'audiovisuel. Est-ce que l'Europe des Douze travaille pour s'isoler ? Bien sûr que non, même si certaines forces réactionnaires voulaient en profiter pour isoler l'URSS de l'Europe de l'Ouest. Vous parlez, à propos de l'Europe, de « maison commune », c'est une belle expression. Mais comment la traduire dans les faits, multiplier les échanges, les accords, les liens entre la CEE et le COMECON ?

En fait, le véritable objectif, c'est l'Europe tout entière. Il faut tenir compte, pour l'avenir, de l'importance de ce qui peut impressionner, marquer le cerveau humain, c'est-à-dire avant tout l'audiovisuel. Les pays occidentaux, qui reçoivent 125 000 heures d'images, n'en produisent que 5 000. Est-ce que ce problème de la production d'images ne se pose pas aussi pour les Soviétiques ? Nous allons vers des images et des langages nippo-américains. Nos cultures risquent de s'effacer...

Nous devons au contraire sauvegarder nos moyens d'expression !

Nous avons mis au point une nouvelle norme de télévision européenne haute définition, elle est supérieure au SECAM et aux normes japonaises. Pourquoi ne pourrions-nous pas créer en la matière une grande entreprise européenne avec vous ? Dans ce domaine, il n'y a pas de frontières, pas d'interdits entre vous et nous, et, dans votre logique européenne, c'est fondamental.

Même chose pour l'environnement. Les atteintes à l'environnement ne connaissent pas de frontières et la lutte doit être internationale.

Dans un autre domaine encore, regardez ce que nous avons fait avec Eurêka. Pourquoi n'aurions-nous pas, sur ce projet, un accord avec l'URSS ?

Mikhail Gorbatchev : J'allais vous le demander. Nous frappons à la porte, mais ça ne s'arrange pas.

François Mitterrand : J'ai la volonté d'avancer dans le domaine de la technologie, de l'audiovisuel, de l'environnement. Je vous remettrai un projet pour l'environnement, auquel j'aimerais que l'URSS soit mêlée, ainsi qu'un projet sur l'audiovisuel. Nous n'avons à en demander la permission à personne. Nous pouvons faire des projets à géométrie variable.

Quant à la « maison commune », je partage cet objectif, sans me dissimuler les difficultés.

Mikhail Gorbatchev : Je peux vous répondre. Nous pourrions coopérer ensemble sur ces bases. Tout cela est très proche de nos propres idées pour que cette « maison » se bâtisse. Il faut accroître les échanges, utiliser nos ressources culturelles, politiques, etc.

François Mitterrand : Un jour, l'Europe aura sa propre identité. L'année prochaine, nous fêterons l'anniversaire de 1789, la France assurera en même temps la présidence du Sommet des Douze. Les sept grands pays industrialisés se réuniront à Paris le 14 Juillet. J'ai invité en plus, à cette occasion, une dizaine de chefs d'État du Tiers-Monde. Il y aura beaucoup de monde à Paris en cette circonstance. Je sais que vous viendrez à Paris plus tôt. J'aimerais beaucoup qu'il puisse y avoir une manifestation commune avec vous. Les dates, les anniversaires ne manquent pas : l'ouverture des États généraux, le 14 Juillet, la Déclaration des droits de l'homme. Il faudrait qu'il y ait un signe...

Mikhaïl Gorbatchev : Nous allons célébrer avec ampleur ce bicentenaire de 1789 en hommage à la Révolution française. Nous en profiterons pour exprimer notre attitude amicale à l'égard de la France. J'accepte cette proposition de coopération. Réfléchissons maintenant à ses aspects pratiques.

Nous pourrions commencer le travail de préparation de ma visite à Paris afin que celle-ci ait une valeur d'étape. Il faut intensifier le travail préparatoire de sorte que nous puissions être présents tous les deux pour signer des documents et des accords concrets.

Les commémorations du Bicentenaire pourraient avoir lieu autour de ma visite. Il faudrait que ces dates soient fixées au début de l'année.

Je voudrais maintenant faire quelques remarques sur le désarmement. Nous avons l'intention de continuer de la même façon à coopérer avec les États-Unis. Nous ne cherchons pas à semer des embûches sous les pas des Américains. Ils le croient et le disent souvent. Mais c'est faux. J'ai eu avec Reagan de vives discussions. Nous reconnaissons le rôle actif des États-Unis dans le monde, mais pas leurs diktats. Je n'accepte pas que le Président des États-Unis soit un procureur, et moi un accusé. Au contraire, il faut faire preuve de réalisme et d'entente. Il y a encore beaucoup de réserves de coopération avec les États-Unis. Il y a notamment des possibilités d'accord avec eux sur START, mais subsistent des problèmes : l'Initiative de défense stratégique, les missiles de croisière tirés depuis des navires ou des avions...

Je comprends la position de votre pays sur la réduction des armes nucléaires, et je note que, le moment venu, vous vous joindrez à ce processus.

François Mitterrand : Je l'ai toujours dit. Je n'ai d'armes nucléaires qu'à cause de vous : parce que vous en avez.

Mikhaïl Gorbatchev : Et nous, nous en avons à cause de vous !

François Mitterrand : Vous en aviez avant nous !

Mikhaïl Gorbatchev : Vous avez dit tout à l'heure que, sur ce sujet, j'étais romantique. Mme Thatcher va plus loin, elle dit : « utopiste » ! Mais je suis réaliste aussi. J'ai dit à Mme Thatcher : « Vous m'avez pris pour un utopiste, mais il y a déjà un accord de désarmement nucléaire. » Je peux comprendre Mme Thatcher quand elle évoque des dates ultérieures auxquelles elle se joindra au processus, mais je ne peux pas être d'accord quand elle essaie de justifier le maintien de l'arme nucléaire avec des arguments moraux.

Je voudrais aborder une autre question. Si les négociations conventionnelles commencent, ne serait-il pas raisonnable d'arrêter toutes les modernisations, nucléaires et conventionnelles ?

François Mitterrand : Il faut distinguer entre les négociations. Le problème des armes nucléaires à très courte portée ne peut être résolu qu'en commençant à se débarrasser de celles qui existent...

Mikhaïl Gorbatchev : Nous nous prononçons pour l'aboutissement des pourparlers de Genève avant la fin de l'année ; nous sommes d'accord avec le mandat destiné à lancer la négociation conventionnelle. Il faut donner des impulsions périodiques. Vous connaissez mon idée de Sommet. Je crois savoir que vous ne verriez pas d'inconvénient à un tel Sommet, quelque temps après le début de la négociation conventionnelle.

François Mitterrand : C'est une bonne méthode... J'ai constaté avec plaisir que, pour vous, les paroles étaient des actes.

Mikhaïl Gorbatchev : Je dis souvent à mes amis que je dors tranquille, car je dis et je fais ce que je pense. Mais, évidemment, la nuit est courte...

François Mitterrand : Je dis à mes collaborateurs, qui pensent souvent le contraire : les plus dangereux, ce sont ceux qui font ce qu'ils disent !

Quelques minutes avant l'heure prévue pour l'interview télévisée Gorbatchev-Mitterrand de ce soir, le chef du protocole du Kremlin prétend n'accorder qu' « une minute » aux journalistes français Georges Bortoli, Christine Ockrent et Jean-Pierre Elkabbach pour mener l'interview. Et encore, à condition qu'ils restent debout ! François Mitterrand intervient auprès de Mikhaïl Gorbatchev, qui manifeste quelques réticences :

François Mitterrand : Alors, nous allons ensemble devant la télévision française.

Mikhaïl Gorbatchev : Ah bon ?

François Mitterrand : C'était prévu comme ça... Ne vous inquiétez pas, vous allez être bien meilleur que moi.

Mikhaïl Gorbatchev, souriant : Ah, je ne le crois pas ! Vous, avec toutes vos élections, vous avez l'habitude...

François Mitterrand : C'est vrai, vous en avez moins que nous...

Samedi 26 novembre 1988

A Bai'konour, au Kazakhstan, François Mitterrand assiste au départ du vaisseau spatial Soyouz TM 7, qui emporte trois cosmonautes, dont le Français Jean-Loup Chrétien, vers la station orbitale Mir. Impression mêlée de dénuement et de super-bricolage. Hergé était décidément un génie de l'anticipation : tout ressemble à ce qu'il a imaginé, jusqu'à l'étrange pétarade de la fusée au décollage.

Les services de sécurité soviétiques tiennent les journalistes français à l'écart de la base de lancement. Avant le lancer, un Soviétique tient à précipiter le départ des journalistes en les menaçant : Si vous ne voulez pas regagner les cars, la milice va vous y faire monter de force. Pour ne pas les laisser voir, les cars sont envoyés se perdre dans la steppe ! Après le tir de la fusée, les journalistes sont empêchés d'accéder au centre de presse construit tout spécialement par la France pour leur permettre d'envoyer leurs reportages.

Dimanche 27 novembre 1988

Vu Boutros Boutros-Ghali. Nous parlons de la prochaine réunion de sherpas Nord/Sud. Je rêve de l'organiser avec un sherpa par continent. Nous décidons : un Égyptien, un Indien, un Sénégalais, un Vénézuélien.

Lundi 28 novembre 1988

Turgut Ozal, Premier ministre turc, est à Paris. Il plaide vigoureusement pour l'entrée de son pays dans la CEE :

Turgut Ozal : Nous avons été parmi les membres fondateurs du Conseil de l'Europe, de l'OCDE et de l'OTAN : nous avons fait le choix de l'Occident. Avec la CEE, nous avons également des relations, un conseil d'association et une demande d'adhésion formulée l'an dernier. Nous avons effectué un redressement économique très rapide au cours des cinq dernières années. Dans les huit à dix années à venir, la Turquie aura une apparence totalement européenne et deviendra un pays européen dans tous les sens du mot. Point très important pour les relations avec le Moyen-Orient et le Golfe : la Turquie constitue un élément de stabilité dans cette région. Nous avons de très bonnes relations avec l'Iran et l'Irak ; une frontière commune avec l'URSS, avec qui nos relations s'améliorent. Nous avons la volonté d'adhérer à la CEE et demandons votre soutien. Nous pouvons jouer un rôle plus important avec la France dans la région, car il y a de graves problèmes : Palestine, Liban, entre autres...

Pour ce qui est de nos relations avec la Grèce, notre gouvernement souhaite avoir des relations de bon voisinage avec tous. D'où la rencontre avec Andhréas Papandhréou, à Davos, où il a été décidé de résoudre les problèmes par le dialogue.

François Mitterrand, qui noie joliment le poisson : Je connais la Turquie, mais très mal... J'y suis allé deux fois à titre personnel, car j'ai beaucoup d'intérêt pour son histoire. Ce que j'en connais : la côte méditerranéenne d'Asie Mineure. La Turquie est un des très beaux pays que j'ai vus. Beaucoup des chemins de la civilisation sont passés par chez vous pour venir jusque chez nous. Parmi la population de l'Anatolie qui s'est installée vers le Bosphore, beaucoup ont compté dans l'évolution culturelle et religieuse de l'Europe. Saint Paul, fondateur de l'Église catholique, a beaucoup fréquenté vos villes anciennes. La conquête de Constantinople par les Turcs est une date charnière de l'Histoire moderne. Deux civilisations se sont heurtées, l'une puissante, l'autre montante. Mais la France a su garder de bonnes relations avec vous.

Je lisais récemment un texte sur les relations entre François Ier et Soliman le Magnifique. Ce ne fut pas seulement une anecdote historique : cela représentait, de la part de la France, une certaine audace, car la Turquie constituait une force considérable. Pourtant, le Roi très catholique n'a pas hésité à traiter avec Soliman. Je suis sensible à cette histoire.

J'ai observé qu'il y avait un grand attachement aux établissements français en Turquie. Nous avons vécu une période d'ignorance mutuelle, en raison des problèmes du système politique intérieur ; pendant ce temps, la Grèce est entrée dans l'Europe ; les conflits gréco-turcs (mer Égée, Chypre, Thrace) y ont contribué. J'en parle d'autant plus librement que je suis ami des Grecs, mais je l'étais aussi de M. Ecevit, votre Premier ministre au moment de l'affaire chypriote. J'étais dans l'embarras. D'où l'idée d'avoir recours aux principes du droit international, aux Nations unies. J'ai reçu Vassiliou il y a peu de temps. Chypre est un problème délicat. On ne peut pas inventer de solution comme cela, parce qu'on a envie de régler un problème. Il y a une réalité turque et une réalité grecque sur un même territoire. C'est un des conflits les plus difficiles à résoudre. Je souhaite que l'île retrouve sa dignité au travers d'un système politique souple que les diplomates sauront inventer. Je sais que vous avez adopté une attitude ouverte, plus ouverte que celle de votre compatriote, M. Demirel. Ce ne sera pas facile pour vous, mais il le faudra bien, car ce serait une gêne pour vos relations avec la Communauté et les États-Unis. Il faut admettre que les Grecs chypriotes et les Turcs chypriotes sont chez eux, et exclure l'idée de la domination d'une partie de la population sur l'autre, trouver les moyens de vivre ensemble sans empiéter l'un sur l'autre. Il faut mettre le train sur les rails. La solution n'est pas de s'entre-tuer.

Du côté de la Communauté, mon point de vue est qu'elle n'a pas intérêt à accueillir de nouveaux membres avant 1992. C'est déjà très difficile entre les Douze. Le marché unique est une opération d'une grande audace qui pose de nombreux problèmes monétaires et fiscaux. Il y a des obstacles qui ne sont pas encore surmontés. Si la Turquie désire entrer dans la Communauté, il lui faut profiter de ces quatre années pour en établir les bases. Pour l'instant, nous avons nos propres embarras. Il existe un argument tiré du fait que la Turquie connaît encore des problèmes de développement. Cela ne paraît pas suffisant pour refuser. Vous avez raison de dire que la Turquie a un potentiel considérable. Elle devrait

devenir un pays important et fort. Elle a été l'un des plus importants du monde. Elle a connu, avec Kemal Atatürk, un sursaut considérable. Elle a tous les atouts pour être un pays qui n'a rien à demander à personne.

Il est sûr qu'au Proche-Orient aucun pays n'a un avenir aussi important que le vôtre. La Turquie est un môle, un point fort. Je ne mésestime pas la Turquie, mais nous devons avancer avec réalisme.

Sur le plan culturel, vous avez des lettres de noblesse européennes. Vous exercez une influence sur l'Europe, et réciproquement. Votre façon de voir le monde en a été influencée.

Turgut Ozal : ... Gorbatchev a-t-il des chances de réussir ?

François Mitterrand : Oui, avec un énorme obstacle, qui est l'éveil des nationalités. C'est cela qui peut compromettre la perestroïka. Le Parti, l'administration suivent à reculons. Il faut suivre avec beaucoup d'attention ce qui va se passer dans les républiques pour affiner le pronostic. La faille est là. Mikhail Gorbatchev est obligé d'être dur sur la question des nationalités.

Extension des grèves, notamment dans les transports publics ; le RER est quasiment bloqué depuis dix jours.

A 15 h 15, François Mitterrand convoque Michel Rocard et Michel Delebarre. Il y a trois fauteuils devant le bureau du Président. Rocard s'assied sur le fauteuil de droite, Michel Delebarre et Jean-Louis Bianco lui font signe d'occuper le siège central, et François Mitterrand renchérit avec un grand sourire : Mettez-vous au milieu, entre les deux larrons. Lequel est le bon, lequel est le mauvais ? et quelle faute y a-t-il à expier ?... Nul n'insiste...

Michel Delebarre fait un point très précis de la situation. Le Premier ministre se félicite des bonnes relations entre son cabinet et celui du ministre du Travail.

François Mitterrand : Ce qui intéresse les gens, c'est que ça roule. Nous sommes dans un conflit qui va se durcir et qui, pour cela, tirera prétexte des mesures que vous allez prendre. Le premier front est l'opinion publique.

Je suis pour la sévérité. Bien entendu, étudiée à la loupe de la sensibilité publique. Qu'est-ce qui passe, qu'est-ce qui ne passera pas dans le monde du travail ? Que veut la CGT ? Veut-elle nous amener au bord de la crise jusqu'aux élections municipales ? Veut-elle la déflagration ? En tout cas, je crois qu'il faut jouer dur. Il ne faut pas que le Parti communiste tienne l'accord municipal pour acquis. Le gouvernement commence à jouer gros.

Mardi 29 novembre 1988

Dans le conflit du RER, échec total de la mission de conciliation confiée à Bernard Brunhes. La grève s'étend aux bus et au métro.

Jack Lang alerte le Président sur le délabrement du Mont-Saint-Michel.

Mercredi 30 novembre 1988

Au Conseil des ministres, communication de Claude Evin sur la Sécurité sociale et son financement.

François Mitterrand : La réflexion est rnenée depuis longtemps sur ce sujet difficile. Il y a des inquiétudes qui sont complaisamment répandues. J'ai encore entendu ce matin à la radio que les retraites ne seront plus payées. Maîtriser ce dossier, même si c'est difficile, est à notre portée. Depuis de longues années, j'ai entendu beaucoup de jugements définitifs et d'un pessimisme absolu qui étaient ensuite démentis par la réalité.

Je ne suis pas sûr que certains responsables administratifs n'aient pas quelques idées derrière la tête, et comme je connais leur curriculum vitae, je me méfie et pense qu'il faut d'urgence les changer.

Le RMI est définitivement adopté.

Le petit déjeuner offert par le Président aux opposants soviétiques lors de son voyage à Moscou n'aura pas servi à grand-chose. A peine François Mitterrand est-il parti que Sergueï Grigoriants, rédacteur en chef de la revue dissidente Glasnost, ainsi que son collaborateur Andreï Chilkov, ont été emprisonnés. Romantique, Gorbatehev ?

Michel Rocard transmet à François Mitterrand le rapport de Patrice Cahart et Michel Melot sur la Grande Bibliothèque. Il prévoit une salle de lecture de 2 000 places pour le grand public, avec 500 000 ouvrages en accès direct ; un catalogue national informatisé ; la mise sur disques numériques de 40 millions de pages, soit 10 % des collections (sur 100 disques numériques peuvent être enregistrées 5 millions de pages) : ce sera une première mondiale, le disque pouvant être lu à distance ; l'installation — en France, puis à l'étranger, — de 300 postes de consultation à distance, avec possibilité d'impression de documents (le Minitel donnera un très large accès au catalogue, mais pas aux ouvrages) ; la robotisation du stockage du quart des collections ; l'articulation avec la bibliothèque du CNRS de Nancy (périodiques de sciences humaines), celle de La Villette (histoire des sciences), celle d'Angoulême (bandes dessinées), etc. ; la modernisation des bibliothèques universitaires, où sera installée une partie des terminaux de consultation de la Grande Bibliothèque (actuellement, il y a 20 livres par étudiant ; l'université de New York en propose 60 ; Harvard et Princeton, de 750 à 800).

Fixer à 1900 l'année de parution à compter de laquelle les ouvrages de la BN passeront à la Grande Bibliothèque supposerait le transfert de 5 millions de livres et brochures, dont de nombreux livres acidifiés et fragiles. Les auteurs du rapport proposent donc, à juste titre à mon avis, de ne transférer que les livres publiés après 1945, ce qui limiterait le déménagement à 3 millions d'ouvrages. Dans ce cas, il faudra 130 000 m^2 (contre 100 000 m^2 pour Richelieu).

Les auteurs suggèrent un établissement unique regroupant BN et GB. Personnellement, à voir les difficultés de l'Opéra-Bastille, qui n'arrive pas à se dépêtrer du personnel de l'Opéra-Garnier, je recommanderais plutôt de faire du neuf, avec une structure juridique indépendante mais coopérant avec la rue de Richelieu.

Le budget : 3,5 milliards de francs d'investissements (sans le terrain) et 600 millions de francs de fonctionnement annuel (pour la Nationale : 280 millions ; pour la Bibliothèque britannique, avant transformation : 650 millions ; pour la bibliothèque du Congrès américain : 1,9 milliard).

Le gouvernement s'apprête à lever l'embargo sur les importations de pétrole iranien, conformément aux instructions du Président.

Il est prévu de demander que l'approvisionnement iranien reste quelque peu inférieur à celui en provenance d'Irak (les quotas de production des deux pays à l'intérieur de l'OPEP sont maintenant égaux).

Jeudi 1er décembre 1988

Nouvelles générations : Benazir Bhutto devient Premier ministre du Pakistan. Carlos Salinas prend ses fonctions de Président du Mexique.

Après le Comité central du 28 novembre, le Soviet suprême approuve à Moscou les amendements à la Constitution soviétique visant à démocratiser les procédures électorales et à instituer une présidence de l'État aux pouvoirs étendus.

Les ministres des Finances européens demandent à la Commission de faire des propositions sur l'harmonisation des fiscalités de l'épargne avant la fin de 1988 et se prononceront sur celles-ci avant le 30 juin 1989.

A Hanovre, François Mitterrand avait dit : Nous ne faisons pas un préalable de l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne. Mais, avec la libération des mouvements de capitaux et la fin du contrôle des changes, il y a un tel risque de fuite des capitaux que les deux problèmes (liberté des capitaux, fiscalité) doivent être traités en parallèle. Chaque pays doit faire une partie du chemin.

Jack Lang souhaiterait être le copilote du projet de Grande Bibliothèque. Le Président : Il me semble que ce serait plus clair si M. Biasini en avait l'entière responsabilité, Dominique Jamet étant intégré au cabinet du secrétaire d'État.

Le Président a personnellement choisi Dominique Jamet pour superviser la bonne exécution du projet. Il précise sa pensée : Il faut que Jamet soit sous Biasini. Lang n'a pas à s'en mêler.

Je me rends de nouveau au Bangladesh avec une mission d'experts qui va y travailler jusqu'au 31 mai 1989 pour fournir un rapport d'ensemble sur les grands travaux nécessaires. Je souhaite que ce groupe d'experts devienne européen, et suggère à nos partenaires de désigner ceux de leurs propres spécialistes des barrages, des digues et en hydraulique qu'ils souhaiteraient y associer. Ils pourront constituer ensemble un groupe européen d'études des Grands Travaux du Bangladesh. Naturellement, la France doit en conserver la direction. Les Bangladais en sont d'accord.

Sur la base du rapport de ces experts, on pourra établir le programme des grands travaux à entreprendre, et leur coût. Celui-ci sera sans nul doute considérable : on parle déjà de sommes avoisinant, pour les seuls travaux au Bangladesh, 15 milliards de dollars sur dix ans. D'ici là, il convient de réfléchir à leur financement.

La Banque mondiale, le FMI, les États-Unis, le Japon ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à participer à la solution à long terme de ces problèmes. L'Europe sera-t-elle absente ? Si, au contraire, elle se rassemble tout entière autour de cette initiative, elle pourra donner l'exemple de ce que peut être, à l'avenir, une coopération Nord/Sud efficace, en ce qu'elle aidera à la fois à résoudre une des plus grandes calamités de cette planète et à mobiliser les capacités créatrices et industrielles de nos pays.

Au XIX[e] siècle : le canal de Suez, après les deux guerres : les grands travaux de reconstruction constituèrent de puissants facteurs de croissance de l'Europe et des États-Unis. Des projets comme celui-ci peuvent jouer le même rôle.

Je suis magnifiquement accueilli en compagnie des quinze experts et des six journalistes qui m'escortent. Nous sillonnons le pays de long en large, en hélicoptère et en bateau. Je suis reçu à deux reprises par le Président Ershad. Jamais je n'ai vu autant d'extrême misère et d'adversité accumulées, supportées avec une telle dignité. Ces gens méritent que l'Occident s'occupe d'eux plus qu'il ne le fait. Si on les aide à démarrer, leur travail en fera, d'ici un demi-siècle, une importante puissance économique.

Vendredi 2 décembre 1988

Conseil européen à Rhodes. Les divergences sur la mise en oeuvre du marché unique ne sont pas abordées.

L'intervention du Président porte surtout sur l'harmonisation fiscale et la liberté de circulation des capitaux, sur Eurêka audiovisuel et sur le siège du Parlement européen à Strasbourg.

Sur l'harmonisation fiscale, le Président déclare : La concurrence doit être juste, et non reposer sur des avantages artificiels... Personne ne peut accepter de dire que la liberté de circulation des capitaux peut se passer de l'harmonisation fiscale.

Le Conseil européen décide la tenue d'Assises Eurêka de l'audiovisuel à Paris, en 1989, pendant la présidence française.

Helmut Kohl évoque la dimension culturelle, appuie la proposition d'un Eurêka audiovisuel auquel tous les pays européens seraient invités à participer.

Ne pas penser qu'à l'économique et au social, mais aussi à la culture : tel pourrait être le message final de ce Sommet.

L'Assemblée générale de l'ONU décide, par 154 voix contre 2 (États-Unis et Israël), de se réunir à Genève, du 13 au 15 décembre, après le refus de Washington d'accorder un visa à Yasser Arafat, chef de l'OLP, refus contraire aux termes de l'accord de siège entre les Nations unies et les États-Unis.

La France lève officiellement son embargo sur le pétrole en Iran.

Samedi 3 décembre 1988

Petit déjeuner entre François Mitterrand et Helmut Kohl à Rhodes.

Ce Conseil était annoncé comme un Conseil de transition. C'est ce qu'il a été. Aucune décision n'était attendue, aucun drame n'était prévu, aucun affrontement n'était envisagé. Ce fut le cas. La déclaration sur le rôle international de la Communauté a été acceptée parce qu'elle ne disait rien qui préjugeât des positions des uns et des autres. Un fossé existe entre ceux qui considèrent que l'harmonisation des réglementations est une condition de l'Unité et ceux qui estiment que la dérégulation est, en elle-même, le facteur d'unification. Les deux pages consacrées à la « dimension sociale » ouvrent la voie, mais la véritable négociation n'est pas amorcée. Le dossier monétaire n'a pas été ouvert.

Le combat va changer de nature : il n'aura plus pour thèmes l'agriculture, le budget, la compensation britannique ; il va se concentrer sur les relations avec les Etats-Unis et la nature du marché intérieur.

Au cours de la conférence de presse, François Mitterrand : A Hanovre, j'ai dû rappeler en termes très fermes que la libération [des capitaux] et l'harmonisation [fiscale] sont liées et que ce serait compromettre les décisions déjà prises en faveur de la libération que de ne pas ouvrir les discussions sur l'harmonisation. A partir de là, je m'arrête, je ne prétends imposer aucune mesure particulière.

Lundi 5 décembre 1988

Le conflit franco-américain sur les négociations de désarmement conventionnel se règle. Le « lien » dont nous demandions le maintien entre la négociation à Vingt-trois (OTAN-Pacte de Varsovie) sur le désarmement conventionnel et la négociation à Trente-cinq (en y ajoutant les « neutres ») qui s'ouvrira parallèlement sur les mesures de coopération et de sécurité, sera réel, conformément à nos souhaits. Nous en sommes maintenant à un schéma à peu près analogue à celui d'octobre dernier, à savoir : séance d'ouverture commune aux futures négociations à Trente-cinq et à Vingt-trois sur le désarmement conventionnel ; négociations dans deux ailes distinctes d'un même bâtiment ; information régulière des Douze par les Vingt-trois ; examen par les Trente-cinq, lors de la prochaine CSCE à Helsinki, en 1992, de l'état d'avancement des négociations à Vingt-trois... Byzantin ou chinois ? Toujours est-il que l'honneur de chacun est sauf !

Échec de la conférence ministérielle du GATT à Montréal, marquant le mi-parcours de l'Uruguay Round. Le débat sur l'agriculture va pourrir.

A la demande du Président, je vois Émile Biasini. Le projet de Grande Bibliothèque doit être rapidement concrétisé afin de lancer la

consultation d'architecture. Biasini me parle à nouveau de ses démêlés avec Jack Lang. Enfantillages !

Mardi 6 décembre 1988

A l'invitation du gouvernement suédois, Yasser Arafat est reçu en chef d'État à Stockholm. Il y rencontre une délégation de personnalités juives américaines. Le communiqué final précise que l'OLP a accepté l'existence d'Israël. L'idée, chère à Roland Dumas, qu'il pourrait venir à Paris l'an prochain n'est plus invraisemblable.

L'ambassadeur de Pologne à Paris me dit des choses révélatrices sur le dégel à l'Est : Les peuples d'Europe centrale [car, pour lui, l'Europe de l'Est, c'est l'URSS !] veulent en finir avec ces quarante-cinq ans d'utopie qui ont échoué. Nous y avons sacrifié deux générations, il faut maintenant tourner le dos à tout cela. Des négociations sont en cours afin que la Pologne puisse diffuser chez elle les émissions de TV 5 (cocktail d'émissions de TFI et d'Antenne 2 diffusées dans un certain nombre de pays d'Europe et du Maghreb).

Concernant le rééchelonnement de la dette de la Pologne, il plaide pour que le Club de Paris accepte à présent un rééchelonnement de très longue durée, de dix à quinze ans, qui permette à son pays de redémarrer sur des bases saines. Il souligne que les actuels ministres des Finances et de l'Industrie polonais sont de vrais capitalistes décidés à rompre avec les errements anciens. Il suggère que Michel Rocard invite le Premier ministre, Mieczyslaw Rakowski. Il espère que les médias français ne transformeront pas la venue de Lech Walesa à Paris (il me dit que le professeur Geremek aura son visa et que Walesa n'aura évidemment aucun problème pour revenir dans son pays) en un festival anti-Jaruzelski. Il pense que l'affaire des nationalités en URSS est bien plus grave pour Mikhaïl Gorbatchev que tout le reste : Elle peut être contenue, mais pas résolue. En Europe centrale, la Pologne va être maintenant à la pointe du changement ; dans un second groupe (réformes économiques, mais évolution politique mesurée), on trouve la RDA, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie ; la Roumanie est une honte pour ce qu'on appelait autrefois le camp socialiste.

Mercredi 7 décembre 1988

François Mitterrand à Michel Rocard, avant le Conseil des ministres : Ne croyez-vous pas qu'il vaut mieux quelquefois concéder plutôt que se laisser arracher des concessions ?

Au Conseil, le Président prononce l'éloge de Laurent Schwartz, qui préside le Conseil d'évaluation des universités.

A propos de la situation internationale et du problème des visas : Il faut les supprimer pour les ressortissants des pays du Conseil de l'Europe. Les terroristes sont toujours difficiles à atteindre ; ce n'est pas aux frontières qu'on les arrête.

Sur l'OLP : Cela s'est mal passé à Rhodes. Avec passion, le Premier ministre britannique s'est fait l'interprète du refus de faire quoi que ce soit, épousant ainsi les arguments des ultras américains et israéliens. Pour elle, il ne pourra jamais y avoir de négociations, si ce n'est avec des responsables élus démocratiquement dans les Territoires occupés. Vous imaginez des élections dans les Territoires occupés avec des soldats israéliens ? Ce sont des arguments que je n'avais plus entendus depuis Robert Lacoste [à propos de l'Algérie], en 1957 ! En tout cas, la position de l'OLP comporte des faits nouveaux considérables.

Michel Rocard demande l'autorisation de recourir à l'article 49.3 pour faire voter la loi instituant le Conseil supérieur de l'audiovisuel et éventuellement les DMOS (mesures budgétaires). Il déclare souhaiter en user modérément.

François Mitterrand le rassure : C'est l'application normale de la Constitution. Vous vous en êtes servi très modérément, très, très modérément. L'opposition va vous rendre un signalé service avec sa motion de censure. Je crois qu'il ne faut pas être ballotté au gré des vents, mais que soient nettement marquées les frontières entre majorité et opposition.

Un violent séisme ravage le nord de l'Arménie, particulièrement les villes de Spitak et de Leninakan. On dénombre 55 000 morts et 500 000 sans-abri. Les secours affluent du monde entier, mais leur efficacité est amoindrie par l'inadaptation des moyens locaux et le manque de coordination.

L'Assemblée adopte l'amendement Schreiner imposant la coupure publicitaire unique [des films diffusés] à la Cinq et à M6. TF1 respecte déjà cette règle à laquelle elle s'était engagée lors des auditions devant la CNCL.

Mikhaïl Gorbatchev annonce devant l'Assemblée générale des Nations unies une réduction unilatérale de 500 000 hommes (10 %) des forces militaires de l'URSS, ainsi que le retrait d'Europe de 10 000 chars, le tout avant 1991. Concernant l'Afghanistan, il propose un cessez-le-feu à partir du 1er janvier et l'envoi de forces de paix de l'ONU, mais ces offres sont rejetées par la résistance afghane.

Jeudi 8 décembre 1988

Michel Rocard se trouve à Limoges en compagnie de Lionel Jospin, au côté duquel il passe la journée à faire le point sur les différents niveaux d'enseignement. Il parle de la vie quotidienne des élèves et de leurs familles : Une première difficulté de notre enseignement, peut-être la plus grave : il ne s'occupe pas assez du travail des élèves. Tous les parents s'en sont fait un jour ou l'autre la remarque. Ce n'est d'ailleurs pas nouveau. Les lycées et collèges organisent des cours ; les devoirs et les leçons sont pour la maison. Avec quelle aide ? Dans quelles conditions de travail ? Ce n'est pas mon affaire, répond traditionnellement l'Éducation nationale...

En quatre ans, le nombre de jeunes de dix-huit à vingt ans scolarisés dans les lycées ou les universités a augmenté de 300 000. Les gouvernements successifs n'ont cependant pas fait tout ce qui était nécessaire pour accueillir correctement ce flux montant et massif d'élèves supplémentaires. On s'est contenté d'ajouter en moyenne un élève par an dans les classes de lycées. La surcharge est allée croissant... Pour les professeurs de lycée, cette situation ne peut durer. Aucune catégorie sociale ne peut accepter une dégradation durable de ses conditions de travail. Plus encore, cette dégradation est aussi celle des études...

Il ressort d'une réunion entre Roland Dumas et Émile Biasini qu'il serait utile d'inclure officiellement le projet de Centre de conférences internationales de Branly parmi la liste des Grands Travaux. Cette inclusion n'est pas nécessaire pour que le projet voie le jour, mais pour qu'il se réalise dans les cinq ans. L'inconvénient est d'ajouter un autre grand projet à la liste actuelle. Je pense cependant qu'il convient de le faire.

Au Bangladesh, les experts français commenceront leur travail dès le 5 janvier ; ils seront une quinzaine, supervisés par un comité de très grands spécialistes (hydrologie, sismologie, électronique) français, néerlandais, allemands, espagnols et « communautaires ». J'ai pris contact avec Jacques Delors à Bruxelles et Michel Camdessus à Washington. L'un et l'autre sont d'accord sur le principe de leur participation au financement du projet. Il suffirait de 500 millions de dollars par an pendant dix ans pour faire quelque chose de crédible. Pour réaliser le tout, 3 milliards de dollars par an seraient nécessaires. Le Président du Bangladesh, qui sera en visite d'État en Grande-Bretagne le 17 février prochain, demande à être reçu en France vers le 20. Cela permettrait de lui montrer nos réalisations en matière de barrages et de digues sur le Rhône.

Pour le Bicentenaire sont déjà invités les chefs d'État ou de gouvernement du Mexique, de l'Argentine, du Venezuela, du Sénégal, de l'Égypte, du Gabon, de la Côte d'Ivoire, du Zimbabwe, de l'Inde, des Philippines, ainsi que le secrétaire général de l'ONU.

Reste à inviter, outre les sept participants au Sommet, Deng Xiaoping et les autres chefs d'État de l'Europe des Douze (Espagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Danemark, Grèce, Irlande, Portugal).

Gorbatchev écourte son voyage aux États-Unis et ajourne sa visite à Cuba et en Grande-Bretagne pour se rendre en Arménie après le séisme qui vient de ravager cette république.

Visite officielle de François Mitterrand en Tchécoslovaquie. Le Président insiste sur le nécessaire rapprochement entre les deux Europes.

Un petit déjeuner avec les dissidents est organisé à l'ambassade de France. Cette rencontre est une « première » absolue : aucun chef d'État ou de gouvernement en visite officielle à Prague n'a encore rencontré personnellement des opposants. Le Chancelier Kohl et le Chancelier Vranitzky ont laissé ce soin à des membres de leur entourage. Les Présidents autrichien et grec, tout comme le Roi d'Espagne, n'ont prévu aucun contact de cet ordre. C'est un geste qui va au moins aussi loin que celui qu'a fait Margaret Thatcher en Pologne en rencontrant Walesa.

Puis le Président se rend à l'université de Bratislava. Les autorités tchécoslovaques se sont fait tirer l'oreille. Elles ont d'abord prétexté la vacance des cours, le vendredi, pour ne pas donner suite à notre demande. Il s'agit là encore d'un geste inédit d'un chef d'État occidental en direction de la société civile.

En revanche, les autorités de Prague ont catégoriquement refusé l'idée même d'une rencontre avec Alexander Dubcek.

Pour le dîner francophone qui doit avoir lieu le 14 décembre 1988 à Casablanca à l'occasion du Sommet franco-africain, le Roi du Maroc considère finalement que la meilleure solution est que le Président soit l'invitant. Lui-même s'y rendra, bien évidemment...

Vendredi 9 décembre 1988

C'est décidé, le Président en est d'accord : pour en finir avec les « noyaux durs » et dans la ligne de l'attaque sur la Société Générale, Pierre Bérégovoy présentera au Conseil des ministres du 21 décembre un projet de loi visant à rompre l'obligation qui était faite aux investisseurs composant les « noyaux durs » des sociétés privatisées de conserver pendant deux ans 80 % au moins de leurs participations dans ces sociétés. Le RPR tentera sûrement de montrer qu'en rendant leur liberté de cession aux actionnaires des « noyaux durs », on fragilise les sociétés privatisées. En fait, ces « noyaux durs » sont politiquement puissants mais économiquement inefficaces, du fait de leur émiettement entre un grand nombre d'investisseurs ne détenant le plus souvent que 1 ou 2 % du capital. Une recomposition de ces « noyaux durs » est indispensable, dans le sens d'une plus grande cohésion de l'actionnariat des sociétés privatisées et de l'émergence d'« actionnaires de référence » puissants, qui préservent nos intérêts nationaux.

La constitutionnalité du projet de loi semble être assez solidement établie. On peut toutefois prévoir un recours du RPR. La décision du Conseil constitutionnel de juin 1986 imposait au gouvernement de veiller, lors des privatisations, à la protection des intérêts nationaux : les « noyaux durs » ont été alors la principale réponse d'Édouard Balladur aux objections touchant à l'indépendance nationale. Il est donc indispensable, pense Pierre Bérégovoy, d'insister, lors de la discussion parlementaire, sur le fait que la liberté de cession rendue aux membres des « noyaux durs » n'a pas pour effet d'accroître le risque d'une prise de contrôle étrangère des sociétés privatisées. Il pourra faire valoir que si l'ensemble des participations des actionnaires publics dans un « noyau dur » est regroupé entre les mains d'un seul actionnaire public de référence (qui aurait de 15 à 20 % du capital), la protection des intérêts nationaux sera mieux assurée. Le projet de loi permettra un tel regroupement.

Michel Rocard à l'Assemblée, sur les mouvements sociaux : Il y a d'abord un malaise que je dirais qualitatif. Par le triple effet des compressions de personnel, des fréquentes surqualifications par rapport aux emplois occupés, et des lourdeurs administratives dont les agents eux-mêmes sont souvent les victimes premières et permanentes, le service de l'État n'est pas le plus propice à l'épanouissement personnel. Certes, les agents publics sont en règle générale à l'abri du chômage, ce qui n'est pas un mince acquis. Mais de combien de frustrations et de déconvenues cet avantage est-il payé ? Croyez-moi, sachez-le, c'est souvent au prix fort !

Célébration du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui a commencé à Paris avec Walesa et Sakharov.

Dimanche 11 décembre 1988

Mise sur orbite du satellite luxembourgeois Astra.

Lundi 12 décembre 1988

Vu François Bujon de l'Estang. Il refuse résolument l'ambassade du Caire. Il veut un poste dans une des capitales des Sept. A la rigueur Moscou...

Mardi 13 décembre 1988

Interdit de Nations unies à New York par les Américains, Yasser Arafat se rend devant l'Assemblée générale à Genève. Il propose une initiative de paix en trois temps. Israël et Washington la rejettent.

Par le plus grand des hasards, je découvre que, depuis avril 1987, un groupe de travail à Sept (les pays du Sommet) composé de diplomates a été mis en place dans le plus grand secret pour coordonner l'action de ces pays dans la lutte contre la prolifération balistique. On a inventé un COCOM à Sept ! On parle à ce propos de « zone de confiance » à Sept, sorte d'alliance floue. Il est à l'évidence nécessaire de lutter contre la vente de missiles à n'importe qui, mais pas par ce genre de groupe informel à sept où les Américains entendent tout dominer. Encore une turpitude de la cohabitation...

J'apprends que la Commission des opérations de bourse, alertée par les Américains, décide d'ouvrir une enquête sur d'éventuels délits d'initiés lors du rachat de Triangle par Pechiney.

Mercredi 14 décembre 1988

Dans son bureau, avant le Conseil, le Président s'indigne d'un projet de décret supprimant la forclusion pour les titres de Résistance et autorisant donc des gens à revendiquer encore aujourd'hui ces droits : C'est immoral, c'est nul ! Qui va pouvoir maintenant trouver des preuves de ses supposés actes de Résistance, sinon quelques dénonciateurs qui ont mis du temps à se faire connaître comme résistants ? [Levant les bras au ciel :] Découvrir des résistants en 1988 ! Enfin, la mort va régler tout cela...

Au Conseil, Pierre Joxe parle de l'Arménie (au sujet du tremblement de terre) : Tout le monde veut y aller ! Tout le monde veut qu'on parle de lui, mais personne ne suit le dossier, personne n'est prêt à payer !

Henri Nallet, à propos du GATT : Certes, nous avons été fermes. C'est surtout parce que les États-Unis ne voulaient pas aboutir. Nous ne pourrons pas défendre éternellement une position dont le seul véritable enjeu est de maintenir nos restitutions céréalières. Il faut continuer à habituer nos agriculteurs à l'idée qu'ils devront affronter le marché tel qu'il est, sans compter sur des aides publiques, renoncer aux illusions des

conférences agricoles et réduire les charges sur l'agriculture pour qu'elle reste compétitive, sinon la Politique agricole commune deviendra un système de quotas généralisés et notre excédent agricole alimentaire s'effondrera.

Protestation des États-Unis contre notre récent protocole d'intention préludant à un accord commercial avec Moscou. Ils persistent à vouloir l'élimination des crédits subventionnés à l'URSS.

Les États-Unis acceptent l'ouverture d'un dialogue au fond avec des représentants de l'OLP.

Jeudi 15 décembre 1988

Sommet franco-africain à Casablanca. Le Maroc y renoue avec les pays de l'OUA, qu'il a quittée depuis 1984.

Le projet de loi substituant le CSA à la CNCL est adopté par l'Assemblée (recours au 49.3).

Vendredi 16 décembre 1988

Première rencontre américano-palestinienne à Carthage.

Samedi 17 décembre 1988

Le PSU se saborde. C'est là, dans ce petit bureau de la rue Borromée, que j'ai rencontré pour la première fois Michel Rocard il y a presque vingt ans...

Dimanche 18 décembre 1988

A 7 sur 7, Michel Rocard parle prudemment des conflits dans la fonction publique. En tant que socialiste, il comprend les revendications, mais, en tant que chef du gouvernement, il ne peut compromettre l'avenir en cédant aux revendications salariales. Il appelle les organisations syndicales à accepter un service minimum dans les services publics, lequel, dit-il, sera forcément institué, soit par la négociation, soit par la loi.

Lundi 19 décembre 1988

Concernant la Grande Bibliothèque, le Président accepte l'appellation proposée par le rapport Melot-Cahart : « Bibliothèque de France ». C'est l'équivalent en français de la British Library. Il s'agit bien de la Bibliothèque nationale transformée.

Jack Lang demande qu'avant toute décision définitive sur le site en faveur de Tolbiac, on explore d'autres pistes. Dimanche, il s'est promené dans le quartier du château de Vincennes. Il persiste à penser que le terrain militaire situé à proximité du fort serait une excellente situation : la surface est vaste (6 à 7 hectares), l'environnement est beau (le château, le parc), les liaisons excellentes (métro, autobus), les bâtiments à détruire sont laids et récents ; leurs usagers (des appelés du contingent en sélection) pourraient être relogés ailleurs sans problème.

Le Président ne voit pas d'objection à ce qu'on examine d'autres sites. Mais il préfère Tolbiac à toutes les autres solutions envisagées jusqu'ici et attend une décision rapide.

Le Président recommande aux dirigeants du PS de durcir le ton face au PC, dans la perspective des prochaines municipales : Le Parti communiste ne comprend que la force. Il fonctionne toujours comme ça : combien de divisions ? Il faut lui parler fermement. Mieux vaut organiser cent primaires et perdre, s'il le faut, vingt villes, plutôt que de brouiller notre image. On ne peut faire ami-ami avec des gens dont il est évident qu'ils cherchent avant tout à nous perdre... Si le Parti socialiste perd vingt villes, le Parti communiste risque d'en perdre trente ou quarante. Le Parti socialiste peut vivre avec vingt villes de moins, le Parti communiste ne le peut pas. Ça, c'est un langage qu'ils comprennent!

En Israël, sept semaines de tractations entre le Likoud et les travaillistes pour reconduire le gouvernement de coalition. Au bout du compte, le gouvernement israélien prévoit de nouvelles implantations juives dans les territoires occupés, refuse la création d'un État palestinien et exclut toute négociation avec l'OLP.

Mardi 20 décembre 1988

Le Président évoque une phrase prononcée dimanche par le Premier ministre à 7 sur 7 (« La société est impossible à transformer très vite ») : Mais qu'a fait Rocard depuis qu'il est là ? Rien.

C'est injuste. Ont été décidés — pas forcément par lui — : le revenu minimum d'insertion, l'impôt sur les grandes fortunes, 11 milliards de francs pour l'Éducation nationale, un accord sur les salaires dans la fonction publique, l'impulsion donnée au logement social, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, le Centre de conférences internationales à Branly, la Grande Bibliothèque, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, l'annulation du tiers de la dette africaine, Eurêka audiovisuel, la Conférence sur l'armement chimique... Ont été annoncés et sont en cours de négociation : le Fonds spécial de garantie pour la dette des pays intermédiaires, les grands travaux au Bangladesh, les grands travaux en Afrique (Observatoire du Sahara, lutte anti-acridienne, recherche). Sans compter la nouvelle politique en direction de l'Europe de l'Est...

Je suggère au Président un thème majeur pour son second septennat : pour que les forces du marché ne fassent pas partout la loi, pour que l'identité de l'Europe ne se dissolve pas, pour que les rapports sociaux ne se réduisent pas à ce qui s'achète et à ce qui se vend, la France, pays développé et démocratique, propose au monde un autre modèle de développement que ceux du libéralisme et de l'étatisme, un modèle où la recherche de la justice et le plein respect des droits de l'homme seraient pris sans relâche en considération.

En marge de ma note, le Président signifie son accord.

Pierre Bérégovoy propose en violation du principe de « ni-ni » présidentiel d'autoriser trois opérations de privatisation partielle de petites banques nationalisées. Deux d'entre elles concerneraient des prises de participation de 10 % de banques étrangères, l'une allemande, l'autre italienne, dans deux banques régionales appartenant au groupe nationalisé du CIC ; la troisième autoriserait la Banque de Bretagne, banque de premier rang nationalisée à 100 %, à ouvrir son capital au Crédit Mutuel de Bretagne.

Bérégovoy estime que ces opérations passeraient inaperçues en raison de leur modeste importance. Mais elles engageraient en réalité le gouvernement dans des privatisations partielles, sans même qu'une cohérence d'ensemble ait été définie. Comment refuser demain au Crédit Lyonnais d'ouvrir son capital, par une participation croisée, à la Kommerzbank allemande si la même opération a été approuvée entre le Crédit Industriel d'Alsace-Lorraine et la Banque du Bade-Wurtemberg ? Comment refuser demain à la BNP d'ouvrir son capital à des personnes privées si la même opération a été autorisée pour la Banque de Bretagne ?

L'Algérie demande à Gaz de France d'effectuer le versement des sommes dues au titre du passé, tout en refusant les autres termes de l'accord et le prix de 2,14 dollars. Pierre Bérégovoy déclare à l'ambassadeur d'Algérie que Gaz de France va donc s'acquitter immédiatement des sommes dues, tout en renonçant au règlement global. Il accepte, en outre, le montant de l'aide financière envisagée (1 milliard de francs par an pendant quatre ans, dont 350 millions d' élément-don).

Or, il ne faudrait pas qu'on arrive à un accord sur l'aide financière alors que la question du prix du gaz pour les livraisons futures resterait entière

!

Par ailleurs, le règlement du contentieux gaz devait permettre de rétablir des relations commerciales normales avec l'Algérie (ce pays doit mettre fin aux mesures discriminatoires contre les entreprises françaises, dont certaines sont engagées dans de lourds contentieux).

Mercredi 21 décembre 1988

Au Conseil des ministres, François Mitterrand, à propos d'une nomination d'ambassadeur : Il faut choisir comme ambassadeurs des spécialistes des pays où ils sont nommés et dont, de préférence, ils parlent la langue.

Une vive discussion suit, entre Roland Dumas et Pierre Bérégovoy, à propos de la remise de la dette aux pays les plus pauvres.

François Mitterrand, agacé que Pierre Bérégovoy semble vouloir revenir sur cette affaire : C'est une décision politique. Personne ne peut s'y opposer. La seule question est celle de la dette privée garantie par l'État : est-ce qu'elle entre dans le paquet d'allègements ou non ?

Une cellule de coordination contre les violences racistes est créée à Matignon.

Pierre Bergé est au bord de la crise à l'Opéra. Deux solutions : soit un compromis est trouvé avec Daniel Barenboïm, celui-ci gardant le pouvoir pour deux ans, mais s'en allant ensuite ; soit c'est la rupture. Mais Pierre Bergé n'aura pas de directeur musical pour le remplacer aussitôt. Le grand chef anglais, Jeffrey Tate, auquel il a pensé, a été dissuadé par Pierre Boulez, qui soutient Daniel Barenboïm. Dans ce cas, l'Opéra serait dirigé par Pierre Bergé et le nouveau directeur administratif, Alain Pichon. Cela reporterait le début de la saison 1990 à mars ou avril. Jack Lang ne souhaite pas aller à l'affrontement, alors que Pierre Bergé, qui est prêt à l'assumer et le souhaite même, a besoin d'instructions dès ce soir pour en finir.

De toute façon, c'est désolant. Cette affaire n'a pas été gérée depuis trois ans, ni même depuis six mois. Et, si un compromis n'est pas trouvé, se priver de Barenboïm serait un désastre. Pourtant, l'État n'est pas le Bourgeois gentilhomme et ne peut se permettre de payer trois fois plus cher qu'ailleurs.

Discussion avec le Président, toujours sur le même thème : chercher pour ce second septennat de grandes actions qui marqueraient les esprits et seraient économiquement utiles, comme le furent naguère le projet de TGV, la promotion de Strasbourg comme capitale européenne, le canal Rhin-Rhône.

Je suggère de lancer de grands travaux qui marqueraient la France et l'Europe pour longtemps : les ports.

Au moins depuis Fernand Braudel, on sait qu'un pays n'est grand que par ses ports. L'Europe, depuis le XV^e^ siècle, n'a existé que grâce à une succession de ports dominants ; dans l'ordre : Bruges, Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam, Londres. Cela reste, comme depuis cinq siècles, un enjeu majeur. C'est par les ports qu'affluent les hommes, les idées, les projets. C'est à partir de là que rayonnent les richesses. Aujourd'hui, la Méditerranée périclite et l'Europe du Nord se structure autour de Rotterdam (concurrencé par Londres et Anvers). Or, tous nos ports meurent, les petits comme les grands, et leur arrière-pays avec. Je propose donc de dire que l'ambition de la France, à l'horizon de l'an 2000, est de faire de Marseille le premier port de la Méditerranée, et de l'ensemble Le Havre-Dunkerque le premier port de la mer du Nord. Cela exigera d'énormes efforts d'investissement (jetées, digues, hangars, logements, Bourses, informatique, autoroutes, gares). C'est d'ailleurs ce que font Italiens, Espagnols, Britanniques, Néerlandais et Belges pour Gênes, Barcelone, Londres, Rotterdam et Anvers. J'ajoute qu'on pourrait utilement combiner ce projet avec un TGV marchandises Dunkerque-Marseille, voire Dunkerque-Strasbourg-Marseille.

Michel Delebarre, ministre de l'Équipement et élu de Dunkerque est évidemment enthousiaste.

(L'affaire sera difficile à conduire : comment privilégier un ou deux ports parmi tous ceux qui se concurrencent sur nos côtes. Mieux vaut, pour certains, ne pas choisir qu'exclure...)

En Pologne, Mieczyslaw Rakowski, Premier ministre, présente Lech Walesa comme un homme de compromis et propose de reprendre les discussions sur le rétablissement du pluralisme syndical.

Jeudi 22 décembre 1988

Signature à l'ONU des traités sur l'évacuation de l'Angola et sur l'indépendance de la Namibie.

Un Boeing 747 de la Pan Am s'écrase sur la ville de Lockerbie en Écosse. Aucun survivant parmi les 258 passagers. Les services disent que les Anglais « savent » que c'est un coup des Libyens.

Vendredi 23 décembre 1988

Conformément à l'appréciation positive portée par la France sur les décisions récentes de l'OLP, Roland Dumas propose que la mission de liaison et d'information de l'OLP en France porte désormais le titre de « Délégation générale de Palestine en France ». La France n'ayant pas reconnu l'Etat de Palestine, ce changement positif de dénomination n'entraîne pas l'octroi à l'OLP d'un statut diplomatique. Pas plus que la Délégation du Québec, la Délégation générale de Palestine ne sera inscrite sur la « liste de MM. les Membres du corps diplomatique » publiée par le Protocole, et le délégué n'aura pas vocation à participer à la cérémonie de présentation des vœux du corps diplomatique.

En revanche, afin d'octroyer à l'OLP plus qu'un changement de dénomination, Roland Dumas propose de faire bénéficier la Délégation générale de privilèges de caractère fiscal et douanier.

Samedi 24 décembre 1988

Jack Lang ne veut pas se résigner au choix du site de Tolbiac pour la Grande Bibliothèque. Il organise des réunions dans son bureau, sans Biasini, pour choisir un terrain ! Cela retarde tout. François Mitterrand lui téléphone : On m'informe qu'une réunion s'est tenue ce matin dans votre bureau à propos de la Grande Bibliothèque, en l'absence de M. Biasini, secrétaire d'État chargé des Grands Travaux. Je vous rappelle que ce dossier doit être suivi par le secrétaire d'État, qui doit naturellement vous en informer. J'ai donné mon accord au choix du terrain proposé par la Ville de Paris, soit sept hectares sur l'emprise de Masséna-Tolbiac, tel que M. Biasini l'a défini dans la note qu'il m'a remise. Il est essentiel de tenir les délais fixés, ce qui exige le lancement, le 15 février, de la consultation d'architectes.

Manifestation à Tel-Aviv en faveur d'un dialogue avec l'OLP.

Dimanche 25 décembre 1988

Itzhak Shamir accueille avec satisfaction la proposition d'Hosni Moubarak de se rendre en visite en Israël.

Jeudi 29 décembre 1988

Libération des deux petites filles de Jacqueline Valente, détenues depuis novembre 1987 par Abou Nidal. Encore un succès pour le général Rondot, l'un de nos meilleurs experts du Moyen-Orient, qui rend compte régulièrement à Roland Dumas.

Visite de Rajiv Gandhi au Pakistan ; signature d'un accord de non-agression nucléaire avec Benazir Bhutto.

Vendredi 30 décembre 1988

Branko Mikulic, Premier ministre yougoslave démissionne. L'impasse politique s'ajoute à la crise économique.

Samedi 31 décembre 1988

Vœux du Président : Le 31 décembre 1992, 320 millions d'Européens auront à vivre ensemble, toutes barrières abattues, libres d'échanger leurs biens et leurs services, de circuler, de s'installer, de travailler là où ils voudront. C'est un risque, me dira-t-on. Sans doute. Eh bien, ce risque est pris et je l'assume en votre nom... Le vrai risque serait au contraire de s'isoler, de se replier sur soi-même...

Il annonce les thèmes qui seront ceux de la prochaine présidence française, qui commence demain :

- Union économique et monétaire : à Hanovre, le Conseil européen a confirmé sa volonté d'aboutir, et un comité présidé par Jacques Delors examine les moyens d'y parvenir ;
- Charte sociale ;
- Europe audiovisuelle : après avoir lancé l'idée d'Eurêka audiovisuel à Hanovre, des Assises européennes de l'audiovisuel ont été décidées à Rhodes ; elles se tiendront à Paris à l'automne 1989 ;
- Protection de l'environnement ;
- Pays en voie de développement : la convention de Lomé-IV sera négociée sous présidence française (Lomé relie la Communauté à soixante-six États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) ;
- Espace sans frontières : avancée vers la réalisation du Grand Marché ; mesures pour l'Europe des citoyens ; reconnaissance des diplômes.

1989... L'année sera lourde : Sommet des Sept, Bicentenaire, Sommet européen. Autant de paris qu'on ne peut se permettre de perdre !

1989

Dimanche 1er janvier 1989

Grande première à l'Est : une allocation-chômage est instituée en Hongrie. Voici que l'économie de marché pointe le bout de son nez ! Il n'y a pas que de bons côtés au retour au réel...

Un communiqué du ministère de l'Intérieur indique que certaines dispositions de la circulaire d'application de la loi Pasqua vont être abrogées afin d'en corriger les effets injustes vis-à-vis des étrangers ayant vocation à séjourner et à s'intégrer en France. Pas question de tout annuler : nous ne sommes plus en 1981...

Lundi 2 janvier 1989

Il faut commencer à penser sérieusement à ce qu'on peut espérer du prochain Sommet des Sept à Paris. D'abord, mon souhait le plus cher : en faire un Sommet Nord/Sud le 14 Juillet et régler le problème de la dette.

Mardi 3 janvier 1989

Cérémonies des vœux à l'Élysée : la routine.

Dans La Tribune de l'Expansion, Jean Farge, patron de la COB, laisse entendre qu'il y a eu délit d'initiés dans l'affaire Pechiney. Je ne parviens pas encore à y croire. Qui ? Comment le savoir ?

Mercredi 4 janvier 1989

Deux Mig 23 libyens sont abattus par deux F 14 américains au large des côtes libyennes.

Début de la présidence communautaire espagnole. Elle souhaite accorder la priorité à la fiscalité sur l'épargne, en contrepartie de la libre circulation des capitaux. Nous en sommes bien d'accord, mais le Chancelier, lui, n'a pas l'air décidé à tenir sa promesse.

Conseil des ministres. A propos de la libération des deux petites filles Valente, Roland Dumas : La coordination a été parfaite entre le Quai et l'Intérieur. Il n'y a pas eu de marchandages, pas de négociations avec les ravisseurs, seulement une discussion d'État à État avec la Libye. Et lorsque des intermédiaires sont venus se surajouter, la Libye a marqué une volonté évidente de nous aider en les mettant hors circuit.

Pierre Joxe : C'est criminel — et je pèse mes mots —, de la part des responsables de l'opposition, d'avoir tenté de s'emparer de cette affaire pour un bénéfice d'ailleurs incertain. Cela a failli tout faire échouer et cela nous a empêchés de faire retourner les petites filles directement chez leur père, sans médiatisation, comme nous le voulions.

Jean-Louis Bianco informe François Mitterrand que, selon certaines sources, Roger-Patrice Pelat aurait acheté et vendu des actions de la société Triangle. Le Président trouve surprenant que Pelat se soit mêlé de cette affaire. Il fait preuve d'un grand calme et d'un sang-froid total. Lui-même a la conscience tout à fait tranquille, n'a aucun doute sur ses proches et pense que la vérité finira par éclater. Non seulement il le pense, mais il le souhaite.

Jeudi 5 janvier 1989

Promenade dans Paris avec le Président. A propos de l'affaire Pechiney, qui revêt une ampleur telle que Pierre Bérégovoy a dû intervenir longuement à ce propos, aujourd'hui même, au Forum de l'Expansion, le Président est pris d'une colère froide : Je peux tout pardonner, les erreurs, les fautes, mais pas l'affairisme. On dit que certains [suspects] sont proches de moi. C'est vrai. Mais, s'ils ont commis une faute, ils doivent être punis, et je le souhaite d'autant plus que, dans ce cas, ils m'auront trompé.

Il semble encore plus étonné que réprobateur. Comme incapable de croire que la chose ait été possible, d'imaginer que des proches aient pu jouer à cela.

Lionel Jospin, ministre de l'Éducation, adresse à Michel Rocard une lettre très dure : il réclame davantage de moyens et transmet copie à François Mitterrand.

Dans Le Monde de l'éducation, le Premier ministre expose ses conceptions en matière scolaire : effort budgétaire, revalorisation, rénovation, mais aussi création de nouveaux corps d'enseignants et introduction d'un avancement « au mérite ». Le SNES hurle à la provocation.

Michel Rocard me dit : Je fais tout ça pour appuyer Jospin, mais son projet est flou et va nous retomber sur la tête.

Le Président est décidé : suite à la proposition de Roland Dumas, il confère le rang de « Délégation générale » à la représentation palestinienne en France. Cela ne lui donne pas encore le statut diplomatique, mais on s'achemine vers une reconnaissance complète.

Vendredi 6 janvier 1989

Échec des négociations entre Moscou et la résistance afghane. Le retrait soviétique se poursuit néanmoins.

Lors des vœux à la presse, Michel Rocard : Lionel Jospin est au pilotage avec détermination et décision...

Samedi 7 janvier 1989

Décès de l'empereur Hirohito ; son fils Akihito lui succède. Passage de l'ère Showa à l'ère Heisei. Le Président sait qu'il devra se rendre aux obsèques.

Comme décidé avec les Américains, ouverture à Paris de la Conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques. L'ambition est de réussir à en interdire la production et le stockage.

Dimanche 8 janvier 1989

La France accorde un crédit de 7 milliards à l'Algérie (dans le cadre de la négociation sur le gaz).

Au Club de la Presse d'Europe 1, Raymond Barre dénonce l'affairisme politique à propos de l'affaire Pechiney.

Pierre Bérégovoy, lui, continue, contre toute vraisemblance, à dénoncer un complot politique.

François Mitterrand : Il ne faut pas parler de complot politique dans une affaire purement criminelle. C'est une faute.

Lundi 9 janvier 1989

Vu le ministre des Affaires étrangères du Bangladesh. Là-bas, l'idée des barrages a fait lever beaucoup d'espoirs. Désormais, nous sommes

condamnés à réussir.

Si l'on n'y prend garde, le scandale de l'Opéra de Paris va atteindre des proportions considérables. Pour l'heure, Jack Lang refuse de prendre en main la programmation et ne se préoccupe que de rogner sur le salaire de Daniel Barenboïm. Si on laisse la programmation en l'état, il y aura en 1993 moins de représentations à la Bastille qu'à Garnier aujourd'hui, soit 150 spectacles, alors que la salle est prévue pour accueillir au moins 250 soirées par an. Résultat : on jouera moins et on dépensera plus qu'à Garnier ! Le Monde parle déjà, à juste titre, d'abus de confiance à l'égard de la nation. En édifiant le nouvel Opéra, nous voulions créer une institution neuve, rompant avec les héritages antérieurs. Raté, totalement raté ! Nul n'a osé affronter les syndicats au moment où c'était encore possible. Et on nous a pris pour des parvenus prêts à tout payer pour être admis par les artistes.

Mardi 10 janvier 1989

Jack Lang me dit : Je me permets d'insister auprès de toi pour que tu acceptes d'organiser un déjeuner ou un dîner avec Jean-Michel Jarre. Est-ce pour lui annoncer au dessert qu'il n'est plus question qu'il anime la soirée du 14 Juillet ? Mission difficile, mais il faut le faire. D'autant plus que Jarre n'a aucunement démérité ni intrigué.

Mercredi 11 janvier 1989

Au Conseil des ministres, le Président se montre à nouveau inflexible sur l'usage de la langue française : il a fait retirer de l'ordre du jour une convention internationale dont l'original a été négocié et signé en anglais.

La France se trouve en position de plus en plus difficile : le français va-t-il disparaître des arènes internationales ? Y peut-on encore quelque chose ?

En Hongrie, le Parlement adopte deux lois sur les libertés d'association et de rassemblement.

Washington et Tripoli estiment que l' « incident » du 4 janvier doit rester sans suite.

Concernant la Grande Bibliothèque, quatre choses à faire avant fin janvier, si l'on ne veut pas que les travaux prennent un retard qui deviendra vite immaîtrisable :

1 Transformer le rapport Cahart-Melot en document de base pour lancer la consultation d'architectes. Pour cela, un certain nombre de décisions urgentes doivent être prises, la principale étant le choix de la date de début des collections de la nouvelle Bibliothèque, dite date de la « césure » : 1945 s'impose à mon avis. Le Président accepte.

2 Confirmer le choix du terrain : Vincennes ou Tolbiac ? Pour moi, il n'y a aucune hésitation : c'est Tolbiac. Le Président confirme.

3 Fixer la liste des architectes à consulter et constituer le jury. Le Président a son idée.

4 Constituer l'équipe de Dominique Jamet, encore désespérément inexistante : choix d'un directeur général, d'un responsable de l'informatique et de bien d'autres encore.

Jeudi 12 janvier 1989

Déjeuner avec Horst Teltschik, qui me dit : Bien des choses commencent à bouger à l'Est. Il faut que nous agissions de conserve : les Polonais ne veulent pas de nous ; les Allemands de l'Est sont des Prussiens qui nous méprisent...

Rattachement de l'administration du Haut-Karabakh à Moscou ; le statut de région autonome de l'Azerbaïdjan n'est pas modifié.

Note de Gilles Ménage sur l'affaire Pechiney. Rien de bien nouveau : il se contente de synthétiser les informations parues dans la presse. Mais il s'inquiète : Roger-Patrice Pelât est de plus en plus nettement considéré comme l'initiateur.

François Mitterrand, lui, reste de glace.

Vendredi 13 janvier 1989

Note des RG sur l'affaire Pechiney. Rien d'inédit.

Kinshasa suspend le remboursement de ses créances belges et dénonce le traité de coopération belgo-zaïrois.

Dans L'Express, Roger Fauroux — histoire de détendre l'atmosphère ? — affirme que la récente tentative de prise de contrôle de la Société Générale par Georges Pebereau est d'une tout autre gravité encore que le scandale Pechiney ! Selon lui, les plus-values y auraient été beaucoup plus importantes ; surtout, la Caisse des Dépôts y aurait joué un rôle tout à fait incompatible avec sa mission. Il est vrai qu'on parle de 500 millions de bénéfices pour Georges Pebereau et ses alliés, alors que les sommes avancées pour l'ensemble des « initiés » de l'affaire Pechiney seraient plus de dix fois inférieures.

Pierre Bérégovoy est fou de rage : Comment ose-t-il ? Il est dans le gouvernement ! Si Rocard ne le désavoue pas, je démissionne ! C'est un lâche ! Il ne vaut pas mieux que Peyrelevade ! Il a une explication orageuse avec Fauroux. Matignon publie un communiqué renouvelant la confiance du Premier ministre à Pierre Bérégovoy et invitant la COB à faire une totale clarté sur l'affaire.

Samedi 14 janvier 1989

La Cour d'assises (composée de magistrats professionnels) de Paris condamne à la réclusion criminelle à perpétuité les quatre dirigeants d'Action directe coupables du meurtre de Georges Besse, PDG de Renault, le 17 novembre 1986.

Accord entre Gaz de France et la Sonatrach sur le gaz algérien.

Dimanche 15 janvier 1989

En Tchécoslovaquie, importantes manifestations à la mémoire de Jan Palach, brutalement réprimées par la police. Arrestation de Vaclav Havel. François Mitterrand écrira à son homologue tchèque pour protester et réclamer la libération de Havel.

Lundi 16 janvier 1989

François Mitterrand : Jospin fait des bêtises. Il a un boulevard pour négocier des réformes, et voilà qu'il ne propose que des négociations salariales. L'Éducation n'a pas besoin d'argent. En tout cas, pas sans contrepartie.

Le Président commente mais n'intervient pas. J'ignore même s'il fait part de ses remarques à Lionel Jospin. En tout cas, je suis certain qu'il n'en dit mot à Michel Rocard.

Mardi 17 janvier 1989

Clôture de la troisième Conférence-bilan sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réunie depuis novembre 1986 à Vienne, en

présence des ministres des Affaires étrangères des trente-cinq pays signataires (en 1975) de l'Acte final d'Helsinki. Seule la Roumanie ne prend aucun engagement de respecter le document final de la CSCE adopté par consensus et prévoyant de garantir à tous le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En annexe, le document donne mandat aux seize pays de l'OTAN et aux sept pays membres du Pacte de Varsovie pour entamer en mars, à Vienne, des négociations sur la stabilité conventionnelle (NSC), destinées à rechercher un équilibre des forces classiques en Europe à niveau réduit.

La loi instituant le Conseil supérieur de l'audiovisuel est déclarée conforme par le Conseil constitutionnel.

Élisabeth Guigou rencontre les collaborateurs de Margaret Thatcher, très inquiets. Ils sont en porte à faux sur les trois principaux thèmes des présidences espagnole, puis française : l'harmonisation de la fiscalité, l'union monétaire, l'Europe sociale. L'année 1989 risque de mal se passer pour eux.

Au Conseil des ministres, le Président se réjouit du succès de la conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques. Il félicite le ministre des Affaires étrangères : Cela contribue à donner de la France le visage qui convient. Pierre Morel et Roland Dumas sont les deux vrais responsables de ce succès.

Lionel Jospin présente ses propositions pour l'avenir de l'Éducation nationale : projet de loi d'orientation sur l'enseignement et plan de revalorisation de la fonction enseignante. Il commence par un exposé très long et pédagogique, en insistant particulièrement sur les indices de la fonction publique. De nombreuses interventions s'ensuivent :

Le Premier ministre rend hommage à l'énorme travail accompli par le ministre de l'Éducation nationale pour qui il éprouve de l'amitié et même un peu d'admiration. C'est un grand moment pour le gouvernement et ce sera peut-être un grand moment pour l'histoire de la France.

Le Président ne s'exprime pas. (J'explique son silence par le fait qu'il pense — il me l'a d'ailleurs dit — que la méthode Jospin n'est pas la bonne : Il aurait dû expliquer son programme sur le terrain au lieu d'engager immédiatement des négociations salariales.)

Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, en chœur: C'est très bien tout ça, mais comment va-t-on payer ?

Puis Pierre Joxe regrette que Jean-Michel Baylet, son secrétaire d'État aux Collectivités locales, n'ait pas été invité aux réunions interministérielles. Comme souvent, il a l'art de tout ramener à des problèmes de protocole ou de territoires de compétences.

Le Premier ministre déclare que le discours du gouvernement sur le système éducatif doit être cohérent. Il faut éviter de heurter de front les enseignants en laissant entendre qu'ils devraient travailler davantage.

Seize interventions... Il est 12 h 40 quand le Président, qui, jusqu'alors, n'a pas soufflé mot, dit : Je pense que M. le ministre de l'Intérieur réservera pour le prochain Conseil des ministres sa communication sur les pompiers volontaires.

Nouvelles attaques dans la presse à propos de la Société Générale. François Mitterrand : Maintenant, ça suffit ! Il faut chasser les banquiers nommés par le RPR et casser les noyaux durs de Balladur ! Ces gens-là veulent paraître des saints. Ils souhaitent nous détruire. La nationalisation des banques n'a servi à rien. Au moins, qu'elle ne se retourne pas contre nous !

Mercredi 18 janvier 1989

Voyage officiel en Bulgarie. C'est la première visite d'un chef d'État français à Sofia. Ici, pas un soldat soviétique. Ce n'est pas nécessaire : la soumission est acquise. En vingt ans, la France est passée du deuxième au... dix-septième rang des partenaires commerciaux de la Bulgarie.

François Mitterrand rencontre les représentants de l'opposition à Todor Jivkov, lesquels, contre leur Président, soutiennent Gorbatchev ! Étrange situation où l'on voit le dirigeant de la puissance dominante soviétique devenir l'espoir des « dissidents » !

Le Parlement européen vote le transfert partiel de ses activités à Bruxelles. Edith Cresson prend cela pour une défaite personnelle.

Jeudi 19 janvier 1989

Vu Barbara, magnifique et timide. Elle souhaite agir contre le sida. Que peut-elle ? Mobiliser les médias et les publicitaires pour collecter de l'argent et contribuer à infléchir les comportements.

Pierre Bérégovoy se rend à Matignon pour reparler à Michel Rocard de la controverse qui l'oppose à Roger Fauroux. Le ministre des Finances m'avise auparavant par téléphone : Si on ne me fait pas confiance, je partirai... De son côté, Roger Fauroux m'appelle et évoque également sa démission. Le Président est fort ennuyé, mais demande qu'on appuie Pierre Bérégovoy. Du coup, Michel Rocard et François Mitterrand font à nouveau savoir publiquement qu'ils ont pleine et entière confiance en lui. Ni Fauroux ni Bérégovoy ne démissionnent.

En Pologne, le général Jaruzelski propose la légalisation de Solidarité.

Vendredi 20 janvier 1989

Au retour des cérémonies fêtant le 75e anniversaire de Willy Brandt, François Mitterrand apprend par Gilles Ménage que Le Monde de demain s'apprête à publier un article établissant que Roger-Patrice Pelat aurait acquis des actions Triangle en Suisse. Pierre Joxe, qui a de son côté appris la nouvelle, est lui aussi venu prévenir le Président. D'après ces informations, Pelat ne se serait pas contenté d'acheter 10 000 actions Triangle depuis Paris, comme on le sait déjà, mais en aurait acquis 40 000 de plus depuis la Suisse. Comme toujours, nous ne savons pas la vérité et n'arrivons pas à la connaître. Chaque individu mis en cause jure ses grands dieux qu'il n'a rien fait de mal, et nous ne recevons les informations qu'au compte-gouttes. De surcroît, personne n'ose plus appeler personne de peur d'être placé sur écoutes. Mais par qui ?

Contrairement à ce qu'affirme Le Monde, il n'y a aucun rapport fait au Président en date du 20, aucun document, aucune note. Gilles Ménage n'a pas rédigé la moindre ligne sur ce sujet depuis le 12 janvier. Il n'y a pas de note de synthèse des Renseignements généraux à ce propos depuis le 13.

La colère du Président est homérique. Depuis le début de l'affaire, Pelat a affirmé à l'Élysée — comme d'ailleurs à des journalistes du Quotidien de Paris — qu'il n'était engagé que pour 10 000 actions.

Le Président me demande de garder un lien avec Pelat, qu'il refuse de revoir et à qui il ne veut même pas téléphoner. J'appelle Pelat pour lui transmettre ce message. L'homme est accablé ; sa voix a vieilli de dix ans.

Samedi 21 janvier 1989

Le Monde affirme que Roger-Patrice Pelat aurait acheté en Suisse 40 000 actions Triangle par l'intermédiaire de la Banque Cantonale Vaudoise.

Pelat nie farouchement, sur l'honneur. Devant Laurent Fabius, qu'il rencontre pour parler du Conseil supérieur de l'audiovisuel, et devant Pierre Joxe, le Président déclare : Pelat dit que ce n'est pas vrai, mais mon intuition me dit que ça l'est, au moins partiellement.

Démenti de l'Élysée sur la « note » qu'aurait reçue François Mitterrand. Le texte met l'accent sur la sévérité dont devra faire preuve la justice, quels que soient les coupables.

Catherine Tasca propose de regrouper Antenne 2 et France 3 et d'en faire un grand ensemble du type BBC, pour affronter TFI. François Mitterrand est plutôt contre. Mais il laisse faire.

Dimanche 22 janvier 1989

En Pologne, Solidarité accepte de négocier avec le pouvoir.

Alain Juppé fustige la gauche la plus pourrie du monde. Le Président est blême de fureur : Se faire donner des leçons de morale par ces gens-là..., soupire-t-il. Le premier adjoint aux Finances de la Ville de Paris, l 'homme clé du RPR ! Le cynisme lui a toujours tenu lieu de colonne vertébrale...

Lundi 23 janvier 1989

Comme il étudie avec Renaud Denoix de Saint Marc l'ordre du jour du Conseil des ministres et qu'il tombe sur un texte relatif aux détecteurs de métaux, le Président lâche d'un ton amer : Actuellement, des détecteurs me seraient bien utiles, mais pas pour les métaux... Il ajoute : Jamais je n'y croirai ! Pis: voilà que certains laissent entendre que j'aurais passé les informations ! Or je n'ai jamais entendu parler d'un prix dans cette affaire ; et je l'ai oubliée tout entière dans la demi-heure...

Le Président pense que, tôt ou tard, il lui faudra évoquer publiquement l'amitié trahie, sa tristesse, mais il convient de choisir le moment, d'autant plus que nous ignorons encore ce qui va sortir de tout cela. Le Monde maintient ses accusations.

La seule question que se pose le Président est de savoir si l'information est vraie ou fausse. Il décide finalement de ne pas publier un nouveau démenti, mais Edwy Plenel intervient alors sur La Cinq: Vous voyez que c'est vrai, puisque l'Élysée ne dément pas ! Toute la presse s'empare de l'affaire.

Mardi 24 janvier 1989

Vu Alain Carignon. Toujours aussi admiratif de François Mitterrand. Toujours nostalgique.

Vu Michel Delebarre à propos de mon « grand projet » sur les ports. Il est enthousiaste... pourvu que Dunkerque, dont il est l'élu, figure sur la liste des ports prioritaires ! Mais comment choisir ? Quels ports éliminer ?

Le Monde précise que la « note » remise au Président émane des RG. C'est donc celle d'il y a dix jours. Mais elle ne contenait rien que nous ne sachions déjà.

Mercredi 25 janvier 1989

Avant le Conseil des ministres, le Président écarte Thierry Kaeppelin, qui devait être nommé préfet de Caen et que Jacques Chaban-Delmas souhaiterait avoir à Bordeaux. Il narre à son sujet deux anecdotes que lui a rapportées Michel Charasse : le 10 mai 1981, devant de nombreux témoins, le préfet aurait déclaré : François Mitterrand, c'est douze balles dans la peau ! En 1987, à la réception traditionnelle du corps préfectoral à l'Élysée, il est venu sans sa femme en expliquant : Il y a des écuries où je ne veux pas l'amener. Et le Président de conclure avec une grande douceur : Cela ne mérite pas une préfecture de région.

Jeudi 26 janvier 1989

Yasser Arafat est reçu avec tous les honneurs à Madrid. Il s'entretient avec les ministres espagnol, français et grec des Affaires étrangères, chargés par les Douze de contacts en vue d'une initiative de paix de la CEE.

L'OLP se réfère fréquemment à l'initiative conjointe Mitterrand-Gorbatchev sur un comité préparatoire. Yasser Arafat précise aux trois ministres que les problèmes relatifs à l'avenir des Territoires doivent faire l'objet de négociations directes avec Israël. Quelle peut être, dans le calendrier et la méthode, l'articulation de ces pourparlers directs avec la Conférence internationale ?

La réponse d'Arafat aux propositions de Shamir d'élections dans les Territoires est plutôt un prudent « oui, si » (alors que celle des Palestiniens de l'intérieur est carrément un « non, sauf si »). Mais peut-il préciser ses conditions ? Qu'entend-il par « retrait israélien » ? Par « contrôle » : international ou de l'ONU ? Les Palestiniens de l'extérieur devraient-ils être électeurs ?

Même si le caractère évidemment tactique des propositions de Shamir et la permanence de la répression dans les Territoires nous laissent sceptiques sur les chances de les voir prochainement se réaliser, il ne nous appartient pas de décourager Yasser Arafat d'accepter un principe qui va dans le sens de l'autodétermination souhaitée des Palestiniens.

L'ambassadeur d'Israël vient me voir pour me dire qu'Itzhak Shamir serait très favorable à une rencontre à trois avec le Président et Hosni Moubarak à Paris, autour du 23 février. François Mitterrand ne veut pas en entendre parler : Qu'ils règlent cela entre eux. Je n'ai pas à m'en mêler.

Devant la Commission des finances du Sénat, Pierre Bérégovoy s'engage à rendre publique la vérité sur l'affaire Pechiney. Qu'en sait-il ? Il paraît accablé.

Vendredi 27 janvier 1989

Le général Colin Powell m'écrit à l'annonce de son départ du Conseil national de Sécurité, où il est resté deux ans, à la fin du mandat de Ronald Reagan : J'espère que nos routes se croiseront à nouveau à l'avenir.

Je félicite le général Scowcroft, jusqu'ici son adjoint, qui le remplace auprès de George Bush. Avec ces deux hommes, le Conseil national de Sécurité est revenu dans la norme d'un professionnalisme rigoureux.

L'extrême droite progresse aux élections régionales de Berlin-Ouest, pour la première fois depuis la création de la RFA.

Dimanche 29 janvier 1989

Au Club de la presse d'Europe 1, voulant défendre et illustrer l'honnêteté de Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe déclare que, pour s'en convaincre, il suffit de regarder... ses chaussettes ! Le grand bourgeois à la rescousse du prolétaire...

Lundi 30 janvier 1989

Joxe appelle Bérégovoy pour s'excuser. Celui-ci est profondément humilié.

Pour la première fois, le Pacte de Varsovie rend public un état détaillé de ses forces.

Dans Le Figaro, Jean Gandois, patron de Pechiney, affirme que la « fuite » est bien venue de France.

Conversation avec le Président : L'armée va faire encore un porte-avions. C'est inutile ! Et, en plus, ils veulent l'appeler De Gaulle ! Je les laisse

faire, mais c'est vraiment excessif, c'est usurpé !

Mardi 31 janvier 1989

Conseil des ministres. A propos de la loi sur les modalités d'aménagement des privatisations (anti-« noyaux durs »), le Président : Il est normal que ce projet de loi ne couvre que la période qui va jusqu'au 31 décembre 1992. Le moment venu, il faudra trouver un dispositif qui nous évite de tendre la gorge pour recevoir le couteau.

Tous nos industriels, y compris les plus puissants, sont à la merci d'une OPA. J'ai reçu plusieurs d'entre eux qui en étaient très préoccupés, et, à deux reprises, le gouvernement est intervenu pour éviter des OPA.

Si l'Europe doit être une jungle dans laquelle aucun intérêt national ne devrait survivre, je dirai non, comme je dirai non à toute tentative de la Grande-Bretagne d'empêcher l'Europe monétaire ou sociale.

Le gouvernement américain finance jusqu'aux deux tiers des dépenses de recherche de certaines entreprises. On ne peut continuer à se voir opposer le mol édredon japonais. Bref, on ne peut accepter ni l'hypocrisie, ni l'agression !

Puis il revient au projet de loi : Si l'ancien ministre des Finances a introduit des entreprises publiques dans les « noyaux durs », c'est parce que cela lui donnait un moyen supplémentaire d'agir. Aujourd'hui, il serait interdit à ces entreprises de bouger sous prétexte d'interventionnisme de l'État. Elles sont comme des poids morts, gelées, frigorifiées. De la sorte, le jeu se joue entre quelques intérêts privés, tous très hostiles à la majorité.

Lors des privatisations, on a refusé aux petits actionnaires les 10 actions qu'on leur avait promises, et on a donné 800 000 actions à quatre groupes, ce qui leur a permis de gagner 8 milliards de centimes en vingt-quatre heures. Au total, le gain réel des bénéficiaires des « noyaux durs » approche 50 milliards de francs ; 50 milliards de francs qui ont été soustraits au patrimoine national et accordés à quelques groupes, c'est-à-dire à quelques personnes !

Lorsque j'ai dit, pendant la campagne, « ni renationalisation, ni privatisation », je n'ai pas entendu fixer un principe éternel ; je ne voulais pas que ce débat occulte tous les autres et je souhaitais donner un horizon stable à tous les industriels. Mais, au-delà de cette législature, on peut changer et aller dans un sens ou dans un autre. J'aimerais bien voir, avant ma mort, les quelques entreprises qui n'auraient jamais dû quitter le patrimoine national revenir dans le giron de l'État, notamment les compagnies de distribution d'eau. Sept dixièmes de l'appareil politique et presque toutes les municipalités dépendent de ces sociétés. Moi, je n'ai jamais dépendu d'aucune !

Je suis tout aussi vigilant sur les privatisations rampantes et j'ai déjà eu l'occasion d'en refuser [le Président a en particulier opposé son veto aux conditions d'achat par la BNP d'une compagnie d'assurances en Italie].

Le gouvernement et la majorité ne sont pas sans munitions. Ils doivent s'en servir. Aucune position de faiblesse ne doit être admise, et vous pouvez compter sur moi pour vous aider.

Puis François Mitterrand aborde le sujet que tous attendent, l'affaire Pechiney : C'est le 16 novembre 1988 que le Premier ministre m'a parlé pour la première fois de la possibilité de rachat par Pechiney de la première firme américaine d'emballage, quelques minutes avant le Conseil des ministres. La veille, mon conseiller pour les affaires industrielles [Didier Oury] avait été saisi du dossier. Je n'ai pas caché au Premier ministre mes réticences. Mais il m'a démontré qu'il ne s'agissait pas d'une privatisation rampante. J'ai alors donné mon accord. Ce que je ne suis pas loin de regretter aujourd'hui... Le lendemain [17 novembre], le ministre des Finances a fait valoir l'intérêt que présentait, selon lui, l'opération. A deux reprises, par une note et un mot manuscrit, le Premier ministre a insisté auprès de moi. J'ai alors décidé, le vendredi [18 novembre], de donner mon feu vert. Lorsqu'on écrira l'histoire de cette affaire, si on doit l'écrire un jour, les documents en feront foi.

Silence autour de la table. Nul ne répond. Tristesse.

Michel Delebarre parle de futurs TGV vers l'Est. A plusieurs reprises, Jean-Pierre Chevènement tente de prendre la parole : il souhaite réclamer le passage du TGV à Belfort, qu'on lui refuse. Le Président : Non ! Non !

La COB a terminé son enquête sur l'affaire Pechiney et saisit la justice. Max Théret, Roger-Patrice Pelat et Samir Traboulsi, entre autres, seront poursuivis pour délit d'initiés. Personne ne sait encore d'où est partie la fuite, même si la presse ne se prive pas de désigner, sans preuve, des coupables.

Mercredi 1er février 1989

Quinze mille instituteurs manifestent, à Paris, contre les projets Jospin.

Jean-Louis Bianco soutient Bernard Tapie qui souhaite se présenter à Marseille ; il explique que celui-ci peut gagner et que son succès modifierait la donne politique marseillaise. Pour aider Tapie, Bianco mobilise Jacques Séguéla qui a présenté Tapie à François Mitterrand.

Série noire : la COB ouvre une enquête sur l'affaire de la Société Générale.

Jeudi 2 février 1989

Fin des négociations dites « MBFR » sur la réduction des missiles balistiques entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, ouvertes en octobre 1973. Pas de résultats.

Édouard Chevardnadze effectue en Chine la première visite d'un ministre soviétique des Affaires étrangères depuis trente ans.

Dans la presse, Lionel Jospin recule : Oubliez le mérite, dit-il aux instituteurs hostiles — mais pourquoi ?... — à la prise en compte de leur façon d'enseigner, de leur assiduité et du cadre où ils exercent, dans leur notation et leur rémunération.

Samedi 4 février 1989

Au congrès de Force ouvrière, Marc Blondel succède à André Bergeron.

Dimanche 5 février 1989

Roland Dumas à Téhéran: première visite d'un ministre français des Affaires étrangères depuis la révolution islamique. L'heure est à la « normalisation » des relations après la libération, en mai dernier, de nos derniers otages au Liban.

François Mitterrand : Et on dit que je suis un homme d'argent ! Je n'ai rien à moi ! Si j'avais seulement perçu 10 % des droits d'auteur de tous les livres qui ont été écrits pour dire que je suis un homme d'argent !...

Lundi 6 février 1989

François Mitterrand en visite à Lille : Je ne veux pas d'une Europe où le capital ne serait imposé qu'à moins de 20 %, tandis que les fruits du

travail le seraient jusqu'à 60 % !

Avant son départ, je lui ai remis une note reprenant en substance quelques réflexions personnelles :

Jamais l'argent n'a, autant qu'aujourd'hui, été considéré comme la mesure de toute réussite sociale. Même quand Guizot lançait son célèbre Enrichissez-vous, il ajoutait aussitôt : par le travail et par l'épargne. Or, aujourd'hui, la fortune n'est même plus la conséquence de la réussite, elle est la réussite elle-même, et les inégalités de fortune dictent celles de la considération. Plus grave encore, la fortune s'obtient plus par la spéculation que par la production de richesses : les échanges sur les marchés financiers et monétaires sont, chaque jour, de l'ordre de grandeur des mouvements annuels sur les marchés des marchandises. A terme, cela risque de réduire les dépenses de recherche et les investissements industriels, donc d'entraver la croissance économique. L'argent n'est pas un idéal moral. Il n'est ni admirable, ni condamnable en soi. Quand il n'est plus la rémunération d'un travail, il doit être au moins la contrepartie d'un risque et d'une création utiles. Ce n'est pas le cas dans les spéculations financières illicites. Il faut y mettre un terme.

En marge, selon son habitude, le Président a porté quelques mots. Il est d'accord, mais quels remèdes esquisser ?

En Pologne, table ronde entre le pouvoir et Solidarité. Lech Walesa réclame la fin du monopole du POUP. Réquisitoire contre la politique économique du gouvernement.

Le voyage de Roland Dumas à Téhéran se termine sur un beau coup de théâtre : au cours de la conférence de presse finale, Ali Velayati, le ministre iranien des Affaires étrangères, met en cause le gouvernement de « cohabitation » de Jacques Chirac qui, selon lui, n'a pas tenu sa promesse de libérer Anis Naccache après le rapatriement de Kauffmann, Carton et Fontaine. Nous nous interrogeons : le Premier ministre alors en poste aurait-il promis plus qu'il ne l'avait dit au Président ? Dumas s'est entendu dire par Velayati que Jacques Chirac s'était personnellement engagé, au cours de trois conversations téléphoniques avec le Premier ministre et le vice-président iraniens, à faire libérer Naccache, et surtout qu'il avait demandé à Téhéran de faire retarder la libération des otages français dans la perspective de l'élection présidentielle. L'ambassadeur Éric Rouleau avait eu vent de la même information.

Un diplomate : Il ne manquerait plus que les mollahs aient enregistré ces conversations, comme ils en ont la fâcheuse habitude, et qu'ils se décident à rendre publics les enregistrements !

Premier chef de gouvernement à s'exprimer devant la Commission des droits de l'homme à Genève, Michel Rocard souhaite qu'elle se préoccupe du malheureux peuple roumain.

Lionel Jospin recule nettement : il déclare qu'il renonce à créer un corps de professeurs de collège, et qu'il établira une priorité de formation entre instituteurs et professeurs du second degré. Le SNES annule la manifestation prévue pour le 14 février... mais maintient celle du 4 mars !

Mardi 7 février 1989

Petit déjeuner chez Michel Rocard avec les dirigeants socialistes. Inquiétude de tous face à l'attitude du Parti communiste aux prochaines municipales : 140 primaires sont envisagées et on redoute que le Parti communiste, par son action sur les militants « durs », empêche un bon report des voix au second tour.

Déjeuner du Président au Galant Verre avec les représentants de la FEN, du SNI et Jean-Louis Bianco :

Le Président : Nous ne pouvons pas faire plus. Il faut voir comment utiliser cette somme — Jospin a eu tort de ne pas commencer en débattant de ce qu'on allait faire pour les élèves, ce qui l'a conduit à aborder de plein fouet les problèmes corporatistes.

Sur l'enseignement, Chevènement vient m'expliquer de bonnes idées qu'il met partiellement en œuvre à Belfort : réserver une part du marché de la formation permanente à l'Éducation nationale ; organiser des études dirigées aux frais de la mairie, qui permettent de donner des leçons particulières aux élèves les moins favorisés ; assouplir les règles de cumul pour les professeurs de mathématiques afin de leur permettre d'augmenter leur traitement grâce à d'autres activités.

Le Président s'interroge sur les risques d'OPA pesant sur des entreprises françaises : D'abord, remarquons que les entreprises publiques ne sont pas menacées d'OPA : ni Renault, ni Bull, ni Thomson ne risquent quoi que ce soit. Or ce sont des entreprises prospères qui, privées, seraient sûrement attaquées. La Société Générale n'aurait pas été menacée d'une OPA si elle était restée publique !

Pour les entreprises privées, le danger existe : parce que des milliards de dollars se promènent de par le monde, à la recherche de proies à saisir ; parce que les entreprises françaises sont beaucoup moins protégées que les entreprises allemandes, hollandaises, espagnoles ou italiennes. Que faire ? D'abord, il appartient aux entreprises privées de se constituer des actionnariats stables. Je les y engage. Les entreprises publiques (banques, assurances, industrielles) sont là pour les y aider. Ensuite, lorsque cela se révélera nécessaire, l'État pourra intervenir pour limiter les achats étrangers ; et protéger, si nécessaire, les entreprises vitales pour le pays par la création de golden shares telles qu'elles existent aux Pays-Bas, au Royaume-Uni ou en Suisse, et telles que la loi de privatisation elle-même l'avait prévu pour les entreprises privatisées.

Mercredi 8 février 1989

Au Conseil des ministres, nomination d'un nouveau commandant supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie, le général de brigade Jean-Claude Bertin.

Le Premier ministre : Je souhaite, s'agissant de la Nouvelle-Calédonie, recevoir ce général avant qu'il ne parte rejoindre son poste.

Le Président : Vous pouvez lui indiquer qu'il n'est pas obligé de procéder à de nouveaux quadrillages, qu'il n'est pas obligé de marcher dans les pas de son prédécesseur.

Bernard Kouchner fait une communication vibrante et précise sur un voyage au Bangladesh.

Jacques Pelletier tente de s'exprimer après plusieurs autres comptes rendus dépourvus d'intérêt.

Le Président, agacé : Ces communications finissent par perdre toute signification. Si chacun d'entre vous doit raconter sa vie depuis dix ans, cela va prendre du temps !

Puis il aborde les questions militaires : Pour la loi de programmation militaire, nous allons être obligés de consentir quelques diminutions de dépenses. Devons-nous choisir l'abandon du porte-avions ? une réduction de la moitié des chars ? ou bien des avions ? ou du personnel de l'Armée de terre ?

Il se tourne alors vers Jean-Pierre Chevènement : Entre vous et moi, ce porte-avions ne sert à rien, c'est une arme de gesticulation !

Il n'empêche que François Mitterrand a déjà donné son accord à ce projet. Mais le ministère de la Défense a décidé de le baptiser Charles-de-Gaulle, ce qui a déclenché son ire.

Un déjeuner chez le Président réunit Julien Dray, Harlem Désir, Nicole Bénévise (une infirmière qui s'occupait de la Coordination), Georgina Dufoix et Jean-Louis Bianco. Le Président leur fait part de sa volonté d'abroger certaines dispositions de la loi Pasqua. Il parle de la nécessité de prendre de nouvelles initiatives en faveur des infirmières, sans toutefois remettre en cause la rigueur budgétaire.

Jeudi 9 février 1989

Séisme politique à l'Est : le Parti communiste polonais (POUP) renonce au monopole du pouvoir. Il y aura d'autres partis représentés au gouvernement.

Vendredi 10 février 1989

Le pouvoir polonais propose la création d'un poste de président de la République, qui ne sera pas nécessairement confié à un communiste.

Samedi 11 février 1989

Le processus se propage à toute allure. Le Comité central du PC hongrois accepte à son tour le principe d' une transition vers le multipartisme. Gorbatchev ne bouge pas. J'appelle Vadim Zagladine, son conseiller diplomatique, qui me dit : Ils ont fait ça avec son accord... Tu imagines bien que rien ne peut se faire sans son approbation... Gorbatchev veut que le succès de la glasnost en Pologne justifie l'approfondissement de la glasnost en URSS.

Dimanche 12 février 1989

Interrogé à 7 sur 7 sur les déclarations d'Ali Velayati, le Président répond que rien ne lui permet de mettre en doute ce que lui avait dit, en mai 1988, son Premier ministre de l'époque au sujet de la libération des otages, obtenue selon lui sans contrepartie.

Pourtant, il sait fort bien qu'il n'en est rien. Nous n'ignorons pas qu'il y avait une contrepartie. Mais il ne servirait à rien aujourd'hui d'y revenir.

Lundi 13 février 1989

François Mitterrand demande à Pierre Mauroy de venir le voir pour lui parler des négociations avec le PC avant les municipales et lui recommander une fois encore la fermeté : Chaque primaire évitée est une bonne chose, mais si le Parti communiste en veut, il faut en faire. Uniquement, cependant, là où le Parti socialiste a une chance de l'emporter. Soyez ferme ! Ils ne comprennent qu'un langage : combien de divisions ?

Pronostic du Président : Ils gagneront quelques primaires. Mais, ailleurs, ils seront écrabouillés. Ils ne pourront pas se glorifier d'avoir remporté trois ou quatre succès si, de l'autre côté, ils perdent trente à quarante villes.

Mardi 14 février 1989

Déjeuner consacré à la Grande Bibliothèque. Tout est maintenant fixé. Mais le projet a dérapé : c'est désormais d'un pur et simple transfert de la Bibliothèque nationale qu'il s'agit, et de rien d'autre. Et on va tout devoir transférer, car les habitués de la BN refusent de laisser les livres d'avant 1945 ou d'avant 1900 hors de leur champ de vision !

Dans une fatwa — décret ayant valeur d'obligation sacrée pour tous les musulmans —, Khomeyni ordonne que soit exécuté rapidement l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie, dont le quatrième roman, Les Versets sataniques, constitue une offense à l'islam, au Prophète et au Coran.

Pas un jour, pas un journal sans débats et commentaires sur l'affaire Pelat. Celui-ci, que j'ai eu au téléphone, parle de moins en moins.

Le Président est d'humeur sombre. Il m'emmène visiter quelques librairies et soliloque sur les « affaires » : C'est sans fin. Ces gens-là, qu'on accuse, n'ont pas de mandat électif, pas de fonction publique. Ils ne sont pas mes collaborateurs. On ne peut pas les sanctionner ni les renvoyer. On me dit qu'il faut faire quelque chose ; je ne vais tout de même pas publier un communiqué disant : Machin n'est plus mon ami, je ne déjeunerai plus avec Bidule, je ne me promènerai plus avec Truc !... Je le sens blessé par ce qu'il estime être une trahison de sa confiance et de son amitié. Je ne sais quoi lui dire.

La décision, prise l'année dernière à Toronto, d'annuler un tiers de la dette publique, n'est pas encore appliquée : il y faut, pays par pays, l'accord du FMI. Le mécanisme se perd dans les sables. Après avoir travaillé avec trois personnes sur le coût de cette mesure, je suggère au Président l'annulation unilatérale par la France des dettes des pays les plus pauvres.

Le Président en accepte le principe. Coût pour la France : 16 milliards. Mais il réclame le secret pour quelques mois, plus précisément jusqu'au 13 juillet au soir, afin d'ouvrir le Sommet de l'Arche sur un beau geste concret. Seuls sont au courant, outre lui-même, Pierre Bérégovoy, Jean-Claude Trichet, Élisabeth Guigou, Marc Boudier et moi. Ce secret-là tiendra-t-il ?

Grande première : la Cour suprême de New Delhi condamne le groupe chimique américain Union Carbide à payer 470 millions de dollars aux 583 000 plaignants victimes de la catastrophe de Bhopal, en Inde. Soit à peu près 800 dollars pour chaque vie humaine dévastée...

Mercredi 15 février 1989

Avec l'accord du Président, Michel Rocard souhaite réunir un Sommet mondial sur l'écologie qui se tiendrait à Paris lors du Bicentenaire pour décréter un droit des hommes à un environnement sain. Dans le secret le plus absolu, il a envoyé des émissaires à travers le monde. Néerlandais et Norvégiens ont accepté de s'associer à cette initiative pour éviter qu'elle ne paraisse trop française et « de gauche ». Une réunion préparatoire aura lieu le 11 mars prochain à La Haye.

Jacques Delors, président de la Commission exécutive européenne, a eu vent de ce projet et n'apprécie pas de ne pas être dans le secret.

L'apprenant à son tour, Laurent Fabius organise pour le 4 mars un colloque à l'Assemblée sur le thème : Atmosphère et climat. Comprendre et agir.

Fin, à la date prévue, du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

Une vive bataille oppose toujours, pour conduire la liste socialiste à la mairie de Marseille, Michel Pezet à Robert Vigouroux, ce dernier soutenu notamment par François Mitterrand. Le Canard enchaîné évoque une affaire de fausses factures à laquelle Michel Pezet semblerait mêlé. Pierre Joxe semble ravi : il va pouvoir s'en servir pour se débarrasser de Pezet.

Je commence à tout découvrir du défilé que prépare Jean-Paul Goude pour le 14 Juillet. Il veut en faire la parade de toutes les « tribus » de la planète. Huit mille participants en costumes. Il a même prévu une pluie artificielle pour faire défiler les Anglais !

Jeudi 16 février 1989

L'inévitable a lieu : Roger-Patrice Pelat est inculpé de délit d'initié dans l'affaire Pechiney.

François Mitterrand n'apprécie pas les conséquences de la libération des mouvements de capitaux : Cela va permettre à n'importe qui d'acheter nos entreprises. Il écrit à Michel Rocard pour demander que les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse soient renforcés et que les entreprises françaises performantes disposent de meilleurs moyens de défense face à des tentatives de prise de contrôle hostiles, alors que de telles agressions sont pratiquement impossibles dans certains pays réputés libéraux. La Commission des opérations de Bourse devra disposer du droit d'ester en justice, d'infliger des sanctions pécuniaires et détenir les moyens d'exercer de façon efficace ses nouveaux pouvoirs.

Pour protéger l'ensemble des entreprises privées contre les OPA, il demande que le gouvernement définisse des dispositions très strictes et néanmoins compatibles avec nos obligations internationales, notamment européennes, afin de mieux armer nos entreprises dans la perspective de 1992. Le ramassage occulte par une ou plusieurs sociétés agissant de façon concertée devra être empêché et, le cas échéant, sanctionné.

Le nouveau dispositif devra par ailleurs donner des moyens inédits de défense aux entreprises qui subissent des offres publiques d'achat, comme, par exemple, la possibilité d'augmenter leur capital.

Le renchérissement des prises de contrôle devra être recherché par l'obligation de déclencher une offre publique d'achat au-delà de la détention d'un pourcentage déterminé du capital, mais cette obligation devra être conçue de manière à ne pas empêcher la constitution d'un groupe stable d'actionnaires.

Enfin, des dispositions spécifiques devront permettre aux salariés d'être informés des projets de prise de contrôle concernant leur entreprise.

Michel Rocard m'appelle : Ce n'est pas à moi qu'il faut écrire cela, c'est à Bérégovoy. Le Président veut-il nous réunir pour en parler ?

Non, naturellement. Sauf urgence, le Président a horreur des réunions. Il gouverne avec Rocard comme avec Chirac, par admonestations épistolaires, souvent sans suite. Avoir dit semble parfois lui importer davantage que de voir faire. Il n'était pas comme ça en 1981.

Mikhaïl Gorbatchev lance un appel à George Bush pour mettre fin au conflit afghan.

Vendredi 17 février 1989

Dans une interview, Michel Rocard se déclare homme de gauche adepte de la libre entreprise. Il veut donner plus de mobilité, de flexibilité et d'agressivité au capitalisme français. Selon lui, les entreprises publiques doivent se conduire davantage comme des entreprises privées. On peut considérer, dit-il, qu'il serait opportun pour elles d'émettre des actions, de se privatiser partiellement ; mais, politiquement, cela reste impossible. Le Premier ministre déclare avoir approuvé le raid contre la Générale, même si la tactique était discutable. Pour lui, les « noyaux durs » sont mal faits, car les entreprises ainsi privatisées sont peu ouvertes à des fusions européennes et peu préparées aux techniques de l'avenir du capitalisme...

Il ajoute qu'il aimerait que des centristes rallient la majorité, mais il estime qu'ils sont conservateurs par nature. Pour y parvenir, il faudrait séduire le centre et éduquer la gauche. Il conclut : Mon travail est de persuader les socialistes que l'essentiel du rôle du gouvernement est dans l'éducation et l'urbanisme, et non pas de s'occuper de savoir qui exactement possède les grandes entreprises...

Le Président, informé de la teneur de ces propos : C'est bien la première fois depuis longtemps qu'il s'exprime en socialiste. C'est bien !

Le PS et le PC parviennent à un accord sur des listes communes aux municipales dans les trois quarts des villes de plus de 20 000 habitants.

François Mitterrand sur l'affaire Rushdie : C'est d'une bêtise crasse que de condamner à mort l'auteur d'un mauvais livre.

Création à Marrakech de l'Union du Maghreb arabe entre l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie. Grand espoir d'un marché commun de l'autre côté de la Méditerranée. Ce serait l'occasion d'un formidable progrès économique. Mais les rivalités et les susceptibilités sont si grandes.

Samedi 18 février 1989

État d'urgence en Afghanistan.

Lundi 20 février 1989

Tournée de Chevardnadze au Proche-Orient, la première d'un chef de la diplomatie soviétique depuis 1974.

Les ministres des Affaires étrangères de la CEE décident de rappeler leurs ambassadeurs en Iran pour protester contre la fatwa condamnant Salman Rushdie.

Mardi 21 février 1989

Itzhak Shamir en visite officielle à Paris où il rencontre Roland Dumas.

Dominique Jamet constitue son équipe. Mais Jack Lang est mécontent que Jamet ait recruté l'ex-conseiller budgétaire de François Léotard. Émile Biasini, ministre de tutelle de Dominique Jamet, répond qu'il n'a pas voulu contrarier ce dernier et que le fonctionnaire en question a été, durant la cohabitation, un soutien pendant toute la bataille du Grand Louvre.

Réponse du Président : Laissons agir Jamet. Conseillons-le, c'est tout.

Mais la situation s'envenime. Jack Lang convoque Émile Biasini devant une sorte de tribunal constitué de six membres de son cabinet, pour entendre son avis sur la Grande Bibliothèque.

En fait, Lang ne s'accoutume pas l'idée que Biasini ait le droit de rencontrer François Mitterrand sans passer par lui.

En Tchécoslovaquie, condamnation de Vaclav Havel à neuf mois de prison. A la suggestion de Roland Dumas, le Président écrit à Gustav Husak pour demander sa libération.

L'OLP devient de plus en plus modérée. François Mitterrand voit Itzhak Shamir pour l'exhorter à tenir compte de la réalité d'aujourd'hui et à entamer des pourparlers avec Arafat. Il le prévient qu'il n'exclut pas de recevoir ce dernier un jour prochain.

Mercredi 22 février 1989

Au Conseil des ministres, Michel Rocard présente son plan de rénovation du secteur public.

Lionel Jospin fait adopter un décret modifiant le statut des maîtres directeurs, vieille revendication du SNI. Encore une revendication satisfaite sans conditions, c'est-à-dire sans le moindre engagement de travail en retour.

Au Caire, Édouard Chevardnadze s'entretient avec Moshe Arens et Yasser Arafat.

Jeudi 23 février 1989

Pierre Bérégovoy précise le projet, étudié avec Jean-Claude Trichet, d'annulation de la totalité de l'encours des crédits d'aide publique au

développement pour les trente-cinq pays les plus pauvres (soit 16 milliards, c'est-à-dire 4 milliards de plus que le tiers de la dette totale, publique et privée). Cette décision requerra une autorisation parlementaire dans le cadre de la loi de finances 1990. Mais, à attendre plus longtemps, on risque des indiscrétions qui en réduiraient la portée. Je suggère donc au Président de rendre publique cette décision dès les jours prochains.

Il préférerait encore attendre le Sommet de l'Arche.

Vendredi 24 février 1989

François Mitterrand est au Japon. Voyage éreintant de quelques heures pour assister aux funérailles d'Hirohito. Le protocole des obsèques le plaçait initialement au sixième rang, et George Bush au cinquante-cinquième ! Après maints conciliabules, les Japonais décident de placer au premier rang les représentants des pays industrialisés. François Mitterrand se retrouve donc en compagnie de Bush sur le devant de la scène.

Après avoir déjeuné en compagnie de Cory Aquiño à notre ambassade à Tokyo, le Président se promène dans l'enceinte de l'ambassade où il rencontre des journalistes :

- Que faites-vous ici ?
- On attend le briefing.
- Quel briefing ?
- Celui de M. Védrine, votre porte parole !
- M. Védrine ? Mais il vous dit quoi ? Il ne sait rien. Il doit inventer... Arrive Hubert Védrine.

Le Président sourit et lui demande : Qu'est-ce que vous leur racontez ?

Hubert Védrine : J'essaie de les tenir au courant de vos entretiens, monsieur le Président. Je résume...

Le Président : Très bien, très bien. Allez, inventez, inventez...

Conspué par les enseignants à Strasbourg, Michel Rocard s'énerve : Tout est négociable dans le plan Jospin, on peut même le retirer !

Samedi 25 février 1989

Réunion de sherpas dans le confortable hôtel de La Roche-Gageac, le seul ouvert en hiver près de la grotte de Lascaux.

Ouf ! Le programme du Sommet est accepté. Les sept chefs d'État et de gouvernement assisteront aux fêtes du Bicentenaire. Personne ne remet plus en cause ni les dates, ni la simultanéité avec les commémorations. La méfiance s'atténue un peu vis-à-vis d'un éventuel Sommet Nord/Sud. Nos partenaires admettent que le 13 juillet, il y aura des réunions bi- ou multilatérales ; un déjeuner et un dîner rassembleront les Sept et les chefs d'État du Sud.

Mais cela n'a pas été sans mal, et on n'est pas passé loin d'une crise majeure. Grande-Bretagne et États-Unis restent inquiets à l'idée que la France puisse convoquer une réunion formelle Nord/Sud autour d'une table, le 13, et qu' une déclaration formelle ne soit alors adoptée. Quand j'annonce que je souhaite proposer une véritable rencontre Nord/Sud pour le 14, que j'ai déjà avancé à ce sujet avec le Venezuela, le Sénégal, l'Inde et l'Égypte, quand je précise de surcroît que quinze chefs d'État du Sud viendront à Paris, le Britannique Nigel Wicks et l'Américain Richard McCormack manquent de s'étrangler et explosent : ils refusent absolument toute rencontre Nord/Sud ; ils exigent un cloisonnement absolu entre le Bicentenaire et le Sommet. Aucune rencontre : Sinon, nous ne viendrons pas !

Contraint, je bats en retraite et prends l'engagement de faire de mon mieux pour isoler le Sommet des Sept des cérémonies du Bicentenaire, tout en expliquant que cela sera fort difficile. Je reviendrai à la charge : personne ne pourra interdire aux chefs d'État présents de se rencontrer. J'ajoute que le Bicentenaire appartient à la France et que nous n'avons pas à négocier son déroulement avec nos invités : nous les informons, c'est tout.

Très vive inquiétude sur la remontée de l'inflation. Elle atteint 7,5 % en Grande-Bretagne, 5 % aux États-Unis, 6 % en Italie ; nous sommes considérés comme les plus sages, même par les Allemands. Chacun s'attend à une montée des taux d'intérêt d'ici à juillet et à une discussion, au sommet, sur la meilleure façon de contenir l'inflation sans casser la croissance.

Assez grand pessimisme sur l'évolution des déficits extérieurs : les Américains s'avouent paralysés et alarmés par les chiffres à venir, qui pourraient gravement perturber les marchés des changes.

Sur le commerce, on attend la réunion du GATT en avril. Peut-être, en juillet, l'agriculture sera-t-elle à nouveau d'actualité ? (Il y a une forte pression américaine et britannique pour que le sujet soit abordé.)

Concernant la dette, il semble y avoir un consensus pour faire quelque chose en faveur des pays intermédiaires, mais rien de précis. Les Britanniques sont plus réticents que les Américains. Notre projet de Fonds de garantie devrait servir de base à un accord, même s'il faudra sans doute trouver autre chose que les DTS comme garantie pour parvenir à un tel accord.

Pour ce qui est du commerce Est-Ouest, les Américains n'ont pas encore décidé s'ils le laisseront se développer ou s'ils voudront plutôt renforcer le COCOM. Cela peut devenir un point de friction dans le cadre du Sommet.

Je présente mon projet sur le Bangladesh aux autres sherpas éberlués. J'explique qu'il ne coûtera que 500 millions de dollars par an (soit une augmentation de 25 % de l'aide déjà apportée au Bangladesh) et qu'il sera organisé et financé à travers la Banque mondiale, ce qui rassure Américains et Britanniques. Les Américains sont pourtant décidés à tuer le projet. Le directeur du Trésor américain, David Mulford, ricane : Chacun va-t-il venir au Sommet avec ses propres fantasmes, maintenant ?

Dimanche 26 février 1989

Reprise des discussions à La Roche-Gageac.

Sur la lutte contre la spéculation financière internationale, nul ne nie l'utilité d'une coopération, mais la plupart en soulignent les difficultés. C'est pourquoi une mise à plat des pratiques actuelles paraît nécessaire avant même d'envisager des propositions. Nous décidons qu'à notre prochaine réunion nous étudierons un état détaillé des pratiques et législations des États membres afin d'examiner comment organiser la coopération internationale en ce domaine. Les Britanniques se montrent les plus réticents.

L'environnement sera un sujet majeur du prochain sommet. Michel Rocard n'est pas le seul à y penser : le Chancelier Kohl proposera un code de bonne conduite à propos des importations de bois tropicaux ; Margaret Thatcher s'intéresse au climat ; je rappelle le projet de l'Observatoire du Sahara destiné à lutter contre la désertification du Sahel.

On parle de l'URSS et de sa lente évolution vers la perestroika. Tous s'accordent à penser que Gorbatchev connaîtra de très grandes difficultés

intérieures, dans les mois à venir, pour faire progresser la production des biens de consommation. D'où l'idée, admise par tous, qu'il faudra se tenir prêts à lui donner un coup de main. Mais les Américains n'entendent pas aider l'URSS : Il est encore trop tôt pour en parler. Une fois encore, Mulford promet de faire quelque chose, mais plus tard.

Hans Titmayer, le sherpa allemand, propose qu'à l'occasion du Bicentenaire le Sommet produise une déclaration sur les droits de l'homme, distincte du communiqué final. La suggestion est immédiatement retenue.

Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères et élu local, nous reçoit superbement dans un des restaurants de sa circonscription. Cela fait beaucoup pour cicatriser les plaies d'hier.

Lundi 27 février 1989

Sommet franco-britannique à Paris. Pour ce qui concerne l'Union économique et monétaire, Margaret Thatcher refuse d'intégrer la livre dans le SME ; elle entend garder toute sa liberté d'action sur les taux d'intérêt. Elle estime que la monnaie unique n'est pas réalisable dans un avenir prévisible. Sur la fiscalité de l'épargne, son attitude est tout aussi négative ; elle juge inutile et insuffisante la proposition de la Commission. En fait, elle ne veut pas d'une taxation de l'épargne et va permettre aux Allemands de s'abriter derrière elle. En ce qui concerne l'harmonisation de la TVA, elle refuse la mise en cause du taux zéro sur les produits de première nécessité. Pour ce qui est de l'Europe sociale, les Britanniques disent être d'accord pour donner une dimension sociale au marché unique, mais craignent des réglementations superflues. Ils sont hostiles à une charte des droits sociaux fondamentaux.

Lors de la conférence de presse commune, le Président, interrogé sur l' « Europe des riches» que permet la libre circulation des capitaux: Je dénonce les systèmes dans lesquels l'inégalité est une règle... C'est très bien, l'Europe des marchands... mais, en même temps, bien entendu, je souhaite et je demande que l'ensemble des producteurs, des travailleurs, à quelque échelon que ce soit, puissent aussi se sentir européens dans leur vie quotidienne, dans les garanties qu'ils reçoivent... Donc, tout doit avancer du même pas.

Le secrétaire américain au Trésor annonce une initiative sur la dette, qui deviendra tout de suite dans la presse le « Plan Brady ». On ne nous en a rien dit hier, à la réunion des sherpas. L'initiative que nous préparions, et que nous aurions nous aussi gardée secrète, va être dépassée. Dommage !

Nouvelle table ronde sur le projet Jospin : le SNI est content, il a obtenu satisfaction, mais la FEN tire à boulets rouges. La confusion est extrême : on ne sait plus ce qui a été retiré, ce qui est maintenu... On ne sait plus quel syndicat est pour. Ni quel est au juste le projet éducatif que tout cela est supposé servir...

Jack Lang plaide une nouvelle fois pour que la Grande Bibliothèque soit construite à Vincennes. Jacques Chirac explique à la radio que l'idée de la Grande Bibliothèque... est de lui !

Mardi 28 février 1989

François Mitterrand : Michel Rocard confond la réforme avec l'arrosage.

Pierre Bérégovoy m'explique : Puisqu'il n'y a pas d'harmonisation des impôts sur l'épargne, la France doit supprimer toute entrave à la création des Sicav de capitalisation; il faut décider la suppression de la taxe sur l'assurance-vie et la baisse du prélèvement libératoire sur les revenus d'obligations.

Voilà à quoi conduit l'Europe sans volet social...

Mercredi 1er mars 1989

Au Conseil des ministres, on assiste à un duel à fleurets mouchetés entre Roland Dumas et Édith Cresson à propos de la négociation qui vient de s'achever sur Eurêka audiovisuel. Dumas voulait conclure. Édith Cresson voulait tenir. Finalement, pour arriver à un résultat, face au refus de nos partenaires, nous avons dû renoncer à notre exigence de quotas culturels.

A propos de la décentralisation, Michel Charasse : Il y a beaucoup de bureaux parisiens inutiles. Les deux tiers des directions régionales des ministères ne servent à rien.

Le Président : On peut se poser la même question sur certains ministères.

En matière de surenchère antiparisienne, personne, pas même Michel Charasse, n'est à même de battre François Mitterrand.

Alors que s'achève le retrait soviétique d'Afghanistan, quel bilan tirer de cette guerre ? Depuis l'invasion du 24 décembre 1979, l'Armée rouge y a entretenu en moyenne 120 000 hommes et a dépensé de l'ordre de 30 milliards de dollars, dont la moitié depuis 1985. Les pertes de l'Armée rouge sont estimées à 15 000 morts et 35 000 blessés, 800 chars et 1 200 blindés, 750 avions et 850 hélicoptères, 15 000 véhicules divers. Pour le peuple afghan : 1 500 000 morts, dont 30 000 dans l'armée afghane et 10 000 chez les résistants, 1 100 000 blessés, 5 millions de réfugiés au Pakistan et en Iran, 3 millions de personnes déplacées à l'intérieur. L'Armée rouge a procédé à titre de représailles à des massacres systématiques qui ont tourné au génocide et à la destruction méthodique du réseau d'irrigation sans lequel aucune culture n'est possible dans ce pays accidenté. Si cette guerre se solde avant tout par une victoire de la résistance populaire, elle révèle aussi le prix à payer pour cette forme d'autodéfense. La dissuasion nucléaire n'en est que davantage justifiée.

Jeudi 2 mars 1989

Michel Rocard poursuit son offensive en faveur des privatisations, poussé par — ironie des temps — certains financiers nommés par la gauche qui souhaitent recouvrer leur indépendance à l'égard de ceux qui les ont nommés. Il propose un projet de loi visant à permettre aux compagnies d'assurances de privatiser à hauteur de 33 % leurs filiales, tant domestiques qu'à vocation internationale. Actuellement, conformément à une loi de 1973, les sociétés-mères peuvent être privatisées à hauteur de 2 %, mais pas leurs filiales. Si l'ouverture au capital privé (jusqu'à 33 %) des filiales à vocation internationale ne me paraît pas poser de problèmes (on y procède d'ailleurs déjà en pratique, en violation de la loi), ouvrir le capital des filiales à vocation française revient à remettre en cause la nationalisation du « cœur » de l'assurance. A la différence de ce qui se passe dans la banque ou l'industrie, les filiales des compagnies d'assurances ne sont pas des annexes relativement secondaires de grands groupes ; elles en constituent l'essentiel : les maisons mères sont de purs holdings financiers et chaque branche (assurance-vie, assurance-accident, etc.) est en général constituée en filiale. Or la loi de 1973, qui interdisait ce type de privatisations, n'a pas été abrogée par la loi de privatisation d'Édouard Balladur. Le gouvernement Rocard irait donc, par cette mesure, plus loin dans les privatisations que le gouvernement Chirac !

Pour justifier une telle opération, Michel Rocard explique que les compagnies d'assurances françaises sont trop pauvres pour pouvoir prendre des participations dans des compagnies privées, en France et à l'étranger, et que les contraintes budgétaires interdisent de leur insuffler le capital nécessaire. Autant dire clairement qu'il faut privatiser les assurances parce que l'État, leur actionnaire, est incapable d'y mettre les fonds

nécessaires ! Or, on trouve chaque année des dizaines de milliards d'argent public à investir dans des sociétés nationales industrielles en déficit, dont le privé ne veut pas, et on ne trouverait pas le milliard ou les 2 milliards nécessaires pour développer des entreprises profitables que convoite le privé ?

Accepter l'ouverture au privé des filiales à vocation internationale me paraît donc justifiable. Aller plus loin, c'est, à terme, accepter le désengagement de l'État de ce secteur majeur pour notre avenir. Je recommande donc au Président de refuser ce projet et de demander au ministre des Finances de se préparer, dans le cadre du budget 1990, à faire son devoir d'actionnaire.

Rocard ne prend pas ombrage de ma position. Ce n'est pas un fanatique. Bérégovoy, lui, est fâché.

Mohamed Bessaieh, ministre algérien des Affaires étrangères, propose d'organiser une rencontre entre François Mitterrand et Yasser Arafat à l'occasion de la prochaine visite du Président en Algérie. François Mitterrand répond : Cette rencontre trouvera sa justification et plus encore son utilité si, au-delà du label de respectabilité qu'elle apporte au chef de l'OLP, elle fait avancer, ne fût-ce que d'un pas, le processus diplomatique. La rigidité de M. Shamir (que le récent succès électoral du Likoud ne poussera pas à la conciliation) et l'attentisme de l'administration Bush ne laissent pas présager, dans le court terme, d'évolution significative. Les Soviétiques occupent habilement le terrain en affirmant leurs propositions sur la conférence internationale. Il est donc trop tôt pour agir.

Le Président Moubarak pense comme moi (et comme les Soviétiques, désormais) qu'une conférence internationale au Moyen-Orient ne doit pas avoir le pouvoir d'imposer des solutions aux partenaires. Pourquoi ne pas mettre le marché en main à Arafat ? La contrepartie de sa rencontre avec moi serait un geste de sa part allant dans le sens de nos thèses sur la nature non contraignante de la conférence internationale. Plus le temps passe et moins les Palestiniens se satisferont d'une rencontre en terrain neutre. Les Palestiniens souffrent d'être traités en pestiférés et de devoir démontrer sans fin leur honorabilité, alors que M. Shamir est reçu avec cordialité à Paris et ailleurs. Il faut faire un geste vers Arafat, s'il en fait un vers la paix.

En conclusion, il demande à Roland Dumas d'examiner un projet de rencontre avec Yasser Arafat au Caire, dans la seconde quinzaine de mars (après le voyage du Président Moubarak à Washington), qui donnerait lieu à un geste constructif de sa part sur la conférence internationale (ce point faisant l'objet d'une négociation préalable avec l'OLP).

Après Roger-Patrice Pelat, Max Théret est à son tour inculpé dans l'affaire Pechiney. Mais qui les a informés tous deux ? Quelqu'un aux Finances ? C'est ce que suggère la presse, mais je n'y crois pas.

Le SNI-PEGC, le SNC et le SGEN-CFDT font grève. Pourquoi ? Plus personne n'y comprend rien. En dehors des 11 milliards, ils ont déjà dit non à tout ce qui figurait dans le plan Jospin.

Les émeutes de la dette : quatre jours d'émeutes au Venezuela contre le plan d'austérité annoncé par Carlos Andrés Pérez : 300 morts et 3 000 blessés.

Vendredi 3 mars 1989

Entretien entre François Mitterrand et Jacques Delors, notamment sur l'Union économique et monétaire (état des travaux du Comité) et sur l'Europe sociale : le Conseil économique et social de la Communauté vient de rendre un avis sur les droits sociaux fondamentaux à préserver. La Commission fera des propositions sur la base de ce rapport.

François Mitterrand : Il faut que 1989 nous permette de faire avancer l'Europe sociale. Sans Europe sociale, les citoyens s'éloigneront de cette construction... Et, s'il le faut, sans les Britanniques !

Samedi 4 mars 1989

C'est au tour des enseignants du SNES de manifester à Paris. Regardant le défilé à la télévision, François Mitterrand me dit : Revaloriser la fonction enseignante est une nécessité de survie pour nos sociétés. Si on ne le fait pas, un jour viendra où on n'aura plus personne pour apprendre à lire à nos enfants. Déjà, on a les plus grandes difficultés à recruter des professeurs de mathématiques...

Un peu plus tard : Il est scandaleux qu'on puisse gagner des milliards parce qu'on a appris une information boursière, et qu'on ne gagne que le SMIC quand on apprend à lire aux enfants !

Dimanche 5 mars 1989

A Londres se tient une conférence internationale sur la protection de la couche d'ozone, à l'initiative de Margaret Thatcher. Elle a lieu avant celle de La Haye, convoquée par Michel Rocard. Concurrence !

Horst Teltschik m'appelle : La situation politique intérieure est mauvaise pour le Chancelier ; il est très pessimiste sur les prochaines élections. Il a besoin de l'aide du Président Mitterrand : il souhaiterait qu'il reçoive pendant un quart d'heure le successeur de Franz-Josef Strauss à la tête de la CSU, M. Theo Waigel, qui sera à Paris le 8 mars pour la journée. Le Chancelier voudrait en somme redorer l'image d'un allié en pleine désagrégation. Le Président français s'y prête sans barguigner.

Lundi 6 mars 1989

Déjeuner avec le Président, Dominique Jamet, Jack Lang et Émile Biasini sur la Grande Bibliothèque. Le fait que la propriété de Bercy soit transférée à l'État par le maire de Paris fait pencher la balance en faveur de ce terrain. Dominique Jamet propose que les collections de livres continuent d'arriver à la BN et que la nouvelle Grande Bibliothèque se réduise en somme à une grande salle de lecture et à un dépôt de réserve. Il se fait en cela le porte-parole de l'actuelle direction de la BN, qui vise à faire de la Grande Bibliothèque une simple annexe de l'établissement actuel, rejoignant pour le coup le projet Léotard. Cette proposition, pense le Président, viderait totalement le projet de son ambition initiale.

Reste à fixer la date de la fameuse « césure » déterminant le transfert des collections : 1945 reste à mon sens la meilleure. La Grande Bibliothèque doit également mettre à la disposition du public et des chercheurs les archives audiovisuelles ; il conviendra donc d'articuler le projet avec les multiples vidéothèques existantes.

En fait, je le pressens, l'élite universitaire ne veut pas entendre parler de la « césure », qui dévaloriserait son travail. Elle ne souhaite pas que son matériel de recherche soit « isolé » dans l'ancienne BN. Elle veut être au cœur du nouveau bâtiment, alors qu'au départ mon projet était pour les étudiants de province.

Pierre Mauroy vient redire au Président son effarement devant les pratiques de détournement personnel des fonds de campagne. Il propose un mode de financement public de la vie politique. Les lois de mars 1988 sont insuffisantes : l'actuel financement public ne permet de couvrir que le tiers (40 millions) des dépenses annuelles des partis.

Réunion ministérielle européenne informelle à Séville : la présidence espagnole présente un mémorandum sur les questions sociales. Rien de

contraignant.

Réunion du FMI à Washington : les Sept sont d'accord pour que figure dans le communiqué final la nécessité pour les États-Unis, le Canada et l'Italie de réaliser des réductions supplémentaires de leur déficit budgétaire. Nicholas Brady ne fournit aucune précision sur les mesures que les États-Unis entendent adopter pour respecter cet engagement. La France reçoit un éloge particulier du FMI pour les succès remportés dans sa politique de désinflation compétitive, mais assorti de critiques sur la situation financière de ses régimes sociaux. Dans le domaine des taux de change, les autorités ont cherché à donner un signal « baissier ». Le dollar a légèrement reculé depuis lors, avec l'aide de la Banque centrale du Japon. Néanmoins, il ne faut certainement pas en déduire que le G7 a stabilisé pour longtemps le niveau du dollar !

Les négociations sur les forces conventionnelles en Europe s'ouvrent à Vienne en présence des ministres des Affaires étrangères des vingt-trois pays qui y participent (les seize membres de l'OTAN et les sept du Pacte de Varsovie). Édouard Chevardnadze présente un plan de désarmement en trois phases.

Depuis samedi, violentes émeutes antichinoises au Tibet. Danielle Mitterrand est farouchement déterminée sur ce sujet. Elle voudrait que la France prenne officiellement position contre la Chine. Le Président tente de lui faire admettre certaines nécessités diplomatiques. Peine perdue.

Mardi 7 mars 1989

Petit déjeuner hebdomadaire chez le Premier ministre. Lionel Jospin parle de l'Éducation nationale : Nous sommes à un tournant: ou bien nous allons trouver une issue avec les organisations syndicales, ou bien les différentes oppositions vont se cristalliser et bloquer le projet. Les directions syndicales cherchent plutôt une issue, mais il n'y a pas de solution dans l'enveloppe telle qu'elle est. Il faut au moins 1 ou 2 milliards de plus dès 1989.

Rocard rappelle les sommes considérables déjà engagées. On peut sans doute envisager 500 millions de plus, mais ce sera autant de moins pour la modernisation de l'école.

Louis Mermaz : Il faut le faire. Quant à concilier cela avec la sauvegarde du franc, c'est votre problème.

Pierre Mauroy : Ce n'est pas avec des OS dans l'enseignement que l'on fera une grande réforme !

Jean-Pierre Chevènement : Il vous a peut-être échappé que je n'avais pas voté le plan du PS sur l'Éducation [élaboré par Laurent Fabius en 1987]. Je pense que l'on se trompe sur la revalorisation des salaires des professeurs. Si l'on donne deux, ils demandent dix. Si l'on donne quatre, ils demanderont vingt. Il y a beaucoup de parias en France, et pas seulement dans l'Éducation. Je crois qu'il faudrait avoir des objectifs simples, comme la diminution des effectifs par classe. Il faudrait adopter rapidement une loi d'orientation... et pas simplement d'augmentation des salaires !

Lionel Jospin : Les parlementaires socialistes souhaitent que l'on attende l'automne.

Jean-Pierre Chevènement : C'est une cocotte-minute ; pour le moment, nous sommes assis dessus ! Attention aux positions de faiblesse : je trouve que la tendance générale est beaucoup trop d'essayer de faire plaisir.

Pierre Joxe : Je suis d'accord avec Jean-Pierre Chevènement. Je ne vois pas en quoi le fait d'ajouter 2 milliards va changer quoi que ce soit au problème. Cela affaiblira simplement notre position antérieure (pourquoi ne l'avons-nous pas fait plus tôt si nous pouvions le faire ?) et ultérieure (si nous pouvions en donner deux, pourquoi pas quatre ?). Bien entendu, nous devons être solidaires. Dans quelques années, Lionel Jospin ne sera plus ministre de l'Éducation, et celui qui le sera est sans doute assis autour de cette table...

Pierre Bérégovoy : Je voudrais réagir à l'improviste, puisque je suis saisi à l'improviste. La gauche n'est pas majoritaire dans ce pays. On a gagné en 1988 grâce à la politique menée par Pierre Mauroy et Laurent Fabius depuis 1982. Si nous devions avoir des difficultés économiques, notre capacité à gagner les prochaines élections serait fortement compromise !

Jean-Pierre Chevènement proteste : C'est François Mitterrand qui a gagné les élections ! Pas la politique de rigueur !

Jean Poperen : Il faut quand même ouvrir une perspective. Est-ce que l'on ne peut pas aligner l'augmentation du secteur public sur la croissance ?

Claude Evin : C'est un problème de hiérarchie des valeurs. Quelles sont les valeurs fondamentales dans notre société ? L'éducation, la santé... Peut-on traduire cela avec la grille actuelle de la fonction publique ? Je ne le crois pas.

Louis Mermaz : Il n'y a pas des électoralistes d'un côté, des hommes d'État de l'autre...

Pierre Bérégovoy : Je n'ai jamais dit cela !

Pierre Mauroy : Ce que vous devez faire, ne pas faire, ce que vous devez annoncer, ne pas annoncer, c'est votre problème. [Il s'adresse à Rocard et à Jospin.] Je dois vous dire que votre discours à la télévision, demain, sera sacrément attendu. On ne peut pas gouverner en faisant fi des revendications qui sont celles de notre base électorale. Il faut qu'on imagine, qu'on trouve les mots... [Grands gestes des bras qui battent l'air.]

Lionel Jospin : Il y a sous-estimation, autour de cette table, du retard pris par l'Éducation nationale.

Pierre Bérégovoy : Je ne fais pas de la défense de la monnaie ni de la lutte contre l'inflation un totem. Mais nous sommes dans l'Europe, et soit nous voulons y rester, soit nous voulons en sortir. Il faut que vous sachiez que nous avons d'ores et déjà augmenté les dépenses publiques plus vite que la richesse nationale. Je veux bien que l'on fasse plus pour l'Éducation, à condition, comme l'a dit le Président de la République, qu'aucun budget ne soit tabou.

Michel Rocard : Nous avons fort peu de marge de liberté. Le budget de 1990 sera très difficile. J'ai entendu ici une quinzaine de phrases prononcées comme s'il n'y avait pas déjà eu un effort budgétaire considérable de fait. Si l'on devait partir sur une politique d'austérité, il faudrait changer politiquement beaucoup de choses...

Jean-Louis Bianco me fait remarquer : Le Président va prendre la présidence de l'Europe le 1er juillet prochain et les dossiers ne sont pas prêts ! Rocard néglige la gestion quotidienne des dossiers européens. Édith Cresson ne se passionne guère pour son ministère des Affaires européennes. Les Finances ne se préoccupent que de leur pré carré et mènent une guerre de préséance qui, à leurs yeux, a beaucoup plus d'importance que les conséquences, pour le budget de l'État, de l'unification de la fiscalité sur l'épargne...

Rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Iran (affaire Rushdie).

Décès de Roger-Patrice Pelat. François Mitterrand est effondré, mais il n'en laisse presque rien paraître ; il murmure : C'est la presse qui l'a tué. Ils ont réussi ce que ni les Allemands ni la maladie n'avaient pu faire. C'était mon dernier ami. Je continue de penser qu'il n'a rien fait de mal.

Mercredi 8 mars 1989

Devant le Conseil des ministres vient le projet de loi sur le renforcement des pouvoirs de la COB et les mesures anti-OPA, dont le Président a

demandé le durcissement.

Pierre Arpaillange fait part de son hostilité : C'est un projet élaboré en urgence et sous la pression médiatique ; on est allé trop loin dans le retrait des pouvoirs à la Justice.

Pierre Joxe se plaint une fois de plus de ce qu'il n'a pas été associé et déplore la création d'une nouvelle juridiction, qu'il juge incongrue.

Jean-Pierre Chevènement : Quand est-ce que l'intérêt national est pris en compte ? Ce projet est inspiré par une philosophie libérale qui veut faire de Paris une grande place financière.

Pierre Bérégovoy répond aux uns et aux autres. Il réplique aux premiers que le projet de loi n'a rien d'improvisé : Lors du débat sur la COB, en 1987, à l'Assemblée nationale, j'ai défendu une position très proche de ce projet. Le président du groupe socialiste de l'époque [Pierre Joxe] devrait s'en souvenir... [A Jean-Pierre Chevènement :] Les intérêts nationaux sont pris en compte par le projet de loi, que nous avons récemment débattu, sur les « noyaux durs ».

Michel Rocard soutient Pierre Bérégovoy.

Le Président, dont aucun des commentaires, aucune des demandes n'a été pris en compte dans le projet, s'adresse froidement au Premier ministre : Vous souhaitez donc maintenir le texte en l'état ?

Le Premier ministre : Oui, tout à fait.

Le Président : Cette décision vous appartient ; ce texte suivra donc son cours normal.

Exactement le raisonnement de la cohabitation, mais en pire, en l'absence de toute distance critique. Le Président ne préside plus ; il règne sans projet.

On écoute ensuite une communication sur la politique en matière de droits des femmes.

Instauration de la loi martiale au Tibet. Un génocide en silence.

Lionel Jospin et Michel Rocard se rendent ensemble à la télévision pour défendre leur plan. Mais qu'en reste-t-il ? Nul ne le sait plus très bien.

Jeudi 9 mars 1989

Visite de François Mitterrand à Alger. Conversation banale avec Chadli qui n'est pas, dit-il, très inquiet des grèves qui l'assaillent partout. Pas de rencontre avec Yasser Arafat. On cherche maintenant une date pour un tête-à-tête au Caire.

Grande première : élections libres pour désigner les sénateurs en Pologne.

Vendredi 10 mars 1989

Nicholas Brady développe le plan de réduction de la dette que nous avions élaboré pour le Mexique et que François Mitterrand a exposé en septembre 1988 à l'ONU. Les banques privées doivent abandonner une partie de leurs créances, les États du Nord garantiront le paiement du solde. Le plan devient pour tout le monde le Plan Brady.

En visite à Toulouse, Michel Rocard se fait chahuter par les enseignants. Il m'appelle : Bravo pour Jospin ! Il a tous les milliards qu'il veut, et je me fais bousculer chez lui !

Samedi 11 mars 1989

Sommet international sur la protection de l'atmosphère du globe à La Haye. Beau succès pour Rocard : vingt-trois signatures de chefs d'État. Le texte final est mis au point au cours d'une longue session réunissant toutes les délégations. Les trois Premiers ministres invitants (Michel Rocard, Mme Brundtland, Rudd Lubbers) animent eux-mêmes la journée. Ils obtiennent ainsi un texte vigoureux et novateur qui prévoit pour la première fois la création d'une autorité supranationale pour le contrôle du climat.

Dimanche 12 mars 1989

Le premier tour des élections municipales confirme la stabilité du rapport de forces entre la gauche et la droite depuis les législatives de juin 1988. On relève 30,38 % d'abstentions. La montée des Verts et le score important du Front national dans certaines villes rendent incertaine l'issue du second tour dans de nombreuses municipalités.

Lundi 13 mars 1989

François Mitterrand : La montée des écologistes n'est qu'un épiphénomène. Ces gens-là n'ont aucune idée, aucun projet. Ils sont d'une ignorance crasse, ce sont des ennemis du progrès. Le nucléaire ? Mais rien n'est plus sûr!

Les gens s'éloignent des élections locales. Il faudrait faire élire le maire au suffrage universel, comme le Président de la République.

Le Parti national sud-africain désigne Frederik De Klerk, son nouveau chef, pour remplacer Pieter Botha à la présidence du pays.

Mardi 14 mars 1989

Au petit déjeuner de Matignon, agitation générale devant la poussée des écologistes aux élections de dimanche. On cherche des idées pour faire plus « écolo ».

Michel Rocard : Il faut refuser de ratifier le traité portant sur l'exploitation minière de l'Antarctique.

Pierre Bérégovoy : Pourquoi ne pas municipaliser les sols ?

Jean-Pierre Chevènement : Il faut structurer le champ idéologique !

Rien d'autre n'en sortira... L'opinion, en fait, s'éloigne des partis de gouvernement sans se rapprocher de qui que ce soit d'autre.

Dominique Jamet souhaite maintenant créer, autour de la Grande Bibliothèque, un catalogue national de toutes les publications francophones, et la fusion en un ensemble unique de la BN, de la GB et de toutes les bibliothèques universitaires. Il est chargé de concevoir la nouvelle Grande Bibliothèque, pas de constituer l'illusoire empire de toutes les bibliothèques de France !

François Mitterrand écrit à Pierre Bérégovoy à propos des compagnies d'assurances nationales. Il lui interdit de laisser se privatiser certaines filiales. Les filiales d'assurances à proprement parler doivent continuer à être entièrement contrôlées par leurs maisons mères.

Le projet de René Thomas (BNP) et Jean Peyrelevade (UAP) se trouve ainsi contrecarré.

Mercredi 15 mars 1989

Au conseil des ministres, Édith Cresson rend compte d'une nouvelle discussion à Bruxelles à propos d'Eurêka audiovisuel. Le Président : Il est

tout à fait souhaitable que les pays de l'Est soient associés à cette initiative !

Le Premier ministre rend compte de la conférence de La Haye sur l'environnement. François Mitterrand : Il y a là une novation considérable, la perspective de la création d'une autorité internationale. Cela va beaucoup plus loin que l'ensemble des initiatives prises ces dernières années et ces derniers mois. Bien sûr, si par exemple cette autorité venait à s'en prendre au Brésil, qui détruit une forêt sur laquelle ce pays est souverain, il faudrait qu'elle soit en mesure d'apporter des compensations adéquates. Cette négociation a été conduite par le Premier ministre avec beaucoup d'énergie et je l'ai soutenu dès le premier jour.

Sur les élections municipales, après que Pierre Joxe et Louis Le Pensec ont commenté les résultats du premier tour, le Président : Le fait principal que je relève, c'est que le taux d'abstentions s'accroît, surtout dans les grandes villes. Le vote municipal a tendance à y devenir une abstraction. Il faut donc décentraliser pour personnaliser. Je vous demande d'y réfléchir. Le jour où vous ferez élire les maires au suffrage universel, vous réveillerez l'attention, mais je ne le demande pas aujourd'hui.

Cette élection reste quand même très politique, même si elle l'est un peu moins. On a besoin d'idéologie, c'est-à-dire d'idées à long terme. A Marseille, Vigouroux est apparu comme un homme de sang-froid, qui n'est pas sectaire et exerce un métier qui inspire confiance... A Lyon, on assiste à un rajeunissement à la suite de la gestion vieillotte et maladroite d'une ville éventrée. Bref, le succès d'un homme plus jeune et qui ne manque pas de talent... A Nantes, c'est un homme qui inspire confiance, sympathique, avec une intelligence moderne... Des cas comme ceux-là sont encore trop rares. Il faudrait essayer de les multiplier.

A l'issue du Conseil, Jack Lang me prend à part : Il faut se débarrasser de Jean-Michel Jarre. Jacques, tu ne veux pas le faire ?

Michel Camdessus souhaite annoncer que le FMI ne rompra pas avec les pays qui cessent de rembourser leurs dettes privées.

Lionel Jospin voudrait profiter de la création de la Grande Bibliothèque pour obtenir de nouveaux crédits destinés aux bibliothèques universitaires. Il écrit à ce sujet à François Mitterrand. Il manque 1 500 postes. Le simple rattrapage du niveau européen, voire international, entraînerait la nécessité d'investir en constructions 2,4 milliards sur dix ans. Le budget de fonctionnement global devrait passer de 150 à 600 millions de francs...

Bérégovoy s'obstine, en dépit de la lettre du Président ! Il envoie au Conseil d'État un nouveau projet qui non seulement organise la privatisation de 3 % des filiales des compagnies d'assurances, mais qui, de surcroît, supprime un article de la loi de 1973 interdisant explicitement à toute entreprise privée ou publique de posséder plus de 1 % dans les maisons mères. Ce projet vise à permettre à la BNP de prendre de l'ordre de 5 % du capital de l'UAP, et réciproquement.

Le Président est excédé, mais cède. Il ne gouverne décidément plus avec le même entêtement qu'avant.

Importantes manifestations à Budapest à l'occasion du rétablissement de la fête nationale.

Israël restitue à l'Égypte l'enclave de Taba. Fin d'un contentieux essentiel après Camp David.

Pieter Botha prend ses fonctions.

Le Parlement européen adopte une résolution recommandant que l'on accorde aux ressortissants des pays membres le droit de vote aux élections municipales. François Mitterrand : Voilà une partie du vote des immigrés, que je réclame depuis longtemps.

Jeudi 16 mars 1989

L'ambassadeur soviétique à Kaboul annonce la reprise du pont aérien pour lutter contre l'offensive de la résistance à Jalalabad.

Lionel Jospin conclut enfin un accord sur la revalorisation des carrières avec les seuls syndicats universitaires.

Vendredi 17 mars 1989

Déjeuner avec Pierre Verbrugghe. Comme préfet de police, il se sent capable, me dit-il, de gérer le Bicentenaire. Nous examinons en détail les problèmes de sécurité. Je n'ignore pas que si ça tourne mal, nous en serons, lui et moi, tenus pour responsables.

A nouveau conspué par les enseignants, le Premier ministre écourte sa visite à Besançon.

Jospin a ouvert un grand chantier. Pas encore achevé un grand débat. Ni le Président ni le Premier ministre ne « recadrent » le problème.

Dimanche 19 mars 1989

Le second tour des municipales confirme le succès relatif du Parti socialiste : conquête de trente-cinq villes de plus de vingt mille habitants, dont Nantes, Strasbourg, Orléans, Chambéry et Aix-en-Provence. Les listes RPR de Jacques Chirac à Paris et de Michel Noir à Lyon l'emportent dans tous les arrondissements. Les Verts et le Front national préservent leurs voix du premier tour et entrent dans de nombreux conseils municipaux. Le PS perd Amiens, Laon, Sedan.

Lundi 20 mars 1989

Au golf, François Mitterrand commente les municipales : Vous mettez un peu de Parti socialiste, un peu de société civile, quelques centristes, c'est le cocktail qui gagne ! Mais il doit rester très socialiste...

Les ministres des Affaires étrangères de la CEE autorisent chaque pays à renvoyer en Iran son ambassadeur, rappelé suite à l'affaire Rushdie.

Quelle impatience ! A peine a-t-il reçu l'accord du Président sur les assurances, Pierre Bérégovoy convoque René Thomas et Jean Peyrelevade. Il leur montre un projet de communiqué les autorisant à prendre respectivement 5 % du capital de l'autre, mais sans constituer de holding commune. Ils tombent des nues, ne comprenant pas l'urgence d'une telle décision, même s'ils l'ont demandée. L'un d'eux glisse alors : Si cela ne vous gêne pas, on pourrait aller jusqu'à 8 %... Pierre Bérégovoy : Même 10, si vous voulez ! Ils en restent là.

Incroyable malentendu : l'un et l'autre ont compris que l'État leur donne tout simplement de 5 à 10 % des actions qu'il possède dans ces sociétés, autrement dit qu'il cède à la BNP de 5 à 10 % des actions qu'il possède dans l'UAP, et réciproquement ; et non pas, comme le gouvernement nous l'a dit, qu'il accorde à ces sociétés l'autorisation d'échanger de 5 à 10 % de leurs titres à l'intérieur de l'enveloppe de 25 % non détenue par l'État. Autrement dit encore, alors que le Président a refusé cette proposition, le gouvernement s'apprête, en violation de la loi, à faire baisser la part de l'État dans les maisons mères de 75 à 65 %. Une telle modification conduit à considérer la détention du capital d'une entreprise publique par une autre entreprise publique comme équivalant à sa détention directe par l'État. Le gouvernement Fabius avait d'ailleurs déjà agi de même, dans le silence de la loi de nationalisations, en 1984 et 1985, pour transmettre la propriété de petites banques à de plus grandes.

Le gouvernement invente ainsi une doctrine pour un cas particulier, dans l'improvisation la plus absolue. Toutes les entreprises publiques vont à présent demander à devenir filiales d'entreprises publiques elles-mêmes détenues partiellement par l'État.

De surcroît, dès lors qu'a été refusée la holding commune pour éviter de constituer un monstre ingérable, le rapprochement UAP-BNP devient

d'ordre purement commercial et n'a aucune raison de se traduire par un échange de titres, à moins d'être un prétexte à expulser l'État de ces entreprises.

Il faut qu'un projet de loi interdise cette privatisation indirecte et force l'UAP à prendre la part de son capital qu'elle cède à l'UAP à l'intérieur des 25 % déjà privatisés.

Lionel Jospin promet 18 milliards de francs supplémentaires sur dix ans pour l'Éducation nationale, dont 1,8 milliard dès 1989. Les syndicats applaudissent.

En contrepartie, toujours pas de projet éducatif ni de modification des obligations enseignantes.

Mardi 21 mars 1989

Un exemple du vide idéologique de ce septennat en politique intérieure : lu le projet de texte du Plan qui doit venir demain en Conseil des ministres après six mois de discussions autour de Lionel Stoleru, lequel en a la charge au gouvernement. Le projet est habile, sans drame, mais vide. Il vante le déclin des idéologies, les vertus de la cohabitation, le souci de réalisme et de pragmatisme des Français. Il annonce l'irréversibilité de la libération des capitaux en Europe au 1er juillet 1990, quel que soit l'accord — ou l'absence d'accord — sur la fiscalité de l'épargne. L'État s'engage, promet-il, à réduire chaque année le déficit budgétaire jusqu'en 1992 — mais jusqu'à combien ? Il annonce enfin une baisse de l'impôt sur les sociétés et une hausse des prélèvements sur les ménages. Rien n'est dit ni sur le rôle moteur du secteur public, ni sur le pouvoir des travailleurs au sein de l'entreprise, ni sur ce qui va, à mon sens, devenir un axe essentiel du débat politique : la politique foncière dans les grandes villes. Enfin, les mots « économie mixte » n' y figurent pas. C'est un texte qu'on pourrait, avec gentillesse, qualifier de « social-démocrate », et, avec plus d'exigence, de « conservateur éclairé ».

S'il est difficile de renvoyer la copie au stade actuel — le Premier ministre l'estime excellente et elle figure à l'ordre du jour du Conseil de demain ! —,je suggère au Président de l'assortir au moins d'un commentaire serré en Conseil.

Mercredi 22 mars 1989

Avant le Conseil, devant Michel Rocard, Renaud Denoix de Saint Marc, Jean-Louis Bianco et moi, François Mitterrand constate que l'examen du Plan est inscrit à l'ordre du jour.

Le Président : Le Plan ? C'est bien un peu trop libéral, tout cela !

Le Premier ministre explique la nécessité de programmer l'action pour s'adapter à un univers aléatoire.

Au Conseil, après un exposé de Lionel Stoleru, Jean-Pierre Chevènement souligne combien ce Plan est sous-tendu par une logique libérale. Il répète la formule bien connue de Clemenceau : Le chameau est un cheval dessiné par un comité ! Pierre Joxe se plaint que l'on n'y parle pas assez des questions de sécurité. Michel Rocard se lance alors dans un cours sur l'historique du Plan : La planification dans un univers aléatoire pose un problème compliqué. Nos systèmes de santé et de fonction publique constituent des freins, des goulots d'étranglement pour le développement. Il se dit optimiste pour l'industrie française en ce qui concerne l'électronique, l'automobile, la télévision à haute définition... Ce n'est pas parce que la France accepte le choix contraint d'une économie ouverte que ce Plan est libéral.

Le Président : Je voudrais moi aussi donner mon avis. J'ai lu attentivement ce document, j'ai vu ce qui s'y trouvait et aussi ce qui ne s'y trouvait pas. Naturellement, je serai conduit à insister sur ce qui me paraît contestable. On peut considérer avec faveur, comme le fait le texte, le déclin des idéologies. Il ne faut pas confondre idéologie et sectarisme. Si l'on veut construire une société uniquement sur des éléments préconçus sans connaître la réalité et sans tenir compte des hommes, on va naturellement à la catastrophe. Mais comment imaginer que l'on pourrait conduire la société selon des vues seulement pragmatiques ? Le Plan est fait pour fixer des objectifs. Les objectifs correspondent évidemment à l'idée — pour ne pas dire à l'idéologie — que l'on a sur l'avenir de la société.

Le document fait l'éloge de l'alternance: c'est excellent ; et de la cohabitation : ce l'est moins. Si, en fait, on a pu en tirer quelques signes positifs, au total, ce n'est pas très recommandable...

Sur la fiscalité, il ne faudrait pas que l'on recommande d'accroître les avantages sur les revenus du capital alors que l'on charge encore plus les revenus du travail. On évoque la baisse de l'impôt sur les sociétés, la hausse de l'impôt sur les ménages : c'est peut-être nécessaire, mais il faut éviter de le théoriser.

Par ailleurs, le document prévoit une baisse des impôts et une diminution du déficit budgétaire jusqu'en 1992. C'est peut-être souhaitable — sans doute l'Europe nous y oblige-t-elle —, mais est-il prudent de l'afficher ? Il faut laisser au gouvernement une marge d'action. C'est pourquoi je suis hostile aux lois de programmation. Je sais bien qu'il y a une loi de programmation militaire, que j'ai laissée passer. C'est sans doute une distraction de ma part ! Si on fait des lois de programmation pour tout, vous verrez la liberté qui restera au futur Premier ministre... [Le Président se reprend :] ...au futur et à l'actuel Premier ministre... [Quel lapsus !]

Il faut valoriser davantage le rôle du secteur public en tant que tel, en tant que moteur de l'économie. Il faut parler du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise. Sauf erreur, le document ne comporte rien sur l'économie mixte ; c'est une concession inutile à l'opposition.

Cela dit, le document est bien fait et comporte beaucoup d'acquis positifs. A bref délai, tout sera dominé par le Grand Marché. Nous avons besoin d'une véritable mobilisation, car c'est bien l'équivalent d'une guerre qu'il s'agit de mener. Il faut d'ailleurs renforcer notre armature de décision dans ce domaine européen.

Puis le Président parle de l'investissement : Au cours des quatre années qui viennent, il est nécessaire que la France se mobilise afin de préparer le Grand Marché européen et que les Français — tous les Français — en retirent les meilleurs avantages. Le projet de Plan 1989-1992 place à juste titre l'investissement sous toutes ses formes au centre de notre stratégie. Comme je l'indiquais dans ma Lettre à tous les Français, c'est en effet par l'investissement industriel, par l'investissement social, par l'investissement dans la recherche, par l'investissement éducatif dans la formation des hommes que la France gagnera.

La modernisation de notre économie est liée au développement du dialogue social dans l'entreprise, à l'évolution harmonieuse des revenus salariaux et non salariaux, à la préservation des acquis sociaux ainsi qu'au refus de l'exclusion. Cet esprit de justice et de progrès devra guider le gouvernement dans les aménagements qui seront apportés à notre fiscalité d'ici à 1993. La modernisation de notre économie ne va pas encore assez de pair avec le développement du dialogue social. Certes, il y a des revendications purement salariales qui sont exagérées ; mais, jusqu'ici, on n'a pas tout à fait trouvé le bon mode de négociation, en dépit des efforts du gouvernement qui, de ce point de vue, mérite des éloges.

Au total, je ne voudrais pas que mes propos apparaissent comme une critique excessive. Il me semble qu'un certain — comment dit-on ? — « recentrage » serait nécessaire. Pas dans le sens où vous l'entendez, mais dans le sens du vote majoritaire des Français !

François Mitterrand est ici bien plus à gauche que son gouvernement. Rien, naturellement, ne s'ensuivra.

Une Convention sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux est approuvée par les délégations de cent quinze pays réunies depuis le 20 mars à Bâle. Contrairement au souhait de nombreux Etats africains, les exportations de déchets du Nord vers le Sud ne sont pas interdites, mais elles seront strictement contrôlées. En principe.

Mohammed Ershad, président du Bangladesh, est en visite d'État en France. Il s'entretient avec François Mitterrand du projet lancé en vue de maîtriser les inondations. Il est demandeur, mais n'a évidemment pas le premier franc pour réaliser les études nécessaires.

Robert Lion a réuni des banquiers et industriels du monde entier, avant le Sommet de l'Arche, en une sorte de « pré-Sommet ». Il rend compte de ses conclusions au Président. D'après celles-ci, l'économie des pays développés se porte plutôt bien, en dépit du chômage qui en affecte certains. L' inflation refait surface et de grands déséquilibres subsistent dans les balances des paiements. Mais il convient de ne pas combattre l'inflation de manière brutale, ce qui casserait la croissance. Il faut éviter en particulier de recourir à une hausse trop brutale des taux d'intérêt. Le forum recommande notamment une politique coordonnée des taux de change qui devrait s'élargir au-delà des Sept ; des actions assurant la transparence des transactions et la lutte contre les opérations financières illicites (argent de la drogue et spéculation pure). En ce qui concerne le Tiers-Monde, la situation est jugée mauvaise, surtout en Afrique, qui « décroche » et est en voie de marginalisation. Dans le domaine des relations avec l'Est, dont chacun souhaite une rapide intensification, le thème principal est qu'il faut les normaliser, donc les nouer davantage entre entreprises, et moins entre gouvernements. Des avis plutôt sceptiques ont été formulés sur la probabilité d'un redressement économique, voire du succès des réformes économiques entreprises en URSS.

Banquiers et industriels recommandent en outre le développement et un meilleur entretien des grandes infrastructures internationales qui, en Europe, en Amérique du Nord, etc., assurent la vitalité des échanges. Le tunnel sous la Manche, pris en charge par l'initiative privée, tient lieu de référence. Les participants ont évoqué les TGV transeuropéens, les aéroports, les télécommunications. Ces grands projets, de même que la protection de l'environnement, peuvent constituer un élément nouveau de relance de la coopération internationale et de l'investissement.

Véronique Colucci, qui a repris le flambeau de Michel, me transmet le bilan du quatrième hiver des Restos du Cœur. De plus en plus de bénévoles, où se retrouvent lycéens et personnes du troisième âge, chômeurs ou cadres en fin de droits et mères de famille... 9 000 de ces bénévoles ont servi 25 millions de repas, soit 275 000 par jour dans 925 « restos », avec 17 000 tonnes d'aliments. Grâce au vote de la « loi Coluche », le nombre de donateurs a augmenté de 50 % et les recettes se montent à 90 millions de francs, dont 26 provenant du public, le reste de la Communauté européenne et du ministère des Affaires sociales. La création du RMI n'a rien changé, car les gens, dans l'ensemble, ne connaissent pas encore leurs droits. Les « restos » vont fermer jusqu'au début de l'hiver prochain. Ils sont devenus une nécessité, malheureusement.

Jeudi 23 mars 1989

Vu Pedro Aspe, ministre mexicain des Finances. Il attend beaucoup du Sommet de l'Arche. Sans réduction de sa dette, son pays risque d'être bientôt à feu et à sang.

Avant la présidence française de la Communauté, en juillet, réunion, en présence de Michel Rocard et de Jacques Delors, sur le thème de l'Europe sociale. Pour Delors, l'affrontement avec Margaret Thatcher est inévitable, car elle a choisi d'ignorer une grande partie de l'Acte unique. Il conseille de choisir trois domaines bien délimités :

- l'adoption d'une « Charte des droits sociaux » sous forme d'une déclaration solennelle ;
- l'orientation des financements communautaires vers l'insertion des jeunes ;
- privilégier les thèmes du dialogue social, du droit à la formation permanente.

Il recommande de ne pas retenir trop de thèmes si on veut obtenir des résultats concrets.

Par Jean-Pierre Soisson, j'ai un compte rendu du petit déjeuner qui a réuni ce matin autour de Michel Rocard les ministres d'« ouverture ». Le Premier ministre leur a dit : J'ai perçu les propos du Président sur le Plan comme un avertissement. J'ai bien entendu l'avertissement et j'en tiendrai compte. Nous ne devons pas nous couper des forces de gauche.

François Mitterrand reçoit dix-huit ministres latino-américains pour faire le point sur le plan de réduction de la dette qu'il a présenté à l'ONU en septembre dernier.

Le Président à un ami de province : En politique on n'a pas souvent l'occasion de rire. Les Français ont décidé de rajeunir la classe politique: ils l'ont fait au bon moment, disons pas trop tard, mais surtout pas trop tôt... Du coup, M. Giscard d'Estaing voit ses rêves s'écrouler. Il a pris un coup de vieux. M. Chirac, c'est pareil...

Vous imaginez une tête de liste Giscard-Balladur ? Les publicitaires pourraient s'en donner à cœur joie ! Ce ne serait pas un « ticket choc »... Au Bêbête-show, ils pourraient dire : « C'est un ticket vioque ou un ticket toc... »

Slobodan Milosevic met fin à l'autonomie de deux provinces de Serbie, la Voïvodine et le Kosovo.

Roland Dumas rencontrera Yasser Arafat à Alger. Ils évoquent l'idée d'une prochaine rencontre entre François Mitterrand et le chef de l'OLP à Paris.

Vendredi 24 mars 1989

Au sein de l'État et des entreprises publiques, la bataille sur le « ni-ni » fait rage. Transférer des titres d'une entreprise publique détenus par l'État à une autre entreprise publique, est-ce privatiser ? Non, dit l'article 28 de la loi de nationalisations de 1982. Ce texte a permis au gouvernement d'apporter à une banque nationalisée ou à une autre entreprise publique les actions dont l'État avait acquis la propriété à la suite de la nationalisation. De très nombreux apports de titres ont été ainsi consentis par l'État de 1982 à 1986. L'exemple le plus net est celui de la compagnie financière du CIC, dont l'État ne possède plus directement aujourd'hui que 49 % du capital, du fait de l'acquisition de 34 % de ce même capital par le GAN. L'État et le GAN détenant ensemble 83 % du capital du CIC, personne ne conteste néanmoins au CIC son caractère de groupe nationalisé.

S'agissant des entreprises industrielles nationalisées, l'État avait fait entrer dans leur capital, en 1982, la société française de participations industrielles (SFPI), créée pour permettre l'apport de fonds propres à ces entreprises par cinq banques nationales. Ainsi, au 1er janvier 1986, l'État ne détenait plus que 69 % du capital de Saint-Gobain. A l'heure actuelle, Rhône-Poulenc n'est plus détenu qu'à 67 % par l'État, alors même qu'aucune mesure de privatisation n'est intervenue pour cette entreprise entre 1986 et 1988. S'agissant d'Elf-Aquitaine, l'État ne détient directement aucune participation ; c'est par l'intermédiaire d'une société publique, ERAP, que l'État contrôle 51 % de la SNEA. Nul ne conteste pour autant l'appartenance de la SNEA au secteur public.

La dilution du rôle de l'État a ainsi commencé, ce que la loi de 1982 autorisait pour les banques, mais nullement pour les assurances. Le permettre pour les assurances ne serait donc en rien une nouveauté.

Dimanche 26 mars 1989

En URSS, premier tour des élections au Congrès des députés du peuple. Boris Eltsine obtient 85 % des voix à Moscou.

Yasser Arafat est nommé Président de l'« État palestinien ».

Lundi 27 mars 1989

Le Président : J'ai réfléchi. Je rencontrerai bientôt Arafat, mais à Paris. Autant affronter cela de face. Il faut trouver une date. Et ne pas se laisser impressionner par les extrémistes des deux bords...

Mardi 28 mars 1989

J'avoue ne pas voir où la BNP va prendre la part de son capital qu'elle va céder à l'UAP, sauf à privatiser de 5 à 10 % de son capital en application de la loi... de privatisations de 1986 ! Tout cela paraît bien improvisé. Si la BNP et l'UAP se regroupent, cela donnera un ensemble qui échappera bientôt à toute logique financière et publique. L'explosion du marché financier à Paris est sans limite. Tendance dangereuse. Il ne servirait à rien à l'État d'être actionnaire d'entreprises plus puissantes que lui.

L'affaire vient demain en Conseil des ministres.

A Téhéran, l'ayatollah Ali Montazeri, successeur désigné de Khomeyni, est démis de ses fonctions par le chef de la Révolution : il a récemment dressé un bilan plutôt sombre des dix années de République islamique.

Mercredi 29 mars 1989

Au Conseil des ministres vient enfin le projet de réforme du code des assurances :

Le Président : Je n'attends du gouvernement aucune forme nouvelle de privatisation des assurances...

En ce qui concerne le rapprochement entre la BNP et l'UAP, je recommande la prudence. Il y a là un rêve de mariage qui n'est pas interdit, mais qui mérite un examen approfondi. [Le Président redoute la constitution d'un mastodonte qui échapperait à toute influence du pouvoir politique.]

Après l'exposé de Roland Dumas sur la politique étrangère, le Président : A propos de ma rencontre éventuelle avec Arafat, dès la tenue du Conseil national palestinien d'Alger, j'avais indiqué qu'il n'était pas question de reconnaître l'État palestinien, qui ne dispose ni de territoire ni de gouvernement, mais que les décisions prises allaient dans le bon sens ; on pouvait donc élever le niveau de la représentation palestinienne à Paris et il n'y avait dès lors aucune objection de principe à ce que je reçoive Arafat. En dehors des pays de l'Est et des pays arabes, il a été reçu par le pape, le Roi d'Espagne, le Premier ministre espagnol, les dirigeants grecs, autrichiens, et j'en passe. Les États-Unis ont eux aussi entamé un dialogue public avec l'OLP. En vertu de quels principes la France devrait-elle connaître un sort particulier ? Le gouvernement israélien semble le prendre de haut. Jusqu'à nouvel ordre, je n'ai pas adhéré à l'extrême droite du Likoud ! Aussi ami soit-on d'Israël, et je le suis, la France ne prend pas ses ordres d'Israël. Moubarak, Chadli, Ben Ali m'ont proposé de rencontrer Arafat dans leur capitale ; je trouve plus digne d'engager directement la discussion en France. La date reste à déterminer. Bien entendu, je lui ferai connaître la position de la France sans aucune complaisance, y compris sur le terrorisme.

Pierre Joxe présente le projet de modification de la loi Pasqua. Dans sa communication, il ne tient pas totalement compte des arbitrages rendus par le Président qui le corrige :

Le Président : Il y a des idées simples. L'immigration clandestine est interdite. Il ne doit donc pas y en avoir. Cela n'empêche pas qu'il y a toujours des clandestins. Les clandestins doivent être expulsés, mais dans le respect des droits de l'homme, et en leur accordant une possibilité de recours. Il y a, d'autre part, les étrangers en situation régulière, qui doivent disposer de toutes les garanties de recours nécessaires. Il y a enfin le cas de menaces graves à l'ordre public. Cela ne peut être que tout à fait exceptionnel, et cela doit être probablement examiné au niveau du ministre ou de son cabinet. Je ne prône pas la complaisance ou le laxisme, comme disent nos adversaires, mais nous avons des principes à défendre. Il faut en avoir le courage, et même la fierté.

L'entrée du Louvre par la Pyramide de Ming Pei est inaugurée par François Mitterrand. Je pense à Jean Riboud, qui a présenté Ming Pei à François Mitterrand et qui est à l'origine de ce chef-d'œuvre.

Jeudi 30 mars 1989

Les accords du Louvre sont caducs. Édouard Balladur en était si fier, lui qui était censé stabiliser le dollar ! Or le dollar explose à la hausse.

Rencontre entre le Président et Ciriaco De Mita à Taormina. Examen approfondi des dossiers communautaires dans la perspective du Conseil de Madrid. Une attention particulière est portée à la question de l'Union économique et monétaire. Il est convenu que les thèmes de l'endettement et de l'environnement seront les priorités du prochain Sommet de l'Arche. De Mita annonce que l'Italie est désormais prête à participer au projet de télévision haute définition en Europe. Le Président regrette qu'à conditions égales Italtel ait choisi ATT de préférence à des partenaires européens dans le secteur des télécommunications. De Mita répond que les offres américaines étaient plus intéressantes, notamment dans le domaine de la gestion. Il manifeste un grand intérêt pour l'initiative sur la Méditerranée occidentale. Il encourage le Président à poursuivre dans cette voie et offre d'en accueillir les manifestations à Rome.

De Mita rappelle la demande d'extradition adressée à la France par l'Italie visant deux ressortissants italiens, Enrico Villimburgo et Giovanni Alimonti, recherchés, dit-il, pour participation à l'assassinat de son conseiller pour les Affaires constitutionnelles en avril 1988. Il s'étonne que les intéressés aient fait la veille, selon lui, l'objet d'une mesure de mise en liberté surveillée, alors que la chambre d'accusation avait émis un avis favorable à leur extradition. Après avoir rappelé la doctrine de la France en la matière, le Président — qui n'est pas informé de cette affaire — indique qu'il ne voit pas de raison de ne pas donner une suite favorable à cette demande.

(En fait, il apprend en rentrant que Giovanni Alimonti et Enrico Villimburgo ont été présentés à tort, en Italie, comme les auteurs de l'assassinat du sénateur Ruffili, commis le 16 avril 1988. Villimburgo n'a jamais été soupçonné de ce crime ; Alimonti, qui a été vu par plusieurs personnes à Paris au jour et à l'heure du crime, a été lavé de tout soupçon. D'ailleurs, l'autorité judiciaire italienne elle-même a officiellement révoqué le mandat émis initialement à son encontre et, par conséquent, retiré purement et simplement sa demande d'extradition !)

Au cours de sa conférence de presse, le Président expose les priorités pour la présidence française : Union économique et monétaire, Europe sociale, Europe audiovisuelle, environnement.

On lui demande : Comment surmonter l'hostilité du Royaume-Uni à la Banque centrale européenne ?

Le Président : Il suffit de dire non.

Vendredi 31 mars 1989

Rencontre à Washington avec Brent Scowcroft, conseiller pour la Sécurité du nouveau Président Bush. Un de ces rendez-vous devenus réguliers avec celui qui est mon... septième interlocuteur dans ce même bureau. Le général est un professionnel calme, raisonnable, spécialiste des questions stratégiques, mais qui, à la différence de ses prédécesseurs, ne refuse pas de prendre parti sur l'économie.

La dette de l'Amérique latine est pour lui un problème majeur. Tous les calculs montrent que les solutions seront beaucoup plus onéreuses qu'on ne le pensait. Les banques ne peuvent à la fois accepter des rééchelonnements et fournir de la fresh money. Le plan actuel ne dit pas où ni comment trouver l'argent. De toute manière, les besoins seront tels qu'il fauura avoir conjointement recours au financement des banques, au Japon et aux DTS. Après une critique de la gestion des années Reagan, le général Scowcroft se montre assez pessimiste sur les pays justiciables de programmes de réduction de la dette. Seuls seraient finalement agréés, à son avis, le Mexique et le Venezuela. Les situations intérieures (élections, limitations des pouvoirs exécutifs) paraissent lui faire écarter les cas « désespérés » du Brésil et de l'Argentine. Il reconnaît cependant que l'accumulation de ces dettes ingérables n'est pas seulement la conséquence d'une mauvaise gestion ; il évoque à cet égard les « erreurs » passées des États-Unis : recyclage forcené des pétrodollars, sous-évaluation suivie d'une envolée du dollar, montée des taux d'intérêt, baisse des matières premières, etc.

Concernant le déficit budgétaire, le Président Bush est tenu — au moins pour cette année — par ses engagements de dépenses. Dès 1989-1990, promet Scowcroft, ce déficit sera pourtant contenu et réduit grâce à des économies. En premier lieu en matière de défense : restrictions sur le programme IDS, qui restera strictement un programme de recherche, critiquable du point de vue de la stratégie nucléaire mais qui peut avoir, pour certains pays amis, des retombées utiles afin de se préserver de la prolifération balistique et chimique. Le Stealth — l'« avion invisible » — est une technologie intéressante pour d'autres applications, même si certaines économies provoqueront quelques retards dans son développement. Surtout, d'amples économies peuvent être faites en matière de rationalisation et de contrôle de gestion des dépenses de défense.

L'amélioration de l'environnement est une priorité du Président Bush. Il accepte que ce soit un des thèmes majeurs du Sommet de l'Arche, dans la foulée des réunions de Londres et de La Haye. Il s'interroge sur l'opportunité d'une autorité internationale dotée de pouvoirs de sanction.

A propos des forces nucléaires à courte portée, le général Scowcroft se montre fort critique sur l'attitude de l'Europe — l'Allemagne en particulier-qui vient de se déclarer hostile à ces armes américaines. Margaret Thatcher, me dit-il, aurait écrit une lettre furieuse à Kohl à ce sujet. Elle lui aurait exposé qu'elle n'avait jamais vu remporter des élections en s'alignant sur les positions de son adversaire... Scowcroft est d'accord avec elle. L'engagement américain dans la défense de l'Europe repose sur ces armes (présentées comme partie d'un système de dissuasion) ; toute mise en question, à travers les débats sur leur modernisation ou les dates de leur déploiement, constitue un risque d'acceptation d'une troisième option zéro. Il n'estime pas possible aujourd'hui que les États-Unis souscrivent à un engagement de défense de l'Europe par l'implication de leurs systèmes centraux (ils ne risqueront pas Chicago pour protéger Hambourg). Il ne croit pas que les Allemands puissent jouer avec l'idée d'une troisième option zéro. Pour lui, la présence des armes nucléaires américaines à courte portée en Europe est nécessaire à l'engagement américain sur le continent.

C'est la première fois qu'un responsable américain me dit aussi franchement ce que nous redoutons depuis longtemps. La nouvelle administration sera plus brutale encore que la précédente.

L'Alliance atlantique est pour lui un sujet de vive inquiétude. Son avenir et sa finalité ne doivent-ils pas être réexaminés à la lumière des derniers développements en URSS, de leur perception en Europe occidentale, des consé— quences d'une telle perception sur l'attitude du Congrès américain ? L'administration Bush s'apprête à résister à toutes les velléités et propositions de rapatriement des forces américaines déployées de par le monde. Il n'empêche que les pressions seront d'autant plus fortes que les motivations budgétaires (fondées ou non) se feront plus insistantes.

Michel Rocard réunit Pierre Bérégovoy et Michel Charasse pour « cadrer » la préparation du budget 1990. En ce qui concerne le déficit budgétaire, Rocard préférerait 95 milliards aux 90 proposés par Pierre Bérégovoy. Celui-ci fait d'une nette réduction du déficit une question de principe, car la dette publique obère l'avenir. Il irait même, pour cela, jusqu'à sacrifier une partie des allégements fiscaux.

Le budget 1990 est crucial : soit il prolonge celui de 1989, et sacrifie l'investissement à la paix sociale avec les fonctionnaires, soit il mobilise les forces vives du pays pour remporter la bataille économique et politique des élections de 1993.

Accord entre Paris et Ottawa sur les droits de pêche au large de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

La hausse du dollar se poursuit : 6,39 francs.

Samedi 1er avril 1989

Je déjeune à Mexico avec le nouveau président Carlos Salinas, que je connais depuis bientôt dix ans. La dette extérieure du pays obère toute avancée politique vers la démocratie qu'il veut créer ici. Il me raconte ses premiers contacts avec l'administration Bush. Un responsable du Trésor américain lui a proposé de régler le cas mexicain en douceur, d'État à État ; Washington a même offert 7 milliards de dollars de crédit sur trois ans. Il a refusé : la réduction de la dette devra se faire sur des bases multilatérales.

A 15 h 30, je quitte Mexico pour être de retour ce soir à Washington.

Dimanche 2 avril 1989

Réunion du groupe des Sept à Washington pour enrayer la hausse du dollar et soutenir les initiatives en faveur de l'allégement de la dette des pays en voie de développement. La réunion adopte le plan dit « Brady ». Les Britanniques ne souhaitent pas faire garantir par les gouvernements les prêts des banques privées. Les États-Unis et la France l'imposent : si le Tiers-Monde ne paie pas, ce sont les contribuables qui paieront. Le Mexique recevra 4 milliards de dollars : c'est la première opération légale de dévalorisation de la dette. En fait, derrière ce prêt accordé au Mexique, il y a une garantie aux banques occidentales, surtout américaines, très engagées vis-à-vis de ce pays.

En somme, si vous voulez bénéficier du soutien de l'Amérique, empruntez-beaucoup à ses banques !

Mikhaïl Gorbatchev, en visite officielle à Cuba, redéfinit la politique soviétique à l'égard de l'Amérique centrale. Avec Fidel Castro, le caractère fraternel et indestructible de l'amitié entre l'URSS et Cuba est réaffirmé, de même que le droit de chaque pays à défendre sa conception du socialisme.

Lundi 3 avril 1989

Auditions par le CSA des candidats au satellite TDF 1.

La rencontre Arafat-Mitterrand aura lieu très bientôt à Paris. Reste à en fixer la date exacte. Du côté de l'OLP, on en attend un maximum d'échos médiatiques avec un minimum de contenu politique (c'est ce qu'Ibrahim Souss appelle la formule espagnole). Entre la conception de l'OLP et la nôtre, il y a un malentendu qu'il importe de dissiper rapidement. Nous ne devons pas laisser croire que l'annonce de cette rencontre réglera tout, et que le reste relèvera de la routine protocolaire.

Faut-il qu'elle ait lieu tout de suite ? Ibrahim Souss marque une légère préférence pour le second semestre. D'autres inclinent à l'immédiat. Le Président souhaite qu'elle se produise au plus tôt : Nous risquons de perdre notre faible avance, alors que les Américains s'engagent sérieusement et de façon intelligemment pragmatique (à la Kissinger) dans le dialogue avec l'OLP, que Mme Thatcher se place pour n'être pas en reste, que Moubarak, Shamir et Hussein seront à Washington dans la première quinzaine d'avril. Nous risquons de diluer ce qu'il y a de fort dans notre position dans ce qui pourrait être confusément perçu comme une initiative européenne sous présidence française (alors qu'il y aura place pour d'autres mesures utiles de la part des Douze au second semestre). Pour désarmer les critiques, il faut que la visite soit bien comprise pour ce qu'elle est : non pas un coup de pouce gratuit à la légitimation internationale de Yasser Arafat, mais une contribution réelle à l'instauration du dialogue et de la confiance entre Palestiniens et Israéliens. Nous ne saurions exiger de Yasser Arafat plus qu'il ne peut donner. Mais nous sommes en droit d'attendre de lui qu'il accomplisse à Paris un pas nouveau qui aille dans le sens souhaité. Il faut qu'il fasse un pas sur la conférence internationale, les élections libres dans les Territoires, la reconnaissance du droit légitime du peuple juif à avoir un État en Israël, la flexibilité sur la notion de droit au retour pour les Palestiniens.

Craignant qu'à trop attendre le climat ne fasse que se dégrader, Roland Dumas penche également pour une visite rapide. Il considère qu'Arafat pourrait faire à Paris un pas en avant en déclarant qu'il est favorable au principe des élections, mais que leurs modalités restent à négocier.

Deux avocats parisiens, Me Irène Terrel et Me Jean-Jacques de Felice, protestent contre la présentation qui a été faite par la presse italienne de la remise en liberté de leurs clients par la cour d'appel de Paris. En réalité, Giovanni Alimonti et Enrico Villimburgo font partie de ces quelques centaines d'Italiens réfugiés qui mènent dans notre pays une vie paisible et dont la France, depuis près de dix ans, a toujours refusé l'extradition.

Le Président : C'est assez grave. Si c'est vrai, on m'aurait donc trompé à Taormina.

Alors que de très violents duels d'artillerie se poursuivent depuis trois semaines entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth, François Mitterrand en Bavière, où il rencontre le Chancelier Kohl, en appelle à la conscience universelle et le gouvernement français décide de proposer aux autorités libanaises une assistance médicale et humanitaire pour les populations victimes des affrontements.

Repli du dollar, qui avait atteint 1,89 Deutsche Mark, 132 yens et 6,39 francs le 31 mars à Paris.

Les ministres des Finances du G7 se prononcent en faveur de l'allégement de la dette.

Jack Lang propose au Président de nommer Dominique Perrault dans le jury pour la Grande Bibliothèque. Le président préférerait le voir concourir. Il me dit vouloir que la Grande Bibliothèque soit un « cloître ».

Mercredi 5 avril 1989

Le Conseil des ministres est annulé et reporté au mercredi 12, sans raison particulière.

Pierre Bérégovoy propose d'envoyer une note à l'intention de la Commission de Bruxelles sur l'harmonisation de la TVA. Il doit être clair que la France, contrairement aux Britanniques, souhaite cette harmonisation. Mais elle refuse le mécanisme de compensation de la Commission et propose un système alternatif supprimant les frontières fiscales. Il en coûterait de 30 à 48 milliards de francs. Ce système alternatif maintiendrait la taxation zéro à l'exportation. La Commission, elle, fait de sa suppression une question de principe, alors que la majorité des États y est opposée.

En Pologne, accord « historique » entre le pouvoir et Solidarité, prévoyant la légalisation du syndicat, l'entrée de l'opposition au Parlement et la démocratisation des institutions.

Gorbatchev, en voyage en Grande-Bretagne, met en garde les pays de l'OTAN contre une décision de modernisation des armes nucléaires à courte portée en Europe. Washington et Londres restent partisans de cette modernisation. Bonn demande la réduction du nombre de ces armes, malgré les menaces américaines de retrait des forces.

Réunion ministérielle du GATT à Genève. Toujours la question agricole qui bloque tout progrès.

Jeudi 6 avril 1989

Six RPR, dont Philippe Séguin, Michel Noir et Alain Carignon, trois PR et trois UDC, dont Bernard Bosson et Dominique Baudis, se présentent comme les « rénovateurs » de la droite. Ils annoncent leur intention de conduire une liste aux élections européennes.

Itzhak Shamir présente à George Bush son projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza, qui permettraient de désigner les représentants palestiniens à des négociations portant d'abord sur un régime d'autonomie provisoire, puis sur le statut définitif des territoires occupés. Ces propositions sont jugées très encourageantes à Washington, mais rejetées par l'OLP, qui n'y voit rien qui conduise à un État palestinien.

Vendredi 7 avril 1989

Réunion des sherpas, cette fois à Saint-Martin, île à demi française en terre d'Amérique. Dans la foulée des réunions du comité intérimaire du FMI et du G7, beaucoup souhaitaient se réunir à Washington, ce dont je ne voulais à aucun prix sous présidence française.

Cette seconde réunion de sherpas fait directement suite aux conférences monétaires de Washington, aux travaux du comité intérimaire du FMI et à la réunion des ministres des Finances des Sept, auxquels tous ont assisté. Partout il a fallu se battre pour restaurer une concertation qui puisse en imposer aux marchés.

Samedi 8 avril 1989

Nous entrons entre sherpas dans les détails d'application du plan Brady. Allemands et Britanniques entendent le bloquer. Les Allemands réclament une modification de la législation bancaire américaine en échange de l'acceptation du plan. Ce qui implique un vote du Congrès : impossible !

Longue discussion sur la dette. Faut-il fixer un minimum de décote ? Combien d'annuités de service d'intérêts peuvent être garanties ? Les Britanniques sont toujours contre.

Accord du GATT conclu hier à Genève : les États-Unis acceptent le gel des subventions. L'accord conclu, esquissant un programme de travail pour la fin de l'Uruguay Round sur les sujets sensibles (agriculture, propriété industrielle, textile), donne à penser que le commerce ne sera pas un sujet de conflit le 14 Juillet prochain. Cependant, il faut se garder de tout optimisme excessif : si les Américains se sont montrés si conciliants à Genève (renonçant en particulier à leurs exigences agricoles traditionnelles), c'est qu'ils s'apprêtent à déclencher des mesures de protectionnisme unilatérales contre certains pays, tels le Japon et la RFA, sur la base d'une législation nouvelle dite « Super 301 ». Le Sommet pourrait alors

devenir le lieu d'une confrontation féroce à propos du protectionnisme américain, lancée en particulier par les Japonais, trop heureux, une fois n'est pas coutume, d'apparaître comme victimes, et non comme agresseurs !

Le général Jaruzelski vient de reconnaître Solidarnosc. L'Ouest doit donc répondre par un effort d'aide accru. Les Britanniques y sont opposés. La RFA est pour, mais les Polonais n'aiment guère les Allemands. La France y est elle aussi favorable. Les États-Unis restent prudents, refusant toute aide qui dérogerait aux règles internationales.

Dimanche 9 avril 1989

Pêche au gros à Saint-Martin de 4 à 9 heures du matin. Le sherpa américain est un passionné. Le Japonais, digne, monte à bord. Il est malade au bout de dix minutes. Le pêcheur professionnel qui nous accompagne parvient à faire croire à l'Américain qu'il a remonté seul un thon de 250 livres. Photos. Le Japonais se fera remplacer pour la matinée par l'un de ses innombrables assistants.

Retour en réunion. Sur la dette des pays dits intermédiaires, longue discussion très technique. Comme nous, les Américains veulent arriver à une réduction de la dette par la création d'un fonds de garantie des intérêts, mais ils s'emploient par mille moyens techniques (le nombre d'années de garantie, la progressivité des garanties, la couverture du principal, le refus des DTS) à en minimiser la portée afin que cet accord ne soit appliqué avant le 14 Juillet qu'à un petit pays comme l'Uruguay. Nous obtenons que soit organisée à partir de la semaine prochaine une série de réunions des directeurs du Trésor des Sept, d'abord avec le FMI, puis avec les banques privées, pour faire avancer le dossier d'ensemble avant le 15 mai et la prochaine réunion des sherpas. Je voudrais parvenir à un accord avec application dès juillet à quatre pays : Maroc, Mexique, Égypte, Pologne. Encore cela n'est-il qu'un aspect technique d'un plan plus vaste visant à créer un Fonds de garantie des intérêts de la dette réduite. Les Britanniques n'assisteront pas à ces réunions et je crains qu'ils ne réussissent à empêcher l'accord sur le financement du Fonds de garantie par les DTS.

On passe à la lutte contre les catastrophes naturelles. Contre la désertification du Sahel est annoncée la création de l'Observatoire du Sahara. Pour la maîtrise des inondations au Bangladesh, mention sera faite dans le communiqué de l'importance du problème, de l'urgence de lancer les travaux, de l'accord pour les confier à la Banque mondiale, qui organisera en octobre une conférence des donateurs afin de financer ce projet. Les Britanniques, toujours à l'affût d'une récupération, souhaitent organiser cette conférence à Londres. Je n'y vois pas d'obstacle pourvu que le lancement politique des travaux soit acquis à l'Arche. Il le sera : nous aurons là une magnifique réussite — peut-être la plus concrète de ce Sommet.

Sur proposition allemande, il y aura une déclaration politique sur l'importance des droits de l'homme à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française.

Il est encore trop tôt pour savoir quels seront par ailleurs les sujets d'actualité politique. Il est clair que les Américains sont des plus méfiants vis-à-vis de l'évolution à l'Est et souhaitent faire partager leur méfiance.

Juste après la réunion, le secrétaire général de la Présidence du Mexique, José Córdoba, vient de Mexico déjeuner avec moi à Saint-Martin pour prendre connaissance du résultat des négociations, si vitales pour son pays. J'ai l'air malin : il m'apprend que la banque qui mène la fronde des banques occidentales contre toute réduction de la dette mexicaine est... la Société Générale ! Le directeur du Trésor, Jean-Claude Trichet, en parlera à Marc Vienot, président de la Générale.

Septième semaine de grève des fonctionnaires en Corse.

Mardi 11 avril 1989

Bien joué : Bernard Kouchner est à Beyrouth. Après de difficiles négociations avec les alliés libanais de la Syrie, il parvient à faire accepter l'aide française, destinée à tous les Libanais, pour sauver ce qui peut l'être dans ce pays sous tutelle syrienne, déchiré chaque jour davantage par dix guerres civiles à répétition, incapable d'élire un président. Il se tient en liaison constante avec Roland Dumas qui a tenu à ce que l'aide soit répartie de façon équilibrée entre musulmans et chrétiens.

Mercredi 12 avril 1989

Au Conseil des ministres, à propos de la directive communautaire sur l'Europe audiovisuelle, Michel Rocard indique que, d'accord avec le Président, il pense qu'on ne peut obtenir un meilleur compromis pour protéger la création française. Le remettre en cause équivaudrait à reculer.

Le Président : C'est un sujet très délicat. Sur le fond, les créateurs ont raison ; en pratique, ils ont tort. Ce n'est pas là une décision nationale, mais une négociation à Douze dans laquelle la France est très isolée. Nous ne pouvons pas imposer en toutes circonstances notre volonté. Si nous opposions notre veto, alors rien ne se ferait. On peut se refermer dans une orgueilleuse solitude ; pour autant, notre production ne sera pas plus achetée ni la production européenne développée. Mais il faut poursuivre le combat pour aller plus loin.

Sur le Liban : La France a toujours été présente depuis quatorze ans que dure la guerre civile soutenue et suscitée par la Syrie et Israël. Nos interventions ont toujours engendré pour le moins des mouvements divers. Ceux qui en bénéficiaient étaient toujours pour ; la plupart des autres, naturellement contre. Faut-il rappeler le cas des Palestiniens, qui ont été opposés aux chrétiens puis aux Syriens ? Nous avons sauvé la vie ou au moins la liberté de 4 000 Palestiniens à Tripoli ; nous les avons acheminés vers l'Égypte et la Tunisie avec les Grecs. Nous en avons encore sauvé 3 500 à Beyrouth. Nous avons servi de médiateurs pour l'échange de prisonniers entre Israël et les Palestiniens. C'est à la demande personnelle directe de Reagan que j'ai accepté la force d'interposition, en refusant qu'elle soit unifiée sous commandement américain. Nous étions venus pour protéger les musulmans ; à cause de l'attitude américaine, cela a pu paraître une opération antimusulmane. Néanmoins, toutes les factions représentées au Parlement ont approuvé l'action de la France. Naturellement, pas le Hezbollah ni les terroristes iraniens.

Après Sabra et Chatila, nous sommes revenus. Nous avons évité de nouveaux massacres, mais je savais que ce serait diversement apprécié en France même. Nous avons eu 98 morts, dont 50 d'un coup. Les États-Unis sont partis aussitôt, sans même nous prévenir. Walid Joumblatt et Nabih Berri, qui nous critiquent aujourd'hui, ont demandé que nous restions. Nous avons cependant décidé de partir en laissant des observateurs. Quand nous les avons retirés, la totalité des Libanais ont demandé qu'ils restent. De même, dans le Sud-Liban, la France a été sollicitée pour participer aux Casques bleus, alors que, d'ordinaire, les membres permanents du Conseil de Sécurité n'en font pas partie. Plus récemment, les États-Unis, y compris leur président, ont montré patte blanche à la Syrie pour l'élection présidentielle au Liban ; cela prouve qu'ils sont sans rancune... Le candidat qu'ils avaient choisi avec les Syriens était tellement à la botte de ceux-ci que cette solution s'est effondrée dans le ridicule !...

Le Président se livre ici à une digression sur le Pacte germano-soviétique, à propos duquel il dit ne pas partager l' analyse généralement admise par les historiens : ce fut pour lui un pas positif !

Je sursaute : un pas positif, l'accord entre les nazis et les soviétiques ?

Puis il reprend : Je lis dans certains journaux qu'il faut sauver l'honneur de la France. Mais qu'est-ce que cela veut dire, sinon une expédition militaire ? Quandj'ai reçu les parlementaires de toutes les formations politiques, ils ont naturellement exposé de bons sentiments. Pascal Clément et Philippe de Villiers ont commencé à parler de l'honneur et de l'Histoire. Je leur ai dit : Me demandez-vous une expédition militaire ? Ils ont bredouillé et n'ont pas osé répondre oui. On dit : « La France doit faire. » Mais doit faire quoi ? Michel Jobert réclame une conférence internationale sur le Liban. Mais avec qui ? Personne n'en veut ! Bien sûr, nous pourrions tous ensemble, pour faire masse, nous transporter place du Trocadéro. Bien sûr, on peut toujours suivre l'idée de quelqu'un d'aussi léger [Jobert], pour qui la forfanterie tient lieu de politique !

Les États musulmans admirent Assad, que l'on dépeint comme un superbe joueur d'échecs à sang froid. Mais il n'est pas aussi froid que cela et ce brillant stratège a mis son pays au trente-sixième dessous. Cependant, il exerce un rapport de forces. Il n'y a pas aujourd'hui un seul leader musulman qui ose aller contre lui. Nous n'avons donc pas de partenaire libanais. Les Libanais musulmans s'auto-excitent en parlant de politique de la canonnière, de croisade. Est-ce une croisade que d'apporter du lait en poudre et des pansements ?

En réalité, chez ceux qui nous critiquent, il y a le rêve d'une intervention coloniale. On a vu ce que cela donnait avec les États-Unis au Vietnam, au Liban, et même pour la petite île de Grenade : il a fallu neuf jours aux États-Unis pour en venir à bout ! On a vu également ce que cela donnait pour l'URSS en Afghanistan. C'est une mode d'un autre siècle. La France, assurément, ne s'engagera pas dans cette voie. Mais les pays non-occidentaux nous donnent l'exemple assez triste de la dislocation d'un monde qui se réclame des mêmes valeurs que nous. Nous ne pouvons pas nous substituer au monde entier. Nous faisons notre devoir. Quant aux conséquences politiques pour nous-mêmes, ne vous inquiétez pas. De toute manière, quand il faut prendre des décisions dangereuses, il y a une seule règle : c'est d'agir selon sa conscience.

Abordant le sujet de la Grande Bibliothèque, Jack Lang se lance dans un interminable panégyrique du rôle du Président. Puis Michel Rocard y va à son tour d'un petit compliment on ne peut plus simple et clair : Ma tâche à moi est de canaliser dans sa faisabilité générale, administrative et technique, en m'attachant aux conséquences urbanistiques générales et spécifiques... Le Président le considère d'un air songeur.

Jeudi 13 avril 1989

Les « rénovateurs » de la droite renoncent piteusement à leur projet de liste autonome aux prochaines élections européennes par souci de ne pas ajouter à la division de l'opposition, cause de tant de défaites. Mais ils promettent de s'organiser en « courant »...

Michel Rocard réunit une vingtaine de ministres et secrétaires d'État pour préparer le budget 1990. Jospin, Dumas, Rausch, Evin, Cresson sont absents.

La situation s'aggrave : alors que le déficit budgétaire était passé de 130 milliards en 1987 à 115 milliards en 1988, on finira 1989 à 135 milliards, sauf à faire des économies drastiques et peu vraisemblables. Bérégovoy et Charasse veulent contenir le déficit de l'an prochain à 90 milliards ; Rocard souhaite qu'on s'en tienne à 95. L'un et l'autre objectif apparaissent comme très difficiles. A ce stade du débat budgétaire, le chiffre est d'ailleurs symbolique : on peut le fixer à peu près comme on veut et estimer en conséquence les recettes fiscales de façon totalement aléatoire et arbitraire. Le plus important n'est donc pas le chiffre en soi, mais la certitude de s'y tenir dans toute la procédure de préparation budgétaire. Convenir aujourd'hui d'un déficit de 90 milliards et n'en plus varier d'un bout à l'autre de la préparation du budget serait la meilleure solution. Mais le fixer maintenant à 90 milliards pour finir en octobre 1989 à 95 milliards, comme le propose Charasse, donnerait une image de laxisme tout à fait détestable. Or, c'est ce qui risque de se passer si chacun pense qu'on se fixe aujourd'hui 90 pour se donner une certaine marge en vue des arbitrages de l'été. Je propose donc d'opter pour 95 milliards et de s'y tenir.

L'essentiel est ailleurs : quel que soit le montant du déficit, le budget sera très difficile à élaborer, et un déficit de 100 à 110 milliards est bien plus vraisemblable. Certaines augmentations de dépenses sont déjà décidées : on augmentera le budget de l'Éducation nationale (de 18 milliards), ceux de la Recherche et du Développement, ainsi que le RMI. On dotera les entreprises publiques (y compris les banques et les assurances) de moyens importants pour éviter de voir resurgir le débat sur leur privatisation. On remboursera les emprunts de 1984. On adaptera la fiscalité aux exigences européennes. Certaines économies sont inévitables : reconduction des dépenses d'équipement militaire à croissance zéro, réduction sensible du nombre des emplois publics (hors éducation), stabilisation de l'aide sociale aux chômeurs. Mais certaines coupes proposées sont excessives.

Bérégovoy suggère que les 3 % de croissance soient partagés comme suit : 1 % pour l'autofinancement des investissements, 1 % pour les salaires versés aux emplois créés, et 1 % aux salaires des emplois existants. Il souligne que toute l'épargne des ménages, après financement du logement, est absorbée par le déficit budgétaire (100 milliards) et que la France doit trouver à l'extérieur les 25 milliards d'épargne qui lui font défaut à l'intérieur ; que, par suite de cette pénurie d'épargne, il faut réduire le déficit budgétaire de 10 milliards (de 100 à 90 milliards). Il insiste sur la nécessité de 35 milliards d'économies.

Jean-Pierre Chevènement critique avec fougue la politique menée depuis 1983, la chimère européenne, le strip-tease libéral de la fiscalité européenne, et distingue les deux sensibilités de la majorité, l'une libérale, l'autre républicaine. Il demande ce qu'il advient de la loi de programmation militaire.

Jean Poperen, après Lionel Stoleru, insiste sur le fait que les revenus non salariaux (commerces, loyers, capital...) ont pris une part excessive dans le revenu national de 1986 à 1988.

Michel Delebarre souhaite que les points de croissance ne soient pas attribués aux salariés, mais négociés avec leurs représentants, et insiste sur la nécessaire décentralisation des décisions, accompagnée d'une clarification des impôts locaux.

Pierre Joxe critique le fait que cette réunion se tienne en présence de fonctionnaires, ce qui ne permet pas de traiter en profondeur le sujet des transferts aux collectivités locales et qui se conclura par un procès-verbal rédigé à l'avance à Matignon et non discuté.

Michel Rocard conclut que le déficit affiché sera de 90 milliards, tout en sachant que les allégements d'impôts non imposés par la CEE, la gestion de la dette, les dotations au secteur public industriel et bancaire peuvent le porter à 95 milliards.

Comme prévu, réunion pour rien.

Les ministres de la CEE adoptent la directive sur la « télévision sans frontières ». C'est le mieux qu'on puisse obtenir.

Vendredi 14 avril 1989

Jean-Noël Jeanneney écrit au Président. Celui-ci a fait part à Jack Lang de son souhait de voir placer, le 13 juillet dans la matinée, une cérémonie au Panthéon en l'honneur de Condorcet, de l'abbé Grégoire et de Monge. Jeanneney craint que l'accumulation d'événements forts dans les deux journées des 13 et 14 aboutisse à banaliser cette « panthéonisation », la privant par là de son plein retentissement et d'une part de sa portée symbolique. Il redoute la surcharge de labeur imposée aux forces de sécurité et la gêne accrue pour les Parisiens de la rive gauche. Il propose de reporter cette « panthéonisation » à l'automne.

Le Président est d'accord.

Le secrétaire général de l' ONU, Javier Perez de Cuellar, me fait savoir qu'un Sommet Nord/Sud, le 14 Juillet, lui paraît, après consultations, parfaitement possible et même tout à fait nécessaire : Le moment est venu d'examiner entre chefs d'État du Nord et du Sud les grands sujets de la planète : environnement, désarmement, développement, endettement.

Le rapport de la Commission Delors sur l'Union monétaire est rendu public. Il prévoit trois étapes. Au cours de la première, il s'agirait de renforcer la coopération monétaire au sein du SME et d'entamer les négociations sans changements institutionnels. Durant la deuxième, un système européen de banques centrales serait mis en place, en concomitance avec l'adoption du nouveau traité. Dans la troisième, les monnaies nationales seraient remplacées par une monnaie commune et il serait procédé au transfert de compétences en matière économique et monétaire.

Samedi 15 avril 1989

La visite d'Arafat à Paris se précise. Roland Dumas est d'abord censé recevoir à Strasbourg le ministre des Affaires étrangères de l'OLP, mais il s'interroge sur l'utilité de ce rendez-vous, compte tenu du fait que le voyage d'Arafat à Paris devrait avoir lieu avant le 15 mai.

Le Président : Non. Pourquoi annuler ou reporter ?

Quelques questions qu'il faudra poser à notre visiteur palestinien :

Arafat est-il prêt à envisager une période transitoire, avec un statut provisoire pour les Territoires, pour autant qu'il ait reçu l'assurance qu'elle ouvrirait la voie à une négociation sur un règlement définitif ? Quelle en serait la durée ? Quelle serait la nature du contrôle international? Accepterait-il que des compétences soient dévolues aux élus palestiniens ?

L'OLP s'est fixé pour objectif à Alger l'établissement d'une confédération entre les États de Palestine et de Jordanie. Cette confédération serait-elle juridiquement inscrite dans le règlement final (pour apaiser les craintes d'Israël) ou bien serait-ce un acte de souveraineté accompli librement par l'État palestinien une fois son indépendance acquise et reconnue ?

Les garanties de sécurité pour Israël constituent un point crucial. Outre les garanties diplomatiques, Arafat est-il prêt à envisager des engagements de démilitarisation partielle ou totale de l'Etat palestinien, un statut de neutralité, une présence internationale aux frontières des deux États ?

Comment Arafat voit-il la future coexistence économique de l'État palestinien et de ses voisins ? Qu'entend-il par un « Plan Marshall » bénéficiant à toute la région ? Exigera-t-il, comme l'OLP l'a réclamé, la création d'un corridor reliant la Cisjordanie à Gaza ?

Le « droit au retour » est impossible en territoire d'Israël et concevable seulement dans les territoires occupés. Mais, même dans ce cadre, il existe manifestement une limite au nombre des Palestiniens pouvant être accueillis (ils sont 1,5 million dans les Territoires, le double à l'extérieur). Même s'il est compréhensible que l'OLP ne puisse en convenir publiquement au stade actuel, Arafat peut-il laisser entendre qu'il transigera, le moment venu, par exemple en appliquant le droit à compensation prévu par la résolution 194 (1947) des Nations unies ?

Grande première : je tiens à Rambouillet une réunion secrète des sherpas du Sud (représentant l'Inde, l'Égypte, le Venezuela et le Sénégal). Il y a là quatre ministres des Affaires étrangères: Boutros Boutros-Ghali pour l'Égypte, Singh pour l'Inde, Fall pour le Sénégal et Reynaldo Figuereido pour le Venezuela. Rien de plus émouvant pour moi que de recevoir le Sud dans les mêmes lieux et avec le même faste que le Nord.

L'objectif de cette réunion est d'obtenir d'eux qu'Hosni Moubarak, Abdou Diouf, Carlos Andrés Pérez et Rajiv Gandhi se mettent d'accord pour demander publiquement à François Mitterrand, en fin d'après-midi du 13 juillet, d'organiser un Sommet Nord/Sud l'année prochaine, premier d'une série régulière. Les quatre sherpas du Sud sont d'accord sur ce principe.

On met au point le scénario : le 12 au soir, Moubarak, Diouf, Pérez et Gandhi se retrouveront à Paris pour dîner ; le lendemain matin sera consacré à des rencontres bilatérales avec les multiples chefs d'État présents à Paris ; il n'y aura pas de vrai Sommet Nord/Sud, mais des échanges ; entre le déjeuner à l'Élysée et l'inauguration de l'Opéra-Bastille, les quelque trente chefs d'État et de gouvernement rassemblés à Paris se verront dans les divers salons, au palais, par petits groupes, demandant des audiences séparées à chacun des Sept pour leur faire part de leurs espérances pour le lendemain. Vers 18 heures, les quatre Présidents « complices » demanderont solennellement à François Mitterrand, compte tenu de leurs consultations, d'organiser un Sommet Nord/Sud à Paris l'année prochaine. Le Président prendra acte de cette demande et s'y déclarera publiquement favorable. On pourra alors l'évoquer au Sommet des Sept, qui n'aura pas à se prononcer formellement sur une telle décision (ce serait courir à l'échec). Pourra ensuite commencer le travail préparatoire à ce Sommet Nord/Sud (liste des invités, etc.). Les thèmes sur lesquels pourrait porter un tel Sommet sont simples : la dette, l'aide, le commerce, l'écologie. Il est clair que le Nord l'acceptera d'autant plus volontiers qu' on y parlera moins d'économie.

Nous sommes convenus de nous revoir à Paris le 11 juin pour faire un dernier point sur ces préparatifs, avant d'essayer de tenir, s'ils l'acceptent, une réunion commune avec les sherpas des Sept.

En Grande-Bretagne, 95 supporters de Liverpool meurent étouffés et piétinés avant un match de football dans le stade de Sheffield. Pulsions de mort de sociétés sans projets, où la « violence par procuration » du sport ne suffit plus à organiser une catharsis sociale. Cet échec du sport est pour moi comme une préfiguration de l'échec de l'intégration urbaine.

Mort de Hu Yaobang, ancien secrétaire général du Parti communiste chinois, démis de ses fonctions en 1987. Manifestations à Pékin. Et si la Chine suivait l'exemple de l'Europe de l'Est et de l'URSS ?

Lundi 17 avril 1989

Je suis à Moscou à l'invitation de Vadim Zagladine, conseiller spécial de Mikhaïl Gorbatchev après avoir été celui de Brejnev. L'homme est fin. Il parle parfaitement français, anglais et italien, et a une connaissance détaillée de la vie politique... belge ! Pour lui, le voyage de Gorbatchev à Paris, début juillet, est important. Il souhaite qu'on en annonce au plus tôt la date, mais comprend que ce ne puisse être pour le Bicentenaire, la démocratisation en URSS n'ayant pas suffisamment progressé pour cela. Gorbatchev souhaite parler à Paris de la « maison commune » Europe (les murs et le mobilier), de la coopération technologique, de la détente Est/Ouest, des problèmes du Tiers-Monde (dette et commerce). La seule manifestation extérieure à laquelle il tient est de donner une conférence devant les intellectuels français : La perestroïka politique ne fait que commencer, me dit Vadim Zagladine. Tout va s'accélérer maintenant avec les élections au Soviet suprême, le 25 mai, et les élections municipales à la rentrée. Les unes et les autres seront aussi libres et ouvertes que celles du Congrès, la semaine dernière. Il y aura sans doute des listes d'Eltsine dans toutes les villes importantes. Mais je ne m'inquiète pas d'Eltsine ; c'est un homme de Gorbatchev, un partisan résolu de la perestroïka. Gorbatchev est décidé à aller vite et loin. Il va annoncer une très audacieuse réforme de l'État axée sur la décentralisation, pour ne laisser à Moscou que l'essentiel du pouvoir. Les événements de Géorgie ne sont pas un obstacle à la réforme, au contraire.

On sent ici une équipe euphorique, très libre, passionnée par l'avènement de la démocratie institutionnelle, parfaitement maîtresse d' elle-même

et décidée à aller loin pour promouvoir le renouvellement des élites et du parti. En revanche, sur le terrain économique, la perestroïka est laissée ouvertement en panne. On donne le temps au temps, on considère que les réformes déjà promulguées (en particulier les lois sur le métayage et sur les coopératives, qui permettent aux paysans de louer leur terre pour cinquante ans et de la léguer à leurs enfants, aux citadins d'acheter leur appartement, aux salariés de créer des entreprises) doivent d'abord produire leurs effets. On veut gagner du temps en accélérant les importations de biens de consommation. Pour l'avenir, la libéralisation des prix et la création de zones franches sont à l'étude. Rien d'important ne sera entrepris avant au moins deux ans, si ce n'est l'annonce (qui sera faite par Gorbatchev le 25 mai) d'une réduction de 20 %, en deux ans, du budget de la Défense.

Je sens au Kremlin la même méfiance que par le passé à l'égard de l'Allemagne et la volonté de tout faire pour la préservation du statu quo. Je trouve mes interlocuteurs extrêmement sensibles à la création du Conseil de Défense et de la brigade franco-allemande, posant mille questions, visiblement inquiets de voir s'amorcer un retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Certains s'interrogent même ouvertement devant moi sur la secousse qui résultera en Europe de la mort de Honecker et d'un mouvement vers plus de libéralisme en Allemagne de l'Est. Autrement dit, contrairement aux idées reçues, Gorbatchev préfère l'existence d'une Allemagne de l'Est « dure », car elle rend plus difficile le rapprochement entre les deux Allemagnes. On m'a même clairement exposé qu'on ne serait pas mécontent de refiler le statut de fer de lance dans le domaine du socialisme à la RDA...

Zagladine considère la modernisation des armes nucléaires à courte portée de l'OTAN comme injustifiée, car les fusées soviétiques à très courte portée datent, elles, de 1963. Il reste très sourcilleux vis-à-vis de ce qui pourrait amener les Allemands trop près du cœur de la décision stratégique.

L'Union soviétique se prépare à demander dans dix-huit mois son entrée au sein du GATT ; puis, beaucoup plus tard, au FMI. A cette fin, elle envisage une convertibilité progressive du rouble. De nombreuses contradictions se font jour entre mes divers interlocuteurs qui, devant moi, discutent entre eux de la plus ou moins grande urgence d'une telle ouverture ; certains soutiennent qu'il s'agit d'une décision essentielle à la réussite de la perestroïka ; d'autres, au contraire, la considèrent comme nuisible.

Je suggère à Zagladine que Mikhaïl Gorbatchev écrive au Président, juste avant le Sommet des Sept, pour faire part de ses idées sur les différents sujets économiques et politiques internationaux, afin que le Sommet, qui se tiendra sans le numéro un soviétique, soit obligé d'en prendre acte. Au demeurant, il faudra bien un jour que Gorbatchev participe à ces Sommets, mais il est encore trop tôt.

Vadim Zagladine me confie que l'URSS n'a plus la moindre influence sur la Syrie et qu'elle se sent incapable de proposer quoi que ce soit pour favoriser le cessez-le-feu au Liban. Il m'expose longuement, à titre personnel, un projet pour le Moyen-Orient qui consisterait à organiser un État palestinien neutre ayant le statut de l'Autriche. C'est, pour lui, la seule façon de faire accepter à la Syrie que l'OLP dispose d'un État indépendant.

Au faîte du pouvoir, à Moscou, on a découvert avec passion la démocratie formelle. Cette année sera donc surtout occupée par la politique intérieure au sens strict, et semble renvoyée à plus tard toute ambition de réforme économique, voire toute intervention marquante sur la scène internationale.

Devinette de Vadim Zagladine : Quelle est la meilleure façon, chez nous, de vider les églises ? D'envoyer le Comité central du PCUS en délégation faire acte d'allégeance au Vatican : plus personne ne voudra faire partie de la même Église que ces gens-là !

A la suite du rapport du Comité Delors, Londres refuse d'envisager la rédaction d'un nouveau traité. Celui-ci est pourtant jugé essentiel par le Comité Delors afin de permettre les transferts de souveraineté qu'impliquent l'Union monétaire et la mise en place d'un système fédéral de Banque centrale.

En Pologne, légalisation officielle de Solidarité. Pour la première fois en huit ans, Lech Walesa et le général Jaruzelski se rencontrent. Plusieurs pays occidentaux promettent une aide à Varsovie.

Mardi 18 avril 1989

L'annonce d'une prochaine visite d'Arafat à l'Élysée n'est plus un secret.

L'ambassadeur d'Israël vient bien sûr me faire part de sa très vive émotion à propos de la visite annoncée de Yasser Arafat. La proposition d'élections présentée par M. Shamir marque, me dit-il, un tournant radical qui est d'ailleurs contesté en Israël par une partie de la droite. Il faut tout faire pour donner toutes ses chances à ce processus. Rencontrer Arafat en ce moment ne pourrait que compliquer la tâche de M. Shamir et celle des Palestiniens de Cisjordanie.

Je lui réponds que cette rencontre est devenue logique dès lors que l'OLP a rempli, dès la fin de l'année dernière, les conditions qui lui avaient été posées ; que rencontrer quelqu'un ne signifie pas approuver tous ses actes et toutes ses positions, et qu'il faut nous faire confiance pour que cette rencontre soit utile à la paix.

Mercredi 19 avril 1989

Discussion essentielle : le général Schmitt, chef d'état-major de l'Armée de terre, a négocié un texte avec l'amiral Wellershoff, inspecteur général de l'Armée allemande, sur le contrôle par l'Allemagne de l'usage de la force de frappe préstratégique française. Voilà cinq ans que les dirigeants politiques allemands essaient de parvenir à un tel texte. Mais le projet, déjà très élaboré, va beaucoup plus loin que ne le souhaite le Président.

Les Allemands se sont inspirés, dans leur texte, de l'accord qu'ils ont souscrit avec les Américains, alors que nous n'avons pas du tout la même conception de la dissuasion qu'eux et que nous ne pouvons évidemment pas, comme les Américains, nous porter automatiquement garants de la défense de la RFA.

Juste avant le début du 53e Sommet franco-allemand à Paris, le Président réunit le général Fleury, l'amiral Lanxade, nouveau chef d'état-major particulier, Hubert Védrine et Jean-Louis Bianco pour retravailler ce texte.

Le Président : Que les Allemands soient informés de tout ce qui touche à leur pays, c'est normal, mais le pouvoir de décision est le nôtre. Dans mon esprit, il n'est pas question de tirer des coups nucléaires sur le territoire de la RFA ou même de l'autre Allemagne. Mais enfin, il ne faut pas se l'interdire ! Il faut bien savoir aussi que le seul casus belli avec les Soviétiques en Europe, aujourd'hui, ce serait toute forme d'insertion de l'Allemagne dans le processus de décision nucléaire. Et un tel accord naît dans ce sens. Je suis hostile à nos armes nucléaires à courte portée, mais enfin, puisqu'elles existent, nous sommes contraints de les intégrer dans notre stratégie. Il n'y a pas aujourd'hui de raisons de céder aux Soviétiques en acceptant leur disparition. Il serait d'ailleurs intéressant d'étudier si ces armes peuvent être dirigées autrement que vers l'Est, par exemple sur nos côtes. De Gaulle parlait d'une défense tous azimuts. Il savait fort bien que la menace pouvait venir seulement de l'URSS, mais il n'a pas employé ce mot au hasard. Il a eu raison.

L'amiral Lanxade indique qu'on peut embarquer des armes nucléaires ou des fusées à moyenne portée sur le Foch.

Le Président : Je regrette un peu d'avoir accepté d'appeler ces armes des armes « préstratégiques ». C'est vrai que cela introduisait une clarification, par rapport à la notion d'arme nucléaire tactique, lorsqu'elles s'identifiaient à la bataille de l'avant et à la riposte graduée. Mais, en réalité, ces armes sont post-stratégiques, c'est-à-dire que la seule hypothèse logique où l'on pourrait s'en servir serait un baroud d'honneur après l'échec de la dissuasion stratégique. Il vaudrait mieux parler d'« armes d'ultime avertissement ». D'ailleurs, d'autres armes peuvent être utilisées pour l'ultime avertissement, par exemple les armes à moyenne portée.

Par contre, les sous-marins, ce n'est pas possible. C'est disproportionné, parce qu'on est obligé de tirer toutes les salves d'un coup, et cela pourrait provoquer des méprises.

En réalité, la distinction découle de la nature de l'objectif. Frapper une ville, c'est la guerre. Même chose si l'on frappe l'armée soviétique dans un de ses éléments décisifs. Par contre, si l'on frappe une position significative, mais pas déterminante, c'est l'ultime avertissement.

Le Président s'est rarement montré aussi précis sur la notion d'« ultime avertissement ». Il en accepte l'existence, qu'il refusait jusqu'ici. Qu'est-ce qu' une « position significative » ? En tout cas, pas question de laisser le Chancelier approcher du bouton nucléaire.

Jeudi 20 avril 1989

Le Sommet franco-allemand ne décide rien de particulier. La conversation entre le Président et le Chancelier a rarement été aussi insignifiante. Le Président écarte brutalement le texte militaire. Le Chancelier n'insiste pas.

La visite de Yasser Arafat à Paris aura lieu le 2 mai. Le problème de l'annonce se pose. Nous avons encore trois ou quatre jours de répit devant nous, d'autant plus que les dates des 9 et 10 mai circulent dans la presse. Le Président pense que cela ne présente que des avantages.

L'annonce, décide François Mitterrand, pourrait être faite mardi prochain, soit huit jours avant la rencontre. Le texte en est rédigé par le Président lui-même : Le Président de la République recevra M. Yasser Arafat le 2 mai 1989 à 11 heures. Pas de titre accolé au nom d'Arafat. En cas de fuite antérieure, nous confirmerions immédiatement.

Que peut-on attendre de la venue d'Arafat à Paris ? Le maintien de la Charte entretient une ambiguïté qui nuit gravement à la crédibilité de l'OLP. L'assimilation du sionisme au racisme, inscrite dans la Charte de l'OLP, est reprochée par la majorité des États membres des Nations unies. Son abandon donnerait satisfaction à Israël. Mais c'est un point très sensible pour l'opinion palestinienne, qui n'est sûrement pas prête à franchir le pas. Il importe qu'Arafat comprenne que nous n'entendons pas admettre une sorte de division du travail qui laisserait aux Américains la conduite de la négociation et cantonnerait la France (et l'Europe) dans la formulation des grands principes. Il n'en est que plus important d'obtenir d'Arafat des réponses précises aux questions que nous lui poserons. Cela justifierait sa visite.

Camouflet : relèvement des taux d'intérêt allemands. La décision a été prise après six heures de discussions. Le patron de la Buba, Karl-Otto Pöhl, était opposé à ce coup porté aux partenaires monétaires de la RFA. Depuis hier, et durant tout le Sommet, pas un mot n'a été dit sur ce que préparait la Buba. Quand la nouvelle tombe, à 16 heures, les ministres français et allemands sortent tout juste de la réunion au sommet !

Après sa conférence de presse avec le Chancelier Kohl clôturant le Sommet franco-allemand, François Mitterrand part se promener avec moi pour aller acheter des livres. Il fait attendre pendant trente-cinq minutes Catherine Trautmann, nouveau maire de Strasbourg, avec qui il a rendez-vous. Elle rate son avion de retour.

Le Président est furieux de l'annonce de la constitution d'une liste conduite par Brice Lalonde aux prochaines élections européennes : C'est encore un coup de Rocard pour nuire à Fabius !

Pas exclu, même si l'intéressé s'en défend.

Vendredi 21 avril 1989

Il faut maintenant préparer le terrain.

Théo Klein, président du CRIF, doit venir voir le Président le 11, donc après la visite d'Arafat, comme convenu depuis longtemps, seul ou avec le bureau du CRIF. Il a formulé cette demande en 1987.

Le Président me demande de téléphoner à Shimon Pérès à Tel-Aviv, puis de prévenir également Théo Klein et les autres dirigeants importants de la communauté juive française, juste avant l'annonce officielle de la visite d'Arafat.

Le texte de l'annonce ne sera finalement publié que lundi prochain. Le Président le modifie à la demande de Roland Dumas : M. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine, sera reçu par le Président de la République le 2 mai. Cette fois, le titre du visiteur y figure.

Le 2 mai est jour de commémoration du génocide nazi ! Personne ne s'en est aperçu. Ce n'est vraiment pas la meilleure date pour cette visite. Le Président est furieux : Le Quai n'avait rien d'autre à faire que de vérifier si la date posait problème. Ce sont des incapables ou des saboteurs. Ou les deux !

Roland Dumas répond que c'est l'Élysée qui a avancé cette date...

Vu Claude Allègre, qui anime avec grand talent les conseillers de Jospin. Discussions sur les réformes à accomplir pour mettre le doctorat français au niveau américain, pousser les universitaires vers la recherche, améliorer le statut social des universitaires. J'aimerai qu'il y ait dans chaque université française un « Faculty Club » qui, comme sur les campus américains, permette aux professeurs de se retrouver. Naturellement, il n'a pas le budget pour cela. Il promet d'essayer.

Lundi 24 avril 1989

Discussion protocolaire : Roland Dumas souhaite aller accueillir Arafat à son arrivée à Orly. Le Président pense que ce serait donner à cet événement le caractère d'une visite d'État alors qu'il s'agit d'une visite de travail. Le chef du protocole suffira.

Le Président me dit : Si vous trouviez un cadeau pour M. Arafat, par exemple un objet symbolisant la paix ?

François Mitterrand décide que c'est le Premier ministre qui recevra à dîner : Matignon se prête mieux à un dîner restreint, de travail ; des discours pourront être échangés à ce moment-là.

Jacques Chirac, qui avait donné son accord de principe pour une réception à l'Hôtel de Ville, le 10, ne pourra y donner suite, en raison d'un déplacement qui le retiendra aux États-Unis du 1er... au 9 ! Arafat rencontrera Raymond Barre, Jean François-Poncet, Claude Cheysson, Michel Jobert, Jean Sauvagnargues, Pierre Mauroy et Georges Marchais, de même qu'une délégation de parlementaires de la majorité et de l'opposition, une délégation de la CGT conduite par Henri Krasucki, et des représentants de la FEN.

Marie-Claire Mendès France, André Azoulay, Léon Schwartzenberg et Daniel Barenboïm, courageux mais qui ne représentent pas la communauté juive française, souhaitent rencontrer le leader de l'OLP. Daniel Barenboïm s'emploie même à faire en sorte que des personnalités

israéliennes ouvertes au dialogue (Mordechai Gur, Yosi Beilin) fassent entendre une autre voix que celle de Shamir. Difficile de les décider : rencontrer Arafat reste, pour tout Israélien, un acte de trahison.

Mardi 25 avril 1989

Petit déjeuner des « éléphants » socialistes. Jean-Pierre Chevènement se lance dans un long exposé sur le budget de la Défense. Michel Rocard fait de même. Pierre Joxe dit qu'il en a assez qu'on change d'avis tous les jours sur le budget. Pierre Bérégovoy : On réfléchit à un rythme de croissance des dépenses. Je ne comprends pas cette discussion ! Puis on passe à la préparation des prochaines élections européennes.

Laurent Fabius, qui va diriger la liste socialiste, explose : La liste Lalonde est inacceptable ; elle a été encouragée par Rocard. Le Président la juge lui aussi inacceptable ! Pierre Mauroy proteste également contre cette liste. Michel Rocard explique qu'il va téléphoner à Lalonde pour que sa liste disparaisse.

Théo Klein, le président du CRIF, vient m'expliquer que la communauté juive réagit encore plus violemment qu'il ne l'avait prévu à l'annonce de la venue à Paris de Yasser Arafat. Elle est dans un état d'émotion et d'excitation indescriptible. Il y a un risque de divorce très grave entre les Juifs de France et le Président.

Je demande à Théo Klein :

- Peut-on faire quelque chose ?

- Rien.

Mercredi 26 avril 1989

Avant le Conseil des ministres, à propos de la décision de donner à France Télécom la majorité dans le capital de TDF afin de regrouper les institutions, le Président à Michel Rocard : Je me méfie de ces ingénieurs qui sont contre TDF et qui vont le gérer.

Michel Rocard : Mais, monsieur le Président, c'est un arbitrage rendu par vous il y a six mois ! [Exact, mais le Président n'apprécie pas ce rappel...]

A propos de la présidence commune d'Antenne 2 et de FR3, le Président : Je n'ai pas été assez associé... C'est reconstituer l'ORTF !

Michel Rocard : Je vous en ai parlé deux fois. Si on ne fait pas cela, vous aurez la démission de Catherine Tasca.

Le Président : J'ai peut-être mauvaise mémoire, j'ai donc tort. Mais, quand même, je ne suis pas d'accord !

Il laisse faire, néanmoins.

Au Conseil des ministres, le Président à propos d'Arafat : La mobilisation des communautés juives est active, véhémente. Les responsables, qui sont en général des hommes raisonnables, publient des textes excessifs, parce qu'ils sont fortement poussés par leur base. La décision de recevoir Arafat était difficile à prendre, mais il fallait le faire. D'ailleurs, mesdames et messieurs, le jour où vous aurez des décisions faciles à prendre dans vos fonctions, vous me le signalerez. On fait ce que l'on croit, l'Histoire en fera ce qu'elle veut.

J'ai tenu à répondre aux organisations juives, disons sur le même ton. Cela ne va pas arranger les choses, mais cela m'a plutôt soulagé et m'a mis de meilleure humeur...

A la suite d'une communication de Roland Dumas sur le Liban se félicitant de l'action de la diplomatie française, le Président : Je ne féliciterai pas votre ministère : le choix du 2 mai pour la visite d'Arafat — qui coïncide malheureusement avec la journée de commémoration du génocide nazi — n'est pas une réussite. Il y a des sensibilités blessées, il faut les ménager autant qu'il est possible, mais elles ne dicteront pas la politique de la France.

Sur l'Allemagne et la France : Il y a dans notre relation des ambiguïtés, des non-dits. Quand les Allemands célèbrent le rôle de De Gaulle dans la construction de l'Europe, cela me fait sourire. C'est quand même lui qui voulait le rattachement de la Sarre à la France et qui insistait sur la tutelle de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis sur l'Allemagne. Et c'est lui qui a donné un terrible coup d'arrêt à la construction européenne à Luxembourg en 1965.

C'est vrai, quand même, qu'il a fait le traité de l'Élysée et qu'il s'est bien entendu avec Adenauer. C'est une très bonne chose. Mais il y a eu, avant, une rencontre entre Mendès France et Adenauer, à laquelle j'assistai, et qui a été curieusement effacée des mémoires. C'est là que la réconciliation a vraiment commencé.

Il faut toujours songer que l'Allemagne, depuis la guerre, est en état de souffrance, qu'elle n'a pas cessé d'être en état de souffrance depuis sa défaite. Vis-à-vis du pouvoir nucléaire de la France, il y a une petite jalousie latente. Mais les Allemands savent bien que c'est une garantie supplémentaire. Les Allemands multiplient les explications de texte et les procédures vétilleuses [le Président fait allusion aux négociations entre le général Schmitt et l'amiral Wellershof]. Est-ce que l'on a l'intention de tirer un coup nucléaire sur l'Allemagne ? Non, naturellement, on ne le veut pas, on fera tout pour l'éviter. Faut-il l'écrire ? Non, nous ne pouvons pas nous lier les mains en cas de guerre, ni donner aux Allemands un droit de décision sur l'emploi de la force atomique française. Mais enfin, tout cela se règle. Il suffit que la France affirme clairement ses positions sur le plan militaire et, je le pense de plus en plus, sur le plan monétaire...

Communication de Paul Quilès sur les satellites et le rapprochement entre la DGT et TDF. Le President : Sans m'opposer à ce schéma, je constate que la DGT a toujours été hostile à la politique du gouvernement, qu'il s'agisse du câble, de la norme D 2 Mac ou de TDF. Il y a une chose dont je voudrais être sûr : est-ce que, à partir de maintenant, ils vont vraiment changer ? Les ministres changent plus vite que les administrations...

Catherine Tasca présente au Conseil son projet de loi sur la présidence unique d'Antenne 2 et de France 3. Le Président ne dit mot. Il laisse passer à contrecœur. Le projet reviendra pour approbation dans un mois.

Étrange, cette façon qu'il a, depuis le début du second septennat, d'abdiquer sur presque tout, en tout cas en politique intérieure. Comme si la cohabitation continuait. Ou comme si une grande lassitude l'avait envahi. L'ennui du redoublant.

Jeudi 27 avril 1989

Le général Jaruzelski se rend à Moscou. Il s'entretient avec Mikhaïl Gorbatchev sur les « taches blanches » de l'histoire soviéto-polonaise, notamment sur Katyn.

Coup de grâce à la fiscalité sur le capital en Europe : le Chancelier Kohl annonce la suppression de la retenue à la source sur les revenus de l'épargne (de 10 % et qui a été instituée à Bonn en janvier dernier). Là encore, il ne nous en a rien dit ! Décidément, le dernier Sommet franco-allemand a été bien inutile. Le ministre des Finances qui avait accepté cette retenue (Stoltenberg) a été remplacé par Theo Waigel, moins conciliant ou moins au fait des affaires européennes. C'est la fin de toute espérance sociale européenne.

Pour atténuer le choc de la visite d'Arafat, Théo Klein me suggère que le Président écrive au Grand Rabbin et à lui-même à la fin de la Pâque. Il propose un texte : Au moment où s'achève la Pâque juive, caractérisée par l'appel profond et infiniment répété de l'An prochain à Jérusalem, et à la veille de la journée de la Déportation, je veux exprimer à la communauté juive de France ma sympathie personnelle.

La France n'oublie ni les victimes de la Shoah, ni celles du terrorisme aveugle. Ce passé, cruel et lâche, ne s'efface pas de nos mémoires lorsque nous conduisons la politique étrangère de la France. Mais celle-ci est fondée sur le dialogue qui nécessite d'entendre tous les protagonistes.

Entendre n'est pas adhérer, mais élargir le champ de l'information et apporter sa contribution à l'édification de la paix dans ce Proche-Orient auquel le peuple juif est lié par une si longue et belle histoire.

Le Président, à qui je transmets ce texte, l'approuve, tout en ajoutant au début du deuxième paragraphe : Au-delà des circonstances présentes... La lettre partira ainsi sans que nul en connaisse le véritable auteur.

Vendredi 28 avril 1989

Découverte d'un trafic de matériel militaire auquel se livraient des diplomates sud-africains. Le Président : Expulsion immédiate.

Comme avant chaque visite officielle, le protocole propose au Président de sélectionner un cadeau destiné à Yasser Arafat, son invité, sur une brève liste. Il a le choix entre un coffret en loupe de martyr (ça ne s'invente pas !) rempli de cigares (prix : 5 600 francs), et un plateau en métal argenté présenté avec six verres Harmonie de Baccarat (prix : 2 500 francs).

Le Président choisit le second.

En politique étrangère, Michel Rocard ne fait pas un geste sans l'accord de l'Élysée. Le Premier ministre souhaite s'assurer que la liste des invités au dîner qu'il offre pour Yasser Arafat rencontre l'agrément du Président : Lionel Jospin, Roland Dumas, Bernard Kouchner, Edgard Pisani, Jean Daniel, Alexandre Minkowski, l'un des collaborateurs de l'Élysée, deux ou trois collaborateurs du Premier ministre, Jacques Andréani et Jean-Claude Cousseran.

Le Quai d'Orsay exige le rappel des trois membres de l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris en raison d'activités contraires à leur statut.

Discussion avec le Président, Roland Dumas et Hubert Védrine sur la visite de Yasser Arafat. Que peut-on obtenir de lui ? Elle doit marquer un pas en avant dans l'instauration de la confiance et du dialogue entre Israéliens et Palestiniens, auxquels nous entendons prêter la main. Cela dépendra des gestes et des déclarations publiques qu'Arafat consentira à faire, et orientera la réponse que nous pourrons donner à la question que tous nous poserons ensuite : qu'avez-vous obtenu ?

Où veut-il (peut-il) aller et par quel chemin ? L'essentiel — reconnaissance du droit d'Israël à exister dans la paix et la sécurité — est acquis depuis l'année dernière par ses déclarations à Alger et Genève. Arafat pourrait aller plus loin, du moins dans la symbolique, en affirmant clairement la légitimité (et l'acceptation par les Palestiniens) de la présence du peuple juif, constitué en État, sur la terre de Palestine. Le rejet du terrorisme sous toutes ses formes s'assortit, dans les déclarations des responsables palestiniens, d'un rappel du droit à la résistance à l'occupation qui couvre l'Intifada, mais aussi les infiltrations de commandos en territoire israélien. Mais Arafat ne contrôle pas vraiment ni toujours ces opérations, et on ne voit pas qu'il puisse aller beaucoup plus loin sur ce thème.

Roland Dumas se plaît à imaginer qu'il dise en public ce qu'il admet en privé, à savoir que les principes les plus contestables de la Charte sont caducs du fait du programme politique adopté à Alger, qui fait désormais foi. Mais le Quai pense qu'il ne faut pas s'attendre à une évolution sur ce point, compte tenu des résistances au sein de l'OLP. L'abolition de la Charte viendra sans doute comme une concession à un stade ultérieur de la négociation. Le Président approuve l'idée de souffler quelque chose de ce genre à Arafat, mais est dubitatif sur les chances d'y parvenir.

Dimanche 30 avril 1989

L'effervescence au sein de la communauté juive est considérable. En me rendant dans une librairie spécialisée dans les livres religieux, à Paris, je suis pris à partie par des manifestants extrémistes juifs qui protestent contre la visite d'Arafat : Traître ! Espion ! Assassin !...

Silvio Berlusconi, qui, depuis quelques mois, ramasse toutes les actions qu'il peut, détient aujourd'hui 4,1 % de TF1 et 2 % du capital de Bouygues SA.

Lundi 1er mai 1989

En voyage à Saint-Denis-de-La-Réunion, Michel Rocard : Le premier septennat de François Mitterrand a apporté outre-mer la décentralisation politique... Faisons en sorte que le second septennat de François Mitterrand soit celui de la décentralisation économique, c'est-à-dire d'un développement économique et social plus autonome, moins dépendant de la métropole.

Jack Lang explique au Président que la politique de Rocard est celle de l'extrême milieu, une des plus conformistes d'Europe, et que l'orthodoxie budgétaire paupérisera le pays et entâchera votre septennat.

Mardi 2 mai 1989

Sur quoi obtenir quelque chose de neuf de Yasser Arafat ? Pour l' OLP, Jérusalem-Est fait partie des territoires occupés auxquels doit s'appliquer le retrait israélien. Elle a vocation à devenir la capitale du futur État. Arafat peut-il néanmoins admettre qu'en raison de ses aspects spécifiques le cas de Jérusalem soit traité à part ?

Arafat sera naturellement très sensible aux mots de compassion pour les victimes des affrontements dans les Territoires (450 Palestiniens tués et environ 25 000 blessés depuis le 8 décembre 1987).

Le Président discute longuement encore de ces sujets avec Roland Dumas et moi-même avant de recevoir le chef de l'OLP. Rarement une visite aura été aussi « balisée ». Rien n'est laissé au hasard. Pourtant, rien n'est acquis. On n'obtiendra rien de nouveau d'Arafat, si ce n'est dans le feu de la discussion. Roland Dumas dit qu'il s'en chargera.

Hubert Védrine rédige le projet de communiqué qui sera publié juste après la rencontre :

François Mitterrand, Président de la République française, a reçu ce matin au palais de l'Élysée M. Yasser Arafat en sa qualité de président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Cette rencontre avait été liée par la France :

— à l'adoption par l'OLP des résolutions de l'ONU comportant la reconnaissance de l'État d'Israël et de ses droits ;

— au renoncement par l'OLP à toute forme de terrorisme.

Ces conditions s'inscrivaient dans la logique du discours prononcé par le Président de la République à la Knesset en mars 1982, lors de son

voyage d'État en Israël, à savoir le droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres, reconnues et garanties, le droit des Palestiniens à disposer d'une patrie et à y bâtir par l'autodétermination les institutions de leur choix.

Après avoir constaté que les déclarations de M. Arafat à Alger et à Genève :

- sur le droit de toutes les parties en conflit au Proche-Orient d'exister dans la paix et dans la sécurité

- et sur le renoncement total et absolu à toute forme de terrorisme avaient rendu possible la rencontre d'aujourd'hui, le Président a souligné qu'elles devaient constituer la base intangible de tout progrès vers la paix.

Au cours de l'entretien, M. François Mitterrand a noté que le maintien en vigueur de la charte de l'OLP, adoptée en 1964, était contraire, sur des points importants, au programme politique adopté le 15 novembre 1988 par le Conseil national palestinien d'Alger, et qu'il convenait à ses yeux de mettre les choses au net. Il a soulevé la question du droit au retour, de ses limites territoriales, de ses compensations.

Le Président a interrogé M. Yasser Arafat sur sa position concernant le principe et les modalités des élections proposées par le gouvernement israélien en Cisjordanie et à Gaza. Il a également exprimé sa préoccupation sur la grave situation actuelle des habitants de ces territoires.

Il a indiqué à M. Yasser Arafat que la France continuerait d'agir auprès de tous les intéressés afin que se tienne une conférence internationale sur le Proche-Orient dans les termes qu'il a lui-même déjà suggérés.

Voilà. Tout est réglé, verrouillé. Arafat va arriver. Il ne reste plus qu'à le recevoir. Difficile de décrire la folie médiatique qui entoure son entrée dans le Palais et dans le bureau du Président. Ibrahim Souss, Roland Dumas, Farouk Kaddoumi les interprètes et moi-même sommes les seuls témoins de cette conversation :

François Mitterrand : Je suis content de vous voir à Paris. Il y a une base sur laquelle il faut que vous soyez sûr de la France : nous n'accepterons pas que les Palestiniens soient victimes de tous les coups. Vous avez le droit d'aimer votre patrie et de la servir.

Yasser Arafat : Dans le cadre de la légalité internationale...

François Mitterrand : Nous allons en parler. Notre responsabilité n'est pas la même. Je comprends la vôtre. Ma responsabilité est que ne se développent pas les germes de guerre, mais que se développent les germes de paix. C'est très difficile à régler. Il y a une terre, pas deux. Et une poussée de tous sur ces problèmes politiques d'une grande complexité. C'est ainsi que l'Histoire l'a voulu.

En 1947, nous avons reconnu l'État d'Israël et nous sommes restés fidèles à cela. Je fais la part des sentiments qui sont les vôtres, qui sont honorables. La réalité politique est que nous avons reconnu un État, et pas nécessairement sa politique. Cet État existe. Vous avez pris des positions courageuses, récemment. Le problème est posé : comment faire pour que la Palestine et que les Palestiniens créent une situation de leur choix ? Comment en arriver là ? Si on y parvient, comment vivrez-vous avec Israël ? Avec quelles relations ? Cette situation trouvera une réponse avec la collaboration des cinq Grands, qui représentent des intérêts très différents. Il ne faut pas laisser les choses à la disposition des deux grandes puissances.

Le passé est le passé. Israël existe. Les résolutions 242 et 338 existent, et elles reconnaissent initialement deux États. C'est le droit tel que nous le concevons. Vous avez été courageux. Mais je n'ai pas compris que vous soyez resté interprétatif. La résolution 242 est très claire. Pourquoi ne pas le dire clairement, même si ça vous fait de la peine ? Vous avez fait les neuf dixièmes du chemin, le reste ne coûte rien. Votre situation serait plus claire.

Je pose le problème à son point de départ. Vous avez la Charte, c'est une charte de combat. Et le combat n'est pas terminé. Il y aurait avantage à ce que vous disiez cela clairement, que vous disiez que la Charte sera abolie dans l'hypothèse de la paix. Je me permets de vous donner mes conseils avec prudence. Les risques politiques sont grands. Personne ne peut avoir la vanité de se mettre à votre place, et je respecte la personne que vous êtes, pour marquer l'esprit dans lequel je vous reçois.

C'est en 1982 que j'ai été en Israël. Les Israéliens n'ont pas écouté ce que je disais, ils ne voyaient que l'image. Les Arabes aussi. Alors que j'ai dit en Israël que les Palestiniens ont droit à une patrie. Aujourd'hui, une partie de la presse et de l'opinion juives se souvient de cette image, mais elles n'ont pas écouté ce que je disais. Israël doit sentir à la fois que la France est très vigilante pour sa sécurité et qu'elle reconnaît le droit des Palestiniens, peuple exilé, à revenir sur leur sol.

Yasser Arafat : Notre peuple vous respecte, je vous porte un grand respect et une grande amitié. Votre décision de m'inviter est courageuse. Cette visite sera une contribution efficace à la paix au Proche-Orient. Vous avez dit des choses courageuses à la Knesset. La paix au Proche-Orient nécessite beaucoup d'efforts, elle nécessite qu'on y concentre nos propres efforts.

J'ai combattu depuis 1947. En ces quarante-deux ans, je n'ai pas eu d'enfants. Eux [il désigne Ibrahim Souss et Farouk Kaddoumi] ont des enfants. C'est pour les enfants que nous voulons la paix. Quarante-deux ans de guerre, cela suffit ! Nous ne voulons pas la guerre de Cent Ans ! Les Juifs sont nos cousins. Nous avons été chassés ensemble d'Espagne et d'Andalousie. Plusieurs de nos dirigeants sont considérés comme juifs par les Juifs. Jusqu'à quand la guerre ?

Khomeyni, le dirigeant iranien, a lancé une menace contre moi, le traître, parce que j'accepte de construire un État palestinien seulement sur une partie de la Palestine. C'est vrai que nous voudrions la Palestine entière, mais notre Conseil national a décidé d'accepter qu'il existe deux États sur cette terre. C'est l'esprit même de la résolution 181. Nous demandons aujourd'hui quelque chose de moins que cette résolution 181 qui nous accordait 47 % de la terre palestinienne. Nous demandons un État palestinien sur 23 % de la terre de Palestine, c'est-à-dire des terres occupées depuis 1967, soit la moitié de ce que nous avions obtenu par la légalité internationale !

Le Dr Sauier était un Palestinien qui représentait le Koweït à d'ONU; quand il est mort, sa femme m'a demandé où l'enterrer; j'ai passé une semaine à chercher une église, entre Beyrouth-Ouest et Beyrouth-Est, où il a pu être enterré. Il y a quelques Palestiniens très riches, auprès de moi, qui se demandent où ils pourront être enterrés. Moi, je n'ai pas de pays où retourner mourir. Cette femme s'est mise à pleurer, elle m'a dit : « Je veux un pays, un passeport ! » Je n'ai pas non plus trouvé d'endroit où enterrer mon frère, l'ambassadeur de l'OLP au Yémen, mon frère que j'adorais ; il a fallu qu'un Égyptien achète une terre pour que mon frère soit enterré ! Voilà la tragédie palestinienne.

Nous voulons vivre en paix. Les Syriens, très courageux, nous accusent d'être des traîtres ! Les Iraniens, qui roulent des mécaniques, nous accusent d'être des traîtres ! Mais si je trouve une terre pour nos enfants, ce sera la paix. On ne fait la paix qu'avec ses ennemis, et nous voulons la paix avec Shamir, pas avec des amis auxquels on vient rendre visite. Je dois faire la paix avec Shamir, avec Sharon qui a demandé à dix reprises au Mossad de me faire la peau ! Ils me détestent, mais ils sont censés faire la paix avec moi, pas avec Baker ! Permettez-moi de m'ouvrir à vous : dix-sept tentatives de paix ont échoué, quel peut être l'avenir ? La guerre ?

Peut-être la quantité d'armes diminue-t-elle de par le monde, mais pas au Moyen-Orient ! Je ne veux pas parler aux Israéliens. Les Israéliens ne veulent pas parler aux Palestiniens, ils ne veulent pas parler à la Palestine. Mais un sondage indique que 65 % des Israéliens souhaitent parler

avec nous. Quand Shamir a eu connaissance de ce sondage, il a prétendu qu'il était faux. Un autre sondage donne 53 % d'opinions en faveur du dialogue avec moi. Alors ? Je voudrais m'adresser aux Juifs du monde entier. [Il poursuit en me regardant très ostensiblement :] Nous autres, Palestiniens, sommes l'avant-garde du monde arabe. Si on continue à nous laisser hors du monde, sans solution, quel autre avenir que la guerre ? La guerre se fera avec les bombes nucléaires et chimiques. La guerre des Six Jours fait déjà partie des archaïsmes de l'Histoire. Devons-nous envisager une guerre avec Israël comme celle qui se déroule à l'est de Bassora, avec autant de victimes ? S'il y a une nouvelle guerre, cela sera comme ça. Vous avez des inquiétudes, nous en avons aussi. Nous vous demanderons d'intervenir entre nous deux. La paix ouvrira de vastes horizons. Il y aura une conférence avec l'Égypte. La conférence internationale peut être couronnée de succès. Pourquoi ne pas conjuguer ces efforts et les nôtres ?

François Mitterrand : Je suis, monsieur le Président, très ouvert à ce que vous dites. Le moment est venu de mettre les points sur les « i ». Il faut qu'Israël s'exprime clairement, et vous aussi. Le discours que vous tenez est d'une très grande clarté. Il ne peut pas ne pas toucher les responsables. Vos paroles sont justes. Mais vous vivez dans un état de suspicion réciproque. Il faut répéter dix fois les choses pour être cru. C'est pourquoi je vous dis : dites clairement : 1) les résolutions de l'ONU sont valables ; 2) si la paix s'installe, les dispositions de la Charte, contredites par la décision d'Alger, appartiendront au passé. Dites cela clairement! Les Israéliens seront encore hostiles, mais vous aurez pour vous l'opinion internationale et celle de l'Europe, dont j'aurai la charge dans deux mois, et j'y utiliserai ma présidence.

J'ai vu Itzhak Shamir il y a un mois, je lui ai dit que je vous recevrais. Mais je ne lui ai pas dit quand. Il faut qu'il soit dit haut et clair que votre objectif est celui-là, et pas, comme le dit Shamir, d'aller plus loin après la création d'un État.

Sur le terrorisme, vous avez fait preuve de logique. Je peux comprendre la résistance sur le terrain, en prenant garde à ce qui peut être barbare. Je suis intervenu, en 1944, au Conseil national de la Résistance, contre les attentats qui touchaient les femmes et les enfants. Le combat, c'est le combat. Si on veut la paix, il faut dire que, dès la paix faite, vous accepterez définitivement les conditions de la paix. Il vous faut le répéter.

Un point particulier : j'aimerais connaître votre position sur les élections dans les Territoires. Si les élections sont libres, il est normal d'exiger qu'elles soient contrôlées. Croyez-vous ça ?

Yasser Arafat : Je dois refuser ces élections. C'est une astuce de Shamir qui a servi aux Américains un simulacre de démocratie.

François Mitterrand : Vous avez peut-être intérêt à accepter. Je vous fais part de mes pronostics : tous les élus à 85 % seront pro-OLP, et Israël sera bien embarrassé de les avoir là.

Yasser Arafat : Pourquoi des élections ? Dans quel but ?

François Mitterrand : Israël souhaite un alibi, un argument. J'ai dit à Shamir : « Vous ne voulez rien. C'est le résumé de votre politique. » Il a lâché : « Des élections. »

Yasser Arafat : Des élections, c'est soit pour l'autodétermination, s'agissant des municipalités, soit pour un Parlement qui décide d'accorder la liberté. Avant-hier, Shamir a dit que s'il y a des élus qui déclarent leur allégeance à l'OLP, il les arrêtera. Au surplus, nous avons été échaudés par les élections de 1976 : j'avais demandé que nous acceptions des élections. Nous les avons acceptées. Les relations avec les Syriens étaient bonnes. Je voulais montrer aux Israéliens qui était ce peuple et pour qui il votait. Sur116 élus, il y a eu 90 % pro-OLP. La plupart ont été tués, amputés, expulsés, démis de leurs fonctions, jetés en prison ! Quand nous avons pris la décision de faire un pas en direction des Israéliens, j'ai eu peur de ne pas atteindre le quorum au Conseil de l'OLP. J'ai demandé à nos élus de sortir des Territoires occupés et de venir voter. Israël a refusé ! Alors, à quoi servent ces élections ? Sont-elles une étape dans le processus tout entier, ou bien le processus lui-même ? Si c'est une étape, on peut se mettre d'accord. Je suis d'accord pour rencontrer l'un des leurs en votre présence, directe ou indirecte, mais pas pour renouveler la grande erreur de 1976.

François Mitterrand : Les temps ont changé, depuis.

Yasser Arafat : Personne ne veut des élections pour les élections. Même Camp David, c'était mieux, car on nous a dit qu'après les élections il y aurait l'autodétermination.

François Mitterrand : Israël veut — c'est bien normal — se fabriquer des interlocuteurs. Il faut demander des garanties sérieuses et, si elles sont données, il sera très difficile à Israël de les refuser. Il faut discuter des conditions des élections après en avoir retenu le principe. Je suis sûr qu'Israël les acceptera.

Yasser Arafat : Vous n'êtes pas un leader quelconque, vous bénéficiez d'un grand prestige de par le monde et parmi les démocraties. Les Israéliens veulent leurs interlocuteurs. Ils veulent une délégation présidée par l'Égypte avec, en son sein, des Palestiniens, des Syriens et des Jordaniens. Ça, je n'en veux pas !

François Mitterrand : C'est une bonne réponse. Que vous obteniez les mêmes garanties, c'est évident.

Yasser Arafat : Je suis d'accord pour des négociations directes, en votre présence, s'ils retirent certaines réserves. D'aucuns émettent partout beaucoup de réserves. Il y a cinq jours, j'ai reçu un message de Rabin. Il me dit qu'il se démarque de Shamir, il me fait des propositions, mais Rabin ne me croit pas. Je lui ai dit que j'étudierais ses propositions.

François Mitterrand : Ce gouvernement israélien a été élu sur une ligne dure.

Yasser Arafat : J'ai donc deux Khomeyni en face de moi : le vrai et celui d'Israël ! [Il éclate de rire.]

François Mitterrand : Sur le retour des Palestiniens en Palestine, une précaution serait utile : délimiter ce retour aux frontières. Le futur État palestinien, que je souhaite, pour les Israéliens, c'est un obstacle.

Yasser Arafat : La résolution 194 est claire, on y a parlé de « compensations ». Mais combien, sur les trois millions de Palestiniens vivant en Jordanie, qui détiennent 86 % des propriétés d'Amman, partiront-ils ? Et ceux qui sont dans le Golfe, en Arabie Saoudite, ceux-là non plus ne voudront pas revenir. Je souhaiterais que leurs capitaux affluent dans l'État et qu'ils s'y rendent en visite. Ce sont eux qui ont rendu le Liban prospère. Je devrai les forcer à dire qu'ils sont prêts à recevoir des compensations ! Je suis prêt à mettre cela à l'ordre du jour.

La résolution 181 parle d'« économie conjointe ». Il faut un accord sur l'économie, sur l'eau, sur Gaza au moins...

François Mitterrand : Voilà un programme chargé ! Où en êtes-vous avec la Jordanie ?

Yasser Arafat : Les habitants de Cisjordanie sont sans État. Je suis responsable de 23 000 fonctionnaires. Et ne croyez pas que les Arabes soient généreux ! Nous avons gardé de très bonnes relations avec la Jordanie. Nous voulons une confédération librement consentie avec elle.

François Mitterrand : Oui, il faudrait d'abord un pouvoir palestinien. J'ai entendu toutes les parties prenantes dans cette région. La Syrie est contre votre État.

Yasser Arafat, riant : Elle ne veut ni le Liban, ni la Jordanie, ni Israël. Pour Assad, la Palestine, c'est le sud de la Syrie. Je lui ai riposté une fois : « Non ! La Syrie, c'est le nord de la Palestine ! »

François Mitterrand : Ce que nous disons ici en souriant pose un problème sérieux. Il ne faut pas que tous les voisins soient inquiets. Le seul pays ouvert à votre existence est la Jordanie.

Yasser Arafat : Et l'Égypte, et les autres États arabes...

François Mitterrand : Gaza n'a jamais été juive dans l'Histoire. Ils ne l'ont jamais voulu. Shamir a plus d'ambitions que les vieux prophètes... [L'huissier vient signaler que le temps passe.] Je suis heureux de recevoir ici M. Souss, qui a le respect des Français et de leur gouvernement, qui est un représentant très digne de votre peuple ; son rôle est très difficile... Le Premier ministre n'est pas là mais vous recevra à dîner demain. Je souhaite que votre voyage soit fécond. Il faut que vous m'aidiez à faire comprendre à l'opinion l'utilité de nos relations. Aidez-moi : c'est une cause juste et difficile. Il faut qu'il y ait de la confiance au cours de vos entretiens, dont je serai tenu informé. J'aimerais que vous parliez de Jérusalem et de sujets pratiques : la conférence préparatoire à la conférence elle-même. Comment déboucher sur des conversations directes ? La force est souvent une faiblesse... Je souhaite que tout cela soit évoqué.

Roland Dumas reçoit Yasser Arafat dans l'après-midi. Il lui fait prendre note du mot caduc, pour qualifier la Charte de l'OLP qu'il utilisera le soir même à la télévision. Le voyage a trouvé sa justification.

Robert Hersant, actionnaire de La Cinq, écrit à François Mitterrand pour protester contre les projets de décrets de Catherine Tasca et Jack Lang sur les quotas d'oeuvres françaises à la télévision. Le Président fait préparer une réponse argumentée.

Helmut Kohl confirme la suppression de la retenue à la source qu'il a déjà annoncée au Bundestag. Mais il s'agit d'une affaire de politique intérieure, nous rassure Hans-Dietrich Genscher. La retenue à la source sera rétablie lorsque l'harmonisation sera décidée au niveau européen. Et là, nous serons du côté de la France et nous vous soutiendrons.

Rien n'est moins sûr, car le Chancelier cédera sûrement alors aux Britanniques !

D'autres prises de position du Chancelier, lourdes d'implications pour l'Europe, sont d'ailleurs tout aussi inquiétantes : il prend parti pour des mesures contre la pollution automobile qui favorisent surtout les intérêts allemands, sans attendre un accord européen ; il met une condition à l'aide aux pays endettés (les projets doivent prendre en compte la protection de l'environnement) sans le moindre accord préalable avec nous. Comme si la politique étrangère de la République fédérale avait des velléités d'autonomie qu'elle n'a jamais montrées jusqu'ici. Comme si l'Europe n'était plus le cadre privilégié, mais un instrument de sa politique étrangère, utilisé à sa guise. Tous les pays européens se comportaient déjà peu ou prou ainsi, sauf la RFA.

La RFA avec sa culpabilité qui s'efface...

En Hongrie, amorce de démantèlement du rideau de fer avec l'Autriche. Les Hongrois vont venir librement à Vienne. Que restera-t-il de la peur qui fait tenir debout ces régimes ?

Mercredi 3 mai 1989

Avant le Conseil des ministres, remarquant la communication d'un secrétaire d'État dont il n'admire pas les qualités de concision, le Président murmure : Il ferait mieux de s'inspirer de Tacite que de Cicéron.

Après l'exposé de Roland Dumas sur la situation au Liban, le Président : Il y a en fait deux puissances occupantes, la Syrie et Israël, qui ont passé une sorte de pacte tacite afin que l'une soit tranquille au Sud et que l'autre ne soit pas dérangée dans le reste du Liban. Nous pouvons très vite nous retrouver dans la situation antérieure, et nous risquons d'avoir un drame de grande ampleur.

A propos de l'Allemagne : Je ne suis pas à ce point pessimiste. La situation géographique de l'Allemagne n'est pas celle de la France. Que les Allemands veuillent la réunification, c'est parfaitement logique et normal. Il faut que nous prenions en compte dans notre diplomatie ce besoin irrépressible. Cela signifie une politique française vis-à-vis de l'est de l'Europe qui permette de poser autrement le problème allemand.

A propos de la troisième option zéro : Il n'y a pas de politique britannique, il y a une politique anglo-américaine. Quand j'ai vu Bush, il m'a dit : « Ce que je vous demande, c'est que vous recommenciez le discours du Bundestag. » Je lui ai répondu qu'une fois suffisait et je lui ai dit qu'en tout cas nous ne rentrerions pas dans le commandement intégré.

A propos d'Arafat et de la charte de l'OLP : Si l'OLP n'obtient aucune concession, pourquoi devrait-elle déposer son arme de combat ?

A propos des réactions françaises à la visite du chef de l'OLP : La droite ne fréquentait M. Arafat que lorsqu'il était terroriste ; moi, c'est vrai, je l'ai vu en 1974, au Caire, mais c'était par hasard et ce n'était pas prévu.

Le Président évoque le traitement infligé naguère par la communauté juive américaine à Georges Pompidou lors de son voyage à Chicago ; il évoque l'épisode controversé de Giscard d'Estaing observant Israël depuis un poste militaire en Jordanie, ce que l'intéressé a d'ailleurs démenti avoir jamais fait. Il rappelle qu'en 1982 Gaston Defferre et lui, rue des Rosiers, tout de suite après l'attentat, se sont fait traiter d'assassins : Je suis étonné que la communauté croie indispensable de s'associer uniquement à des parlementaires d'opposition et à l'ambassadeur d'Israël pour dénigrer la venue d'Arafat... Vous savez, dans toutes les affaires difficiles, on peut compter sur la couardise humaine. Faisons donc ce que nous avons à faire. Quant à Arafat, demandons-lui de parler clairement. C'est ce qu'il semble avoir commencé à faire... Sa déclaration à la télévision française était bienvenue. Elle a eu un retentissement dans le monde entier.

Jeudi 4 mai 1989

Tragédie : Jean-Marie Tjibaou et Yeweiné Yeweiné sont assassinés à Ouvéa par un extrémiste canaque.

300 000 étudiants défilent à Pékin. La prochaine visite de Gorbatchev y attire les médias et leur sert de prétexte. Ni l'ambassade, ni les services ne savent rien sur la lutte de pouvoir qui se joue à Pékin... Tout reste à faire. L'ignorance à l'égard de ces pays, mis à part quelques très rares diplomates ou journalistes, nous coûtera cher.

Travail avec le Président sur son discours de demain au Conseil de l'Europe. Il ne contient rien de bien important.

Vendredi 5 mai 1989

François Mitterrand, s'adressant à Strasbourg à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour le 40e anniversaire de l'organisation, souhaite que des liens plus forts soient établis avec l'Europe de l'Est.

Adhésion de la Finlande au Conseil de l'Europe.

A Madrid, je rencontre Felipe Gonzalez à la Moncloa. L'Espagne assure pendant deux mois encore la présidence de l'Europe. Gonzalez m'indique que le projet d'ordre du jour du Sommet européen sera prêt dans le courant de la semaine. Le fait que le « rapport Delors » sur l'Union monétaire ait été adopté par consensus lui confère une force qu'il convient d'utiliser pour son application. Face à l'opposition prévisible de la Grande-Bretagne, il faut définir la stratégie la plus efficace. Deux formules paraissent envisageables : soit se ranger à l'idée d'appliquer les trois phases prévues dans le rapport et évoquer à Madrid les modalités de la convocation d'une conférence intergouvernementale en vue de la modification du Traité de Rome ; soit proposer l'adoption de dispositions intermédiaires qui, en ménageant les réticences britanniques, permettraient d'aboutir, par étapes, à l'Union monétaire. Dans cette seconde hypothèse, la difficulté consisterait à trouver un lien obligatoire et contraignant entre l'adoption des premières mesures et la convocation de la conférence.

Felipe Gonzalez considère que la seconde hypothèse doit être privilégiée si elle peut permettre d'éviter une crise ouverte avec la Grande-Bretagne. Il estime toutefois que si cette formule doit conduire à un report sine die de l'Union monétaire, il est préférable de poser immédiatement le problème, quitte à déclencher une crise. Il est prêt à en prendre la responsabilité politique, considérant que la dramatisation a souvent été, par le passé, un facteur utile pour faire avancer la construction européenne.

Carlos Solchaga, ministre espagnol des Finances, m'explique que les oppositions conjuguées de la Grande-Bretagne, du Luxembourg et

aujourd'hui de la RFA compromettent toute perspective de déboucher tant sur la fiscalité de l'épargne que sur l'harmonisation de la TVA. Il estime par conséquent que la proposition Scrivener ne pourra être adoptée par le prochain Conseil économique. Il faut donc rechercher une formule intermédiaire qui sauvegarde le principe de la taxation et permette à la RFA de s'y rallier sans revenir sur sa décision de suppression de la retenue à la source.

Gonzalez et son ministre de l'Économie et des Finances sont conscients des difficultés politiques qu'entraîne la libéralisation sans contrepartie des mouvements de capitaux.

J'explique l'état d'avancement des démarches au sein du Groupe des Sept en vue de l'adoption d'une formule de financement de la dette des pays à revenus intermédiaires ; ce plan est aujourd'hui suffisamment avancé pour pouvoir faire l'objet d'une discussion au Conseil européen de Madrid. Felipe Gonzalez indique qu'il est favorable à l'inscription de ce point à l'ordre du jour si la RFA et la Grande-Bretagne ne s'y opposent pas. Il ne veut pas qu'une opposition déclarée de l'une ou de l'autre compromette la discussion au Sommet de l'Arche. En revanche, si la discussion à Madrid peut être utile, il sera heureux d'y contribuer.

Sur le fond, Carlos Solchaga s'inquiète de l'attitude des Américains, hostiles à un financement par recours au FMI (émission de DTS). Il souhaite savoir comment nos propositions s'articulent avec celles du plan Brady. Il est convenu que le directeur du Trésor prendra contact avec lui et lui fournira toutes les informations utiles.

Felipe Gonzalez fait allusion à l'éventualité d'un élargissement du Groupe des Sept pour y accueillir l'Australie. Si cette hypothèse se présente, il souhaite que la candidature de l'Espagne soit également considérée.

Il rappelle la demande du président nicaraguayen Daniel Ortega de recevoir une aide financière de 250 millions de dollars, dont 40 millions devraient être fournis immédiatement. Dans la perspective de la rencontre de Stockholm sur ce sujet, le chef du gouvernement espagnol propose que la France, l'Italie et l'Espagne s'associent pour fournir cette aide d'urgence. S'agissant de Madrid, la contribution prendrait la forme d'un prêt à intérêt bonifié (creditos blandos) et non d'un don.

L'ayatollah Ali Rafsandjani appelle les Palestiniens à tuer des Américains, des Britanniques ou des Français en réponse à la brutalité sioniste en Palestine.

Michel Rocard exclut que les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, prévues pour le 11 juin, se tiennent pendant la période de deuil consécutive à l'assassinat de Tjibaou.

Samedi 6 mai 1989

Le Président est furieux de la décision de Michel Rocard de reporter les élections provinciales prévues en Nouvelle-Calédonie pour dans un mois. Il lui demande de revenir sur son annonce : Reculer le scrutin, c'est donner raison aux assassins. Rocard accepte et décide de partir pour Nouméa assister aux obsèques de Tjibaou.

Lundi 8 mai 1989

François Mitterrand : Encore une célébration ! Le mois est fait de fausses victoires et de vraies vacances.

Mardi 9 mai 1989

Pour fêter leur « premier anniversaire », Michel Rocard invite François Mitterrand à déjeuner à Matignon. Il y a là cinq collaborateurs du Président et autant du Premier ministre. La conversation, aimable, un peu empruntée, n'aborde rien de sérieux. Longue digression sur le départ des communistes du gouvernement en 1946.

François Mitterrand me dit peu après: Méfiez-vous de ces gens, ce sont des barbares. Pour lui, l'expression désigne des gens incultes, pas forcément des adversaires.

François Mitterrand : La question européenne essentielle est d'avoir un accord monétaire avec l'Allemagne pour pouvoir se permettre un conflit avec la Grande-Bretagne.

Mercredi 10 mai 1989

Au Conseil des ministres, Pierre Bérégovoy rend compte de la création d'une pièce de 500 francs. Il s'agit d'une pièce de collection. Le Président, qui est parfaitement au courant, interroge le ministre : Cette pièce, vous la vendez combien ? Pierre Bérégovoy répond : 3 000 francs, ce qui soulève un éclat de rire général. François Mitterrand : Vous êtes dans le droit-fil de Philippe le Bel !

Après un exposé de Roger Fauroux sur la politique énergétique, le Président conclut : Le nucléaire nuit beaucoup moins aux hommes que les autres formes d'énergie.

Puis il intervient à propos de la Nouvelle-Calédonie : Je n'étais pas d'accord pour faire repousser la date des élections provinciales. Je l'ai fait savoir au Premier ministre qui était d'un avis radicalement opposé. Reculer le scrutin, cela revenait à donner raison aux assassins. Il s'agissait d'une question de principe et j'étais prêt à intervenir là-dessus pour dire que les élections devaient avoir lieu à la date prévue. Michel Rocard est parti là-bas [le 7 mai] et a annoncé que la consultation ne serait pas reportée. C'est bien.

Catherine Lalumière est élue secrétaire générale du Conseil de l'Europe.

Jeudi 11 mai 1989

A propos des prochaines élections européennes, le Président : Finalement, dans ce scrutin, Chirac et Rocard ont le même objectif. La liste qu'ils soutiennent — la liste Giscard pour l'un, la liste Fabius pour l'autre — ne doit pas réaliser un trop mauvais score, mais il ne faut pas non plus qu'elle en fasse un trop bon.

Mgr Lustiger refuse de s'associer aux cérémonies prévues prochainement pour le transfert des cendres de l'abbé Grégoire au Panthéon. Deux siècles après, l'abbé révolutionnaire est toujours aussi mal vu de sa hiérarchie !...

François Mitterrand reçoit les dirigeants du CRIF. La rencontre se passe mal. Les responsables de la communauté juive protestent à nouveau contre la visite de Yasser Arafat. Le Président leur répond : La France n'est pas comme le Maroc au temps des maréchaux : nous ne sommes pas à la remorque de M. Shamir ! La formule est plutôt mal prise.

Rencontre entre le secrétaire d'État américain James Baker et Mikhaïl Gorbatchev à Moscou. Le leader soviétique annonce le retrait unilatéral de 500 ogives nucléaires tactiques et présente de nouvelles propositions de réduction des forces conventionnelles en Europe d'ici à 1991, sous réserve de réciprocité de la part de l' OTAN. Le camp occidental est au pied du mur. Difficile pour lui de continuer à refuser ce qu'il a si longtemps réclamé.

Vendredi 12 mai 1989

George Bush expose, après un réexamen de plus de trois mois, sa vision d'ensemble des relations soviéto-américaines ; il demande à Moscou de prouver sa bonne volonté en déchirant le rideau de fer. Mais il ne peut faire autrement que de constater que l'URSS a changé et que la question de son intégration à la communauté des nations se pose vraiment pour la première fois. En revanche, le Président américain se garde de répondre sur la question précise du désarmement en Europe.

Heurts meurtriers entre Arméniens et Azéris dans le Haut-Karabakh.

Samedi 13 mai 1989

A Pékin, manifestations prévues du fait que les correspondants de presse internationaux affluent, deux jours avant la visite officielle de Gorbatchev. Des étudiants entament une grève de la faim place Tien-an-Men, avec le soutien des Pékinois. L'URSS a Gorbatchev. Nous, qui avons-nous ? interroge une banderole parmi d'autres qui réclament le départ à la retraite de Deng Xiaoping. Le peuple chinois va-t-il rejoindre le camp de ceux qui n'ont plus peur ? Un grand mouvement emportera-t-il tout ? Osera-t-on tirer à Pékin alors qu'on ne tire plus à Varsovie ?

Dimanche 14 mai 1989

Le plan Shamir, approuvé par le Conseil des ministres israélien, est rejeté par le Comité exécutif de l'OLP. Violences à Gaza.

A Solutré, François Mitterrand annonce le prochain dépôt d'un projet de loi sur le financement des partis politiques : On ne peut laisser durablement la gestion démocratique se confondre avec des formes, même ténues, de concussion.

Lundi 15 mai 1989

La bande de Gaza est totalement isolée et placée sous couvre-feu en raison d'expéditions punitives de colons israéliens.

Mardi 16 mai 1989

Après les propos tenus avant-hier à Solutré par le Président au sujet d'un projet de loi sur le financement des partis politiques, le problème de l'amnistie concernant les délits liés à ce financement et à celui des campagnes électorales vient en discussion au petit déjeuner des « éléphants ». Pierre Mauroy, qui en est un chaud partisan, et qui en a convaincu le Président, évoque le risque qu'on assiste à l'inculpation de milliers d'élus socialistes si on n'y procède pas. Il explique que le projet d'amnistie visant les activités de l'ARC (en Guadeloupe) pourrait s'étendre aux affaires de financement politique, en particulier à celle de la SORMAE. Ce texte doit venir devant le Parlement le 5 juin prochain.

Michel Rocard est plutôt réservé. Tous les élus présents autour de la table y sont favorables. Mauroy et Emmanuelli agitent une menace : si l'amnistie n'est pas « exhaustive », cela signifierait, de la part du gouvernement, une rupture de solidarité avec les socialistes. Ceux-ci s'en souviendront. Autrement dit, s'il n'y a pas amnistie, Rocard peut faire une croix sur l'élection présidentielle.

Très longue conversation avec Horst Teltschik sur les questions de défense. J'en retiens ceci : Nous sommes d'accord avec les Américains pour ne plus parler du déploiement éventuel des nouvelles fusées à courte portée avant deux ans. Nous sommes prêts à dire qu'aucune négociation sur le désarmement nucléaire en Europe ne doit reprendre avant que la négociation conventionnelle n'ait abouti à Vienne. Et qu'en tout état de cause elle ne devra pas aboutir à une troisième option zéro. Le Président aiderait beaucoup le Chancelier s'il disait qu'il était hostile à une troisième option zéro, ou, pour le moins, à tout désarmement nucléaire avant un rééquilibrage conventionnel.

François Mitterrand décide de tenir une conférence de presse sur les problèmes européens afin de contrer les critiques sur son « inaction » avant le début de la présidence française.

Renaud m'affirme que, contrairement à ce qu'indique un article paru récemment, il n'a pas dit, au journaliste qui l'interrogeait, être déçu par le Président, mais par le gouvernement.

Il me dit son hostilité à la présence des Sept à Paris pour le 14 Juillet. Il m'annonce qu'il souhaite organiser, les 15 et 16 juillet prochains, une réunion des pays les plus pauvres afin de faire pièce à celle du G7. Je lui réponds que je me tiens prêt à l'aider à faire en sorte que cette réunion se passe bien.

Mercredi 17 mai 1989

Conseil des ministres. Jospin décrit longuement son projet, très remarquable à mon avis, de loi d'orientation pour l'Éducation nationale.

Jack Lang : C'est un grand texte. Mais il faudrait que l'éducation artistique soit mieux traitée.

Jean-Pierre Chevènement pose la question de la laïcité, qui ne figure pas dans le texte.

Lionel Jospin : Moi, ça m'est égal, mais est-ce que cela ne va pas poser un problème avec l'enseignement privé ? Je suis d'avis de le mettre dans l'exposé des motifs.

Le Président : La laïcité, c'est quand même constitutionnel... Il faudrait faire une référence à la Constitution, à la laïcité bien comprise, sans pour autant offenser ceux qui préferent une autre voie.

Puis il exalte la réussite de l'école primaire publique de 1884 à 1930.

Pierre Joxe présente ensuite son projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, qui modifiera la loi Pasqua de 1986.

Le Président : Il y a abrogation de certaines dispositions, mais il n'y a pas abrogation de toute la loi, puisque celle-ci comportait des dispositions traditionnelles. Je me réjouis de ce texte qui est conforme aux intentions que j'avais exprimées. J'espère que, sur certains points, ce ne sera qu'un début [allusion au droit de vote des étrangers].

Sur le problème du travail et des ateliers clandestins, il ajoute : Tout le monde les connaît, on les visite, je les ai visités... Il faut agir. Il ne manque que la volonté politique.

Puis on parle du budget de la Défense.

Jean-Pierre Chevènement : Moi, je suis aux ordres. Qu'on m'indique seulement quel système d'armes je dois sacrifier. Supprimer le Rafale, c'est tuer Dassault et toute l'électronique aéronautique. Renoncer au char Leclerc, c'est tuer les arsenaux de l'Armée de terre et fabriquer des milliers de chômeurs. Torpiller le porte-avions nucléaire, c'est démolir les arsenaux de la Marine. Sans compter qu'avec le nom qu'il porte [le Charles-de-Gaulle], ça la ficherait mal !

Le ministre de la Défense se dit totalement confiant, persuadé que le Président va lui obtenir une rallonge de 15 milliards sur le montant (420 milliards) qu'était prêt à lui allouer le Premier ministre.

Il y a trois mois, Chevènement réclamait 450 milliards sur quatre ans ; il ne demande « plus » aujourd'hui que 435 milliards pour s'en tenir aux investissements prévus par la loi de programmation militaire, en particulier le char Leclerc et le porte-avions.

Après le Conseil, réunion de travail, à Paris, entre les collaborateurs du Président et ceux du Chancelier (Hubert Védrine, Élisabeth Guigou, Horst Teltschik, Joachim Bitterlisch et moi) sur l'Europe.

Horst Teltschik : Sur l'Europe monétaire, le Chancelier est prêt à affronter Mme Thatcher et à l'isoler. Mais il souhaite qu'on attende la présidence française pour lancer la conférence intergouvernementale. En ce qui concerne la fiscalité de l'épargne, le nouveau ministre des Finances allemand est hostile à toute fiscalité ; il faudrait qu'il entende lui-même le point de vue français.

Autrement dit, le Chancelier s'en lave les mains !

Élisabeth Guigou rappelle les engagements, pris par le Chancelier à Évian en 1988, de créer une fiscalité européenne de l'épargne en échange de la libre circulation des capitaux. Les collaborateurs du Chancelier répondent qu'ils voient beaucoup de journalistes français pour leur expliquer qu'il n'y a pas remise en cause de l'engagement européen de l'Allemagne. Maigre consolation ! La RFA a renoncé à ce pan essentiel de la construction européenne. Déjà, l'Europe l'intéresse moins...

Une réunion des sept directeurs du Trésor montre qu'on progresse dans la voie d'un accord sur la dette avant le Sommet de l'Arche. Sont entérinés la nécessité de réduire la dette bancaire ; l'échange d'une partie des créances bancaires actuelles contre des titres de moindre valeur, garantis internationalement ; la possibilité de réduire les taux d'intérêt d'une autre fraction de la dette bancaire en la garantissant. Reste à décider du financement de la garantie (par les DTS ou pas ?). Le FMI et la Banque mondiale ont déjà réuni 15 milliards de dollars ; il faut plaider pour qu'on dispose en sus de DTS, ressources gratuites. La liste des pays concernés n'est pas non plus établie. Évidemment, l'Argentine et le Brésil ne peuvent y figurer pour l'instant en raison de leur désordre économique. Le Mexique, l'Égypte, la Pologne sont au premier rang.

A Prague, libération de Vaclav Havel par décision du tribunal d'application des peines.

Jeudi 18 mai 1989

Conférence de presse de François Mitterrand à l'Élysée, consacrée à la politique étrangère et à la Défense. Derrière le Président, à côté du drapeau français, est placé celui de la Communauté européenne.

Le Président expose les cinq points principaux qui permettront d'avancer vers la construction de l'Europe politique : Union économique et monétaire, espace social, Europe culturelle et audiovisuelle, environnement, Europe des citoyens. Il répond à des questions sur le rôle du Parlement européen, sur le développement culturel. Il énumère les progrès de l'Europe dus à la France : Europe de la pêche, Eurêka technologique et audiovisuel, engagement de l'Acte unique, règlement de contentieux, doublement des fonds structurels, directives sur la protection sociale.

François Mitterrand termine par un avertissement : Il faudra bien qu'il existe des règles du jeu qui soient respectées. Une discussion sur la fiscalité s'impose : un contrat repose sur l'honnêteté, pas simplement sur la sanction. La position de la France est essentiellement une position de défense de la paix, une position de construction de l'Europe, une position de développement économique, à commencer par le désendettement des pays pauvres, une position de justice dans le monde, de respect des droits de l'homme et de respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La France, par-dessus tout, tient à garder son rang, à défendre ses intérêts et sa sécurité.

En matière de défense, le Président tranche le différend entre Rocard et Chevènement : celui-ci devra consentir 40 milliards de sacrifices, mais le char Leclerc et le porte-avions seront préservés.

A propos du désarmement, il réaffirme sa préférence pour la réduction des armes conventionnelles. Il est favorable, dit-il, à la troisième option zéro. Et il annonce que la France renoncera aux essais nucléaires dès que les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni feront de même.

Vendredi 19 mai 1989

Horst Teltschik m'appelle de la part du Chancelier pour transmettre au Président sa satisfaction pour ce qu'il a déclaré hier sur l'Allemagne, l'Europe et la troisième option zéro. Et il est content de ce que j'ai dit sur la fiscalité de l'épargne ? bougonne François Mitterrand.

Conseil informel des ministres des Finances de la Communauté à S'Agaro (Catalogne). Les débats portent sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire. Accord pour proposer au Conseil européen le lancement de la première étape et la convocation d'une conférence intergouvernementale. Mais Theo Waigel, ministre des Finances de RFA, a une attitude réservée qui n'est pas celle du Chancelier. Felipe Gonzalez est déterminé à faire avancer le dossier. Pour l'heure, concernant la fiscalité de l'épargne, il n'y a aucune chance de voir le ministre accepter de restaurer la retenue à la source.

Le Chancelier a demandé à son ministre d'avancer sur l'Union économique et monétaire. Les Britanniques n'ont pas opposé de veto catégorique à la Commission, ce qui a permis un accord, mais Jacques Delors estime que Margaret Thatcher s'emploiera, au Sommet de Madrid, à torpiller la discussion et à empêcher que quoi que ce soit progresse.

Arrivée du Président à Ottawa avant d'aller aux États-Unis où une rencontre de deux jours est prévue dans la résidence privée des Bush, près de Boston.

En Italie, Ciriaco De Mita, Premier ministre depuis avril 1988, remet la démission de son gouvernement en raison de désaccords entre démocrates-chrétiens et socialistes, les deux principaux partis de la coalition.

Samedi 20 mai 1989

Deux jours après le départ de Gorbatchev de la capitale chinoise, la loi martiale est instaurée à Pékin. Mais la population empêche l'armée d'intervenir contre les étudiants qui viennent de plus en plus nombreux camper sur la place Tien-an-Men.

Journée à Kennenbuck Port. Rencontre avec George Bush : première discussion sérieuse sur l'hypothèse d'une réunification allemande.

George Bush : On essaie de travailler avec les Allemands. Il faut aider Kohl, parler de négociations, mais ne pas laisser l'Alliance aller à la dérive.

François Mitterrand : Son opinion ne veut plus d'armement nucléaire sur son sol, et Gorbatchev y est très populaire. Les Verts, les nationalistes sont très influents. Les sociaux-démocrates sont idéalistes et démagogiques ; ils veulent un accord permettant la réunification allemande. Ils se font des illusions. L'équilibre de l'Europe est fonction depuis des siècles de l'expansion allemande. Les Soviétiques ne céderont jamais là-dessus. Sur le plan de la politique étrangère, je préfère que Kohl gagne les élections. Mme Thatcher ne supporte pas la relation franco-allemande. J'ai téléphoné à Kohl après son contestable discours du Bundestag. Mme Thatcher a fait une déclaration publique, pas moi. Faut-il une troisième option zéro ? Dans l'état actuel, c'est inacceptable en raison de la supériorité soviétique. Là-dessus, Helmut Kohl est d'accord avec nous, mais ne

peut le dire. Pour obtenir le soutien de son opinion, il lui faut parler de l'équilibre classique et stratégique.

George Bush : Je vous montrerai le texte que j'ai proposé là-dessus aux Allemands et on en parlera avec la Dame de fer.

François Mitterrand : Si vous réussissez la négociation SNF avant 1992, les armes n'auront pas à être modernisées. Sur ces bases, un accord est possible. Genscher est un Allemand de l'Est, un réfugié, il ne pense qu'à la coupure de l'Allemagne et à sa réunification.

George Bush : En tant que Président de la France, êtes-vous pour [la réunification] ?

François Mitterrand : Je ne suis pas contre, en raison des changements intervenus à l'Est. Si le peuple allemand la veut, nous ne nous y opposerons pas. Mais les conditions n'ont pas changé au point que cela soit possible.

George Bush : C'est aussi notre position officielle, mais il faut en parler davantage. Cela peut se faire...

François Mitterrand : Non, je ne crois pas avant dix ans. J'ai toujours pensé que l'empire soviétique se disloquera avant la fin du siècle. Le problème allemand est central pour eux. Jusqu'au bout, ils s'y opposeront, par la force. Il n'y a que deux causes de guerre possible en Europe : si la RFA se dote de l'arme nucléaire et si un mouvement populaire pousse à la réunification des deux Allemagnes.

George Bush : Je veux que Gorbatchev réussisse. Mais je suis prudent. Chevardnadze a déclaré qu'ils vont stopper le démantèlement des missiles SS 23. C'est pour nous inacceptable.

François Mitterrand : Le Parti et l'armée ont encore assez de force pour accuser Gorbatchev de ruiner la puissance soviétique. Il veut la paix, mais il est menacé par le rythme de l'évolution. Il faut se montrer prudent. Il peut être amené à faire des aller et retour.

George Bush : Je vais me rendre en Pologne et en Hongrie pour les encourager à bouger, mais sans envolées lyriques qui embarrasseraient les Soviétiques. Puis, au sujet de la coopération entre la France et les États-Unis sur les missiles : Les accords de 1970 sont excellents. J'ai décidé que cette coopération continue sur les mêmes bases.

François Mitterrand, sur le Liban : Il faut un accord avec l'URSS pour arrêter tout cela, comme en Afghanistan, comme au Cambodge, en réduisant notre aide économique à la Syrie pour la faire céder. Je redoute la destruction physique des chrétiens. Gorbatchev est bien disposé. Le danger est de voir deux cents fanatiques pro-iraniens entrer dans le réduit chrétien et massacrer tout le monde. Nous sommes à la veille d'un génocide.

James Baker : Il faut dire aussi à l'Irak de ne plus livrer d'armes à Aoun.

George Bush, sur le Cambodge : J'ai vu Sihanouk, ce n'est pas un homme très stable.

François Mitterrand, sur Israël : Vous avez des épousailles avec M. Shamir... et je tiens la bougie !

George Bush : La communauté juive américaine prend ses distances avec lui, mais je ne suis pas très optimiste. Israël a besoin d'un contact entre l'OLP et lui. L'OLP doit le comprendre.

François Mitterrand : Oui, c'est ce que j'ai dit à Arafat.

George Bush : Vous qui connaissez cette région, pourquoi êtes-vous sceptique sur les chances de paix ?

François Mitterrand : Parce que Shamir considère les élections dans les territoires comme une fin, et non comme un début. Pour Israël, le problème est d'ailleurs tragique, car la Cisjordanie est la terre la plus sacrée du peuple juif.

George Bush : Je ne pense pas que Shamir bouge. Rabin et Pérès bougeraient plus vite.

Dans le cours de la conversation, à propos de l'occidentalisation de la Chine, François Mitterrand émet une remarque qui fait beaucoup rire George Bush : En 1961, quand je suis allé voir Mao, les filles étaient laides ; en 1983, elles étaient devenues jolies...

Vers 18 heures, Barbara Bush annonce à Danielle Mitterrand, qui a du mal à dissimuler son étonnement, qu'elle a fait avancer à 7 heures la messe prévue pour le lendemain matin afin de permettre aux Français d'arriver ensuite à temps en hélicoptère à l'université de Boston. Le Président remercie chaleureusement, puis, se tournant vers Roland Dumas et Hubert Védrine : J'ai beaucoup de travail. Allez donc à la messe à ma place.

Vu dans la bibliothèque du salon de Bush les Mémoires de Nixon annotés par lui.

Dîner très chaleureux, familial, dans la belle maison en bois du Président américain. Conversation sur l'aide à l'Amérique centrale, sur Noriega, le dictateur panaméen :

George Bush, sur Noriega : Il faut qu'on le fasse partir. Mais je ne peux rien, sauf s'il tire sur les soldats américains. Beaucoup d'officiers sont prêts à le chasser.

François Mitterrand : Prenez garde. Une épreuve de force avec vous le rendra populaire au Panama.

George Bush : Il y a ici plus de scepticisme que jamais sur la volonté démocratique du Nicaragua.

François Mitterrand : Je ne suis pas d'accord avec vous. Vous faites une erreur d'analyse.

George Bush : Je veux vous convaincre que les sandinistes sont maoïstes, léninistes, qu'ils ne tiennent pas leur parole ; tous leurs voisins le disent.

François Mitterrand : On paie encore la note des événements d'il y a huit ans. Le régime peut réussir. Regardez Saint-Domingue...

George Bush : Le Nicaragua a une énorme armée. C'est un pays « solidifié », il ne peut plus évoluer.

François Mitterrand : Si j'étais au Nicaragua, je ne croirais pas au salut venant du Nord !

George Bush : Mais Ortega perdrait des élections libres !

François Mitterrand : Je pense au contraire qu'il les gagnerait.

George Bush : Ce n'est pas un démocrate. Il n'y a pas là-bas de liberté de la presse. Il devrait distribuer du papier aux journaux d'opposition et donner à celle-ci accès à la télévision.

François Mitterrand : En France, je suis resté sept ans sans aller à la télévision, et les États-Unis ne m'ont pas envoyé de secours !

Éclats de rire.

François Burck succède à Jean-Marie Tjibaou à la Présidence de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS.

A Moscou, 100 000 personnes réclament la démocratie.

En Bulgarie, affrontements entre la gendarmerie et les communautés turque et musulmane ; début de l'exode des Turcs de ce pays.

Lundi 22 mai 1989

Sur l'amnistie, une nouvelle réunion se tient autour de Jean-Paul Huchon et Jean-Louis Bianco, avec Pierre Arpaillange, Pierre Mauroy et Henri Emmanuelli. A mots à peine couverts, Pierre Mauroy et Henri Emmanuelli reprochent à Pierre Arpaillange de ne pas tenir ses juges. Le garde des Sceaux s'en défend et fait part de son impuissance à endiguer ce qui tourne à l'amoncellement d'« affaires ».

Guy Carcassonne suggère une sorte de mea culpa collectif des socialistes, qui expliquerait que l'absence de législation les a obligés à violer les lois à défaut d'enfreindre la morale. Aussi demanderaient-ils solennellement à être tous inculpés, tandis que, par ailleurs, ils feraient le nécessaire pour que les mêmes faits ne se reproduisent plus en adoptant une législation nouvelle vigoureuse. Michel Rocard serait prêt à se joindre lui-même à une telle démarche du Bureau exécutif du Parti. Cette proposition n'est pas sérieusement prise en considération : C'est de la folie, disent Pierre Mauroy et Henri Emmanuelli. Cela ferait des milliers d'inculpations !

Ceux qui sont hostiles à l'amnistie mettent d'emblée l'accent sur ses dangers : impopularité et inefficacité. Impopularité politique, tant il est certain qu'on criera à l'auto-amnistie. Inefficacité technique, tant il est assuré que des juges déchaînés ne se priveront pas de mener à bien toutes leurs enquêtes, en les entourant d'un maximum de publicité, avant, le cas échéant, tout à fait en fin de parcours, de constater que les faits ont été amnistiés.

Rien n'y fait : la direction du PS, soutenue par la présidence du groupe, tient à cette amnistie.

L'idée de mea culpa est enterrée. Ne reste que l'amnistie. Massive...

Un grand secret d'État va être rendu public. Bill Maynes, directeur de la revue trimestrielle Foreign Policy, prévient l'ambassade de France à Washington de la parution prochaine dans son périodique d'un article rédigé par David Bruce, professeur d'histoire internationale à l'université de Princeton, sous le pseudonyme de Richard Ullman, et contenant de nombreuses révélations sur la coopération secrète entre les États-Unis et la France dans le développement des armements nucléaires. En voici quelques extraits :

Pendant quinze ans, les États-Unis ont fourni secrètement une aide substantielle au programme d'armement nucléaire français. Cette assistance a presque certainement enfreint la législation américaine. Elle détruit également deux mythes : l'aspect purement national de la force de frappe, symbole de la souveraineté française, d'une part, et, de l'autre, le caractère extrêmement restrictif de la politique américaine en matière de transfert de technologies militaires nucléaires. En conséquence, la coopération nucléaire franco-américaine a été l'un des secrets les mieux gardés par les deux gouvernements.

Avec un zèle comparable ont été cachées les mesures prises par la France pour répondre à l'aide fournie par les États-Unis. Ainsi le commandement militaire français a-t-il coordonné étroitement ses opérations avec l'OTAN, en particulier avec les États-Unis. En cas de conflit avec l'Est, les forces françaises seraient placées sous commandement de l'OTAN et les renforts américains utiliseraient les facilités françaises. Les forces nucléaires françaises, ne suivant pas la doctrine anti-cités, seraient utilisées en coordination avec celles de l'OTAN.

Le résultat de ces accords est important et impressionnant. En effet, les forces nucléaires françaises seraient beaucoup plus efficaces en cas de conflit et, dans le même temps, serait réduit le risque que leur utilisation entraîne une destruction généralisée. De plus, l'intégration des opérations conventionnelles signifie que l'OTAN non seulement pourrait compter sur les forces françaises, mais bénéficierait également de la profondeur du territoire français.

François Mitterrand, mis au courant de ces révélations : Ce genre de secret est excessivement protégé. Il n'y a pas de secrets d'État. Il n'y a que des gens qui veulent se rendre importants.

Mardi 23 mai 1989

Avant le Conseil (avancé de vingt-quatre heures en raison du départ du Président pour Dakar en vue du Sommet de la francophonie), François Mitterrand parle au Premier ministre des dix syndicalistes de Renault qui ont été licenciés. Pour les empêcher de rentrer, le président de Renault, Raymond Lévy, voulait, dit-on, murer la cantine !

Le Président : C'est un patron de combat, c'est une preuve de faiblesse. De Renault sont partis de grands conflits sociaux. Il faut être vigilant. Cela n'empêche pas d'être ferme avec les syndicats. M. Hanon, le président avant Besse, ne l'était pas assez. Mais il faut être correct avec la classe ouvrière. M. Lévy ne l'est pas.

Cinquième Sommet extraordinaire de la Ligue arabe à Casablanca : l'Égypte réintègre la famille.

Rumeurs à Paris d'annulation par la France de la dette africaine. Le Président avait pourtant décidé de garder cette nouvelle secrète jusqu'au 13 juillet. Demain, au troisième Sommet de la francophonie, il faudra bien en dire quelque chose aux chefs d'État présents à Dakar.

Un instituteur de Changson nommé Yu Zhijiou aurait, nous dit l'ambassade, en compagnie de deux inconnus, jeté de l'encre sur le portrait de Mao suspendu à la porte de la Paix céleste à Pékin.

Mercredi 24 mai 1989

Dans l'avion vers Dakar, conversation avec le Président. Il décide d'annoncer l'annulation de la totalité de la dette de trente-cinq pays africains vis-à-vis de la France : un cadeau de 16 milliards de francs. A notre arrivée, j'en avise Pierre Bérégovoy et Michel Rocard par téléphone, dix minutes avant le discours de François Mitterrand :

La dette est le principal problème politique d'aujourd'hui. A Toronto, un accord a été élaboré, qui permet d'alléger la dette des trente-cinq pays les plus pauvres et les plus endettés. Il a déjà été appliqué à neuf pays pour rééchelonner plus de 6 milliards de francs de dettes (dont 2 dus à la France). Nous avons, pour ces pays, annulé le tiers des échéances des crédits commerciaux garantis.

Pour le Sommet de l'Arche, la France prépare de nouvelles initiatives. Elles visent à permettre une réduction de la dette des pays dits « intermédiaires », par un échange de titres et une garantie des intérêts dans un Fonds multilatéral qui sera créé à cet effet. J'ai bon espoir de réussir. Pour les trente-cinq pays les plus pauvres et les plus endettés, qui sont tous en Afrique, je demanderai au gouvernement de soumettre au Parlement un projet de loi annulant purement et simplement la totalité de nos créances d'aide publique au développement, et cela inconditionnellement. Si le Parlement le vote, cela prendra effet au 1er janvier 1990. J'avais dit au Sommet de Casablanca que j'irais plus loin. Je tiens aujourd'hui cette promesse.

Arrestation de Paul Touvier, ancien chef de la Milice à Lyon en 1943 et 1944, dans un couvent intégriste de Nice, après une traque de plusieurs années. Il avait été inculpé, en novembre 1981, de crimes contre l'humanité. Depuis, ce sont des religieux qui l'ont hébergé et protégé.

Jeudi 25 mai 1989

Voyage éclair de Roland Dumas en Mauritanie. De graves incidents se sont produits entre ce pays et le Sénégal. Le Président mauritanien n'a pas souhaité faire le déplacement de Dakar. Roland Dumas est chargé par François Mitterrand de rechercher une solution à ce différend.

Déjeuner avec des chefs d'État africains. Mobutu raconte qu'un jour, à Nairobi, lors d'une réunion de l'OUA, Goukkouni Oueddeï, alors président du Tchad, est entré dans le bureau d'Arap Moï avec Edem Kodjo (alors secrétaire général de l'OUA). Il a sorti un revolver et a lancé à Kodjo : Dis à ce soulard de fermer sa gueule, ou je lui loge une balle dans la tête !

Éclats de rire. Hassan Gouled se tourne vers Eyadema : Qu'aurais-tu fait, toi ? La mine d'Eyadema répond pour lui.

Vendredi 26 mai 1989

Vu de nouveau Horst Teltschik à Bonn. Il me raconte que le Chancelier Kohl a écrit coup sur coup deux lettres au Président Bush avant le Sommet de l'OTAN de lundi prochain, à Bruxelles. L'une fait le point sur les négociations concernant les missiles nucléaires à courte portée (SNF). L'autre, faisant suite à la proposition américaine d'un agenda pour la négociation conventionnelle, propose de synchroniser la première avec la seconde.

En ce qui concerne la troisième option zéro, Helmut Kohl reconnaît qu'elle est exclue dans les circonstances actuelles, voire dans un avenir prévisible. Le ministre des Affaires étrangères, Genscher, en est d'accord. Pour obtenir le lancement rapide des négociations SNF, le Chancelier est même prêt à aller plus loin et à exclure absolument la deuxième option zéro, sans condition. Mais Genscher, lui, n'y est pas disposé et peut tout bloquer, car son parti occupe une position centrale dans la coalition au pouvoir. L'objectif de Kohl est donc de l'isoler à Bruxelles et de prendre tous les risques pour y parvenir. Genscher est bien ministre de Kohl, mais il a sa propre politique et ses propres alliances. Le Chancelier craint qu'il ne soit appuyé par Papandhréou, Andreotti et Tindemans, favorables à la troisième option zéro ; et que Mme Thatcher ne veuille pas du tout de négociations sur les SNF, même si le « triple zéro » en est exclu, ce qui renforcerait l'opposition de Genscher à cette exclusion du « triple zéro ». Il craint aussi à juste titre une alliance entre Dumas et Genscher contre les positions du Chancelier. Celle-ci se manifeste fort souvent. Teltschik m'en fait la remarque, non sans élégance.

Les Américains n' ont pas encore répondu à ces deux lettres du Chancelier. Pour l'instant, il n'y a aucune procédure de négociation prévue pour lundi à Bruxelles, car Margaret Thatcher ne veut pas d'un comité secret pour la rédaction d'un communiqué, mais souhaite au contraire un grand déballage public. Le Chancelier ne souhaite pas non plus qu'on confie cette rédaction aux ministres des Affaires étrangères, car il pense que Genscher ferait tout, alors, pour achopper sur la troisième option zéro. Il considère qu'on peut fort bien ne pas parler à Bruxelles du fond de la proposition Bush (en particulier des avions à double capacité) et s'en tenir au simple problème de calendrier.

Si le Chancelier n'obtient pas de l'OTAN l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires à courte portée, il ne pourra rien accepter sur la troisième option zéro. Il est prêt à tout pour obtenir ce lancement rapide, car l'opinion allemande est focalisée là-dessus. La situation politique en Allemagne s'est dégradée : s'il ne fait pas un bon score aux élections européennes, le Chancelier devra quitter le pouvoir à l'été.

Jamais le pessimisme n'a été aussi grand, à la Chancellerie fédérale, sur les élections et l'avenir de la RFA. Les divergences entre Genscher et Kohl sont à leur maximum, me confie Teltschik, au point qu'ils ne s'en cachent même plus devant leurs collaborateurs.

Élection de Mikhaïl Gorbatchev à la présidence de l'État et élection des membres du Soviet suprême, organe législatif permanent du Congrès des députés du peuple. Gorbatchev semble à nouveau tout puissant; il peut maintenant entreprendre (en URSS) et laisser faire (chez ses voisins).

Samedi 27 mai 1989

François Mitterrand reçoit Mme Bjorg Jonsson, journaliste norvégienne d'Aftenposten. Quelques confidences intéressantes : Ce qui s'est passé depuis mon élection de 1981 représente la plus longue expérience vécue par la France sous la conduite des forces progressistes inspirées par le socialisme. Ce n'est pas une révolution, mais une véritable redistribution des valeurs et des priorités nationales et internationales. A l'intérieur, développement du savoir et de la recherche, formation plus approfondie et plus méthodique des femmes et des hommes, refus des exclusions, garantie des libertés, déploiement de la culture, relance des droits sociaux, diffusion des responsabilités, décentralisation, mise au pas du libéralisme sauvage, cette jungle moderne.

J'ai organisé la politique extérieure de la France autour de cette trilogie : la paix, l'Europe, le développement. Je suis hanté par cette idée que la pire menace qui pèse sur le monde réside dans le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres. Là est le désordre majeur...

Je ne crois pas que l'on puisse conduire des millions d'hommes en restant à l'abri d'interrogations morales et esthétiques, en n'ayant pas quelques critères de jugement et d'action. Pour moi, il est important de vivre dans un milieu où l'on débat de ces choses et, sans mélanger les genres, de ne pas séparer ces deux mondes, intellectuel ou artistique et politique.

Moins mobilisé par l'action, j'aurais davantage écrit, sans doute par goût de m'exprimer. Le fait de préciser sa pensée par l'écrit, de rechercher le mot, l'expression exacts, permet d'aller plus loin en soi-même. Oui, j'ai une sorte de religion du mot, de sa signification, de son rythme.

J'ai écrit treize ou quatorze livres. J'écris généralement chez moi et quand je commence un livre, je mets au moins huit jours avant de m'asseoir sur ma chaise. J'apporte du papier, je me dis que je vais bien travailler, j'arrive dans la pièce où j'écris et, tout d'un coup, j'aperçois un livre sur les rayons de ma bibliothèque, je le feuillette, je regarde par la fenêtre... C'est comme si j'avais peur de m'asseoir. Je finis par m'installer à ma table, mais je ne me mets pas pour autant à écrire. Et quand je commence à le faire, c'est très mauvais.

En revanche, trois mois ou un an plus tard, lorsque j'en suis aux derniers chapitres, j'ai envie de dire tellement de choses que je ne sais plus comment finir. Et, après avoir remis le manuscrit à mon éditeur, je rajoute des pages et des pages chez d'imprimeur... Écrire oblige à s'enfermer en soi-même, à s'arracher à la pression désordonnée des choses et des êtres autour de soi et de l'actualité. Ce travail de maturation, je ne l'accomplis que par l'écriture.

Dimanche 28 mai 1989

Le Premier ministre hongrois, Imre Pozsgay, se prononce pour la liquidation du système communiste. Aucune réaction à Moscou. Le courage, chez les communistes d'Europe centrale, se nourrit de l'indifférence du maître.

Lundi 29 mai 1989

Sommet de l'OTAN à Bruxelles. Margaret Thatcher n'obtient absolument rien sur les armes à courte portée. Elle est glacée et roule des yeux furibonds lorsque le Chancelier parle. Le Président répète son hostilité à la stratégie flexible de l'OTAN. Le Sommet entérine les propositions de désarmement présentées par George Bush :

- réduction de 15 à 20 % des effectifs américains en Europe ;
- diminution de 10 à 15 % du nombre d'avions et d'hélicoptères détenus par les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ;

- ouverture de négociations avec l'URSS sur les armes nucléaires à courte portée, liée à un accord global sur les armements conventionnels d'ici à 1993.

A Paris, protestations diverses contre la décision du Président sur la dette africaine, qu'il aurait prise, disent des gens « bien informés », sans consulter le ministre des Finances...

Mardi 30 mai 1989

Édouard Chevardnadze accueille favorablement les propositions américaines d'hier : Un pas sérieux et important dans la bonne direction.

Après avoir longuement consulté François Mitterrand, Michel Rocard adresse une lettre à Pierre Joxe sur la préparation d'un projet de loi relatif au financement des partis politiques, dans laquelle devra figurer l'amnistie. Cette lettre sera rendue publique.

François Mitterrand : Les militaires veulent trop d'essais nucléaires. Ils savent que je vais réduire le nombre, alors ils m'en demandent plus que nécessaire. C'est un petit jeu idiot.

Mercredi 31 mai 1989

Au Conseil des ministres, à propos du récent Sommet francophone, le Président : Ce fut un très bon Sommet. Toute une série de décisions très concrètes ont été adoptées d'enthousiasme. J'ai entendu à Paris des critiques sur ma décision d'annuler la dette des pays les plus pauvres et mon attitude prétendument régalienne. Il paraît que j'aurais dû consulter le gouvernement et le Parlement. En réalité, la proposition émanait, il y a déjà plusieurs mois de cela, de M. le ministre de l'Économie et des Finances, soutenu par M. le Premier ministre, et je n'ai évidemment pas méconnu le régime parlementaire. Il faudra encore examiner le cas de quelques pays parmi les plus pauvres mais qui ne peuvent bénéficier de cette mesure, puisqu'ils ne sont pas endettés [Haïti, par exemple].

Le Président commente ensuite le Sommet de l'OTAN qui vient de s'achever à Bruxelles : C'est un indéniable succès politique pour le Président américain. La RFA s'en tire bien ; le Royaume-Uni, très mal. Mme Thatcher dit qu'elle est contente, mais le résultat n'est pas du tout celui qu'elle attendait. Il y a une très grande animosité personnelle de Mme Thatcher à l'égard du Chancelier Kohl.

Pour la France, la solution adoptée est exactement celle que nous avions préparée...

La stratégie flexible est une tragique erreur de l'OTAN.

Je m'inquiète de la faiblesse des crédits prévus pour les bibliothèques universitaires au budget 1989. On fera des comparaisons malveillantes entre le projet de Grande Bibliothèque et la vie quotidienne des étudiants. J'en parle ce matin à Lionel Jospin et Michel Charasse. Pour le ministre du Budget, l'intérêt politique du Président passe avant tout. Il trouvera l'argent.

L'armée irakienne investit Kala-Dize, au nord de l'Irak, et y entame la « dékurdisation ».

Bilan du soulèvement depuis décembre 1987 dans les Territoires occupés, selon le ministre de la Défense israélien : 472 morts, 10 000 blessés palestiniens.

La Sept commence à émettre. Fallait-il vraiment une chaîne hertzienne de plus?

George Bush à Mayence : La guerre froide ne peut se terminer qu'avec la fin de la division de l'Europe.

Rhétorique classique depuis 1950, mais qui prend aujourd'hui peut-être une allure de printemps.

Jeudi 1er juin 1989

Violence et euphorie mêlées à Pékin et Shanghai. Va-t-on vers un « printemps chinois » ? Qui osera arrêter cette foule qui semble au surplus bénéficier de l'appui du Premier ministre ?

Début de l'expulsion vers la Turquie des Bulgares d'origine turque qui refusent l'assimilation.

Encore et toujours l'amnistie : les socialistes sont si impatients de la voir entrer dans les faits que Louis Mermaz informe le groupe, sans plus de détails, qu'un article prévoyant l'amnistie en matière de financements politiques sera introduit dans le projet de loi sur l'amnistie politique dans les DOM-TOM, qui doit venir en séance le 5 juin à l'Assemblée. C'est bien ce qui avait été envisagé, même si la dernière idée était de mettre l'amnistie dans la prochaine loi sur le financement des partis.

Ce soir, Pierre Mauroy fournit la même information au Bureau exécutif du PS, sans plus de précisions. Rocard juge cette tentative maladroite et le dit. Éventée par ceux des députés socialistes qui y sont hostiles, dont Jean-Pierre Michel — magistrat d'origine —, la manœuvre tourne court.

Vendredi 2 juin 1989

Au Conseil de Défense, le Président : S'il y a tant de difficultés à l'OTAN entre les États-Unis, la RFA et la Grande-Bretagne, comme on l'a vu à Bruxelles, c'est parce qu'ils sont embarrassés de leur stratégie flexible. Il n'y aura pas de guerre si — et seulement si — toute l'Alliance — les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France... — est prête à se battre. Si, par crainte de voir Chicago ou New York atteints par des armes stratégiques soviétiques, les États-Unis maintiennent leur stratégie flexible, on ne peut plus répondre de rien.

Quatrième réunion des sherpas, cette fois à Évian, à l'hôtel Royal. Le même cortège d'experts. Le même caravansérail japonais. On discute du projet de déclaration politique, de façon très générale, puis des relations Est/Ouest. Sont formulées plusieurs questions : Devons-nous encourager l'intégration des pays de l'Est dans le commerce mondial ? Peut-on prêter à l'Europe de l'Est ? Faut-il réviser le COCOM ? Il est convenu de préparer trois déclarations, portant l'une sur les droits de l'homme (à la lumière du bicentenaire de la Révolution française), la deuxième sur les relations Est/Ouest, la dernière sur la coopération antiterroriste internationale.

Sur la situation économique et monétaire : accord pour soutenir la croissance mondiale, en cas de récession aux États-Unis, par la relance des économies en excédent (RFA, Japon). En revanche, il sera impossible d'aller plus loin dans la réforme du Système monétaire international vers plus de stabilité. Certes, les États-Unis ont basculé de notre côté ; mais Britanniques, Allemands, Canadiens et Japonais s'opposent à toute réforme d'envergure. Il est donc absurde d'avoir annoncé publiquement (comme l'a fait Pierre Bérégovoy) que la France proposera un plan de stabilisation des taux de change le 14 Juillet à Paris, car un tel plan serait voué à l'échec.

Sur la dette : chacun applaudit à l'annulation par la France de la dette des pays les plus pauvres, et l'idée de s'y associer est dans l'air. J'apprends d'ailleurs que les Allemands ont procédé, sur plusieurs années et en plusieurs fois, à des annulations d'une ampleur au moins comparable — sinon supérieure — à la nôtre (ce sur quoi les Finances se sont bien gardées de nous informer correctement !).

Sur le commerce : les Américains ayant réduit leurs velléités protectionnistes, il n'y a d'affrontement que sur les crédits à l'exportation et les crédits d'aide. Comme à Versailles (étrange retour !), Américains, Canadiens et Britanniques souhaitent que les Sept s'engagent à ramener jusqu'à zéro les subventions à ces crédits. Impossible : il y a des règles fixées dans le cadre de l'OCDE et le Sommet n'a pas vocation à modifier

des compromis très difficilement établis. De surcroît, ce serait absurde, car cela entraînerait la hausse des taux d'intérêt de ces crédits et aggraverait donc la charge de la dette des pays bénéficiaires, pour la plupart en développement.

Puis on discute de la dette : le mécanisme du plan Brady est en place, mais les banques privées n'acceptent de réduire la dette que de 15 %. Or, il faudrait atteindre 50 % pour le Mexique et autant pour d'autres, tels les Philippines et le Costa Rica. En tout cas, sur ce point, le Sommet sera déjà un succès : en six mois, nous avons bouleversé la stratégie mondiale de la dette.

Qu'est-ce que les Américains vont trouver à proposer à la dernière minute ?

Situation très tendue à Pékin.

Samedi 3 juin 1989

La réunion des sherpas se poursuit sur le thème de l'environnement. Je tente d'imposer notre idée d'observatoire mondial de l'effet de serre. Les Canadiens répondent en parlant forêts menacées. A 15 h 30, un membre du protocole fait irruption dans la pièce, un télégramme du Quai d'Orsay à la main : On tire sur Tien-an-Men.

— Au moins, voilà qui est clair, risque un diplomate britannique. Le régime ne tiendra pas.

David Mulford branche CNN. L'envoyé spécial de la chaîne raconte qu'il voit les chars depuis son balcon d'hôtel, que certains bruits font état de corps écrasés sous les chenilles. Les étudiants refusent de se rendre. S'ils résistent, il est probable qu'ils vont mourir eux aussi. Nous écoutons les tirs de mitrailleuse devant la Cité interdite.

A 22 heures, on en est à 35 morts.

Le soir, dîner bâclé au casino d'Évian. Puis nous reprenons le travail sur le texte, tergiversant parfois pendant une demi-heure sur un mot consacré à l'environnement. Une minutieuse sodomie de coléoptère, observe un Français. Les Anglo-Saxons tentent de faire prévaloir leur point de vue en usant de leur suprématie linguistique : Ce que vous avez écrit là est du mauvais anglais.

Au même moment, séminaire franco-espagnol à Paris, juste avant le Sommet de Madrid. L'Union économique et monétaire constituera à nouveau l'essentiel de l'ordre du jour de ce Sommet. Édith Cresson suggère, si le veto britannique est maintenu, un accord à Onze. L'Espagnol objecte : C'est l'arme nucléaire à ne pas utiliser, sauf comme menace. C'est bon pour vous comme pour nous d'avoir les Britanniques ; Mme Thatcher n'est pas éternelle. Sans eux, nous deviendrions trop dépendants du Deutsche Mark. Il rappelle qu'à Milan les Britanniques ne voulaient pas de l'Acte unique, puisqu'ils s'y sont ralliés.

La Charte sociale n'est pas prête. En attendant, il faut occuper le Conseil avec des thèmes sociaux qui restent à trouver.

Du côté espagnol, en ce qui concerne la fiscalité sur l'épargne, on estime que le principe de retenue à la source est mort du fait de l'attitude allemande, et qu'il faut surtout veiller à lutter contre la fraude.

A l'Assemblée, Jacques Toubon, au cours d'un rappel au règlement dans la discussion du projet de loi sur l'immigration : Si certains veulent y adjoindre [au projet initial d'amnistie] une disposition sur les fausses factures, si certains collègues, certains membres du gouvernement et certains dirigeants du Parti socialiste ne veulent pas voir juger un certain nombre d'infractions, ils trouveront l'opposition tout entière dressée devant eux pour les empêcher de faire ce mauvais coup.

Dimanche 4 juin 1989

Mort de l'imam Khomeyni. L'homme, il y a dix ans, portait tous les espoirs des victimes du Chah. Il n'a fait que remplacer une dictature du XX^e^ siècle par une dictature du XIV^e^ siècle.

A Pékin, l'armée utilise des armes lourdes contre la population. Les images de CNN sont effrayantes dans leur lancinante répétition. Bilan officiel : 200 morts. Mais, réellement, combien ?

En Pologne, premier tour des élections législatives « semi-démocratiques », fruit de la « table ronde » entre le pouvoir et l'opposition. Débâcle du POUP.

Tard dans la nuit, fin de la réunion des sherpas. L'environnement sera, avec le développement, le résultat majeur du Sommet. La longue discussion de ce week-end (nous avons consacré plus de huit heures aux textes sur l'environnement) permet d'espérer que le Sommet de l'Arche pourra prendre, pour la première fois, des initiatives concrètes en ce domaine :

- une définition globale commune des exigences de la défense de l'environnement et de leurs conséquences économiques ;
- l'accélération des travaux scientifiques de mesure de la pollution et d'analyse de ses causes ;
- l'accélération de la réduction des normes d'émission de CFC ;
- l'approbation de nouvelles normes communes pour la protection des océans et contre le dépôt des déchets industriels ;
- la décision de réduire les émissions de gaz carbonique serait assortie notamment d'un soutien financier aux pays en développement se lançant dans des programmes de reforestation, et de la reconnaissance du rôle de l'énergie nucléaire civile pour accompagner cette réduction des émissions de gaz carbonique ;
- le lancement de grands travaux au Bangladesh pour lutter contre les inondations, avec l'annonce de la tenue à Londres, à l'automne, sous la présidence de la Banque mondiale, d'une conférence visant à réunir le financement de ces travaux ;
- l'approbation du programme de lutte contre la désertification des pays du Sahel, programme baptisé « Observatoire du Sahara ».

En revanche, une hostilité quasi unanime, même chez certains partenaires signataires (États-Unis, Allemagne, Japon, Royaume-Uni, Canada, Commission), s'est manifestée à l'encontre du projet de Haute Autorité défini à La Haye.

Sur la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue, nous nous orientons vers la définition de principes très détaillés. Ironie de l'Histoire, il faut savoir que ce trafic se développe en partie du fait de la libération des mouvements de capitaux et de la modernisation des marchés financiers qui favorise le secret des transactions !

A 3 heures du matin, la mise au point des communiqués sur l'environnement n'est pas achevée. Une nouvelle réunion est nécessaire. Je propose le 30 juin, et qu'elle se limite aux seuls sherpas, pour éviter de faire voyager trop de monde. David Mulford, vice-ministre américain des Finances, fait un éclat : Je suis un représentant politique ! Je dois être là ! Il claque la porte. On continue sans lui. En fait, le représentant américain du Trésor refuse de laisser participer seul son homologue des Affaires étrangères. Aux États-Unis, le conflit entre les ministères pour contrôler la politique extérieure est aigu.

Au Grand Jury RTL-Le Monde, Jacques Toubon : Peut-être pourra-t-on amnistier, dans une loi sur le financement des partis politiques qui sera examinée dans quelque temps. A ce moment-là, si on veut mettre les compteurs à zéro, on pourra le faire. Mais, encore une fois, le Parlement n'a pas à prendre la place des juges. M. Rocard demande à M. Joxe de préparer une loi sur le financement des partis politiques et sur la moralisation. Le même jour, on apprend que ses amis socialistes, M. Mauroy en tête, veulent effacer les turpitudes de leurs copains. Il y a des limites à l'impudence !

Lundi 5 juin 1989

François Mitterrand part en Tunisie pour deux jours. Il a demandé avant de partir le retrait de l'amendement sur l'amnistie.

A l'Assemblée, à 18 heures, l'amendement est retiré. Cela viendra dans le cadre de la loi sur le financement politique. Pierre Mazeaud (RPR) prévient le garde des Sceaux contre le risque de faire ressortir des affaires assez nauséabondes. En réponse, Pierre Arpaillange déclare : Vous avez fait allusion à un amendement qui aurait pu ou dû être déposé. Je dois vous dire qu'il n'en a jamais été question.

La discussion sur l'amnistie dans les DOM-TOM reprend tranquillement son cours. Pierre Mauroy est furieux : c'est sa défaite.

Pierre Guidoni, membre du secrétariat national du PS : Chacun sait que le financement de l'ensemble des partis politiques est assuré dans des conditions qui ne sont pas saines (...). C'est vrai aussi pour le PS. La différence, c'est que nous, nous le disons, et nous disons que ça ne doit ni ne peut durer. [Le PS] tient à poser ce problème en toute clarté devant l'opinion publique et souhaite qu'il y soit répondu le plus rapidement possible. Cela dépend en grande partie du gouvernement. Il appartient au gouvernement de se prononcer sur les délais qui lui paraissent convenables.

Mardi 6 juin 1989

Réunion de travail à Paris avec les Britanniques. Ils veulent bien épauler la France jusqu'à un certain point sur la fiscalité de l'épargne. Mais ils jugent la Charte sociale inacceptable : à leurs yeux, elle déboucherait sur un nouveau traité. Ils tergiversent sur l'Union économique et monétaire.

A Téhéran, obsèques de Khomeyni. Hystérie collective.

Jack Lang alerte le Président sur l'état désastreux des Tuileries qui pourraient devenir l'un des plus beaux jardins du Louvre. Le Président confie à un de ses amis de Cormatin, Marc Simonet-Langlad, le soin de rédiger un rapport.

Mercredi 7 juin 1989

Au Conseil des ministres, à propos de la loi de programmation militaire adoptée aujourd'hui et quelque peu réduite, Jean-Pierre Chevènement : Le consensus en matière de défense est assez superficiel. On entre dans une zone de turbulences. Il y a deux cultures solidaires : la culture militariste et la culture antimilitariste, qui se renforcent l'une l'autre.

Michel Rocard remercie Chevènement, son cabinet, les trois chefs d'état-major de leur bonne volonté : La France n'est pas une superpuissance, c'est seulement la première des puissances moyennes.

Le Président, qui ne partage pas cette analyse, ne dit mot.

Pierre Bérégovoy fait une communication sur la politique économique. Il plaide pour des économies budgétaires en raison des incertitudes de la conjoncture. Le Président commente : Il est très recommandé de ne pas freiner sur le verglas. Ce n'est pas seulement une doctrine. Au bout des six mois que vous vous donnez pour juger de la conjoncture, il conviendrait d'éviter l'accident, le danger d'un crédit excessif.

Michel Rocard m'explique qu'à plusieurs reprises, depuis un an, les tribunaux ont refusé d'accorder le bénéfice de l'amnistie de juillet 1988 lorsque la preuve n'était pas apportée que les fonds en cause avaient été effectivement versés à un comité de campagne ou à un parti politique. D'où la nécessité d'une nouvelle loi.

Jeudi 8 juin 1989

Déjeuner de travail entre le Président et Felipe Gonzalez. Sur l'Union économique et monétaire : le Premier ministre espagnol déclare souhaiter que la première étape soit décidée à Madrid le 1er juillet 1990, et qu'un pas en avant soit d'ores et déjà accompli vers les deuxième et troisième étapes. A cette fin, il propose que le Conseil européen se charge de réunir les conditions préliminaires à la Conférence intergouvernementale et qu'un engagement soit pris pour la seconde étape. A défaut, neuf ou dix pays pourraient décider de la convocation de cette Conférence intergouvernementale. Mais le projet de texte remis par le collaborateur de Felipe Gonzalez après le déjeuner est beaucoup moins net : il ne s'engage pas clairement sur la convocation de la Conférence.

Pierre Mauroy prend l'échec de la tentative d'amnistie du 5 comme un échec personnel. Le groupe socialiste de l'Assemblée est sommé d'exécuter sans tarder la volonté présidentielle exprimée à la Pentecôte. Un projet visera à lier la réglementation du financement des partis et des campagnes à l'amnistie pour les faits imputables à l'insuffisance de la législation actuelle. L'amnistie viendra en contrepartie d'une réforme effective.

Aucune information judiciaire n'est encore ouverte concernant des élus ou des responsables politiques à la suite des affaires sur lesquelles une enquête est en cours à Marseille.

Vendredi 9 juin 1989

Le cabinet du garde des Sceaux dément avoir été à l'origine du projet d'amendement amnistiant les fausses factures, il y a quatre jours.

Je suis à Dacca pour présenter au Président Ershad l'étude du consortium français pour la maîtrise des inondations au Bangladesh. La Banque mondiale fera la synthèse des études existantes sur ce sujet (PNUD, France, Japon, États-Unis). Si le Bangladesh en est d'accord, une conférence réunie à Londres en novembre mettra en place un plan de financement. Il est important que le gouvernement du Bangladesh indique nettement qu'il entend traiter sur un plan d'égalité la protection contre les inondations et l'irrigation, qu'il souhaite voir la Banque mondiale prendre la responsabilité des opérations, et qu'il s'engage à créer les institutions ad hoc pour s'occuper de ce problème.

Le Président Ershad me donne son accord. Il m'emmène voir sa mère dans un petit village. Ses avis sont plus importants à ses yeux que ceux de son gouvernement.

Les ministres de l'Environnement des Douze parviennent à un accord sur des normes antipollution plus sévères pour les voitures de petite cylindrée à partir de 1992.

La place Tien-an-Men est nettoyée. Réapparition télévisée de Deng Xiaoping : le vieil homme félicite les militaires d'avoir jugulé la rébellion contre-révolutionnaire.

Samedi 10 juin 1989

En Chine, arrestations massives, appels à la délation, mandats d'arrêt contre les leaders étudiants.

Michel Sardou aimerait donner Les Misérables à l'Opéra-Bastille. Voilà une très bonne idée pour une salle qui se veut populaire...

Dimanche 11 juin 1989

Nouvelle-Calédonie : les élections provinciales ont lieu dans le calme. 69,2 % des inscrits participent. Le RPCR obtient 27 des 54 sièges du Congrès du territoire, le FLNKS, 19 ; mais ce dernier dispose de la majorité absolue dans deux des trois assemblées provinciales, celles du Nord et des îles Loyauté.

Nouvelle concertation des quatre sherpas du Sud à Rambouillet : ils sont d'accord sur les enjeux d'une réunion à l'Élysée, le 13 juillet. Urgence de la dette. Mais les sherpas du Nord se refusent à les rencontrer.

Autre réunion prévue pour le 7 juillet. Je ferai une nouvelle tentative pour y attirer mes homologues des Sept.

L'amnistie projetée ne concernera pas les fautes éventuellement commises par des individus dans un but d'enrichissement personnel. Pierre Joxe : Le gouvernement arrêtera sa politique la semaine prochaine.

Lundi 12 juin 1989

Première visite officielle de Mikhaïl Gorbatchev en RFA. La presse allemande écrit qu'il arrive en pays psychologiquement conquis.

Le programme pour l'environnement est en bonne voie. Chaque pays du Sommet fait maintenant de la surenchère. George Bush présente un grand plan de lutte antipollution aux États-Unis, qui mobilisera 15 milliards de dollars par an.

Dix ministres des Affaires sociales décident qu'une déclaration solennelle sur l'Europe sociale sera faite par les chefs d'État, incluant un certain nombre de droits impératifs. Le Royaume-Uni est contre ; le Danemark s'abstient.

A Vienne, les États-Unis viennent de se heurter à une vive résistance des Européens sur un problème sérieux : celui du « non-contournement ». Les Européens sont à peu près unanimes à penser qu'un accord sur le désarmement conventionnel en Europe pourrait être vidé de son contenu si les Soviétiques pouvaient impunément regrouper à l'est de l'Oural les matériels éliminés en Europe, par exemple des chars ou, plus sérieusement encore, des chasseurs bombardiers à long rayon d'action.

Dans une lettre, François Mitterrand attire l'attention du Président Bush sur cette question. Il demande que, s'agissant des avions de combat, les réductions entre l'Atlantique et l'Oural ne soient pas vidées de leur substance par l'accroissement à l'extérieur de cette zone. Cette question sera délicate à résoudre, mais tout projet d'accord qui l'ignorerait serait vide de sens.

Dans la presse, des intellectuels et des artistes ayant tous soutenu François Mitterrand formulent de violentes critiques contre les cérémonies du Bicentenaire, présentées comme coûteuses et réservées aux « riches ». Renaud, en particulier, est l'un des plus véhéments et lance l'idée d'un « contre-Sommet » des pays du Tiers-Monde aux mêmes dates.

Le projet de loi sur le financement des partis politiques est prêt. Il est envoyé au Conseil d'État. Il sera inscrit à l'ordre du jour du Conseil des ministres du mardi 20. Michel Rocard souhaite le soumettre en urgence au Parlement et le faire adopter définitivement pendant la session extraordinaire convoquée au début de juillet pour adopter des projets de loi concernant l'Éducation nationale, l'immigration et l'audiovisuel.

Mardi 13 juin 1989

A Genève, la conférence de l'ONU pour les réfugiés indochinois s'ouvre. Elle adoptera un plan aux termes duquel les boat-people doivent rentrer dans leur pays. Volontairement, si possible !...

Comité interministériel sur l'Europe réunissant plusieurs ministres autour de Michel Rocard et d'Édith Cresson. A propos de l'Union économique et monétaire, il est décidé de lancer, à l'unanimité ou à la majorité, la Conférence intergouvernementale prévue dans le rapport Delors. Sur l'Europe sociale, le principe d'une déclaration solennelle pourrait être arrêté à Madrid et le texte adopté au Sommet français. Quant au marché intérieur, le Président interviendra à Madrid sur les domaines censés marquer rapidement des progrès (énergie, télécommunications, transports). Enfin, le Premier ministre souhaite que la TVA à taux zéro soit imposée aux exportations à destination des autres pays de la Communauté.

Le Président s'oppose toujours à la privatisation de Framatome, dans laquelle le ministre de l'Industrie voit une suite logique de la privatisation de son actionnaire privé, Alsthom. Jean-Claude Leny, son président, y est hostile et préfère rester sous contrôle de l'État. François Mitterrand, qui ne veut pas entendre parler d'un rachat de Framatome par Alsthom, rejette tous les arguments de Roger Fauroux et de Michel Rocard.

Renaud m'écrit à propos du Sommet des Sept, après m'avoir téléphoné, une très jolie lettre :

Je me permets de vous adresser ces quelques lignes afin d'étayer mon argumentation qu'au téléphone, ce matin, je me suis senti difficilement capable de développer.

Je n'ai pas votre éloquence dialectique et me sens, face à vous, quelque peu mal à l'aise devant votre (sympathique) paternalisme, ne vous considérant pas comme un de mes ennemis (cela faciliterait les choses)...

Cette initiative, comme vous pouvez le constater, est soutenue par des dizaines d'associations et des centaines de personnalités qui, pour la plupart, se réclament de la gauche et ont soutenu François Mitterrand en 1981, puis en 1988.

Ce soutien doit-il devenir de la servilité ?

Notre admiration pour le François Mitterrand du discours de Cancún ou du Sommet de Dakar doit-elle nous obliger à nous taire lorsque la « raison d'État » nous semble aller à l'encontre des droits de l'homme (affaires Greenpeace, Machoro, Ouvéa, etc.) ? Ma réponse sera sans ambiguïté : jamais !

Je reste convaincu que la venue à Paris, le 14 Juillet, des Maîtres du monde, qui, par leur impérialisme économique, sont directement responsables de la misère des deux tiers de la planète (misère économique, culturelle, sociale...), est, sinon une insulte aux idéaux de 1789, que, par ailleurs, vous glorifiez, du moins une maladresse qu'il vous faut assumer.

Ni l'ordre du jour du Sommet — aide aux pays du Tiers-Monde (encore heureux...) — , ni la venue des gouvernements d'une vingtaine de pays pauvres (un peu responsables de cette pauvreté, non ?) ne sauraient effacer de nos cœurs le sentiment d'inopportunité et d'injustice que représente ce Sommet des pays riches à cette date et en ces lieux.

Si n'être pas aveuglément, désespérément avec vous signifie être contre vous, alors vous porterez la responsabilité de la brouille familiale entre un neveu admiratif et complice (mais se réservant le droit et le devoir d'être critique) et un « tonton » humain et généreux, mais pas à l'abri d'une erreur face à l'Histoire. Celle-ci jugera...

Anecdote : pour la libération d'Otelo de Carvalho, pour laquelle je revendique l'honneur d'avoir milité, si l'Histoire a déjà jugé, cela nous fait 1 pour moi et 0 pour vous.

Mais peu importe...

Pour conclure, je vous signale que pour la jeunesse sauvage que je fréquente, pour les artistes que je côtoie, pour les citoyens qui m'interpellent, ce Bicentenaire étatisé, barriérisé, flicardisé, « marchandizé », dont le peuple se sent dépossédé, aurait tout à gagner d'être sauvé par cette vraie fête populaire que nous nous proposons d'organiser, le 8 juillet, afin que des milliers de Parisiens, de Français et d'Européens participent à cette commémoration non plus en spectateurs, mais en acteurs.

A bientôt, peut-être...

Renaud (chanteur énervant).

François Mitterrand, à qui je montre cette lettre en lui disant qu'elle me plaît beaucoup : Mais non, quelle stupidité. Il fallait évidemment bien accueillir les gens. Qu'ils cessent de nous ennuyer.

Louis Mermaz confirme les intentions du gouvernement à propos du financement des partis : les deux projets de loi, l'un ordinaire, l'autre organique, viseront à assurer la limitation et le contrôle des dépenses électorales, ainsi que la transparence des ressources des partis. Louis Mermaz explique que cela vise à éviter les dépenses excessives avant la courte période de la campagne officielle. Chaque candidat devra constituer une association électorale dont les comptes seront soumis au contrôle d'une commission nationale nommée par le Président de la République.

Mercredi 14 juin 1989

Encore l'amnistie. Le ministère de l'Intérieur et Matignon ont maintenant préparé le projet de loi sur le financement des partis, réaliste et rigoureux, mais qui n'a guère de chances d'être apprécié à sa juste valeur dans le climat actuel, envenimé par les « affaires ». La Chancellerie a rédigé l'article d'amnistie qui y est ajouté. Le Conseil d'État examine le tout en section aujourd'hui et en assemblée demain.

L'article 17 préparé par la Chancellerie à la demande de Pierre Mauroy ne vise pas seulement les délits et contraventions, mais les infractions, ce qui inclut les crimes. L'explication de ce choix singulier porte un nom : celui de Christian Nucci. Le Conseil d'État ne laissera pas passer un tel article.

Rencontre à Washington entre George Bush et Jacques Delors. Longue conversation sur la Pologne. Bush en ressort avec l'idée que, grâce à des contacts anciens avec Solidarnosc et, plus largement, avec la communauté catholique, le président de la Commission connaît bien ce pays et peut diriger un effort des Sept en vue de l'aider.

Conseil des ministres.

Après une intervention de Roger Fauroux qui revient sur la privatisation de Framatome, le Président prend la parole. Il évoque sa formule « ni nationalisations, ni privatisations » : C'est un débat à la mode qui, en réalité, recoupe une question de fond très importante. A vrai dire, la formule que j'ai employée n'a pas été méditée pendant des mois. Elle procédait d'un souci formel d'équilibre, peut-être exagéré. Mon mouvement naturel aurait été de récupérer les sociétés dénationalisées depuis deux ans. J'en aurais peut-être ajouté quelques autres. Si je ne l'ai pas fait, c'est par souci de la psychologie des Français et de la paix civile. Si l'on changeait de majorité tous les cinq ans, voire tous les deux ans, on risquerait en effet de bousculer à chaque fois le système industriel et bancaire. « Ni nationalisations », c'était un sacrifice ; « ni privatisations », c'était un soulagement. Cela me paraissait aller de soi ; ce n'est pas une position dogmatique, c'est une position contractuelle.

Il y a des journalistes, comme M. Boissonnat, qui voudraient que je fasse leur politique et non pas celle pour laquelle j'ai été élu. On ne peut quand même pas renverser le sens des élections de 1988. Bien sûr, je ne détiens pas plus qu'un autre la vérité absolue. On peut adapter, évoluer ; je ne m'en priverai pas, si c'est raisonnable ; mais, pour l'instant, il me paraît sage de ne pas changer.

La communication de M. le ministre de l'Industrie me convient tout à fait. Je vous trouve même un peu trop interventionniste. Moi, je suis socialiste, je ne suis pas dirigiste.

En 1993, ce sera aux formations politiques de s'engager, et au peuple de juger.

Jack Lang parle ensuite du Bicentenaire et des critiques qu'il suscite.

Le Président : Il y a là une offensive médiatique réelle, qui a de la force. Elle rassemble tous ceux qui sont contre la Révolution, tous ceux qui, en son temps, auraient été pour, mais qui sont plus réservés maintenant, parce que privilégiés. A cela s'ajoutent la catégorie de ceux qui sont contre le gouvernement, et ceux qui sont effectivement gênés par le Bicentenaire. C'est vrai qu'on en rajoute sans doute dans les mesures de sécurité. En même temps, il y a une démagogie de la voiture. Beaucoup de Parisiens seront contents d'avoir un centre de Paris réservé aux piétons pendant quelques jours.

Pour finir, François Mitterrand demande que le Louvre reste fermé le moins longtemps possible, et ajoute : Qui aurait voulu ne pas célébrer le Bicentenaire ? Il dénonce la stupidité de l'appel lancé par le chanteur Renaud et l'écrivain Gilles Perrault pour un Sommet des pays pauvres.

A propos de la Nouvelle-Calédonie et du résultat des élections qui viennent de s'y dérouler, le Président : Cela confirme l'aspect historiquement très juste des accords de Matignon. La population a validé une politique très audacieuse et difficile.

Jeudi 15 juin 1989

Première visite officielle de François Mitterrand en Pologne. Accompagné de Roland Dumas, Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe, Jack Lang, Jean-Marie Rausch et Jacques Chérèque, le Président apporte son soutien à la politique de réformes des dirigeants de Varsovie, où se déroulent les premières élections libres de l'histoire de ce pays. Un important plan d'aide économique à la Pologne est annoncé : 1 milliard de francs, et le rééchelonnement du tiers des créances françaises.

On vote aujourd'hui en Grande-Bretagne, en Irlande, en Espagne, au Danemark et aux Pays-Bas pour le Parlement européen.

Le Syndicat de la magistrature s'insurge contre la loi sur le financement des partis : Ce projet, s'il était adopté, constituerait une entrave inadmissible au fonctionnement normal de la justice, ainsi qu'une rupture de l'égalité des citoyens devant la loi, et ce, à des fins politiciennes... Le monde politique montre une fois de plus le mépris dans lequel il tient la justice.

Vendredi 16 juin 1989

En Hongrie, obsèques solennelles d'Imre Nagy en présence d'une foule considérable : tout un peuple commémore la « révolution » de 1956 en portant en terre celui qui fut Premier ministre à l'époque et le paya de sa vie en 1958.

Lettre du chef du service des décorations de la Présidence au chef de cabinet du ministre de la Santé et de la Solidarité. Objet : la promotion de Michel Garretta dans l'ordre de la Légion d'honneur, à la demande du professeur Jean Bernard. Décidément, le directeur du CNTS est envahissant.

Non-lieu général dans l'affaire Luchaire. C'est la fin d'une honteuse tentative de manipulation du gouvernement Chirac en 1987.

L'Espagne annonce l'entrée de la peseta dans le SME.

Samedi 17 juin 1989

Émeutes sanglantes au Kazakhstan : la minorité caucasienne est pourchassée.

Dimanche 18 juin 1989

Dans une indifférence absolue, élections européennes ; le taux d'abstentions atteint 51 %. La liste RPR-UDF de Valéry Giscard d'Estaing arrive en tête (28,87 %, 26 sièges), devançant nettement la liste socialiste conduite par Laurent Fabius (23,61 %, 22 sièges). Comme le craignait Fabius — qui y voyait des sous-marins de Rocard —, la percée la plus importante est celle des Verts (10,50 %, 9 sièges). La liste Le Pen conserve ses 10 sièges, avec 11,73 % des voix. La liste du centre, conduite par Simone Veil, n'obtient que 7 sièges avec 8,41 % des voix.

Détendu, le Président commente les résultats : C'est un grand succès... Enfin, un grand succès pour les pêcheurs et les chasseurs : 4,13 %, ce n'est pas si mal. Si on y ajoute les 50 % d'électeurs qui sont effectivement allés à la chasse et à la pêche, ça commence à compter...

Dans une élection, il y a toujours un vainqueur et un perdant. Le vainqueur, c'est Giscard d'Estaing. Le perdant, c'est Fabius. Rien ne sert de tourner autour du pot. C'est cela que l'opinion retiendra. C'est la sanction normale d'une campagne socialiste sans idées, sans dynamisme.

En Pologne, second tour des élections législatives. Débâcle du Parti communiste (POUP). Entre les deux tours, Lech Walesa a écarté l'idée d'une participation de Solidarité au gouvernement.

Lundi 19 juin 1989

Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher préparent pour le Sommet de Madrid un projet de conclusion approuvant les trois étapes du rapport Delors, éléments d'un processus unique. Un nouveau traité sera préparé. Les décisions seront prises par la Conférence intergouvernementale. Ils publient un communiqué commun dans lequel ils souhaitent qu'une impulsion politique décisive soit donnée à Madrid à l'Union économique et monétaire par la mise en œuvre du rapport Delors dans sa globalité.

Les arrestations massives se poursuivent en Chine.

Mardi 20 juin 1989

Vu Michel Delebarre. Le « grand projet ports » est enterré : impossible de choisir entre les ports à privilégier. On les laissera mourir tous plutôt que de décider lesquels sauver ! Il aurait fallu pourtant en choisir quatre et garder ce choix secret pour ne pas soulever trop d'obstacles. Mais comment agir dans le secret en ce genre de domaine ?

Jacques Delors est reçu par le Président afin de préparer le Conseil européen. François Mitterrand choisit Strasbourg pour accueillir le prochain Conseil sous présidence française.

Rafsandjani, président du Parlement iranien, est reçu comme un chef d'État à Moscou.

Le projet de loi de financement de la vie politique (accompagné d'un projet de loi organique, techniquement nécessaire pour ce qui concerne les élections présidentielles et parlementaires) sera adopté demain en Conseil des ministres. Il sera aussitôt déposé à l'Assemblée nationale.

Comme prévu, le projet de loi d'amnistie pose deux problèmes :

L'article 17 du projet prévoit que sont amnistiées toutes les infractions commises avant la date d'aujourd'hui en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis politiques. Or, il n'est pas d'usage qu'un projet d'amnistie — annoncé dans les administrations et les ministères concernés par son élaboration plusieurs semaines avant sa présentation en Conseil des ministres — fixe comme échéance une date postérieure à sa rédaction. Rocard ramène donc la date butoir du 20 au 15 juin, jour de la discussion par le Conseil d'État.

Par ailleurs, dans sa version initiale, l'avant-projet amnistiait toute « infraction » commise pour financer des élections, ce terme couvrant aussi bien les délits que les crimes. Or la loi du 20 juillet 1988 s'en tenait aux seuls « délits » en relation avec les élections de toute nature. Pour Michel Rocard, c'est sans importance, car aucun crime ne pourrait être commis en relation avec le financement d'une campagne électorale ; pourtant, note un juriste, le faux en écriture publique — qui vise notamment les fausses factures au détriment d'entreprises publiques — est qualifié de « crime » par le Code pénal.

L'amplitude de l'amnistie vis-à-vis des infractions qualifiées de « crimes », comme les faux en écritures publiques, est néanmoins maintenue par Michel Rocard.

Michel Rocard envisage de soumettre lui-même le projet de loi sur le financement au Conseil constitutionnel afin de le mettre à l'abri de tout reproche d'inconstitutionnalité.

Louis Mermaz suggère que l'Assemblée nationale examine ce projet les 27, 28 et 29 juin. Il faut faire vite, pense-t-il. L'évolution de l'enquête sur la SORMAE pourrait modifier la position de l'un au moins des groupes au Parlement.

A la réunion à l'hôtel Matignon des responsables du gouvernement, du groupe parlementaire et du parti, deux démarches s'opposent : les uns souhaitant renvoyer à l'automne l'examen des projets de loi sur le financement politique et l'amnistie, les autres voulant accélérer les choses pour obtenir l'amnistie avant les vacances d'été.

Normalement, le texte devrait n'être adopté qu'à l'automne. Mais les socialistes, affolés par la montée des « affaires », exigent d'aller plus vite. Cela imposerait donc de l'inscrire au plus tard à l'ordre du jour d'une session extraordinaire, en juillet, laquelle, de surcroît, se télescoperait avec les cérémonies du Bicentenaire et la réunion du G7 !

Le Premier ministre présente la loi sur le financement des partis politiques dès ce soir au journal télévisé de TF1. Les crédits budgétaires consentis aux partis seront répartis en fonction de leur nombre d'élus à l'Assemblée nationale et des voix recueillies aux dernières législatives. Mais la polémique sur l'article 17 éclipse évidemment le reste du texte, pourtant nécessaire. Michel Rocard justifie ainsi l'amnistie : La fraude a été générale et tous azimuts. Il faut sortir de l'alternative actuelle entre la fraude et la mendicité.

Comme convenu, le Conseil des ministres adopte deux projets de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. L'article 17 — que le Président a soigneusement examiné — prévoyant une large amnistie, dont pourront bénéficier des milliers d'élus, n'est pas même mentionné au cours de la discussion. Chacun, pourtant, ne pense qu'à lui.

Le Président : C'est un texte important.

Le Premier ministre, hyperbolique : Ce sera sans doute un moment de société et de civilisation.

Le Président commente ensuite les élections européennes : Il fallait s'attendre à ce fort taux d'abstentions. Cela se conçoit très bien quand on ne perçoit pas l'enjeu. Les partis conservateurs sont favorisés. Les agriculteurs, les petits notables, les chefs d'entreprise connaissent mieux le sujet et y trouvent un intérêt professionnel ; ils sont donc plus facilement mobilisables. Les formations politiques dont les salariés constituent l'essentiel des électeurs ont une tâche plus difficile. Quant à la presse française, comme d'habitude, elle ne réfléchit pas. Dans les onze autres pays, on compare des choses comparables, c'est-à-dire 1989 à 1984. Il n'y a qu'en France qu'on compare avec d'autres élections, avec des sondages, avec des souhaits ou avec des rêves.

La « victoire » de l'ancien Président de la République se solde par la perte de huit sièges. La « défaite » de la tête de liste socialiste se solde par un gain de deux sièges. J'en suis désolé pour les journalistes, mais, dans les assemblées, c'est avec des sièges que l'on travaille, pas avec des impressions.

Au total, la droite perd six à sept points en pourcentage si l'on compare le score des listes Veil et Giscard au score de Veil en 1984. On constate qu'il y a seulement 28 % pour l'alliance RPR-UDF. Cela me serre un peu le cœur, cela ne mérite pas de sarcasmes, mais pas non plus de compliments. Tout cela prouve que l'Europe a besoin de se faire comprendre et aimer.

En ce qui concerne l'article 17, le Premier ministre ne souhaite pas donner l'impression que le gouvernement serait lui-même impatient de voir effacées des fautes commises par ses amis.

Mercredi 21 juin 1989

Felipe Gonzalez envoie aux chefs d'État et de gouvernement une lettre d'invitation rappelant l'ordre du jour prochain du Conseil européen.

A l'Assemblée nationale, lors des questions d'actualité, Jacques Toubon qualifie l'amnistie projetée de scandale et conteste que le vote des députés socialistes puisse remplacer le verdict des juges. Les deux nouveaux projets, dit-il, comportent deux dispositions scandaleuses. Premier scandale : les membres de la commission chargée de contrôler les comptes des partis politiques et des campagnes électorales seront tous désignés par le Président de la République... Nous demandons que ce projet fasse l'objet d'une concertation entre les partis, comme cela avait été le cas pour la loi de 1988, et qu'il ne soit pas présenté ni voté à la sauvette... Second scandale : une disposition tend à amnistier les faits de fausses factures au profit de certains hommes et de certains partis.

Pierre Joxe répond : J'étais président du groupe socialiste dans cette Assemblée lorsque vous avez fait voter cette loi [celle de 1988] à quelques semaines des élections, à l'occasion d'une affaire qui, depuis, a reçu un épilogue judiciaire que vous pouvez regretter, mais qui est parfaitement clair: à savoir que vous avez voulu monter une machination — je ne dis pas vous personnellement, M. Toubon, vous n'en aviez pas les moyens ! —, que vous avez cherché à déshonorer des hommes... Les juges ont examiné l'affaire pendant deux, trois ans, et le résultat est là : votre machination est tombée à plat [sur l'affaire Luchaire]. Ce gouvernement, lui, n'a pas le goût des machinations politiques ou politico-policières, mais qui vous dit qu'il n'en a pas les moyens ?

Michel Rocard assiste au congrès de l'Internationale socialiste. C'est pourquoi le Conseil a été avancé d'un jour.

Critiqué pour le récent non-lieu intervenu dans l'affaire Luchaire, Pierre Arpaillange déclare : En l'état actuel des choses, et après un certain nombre de blocages qui ont été constatés par les magistrats, il n'était pas possible d'aller plus loin. Si l'on considère que, pendant deux années, la droite a eu entre les mains ce dossier et n'en a rien fait, comment reprocher aujourd'hui à la gauche d'en tirer les conséquences ? — avant de répéter, une fois encore, ce qu'a dit avant lui M. Bézard, procureur de la République, qui a requis le non-lieu : Le magistrat instructeur a demandé des renseignements au ministère de la Défense en 1987 ; il a obtenu des réponses, mais pas tous les éléments qu'il souhaitait, et le procureur de la République a écrit au ministre de la Défense il y a cinq ou six mois, mais, à ma connaissance, il n'a pas obtenu de réponse... Si le juge d'instruction n'obtient pas les concours voulus, il est évident que la procédure ne peut pas prospérer.

Jeudi 22 juin 1989

Le Président revient de Normandie pour recevoir le Chancelier Kohl à déjeuner. Dans l'avion qui le ramène à Paris, il est prévenu par une note d'Élisabeth Guigou de l'accord du Chancelier sur les points essentiels concernant l'Union économique et monétaire. Mais le Chancelier est plus réticent que son ministre des Affaires étrangères à fixer une date rapprochée pour la Conférence intergouvernementale qui décidera de la réforme du Traité de Rome. Le Président : Ne vous inquiétez pas. Il cédera. Parce qu'il ne peut faire autrement.

Le Chancelier et le Président décident d'obtenir que la Charte sociale soit adoptée d'abord comme une déclaration solennelle, suivie de décisions juridiques contraignantes.

Quatre nouvelles inculpations dans l'affaire de la SAE, ce qui porte à trente-deux le nombre des prévenus. Parmi eux, douze sont des responsables PS, UDF et RPR. Trois sont des dirigeants d'Urba-Gracco.

Michel Rocard : Il faut en finir avec tout ça. Les enquêtes en cours risquent d'avoir un effet désastreux auprès de l'opinion publique. Mieux vaudraient des articles de presse dénonçant, pendant trois jours, une « auto-amnistie », que six mois de révélations et de mises en cause distillées au fil des instructions.

Vendredi 23 juin 1989

François Mitterrand reçoit Michel Rocard pour discuter du calendrier du projet relatif au financement des partis, et donc à l'amnistie. Le Premier ministre a le sentiment d'une mise à l'épreuve de son dévouement à la « cause commune ». Il arrive donc muni de deux calendriers : l'un, normal, en prévoit l'examen à l'automne ; l'autre pourrait permettre son adoption dans de plus brefs délais. Il souligne que cette procédure en urgence obligerait à recourir au 49.3, ce qui pourrait être évité si l'on attendait l'automne. Il souligne qu'en cas de recours au 49.3, une motion de censure sera inévitablement déposée et qu'elle risque fort de réunir la majorité constitutionnelle, donc de provoquer à la fois la chute du gouvernement et le rejet du texte. Cela posé, il se déclare prêt à le faire si le Président le lui demande. Le Président le lui demande, ajoutant dans un sourire : En cas de censure adoptée, cela ne provoquerait qu'une crisette à l'italienne (ce qui pourrait sous-entendre que le départ de Michel Rocard ne serait pas grave ou que le même Premier ministre serait aussitôt renommé, mais cela n'est pas dit explicitement...).

François Mitterrand : Il faut que le Bicentenaire soit aussi fastueux que possible. Le monde doit se souvenir de la fête de la liberté.

Il voit la maquette du défilé de Jean-Paul Goude. Il ne prétend rien contrôler, rien surveiller, et ne pose même pas de questions. Belle marque de confiance en Jack Lang et Jean-Noël Jeanneney.

Samedi 24 juin 1989

Coup de théâtre : le Président appelle Michel Rocard pour lui dire que, tout bien considéré, il décide d'attendre l'automne pour faire voter le texte. La session extraordinaire sera limitée à quelques jours, juste pour l'achèvement des diverses navettes. Cette volte-face renforce dans l'esprit du Premier ministre l'idée d'une mise à l'épreuve, franchie avec succès.

Michel Rocard me dit : Il a voulu me tester. Je lui ai montré mafidélité. Ça va permettre à la police et à la justice de faire leur travail. En conséquence, l'opposition devra tourner plusieurs fois sa langue dans sa bouche avant de parler, d'ici à la rentrée.

J'étais d'abord pour un débat à l'automne, puis pour un débat dans l'immédiat. Le Président était au départ pour l'automne, puis pour tout de suite, et, finalement, à nouveau pour l'automne. Le PS, lui, a été le seul à ne pas changer de position : il voulait l'amnistie tout de suite. Mon seul problème a été que les autres changeaient d'avis, mais pas en même temps...

Convention des « rénovateurs » RPR et UDF à Lyon. Les « douze » prêtent serment de poursuivre leur entreprise jusqu'à son terme : la constitution d'une grande formation politique commune.

Pierre Mauroy insiste. Il souhaite que la nouvelle loi sur le financement soit votée le plus rapidement possible, et ajoute : Il appartient au gouvernement, au garde des Sceaux, à chacun, de prendre ses responsabilités sur le point de savoir s'il faut ou non une amnistie. A mon avis, le problème est second. Le vrai problème, c'est une loi nouvelle... Si le Parlement ne veut pas voter l'amnistie, il ne vote pas l'amnistie. Il a tout à fait le droit, pour certains de ses membres, d'être parfaitement hypocrite. Si le Parlement ne veut pas voter l'amnistie, nous aurons une loi nouvelle sans amnistie... Une forme de moralité dans un système aussi pernicieux consiste à ne pas désigner des boucs émissaires...

Il réaffirme qu'il n'est pas lui-même à l'initiative de cette amnistie. Il regrette que le non-lieu rendu dans l'affaire Luchaire n'ait pas permis de connaître les coupables.

Lundi 26 juin 1989

Le gouvernement renonce à déposer à la session extraordinaire et décide d'attendre la session d'automne pour soumettre au Parlement les projets de loi sur le financement des partis politiques et l'amnistie des délits liés à ce financement.

La direction du Parti socialiste, apprenant ce changement de calendrier, s'en désole: le report de la discussion en octobre risque de repousser l'amnistie à décembre. Pierre Mauroy envisage déjà de solliciter du Président une session extraordinaire en septembre pour gagner du temps. Le Président : Pas question de session extraordinaire ! Ni pour ça ni pour autre chose !

C'est la seconde fois en quinze jours que Mauroy essuie un échec sur l'amnistie.

Conseil européen à Madrid avec des gouvernements démissionnaires en Grèce, en Italie, aux Pays-Bas, et un gouvernement allemand affaibli. La Charte sociale est adoptée sous la forme d'une déclaration solennelle par onze États, les Britanniques restant opposés à toute charte, même sous cette forme.

Sur l'Union économique et monétaire, les Britanniques acceptent la première phase du rapport Delors, mais en font une lecture restrictive. Ils refusent la Conférence intergouvernementale et la négociation d'un nouveau traité.

Sur la fiscalité de l'épargne, la Commission a proposé deux directives. La première, en février, prévoyait une retenue à la source de 15 % ; les oppositions sont venues du Royaume-Uni, du Danemark, du Luxembourg, enfin de la RFA par la bouche de son nouveau ministre des Finances, [Theo Waigel]. La seconde concernait la coopération fiscale entre États membres pour lutter contre la fraude ; ce texte peut être examiné et amélioré. La France souhaite que ces dispositions aillent le plus loin possible. Sur la TVA, un groupe d'experts est créé afin d'examiner les propositions de la Commission (jugées trop complexes) et des États.

Le gouvernement irakien reconnaît vouloir expulser les Kurdes des régions frontalières. Un nouveau génocide qui se prépare ?

Mardi 27 juin 1989

A Madrid, la première étape de l'Union économique et monétaire est fixée au 1er juillet 1990. Mais le texte ne fait pas référence aux deux autres phases. Les travaux préparatoires à une réforme du traité par une Conférence intergouvernementale vont pouvoir commencer, mais la date n'en est pas fixée. Le Royaume-Uni accepte la tenue de cette Conférence.

Margaret Thatcher refuse les phases 2 et 3 : Cela reviendrait à accepter un transfert de souveraineté monétaire.

Il appartiendra donc à la présidence française de relancer l'idée et de fixer une date pour le début des travaux.

Le Président s'exprime en dernier : On s'est engagé à construire une certaine Europe. La question est de savoir si on le veut toujours, et quand... Si on ne respecte pas le délai, on ratera la rencontre avec l'Europe qu'on a souhaitée. Pourquoi s'engager sur la phase 1 s'il n'y a pas de phase 2 ?... La France accepte la phase 1 s'il est précisé qu'une deuxième phase est nécessaire.

Après un tour de table qui laisse dans le flou la convocation d'une conférence intergouvernementale, le Président reprend : Hanovre est un acquis... Pour ceux qui ont donné leur accord à la première phase, elle n'offre aucun intérêt si elle n'est pas suivie d'une deuxième phase. Le processus est un tout... Si les uns veulent tirer les autres en arrière, nous n'aboutirons pas... Je ne refuse pas un compromis, mais on ne peut pas laisser la Conférence intergouvernementale dans l'imprécision, comme un espoir éloigné.

Le Président redemande que quelque chose soit fait sur la fiscalité de l'épargne. Opposition de Jacques Santer, le Luxembourgeois.

Finalement, le Conseil européen réitère sa détermination de réaliser progressivement l'Union économique et monétaire telle que prévue par l'Acte unique et confirmée lors du Conseil européen de Hanovre. L'Union économique et monétaire doit se situer dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur et dans le contexte d'une cohésion économique et sociale. Le Conseil européen considère que le rapport du comité présidé par Jacques Delors, qui définit un processus devant conduire par étapes à l'Union économique et monétaire, répond pleinement au mandat donné à Hanovre. Le Conseil décide que la première étape de la réalisation de l'Union économique et monétaire commencera le 1er juillet 1990. Il demande aux instances compétentes (Conseil économique et des finances, Affaires générales, Commission, Comité des gouverneurs des banques centrales, Comité monétaire) : a) d'adopter les dispositions nécessaires au démarrage de la première étape au 1er juillet 1990 ; b) de réaliser les travaux préparatoires en vue de réunir une Conférence intergouvernementale pour définir les étapes ultérieures ; cette conférence se réunira une fois que la première étape aura commencé ; elle sera précédée par une préparation complète et adéquate.

Le processus n'est plus global : il n'y a pas de date fixée pour la Conférence intergouvernementale, mais elle peut être convoquée à compter du 1er juillet 1990, début de la première étape.

L'issue est donc floue, incertaine. Seul point relativement positif: le Royaume-Uni n'a pas bloqué les travaux. La Conférence intergouvernementale pourrait finalement se tenir l'an prochain à Onze.

Pour le défilé du 14 Juillet, Jean-Paul Goude a préparé un programme superbe. La musique est écrite par le Béninois Wally Badarou, 1 500 drapeaux, dont le palestinien, des Britanniques sous une pluie artificielle, des constructivistes russes avec des chaussures à soufflets, des valseurs sur patins à roulettes, Jessie Norman chantant La Marseillaise, une énorme locomotive clôturant le défilé... Christian Dupavillon, le vrai concepteur du projet, accomplit un travail magnifique.

Mercredi 28 juin 1989

Au cours du Conseil des ministres, à propos du Sommet de Madrid, le Président : La seule manière de procéder pour l'Union économique et monétaire, c'est de réunir une Conférence intergouvernementale. Il y faudrait l'unanimité pour décider d'établir un nouveau traité, mais la conférence pourrait se transformer et se borner à réunir les pays décidés à signer ce nouveau traité.

Au cours des discussions à Madrid, il est apparu que le Danemark était souvent acquis à la cause britannique, avec, en plus, parfois le Portugal, parfois les Pays-Bas. On retrouve là une clientèle traditionnelle. En tout cas, l'enjeu était d'obtenir la Conférence intergouvernementale, et nous l'avons obtenue. Les gouvernements néerlandais, grec, italien étaient démissionnaires ; les Allemands et les Anglais, ébranlés. La stabilité de la France a sans doute accru son crédit.

Nous avons eu l'appui constant et ferme de la Belgique, de la Commission, de la RFA — sauf, en ce qui concerne cette dernière, pour fixer la date de la Conférence intergouvernementale — et un appui dans l'ensemble ferme de l'Italie. La marche en avant continue.

A propos de la fiscalité sur l'épargne : J'ai dit à M. Santer, le Premier ministre luxembourgeois : « Vous êtes assis sur votre trésor qui, pour une bonne part, est constitué par la fraude internationale. »

Sur la défense : S'il s'agit de mener une guerre nucléaire, c'est Mme Thatcher qui a raison. J'avais dit à M. Bush, à Kennenbuck Port, qu'il n'aurait aucune marge s'il restait sur le terrain des forces nucléaires à courte portée, mais qu'il aurait du champ s'il prenait l'initiative sur le terrain conventionnel.

Mme Thatcher, qui a beaucoup de force quand elle s'adresse à ses partenaires européens, est une petite fille de huit ans quand elle parle au Président des États-Unis. Alors il faut tendre l'oreille, elle est vraiment très touchante. En tout cas, il est visible que le Président des États-Unis n'est pas encore sous le charme.

La Grande-Bretagne, il faut que vous le sachiez, n'a pas d'autonomie de décision. Peu importe, dès lors, qu'elle espère avoir barre sur le Président des États-Unis d'Amérique !

Je me réjouis de voir que la France, dans sa continuité, quels qu'aient été les Présidents, les gouvernements, les chefs d'état-major, a su préserver, elle, son autonomie de décision.

Lors de la dernière séance des questions d'actualité à l'Assemblée, Michel Rocard, interrogé sur l'amnistie par l'opposition, rappelle publiquement une évidence : Une fois la loi votée, seul un magistrat pourra décider si l'amnistie s'applique ou non. Il veut convaincre ainsi les socialistes que le texte qu'ils souhaitent se révélera inefficace. Pierre Mauroy et Henri Emmanuelli restent déterminés et convaincus : Mais non, avec ce texte l'amnistie sera automatique !

Jean-Louis Bianco reçoit un responsable polonais porteur d'une lettre du général Jaruzelski à l'intention du Président pour que celui-ci plaide la cause de la Pologne lors du Sommet des Sept. Le général se plaint des Allemands. Le Chancelier Kohl a reporté sa visite à Varsovie. Jaruzelski indique que les Allemands veulent lier les mains des Polonais : leur aide financière sera subordonnée à des garanties démocratiques et au statut de la minorité allemande de Pologne qui, d'après les Polonais, est une « prétendue minorité ».

Nous recevons une demande pressante du Président yougoslave pour être invité le 14 Juillet, afin de sauver l'unité nationale ! Il le sera.

Un autre cas reste en instance : celui du Zaïre. La présence de Mobutu me paraîtrait ternir de façon désastreuse cette journée (l'imaginer le 13 juillet sur le parvis des droits de l'homme !). J'explique au Président que si la raison d'État le conduit à en décider autrement, il faudrait limiter l'invitation au seul défilé du 14 Juillet.

Le Président : Bonne idée. Le 14 Juillet, plus le 13 à l'Opéra. Le lui présenter comme une grande faveur !

Et voilà : il sera là aussi le 13...

Grande effervescence à Matignon : des collaborateurs de Michel Rocard annoncent presque ouvertement un prochain remaniement ministériel.

A 12 h 30, rue de Rivoli, Pierre Bérégovoy abandonne ses locaux au directeur des Musées de France. Alors que le Président et sa suite ministérielle traversent le grand salon d'angle Napoléon III, Michel Charasse lance à la cantonade : C'est ici que Jack Lang espérait faire son bureau ! L'intéressé, vexé, riposte : Pas du tout, je suis trop bien rue de Valois !

Derniers préparatifs du Sommet de l'Arche. La logistique est énorme et a exigé beaucoup d'attention. Les projets de déclarations politiques seront discutés entre sherpas à New York vendredi, puis, vendredi en huit, à Rambouillet. Il est possible que s'y ajoutent une déclaration sur le terrorisme, à la demande des Américains, et une autre sur la Chine, à la demande du Japon.

Vu Jean-Paul Goude. Magnifique d'enthousiasme. Seul petit probléme : il insiste pour mettre un danseur palestinien, avec son drapeau, dans le défilé des Nations, parmi les représentants des autres pays. Incident diplomatique en vue ? Non, prémonition. Je le laisse faire, sans en référer à personne.

Grande manifestation nationale serbe au Kosovo pour célébrer le 600e anniversaire de la bataille du champ des Merles contre les Ottomans.

Jeudi 29 juin 1989

Dans un discours aux Communes, Margaret Thatcher présente le compromis de Madrid sur l'Union économique et monétaire comme un succès pour elle. Elle entend interpréter les conclusions de façon restrictive : le rapport Delors a été accepté, dit-elle, uniquement comme une des bases de travail, mais pas comme la seule. Et aucune décision n'a été prise sur les étapes suivantes. Par ailleurs, elle souligne avec force que les décisions de la Conférence intergouvernementale devront être prises à l'unanimité.

Les projets de déclarations politiques sur les droits de l'homme et sur les relations Est/Ouest pour le Sommet de l'Arche, que je remettrai demain à New York aux sherpas, sont prêts, de même qu'un projet de déclaration économique, résultat de la longue négociation que nous avons menée depuis six mois.

Ce texte contient des décisions très concrètes, telles que :

- une nouvelle stratégie pour la dette ;
- une définition d'une politique globale de protection de l'environnement ;
- la décision de lancer les grands travaux au Bangladesh ;
- la définition d'une politique internationale contre la drogue et le blanchiment de ses profits.

Vendredi 30 juin 1989

Le Président est exaspéré par les critiques dénonçant le faste des cérémonies du Bicentenaire. Il en rend responsables la mairie de Paris et la presse, et il est spécialement irrité par la manifestation du 8 juillet qu'organise Renaud : C'est injuste ! Devait-on mal recevoir en France ? Nous recevons plus de gens du Sud que du Nord. Fallait-il les recevoir un autre jour ?

En Pologne, le général Jaruzelski renonce à se présenter à la Présidence de la République et propose à sa place le général Kiszczak.

Réunion des sherpas à New York au consulat de France. Consensus sur le texte relatif à la drogue : un groupe de travail, ouvert au-delà des Sept (le GAFI), sera créé. Et encore, avec présidence française. Sur la dette, Français et Américains se retrouvent seuls contre les autres.

Discussion sur les droits de l'homme. Les Américains nous font la leçon à tout propos. Je suggère d'inclure dans la déclaration une interdiction de la peine de mort. L'Américain refuse, outré que j'aie pu émettre une telle proposition (les États-Unis sont, avec le Japon, les seuls du G7 à l'appliquer encore).

Textes vides sur la Chine.

Les Japonais proposent un texte sur les baleines dont le massacre a déclenché une campagne de Greenpeace (ils veulent les protéger en les chassant !). On débat sur le point de savoir s'il faut parler de conserver la faune maritime (France) ou de la gérer (Japon). Compromis : préserver.

Malgré les réticences américaines, je fais accepter un texte sur le Bangladesh (qui prévoit une conférence de financement du projet en septembre).

David Mulford s'est mis en cheville avec Jo Kennedy, parlementaire démocrate, pour que celui-ci dépose au Congrès un texte prévoyant des sanctions fiscales frappant les banques qui refusent de réduire les dettes du Tiers-Monde. Le premier créancier français sur le Mexique, la Société Générale, qui faisait de la résistance, s'est fait rappeler à l'ordre par Jean-Claude Trichet. Seules les banques britanniques résistent encore. La Lloyds, elle aussi, fait la mauvaise tête et bloque les négociations avec Mexico.

Samedi 1er juillet 1989

Michel Rocard propose à la région Ile-de-France l'élaboration en commun d'un livre blanc qui fasse l'inventaire de la situation, en analyse les causes et suggère un programme d'actions immédiates. Cela afin de réviser le schéma directeur qui date de 1964 et est aujourd'hui totalement dépassé.

Les dangers que dénonçait Renaud ne sont pas vains : la liste des invités qu'a préparée Jack Lang pour l'inauguration de l'Opéra-Bastille prévoit 30 cartons pour le Président et 900 pour le ministre, plus les 350 journalistes accrédités à la Culture ! Le Président est partagé entre le rire et la fureur.

La France prend pour six mois la présidence de la Communauté européenne.

Dimanche 2 juillet 1989

François Mitterrand réunit huit ministres à l'Élysée pour préparer la présidence française (sur les affaires sociales, la monnaie, la culture, l'environnement). Il n'y a pas d'autres priorités que d'achever ce qui est en cours.

Le Comité directeur du PS est agité par de sourdes luttes de personnes — Mauroy, Fabius, Jospin, Rocard... — dans la perspective du futur Congrès qui redistribuera les cartes pour deux ans.

Mardi 4 juillet 1989

Visite officielle de Mikhail Gorbatchev en France, juste avant le Bicentenaire dont il aurait tant voulu être... Dîner à l'Élysée. L'Europe de l'après-guerre a vécu, déclare le chef de l'État soviétique. « L'URSS lui survivra-t-elle ? » pensons-nous tous en l'écoutant.

Mercredi 5 juillet 1989

Entretien à l'Élysée entre François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev :

Mikhaïl Gorbatchev : Vous avez fait un magnifique travail pour le Bicentenaire. Il y aura d'ailleurs aussi un grand programme soviétique pour fêter cet événement.

Nous sommes à un moment où nos pays [à l'Est] sont engagés dans de très profonds changements. Cela va bouleverser à moyen terme l'image du monde. Vous et nous, nous sommes interdépendants... A des rythmes différents, les changements s'opèrent dans tous les pays d'Europe de l'Est. L'Est va changer et ce sera profitable pour l'Europe entière...

Je suis troublé par les idées du Président Bush sur l'Europe de l'Est. On y trouve plus d'idéologie que de politique réaliste. Il n'y a pas longtemps, Bush a déclaré que l'Europe devait retrouver ses frontières de 1939. Le Président Bush a peur des changements en URSS, peur que l'URSS soit mieux perçue à travers le monde. Il a peur de la Communauté européenne. Il y voit un danger pour les intérêts américains dans le monde. Nous ne devons pas admettre les tentatives de freiner les processus qui contiennent des éléments positifs et même révolutionnaires.

François Mitterrand : J'ai remarqué cette déclaration de Bush ; il obéit à une idéologie sommaire. Ce que disait Reagan était encore moins évolué. Les frontières de 1939, ce n'est pas sérieux. On ne doit pas faire de guerre de revanche. Bush fait des concessions à son électorat, qui est le plus conservateur des États-Unis. Au cours des récentes conversations que j'ai eues avec lui, nous sommes convenus tous les deux qu'il ne fallait rien faire pour affaiblir votre autorité, mais tout faire pour intégrer l'URSS dans l'économie mondiale et pour ne pas revenir à la guerre froide. Mais Bush doit faire des concessions à son public... Voyez-le. Vous aurez de l'influence sur lui. Il est sensible au contact direct. Je l'ai vu dès 1981. Le monde est en train de bouger, ce n'est pas la petite guerre, mais c'est le dialogue qui modifiera les conditions d'évolution du monde.

Mikhaïl Gorbatchev : C'est en cours de maturation. Il y a des déclarations des deux côtés. Chez nous, nous pensons qu'on ne peut rien bâtir de sérieux sans ce dialogue... La reprise des pourparlers à Genève est trop longue à venir. On a l'impression d'une tentative de faire traîner en longueur ces pourparlers, de la part des Américains. Si on y ajoute le fait qu'un groupe du Conseil national de Sécurité, animé par le Président, est chargé de me discréditer et de saboter ma perestroïka, je me demande où est la politique de Bush...

François Mitterrand : Je lui ai dit que la politique du pire ne réussirait jamais. Elle donne des résultats que personne ne prévoit !

Mikhaïl Gorbatchev : Je suis tout à fait d'accord.

François Mitterrand : La politique soviétique évolue vers la perestroïka et la glasnost J'ai dit à Bush que vous imposiez des évolutions positives et que des choses nouvelles s'annoncent en URSS. J'ai employé cette expression, mais il faut en finir avec l'esprit de croisade, il faut ne plus préférer l'idéologie à la réalité politique. Votre réussite dépend à 90 % des relations avec le peuple soviétique et à 10 % de l'environnement international. Bush m'a répondu : « C'est l'opinion des autres Européens. » Il a ajouté : « Je jouerai profil bas en Europe de l'Est. » Il parle peut-être comme le dernier qu'il a écouté, mais j'espère que non. Il a déjà dit tout ça devant l'OTAN ; d'ailleurs, je ne vous livre pas là de secret.

Mikhaïl Gorbatchev éclate de rire : Je vous en dispense, car je suis déjà au courant !

Paul Quilès lance au conseil municipal du XIIIe arrondissement l'idée d'un établissement public type Défense pour aménager la rive gauche de la Seine en amont d'Austerlitz. Jacques Chirac en est ulcéré : l'État veut lui reprendre l'Est de la capitale, qui est sa chose !

Au Conseil des ministres, Pierre Bérégovoy fait un exposé sur la politique économique et cite le programme socialiste de 1972, « Changer la vie », qui insistait, dit-il, sur la nécessité de défendre la monnaie, de lutter contre l'inflation, de rechercher le plein emploi.

Le Président : Il faut d'abord produire pour partager, mais il faut que les richesses soient mieux partagées.

Jean Poperen dresse le bilan de la session parlementaire. Le Président se montre hostile à une session spéciale en septembre pour réformer le Code pénal (c'est-à-dire pour discuter et adopter l'amnistie). Il demande au Premier ministre d'indiquer que le gouvernement a l'intention de modifier le mode de scrutin pour les élections des sénateurs représentant les Français de l'étranger. Aujourd'hui, avec le scrutin majoritaire et pour une seule circonscription, on aboutit à ce que 12 sièges sur 12 aillent à la seule opposition. Il souhaite qu'on le dise dès maintenant afin d'éviter de donner une impression de revanche.

Le bouleversement continue en Afrique du Sud : Nelson Mandela rencontre Pieter Botha.

Jeudi 6 juillet 1989

Jacques Chirac ne décolère pas après la proposition de Paul Quilès sur le terrain destiné à la future Grande Bibliothèque. Il fait savoir au préfet de région qu'il entend diriger l'opération Tolbiac-Masséna comme celle de Javel-Citroën. Il remettra au besoin en cause le don des 7 hectares destinés à la Bibliothèque de France (les formalités juridiques ne sont pas achevées) et n'accordera pas les dérogations nécessaires aux règles d'urbanisme. La Bibliothèque en serait retardée de trois ans. Sur instructions du Président, je dis à Paul Quilès, Pierre Joxe et Olivier Philip que cette idée personnelle d'un député de Paris n'engage ni le gouvernement, ni le Président. L'affaire est close.

George Bush annonce l'annulation de la dette publique de seize pays africains parmi les plus démunis (pour 1 milliard de dollars).

Devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Strasbourg, Mikhaïl Gorbatchev précise son idée de maison commune européenne et renouvelle sa demande de négociations sur les armes nucléaires tactiques, qui est à nouveau repoussée par George Bush.

La façon dont les Américains veulent imposer sans ménagement leurs vues à leurs alliés à propos de la négociation de Vienne est tout à fait scandaleuse. Pour ne pas ralentir la négociation, la délégation française se montre toutefois accommodante.

Vendredi 7 juillet 1989

Roland Dumas propose la création d'un groupe de haut niveau, formé de représentants personnels des ministres, chargé de préparer le travail de la Conférence intergouvernementale de la Communauté.

A Rambouillet, début de l'ultime réunion de sherpas avant le Sommet. Comme d'habitude, elle commence, dans l'après-midi, par une réunion des directeurs des Affaires politiques. Concernant les droits de l'homme, violentes critiques américaines et britanniques contre notre projet de déclaration. Les Américains proposent de fusionner ce texte avec le texte de politique générale, pour l'édulcorer. La France, elle, tient à une déclaration de principe, déconnectée des situations conjoncturelles. Je réponds aux Américains que s'ils campent sur cette position, nous laisserons dans le texte, jusqu'au Sommet, un paragraphe entre crochets réclamant l'abolition de la peine de mort chez les Sept. Lourd silence. Ils n'insistent pas.

Au dîner des sherpas, discussion sur la perestroïka. Bush vient de demander le départ des troupes soviétiques de Pologne. Son représentant, Richard McCormack, estime ouvertement que c'est une erreur. Tous pensent qu'à Moscou Gorbatchev va bientôt échouer, que le pouvoir va revenir aux communistes les plus durs, et qu'il ne faut rien faire pour casser le Pacte de Varsovie, car il préserve la paix. Richard McConnack : Si nous avons cette sagesse, si les Polonais et les Hongrois sont patients, il y a une faible chance pour que, dans quinze ans, Yalta disparaisse.

Les Italiens sont les seuls à résister à cette tendance : ils veulent proposer l'entrée immédiate des Soviétiques à la Banque mondiale et au FMI, et inclure les pays de l'Est dans les nouveaux mécanismes de réduction de la dette.

Je tente d'organiser un dîner entre les sherpas du Nord et ceux du Sud. Mais ceux des États-Unis et du Japon refusent de venir. Il ne s'y dit rien d'utile.

Dans la nuit, j'apprends par Richard McCormack, embarrassé — lui-même vient d'en être informé par Washington —, qu'à la veille de son voyage en Pologne et en Hongrie le Président Bush a écrit à ses collègues du Sommet pour proposer un plan d'aide économique à la Pologne. Cette initiative, improvisée au dernier moment, sur laquelle les services de la Maison Blanche semblent en désaccord entre eux, et à laquelle le sherpa américain n'a probablement pas été associé, prendrait la forme d'un « consortium à Sept » destiné à coordonner l'aide économique et le traitement de la dette polonaise, et auquel s'ajouterait une fondation pour l'entreprise dotée de 100 millions de dollars de fonds publics.

Impossible, pour nous, de décider de la création d'un consortium à Sept que l'Amérique contrôlera. La suggestion ne vise qu'à un effet d'annonce, demain, à Varsovie, pour ravir la vedette au Sommet.

Samedi 8 juillet 1989

Juste après le petit déjeuner, les autres sherpas prennent connaissance de l'initiative américaine sur la Pologne. Je rappelle que la France ne veut pas d'institutions issues du G7. J'explique qu'il y a des risques, vis-à-vis de l'Union soviétique, à tenter de placer sous protection économique occidentale un pays membre du Pacte de Varsovie. Les autres délégations, Commission comprise, se montrent plus positives que moi sur l'idée.

Après avoir vérifié les instructions du Président, juste avant le déjeuner, je puis enfin parler au téléphone à Brent Scowcroft, le conseiller de George Bush. Je lui explique notre position et lui propose un compromis : si le Président Bush tient à son idée de consortium, il faudrait que celui-ci soit ouvert à tous les autres pays européens et qu'il n'apparaisse pas comme dirigé contre l'URSS. Si le Président américain l'annonce à Varsovie, nous serons contraints d'annoncer immédiatement notre désaccord. Brent Scowcroft n'insiste pas et promet que George Bush n'annoncera rien de précis à Varsovie : On en reparlera à Paris. L'homme est calme, pondéré. Un autre, avant lui, aurait explosé et aurait tenté de nous forcer la main.

En attendant, notre projet de texte restera donc également dans le vague.

Nous relisons les autres communiqués jusqu'à 3 heures du matin. Sur l'environnement, McCormack accepte que la suppression des CFC soit réalisée avant l'an 2000. Il n'y a même plus de crochets. La plupart des difficultés ont été levées. On muscle un peu le passage sur l'inflation. De quoi vont donc discuter les Grands, le 15 juillet ?

Ultime accrochage : les Anglo-Saxons voudraient exalter les privatisations, la dérégulation. Je dois leur rappeler qu'un gouvernement socialiste ne pourrait signer cela.

Manifestation Renaud-Perrault avec SOS-Racisme, le PCF et la LCR, et concert contre le Sommet des riches, la dette du Tiers-Monde, la faim et l'apartheid. Ils annoncent pour le 14 un contre-Sommet des sept pays les plus pauvres (Burkina Faso, Mozambique, Zaïre, Haïti, Amazonie, Bangladesh, Philippines). Sur le pavé de Paris, la plupart sont nos électeurs.

Dîner à Rambouillet de tous les sherpas ayant occupé ce poste depuis vingt ans. Certains anciens sherpas sont aujourd'hui à la retraite. D'autres, au contraire, connaissent une carrière politique. Lord Armstrong est là ; Renato Ruggiero, ancien sherpa italien et actuel ministre du Commerce extérieur, a fait le déplacement. Les trois anciens sherpas japonais sont venus de Tokyo. Je leur parle d'un « club » qui honore ces anciens, quatorze ans après que les pays industrialisés eurent découvert qu'il fallait vivre ensemble : Ici, nous sommes dans un château, mais nous savons tous que les difficultés nous attendent dehors, juste à la porte.

A la fin du repas, le doyen, Renato Ruggiero, se lève : Le Sommet de l'Arche marque la fin d'une ère. Les raisons politiques pour lesquelles nous avions inauguré ces Sommets, et notamment la crise pétrolière, ont disparu. D'autres apparaissent, comme l'environnement. Nous avons eu ensemble des combats terribles. Étaient-ils justifiés ? Je me rappelle qu'au premier Sommet de Tokyo nous nous battions sur les quotas d'importation de pétrole, afin de faire chuter le prix du brut. Et qu'au second Sommet de Tokyo, en 1979, nous nous effrayions de le voir si haut... Dans un an, je sais que ceux qui nous succéderont pesteront, exactement comme nous l'avons fait, en souhaitant un Sommet où l'on puisse travailler sérieusement, sans être assaillis par quatre mille journalistes...

Dimanche 9 juillet 1989

A Varsovie, George Bush présente son Action Plan for Poland. Après ma discussion avec Scowcroft, les Américains ont renoncé à proposer un consortium et n'évoquent plus qu'une action concertée. En sus de la fondation pour l'entreprise (100 millions de dollars) sont envisagés des prêts de la Banque mondiale (325 millions de dollars), un rééchelonnement de la dette et une initiative pour l'environnement (15 millions de dollars).

Lundi 10 juillet 1989

Le Président insiste bien pour qu'à la Concorde, le 14, les places ne soient pas monopolisées par les officiels. Il faut absolument éviter les accusations du type « cérémonies réservées à la seule élite rose ». 4 400 places seront attribuées aux politiques et 11 600 aux représentants de la société dite civile (associations, sponsors, syndicats, ligues diverses, etc.).

Au Conseil de Paris, Paul Quilès fait amende honorable. Il recommande juste une conjonction des efforts de la SNCF, de l'État et de la Ville pour construire de nombreux logements, notamment sociaux, sur les terrains de Tolbiac.

Mardi 11 juillet 1989

Nouvelle lettre de Renaud :

Me voici revenu auprès des miens, au cœur de la Provence, entre monts du Vaucluse, Alpilles et Lubéron, passant des jours tranquilles loin du bruit et de la fureur de ces discours et de ces polémiques qui ont été mon quotidien ces derniers temps. J'apporte un peu d'eau aux arbres qui m'entourent et dont la compagnie m'est définitivement infiniment plus agréable que celle de mes contemporains, trotskistes compris...

Les lendemains de fête laissent toujours un goût d'amertume au fond de l'âme, et malgré la réussite de notre journée du 8 juillet, j'éprouve aujourd'hui plus de tristesse que de joie. (Mais peut-être l'Adagio d'Albinoni, que j'écoute en écrivant ces mots, n'est-il pas étranger à ce blues...)

Car enfin, quel bilan tirer de cette « aventure » dans laquelle je me suis lancé spontanément avant que les manipulateurs et récupérateurs de tout poil ne la pervertissent ? avant que ces charognards falsificateurs des médias n'amplifient mes mots tout en s'efforçant d'en réduire le contenu ?

J'ai, à mon corps défendant, offert une tribune aux communistes qui ont saisi l'occasion pour attaquer violemment François Mitterrand.

J'ai été amalgamé avec les râleurs pour lesquels le Bicentenaire se résume à des embarras de circulation et, plus grave, avec la droite qui nous a emboîté le pas pour critiquer les fastes des cérémonies. J'ai été accusé de me faire un coup de pub à bon compte. Je me suis brouillé avec le pote Harlem Désir.

J'ai, face à l'assaut des médias, tenu un discours malhabile, décousu, parfois agressif, hésitant entre le langage de mon esprit, qui voulait dire sa colère légitime à l'encontre du Sommet des Sept, et celui de mon cœur, qui souhaitait exprimer malgré tout sa confiance en François Mitterrand. Le premier discours l'emportant souvent sur le second, peut-être par souci d'affirmer mon indépendance vis-à-vis de vous, alors qu'on ne cessait de me rappeler mon soutien de jadis, comme s'il avait été un serment d'allégeance.

Et pourquoi tout cela ?

Parce qu'on est venu chatouiller ma bonne conscience de gauche, tiers-mondiste, anticolonialiste, et que, pour manifester ma solidarité avec les peuples affamés, j'ai pris le risque de me désolidariser de vous en attaquant ce Sommet des riches dont la tenue à Paris me semble déplacée.

Parce que je n'aime pas Chevènement et ses crédits militaires.

Parce que le PS et le gouvernement ne se sont guère mobilisés pour la libération d'Otelo de Carvalho.

Parce que l'Élysée prend, c'est vrai, parfois, des allures de Versailles, son occupant des airs de monarque.

Parce que je cherche la gauche de mes vingt ans, contestataire et insolente, et que je la trouve plus chez Krivine que dans les ministères...

Et peut-être, et surtout parce que je sais que vous êtes les meilleurs, qu'à ce titre vous êtes là pour vingt ans, et qu'il faut savoir parfois vous secouer un peu pour vous forcer à garder le cap et les valeurs qui nous ont poussés à vous soutenir.

Cher Jacques, votre « mon ami Renaud », dans le Libé d'hier, m'a fait chaud au cœur. Saurai-je jamais vous prouver à nouveau mon amitié et ma fidélité après tous les soucis que je vous ai causés ?

Mercredi 12 juillet 1989

Au Conseil des ministres, Michel Rocard déplore que, depuis plusieurs semaines, une demi-douzaine de ministres soient intervenus publiquement en dehors de leur domaine de compétence ; ou dans leur domaine de compétence, mais avant qu'un arbitrage n'ait été rendu par le Premier ministre ; cela n'est pas admissible.

François Mitterrand: C'est une règle gouvernementale qu'il faut constamment rappeler, mais ce n'est pas propre à ce gouvernement. Beaucoup de mauvaises habitudes ont été prises au cours de ces dernières décennies.

Après que Roland Dumas est intervenu sur la situation internationale, le Président : J'ai le plus vif désir de voir entrer la Turquie dans la communauté des peuples démocratiques liés à l'Europe, mais ce n'est pas encore un pays franchement démocratique. Dans plusieurs pays, dont la Turquie, les Kurdes sont dans une situation de quasi-génocide. La conscience universelle, qui s'éveille si aisément sur d'autres problèmes,

reste muette sur celui-ci.

Il se justifie à nouveau sur le Sommet : Aucun pays ne s'est occupé autant que la France du Tiers-Monde et de ses dettes.

Le faste des cérémonies ? Si nous avions organisé un Bicentenaire au rabais, on nous l'aurait également reproché.

L'accusation de mégalomanie ? C'est injuste.

Ultime modification au programme : il avait été décidé, il y a un mois, à la demande insistante des sherpas, que le soir du 14 Juillet, il y aurait deux dîners de chefs d'État, l'un à l'hôtel Crillon, pour les chefs d'État du Sud, présidé par Michel Rocard et Danielle Mitterrand, l'autre juste à côté, à l'hôtel de la Marine, pour les Sept, avec le Président. Finalement, je décide sans prévenir qu'ils mangeront tous à l'hôtel de la Marine... Mais dans des salles différentes !

Nous voici au plus près du Sommet Nord/Sud qu'il est possible...

Pour la cérémonie de demain au Trocadéro, consacrée au Bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, Jack Lang voulait que vingt et un coups de canon saluent l'arrivée des chefs d'État en général et du Président en particulier. Refus de l'intéressé.

Les chefs d'État commencent à affluer à Paris. Énormes problèmes protocolaires et logistiques que gère magnifiquement Loïc Hennekinne. François Mitterrand reçoit Cory Aquiño. A son arrivée à l'Élysée, celle-ci plaisante : Avant de partir, j'ai vu le chef d'état-major, qui m'a assurée qu'à mon retour, je serais toujours Présidente des Philippines.

Puis se succèdent les chefs de l'exécutif du Bangladesh, du Mexique, de l'Inde. Rajiv Gandhi déclare au Président : Bravo pour cet anniversaire, le plus important de l'Histoire moderne !

Jeudi 13 juillet 1989

Cérémonie au Trocadéro, la première. Elle se passe bien. Margaret Thatcher est sifflée. Elle est assise juste derrière Mobutu, qui s'est invité là aussi !... Dans une interview, Michel Rocard l'a accusée de cruauté sociale. La Dame de fer a sa tête des mauvais jours.

Enfin, les chefs d'État du Nord et du Sud déjeunent ensemble à l'Élysée.

Mobutu, voyant arriver Salinas de Gortari, Président du Mexique, se tourne vers un ministre français : C'est lui qui a la plus grosse de nous tous !

Silence interloqué du ministre.

Mobutu, apparemment très fier de sa réflexion, d'expliquer : Oui, la plus grosse dette... Je l'envie !

J'organise à côté un déjeuner entre sherpas du Nord et du Sud. Pour la première fois, tout le monde est là. On s'astreint à ne parler de rien.

Dans l'après-midi, multiples rencontres bilatérales à l'Élysée. Nous partageons les salons. Quelque chose comme le forum Nord/Sud que j'espérais. Vers 16 heures, comme prévu lors des réunions des sherpas du Sud, l'Élysée publie le communiqué de presse des Présidents Abdou Diouf, Hosni Moubarak, Carlos Andrés Pérez et du Premier ministre Rajiv Gandhi :

A la lumière des consultations que nous avons eues avec les chefs d'État et de gouvernement aussi bien des pays développés que des pays en développement présents à Paris, nous sommes arrivés à la conclusion que le moment est propice pour engager un processus de consultations régulières au sommet entre pays développés et pays en développement.

Nous estimons que des démarches adéquates devraient être entreprises pour organiser une réunion appropriée au sommet, le plus tôt possible, en vue de discuter les questions économiques globales et d'environnement d'intérêt mutuel.

Cette conférence marquerait le début d'un processus de consultations continues entre les dirigeants du Nord et du Sud sur de telles questions.

A cette fin, nous avons invité le Président Mitterrand à engager les démarches nécessaires à la concrétisation de cette idée. Le secrétaire général de l'ONU sera pleinement associé à cette initiative, en coopération avec les institutions économiques et financières internationales compétentes.

Le Groupe des Soixante-Dix-Sept ainsi que le Mouvement des non-alignés seront informés.

François Mitterrand voulait signer lui aussi le texte. Finalement, il est plus correct, vis-à-vis des Sept, de ne pas se dissocier d'eux pour l'instant. Le processus de création d'un Sommet Nord/Sud régulier est lancé.

Le Président reçoit George Bush et l'encourage à rencontrer au plus vite Mikhaïl Gorbatchev. Bush lui raconte un entretien qu'il a eu avec Lech Walesa. Il a demandé au leader de Solidarnosc : Dans combien de temps pensez-vous que Solidarité siégera au gouvernement de Pologne ? Réponse de Lech Walesa : Dans deux ans.

George Bush : Il est incroyablement optimiste.

François Mitterrand : Même s'il a raison, jamais l'URSS n'acceptera de lâcher le contrôle de la Pologne. Cela la couperait de l'Allemagne de l'Est, à laquelle elle tient beaucoup, et nous aussi. Il n'est pas de l'intérêt de l'Occident que la Pologne s'oppose à l'Union soviétique et à la RDA.

Le Président reçoit le Président du Bangladesh.

Mohammed Ershad: 110 millions de personnes se souviendront toujours de vous !

Ce soir, inauguration de l'Opéra-Bastille, dont je connais le déroulement minute par minute. Je n'y assiste pas : trop de problèmes encore à régler et une ultime réunion des sherpas pour parachever certains détails.

Vendredi 14 juillet 1989

Organisé par l'extrême gauche — dans la foulée de l'initiative de Renaud —, un « contre-Sommet » réunit des Haïtiens, des Philippins, des Bengalis, des Indiens d'Amazonie, des Zaïrois, des Burkinabés, des Mozambicains. Je les reçois au Louvre. Ils me remettent sept rouleaux de papier : leur déclaration commune, rédigée dans les langues des sept chefs d'Etat du Sommet du Nord. Je promets de les leur remettre moi-même en mains propres.

Défilé militaire.

Somptueux déjeuner de tous les participants à l'Élysée, dans la cohue de la réception la plus folle.

Au cours de sa traditionnelle interview, le Président répond aux critiques sur les « fastes » du Bicentenaire. Il se dit certain que chaque Français, dans son village, dans son quartier, éprouve en cette occasion un sentiment de fierté.

Début du Sommet, l'après-midi, au Louvre. Discussion économique sans intérêt.

Dîner au ministère de la Marine, place de la Concorde. Ce n'est pas un dîner de travail. Les Sept sont dans une salle, les sherpas à côté, les

autres chefs d'État dans une salle voisine sous la présidence de Michel Rocard. A l'issue du dîner, la plupart assisteront au défilé.

Jacques Delors annonce à Pascal Lamy [son sherpa] qu'il s'est mis d'accord avec George Bush, Helmut Kohl et Brian Mulroney : non seulement il faut faire un « consortium pour la Pologne », mais, qui plus est, celui-ci sera présidé par la Commission. Il demande à Pascal Lamy de rédiger avec le sherpa allemand un amendement à la déclaration précisant que la Commission prendra la tête de l'aide alimentaire. Le texte de cet amendement est le suivant :

Concernant la Pologne et la Hongrie, nous demandons la réunion des pays intéressés dans les prochaines semaines. Nous soulignons le besoin pour la Pologne d'aide alimentaire dans les circonstances présentes. A cette fin, nous demandons que la Commission de la CEE prenne l'initiative, en relation avec les autres pays membres, et associe tous les pays intéressés, hors du Sommet.

On évite un G7, mais on organise un consortium !

Mis au courant, je laisse éclater ma colère : les États-Unis préfèrent le diablotin bruxellois au diable français ! Choix nouveau, fait pour diviser, non pour construire.

Le Président, à qui j'en parle et auquel je suggère de réclamer le secrétariat, en tant que pays hôte, refuse de tenir bon : On ne peut pas tout avoir.

Les sherpas font semblant de « verrouiller » encore le communiqué politique, réglé en fait depuis huit jours.

Tous se rejoignent ensuite sur la terrasse pour assister au spectacle. L'ambiance n'est plus aux discussions sérieuses. Le défilé imaginé par Jean-Paul Goude sur les Champs-Élysées attire 500 000 personnes et est retransmis dans 102 pays. A ce défilé assistent 32 chefs d'État. Helmut Kohl, à côté de qui je suis assis, trépigne au passage des valseurs et de la locomotive. La télévision donne-t-elle une juste image de ce magnifique spectacle ?

Samedi 15 juillet 1989

Le Sommet se réunit à l'Arche. Salle impressionnante, à plus de cent dix mètres d'altitude. On approuve promptement les communiqués politiques. Sur la Chine, le communiqué est plat : c'est le plus petit commun dénominateur.

Comme convenu la semaine dernière avec Zagladine, Gorbatchev a écrit à François Mitterrand. Sa lettre, que je reçois en début de séance, est identique au projet que j'avais esquissé avec son conseiller. François Mitterrand la lit aux Sept, gênés de cette intrusion. Mikhaïl Gorbatchev demande une participation pleine et entière de l'URSS à l'économie mondiale. Il annonce des réformes politiques et économiques de grande ampleur et sollicite l'aide de l'Ouest. Les Soviétiques demandent en outre une réunion des ambassadeurs des Quatre à Berlin. Premier « dialogue » entre l'URSS et le G7. Le fait de lire ce message lui a conféré une solennité particulière.

Sur la Pologne, le projet d'amendement voulu par Jacques Delors est proposé par le Chancelier Kohl. Le texte est retenu. La Commission se voit attribuer la coordination de l'aide à l'Est. J'obtiens du Président qu'il demande sa limitation à la Pologne et à la Hongrie. Margaret Thatcher insiste pour que ce nouveau rôle de la Commission soit bien circonscrit à l'aide alimentaire.

Renversement radical : pour la première fois, la Commission est considérée comme un interlocuteur plein par les Américains. Gros succès de Delors. Je ne peux m'empêcher de penser que la crainte de voir grandir l'influence de la France y a aidé.

François Mitterrand expose avec beaucoup de circonspection la demande de Sommet Nord/Sud présentée la veille par les chefs d'Etat du Sud. Personne n'est pour. On promet de l'étudier. Enterrement poli.

Discussion sur la dette du Tiers-Monde : pour les transactions impliquant une réduction importante de la dette et du service de la dette, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale accorderont un financement complémentaire qui constituera un soutien au paiement des intérêts. A cette fin, l'utilisation de comptes bloqués est agréée.

Décisions très importantes sur l'environnement: la conclusion d'une convention-cadre sur l'évolution du climat, destinée à fixer des orientations ou des principes généraux, est décidée afin de mobiliser et rationaliser les efforts déployés par la communauté internationale. Accord sur la création d'une Agence internationale pour l'environnement.

Sur la drogue, le Sommet demande à tous les pays, en particulier à ceux où la production, le commerce et la consommation de stupéfiants sont importants, de se joindre aux efforts des Sept afin de s'opposer à la production de stupéfiants, d'en réduire la demande, de poursuivre la lutte contre le trafic lui-même et le blanchiment des gains qu'il procure. On crée un groupe de lutte contre le trafic financier de la drogue (le GAFI), mais pas à Sept.

Tout cela a été mis au point depuis longtemps.

Tandis que les sherpas travaillent encore sur le projet de déclaration économique, dîner des chefs d'État et de gouvernement, toujours au Sommet de l'Arche : repas succulent, conversations légères.

Accord sur le financement de la réduction de la dette publique par le FMI, la Banque mondiale ; choix, pour les créanciers, entre déclaration du capital et bonification des taux d'intérêt. Échec sur le financement de la dette par les DTS.

La discussion entre sherpas s'achève vite. Pour la première fois en dix ans, il n'y a pas de texte « entre crochets », donc rien à régler demain entre les chefs d'État.

Dimanche 16 juillet 1989

La séance reprend à l'Arche à 9 h 30. Les cinquante-six articles du communiqué défilent à grande vitesse. On en a terminé à 10 h 45. Un seul problème bloque tout : De Mita souhaite un paragraphe spécial sur l'aide à la Yougoslavie. Les autres n'en veulent pas. Pourquoi la Yougoslavie plutôt qu'un autre pays ? Il n'y a pas d'urgence. Le pays va bien ! De Mita explique les risques d'explosions ethniques. Nul ne l'écoute. Chacun ne voit là que la lubie préélectorale d'un candidat en quête des voix de quelque lobby. Le compromis sur ce point prend une heure. Tout est bouclé à 11 h 30. C'est le plus court Sommet des Sept.

Après les remerciements de George Bush : Fantastique Sommet... fête extraordinaire... manière merveilleuse dont notre hôte a animé le Sommet..., le Président : Ce qu'on vient d'entendre n'est pas la lecture du 58e article de la déclaration commune des Sept ! Mais nous sommes des pays de droit et une parole du Président des États-Unis vaut bien un écrit...

Margaret Thatcher a annoncé qu'elle partirait à 12 h 30. Elle est extrêmement nerveuse : elle a hâte de s'en aller, et le dit. La conclusion de François Mitterrand dure cinquante minutes alors qu'en général, ce genre d'exercice ne dépasse guère un quart d'heure. J'entends Margaret Thatcher murmurer : C'est interminable, et ce n'est pas correct !

Petite fête pour remercier les mille et un services qui se sont magnifiquement dévoués — et d'abord la police — à ce succès.

Lundi 17 juillet 1989

Déjeuner avec José Córdoba. Il vient me dire sa gratitude pour le formidable cadeau fait par le Sommet au Mexique avec l'annulation de sa dette. Il n'y est pas pour rien, il a très bien négocié.

Rétablissement des relations diplomatiques (rompues depuis 1945) entre la Pologne et le Vatican.

Dans la foulée du Sommet de l'Arche, les Douze accordent à la Pologne une aide alimentaire d'urgence (770 millions de francs), tandis que la Commission européenne engage l'opération d'assistance à la Pologne et à la Hongrie dont les Sept lui ont confié la coordination.

Vienne dépose officiellement la demande d'adhésion de l'Autriche à la Communauté européenne. C'est Roland Dumas, pour la France, en charge de la Présidence, qui la reçoit d'Aloïs Mock. Il la transmet le même jour à la Commission pour hâter la procédure.

Mardi 18 juillet 1989

Le général Jaruzelski se ravise et déclare qu'il sera candidat à la Présidence de la République.

D'après un grand expert du Moyen-Orient en fin de mission, Alain Grenier, notre ambassadeur à Damas, contrairement aux impressions engendrées par un examen superficiel — et commode — de la situation, les Syriens n'étaient pour rien dans l'enlèvement des otages au Liban, tout comme ils n'ont été quasiment pour rien dans leur libération.

Le mystère reste donc entier.

Mercredi 19 juillet 1989

Nomination en Conseil des ministres : Gisèle Charzat, ancien pilier du CERES et ex-parlementaire européenne du PS, est nommée par le Président conseiller d'État en service ordinaire. Ou comment passer discrètement de la révolution aux privilèges de la République, en principe accessibles par concours...

Le Parlement polonais élit le général Jaruzelski à la Présidence de la République à une seule voix de majorité. Le pays semble repris en mains.

Vendredi 21 juillet 1989

En URSS, retour progressif au travail chez les mineurs de Sibérie, après accord avec le gouvernement.

Samedi 22 juillet 1989

Polémique entre Juifs et catholiques à propos du carmel d'Auschwitz qui refuse de quitter les lieux, comme prévu. Quel blasphème que cette croix fichée sur le lieu le plus essentiel, le plus monstrueux jamais produit par l'antisémitisme.

Dimanche 23 juillet 1989

En Italie, Giulio Andreotti forme le nouveau gouvernement.

Première conséquence concrète du Sommet de l'Arche : un accord de principe est signé par le Mexique avec ses banques créditrices.

Mardi 25 juillet 1989

Interview de Jérôme Seydoux dans Le Nouvel Économiste: critiques très dures contre La Cinq; il s'interroge sur sa participation à l'augmentation de capital en cours.

En Pologne, Solidarité refuse le principe d'une coalition avec le POUP. Il n'y a donc toujours pas de gouvernement.

Enrique Baron Crespo, socialiste espagnol, est élu président du Parlement européen dès le premier tour.

Mercredi 26 juillet 1989

Accord entre Bruxelles et Kinshasa : annulation de la moitié de la dette zaïroise (1,7 milliard de francs).

Michel Rocard présente au Conseil des ministres un plan de réorganisation de la Région Ile-de-France, pour réviser le schéma directeur de 1964, élaboré par Delouvrier et entièrement dépassé. Jacques Chirac fera tout pour le faire capoter.

Jeudi 27 juillet 1989

Interview accordée par François Mitterrand à cinq journaux : Le Nouvel Observateur, The Independent, El País, La Republica et la Suddeutsche Zeitung. Le Président affirme que l'orientation vers une union monétaire est antérieure à son arrivée à la Présidence, et que l'Union économique et monétaire est le passage obligé vers l'Europe politique. Les obstacles peuvent venir du Royaume-Uni. Il rappelle d'ailleurs que Margaret Thatcher a été hostile aux conclusions de Fontainebleau en 1984, hostile au lancement de la conférence intergouvernementale à Milan en 1985, hostile à l'Acte unique, mais que tout cela ne s'en est pas moins fait. Pourtant, il n'exclut pas qu'un nouveau traité soit conclu à Onze.

On lui pose une nouvelle fois la question de la réunification de l'Allemagne. Sa réponse reste traditionnelle : Réunifier l'Allemagne est la préoccupation de tous les Allemands. C'est assez compréhensible. Ce problème, posé depuis quarante-cinq ans, gagne en importance à mesure que l'Allemagne prend du poids : dans la vie économique, c'est fait ; dans la vie politique, c'est en train de se faire. Une sorte de basculement allemand vers les pays de l'Est ? Je ne le pense pas. Que l'Allemagne fédérale veuille entretenir de meilleures relations avec l'Union soviétique et les pays qui l'entourent, qui s'en étonnera ? La géographie et l'Histoire l'y poussent. Je ne vois pas là matière à scandale. L'Allemagne n'a pas intérêt à renverser ses alliances, ni à sacrifier sa politique européenne pour une réunification à laquelle l'URSS n'est pas prête ! Elle n'en a pas l'intention non plus, du moins je le crois... L'aspiration des Allemands à l'unité me paraît légitime. Mais elle ne peut se réaliser que pacifiquement et démocratiquement... Il est juste que les Allemands aient la liberté de choix. Mais le consentement mutuel entre l'Union soviétique et les puissances de l'Ouest supposera un vrai dialogue.

Rien de nouveau. C'est le discours classique depuis quarante ans. La réunification allemande suppose l'accord de l'Union soviétique ; l'URSS n'y est pas prête, et cet accord ne viendra donc pas. Le Président confirme ainsi que, pour lui, la question n'est pas du tout d'actualité, mais qu'il ne s'y opposera pas lorsqu'elle le deviendra.

Concession peut-être majeure : le Parlement soviétique accepte le principe d'une autonomie économique pour les républiques baltes, à partir du 1er janvier prochain.

Vendredi 28 juillet 1989

Après la mort de Khomeyni, élection à la tête de l'Iran de l'ayatollah Rafsandjani, avec 94,5 % des voix. Approbation de la réforme constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs présidentiels.

Lundi 31 juillet 1989

La presse publie des lettres anonymes rédigées par des gendarmes, mettant en cause Jean-Pierre Chevènement et le secrétaire d'État Gérard Renon, à propos des conditions de travail, des relations humaines au sein du corps, de ses rapports avec la police.

Le désordre commence à gagner le cœur de l'État.

Mardi 1er août 1989

Libération des prix agricoles en Pologne, hausse des prix de détail et mouvements de grève. Et toujours pas de gouvernement. Personne ne paraît plus craindre Moscou.

Buenos Aires lève les barrières commerciales imposées aux produits britanniques depuis la guerre des Malouines.

Mercredi 2 août 1989

En Pologne, élection par la Diète de Czeslaw Kiszczak, ancien ministre de l'Intérieur, au poste de Premier ministre. Il propose à nouveau à Solidarité d'entrer au gouvernement, mais essuie un refus.

La crise s'annonce de nouveau avec le retour des communistes aux postes de commande au moment même où l'Occident a décidé d'aider le pays.

Jeudi 3 août 1989

Réunion à Tunis du Ve Congrès du Fath : L'État palestinien est à portée d'un jet de pierre, déclare Yasser Arafat. Formule particulièrement bien choisie...

Vendredi 4 août 1989

Quelques jours dans le Chiapas, au Mexique. Une autre planète. Une misère sans fin, sans espoir, sans rémission. Un monde précolombien éloigné de tout, cerné de champs pétroliers et de villes en pleine croissance. La frontière Nord/ Sud ne passe plus entre les États-Unis et le Mexique, mais là, à la frontière du Guatemala, sur cette rivière qui charrie tant de cadavres de rebelles, d'immigrants malheureux, de trafiquants de drogue, en serpentant autour des plus beaux temples mayas de Bonampac et d'Iaxilan, de Palenque et d'Uxmal.

Dernières réflexions de François Mitterrand avant de choisir l'architecte pour construire la Bibliothèque de France. Il préfère le projet de Dominique Perrault : quatre tours transparentes autour d'un cloître.

Dimanche 6 août 1989

Décès de Hubert Beuve-Méry, fondateur du Monde en 1944. Il a créé une institution qui lui survivra, même si le journal n'est pas, en ce moment, à la hauteur de ses exigences. François Mitterrand : Le Monde est mon adversaire. Heureusement, il est très mauvais. Il reste l'organe des chrétiens de gauche, qui me haïssent plus que la droite. Moi, je ne les hais pas. Ils m'indifèrent. Je ne comprends jamais rien à ce qu'ils racontent.

Lundi 7 août 1989

Heure de vérité en Pologne : Lech Walesa appelle les partis paysan et démocrate (ZSL et SD) à former un gouvernement avec Solidarité. Les non-communistes revendiquent le pouvoir face à un Président communiste.

En Nouvelle-Zélande, David Lange, Premier ministre depuis 1984, renonce à ses fonctions. Notre interlocuteur, si difficile dans l'affaire Greenpeace s'efface. C'est avec lui que Michel Rocard avait soldé l'affaire du Rainbow Warrior en mettant sur pied un fonds pour la promotion de l'amitié entre les deux pays.

Mardi 8 août 1989

Date limite de dépôt des candidatures pour la présidence commune d'Antenne 2 et FR3. C'est au CSA de décider. Le Président souhaite que Georges Kiejman l'emporte. D'autres, au sein du gouvernement, préféreraient Hervé Bourges.

Jeudi 10 août 1989

Le CSA élit à la surprise générale Philippe Guilhaume président d'Antenne 2 et FR3. Georges Kiejman est furieux contre Hervé Bourges, contre le CSA, contre le Président.

La grogne des gendarmes s'amplifie, s'étend sur la place publique. Le directeur de la Gendarmerie, Régis Mourier, rappelle ses troupes au devoir de réserve. En vain... Le Président : Cette affaire est honteuse.

Dimanche 13 août 1989

Rumeurs de fermeture du Mur, d'arrêt du passage entre les deux Allemagnes. Accélération de la fuite des Allemands de l'Est par le sud. Bonn ferme son ambassade de Hongrie occupée par des Allemands de l'Est en quête de visas.

Lundi 14 août 1989

Face aux désordres croissants et aux menaces pesant contre nos intérêts, le Président décide de renforcer la présence navale française au large du Liban.

Le directeur de cabinet de Michel Rocard, Jean-Paul Huchon, organise une réunion sur les problèmes des gendarmes. Au départ devaient y assister Michel Charasse, Jean-Pierre Chevènement, Gilles Ménage, Jean-Louis Bianco et Michel Durafour. Michel Charasse prévient Pierre Joxe de la tenue de cette réunion : il pense que Joxe, dont il connaît l'hostilité à Chevènement, s'opposera aux demandes budgétaires de ce dernier. C'est le contraire qui se produit. Tous les ministres rappliquent avec des pléiades de collaborateurs. La réunion donne lieu à un grand désordre. Chevènement fait état d'un accord du Président pour augmenter l'indemnité militaire de 50 %. (Renseignement pris, le Président ne l'a jamais donné.)

Jean-Pierre Chevènement : Il faut raisonner en politiques.

Michel Charasse : Tout cela doit être financé par le redéploiement.

Jean-Pierre Chevènement : Je ne suis pas fils de gendarme, mais neveu... Cela dure une heure. Tout le monde connaît l'arbitrage préparé à l'avance par Jean-Paul Huchon et sait qu'on finira par là.

Mardi 15 août 1989

Frederik De Klerk est le nouveau chef d'État de l'Afrique du Sud, après la démission effective de Pieter Botha, annoncée hier soir.

Mercredi 16 août 1989

A New York, première rencontre entre Argentins et Britanniques depuis la guerre des Malouines.

Conseil des ministres. A propos de la communication du ministre de la Coopération, Jacques Pelletier, sur l'Afrique, Michel Rocard : Je dois vous dire mon désarroi et mon pessimisme sur la situation en Afrique. L'écart avec les pays développés s'accroît : l'Afrique est le tonneau des Danaïdes. Il faut renflouer Air Afrique, aider la Côte d'Ivoire pour le cacao... On ne s'en sort plus et je dois dire que le commandement politique tel qu'il s'exerce dans ces pays n'est pas compatible avec le développement.

Le Président : La difficulté, c'est que la politique extérieure qui est la nôtre ne peut pas se substituer sans risque à la politique intérieure de ces pays. La ligne générale est bien conforme à ce que vous dites, mais l'action quotidienne est infiniment délicate.

Je regarde le Président regarder Michel Rocard comme il observerait un athlète qui, ployant sous une charge de deux cents kilos, marcherait sur une planche étroite au-dessus d'un ravin. Je me dis que si l'athlète s'en sort indemne, la prochaine fois, le Président fera passer la charge à quatre cents kilos. Quant à la planche, elle sera remplacée par un fil.

Après le Conseil, Jean-Pierre Chevènement revient à la charge auprès du Président : Le Premier ministre est tout à fait d'accord pour augmenter les indemnités militaires de 50 %. Bianco appelle Huchon, qui dément.

Le choix de Dominique Perrault, pour construire la Bibliothèque de France, est annoncé officiellement.

Jeudi 17 août 1989

Jean-Pierre Chevènement adresse à tous les gendarmes une lettre dans laquelle il affirme que la ligne jaune a été franchie. Il annonce qu'il rencontrera le 23 août une délégation pour discuter d'homme à hommes.

Samedi 19 août 1989

En Pologne, Lech Walesa a gagné. L'épreuve de force a payé. La crise se dénoue. Pour la première fois depuis la création du Pacte de Varsovie, un non-communiste accède au pouvoir à l'Est : le général Jaruzelski désigne comme nouveau Premier ministre Tadeusz Mazowiecki (Solidarité). Il n'y a pas eu d'effusion de sang. Contrairement au pronostic des Occidentaux — y compris de François Mitterrand, mais à l'exception de George Bush —, Mikhaïl Gorbatchev accepte sans réagir que le pouvoir dans un pays de l'Est échappe aux mains des communistes.

La RDA se raidit. On parle de fermeture de ses frontières. Panique. Alors que de nombreux Allemands de l'Est se sont déjà réfugiés, ces dernières semaines, dans les ambassades de RFA, profitant d'un « pique-nique » d'amitié austro-hongrois, ce sont cette fois 500 Allemands de l'Est qui franchissent d'un coup la frontière à Sopron, par crainte des réactions des « durs » devant l'évolution polonaise.

Lundi 21 août 1989

Manifestations à Prague pour le 21e anniversaire de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie : 376 arrestations. Les « durs » sont toujours là, aux aguets.

Mardi 22 août 1989

Libération conditionnelle des trois derniers militants nationalistes corses emprisonnés.

L'emprise syrienne sur Beyrouth se desserre, faute de pouvoir légal au Liban. François Mitterrand ironise : Maintenant Rocard veut envoyer là-bas une mission humanitaire...

Mercredi 23 août 1989

Au Conseil des ministres, le Président, à propos du Liban : Nous n'avons qu'une politique et non pas deux, celle qui consiste à desserrer l'étreinte syrienne. Nous employons la méthode diplomatique. Elle a donné des résultats, mais nous sommes les seuls à tenter vraiment d'agir. L'envoi de navires ne représente pas une autre politique. Vous imaginez plusieurs milliers de personnes sur les plages du Liban, et que personne ne bouge ? Ce serait insupportable pour la France. Ce n'est là qu'une hypothèse. Elle a reculé depuis qu'il y a un cessez-le-feu, mais ce cessez-le-feu est fragile. Il n'est donc pas question de revenir sur l'ordre donné avant le cessez-le-feu.

Il lit ensuite un texte qui sera rendu public un peu plus tard : Il n'appartient à aucun pays ni à aucun groupe de dicter à la France ce qu'elle doit faire à propos du Liban. Quand la France annonce une mission de sauvegarde, et seulement de sauvegarde, les uns ne veulent pas entendre le sens des mots et feignent de confondre sauvegarde et action militaire ; et les autres s'imaginent bien à tort que la Marine française est ou sera à leur disposition.

La France agit et agira conformément au droit international, d'abord pour protéger ses ressortissants, avec le souci d'aider toutes les communautés libanaises qui souffrent, quelle que soit leur confession, et en étroite concertation avec le comité tripartite des chefs d'État arabes et avec ses partenaires européens.

Nous serions, le cas échéant, à la disposition des uns et des autres comme nous l'avons été dans les opérations précédentes. Cela dit, je ne fais aucun pronostic.

Ces décisions doivent rester secrètes pendant vingt-quatre heures, car elles doivent être annoncées préalablement à la Syrie, aux États-Unis, à l'URSS et aux pays de la CEE. Le Président demande que Roland Dumas et Jean-Louis Bianco voient comment éviter de donner à la nouvelle un caractère « dramatique ».

Le Président se rend en Auvergne à l'invitation de Michel Charasse, maire de Puy-Guillaume, mais aussi ministre du Budget. A propos de la prochaine loi de finances : Ce budget n'est pas assez social. Il faut utiliser l'essentiel de l'argent correspondant aux allégements fiscaux [15 milliards, en principe] au profit des plus défavorisés, et se préoccuper sérieusement du niveau de vie des fonctionnaires. Au passage, il s'étonne qu'une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés soit prévue, alors que les entreprises font de substantiels bénéfices.

Nouvelle fuite massive d'Allemands de l'Est vers l'Autriche, par la Hongrie et la Tchécoslovaquie. La RFA décide de fermer son ambassade à Prague pour tenter d'enrayer l'afflux de réfugiés.

En URSS, chaîne humaine de 560 kilomètres à travers les pays Baltes pour condamner le Pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

Jean-Pierre Chevènement reçoit 87 gendarmes tirés au sort parmi les 4 900 qui se sont portés volontaires pour parler au ministre. Il leur annonce la création de 4 000 emplois en quatre ans, la création de commissions permanentes de concertation, ainsi que l'amélioration de la condition militaire.

Le Premier ministre, en route pour l'Australie, annonce aux journalistes qui l'accompagnent, non sans une certaine « dramatisation », les décisions prises au Conseil sur le Liban. L'un d'eux, journaliste de RTL, descend à l'escale de Colombo pour téléphoner l'information à Paris. D'où un communiqué rédigé à la hâte par l'Élysée pour rattraper l'affaire...

Vendredi 25 août 1989

Voyager Il s'approche à 4 900 kilomètres de Neptune.

Jean-Pierre Chevènement me dit à propos de la crise de la gendarmerie : La presse jette de l'huile sur le feu. Elle détruit la démocratie. Il faudrait interdire la publication de ces déclarations anonymes [de gendarmes]...

Samedi 26 août 1989

Pour le Bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, François Mitterrand inaugure la Fondation de l'arche de la Fraternité, installée au sommet de l'Arche de la Défense.

Dimanche 27 août 1989

Comme prévu, nous envoyons un émissaire à Damas et à Beyrouth pour exposer nos vues et prévenir de notre action au Liban.

Lundi 28 août 1989

Sur Europe 1, Jean-Pierre Chevènement attaque violemment la presse qui, en publiant les lettres anonymes des gendarmes, a, selon lui, manqué à une déontologie élémentaire. Le PC juge les propos du ministre consternants.

Mardi 29 août 1989

Au cours du petit déjeuner des « éléphants » à Matignon, Pierre Mauroy met violemment en cause ceux qui prendraient le risque de ne pas voter une amnistie à l'occasion de la loi sur le financement de la vie politique qui doit venir en discussion à la rentrée, cet automne.

Michel Rocard vient me voir pour me parler de cette amnistie qui lui empoisonne la vie : Je sais que je suis le seul en mesure, à condition d'y consacrer énergie et talent, de faire passer ce texte. Si je ne fais pas de zèle, l'amnistie ne sera pas adoptée ; les socialistes m'en rendront responsable avec d'autant plus d'aigreur que la litanie des « affaires » se poursuivra, alors qu'eux-mêmes resteront absolument et sincèrement convaincus que l'amnistie aurait permis de l'éviter. Si je fais du zèle, je ferai passer une mesure que je sais moralement discutable, politiquement coûteuse et judiciairement inefficace, acceptant ainsi de me transformer en bon soldat d'une mauvaise cause. Mais les pressions très explicites des socialistes - et à peine implicites de l'Élysée — sont si fortes que je n'ai guère le choix.

Par ailleurs, je suis très conscient d'avoir l'obligation de réussir. Je viens donc demander que, dans cette affaire, Matignon soit seul à la manœuvre et qu'au moins, garantissant le résultat, on me laisse libre du déroulement.

Je transmets le message.

Mercredi 30 août 1989

Conseil des ministres. François Mitterrand, à propos de la nomination de François Stasse à la direction générale de l'Assistance publique : C'est un très bon choix. Choussat était un homme de grande valeur, qui part pour des raisons personnelles.

Le Président ne trouve pas le prochain budget assez « social » Il en fait grief aux députés socialistes, qui se contentent de ne faire payer qu'un peu les riches ; à Pierre Bérégovoy, qui ne souhaite pas voir son projet initial, ultra-orthodoxe, mis en pièces ; au patronat, qui espère encore quelques allégements fiscaux supplémentaires.

Émile Biasini et Dominique Jamet, responsables du projet de la Grande Bibliothèque, ont prévu de tenir, tous les deux seuls, une conférence de presse. Jack Lang fait scène sur scène à Biasini, exige de présider, demande à relire les documents qui seront distribués à la presse.

Refus du Président, saisi du problème.

Déjeuner avec le Président et Jacques Tajan chez J. Guérin, grand bibliophile, à Luzarches. Des livres uniques.

Vendredi 1er septembre 1989

Devant les militants socialistes, Michel Rocard présente son « pacte de croissance » Il entend répartir la richesse nationale en trois parts égales : un tiers pour l'emploi, un tiers pour la formation et l'éducation, un tiers pour le pouvoir d'achat.

Bernard Pivot annonce qu'il interrompra Apostrophes en juin 1990. Il sera irremplaçable. Nul doute que le livre en pâtira.

Le Président a une longue conversation avec Margaret Thatcher aux Chequers. La Dame de fer voudrait voir définir ce que sera l'Union économique et monétaire avant d'envoyer ses représentants en groupe de travail chargé de préparer le projet de traité. François Mitterrand la prévient : Le groupe qui prépare la Conférence intergouvernementale se réunira, quel que soit le nombre des participants. Margaret Thatcher tente de gagner du temps et demande qu'il ne se réunisse pas avant le 9 ou le 10 octobre.

Au sujet de l'Allemagne, elle se montre très hostile à la réunification, qu'elle pense néanmoins possible : Kohl ment tout le temps. Il en veut, et Gorbatchev est un faible. François Mitterrand déclare qu'il est pour des frontières sûres à l'Est, et qu'il convient de poser des questions aux Allemands. Mais il considère cette réunification comme impossible : Jamais Gorbatchev n'acceptera une Allemagne unie dans l'OTAN. Et jamais les Américains n'accepteront que la RFA sorte de l'Alliance. Alors, ne nous inquiétons pas : disons qu'elle se fera quand les Allemands le décideront, mais en sachant que les deux Grands nous en protégeront.

Dans l'avion du retour, le Président donne ses consignes à Élisabeth Guigou. Il tranche : Le groupe se réunira le 5 septembre, que la Grande-Bretagne en soit ou non. Il ne devra pas aborder les questions de fond, mais se borner à dresser une liste des questions à soumettre à la conférence. La stratégie du fait accompli sera, une fois de plus, la meilleure.

Les pilotes d'UTA se mettent en grève.

Samedi 2 septembre 1989

Profitant d'une matinée paisible, je fais part au Président d'une idée à laquelle je réfléchis depuis le Sommet de l'Arche. Pourquoi ne pas créer une institution qui regrouperait tous les pays européens, ceux de l'Est comme ceux de l'Ouest, y compris l'URSS ? Gorbatchev n'est pas allé plus loin que son vague concept de « maison commune » Cette institution, pour être crédible, ne devrait pas seulement être une assemblée ou un forum, mais être dotée de ressources propres. La France, selon moi, devrait proposer la création d'une banque qui financerait des projets d'intérêt commun. On l'appellerait « Banque de l'Europe ». François Mitterrand trouve l'idée intéressante et me demande de l'étudier.

Lundi 4 septembre 1989

Neuvième Sommet des pays non alignés à Belgrade. La Yougoslavie, qui préside le mouvement, semble décidée à jouer à fond la carte de la perestroïka et de l'ouverture aux pays industrialisés. Elle se joint au groupe des Quatre (Venezuela, Sénégal, Inde, Égypte) qui a pris l'initiative du Sommet Nord/ Sud.

A L'Heure de vérité où il passe aujourd'hui, Lionel Jospin a invité parmi l'assistance Michel Pezet, inculpé dans l'affaire Urba. Interrogé sur le

projet de loi d'amnistie, Jospin élude et ne parle que du volet « financement de la vie politique ».

Mardi 5 septembre 1989

Conseil d'administration de Bouygues SA : Francis, le père, laisse sa place à Martin, le fils.

Première réunion du groupe des « représentants personnels » en vue de préparer le nouveau traité européen. Tous sont présents, y compris les Britanniques qui avaient dit qu'ils ne viendraient pas, ce qui constitue en soi un succès. Le groupe définit ses méthodes de travail et ses objectifs. Les Allemands offrent le spectacle affligeant de leurs divisions internes (entre ministres des Finances et des Affaires étrangères). Les Britanniques paraissent conciliants (il semble que ce soit le résultat des entretiens entre François Mitterrand et Margaret Thatcher), mais tentent d'affaiblir le groupe en multipliant les questions techniques. Le représentant néerlandais est désagréable et négatif. Voilà qui s'annonce mal.

A Peugeot-Mulhouse, le tiers des ouvriers cessent le travail. Ils réclament des hausses de salaires après celles (2,5 %) accordées chez Renault.

Dans l'actuel projet de budget, le ministre des Finances propose de réduire l'imposition sur les plus-values réalisées à 17 % si les cessions dépassent 288 400 francs dans l'année ; en deçà de ce montant, il propose que les plus-values soient exonérées, de même que les cessions de titres non cotés portant sur une participation inférieure à 25 %.

Je ne suis pas d'accord avec ces mesures. Je suggère de taxer les plus-values des sociétés non cotées comme les autres ; d'abaisser le seuil d'exonération à 200 000 francs ; au-delà, de porter le taux de 17 à 25 % afin de se rapprocher du taux britannique. Le Président acquiesce. Pierre Bérégovoy accepte avec beaucoup de réticences les deux premières suggestions mais rejette la troisième, sous prétexte de protéger l'épargne. Or, protéger l'épargne n'a rien à voir avec favoriser les gains spéculatifs !

Je propose en outre de réintégrer les plus-values à long terme dans l'impôt sur les sociétés, comme il en va dans les autres pays.

Débat sur l'augmentation des fonctionnaires, que souhaite le Président, par souci de justice sociale.

Dans une note à François Mitterrand, Pierre Bérégovoy explique que les fonctionnaires gagnent en moyenne plus que les salariés du secteur privé et qu'il ne faut donc procéder à aucun rattrapage de leurs salaires. C'est inexact, à mon avis, sauf si l'on inclut dans la comparaison les salariés (exploités) des PME et du petit commerce. En fait, il convient de comparer le sort des salariés de l'État, vaste organisation, à celui des salariés des grandes entreprises. Or là, la comparaison s'inverse radicalement, tant pour les bas que pour les hauts salaires.

Bérégovoy fixe comme objectif pour la fonction publique la préservation du pouvoir d'achat en 1990, comme cela a été fait en 1989. La prime de croissance évoquée pour 1989 se révèle dérisoire : elle ne sera que de 0,7 %, alors que la croissance du PIB en 1989 se montera à 4 %. Ce qui veut dire que la part des salariés du secteur public dans le revenu national diminuera. C'est à mon avis injustifiable.

J'explique au Président que si aucun plan d'ensemble n'est proposé pour réduire ces écarts par la fiscalité et par la hausse des revenus, la qualité de l'État se dégradera et l'hémorragie des cadres du secteur public se poursuivra. Une telle politique conduira à de graves déboires, à un affaiblissement de la nation.

Le Président me donne raison et répond par lettre à Bérégovoy que sa note sur les salariés de la fonction publique repose sur des bases inexactes. Il reprend les arguments que je lui ai fournis. Il faut, insiste-t-il, réduire les inégalités entre les salariés du secteur public et ceux du privé. Il constate que dans l'actuel projet de budget pour 1990, il est question de réduire l'imposition sur les plus-values. Il indique que, tout au contraire, il convient de l'augmenter. Il s'agit là en effet d'un argent « facile », qui ne correspond à aucun travail ni à aucune richesse créée et dont la taxation s'impose, d'autant plus que les comparaisons internationales montrent que cet impôt est plus bas en France que dans nombre de pays industrialisés comparables. Il souhaite que soit examinée la possibilité de taxer les personnes physiques sur les plus-values de cessions de titres de sociétés non cotées, d'abaisser le seuil d'exonération des cessions de titres de sociétés cotées et d'augmenter le taux de cette taxation. Il demande également qu'on étudie la possibilité de réintégrer les plus-values à long terme des sociétés dans l'impôt sur les sociétés.

Pierre Bérégovoy, furieux, décide de n'en faire qu'à sa tête. Le Président n'insistera pas. La directive présidentielle n'aura aucun impact sur la préparation budgétaire.

Jean-Louis Bianco prévient le Président que Michel Rocard souhaite évoquer demain, en Conseil des ministres, les querelles de plus en plus nombreuses, sur tous les sujets, entre socialistes. Elles s'inscrivent en fait, sans que quiconque le dise, dans les préparatifs du prochain Congrès. Le Premier ministre nous a fait parvenir le texte de l'intervention qu'il a esquissée à ce propos : Depuis une quinzaine de jours, une nervosité de mauvais aloi semble avoir gagné les rangs du gouvernement. Rien ne la justifie et rien ne l'excuse.

Rien ne la justifie, car la situation d'ensemble du pays et l'état de l'opinion publique ne sont pas mauvais. Et s'il existe, à l'évidence, des sujets de préoccupations ou d'interrogations, ils doivent d'autant plus inciter les ministres à montrer sang-froid et solidarité.

Injustifiée, cette nervosité est également inexcusable. Il est bien normal que des débats se tiennent entre nous, mais ils doivent se dérouler autour de cette table, ou lors des nombreux contacts que nous avons entre nous, et non par journalistes interposés.

Beaucoup d'entre nous appartiennent à la même formation qui prépare son Congrès. Mais les divisions qui peuvent se manifester à cette occasion ne doivent ni se répercuter sur le gouvernement, ni même en nourrir, à tort ou à raison, le soupçon.

Or, j'ai le regret de dire que, de parenthèse à refermer en déficit à combler, de chasses gardées à préserver en réformes à engager ou à ne pas engager, je n'ai pas eu récemment le sentiment d'une solidarité en œuvre.

Les membres du gouvernement sont des femmes et des hommes libres, libres notamment de le quitter s'ils le souhaitent. Mais aussi longtemps qu'ils y appartiennent, ils doivent avoir un sens et une pratique aigus de ce qui est décent ou ne l'est pas, de ce qui est solidaire ou ne l'est pas.

Vous ne devez songer qu'à ce qui sert vos fonctions actuelles, et non à celles auxquelles vous pourriez aspirer.

Chacun sait que je n'ai pas le goût d'un fonctionnement autoritaire. Chacun se doute que je n'ai nul plaisir à faire cette mise au point.

En nous nommant tous, le Président de la République nous a honorés de sa confiance. Je n'en serais pas digne si j'omettais de faire ce rappel à l'ordre. Vous n'en seriez plus dignes si vous omettiez d'en tenir compte.

Le Président, lisant ce texte : Qu'il dise ce qu'il veut. Pas de problèmes. Il adore les règles, les procédures. Il se croit chez les scouts. Le Congrès sera très dur. Il doit s'y faire.

Négociation entre le Président et le Premier ministre, par l'intermédiaire de Michel Charasse, sur les nominations au Conseil économique et social. Michel Rocard a tenu à y nommer quelques amis, notamment certains de ses financiers. François Mitterrand grince : Il critique mon népotisme, mais il en fait lui-même dès qu'il peut !

Après Lionel Jospin et Laurent Fabius, Louis Mermaz affirme à son tour que le groupe socialiste n'est plus demandeur d'une amnistie des délits financiers commis pour motifs politiques. Ce sujet est out, déclare-t-il aux journalistes.

Mercredi 6 septembre 1989

Conseil des ministres. Michel Rocard fait le speech prévu et ajoute : Bien qu'il y ait eu une accalmie depuis deux ou trois jours, je dois évaluer le problème de la météorologie politique. Si les vertus de la démocratie conduisent au débat et si le débat prend plus d'intensité selon un rythme propre aux institutions, les désaccords entre ministres doivent être débattus en réunion interministérielle ou en Conseil des ministres et n'ont pas à l'être sur la place publique. Une fois les décisions prises, elles n'ont pas à être critiquées par des ministres.

Le Président ajoute : Il est en effet souhaitable que l'harmonie, sinon dans les pensées, au moins dans les déclarations, prenne le pas sur toute autre considération. Visiblement, ces rappels à l'ordre ne l'intéressent pas.

Le Président commente en revanche avec beaucoup de flamme les propos tenus par Alain Decaux sur la place de la langue française en Bulgarie. L'influence de la France est surprenante dans ce pays, libéré par deux fois en un siècle par la Russie. Il est de fait que c'est le pays d'Europe orientale qui est sans doute le plus imprégné de culture française ; or nous avons tendance à l'oublier.

A propos du rapprochement entre les deux Allemagnes, le Président répète que, pendant longtemps encore, l'Union soviétique refusera la réunification : Mais il faut cependant en envisager froidement la possibilité. La défaite de 1945 n'a pas mis fin à la profonde aspiration à l'unité allemande. Cette tendance profonde doit aussi être présente à nos esprits lorsqu'on considère la demande d'adhésion de l'Autriche à la CEE. Cette adhésion de l'Autriche pourrait favoriser la constitution d'un bloc allemand puissant, sur les plans économique et démographique, au centre de l'Europe. Et il faut l'éviter.

Cet après-midi, le Président m'entraîne pour une promenade et me parle de la rivalité Fabius-Jospin : Mais qu'est-ce que je vais faire de ces deux-là ? C'est un couple impossible ! Ils ne s'arrêteront donc jamais ? Quand je pense qu'on a parlé pendant des années de mon opposition à Rocard... A côté de leur haine, c'était de la gnognote!

A propos du volet « amnistie » du projet de financement des partis, un ministre commente : C'est indigne ! Les soutiers des sociétés liées au PS vont se retrouver en justice alors que les dirigeants socialistes, qui en ont tous profité, se donnent le beau rôle en refusant de voter l'amnistie... Mais renoncer à ce vote pourrait avoir une autre conséquence : Si l'amnistie n'est pas votée, les camarades de la fédération des Bouches-du-Rhône vont être fous furieux et le feront payer à qui de droit. Ce n'est pas un hasard si Michel Pezet, dans son interview au Nouvel Observateur, s'est découvert une vieille amitié pour Rocard. Si les responsables de la fédération ont le sentiment d'être trahis par Matignon, ça risque de faire du vilain au moment du Congrès...

Toute cette affaire de financement est en effet partie de Marseille. De la volonté des uns de protéger Pezet, de celle des autres de lui faire la peau !

Le petit déjeuner du mardi entre « éléphants » socialistes va dorénavant être remplacé par un déjeuner à Matignon à l'issue du Conseil des ministres. Première tentative aujourd'hui.

Trois ministres plaident : Chevènement pour « ses » gendarmes et « ses » cadres militaires, Joxe pour « ses » flics, Bérégovoy pour « ses » agents des impôts. Après ces trois exposés, Jean Poperen lance, cinglant : Intéressante réunion syndicale... Mais à quelle heure arrivent les ministres ?

Michel Rocard s'énerve : Si vous croyez que je vais accepter sans réagir de me faire traiter de gestionnaire libéral et d'homme de droite, vous vous trompez grossièrement !... Moi aussi, je peux accuser publiquement les irresponsables qui s'imaginent qu'ils vont pouvoir faire un Congrès à gauche à mes dépens ! S'il y en a qui voient une autre politique possible, qu'ils le disent clairement ! [Un silence, puis :] Tu vois ce que je veux dire, Emmanuelli ?

Réponse glaciale d'Henri Emmanuelli : On peut sans doute en trouver une qui ne fasse pas du tiroir-caisse un objet de culte.

Décidément, l'approche du Congrès autorise toutes les haines entre des gens qui ont pourtant du temps pour gouverner et bénéficient de surcroît d'une forte popularité et d'une croissance économique inconnue depuis quinze ans... Quel gâchis !

Le Président de la République indique au Premier ministre qu'il ne voit pas d'objection de principe à la mise en commun des activités de construction de satellites de l'Aérospatiale (publique) et d'Alcatel (privée) sous forme d'une société détenue à 50 % par chacune. Par ailleurs, la complexité du cas Framatome conduit à reporter toute décision afin de ne pas bloquer les autres opérations industrielles entre la CGE et l'État.

Le Premier ministre autorise donc l'accord relatif aux satellites.

Jeudi 7 septembre 1989

C'est au tour de Michel Sapin, rocardien et président de la Commission des lois à l'Assemblée nationale, de monter au créneau. Dans Le Quotidien de Paris, il affirme que si l'amnistie doit être un obstacle à la discussion globale sur le financement des partis, alors il est préférable qu'elle disparaisse. Formidable ! On se demande vraiment qui a pu avoir une idée pareille...

Pierre Bérégovoy est très déstabilisé. Alors qu'ils les refusent à ceux de tous les autres ministères, Michel Charasse et lui ont, en réunion de concertation avec les syndicats, promis aux fonctionnaires des Finances des concessions financières que le Premier ministre estime à juste titre trop élevées et n'entend pas honorer.

Quant au Président, il persiste à trouver le budget beaucoup trop à droite. Il le dit à Bérégovoy ; celui-ci sort de son bureau très secoué. La lettre que le Président lui a adressée après ma note ne simplifie pas son problème.

Devant la 42e session de l'Institut des hautes études de défense nationale, Michel Rocard expose les raisons pour lesquelles le gouvernement a révisé la loi de programmation militaire : La loi initiale, celle de 1987, se fixait trop d'objectifs. Lorsque j'ai appelé le groupe socialiste, alors dans l'opposition, à la voter, je l'ai fait tout en dénonçant l'ambition excessive de la loi proposée : des choix s'imposaient rapidement; ils se sont effectivement imposés, sans surprise.

Vendredi 8 septembre 1989

La grève lancée à l'usine Peugeot de Mulhouse s'étend à Sochaux. Jacques Calvet, PDG du groupe, refuse de négocier sur les salaires. Il a proposé 1,5 %, pas plus : c'est à prendre ou à laisser.

Samedi 9 septembre 1989

Mikhail Gorbatchev annonce un programme extraordinaire d'assainissement de l'économie soviétique. François Mitterrand :il fait vraiment un travail très courageux. S'il réussit, il fera de son pays la première puissance d'Europe.

Dimanche 10 septembre 1989

Date peut-être historique : les autorités de Budapest décident de laisser les Allemands de l'Est se trouvant en Hongrie gagner le pays de leur choix. Plus de dix mille Allemands de l'Est passent en Autriche, la plupart au volant de leur Trabant.

Le Président : Combien de temps Gorbatchev va-t-il tolérer cela ? C'est le désordre dans le Pacte de Varsovie. Entre ce que me déclare Gorbatchev et ce qu'il fait, le fossé se creuse. A croire que son pouvoir est bien moindre que ce qu'il dit.

Lundi 11 septembre 1989

Le président commun des deux chaînes publiques, Philippe Guilhaume, rencontre André Rousselet, le président de Canal + et lui parle de la nomination des directeurs d'Antenne 2 et de FR3, qui sont de son ressort. Il évoque Jean-Pierre Elkabbach pour Antenne 2.

Mardi 12 septembre 1989

Après avoir vu Jacques Delors, Roland Dumas fait le point à l'intention du Président. Pour ce qui concerne l'Union économique et monétaire, le travail de préparation a bien commencé. L'attitude de Helmut Kohl sera décisive. Pour ce qui est de l'Europe sociale, Delors est inquiet. de l'attitude de Jean-Pierre Cot et du groupe socialiste au Parlement européen ; celui-ci fait de la surenchère au moment même où montent les oppositions entre Européens. Delors suggère enfin une rencontre avec George Bush en vue d'amorcer un dialogue entre la Communauté européenne et les États-Unis.

Manifestation à Paris des fonctionnaires des Finances qui réclament l'augmentation que leur ont promise leurs ministres.

Mercredi 13 septembre 1989

François Mitterrand : Beaucoup de journaux ont écrit que je reprochais à Michel Rocard la version initiale du budget, qui a été retouchée depuis lors. En fait, c'est surtout à Pierre Bérégovoy qu'allaient mes reproches, car c'est lui qui avait préparé cette première version et elle ne prenait pas assez en compte le souci de justice sociale.

Serge Klarsfeld dépose plainte contre René Bousquet pour crimes contre l' humanité.

Michel Rocard présente un deuxième plan pour l'emploi en Conseil des ministres.

Jeudi 14 septembre 1989

Philippe Guilhaume informe Catherine Tasca et Jack Lang qu'il a choisi Jean-Michel Gaillard et Jean-Pierre Elkabbach pour diriger respectivement Antenne 2 et FR3. Il n'en a pas encore parlé aux intéressés. J'appelle Elkabbach ; il hésite. Je lui passe le Président. François Mitterrand lui conseille d'y aller. Dans la nuit, Elkabbach appelle Claude Lemoine, qui conseille Guilhaume, pour décliner la proposition de ce dernier.

Accord franco-irakien sur le rééchelonnement de la dette de Bagdad.

Le Président: Il n'y a rien de pire que les socialistes qui rêvent de se voir décerner des brevets de bons économistes par des hommes de droite. Ils finissent par oublier qu'ils sont de gauche.

Vendredi 15 septembre 1989

Les nominations de Jean-Michel Gaillard à Antenne 2 et de Dominique Alduy à France 3 sont rendues publiques, ainsi que celles d'Ève Ruggieri et de Jean-Marie Cavada comme « directeurs d'antenne » sur la deuxième et la troisième chaînes.

J'apprends par Boutros Boutros-Ghali certains détails sur la conférence des non-alignés qui s'est tenue il y a quinze jours à Belgrade. Les quatre chefs d'État qui ont appelé au Sommet Nord/Sud le 14 Juillet dernier (Venezuela, Sénégal, Inde, Egypte) se sont montrés très désireux qu'une suite rapide soit donnée à leur initiative. Ils y ont associé la Yougoslavie en tant que président du mouvement des non-alignés sans que, pour autant, le mouvement en tant que tel soit partie prenante à cette préparation. Le Président Moubarak a multiplié les contacts en ce sens. Le Sommet de Belgrade, dit-il, a réagi favorablement à l'initiative d'instaurer une consultation régulière entre les chefs d'État du Nord et du Sud sur les problèmes économiques et écologiques globaux. Il a discuté de ce projet avec le ministre canadien Joe Clark, qui a confirmé son appui. La RFA ainsi que l'Italie ont manifesté la même attitude positive. Mais les États-Unis se déclarent toujours sceptiques, tandis que le Royaume-Uni rejette carrément cette initiative. Quant au Japon, il demeure hésitant. Ces trois derniers gouvernements craignent que le dialogue proposé se cantonne uniquement au problème de l'endettement.

Boutros et moi décidons de réunir en France, dans les jours qui viennent, les représentants personnels des quatre chefs d'État initiateurs du projet avec celui de la Yougoslavie. Je leur proposerai d'organiser un groupe informel de préparation du futur Sommet Nord/Sud associant des représentants personnels des chefs d'État de la Yougoslavie, de l'Inde, du Venezuela, de l'Égypte et du Sénégal pour le Sud, de la France, de l'Italie, du Canada et de la RFA pour le Nord, ainsi que la Communauté européenne et le secrétariat général des Nations unies. Naturellement, je proposerai aussi à la Grande-Bretagne, au Japon et aux États-Unis de s'y joindre et je m'engagerai à les tenir informés s'ils ne souhaitent pas y participer. Ce groupe définira de façon tout à fait informelle la suite à donner à l'initiative. Il faudra commencer par aborder des sujets qui n'entraînent pas le risque de remettre en cause les compétences des institutions financières internationales — ce que redoutent le plus les Américains —, c'est-à-dire des problèmes qui s'imposent à tous, comme l'environnement et la drogue. On pourra y ajouter le problème de la croissance mondiale, ce qui conduira naturellement à parler aussi de la dette. Mais je pense qu'il vaut mieux laisser « monter » cette demande, sans chercher en rien à l'imposer.

Nous aurons ensuite à résoudre mille problèmes : liste des participants, procédure des préparatifs, lieu et date d'une éventuelle réunion. Nous en sommes encore loin, mais nous ne pouvons pas ne pas prendre au moins ces initiatives minimales si nous voulons donner une véritable chance au dialogue Nord/Sud.

Ce sera un des sujets abordés lors du dîner de travail des ministres des sept pays les plus industrialisés, qui doit se tenir à New York le 28 septembre sous la présidence de Roland Dumas. Boutros-Ghali se dit prêt à exposer aux sept ministres comment le Sud, pour sa part, conçoit un tel Sommet. Les Américains ne voudront probablement pas en entendre parler.

Samedi 16 septembre 1989

Le triumvirat arabe de Taëf devrait rendre publiques aujourd'hui ses propositions en vue d'un règlement du conflit entre libanais. D'après Roland Dumas, elles auraient reçu l'accord des Syriens. On a besoin de nous pour convaincre le général Aoun, le dirigeant actuel des chrétiens, de les accepter. Nos forces navales doivent-elles venir comme signe politique accompagnant ces propositions ? L'alternative est la suivante :

- maintenir le porte-avions en Méditerranée centrale ou orientale ;
- renvoyer le porte-avions à Toulon tout en le laissant en alerte afin qu'il ne soit qu'à cinq jours du Liban.

Le reste du dispositif naval mouillant au large du Liban (un grand bâtiment pour le soutien de la communauté française et le TCD/Orage pour

une éventuelle évacuation) resterait en place. Le Président donne son assentiment à la seconde option.

Lundi 18 septembre 1989

La Hongrie rétablit ses relations diplomatiques (rompues en 1967) avec Israël.

Visite éclair de Shamir, Premier ministre israélien, au Caire pour discuter des propositions égyptiennes.

D'après Roland Dumas, l'Égypte va s'efforcer d'introduire ces discussions par une formule « inoffensive » sur les Palestiniens. Elle espère lui donner une « coloration internationale », rappelant l'idée, émise en son temps par George Shultz, d'une séance d'ouverture de la conférence internationale en forme de « cocktail diplomatique ». Le processus débouchera nécessairement sur une telle conférence.

Itzhak Rabin admet le principe d'un dialogue direct entre Israël et une délégation élargie de Palestiniens. Il admet aussi que ce dialogue ait bien lieu au Caire et que les invitations soient lancées par l'Égypte, autrement dit que la composition de la délégation palestinienne soit annoncée par l'Égypte — mais avec accord préalable d'Israël.

L'Égypte a soumis un questionnaire aux Palestiniens et aux Israéliens, leur demandant de se prononcer par écrit sur les règles du jeu évoquées ci-dessus. Elle attend les réponses, mais ne pense pas que le dialogue puisse se nouer avant octobre-novembre. Moubarak ne pense pas s'être rapproché du plan Shamir, dont il disait encore récemment qu'il s'agissait d'une supercherie. Aujourd'hui, c'est le dialogue direct entre Palestiniens et Israéliens qui est à l'ordre du jour. Les Égyptiens plaident en somme désormais pour que les Palestiniens suivent leur exemple. L'objectif doit être un règlement d'ensemble, un statut final. La négociation prendra du temps.

En Israël, le débat sur le plan d'Hosni Moubarak a aggravé l'atmosphère de crise gouvernementale, déjà perceptible depuis le week-end à Tel-Aviv, malgré le succès de la diplomatie israélienne avec la visite du ministre des Affaires étrangères à Budapest et le rétablissement des relations diplomatiques avec la Hongrie. Itzhak Shamir lui-même a été accusé de faiblesse par le vice-Premier ministre, David Levy, pour avoir autorisé Itzhak Rabin à se rendre au Caire. Il l'a été également par Sharon, qui lui reproche de déposséder le cabinet de ses prérogatives.

Itzhak Rabin a déclaré ce soir à son retour du Caire : Il est important qu'Israël n'apparaisse pas comme un pays qui hésite à prendre des risques pour faire la paix alors qu'il n'hésite pas à en prendre lorsqu'il s'agit de faire la guerre.

Les travaillistes estiment que, si le Likoud refuse de saisir une opportunité réelle de négocier, ils devront marquer leurs distances. Dans l'immédiat, les deux partis peuvent souhaiter différer quelque peu l'issue de la crise. Dans la mesure où la solidarité ministérielle n'a pas été techniquement rompue, le gouvernement peut rester en place jusqu'au moment où il pourra prendre officiellement position sur les propositions égyptiennes, après le retour des États-Unis de Moshe Arens et Shimon Pérès. Dans l'intervalle, le plan Shamir reste la plate-forme qui lie ses membres sur la question des élections dans les Territoires occupés.

Mardi 19 septembre 1989

Devant le Comité central du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev annonce un accroissement de l'autonomie des républiques. Le Plénum remanie la direction du Parti, dont sont exclus plusieurs conservateurs.

Étrange, cette autonomie croissante : Gorbatchev n'évoque jamais directement les problèmes de ses républiques. Pour lui, il existe bel et bien un homo sovieticus. Aucune personnalité d'Ukraine ou d'Ouzbékistan au sein de la direction.

François Mitterrand se rend à Lisbonne pour examiner les dossiers européens.

Dans l'affaire du carmel d'Auschwitz, le Vatican met fin à plus de deux mois de confusion et de polémique entretenues par les déclarations de Mgr Glemp, primat de Pologne, en demandant le respect des accords signés entre Juifs et catholiques en février 1987, à Genève, sur le transfert des carmélites dans le centre d'information, de rencontres et de prières sur la Shoah qui sera construit à l'extérieur du camp de concentration d'Auschwitz.

A l'Assemblée nationale, réunion de la Commission des lois pour examiner le projet de financement des partis politiques. Sur l'amnistie, comme prévu, les esprits ont quelque peu évolué à droite et au centre. L'adoption sans recours au 49.3 se profile, mais il est encore trop tôt pour en être assuré. C'est pourquoi Matignon décide de se donner du temps et de ne pas se battre pour faire adopter le texte en première lecture. Michel Sapin défend la thèse de l'inutilité de l'article, puisque la loi pénale la plus douce [c'est-à-dire la nouvelle loi] s'appliquera automatiquement aux gens jugés pour affaires de financement politique. Deux amendements de suppression de l'article sur l'amnistie sont déposés par le PC et l'UDF. Aussi, contre la garantie formelle qu'il ne s'agit que de reculer pour mieux sauter, le groupe socialiste se résigne en commission à ne pas prendre part au vote sur l'amendement de suppression.

Mercredi 20 septembre 1989

Le Bureau exécutif du PS a annoncé, à midi, une déclaration solennelle sur le financement des partis et l'amnistie. Ce soir, seul son silence est solennel ! Tout cela semble bien mal engagé : ni l'Élysée, ni Matignon, ni le PS ne souhaitent prendre une position claire. Ils espèrent tous que l'opposition réglera pour eux le problème...

La nouvelle ligne du TGV-Atlantique, qui met Le Mans à cinquante-cinq minutes de Paris, est inaugurée.

Le projet de loi sur le financement des partis est adopté par la Commission des lois de l'Assemblée nationale. Le RPR, l'UDF et l'UDC ont voté la suppression de l'article sur l'amnistie. Les socialistes ont courageusement refusé de prendre part au vote ! De toute façon, cet article reviendra en discussion en séance.

Guy Carcassonne me fait remarquer que, mine de rien, les socialistes ont réussi à faire adopter un amendement légalisant les dons des entreprises aux partis et aux candidats... Voilà qui dépénaliserait l'abus de biens sociaux !

Vendredi 22 septembre 1989

Vu Boutros Boutros-Ghali avant la réunion des ministres des Affaires étrangères des Sept, à New York. Il est désolé de ne pas y avoir été convié. Il espère que les Sept vont amorcer le processus de préparation d'un Sommet Nord/Sud.

Moscou renonce à lier la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START) à l'abandon par Washington du projet de « guerre des étoiles ». Cette concession soviétique est annoncée lors de la rencontre ministérielle entre James Baker et Édouard Chevardnadze dans une retraite montagneuse du Wyoming.

Michel Rocard écrit au Président, comme chaque fois qu'une grande décision économique se prépare. Cette fois, il propose une vraie révolution dans l'organisation des entreprises publiques : la création d'une holding qui les recouvrirait toutes. Il suggère de déposer les dividendes de toutes les entreprises publiques dans une société à créer. Les fonds ainsi collectés lui seraient apportés en fonds propres. Les entreprises publiques, devenues filiales de cette société holding, seraient financées par cette même société qui emprunterait sur le marché et rembourserait ce qu'elle emprunterait grâce à ces dividendes. Cela reviendrait à placer ces entreprises sous la tutelle d'une maison mère qui déciderait à leur place de leur stratégie et de leur financement. C'est ce dont rêve depuis longtemps Roger Fauroux et que voulait Pierre Mauroy en 1981 : la Banque nationale d'investissement. Au total, cela équivaudrait à confier à une société holding notre politique industrielle, qui est du rôle strict de l'État.

Pour rembourser les emprunts contractés par cette société holding, on recourrait soit aux dividendes qu'elle percevrait de ses filiales, soit à la vente d'une partie de leurs titres, c'est-à-dire à leur privatisation. La société holding priverait ainsi l'État des recettes constituées par ces dividendes.

En fait, l'opération vise à réduire les dotations en capital directement versées par l'État. Opération apparemment budgétaire, mais permettant en fait de privatiser les entreprises publiques actuelles, devenues filiales d'une société holding, sans avoir à modifier la loi, puisqu'il s'agirait à présent de filiales et non plus de maisons mères.

On se retrouve devant le même projet, en beaucoup plus large, que celui qu'a repoussé le Président en mai dernier et qui devait aboutir à une privatisation non avouée des compagnies d'assurances (sauf qu'il concerne ici tout le secteur public).

Tout se passe en somme comme si l'on voulait instituer un mécanisme en apparence neutre, mais qui, en réalité, rendrait nécessaire, inévitable et très facile la privatisation au moins partielle de toutes les entreprises publiques. Le Président est furieux contre le Premier ministre qui, dans sa lettre, a présenté ce projet comme un innocent montage technique. Il est bien décidé à s'y opposer.

Samedi 23 septembre 1989

Les ministres des Finances des sept pays les plus industrialisés, réunis à Washington, condamnent la hausse persistante du dollar qui a brièvement atteint, le 15, 2 Deutsche Mark, 149 yens et 6,75 francs.

George Bush écrit à François Mitterrand pour protester contre la livraison de machines-outils de haute technologie à l'URSS, qu'il considère comme des biens stratégiques.

Dimanche 24 septembre 1989

Élections sénatoriales : la droite obtient 65 des 102 sièges à pourvoir.

Ça bouge beaucoup chez le personnel pénitentiaire. Ils se plaignent d'avoir demandé en vain, depuis le 7 septembre, à rencontrer leur ministre de tutelle.

Lundi 25 septembre 1989

Devant l'Assemblée générale de l'ONU, George Bush propose une réduction drastique des stocks d'armes nucléaires des deux Grands.

Mardi 26 septembre 1989

Édouard Chevardnadze répond à George Bush en acceptant des négociations bilatérales sur ces stocks, mais en demandant leur élimination totale.

A Matignon, les réunions se succèdent sur l'amnistie, sans déboucher sur rien de précis. On envisage maintenant de la réserver aux seuls intermédiaires, à l'exclusion des hommes politiques.

Mercredi 27 septembre 1989

Juste avant le Conseil des ministres, le Président explique à Michel Rocard que le mécanisme qu'il lui a proposé par lettre pour les entreprises nationales prépare en fait la privatisation du secteur public : Un dispositif de cette nature fragiliserait les entreprises au point de mettre en cause à terme leur caractère public. Michel Rocard répond qu'au contraire, ce mécanisme pourrait permettre de renforcer les fonds propres des entreprises publiques et de consolider leur statut : Il n'est pas question de s'en servir pour privatiser.

Dialogue de sourds. Rocard dit au Président qu'il va lui répondre par écrit.

La Commission européenne se prononce sur le projet de Charte communautaire des droits sociaux.

La Slovénie inscrit dans sa Constitution le droit à l'autodétermination, en dépit des avertissements de Belgrade.

L'OPEP décide une nouvelle hausse du plafond de production.

La grève éclate chez les gardiens de prison. Climat tendu. Des violences se produisent à Draguignan. Pierre Arpaillange annonce une rencontre avec les syndicats pour demain.

Jeudi 28 septembre 1989

Michel Rocard répond point par point, par écrit, aux arguments du Président. A première vue, il est convaincant, puisqu'il s'engage à ce que la société holding ne vende jamais de titres de ses filiales pour rembourser les emprunts qu'elle sera amenée à faire. Le principal danger semble donc écarté. Mais, pour y parvenir, le Premier ministre est conduit à dire que cette holding limitera ses dotations aux entreprises aux seuls dividendes, certains ou prévisibles, dégagés par elles. J'en déduis qu'il n'y aura donc aucun financement nouveau par rapport à celui dont ces entreprises peuvent disposer aujourd'hui. Le Premier ministre reconnaît d'ailleurs que si la holding n'a pas suffisamment d'argent pour rembourser ses emprunts, elle demandera une dotation en capital à l'Etat. Ce montage n'apportera donc rien de plus aux entreprises par rapport à ce que l'État leur consacre déjà directement par ses dotations budgétaires. En revanche, les inconvénients sont évidents : au lieu de dépendre de l'État, les entreprises publiques dépendraient d'une holding qui les financerait en fonction de besoins d'expansion qu'elles devraient justifier devant le PDG de cette holding.

On ne sort pas de cette lapalissade : la seule façon pour l'État d'apporter de l'argent aux entreprises, c'est... de leur apporter de l'argent !

Il n'y a au demeurant aucun problème en la matière. Pour l'instant, les entreprises publiques trouvent l'argent qu'elles veulent sur le marché et par leurs filiales, comme le montre encore l'exemple de Rhône-Poulenc cette semaine. Et s'il y avait un problème, la holding proposée ne serait pas la solution : ou bien elle apporterait de l'argent nouveau, et cela entraînerait une privatisation ; ou bien elle n'en apporterait pas, et cela entraînerait une bureaucratisation.

Le Président, convaincu pourtant par la lettre de Michel Rocard, hésite à faire siens mes arguments.

Vendredi 29 septembre 1989

Fin d'un rêve. Enterrement poli, au dîner des sept ministres des Affaires étrangères à New York, du projet de Sommet Nord/Sud. Roland Dumas l'a pourtant bien défendu. Il a rappelé la demande que quatre chefs d'État avaient faite au Président de la République, en marge du Sommet de l'Arche, pour l'ouverture d'un tel dialogue : La décence, a-t-il expliqué, exige qu'on leur fasse réponse. Une réunion des sherpas très discrète, qui pourrait être organisée en octobre ou en novembre, permettrait d'examiner /a question. Aucune discussion sur la substance n'aurait lieu à ce stade. Sa proposition est tombée à plat. James Baker a réitéré les réserves américaines. Joe Clark a demandé que l'on ne réponde pas sur le mode défensif, mais que, bien sûr, il convenait d'éviter une répétition de Cancún, conférence sur laquelle il y aurait beaucoup à dire ; mais, a-t-il ajouté, pourquoi écarter l'idée d'un Sommet pour évoquer des problèmes spécifiques qui présentent un intérêt pour les Sept, par exemple la drogue, les investissements, l'environnement ? Les Britanniques se sont prononcés contre. Les Allemands et les Japonais aussi.

Rien n'a été décidé. Autant dire que c'est fini.

La détermination des ministres des Finances des Sept et les interventions massives des banques centrales parviennent à faire revenir le dollar à 1,87 Deutsche Mark, 139 yens et 6,33 francs.

Samedi 30 septembre 1989

Je suis à Washington, invité au colloque qu'organise le Congrès des États-Unis sur le système financier mondial, avec une cinquantaine de financiers venus du monde entier. J'en profite pour déjeuner à la Maison Blanche avec Brent Scowcroft afin de procéder à un tour d'horizon général. Scowcroft me confirme l'intérêt du Président pour un grand effort de rapprochement des États-Unis avec la CEE. Je rencontre les sherpas du Sud, pour la plupart à New York afin d'assister aux réunions de l'Assemblée générale de l'ONU. Ils sont terriblement déçus par le dîner des Sept. Ils me demandent d'essayer encore ; mais comment lancer un Sommet Nord/Sud sans les Américains ?

Le Président accueille les Assises européennes de l'audiovisuel qui se tiennent à Paris et regroupent vingt-trois pays membres du Conseil de l'Europe, plus quatre pays de l'Est. Il avait fait de la réalisation d'Eurêka audiovisuel l'une des priorités de la présidence française ; c'est fait. C'est un succès personnel pour Édith Cresson et Roland Dumas qui prennent tour à tour la parole. Il s'inscrit dans la suite d'Eurêka, première organisation européenne à s'être ouverte à l'Est.

Dimanche 1er octobre 1989

Huit mille réfugiés est-allemands arrivent en RFA, en provenance de Prague et de Varsovie.

Lundi 2 octobre 1989

Dans la voiture qui nous conduit au golf, François Mitterrand : Ceux qui parlent de réunification allemande ne comprennent rien. L'Union soviétique ne l'acceptera jamais. Ce serait la mort du Pacte de Varsovie : vous imaginez ça ? Et la RDA, c'est la Prusse. Elle ne voudra pas passer sous la coupe de la Bavière.

Le Président s'inquiète : Où en est-on avec les inégalités ? J'ai l'impression que rien n'est fait par ce gouvernement pour les réduire !

Je fais le point à son intention. Depuis 1981, certaines inégalités semblent s'être réduites, en particulier celles entre hommes et femmes et entre actifs et retraités. Mais se sont aggravées celles liées au patrimoine, au logement, et celles qui séparent salariés des grandes entreprises privées et fonctionnaires. De plus, celles liées au pouvoir au sein des entreprises ne se sont pas modifiées. Enfin, le caractère redistributif de l'impôt n'est pas beaucoup mieux assuré qu'en 1981. Au total, l'égalité des chances ne s'est pas améliorée.

La baisse de l'inflation, le passage à un taux d'intérêt réel positif, le développement de la Bourse, l'allégement de la fiscalité du capital et le régime des stocks-options expliquent que des fortunes colossales se soient bâties depuis huit ans. L'argent va à l'argent, des retraités deviennent plus riches que les actifs, les golden boys font fortune en huit jours, les placements financiers sont plus rentables que les placements industriels, le capital prospère beaucoup plus vite que l'épargne.

L'accès au logement est de plus en plus difficile. Pour la génération précédente, accéder à la propriété de son logement en ville était possible au coût du mètre carré et au taux d'inflation qui prévalaient à l'époque. C'est impossible aujourd'hui, même pour un cadre supérieur. Tout jeune ménage est pratiquement incapable de prélever sur son revenu les annuités de remboursement nécessaires à l'achat d'un logement, et se trouve donc condamné à la location à des niveaux interdisant pratiquement de se constituer un capital pour acheter ultérieurement. Cela engendre d'énormes disparités dans les villes où les temps et dépenses de transport et l'accès aux services collectifs (gardes d'enfants, santé, éducation) sont de moins en moins équitables.

Les impôts ne sont pas redistributifs. Les bases de la fiscalité datent d'un siècle ; celles des charges sociales, de l'entre-deux-guerres. Or, entre temps, l'économie s'est trouvée bouleversée et les sources de revenus se sont transformées. Le smicard contribue à la Sécurité sociale comme le PDG, la gratuité de l'enseignement supérieur et les allocations familiales bénéficient relativement plus aux enfants riches qu'aux enfants pauvres, l'ISF rapporte moins à l'État que l'exonération des SICAV de capitalisation aux épargnants aisés, et les dégrèvements fiscaux sur l'épargne ont permis que 150 000 personnes seulement paient l'ISF alors qu'il existe à Paris plusieurs centaines de milliers de logements d'une valeur manifestement supérieure au seuil de cet impôt.

Pour agir sur ces distorsions, en faire un véritable enjeu politique, en débattre régulièrement, il conviendrait d'abord de faire établir chaque année par le CERC un rapport sur l'évolution des inégalités en France (revenus et patrimoines, conditions de vie, de travail, de logement, etc.), et de faire établir par les différents ministères une évaluation des effets réducteurs d'inégalités des dépenses et des recettes publiques. Cette étude serait publiée en annexe au budget de l'année suivante. On organiserait un débat annuel au Parlement sur l'état de la justice sociale à l'occasion de la publication de ces rapports. « Politiser » les inégalités est une condition nécessaire pour les réduire.

Sur le pouvoir au sein de l'entreprise : demander au gouvernement un rapport sur l'application concrète des lois Auroux et les conditions de leur extension éventuelle. Il faut aller dans plusieurs directions : obligation de la présence de salariés au conseil d'administration ou de surveillance ; obligation de négociation au bout d'une certaine durée de conflit ; suppression des aides publiques aux entreprises qui ne respectent pas le droit du travail.

En ce qui concerne la fiscalité du patrimoine, il convient de faire table rase du système actuel et de reprendre à zéro une fiscalité patrimoniale compatible avec l'Europe. Au moins, pour commencer, faudrait-il relever les impôts sur les plus-values et lutter contre la fraude à l'ISF. Enfin, la contribution de solidarité pour la Sécurité sociale devrait être progressive sur tous les revenus, y compris ceux du capital.

Le Président demande que je lui prépare une lettre à l'intention du Premier ministre, reprenant tous ces éléments et l'invitant à les mettre en place.

Pierre Joxe, toujours à l'affût de ce qui pourrait moderniser l'administration dont il a la charge, propose la création d'un Institut des hautes études de sécurité intérieure, chargé de réfléchir à une conception moderne et élargie des questions de sécurité englobant, au-delà des problèmes de délinquance et de criminalité, les risques comme le terrorisme, le « piratage » informatique ou scientifique, les risques technologiques majeurs et les atteintes à l'environnement.

Après réflexion, François Mitterrand écrit à Michel Rocard pour rejeter aimablement le projet de société holding des entreprises publiques, dans la mesure où il n'apporte aucun financement nouveau à ces entreprises : J'aimerais pouvoir vous répondre favorablement, mais ce dossier ne me paraît pas conforme aux options que j'ai soumises aux Français.

Je crois de plus en plus à mon idée de Banque de l'Europe. Jean-Claude Trichet m'a conforté dans mon intuition. J'ai fait préparer des projets de statuts que je compte faire déposer sur la table des Douze. Encore faut-il que le Président en fasse l'annonce. Hormis Jean-Claude Trichet, au sein de l'administration, personne n'y croit.

Mardi 3 octobre 1989

Grâce au soutien de Charles Pasqua — qui espère bien recueillir l'héritage ensuite —, Alain Poher est réélu à la présidence du Sénat (qu'il assure depuis 1968 !).

François Mitterrand souhaite que la lutte contre la drogue fasse partie des grandes questions évoquées au Conseil européen. Il adresse une

lettre à ce sujet aux chefs d'État et de gouvernement.

Pierre Bérégovoy répond au Président qui lui a demandé d'étudier la possibilité d'alourdir la taxation des plus-values boursières. Le Président souhaiterait que soit appliqué aux plus-values à long terme le taux normal de l'impôt sur les sociétés, au lieu du taux réduit de 15 %. Cette mesure mettrait fin à l'avantage actuellement consenti aux plus-values issues d'opérations financières par rapport aux bénéfices dégagés par l'activité industrielle elle-même.

Pierre Bérégovoy est contre : Nous avons aujourd'hui le choix, dans le budget de 1990, entre un alourdissement de l'ISF et un alourdissement de la taxation des plus-values. Autrement, il en résulterait un risque de délocalisation de l'épargne, c'est-à-dire de fuite des capitaux qui pourrait compromettre, au bout de quelques mois, le respect par la France de l'échéance de la libération des mouvements de capitaux du 1er juillet 1990. Il a suffi en RFA de l'instauration d'une retenue à /a source de 10 % pour déclencher, l'an dernier, un transfert massif d'actifs à l'étranger.

Bérégovoy préfère un alourdissement de l'impôt sur la fortune par une augmentation des taux — jusqu'à 1,5 % — pour les patrimoines les plus élevés. A ses yeux, un alourdissement de la fiscalité des plus-values des personnes physiques serait mal ressenti par la grande masse des petits actionnaires. En outre, une telle mesure serait inefficace, car elle ne garantirait pas l'appréhension des cas d'enrichissement boursier spéculatif. Il estime que c'est la détention de ces titres qu'il convient de taxer chaque année à travers l'impôt de solidarité sur la fortune.

Le ministre refuse donc toute réforme en avançant des arguments, à mon avis, très contestables. Par exemple, il prétend que la fiscalité du capital serait déjà chez nous supérieure à ce qu'elle est en Allemagne. C'est ce qu'avait déjà avancé Jacques Chirac, à tort, à François Mitterrand lors de leur face-à-face de mai 1988 ! Concernant les plus-values des sociétés, il propose que le taux actuel d'imposition passe de 15 % à 20 % en 1990, puis à 35 % en 1991 ; mais il demande que cette mesure soit compensée par une baisse simultanée de l'impôt sur les sociétés touchant les bénéfices réinvestis ! Or il est déjà prévu dans le Budget, contre l'avis du Président, que cet impôt passera de 39 % à 37 % en 1990 ; le ministre souhaite qu'on annonce qu'il baissera encore jusqu'à 35 % en 1991, pour égaler le taux d'impôt sur les plus-values.

Ainsi, on ne ferait rien sur ce qui est l'essentiel en termes de justice sociale, à savoir les plus-values distribuées aux particuliers. On n'augmenterait les impôts sur les plus-values des entreprises qu'en leur offrant en échange non seulement l'actuelle baisse de l'impôt sur les sociétés, si contestable, mais encore une baisse plus importante de ce même impôt l'an prochain ! Sur le plan de la justice sociale, ce serait un marché de dupes. Pierre Bérégovoy écrit qu'on alourdit la fiscalité du capital par la suppression du PER et que cela rapportera 4,9 milliards en 1991. Il omet de dire que cela rapportera zéro en 1990, qui est le budget dont on parle, et qu'on allège en fait la fiscalité du capital de 4 milliards en abaissant la fiscalité sur les obligations et les bons de caisse (qui, comme chacun sait, ne sont pas vraiment des placements de smicards !). Il prétend que le budget de l'Éducation nationale augmente de 18,2 milliards, mais il oublie de préciser que 10,2 milliards sont dus à la reconduction des services votés et que les vraies mesures nouvelles ne se montent qu'à 7 milliards, dont 2 seulement liés à la lutte contre l'échec scolaire. Il avance que les fonctionnaires participent aux fruits de la croissance par une augmentation de leur pouvoir d'achat de 2 % ; il ne dit pas que la croissance, cette année, sera de 4 %, que ces 2 % d'augmentation résultent pour l'essentiel de l'effet mécanique du vieillissement et que, hors GVT, le pouvoir d'achat n'augmente que de 0,7 % ! Il affirme que les dotations en capital augmentent en priorité dans la filière électronique (3 milliards) ; il ne dit pas que, pour les autres entreprises publiques, on a refusé toute dotation en capital et qu'elles devront se partager 1 milliard, ce qui est dérisoire !

Le Président peste contre ce conservatisme, mais laisse faire : Je ne suis pas à Bercy. Je ne peux rien imposer, surtout à quelques jours de la discussion du budget au Parlement!

Panique. Le gouvernement de RDA décide, avec effet immédiat, que ses ressortissants ne pourront plus se rendre en Tchécoslovaquie sans autorisation de sortie. Mais les autorités de ce dernier pays permettent d'émigrer aux quelque dix mille réfugiés de Prague et de Varsovie. Tout cela ne fera qu'accélérer le mouvement d'exode de RDA vers la Tchécoslovaquie, pour passer ensuite en Autriche.

Nouvelle tentative de coup d'État. Le général Noriega, l'homme fort du Panama dénonce l'agression des États-Unis.

Mercredi 4 octobre 1989

Le Conseil des ministres examine le projet de loi créant des « fondations d'entreprises ».

Le Président : Pourquoi ce vocabulaire ? On risque de confondre avec les fondations d'intérêt général.

Pierre Joxe : Moi, je suis opposé à ce terme.

Jack Lang : On pourrait sûrement faire un effort d'invention verbale.

Michel Rocard : Je ne sais pas quoi dire... Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit. Oui, il faudrait arriver à inventer quelque chose...

A la suite d'une intervention sur le problème des télécommunications, le Président : Il y a un échec grave de notre réseau câblé.

Puis il change de sujet. Le 1er octobre, la République populaire de Chine a fêté son quarantième anniversaire ; la France n'a pas boycotté les cérémonies et quelques ministres ont fait part de leurs états d'âme à des journalistes. Le Président : Chaque ministre a toujours tendance à se sentir un peu ministre des Affaires étrangères. C'était d'ailleurs le cas sous le gouvernement précédent. Je comprends bien le complexe des ministres qui ont eu, à la suite des événements chinois, une réaction humaine, mais il faut resserrer le dispositif [autrement dit : cesser de critiquer la Chine]. Personne ne peut intervenir sur ce sujet sans passer par le canal du ministère des Affaires étrangères. Il serait fâcheux d'en arriver à la rupture des relations diplomatiques : c'est l'honneur de la France de s'opposer à cette répression, mais il ne faut pas être trop seuls et il ne faut pas en rajouter en permanence. (Le Président vise Bernard Kouchner et Jack Lang.)

Le projet de loi sur le financement des partis politiques vient en première lecture à l'Assemblée. Tous les commentaires, comme prévu, tournent autour de l'article concernant l'amnistie des infractions commises en relation avec le financement des campagnes ou des partis avant le 15 juin. La droite et le PC ont déposé un amendement de suppression. Mais on me rapporte qu'un amendement socialiste — signé Michel Pezet !... — viserait à conserver l'amnistie tout en excluant de son bénéfice les seuls parlementaires ! Décidément, une chatte n'y retrouverait pas ses petits. J'essaie de sonder le Président là-dessus, lequel se contente de gestes exaspérés et de haussements d'épaules : Qu'ils se débrouillent !...

Jeudi 5 octobre 1989

Le Dalaï-Lama se voit décerner le prix Nobel de la paix. Le plus justifié de ces prix, depuis de longues années.

Vendredi 6 octobre 1989

Les députés votent en séance de nuit la loi sur le financement de la vie politique. Seul le PS a voté pour. UDF et UDC se sont courageusement abstenus, PC et RPR ont voté contre. L'article 18 a été supprimé grâce aux voix du PC, du RPR, de l'UDF et de l'UDC. Les socialistes n'ont pas pris part à ce vote. Il n'y a donc toujours pas d'amnistie !

Samedi 7 octobre 1989

L'article sur l'amnistie ayant été supprimé à l'Assemblée nationale, le reste du texte est adopté sans difficulté.

Le Parti communiste hongrois prend le nouveau nom de Parti socialiste hongrois (par 80 % des voix lors de son Congrès extraordinaire).

Au cours des cérémonies du 40e anniversaire de la RDA, Mikhaïl Gorbatchev lâche à Erich Honecker : Celui qui réagit en retard est puni par la vie.

Manifestations dans les principales villes est-allemandes.

Dimanche 8 octobre 1989

Comité directeur du PS : pas moins de neuf motions sont déposées en vue du futur Congrès de Rennes, en mars prochain, lequel s'annonce particulièrement délicat.

Le Président : Mais pourquoi, pourquoi ? Je leur ai tout donné et ils détruisent tout ! L'orgueil de Jospin, la suffisance de Fabius, la mesquinerie de Rocard...

Lundi 9 octobre 1989

Sur l'initiative de la France, les ministres des Finances des Douze autorisent la banque de la Communauté, la BEI, à financer des investissements publics en Hongrie et en Pologne. Beaucoup espèrent que c'est ainsi, en étendant petit à petit les compétences de la BEI, que l'on créera une institution européenne commune à l'Est et à l'Ouest. Je reste sceptique : il faudrait pour les associer à ces décisions que les pays de l'Est rejoignent le Marché commun, ce qui est aujourd'hui impensable. Je persiste à penser qu'une banque en tous points nouvelle est nécessaire comme ancrage européen de l'URSS et des pays de l'Est.

François Mitterrand part pour le Venezuela, l'Équateur et la Colombie. Au programme : dette, drogue et rapports Nord-Sud.

Dans l'avion, le Président : Décidément, je m'ennuie beaucoup. Alors, je voyage. Que voulez-vous que je fasse d'autre ? Le Premier ministre s'occupe de la politique intérieure et, manifestement, il ne souhaite pas que je m'en mêle. Comme tout Premier ministre, il est jaloux de ses prérogatives...

Ce qui m'intéresse, ce n'est pas le dialogue avec les Allemands de l'Est, mais celui avec Gorbatchev. Je ne vois pas pourquoi je chercherais à le mettre en difficulté par des déclarations intempestives.

Le Président a un malaise dû à la chaleur et à la fatigue. Les journalistes en font l'événement. François Mitterrand commentera : J'ai eu un coup de chaud, on ne va pas en faire une histoire ! Mais le plus grand risque, ce n'est pas moi qui l'ai pris. Vous rendez-vous compte de tous ceux qui ont frisé l'infarctus en pensant que mon heure, donc la leur, était enfin arrivée ? J'en connais trois ou quatre dans l'opposition. A peine plus au Parti socialiste. Je mesure leur déception, mais je n'arrive pas à le regretter. Il faut me comprendre...

A Caracas, le président du Venezuela Carlos Andrés Pérez Rodriguez lui pose une question qui est la seule dont les Occidentaux devraient se soucier : A quel degré de pauvreté peut résister la démocratie ?

Mardi 10 octobre 1989

James Baker présente un plan en cinq points pour l'ouverture d'un dialogue israélo-palestinien.

Comme Pierre Joxe, Michel Rocard n'a peur de rien : il veut faire de la police le véritable laboratoire de la modernisation du service public. Ah, si les mots suffisaient !...

Mercredi 11 octobre 1989

Le gouvernement annonce des négociations sur une rénovation de la grille salariale de la fonction publique.

Jeudi 12 octobre 1989

Quatre mille cinq cents infirmières défilent dans Paris. Elles réclament elles aussi de la dignité.

Visite pathétique de quelques heures en Colombie, au milieu des attentats.

A Bogota, le ministre des Affaires étrangères me dit : Il y a trois mois, nos réserves ont baissé de 500 millions de dollars, en raison de la chute des cours du café. Or, 40 % de nos exportations sont du café et trois millions de personnes en vivent. Les trafiquants disent que la Colombie lutte seule. Et le cours du café s'effondre. C'est une coïncidence fâcheuse. La rupture de l'accord sur le café est un problème tragique. Si nous pouvions avoir un cadre pour ouvrir le marché mondial aux produits colombiens, le peuple se rangerait contre les terroristes. Si le peuple colombien voyait un geste des pays riches, prouvant qu'ils luttent, cela aurait un énorme impact psychologique.

Retour à Paris dans la nuit.

Vendredi 13 octobre 1989

Michel Rocard présente au Conseil des ministres un plan d'urgence pour l'Ile-de-France, qui prévoit de doubler le nombre des logements sociaux à Paris et en proche banlieue. A peine a-t-il terminé que Michel Charasse, ministre du Budget et élu auvergnat, fait passer une note au Président pour protester contre ce qu'il vient d'entendre. Alors que l'Ile-de-France est la région la plus riche du pays, l'État va payer très cher la mise en œuvre du plan annoncé par le Premier ministre. Il financera ainsi très largement la rente foncière sur la région parisienne. En décidant de taxer les bureaux publics, le Budget va apporter aux collectivités parisiennes, qui sont les plus riches de France, une subvention annuelle de l'ordre de 250 millions de francs. La réalisation des opérations Météore et Éole coûtera entre 15 et 20 milliards de francs. Le Premier ministre semble bien, pense Charasse, avoir cédé aux pressions du maire de Paris. Mais, faute d'une nécessaire concertation interministérielle, nul ne sait qui paiera ni comment.

Michel Charasse : Les élus socialistes de toute la France réclament depuis longtemps un prélèvement sur les énormes ressources fiscales et de taxe professionnelle des collectivités parisiennes. Bien que ce soit techniquement très facile à réaliser, le Premier ministre l'a écarté. M. Pasqua peut donc dormir tranquillement sur les milliards qu'il accumule au conseil général des Hauts-de-Seine, et M. Chirac pourra continuer à financer ses opérations tous azimuts en se payant le luxe de réduire les impôts des Parisiens.

Mini-krach à Wall Street. Michel Rocard: Ce choc boursier a au moins une vertu : il justifie les discours prudents de Bérégovoy et les miens sur la politique économique, et il va faire comprendre aux élus du Parti socialiste que l'heure n'est pas au maximalisme. Ça va prouver aux fonctionnaires que le gouvernement ne peut pas céder n'importe quoi et qu'une certaine rigueur salariale doit rester la règle.

Au sujet de la préparation de la conférence intergouvernementale en vue du nouveau traité, Helmut Kohl, qui ne peut se déplacer, fait part de sa

position par un message de Joachim Bitterlisch à Élisabeth Guigou. Cette conférence se tiendra du second semestre 1990 à la fin de 1991 ; la ratification des nouveaux traités interviendrait en 1992 et l'Union économique et monétaire pourrait voir le jour au début de 1993. Tout cela pourra être annoncé au Sommet de Strasbourg.

François Mitterrand relit le discours qu'il prononcera au Parlement européen dans quinze jours. J'aimerais qu'il y annonce le projet de Banque de l'Europe. J'écris un paragraphe dans le projet.

Lundi 16 octobre 1989

Rencontre Kadhafi-Moubarak pour sceller la reprise du dialogue égypto-libyen rompu depuis 1977.

Quatrième réunion des « représentants personnels » chargés de préparer la Conférence intergouvernementale. La question centrale réside dans un renforcement du pouvoir politique face au futur pouvoir monétaire. Faut-il des ministres des Finances forts et unis (donc un pouvoir fédéral) face à la future Banque centrale ? Nul ne se prononce.

Mardi 17 octobre 1989

Michel Rocard décide d'engager en décembre, avec les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires, une négociation portant sur l'amélioration des déroulements de carrière et de la prise en compte des nouvelles qualifications de l'ensemble des catégories des trois fonctions publiques. Le montant de l'enveloppe sera naturellement fonction des conditions économiques générales, notamment de l'aptitude de notre économie à absorber sans risques une injection supplémentaire de pouvoir d'achat. Divers éléments conduisent à fixer aux alentours de 20 milliards de francs, pour la seule fonction publique, le seuil minimal de crédibilité de la réforme.

Décidément, tout se défait en Europe de l'Est : l'autodissolution du communisme hongrois, l'infléchissement de la politique intérieure est-allemande, l'annonce par Mieczyslaw Rakowski, à Moscou même, que le PC polonais pourrait suivre le même chemin que le PC hongrois. Tout a commencé cet été avec la nomination d'un chef de gouvernement non communiste à Varsovie et les débuts de l'affaire des réfugiés est-allemands.

Les Soviétiques ont décidé de s'en tenir à la non-ingérence. L'URSS n'a pas plus imposé sa volonté à Berlin-Est et à Budapest qu'elle ne l'a fait, en août, à Varsovie. La rencontre de Mikhaïl Gorbatchev avec la direction est-allemande n'a pas été étrangère à l'infléchissement de la ligne du SED. C'est à la suite d'un entretien avec le même Mikhaïl Gorbatchev que le Polonais Rakowski a choisi de rendre publiques, à Moscou, les orientations qu'il souhaite voir imprimer à son parti. La révision, à Budapest et à Varsovie, introduit dans le vocabulaire le terme de « social-démocratie ». Rakowski l'a employé publiquement. Beaucoup, à Moscou même, voient l'avenir du communisme dans un retour à ses sources social-démocrates, même si le Parti communiste soviétique n'est pas prêt à adopter le concept pour ce qui le concerne.

L'URSS privilégie le Pacte de Varsovie, les convergences d'intérêts géostratégiques, d'État à État, sur les liens idéologiques de Parti à Parti. Une réforme des mécanismes internes du Pacte de Varsovie est désormais évoquée couramment à Moscou et à Varsovie.

Mercredi 18 octobre 1989

Au Conseil des ministres, le Président: La préparation du Conseil européen de Strasbourg avance mieux que je ne le pensais. Pour ce qui est de l'Union économique et monétaire, on devrait être en mesure d'obtenir un accord sur la tenue, la date et le gros de l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale. Sur l'Europe sociale, on ne fera pas bouger les Britanniques. Les Pays-Bas tendent à se placer en position d'arbitre entre les Britanniques et tous les autres. Ils veulent l'Europe, mais leur politique tend toujours à favoriser la Grande-Bretagne. Je serais cependant étonné qu'on n'arrive pas à un résultat concret.

A propos de Strasbourg, siège du Parlement européen : Je considère que le problème de Strasbourg n'est pas posé. Les responsables français doivent opposer un veto tranquille et absolu à ceux qui proposent de tout transférer à Bruxelles.

Sur l'évolution de l'Allemagne et les mouvements à l'Est, le Président se montre péremptoire : Je lis dans la presse des critiques selon lesquelles nous n'aurions pas de politique. Qu'est-ce que cela veut dire ? La réunification de l'Allemagne n'est pas pour demain. La phrase de François Mauriac (« J'aime tellement l'Allemagne que je suis content qu'il y en ait deux ») représentait tout à fait le point de vue du général de Gaulle. Il a voulu faire une sorte de super-OTAN à trois, sans l'Allemagne. La politique étrangère à l'égard de l'Allemagne, de 1958 à 1960, reposait sur de tout autres données que celle qui est menée aujourd'hui. De toute manière, la France ne serait pas en mesure de s'opposer à la réunification si celle-ci se faisait. On ne peut quand même pas faire la guerre à l'Allemagne pour empêcher sa réunification ! La seule chose que la France peut faire, c'est faire respecter certains principes. La réunification devra s'opérer de manière démocratique et pacifique. Mais les deux Allemagnes ont des régimes différents. La réunification supposerait l'abandon, par la RDA, de l'appartenance au Pacte de Varsovie. Donc, on a le temps de voir venir ! Pour les Soviétiques, le tabou, c'est l'appartenance au Pacte de Varsovie. Ne pas l'avoir compris fut l'erreur d'Imre Nagy, mais, cette fois, les Polonais et les Hongrois ne l'ont pas commise.

Est-ce que nous avons une politique de rechange ? Nous pouvons seulement rendre la Communauté plus attractive afin qu'une Allemagne éventuellement réunifiée préfère la Communauté au lieu d'un balancement entre l'Est et l'Ouest. Mais on dira que l'Allemagne de l'Ouest plus l'Allemagne de l'Est et l'Autriche, cela peutfaire une puissance économique redoutable. Je vais vous dire quelque chose... (Je ne vous demande pas la discrétion : ici, on est même assuré de l'indiscrétion !) Cette perspective inquiète vivement la Grande-Bretagne et l'Italie. L'Histoire nous montre qu'une force qui naît provoque toujours la naissance d'une force qui l'équilibre. L'Europe pratique cette vieille histoire depuis mille ans. En tout cas, je suis serein devant les événements récents.

Notre politique à l'Est est très importante, nous sommes considérés par l'URSS comme un élément sûr. Cela ne peut être le cas de l'Allemagne, on le comprend. Cela aurait pu être celui de la Grande-Bretagne, mais elle a choisi une autre voie. Quant aux autres, cela ne compte pas. Je le dis sans mépris. Je sais bien que, commercialement, l'Allemagne est beaucoup plus présente que la France à l'Est. Ce n'est pas étonnant, cela a toujours été comme cela ; c'était leur monde et pas le nôtre. A d'exception peut-être de la Roumanie et de la Bulgarie qui, commercialement, sont en rapport avec l'Allemagne, mais préfèrent la France. Nous avons beaucoup de raisons d'être optimistes si nous y mettons de la volonté et si notre politique intérieure est suffisamment ferme pour que nous soyons considérés comme un pays qui marche bien. C'est le cas aujourd'hui.

La Pologne commerce avec l'Allemagne, mais ne l'aime pas. Kohl devait s'y rendre peu après moi ; la date n'est pas encore fixée. La grande presse oublie toujours le contentieux entre ces deux pays. Il ne faut pas oublier que la Silésie polonaise a été arrachée à la Grande Prusse, que ses habitants sont considérés comme des citoyens allemands par la RFA, ce qui a le don d'exaspérer les Polonais. Et que les souvenirs de la guerre sont encore vifs.

La disposition d'esprit des Français est généralement de se juger plus faibles qu'ils ne le sont. Moi-même j'y cède parfois. Tenez, je me fâche presque chaque jour sur l'état de notre commerce extérieur, sur les carences, sur les nullités que je constate [l'attaque vise nettement le ministre du Commerce extérieur, Jean-Marie Rausch], et pourtant, nous sommes toujours le quatrième exportateur mondial !

Une bonne politique intérieure, en particulier sur le plan économique, mais aussi une bonne approche psychologique nous mettront en mesure d'utiliser le terrain. Même si nous ne pouvons le peindre à l'avance, la France est parfaitement apte à y prendre sa place. Il faut que nous soyons sûrs de nous, sans perdre notre esprit critique. Mais, sur ce chapitre, je n'ai pas beaucoup d'inquiétude...

Quant à la libération des capitaux et à l'harmonisation des fiscalités au 1er juillet 1990, c'est une décision qui était pratiquement prise avant ce gouvernement. De toute manière, si nous voulons exercer une autorité au sein de l'Europe, nous ne pouvons pas nous placer dans la position du mauvais élève. Cela nous amène évidemment à avaler quelques pilules.

A propos du CEA, Jean-Pierre Chevènement : Je voudrais dire un mot.

Le Président : Si vous voulez, mais le temps passe.

Jean-Pierre Chevènement : Cela concerne aussi la politique de défense.

Le Président l'interrompt : C'est une communication, pas une décision. On aura le temps d'en reparler.

Jean-Pierre Chevènement : J'aimerais bien savoir ce que l'on fait sur le programme électro-nucléaire.

Le Président : On ne va pas en débattre maintenant. Vous n'avez qu'à en parler avec M. Fauroux. Cela doit bien vous arriver de vous rencontrer !

Le Président appuie Michel Rocard qui déplore, en matière de politique intérieure et de conflits sociaux, les propos discordants tenus par plusieurs ministres. François Mitterrand évoque à nouveau la nécessaire cohésion du gouvernement.

Travail avec le Président sur son prochain discours au Parlement européen de Strasbourg. Je glisse un paragraphe sur mon projet de création d'une Banque de l'Europe.

Nouveau changement majeur en RDA : Erich Honecker, secrétaire général du SED depuis 1971, est remplacé par Egon Krenz à la tête du Parti et de l'État est-allemands. C'est un changement dans la continuité, mais pour combien de temps ? Les réfugiés, qui continuent de passer à l'Ouest, semblent en être conscients, qui accélèrent leur départ, craignant le pire.

En Hongrie, le Parlement abandonne l'essentiel de la Constitution stalinienne de 1949 et dote le pays d'une loi fondamentale ouvrant la voie au retour au pluralisme, assortie notamment de la création de la fonction de Président de la République.

Jeudi 19 octobre 1989

Jack Lang me suggère de lancer l'idée d'une « Grande Europe de la Culture » pour le Sommet de Strasbourg. Bonne suggestion. Il souhaiterait une action commune à tous les pays : pourquoi pas quelque chose comme une confédération européenne de la Culture ?

Samedi 21 octobre 1989

La controverse sur le port du foulard islamique à l'école s'étend depuis l'exclusion, avant-hier, de trois élèves du lycée de Creil. Pas d'alternative possible : il faut maintenir le principe de l'unité et de la laïcité du système public.

Dimanche 22 octobre 1989

Signature à Taëf d'un document d'« entente nationale » par les députés libanais, et ce au détriment de l'indépendance du Liban. N'assiste-t-on pas à la vassalisation du Liban sous contrôle syrien ?

Dans toutes les émissions politiques du week-end, on ne parle que du foulard, de la laïcité et de l'immigration. Voilà enfin mis au jour le problème : la France a une composante islamique. Saura-t-elle l'accepter ?

Lundi 23 octobre 1989

Marc Boudier, conseiller technique à l'Élysée chargé des problèmes économiques internationaux, propose de supprimer le paragraphe sur la Banque de l'Europe figurant dans le projet de discours du Président à Strasbourg : Personne n'y croit, à ton truc ! Je le maintiens. Il s'agira pour moi d'une banque de tous les Européens, Soviétiques y compris. Et des seuls Européens.

Fin de la grève chez Peugeot : les plus bas salaires ont obtenu 400 francs d'augmentation après deux mois de grève ! Les dirigeants de Peugeot reconnaissent avoir voulu « briser » et surtout humilier les grévistes. Politique à courte vue.

Mardi 24 octobre 1989

Helmut Kohl vient dîner à Paris avant le Sommet officiel franco-allemand. Avant l'arrivée du Chancelier, j'ai une discussion sur le nucléaire militaire avec le Président qui est toujours décidé à refuser tout accord sur ce sujet avec les Allemands. Il ne veut pas que l'arme nucléaire française protège le territoire allemand : Ce n'est pas à nous de faire ça, c'est aux Américains.

Échange de vues au cours du dîner :

Helmut Kohl : J'ai des problèmes nouveaux : recensement, logement des réfugiés de l'Est. En deux ans, deux millions de personnes sont arrivées. Les chiffres du chômage sont faux car, en réalité, les immigrés venus de RDA ont tous trouvé du travail. Ils arrivent avec plus de volonté et d'optimisme. Ce n'est pas pareil pour ceux qui viennent de Roumanie, qui ont beaucoup souffert. Il y a deux millions d'Allemands en URSS : Gorbatchev a créé une république pour eux. Le plus difficile, ce sont les Allemands qui viennent de Pologne : ils ont été successivement russes, polonais et allemands. Si l'hiver est normal, donc froid, ce sera une catastrophe en Pologne. Ils n'ont pas les moyens de passer l'hiver.

Le Sommet de Strasbourg doit émettre un message clair à l'intention de l'Est. La Tchécoslovaquie va bouger, la RDA aussi. Je vais faire cesser ces racontars prétendant que nous intervenons moins en Europe à cause de l'Est. Notre problème ne peut être résolu que dans le cadre de l'Europe. Sans unification européenne, il n'y aura pas de mouvement de réforme en Europe de l'Est.

François Mitterrand : La situation économique est très critique en URSS.

Helmut Kohl : Gorbatchev m'a appelé au téléphone, la semaine dernière, pour me dire que la situation économique empire. Il n'y a aucun progrès de l'agriculture, les petits producteurs s'effondrent. En URSS, il y a des profiteurs.

François Mitterrand : Ils me font penser aux Frères Karamazov où les héros passent leur temps à faire leur mea culpa.. Sur les questions communautaires, les Pays-Bas semblent tentés par une alliance avec la Grande-Bretagne.

Helmut Kohl : Oui, il faut s'y faire. C'est qu'aux Pays-Bas la tête a toujours été autrichienne...

François Mitterrand : Lubbers est brillant, mais je ne comprends rien à ses interventions... Que pensez-vous de la date d'une Conférence intergouvernementale ?

Helmut Kohl : On ne peut rien décider avant de voir ce qui se passe à Strasbourg. Il faut en parler avant les élections. Le Sommet de décembre

1991, aux Pays-Bas, permettra de tout régler.

François Mitterrand : Il faudrait en avoir terminé avec l'ouverture du marché unique ! On peut tenir ces délais.

Helmut Kohl : Je suis plus réticent que vous. Je ne veux pas de déboires électoraux avec ça. Je suis prudent.

François Mitterrand : Je ferai tout pour que ça réussisse ; sinon, on fera autre chose.

Helmut Kohl : Il faudrait qu'après l'économique on aille vers un projet politique européen... Je suis venu vous dire que les progrès à l'Est dépendent de notre coopération.

François Mitterrand : Jusqu'ici, nous vivions dans un ordre désagréable pour nous, Européens, mais dans un ordre rassurant. A présent, l'Europe entre dans l'inconnu. Un des deux empires s'effondre, et c'est justement de l'Europe de l'Est qu'il s'agit. La Communauté européenne va demeurer la seule force, elle va constituer un pôle de réaction.

Helmut Kohl : En l'an 2000, une guerre dans notre région reste prévisible.

François Mitterrand : Il y aura des guerres locales longues. La Hongrie et la Roumanie peuvent fort bien s'opposer.

Helmut Kohl : La guerre mondiale s'éloigne. Le Japon va décliner, les États-Unis aussi. L'Europe va voir sa puissance augmenter si la France et la RFA demeurent très alliées.

François Mitterrand : Sitôt que l'empire soviétique sera disloqué, tout va changer. L'URSS aura à s'intéresser à son seul développement économique, à ses problèmes de nationalités, elle n'aura pas les moyens de faire autre chose, et surtout pas la guerre... C'est à nous de faire l'Histoire. Gorbatchev peut faire bouger les choses, mais il faut que nous nous en occupions nous-mêmes.

Conversation très importante. Vertigineuse. Beaucoup de non-dits. Je sens pour la première fois que le Chancelier ne nous confie pas tout ce qu'il sait et ce qu'il veut.

Mercredi 25 octobre 1989

Conseil des ministres. A propos de la Pologne, le Président parle de l'aide française : Nous avons été les premiers à décider une aide qui a été bien accueillie, mais ce n'est pas suffisant. Depuis lors, d'autres pays ont fait plus et mieux. J'ai demandé au ministre responsable et au Premier ministre de me faire leurs propositions.

Le Premier ministre : C'est un problème très difficile. Le gouvernement vous fera des propositions, mais nous sommes aussi sollicités par l'Afrique avec, en plus, la Namibie, l'Angola, le Mozambique, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, sans compter l'Amérique latine. Nous aurons du mal à tout faire.

Cet après-midi, François Mtterrand prononce son discours devant le Parlement européen à Strasbourg. Il énumère les chantiers : Union économique et monétaire, Charte sociale, Europe audiovisuelle, protection de l'environnement, Lomé IV, Espace sans frontières. Il évoque le secret bancaire susceptible de couvrir des opérations frauduleuses, le blanchiment de l'argent sale. Mais l'Europe n'est pas qu'un marché : c'est aussi l'Europe des citoyens, notamment pour la reconnaissance des diplômes. La France souhaite mener de front la première étape et la Conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire. Une liste de questions va être dressée. François Mitterrand souhaite que la Conférence intergouvernementale s'ouvre à l'automne 1990 afin que le nouveau traité soit ratifié avant le 1er janvier 1993.

Le Président sur l'Europe sociale : Faire l'Europe sans le concours des travailleurs serait une façon de la faire contre eux.

Il ajoute : A Madrid, au mois de juin, nous avons constaté un accord sur le principe d'une telle Charte sociale. Le 30 octobre prochain, les ministres compétents examineront le projet qui sera soumis le 8 décembre au Conseil européen de Strasbourg. Je demanderai de surcroît qu'un bilan de l'application de la Charte soit remis chaque année au Conseil européen et aux institutions qui le désireront.

Sur l'élargissement de l'Europe des Douze : C'est l'accélération, c'est le renforcement de la construction commune de l'Europe qui contribueront de façon éminente à une évolution positive de l'Est.

Il plaide pour le soutien à Mikhail Gorbatchev et affirme que la seule réponse aux transformations en cours dans les pays de l'Est est la construction de l'Europe politique.

Puis il aborde le projet qui me tient plus particulièrement à cœur, la Banque de l'Europe : Pourquoi ne pas créer une Banque pour l'Europe qui, comme la Banque Européenne d'Investissement, financerait les grands projets en associant à son conseil d'administration les Douze européens et puis les autres : la Pologne, la Hongrie, pourquoi pas l'Union soviétique et d'autres encore ? C'est ce qui a été fait pour la technologie ou pour l'audiovisuel avec Eurêka. Qu'est-ce qui nous retient ? Serait-ce que ce domaine de la finance est sacrosaint, ou, lorsqu'on n'est pas un expert ou président de quelque chose, on n'aurait pas le droit d'y toucher ? C'est une décision éminemment politique que cette création d'une Banque pour l'Europe.

Jeudi 26 octobre 1989

Réunis à Paris, les membres du COCOM refusent d'assouplir le contrôle des exportations stratégiques à destination de la Pologne et de la Hongrie.

Vendredi 27 octobre 1989

Le groupe des experts sur l'Union économique et monétaire tient sa cinquième et dernière réunion. Le rapport est concret et progressif. Il constitue une base pour un traité — sans les Britanniques. Mais quand commencera la négociation ? Rien n'est décidé.

Samedi 28 octobre 1989

A Prague, près de six mille manifestants célèbrent le 71e anniversaire de la République aux cris de : « Liberté ! » La répression est brutale.

Dimanche 29 octobre 1989

Élections législatives anticipées en Espagne. Le PSOE conserve la majorité aux Cortes... à une seule voix ! Felipe Gonzalez garde le pouvoir.

Lundi 30 octobre 1989

En RDA, cinq cent mille manifestants réclament ouvertement des élections libres et « la démocratie maintenant ».

Conseil des ministres des Affaires sociales des Douze. Le projet de Charte est approuvé par onze pays sur douze. Jean-Pierre Cot aurait écrit aux partis socialistes européens pour leur demander de rejeter ce texte, insuffisant à ses yeux.

Élisabeth Guigou présente le rapport du « groupe des experts » institué à la suite du rapport du Comité Delors du 17 avril 1989. Il se présente sous la forme d'un questionnaire. Deux questions posées par les Britanniques n'ont pas fait l'objet d'un accord : elles remettaient définitivement en

question l'Union économique et monétaire.

L'accord de Taëf n'a pas fait l'unanimité entre les libanais. Jean-François Deniau rapporte une lettre personnelle du général Aoun au Président. Pour le chef militaire chrétien,une des grandes affaires de notre siècle finissant sera de nouveau la confrontation entre l'Islam et la Chrétienté. Accepter la disparition du Liban, c'est, dit-il, se priver d'une terre, de sa culture constitutive, de sa façon de se présenter au reste du monde. Hostile aux accords de Taëf qui, pour lui, consacrent le rôle de la Syrie et placent pratiquement le gouvernement libanais sous son influence, il n'entend pas laisser se créer l'irréversible et rappelle que les députés présents à Taëf n'ont pas reçu l'investiture du suffrage universel depuis 1972 ! Aucun Libanais de moins de quarante ans n'a donc pu voter pour eux ! Ces députés peuvent-ils vraiment engager l'avenir du Liban ? Il saisit le Conseil de Sécurité.

Le Président estime cette lettre importante et souhaite qu'il y soit répondu avec grande attention, en liaison étroite avec Roland Dumas.

Mardi 31 octobre 1989

François Mitterrand écrit à Michel Rocard pour dresser un bilan de son action après dix-huit mois de gouvernement. Il souhaite marquer le coup, comme si nous étions en cohabitation.

Pour ce qui est de la politique sociale, après l'avoir félicité de nombreuses réalisations positives (création du revenu minimum d'insertion et du crédit-formation, rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, suppression des mesures pénalisant les grands malades et les personnes âgées, amélioration des procédures de licenciement économique, rééquilibrage des rapports entre propriétaires et locataires), il s'enquiert du projet d'approfondissement des lois Auroux. Pas encore réalisés non plus, le renforcement de la présence des salariés dans les conseils d'administration, le respect du droit du travail comme condition d'obtention des aides publiques par les entreprises, l'égalité entre hommes et femmes dans la vie sociale, familiale et professionnelle, un meilleur partage des revenus, condition indispensable de la cohésion sociale et donc du succès économique. Il demande qu'il soit veillé à l'insertion sans laquelle le RMI ne serait que charité, et de prendre garde à ce que la fraude ne dénature pas l'impôt de solidarité sur la fortune. Il souligne enfin que les inégalités se sont accentuées : il conviendrait de dresser un constat impartial de l'évolution des inégalités de revenus, de patrimoines et de conditions de vie.

Jeudi 2 novembre 1989

Élisabeth Badinter, Régis Debray et d'autres « intellectuels de gauche » (Élisabeth de Fontenay, Alain Finkielkraut, Catherine Kintzler...) adressent à Lionel Jospin, via Le Nouvel Observateur, une lettre ouverte sur la laïcité à propos de l'affaire du voile islamique. Elle commence ainsi : Monsieur le Ministre, l'avenir dira si l'année du Bicentenaire aura vu le Munich de l'école républicaine...

Le mot « Munich » met le Président hors de lui : Pourquoi ne pas parler, tant qu'on y est, de Pétain et de Hitler ? Jospin a raison ; il gère très bien cette affaire.

A Bonn, 54e Sommet franco-allemand. Entretien important entre François Mitterrand et Helmut Kohl. Le Chancelier presse le Président de dire quelque chose en public sur la réunification. Celui-ci accède à sa demande.

Helmut Kohl : Le PC polonais fait tout pour faire capoter mon voyage à Varsovie.

(Il explique pourquoi il souhaite se rendre en Silésie : s'y trouve la tombe de Moltke.)

François Mitterrand : La Silésie représente pour vous une blessure profonde.

Helmut Kohl : Je veux utiliser cela pour faire un pas vers la réconciliation. En RDA, la situation devient critique et la répression n'est plus possible. Egon Krenz ne convainc pas son peuple. Il veut de moi beaucoup d'argent. Je lui ai dit : « Faites d'abord des réformes, vous aurez ensuite de l'argent. Mais si vous n'accordez pas de visas pour l'Allemagne de l'Ouest, rien ne sera possible. » Mais il accorde maintenant des visas sans faire de réformes ! Tout le monde va fuir vers l'Allemagne de l'Ouest. En vingt-quatre heures, cinq mille Allemands ont débarqué à Prague. Le secrétaire général du Parti communiste, Hans Modrow, a plutôt un bon contact avec les gens... En URSS, l'approvisionnement est très mauvais. Toutes des forces sont en mouvement...

François Mitterrand : Peut-on agir ? On peut aider la Pologne. On devra peut-être envoyer des vivres en URSS. La négociation de Vienne va être remise en cause. La marge de manœuvre, pour Gorbatchev, est de plus en plus étroite...

Helmut Kohl : Il faudra une dimension sociale au Sommet de Strasbourg, et avancer sur une union monétaire. A mon retour de Pologne, j'aurai besoin d'un accord à Strasbourg. Nous voulons montrer que nous allons de l'avant. Il faudra parler du renforcement du pouvoir parlementaire européen. Que faire après 1992 ? Il faudra faire progresser l'Union politique. Chez moi, je ne m'inquiète pas, les républicains feront moins que 5 % et les Verts sont anti-européens, le nationalisme allemand est maintenant à droite.

François Mitterrand : Ce qui se passe à l'Est doit nous amener à accélérer et à renforcer l'allure.

Helmut Kohl : Absolument. Il faut faire l'Europe pour que le problème allemand ne soit plus un problème.

François Mitterrand : La construction de l'Europe aidera l'Allemagne à se réunifier. Si c'est au sein de l'Europe unie, l'URSS ne pourra pas s'y opposer. Le problème allemand se réglera par la force magnétique de l'Europe.

Helmut Kohl : Ah, si vous pouviez dire cela en conférence de presse !

François Mitterrand : Beaucoup de gens en France me critiquent parce que je ne règle pas le problème allemand...

Helmut Kohl : En RDA, l'opposition actuelle n'est pas crédible, elle est compromise avec le régime. Des gens inconnus apparaîtront, comme en Hongrie...

Il y a certaines irritations à propos de la brigade franco-allemande, parce que les régiments ne viennent pas de France, mais des forces françaises stationnées en Allemagne, et ce n'est pas bien du tout.

François Mitterrand: C'est vrai, mais on peut en discuter. Pour vous, c'est important qu'ils viennent de France ?

Helmut Kohl: Oui, c'est très important.

François Mitterrand : Vous êtes contre une réduction des forces françaises en Allemagne ?

Helmut Kohl : Oui, je suis contre. Si la brigade franco-allemande vient des forces françaises en Allemagne, ça veut dire qu'on n'ajoute rien de plus.

François Mitterrand : Nous allons examiner ce problème de façon politique. Cela dépend de ce que vont devenir les négociations de Vienne.

Helmut Kohl : Non, il faut que nous lancions cette brigade ensemble au plus vite...

Au cours de cet entretien très important, François Mitterrand vient en somme de donner explicitement son feu vert à la réunification.

Vendredi 3 novembre 1989

A l'issue de la 54e consultation franco-allemande à Bonn, le Président déclare à la presse : Je n'ai pas peur de la réunification. Je ne me pose pas ce genre de questions à mesure que l'Histoire avance. L'Histoire est là. Je la prends comme elle est. Je pense que le souci de réunification est légitime chez les Allemands, s'ils la veulent et s'ils peuvent la réaliser. La France adaptera sa politique de telle sorte qu'elle agira au mieux des intérêts de l'Europe et des siens... Je ne saurais faire de pronostic, mais, à l'allure où ça va, je serais étonné que les dix années qui viennent se passent sans que nous ayons à affronter une nouvelle structure de l'Europe. Oui, cela m'étonnerait beaucoup. Je comprends très bien que beaucoup d'Allemands le désirent. Il faut simplement qu'ils comprennent que l'Histoire ne se fait pas comme ça... Alors, mon pronostic partira d'une constatation évidente : c'est que ça va vite, très vite. Cela n'ira pas ensuite aussi vite que le désirent ceux qui parlent de réunification pour maintenant. Mais pas un homme politique européen ne doit désormais raisonner sans intégrer cette donnée, cela me paraît évident. Je ne fais pas de pronostics précis, la réunification pose tant de problèmes que j'aviserai au fur et à mesure que les faits se produiront.

Le Président me dit : Observez le mouvement de l'Histoire telle qu'elle se déroule sous nos yeux : notre Europe démocratique qui se forme et grandit, et l'autre Europe qui s'en inspire et s'en rapproche... Mais la réunification n'est pas pour demain.

Richard McCormack m'annonce que George Bush a décidé de tenir le prochain Sommet soit durant la deuxième semaine de mars, soit... durant la première quinzaine de juillet 1990 !

Samedi 4 novembre 1989

Pour tenter d'apaiser les polémiques sur le port du foulard islamique à l'école, Lionel Jospin saisit le Conseil d'État. Dans son communiqué, le ministre semble prudemment se ranger dans le camp des « tolérants ».

François Mitterrand : Jospin a raison. Il ne faut pas être dogmatique. C'est la pire façon de prendre ce problème. Ces jeunes filles se rendront compte que le foulard les exclut. Elles le quitteront. Pas besoin de le leur arracher.

Cinquante mille personnes manifestent à Berlin-Est.

Dimanche 5 novembre 1989

Le gouvernement israélien accepte, moyennant des réserves, le Plan Baker.

A l'occasion d'un colloque des clubs rocardiens « Convaincre » à Paris, Michel Rocard déclare : Depuis la fin de la guerre et la reconstruction du pays, la réduction de l'écart des salaires et des revenus, la réduction des inégalités ont connu, bon an mal an, une avancée continue. Depuis une quinzaine d'années environ, le mouvement de réduction des inégalités a marqué un arrêt sensible.

François Mitterrand me dit à ce sujet : Et alors, qu'est-ce qu'il fait pour ça ? Il oublie qu'il est Premier ministre... Puis, passant aux affaires européennes : Il faut, à Strasbourg, fixer la date de la Conférence intergouvernementale et celle de l'achèvement de l'Union économique et monétaire. Le rapport Delors adopté au Sommet de Madrid ne fixait pas de date.

A propos de l'Allemagne : Une Allemagne réunifiée représenterait un double danger pour l'Europe. Par sa puissance. Et parce qu'elle pousserait à l'alliance Grande-Bretagne -France- Union soviétique. Ce serait la guerre assurée au XXIe siècle. Il faut faire très vite l'Europe pour désamorcer la réunification allemande.

Élection de René Moawad à la tête du Liban. Elle met fin à 407 jours de vacance du pouvoir, en application de l'accord de Taëf. Le général Aoun, chef de l'armée libanaise, la déclare inconstitutionnelle.

François Mitterrand, à propos du général de Gaulle : C'était un dictateur. Deux fois, en 1940 et en 1958, il a accaparé une résistance dont il n'était qu'une facette, détruisant autant qu'il pouvait la résistance de l'intérieur.

Lundi 6 novembre 1989

Publication à Berlin-Est d'un projet de loi autorisant les Allemands de l'Est à voyager « librement » trente jours par an. Panique : les gens comprennent au contraire que partir à l'étranger leur sera bientôt interdit. Les départs s'accélèrent.

Mardi 7 novembre 1989

Au petit déjeuner des « éléphants », tous soutiennent la position de Lionel Jospin sur le foulard, sauf Laurent Fabius qui déclare : Je ne dirai rien, parce que, en dépit du caractère purement amical de ces réunions, tout ce qui est dit ici est répété et souvent utilisé de mauvaise manière.

A l'occasion d'un Forum CNRS-Entreprises, Michel Rocard : La recherche en France reste insuffisante. Les comparaisons internationales montrent qu'en effet la France consacre en moyenne à la recherche un pourcentage de son PNB inférieur à celui de ses principaux partenaires économiques : 2,3 % en 1987, quand les États-Unis et le Japon frôlent 2,7 % et que la RFA dépasse 2,8 %. En 1990, nous atteindrons 2,4 % quand nos concurrents les mieux placés approcheront les 3 %.

François Mitterrand : Rocard ne me parle jamais des lettres que je lui écris. Quand je lui en reparle, il me dit qu'il est d'accord et qu'il les fait étudier. Il ne veut pas se prononcer sur le foulard. Pourtant, il est de son devoir d'aider Jospin.

Réunion du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Audition de Lionel Jospin sur l'affaire du foulard. La salle est comble.

Le ministre refait l'historique de l'affaire. Légèrement sur la défensive au début, il rappelle avec clarté et fermeté ses quatre principes : laïcité, interdiction du prosélytisme, respect des règles d'organisation de l'école, action par le dialogue et non par l'exclusion. Il souligne qu'il n'existe pas de base juridique pour exclure les élèves portant le foulard. Il se dit choqué par la lettre des intellectuels publiée dans Le Nouvel Observateur, qu'il estime très violente à son égard et hors de raison sur certains points. Mais il existe pour lui, dit-il, une contrainte d'État et d'éthique qui le conduit à ne pas polémiquer sur ce sujet. Depuis le communiqué qu'il a diffusé samedi, il dit se situer maintenant sur le terrain du droit. Il se prononce en faveur d'un débat sur l'immigration et l'intégration, en souhaitant que l'ensemble de cette affaire ait au moins permis d'aboutir en France à un consensus sur la défense de la laïcité.

Une douzaine d'interventions suivent. Les avis pour ou contre la position du ministre sont plus partagés que lors de la première réunion de groupe consacrée à ce sujet. Nombre des arguments dans un sens ou dans l'autre sont néanmoins les mêmes qu'il y a quinze jours.

Tous s'accordent en principe pour ne pas faire de ce débat un enjeu du prochain congrès. D'aucuns insistent sur le flou de la position du gouvernement ; sur le fait que ce sont les jeunes filles qui s'excluent elles-mêmes, et non pas l'école qui les exclut ; sur l'inanité de la saisine du Conseil d'État ; sur le risque d'une conception plus « tolérante » que « neutre » de la laïcité ; sur la reculade — et non le moyen d'intégration — que constitue l'acceptation du voile.

Yvette Roudy pose l'équation voile = signe extérieur de soumission. Le droit à la différence s'arrête là où commence l'inégalité, dit-elle. La loi est là quand on n'a pas réussi à convaincre ; or la loi dit que l'école doit travailler à gommer l'inégalité hommes/femmes.

A l'appui des positions de Lionel Jospin interviennent Jean-Pierre Michel, Bernard Poignant, Jean Le Garrec, Pierre Mauroy et Julien Dray. Ce dernier déclare : On ne demande pas aux individus d'être laïcs, on demande à l'État d'avoir un fonctionnement laïc.

Louis Mermaz intervient en conciliateur pour approuver Lionel Jospin quand il dit que c'est un problème de terrain, et Laurent Fabius quand il réclame un débat sur l'islam en France. Il souhaite que l'accent soit mis sur le corpus que les socialistes ont en commun : laïcité, dialogue, émancipation. Pierre Mauroy insiste également sur la nécessité de convaincre. L'application de nos principes en ce domaine est très difficile ; si on a, dit-il, une idée claire de ce que doit être l'intégration et qu'on se montre souple dans l'application, le voile tombera de lui-même.

Le Président en veut à Michel Rocard de son silence dans l'affaire du foulard. Il est tout à fait sur la même position que Lionel Jospin, même s'il en désapprouve l'expression, trop nuancée à ses yeux.

Il n'y aura pas de Sommet Nord/Sud, mais on va vers un G15 du Sud qui fera pendant au G7 du Nord. La première réunion des représentants personnels des quinze chefs d'État du Sud se tient à Genève. Certains pays (Algérie, Brésil, Indonésie, Jamaïque, Malaisie, Nigeria, Venezuela, Zimbabwe) sont représentés par leurs ambassadeurs à Genève, assistés le plus souvent de hauts fonctionnaires venus des capitales. Un premier Sommet des quinze chefs d'État se tiendra dès que possible, de préférence en mai 1990 ; il est demandé aux pays intéressés de faire des offres (l'Inde, qui prend le relais du Pérou pour assumer le secrétariat, paraît la mieux placée). Lors de ce premier Sommet, les chefs d'État seront conviés à décider de la création éventuelle d'une structure permanente légère, ainsi que des dates et lieux des Sommets suivants. L'objectif du G15 est donc de doter le Sud d'une instance de concertation. Tous les participants souhaitent vivement que les efforts français en vue de relancer le dialogue Nord/Sud soient couronnés de succès. Les pays le plus directement associés à notre action (Inde, Égypte, Sénégal, Venezuela, Yougoslavie) reçoivent les encouragements des dix autres, sans qu'il s'agisse à proprement parler d'un mandat. Boutros Boutros-Ghali, qui me raconte la réunion de Genève me dit : Au Nord, vous avez le G7 ; il est bon qu'au Sud, nous nous organisions. Même si, ce qu'à Dieu ne plaise, le dialogue Nord/Sud ne pouvait être rapidement relancé du fait des objections de certains pays, nous irons de l'avant. Décidément, voilà un homme exceptionnel par sa culture, sa volonté, son expérience. Malgré ses années harassantes de diplomatie africaine, il a gardé intactes sa capacité d'indignation, sa volonté de paix, sa liberté d'esprit même à l'égard du monde dont il vient. Copte au sein de l'islam, marginal et universel, il est la plus parfaite esquisse du citoyen du monde de demain, si celui-ci se tourne vers le Bien. Autrement, il figurera parmi les derniers représentants d'un humanisme englouti.

Helmut Kohl écrit à François Mitterrand pour lui annoncer que la RFA va accorder 3 milliards de marks (environ 10 milliards de francs) à la Pologne et 2 milliards de marks à la Hongrie. Le Chancelier explique qu'en prenant ces décisions d'urgence, le gouvernement fédéral s'est laissé guider, dans l'esprit d'une répartition des charges entre Occidentaux, par l'idée qu'il apporte ainsi une contribution substantielle à l'accomplissement des tâches de l'avenir que l'alliance entre Paris et Bonn a de nouveau confirmées à l'occasion du Sommet franco-allemand de mai dernier.

François Mitterrand : Quelde formule alambiquée ! S'il croit qu'il va tout pouvoir acheter avec de l'argent, il se trompe ! Les Soviétiques ne lui laisseront jamais la Pologne. Ne nous en mêlons pas. Gorbatchev fera le travail à lui tout seul.

Mercredi 8 novembre 1989

Avant le Conseil, la discussion sur le foulard entre le Premier ministre et le Président est sèche. Le Président lui demande de parler pour soutenir Jospin. Michel Rocard répond que s'il intervenait publiquement, il nationaliserait le problème qui reste, jusqu'à présent, dans le seul domaine de l'Éducation nationale.

François Mitterrand : Et moi, si j'en parle, je l'internationalise ?... C'est le rôle d'un Premier ministre de venir en aide à un ministre en difficulté !...

Au Conseil, le Président ne dit mot. Le Premier ministre expose les difficultés de financement de la Sécurité sociale, que prévoit la Commission des Comptes : Nous sommes au cœur des problèmes les plus difficiles de la société française. Je crois que c'est une affaire de société, pas de gouvernement. Le gouvernement doit être transparent, il lui appartient d'essayer de canaliser la société française vers ce qu'elle accepte, et, à la limite, je me demande s'il ne faudrait pas un référendum demandant aux Français s'ils veulent plus de cotisations ou moins de retraites.

Roland Dumas, au cours de son traditionnel exposé de politique étrangère, évoque la situation en Grande-Bretagne en faisant remarquer qu'après la démission du chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson, le remplacement du ministre des Affaires étrangères par celui de l'Intérieur a fait là-bas au moins un heureux, le ministre de l'Intérieur.

Cette allusion à Pierre Joxe — dont chacun connaît l'envie de s'installer au Quai d'Orsay — fait rire tous les ministres, sauf l'intéressé.

François Mitterrand écrit à George Bush à propos de la Pologne et de la Hongrie. Pour lui, le moment n'est peut-être pas encore venu de dissocier pleinement le cas de ces deux pays de celui des autres pays de l'Est européen dans le domaine des « moyens de la sécurité », comme le souhaitent les Américains, même s'il faut s'y préparer. Il n'imagine pas que l'URSS laisse ces deux pays quitter son orbite.

François Mitterrand écrit à Michel Rocard pour lui signifier son accord sur le projet de rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Thomson-CSF Finance, mais il s'inquiète des modalités de cette opération (prise de participation de la seconde, filiale privée à 49 % d'une société nationale dans le capital de la première, très grande entreprise publique) qui risqueraient de conduire à une privatisation partielle d'une entreprise publique de premier rang. Le Président ne manque pas une occasion de faire respecter le « ni-ni » qui résume décidément sa politique industrielle.

François Mitterrand : On vient encore de me rapporter un dîner entre Rocard et Peyrefitte. Vous imaginez ! Peyrefitte est peut-être un homme parfaitement respectable et sans doute intéressant, mais, politiquement, il ne faut pas voir ces gens-là. Ça ne sert à rien.

Jeudi 9 novembre 1989

Je suis à Séville, à la demande du Président, pour préparer l'Exposition universelle. J'ai l'idée de faire du pavillon français une bibliothèque et un centre culturel français qui resteraient sur place après la fin de l'Exposition. Ce sera le programme du concours.

Alors que François Mitterrand est au Danemark et Helmut Kohl en Pologne, le Mur de Berlin s'écroule. Les autorités est-allemandes ouvrent leur frontière vers l'Ouest. Au cours de cette nuit d'allégresse, des milliers de Berlinois de l'Est s'engouffrent dans les brèches du Mur. J'ai idée que Gorbatchev n'est pas pour rien dans ce renversement, dans cette fin d'un monde.

Vendredi 10 novembre 1989

Helmut Kohl se rend à Berlin-Ouest depuis Varsovie, quelques heures après l'ouverture du Mur. Il déclare : Je reconnais la frontière avec la Pologne en tant qu'Allemand de l'Ouest, mais je ne suis pas habilité à parler au nom de l'Allemagne tout entière, et l'Histoire a sa dynamique.

Réunion du Comité central du Parti est-allemand : annonce d'élections « libres et secrètes ». Gorbatchev est-il aussi derrière cela ?

François Mitterrand, resté à Copenhague malgré les conseils de Jacques Pilhan qui lui conseillait d'aller à Berlin, déclare : Cet événement heureux marque un progrès de la liberté en Europe. Il est vraisemblable que ce grand mouvement populaire sera contagieux, c'est-à-dire qu'il ira ailleurs et plus loin... Nous sortons d'un ordre établi, celui mis en place à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, que, d'une façon très sommaire, très inexacte, on appelle l'« ordre de Yalta ». Cela ne peut que réjouir ceux qui, comme moi, appelaient cette sortie de leurs vœux... Mais nous sortons d'un ordre établi et nous ne pouvons pas dessiner un nouvel équilibre. Ce qui veut dire que cela ira sans doute bien mieux, mais que ce sera aussi plus difficile.

Lorsque Michel Rocard, à Paris, salue avec enthousiasme la paix retrouvée, François Mitterrand commente, acide, en privé : La paix ! Comment peut-il parler de paix ? C'est tout le contraire qui nous attend ! Décidément, il ne comprendra jamais rien à la politique étrangère ! Jamais Gorbatchev n'acceptera d'aller plus loin. Ou alors il sera remplacé par un dur. Ces gens jouent avec la guerre mondiale, sans le voir.

En Bulgarie, limogeage de Todor Jivkov, au pouvoir depuis 1954. Il cède la place à son ministre des Affaires étrangères (depuis 1971), Mladenov.

Gorbatchev est-il derrrière tout cela ? Peut-être pas, après tout. Margaret Thatcher fait parvenir à François Mitterand une copie de sa lettre à Mikhail Gorbatchev qui lui avait fait part de son inquiétude devant l'évolution des événements en RDA et dans l'ensemble des pays de l'Est. Elle estime elle aussi que la rapidité avec laquelle se produisent ces changements recèle un risque d'instabilité. Elle rappelle qu'elle a publiquement souligné la nécessité de procéder dans un ordre qui préserve la stabilité, et de mûrement réfléchir à la suite à donner à ces événements. Elle assure Gorbatchev qu'aucun pays de l'Ouest n'a la moindre intention d'intervenir en RDA ni d'agir de façon susceptible de nuire aux intérêts de la RDA ou de l'Union soviétique. Elle souligne que le gouvernement britannique reste attaché à l'accord quadripartite de 1971 sur Berlin et attache beaucoup d'importance à la disposition stipulant que les quatre gouvernements s'efforceront d'éliminer les tensions et de prévenir d'éventuelles complications. « Madame T. », comme l'appellent ses collaborateurs, est de plus en plus soucieuse de créer une coalition des Quatre destinée à contrer les ambitions de Kohl.

Dimanche 12 novembre 1989

Au Club de la presse, sur Europe 1, Georges Marchais défend bec et ongles les avancées obtenues par le communisme à l'Est. Le socialisme, reconnaît-il, traverse une crise de croissance, alors que la crise du capitalisme est une crise du système. Nuances d'une dialectique moribonde...

Lundi 13 novembre 1989

Concernant la monnaie unique, le Conseil des ministres de l'Économie et des Finances des Douze décide de transmettre le rapport du groupe de haut niveau au Conseil européen ; les Douze prennent note d'un document présenté par le Royaume-Uni et exprimant une approche différente de l'Union économique et monétaire.

Dans le journal Bild Zeitung, Hans-Dietrich Genscher réaffirme solennellement le caractère intangible des frontières à l'Est. Cet homme sait décidément ce qu'il faut dire pour compenser les maladresses du Chancelier. A moins qu'il ne s'agisse là d'un très subtil partage des rôles.

A propos du projet de réforme constitutionnelle qui permettrait à un simple citoyen de saisir le Conseil constitutionnel, trois questions se posent : 1) Faut-il une exception d'illégalité (c'est l'avis de Robert Badinter) soulevable à tout moment, ou un recours enfermé dans des délais ? La solution de Robert Badinter renforcerait davantage les libertés, mais risquerait de faire naître beaucoup de contentieux (cela permettrait l'annulation d'une loi appliquée depuis plusieurs années). 2) Peut-on invoquer tout argument, ou seulement les « droits fondamentaux » ? 3) Faut-il que la réforme passe en Conseil des ministres avant la fin 1989 ?

Le Président veut une révision constitutionnelle qui permettrait à tout Français de saisir le Conseil constitutionnel s'il estime ses droits fondamentaux méconnus (14 Juillet), puis en formulant le voeu que tout Français, lorsqu'il sera fait application d'une loi qui n'aurait pas été soumise au Conseil constitutionnel, puisse faire valoir en justice que cette loi manque aux droits fondamentaux (26 août). Robert Badinter veut l'institution d'une exception d'inconstitutionnalité pouvant être soulevée devant l'ensemble des juridictions françaises, avec renvoi au Conseil constitutionnel, aboutissent à généraliser cette exception qui pourrait être invoquée dans tous les cas d'inconstitutionnalité (à l'exception seulement de ceux qui sont liés à la procédure d'élaboration de la loi).

Le projet devrait pouvoir être envoyé au Conseil d'État avant la fin du mois ; à moins d'un hiatus entre l'adoption du projet par le Conseil des ministres et son envoi aux assemblées, la révision sera discutée au cours du premier semestre 1990.

Deux questions méritent encore d'être signalées :

1 L'exception d'inconstitutionnalité peut-elle être soulevée devant les juridictions d'instruction ?

2 Le Conseil constitutionnel, lorsqu'il constate la non-conformité d'une disposition législative, est-il habilité à fixer lui-même les modalités d'application de sa décision ?

Beaucoup poussent François Mitterrand à avancer le Sommet européen de Strasbourg pour parler de la chute du Mur de Berlin. Il ne le souhaite pas : Il n'y a rien d'urgent. Puis il accepte d'improviser un dîner des Douze, samedi prochain, à l'Elysée : Pour occuper le terrain, mais cela ne servira à rien.

Mardi 14 novembre 1989

A midi, coup de téléphone de Mikhaïl Gorbatchev au Président : Kohl m'a dit en secret qu'il tenait ferme contre ceux qui, en RFA, poussent à la réunification. Et moi, je ne peux pas aller plus loin.

Qui ment : Kohl ? Gorbatchev ? Les deux ? L'hypothèse selon laquelle aucun des deux ne ment est peut-être la moins plausible, mais c'est pourtant, à mon avis, la plus vraisemblable. Kohl a fort bien pu le dire et le penser à ce moment-là.

Mercredi 15 novembre 1989

Conseil des ministres. A propos du collectif budgétaire, Jean-Pierre Chevènement se plaint de l'annulation de crédits dans son secteur. Le ministre du Budget lui répond. Chevènement veut reprendre la parole, mais le Président : Vous n'avez pas la parole. Ce débat est clos.

Le Président enchaîne : Il se développe toute une campagne médiatique pour que je décide d'avancer la date du Conseil européen de Strasbourg. L'ancien président [Valéry Giscard d'Estaing] saute sur toutes les idées qui passent. Si j'ai décidé une réunion informelle [qui réunira les chefs d'État ou de gouvernement des Douze, le 18, à l'Élysée], c'est précisément pour ne pas encombrer le Conseil de Strasbourg [des 8-9 décembre] qui a pour tâche principale de parachever la construction européenne avec la Charte sociale, la monnaie, etc.

Certains, qui voudraient que l'on multiplie les parlotes, offriraient volontiers à la Grande-Bretagne, peut-être à la RFA, l'occasion de ne rien faire. Il y a une propension des responsables politiques et de la presse à vouloir tout, tout de suite, sans tenir compte du temps. Si nous nous étions

réunis avant samedi, nous n'aurions parlé que de la réunification, alors que cette question n'est plus au premier plan.

Gorbatchev ne peut pas supporter à la fois la dégradation économique de son pays, les tensions des nationalités, la perte d'influence sur ses satellites et la remise en cause des pactes et des frontières. Demander cela, c'est le pousser à la culbute. Évoquer les problèmes des frontières risque de réveiller la Roumanie, la Moldavie, la Transylvanie, la Rhénanie, la Prusse-Orientale, la Mazurie... J'ai déjà reçu un message personnel de Gorbatchev, comme sans doute les autres dirigeants occidentaux, indiquant clairement son non possumus. Cela conduira sans doute le Chancelier Kohl à adopter une attitude plus prudente.

Puis le Président critique Valéry Giscard d'Estaing qui, sur RTL, dimanche, a souhaité l'adhésion prochaine de la RDA à la Communauté et évoqué les problèmes de défense en Europe, ce qui est sans doute le meilleur moyen de tout déstabiliser.

A propos du Sommet américano-soviétique qui doit se tenir les 2 et 3 décembre prochains à Malte, le Président réplique vivement à ceux (Giscard, encore) qui déplorent l'absence de la France : Dites-moi ce que peuvent se dire les deux principales puissances qui influerait sur le sort de l'Europe (en dehors du veto à la réunification que Gorbatchev réitérera naturellement) ? Quelle différence par rapport à l'époque de Staline ou de Brejnev ! Face aux mouvements populaires, à leurs propres problèmes, à l'affirmation de la Communauté, les deux Grands sont obligés de suivre le mouvement. Et il faudrait que j'aille rendre compte sur un bateau de guerre étranger aux deux grands tuteurs de la planète qui me remercieraient poliment et passeraient aux choses sérieuses après m'avoir congédié ? Et ceux qui me demandent de le faire parlent de la grandeur de la France et de l'Europe ! Si l'on me proposait de m'asseoir à la table des négociations sur le désarmement, je refuserais, puisque la seule demande qui me serait faite serait d'abandonner la force de frappe de la France. C'est peut-être dommage, mais on n'en est pas au point où les rencontres de ce genre pourraient se tenir en la présence de l'Europe.

Michel Rocard demande le droit de recourir à l'article 49.3 pour faire voter le budget. Le Président : L'appréciation appartient au Premier ministre. C'est un droit constitutionnel, je n'ai aucune raison de rogner sur ce droit. Le gouvernement assume les services qu'il doit remplir. Parmi ces services figure la durée.

Conseil de Défense restreint. Y assistent Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, l'amiral Lanxade, le général Schmitt et Jean-Louis Bianco. On soumet au Président les plans de frappe atomique. Le Président : La situation actuelle est peut-être plus dangereuse que la précédente. Elle peut mener au réveil des nationalités. La RFA, à très long terme, ne voudra-t-elle pas prendre plus que la RDA ?

A l'Élysée comme au Quai d'Orsay, chacun reconnaît cependant qu'un responsable européen, et un seul, le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, aura fait preuve de perspicacité. Depuis plus d'un an, il n'a cessé de répéter à ses interlocuteurs que la RDA allait bouger, que la vieille garde menée par Honecker allait être balayée et qu'une évolution à la polonaise avait des chances de s'y produire.

Roland Dumas me raconte que Mikhaïl Gorbatchev lui a fait, à Moscou, l'éloge de la social-démocratie. Et lui a dit sa grande préoccupation face au danger allemand en Europe : Il ne faut pas toucher aux ensembles des pactes.

A présent, Gorbatchev ne contrôle peut-être plus ces évolutions. Il doit seulement les préférer à la violence.

Jeudi 16 novembre 1989

Michel Rocard a l'intention de se rendre au Conseil européen à Strasbourg. Il voudrait y prendre la place de Roland Dumas. Mais il n'a pas son expérience des négociations. François Mitterrand demande qu'on prévienne Dumas et qu'on fasse en sorte que le Premier ministre ne vienne qu'à un certain moment.

Après trois jours de discussions agitées, le Sénat adopte le texte sur le financement de la vie politique. Relancé par Daniel Percheron, le débat sur l'amnistie repart de plus belle ; il évoque l'amère solitude de quelques personnalités montrées du doigt, dénonce le manque de courage de tous les politiques et réclame que soit rétablie la disposition supprimée. La Haute Assemblée ne le suit pas mais, chez les socialistes, c'est reparti !...

Vendredi 17 novembre 1989

François Mitterrand confirme par écrit à Michel Rocard qu'il ne voit pas d'objection de principe à la mise en commun des activités de construction de satellites entre l'Aérospatiale et Alcatel, sous forme d'une société détenue à 50 % par chacune.

En ce qui concerne le statut de Framatome, il demande l'égalité absolue des parts du capital détenues par les entreprises publiques, Commissariat à l'énergie Atomique et Électricité de France, d'une part, par les entreprises privées, CGE et Dumez, d'autre part ; il veut aussi que le gouvernement impose la nécessité d'un accord explicite de l'actionnaire public sur la désignation ou la révocation du président, la fixation d'une règle sur la détermination du dividende empêchant qu'il dépasse la moitié des bénéfices, afin de préserver les moyens de développement de l'entreprise, des décisions conjointes sur un certain nombre d'orientations stratégiques dont la liste reste à établir : alliances internationales, politique d'exportation, grandes diversifications...

Le Chancelier fédéral d'Autriche, Frantz Vranitzky, propose, pour la réunion des Douze, demain 18 novembre, à Paris, l'installation à Vienne des nouvelles institutions européennes qui viendraient en aide à l'Est. Déjà un pays candidat pour accueillir le siège de la Banque de l'Europe...

Les Pays-Bas font officiellement connaître leur hostilité à ce dernier projet. Ils préfèrent un élargissement des compétences de la Banque Européenne d'Investissement.

La question des frontières préoccupe George Bush. Au cours de deux entretiens téléphoniques avec le Président français, à la veille du dîner des Douze, il lui assure que sa prochaine rencontre avec Gorbatchev, à Malte, ne sera pas un nouveau Yalta, qu'on n'y discutera que du désarmement nucléaire des deux pays, et qu'il n'est pas question d'y aborder le problème des frontières européennes ni celui de la réunification allemande.

Samedi 18 novembre 1989

20 heures. Les douze chefs d'État et de gouvernement de la CEE, Jacques Delors et Michel Rocard sont réunis à l'Élysée pour un dîner à l'invitation de François Mitterrand. Le Président ouvre la discussion en posant quatre questions :

- Faut-il aider tout de suite les pays de l'Est, ou attendre que le processus démocratique soit plus engagé ? Son avis est qu'il faut aider immédiatement la Pologne et la Hongrie, peut-être aussi la RDA.

- Faut-il soulever la question des frontières ? Pour sa part, il y est franchement hostile.

- Quelle attitude faut-il avoir par rapport à Gorbatchev ? Sa propre réponse est qu'il ne faut pas le déstabiliser.

- Que pouvons-nous faire dans le cadre de la Communauté ? Lui-même commence par répondre : On pourrait donner mandat au président de la Communauté et à la troïka pour... Mais il ne développe pas et se borne à ajouter : Il faut tenir compte de l'inquiétude

de nos partenaires habituels.

Rien n'est dit explicitement sur la réunification.

Helmut Kohl, lui, s'exprime très longuement : Je vous parle en tant qu'Allemand, mais aussi en tant que Chancelier. Pour la majorité de mes concitoyens, la raison d'État commande que la RFA reste dans la Communauté. Je vous confirme solennellement mon engagement européen. Je vois deux raisons à l'évolution à l'Est: l'Alliance est restée stable grâce à la double décision de 1983 [le Chancelier fait allusion au discours de François Mitterrand au Bundestag] et le fait que la Communauté soit dynamique.

Le déclencheur de tout cela est Gorbatchev. Nous devons souhaiter son succès. Mais je dois respecter la volonté des Allemands de l'Est. Pour ce qui est de la Communauté, chacun peut monter dans un train, mais le train, lui, doit continuer à avancer.

L'Espagnol Felipe Gonzalez: Nous devons d'abord nous montrer contents. Il faut traiter chaque pays selon ses mérites. Il insiste beaucoup sur les questions de sécurité. Il faut aider Gorbatchev. Il faut l'Union économique et monétaire et le renforcement de la coopération politique.

Margaret Thatcher : Il ne faut pas évoquer la question des frontières, sinon on risque la balkanisation. Il ne faut pas réagir sous le coup de l'euphorie et de l'émotion. Il faut renforcer la stabilité de l'OTAN et, pour le moment, du Pacte de Varsovie. Il faut aider plutôt que consentir des prêts, car ces pays sont trop endettés.

L'Irlandais James Haughey : L'unité de la Communauté est importante. Elle sert de référence aux pays de l'Est. Il faut aider Gorbatchev.

Michel Rocard insiste sur la nécessité de participer à la formation des hommes qui devront s'atteler à la reconstruction de l'Est.

Jacques Delors décrit l'état économique de la Pologne, de la Hongrie et de la RDA ; il explique les différentes formes d'accords possibles entre la Communauté et chaque pays. Il insiste sur la nécessité de ne pas oublier la Yougoslavie.

L'Italien Giulio Andreotti: Il faut maintenir les alliances. La CSCE, c'est important.

Le Belge Wilfried Martens : Il faut aider Gorbatchev.

Le Portugais Cavaco Silva : Il faut le Grand Marché de 1992, et quelque chose en plus. Il faut aller plus loin. Il ne faut pas oublier non plus l'Afrique et l'Amérique du Sud.

Pendant tout le repas, on ne souffle pas mot de la réunification. Le Chancelier fait pour qu'on n'en dise rien. Au dessert, Margaret Thatcher met les pieds dans le plat. Helmut Kohl cite alors une obscure déclaration d'un Sommet de l'OTAN de 1970 disant que l'OTAN est favorable à la réunification.

Margaret Thatcher : Mais cette déclaration date d'un moment où on pensait qu'elle n'aurait pas lieu !

Helmut Kohl : Oui, mais nous l'avons décidé ! Et cette décision vaut toujours. Et vous ne pouvez pas empêcher le peuple allemand de vivre son destin !

Margaret Thatcher trépigne, folle de rage : Vous voyez, vous voyez !

François Mitterrand paraît l'approuver.

Le Danois Poul Schlüter : Une banque pour l'Europe de l'Est ? Pourquoi pas ? Mais faut-il vraiment de nouvelles institutions ?

Le Grec Khristos Sardzetakis : Oui à la Banque.

Jacques Santer, le Luxembourgeois, est lui aussi plutôt favorable à la Banque européenne.

Le Néerlandais Rudolf Lubbers félicite Helmut Kohl pour son attitude face aux événements de RDA, tout comme le Belge Martens et Haughey, l'Irlandais, l'ont déjà fait : Il faut traiter les pays au cas par cas. La Banque de l'Europe ? Non. Il y a déjà beaucoup d'institutions. Il est préférable d'utiliser le Conseil de l'Europe.

Le Président propose ses conclusions.

Margaret Thatcher déclare qu'elle n'est pas d'accord sur la banque pour l'Est.

Le Président : Peut-on quand même l'étudier ?

Sous la pression des autres participants au dîner, qui souhaitent partir, Margaret Thatcher est obligée d'acquiescer.

Deux autres dîners ont lieu en même temps : celui des Affaires étrangères et celui des sherpas. Au cours d'un dîner parallèle que je préside, j'expose aux représentants des Douze le projet de la Banque de l'Europe. Opposition générale, ricanements. Sauf de l'Italien.

En présentant à la presse les conclusions du dîner, le Président annonce que le projet est mis à l'étude et qu'il sera à l'ordre du jour de Strasbourg.

Le congrès du Parti socialiste, en mars prochain, probablement à Rennes, se prépare dans les pires conditions. Pierre Mauroy vient dire au Président que, si les mitterrandistes présentent deux motions, ce sera l'éclatement définitif du « courant Mitterrand ».

Le Président : Ah bon ! Vous croyez ?

C'est tout. Pas d'autre incitation à l'éviter. Pierre Mauroy demande au Président s'il accepterait de le recevoir avec Laurent Fabius et Lionel Jospin, lui-même tentant une médiation. Le Président lâche un oui de lassitude.

Pierre Mauroy pense que si Fabius s'obstine à présenter une motion, il apparaîtra comme le diviseur et ne sera jamais présenté par le Parti comme candidat à l'Élysée en 1995 : Ce n'est pas son intérêt. Pourquoi le fait-il ? A mon avis, François Mitterrand l'y pousse.

Le Congrès américain vote une aide de 852 millions de dollars à la Pologne.

Dimanche 19 novembre 1989

A Prague, douze mouvements indépendants constituent, sur l'initiative de Vaclav Havel, un « Forum civique » qui propose aux autorités tchécoslovaques l'ouverture de négociations sur la situation critique du pays.

Lundi 20 novembre 1989

L'Assemblée générale de l'ONU adopte la Convention internationale sur les droits de l'enfant.

A La Haye, le président indique au Premier ministre hollandais qu'il demandera à Strasbourg à ce que la Conférence intergouvernementale de révision du Traité ait lieu avant la fin de 1990. Rudd Lubbers accepte. Pourtant, les Néerlandais restent les meilleurs alliés des Britanniques.

Hans-Dietrich Genscher est lui aussi d'accord pour que la conférence intergouvernementale s'ouvre avant la fin 1990, mais pas Helmut Kohl,

confronté aux événements de RDA et à la perspective d'élections générales à l'automne 1990 : pas de cactus européen en pleine campagne.

Victoire écrasante de Slobodan Milosevic à la première élection présidentielle au suffrage universel en Serbie.

Mardi 21 novembre 1989

En RDA, nouvelle manifestation à Leipzig en faveur d'une accélération des réformes. Apparition, pour la première fois, de slogans favorables à la réunification.

François Mitterrand écrit à Margaret Thatcher sur la Charte sociale. Il faut, dit-il, se mettre autour d'une table et examiner point par point les choses auxquelles tiennent Paris et Londres, et celles que Londres refuse. Il ajoute qu'il tient à cette Charte et l'exhorte à travailler concrètement la question. Il lui propose de clarifier le principe de subsidiarité et fait référence aux modalités propres à chaque pays ; il exclut toute extension des compétences de la Communauté. Voilà qui devrait rassurer la Dame de fer, avant Strasbourg.

Quatre pays membres de la CEE (Royaume-Uni, RFA, Belgique et Pays-Bas) soulèvent des objections a priori à l'idée du Président français de créer une Banque européenne pour le développement et la modernisation de l'Europe de l'Est, affirme ce matin un journal d'Amsterdam, De Volkskrant (centre gauche). Il souligne que les chefs d'État et de gouvernement de la CEE ont évoqué cette question à leur réunion informelle de samedi soir, à Paris, en termes généraux, et n'ont donné leur feu vert qu'à une étude du projet. Il y aura sans nul doute encore des possibilités d'enterrer le projet pour des raisons techniques et administratives, sans brusquer le chef de l'État français. A l'issue de la réunion, M. Mitterrand, pour sa part, a présenté le mandat donné pour l'étude du projet comme une forme déguisée d'approbation, précise le journal néerlandais, ajoutant que le projet a été reçu froidement à la Commission européenne de Bruxelles. Bien informé : de fait, Bruxelles fera tout pour que soit rejeté un projet qu'elle ne contrôle pas.

François Mitterrand téléphone à Mikhaïl Gorbatchev pour discuter de l'évolution à l'Est. Le leader soviétique demande au Président français de bien laisser entendre à Helmut Kohl qu'il peut faire tout ce qu'il veut avec la RDA, mais à deux conditions intangibles : ne toucher ni aux traités en général, ni aux frontières en particulier. Donc, pas de réunification !

Jean-Claude Trichet et Pierre Pissaloux, en parfaits fonctionnaires du Trésor, m'apportent le projet de traité, que je leur ai demandé, instituant la Banque de l'Europe. Il sera distribué aux participants au prochain Comité monétaire, après-demain. Stratégie du fait accompli : un tel texte la rend déjà presque réelle.

Mercredi 22 novembre 1989

Au Conseil des ministres, François Mitterrand : En Hongrie et en Pologne, c'est pire qu'au Venezuela ou au Brésil ! Non seulement leur économie est en ruine, mais ces pays ne disposent même pas d'économistes capables de chiffrer les besoins et de proposer des programmes d'aide. Alors, on va payer, mais sans très bien savoir comment cet argent va être utilisé.

A l'occasion de la réception annuelle du corps préfectoral, qu'il offre au palais de l'Élysée, François Mitterrand évoque la réaction de « solidarité » que la Communauté européenne manifeste à l'égard des pays de l'Europe de l'Est : Comment aider à ce que réussisse ce mouvement populaire qui n'a eu d'équivalent, dans l'Histoire, qu'en 1789 ? demande-t-il avant de répondre que la priorité est celle de la formation des élites. Aux yeux du chef de l'État, cette tâche revient aux pays qui... ont su bâtir un système très structuré dans leurs administrations publiques. Il ajoute: J'attends des fonctionnaires que vous êtes qu'ils servent de relais pour que, partout où il y a des institutions, des organismes, des associations, les Français s'engagent dans cette œuvre de formation des personnes venues des pays de l'Est. Vous pouvez inciter l'ensemble des responsables de toutes les forces économiques, culturelles, sociales et associatives à éveiller cet intérêt.

Après avoir indiqué qu'il a demandé au Premier ministre et au ministre de l'Intérieur de dresser des plans pour que nous soyons capables de répondre à ce besoin de formation, le Président déplore que certaines grandes écoles aient réduit le nombre des bourses qu'elles accordent à des étrangers. Il demandera que ce budget soit accru pour répondre à la demande, en mettant l'accent sur l'importance du lien qui unit celui qui enseigne à celui qui est enseigné, et qui dure toute la vie.

François Mitterrand : Même si la réunification a lieu un jour, jamais la Prusse, c'est-à-dire la RDA, n'acceptera de passer sous le contrôle de la Bavière, c'est-à-dire de la RFA.

Cela n'aura pas duré longtemps : à peine élu, le nouveau Président du Liban, René Moawad est assassiné. Exactement comme Gemayel, il y a sept ans.

Jeudi 23 novembre 1989

Un rapport de la Banque mondiale estime que, pour enrayer le déclin de l'Afrique subsaharienne, l'aide publique au développement devrait passer à 22 milliards de dollars par an d'ici à l'an 2000, soit le double de son niveau de 1986. Avec ce qui se passe à l'Est, l'Afrique est en passe d'être oubliée.

Première réunion du Comité monétaire où il est question de la Banque de l'Europe. Tour d'horizon sceptique et poli.

Vendredi 24 novembre 1989

Je rencontre à Moscou Vadim Zagladine, l'inébranlable conseiller de Mikhaïl Gorbatchev après avoir été celui de Leonid Brejnev. Il me paraît résigné au rapprochement — au moins économique — entre les deux Allemagnes : L'intégration de la RDA et de la RFA est inévitable d'un point de vue économique, à la fois pour profiter des avantages mutuels et pour fixer la population. Cela peut créer un pont entre la Communauté européenne et le Comecon. L'intégration économique de l'Europe ira beaucoup plus vite qu'on ne le croit ; au-delà de cette intégration économique se profile l'intégration politique, qui se fera d'abord par une confédération.

La seule période où l'unité allemande a été totale a été le Troisième Reich. Si le peuple allemand demande le retrait des forces soviétiques, il se fera. Tout va si vite, les télégrammes ne suivent plus... Les États-Unis voudront rester avec nous dans l'Allemagne réunifiée...

C'est la première fois que j'entends un responsable soviétique envisager aussi froidement la réunification.

Concernant la Banque de l'Europe, les Soviétiques posent de nombreuses questions techniques et se montrent très intéressés. Ils comprennent l'importance financière et politique du projet, qu'ils considèrent comme la première manifestation concrète de ce qu'ils appellent la maison commune. Il est possible qu'à la suite de cette conversation, Mikhaïl Gorbatchev parle de la Banque au Président Bush à Malte, et la cite comme un projet important dans le discours qu'il doit prononcer jeudi à Milan sur l'avenir économique de l'Europe.

Pour ce qui est de la situation en Europe de l'Est, Vadim Zagladine me dit que personne ne contrôle plus rien ; que leur homme en Tchécoslovaquie était Adamec (le Premier ministre, très réformiste), que si le peuple de RDA réclame la réunification, nul ne pourra s'y opposer, pas même l'URSS. Il faudra alors que les quatre Alliés contrôlent la situation. En URSS, il s'attend à ce que 90 % des dirigeants locaux soient

balayés aux élections de janvier prochain.

Je le trouve tendu, hésitant, incertain, inquiet. De fait, rien n'est plus contrôlable, et cela désoriente jusqu'au plus occidental des diplomates soviétiques.

Joachim Bitterlisch, l'un des collaborateurs de Kohl, appelle Hubert Védrine pour lui annoncer une prochaine note du Chancelier proposant un calendrier de mise en place de l'Union économique et monétaire : Le Chancelier souhaite un accord là-dessus avec le Président Mitterrand avant Strasbourg.

En Roumanie, réélection à l'unanimité de Nicolae Ceausescu (au pouvoir depuis 1965) au poste de secrétaire général du Parti. Il exclut toute remise en cause du socialisme et condamne les déviations qui se produisent dans les autres pays d'Europe de l'Est.

En Tchécoslovaquie, démission en bloc des membres du Parti communiste. Éviction de plusieurs responsables de la répression du «printemps de Prague ».

Le Comité central du Parti communiste italien approuve les propositions de réforme d'Achille Occhetto. Parmi elles, la disparition du mot « communiste » dans l'appellation du Parti !

Samedi 25 novembre 1989

Dans une interview au Financial Times, Egon Krenz, président du Conseil d'État de RDA, annonce des élections libres dans son pays avant la fin 1990. François Mitterrand : Vous voyez bien qu'il faut que j'y aille ! Cela devient une démocratie. Vous allez voir, ces Prussiens vont tenir tête aux Bavarois. Ils ne se laisseront pas avaler par eux !

Le voyage est prévu pour dans un mois. Beaucoup, ici, estiment qu'il tombe mal.

Dimanche 26 novembre 1989

Premier tour de deux législatives partielles à Marseille et en Eure-et-Loir. Poussée du Front national : sa candidate arrive en seconde position à Marseille (33,04 %), avec treize points de mieux qu'en 1988, et en première position à Dreux (42,49 %), où le candidat socialiste est carrément éliminé !

François Mitterrand téléphone à George Bush : Je reconnais le gouvernement du Liban. Poussez les Syriens à éviter la guerre... Je vais demander aux Russes de faire de même.

Lundi 27 novembre 1989

Accord de commerce et de coopération entre la CEE et l'URSS.

Comme annoncé, Helmut Kohl écrit à François Mitterrand et lui propose un calendrier pour la mise en place de l'Union européenne. Lettre capitale et alambiquée dans laquelle le Chancelier ne dit rien de précis sur la conférence intergouvernementale qui doit réformer le Traité de Rome. Il ne parle que de la première phase de l'Union, qui n'implique aucun changement institutionnel. Il insiste surtout sur ce qui, à ses yeux, pourrait compromettre le déroulement de cette première phase, et donc l'objectif de convergence des économies. Il cite comme obstacle le déficit budgétaire de certains États membres (il doit songer à l'Italie), l'absence d'accord en vue sur l'harmonisation des taux de TVA et des autres taxes à la consommation. Il propose de donner mandat aux instances spécialisées compétentes d'établir un rapport pour le Conseil européen italien de la mi-décembre 1990. Autrement dit, les ministres des Finances et le Comité des gouverneurs seraient chargés de préparer la Conférence intergouvernementale en élaborant des principes — notamment stabilité des prix et indépendance des banques centrales — conformes aux principaux objectifs allemands. Il suggère une première discussion à Strasbourg sur les autres réformes institutionnelles et propose de charger les instances compétentes de régler les problèmes d'ici au Conseil européen de Dublin.

Il noie ainsi l'Union économique et monétaire dans un vaste projet de réforme d'ensemble des institutions de la Communauté et renvoie la décision politique portant sur la mise en place d'une Conférence intergouvernementale de réforme du Traité de Rome au Conseil européen italien de la mi-décembre 1990, tout en faisant dépendre cette décision du rapport des instances spécialisées compétentes. L'ouverture de la Conférence intergouvernementale paraît de la sorte reportée, au mieux, au début de 1991. Il fait en outre dépendre l'ouverture de cette conférence — et pas seulement sa date — du rapport des ministres des Finances et des comités spécialisés, mais aussi de l'application de la première étape.

Si telle est vraiment la position du Chancelier, cela signifie qu'il s'est aligné sur l'argumentation britannique. Et que tout est enterré. Les problèmes allemands vont balayer la construction européenne.

Le Conseil d'État rend son avis dans l'« affaire » du foulard islamique. Un compromis, comme il fallait s'y attendre : le foulard ne serait pas incompatible avec la laïcité, mais le prosélytisme ou les signes ostentatoires, oui. Lionel Jospin va devoir se débrouiller avec ça ! Il annonce pour bientôt une circulaire que les chefs d'établissement devront « aménager ». Il leur donne des instructions : demander aux jeunes filles de quitter leur foulard, dialoguer avec les parents ; en cas de refus, accueillir s'il n'y a pas prosélytisme, exclure après mesure disciplinaire s'il y a prosélytisme. Il estime qu'il faut faire confiance à la communauté éducative, cesser d'enflammer le débat et le ramener à ce qu'il est, à savoir un problème de terrain (six jeunes filles dans trois établissements).

Le Président est du même avis.

La circulaire aux chefs d'établissement sera soumise le 12 décembre au Conseil supérieur de l'Éducation nationale.

Mardi 28 novembre 1989

Incroyable ! Alors qu'il écrivait hier au Président français à propos du calendrier des discussions sur l'Union monétaire, Helmut Kohl ne lui a rien dit sur l'essentiel, à savoir ce qu'il annonce aujourd'hui à propos de la réunification : Nous apprenons en effet par des dépêches d'agence que, devant le Bundestag, il vient de présenter un plan en dix points visant à la réalisation de l'unité allemande dans le cadre de structures confédératives ! Personne, à Paris, n'en a été prévenu ! (Genscher avoue dans la soirée à Dumas qu'il a pris lui aussi connaissance de ce plan quand Kohl l'a évoqué devant le Bundestag. Teltschik, qui doit en être l'auteur, ne m'en a pas non plus soufflé mot. Lui aussi est un adepte de la stratégie du fait accompli...)

Dans ce plan très détaillé, le Chancelier affirme d'abord le droit à l'autodétermination des Allemands de l'Est à travers des élections libres. Il envisage ensuite la création d'une confédération germanique, première étape de la réunification. Il ne fixe aucun calendrier.

Enthousiasme en RFA — à l'exception des Verts, et notamment de Daniel Cohn-Bendit. Fortes réticences à Berlin-Est et à Moscou où l'on rappelle l'existence des deux alliances et l'intangibilité des frontières fixées à la Libération.

François Mitterrand : Mais il ne m'a rien dit ! Rien dit ! Je ne l'oublierai jamais ! Gorbatchev sera furieux ; il ne laissera pas faire, c'est impossible

! Je n'ai pas besoin de m'y opposer, les Soviétiques le feront pour moi. Pensez, jamais ils n'accepteront cette grande Allemagne face à eux ! En fait, Kohl est d'accord avec la RDA : il ne veut pas que des commissions gèrent les intérêts communs des deux Allemagnes. Mais il ne parle pas de modification du statut politique des Allemagnes. Il n'obtiendra rien de moi là-dessus avant que l'unité de l'Europe n'ait beaucoup progressé. Et en plus la RDA n'en voudra pas. Ce sont des Prussiens. Ils ne voudront pas être sous contrôle bavarois.

Conseil des ministres de l'Environnement des Douze. Accord sur la création d'une Agence européenne de l'environnement. Reste à déterminer où sera son siège. Il y a déjà quarante-quatre villes candidates !

Horst Teltschik réunit en début d'après-midi les trois ambassadeurs américain, britannique et français, pour leur expliquer les dix points présentés par le Chancelier devant le Bundestag. Il affirme que ce discours est le fruit d'une réflexion personnelle, mais aussi de nombreuses conversations menées avec les dirigeants amis de l'Allemagne (il cite notamment le Président Bush et François Mitterrand), des représentants de l'Est, des dirigeants de l'Union soviétique et des représentants des différentes formations politiques de République fédérale. Le Chancelier l'a prononcé aujourd'hui, prétend-il, pour saisir l'occasion que lui fournissait l'ouverture du débat budgétaire.

Teltschik affirme que tout cela a été plus ou moins négocié avec Moscou. D'après les contacts secrets qu'il a eus avec les Soviétiques, ceux-ci mettent actuellement deux conditions à la réunification : d'abord, que le Pacte de Varsovie soit maintenu ; ensuite, que le caractère étatique de la RDA ne soit pas remis en question. Mais ce sont, dit-il, des conditions que les Soviétiques avancent pour la période actuelle ; ils semblent, pense-t-il, ne pas y tenir pour la suite. Il raconte que les discussions se sont engagées avec les Soviétiques, qui sont venus nous trouver pour nous demander: « Vous voulez un traité de paix ? Avec qui ? Et comment concevez-vous l'unité de l'Allemagne si les pactes militaires existants doivent être conservés et les systèmes économiques maintenus ? » Ils ont paru montrer de l'intérêt pour une Conférence des quatre puissances. Les Allemands en ont déduit que le moment était venu, pour le Chancelier, d'exposer sur tout cela les idées qui lui sont personnelles.

Horst Teltschik souligne que les dix points constituent un tout et que ceux concernant plus spécialement les rapports entre la RFA et la RDA ne sauraient être dissociés des points relatifs aux implications internationales de la politique allemande du gouvernement fédéral. Les relations entre les deux Allemagnes font partie intégrante de sa politique en matière de relations Est/Ouest et de sa politique européenne, dont elles ne sauraient être dissociées. Le Chancelier s'efforce de trouver une date possible pour se rendre en RDA sitôt après le congrès de la SED, c'est-à-dire avant la visite de François Mitterrand dans ce pays ; il s'oriente vers le 19 décembre, ou pendant la période de Noël. Il tient à avoir des entretiens à Berlin-Est pour régler la question de la création d'un fonds de devises avant le 1er janvier 1990.

Le point 1 concerne les mesures d'urgence que doit prendre le gouvernement fédéral face à l'accroissement des mouvements de personnes en provenance ou à destination de la RDA.

Le point 2 vise à poursuivre l'action déjà entreprise entre les deux États allemands. Il s'agit en somme de la continuation de ce qui a déjà été fait.

Le point 3 apporte des précisions aux déclarations précédentes du Chancelier sur la nouvelle dimension que devraient revêtir les relations inter-allemandes, et donc l'aide que la République fédérale est disposée à consentir à la RDA. Il doit être entendu qu'un certain nombre de réformes devraient avoir atteint un point de non-retour dans la réalisation de la démocratie pour que ces mesures d'aide puissent être appliquées. Nous jugeons les déclarations du SED encore insuffisantes, précise Teltschik, en particulier lorsqu'on paraît considérer à Berlin-Est que ce sont les partis déjà établis, les Blockparteien, qui doivent seuls s'engager dans la compétition électorale, et lorsqu'on prétend que le socialisme ne doit pas être abandonné. Cela veut-il dire que les partis non socialistes ne seront pas admis à présenter des candidats ? Cela exclut-il la possibilité que soit formé un gouvernement non socialiste à Berlin-Est ? On ne saurait admettre en République fédérale que de tels principes soient avancés; on ne souhaite pas poser le problème sous la forme de pré-conditions, mais il y a des cas de figure que l'on ne saurait accepter.

Le point 4 reprend l'idée, avancée par Hans Modrow, le dirigeant est-allemand, d'une communauté contractuelle entre les deux États allemands. Il s'agit de renforcer le système d'accords existants, de faire fonctionner les commissions qui ont déjà été créées et de mettre en place une nouvelle commission chargée de traiter principalement les problèmes économiques et financiers.

Dans le point 5, le Chancelier avance l'idée de créer des structures confédérales. Teltschik fait remarquer que Helmut Kohl n'a pas parlé de confédération, ce qui impliquerait la conclusion d'un traité entre les deux États. Les structures confédérales ouvriraient une période de transition allant vers une future unité étatique. D'ailleurs, fait observer Horst Teltschik, il n'aurait pas été possible de parler de confédération sans poser le problème du maintien des deux États dans leurs alliances militaires respectives. Or, il est évident que la République fédérale entend rester dans l'OTAN. Mais, à la fin du processus, tout cela doit déboucher sur l'unité.

Très habile dialectique pour laisser tout ouvert sans être critiquable par personne. Et tout cela aurait été mis au point sans Genscher ! Quelle gifle pour le ministre !

Michel Rocard écrit à François Mitterrand qui a critiqué, mercredi dernier, en Conseil, la politique suivie dans les domaines des réseaux câblés, des nouvelles normes de télévision et de l'industrie de programmes. Pour lui, le câble semble désormais dans une phase de décollage. Il propose une communication à ce sujet au Conseil des ministres vers la fin janvier.

Retour sur les questions européennes : de Bonn, Joachim Bitterlisch, qui a rédigé pour le Chancelier la lettre et le calendrier de travail reçus hier, appelle Élisabeth Guigou pour s'assurer qu'il n'y a pas eu d'erreur d'interprétation. Cette conversation révèle d'abord deux erreurs de traduction. A la neuvième ligne du dernier paragraphe de la lettre, il fallait lire : perception de la TVA au lieu de hausse de la TVA. Dans le calendrier, au deuxième alinéa du paragraphe 2, au lieu de: le Conseil européen donne pour mission aux instances compétentes de régler les problèmes, il convenait de lire: le Conseil européen donne pour mission aux instances compétentes d'élaborer les questions qui y correspondent.

Singulier retour sur des détails de procédure communautaire, alors que se joue dans d'autres bureaux de la Chancellerie la réunification allemande...

Mercredi 29 novembre 1989

Cet après-midi, le Président m'entraîne pour une longue promenade. Il est de méchante humeur. D'abord à cause de Kohl et de son annonce-surprise ; ensuite à cause des socialistes, qu'il critique durement : Déficit d'explication, déficit social, déficit du Parti socialiste. Il y a, depuis plusieurs mois, un décrochage de l'électorat populaire. Il suffisait d'examiner de près les résultats des cantonales partielles pour s'en apercevoir. Les socialistes ne parviennent pas à récupérer l'électorat qui fuit le Parti communiste, et les bagarres surréalistes entre tendances ne font rien pour améliorer leur image.

Rocard mène une politique de l'autruche sur le problème de l'immigration. Il ne dit rien, il ne fait rien. Du coup, le Front national s'engouffre dans la brèche. Quand quelqu'un propose au Premier ministre une mesure, quelle qu'elle soit, il la refuse en disant : il ne faut rien faire qui puisse cristalliser les passions.

Au contraire de Pierre Mauroy, François Mitterrand pense qu'il faut que les courants socialistes se comptent au prochain Congrès afin que

Fabius apparaisse comme le plus fort. Il ne souhaite donc pas de synthèse entre eux avant janvier. Jospin, Mauroy et Mermaz sont convaincus que c'est la mort du mitterrandisme au sein du PS, et le lui ont dit. Il n'a pas l'air de s'en soucier le moins du monde : Il est temps qu'ils s'assument et apprennent à vivre ensemble.

L'Assemblée fédérale tchécoslovaque supprime la notion de rôle dirigeant du Parti communiste dans la Constitution.

Jeudi 30 novembre 1989

A Rome, Mikhaïl Gorbatchev évoque l'avenir d'une Europe réconciliée, mais dans le respect des équilibres actuels. Afin de réaffirmer l'intangibilité des frontières issues de la guerre, il suggère une réunion au sommet, dès 1990, des trente-cinq membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Hans-Dietrich Genscher vient voir François Mitterrand. Dumas assiste à l'entretien. C'est lui qui a arrangé le rendez-vous à la demande de son collègue allemand.

Le Président lui demande en plaisantant si l'Allemagne réunifiée resterait dans la CEE. Genscher lui répond pour la première fois que le gouvernement allemand a changé d'avis et qu'il est prêt à fixer, à Strasbourg, la semaine prochaine, la date de la Conférence internationale sur l'Union monétaire, afin que le mark reste dans l'UEM et ne s'en éloigne pas du fait de l'évolution à l'Est. Autrement dit, les Allemands sentent bien que la grogne commence à monter à Paris devant les actes unilatéraux de Bonn, et sont prêts à lâcher un peu de lest.

Peu après l'entrevue, le Président me confie avoir dit à Genscher : Ou l'unité allemande se fait après l'unité européenne, ou vous trouverez contre vous la triple alliance [France, Grande-Bretagne, Russie], et cela se terminera par une guerre. Si l'unité allemande se fait après celle de l'Europe, nous vous aiderons.

Brian Mulroney fait transmettre au Président, par notre ambassadeur à Ottawa, François Bujon de l'Estang, les impressions et conclusions qu'il rapporte de sa visite en Union soviétique et de l'entretien de six heures qu'il a eu hier soir à la Maison Blanche, autour d'un dîner de travail, avec le Président Bush. Comme toujours, des remarques fines et constructives.

Pour Mukoney, Mikhaïl Gorbatchev est solidement en selle et y demeurera. Il n'a aucun adversaire sérieux ni au sein du Comité central, ni au-dehors. Ses chances de survie dépendront avant tout des solutions qu'il saura apporter à la grave crise économique que traverse l'URSS, et de la réponse de l'Occident. Gorbatchev suit avec anxiété les développements en Allemagne et compte sur la France pour faire prévaloir dans la question allemande une approche souple et pragmatique. Il a montré un très grand intérêt pour la proposition de création d'une banque pour les pays d'Europe de l'Est. Brian Mulroney ajoute que Gorbatchev lui a dit : J'ai fait ce que j'avais à faire. Je pourrais partir, maintenant.

Mulroney a conseillé hier soir à Bush de soumettre à Gorbatchev, lors de leur prochaine rencontre de Malte, un ensemble de propositions de coopération entre les pays occidentaux et l'URSS. Il a suggéré au Président américain que François Mitterrand soit chargé par ses six partenaires d'aller informer Gorbatchev, au nom des Sept, des perspectives du prochain Sommet de Paris. Mulroney a constaté dans sa conversation avec Bush que Margaret Thatcher se trouvait aujourd'hui quelque peu mise à l'écart à Washington. Pour lui, la France peut jouer un rôle de catalyseur dans cette conjoncture historique. Bush et Gorbatchev pensent également que la France se trouve en position de jouer un rôle spécial dans l'évolution de la question allemande, notamment pour faire prévaloir une approche modérée, prudente et souple.

Tout cela tombe plutôt bien, avant la prochaine rencontre franco-soviétique à Kiev.

D'après une source italienne, Mikhail Gorbatchev aurait dit à Giulio Andreotti : Le plan de réunification allemande est absurde. Il faut s'en tenir à la CSCE et à l'intangibilité des frontières.

Vendredi 1er décembre 1989

Les Alliés vont devoir réfléchir aux répercussions de l'évolution des rapports inter-berlinois sur le statut de la ville : le maire de Berlin fait endosser par Helmut Kohl le projet de faire élire au suffrage direct les députés berlinois au Bundestag, ce qui n'est pas évident au regard de l'accord quadripartite.

François Mitterrand écrit à Helmut Kohl après sa rencontre avec Genscher. Il lui confirme qu'il posera à Strasbourg la question de la date d'ouverture de la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire. Il déclare souhaiter vivement que l'ouverture de cette conférence soit fixée avant la fin de l'année 1990. Il propose au Chancelier d'en discuter avec lui le 4 décembre, lors de la réunion de l'OTAN à Bruxelles.

Ubuesque : la réunification allemande est en train de se faire sous nos yeux, et François Mitterrand et Helmut Kohl se bornent à parler de la date d'une Conférence monétaire européenne qui pourrait n'avoir lieu que dans dix-huit mois ! Tout cela parce que le Chancelier ne donne aucune prise à une discussion sur la réunification, qu'il laisse progresser sans en faire un sujet de négociation internationale. Et parce que nous voyons dans l'accélération de la construction européenne le meilleur rempart contre le dynamisme de la réunification.

Mikhaïl Gorbatchev est au Vatican. Il y fait deux propositions qui ne constituent pas tout à fait des surprises. En premier lieu, des consultations avec l'Italie, les États-Unis et, peut-être, le Conseil de sécurité de l'ONU sur le problème de la présence permanente en Méditerranée des flottes américaine et soviétique. (Cette suggestion rejoint un ancien plan soviétique de retrait des flottes américaine et soviétique de Méditerranée, lequel n'empêcherait pas la flotte soviétique de rester en mer Noire). Il propose en second lieu d'avancer à 1990 le nouveau Sommet des trente-cinq pays de la CSCE (pays européens, États-Unis et Canada) prévu pour 1992.

Pour l'heure, le Président Bush a réservé sa réponse à ce sujet. L'idée d'une réunion générale de tous les pays concernés par les changements en cours en Europe, notamment la résurgence de la question allemande, correspond à coup sûr à une nécessité qui ira croissant.

Le Parlement est-allemand supprime le rôle dirigeant du Parti dans la Constitution.

Samedi 2 décembre 1989

Sommet Bush-Gorbatchev à Malte à bord du paquebot Maxime Gorki, à quai et non au large, comme prévu, en raison du mauvais temps. Les deux Grands annoncent l'ouverture d'une ère nouvelle dans les relations internationales et décident d'accélérer les négociations sur le désarmement. George Bush affirme son soutien à la politique de Gorbatchev et son intention d'intégrer l'URSS à la communauté internationale.

Jamais Gorbatchev n'a paru aussi fort. Il a réussi la conquête de la direction du Parti et l'élimination progressive de ses adversaires. Les derniers représentants de la génération brejnévienne (Tchebrikov, Chtcherbitski) ont été mis à l'écart en septembre. Les conservateurs andropoviens (Ligatchev, Zaikov) sont marginalisés. Le Comité central, dernier refuge des apparatchiks, est aujourd'hui sans pouvoir réel. Gorbatchev tient le Bureau politique et le gouvernement. Chef de l'État, président de l'Assemblée, secrétaire général du Parti, il n'a pour le moment pas de concurrent direct. Il coopère étroitement avec son Premier ministre Rijkov et contrôle l'armée comme le KGB.

Mais l'économie et les structures sociales lui échappent : généralisation des pénuries, effondrement du rouble. Des réseaux sociaux (santé, enseignement, communications) sont détruits. La population s'éloigne de lui, doute de la perestroïka et constate qu'au bout du compte, cette forme de liberté que connaît l'URSS en cet instant n'est guère revitalisante pour le pays. On assiste à des velléités de sécession chez les Baltes, à des affrontements ethniques en Asie centrale, en Géorgie, en Arménie, en Ukraine. Une série d'élections régionales vont se tenir d'ici à mars. Les Soviétiques vont élire leurs représentants au sein des municipalités, aux conseils de région et aux parlements des quinze républiques fédérées. Ils rejetteront 90 % des hommes en place. Il est à parier que certaines assemblées élues feront valoir des revendications nationales.

Dimanche 3 décembre 1989

Le Front national remporte la législative partielle de Dreux et la cantonale de Salon-de-Provence. Commentaire de François Mitterrand: Je l'avais bien dit ! C'est une conséquence des querelles socialistes. Et de l'absence de politique de Michel Rocard.

A 7 sur 7, Michel Rocard tente de minimiser ces résultats. Sur l'immigration, il trouve cette singulière formule : La France ne peut accueillir toute la misère du monde. Qui l'a jamais cru ? Mais entendre un socialiste prononcer ces mots, dans ce contexte de montée de l'extrême droite, prend une résonance étrange.

En Tchécoslovaquie, le Président de la République, Gustav Husak, nomme un nouveau gouvernement fédéral. Sur les vingt et un membres du cabinet, seize sont encore membres du Parti communiste.

La direction du Parti communiste allemand (SED) se saborde. Émergence de nouvelles figures. Arrestation de quatre dirigeants de l'équipe Honecker.

François Mitterrand : Je suis impatient d'y aller.

Lundi 4 décembre 1989

Dans l'avion qui le conduit à Bruxelles au Sommet de l'OTAN, le Président est hors de lui. Alors qu'il avait pris soin de se présenter avec une demi-heure d'avance au-dessus de l'aéroport de Bruxelles, l'avion a reçu de la tour de contrôle l'ordre de se mettre en attente et de décrire des cercles autour de la capitale belge. Il y a, paraît-il, des « encombrements aériens » ! François Mitterrand arrive au Sommet, en rage, avec une demi-heure de retard. A sa demande, Roland Dumas est prié d'envoyer une lettre sèche à son collègue belge.

Les Alliés se montrent divisés devant les bouleversements de l'Est. Le Chancelier élude habilement toutes les questions embarrassantes. François Mitterrand refuse de parler de la réunification avant qu'on n'ait répondu sur la question des frontières germano-polonaises. Les Américains déclarent qu'ils refuseraient la réunification si l'Allemagne devait sortir de l'OTAN.

George Bush glisse à François Mitterrand : Gorbatchev me trouve prudent. C'est une façon de me qualifier plus aimable que celle des démocrates chez moi.

Dans les couloirs, je discute avec les Allemands et les Britanniques de la création de la Banque de l'Europe. Teltschik et Powell me confirment que le Chancelier et Margaret Thatcher donneront leur accord à sa création au Sommet de Strasbourg. Mais ils me prient de garder la chose secrète d'ici là.

A la demande de Pierre Mauroy, Michel Rocard reprendra l'amendement d'amnistie en seconde lecture au Parlement. François Mitterrand laisse faire : Qu'ils s'en débarrassent au plus vite ! Rocard croit qu'il réussira à faire proposer ça par les centristes. Il n'y arrivera pas. Les centristes sont des chrétiens, c'est-à-dire des hypocrites.

Mardi 5 décembre 1989

Pierre Mauroy a convaincu ce matin, une fois de plus, Rocard de réintroduire l'amnistie dans la loi sur le financement des partis, actuellement en discussion à l'Assemblée.

Helmut Kohl répond par une nouvelle lettre aux inquiétudes de François Mitterrand sur le calendrier de la construction européenne. Affirmant qu'il souhaite l'Union politique, il réitère sa proposition d'un simple rapport au Conseil européen de Rome, fin 1990, et ajoute que la Conférence intergouvernementale qui pourrait suivre devrait être organisée par ce même Conseil européen. Il souhaite également un élargissement des droits du Parlement européen. Mais rien sur la date de la Conférence que François Mitterrand veut voir fixer à Strasbourg, pour la rendre irréversible.

Le Président écrit aux Douze pour leur proposer l'ordre du jour de Strasbourg. On parlera de l'Union économique et monétaire et de la conférence intergouvernementale qui devra apporter des réponses en vue d'élaborer un nouveau traité. Il met clairement l'enjeu sur la table : Nous devons maintenant nous prononcer sur la date de la convocation de la conférence. Cette décision est d'ores et déjà perçue comme la preuve la plus claire que nous puissions apporter de notre volonté de faire franchir une nouvelle étape à la Communauté. On parlera ensuite du projet de Charte sociale et des conditions dans lesquelles pourront être effectivement appliqués les droits qui y sont inscrits. Puis de la liberté de circulation des personnes, de la lutte contre la drogue, de l'environnement, de l'audiovisuel ; enfin des aspects économiques de nos relations avec les pays de l'Est.

Le dîner permettra d'approfondir toutes les retombées politiques de l'évolution à l'Est.

François Mitterrand conclut : Le Conseil se tient à un moment où s'annonce une évolution dans l'histoire de notre continent, dont il est difficile encore de percevoir tous les ressorts et toutes les implications... Il est donc de l'intérêt de tous les Européens que la Communauté européenne se renforce et qu'elle accélère sa marche vers l'Union européenne.

Mercredi 6 décembre 1989

Au Conseil des ministres, le Président donne la parole à Lionel Jospin en l'appelant : monsieur le ministre d'État chargé de l'Éducation nationale et de tout cela... Sourires autour de la table.

Aujourd'hui, l'Assemblée aborde l'examen, en seconde lecture, du projet de loi sur le financement des partis. Après de longs débats, les socialistes ont repris l'idée de réintroduire l'amnistie supprimée en septembre. Dans le groupe, on nous explique avoir réussi à convaincre une fraction de la droite de se rallier à cette proposition.

Depuis longtemps déjà, une partie de l'UDF, persuadée par son trésorier Gérard Longuet, est plutôt bien disposée, mais elle ne veut en aucun cas paraître seule à voler au secours des socialistes. Certains responsables RPR voient des avantages à l'amnistie et seraient même prêts à la favoriser en sous-main, mais préféreraient que ce soit le gouvernement qui l'impose sans avoir à y prêter la main. Ainsi, ils en tireraient un double bénéfice : d'une part, ils se draperaient dans leur vertu pour condamner la gauche, d'autre part, ils espèrent profiter de l'amnistie qui serait votée malgré leur opposition. Reste donc le groupe centriste, dont le vote devient déterminant. Compte tenu de l'opposition du PC (moins par vertu que par illusoire conviction que son propre système de financement ne sera jamais mis au jour), l'UDC est en effet le seul groupe qui pourrait calmer

les appréhensions de l'UDF. Soit l'adhésion des centristes entraîne celle de l'UDF, soit leur refus provoque celui de l'UDF.

Le PS a donc décidé de présenter à nouveau l'amendement instaurant l'amnistie dans sa version qui en exclut les seuls parlementaires. L'idée a même été un moment envisagée qu'il soit présenté par Michel Pezet, lequel, venant d'être inculpé lui-même, aurait ainsi symboliquement montré qu'il n'était pas question d'auto-amnistie ! Michel Rocard est intervenu pour que cette fantaisie soit abandonnée. Il souhaite en effet négocier avec les centristes, voire les charger de l'initiative de l'amendement. Le texte définitif est donc discuté dans les moindres détails avec l'UDC (Jean-Jacques Hyest). En sont exclus d'une part les parlementaires en fonction à la date de son adoption ou au moment des faits, d'autre part les délits d'ingérence et de corruption, enfin tous les cas d'enrichissement personnel. Mais, naturellement, les centristes refusent de présenter eux-mêmes cet amendement. C'est donc à Jean-Pierre Michel, député socialiste de Haute-Saône et magistrat, qu'échoit la corvée. Il s'en acquitte avec talent et clarté.

En moins d'une heure, l'amnistie est adoptée par 283 voix pour, 168 contre, 111 abstentions et 14 non-votants (après enregistrement des rectifications de vote, le résultat donne 283 pour, 175 contre, 104 abstentions, 14 non-votants). Hormis le PC, chaque groupe a donné au moins une voix pour (Longuet pour l'UDF, Raoult pour le RPR, et quatre centristes, dont Raymond Barre). Mais l'adoption est due avant tout aux abstentions. On en a dénombré 33 à l'UDC, 14 au RPR et 62 à l'UDF. Hormis le PC, tous les groupes ont donc trempé dans l'affaire. L'adoption de l'amendement résulte à l'évidence d'une opération parfaitement maîtrisée et techniquement très brillante... mais, hélas, politiquement calamiteuse !... Car les socialistes ont beau expliquer que les « politiques » sont exclus de l'amnistie, chacun est à même de comprendre qu'une fois amnistiés les « corrupteurs » (chefs d'entreprise et intermédiaires), les magistrats n'auront plus les moyens de rechercher les « corrompus ».

François Mitterrand : Au bout d'un an, on en arrive au pire : on fait voter ce texte par les seuls socialistes ! Et on ne sait pas qui est amnistié. Je n'aurais pas dû les laisser faire. C'est une erreur. C'est ma première vraie erreur depuis 1981. Vous allez voir, on dira que c'est moi ! Notez-le bien : je n'y suis pour rien. J'étais contre !

Nous partons pour Kiev où François Mitterrand doit rencontrer Mikhaïl Gorbatchev. Le dirigeant soviétique enrage contre Helmut Kohl dont la précipitation risque, selon lui, de compromettre toute l'œuvre qu'il a entreprise à l'Est. Le Mur de Berlin s'est ouvert grâce à lui. Mais la RDA est en Europe orientale le partenaire privilégié de Moscou, le seul pour lequel les Soviétiques ont nourri et continuent de nourrir estime et crainte mêlées. Aux yeux de Gorbatchev, les Soviétiques ont des droits sur l'Allemagne ; les Allemands ne peuvent être admis à intervenir dans le débat que dans certaines limites.

Egon Krenz est l'homme de Gorbatchev. Il a reçu mission de fournir, en RDA, une démonstration de la pertinence de la perestroïka et il doit imposer aux Allemands de l'Est comme de l'Ouest cette patience dont parle aussi Genscher lui-même. Le gouvernement soviétique souhaite donc qu'une coopération fructueuse puisse s'instaurer entre les deux Allemagnes, mais qu'elle reste circonscrite. Essentiel de comprendre où en est Gorbatchev aujourd'hui, après Malte et avant Strasbourg.

Mikhaïl Gorbatchev: Bienvenue ! C'est une heureuse idée d'être venu ici, à Kiev. Nous apprécions hautement le dialogue entre nous. J'ai beaucoup réfléchi. Notre concertation et notre rapprochement sont plus nécessaires que jamais. Le contexte actuelpousse à une coopération toujours plus étroite entre nous.

François Mitterrand : Je suis venu dans cet état d'esprit. Nous avons repris une grande tradition historique de relations entre Paris et Moscou. L'actualité nous propose tous les jours des sujets graves. Je souhaite aborder avec vous cette période grave dans le meilleur esprit de coopération. Tout doit être fait pour que les ponts soient jetés entre les deux parties de l'Europe avant qu'il n'y ait plus besoin de ponts, parce que ce sera la même terre.

Mikhaïl Gorbatchev: C'est l'idée maîtresse et ce n'est pas exagérer notre mission que de le dire. A cette heure, les problèmes sont si nouveaux qu'il faut une réflexion philosophique profonde pour définir une politique à la hauteur de ces problèmes. Mes entretiens avec le Président Bush m'ont convaincu qu'il est un Président des États-Unis qui peut jouer un rôle utile en ces temps tumultueux. Il est prudent, il ne veut pas se presser. S'il y avait quelqu'un d'enclin à l'improvisation à la tête des États-Unis, ce serait dangereux. Le problème est que la réflexion actuelle des États-Unis est périmée par rapport à la situation. Ils sont devenus très pragmatdques, mais ils ont du mal à renoncer aux mécanismes anciens. Les Américains devront comprendre que leur politique ne peut plus être définie seulement à partir de leurs intérêts. Ils ne sont d'ailleurs venus à Malte qu'à cause des pressions de leur opinion publique.

François Mitterrand : Bush est un homme qui préfère attendre. Il a compris — nous l'y avons poussé — qu'il fallait faire un geste. Ils ont un schéma très étroit du monde.

Milchail Gorbatchev : Nous devons en tenir compte. Les États-Unis devraient participer très activement à ce processus, sinon ce sera un obstacle majeur au progrès.

François Mitterrand : Une étape a été franchie avec Malte. C'est un contact direct qui durera.

Mikhail Gorbatchev : Lui et moi avons d'excellents contacts personnels, approfondis dans un bon climat, pour traiter les affaires d'une façon calme et sérieuse.

François Mitterrand : Bush l'a dit aussi à Bruxelles. Considérez cela comme acquis.

Mikhaïl Gorbatchev : Nous étions venus à Malte pour aboutir. Il m'a dit être satisfait de cette rencontre ; mais quand on a parlé des choses concrètes, il s'est exprimé très différemment. Les hommes d'affaires américains veulent augmenter leur commerce avec nous, mais l'administration les en empêche. Bush a été poussé à avancer sur le plan du commerce par ce qui s'est passé au Sommet des Sept à Paris qui lui a fait comprendre les progrès de la coopération entre les deux parties de l'Europe. Il est très préoccupé par les problèmes d'intégration en Europe. Il croitpossible une intégration graduelle de l'URSS à l'économie internationale. C'est ce que vous-même avez toujours dit. C'est donc un grand changement, un revirement dans l'attitude américaine. En matière de désarmement, il veut qu'au terme de son premier mandat, une décision importante sur Start, le chimique, les négociations de Vienne ait lieu. Je lui ai dit que mon attitude serait très constructive. Il a proposé de dynamiser le programme de travail de la négociation. Baker et Chevardnadze vont travailler dans ce sens. Pour les armements stratégiques, la réduction de 57 % est nécessaire, mais dans le cadre du traité de 1972. Pour les missiles en mer, j'ai proposé d'éliminer toutes les têtes nucléaires sur tous les navires, y compris tactiques (mines, obus), sauf sur les sous-marins qui sont stratégiques et offensifs. Nous allons travailler là-dessus avec eux. Mais les Américains disposeront alors de huit mille cinq cents charges, et nous seulement de six mille ; nous ne sommes pas d'accord. Nous avons demandé aux Américains comment réduire les troupes de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Actuellement, nous sommes inquiets. Les Occidentaux veulent aller vers moins d'armement, mais sans réduction des effectifs. Nous avons proposé un million d'hommes en moins, mais les Occidentaux n'ont rien répondu.

François Mitterrand : On n'en est pas là, notre position n'est pas arrêtée. Il faut attendre une position française sur la réduction des effectifs.

Mikhail Gorbatchev : Il y a aussi les forces navales.

François Mitterrand : Ç'a a avancé ?

Mikhaïl Gorbatchev : J'ai montré à Bush la carte des bases américaines autour de l'URSS. Je lui ai demandé de la vérifier; j'attends toujours sa réponse ! Je comprends les préoccupations américaines pour ce qui est des communications internationales par mer. Mais on ne peut pas ne pas parler de réduction des forces navales. J'ai aussi proposé de confronter nos doctrines militaires: nous avons maintenant une doctrine défensive. Nous sommes en train de rebâtir nos forces armées et nous en profitons pour bannir tout caractère offensif. La doctrine de réaction rapide de l'OTAN, qui remonte à 1968, est obsolète. Bush a dit que l'OTAN aussi était à caractère défensif. Je lui ai démontré que les manœuvres de l'OTAN sont toujours offensives. J'ai cru comprendre que Bush n'avait pas encore eu l'occasion de débattre ce problème. [Façon élégante de dire que le Président américain n'y connaît rien.] Sur les armes chimiques, pour ce qui nous concerne, nous sommes pour une interdiction globale par étapes. On a dit qu'on en reparlerait... Les discussions les plus animées ont commencé quand on a évoqué la situation présente en Europe et dans le monde.

Mikhail Gorbatchev est très à l'aise, il parle sans notes, réfléchit beaucoup avant de s'exprimer, paraît très maître de lui. Il continue : Beaucoup, outre-Atlantique, estiment que la guerre froide est profitable aux États-Unis. J'ai dit à Bush que je ne pense pas ainsi. Nous avons certes empêché une grande guerre entre nous, mais il y a eu des conflits partout. Le processus d'Helsinki est essentiel. Miser sur la force n'a profité à personne. Cela pose le problème de la survie de l'humanité: toute confrontation menace la survie de l'homme. Les États-Unis disent qu'il faut en finir avec la division de l'Europe, mais sur la base des valeurs occidentales. Qu'est-ce que c'est, les « valeurs occidentales » ? Existe-t-il des « valeurs orientales » ? Il ne faut pas que l'Occident cherche à exporter la contre-révolution ! On commence à oublier la doctrine Brejnev, et voici qu'on parle à présent de la doctrine Bush ! Les Américains disent qu'on assiste à la « faillite du socialisme » et des États « totalitaires » de l'Est et qu'il n'y a qu'une solution, le capitalisme. Je lui ai répondu : « Si la guerre froide a réussi, si seules les valeurs capitalistes triomphent, que proposez-vous ? Une pax americana ? C'est incompatible avec une évolution vers un rapprochement Est/Ouest ». J'ai dit aux Américains : «Le diktat n'aboutira à rien. » Le comprendront-ils ?

L'URSS est en plein renouveau ; les pays de l'Est aussi sont en plein renouveau. L'Europe s'organise. Le Japon, la Chine deviennent de nouvelles puissances. Que faire de ce monde nouveau ? Giscard d'Estaing m'a dit: « Préparez-vous à avoir affaire à l'Union européenne. » Bush est contre cette idée. Je lui ai dit: «Pourquoi? C'est un fait, une réalité qu'on ne peut ignorer. » Notre monde devient un village. Tous les problèmes deviennent globaux : écologie, ressources, développement, progrès scientifique. Il n'y a rien là d'insurmontable. Là-dessus, je ne suis pas satisfait de mon entretien avec Bush.

En conclusion, le rôle de pionniers dans la perception de l'époque actuelle revient aux Européens. Les Européens sont là-dessus irremplaçables. Soyons réalistes : rien ne sera facile en Europe non plus. Ce qui arrive en ce moment en Europe montre que M. Kohl, votre ami, votre partenaire, a un très fort côté provincial. Chez nous, le moindre homme politique de province joue avec six coups d'avance. Pas lui. Quant à Mme Thatcher, elle s'isole elle-même.

Voilà, j'en reviens là où j'ai commencé : la relation entre la France et l'Union soviétique va jouer un rôle croissant dans les relations internationales.

M. Bush a salué la perestroïka. Je lui ai répondu : « De nos jours, il serait risqué de ne pas saluer la perestroïka! » Bush est pour la stabilité, et c'est très bien. Il est pour la poursuite d'Helsinki. Le Comecon et la CEE vont se rapprocher...

François Mitterrand : GATT, FMI, Banque mondiale : il faut que l'URSS y soit !

Mikhaïl Gorbatchev : C'est un aspect très important. Après la réunion des Sept à Paris, il y a eu une modification de l'attitude américaine là-dessus. J'ai dit à Bush : « Pourquoi parler de valeurs américaines ? La liberté, le marché sont-ils un monopole américain ? Ça existait avant la découverte de l'Amérique ! » Chaque pays doit garder son identité propre, c'est une richesse pour l'univers. La France, l'Italie, la Suède, les États-Unis représentent des formes différentes de capitalisme. De même, le socialisme change et emprunte diverses options, en mal ou en bien, peu importe : c'est le choix des peuples.

François Mitterrand : J'ai eu des discussions avec Reagan à ce sujet. Je lui ai dit : « Vous croyez à Dieu et au capitalisme. Nous admettons le marché comme un fait, pas comme une loi suprême. Le marché est efficace, mais injuste. Nous voulons allier efficacité et justice. »

[Gorbatchev prend des notes, comme s'il tenait à se resservir de ces arguments.]

Mikhail Gorbatchev : J'ai vu cela dans une interview que vous avez donnée. On ne peut pas identifier la conception des États-Unis à celle de certains pays d'Europe, vous avez raison. Quand il vante les lois du marché, Bush ne dit pas que les grandes entreprises américaines sont subventionnées par l'État, par exemple pour la recherche. C'est comme pour le christianisme : la théorie c'est la vertu, mais la pratique c'est le péché, et il n'y a pas d'idéologie du péché ! Bush est sérieux, il connaît bien les dossiers, mais ce n'est pas un esprit très original. Les conservateurs exercent leur influence sur lui. Néanmoins, il est sensible au contact personnel. C'est un Président très bien, pour l'instant. En matière de défense, on progresse, on peut aboutir...

François Mitterrand : Vous avez accompli un grand pas en avant. Le désarmement chimique et peut-être le stratégique auront lieu en 1990. Ce mouvement deviendra irréversible. Il faut être optimiste.

Autre problème : l'Europe. Avant de rencontrer les autres, je souhaite comprendre votre position précise sur le problème allemand. Les révolutions hongroise, polonaise, bulgare, tchèque, nous trouvons ça bien, et nous sommes prêts à y aider sans chercher à imposer nos valeurs : ce n'est pas un problème majeur pour nous. [Gorbatchev prend toujours des notes.]

Je souhaite que ces pays aient plus de liberté, mais je ne veux pas revenir à l'Europe de 1913. De 1913 à 1989, on a assisté à beaucoup d'événements pas très heureux. Il ne faut pas recommencer. Le véritable problème, c'est l'Allemagne. Nous sommes devant une contradiction. Il est difficile de ne pas tenir compte des volontés politiques fortes d'un peuple. La frontière entre les deux Allemagnes n'est pas une frontière entre deux peuples ; mais, à l'inverse, personne ne peut vouloir en Europe une transformation majeure, due à une réunification allemande, sans que d'autres dispositions aient été prises. Nous avons besoin de renforcer notre Communauté. Vous, Soviétiques, vous avez besoin d'assurer l'évolution du Comecon. Nous avons à élaborer ensemble des accords sur l'évolution de l'Europe ; c'est pourquoi j'attache une grande importance à la réunion de la CSCE, l'année prochaine, comme vous l'avez proposé, avant que n'ait lieu le débat sur l'Allemagne. Il faut instituer des accords européens en sorte que le problème allemand ne soit qu'un élément parmi d'autres, et pas le plus déterminant. Nous devons, de même, faire des progrès dans la construction de la Communauté européenne pour que le problème allemand soit minimisé. On a parlé trop tôt du problème des frontières ; une réunification allemande doit être pacifique et démocratique. Vous et nous sommes comptables de l'équilibre européen. L'équilibre allemand ne peut pas passer avant l'équilibre européen. J'ai fait des observations à mes amis allemands en leur disant que rien n'a été dit sur la

frontière polono-allemande ; or c'est un problème majeur. Toute la Communauté pense comme moi, avec plus ou moins d'acuité.

Mikhaïl Gorbatchev : J'ai le sentiment que les États-Unis ne présentent pas franchement leur position.

François Mitterrand : Vous avez raison, mais j'ai parlé des Européens, et il existe une position commune des Européens qui est la suivante : le problème allemand a été trop vite posé. Beaucoup d'autres problèmes, dont celui de la CSCE, doivent passer avant le problème allemand ; et la CSCE garantit les frontières. Bush ne va pas non plus au bout de son raisonnement. Je pense qu'il ne souhaite pas non plus que les frontières soient remaniées. Helsinki parle de frontières inviolables ; Bush a parlé de frontières permanentes : quelle est la différence ? Je n'ai pas la réponse. Je vous en parle librement. Nous sommes très amis avec l'Allemagne, nous sommes liés par des traités particuliers, dont celui de l'Élysée de 1963, et il m'est difficile de leur refuser quoi que ce soit. Mais j'ai un devoir par rapport à l'équilibre de l'Europe et de la paix. Je ne veux pas blesser les Allemands, mais je leur ai dit que le problème allemand se posera après qu'on aura résolu d'autres questions : à l'Ouest, la Communauté ; à l'Est, l'évolution. Entre l'Est et l'Ouest, la CSCE constitue un cadre de règlement pacifique et politique entre nous tous, pays d'Europe, avec les États-Unis et le Canada. Le discours de Kohl a bouleversé la hiérarchie des urgences, à tort. Quel est votre point de vue ? Vous et nous devons aborder ce problème en harmonie et garder un étroit contact.

Mikhail Gorbatchev : Je suis entièrement d'accord avec vous. Une nouvelle coopération s'impose entre nous à ce sujet dans un contexte tumultueux. Nous allons poursuivre cette politique de changements pacifiques. Que chaque pays détermine par lui-même le sens général de son action. Les ingérences extérieures ne doivent plus influer sur les formes économiques et sociales de chaque pays. Tous les participants à l'action de 1968 ont critiqué le caractère inadmissible de ce qui a été fait en Tchécoslovaquie. Mais je ne veux pas être simple témoin, je veux contribuer à ces changements, en confiance, avec ces pays, en aidant à leur transformation.

Pour ce qui est de l'Allemagne de l'Est, je partage votre position. Disons que le problème doit trouver sa solution dans le cadre européen : cela garantira l'Europe contre tout cataclysme et contribuera à la juste solution du problème allemand.

François Mitterrand : Je me rends le 20 décembre en RDA à l'invitation de M. Honecker.

Mikhail Gorbatchev : En RDA, les gens travaillent, tout va bien.

François Mitterrand : Y a-t-il une poussée populaire en faveur de la réunification ?

Mikhail Gorbatchev : C'est un phénomène qui existe, mais plus de la moitié de la population souhaite garder les acquis sociaux, tout en modifiant les institutions politiques et en élargissant la démocratie. Les relations entre la RDA et la RFA sont une communauté contractuelle. Nous allons avoir un dialogue plus actif. J'y suis tout disposé.

A l'issue de ce premier entretien, Mikhail Gorbatchev prie François Mitterrand de lui pardonner par avance le dîner ennuyeux qui va suivre. Il a dû, dit-il, y convier les derniers apparatchiks d'Ukraine, dont il compte se débarrasser très vite. Parmi eux, un certain Leonid Kravtchouk, le plus sclérosé d'entre eux.

Mikhail Gorbatchev: J'ai des journées chaudes qui m'attendent! Le 12 décembre reprend la session du Parlement. Je fais tout ce qui est bon pour le pays et pour notre idéal socialiste auquel vous et moi sommes attachés...

François Mitterrand : Vous avez du courage, de la volonté, de la bonne humeur : c'est prometteur !

Mikhail Gorbatchev : Parce que j'ai fait un choix, moi ; après, ayant fait ce choix, je suis calme. La France en a facilité la réussite.

Les deux hommes abordent alors un sujet qui me tient à coeur : le projet de Banque de l'Europe.

François Mitterrand : Je pense obtenir l'accord des Douze sur le projet de Banque de l'Europe. Nous serions à parts égales au conseil d'administration.

Mikhail Gorbatchev : Nous appuyons cette idée de façon positive, tout en souhaitant en savoir davantage.

François Mitterrand : Vous aurez de l'argent frais grâce d cette banque. J'ai refusé que ce soit une banque des seuls Douze. Il faut que vous y soyez.

Mikhail Gorbatchev : Ce sera un élément essentiel de la construction européenne.

François Mitterrand : Il faut accélérer le règlement des affaires européennes sans tenir compte de la politique des blocs. Il faut se hâter.

Suite des entretiens. Mikhaïl Gorbatchev reprend le récit de sa rencontre à Malte avec le Président George Bush : Le premier sujet abordé était d'ordre économique. Bush s'est dit prêt à aider l'URSS, mais j'avais l'impression qu'il voulait m'imposer ses valeurs occidentales.

François Mitterrand : Les valeurs occidentales sont différentes des valeurs américaines ! Pour Reagan et Mme Thatcher, le marché revêt une grande importance. Pour nous, il faut y introduire la notion de justice sociale...

[Au sujet de l'Allemagne :] il y a deux États souverains, indépendants. Les frontières entre deux peuples sont différentes des frontières entre deux pays étrangers. Mais il faut respecter le principe d'Helsinki, d'intangibilité des frontières.

Il faut éviter les actes irréfléchis, inconsidérés. Il doit y avoir réunification, mais dans le cadre d'une grande Europe.

Mikhail Gorbatchev : J'ai dit à Genscher, en le recevant hier, qu'il remettait en cause vingt ans de politique.

François Mitterrand : Je suis prêt à aider la Pologne, la Hongrie, la RDA, la Bulgarie, sans chercher à imposer les valeurs occidentales. Il est hors de question de revenir à l'Europe de 1913.

Mikhail Gorbatchev: Nous n'avons pas été informés du plan en dix points du Chancelier Kohl.

François Mitterrand : Nous non plus ! J'ai rappelé le traité franco-allemand de 1963 : dans le cas présent, il n'y a pas eu d'information.

Mikhaïl Gorbatchev : Je compare ce plan en dix points à un éléphant dans un magasin de porcelaine !

François Mitterrand : Je me rendrai en RDA pour qu'on n'interprète pas un refus de manière politique.

Mikhail Gorbatchev : Très bien. Je remercie la France pour le dîner du 18 novembre [dîner des Douze] qui a déterminé Bush à offrir son aide économique. Mais le problème des nationalités est plus grave que celui du système économique. Je serais satisfait d'avoir un système économique similaire au système français. Pour que la perestroïka réussisse, il faut un pouvoir fort. Il faut former des cadres. L'Allemagne a proposé à l'URSS de former trois mille cadres ; mais la France n'a proposé que la formation de trois groupes de cinquante cadres...

Il conclut en ces termes leur tête-à-tête : Aidez-moi à éviter la réunification allemande, sinon je serai remplacé par un militaire ; si vous ne le faites pas, vous porterez la responsabilité de la guerre. Est-ce bien là l'intérêt de l'Occident ? Toute accélération artificielle du processus devra être exclue. J'ai dit hier à Genscher que les dix points de Kohl sont en contradiction avec l'analyse que nous faisons de la situation actuelle. C'est

aller trop vite, c'est nuire à la compréhension mutuelle. Cela équivaut à un diktat politique. J'ai employé le mot allemand et le lui ai dit de façon brutale : « Le point numéro trois de Kohl est un diktat sur ce que la RDA doit faire. Qu'est-ce que ce langage-là ? » Chevardnadze a même dit à Genscher : « Même Hitler n'a jamais utilisé cette terminologie ! » Voilà ce qui distingue nos entretiens avec vous de ceux avec les Allemands. Toute la société soviétique a réagi avec force contre Kohl. Je lui ai dit : « Si vous voulez dynamiter tout ce qui a été acquis, faites-le, mais la responsabilité en retombera sur vous. » Un homme politique, même de moyenne stature, doit jouer avec plusieurs coups d'avance. Kohl prétend que Bush a soutenu son idée de confédération. Mais qu'est-ce qu'une confédération ? Une défense et une politique étrangère communes. Sera-t-elle dans l'OTAN ? dans le Pacte de Varsovie ? Ont-ils même réfléchi à tout cela ? Genscher m'a dit avoir appris tout cela au Bundestag. « C'est ainsi que vous voulez travailler avec nous ? Pourquoi ne pas nous avoir consultés auparavant ? Que valent les traités que vous avez signés avec nous ? Ce que vous faites, ai-je répondu à Genscher, c'est du provincialisme ! » Il a perdu les pédales en entendant ça. Il m'a affirmé avoir été placé devant le fait accompli par Kohl. Je lui ai alors demandé : « Pourquoi avez-vous approuvé les dix points de Kohl ? Pourquoi avez-vous ruiné tout ce que vous avez fait dans votre carrière politique ? Quelles conséquences personnelles en tirez-vous ? Faites savoir tout cela au Chancelier ! » Genscher m'a demandé : « Qu'est-ce que je dois dire à la presse ? » J'ai répondu : « Dites qu'il s'est agi d'un entretien franc et direct. Pour l'instant, nous ne remettons pas en cause ce que nous avons fait, mais nous vous faisons savoir notre préoccupation la plus vive. Vous êtes un éléphant dans un magasin de porcelaine ! »

Ensuite j'ai vu Hans Modrow, le dirigeant de l'Allemagne de l'Est. Toutes les institutions sont dissoutes. Modrow, en fait, est en charge d'un comité de réorganisation. Le 19 décembre, le Congrès extraordinaire élira un nouveau Comité central.

A Kiev, nous apprenons qu'Egon Krenz a démissionné à Berlin de ses fonctions de chef de l'Etat et de chef du Conseil national de Défense. Les choses vont encore plus vite que prévu. François Mitterrand est toujours décidé à se rendre en RFA.

Juste avant la conférence de presse, le Président chuchote à Gorbatchev : Les journalistes vont dire que l'on partage la même opinion.

Visite de la cathédrale Sainte-Sophie. Quelle émotion pour moi d'avoir comme guide, dans ce haut lieu de la chrétienté orthodoxe, le secrétaire général du Parti communiste soviétique ! Point d'orgue d'une journée pathétique.

Jeudi 7 décembre 1989

Malgré la lettre de François Mitterrand à Kohl et les promesses faites par Genscher, le Chancelier allemand ne veut toujours pas fixer de date pour la Conférence intergouvernementale. Il suggère même de repousser son ouverture à une date postérieure aux élections allemandes, fin 1990. Les travaux effectifs de cette conférence ne débuteraient alors qu'en 1991. Inacceptable pour nous !

Les clignotants de l'économie sont dans le rouge. Michel Rocard écrit à François Mitterrand pour s'inquiéter de ce qu'au cours des trois derniers mois connus — juillet, août et septembre — le déficit de notre balance commerciale a atteint un rythme mensuel voisin de 5 milliards de francs, confirmant ainsi l'aggravation régulière observée depuis 1988.

Le revenu réel des ménages aura progressé en 1989 de près de 3 %, à peine moins que le pouvoir d'achat des fonctionnaires, qui sera en hausse de 3,3 %, utilisant toutes les ressources budgétaires dégagées par la croissance alors qu'apparaissent de nouveaux besoins, notamment pour l'insertion sociale et le développement de nos universités.

L'accentuation de telles évolutions, poursuit Rocard, porterait en germe un affaiblissement de notre économie et de notre monnaie. S'il venait à se produire, celui-ci fragiliserait la position de la France au moment même où s'ouvriraient les travaux de la Conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire. Nous aborderions cette étape essentielle de la construction européenne avec un crédit entamé.

Il paraît donc plus que jamais nécessaire au Premier ministre de réaffirmer la priorité de la politique gouvernementale en faveur de l'emploi, car la première injustice est celle du chômage. En accord avec Pierre Bérégovoy, il annonce un programme de régulation de la demande ; autrement dit, des économies budgétaires.

Le Président ne s'y oppose pas. Mais procéder à des économies budgétaires sur un budget qu'on n'a même pas fini de voter, ce n'est pas la marque d'une parfaite gestion des affaires publiques.

Vendredi 8 décembre 1989

Le Conseil européen de Strasbourg commence. Dès l'ouverture, le Président insiste sur la nécessité de hâter la construction européenne. Les grandes priorités du Sommet sont rappelées d'emblée : accélération de l'Union économique et monétaire (fixation d'une date pour la Conférence intergouvernementale qui doit marquer le début de la seconde phase) ; Charte sociale ; Europe et audiovisuel ; environnement ; Europe des citoyens. Il veut fixer la convocation de la Conférence intergouvernementale pour la fin 1990. D'entrée de jeu, il est soutenu, ô surprise, par Helmut Kohl ! Le Royaume-Uni, lui, s'y oppose, jugeant cette convocation prématurée.

Sur l'Europe sociale, le Président rappelle l'effroi qui s'est répandu lorsque, au Sommet européen de juin 1981, nouvel arrivé, il avait parlé d'espace social européen. Seul le représentant danois l'avait alors bien timidement soutenu.

A 11 heures, discussion sur l'application de l'Acte unique après un exposé de Jacques Delors ; discussion sur l'Union économique et monétaire ; Charte sociale et autres questions : libre circulation, drogue, environnement, audiovisuel.

A 17 heures, une panne d'électricité plonge brusquement les Douze dans l'obscurité. Margaret Thatcher s'écrie : On pourrait en profiter pour parler de la Charte sociale ! Rires pincés...

En marge du Sommet, entretien entre François Mitterrand et Margaret Thatcher :

François Mitterrand : A Kiev, Gorbatchev m'a paru très dur, plus dur que je ne l'ai dit aux Allemands tout à l'heure.

Margaret Thatcher : Les Quatre devraient se rencontrer au plus vite. En RDA, les gens réclament de plus en plus la réunification. Si cela se produisait, cela poserait à Gorbatchev un problème impossible à gérer. Il faut empêcher cela par le jeu de la CSCE et des quatre puissances. Les Allemands de l'Est ne font pas assez cas des Quatre. Ils ont oublié que c'est grâce à nous que Berlin est libre. Kohl n'a aucune idée de la sensibilité qui prévaut en Europe par rapport à la réunification. L'Allemagne est divisée parce que ce sont les Allemands qui nous ont imposé la plus terrible des guerres. L'Allemagne devient de jour en jour plus dominante en Europe. Il faut nous voir régulièrement pour faire contrepoids à l'Allemagne. Il faut être sûr qu'elle ne dominera pas, comme le fait le Japon. Douglas Hurd a parlé à Genscher d'une Conférence à Quatre. Il est très pour, s'il s'agit de parler de Berlin. Gorbatchev doit être très inquiet en ce moment. Si les foules allemandes s'attaquent aux bases soviétiques, les conséquences seront terribles.

François Mitterrand : Avec moi, Gorbatchev a été sur l'Allemagne beaucoup plus dur qu'on ne l'a dit. Il m'a raconté sa conversation avec Genscher. Il a parlé d'un diktat allemand. Tout cela ne peut qu'exciter les passions en RDA où vivent des soldats soviétiques et leurs familles. C'était une colère à peine rentrée vis-à-vis de l'Allemagne. Mais Gorbatchev n'a pas plus de moyens que nous ; il ne peut psychologiquement plus

faire avancer ses divisions.

Margaret Thatcher : Vous avez raison. Il ne peut plus, à cause de l'évolution récente de la Pologne. [Elle dit cela avec un air de regret.]

François Mitterrand : Les Allemands ont dû faire cette analyse, alors ils continuent d'avancer. Le Parti libéral a critiqué le discours de Kohl, qui est en effet très critiquable. Willy Brandt aussi a exprimé des vues voisines des nôtres. En Allemagne, des forces plus raisonnables se dessinent. Kohl spécule sur le mouvement naturel du peuple allemand, il veut être celui qui l'a encouragé. Y a-t-il beaucoup d'Allemands ayant assez de caractère pour résister à ces pulsions ? Ils n'ont jamais trouvé leurs frontières, ils n'ont pas eu de destin...

Le Premier ministre britannique ouvre alors son sac à main et en sort deux cartes d'Europe un peu froissées, découpées dans un journal britannique. La première représente les frontières de l'Europe à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la seconde celles de l'Europe telles qu'elles ont été fixées en 1945, au lendemain de la chute de Berlin. Elle montre la Silésie, la Poméranie, la Prusse-Orientale. Elle dit : Ils prendront tout ça, et la Tchécoslovaquie.

François Mitterrand : L'accélération de ce mouvement est effectivement très dangereuse.

Margaret Thatcher : Kohl va l'encourager, il va l'enflammer! Il faut placer les Allemands dans un cadre où cela soit vraiment tenu. Ils peuvent refaire de Berlin leur capitale n'importe quand.

François Mitterrand : Oui, et Gorbatchev ne peut plus l'empêcher, pas plus que les États-Unis.

Margaret Thatcher : Les États-Unis ne veulent pas l'empêcher. Il y a un fort lobby pro-allemand en Amérique.

François Mitterrand : L'ambassadeur américain à Bonn, Vernon Walters, parle d'une réunification dans les cinq ans. Nous n'avons pas les moyens de la force face à l'Allemagne. On se trouve dans la situation des dirigeants de la France et de l'Angleterre avant la guerre, qui n'ont réagi devant rien. Il ne faut pas se retrouver dans la situation de Munich !

Margaret Thatcher : Les États-Unis ne feront rien, car ils veulent faire des coupes claires dans leur budget de défense et ils ajusteront leur politique extérieure en fonction de cela. Bush a dit qu'il y a place pour une deuxième réduction significative des forces conventionnelles en Europe, ce qui est important. Il faut étudier son discours de près. Il y a beaucoup d'instabilité en ce moment. Il faut que nous rédigions ici un communiqué très ferme sur les frontières en Europe. Genscher sera de notre côté.

François Mitterrand : J'ai dit à Genscher : « Nous sommes des amis et des alliés ; mais ce qui se passe nous prépare à une nouvelle alliance entre la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique contre l'Allemagne, exactement comme en 1913. Vous serez 90 millions d'habitants, l'URSS se tournera vers nous, et vous serez encerclés. »

Margaret Thatcher : Gorbatchev ne voudra plus réduire les armements si la RFA devient très forte.

François Mitterrand : Il faut maintenant discuter avec les Allemands et faire respecter les traités.

Margaret Thatcher : Il faut d'abord respecter les frontières. Et puis, quand il y aura eu en Allemagne de l'Est la démocratie pendant quinze ans, on pourra alors parler de réunification.

François Mitterrand : Il faut établir des relations particulières entre la France et la Grande-Bretagne comme en 1913 et en 1938.

Margaret Thatcher : En 1914, nous autres Britanniques aurions pu rester extérieurs à la guerre, s'il n'y avait pas eu un tel accord. Un message de Gorbatchev est en route, les Soviétiques y proposent une réunion à Quatre. C'est bien. Mais l'URSS doit changer. L'URSS est maintenant le seul pays de l'Est où il n'y ait pas encore le multipartisme.

François Mitterrand : Je n'en suis pas si sûr. Le danger serait d'avoir en URSS un régime multipartite, nationaliste et militariste.

Margaret Thatcher : Trop de choses arrivent en même temps ! Ce n'est pas une affaire purement allemande. Si l'Allemagne domine les événements, elle prendra le pouvoir sur l'Europe de l'Est, comme le Japon l'a fait sur le Pacifique, et cela serait inacceptable de notre point de vue. Les autres doivent s'allier pour l'éviter.

Discussion sur la Banque, l'après-midi, à l'occasion de l'examen du paragraphe qui en prévoit la mise à l'étude. Margaret Thatcher et Rudd Lubbers y sont violemment hostiles. Kohl reste neutre. Le Président semble sur le point de céder. Paradoxalement, c'est Margaret Thatcher qui sauve la situation. Elle consent finalement à ce qu'il en soit fait mention dans le communiqué final à condition, dit-elle, que tous les pays du groupe des Vingt-quatre (OCDE) y soient admis comme actionnaires. Donc aussi les États-Unis et le Japon. Ravis, tous opinent. Le Président ne peut qu'acquiescer à son tour.

Je suis catastrophé : c'en est fini de notre rêve d'une institution strictement européenne. Sous tutelle américaine, la Banque européenne ne sera qu'une banque de développement comme les autres. C'est le ministre danois des Affaires étrangères qui trouve son nom : Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Évidemment, nul n'a osé suggérer que l'Union soviétique puisse en faire partie. D'ailleurs, il est évident que chacun pense le projet enterré, puisque aucune procédure de lancement n'est clairement évoquée et parce que, au 1er janvier, la présidence de la Communauté passe à l'Irlande.

Dîner entre chefs de délégation. Sujets évoqués : relations extérieures de la Communauté, AELE, Lomé, Méditerranée.

Margaret Thatcher reproche violemment au Chancelier de vouloir l'unification sans le dire. Kohl reparle du fameux accord de l'OTAN de 1970, façon de reconnaître qu'il veut la réunification. Il approuve la visite de François Mitterrand en RDA. Mais Erich Honecker est parti. Egon Krenz a renouvelé l'invitation, puis s'en est allé à son tour. Et, à son tour, Hans Modrow, a renouvelé l'invitation...

Au cours du dîner, les Onze tentent d'amener Kohl à accepter que, dans la déclaration finale, soit clairement affirmé le principe de l'intangibilité des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale. Il s'y refuse et accepte seulement que le communiqué fasse référence aux conclusions de la Conférence d'Helsinki. Margaret Thatcher revient à la charge et suggère qu'on ajoute dans le communiqué une phrase sur le respect des frontières actuelles. Helmut Kohl : Nein, nein ! Margaret Thatcher, avec un sourire féroce : C'était un test. Il est concluant...

Helmut Kohl se rallie au processus d'Union économique et monétaire, tandis que les Douze acceptent que le peuple allemand retrouve son unité à condition que son autodétermination s'inscrive dans la perspective de l'intégration communautaire.

Le Président me dit après ce dîner : Kohl ne parle jamais de la réunification de la RFA avec la RDA, ce qui serait clair. Il utilise systématiquement la formule « unité du peuple allemand ». Qu'est-ce que ça veut dire, l'unité du peuple allemand ? Kohl y inclut-il les Allemands qui vivent en Silésie polonaise ou dans les Sudètes tchèques ? Chaque fois qu'on lui demande de préciser sa pensée, il reste dans le flou. Il doit évidemment faire face à la surenchère électorale de l'extrême droite allemande, qui en est à revendiquer les territoires du Grand Reich. Mais, en laissant subsister le doute, il joue un jeu dangereux. Cette formulation est une question primordiale pour l'avenir de l'Europe. Il ne faut pas oublier comment l'Europe a explosé en 1937.

Samedi 9 décembre 1989

Petit déjeuner entre Helmut Kohl et François Mitterrand. Le ton du Président est plus nuancé qu'avec Margaret Thatcher.

François Mitterrand : Tout se passe comme si Gorbatchev avait accepté toute la suite de l'évolution prévisible des événements touchant l'Allemagne, mais il faut savoir qu'il reste très ferme sur les frontières. Comment réagira-t-il à une évolution rapide en RDA ? Comment coexisteront les deux Allemagnes réunifiées dans deux systèmes d'alliance ? Ce sont des questions qui l'inquiètent beaucoup.

Le Pacte de Varsovie doit-il survivre ? Gorbatchev est inquiet des conséquences militaires de la réunification, pas de ses conséquences politiques. Le maintien du Pacte de Varsovie est son dernier rempart. Il accepte tout le reste. Mais que veut dire un pacte s'il est inutilisable en cas de guerre ? Le Pacte de Varsovie repose sur la seule Union soviétique ; c'est une fiction.

Helmut Kohl : Le problème de Gorbatchev est de préparer l'URSS à l'an 2000. Si la croissance économique s'améliore en URSS, cela lui donnera une chance de coopération plus étroite avec nous. Gorbatchev doit cesser d'avoir peur d'un envahisseur venant de l'Ouest. En RDA, la situation est très instable, il faut attendre. Modrow m'a fait dire cette nuit qu'il souhaite que je parle à la RDA dans les jours à venir et que j'annonce une évolution paisible vers la réunification.

François Mitterrand : Nous vivons des moments révolutionnaires. C'est plus fort que l'accession de Lénine au pouvoir. L'URSS n'échappera pas au multipartisme.

Helmut Kohl : C'est une situation critique, il faut la calmer. Il faut stabiliser le système économique. La RDA veut copier ce qui a été fait en Hongrie. C'est bien. En Pologne, les choses sont plus difficiles. Des entreprises allemandes sont déjà en Pologne ; c'est le chaos, là-bas. Il n'y a pas de professionnels. Jaruzelski m'a dit : « Je suis le Polonais le moins populaire. Le plus populaire, c'est le pape, puis Mazowiecki. » Il faut faire quelque chose pour eux dès cet hiver.

Le Sommet reprend. Les communiqués sont adoptés. Ils ont été revus durant la nuit par Genscher et Dumas, avec Teltschik et moi. Les résultats sont excellents.

Lancement de l'Union économique et monétaire. On fixe la date. La première étape commencera le 1er juillet 1990. La Conférence intergouvernementale en vue d'élaborer les étapes 2 et 3 sera convoquée avant la fin de 1990, c'est-à-dire, comme le voulait le Chancelier après les élections en RFA.

Pour ce qui est de l'Europe sociale, la Charte des droits sociaux fondamentaux est adoptée à Onze (le Royaume-Uni s'y opposant). Un programme d'action proposé par le Conseil des ministres est également adopté.

Deux autres décisions sont prises et inscrites dans les conclusions :

- libre circulation des personnes : adoption avant la fin de 1990 des conventions sur le droit d'asile et sur les visas ;
- lutte contre le trafic de drogue : création d'un groupe de coordination.

Sur l'assistance aux pays de l'Est, plusieurs mesures sont décidées, parmi lesquelles une aide financière à la Pologne et à la Hongrie et la mise à l'étude de la création de la BERD. On annonce aussi, parallèlement, la création d'une institution pour la formation des cadres de l'Europe de l'Est.

Dimanche 10 décembre 1989

En Tchécoslovaquie, démission de Gustav Husak. Un gouvernement d'« entente nationale » (dix ministres communistes sur vingt et un) est formé. Il promet l'organisation d'élections libres dans les six mois et l'instauration de l'économie de marché.

En direct de l'Élysée, François Mitterrand accorde une interview à quatre journalistes d'Antenne 2 et d'Europe 1. Il dresse le bilan du Sommet de Strasbourg. Mais l'actualité à l'Est et les problèmes de l'immigration occupent l'essentiel de l'interview. C'est alors que, pour la première fois, j'entends le Président recourir au concept de seuil de tolérance à propos de la présence des étrangers sur notre sol. L'expression figure parmi les arguments favoris de l'extrême droite. C'est une des très rares fois, en l'espace de quinze ans, où je vois François Mitterrand ne pas maîtriser son expression.

Lundi 11 décembre 1989

A la demande des Soviétiques, les ambassadeurs des quatre puissances occupantes (France, Royaume-Uni, URSS, États-Unis) se réunissent à Berlin pour la première fois depuis dix-huit ans afin de rappeler au Chancelier que les Alliés ont encore leur mot à dire sur le statut de cette ville. L'ambassadeur soviétique tente — mais les autres ne le suivent pas — de lancer la discussion sur l'avenir de l'Allemagne en insistant sur le fait que l'URSS ne laissera pas porter atteinte à l'intégrité de la RDA, son allié stratégique. Il propose l'établissement de contacts réguliers entre les ambassadeurs et la création de groupes de travail. Étrange, ce revirement, alors que, depuis 1971, Moscou a cherché par tous les moyens à présenter la RDA comme le seul interlocuteur des Alliés à Berlin !

Avec Jean-Claude Trichet et Élisabeth Guigou, je fais en sorte d'obliger les Douze à tenir malgré eux leurs engagements très flous sur la Banque. Je propose au Président de convoquer à Paris, à la mi-janvier, une conférence destinée à préparer le traité qui lui donnera vie. Sans en prévenir personne et sans demander l'accord de personne, le Président accepte d'envoyer une lettre à ses trente-cinq partenaires de l'OCDE et de l'Est, qui reprend mot pour mot les termes du communiqué de Strasbourg. Il faut faire vite. Notre seule légitimité pour agir est la présidence française, qui s'achève dans trois semaines.

Mardi 12 décembre 1989

Au petit déjeuner des « éléphants » du PS, Pierre Joxe, ravi des déclarations du Président, dimanche, à la télévision, rappelle que, dans un passé récent, il a pris des positions fermes sur les problèmes d'immigration : Tout le monde, ou presque, m'avait engueulé, et l'on s'aperçoit maintenant que je n'avais pas tellement tort.

Jean Poperen commente : Eh oui ! Le droit à la différence est tombé, et personne ne l'a ramassé !

Le secrétaire d'État américain, James Baker, prononce à Berlin un discours dans lequel il rappelle les grands principes de la position américaine sur l'Allemagne : l'autodétermination allemande doit être mise en œuvre sans préjudice des conséquences ; elle doit avoir lieu dans le contexte de l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN et à la CEE, ainsi que dans le cadre des droits et responsabilités des Alliés ; cette évolution doit être pacifique et progressive ; les principes de l'Acte final d'Helsinki doivent être respectés. Il envisage une nouvelle architecture pour l'Europe et un nouvel atlantisme. Il propose un renforcement des liens entre les Etats-Unis et la CEE, qu'il encourage dans sa réussite.

A Moscou, Mikhaïl Gorbatchev obtient que le Congrès des députés refuse d'ouvrir le débat sur l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste.

Le Président confirme qu'il se rendra en RDA la semaine prochaine : Ceux qui m'accusent de jouer contre la réunification en me rendant en RDA sont des imbéciles. La réunification n'est pas à l'ordre du jour. Kohl ne m'a pas demandé de ne pas y aller. Et il suffit qu'on veuille m'interdire quelque chose pour que j'aie très envie de le faire.

Mercredi 13 décembre 1989

La RDA vient s'interposer dans les négociations européennes. Un secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères téléphone directement à Michel Rocard pour indiquer que la RFA ne peut plus signer les accords de Schengen : ils ne font pas une place suffisante à la RDA, dit-il.

Au Conseil des ministres, à propos du GATT, le Premier ministre parle de la simultanéité des programmes de désubventionnement interne. Chacun se regarde, interloqué, au bord du fou rire.

Puis le Président intervient sur Strasbourg : Nous avons été les seuls, avec l'Italie, à insister pour que la Yougoslavie figurât dans les textes du Conseil européen.

Les Allemands ont compris qu'ils ne peuvent à la fois montrer un empressement excessif, tout au moins aux yeux de certains, à l'égard de l'Est, et freiner du côté de l'Ouest. Ce qui fait notre force, c'est que nous avons des cartes complémentaires. Notre relation avec la RFA est bonne. Mais elle est bonne aussi avec l'URSS. La Grande-Bretagne reconsidère un peu sa position.

Dans les petits pays — Belgique, Pays-Bas, Danemark —, la réunification allemande suscite plus de craintes que chez nous. Depuis que le Mur est tombé, les responsables y regardent à deux fois avant de renouveler les grandes déclarations généreuses que l'on faisait par routine. Le Président rend hommage à un texte récent du SPD sur la réunification : On y discerne l'influence de M. Brandt, très remarquable sur ces questions, comme il l'est depuis longtemps.

Roland Dumas évoque à son tour le Conseil européen dont il dit : L'Histoire retiendra peut-être qu'il a dessiné les contours futurs d'une nouvelle Europe.

François Mitterrand ajoute : A l'issue du Conseil européen, il n'y a eu que peu de polémiques en France. Si l'on a soutenu que la Charte sociale européenne n'avait que la valeur d'une déclaration de principes, ilfaut souligner, d'une part, qu'elle servira de fondement à de nombreuses directives, et, d'autre part, que son adoption n'avait pas pour but de faire accomplir à la France des progrès dans le domaine social, dès lors que notre législation en ce domaine est en avance sur celle de nos partenaires. Si l'on a également souligné que la date de la convocation de la conférence intergouvernementale était fixée après les élections législatives en RFA, il faut bien voir qu'il n'était pas concevable que cette date pût être antérieure au 1er juillet 1990, compte tenu de ce qui avait été décidé au Conseil européen de Madrid. Dès lors que cette conférence ne pouvait être convoquée qu'au cours du second semestre 1990, il était nécessaire de tenir compte de la date des élections en RFA. Sinon, il n'y aurait pas eu d'accord à Strasbourg. Enfin, la perspective de l'Union économique et monétaire conforte notre position : alors qu'aujourd'hui nous nous heurtons à l'hégémonie du Deutsche Mark, demain nous pèserons de tout notre poids dans les décisions monétaires.

Une crise gouvernementale a failli éclater à propos du travail précaire. Jean-Pierre Soisson avait préparé un projet de loi. Le groupe socialiste a présenté une proposition de loi plus dure. Des négociations sont en cours entre le patronat et les syndicats. Le gouvernement a jugé qu'il convenait d'attendre l'issue de ces négociations. Le groupe et le parti, furieux, veulent maintenir leur proposition de loi, accusant le gouvernement de ne pas être assez social (Fabius, Mauroy, Mermaz). Jean-Pierre Soisson a menacé de remettre sa démission.

François Mitterrand : Enfantillages ! Je vous avais dit qu'il était mauvais.

Jeudi 14 décembre 1989

Il y a actuellement deux tendances contradictoires aux États-Unis sur le COCOM, cette institution informelle occidentale qui contrôle les exportations de technologies « sensibles » : l'une, émanant des milieux commerciaux, prône un allégement des contrôles existants ; l'autre, soutenue essentiellement par le Pentagone, recommande, malgré les changements en cours dans les pays d'Europe de l'Est, de ne pas baisser la garde. Il faut aller vers la définition d'un « noyau dur » des technologies véritablement critiques, assortie de méthodes plus contraignantes d'actualisation des listes. On peut aussi envisager un « traitement privilégié » pour la Hongrie et la Pologne. Le cas de l'URSS suscitera sans doute davantage de réserves de la part de nos partenaires. Une véritable actualisation des listes n'est possible que si des orientations politiques sont données au plus haut niveau aux experts.

Décès d'Andreï Sakharov. Il n'aura fait qu'entrevoir le monde dont il rêvait, et qu'il a aidé à naître par son rêve.

Vendredi 15 décembre 1989

Les seize pays de l'OTAN déposent aujourd'hui, à Vienne, un texte résumant leurs propositions sur le désarmement conventionnel. Ils espèrent que cette négociation aboutira avant la fin de l'an prochain. Il subsiste de nombreux problèmes sur les avions, les hélicoptères, les forces stationnées, la vérification. A Malte, Bush et Gorbatchev ont parlé de réductions supplémentaires à opérer dans le domaine des armes conventionnelles après le futur accord de Vienne. Ils n'ont pas publiquement fait état de ce qu'ils ont pu se dire sur le futur retrait — indépendamment même de l'accord de Vienne — de leurs troupes respectives en Europe. Mais, parallèles ou non, des retraits ont lieu. Hier, à l'ONU, pour la première fois, un vice-ministre soviétique a envisagé un retrait soviétique complet, sans le lier formellement au retrait simultané des forces de l'OTAN.

Gorbatchev pense qu'un désarmement naval devrait être entrepris après l'accord de Vienne. Bush s'y refuse.

Gorbatchev semble avoir donné à Malte son accord à George Bush sur un Sommet permettant de conclure à vingt-trois en matière de désarmement conventionnel.

Bush a proposé l'arrêt de la production d'armes chimiques à partir de l'entrée en vigueur de la future convention si l'URSS se rallie à la formule américaine du maintien, après la huitième année d'application de celle-ci, d'un stock résiduel équivalant à 2 % des stocks actuels, et ce jusqu'à l'adhésion de tous les États « chimiquement capables ». Les Soviétiques n'ont pas donné leur accord.

Dissolution par la nouvelle direction du Parti communiste tchécoslovaque de toutes les organisations du Parti au sein de l'État. L'État cesse de se confondre avec le Parti. Il ne reste plus rien de l'essentiel du système politique communiste.

Samedi 16 décembre 1989

François Mitterrand rencontre George Bush en terre française, sur la plage de Saint-Martin où j'ai organisé une réunion de sherpas en avril dernier.

François Mitterrand : En Europe, on assiste à la plus grande révolution depuis le XVIIIe siècle. Il se passe tous les jours des choses différentes. Strasbourg s'est bien passé. Nous avons un programme précis : un marché unique dans trois ans. Mais trois ans, c'est court. Il y aura aussi la

BERD, et l'Institut de formation. Gorbatchev les a acceptés.

Pour ce qui est de la RDA, on est devant deux réflexes contradictoires. La réunification serait normale, mais il y a un problème avec l'URSS. Plus que la France, certains pays (Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Danemark) s'inquiètent de la masse énorme que va représenter l'Allemagne au centre de l'Europe. Il faut donc réaliser en même temps plusieurs objectifs : l'évolution des deux Allemagnes, celle de l'Europe et celle de l'Alliance. Nous avons connu deux invasions en ce siècle. La France est née d'une invasion allemande il y a quinze siècles. Puis il y eut l'Empire romain-germanique. Nous n'avons pas de complexe d'infériorité. Mais nous ne voulons pas de déséquilibres en Europe qui créeraient des tensions avec l'URSS et mettraient en péril Gorbatchev. On aurait alors un dictateur qui ne serait plus communiste, mais serait très agressif. La RFA doit être très claire sur le problème des frontières. Voilà: c'est avec de telles contradictions qu'on fait l'Histoire.

George Bush : A court terme, je suis très inquiet d'une évolution des choses en RDA, qui accélérerait les événements, entraînerait l'usage de la force et ferait pression sur Gorbatchev. Il ne faut pas pousser des forces obscures à commettre des choses stupides.

A long terme, tout se joue sur la Pologne, et il faut que nous soyons très cohérents.

François Mitterrand : Les problèmes les plus urgents sont ceux de la RDA et de la Tchécoslovaquie. Il peut s'y passer n'importe quoi. Le gouvernement allemand presse trop. Il crée trop d'attente en RDA. La RDA n'est pas prête à la réunification. L'URSS et la Pologne sont en première ligne, car il y a des provinces allemandes en URSS et en Pologne. Que leur arrivera-t-il ?

George Bush : On me dit que 80 % de germanophones habitent ces régions.

François Mitterrand: Moins. Il y a un million d'Allemands en Union soviétique et en Pologne. Heureusement, il y a des partisans de la sagesse en RFA: Weizsäcker, Brandt, Genscher. Kohl mélange ses problèmes de politique intérieure et ces questions-là. Il pousse trop loin.

George Bush : Vous avez raison. Il s'est un peu calmé. Pensez-vous que nous, Américains, sommes apparus trop favorables à la réunification avec la déclaration de Walters donnant le sentiment de pousser en ce sens ?

François Mitterrand : Oui. C'est trop, car votre ambassadeur a donné un calendrier, [Il a parlé de cinq ans] ce que même Kohl n'a pas osé faire. Walters ne s'est peut-être pas trompé, mais, en le disant, il accélère le processus.

George Bush : Oui, il a eu tort. J'en suis désolé. J'ai indiqué que la position officielle américaine n'était pas celle-là. Nous ne sommes pas contre la réunification, mais nous restons très prudents.

François Mitterrand: Cela pourrait détériorer les relations Est/Ouest. Cela a donné le sentiment que vous étiez encore plus pressés que Kohl !

George Bush : Que vous a dit Gorbatchev à ce sujet ? Il m'a semblé très préoccupé.

François Mitterrand: Il est très ferme. Il ne peut accepter cette réunification. Il ajoute : « Si on touche aux frontières, je ne serai plus écouté. » Il veut qu'on l'aide à modérer le mouvement. Gorbatchev est hostile à la réunification. Pas moi. Mais je suis d'accord avec lui pour dire qu'il faut être plus lent.

Violences à Timisoara, en Roumanie, consécutives à la déportation du pasteur Laszlo Tokes, défenseur de la minorité hongroise.

En seconde lecture, le Sénat rejette à nouveau l'amnistie et adopte le reste du projet de loi sur le financement de la vie politique. Jusqu'au bout, le processus aura donc été catastrophique !

Dimanche 17 décembre 1989

Présentation du plan de stabilisation de l'économie polonaise, au coût social très élevé.

Des dizaines de milliers de Moscovites défilent devant la dépouille de Sakharov.

Mardi 19 décembre 1989

Helmut Kohl est à Dresde pour sa première visite officielle en RDA. Signature d'accords économiques et culturels.

Willy Brandt est aussi en RDA, à Magdebourg.

Pierre Bérégovoy répond à François Mitterrand qui lui a demandé de lui faire des propositions sur la réforme des rémunérations dans la fonction publique.

Cette réforme, dit le ministre, doit porter sur la structure même des rémunérations ; elle devrait s'assigner deux objectifs : chercher le déblocage des situations les plus contestées (absence de perspective de carrière pour les agents parvenus au sommet de leur grade, par exemple) ; donner au système de rémunération une réelle souplesse permettant que celle-ci s'adapte à l'évolution des qualifications requises des agents publics, aux situations spécifiques propres à certains ministères et aux besoins de modernisation de l'administration. Mais on ne peut faire plus. On ne peut augmenter les salaires des fonctionnaires.

Le choix de l'Union monétaire, explique-t-il, nous impose une politique économique fondée sur le maintien de la stabilité monétaire interne (désinflation) et externe (franc solide). Si nous relâchons notre effort en ce domaine, les Allemands affirmeront dans un an que les conditions de stabilité monétaire en Europe ne sont pas réunies, et la conférence intergouvernementale en supportera les conséquences.

Pierre Bérégovoy rappelle que la construction de l'Europe monétaire implique la poursuite de la baisse du déficit budgétaire. Or, les dépenses correspondant à la rémunération des fonctionnaires et aux pensions qui leur sont liées représentent actuellement 500 à 600 milliards de francs, soit près de la moitié du budget de l'État. Une croissance trop rapide de ces dépenses, au-delà des 20 milliards de mesures nouvelles déjà décidées pour la période 1989-1993, compromettrait la réduction du déficit budgétaire, sauf à augmenter sensiblement les impôts. Tout effort supplémentaire devrait donc être gagé par des économies sur le fonctionnement de l'État.

Mercredi 20 décembre 1989

Au Conseil des ministres, nouvelle discussion introduite par Pierre Joxe au sujet des accords de Schengen. Le ministre de l'Intérieur s'inquiète de ces accords qui posent le problème des rapports des cinq pays signataires avec le reste des Douze.

Le Président : On fait l'Europe ou on ne la fait pas. Encore faut-il naturellement une garantie à la frontière entre les cinq pays et l'extérieur.

A la suite d'une intervention de Roger Fauroux sur la filière électronique, le Président : La mobilisation est d'autant plus nécessaire que la situation industrielle est très grave pour l'ensemble de l'Europe. Une bataille perdue pour l'industrie électronique, c'est une bataille perdue pour toute l'industrie.

Jean Poperen dresse le bilan de la session parlementaire.

Le Président : L'absentéisme des députés bat tous les records. Certains débats budgétaires se sont déroulés en présence seulement de quatre ou cinq députés de la majorité. Mais les ministres doivent aussi se montrer beaucoup plus respectueux du Parlement. Seule une obligation internationale vraiment importante peut justifier leur absence.

Rudd Lubbers écrit à François Mitterrand pour proposer la candidature d'Onno Rudding, ancien ministre des Finances des Pays-Bas, à la direction de la future Banque européenne pour la reconstruction et le développement, si elle voit le jour. Le Président transmet la lettre à Élisabeth Guigou en lui recommandant, en marge, de donner une réponse de principe.

Début de l'intervention américaine au Panama en vue de renverser le général Noriega, inculpé de trafic de drogue par la justice fédérale. François Mitterrand : Des voyous, ces Américains ! Bush ne m'a rien dit, encore une fois.

François Mitterrand se rend en RDA. Il estime que la question de l'unité allemande est dès à présent posée et exprime sa confiance dans la maturité des Allemands, à l'Est et à l'Ouest. Il propose de tenir la réunion au Sommet de la CSCE, que Gorbatchev souhaite voir avancer d'un an, en décembre 1990 à Paris.

Jeudi 21 décembre 1989

Conférence de presse de François Mitterrand à l'université Karl-Marx à Leipzig. Il raconte à cette occasion, comme il l'a souvent fait devant moi, son entrée dans la Résistance en décembre 1941, dès son évasion d'Allemagne.

François Mitterrand : Seules des élections libres, ouvertes, démocratiques, permettront de savoir exactement ce que veulent les Allemands des deux côtés. Il faut d'abord passer par cette épreuve, qui est une bonne épreuve, avant de décider pour les Allemands... Mais le peuple allemand doit se déterminer en tenant compte de l'équilibre européen. Il ne peut pas faire fi d'une réalité qui fait de lui, à l'Est, un membre très actif de l'alliance dite du Pacte de Varsovie, avec des armées étrangères puissantes sur son sol. Pas plus que l'Allemagne fédérale ne peut faire fi d'une situation comparable avec ses alliés de l'Ouest. Je dis donc que l'unité allemande, c'est ensuite l'affaire de vos voisins, qui n'ont pas à se substituer à la volonté allemande, mais qui ont à veiller à l'équilibre de l'Europe. Voilà presque une contradiction. Je crois qu'il faut faire avancer en même temps les formes d'unité allemande et européenne. Autrement, on va vers un déséquilibre sur lequel vous aurez le devoir de réfléchir lorsque vous voterez.

... La première fois que je suis venu en Allemagne, c'était comme prisonnier de guerre en Thuringe. Remarquez : la seule issue pour un prisonnier, c'est de s'évader, c'est ce que j'ai fait. Comme je suis parti à pied, j'ai pu visiter d'Allemagne, c'était la première fois. Je ne peux pas dire que j'en garde un mauvais souvenir. M'ont été épargnées les pires rigueurs ou les pires brutalités de la guerre. J'ai rencontré beaucoup de braves gens parmi vos compatriotes. C'étaient généralement des ouvriers, déjà un peu âgés, ou des soldats blessés qui remplissaient la fonction de garder des prisonniers de guerre.

... Bien entendu, lorsque je me suis retrouvé en France occupée par les Allemands, fin 1941, au mois de décembre, dans un pays coupé en deux — je sais ce que c'est ! —, je ne pouvais choisir que le combat. Je suis allé en France, dans toutes les provinces je suis allé un moment en Angleterre ;je suis allé un moment en Algérie. Je suis revenu ensuite en France, au début de 1944, et j'ai vu les grandes phases de la guerre. Terrible guerre ! Au lendemain de cette guerre, je suis allé en République fédérale, dès 1945, j'ai vu l'effroyable désastre des villes, Francfort, Nuremberg et les autres, réduites à rien. Vraiment, la guerre était abominable, et de part et d'autre nous nous sommes détruits follement.

Donc, ce que vous appelez l'antifascisme, c'est aussi une certaine forme de défense de la paix, et le refus d'une idéologie imposée par la force. Voilà ce que cela veut dire. Les idéologies sont saines, il faut bien avoir des idées. Il est même bon d'avoir un corps de doctrine pour s'expliquer le monde, expliquer le rôle des individus dans une société, la relation entre l'État et le citoyen. Chacun selon sa préférence. Mais, quand on veut imposer son idéologie aux autres, on commet un crime contre l'esprit, et c'était cela, le fascisme et le nazisme.

L'abomination du nazisme se serait donc réduite, selon lui, à imposer sa doctrine aux autres ? Ses concepts mêmes ne seraient donc pas condamnables en soi ? Comme toute idéologie, ils seraient « sains » ? !... Le nazisme ne serait pas un corps de doctrine monstrueux en soi, indépendamment de la force utilisée pour l'imposer ?... Comment peut-il développer un tel contresens ?

Horst Teltschik me téléphone : il s'inquiète de ce que, lors de la conférence de presse tenue par François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev à Kiev, ce dernier a renouvelé sa proposition de convoquer une Conférence des États participants à la CSCE (Helsinki II) dans le courant de 1990. François Mitterrand a déclaré qu'il avait donné une réponse positive à cette proposition. A Berlin-Est, le Président français a suggéré d'organiser cette conférence à Paris à la fin de 1990. Teltschik craint que Moscou ne songe à discuter en une telle occasion du sort de l'Allemagne. Il y est très hostile. A son avis, y discuter des questions relatives à l'Allemagne serait reconnaître de facto un droit de participation dans ces discussions aux États qui — à la différence des quatre puissances — n'ont ni droits ni responsabilités vis-à-vis de Berlin et de l'Allemagne dans son ensemble. Autrement, il craint que le problème de la réunification soit entre les mains des Belges ! Et aussi, qu'en renvoyant à cette conférence, on gèle leur dynamique, visiblement plus rapide. Je prends note, sans plus.

Rencontre des trente-quatre ministres des Affaires étrangères de la CEE et de la Ligue arabe à Paris.

En Roumanie, la foule appelée à soutenir le Conducator se retourne contre lui. Intervention des forces armées. Confusion. Ceausescu est en fuite.

Helmut Kohl propose à François Mitterrand de franchir à son côté un passage dans le Mur, à la porte de Brandebourg. Le Président refuse : C'est une affaire entre Allemands. Je n'ai pas à y participer. Kohl ne m'a pas prévenu de son plan en dix points ; il refuse de reconnaître la frontière Oder-Neisse. Et il veut que j'aille légitimer sa mainmise sur la RDA ? C'est trop gros ! Il ne peut pas espérer que je tombe dans ce piège. Et la presse française qui dit que je ne comprends rien... Les journalistes sont toujours prêts à se coucher aux pieds du vainqueur, comme en 1940!

Vendredi 22 décembre 1989

L'Assemblée adopte définitivement le texte sur le financement de la vie politique. Avec l'amnistie !... Détail significatif: le vote de cet amendement permet peut-être de faire échapper Christian Nucci à toute poursuite, sans obliger cependant le juge à le faire bénéficier de l'amnistie. Lourd brouillard. Rocard croit que Nucci est exclu de l'amnistie. Mauroy, lui, espère qu'il est couvert.

François Mitterrand : J'enrage contre ce texte!

Une décision de libération totale des investissements étrangers en France doit intervenir le 1er janvier, car elle est liée à la suppression du contrôle des changes. Les investissements communautaires libres, conformément à nos obligations européennes, restent soumis à des formalités déclaratives préalables. Pierre Bérégovoy propose de supprimer la formalité de déclaration préalable et de maintenir la procédure d'autorisation pour les investissements non communautaires.

Le Président laisse faire.

Discussion avec François Mitterrand. Il faut inventer un concept qui donne sens à la maison commune et qui rassemble tous les pays d'Europe. La Banque ne lui paraît pas suffire. Le mot communauté est déjà pris. Pourquoi pas confédération ?

Dimanche 24 décembre 1989

Une liberté totale de circulation est instaurée entre la RFA et la RDA.

Proclamation de l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire roumain. Violents combats.

Le Président : Et on voulait que j'aille sur la porte de Brandebourg avec Kohl ? C'est grotesque !

A Panama, le général Noriega, assiégé par les marines, s'échappe et se réfugie... à la Nonciature ! Décidément, sous tous les cieux et à toutes les époques, le Vatican pratique beaucoup la charité envers les grands criminels.

Lundi 25 décembre 1989

Le monde apprend en même temps le procès, la condamnation à mort et l'exécution immédiate des époux Ceausescu. Malaise devant la tenue des condamnés et l'embarras des bourreaux.

Mardi 26 décembre 1989

Mise en place en Roumanie du Conseil du Front de salut national, présidé par Ion Iliescu. Petre Roman devient Premier ministre.

La lettre de François Mitterrand invitant à négocier à Paris la création de la BERD est expédiée aux Trente-Cinq, y compris aux Soviétiques. La conférence de négociation aura lieu le 15 février. Les Américains seront furieux, en la recevant, d'apprendre qu'on ne les a pas consultés avant de lancer cette procédure. Et, surtout, que les Soviétiques y sont invités.

Mercredi 27 décembre 1989

Pressés par Roland Dumas d'intervenir en Roumanie, contre les hommes de Ceausescu qui menacent encore, les Soviétiques refusent, usant de deux arguments que l'on peut résumer ainsi : le Conseil du Front de salut national n'a rien demandé ; une intervention militaire risquerait de raviver les litiges territoriaux à propos de la partie de la Moldavie récupérée par l'URSS au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Lors d'une réunion qu'on croyait finale, le projet d'accord entre l'État et la CGE sur Framatome n'a pas été conclu, Pierre Suard voulant que la CGE ait un rôle d'opérateur industriel prépondérant. Alors que l'accord faisait passer l'équilibre public/privé de 45/52 à 47,5/47,5, (le reste étant neutre) ces déclarations ont semé la confusion sur le thème de la privatisation, alimentée par Jean-Claude Leny, le patron de Framatome, hostile à l'idée d'un accord entre ses actionnaires et souhaitant un dégagement de la CGE et une renationalisation de Framatome. Après une pause au cours de laquelle le ministre de l'Industrie et Pierre Suard ont décidé d'éviter toute annonce publique, le gouvernement a proposé de tenter de conclure un accord amélioré avant d'envisager d'autres solutions (rachat coûteux des parts de la CGE par l'État, épreuve de force aux conséquences juridiques incertaines).

Mais la situation actuelle ne peut se prolonger : la CGE, forte de son accord d'actionnaire avec Dumez, pourrait reprendre le contrôle complet de Framatome, nommer l'ensemble des administrateurs et le président, avec de faibles possibilités de contestations juridiques par les autres actionnaires, dont l'État. S'il n'y a pas d'accord, il faudra choisir entre cette prise de contrôle totale par la CGE et un rachat par le secteur public des parts privées (que Pierre Suard accepterait, mais à un prix élevé). C'est-à-dire nationaliser la part de la CGE et celle de Dumez au prix fort. Leny le souhaite, mais cela ne suffit pas à mon avis pour prendre ce risque financier et politique.

De toute façon, il faut trouver une solution pour que le problème de Framatome n'entretienne pas une méfiance permanente entre l'Etat et la CGE. Les enjeux industriels à l'exportation (télécommunications, TGV) et l'importance des achats publics poussent à la normalisation, sans faiblesse, des relations.

Le Président : Framatome a été indûment privatisée. C'est, avec TF1, mon regret. On aurait dû les renationaliser en 1988.

Rétablissement des relations diplomatiques entre Le Caire et Damas.

Jeudi 28 décembre 1989

L'incroyable s'accélère ! Élection d'Alexander Dubcek, l'homme du Printemps de Prague, à la présidence de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque.

En Roumanie, le Front de salut national supprime la mention « république socialiste » du nom du pays et décide la tenue d'élections libres et multipartites.

Vendredi 29 décembre 1989

L'Assemblée fédérale tchécoslovaque élit Vaclav Havel à la Présidence de la République.

Le Comité central du Parti communiste bulgare met fin à la politique d'assimilation forcée des Turcs.

Qui peut encore penser que, dans ce tourbillon, qui que ce soit résistera à la réunification allemande ?

Samedi 30 décembre 1989

Limogeage d'Ezer Weizman, ministre israélien de la Science, par Itzhak Shamir, pour contacts avec l'OLP. Encore un pionnier victime — provisoire ?... — de son audace.

Les troubles se généralisent en URSS : Manifestation des nationalistes azéris qui revendiquent la liberté de circuler entre l'URSS et l'Iran. Que fera Gorbatchev ?

Dimanche 31 décembre 1989

François Mitterrand évoque dans ses vœux la perspective d'une grande confédération européenne associant les Douze aux pays de l'Est venus ou revenus à la démocratie.

1990

Lundi 1er janvier 1990

La FNAC et Médecins du Monde ont affrété hier un Boeing 737 pour Bucarest à l'initiative de Marek Halter et André Glucksmann. Le réveillon le plus chic de l'année.

La France cède la présidence du Conseil européen à l'Irlande. Ce petit pays n'a pas les moyens administratifs de gérer les énormes dossiers communautaires et va passer la main, en fait, aux fonctionnaires de Bruxelles. Ceux-ci seront trop contents d'enterrer plusieurs décisions de Strasbourg, à commencer par le projet de création de la BERD ; ils auront assez à faire avec l'Allemagne de l'Est et les conférences sur le projet d'Union monétaire.

Alors que, dans la semaine qui a précédé Noël, les réserves de devises de la Banque de France ont diminué de 3,4 milliards de francs (il a fallu acheter du mark) et que les taux d'intérêt franchissent la barre de 11 %, Pierre Bérégovoy décide la levée totale du contrôle des changes six mois avant la date prévue. François Mitterrand : J'espère que cela servira. Sinon, on n'aura fait qu'aider à la modernisation du capitalisme.

La Pologne entre officiellement dans l'économie de marché. Début d'un conflit ouvert entre le gouvernement et les paysans. Difficile accouchement des enfants de la liberté.

J'ajoute Israël, l'Égypte et le Maroc à la liste des invités à la négociation du 15 janvier, afin de les préparer à travailler ensemble. En cas de paix, j'espère qu'une banque du même genre pourra voir le jour au Moyen-Orient entre anciens ennemis. Impossible d'obtenir la participation d'autres pays arabes ; dommage !

Mardi 2 janvier 1990

Malgré le « ni-ni » qui interdit nationalisations et privatisations, le secteur public n'est pas si figé qu'on le prétend. Restructuration de la chimie lourde : le groupe Orkem est partagé entre Elf Aquitaine et Total. Serge Tchuruk, qui le dirige, sera prochainement nommé PDG de Total-CFP. Un bon choix qui démontre qu'il n'y a pas que des hauts fonctionnaires à la tête des entreprises publiques.

Discutant avec quelques collaborateurs, en remontant dans son bureau après différentes cérémonies de vœux, François Mitterrand s'étonne une fois de plus de l'attitude des communistes français vis-à-vis de ce qui se passe à l'Est : Quel acharnement à perdre ! Cela me surprend toujours, cette capacité des dirigeants communistes à se saborder eux-mêmes. Le PC français restera le dernier parti brejnévien d'Europe ! Tout de même, imaginez sur quelle vague porteuse il se trouverait si, comme le PC italien, il avait su prendre des distances, reconnaître ses erreurs, modifier sa politique sur le fond... Quand on voit ce qui se passe à l'Est, on a envie de proposer des échanges. Moi, je leur enverrais bien Marchais. Marchais contre Jaruzelski... Je suis sûr que beaucoup de communistes français m'en rendraient grâce. Ils ne perdraient pas au change!

Mercredi 3 janvier 1990

Le franc continue d'être fragile ; la libération des changes l'affaiblit encore. François Mitterrand : Bérégovoy a-t-il bienfait d'en prendre le risque ? Ce n'est vraiment pas malin, en ce moment !

Toujours aucune réponse aux invitations que nous avons lancées à trente pays pour la réunion de création de la BERD. Quelqu'un organise-t-il un boycott ?

Discussion avec François Mitterrand avant de partir après-demain pour la première réunion de sherpas sous présidence américaine. Il est convenu que si l'un des Sept s'offusque de notre lettre d'invitation, j'annoncerai que nous passerons outre. Pour le reste, nous verrons bien à quel sujet les Américains tiennent plus particulièrement.

Au Panama, le général Noriega, renversé le 20 décembre dernier par une intervention américaine, réfugié depuis lors à la Nonciature, se rend aux marines. Il est immédiatement transféré en Floride pour y être jugé pour trafic de drogue. François Mitterrand persiste : Décidément, les Américains sont des voyous ! Rien ne justifie cet acte de piraterie en territoire étranger. Ils ne respectent pas les procédures ; ils se croient tout permis ! Je vous dis ça, mais, en public, pas de commentaires...

Jeudi 4 janvier 1990

Déjeuner avec Jack Lang, Dominique Jamet, Émile Biasini, Évelyne Pisier. Ils parlent de réduire les dimensions provinciales de la future Grande Bibliothèque. Je refuse. En cela réside, depuis le début, l'originalité du projet : un serveur à Paris, des points de lecture à travers toute la France.

François Mitterrand reçoit Helmut Kohl à Latché. Réunion importante : après Strasbourg, il convient de faire le point sur le processus d'intégration des deux économies allemandes et de réfléchir à la décennie qui vient. Beaucoup dépendra de l' entente entre les deux hommes. Kohl pourra-t-il accepter les préalables que François Mitterrand aimerait poser à la réunification allemande en terme de frontières et de construction européenne ?

François Mitterrand : Nous sommes pris dans d'heureuses bourrasques. Nous ne sommes plus dans l'ordre tranquille et insupportable des quarante dernières années...

Helmut Kohl : Cette décennie va être décisive. Si nous adoptons un chemin commun, elle sera faste. En URSS, il est difficile de savoir ce qui va se passer, notamment pour Gorbatchev. Il faut faire tout notre possible pour le stabiliser, mais son économie est en très mauvais état. Chez nous, l'afflux quotidien, à l'Ouest, de milliers d'Allemands de l'Est fait courir un grave danger aux deux États allemands. Il me faut parvenir d'ici au mois d'avril à un traité instituant entre eux une communauté en divers domaines (transports, environnement) afin que les habitants de RDA voient de manière tangible que le processus d'unité progresse. C'est la seule façon d'éviter qu'ils ne partent massivement vers l'Ouest. Il faut que tous les Allemands puissent entrevoir la lumière au bout du tunnel. Je comprends les craintes des autres pays européens. Mais, à mes yeux, le partenaire naturel de l'Allemagne au sein de la Communauté doit être la France, et c'est avec elle que je veux écarter ces craintes. La frontière Oder-Neisse ne doit pas être un problème entre nos deux pays.

François Mitterrand : L'unification est en marche, elle dépend de la volonté des Allemands dans les deux États. Il n'appartient à aucune puissance extérieure de dire non. Mais il appartient aux Allemands de prendre acte que les deux États allemands sont membres des deux alliances, et que leurs systèmes sociaux sont très différents. Le méconnaître mettrait Gorbatchev en difficulté ou l'amènerait à disparaître. Je

reconnais que la Silésie, la Poméranie, la Prusse orientale ont été plus souvent allemandes que polonaises, mais j'estime que le réalisme veut qu'on n'y touche pas. Sinon, il y a risque de rupture. En revanche, je répète ce que j'ai dit en RDA et à Kiev : le problème, pour la frontière entre les deux États allemands, n'est pas de même nature qu'avec la Pologne puisqu'elle a séparé artificiellement un même peuple.

Helmut Kohl : Je dois obtenir que les gens ne quittent plus la RDA ; c'est cela, le point critique. On n'arrivera pas à tenir, ni là-bas ni chez nous, si de trente à quarante mille personnes partent tous les mois.

François Mitterrand : Ce n'est pas moi qui fermerai le bout du tunnel. Il faut aller vers l'unité européenne et l'unité allemande. Mais c'est à vous de montrer que la frontière polonaise n'est pas mise en cause, même si c'est une souffrance pour beaucoup d'Allemands. Jusqu'en 1995, il faudra se contenter de renforcer la CEE telle qu'elle est. Après 1995, il faudra nouer une série d'accords de plus en plus forts avec les pays d'Europe de l'Est devenus démocratiques.

François Mitterrand me dit peu après: Kohl voudra organiser la réunification au plus vite en nous faisant croire qu'il n'y peut rien, qu'il est débordé par la foule. Tout le monde criera. En vain. Seul Gorbatchev peut l'empêcher. S'il n'y réussit pas, il y perdra son fauteuil. Et on aura alors un général au Kremlin. Vous verrez, tout cela ira très vite. Deux ou trois ans, au plus.

Vendredi 5 janvier 1990

Alain Grenier, notre ambassadeur à Tunis, un des plus fins observateurs de la « carrière » — peut-être parce qu'il n'est justement pas diplomate de carrière — , me dit : Dans le Tiers-Monde, nous autres Français ne devons pas trop nous laisser aller à l'attrait que constitue pour nous la fréquentation de gens — dont beaucoup évoluent au sein des gouvernements — qui, formés à la française, représentent plus la rive gauche de la Seine que la rive sud de la Méditerranée. A les rencontrer, on a l'impression séduisante de ces afrancesados de l'époque de Stendhal, qui, en Italie, en Espagne ou ailleurs, étaient en avance, mais aussi en décalage par rapport à leur temps et à leur pays.

Escale à Washington avant la réunion des sherpas. Déjeuner avec le général Scowcroft à la Maison Blanche. Toujours très soucieux de comprendre les Européens, le conseiller à la Sécurité nationale du Président Bush m'annonce que son patron réfléchit à l'idée de proposer aux Soviétiques une réduction simultanée de leurs forces conventionnelles en Europe plus ample encore que celle déjà annoncée. Il songe à 60 000 hommes de part et d'autre. Ce qui vise aussi, selon lui, à anticiper la mesure que le Congrès voudra sûrement faire prévaloir d'ici à deux mois, en vue de réduire le budget de la Défense. Le Président américain voudrait prendre les devants afin que ces réductions apparaissent liées à une stratégie de désarmement, non à des coupes budgétaires. Il me demande mon sentiment là-dessus. Je lui réponds que je ne vois pas en quoi cette mesure — que je trouve sage — pourrait empêcher le Congrès de demander ensuite davantage de réductions de dépenses. Il en convient. J'ajoute que, pour nous Français, le soutien des Américains à l'Europe est plus lié à leur engagement stratégique d'utiliser l'arme nucléaire pour nous défendre, où qu'elle soit stationnée, qu'à la présence de leurs troupes sur notre continent. Là-dessus, leur engagement est ferme. Il revêt néanmoins une allure nouvelle avec le désarroi du camp socialiste et le risque de voir Gorbatchev remplacé par des militaires. Sur l'évolution de l'URSS, Brent Scowcroft est inquiet ; il se dit convaincu que Gorbatchev est à la veille de prendre des mesures très autoritaires dans les États baltes et en Azerbaïdjan. Les Américains ne savent comment réagir. Faudra-t-il laisser faire Gorbatchev ? Les Soviétiques ont raison de ne pas laisser se défaire leur pays. A leur place, nous enferions autant !

J'en profite pour glisser que l'arrestation de Noriega a constitué une ingérence caractérisée dans les affaires intérieures d'un pays indépendant et que le Président français en a été très choqué. Il me remercie de ne pas avoir exprimé publiquement nos critiques. Il reconnaît qu'il y a eu un engrenage désastreux à partir du jour où Ronald Reagan a laissé un procureur général américain lancer un mandat d'arrêt contre un chef d'État étranger, fût-il mafieux, ce qui, dit-il, a créé un dangereux précédent. Il reconnaît même que l'intervention américaine ne reposait sur aucune base légale, puisque le Panama n'avait nullement déclaré la guerre. Mais il m'assure que le Panama constitue un cas très spécial et que les États-Unis n'ont pas l'intention d'aller plus loin. Il me demande si nous pourrions envisager d'aider à la reconstruction de ce pays par l'octroi de crédits commerciaux.

De même, il me certifie qu'il n'est pas dans les intentions des Américains de faire le moindre nouveau pas en direction de la Chine, d'autant moins qu'ils s'attendent à un durcissement de ce pays en matière de droits de l'homme. Un problème va cependant se poser prochainement : la Banque mondiale proposera d'ici à quinze jours à son conseil d'administration de reprendre ses prêts à la Chine. Or, il a été explicitement décidé au Sommet de l'Arche de ne plus lui accorder de tels prêts tant que sa situation politique ne se sera pas améliorée. Washington est tenté de ne pas refuser, mais se ralliera au consensus du G7.

Déjà, je note quelques différences avec l'administration précédente : moins dogmatique, plus professionnelle. Mais tout aussi dure.

Samedi 6 janvier 1990

Réunion de sherpas à Key West, la première sous présidence américaine, pour la préparation du prochain Sommet de Houston. Joli endroit, non loin de la maison d' Hemingway. Comme souvent, l'atmosphère est idyllique, en complet décalage avec les problèmes dont nous discutons : le GATT, les monnaies, la dette africaine, l'URSS et, surtout, l'éventuelle réunification allemande. Le sherpa allemand, Horst Kohler, est effrayé par son propre gouvernement : Le Chancelier va trop vite économiquement ; mais, politiquement, il n'a pas le choix. J'insiste sur le danger de voir un rideau de fer Nord/Sud se substituer à celui qui se lève entre l'Est et l'Ouest. J' annonce que la France lancera des initiatives sur la dette africaine et que, pour nous, l'idée de réunir cette année un Sommet Nord/Sud reste d'actualité, même si certains des Sept refusent d'y participer. Ma déclaration est très fraîchement accueillie. Ce sera un sujet de conflit. Nul ne veut d'un tel Sommet. On nous a laissé jouer avec cette idée, mais, maintenant, la Présidence française est finie ! Passons aux choses sérieuses, grogne l'Anglais. Tu as eu ton barrage au Bangladesh, ça devrait te suffire ! me lance l'Américain.

Au cours du déjeuner des sherpas, dans un jardin ensoleillé, je mets sur la table le projet de la Banque pour l'Europe de l'Est. Je réexpose la discussion de Strasbourg aux Américains, sous l'œil goguenard des Européens. A ma vive surprise, chacun semble d'accord pour venir à Paris négocier un texte à ce sujet dans quelques jours. Puis je réalise que tous pensent que seuls les Sept ont été conviés à cette réunion et qu'une fois qu'ils auront adopté une position commune, celle-ci sera transmise aux autres partenaires européens de l'Ouest, puis, peut-être, à la Pologne et à la Hongrie ! Lorsque j'explique que tous les Européens, y compris les Soviétiques, ont reçu la même lettre, et qu'un projet de statuts détaillé de la Banque circulera bientôt, c'est la stupeur. La discussion courtoise vire au pugilat. Nigel Wicks, David Mulford, Horst Kohler sont les plus virulents : C'est une impolitesse !... Vous n'auriez jamais dû faire ça !... Ce sera le chaos, ça n'aboutira à rien... On ne doit rien faire avec les Soviétiques. Il faut annuler cette réunion ! Personne ne viendra... Je soutiens que tel est bien le mandat que nous ont confié les douze chefs d'État à Strasbourg le mois dernier. Je force un peu la réalité : il ne s'agissait en fait que d'une déclaration de principe assez vague. J'ajoute que, même si l'un ou l'autre des Sept venait à bouder la réunion, celle-ci aurait tout de même lieu. Consternation générale. Personne n'a d'instructions pour me répondre. Nous nous séparons fâchés. A l'évidence, Anglais et Américains vont faire l'impossible pour saboter ce qu'ils considèrent comme un fait accompli. J'ai fait là quelque chose qui ne se fait pas dans ce monde de conformisme et de consensus. On me le fera payer.

Lundi 8 janvier 1990

Manifestations massives dans de nombreuses villes de RDA en faveur de la réunification. François Mitterrand : La CDU organise. Kohl est derrière tout cela. Il me dit qu'il n'a rien fait, mais, derrière mon dos, il accélère. Et il croit que je ne m'en rends pas compte !

A l'occasion d'une rencontre de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, Pierre Mauroy s'est déclaré favorable à l'octroi du droit de vote aux immigrés pour les municipales de 1995, après en avcir parlé avec le Président qui le souhaite vivement. Lionel Jospin modère beaucoup ce propos : Il faut d'abord que l'opinion l'accepte. François Mitterrand ironise : Avec un tel raisonnement, la France n'aurait jamais aboli la peine de mort ! Tracassé par les réactions qu'a suscitées son interview télévisée du 12 décembre dernier et sa phrase sur le « seuil de tolérance », le Président accorde un entretien à Vendredi, journal socialiste à diffusion confidentielle, pour rectifier le tir : L'expression était trop vague pour n'être pas suspecte, dit-il. « Trop vague » ? Drôle d'épithète pour une expression inacceptable. Cela revient à commettre une faute pour corriger une erreur.

Mardi 9 janvier 1990

Cédant aux très fortes pressions de Pékin et à l'insistance de Roland Dumas, et malgré les exhortations en sens inverse de Michel Rocard, François Mitterrand exige du gouvernement qu'il renonce à vendre six frégates à Taïwan.

Mercredi 10 janvier 1990

Une grève des internes et des chefs de clinique à propos de la convention médecins-Sécurité sociale s'étend. Le désaccord porte sur la liberté d'installation et les tarifs. François Mitterrand : Décidément, ce pauvre Evin est nul. Méchant et nul. Et Rocard bavarde au lieu d'agir. Le Président demande au Premier ministre de prendre des mesures généreuses. Il lui dit : Vous faites des économies qui me coûteront très cher.

Au Conseil des ministres, après un exposé de Lionel Jospin sur son plan d'urgence pour les universités, le Président déclare : Il faut réaliser le plan proposé par le ministre. L'Université fonctionne dans des conditions déplorables. Il faudra savoir faire dans le budget de l'État des économies là où il en faut, et dépenser judicieusement là où c'est nécessaire.

Après qu'Émile Biasini a fait le point — sans annoncer rien de nouveau - sur les Grands Travaux, le Président prend la parole... durant quarante minutes ! L'exposé est intéressant. Il esquisse pour la première fois une vision cohérente en matière de Grands Travaux : J'ai hérité trois grands projets de mon prédécesseur : Orsay était un grand projet, mais il restait beaucoup à faire ; la Villette, un projet judicieux mais encore assez informe ; et l'Institut du monde arabe, qui n'existait que sur le papier. Le gouvernement de 1986 a considérablement freiné le Grand Louvre, l'Opéra de la Bastille et même l'Arche de la Défense. Il avait prévu de privatiser un quart de la superficie de l'Opéra de la Bastille. Pour le Louvre, il afait reconstruire des salons dont les murs avaient été détruits, ce qui a coûté très, très cher. Enfin, il a privatisé une partie excessive de l'Arche de la Défense, le toit et les sous-sol. Aucun de ces projets ne répondait à une fantaisie, à un goût esthétique, à un luxe. Tous correspondaient à un besoin. Le Louvre était dans un état minable, la cour Napoléon était occupée par un square lépreux avec des arbres dépenaillés, un parking en désordre où l'on n'osait pas aller la nuit. D'ailleurs, Jacques Chirac m'a dit l'avoir constaté lorsqu'il était secrétaire d'État aux Finances.

Le Président se lance ensuite dans un long historique du Louvre, des Tuileries et polémique avec un spécialiste qui lui reprochait l'autre jour, dans Le Monde, d'avoir « attenté à cinq siècles d'histoire » : Une grande partie du Louvre remonte à Napoléon III. Quant à la Pyramide, elle ne peut pas attenter à la perspective, puisqu'elle n'est pas dans l'axe des Champs-Elysées, qui d'ailleurs n'est pas le même que celui du Louvre, à cause du coude de la Seine. Par ailleurs, entre le palais du Louvre et les Tuileries, à l'époque, c'était la ville ! Il n'y avait donc pas de perspective. C'est seulement quand la Commune a incendié les Tuileries en 1871, que l'on s'est aperçu que l'arc du Carrousel avait été placé dans l'axe des Champs-Elysées. Par ailleurs, en ce qui concerne Bercy, il fallait bien quand même construire un ministère pour les Finances, malgré toutes mes réserves sur leur poids excessif dans l'État. Ce n'est certes pas un chef-d'œuvre architectural, mais c'est un bâtiment assez pratique. Quant à la Défense, Aillaud avait fait un très beau projet, mais qui fermait la perspective. Elle se poursuit maintenant avec l'Arche jusqu'à la terrasse de Saint-Germain-en-Laye. Enfin, il est normal que ce soit le Président de la République qui s'occupe des Grands Travaux. Aucun gouvernement ne peut assurer une tâche de ce genre, parce qu'il n'a pas une durée de vie suffisante pour cela. La durée la plus longue a été celle de M. Pompidou, M. Barre est resté assez longtemps, bien sûr. Évidemment, les ministres des Finances successifs ont tenté, pratiquement tous les six mois, de rogner sur les grands projets, de manière plus ou moins subreptice, et j'ai à chaque fois été alerté par mes collaborateurs. D'ailleurs, cette tentative a cessé depuis quelque temps. Quand il y a des économies à faire, les Finances ont toujours tendance à taper sur les ministères les plus récents : Culture, Sports, Environnement. Toute administration qui n'a pas au moins deux siècles ne se trouve pas dans la mémoire des Finances... La Grande Bibliothèque répond elle aussi à une nécessité, tous les chercheurs vous le diront, aussi bien en France qu'à l'étranger. Le Centre des rencontres internationales est dans une misère criante, le Muséum s'écroulait. J'avais donc prévu sept ans pour les grands projets. En fait, sept ou huit ans, car je ne comptais pas du tout les inaugurer moi-même. Je ne suis pas du tout amateur d'inaugurations. Il y a des discours embêtants à préparer, à faire ou à entendre. En réalité, on se fait constamment marcher sur les pieds par une cohorte envahissante. Quand j'étais dans la Nièvre, je n'ai pratiquement rien inauguré... Au surplus, cela aura permis de rendre vie à des dizaines de corps de métier voués à disparaître : au total, de trois à cinq mille personnes. Il y a eu aussi des dizaines d'initiatives tout aussi intéressantes, mais beaucoup plus modestes, en province, et d'autres à Paris, qui ne sont pas négligeables, comme le dôme des Invalides. Au fond, pour la France, la projection la plus sûre et la plus forte, c'est ce qui touche au culturel, au spirituel, et qui sert de ciment à une société.

On sent que tout cela le passionne. J'ai le sentiment que, désormais, mis à part l'Europe et les grands projets, tout le reste l'ennuiera. Qu'il fait son métier de Président un peu comme en pilotage automatique, en observateur plus qu'en acteur.

Jeudi 11 janvier 1990

Le Conseil constitutionnel statue sur le recours que, conformément aux engagements qu'il avait pris dès le dépôt initial du projet, en juin, Michel Rocard a lui-même formé à propos de la loi sur le financement de la vie politique, de sorte qu'aucun doute ne soit permis sur la constitutionnalité du texte. Le Conseil censure quelques dispositions, dont celle qui écartait de l'amnistie les anciens parlementaires, mais il ne soulève aucune objection constitutionnelle sur l'amnistie elle-même.

Philippe Séguin et Charles Pasqua tiennent une conférence de presse commune pour jeter les bases d'un nouveau rassemblement. Ce mariage incongru de la droite bonapartiste et du gaullisme rénovateur me semble avoir un unique objet : jeter Jacques Chirac au bas de son cheval de président du RPR. Rendez-vous est pris pour le 11 février, jour des prochaines assises du mouvement.

Vendredi 12 janvier 1990

Brusquement, les acceptations affluent pour la réunion de lundi prochain sur la BERD. Les Anglais n'ont pas encore répondu. Les Américains font ce qu'ils peuvent pour empêcher les autres de venir. Les Russes seront là : grande première pour eux qui ne sont encore membres d'aucune organisation internationale à caractère économique ou financier.

D'après Roland Dumas, Édouard Chevardnadze souhaite une réunion des Alliés au sujet de Berlin et de l'ensemble du problème allemand. Le Président juge cette demande prématurée : Il n'y a rien qui presse. Il faut que les Allemands le demandent ; sinon, ils réagiront brutalement contre tout ce que nous proposerons. On verra l'année prochaine.

En Roumanie, le nouveau Président Ion Iliescu annonce la mise hors la loi du PC roumain et l'organisation d'un référendum... sur le rétablissement de la peine de mort. J'ignorais qu'elle avait été abolie !

La RDA autorise l'entrée des capitaux étrangers. Pierre Bérégovoy me dit : Avec ça, c'est fini, la RDA n'existe plus. Et la Communauté européenne est morte. En France, on va s'accrocher, mais notre rêve est mort. L'Allemagne va tout dominer. Il ne voit pas ça, lui ?

Samedi 13 janvier 1990

Ultime victoire : les Anglais viendront eux aussi lundi à Kléber. Pour saboter, sans nul doute. Les Américains n'ont encore rien décidé. Le Trésor veut venir, pas le Département d'État. Comme c'est le Trésor qui pilotera leur délégation, je pense qu'ils viendront.

La RDA renonce à l'économie planifiée.

Dimanche 14 janvier 1990

Le prochain Congrès du PS, qui se réunira en mars à Rennes, approche. La bataille s'annonce brutale. Fabius veut toujours prendre le Parti. Mauroy entend le garder. Jospin veut que Fabius échoue. Réunion du Comité directeur, limite au-delà de laquelle la « synthèse » entre courants devient impossible jusqu'au Congrès. Fabius souhaite que chacun se compte, parce qu'il croit pouvoir gagner. Poperen surgit avec son propre texte. Mermaz aussi, mais il finit par se rallier à Jospin. On se comptera. Pas de synthèse. Il n'y aura donc pas moins de sept motions à Rennes ! François Mitterrand regarde cette décomposition avec ironie, voire ce que je soupçonne être une certaine jubilation : Les dirigeants socialistes sont des escargots. Tant qu'ils n'auront pas dégorgé, il n'y a rien à en attendre. Il pense que Fabius va gagner. Il le souhaite.

Pogroms anti-arméniens à Bakou. Des renforts militaires sont envoyés par Moscou en Azerbaïdjan. Le Président: L'armée prendra peu à peu le pouvoir à Moscou.

Forte augmentation du nombre de Juifs soviétiques autorisés à émigrer. Itzhak Shamir relance l'idée de « Grand Israël ».

Lundi 15 janvier 1990

Avec la bénédiction du Conseil constitutionnel est promulguée la loi n° 90.55 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques.

Trente-quatre pays participent au Centre Kléber, à Paris, à la première réunion préparatoire à la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD). Personne, finalement, ne manque à l'appel. Se trouvent autour de la table des gens qui ne se sont jamais rencontrés. Parmi eux, le gouverneur de la Banque centrale soviétique, Victor Guerachtchenko, ainsi que le jeune ministre des Finances polonais Leszeck Balcerowicz, et Vaclav Klaus, le très brillant ministre tchèque, qui me confiera que, pendant vingt ans, le seul journal étranger qu'il avait le droit de lire était une revue américaine d'économétrie. Les Américains sont crispés, les Japonais, ostensiblement souriants. Les Roumains, invités de dernière minute, sont pâles, ahuris. Hier, tous ces gens n'avaient de rapports entre eux que par KGB et CIA interposés. Ils vont devoir apprendre à se parler. Le Président fait un bref discours de bienvenue. Il me confie ensuite : Quelle salle ! C'est magnifique ! On voit maintenant physiquement, pour la première fois, que l'Europe bouge ! A son départ, je me glisse dans le fauteuil de la présidence sans que personne ose protester. Pourtant, cette présidence aurait dû revenir soit aux Irlandais, qui président les Douze, soit aux Américains, qui président les Sept.

La négociation du projet de texte de traité que j'ai distribué à l'avance commence, ardue, article par article. D'entrée de jeu, le délégué américain annonce que son pays ne participera pas à la nouvelle institution si celle-ci entend financer l'URSS. Souriant, le gouverneur soviétique, Victor Guerachtchenko, ne bronche pas. Contrairement à ce qu'espérait l'Américain, il reste à la table des négociations. Alors qu'en 1947 les Soviétiques avaient quitté celle de l'OCDE, après celle du FMI, ils tiennent aujourd'hui à en être et sont prêts à avaler toutes les couleuvres pour s'y maintenir. J'explique qu'il ne saurait y avoir d'a priori et que les discussions, en tout état de cause, doivent aller à leur terme. L'Américain n'insiste pas.

Nous étudions les premiers points délicats : les prêts seront-ils soumis à des conditions politiques ? La Banque sera-t-elle cantonnée au seul secteur privé ? Quel capital ? Quelles parts pour les non-Européens ? Nous progressons difficilement.

Au déjeuner, un diplomate bulgare me confie qu'il n'a pas vu de bananes depuis très longtemps.

Nous avons très bien fait les choses : à la fin, il est décidé que des réunions plus restreintes seront organisées, à Sept par les États-Unis, à Douze par l'Irlande, à Vingt-Quatre par la Communauté. Celles à Trente-Quatre — qui passeront bientôt à Quarante-Deux — resteront en France, la prochaine dans deux mois, à Paris, puisque nul ne propose Bruxelles ou Dublin. Ouf ! La conduite de l'opération reste donc entre nos mains. Décidément, la stratégie du fait accompli est la seule qui vaille.

Mais rien n'est encore fait : les Américains souhaitent tuer l'institution plutôt que d'admettre l'URSS. Or je l'ai d'abord surtout voulue pour arrimer l'URSS à l'Europe...

État d'urgence dans le haut-Karabakh et d'autres régions d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Un massacre d'Arméniens a lieu à Bakou. Le bilan officiel est de 34 morts. La guerre civile a fait son apparition en URSS. Seul un État totalitaire pourra reprendre la situation en mains.

Mardi 16 janvier 1990

Un Comité de Défense ultra-restreint se réunit autour du Président : Jean-Pierre Chevènement, l'amiral Lanxade, Hubert Védrine et Jean-Louis Bianco, pour décider de l'avenir des Hadès. Le moment est venu de décider s'il faut construire les 120 fusées nucléaires à très courte portée extorquées par Charles Hernu au Président en 1982. C'est l'occasion pour François Mitterrand de brosser une vaste fresque sur l'avenir de l'Europe de l'Est : Que va-t-il advenir du Pacte de Varsovie alors que la Tchécoslovaquie demande déjà le retrait des troupes étrangères ? En RDA, un gouvernement démocratiquement élu pourra-t-il accepter la présence de 300 000 soldats étrangers ? L'URSS, pour couvrir son retrait, ne va-t-elle pas demander le départ des troupes étrangères de RFA ? Ne va-t-on pas vers une neutralisation plus ou moins directe de l'Allemagne? Quant aux Hadès, ils risquent de faire l'objet d'une négociation sur la troisième option zéro, à laquelle la France pourra difficilement échapper.

Jean-Pierre Chevènement : Mais on ne peut revenir là-dessus ! La décision de construire les Hadès a été prise dans un Conseil de Défense d'avril 1982 !

Le Président, furieux : C'était une erreur, c'était une erreur ! Inutile de me le rappeler chaque fois !

Je n'ai pas souvenir d'avoir jamais entendu le Président tenir de tels propos à ce sujet. Ordinairement, l'autocritique n'est pas sa tasse de thé. Il

est vrai qu'il fait en général endosser cette décision à Hernu.

Jean-Pierre Chevènement insiste : Il faut que notre ultime avertissement puisse être délivré partout pour n'être délivré nulle part. C'est le rôle des Hadès. Ils consolident notre dissuasion stratégique en ne nous enfermant pas dans le dilemme du tout (l'apocalypse) ou rien (la capitulation). Il faut aussi empêcher que se réalise l'option zéro complète en Europe. Les États-Unis et l'URSS pourraient peut-être, à cette fin, garder quelques lanceurs nucléaires en Europe dans le but de maintenir l'équilibre européen. Si on va vers l'option zéro complète, il n'est pas certain que les États-Unis maintiendront des troupes en Europe. Et on ira vers la neutralisation nucléaire de l'Allemagne, qui serait aussi le début de son autonomisation. Je propose donc, en raison de ces circonstances, de ne construire que 80 têtes, au lieu des 120 initialement prévues. De toute façon, cela n'empêchera pas l'autonomisation de l'Allemagne. De toute façon, les Allemands de l'Ouest ont commencé la colonisation économique de l'Europe de l'Est...

Le Président, irrité : Il ne faut pas dire de l'Europe de l'Est, mais de l'Europe centrale : la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne. Les Allemands ne sont ni en Roumanie, ni en Bulgarie.

Jean-Pierre Chevènement: Les Tchèques n'aiment pas l'Allemagne.

Le Président: C'est vrai. Mais ils en veulent encore plus à la France et à la Grande-Bretagne — à cause de leur politique en 1938 — qu'à l'Allemagne. Je ne suis pas d'accord avec le ministre de la Défense. La question posée sur le nombre d'Hadès ne met pas en cause notre force de dissuasion. Quelle est la meilleure forme d'avertissement ? On n'imagine pas une bombe nucléaire française tombant sur l'Europe de l'Est (Allemagne, Tchécoslovaquie, Pologne...) sans qu'il y ait une réplique tombant chez nous. On n'imagine pas une agression nucléaire, où que ce soit, qui n'entraîne pas une riposte nucléaire de l'autre. Le monde change vite ! A Moscou, si Gorbatchev échoue, on aura un gouvernement militaire, ou militarisé, qui sera intransigeant sur le plan national ou même territorial. Je pense pourtant que la menace d'une guerre « empire contre empire » est derrière nous. Il ne peut plus y avoir de guerre que par contagion d'une opération de police de dominos à dominos. Les données de 1945 sont presque anachroniques, désormais. Dans trois ou quatre ans, on ne sera plus dans les grandes machines. Je ne vois pas pourquoi la France ne serait pas un jour l'alliée de la Russie!

L'unification allemande est certaine. Mais les Allemands, qui sont des gens pratiques, en verront bientôt les inconvénients. Une seule Allemagne, cela veut dire que tous les Allemands de l'Est sont des émigrés potentiels. Les chefs d'entreprise d'Allemagne de l'Ouest vont s'emparer des entreprises de l'Est, et cela ne plaira pas aux Prussiens. L'aventure prussienne est une des plus remarquables qui soient. C'est un État fondé sur un roi et une armée, sans peuple, ni nation, ni frontières. Les accords de 1945 ont été imbéciles : l'Ouest a cédé aux Russes cette partie de l'Allemagne parce qu'elle était détruite. On a fait croire que la Prusse s'identifiait au nazisme, ce qui n'est vraiment pas exact. La Prusse est un grand et fier pays. Gorbatchev a-t-il les moyens d'empêcher cette unification ? Il y a trois mois, la grande puissance soviétique n'avait qu'à froncer les sourcils et tout le monde se soumettait. Mais les Allemands commencent à penser que la menace russe n'existe plus.

Jean-Pierre Chevènement: Peut-être, mais c'est bien après avoir rendu public son fameux rapport que Khrouchtchev a envoyé les chars à Budapest.

Le Président: Pendant la cohabitation, on était à ça [le Président claque des doigts] du retour à l'intégration dans l'OTAN. C'est mon refus qui l'a empêché. En tout cas, j'estime ne pas avoir besoin de dizaines d'Hadès. A la limite, l'ultime avertissement peut être délivré avec une seule arme de ce genre...

Jean-Pierre Chevènement, rouge de colère : Alors, on ne garderait que les cinq Hadès qu'on a déjà ? Cela ne servirait à rien!

Le Président: Ça ne servirait à rien pour négocier ! Mais le nucléaire, c'est le nucléaire. Et ça sert à détruire, pas à négocier. L'Hadès, pratiquement, ça ne peut tirer que sur la France !... Alors on en reste là, et on oublie les Hadès!

Mercredi 17 janvier 1990

Dix-sept ministres ont demandé à accompagner François Mitterrand en Hongrie. La liste est réduite à six par le Président lui-même. Jack Lang n'en est pas. A l'issue du Conseil, le Président l'emmène dans son bureau. Lorsqu'il en ressort, le ministre de la Culture est à nouveau du voyage.

Un haut fonctionnaire quitte un ministère pour un groupe dont il avait la tutelle. J'en suis outré. Je relance Matignon à propos du décret qui devait interdire de telles pratiques et qui, depuis plus de vingt ans, n'est toujours pas rédigé. Pas étonnant, puisque ce sont les intéressés qui en sont chargés...

Dans Le Monde, Charles Pasqua poursuit son offensive contre Jacques Chirac sous prétexte de le soutenir : Pour qu'il puisse être candidat, il faut qu'il ait un message à délivrer. En fait, Séguin et Pasqua concentrent leurs critiques sur le duo Balladur-Juppé ; ils le rendent responsable d'une dérive néo-libérale et européaniste qui, selon eux, couperait le RPR de son électorat populaire.

Jeudi 18 janvier 1990

Mort de Charles Hernu hier soir. François Mitterrand: Le seul de mes fidèles, de mes très fidèles... J'ai toujours regretté d'avoir cédé, de ne pas avoir résisté à la demande de Fabius et de Badinter, après Greenpeace. Il aurait dû rester au gouvernement...

Dans l'avion qui conduit le Président en Hongrie, Thierry de Beaucé, chargé des Relations culturelles internationales, plaisante : Lang est venu manger des pâtisseries viennoises. Vexé, Jack Lang réplique: Je suis là parce que Mitterrand a insisté pour que je vienne. Mais j'ai dû annuler beaucoup de rendez-vous importants et je serai obligé de rentrer à Blois avant la fin de la visite officielle.

Édouard Chevardnadze aux Isvestia : L'intégration de la RDA dans les structures occidentales aurait pour effet de changer totalement l'équilibre des forces en Europe. L'URSS est favorable à une dénucléarisation des deux Allemagnes. François Mitterrand: Cela, les Américains ne l'accepteront jamais !

Vendredi 19 janvier 1990

Pierre Joxe ne décolère pas contre Pierre Mauroy. Depuis l'époque où le premier était ministre de l'Intérieur du second, leurs relations sont exécrables. Joxe veut obtenir le départ de Mauroy de la direction du Parti socialiste. Il en parle souvent et passionnément à François Mitterrand.

Samedi 20 janvier 1990

Entretien et déjeuner avec Margaret Thatcher. Elle est déchaînée contre Helmut Kohl : Il nous marche sur les pieds. Arrêtez-le ! Il veut tout ! Non seulement il veut avaler la RDA, mais il veut que nous payions pour la réunification !

Quelle différence avec son langage public...

François Mitterrand: Vous avez raison. Et il oublie que le régime soviétique est toujours là. Si Kohl continue à vouloir violer tout le monde, ils feront à Dresde ce qu'ils ont fait à Prague.

Surprise : Margaret Thatcher est maintenant très favorable à la BERD et furieuse des réticences de son administration. Elle la veut même à Londres ! Je suis stupéfait de constater que le Président ne relève pas et s'abstient d'avancer la candidature de Paris, comme je lui ai suggéré de le faire.

Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves à Belgrade. La motion des Slovènes proposant d'accorder l'indépendance au parti de chaque république est rejetée. Ils quittent la salle.

François Mitterrand: Quel désordre ! Il n'y a que les Serbes de sérieux dans ce pays. Kohl va encore me parler de ses amis croates!

L'armée soviétique prend le contrôle de Bakou. Gorbatchev ne pouvait rien faire d'autre.

Lundi 22 janvier 1990

En RDA, nouvelles manifestations massives pour l'unification (cent mille personnes à Leipzig). François Mitterrand : Kohl est derrière tout cela. Vous verrez, je vous l'ai déjà dit, tout va aller très vite, maintenant... Il faut ralentir cela, sinon ça risque de faire sauter Gorbatchev, et des généraux russes viendront mettre de l'ordre à Berlin : c'est ça que veut Kohl ?

Mercredi 23 janvier 1990

Accord soviéto-hongrois sur le retrait des troupes soviétiques stationnées en Hongrie.

Sur Antenne 2, à L'Heure de vérité, Jacques Delors évoque le projet d'une fédération européenne dotée d'un exécutif politique qui puisse dégager les

intérêts communs... responsable devant le Parlement européen et les parlements nationaux.

François Mitterrand: Mais c'est idiot ! De quoi se mêle-t-il ? Jamais personne en Europe ne voudra de cela ! A force d'être extrémiste, il va faire échouer ce qui est faisable. Jean-Pierre Chevènement m'appelle sur le même sujet, hors de lui : Mitterrand devrait faire taire Delors !

D'après Hubert Védrine, qui en informe le Président, les questions le plus fréquemment posées aujourd'hui par les correspondants de la presse allemande à Paris sont les suivantes : Pensez-vous que les difficultés que rencontre Gorbatchev dans le Caucase et les pays Baltes vont l'amener à se montrer plus souple sur la question allemande ? Les dirigeants français ne se rendent-ils pas compte que le statut de Berlin est caduc et qu'il faudrait accepter de l'adapter sans attendre la réunification proprement dite ? La France acceptera-t-elle de participer à une nouvelle réunion des Quatre à la demande des Soviétiques ? Qu'en attend-elle ?

Le Président estime au contraire que Gorbatchev se montrera plus dur à propos de la réunification afin de ne pas mécontenter ses généraux ; que le statut de Berlin ne peut être caduc qu'avec l'accord des Soviétiques, qui ne le donneront jamais ; quant à une réunion à Quatre, il n'y serait pas opposé si les Allemands en voulaient, mais elle serait inconcevable sans eux.

Mercredi 24 janvier 1990

Sur France-Inter, Jean-Pierre Chevènement accuse Jacques Delors de parler comme un chef de gouvernement, alors qu'il n'est qu'un superfonctionnaire.

Déjeuner avec Boutros Boutros-Ghali. On discute de la suite possible du Sommet Nord/Sud lancé au Sommet de l'Arche. Je lui dis qu'après la réunion de Key West, le projet me paraît très compromis. Il en est désolé. Infatigable éclaireur, il s'efforcera encore, par le mouvement des non-alignés, de relancer l'idée.

Jeudi 25 janvier 1990

Déjeuner avec le Président. Il répète que Jacques Delors a été bon, à L'Heure de vérité, mais que sa tête a tendance à enfler. J'ai modérément apprécié le parterre d'invités qu'il a réuni : Édith Cresson et Simone Veil, Jean François-Poncet et Jean Kaspar... Une sorte de programme en filigrane. Toujours ce faux œcuménisme! C'est un gage de faiblesse. Cela le perdra.

Excessif et injuste. En tout cas, conforme à l'opinion constante de François Mitterrand : les centristes ne sont que des gens de droite un peu plus hypocrites et complexés que les autres.

Vendredi 26 janvier 1990

La préparation du Congrès de Rennes est de plus en plus sanglante. Dans L'Express, Pierre Joxe attaque Pierre Mauroy, bille en tête : Nous avons besoin d'un parti conquérant, de méthodes rénovées et d'une équipe de direction dynamique. Fabius pourrait fait cela. Mauroy est furieux et téléphone à François Mitterrand pour lui demander de ramener ses amis à la raison. Il reçoit en retour quelques bonnes paroles. François Mitterrand : Je veux bien soutenir Fabius, mais on ne me fera pas dire du mal de Jospin. Sauf s'il s'allie à Rocard...

Je pense que Pierre Joxe a parlé à l'avance de son interview avec le Président.

Sept motions pour le Congrès de Rennes. Pierre Mauroy écrit à leurs sept signataires pour leur proposer un accord.

Samedi 27 janvier 1990

Condamnation à des peines de prison avec sursis de deux policiers reconnus coupables des coups et blessures qui ont entraîné la mort de Malik Oussekine. Protestations de l'UNEF-ID, de la CGT, de la CFDT, de la FEN.

George Bush téléphone à François Mitterrand pour lui annoncer, comme le général Scowcroft me l'avait annoncé, son intention de réduire de 275 000 à 195 000 hommes les forces américaines stationnées en Allemagne. Le Président français lui répond que le nombre d'hommes lui est complètement indifférent, mais qu'il ne faut pas que cela aboutisse à la neutralisation de l'Allemagne. Bush appelle le même jour Kohl et Andreotti. C'est lundi seulement, dit-il, qu'il appellera Margaret Thatcher. Pourquoi ?

En visite à l'université d'Orsay, François Mitterrand rend un hommage appuyé à Lionel Jospin. Chacun son tour... D'ailleurs, même en privé, le Président ne tarit pas d'éloges sur le ministre de l'Éducation.

Dimanche 28 janvier 1990

En RDA, accord sur la constitution d'un gouvernement comprenant des représentants de l'ensemble des partis. Les premières élections libres sont fixées au 18 mars. Elles imprimeront au processus en cours une brutale accélération.

Lundi 29 janvier 1990

François Mitterrand : L'Allemagne ne sera pas « neutre », mais dénucléarisée dans la mesure où elle aura confirmé le renoncement de la RFA. Elle sera ainsi plus autonome, libre de ses mouvements et alliances ultérieurs. Peut-on essayer de freiner, d'encadrer cette évolution ? Doit-on la considérer comme dangereuse, ou en tout cas prématurée ? Risque-t-elle de redonner en Europe le champ libre aux nationalismes? Évidemment,

la réponse à toutes ces questions est positive.

Selon Roland Dumas, le maintien d'un minimum de troupes américaines, françaises, britanniques et soviétiques en Allemagne et d'une alliance entre l'Europe et les États-Unis — les deux choses étant liées — reste, au moins pour un temps, une garantie nécessaire, que ce soit vis-à-vis de l'Allemagne, de l'Europe centrale ou de l'armée soviétique. Il est nécessaire d'agir vite : Il faut, dit-il, donner aux alliances, comme le proposent Baker et Chevardnadze, un rôle plus politique que militaire.

Mardi 30 janvier 1990

D'après une source à Bonn, Hans Modrow, Premier ministre est-allemand, en visite à Moscou, a entendu Mikhail Gorbatchev évoquer pour la première fois la perspective de la réunification sans la critiquer. Les Soviétiques n'y seraient donc plus opposés ? Est-ce vrai ou n'est-ce qu'une manipulation de Bonn ?

Petit déjeuner des socialistes à Matignon : tout le monde ne pense qu'au Congrès de Rennes, mais on essaie de parler d'autre chose. Jean-Paul Huchon présente un rapport sur la négociation engagée entre le gouvernement et les syndicats à la suite de la grève des fonctionnaires : La réforme de la grille salariale est quasiment achevée.

Pierre Mauroy lui demande quels syndicats vont signer cet accord.

Jean-Paul Huchon : Tous les syndicats, sauf la CGT.

Jean Poperen : Même FO ?

Jean-Paul Huchon: Évidemment, FO signera.

Jean Poperen s'adressant à Pierre Mauroy : Je voudrais quand même parler du Congrès de Rennes, de la lettre que tu as adressée aux sept [il cherche le nom des signataires des motions]...

Henri Emmanuelli: Les sept nains !

Jean Poperen : Un ministre peut-il signer une motion ?

Pierre Mauroy: J'étais pour la synthèse dès le Comité directeur. En s'y refusant, on a fait une erreur magistrale. Le Parti et le gouvernement n'en sortiront pas indemnes. Ce n'est quand même pas un spectacle de voir un Premier ministre, signataire d'une motion, aller encourager ses supporters dans une soirée musicale ! On m'a dit : il vaut mieux débattre « tranquillement », entre camarades. On va se compter « gentiment » au Congrès. En attendant, ça tire de partout! On va détruire en quatre mois ce qu'on a mis dix ans à construire !

Henri Emmanuelli: Il circule dans toute la France un tract signé par un ministre en exercice [il s'agit de Pierre Bérégovoy], qui reproche à la direction du Parti d'avoir soutenu des fonctionnaires en grève contre le gouvernement... C'est incroyable, ce désordre!

Pierre Joxe : La proportionnelle est un mauvais système pour le PS. Je l'ai déjà combattue, il y a vingt ans. Il faudrait qu'une douzaine de dirigeants du Parti et du gouvernement dirigent ensemble le Parti, comme c'est le cas en Allemagne et en Angleterre. On ne peut pas diriger le Parti à cinquante !

Pierre Mauroy : Tu oublies qu'on a la Constitution de la V[e] République. Et le Président est tout à fait défavorable à cette solution.

Lionel Jospin : Les règles de bonne conduite me paraissent simples. Quand on est membre du gouvernement et du Parti, on ne critique pas les décisions du Parti, surtout quand elles sont prises à l'unanimité.

Nouveau Conseil de Défense ultra-restreint. L'amiral Lanxade revient à la charge et propose la mise en fabrication de 48 Hadès.

Le Président : C'est encore trop.

Finalement, il autorise la construction de 40.

Mercredi 31 janvier 1990

Dans son discours sur l'état de l'Union, George Bush annonce qu'il propose de réduire les forces américaines et soviétiques en Europe centrale et orientale à 195 000 hommes. Pour une fois, à la différence de ce qui se passait sous Reagan, nous n'avons pas été placés devant un fait accompli.

Le Sommet des trente-cinq pays membres de la CSCE (Europe de l'Ouest, Europe de l'Est et États-Unis) sera le rendez-vous majeur des prochains mois. Quand aura-t-il lieu ? A l'automne ? En hiver? Où ? Impossible de dire encore. Nous avons proposé que la réunion ait lieu à Paris. Personne ne refuse. Encore le fait accompli. Mais les Américains sont furieux.

L'Acte final d'Helsinki et ses prolongements permettent de traiter dans cette réunion de toutes les questions importantes : frontières ; droits des minorités ; droits de l'homme en général ; règlement pacifique des différends ; coopération économique et culturelle ; sécurité en Méditerranée, etc. Pour que la CSCE joue un rôle vraiment opérationnel, il faudrait qu'y soient créées des institutions permanentes : une sorte de Conseil de Sécurité, un secrétariat général doté de pouvoirs, un mécanisme d'arbitrage, un sommet annuel. Tout cela supposerait de réécrire l'Acte final et d'abandonner le principe du vote à l'unanimité, qui paralyse la CSCE. En outre, une procédure de préparation spéciale du prochain sommet devrait être mise sur pied. Il y aura conflit avec l'idée de confédération : les États-Unis n'accepteront pas de voir la CSCE (qui n'est déjà pour eux qu'un pis-aller par rapport à l'OTAN, alors que, pour nous, c'est un pis-aller par rapport aux institutions européennes), vidée de ses compétences au profit d'une confédération strictement européenne. A moins qu'un lien privilégié puisse être déjà imaginé entre les États-Unis et la future confédération ?

Si les Américains ne sont pas éclairés et rassurés au plus haut niveau, ils vont continuer à torpiller nos projets d'avenir pour l'Europe. Pour éviter une confusion entre la CSCE et la confédération, il faudrait, avant le Sommet des Trente-Cinq, des contacts entre les États démocratiques d'Europe préfigurant la confédération. Avec la négociation sur la BERD, les Américains démontrent qu'ils feront tout pour rester puissants dans une Europe divisée. Ils ne voudront en fait ni de la BERD, ni de la confédération, et feront tout pour que ni l'une ni l'autre n'existent.

Au Conseil des ministres, le Président parle longuement de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est : Toute évolution inscrite dans les faits ne doit pas être contredite, mais accompagnée. Il est possible que l'URSS veuille transformer une faiblesse en une force et qu'elle cherche à obtenir, pour couvrir son propre retrait, le retrait des forces occidentales d'Allemagne de l'Ouest. Ce qui aboutirait à la neutralisation des deux Allemagnes. Or, la neutralisation est un concept qui avait un sens précis dans le cadre de la tension Est/Ouest. Mais cela n'a plus le même sens maintenant que cette tension a disparu. Et il n'est pas complètement exclu que Gorbatchev préfère au contraire, à terme, l'intégration de l'Allemagne dans l'OTAN à sa neutralisation, parce que celle-ci conduirait à son autonomisation. L'URSS n'a plus les moyens psychologiques et politiques de s'opposer à quoi que ce soit.

On ne sait pas trop où l'on va. Il faut examiner toutes les hypothèses et ne pas s'accrocher aux résidus du passé. Notre action doit s'articuler autour de deux axes : le développement de notre souveraineté et celui d'une Europe de plus en plus maîtresse d'elle-même. Il serait très dangereux de proposer un accord européen, comme la confédération, si la Russie devait en être exclue. Enfin, l'URSS, qui devient de plus en plus la Russie... Il ne faut pas oublier l'obsession russe de l'encerclement depuis 1917. Le problème allemand doit aussi occuper notre pensée. Dans leur majorité, les Allemands ont envie d'être unis. Supposons qu'ils le décident : les ennuis commencent. Dans un premier temps, il n'y aura pas forcément enrichissement, au contraire ; mais, ensuite, l'Allemagne accroîtra sa puissance économique. Ce sera l'Allemagne de Bismarck, pas celle de Hitler. L'intelligence d'Oskar Lafontaine a été de faire valoir les difficultés et les charges qui vont peser sur l'Allemagne de l'Ouest. Cet argument semble avoir été entendu, ce qui est étonnant de la part de ce peuple essentiellement émotif. Les grands principes politiques et philosophiques, c'est comme une lumière qui éclaire le terrain dans la nuit. Ensuite entrent en jeu les égoïsmes et la médiocrité. Ça, ce sont des valeurs sûres sur lesquelles on peut toujours compter ! Il y a en RDA à la fois un besoin de spiritualité et le règne sans partage de l'argent, l'un renforçant l'autre. Cette rencontre sera nécessairement explosive. On vient de découvrir l'Azerbaïdjan et la Lituanie. On va redécouvrir aussi la Prusse et la Saxe. La Prusse, contrairement à l'image habituelle, a peut-être été, à son époque, en particulier à Berlin, l'État le plus civilisé d'Europe. On y discutait de l'opportunité de donner des cartes d'identité, craignant le contrôle que cela ferait peser sur les citoyens. L'Histoire en est toute proche. Un demi-siècle, ce n'est rien. C'est un raisonnement qu'il faudra d'ailleurs un jour appliquer au Japon : le Japon non plus n'a pas changé de nature parce qu'il y a eu une bombe atomique à Hiroshima et à Nagasaki. La Prusse a envie de vivre, elle en a l'opportunité. Cela va entrer en contradiction avec le sentiment d'être l'assisté des autres Allemands que les Prussiens ont vaincus. La sagesse de Bismarck a été de ne pas détruire l'Autriche, alors qu'il aurait pu le faire. Il disait : « Eux savent comment traiter les Slaves du Sud ; nous, nous ne savons pas... »

Le Président évoque ensuite l'histoire du Pacte germano-soviétique : Les dirigeants de la fin de la IIIe République n'ont vraiment pas vu clair — à la différence de François Ier avec les Turcs, de Richelieu ou même des dirigeants des débuts de la IIIe République qui ont fait l'alliance russe... La Communauté n'est pas le bon interlocuteur pour les pays de l'Est, car son intervention donne forcément un sentiment d'assistance, alors que la confédération peut réunir des partenaires égaux en dignité. En tout cas, il faut que les dirigeants allemands se comportent en responsables et tiennent leurs engagements...

Michel Durafour parle de la négociation, à présent presque achevée, sur la refonte de la grille de la fonction publique. Michel Rocard commente : C'est la négociation la plus importante et la plus compliquée depuis que la grille a été créée, il y a cinquante ans. Si l'accord est conclu, il n'y aura pas d'équivalent dans les autres démocraties. C'est évidemment un handicap par rapport à l'Allemagne, mais le Président et moi avons pris ensemble cette décision.

Il veut me faire porter la responsabilité d'une éventuelle dévaluation, me dit le Président lorsque nous remontons dans son bureau.

Michel Charasse me fait remarquer avec finesse : Le monde balance entre la liberté et l'appétit. L'appétit pousse à la révolution des peuples contre les pouvoirs. La révolution se fait soit au nom de la liberté, lorsque l'appétit passe par elle, soit contre la liberté, lorsqu'elle ne satisfait pas l'appétit. Tout ça est le rêve humain de l'idéal et du bonheur au cours du bref passage sur Terre. Et pourtant, la liberté est à la fois une logique et une imposture... Puis il ajoute : Question à 100 francs : comment ferons-nous demain avaler aux nôtres nos propres turpitudes lorsque nous n'aurons plus celles des autres, à l'Est, pour nous justifier et pour tout justifier au nom de la liberté ? Beau sujet pour ton prochain livre...

Cet après-midi, flânerie dans les librairies. François Mitterrand m'interroge sans attendre de ma part la moindre réponse : Faut-il abandonner le « ni-ni » ? Jusqu'ici, aucune entreprise publique n'a manqué de rien. Le principe doit donc être maintenu.

Je lui explique que deux questions vont bientôt surgir à ce propos. Certains groupes publics s'apprêtent à utiliser les possibilités, offertes par la loi, d'ouvrir leur capital au privé. Ainsi, le GAN et l'UAP souhaitent ouvrir leur capital à hauteur de 25 %, alors qu'il ne l'est, pour l'instant qu'à 15 %. La loi de 1973 l'autorise. Certains groupes aimeraient échanger des titres avec des entreprises étrangères. La BNP souhaiterait le faire avec la Dresdner Bank. Cela présenterait beaucoup d'avantages, puisque cela amènerait une banque allemande privée à se lier avec une banque publique française. Mais cela ouvrirait une brèche dans le « ni-ni » et conduirait à autoriser ultérieurement l'entrée d'actionnaires français privés dans ces entreprises, car on ne pourrait refuser à des Français ce qu'on aurait accepté des étrangers.

Beau succès : FO refuse de signer l'accord sur la grille salariale dans la fonction publique !

Lawrence Eagleburger, le secrétaire adjoint américain aux Affaires étrangères, est reçu par le Président pour un tour d'horizon assez banal. En sortant de son bureau, il me dit qu'il n'a pas voulu évoquer devant lui la question de la prochaine réunion au sommet de la CSCE et qu'il regrette qu'il n'y ait pas eu de consultation entre alliés pour en fixer le lieu. Je lui fais remarquer que nous n'avons fait que proposer Paris. Paris ne fait pas problème, me répond-il, mais nous aurions aimé être consultés. Il ajoute : M. Baker et le Président m'ont demandé de le mentionner, mais il y avait trop de monde dans le bureau du Président, tout à l'heure, pour le faire. Élégant dans la forme, mais, sur le fond, il est clair qu'à leurs yeux, nous autres Européens n'avons même pas le droit, sans les consulter, de proposer le lieu d'une réunion de trente-cinq pays, dont trente-trois sont européens !

De nombreux articles relatent la rencontre du Président avec Laurent Fabius à l'occasion d'une remise de décorations dans le Puy-de-Dôme. Le thème est partout le même : Mitterrand a choisi son camp pour le prochain Congrès socialiste. Lisant cela, le Président téléphone à Lionel Jospin et à Pierre Mauroy pour leur dire qu'il ne comprend pas ces commentaires : C'est inouï ce que la presse peut écrire ! Ce n'est pas moi qui ai invité Fabius à cette cérémonie ! Il ne faut y voir aucune intention particulière...

Le Président américain, me dit au téléphone Brent Scowcroft, rêve d'un scénario qui consacrerait le triomphe atlantique : L'Allemagne se réunifie, elle rentre tout entière dans l'OTAN. L'URSS évacue l'ancienne RDA sans contrepartie, et cette partie est de l'Allemagne est démilitarisée. En revanche, des troupes occidentales demeurent à l'Ouest, sous prétexte que les troupes soviétiques à l'Est étaient subies alors que les troupes occidentales à l'Ouest étaient librement souhaitées.

Mais quelles seraient les conséquences d'un tel scénario pour le reste de l'Europe de l'Est et pour Gorbatchev lui-même ? Le Président pense que cela entraînerait la chute de ce dernier et son remplacement par un général. Et ce scénario deviendrait alors impraticable. En somme, en rêver ne sert qu'à le rendre impossible, ajoute-t-il.

Réunion sur la Grande Bibliothèque et déjeuner avec le Président. On rappelle aux responsables qu'il faut faire une bibliothèque et pas un drugstore des médias.

Jeudi 1er février 1990

Confirmation de l'indiscrétion émanant de Bonn. Renversement de doctrine : Hans Modrow se rallie ouvertement à l'idée de la réunification et présente un plan en quatre étapes, avec neutralisation militaire du futur État. Il n'a pu le faire sans l'accord de Gorbatchev. Et celui-ci, l'a-t-il négocié secrètement avec les Allemands ?

En raison de la décomposition rapide de la RDA, la question de l'unité va donc se poser sitôt après les élections en RDA du 18 mars. Or elle soulève de surcroît de formidables problèmes juridiques. Ou bien ces élections sécrètent une coalition hétéroclite d'intellectuels qui chercheront à finasser sur les conditions de l'unité, et ces atermoiements accéléreront l'exode des populations. Ou bien — ce qui est plus vraisemblable — le Parlement est-allemand demandera l'unité immédiate et, dans ce cas, il y aura deux voies possibles : l'article 23 ou l'article 146 de la Loi fondamentale, Constitution de la RFA.

L'article 23 de la Loi fondamentale de la République fédérale prévoit que celle-ci entrera en vigueur dans d'autres parties de l'Allemagne si celles-ci en expriment le désir. Cette disposition permet au gouvernement fédéral d'incorporer sur-le-champ, par une simple loi, les nouveaux Länder dès lors que leur volonté d'union s'est clairement exprimée. Cette interprétation est justifiée par le préambule de la Loi fondamentale qui précise que le peuple allemand... a également agi au nom des [autres] Allemands à qui il a été interdit de collaborer à cette tâche. Ainsi, il a suffi d'une loi pour incorporer le Land de Sarre dans la République fédérale. Ces dispositions rendent difficile une négociation constitutionnelle, telle que la prévoyait le Plan Kohl de décembre, dès lors que la RDA manifesterait démocratiquement sa volonté de disparaître en tant qu'interlocuteur étatique.

Certains soutiennent au contraire que, pour organiser la réunification, il faut rédiger une nouvelle Constitution, car l'article 146 de la Loi fondamentale prévoit que celle-ci cessera d'avoir effet le jour où entrera en vigueur la Constitution qui aura été adoptée par le peuple allemand libre de ses décisions. En rappelant le caractère provisoire de la Loi fondamentale, cette disposition visait, à l'époque, à donner aux Alliés le pouvoir d'imposer une révision constitutionnelle à « l'Allemagne dans son ensemble ». Mais cela est dérisoire dans le contexte politique d'aujourd'hui. Une Allemagne unie peut parfaitement se contenter d'une Loi fondamentale provisoire qui fonctionne depuis quarante ans dans les meilleures conditions. Dès le lendemain du 18 mars, les droits et responsabilités des Alliés apparaîtront totalement abstraits. Et il est évident qu'alors l'article 23 s'appliquera et qu'il n'y a pas besoin de rédiger une nouvelle Constitution pour la nouvelle Allemagne.

Après la réunion du Centre Kléber — et avant la prochaine, en mars — la négociation sur la BERD progresse difficilement en coulisse. Les Américains font tout pour réduire la future institution à une simple agence de privatisation du secteur public en Europe centrale — donc sans l'URSS. Quatre points essentiels sont encore à régler, dont l'un touche à l'unification allemande : le montant du capital, la place de la RDA, le lieu du siège, le statut de l'URSS. Les Américains veulent un capital de 5 milliards de dollars ; les Français, de 15 milliards d'écus. Les Allemands de l'Ouest refusent discrètement que la RDA y figure en tant que telle. Les Européens sont d'accord pour que l'URSS reçoive des prêts ; les Américains s'y opposent : On ne peut pas, disent-ils, aider une superpuissance qui finance encore Cuba et nous menace. Le vice-ministre américain des Finances, David Mulford, fait remarquer qu'un compromis serait possible si l'URSS acceptait dans un premier temps de ne pas recevoir plus que ce qu'elle investira elle-même dans le capital de la Banque. Dans un second temps, elle recevrait des prêts jusqu'à 20 % du total des prêts de la Banque, pour éviter qu'elle ne prive les plus petits pays d'Europe de l'Est des concours de la Banque. C'est la solution retenue pour limiter l'appel de la Chine et de l'Inde à la Banque mondiale. Je dois me rendre prochainement à Moscou pour vérifier si cette suggestion est acceptable pour les Soviétiques. A leur place, je refuserais une solution aussi absurde qu'humiliante. Mais ils peuvent vouloir l'accepter pour glisser un pied dans la porte. En tout cas, ils préféreront un compromis qui permettra aux États-Unis de participer plutôt que de voir créer cette institution entre les seuls Européens.

Comme il en a pris l'habitude, François Mitterrand invite quelques amis du PS à déjeuner au Pouilly-Reuilly, un restaurant que lui a fait connaître Marcel Debarge, sénateur-maire du Pré-Saint-Gervais. Il cherche à calmer le jeu entre les courants qui se déchirent avant le Congrès de Rennes : Je suis l'ami de tous au Parti socialiste, leur dit-il. Il me glisse peu après : Les chefs de ces clans sont gentils, mais il n'y a pas encore d'homme d'État parmi eux. Cela viendra peut-être, avec le temps et les blessures...

Vendredi 2 février 1990

Mikhail Gorbatchev a encore le contrôle de la situation. La déclaration de Hans Modrow approuvant la réunification allemande a bien été faite avec son accord. Il l'écrit à François Mitterrand et lui téléphone. A ses yeux, les difficultés actuelles se trouvent aggravées du fait que la RDA subit de très fortes pressions de l'extérieur. Il confirme que Hans Modrow s'est bien exprimé avec son accord à l'unisson des sentiments en faveur de l'unification, mais en prônant la nécessité de progresser en douceur et de résoudre par étapes les problèmes qui surgissent. Plus concrètement, il a fait valoir des arguments convaincants en faveur d'une communauté contractuelle entre la RDA et la RFA, celle-ci constituant une étape dans la voie d'une confédération allemande. Gorbatchev estime essentiel que soit assuré le maintien des droits et responsabilités des quatre puissances dans les affaires allemandes, et que les consultations quadripartites soient relancées, y compris sur les questions relatives à Berlin-Ouest. Il tient à affirmer que tout ce qui a été dit entre le Président français et lui au cours de leur rencontre de Kiev reste valable. Il nous informe qu'il a invité le Chancelier Kohl à Moscou le 9 février prochain pour une brève réunion de travail. Il a suggéré à Modrow d'ouvrir son gouvernement aux autres forces. Il déclare s'en tenir à l'idée d'une confédération allemande comme ultime rempart contre l'unification.

Y croit-il ? Qu'est-il prêt à faire pour l'empêcher ? Que veut-il vraiment ? Deux mois après Kiev, François Mitterrand répète : Un jour, on apprendra que Gorbatchev a été renversé par des généraux. Et on sera revenu à la guerre froide. Il faut freiner la réunification allemande, même si elle est inévitable, pour ne pas perdre les acquis de la perestroïka.

Le Président reçoit Jacques Delors. Le mois prochain, la Commission doit soumettre au Conseil européen un document sur l'Union économique et monétaire. Delors estime que la notion de « subsidiarité » devrait être au centre des réflexions sur la répartition des responsabilités entre les trois niveaux de pouvoir (communautaire, national, régional). François Mitterrand : Très habile. Très habide ! Cela vient de l'Église, mais c'est très habile ! Il voit juste.

Nouvelle victoire de la liberté : Frédérik De Klerk annonce au Parlement sud-africain la libération de Nelson Mandela et la légalisation des partis hostiles à l'apartheid. Le dégel n'est pas qu'à l'Est. Quelques hommes de bonne volonté emportés par une sorte de vent planétaire... Seuls la Chine, le Golfe et l'Asie du Sud-Est s'en sont exclus.

Dimanche 4 février 1990

A Moscou, cent mille manifestants réclament l'accélération des réformes. François Mitterrand : Vous voyez, Gorbatchev ne pourra intervenir ni en Allemagne, ni en Pologne. Il laissera faire Kohl. Il aura trop à faire à l'intérieur. Il n'interviendra que si cela se gâte chez les Baltes.

Lundi 5 février 1990

Comme le lui a recommandé Gorbatchev, Hans Modrow forme un gouvernement d'union nationale. François Mitterrand : Gorbatchev semble avoir plus de pouvoir en RDA que chez lui!

En URSS, plénum du Comité central du PCUS. Mikhaïl Gorbatchev laisse à nouveau entendre que le rôle dirigeant du Parti n'a nul besoin d'être garanti par la Constitution. Le plénum condamne la scission du PC lituanien. Vadim Zagladine me téléphone : Rassure-toi. Nous n'interviendrons

jamais militairement ni là, ni ailleurs. Nous contrôlons tout cela en détail.

Mardi 6 février 1990

Vu le sherpa américain, Richard McCormack : Jamais l'Amérique ne laissera faire une réunification allemande... Sauf si notre Président cède tout à Kohl, parce qu'il est notre meilleur allié.

Le Chancelier Kohl accélère encore. Il propose une réalisation rapide de l'union économique et monétaire avec la RDA. François Mitterrand : Il a raison. A sa place, j'en ferais autant. Mais il devrait me le dire ! Je l'aiderais à débloquer le processus. Mais pourquoi dois-je apprendre toutes ses initiatives importantes par la presse?

Hubert Védrine résume pour le Président une idée que Genscher vient d'évoquer avec Roland Dumas pour gérer la réunification allemande. Les deux États allemands et les quatre puissances occupantes se réuniraient à Six (« 4 + 2 ») avant les élections du 18 avril et négocieraient la réunification avant le Sommet des trente-cinq pays membres de la CSCE, pour éviter que cette question allemande n'aille devant un forum aussi large. A l'issue de ces négociations, les quatre puissances pourraient accorder aux deux Allemagnes la reconnaissance formelle de leur souveraineté pleine et entière et de leur droit à s'unifier en échange de certains engagements (reconnaissance de la frontière Oder-Neisse, confirmation de la renonciation à l'armement nucléaire et chimique et de leur engagement dans la construction européenne), le tout étant acté dans un « règlement » de paix, les Allemands ne voulant pas entendre parler d'un traité. Ce sera difficile. Il faudra aussi veiller à ce que cette procédure de réunification ne disloque pas l'Alliance atlantique, sans pour autant provoquer l'URSS. Cela suppose des solutions de transition sur le plan militaire. Russes, Américains et Britanniques pourraient maintenir des troupes dans les deux parties de l'Allemagne, et même des armes nucléaires à courte portée. Conséquence secondaire : même si elle est moins directement concernée, la France pourrait être amenée à arrêter la fabrication de l'Hadès ou à ne pas le déployer.

François Mitterrand: Cette négociation des Quatre avec les deux Allemagnes est la seule bonne idée. Il faut éviter que la réunification se discute sans nous, entre Américains et Soviétiques. De toute façon, cela prendra des années. Que Dumas s'en occupe.

Simultanément, Élisabeth Guigou propose au Président de prendre une initiative politique en prônant la création de nouvelles institutions européennes et la transformation de la Communauté en Union politique face au processus irréversible de l'unification allemande. Il faut profiter à tout prix de l'évolution allemande pour faire avancer l'Europe. Et donc compléter la conférence internationale économique par une autre, de caractère politique. Le Président: Bonne idée. Voyez Dumas.

Mercredi 7 février 1990

Au Conseil des ministres, une question est posée à propos du câble : faut-il retarder le lancement de nouvelles chaînes hertziennes et par satellite, comme Canal-Enfants, pour donner le maximum de chances au câble ? Le Président y est hostile : Le retard du câble tient essentiellement au fait que les spécialistes nous ont vraisemblablement trompés sur l'état de la technique en 1982. C'est une faute technique et administrative. Ce n'est pas une faute commerciale. J'étais et je demeure très partisan de TDF 1. Du moment qu'on l'a fait, il faut le réussir. Je suis aussi partisan du développement du câble. Il faut savoir s'il y a ou non concurrence entre le câble et la nouvelle chaîne hertzienne. Je souhaite être saisi de cette question après un comité interministériel.

Rocard prend note de la demande du Président. C'est évidemment une question clé. Si le satellite concurrence le câble et en freine le développement, comme je le crois depuis cinq ans, il faut freiner le développement de l'un avant que l'autre ait atteint son régime de croisière.

Lors d'une intervention routinière sur la situation financière internationale, Pierre Bérégovoy a cette formule : Un de nos problèmes est que l'on a un capitalisme sans capitaux. Le Président l'interrompt : Un capitalisme sans capitaux ?... Vous savez, quand il y a de l'argent à gagner, l'argent vient toujours. Nous avons surtout un capitalisme sans imagination dans l'esprit et sans audace dans l'action. Et beaucoup d'entrepreneurs qui n'entreprennent pas ! Il y a une toute petite minorité de grandes et moyennes entreprises qui méritent tous les éloges, mais le reste ne suit pas. Les médias critiquent le gouvernement ; mais ce n'est pas lui qui fabrique, ce n'est pas lui qui vend. Ce n'est pas lui qui assure l'après-vente, par où nous péchons le plus ! Cela se passe dans la tête. On reste chez soi et, si on part, on aime bien revenir pour passer un week-end tranquille en France. Tenez, on me reproche de faire beaucoup de voyages. Eh bien, moi, chaque fois, ça m'ennuie. Mais enfin, je ne suis pas un vendeur, ce n'est pas mon métier. Il faut former la jeunesse. Il aurait fallu créer une école d'exportation.

Édith Cresson approuve bruyamment. Je reconnais dans la diatribe du Président beaucoup des idées du ministre des Affaires européennes. De Rocard aussi, qui s'ébroue.

Brice Lalonde fait part des problèmes posés par un projet de barrages sur la Loire : La consommation d'eau a tendance à dépasser la production d'eau. C'est un problème dont le gouvernement devrait se saisir.

Michel Charasse : Les agriculteurs demandent sans arrêt des crédits pour l'hydraulique et l'irrigation des terres. M. Nallet en sait quelque chose. Avec toute cette eau, ils fabriquent des excédents qu'on est obligé de leur racheter. Autrefois, les vieux nettoyaient les cours d'eau. Maintenant, on ne le fait plus. Il paraît que cela dérange les poissons ! En fait, cela aggrave les crues. Et, parmi les barrages dont parle M. Lalonde, il y a un barrage qui concerne ma commune, c'est celui du Bec-d'Allier.

Le Président: Mais non, vous vous trompez, le Bec-d'Allier, c'est tout près de Nevers. Chez vous, c'est une toute petite rivière.

Michel Charasse : Oui, vous avez raison, monsieur le Président. Chez moi, c'est le Bec-de-la-Dore.

Le Président: En tout cas, c'est un problème très important. Je me rappelle, quand j'étais élu local, les crues de la Loire, c'était une catastrophe permanente, et ce que dit M. Charasse sur le nettoyage des cours d'eau est très juste. Mais je ne comprends pas très bien. Je n'ai jamais vu des plans d'eau abîmer un paysage ! Voyez-vous, monsieur le Premier ministre, c'est comme pour le câble, vous risquez de faire des politiques successives qui se contrediraient. Cela dit, les propositions de M. Lalonde sont sages. Si les écologistes, chaque fois qu'ils interviennent, mettent en cause les moyens de travail ou de production d'une partie de la population, ils ne seront pas longtemps populaires. On ne peut pas nous demander de renoncer à la fois à l'énergie nucléaire et à l'énergie hydraulique. A moins peut-être qu'on ne trouve admirable le travail des mineurs et l'utilisation des enfants de moins de dix ans pour ramper dans les boyaux ? !

Vu Jean-Pierre Elkabach. Discussion sur la réunification allemande. Une vraie curiosité, approfondie, vis-à-vis des enjeux les plus sérieux.

Jeudi 8 février 1990

Enfin ! La RDA reconnaît pour la première fois la responsabilité de l'ensemble du peuple allemand dans les horreurs nazies.

Aucune réponse sérieuse des scientifiques aux questions qu'on leur pose depuis des années sur la gestion des déchets nucléaires. Au grand dam d'EDF et du CEA, Michel Rocard décide d'ajourner l'installation de quatre décharges nucléaires dans l'Ain, l'Aisne, les Deux-Sèvres et le Maine-et-Loire. Les travaux sont arrêtés afin qu'on puisse mener de façon approfondie les études et le dialogue, ce qui réclamera au moins douze

mois. Il faut imaginer un mode de stockage des déchets. Et, pour cela, faire des essais en laboratoire... jusqu'en l'an 2006 !

A la suite de la note d'Hubert Védrine sur une négociation à Six, le Président demande à Roland Dumas de faire travailler un petit groupe de diplomates sur les droits des Alliés en Allemagne, la question des frontières, le statut de l'Allemagne au regard de l'arme nucléaire, le problème des alliances, la distinction entre « neutralité » et « neutralisation », les conséquences sur la CEE de l'unification de l'Allemagne, le contenu possible d'une confédération européenne. Il est urgent de poser ces questions aux dirigeants ouest-allemands, bien que ceux-ci ne souhaitent manifestement pas y répondre avant les élections en RDA, dans six semaines. Des frictions dans les relations franco-allemandes sont inévitables et il y aurait plus d'inconvénients à ne rien faire qu'à chercher à nouer une vraie discussion.

Avant toute déclaration publique, Roland Dumas suggère donc qu'un contact ait lieu entre le Président et le Chancelier pour poser les questions de fond et proposer des méthodes visant à les traiter : comment apurer le passé ? Comment mettre fin aux « droits réservés » des Alliés en Allemagne ? Comment préparer l'avenir en réfléchissant à Douze aux conséquences sur la CEE de l'unité allemande ? Car il faudra réfléchir à Six (« 4 + 2 »), à Douze (CEE), à Seize (OTAN) et à Trente-Cinq (CSCE) sur les conséquences de cette unité pour la sécurité en Europe.

Mais, estime Dumas qui vient m'en parler, une telle discussion ne peut être réclamée publiquement par la France sans provoquer l'indignation de l'opinion allemande et une flambée de nationalisme qui rendrait la suite encore plus difficile. Il en irait différemment si un responsable allemand « tendait une perche » aux Quatre. Dumas propose donc de demander aujourd'hui à Genscher d'évoquer très vite, dans un discours, l'utilité, dans l'intérêt de l'Europe, d'une discussion entre l'Allemagne et les quatre puissances. Une telle déclaration permettrait à la France, ainsi qu'aux trois autres, s'ils le souhaitaient, et peut-être même à d'autres voisins de l'Allemagne comme la Pologne, d'ouvrir cette négociation à Six avant le 18 mars. On laisserait ensuite l'initiative aux États-Unis.

Dans trois jours, une réunion réunira à Ottawa les ministres des Affaires étrangères de l'Est et de l'Ouest, de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, à l'occasion des négociations sur le projet « Ciel ouvert » (désarmement conventionnel et avions), dans le cadre de la CSCE. Ce peut être l'occasion de lancer l'idée.

Le Président, qui n'apprécie pas l'idée de laisser la direction des opérations aux Américains, est pourtant ravi : Allez-y. Si j'en prenais l'initiative, cela serait mal vu. Il n'y a que des coups à prendre. Et la Communauté n'est pas un bon forum pour cela. On ne va pas discuter de l'unité allemande avec les Grecs !

Vendredi 9 février 1990

Rétablissement des relations diplomatiques entre la Hongrie et le Vatican.

Dumas appelle Genscher, qui parlera demain. Il lui donne le signal pour lancer le «4+2».

Samedi 10 février 1990

Comme annoncé, Mikhaïl Gorbatchev rencontre Helmut Kohl à Moscou... et lui cède sur tout : l'URSS accepte que les deux États allemands décident librement de la forme, du calendrier et des modalités de leur réunification ! Moscou et Bonn estiment que c'est le droit du peuple allemand seul de décider de son destin et que l'URSS respectera la décision de l'Allemagne. En échange, Helmut Kohl donne à Gorbatchev des assurances, au nom du gouvernement fédéral, que l'URSS ne sera pas affectée, alors que la RDA est un gros exportateur pour l'Union soviétique. Il souligne publiquement que les relations soviéto-allemandes ont fait un pas en avant, un saut qualitatif. Il rappelle que, dans le passé, la Russie et l'Allemagne ont connu des périodes de paix et de coopération, et qu'il souhaite entrer dans une nouvelle ère de ce type. Les gens doivent rester en RDA, ils ne doivent pas partir, affirme-t-il en arborant un large sourire. Le Chancelier, qui doit communiquer en début de semaine prochaine les résultats de sa visite à Moscou à Hans Modrow, souligne que son gouvernement attend le résultat des élections du 18 mars en RDA pour entamer des négociations sur la réunification avec un Parlement et un gouvernement librement élus.

François Mitterrand est furieux : Qu'est-ce qui prend à Gorbatchev? Il me dit qu'il sera ferme, et il cède sur tout ! Que lui a donné Kohl en échange ? Combien de milliards de Deutsche Mark ?

Comme prévu, Hans-Dietrich Genscher déclare que la RFA souhaite qu'une conférence réunisse la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'URSS et les deux Allemagnes : Nous allons procéder à notre réunification en accord avec les quatre puissances dont nous comprenons les droits et les responsabilités. Cette conférence précédera le Sommet de la CSCE, qui donnera un cadre pan-européen au processus de réunification allemande.

La négociation entre les deux Allemagnes sur l'unification monétaire est très ardue. Le Chancelier souhaite faire plaisir aux consommateurs-électeurs au détriment des travailleurs. Il tient donc à ce qu'un mark de l'Ouest puisse être échangé contre un mark de l'Est. Kohler, le vice ministre des Finances, et Pöhl, le gouverneur de la Bundesbank, qui savent ce qu'il en coûtera à l'économie de l'Est, mais aussi à celle de l'Ouest, freinent des quatre fers !

Dimanche 11 février 1990

Libération effective de Nelson Mandela, après vingt-sept ans de captivité. François Mitterrand, songeur : Vingt-sept ans, c'est le temps que j'ai passé dans l'opposition...

A Ottawa, ouverture de la Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Édouard Chevardnadze déclare : La réunification de l'Allemagne et la construction de la maison commune européenne doivent être synchronisées. Aucun accord sur la place de l'Allemagne réunifiée dans le dispositif de sécurité européenne.

Assises du RPR. Séguin et Pasqua n'ont pas, comme ils l'espéraient, renversé Chirac.

Lundi 12 février 1990

Vadim Zagladine me soutient que jamais, depuis 1945, l'URSS ne s'est opposée à la réunification allemande ! Elle a toujours dit qu'il s'agissait d'un problème d'autodétermination des Allemands, et que les gens de RDA ne voulaient pas en entendre parler. Aimable fiction...

Réunion du Comité central du PCF. La direction du parti critique vivement la proposition de Charles Fiterman d'abandonner le centralisme démocratique. La réunification de l'Allemagne y est présentée comme une annexion de fait de la RDA par la RFA. Quant à Gorbatchev, c'est peu de dire qu'il ne déclenche guère l'enthousiasme.

Campagne internationale lancée à Assouan par Moubarak pour la reconstruction de la Bibliothèque d'Alexandrie. François Mitterrand tient absolument à ce que la France s'y associe.

Au téléphone, Margaret Thatcher répète au Président qu'elle ne veut pas payer pour l'intégration de la RDA dans la Communauté.

D'après ce que nous apprenons, Mikhaïl Gorbatchev aurait averti Modrow par téléphone : Le maintien d'une Allemagne unie dans les structures

de l'OTAN ne saurait être accepté. Karpov, vice-ministre des Affaires étrangères, expose la même position à Ottawa, demandant que l'Allemagne demeure neutre. Au même moment et au même endroit, Edouard Chevardnadze adopte pourtant un ton différent : Je ne dis pas que la neutralité est la seule solution, je dis que c'est la plus raisonnable. Les responsables américains, qui ont accompagné le secrétaire d'État James Baker à Moscou la semaine dernière, disent y avoir recueilli l'impression que Gorbatchev et Chevarnadze n'étaient pas dogmatiques. Il n'y avait pas de rejet catégorique du maintien de l'Allemagne dans l'OTAN, me confie l'ambassadeur américain.

L'ambassadeur soviétique vient me faire un compte rendu des entretiens Gorbatchev-Kohl d'avant-hier, du point de vue soviétique : Gorbatchev a établi un lien indissociable entre la question de l'unification, qui est l'affaire des Allemands eux-mêmes, et le contexte général dans laquelle elle s'inscrit, qui doit tenir compte de la sécurité des États voisins. Il a insisté sur le respect des intérêts et de la sécurité de l'URSS, rappelé le principe d'intangibilité des frontières d'après-guerre et le souhait qu'aucun conflit ne parte plus du territoire allemand. Il a rejeté catégoriquement l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN. Kohl et Genscher ont écarté l'hypothèse de la neutralité de l'Allemagne, qui serait discriminatoire à l'égard des Allemands. Ils ont évoqué la possibilité que la zone couverte par l'OTAN ne soit pas étendue à la RDA, et indiqué qu'ils n'accepteraient sur le territoire allemand ni armes nucléaires, ni armes chimiques ou bactériologiques. Le Chancelier aurait répondu qu'il ne pouvait, pour des raisons de politique intérieure, reconnaître les frontières sans conditions, et laissé entendre que le problème ne se poserait plus après les élections de décembre en RFA. Selon Kohl, il n'y aurait nul besoin d'un nouveau traité pour reconnaître les frontières : il suffirait que le futur gouvernement de l'Allemagne unifiée déclare confirmer les traités germano-soviétique et germano-polonais de 1970. Gorbatchev aurait refusé. Pour lui, les frontières ne peuvent être reconnues par un acte unilatéral de l'Allemagne. Il se serait lancé dans une virulente diatribe contre l'ingérence de la RFA dans la campagne électorale en RDA et contre l'excitation des passions à laquelle se livreraient les dirigeants de Bonn.

Nous aurons bientôt une autre version de cette rencontre, car Teltschik me dit que le Chancelier souhaite venir à Paris après-demain pour expliquer ce qui s'est passé à Moscou. François Mitterrand : Avec plaisir! Il a en effet bien des choses à expliquer.

A Ottawa, un accord secret intervient entre les trois puissances occidentales sur la réunion à « 2 + 4 », mais l'Union soviétique, informée, n'a pas encore donné son feu vert. Le principe même d'une telle procédure est acquis, mais l'Union soviétique n'accepte pas qu'elle puisse déboucher sur une réunification de l'Allemagne.

Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, affirme que les pays du Pacte de Varsovie, comme la Pologne et la Hongrie, sont contre l'idée d'une Allemagne unie et neutre.

Roland Dumas pense pour sa part que le processus est inévitable. François Mitterrand espère que le « 2 + 4 » permettra d'obtenir la reconnaissance préalable de la frontière Oder-Neisse.

Les Canadiens sont furieux de voir leur conférence détournée par les Quatre pour préparer avec l'Est des rencontres dont ils ne seront pas...

Mardi 13 février 1990

Au petit déjeuner des « éléphants », Pierre Bérégovoy nous rapporte une conversation avec Theo Waigel, ministre allemand des Finances, qui lui aurait dit : La RDA a disparu avec le Mur, et Gorbatchev a signé l'arrêt de mort du régime de la RDA en refusant d'envoyer des troupes en Allemagne de l'Est pour le reconstruire.

Jean-Pierre Chevènement: Tout cela est un magnifique triomphe de la politique allemande.

Lionel Jospin : C'est surtout l'effondrement du système communiste.

François Mitterrand rencontre Giulio Andreotti. Il se résigne à l'idée, émise par Jacques Delors, d'un Conseil européen extraordinaire sous présidence irlandaise, pour réfléchir aux conséquences de la réunification allemande. La forme pourrait être celle d'un « dîner des Douze », comme celui du 18 novembre dernier. Il souhaite une accélération du processus de la Conférence intergouvernementale. Celle-ci débuterait en juillet ou en septembre, plutôt qu'en décembre.

Discussion avec le Président sur la BERD. Je lui explique qu'il serait conforme à l'intérêt de la France qu'elle ait son siège à Paris. Personne, à mon sens, ne refusera. Si le Président ne le souhaite pas (Édith Cresson lui a expliqué que si la Banque s'installe à Paris, la France perdra le siège du Parlement à Strasbourg), je serai candidat à la présidence de l'institution. Aucune des deux idées n'a l'air de lui plaire. Il a d'ailleurs dit à Lubbers que Rudding ferait un bon Président.

A Ottawa, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et du Pacte de Varsovie concluent un accord plafonnant à 195 000 hommes les troupes américaines et soviétiques dans la « zone centrale » de l'Europe, les États-Unis pouvant conserver un maximum de 30 000 hommes supplémentaires dans le reste du continent. Surtout, l'URSS donne son accord à la procédure du « 4 + 2 ». Cette partie de la réunion, gardée secrète, occulte l'autre, au grand dam des Canadiens.

Les discussions à Six porteront sur les implications internationales de l'unification allemande, notamment la garantie des frontières. Douglas Hurd déclare à Dumas que cette formule est un élément nécessaire dans la marche vers un Sommet de la CSCE dont la tenue à l'automne est en principe acquise. Dumas trouve les Britanniques très allants et les Américains, prudents : Il s'agit là d'une hypothèse de travail qui doit faire encore son chemin, aurait dit James Baker.

Hans Modrow se déclare déçu de sa visite à Bonn. Sitôt après les élections du 18 mars, les deux États allemands n'en entameront pas moins des discussions sur les aspects politiques, économiques et sociaux de la réunification.

Que de précautions ! Deux jours avant la visite de Helmut Kohl à Paris, un de ses conseillers, Joachim Bitterlisch, vient nous raconter la rencontre du Chancelier et de Gorbatchev. Mikhaïl Gorbatchev aurait dit à Kohl que la réunification était inévitable. C'est au vu des titres enthousiastes de la presse ouest-allemande, et pour répondre aux critiques des conservateurs qui, chez lui, lui reprocheraient de lâcher Modrow, que Gorbatchev aurait décidé, hier, de faire mettre un bémol par Modrow. Joachian Bitterlisch est aussi là pour nous rassurer : Le Chancelier, explique-t-il, s'intéresse autant à la construction de l'Europe qu'à l'unité allemande. Il n'est pas possible de se contenter d'accélérer le calendrier de l'Union économique et monétaire européenne. Au contraire, il faudrait donner sans tarder le signal qu'on réalisera en même temps, à compter de la fin de 1992, l'union monétaire et l'union politique. Il juge indispensable un encadrement de l'Allemagne dans le processus européen. Le Chancelier Kohl serait prêt à prendre avec François Mitterrand une initiative destinée à accélérer le processus général dans lequel serait englobée l'Union économique et monétaire. Bitterlisch souligne l'extrême susceptibilité des Allemands pour ce qui est des réunions à Quatre. Le Chancelier, dit-il, est très choqué de ce que dit Margaret Thatcher sur le coût de la réunification et de son propre refus d'y participer.

Dans la soirée, les seize ministres de l'OTAN se déplacent d'Ottawa à Montréal. Joe Clark, le Canadien, présente aux autres alliés, au nom des Quatre, le texte de la formule agréée le matin même à Ottawa. Il le fait d'un air pincé : lui-même n'était pas partie à cette discussion. D'après Roland Dumas, sa lecture déclenche un tollé général. Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Van den Broeck, s'oppose à la formule disant que le « 4 + 2 » s'occupera des questions de sécurité des États voisins. Cette formulation peut en effet recouvrir d'autres situations que

celle de la seule Pologne : celle des Pays-Bas, par exemple ! Il s'interroge aussi sur le fondement juridique de cette démarche des Six. C'est illégal! clame-t-il. Genscher lui répond que l'expression contestée vise à la fois la Pologne et la question de l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN, mais pas les Pays-Bas ! Nouveau grognement du Néerlandais, pourtant d'habitude fort proche des Américains, qui réplique fort justement que la question de l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN relève plus de celle-ci que des Quatre ! James Baker, Douglas Hurd et Roland Dumas passent un mauvais moment. L'Italien De Michelis appuie Van den Broeck : En tout état de cause, l'unification de l'Allemagne a des implications pour d'autres pays que les Six. La RFA doit accepter de discuter la question de la réunification allemande au sein de l'OTAN. Je ne comprends pas que l'on puisse évoquer des questions fondamentales pour la sécurité de l'Europe hors de l'OTAN. Cela peut avoir des conséquences dommageables pour l'unité de l'organisation. Excédé, Hans-Dietrich Genscher explose et clôt la discussion par un cinglant : « You're not part of the game ! » (« Vous ne faites pas partie du jeu ! ») Cruel, mais vrai : l'essentiel est dit.

Jacques Delors suggère que l'on convoque un Sommet européen extraordinaire. François Mitterrand: Mais de quoi se mêle-t-il ? Strasbourg, c'était seulement il y a un mois ! Il n'y a pas d'urgence. Il veut encore être sur la photo ? Qu'il s'occupe de gérer ses petites affaires !

Mercredi 14 février 1990

Au Conseil des ministres, Roland Dumas rend compte de ces dernières réunions et explique : Le Chancelier Kohl joue sur deux registres : tantôt la dramatisation de la situation en RDA, tantôt une optimisation de son succès auprès de Gorbatchev.

Le Président approuve : Les discussions monétaires entre les deux États allemands ont grippé plus qu'on ne le dit. L'unité ne dépend que des Allemands, mais les conséquences en sont internationales. J'ai demandé à M. Haughey, qui préside le Conseil européen, de prévoir une réunion de travail exceptionnelle sitôt après les élections est-allemandes. La déclaration de Jacques Delors, qui réclame ce sommet, est intempestive, car ce n'est pas son rôle ; mais enfin, il faut le faire. Les relations entre Mme Thatcher et le Chancelier sont de plus en plus mauvaises. Nous avons vécu, avec la chute du Mur de Berlin, des moments magnifiques. C'était vraiment l'Histoire, et quelle Histoire ! La victoire de la liberté qui s'écrivait sous nos yeux. L'accélération des événements ne change rien aux principes dont il convient de s'inspirer. Je ne pose pas plus de préalable aujourd'hui qu'hier à l'autodétermination des Allemands. L'unification relève essentiellement de leur volonté, de leur choix; c'est un droit fondamental. Cela dit, les Allemands doivent tenir compte des engagements qui nous lient les uns aux autres, de la sécurité en Europe, du devenir de la Communauté, de l'équilibre européen. La déclaration votée à l'unanimité des douze pays de la Communauté, le 8 décembre 1989, à Strasbourg, l'a utilement rappelé. L'unification — faut-il le répéter ? — est d'abord l'affaire des Allemands. Mais les quatre puissances ont des compétences reconnues dont je n'imagine pas qu'elles useront sans en débattre avec les Allemands.

Notre ambassadeur à Bonn, le subtil Serge Boidevaix, m'explique que d'ici aux élections en RDA, le Chancelier fera tout pour que les partis de RDA proches de la CDU atteignent 30 % des voix. Il pense que le SPD ne fera pas plus de 35 %. Dans ce but, Kohl a convoqué à Bonn les responsables de plusieurs petits partis de RDA pour les obliger à faire une coalition avec la CDU. Il va se rendre à Erfurt, le 20 février, pour un meeting géant, puis dans cinq autres villes — dont Berlin et Leipzig — d'ici au 14 mars. De son côté, Willy Brandt fera six réunions pour les socialistes. Chacun des deux grands partis a prévu de faire cinquante meetings. La campagne de Kohl sera fondée sur des slogans simples : « Je suis le Chancelier de l'unité ! Pas la peine de venir vous installer en RFA, puisque moi, sans attendre, je vous apporte le Deutsche Mark. » Jusqu'aux élections, il fera tout pour donner le sentiment qu'il accélère l'unification. Mais, une fois passé le scrutin, son problème sera d'empêcher une victoire du SPD en RFA à la fin de l'année. Pour cela, il ralentira le processus d'unification, de telle façon qu'il ne soit pas possible d'organiser des élections communes à toute l'Allemagne au début de décembre, si, comme prévu, les socialistes gagnent en RDA. Pour parvenir à ses fins, il essaiera, lorsque le nouveau Parlement de RDA aura formulé sa demande d'adhésion à la RFA, de faire traîner plusieurs mois le vote de la loi d'habilitation par le Bundestag et le Bundesrat. La fiction juridique d'une RDA serait donc conservée durant cette période et utilisée pour que se tiennent les conférences à Six (que les Allemands n'appellent pas « 4 + 2 », mais « 2 + 4 »). Les élections du 2 décembre n'auraient donc lieu qu'en RFA, laissant à la CDU des chances de l'emporter. Ce n'est qu'après qu'une Constituante serait convoquée. Naturellement, si le SPD n'arrive pas en tête aux élections en RDA, la stratégie du Chancelier sera exactement l'inverse : hâter le vote de la loi d'habilitation et procéder en décembre à des élections dans toute l'Allemagne. Très habile gestion d'une situation très complexe : toujours garder une option ouverte...

Et Gorbatchev qui disait de Kohl, à Kiev, qu'il ne savait pas jouer aux échecs... Quelle erreur ! Quelle sous-estimation du personnage !

Jeudi 15 février 1990

Lionel Jospin annonce un plan de réorganisation de l'école élémentaire prévoyant, à partir de 1991, deux cycles de trois ans, sans redoublement. Très importante réforme, qui passe pratiquement inaperçue.

Hubert Védrine signale que nos interlocuteurs allemands à la Chancellerie répugnent à la signature d'un traité entre les Quatre et les deux Allemagnes. Ils estiment qu'un arrangement des Six, ratifié en fin d'année par la CSCE, suffirait. Le Président : Non! Cela ne suffit pas. Cette démarche est dangereuse. Ce qu'un Parlement fait, un autre peut le défaire. Il faut un engagement allemand ayant une valeur ferme de droit international avant la réunion de la CSCE. Si le « 4 + 2 » devient « 2 + 4 », les Allemands se mettront d'accord à l'avance et nous imposeront le fait accompli. Il faut un texte qui les lie, même s'il ne s'appelle pas traité.

Moment de vérité : Helmut Kohl vient dîner à l'Élysée pour rendre compte à François Mitterrand de ses entretiens avec Mikhaïl Gorbatchev. Une de leurs rencontres les plus importantes. On va étaler tous les malentendus sur la réunification. Le Président souhaite également mettre au point avec le Chancelier un schéma d'union politique dans lequel le Conseil européen jouerait un rôle-clé.

Pour une fois, le dîner a lieu dans le petit salon d'angle du rez-de-chaussée, qui fut le bureau des présidents de la IV^{e} République. Nous sommes six à table, en comptant les interprètes.

Helmut Kohl: En RDA, aucun pronostic n'est possible. J'ai cru que Modrow obtiendrait une certaine stabilité. Mais il n'a pas fait ce dont nous étions convenus pour cela. N'a-t-il pas pu, ou pas voulu ? Jusqu'au 4 janvier, c'était l'enthousiasme et la fête, le nombre des réfugiés diminuait. Il y a encore un mois, je croyais que Modrow tiendrait. Mais son avantage psychologique s'est effondré. Il a eu tort de ne pas dissoudre la Stasi et de ne pas faire de nouvelle loi électorale. Là-bas, il n'y a pas d'autorité pour imposer quoi que ce soit. Et puis il a promis des réformes économiques, comme en Hongrie, mais sans reprendre les suggestions du Premier ministre hongrois. Bref, il n'a rien fait. Je suis allé au parlement de Potsdam, j'ai vu les responsables régionaux en Allemagne de l'Est. Entre le 1er janvier et aujourd'hui, 90 000 personnes sont parties. Des ingénieurs, des cadres trouvent des emplois en Allemagne de l'Ouest. Il faut stabiliser la situation là-bas, y créer un gouvernement. C'est la condition pour avoir une union monétaire stable entre les deux Allemagnes. J'espère calmer le jeu, enrayer l'exil des gens avant les élections. Après, c'est l'inconnu. Ils veulent recréer les anciens Länder et s'intégrer à la République fédérale ; après les élections, ils voudront des parlements régionaux.

François Mitterrand: Il n'y a pas de raison pour que cela change beaucoup jusqu'aux élections ?

Helmut Kohl: S'ils ne font rien de déraisonnable !

François Mitterrand: Un mois, c'est vite passé ; après, vous aurez un autre partenaire.

Helmut Kohl: Mon intérêt est que les choses n'aillent pas trop vite... [Boidevaix avait vu juste.]

François Mitterrand: Que pouvez-vous faire d'ici au 18 mars ?

Helmut Kohl: Déjà, en annonçant une union économique et monétaire avec eux, j'ai donné un formidable signal. Ils veulent que la RDA s'unisse avec une RFA formée de Länder. L'erreur d'Ulrich a été de supprimer les Länder. Les recréer sera compliqué, car ces Länder seront plus petits qu'autrefois, à cause de la division résultant de la frontière Oder-Neisse...

On passe à l'essentiel.

Helmut Kohl: Je voudrais vous raconter ma récente rencontre avec Gorbatchev. Il est en bonne forme, il prétend qu'il va gagner son Congrès. Sur les nationalités, le point le plus critique est l'Ukraine. Gorbatchev peut laisser partir les pays Baltes. Rien d'autre. Il n'acceptera pas sans faire de difficultés que l'Allemagne soit réunifiée. Mais je ne vois pas comment il pourrait s'épargner des problèmes sans réunification, car la RDA se porte quand même mieux que l'URSS.

François Mitterrand: S'il y avait des troubles en Ukraine, si se manifestait une volonté de sécession de cette province, ce serait un cas de guerre civile, et une terrible répression viendrait de Moscou.

Helmut Kohl: Sur la neutralisation de l'Allemagne après sa réunification il acceptera notre position, mais il aura des problèmes avec ses militaires. Je crois qu'on peut trouver une solution au problème de l'appartenance de la RDA au Pacte de Varsovie. Il faut en parler.

François Mitterrand: Pensez-vous que toutes les troupes russes devraient quitter la RDA après l'unification ?

Helmut Kohl: Non, il y aura des règlements transitoires. Si c'est en nombre limité, elles pourront rester. Je ne veux pas que l'Allemagne unie devienne une puissance militaire. L'amitié franco-allemande est donc d'autant plus importante pour moi. Je pense aussi que, pour Gorbatchev, elle devrait être source de tranquillité. « Je vais vous dire mon secret, lui ai-je expliqué : plus l'Allemagne coopère avec la France et délègue de droits à la CEE, plus le spectre d'un IVe Reich s'éloigne. » Cela l'a convaincu. L'Allemagne nouvelle a maintenant un axe, qui est le Rhin. Sous le IIIe Reich, le Rhin n'était pas son axe. L'industrie lourde n'a plus d'intérêt ; les vieilles régions industrielles sont donc moins importantes. Les industries modernes sont situées dans le sud de l'Allemagne, au sud du limes romain. Le centre de gravité sera au sud du Main. Ce qui compte pour Gorbatchev, c'est que l'Allemagne unie ne devienne pas une puissance militaire. Cela, je peux le lui garantir. Et je l'aiderai sur le plan économique. Moscou escompte que, dans la période de transition, ses accords économiques avec la RDA persisteront. Mais, en réalité, il y a beaucoup de problèmes économiques entre la RDA et l'URSS. Ce qui est important, c'est que toute cette évolution soit liée au développement européen.

François Mitterrand: Comprenez-moi bien : la perspective d'unification ne me pose pas de problème en tant que telle. Je l'avais dit dès le 3 novembre. Mais il faut répéter souvent pour être entendu, surtout des journaux allemands !

Helmut Kohl, éclatant de rire : Oui. J'ai ce problème, moi aussi !

François Mitterrand: Nous allons bâtir en Europe des institutions qui vont atténuer la rigueur des frontières. Mais il faut régler ces problèmes des frontières avant.

Helmut Kohl, pourpre et embarrassé : ... Je souhaite que cela devienne évident après. Qu'un Parlement de l'Allemagne unifiée dise un jour, parlant des frontières : « C'est ça, la nouvelle Allemagne »... Mais vous ne pouvez pas l'exiger de moi maintenant.

François Mitterrand: Vous avez raison. Ce n'est pas une question préalable. Mais je préférerais que vous le disiez avant.

Helmut Kohl, plus rouge encore : Non ! Si nous parlions dès maintenant en RFA de la frontière Oder-Neisse, nous renforcerions l'extrême droite.

François Mitterrand: Vous avez abordé ici un problème très important. En géographie, la Silésie et la Prusse sont allemandes. Mais pas en politique. Qui doit le dire ? Le traité de paix? Une déclaration unilatérale des Allemands ?

Helmut Kohl: Je suis d'accord pour qu'il y ait un vrai traité, pas seulement une conférence de discussion...

François Mitterrand: Bien. Laissez-moi vous expliquer mon point de vue. On ne peut pas attendre de moi que je parle comme un patriote allemand, mais comme un patriote français. En tant que patriote français, je ne suis pas inquiet. Il y a une réalité allemande nouvelle, il faut faire avec. Cela ne me déplaît pas. Ce serait très injuste de ne pas considérer les Allemands de l'Est comme des Allemands. Je n'ai pas varié là-dessus et j'accepte cette hypothèse. Nous sommes, nous Français, habitués à avoir les Allemands pour voisins. Il y eut des périodes heureuses et d'autres malheureuses. Ce que nous venons de vivre depuis 1945 a modifié les données de la question. Mais ce qui m'intéresse, c'est comment aborder les conséquences de l'unification. Il y a plusieurs problèmes. D'abord, les alliances : l'URSS n'est plus en mesure de poser des conditions ; mais il ne faut pas la forcer à aller trop vite. Il est évident que l'appartenance d'un même pays à deux alliances ne peut pas durer très longtemps. De plus, se posera vite le problème de la présence des soldats occidentaux en Allemagne, et je ne veux pas attendre le moment où la population allemande la trouvera pesante. Vous nous direz : « Nous sommes comme les autres. Les autres sont neutres parce qu'ils le souhaitent (sauf l'Autriche). » Vous n'accepterez alors ni la neutralisation, ni la tutelle soviétique, ni l'occidentale. Vous voudrez être considérés comme une nation majeure. Et cela, je le comprends très bien. Le système des Quatre peut durer encore un peu, mais pas longtemps. Nous ne devons plus avoir de relations de vainqueur à vaincu. Je prête donc attention au moment où les Allemands nous diront : « Une seule armée chez nous : la nôtre. » N'importe quel homme politique allemand démagogue qui fera campagne là-dessus — « Pas de soldats étrangers ! » — connaîtra un grand succès. La question se posera pour vous en termes difficiles lorsqu'il s'agira des armes nucléaires détenues par les Américains sur votre sol. Heureusement, la France n'a pas d'armes nucléaires en Allemagne. Il faut donc réfléchir, se consulter. Ce n'est pas pour tout de suite, mais, dans mon esprit, la question est posée. Elle est plus difficile pour les Russes que pour nous. Ce serait pire si l'Allemagne de l'Est devenait un des éléments de la chaîne militaire américaine. Je ne pense pas que Gorbatchev puisse l'accepter.

Helmut Kohl: D'accord avec vous.

François Mitterrand: Qu'on dise solennellement que l'OTAN ne veut pas avancer ses lignes de défense. Ce n'est pas aux Allemands de le dire, mais nous pouvons le dire ensemble.

Helmut Kohl: Oui.

François Mitterrand: C'est là un problème urgent, qui se posera sitôt après le 18 mars. Quel sera le statut de la RDA par rapport aux Soviétiques? Si l'Allemagne s'unifie, il ne faut pas qu'il y ait de doutes pour l'URSS, il ne faut pas qu'au recul soviétique corresponde une avancée occidentale.

Helmut Kohl: D'accord là-dessus. Mais je ne suis pas d'accord sur la première partie de votre raisonnement. Je ne pense pas que les gens, en Allemagne de l'Ouest, vont dire : « Français et Américains doivent partir. » Surtout si le nombre de ces soldats diminue. Du moins tant que les

Soviétiques restent... Or ils ne peuvent pas partir du jour au lendemain.

François Mitterrand: Oui, mais l'Allemagne unifiée ne supportera pas longtemps la présence soviétique en Allemagne de l'Est ! Au bout d'un an ou deux, les Allemands voudront que toutes les troupes s'en aillent. Sinon, les réflexes de fierté nationale joueront. Déjà, la référence aux Quatre, en tant que pouvoir plus politique que militaire, a le don d'agacer les Allemands. Pourtant, selon les traités, les Quatre ont aujourd'hui un droit de regard sur toutes les questions, y compris l'unification. Je sais que c'est là une vue juridique qui ne plaît pas aux Allemands. Chaque fois que les Quatre se manifestent, vous froncez les sourcils — vous particulièrement. Je le comprends. Il y aura donc une différence entre le droit et la réalité. Dans la réalité, les Quatre n'ont pas à intervenir sur l'unification, mais ils doivent avoir un droit de regard sur les conséquences qui les concernent. Ce qui est le cas sur le plan militaire. Ainsi, pour ce qui est d'un éventuel armement atomique en Allemagne : est-ce que l'Allemagne unifiée reprendra à son compte l'engagement de l'Allemagne de l'Ouest ?

Helmut Kohl: Oui.

François Mitterrand: Quelle que soit la réponse, elle nous intéresse. De même, les relations des Allemands avec les pays de l'Est nous intéressent, car c'est un problème d'équilibre européen. En ce qui concerne le problème de la frontière de l'Est, les traités de 1919 et de 1945 sont très injustes ; mais on vit avec. Il est très important de ne pas rouvrir une frénésie collective en Europe.

Helmut Kohl: Aucun danger là-dessus, François !

François Mitterrand: La question la plus importante est celle de la ligne Oder-Neisse. Ce n'est pas la seule frontière qui laisse de l'autre côté des Allemands. Je comprends, sentimentalement, ce que doivent ressentir les Allemands. Mais, politiquement, c'est autre chose. Cela nous intéresse.

Helmut Kohl: Pour ce qui est de ces deux dernières questions, aucun problème. Une Allemagne unifiée aura la même position que la RFA sur le nucléaire et sur les frontières ; l'Allemagne unifiée confirmera les frontières.

François Mitterrand: Politiquement, il aurait été utile de confirmer avant la réunification la frontière Oder-Neisse. Mais je comprends que, juridiquement, cette reconnaissance ne puisse intervenir avant l'unification. Je vois bien cela.

Helmut Kohl, rougissant à nouveau : Je veux vous parler de la ligne Oder-Neisse. On a fait mousser cette question. Elle n'aurait pas dû se présenter comme ça. C'est une grosse blessure ; normalement, on traite les blessures avec un baume, pas avec de l'huile bouillante. Ça n'aide pas. Nous sommes prêts à la laisser se cicatriser. Lorsqu'il est venu chez nous, Havel a énuméré tout ce qui avait été fait d'injuste contre les Allemands en 1945, dont la question des Sudètes. Pourtant, quarante-huit heures après, l'Association des Allemands des Sudètes (400 000 personnes, beaucoup de jeunes, les plus concernés) lui a répondu : « La frontière avec la Tchécoslovaquie est définitive. » C'est donc bien nous, Allemands, qui prenons parti contre la réouverture de cette question des frontières. Donnez-nous du temps.

François Mitterrand: Très bien. Nous pourrons créer des communautés, des institutions européennes qui atténuent la rigueur des frontières.

Helmut Kohl: C'est mon but. Et ce qui a été possible avec les Sudètes doit l'être aussi avec la Silésie. On n'y arrivera pas si on lie ces questions à l'unification. Il ne faut pas en faire une condition préalable.

François Mitterrand: Je ne le fais pas.

Helmut Kohl: En Allemagne, cette question posée en préalable constituerait un thème de politique intérieure. S'il n'y avait pas les élections, on ne la poserait pas.

François Mitterrand: Cela ne suffit pas. La frontière Oder-Neisse, héritée de la guerre, a été imposée par Staline. C'est le type même du mauvais traité. Mais c'est fait. Je ne pose pas ce problème de la ligne Oder-Neisse en préalable. Mais un débat a commencé sur un éventuel traité de paix et sur l'article 7 des accords de 1954. Vous dites que c'est le Parlement unifié qui dira : « Nos frontières sont bien là », mais il s'agira d'un acte unilatéral.

Helmut Kohl: Non. Pas seulement. Je suis aussi d'accord pour un traité. Mais je suis contre l'idée de réunir une conférence de paix exprès pour ça.

François Mitterrand: Pas de problème. Comme vous, je ne veux pas d'une conférence de paix. Par exemple, si on invitait l'Italie, où se mettrait-elle ?

Helmut Kohl éclate de rire : Des deux côtés à la fois !

François Mitterrand: Pourtant, il faut une décision internationale des pays intéressés. Qui est intéressé ? Je ne sais pas. Il faudra en tout cas un acte international.

Helmut Kohl: D'accord.

François Mitterrand: Autre question : que deviendront les alliances? Cela n'est pas un problème allemand, c'est d'abord un problème russe, car le Pacte de Varsovie n'est plus qu'une fiction. Personne ne se mobilisera plus à l'Est pour attaquer l'Allemagne de l'Ouest ! Il est surprenant de voir les Soviétiques laisser ce vide s'installer. Mais c'est un problème aussi pour l'OTAN. Car une alliance est faite pour combattre des adversaires. Où sont les adversaires ? C'est un problème international, et pas seulement allemand.

Autre question : Que devient l'Europe des Douze ? La présence d'un État allemand unifié sera une novation, mais que l'on peut maîtriser. Ça fera 16 à 17 millions d'habitants de plus. Une négociation doit permettre d'aboutir. Je ne vois pas cela comme un treizième État.

Helmut Kohl: En effet. Et ce sera bon pour la CEE.

François Mitterrand: Mais il y aura 75 millions d'Allemands et 56 millions de Français...

Helmut Kohl: Dans les années 90, les Français bénéficieront d'un énorme avantage, car ils n'auront pas à financer la réunification !

François Mitterrand: Pour ce qui est de la Communauté européenne, on trouvera des solutions. Il y aura une seule Allemagne au sein de la Communauté, pas deux. A mes yeux, ce n'est pas un gros problème. Cela obligera la Communauté à avancer. J'ai parlé d'une possible confédération européenne, car les pays qui se libèrent du joug communiste ne doivent pas rester isolés, ce qui risquerait de déclencher entre nous une compétition mauvaise. Il faudrait donc une institution à laquelle auraient accès tous les pays démocratiques. On me rétorque que la CSCE existe déjà pour cela. Mais il sera très important, pour la dignité de ces pays, d'avoir une institution politique entre Européens seuls. Je suis donc favorable à une réunion de chefs d'État et de gouvernement de la Communauté, après les élections en RDA, comme nous l'avons fait en novembre à l'Élysée, pour créer un climat et discuter de tout cela.

Helmut Kohl: Pour moi, la coopération franco-allemande est la seule qui compte ; il n'y a pas de solution de rechange. Je suis aussi pour un Sommet informel des Douze après Pâques. Tout ce qui va se passer après le 31 décembre 1992 en Europe est essentiel. Je veux que nous

fassions ce chemin ensemble, comme on le fait ensemble depuis trente ans. Pour ce qui est de l'Allemagne, il faut que tout se décide à « 4 + 2 », et qu'ensuite la CSCE ne fasse que bénir le tout. Genscher l'a d'aidleurs dit à De Michelis: « You're not part of the game » (« Vous n'avez aucun rôle là-dedans »).

François Mitterrand: Mais est-ce « 4 + 2 » ou « 2 + 4 » ? Il y a une question de chronologie là-dedans. Je fonde beaucoup d'espoirs sur le développement de l'Allemagne de l'Est. Ce sera un pays remarquable. Cela obligera la CEE à continuer d'avancer dans son union politique et pas seulement économique et monétaire.

Helmut Kohl: Oui, c'est ma vieille idée.

François Mitterrand: Vous avez noté mon idée de confédération. On a fait semblant de croire que je voulais remplacer la Communauté par la confédération. C'est ridicule : il suffit de relire le texte écrit de mon intervention à la télévision du 31 décembre dernier. Aujourd'hui, il y a une réalité, c'est la Communauté. Mais il faut renforcer ses structures et accélérer l'allure. Et puis, il faut une perspective qui reste à inventer. Il ne faut pas laisser les pays de l'Est seuls. Ils seraient les petits, les sans-grade. Il ne faut pas entrer dans une mauvaise compétition entre nous vis-à-vis de l'Europe de l'Est. Voyez les Italiens avec l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie: c'est une course dangereuse... Demain, il faut pouvoir parler à parité avec un pays comme la Bulgarie au sein d'une institution qui sera bien sûr plus lâche que la Communauté.

Helmut Kohl: Ça m'est égal, le nom que l'on donne à l'enfant. La solution n'est pas que tous entrent dans la CEE. Il faut donc offrir une alternative, et il faut poser des conditions pour cela ; et d'abord qu'il existe un État de droit libéral.

François Mitterrand : Je ne voudrais pas qu'en Allemagne on croie que la France nourrit des réserves sur l'unification. Mais nous voulons dire notre mot sur ses conséquences extérieures. Le reste m'intéresse, pourtant : je m'intéresse au sud de la Thuringe où j'ai été prisonnier !

Helmut Kohl: Je vous invite mardi soir à Erfurt !... Rien ne doit venir troubler ce trésor de l'amitié franco-allemande: si l'Allemagne s'unifie, le lien entre la France et l'Allemagne sera encore plus important. Car cela relativisera la crainte de l'hégémonie allemande. Je pense que les conséquences économiques seront bonnes pour la France.

François Mitterrand: Vous bénéficiez de bonnes circonstances, car cette unification survient en période de succès économiques. Vous ne gâcherez pas cette chance comme avant 1914, car nous sommes ensemble dans la Communauté. Si cela ne se faisait pas, ce serait très grave. Il faut un signe pour montrer que vous n'êtes pas hostile à ce qui a été décidé sur les progrès de la Communauté. Ce sont les Italiens qui seront puissance invitante, car cela ne pourra de toute façon être avant juillet. Si on me pose la question, je dirai que j'y suis favorable. Je connais votre engagement européen. Nous sommes habitués l'un à l'autre. Nous commençons à faire « vieux couple » [rire]. En résumé, vous avez compris mon point de vue : l'unification est une décision allemande, les conséquences nationales sont de votre ressort; les conséquences internationales [les alliances, la CEE] doivent être débattues entre nous.

Helmut Kohl: Je suis entièrement d'accord, sauf sur un point : vous avez une idée à plus court terme que moi sur le retrait des troupes alliées d'Allemagne.

Le Président a donné ce soir à Kohl le sentiment de renoncer à la reconnaissance préalable des frontières. En réalité, me dit-il après avoir raccompagné le Chancelier, il n'en est rien : il l'exigera.

Tard dans la nuit, j'appelle Roland Dumas à Moscou pour lui dire qu'un météorologue verrait beaucoup de nuages à l'horizon de cette conversation. Il me rapporte celle qu'il vient d'avoir avec Édouard Chevardnadze, qui lui a dit : J'avoue mon impuissance. Si seulement je connaissais la suite !... On n'avait pas prévu que les événements se dérouleraient avec une telle rapidité. La meilleure option eût été une évolution par étapes. Mais, désormais, il est très difficile d'enrayer le processus en Allemagne. La campagne électorale en RDA et préélectorale en RFA stimule les forces favorables à la réunification. Des idées intéressantes, comme celle de communauté contractuelle, voire de confédération, paraissent dépassées. Actuellement, on assiste à un phénomène de simple absorption, en dépit des vaines paroles sur le rôle de la CSCE. Que faire, pratiquement, pour rendre ce processus gérable ? D'abord convoquer d'urgence un Sommet de la CSCE. Sur ce point, l'accord existe et la convocation pourrait avoir une valeur stabilisatrice. En second lieu, il est regrettable que, malgré nos efforts, l'on n'ait pas pu faire fonctionner le mécanisme à Quatre. Mme Thatcher, à laquelle j'ai proposé de passer du niveau des ambassadeurs à celui des ministres, s'est bornée à répondre qu'« Helmut serait vexé... » ! Dès lors, et bien que les Quatre ne soient pas libérés de leurs responsabilités, il n'y a pas grand-chose à espérer de ce côté. Une autre variante serait celle du « 2 + 4 ». On peut l'essayer, même s'il est clair qu'il s'agira d'un schéma intermédiaire puisque, d'ici peu, l'on en viendra à « 1 + 4 ». Genscher envisage un processus dans lequel les deux Allemagnes se réuniraient et prendraient les décisions, puis rencontreraient les Quatre, et, finalement, renverraient le problème à la CSCE. En fait, les choses importantes se feraient à deux ! Mais comment évoluera la situation lorsque, après la réunification, un nouveau gouvernement se mettra en place? Il n'est pas sûr que Kohl et Genscher seront les dirigeants du nouvel État! Les engagements pris antérieurement par les deux encore distincts conserveraient-ils leur valeur pour l'Allemagne unifiée ? J'en doute. Cela dit, on peut essayer la formule « 2 + 4 ».

Avant de le quitter, Roland Dumas l'a interrogé : Serait-il concevable que l'Union soviétique maintienne des troupes dans un pays faisant partie de l'OTAN?

Édouard Chevardnadze a répondu en soupirant: Tout peut arriver!

Le ministre russe donne l'impression d'un profond désarroi, d'une impuissance résignée. Ce que Douglas Hurd, qui vient aussi de le rencontrer, qualifie joliment de mélancolie.

Vendredi 16 février 1990

Réunion préparatoire, chez Jean-Louis Bianco, avant le prochain voyage du Président au Pakistan. On sait que les Pakistanais vont nous redemander de leur vendre une centrale nucléaire. Il faudra la leur refuser avec amabilité, conseillent tous les ministres représentés, en raison de leur programme, déjà très avancé, et des risques de prolifération. Le Président, à qui j'en parle, s'irrite : Je verrai. Je ne me laisserai pas dicter mon attitude par des fonctionnaires craintifs.

Approché par François Mitterrand et Helmut Kohl, le Premier ministre irlandais, président du Conseil européen, propose aux Douze une réunion informelle du Conseil à Dublin, en avril, afin d'étudier les implications des événements d'Europe centrale et orientale, notamment du processus d'unification allemande pour la Communauté.

J'apprends par Serge Boidevaix que c'est à la demande de Horst Teltschik que le ministre allemand de la Défense, Stoltenberg, et l'inspecteur général de la Bundeswehr, l'amiral Wellershoff, ont récemment interrogé Jean-Pierre Chevènement et le général Schmitt sur la question de nos Hadès. Chevènement a fait comme si le problème ne se poserait que dans l'hypothèse où les Allemands eux-mêmes nous demanderaient de baser des Hadès sur leur territoire. Mais les Allemands ont répondu que, pour eux, l'Hadès constitue un problème même s'il reste en France ! Ils souhaitent obtenir sur les conditions de son emploi éventuel des éclaircissements et des engagements aussi précis que ceux qu'ils ont reçus des

Américains et des Britanniques sur l'emploi des armes nucléaires de l'OTAN déployées en Allemagne. Stoltenberg aurait été « choqué » d'apprendre que la production de l'Hadès avait déjà commencé sans accord allemand. François Mitterrand: De quoi se mêlent-ils ? Je ne veux pas discuter de notre nucléaire avec eux. Je ne ferai pas l'Hadès, mais je ne veux pas savoir qu'ils sont du même avis ! Est-ce déjà l'Allemagne impériale qui renaît ?

Par ailleurs, Serge Boidevaix a eu une conversation avec l'amiral Wellershoff qui lui a dit: Aujourd'hui, il n'y a plus d'« avant », puisque la RDA disparaît. Il n'y a donc plus de « bataille de l'avant ». Chaque pays va devoir songer à nouveau à défendre ses intérêts vitaux à ses frontières. Les liens au sein de l'Alliance vont se distendre. On risque d'aller vers une renationalisation des politiques de défense. Comme l'amiral est très favorable à l'Alliance, il va chercher à résoudre ce problème dans le cadre de l'OTAN. Mais que même lui en parle montre que l'Allemagne est en train de regagner à très grande vitesse son autonomie sur tous les terrains, y compris militaire.

Le Premier ministre polonais, Tadeusz Mazowiecki, insiste pour participer aux réunions « 4 + 2 », et demande qu'un traité soit conclu entre son pays et les deux Allemagnes, garantissant l'intangibilité de la frontière germano-polonaise, avant la réunification. Refus brutal de Helmut Kohl. François Mitterrand: Il faut trouver une façon d'associer les Polonais à ce traité. Pas question de céder sur ce point aux Allemands. J'en ferai un cas de rupture. Dites-le à Teltschik. Ce que je fais. L'Allemand le prend mal : C'est simplement inacceptable ici.

Dimanche 18 février 1990

Violentes manifestations à Bucarest devant le siège du gouvernement. L'armée intervient. Autres dirigeants, mêmes méthodes.

Lundi 19 février 1990

François Mitterrand s'envole pour le Pakistan. Il est le premier chef d'État français à s'y rendre.

Je suis à Moscou. Au Kremlin, les idées changent incroyablement vite. Je retiens de mes divers entretiens le sentiment de l'irrésistibilité de la réunification allemande et l'impossibilité de faire quoi que ce soit, ne serait-ce que pour en ralentir le processus. Je note aussi la distance croissante prise à l'égard de Cuba et de la Syrie. Vadim Zagladine évoque l'idée que Gorbatchev pourrait s'arrêter à Paris à son retour des États-Unis, au mois de juin. La décomposition acceptée de l'empire est ultra-rapide. Les responsables du Kremlin - Gorbatchev le premier, me dit Zagladine — s'attendent à une prompte sécession des pays Baltes ; ils sont prêts à l'accepter si on l' « habille » de traités internationaux signés entre l'URSS et ces États. Il y aura d'ailleurs bientôt des ambassades baltes à l'ONU et à Moscou. Leur attitude est la même vis-à-vis d'éventuelles sécessions des républiques musulmanes de l'URSS, sauf celles du Caucase, productrices de pétrole. Mais une très vive inquiétude se fait jour sur le sort des armes chimiques et nucléaires stationnées dans ces régions où les généraux de l'armée soviétique sont souvent, disent-ils, des autochtones nationalistes. Le multipartisme est déjà un fait en Russie : je déjeune avec des dirigeants communistes et un député de Démocratie russe qui parle ouvertement au nom de son parti ! Sur le plan économique, le désordre est majeur et l'administration paralysée : les gens se vivent quasi ouvertement comme un pays du Tiers-Monde. Une sorte d'Argentine, nostalgique d'une puissance révolue.

Mes consultations sur la Banque aboutissent, sur deux points majeurs, à des résultats qui permettent d'escompter un accord à Trente-Quatre lors de la prochaine réunion plénière. L'Union soviétique accepterait de limiter volontairement son accès aux prêts par une déclaration d'intention unilatérale (elle ne veut pas qu'elle figure dans le traité). Le président de la Gosbank admet l'idée d'une limitation du recours aux prêts de la Banque en deux phases : la première, de deux ou trois ans, au cours de laquelle l'URSS n'emprunterait que des ressources correspondant à son capital ; au terme de cette période, un accès plus large pourrait être aménagé, mais sans aboutir à consacrer à ce pays plus de 20 à 25 % des prêts de la Banque. Un accord sur ces bases permettrait de lever le principal obstacle avancé par les Américains. L'URSS semble d'autre part admettre — ou plutôt est tout près d'admettre — les références explicites au « multipartisme » dans le préambule et l'article 1 des statuts. Ce serait la première fois que l'URSS souscrirait un tel engagement. Le fait que Moscou le fasse à cette occasion montre bien que la négociation sur la Banque aura servi de révélateur de son évolution vers la démocratie.

Mardi 20 février 1990

Réunion des ministres des Affaires étrangères des Douze à Dublin : soutien réaffirmé de la France à Bonn pour la réunification de l'Allemagne. Roland Dumas me rapporte que Hans-Dietrich Genscher ne s'est jamais montré aussi critique vis-à-vis de Helmut Kohl et de sa volonté de forcer la main à tout le monde : Il faut neutraliser la RDA ; sinon, l'URSS refusera.

Mercredi 21 février 1990

Il y a deux façons de concevoir la prochaine réunion à Six : soit la RFA et la RDA négocient d'abord seules, et les quatre Alliés de la dernière guerre n'ont plus qu'à avaliser leurs accords, soit les Quatre négocient à la fois avec la RFA et la RDA, et, dans ce cas, il y a une certaine marge de manœuvre. Mais cela m'étonnerait beaucoup que Kohl se range à cette seconde solution. Roland Dumas et Genscher considèrent, eux, qu'il est plus important d'avancer que de se laisser arrêter par ces questions de procédure.

A Islamabad, le Président annonce que la France accepte de vendre une centrale nucléaire au Pakistan. Nous avions tous tenté de l'en dissuader. Mais voici pourtant qu'il ouvre la porte à la prolifération. Aucun danger, explique-t-il. Des experts lui auraient démontré que nos centrales n'étaient pas utilisables à des fins militaires...

Jeudi 22 février 1990

François Mitterrand est au Bangladesh. Les premiers essais de barrages décidés au Sommet des Sept de l'année dernière se mettent en place. Les études sont en cours. La Banque mondiale assure la coordination du financement.

Vendredi 23 février 1990

Accord industriel et financier de Renault avec Volvo afin de mieux résister à l'offensive japonaise sur le marché de l'automobile européen. Le nouveau groupe, en marche vers une fusion, sera le quatrième producteur mondial de voitures de tourisme, et le premier pour les véhicules industriels. Michel Rocard considère cet accord comme l'aboutissement de ses efforts. De fait, il a suivi lui-même cette négociation avec Raymond Lévy et Pehr Gyllenhamman, le visionnaire président suédois.

Samedi 24 février 1990

Premières élections libres depuis la guerre au Parlement lituanien.

Lundi 26 février 1990

Le Président tchèque, Vaclav Havel, est à Moscou. Il signe un accord sur le départ échelonné des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie.

Le projet de Centre de conférences internationales progresse. Jack Lang plaide pour le projet de Jean Nouvel.

Mardi 27 février 1990

En ce qui concerne la BERD, de nombreuses réunions d'experts auront lieu jusqu'au vendredi 9 mars. Samedi 10 et dimanche 11 se tiendra la seconde conférence — peut-être finale — de négociation entre tous les pays. D'ici là, il faut tout régler. En l'état actuel des choses, deux problèmes subsistent, quasi insolubles et qui risquent de faire capoter la négociation.

Sur l'éligibilité de l'URSS auprès de la Banque, la situation a quelque peu évolué par rapport à l'époque où la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Japon ne voulaient même pas que l'URSS en fasse partie ; ces trois pays, unis dans leur hostilité à toute aide à l'URSS, mènent cependant encore un combat d'arrière-garde qui peut conduire à l'échec. S'ils acceptent que l'URSS soit membre de la Banque, ils exigent qu'elle ne lui emprunte rien, ou presque. L'URSS accepte de mettre unilatéralement par écrit, dans une lettre annexée au traité, que, pendant deux ans, elle n'empruntera pas plus que sa part du capital (soit 750 millions de dollars, ou 6 %) ; puis qu'elle empruntera comme les autres pays de l'Est, mais seulement jusqu'à 20 % du total des prêts de la Banque, pour ne pas concurrencer excessivement les petits pays emprunteurs d'Europe centrale. C'est une solution raisonnable que onze pays sur les douze acceptent. Mais, hier soir, au cours d'une réunion confidentielle à Londres, Grande-Bretagne, États-Unis et Japon ont rejeté cette solution, exigeant que l'URSS écrive dans sa lettre qu'elle n'empruntera dans un premier temps que le montant réel qu'elle versera au capital de la Banque, soit 150 millions de dollars, puis, dans un deuxième temps, 6 % du total, et enfin 20 % dans une troisième étape. Ces trois pays exigent que cela soit inscrit dans le traité et que le passage d'une étape à l'autre requière l'accord de 85 % des droits de vote, ce qui conférerait aux États-Unis et au Japon seuls un droit de veto sur l'éligibilité de l'URSS. Cela serait évidemment très humiliant pour les Soviétiques, et inacceptable, à mon sens, pour les Européens. Seule des Douze, la Grande-Bretagne donne son accord à ce diktat. Je suggère au Président de dire aux trois conjurés que les autres pays négociateurs créeront la Banque sans eux, s'il le faut, mais pas sans les Soviétiques. Le Président approuve.

Seconde question : le siège. Bien des institutions internationales sont restées dans les limbes parce qu'on n'a pu se mettre d'accord sur le choix d'une ville-siège. Si l'on veut avancer le choix de Paris pour la BERD, ce que je souhaite, il faut le faire dès maintenant. Les trois villes candidates au sein de la Communauté (Londres, Copenhague et Amsterdam) sont aussi les capitales des seuls pays européens à soutenir la candidature d' Onno Rudding à la présidence de la Banque. Nous n'avons donc aucune raison de les ménager. Jusqu'ici, personne en France ne s'est manifesté ni pour dire que nous souhaitons obtenir la présidence, ni pour réclamer le siège. Je suis sûr que la stratégie qui consisterait à se porter candidat aux deux (comme le font les Hollandais) permettrait tout naturellement de décrocher l'une ou l'autre. D'abord le siège, qui est l'essentiel : l'instrument durable du renforcement de la place financière de Paris face à Londres. Le Président, à qui j'expose ces arguments, me répond : Pourquoi pas Londres, si Londres cède sur l'autre point ? C'est à dire si vous êtes président ? Je lui redis que ce n'est pas mon choix principal. Je préférerais que la Banque s'installe à Paris, ce qui serait un coup porté à la suprématie financière de Londres et viendrait compléter toute la stratégie menée par ailleurs pour redonner à Paris un grand rôle international. Manifestement, il ne le souhaite pas. Édith Cresson lui a expliqué que les Belges n'attendaient que cela pour réclamer le rapatriement du Parlement européen. Je ne désespère pas de le convaincre.

Mercredi 28 février 1990

Dans une semaine, visite en France des dirigeants polonais qui viendront tester notre soutien sur la question des frontières. Roland Dumas m'explique que le flou sur les frontières qu'entretient le Chancelier Kohl (et que Genscher ne parvient pas, malgré ses « initiatives », à dissiper) a suscité de nombreuses critiques jusqu'en RFA, et de très vives réactions en Pologne. Déçus par un soutien soviétique jugé faible, les Polonais se tournent vers nous. C'est seulement en France que leurs trois principaux dirigeants se rendront. Ils recherchent une sorte de « garantie » de la France face à l'« impérialisme » d'une Allemagne réunifiée qui refuserait de sceller définitivement et juridiquement l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse. Dans ce contexte, la visite des Polonais prendra un relief particulier. A cette occasion pourrait être publié un communiqué commun ou unilatéral réaffirmant l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse et appelant à en consacrer la réalité par un acte juridique international. La France manifesterait ainsi son appui à la Pologne, prélude à un éventuel accord d'assistance qu'il serait cependant prématuré d'évoquer à ce stade.

Si nous n'y prenons garde, en effet, le problème plus général des frontières en Europe pourrait rapidement empoisonner l'ensemble du processus en cours : frontière orientale de la Pologne, frontière orientale de l'Allemagne réunifiée, frontières soviéto-roumaine, hungaro-roumaine, etc. Sans parler de la situation en URSS et de la perspective (probablement rapprochée) de déclarations unilatérales d'indépendance des États baltes. Si l'on met à part le cas des États baltes, dont nous n'avons jamais reconnu l'annexion, il paraît nécessaire à Dumas de maintenir, dans l'approche générale du problème allemand comme dans celle de l'ensemble du problème européen, deux principes : intangibilité des frontières (ce qui marque les limites du principe d'autodétermination) ; garantie juridique internationale et mécanisme multilatéral de négociation et d'arbitrage. Ces principes sont explicites dans le projet de déclaration sur la Pologne.

Dumas ajoute que la tentation de la RFA de réaliser la réunification par la procédure d'absorption territoriale (par le jeu de l'article 23 de la Loi fondamentale) appelle des éclaircissements : ce mécanisme pourrait constituer un précédent fâcheux s'il était invoqué pour des territoires qui seraient hors du champ des deux États allemands. Le texte pourrait être rédigé soit sous la forme d'une déclaration unilatérale, soit sous la forme d'un communiqué commun.

Dans cette affaire, Roland Dumas comprend très bien la pensée du Président et, par ses rapports très confiants avec Baker (en anglais), Genscher (en allemand) et Chevardnadze (en russe), représente un atout maître dans cette négociation complexe.

Le Président approuve : Il faut agir dans ce sens et appuyer à fond les Polonais.

Jeudi 1er mars 1990

Dans une conférence de presse, Helmut Kohl refuse tout net l'idée de conclure un traité avec la Pologne sur l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse ; mais il déclare ne voir aucun inconvénient à ce que les deux Parlements allemands émettent une déclaration commune, celle-ci n'étant nullement contraignante en droit international. Le Chancelier accepte aussi l'idée d'un règlement de paix incorporant des documents déjà existants (tel l'Acte final d'Helsinki) et mettant fin aux droits et responsabilités quadripartites. Genscher prend nettement ses distances avec ces positions. Il suggère que la RDA, une fois rattachée à la RFA, demeure exclue des défenses de l'OTAN. Kohl, lui, ne dit mot là-dessus (même s'il n'a pas protesté quand François Mitterrand le lui a proposé). La crise est proche entre les deux hommes.

A la demande du Président, furieux du comportement de Kohl, Roland Dumas réagit fermement à ces propos et invite l'Allemagne à lever très rapidement toute ambiguïté.

Parution, au Journal officiel d'un décret en date du 27 février, signé du Premier ministre, autorisant les Renseignements généraux à détenir dans leurs fichiers des renseignements sur l'appartenance politique, raciale, philosophique et religieuse des personnes faisant l'objet d'une surveillance. Le Président : Quelle maladresse ! Pourquoi fait-il cela ? Il devrait cesser de s'occuper des services secrets ! On dirait que ça le fascine... Il demande que le gouvernement annule ce texte.

Celui-ci n'est pourtant pas sans intérêt, même si sa rédaction est désastreuse. Rocard explique que c'est le résultat d'un travail administratif de plusieurs années visant à traduire dans des textes les exigences de respect des libertés créées par la loi « Informatique et Liberté ». La CNIL a

approuvé ce décret comme celui de l'an dernier sur la DST. Voilà comment on rate un texte, malgré d'innombrables filtres administratifs.

Samedi 3 mars 1990

Tollé de la presse et de multiples organisations contre le décret Rocard sur le fichier des RG. Même Pasqua y va de son indignation ! Pourtant, la CNIL n'a rien trouvé à y redire. Michel Rocard fait marche arrière, invoquant un malentendu. Il reprendra le dossier pour s'évertuer à mieux convaincre.

Vu un vice-ministre russe des Affaires étrangères, le très influent Adamichine. Il définit la position diplomatique de l'URSS avec professionnalisme. Au moment où Chevardnadze semble de plus en plus dépassé par les événements, il est devenu le pivot de la réflexion stratégique à Moscou. A son avis, il faudrait conduire le processus de réunification allemande par le « 4 + 2 » dans une synchronisation parfaite avec le processus débouchant sur la CSCE. D'ailleurs, explique-t-il, l'expression « réalisation de l'unité » du communiqué d'Ottawa est traduite en russe par le mot stroitelstsvo (construction) qui implique la notion d'étapes. Il faudra aussi y parler du statut militaire de la future Allemagne unifiée (participation ou non aux alliances, démilitarisation, statut non nucléaire, confirmation du renoncement aux armes bactériologiques et chimiques), de la présence des troupes étrangères et du problème des frontières. L'Union soviétique estime qu'un traité de paix s'impose pour régler le problème de toutes les frontières, et pas seulement celui de la frontière Oder-Neisse. Il va de soi, me dit le vice-ministre, que le Sommet de la CSCE devra s'occuper des affaires allemandes. Il ne s'agira pas d'entériner l'unification allemande ni de la sanctionner. Elle ne sera pas encore faite. Au moins pourra-t-on se livrer à une évaluation du degré d'avancement des choses.

Adamichine est contre l'invocation de l'article 23 de la Loi fondamentale allemande pour l'unification, car cela porterait atteinte aux prérogatives des quatre puissances. Comment pourrait-on traiter du Grand Berlin sur cette base? D'autre part, l'article 23 est parfaitement ambigu. On y parle d'« autres parties » de l'Allemagne. A l'évidence, cela n'exclut ni la Silésie, ni les Sudètes, ni Kaliningrad ! En outre, l'application de l'article 23 signifierait que toute la législation de la RFA s'appliquerait automatiquement au territoire de la RDA, y compris les accords de Paris et le Traité de Washington créant l'OTAN. Pas question ! Par ailleurs, la Loi fondamentale prévoit de céder la place à une nouvelle Constitution lorsque la réunification sera complète. Or, s'agissant des frontières, elle se réfère à celles du Reich en 1937 ! Il y a là une question essentielle sur laquelle les accords de Potsdam donnent aux quatre puissances le droit de se prononcer. Les deux États allemands doivent définir les règles du jeu sur un pied d'égalité. Il ne peut s'agir d'une simple absorption de la RDA. Il n'y aurait plus alors de possibilité de synchronisation du processus allemand et du processus européen de la CSCE. Or, ce parallélisme implique que le désarmement soit suffisamment avancé, ce qui n'est pas le cas. Le recours à d'article 23 équivaudrait à un Anschluss pur et simple. Il susciterait une vague de nationalisme en Allemagne et chez ses voisins. Le moment est venu, pour les Quatre, de se déterminer et de manifester clairement s'ils ont ou pas leur mot à dire. Les Quatre doivent intervenir si la RFA veut « avaler » la RDA. Ils doivent exiger qu'on attende !

Le vice-ministre poursuit: Personne à Moscou ne veut « tirer » sur les Allemands ni empêcher la réunification. Mais il convient de les prendre au mot lorsqu'ils se déclarent en faveur d'une synchronisation des processus allemand et européen. Cela suppose du courage. Il y a 365 000 soldats soviétiques en RDA. Le risque d'un retour de l'arrogance allemande n'est pas négligeable. Les Polonais craignent que cette politique comporte deux étapes : d'abord l'unification avec la RDA, puis un afflux pacifique d'Allemands dans les anciens territoires sous domination du Reich (Silésie, Sudètes). Certains, en Allemagne, vont même jusqu'à déclarer qu'après l'indépendance de la Lituanie, l'Union soviétique n'aura plus d'accès direct à Kaliningrad, et que cela pourrait ouvrir des perspectives... En réalité, les intérêts allemands ne seront pas lésés si la réunification n'a pas lieu en 1990 ou en 1991, mais plus tard. On peut très bien concevoir une intégration économique dans un premier temps, puis la formalisation de l'unification politique.

Enfin, dernier point à l'évidence crucial pour les Soviétiques: L'Allemagne réunifiée ne doit pas appartenir à l'Alliance atlantique. En tout cas, pas à la structure militaire intégrée. Adamichine ne fait pas allusion à la solution proposée par Genscher (non extension à la RDA des défenses de l'OTAN).

Signe de l'évolution de la situation : les Soviétiques se satisferaient maintenant des dix points de Kohl, qu'ils refusaient il y a un mois et dont le Chancelier pense maintenant qu'ils sont dépassés. Ils souhaitent que soient d'abord créées des structures fédérales en RDA, avec une intégration économique poussée des deux pays, puis une confédération de ces deux pays et seulement après, enfin, un État fédéral, le passage d'une étape à l'autre étant synchronisé avec l'avancement du processus de la CSCE. Dans leur esprit, le Sommet de la CSCE ne constituera qu'un moment d'un processus qui prendra plusieurs années avant d'aboutir à l'unification et à la neutralisation de l'Allemagne.

Les réactions aux propos de Helmut Kohl sont presque unanimement désapprobatrices. L'URSS et la Tchécoslovaquie apportent leur soutien à la Pologne. Kohl laisse maintenant entendre qu'un traité pourrait être conclu avec la Pologne si celle-ci renonçait à toute réparation de guerre.

Lorsque je reviens à la charge à propos du siège de la Banque, le Président me répond : N'insistez pas. Je ne veux pas de cette banque à Paris. Le Parlement à Strasbourg, c'est plus important. Et Édith Cresson me répète qu'on va le perdre.

J'ai pourtant trouvé un magnifique immeuble boulevard Haussmann. Mais il ajoute : Soyez candidat. Suivez votre projet plus loin.

Le Président insiste par écrit auprès du président libanais Hraoui pour que celui-ci ne tente pas d'opération militaire contre le réduit chrétien de Beyrouth.

Dimanche 4 mars 1990

Jean-Pierre Soisson crée le mouvement « France unie », destiné à regrouper les membres non socialistes de la majorité présidentielle. François Mitterrand: Pas mal. Ils sont plus courageux que je ne croyais.

Comme prévu et souhaité par Mikhail Gorbatchev, le premier tour des élections aux Parlements de Russie et de Biélorussie donne la majorité aux réformateurs.

Second tour des élections au Parlement lituanien : la victoire des indépendantistes est écrasante.

Lundi 5 mars 1990

Au golf, ce matin, avec François Mitterrand. Le Président est extrêmement préoccupé par la préparation du prochain Congrès du Parti socialiste. Il est maintenant persuadé que Laurent Fabius ne parviendra pas à se faire élire Premier secrétaire, en raison de la coalition négative qui se forme contre lui. Il a le sentiment que Fabius y croit encore, mais que l'affrontement sera violent et que tout cela est on ne peut plus mauvais pour le Parti socialiste. Il est convaincu que les socialistes perdront les élections de 1993 et que Rocard plonge le pays dans une anesthésie néfaste : Il ne pense qu'à rester à Matignon. Il n'entreprend rien, ne fait rien. C'est un zéro. Le seul à agir, c'est Jospin. J'aurais dû le nommer à Matignon. J'y ai pensé. Mais je me serais fâché à jamais avec Fabius. Sur Rocard, le jugement est sévère : il termine la mise au point du crédit-formation et travaille à la réforme de la fiscalité. Quant au futur Congrès du PS, François Mitterrand s'est engagé en faveur de Fabius, pas assez pour l'imposer, mais suffisamment pour provoquer le mécontentement des autres et aboutir à ce que l'échec de Fabius apparaisse comme le sien.

Son autorité risque d'être mise en cause, et l'avenir de son œuvre compromis.

Helmut Kohl téléphone à François Mitterrand. Il lui parle des prochaines élections en RDA. Il est euphorique : elles lui semblent s'annoncer mieux que prévu pour ses amis chrétiens-démocrates. Le Président insiste une nouvelle fois sur la nécessité d'une déclaration politique claire et nette sur la ligne Oder-Neisse, au lieu de s'abriter derrière des arguments juridiques.

Le Chancelier hésite, puis déclare : J'ai l'intention de lefaire bientôt.

François Mitterrand : Mais quand ? Le 18 approche.

C'est peut-être la conversation décisive. Le Chancelier a-t-il été convaincu par l'insistance du Président ? Ou bien a-t-il ses raisons de politique intérieure pour bouger, maintenant qu'il sent que sa victoire assurée en RDA prélude à une victoire possible de son parti dans toute l'Allemagne réunifiée dès décembre ?

Mardi 6 mars 1990

Réunion houleuse de la coalition gouvernementale à Bonn. Genscher insiste sur la question des frontières. Le Chancelier annonce qu'il proposera demain au Bundestag de se prononcer sur l'inviolabilité des frontières avec la Pologne, qui deviendra un principe inaliénable d'une cohabitation pacifique en Europe. Un traité pourra ensuite être conclu avec Varsovie.

François Mitterrand : C'est bien, mais cela ne suffit pas. Il faut qu'il accepte un acte de portée internationale pour le ratifier.

Moscou n'acceptera l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'Alliance atlantique qu'au terme d'un processus qui aura vidé les alliances de tout contenu militaire (suppression de l'organisation militaire intégrée, retrait des armes nucléaires, réduction des troupes américaines à un niveau très bas). Si l'on y ajoute l'exigence de plafonnement des effectifs de la Bundeswehr, cela requiert une organisation de la sécurité ouest-européenne qui demeure crédible aux yeux des Allemands. Même si, à la fin, Soviétiques et Américains se rallient à la solution proposée par Genscher - démilitarisation de la RDA -, il nous faudra faire évoluer l'Alliance en transférant progressivement aux mains des Européens la plus grande part des responsabilités et des charges de la sécurité de l'Europe. L'obstacle principal sera évidemment la Grande-Bretagne.

Mercredi 7 mars 1990

Au Conseil des ministres, à propos du rôle de Strasbourg comme siège du Parlement européen, dont parle Edith Cresson, Le Président: Il faut une affirmation claire et nette de la volonté française. Il ne faut pas hésiter à employer les moyens de rétorsion dont nous disposons.

A propos de la ligne Oder-Neisse: Il y a eu de très grandes tensions à l'intérieur de la coalition à Bonn, au point de mettre en cause son existence même. L'unité allemande ne peut être admise que dans le cadre des frontières telles qu'elles sont. Cette frontière n'est pas à la disposition des seuls Allemands, elle est le résultat d'une guerre où nous nous trouvions du côté des vainqueurs. La décision allemande est très bien. Mais son authentification doit être assurée par un acte international, tel un règlement de paix.

A propos du Liban : J'ai relevé une nouvelle déclaration du président libanais Hraoui, désagréable à l'égard de la France. Or la France a pris un certain risque par rapport à son opinion publique en soutenant le processus de Taëf et en retirant son soutien à Aoun. Nous avons dégagé l'ambassade du Liban à Paris, qui était occupée par des partisans d'Aoun. L'opération s'est bien déroulée, mais elle aurait pu ne pas être sans dégâts. Qu'est-ce que Hraoui veut de plus ? Il veut que nous levions cette sorte d'interdit, plus moral que pratique, qui résulte de deux lettres où je lui recommandais la patience plutôt qu'une opération militaire sur Beyrouth, opération qui ne pourrait être conduite que par l'armée syrienne. Jean-Paul II lui a écrit la même chose. J'attends du Quai d'Orsay qu'il adresse une note extrêmement précise et très « à cheval » au président Hraoui.

A propos du crédit-formation, qui vient en discussion: Le crédit-formation représente déjà et peut représenter davantage encore l'un des apports sociaux les plus importants de ce gouvernement.

En Hongrie, accord sur le calendrier du retrait des troupes soviétiques.

Jeudi 8 mars 1990

Le Bundestag reconnaît l'inviolabilité de la frontière Oder-Neisse à l'unanimité moins cinq abstentions. Enfin ! A une semaine seulement des élections en RDA ! François Mitterrand insiste : Il manque encore un acte international. Ça ne vaut rien sans cela.

Déjeuner à la Maison Blanche. La conversation, amicale et détendue, comme toujours, avec Brent Scowcroft, tourne entièrement autour des questions européennes et du rôle qu'y joueront à court et long terme les États-Unis. Le président du Conseil national de Sécurité cherche quelle initiative ils pourraient lancer pour justifier leur rôle dans la nouvelle Europe. Ils sont inquiets de voir leur présence militaire y devenir injustifiable. Ils se sentent toujours concernés par la stabilité politique du Vieux Continent, qui les a entraînés par deux fois dans la guerre. Je sens derrière ces propos une Amérique un peu désorientée, déçue par ses partenaires de l'Ouest comme par ses adversaires de l'Est, en quête d'une stratégie et même d'une tactique, comme dépassée par sa propre victoire dans la guerre froide.

Sur l'URSS : Gorbatchev ne sait pas où il va. Il n'a plus d'autorité. Il change sans cesse d'avis. Il abandonnera les provinces baltes à l'indépendance. Ce n'est plus une superpuissance rationnelle.

Sur l'Allemagne : Kohl est un politicien, pas un homme d'État. Il ne voit qu'à très court terme ; seules ses élections de décembre l'intéressent. Mais il est moins dangereux que les autres dirigeants allemands. Tous souhaitent aller vers une Allemagne forte, autonome vis-à-vis de toute alliance. Le cauchemar serait de voir une Allemagne trop forte qui réclamerait le départ de nos troupes et qui, un jour, s'octroierait l'arme nucléaire. Il faut l'empêcher par tous les moyens. Le processus « 4 + 2 » est vague, flou, et ne marchera pas. L'Allemagne fera tout, toute seule, et nous n'avons aucun moyen de lui interdire quoi que ce soit. Nous ne voulons pas commettre l'erreur de nous opposer à la restauration de l'unité allemande (même si c'est sur la base de l'article 23), car cela la rendrait ensuite plus arrogante encore.

Sur la présence américaine en Allemagne : Nous sommes l'objet, au Sénat, d'une très forte pression isolationniste. Si l'on sent que l'Allemagne veut le départ de nos troupes, nous serons obligés de les retirer. Nous pouvons rester crédibles en descendant jusqu'à 70 000 hommes en Allemagne, mais pas moins. Si nous ne sommes plus qu'une simple police dans une Europe sans ennemi, nous n'y aurons plus aucun vrai rôle politique et nous devrons partir. Il faut donc créer un cadre politique capable de justifier notre présence militaire, malgré l'absence d'ennemi.

Sur l'Europe des Douze : Nous souhaitons une CEE forte, dotée d'une monnaie commune permettant de contrôler l'Allemagne.

Sur la confédération européenne : Nous n'avons rien contre, mais nous craignons que ce projet ne nous pousse hors d'Europe. Nous demandons à voir et à comprendre.

Sur les relations Europe/États-Unis : Nous voulons trouver un forum où parler avec les Européens, afin de contribuer à la stabilité politique du continent. La CSCE peut être utilisée dans des domaines techniques (tel l'environnement), mais l'URSS en est membre ; il est donc difficile d'y parler de la sécurité des démocraties. Le mieux serait l'OTAN, mais le danger serait d'en faire un organe exclusivement politique, ce qui ôterait

toute justification à la présence de nos troupes en Allemagne. On peut penser aussi élargir l'OTAN aux pays d'Europe de l'Est, mais le danger serait d'isoler l'URSS. On pourrait aussi utiliser l'OCDE pour associer à tout cela le Japon (pays potentiellement très dangereux en ce qu'il n'a jamais été et n'est toujours pas une démocratie), mais il y a trop de monde. On peut aussi penser au G7. Le mieux serait encore le directoire à Quatre qu'avait proposé de Gaulle en son temps.

Cette phrase, pour finir: Le couple franco-allemand ne nous gênait pas aussi longtemps que la France le dominait. Ce ne sera peut-être bientôt plus le cas.

Si George Bush est réélu, il proposera de rassembler, dans un forum informel, tous ceux qui partagent la même conception de la démocratie, du Japon à la Hongrie pour se concerter et se protéger contre les propres démons des Européens. Il songe à transformer l'OTAN en une structure économique afin de vider de sa dynamique la Communauté européenne. Jamais entendu formuler aussi nettement une doctrine américaine cohérente pour qui ses intérêts vitaux supposent la paix en Europe, mais pas l'unité de l'Europe.

Vendredi 9 mars 1990

Wojciech Jaruzelski et Tadeusz Mazowiecki, chef de l'État et Premier ministre polonais, sont à Paris. Étrange attelage d'un militaire communiste et d'un dirigeant de Solidarité. L'homme qui déjà, à Paris, il y a cinq ans, laissait entendre à mi-mot son désir d'indépendance, va l'accompagner jusqu'au bout avec beaucoup de panache. Tous deux reçoivent le soutien de la France sur la question de la frontière germano-polonaise.

François Mitterrand: La France considère la frontière Oder-Neisse comme intangible, et, de ce fait, toute déclaration qui ne le dirait pas clairement serait insuffisante. La France appuie donc la demande polonaise afin que cette intangibilité de la frontière Oder-Neisse soit proclamée et consacrée par un acte juridique international. Cela veut dire que notre position à nous, Français, va plus loin que celle qui ressort de la déclaration adoptée par le Bundestag. En tout état de cause, nous estimons que la Pologne doit être associée à ceux des travaux qui seront engagés autour de cette question. Travaux engagés par qui ? Puisque je souhaite un acte juridique international, je souhaite en même temps que cet acte juridique soit négocié le plus tôt possible et, en tout cas, avant la probable unification des deux États allemands. Dès lors, il nous paraît normal que la Pologne soit associée, prenne part à l'ensemble de ces travaux qui porteront sur sa propre frontière : c'est la moindre des choses ! Nous ferons valoir ces demandes polonaises auprès du Groupe des Six.

Michel Rocard installe le Haut Conseil de l' Intégration, présidé par Marceau Long.

Samedi 10 mars 1990

Quarante-deux pays participent, à Paris, à la seconde réunion plénière sur la BERD. Les Américains ont à l'évidence changé de stratégie. Faute de pouvoir empêcher la création de la Banque, ils entendent maintenant la dominer. La négociation continue article par article ; ils imposent un conseil d'administration très coûteux, à plein temps, et refusent toute ressource financière pour des projets d'assistance technique, d'aide à l'exportation ou d'investissement d'infrastructures à long terme. Désormais, plus personne ne souhaite créer la Banque sans les Américains. Il y ont donc acquis un vrai droit de veto.

Ce soir, dans un salon discret de l'hôtel Raphaël, non loin du Centre Kléber où a lieu la conférence, j'invite à dîner les délégations américaine et soviétique. L'une est présidée par le vice-ministre des Finances, l'autre par le gouverneur de la Banque centrale. C'est la première fois dans l'Histoire qu'une telle confrontation a lieu entre hauts responsables économiques des deux Supergrands. Discussion fascinante, d'abord très tendue, d'où il ressort que les Soviétiques vont décider, dans les jours qui viennent, de commencer à privatiser une partie de leur économie. Le gouverneur soviétique, Victor Guerachtchenko, laisse tomber d'un air las : Je ne sais pas s'il y aura encore un secteur public chez nous dans deux ans. (Il me confiera tout à l'heure en privé qu'il s'attend à une démission du Premier ministre — Rijkov sera le bouc émissaire — et à des réformes très rapides.) L'Américain, David Mulford, tente froidement de mettre le Soviétique en difficulté : Supposons que vous privatisiez demain votre économie pétrolière, que se passerait-il ?

Victor Guerachtchenko : Ah non, impossible ! /

David Mulford, triomphant : Vous voyez bien ! Vous n'arriverez à rien si vous ne privatisez pas l'industrie pétrolière!

Victor Guerachtchenko, souriant : Non, non, ce n'est pas possible... parce que demain, c'est dimanche.

Tout le monde rit, l'atmosphère se détend. La glace est rompue, irréversiblement.

Dimanche 11 mars 1990

Coup de tonnerre qui peut remettre en cause toute l'évolution à l'Est. Le Parlement lituanien déclare l'indépendance du pays. A Paris, Guerachtchenko me confie que Gorbatchev va être obligé de réagir vite et brutalement. François Mitterrand: Les Lituaniens vont tout faire rater. Ils n'ont presque jamais été indépendants. Et quand il l'ont été, c'était sous une dictature. Lamentables gens. Je comprendrai si Gorbatchev est obligé de réagir par la force.

Lundi 12 mars 1990

Au terme de la réunion des Quarante-Deux, je résume à l'intention du Président l'état des pourparlers : Deux jours et deux nuits de négociations n'auront pas permis d'en finir avec la rédaction des statuts de la BERD. Mettre d'accord quarante-deux pays sur les cinquante-huit articles d'un traité créant la première institution internationale fondée depuis 1945 n'est pas une mince affaire. D'autant plus qu'elle a des particularités uniques : l'URSS en est membre ; l'écu est sa monnaie de compte ; elle prête aux secteurs privé et public. Malgré ces difficultés, tout serait déjà entièrement réglé sans une incessante obstruction américaine. Principaux points d'accord: les finalités politiques de la Banque (aider partout à la démocratie et au pluralisme) ; la participation de l'URSS à la Banque ; le droit pour la Banque de prêter au secteur public; la nature des majorités qualifiées. Plusieurs points difficiles sont quasiment réglés : la répartition du capital, le nombre d'administrateurs, la présence de la BEI au conseil, les problèmes fiscaux. Le plus difficile reste l'éligibilité de l'URSS : les États-Unis posent toujours des conditions inacceptables. Nous sommes cependant sur la voie d'un compromis qui permettrait à l'URSS d'être emprunteur plein et entier au bout de trois ans. Il n'est pas encore sûr que les Américains l'acceptent, en raison, disent-ils, d'une très forte hostilité des sénateurs républicains. Nous saurons dans huit jours si un compromis est possible sur la base d'une lettre des Soviétiques s'autolimitant pour trois ans. Les États-Unis ont aussi du mal à accepter le libellé en écus du capital de la Banque ; il est même possible qu'à terme ils n'acceptent pas d'entrer dans la Banque plutôt que de présenter à leur Congrès des demandes d'engagements financiers libellés en écus et non en dollars. Pour ce qui est du siège — le sujet est urgent, car sa localisation doit figurer dans les statuts —, tous les pays européens de la Communauté souhaitent qu'il soit dans un de ces pays ; tous les pays d'Europe de l'Est souhaitent qu'il soit à Paris, s'il n'est pas chez eux. Vaclav Havel plaide pour Prague, avec le soutien des Américains. Mais la décision prise à Douze d'avoir le siège à l'intérieur de la Communauté interdit de le soutenir. Londres plaide son dossier avec force, mais, à l'Est, personne n'en veut. Je puis essayer d'obtenir une décision sur le siège à la prochaine réunion à Quarante et Un, le 8 avril. Si on décide de laisser faire — sans même faire campagne —, ce sera Paris et cela ne gênera nullement Strasbourg, puisque j'aurai imposé Paris par un choix non communautaire !

Si on décide de chercher un compromis à Douze en retirant la candidature de Paris, ce sera Londres et cela donnera le sentiment aux non-Européens qu'on le leur impose. Par ailleurs, il existe un risque de ne pas parvenir à se mettre d'accord à Douze et de retarder ainsi la décision finale.

François Mitterrand me répond : N'insistez plus. Je ne veux pas de cette Banque à Paris.

Comme il fallait s'y attendre, Gorbatchev qualifie d'illégale la décision du Parlement lituanien qui a déclaré hier l'indépendance de la République.

Mardi 13 mars 1990

A la veille du Congrès socialiste qui va se tenir à Rennes, certains proches du Président (Roland Dumas, Michel Charasse...) se démènent pour tenter d'éviter l'affrontement Jospin/Fabius qui s'annonce. L'hypothèse d'un « troisième homme » est avancée. Mais qui ?

François Mitterrand: Rocard est vraiment petit, mesquin. Il est derrière toute cette haine contre Fabius. Des nains entre eux ! Sauf Jospin, peut-être... Et Fabius se bat à leur niveau ! Rocard me paiera ça très cher. Je vais le faire partir. Ne me reste qu'à trouver le prétexte.

Rocard n'est en fait pour rien, à mon avis, dans l'affrontement entre Fabius et Jospin, lequel remonte à 1984 !

Mercredi 14 mars 1990

Première réunion à Bonn des six directeurs politiques — hauts fonctionnaires des Affaires étrangères — afin de préparer la prochaine conférence « 2 + 4 » de leurs ministres. Les participants acceptent la demande de la Pologne d'être associée aux travaux qui la concernent. C'est une proposition franco-allemande. Un accord intervient pour que ces réunions de fonctionnaires se tiennent alternativement en République fédérale et en République démocratique. La prochaine se tiendra à Berlin sitôt après la formation du nouveau gouvernement de la RDA.

Jeudi 15 mars 1990

Début du Congrès du PS à Rennes. Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy et Lionel Jospin s'allient contre Laurent Fabius. Jean Poperen appelle à la synthèse ; Fabius le soutient. Ambiance détestable. Rocard se tient soigneusement à l'écart.

Déjeuner avec Horst Teltschik sur les modalités institutionnelles de l'unification allemande. Il veut que celle-ci se fasse dès janvier prochain : Il faut passer par l'article 23, car cela permettra de conserver la meilleure Constitution que l'Allemagne ait jamais eue, et cela permettra d'aller rapidement. Or, la situation est très mauvaise en RDA : les partisans de l'utilisation de l'article 146 pour la réunification sont aussi ceux du départ de l'Allemagne de l'OTAN. Aux yeux du Chancelier, le meilleur calendrier est le suivant : tout de suite, l'union monétaire et l'union sociale ; puis, avant le Sommet de la CSCE en novembre, achèvement des négociations à Six ; élections en RFA en décembre ; unification par recours à l'article 23 en janvier 1991. Gorbatchev a dit à Kohl qu'il n'avait rien contre l'union monétaire immédiate, il a seulement fait remarquer que ses troupes auraient du mal, étant donné le niveau du Deutsche Mark en RDA. Gorbatchev n'obtiendra pas une Allemagne neutre. Si les alliés de l'Allemagne se montrent suffisamment pressants là-dessus, elle restera dans l'OTAN. Le seul véritable point d'achoppement est probablement la dénucléarisation de l'Allemagne que veut l'URSS et que Kohl est capable d'accepter. Or Bush a dit à Kohl : « No nukes, no troops » [« Pas d'armes nucléaires, pas de troupes. »]. Il faut donc proposer aux Soviétiques un « paquet » global qui compense le maintien de l'Allemagne dans l'OTAN et leur permette de sauver la face tout en maintenant des éléments de sécurité importants pour l'Alliance. Voici quel pourrait être cet ensemble : une certaine institutionnalisation de la CSCE, le retrait de l'artillerie nucléaire d'Allemagne (pas de successeur au Lance), mais on y laisserait des armes nucléaires aéroportées (cette question se négocierait directement entre les deux Grands), des troupes occidentales en RFA à un niveau réduit ; des troupes soviétiques resteraient sur le territoire de l'ex-RDA pendant une durée à convenir (un an ?). Genscher est très clair sur l'absence de lien entre le départ des troupes soviétiques et celui des troupes occidentales. Surtout, il faut ajouter à ce « paquet » global une coopération économique et financière très importante. Cette compensation financière, ce sera à la Communauté de l'assurer, car les Américains ne s'en chargeront pas.

Je sursaute : Et pas aux Allemands ?

Il répond : Si, bien sûr, aussi aux Allemands.

C'est clair : on veut nous faire financer la réunification décidée aux conditions allemandes !

Il ajoute en vrac : Il n'y a plus qu'une seule grande puissance mondiale, ce sont les États-Unis. Il faut donc inventer un lien politique entre eux et la Communauté, et éviter à tout prix que les Russes ne voient disparaître leurs acquis de la guerre. Pour que Gorbatchev se maintienne, il faut l'aider à présenter des succès économiques. Par ailleurs, Berlin ne sera pas la capitale de l'Allemagne tant qu'il y aura des troupes soviétiques autour d'elle.

Sur la frontière Oder-Neisse : Le vote de la résolution du Bundestag, le 8 mars dernier, a été un grand succès pour le Chancelier Kohl. Comment cela n'a-t-il pas été compris en France ? L'opinion allemande a été très étonnée du peu de cas qu'on a fait de cette résolution solennelle. Si les Allemands ont l'impression qu'on ne leur fait pas confiance, ce sera grave.

Ce défenseur passionné de l'amitié franco-allemande, avec lequel, depuis huit ans, j'ai tissé tant de liens et négocié tant d'accords précurseurs, me semble pour une fois porteur d'une déception sincère et profonde.

Jack Lang s'inquiète auprès de moi de l'évolution du projet de la Grande Bibliothèque. Son coût serait de 5 à 7 milliards dont 3 ou 4 pour les nouvelles technologies, et un personnel deux fois plus nombreux que la BN ! Il faut resserrer les boulons.

Vendredi 16 mars 1990

Le Président reçoit le Premier ministre qui s'apprête à partir pour Rennes. Il lui conseille de rester à l'écart des manœuvres visant à isoler Fabius. Mais Michel Rocard est prêt à se rallier à une offensive contre Fabius afin, me dit-il, d'en finir avec lui, même si cela nuit à mes relations avec le Président.

Avant de monter à la tribune du Congrès pour prononcer son discours, Rocard reçoit Mauroy dans sa chambre d'hôtel.

Pierre Mauroy : Attention, toute alliance privilégiée avec Jospin est impossible, tu le sais!

Vers 22 heures, second tête-à-tête entre les deux hommes.

Pierre Mauroy est plus clair encore : Si tu fais alliance avec Jospin, tu vas tout casser. Tu veux quitter Matignon ?

Michel Rocard : J'ai déjà fait mes valises...

Roland Dumas, à peine arrivé, tente une ultime conciliation. En vain.

Samedi 17 mars 1990

Jospin se retire de la coalition contre Fabius ; en conséquence, Michel Rocard cède et ne fait pas alliance avec Mauroy et Chevènement contre

Fabius.

Dimanche 18 mars 1990

Échec à Rennes : sous les sifflets, les dirigeants ne parviennent à aucun accord. Rendez-vous est pris, à Paris, entre chefs de courants pour essayer de sortir de l'impasse.

François Mitterrand : Des fous suicidaires ! Des imbéciles ! Fabius est soutenu par plusieurs ministres importants et il est marginalisé ! L'envie me démange de dissoudre l'Assemblée nationale, pour les embêter.

En RDA, premières élections libres depuis 1933. Comme le prévoyait Helmut Kohl, victoire du Parti chrétien-démocrate de Lothar de Maizière, qui frise la majorité absolue. C'est un plébiscite en faveur de l'unification rapide des deux Allemagnes.

Lundi 19 mars 1990

Même le Moyen-Orient se met à bouger. Rencontre israélo-palestinienne ultra-confidentielle organisée par la Brookings Institution en Belgique. Côté israélien : le général Yariv, l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères Ben Meir et l'influent journaliste Zeev Schiff. Côté palestinien : Abou Ayyach et Ahmed Khalidi, dont les positions sont généralement proches de celles d'Arafat. C'est une sorte de négociation « à blanc ». Sur le plan militaire, les Israéliens restent imperméables à l'idée de garanties internationales, mais reconnaissent leur importance pour les Palestiniens ; ils s'intéressent davantage à l'environnement régional du règlement. Les débats mettent en évidence l'importance essentielle de la définition et du statut de la période intérimaire (durée, mode de détermination de la date de clôture, etc.). Sur le plan économique, le rôle de l'Europe sera fondamental : qu'il s'agisse du problème des réfugiés ou de la viabilité d'un État palestinien, l'aide économique massive de l'Occident sera l'un des éléments de la solution politique. C'est le domaine où nous sommes le plus attendus tant par les Israéliens que par les Palestiniens. Pour ce qui est de l'armée palestinienne, la question délicate est celle des armements dont elle disposerait ; pour les Israéliens, il ne faut ni chars, ni batteries de missiles, ni canons en Cisjordanie. Khalidi rappelle qu'aucun responsable palestinien ne pourra accepter un statut de complète démilitarisation ; entre Israël et la Palestine, il n'y aura pas symétrie, admet-il, mais il faut qu'il y ait réciprocité ; il faut à l'État palestinien une capacité dissuasive minimale, donc des armes antichars et anti-aériennes. Les Israéliens soulignent que la présence d'armes anti-aériennes palestiniennes constituerait un problème majeur, compte tenu de la proximité de leurs aéroports, de l'exiguïté de l'espace aérien concerné et de la revendication israélienne du droit de survol pendant la période intérimaire.

Discussion sans suite, mais constructive. C'est peut-être par ce genre de rencontres bilatérales discrètes qu'on progressera.

Vaclav Havel est à Paris. C'est la première visite d'un chef d'État tchécoslovaque en France depuis 1923.

Mardi 20 mars 1990

Élisabeth Guigou propose au Président de prendre une initiative conjointe avec le Chancelier sur l'Union politique : un Conseil européen serait chargé de définir et de conduire la politique de l'Union ; le Président du Conseil européen serait élu par ses pairs pour une durée à préciser ; un Congrès avec des représentants des parlements nationaux exercerait le pouvoir législatif.

François Mitterrand annote: Vu. Façon de dire : A oublier — ou : Plus tard...

Pourtant, il faut décider quelque chose. Lancer une initiative franco-allemande avant Dublin. Le Président voudrait avant tout qu'on avance la date du début de la Conférence intergouvernementale, ce qu'on n'a pu obtenir à Strasbourg. Il souhaiterait pouvoir l'annoncer dimanche prochain à 7 sur 7. J'appelle Teltschik, qui me dit qu'il va en parler au Chancelier.

Mercredi 21 mars 1990

Réunis à Paris après la catastrophe de Rennes, les principaux dirigeants socialistes parviennent laborieusement à un accord sur la répartition des postes à la direction du Parti. Pierre Mauroy est reconduit à son poste de Premier secrétaire, tandis que Marcel Debarge, fabiusien, devient numéro deux. Entente provisoire pour se distribuer les rôles. Le texte commun, dit « politique », qui va de pair, ne fait guère illusion.

François Mitterrand : Des enfants gâtés qui ne se battent pas contre la droite, mais entre eux ! Ilfallait élire Fabius. C'était la seule façon de rénover ce parti. Ils ne l'ont pas voulu. Ils vont perdre les élections. Je m'en fiche. Je ne peux les sauver malgré eux!

Jeudi 22 mars 1990

Les Belges proposent eux aussi de profiter de la situation à l'Est pour renforcer les institutions communautaires. Ils proposent le vote à la majorité qualifiée, un pouvoir de co-décision du Parlement européen et l'élection du président de la Commission européenne par le Parlement européen. Les mêmes idées rôdent partout.

Vendredi 23 mars 1990

Hubert Védrine au Président : Il faudra proposer à l'Europe des Douze une politique étrangère et de sécurité commune.

Horst Teltschik me rappelle pour me dire que le Président peut annoncer dimanche, à 7 sur 7, qu'une initiative commune va être prise à Dublin par le Chancelier et le Président de la République française pour accélérer le rythme de la construction de l'Europe monétaire et de celle de l'Europe politique. Mais il refuse que le Président dise que le Chancelier accepte d'avancer la date du lancement de la conférence intergouvernementale. Rien de changé depuis Strasbourg...

Prenant les devants, le Chancelier Kohl confirme, devant la Commission de Bruxelles, sa volonté de lier l'unification de l'Allemagne à un renforcement de la construction européenne.

François Mitterrand: Je lui annonce que je vais prendre une initiative, et il la prend avant moi! C'est bien puéril...

Article intéressant dans le Berliner Zeitung de ce matin : Les droits exclusifs des quatre puissances relatifs à l'Allemagne dans son ensemble, tels qu'ils découlent des accords et décisions de la guerre et de l'après-guerre, gardent toute leur valeur. Revient à ces puissances la responsabilité internationale de faire en sorte que l'Allemagne ne menace jamais plus ses voisins ni le maintien de la paix dans le monde. Des mesures unilatérales de réunification de l'Allemagne ne peuvent être prises qu'avec le consentement des quatre puissances sur la base des accords de Potsdam et de ceux qui en découlent. Naturellement, les quatre puissances ne dénient pas aux Allemands leur droit à l'unité. Ce droit n'a également jamais été contesté par l'URSS. Il appartient aux Allemands de décider en principe si la RDA et la RFA doivent fusionner en un État unitaire ou si leurs rapports mutuels doivent se développer encore un certain temps dans un autre cadre polifico-juridique. Mais, comme le soulignait M. Gorbatchev, il est bien clair que ni le processus de rapprochement entre la RFA et la RDA, ni même une Allemagne unie ne sauraient constituer une menace ou une atteinte aux intérêts nationaux des pays voisins et, d'une façon générale, de n'importe quel autre. Toute remise en question des frontières des autres États est naturellement exclue. Il incombe également aux quatre puissances de veiller à ce que la question allemande ne déstabilise pas l'Europe et le reste du monde. Cela porterait préjudice à la perspective de développement de l'ensemble du

processus européen, à la mise sur pied d'une organisation de la sécurité européenne foncièrement nouvelle et à la coopération entre les peuples libres.

C'est exactement la position française. Il y a des Allemands raisonnables.

La crise se durcit dans les pays Baltes.

Dimanche 25 mars 1990

François Mitterrand à 7 sur 7 : Je suis Président de la République. Michel Rocard est Premier ministre, c'est déjà fort bien ; c'est conforme à ses qualités... C'est moi qui l'ai nommé, c'est moi qui le garde. C'est moi qui l'ai appelé parce qu'il semblait convenir à la situation. Je ne me suis pas trompé...

Le Président redit clairement son soutien à Laurent Fabius, mais tente de se placer au-dessus des querelles socialo-socialistes.

Il annonce une initiative franco-allemande pour l'Europe.

L'armée soviétique intervient à Vilnius en faveur des anü-indépendantistes et occupe deux immeubles du PC lituanien. François Mitterrand: Gorbatchev ne peut pas faire moins. Sinon, c'est lui qui saute. Et qu'est-ce que c'est que ces Lituaniens ? Ils n'ont presque jamais été indépendants. Et encore moins souvent démocrates...

Lundi 26 mars 1990

Le Président sur la Lituanie, après l'intervention soviétique : Ce Landsbergis est un fou. La Lituanie n'a aucune réalité. C'est la fin des rêves indépendantistes. Vous allez voir, tout le monde à l'Ouest va grogner, mais personne ne bougera le petit doigt pour défendre ces peuples.

Au Tchad, les forces d'Idriss Deby, venant de Darfour, au Soudan, entrent en territoire tchadien où elles conquièrent successivement les garnisons de Bahai et de Tine. La perte de cette dernière localité représente un revers très sérieux pour les forces gouvernementales d'Hissène Habré : 1500 hommes y sont faits prisonniers et des dépôts importants en vivres, carburants et munitions sont saisis. Les opposants tchadiens affrontent maintenant les FANT (forces gouvernementales) sur la route d'Iriba. Le président tchadien fait demander des armements à notre ambassadeur à N'Djamena. Il s'agit de combats entre Tchadiens et à l'intérieur du Tchad, mais le soutien libyen à Idriss Deby est évident. Nous n'avons pas d'autres possibilités, pense François Mitterrand, que de soutenir le gouvernement en place en répondant à ses besoins logistiques (carburant, munitions, évacuation des blessés), mais en évitant soigneusement d'être impliqués dans les combats.

Mardi 27 mars 1990

Michel Rocard présente un plan national de lutte contre le racisme.

A Matignon, grande nervosité au petit déjeuner des « éléphants ». Rennes est encore dans toutes les têtes. Mais, pour ne pas avoir à se disputer, la fureur est déviée sur Brice Lalonde qui vient de soutenir un socialiste dissident dans une élection cantonale partielle, à Vierzon, contre un communiste ! Tous se plaignent aussi de Tapie et de Soisson. Les alliés du PS ne doivent pas oublier le rôle éminent du PS, déclare Pierre Bérégovoy, ajoutant à juste titre : Il faut regarder les choses de plus haut.

François Mitterrand me dit à propos de Michel Rocard : Il est décidément bien timide et bien conservateur. Rien à faire avec lui. Il ne fera aucune réforme : ni sur l'éducation, ni sur la Sécurité sociale, ni sur la fiscalité.

Que faire avec le capital de Framatome, entreprise partiellement publique, stratégique puisqu'elle contrôle le nucléaire civil ? Pierre Suard, président de la CGE, coactionnaire privé avec l'État, souhaite l'éviction de son actuel directeur général, Jean-Claude Leny, proche de Bérégovoy. Peut-on neutraliser Suard, comme le voudrait le Président ? A l'époque de la privatisation de la CGE, personne n'avait soulevé le problème de sa participation dans Framatome, qui s'est ainsi trouvée quasi privatisée de fait, sans l'accord de personne. Je propose un schéma permettant d'équilibrer la part de la CGE et celle de l'État dans le capital afin d'éviter que Framatome ne tombe totalement sous contrôle privé. Mais, pour obtenir cela, il faut un négociateur unique avec la CGE. Le Président écarte Roger Fauroux, proposé par Michel Rocard. On se met d'accord sur le nom de Jean-Paul Huchon, le directeur de cabinet de Rocard, qui a déjà discuté avec Suard à propos d'un problème d'usine à Conflans-Sainte-Honorine. Il faut essayer d'échapper à l'alternative entre ne rien faire du tout — ce qui serait une perte pour l'indépendance nationale — et nationaliser — ce à quoi Rocard est réticent et qui paraît bien difficile.

Jean-Pierre Chevènement réclame 7 % d'augmentation pour le budget de la Défense. Pierre Bérégovoy n'accepte que 3 %. Les militaires ne veulent en rien réduire leurs appétits alors que, dans le reste du monde, les budgets de la Défense sont en baisse. François Mitterrand réunit les principaux ministres. Michel Charasse expose ses propositions budgétaires, élaborées en accord avec Bérégovoy. L'écart avec celles de la Défense est grand. Chevènement proteste.

Jean-Pierre Chevènement: On pourrait, au prix d'un formidable effort et contre l'avis de l'État-Major, réduire l'armée de terre de 35 000 hommes en quatre ans.

Pierre Bérégovoy : Même avec ça, il y a encore un écart de 9 milliards entre les propositions de la Défense et celles du Budget.

Jean-Pierre Chevènement: Je suis pour un effort sur le titre III, qui concerne la condition militaire. Nous faisons trop de choses dans une enveloppe réduite.

Le Président: C'est précisément là le problème!

Jean-Pierre Chevènement: Le budget de la Défense est dixfois plus élevé aux États-Unis qu'en France. En URSS, il atteint 25 % du PIB !

Le Président: De toute manière, nous n'avons plus rien à faire en Allemagne, il faudra bien retirer nos forces d'occupation. En deuxième lieu, il ne faut pas dissocier la dissuasion de la Défense. En troisième lieu, par rapport à la politique générale de la France, on ne peut pas tout faire.

Michel Rocard: Quand je vois ce que l'armée a fait au Liban, au Gabon, à Djibouti, je ressens à son endroit une grande admiration. Je suis d'accord pour un effort sur le titre III. J'ai tendance à accepter la plupart des demandes du ministre sur ce titre III, mais je ne suis pas disposé à aller plus loin que 6 milliards en dessous des demandes de Jean-Pierre Chevènement pour l'équipement.

Jean-Pierre Chevènement: Je ne comprends pas ! Il faut appliquer la loi de programmation !

Michel Rocard: Mais, depuis, l'Europe de l'Est a implosé!

Jean-Pierre Chevènement: Il faut tenir compte de la spécificité de notre posture de défense. L'Angleterre est une île, l'Allemagne est prête à n'importe quoi pour acheter son unité, les autres pays n'ont plus de défense propre.

Le Président : La situation politique et la situation diplomatique ont considérablement changé. Certes, cela ne s'est pas encore traduit par une diminution réelle du potentiel militaire. L'année prochaine, on y verra plus clair : ou bien le désarmement sera poursuivi, ou bien il y aura une sorte

de dictateur en Union soviétique.

Michel Rocard: La première ligne de défense de la France, c'est sa monnaie.

Pierre Bérégovoy: Oui, je dirais plutôt que notre ligne de défense, c'est notre économie.

Michel Charasse : De toute manière, ce que nous proposons, c'est le maintien du pouvoir d'achat des armées.

Le Président: Il peut y avoir un jour une menace militaire allemande, mais, dans l'immédiat, c'est la menace économique allemande qui peut s'accroître. Et ce n'est pas avec des soldats que nous gagnerons cette bataille économique. Je suis assez d'accord avec les orientations exprimées par Michel Charasse. Quant aux chiffres précis, ce sera au Premier ministre de les arrêter.

Mercredi 28 mars 1990

La police anglaise saisit à l'aéroport de Heathrow des composants nucléaires à destination de Bagdad. L'Irak devient de plus en plus inquiétant. Sa puissance militaire, ses progrès vers l'obtention de l'arme nucléaire en font une menace pour la région.

Le Conseil des ministres approuve le projet de réforme constitutionnelle permettant à chacun de saisir le Conseil constitutionnel à l'occasion d'un procès. Idée très importante que Robert Badinter soutient et développe depuis longtemps.

Jack Lang: C'est plus qu'une réforme, c'est une révolution ! Aucune Constitution au monde n'avait imaginé le commencement du commencement d'une telle révolution!

Sur l'alcool et le tabac, le Président : On ne montrera jamais assez de sévérité pour empêcher l'autodestruction de nos concitoyens. Il faut protéger les gens contre eux-mêmes, sans se dissimuler que c'est le plaisir des pauvres.

Quelques lignes sur la lutte anti-alcoolique sont rajoutées dans le compte rendu du Conseil.

A l'issue du Conseil, le Président : Les ministres doivent être présents au Parlement. Ceux qui n'atteindraient pas un taux raisonnable de présence ne pourraient rester au gouvernement.

A la suite de la question que j'ai récemment posée, on me communique un rapport établi par deux chercheurs du CNRS sur la pratique du « pantouflage ». Il établit que 725 énarques ont abandonné le service de l'État pour le privé, dont beaucoup pour une entreprise dont ils assuraient antérieurement la tutelle. Or, l'article 175.2 du Code pénal interdit à tout haut fonctionnaire qui, dans ses fonctions, a eu à connaître de dossiers concernant des intérêts privés de devenir l'employé de ces mêmes intérêts avant un délai de cinq ans. Cette loi, modifiée en 1960, n'a jamais été appliquée... faute de décret d'application ! Et, depuis des mois, malgré la bonne volonté de Renaud Denoix de Saint Marc, secrétaire général du gouvernement, rien ne vient !

Jeudi 29 mars 1990

En Grande-Bretagne, un nouvel impôt local sera introduit le 1er avril, la poll tax. Il revient à faire payer les pauvres autant que les riches et suscite une énorme vague de protestations. La popularité de Margaret Thatcher s'effondre, l'avance des travaillistes dans les sondages atteint 28 %. Le Premier ministre va devoir réagir. Incontestée jusqu'ici dans son propre parti, elle va l'être maintenant par ceux qui pensent qu'elle le conduit à la défaite.

Vendredi 30 mars 1990

Plus prudent que les Lituaniens, le Parlement estonien, en se prononçant à son tour en faveur de l'indépendance, laisse la porte ouverte à des négociations avec Moscou.

Divulgation d'un avis de la Bundesbank, favorable à un taux de « deux pour un » — et non d'« un pour un » — comme taux d'échange du mark oriental contre le Deutsche Mark. Le vice-ministre allemand des Finances, Horst Kohler, m'appelle pour que le Président français s'oppose à cette suggestion et demande au Chancelier Kohl de la rejeter : C'est vous qui paieriez la réunification, car cela donnerait trop de pouvoir d'achat aux consommateurs de l'Est. Et la Bundesbank ferait monter les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation.

François Mitterrand, à qui je communique cette requête : C'est une affaire intérieure allemande. Je n'y peux rien. Et, à la place de Kohl, j'en ferais autant. Politiquement, c'est ce qu'il faut faire. Les techniciens s'arrangeront toujours.

Véronique Colucci m'informe de la situation des Restos du Coeur à la fin de la cinquième campagne d'hiver. D'abord, les restos restent ouverts en été. Cette année, 10 000 bénévoles ont assuré 280 000 repas par jour, soit 26 millions au total. Le budget a été de 110 millions de francs dont 36 millions venus du public. 410 000 personnes ont été aidées. Tout cela avec... quatre salariés ! Magnifique mobilisation des artistes, Jean-Jacques Goldman, Eddy Mitchell, Johnny Hallyday, Véronique Sanson, Michel Sardou...

Samedi 31 mars 1990

Le centre de Londres est dévasté par une émeute à l'issue d'une manifestation rassemblant près de deux cent mille personnes contre la poll tax. La Dame de fer ne bronche pas.

Déjeuner avec Arletty. Elle est aveugle, souriante et adorable. Pour mon plus grand plaisir, elle évoque longuement ses relations avec Jean Gabin, avec Louis-Ferdinand Céline... Elle me raconte qu'à son procès, après la guerre, à un général qui lui reprochait ses amitiés allemandes : Madame comment avez-vous pu ? Avec un Allemand ! elle a répondu : Ah, mon général, si vous aviez pu les empêcher d'entrer! Le procès tourna court.

Elle éclate d'un rire d'enfant effrontée dans la lumière de sa nuit.

Lundi 2 avril 1990

Déjeuner avec Horst Teltschik à Bonn. Il m'interroge : Comment obtenir des Russes qu'ils partent de RDA tout en permettant que des troupes et des armes nucléaires américaines restent en RFA ? Comment négocier cela lors du « 2 + 4 » ? Comment négocier le prix économique à payer à l'URSS pour le départ des troupes russes ? Le collaborateur du Chancelier me répète que l'opinion allemande ne réclamera pas le départ des forces occidentales, même après l'unification : Même les sociaux-démocrates n'oseront pas défendre la neutralité, et une prétendue « voie française » (c'est-à-dire le maintien de l'Allemagne dans l'Alliance sans troupes étrangères) ne serait pas populaire.

Sur la réforme des institutions européennes, l'orientation allemande est claire : il faut obtenir à Dublin des décisions sur le calendrier, la procédure et la méthode, c'est-à-dire des orientations extrêmement générales, sans entrer dans la substance, car cela exposerait le Conseil européen à une discussion mal préparée, confuse et contre-productive. Tout doit être prêt pour les prochaines élections européennes au printemps 1994. Les travaux de mise au point du nouveau Traité doivent donc être achevés au plus tard à la fin de 1992, afin de laisser un an aux procédures de ratification. Il doit y avoir parallélisme entre les travaux monétaires et la négociation institutionnelle. Je ne suis pas d'accord, c'est un

an de trop. Finalement, nous convenons que tout devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1993, ce qui implique l'achèvement des travaux dès la fin de 1991. Les Allemands sont sensibles à l'argument selon lequel il convient de réussir les progrès monétaires avant les progrès institutionnels ; mais, pour le moment, ils paraissent bloqués par une instruction leur enjoignant de maintenir un strict parallélisme.

La RFA souhaite qu'une initiative franco-allemande permette au Conseil européen du 28 avril d'assurer une relance de la Communauté. Mais il faut faire le maximum, dit Kohl, pour ne pas heurter les « petits » et ne pas rééditer l'« erreur de Milan » (autrement dit éviter d'annoncer trop vite une initiative franco-allemande), donc faire en sorte que le texte de l'initiative soit prêt lors du Sommet bilatéral des 25 et 26 avril. Cela suppose qu'un accord soit alors trouvé entre Français et Allemands sur les trois thèmes qui seront à l'ordre du jour à Dublin : intégration de la RDA dans la Communauté, relations de la Communauté avec les États tiers, relance institutionnelle.

Sur l'intégration de la RDA au sein de la Communauté, un accord s'est dégagé entre la RFA et la RDA sur les points essentiels. La RDA sera intégrée dans le champ d'application des traités comme « partie » d'un État membre, sans qu'il y ait à aucun moment négociation d'adhésion ni treizième État membre : L'Allemagne sera institutionnellement identique au jour J à ce qu'est la RFA au jour J-1 ; elle aura les mêmes droits et les mêmes obligations ; il n'y aura aucune renégociation des traités, qui continueront à s'appliquer par principe, les adaptations constituant l'exception. Toute adaptation devra être conçue et réalisée comme une différence de régime entre le territoire de la RDA d'un côté, la Communauté dans sa structure actuelle de l'autre, et non pas entre l'Allemagne et les Onze. Tout ce que la RFA accordera à la RDA dans la sphère communautaire devra aussi être donné par les onze autres ; tout ce que la RDA donnera à la RFA dans les mêmes domaines sera aussi accordé aux Douze (libre circulation des capitaux, liberté d'établissement et de prestations de service...). Il pourrait donc subsister des contrôles entre la Communauté actuelle et la RDA, c'est-à-dire à l'intérieur de l'Allemagne. Le contrôle des aides et de la concurrence sera essentiel. Pour autant que les chiffres et données objectives le justifient, les régions orientales de l'Allemagne seront normalement éligibles aux fonds structurels européens. Rien ne doit être fait qui conduirait à une renégociation anticipée (avant 1992) du « paquet » Delors de 1988. La Commission a proposé, pour exprimer la solidarité de la Communauté, d'octroyer immédiatement une aide financière à la RDA. Cette aide devrait être spécifique, hors des fonds structurels ; elle ne pourrait être décidée que politiquement. La RDA sera, à terme, soumise à l'ensemble des obligations et engagements de la CEE. Pour la plupart, les accords commerciaux actuels de la RDA seront dénoncés, sauf les accords entre la RDA et l'URSS, conclus à long terme et qui correspondent à une dépendance économique croisée non immédiatement réversible. Deux voies s'offrent : ou bien l'Allemagne « compense » seule l'URSS en échange d'une élimination progressive de ces accords (et, dans ce cas, l'Allemagne sera très présente en Europe de l'Est), ou bien la compensation est offerte par la Communauté dans le cadre d'un accord plus large.

La menace est claire : ou bien vous payez la réunification à l'URSS, ou bien nous annexons économiquement l'Europe de l'Est ! Le risque, à mon avis, est d'avoir les deux...

En ce qui concerne les institutions européennes, l'objectif allemand est celui de l'union politique conçue comme la clé de voûte des progrès sectoriels. Nous nous mettons d'accord pour que le Président et le Chancelier adressent à leurs dix collègues et à Jacques Delors, avant le 2 avril, une lettre conjointe pour les informer à nouveau, sans entrer dans le détail, de l'initiative commune. Cette lettre sera rendue publique ou, à tout le moins, « connue » de ceux qui ont a en connaître.

Émile Biasini vient me parler de la Bibliothèque de France : Pour les cinq exercices de 1991 à 1995, il faut 5,9 milliards pour le bâtiment proprement dit, puis 3,1 milliards pour son équipement et sa mise en fonctionnement dès le deuxième trimestre 1995. C'est donc un total de 9 milliards que requiert l'édification de la Bibliothèque de France sur cinq ans, soit en moyenne 1,8 milliard par an. Il m'explique que cela vaut plus, beaucoup plus cher que l'Arche dont le bâtiment était techniquement moins complexe. Il me laisse une note explicative à l'intention du Président.

Je bondis : 5,9 milliards de francs pour 210 000 m², alors que l'Arche a coûté 3,7 milliards pour 240 000 m² ? L'argument de la plus grande simplicité technique de l'Arche ne me convainc pas. Au surplus, la Bibliothèque est « recentrée » sur les seuls livres, à la différence du projet initial, et elle est redevenue parisienne. Face à l'intelligente pression d'Emmanuel Le Roy Ladurie, qui souhaite en faire une BN bis, les gestionnaires de la Grande Bibliothèque n'ont pas conçu un projet conforme au mandat qu'ils ont reçu. Pour la communication à distance, le catalogue de la Bibliothèque nationale pourrait être facilement accessible sur Minitel ou par d'autres systèmes un peu plus complexes. Pour l'accès aux documents originaux enregistrés sous forme numérique, qui constitue le cœur du projet, on reste dans le vague : quels documents ? accessibles où ? à quel coût ?

Rien n'est étudié. Comme si on laissait le projet s'enliser pour qu'il finisse par se résumer à un simple transfert de la BN.

François Mitterrand, à qui j'en parle, lâche : Laissez faire.

Saddam Hussein évoque l'éventualité d'un usage des armes chimiques par l'Irak à l'encontre d'Israël. Après les signaux déjà perçus sur son armement nucléaire, un nouvel indice de la folie du maître de Bagdad.

Hubert Védrine s'inquiète de la domination américaine sur l'OTAN ; il l'écrit au Président et m'en parle : Les États-Unis ont procédé ces dernières semaines à une reprise en main efficace de l'OTAN. S'ils parlent de conférera l'Alliance un rôle plus politique, c'est qu'ils s'aperçoivent qu'ils ne pourront plus la justifier, dans le futur, par des considérations exclusivement militaires. Cependant, ils n'ont envisagé jusqu'ici aucune modification des organes militaires intégrés. Pour eux, c'est l'Alliance qui, plus que jamais, doit coordonner le désarmement et son contrôle, les relations avec les pays de l'Est, la réflexion sur la sécurité en Europe et hors zone. Ils estiment ainsi que le Sommet à Trente-Cinq de la CSCE doit être préparé au sein de l'Alliance, et non pas par les Douze. Cette politique ne laisse aucune place à une forme quelconque de défense vraiment européenne. Les Britanniques entendent sauver l'OTAN pour retenir les Américains en Europe et conserver un rôle qu'ils estiment important. Ils n'agiront pas contre la CSCE dans la mesure où celle-ci n'empêchera pas le maintien de l'OTAN, mais ils ne soutiendront la création d'une défense européenne qu'en désespoir de cause, si toutes les tentatives pour sauver l'OTAN ont échoué. L'attitude des Allemands sera déterminante. A court terme, leur intérêt est d'éviter que les questions de sécurité ne ralentissent leur unification. Ils cherchent donc à satisfaire les États-Unis (maintien dans l'Alliance et dans l'organisation intégrée, refus de la neutralité) tout en tenant compte des Soviétiques (Plan Genscher, déclarations favorables à la sécurité collective). Les Soviétiques continuent officiellement à s'opposer à ce que l'Allemagne réunifiée soit dans l'OTAN, même avec le compromis proposé par Genscher (la RDA neutralisée). Mais cette position n'est sans doute pas leur dernier mot. D'abord parce que même en bloquant les négociations à « 2 + 4 », ils ne pourraient pas obliger la RFA à sortir de l'OTAN. Ils peuvent théoriquement s'incruster en RDA, mais cela ne constituerait pas une pression, puisque Bonn est prêt à leur permettre de rester. Et pourraient-ils rester longtemps contre la volonté allemande ? C'est peu probable. L'URSS s'accommodera donc de la survie de l'Alliance, tout en favorisant l'organisation de la « sécurité collective » à Trente-Cinq, moyen d'empêcher toute vraie défense européenne à Douze (le maréchal Yazov l'a redit à Jean-Pierre Chevènement).

Mardi 3 avril 1990

Table ronde à Matignon réunissant les différents partis politiques après la publication du plan national de lutte contre le racisme présenté par

Michel Rocard le 17 mars. L'opposition souhaite lier cette discussion à une remise en question de la politique sur l'immigration. Une nouvelle rencontre aura lieu sur ce thème à une date ultérieure.

C'est le jour que choisit Jacques Médecin, maire de Nice, pour tenir des propos injurieux sur les Juifs : Je ne connais pas d'israélite qui refuse un cadeau, même si ce cadeau ne lui plaît pas. Médecin a clairement choisi l'alliance municipale avec le Front national. François Mitterrand : Vous voyez, il n'y a aucune différence entre la droite et l'extrême droite. Il ne sert à rien de diaboliser le Front national.

Départ pour Moscou, où j'ai une longue conversation avec Vadim Zagladine, suivi d'un déjeuner avec le gouverneur de la Banque centrale. Zagladine m'explique la réorganisation du pouvoir soviétique. Le Président a maintenant tous les pouvoirs et prépare de grandes réformes économiques devant entrer en vigueur le 1er juin (la date est encore tenue secrète), ainsi que le remplacement, par des gorbatchéviens, des « ingénieurs sibériens » qui tiennent pour l'heure le gouvernement (groupe dont font partie le Premier ministre Rijkov et l'ambassadeur à Paris Riabov). Gorbatchev, me dit Zagladine, est obsédé par l'Allemagne. Cela l'entraîne à une révision de ses analyses à long terme. Il ne pense plus qu'il faille aller vers une suppression totale des armes nucléaires sur la planète en raison de la menace que représente pour lui l'Allemagne dans l'avenir. Il sait que le Pacte de Varsovie est vide de tout contenu. Dans un premier temps, il en avait tiré la conclusion qu'il fallait réduire systématiquement le poids de l'OTAN et aller vers une sécurité collective en Europe. Il pense maintenant qu'il faut tout faire pour empêcher la RFA de se retrouver en situation de trop grande indépendance. Si l'OTAN disparaît, l'indépendance allemande dérivera vers le réarmement nucléaire. L'OTAN doit donc, pense-t-il, se renforcer. Il faut aussi organiser le maintien de troupes soviétiques en Allemagne de l'Est jusqu'en l'an 2000, et celui (plus long) des troupes américaines en Allemagne de l'Ouest. Un dialogue entre les deux alliances est nécessaire pour qu'elles se justifient par leur collaboration.

Zagladine est convaincu que la crise actuelle débouchera sur l'indépendance des trois États baltes, mais après que la Constitution soviétique aura été amendée pour la rendre possible. Cela sera fait dans un mois.

En ce qui concerne la BERD, les Soviétiques sont très soucieux de voir la négociation aboutir et de devenir ainsi, pour la première fois, membres d'une institution économique internationale. Ils sont prêts à concéder que, pendant une période transitoire, leurs emprunts à cette banque soient très limités. La formulation de cette autolimitation est délicate, car ils souhaitent éviter qu'elle ne soit humiliante, alors que Japonais et Américains exigent au contraire qu'elle soit juridiquement très contraignante, donc délibérément vexatoire...

Mercredi 4 avril 1990

En Belgique, la loi sur la dépénalisation de l'avortement est promulguée. Afin de ne pas avoir à la parapher, le roi Baudouin Ier renonce pendant trente-six heures à ses pouvoirs. Élégante solution, à première vue. Lâcheté, peut-être, que d'agir en souverain à éclipses. Le pouvoir impose des contraintes d'aussi haute valeur morale que les scrupules d'une personne privée.

La commission d'instruction de la Haute Cour de justice accorde un non-lieu partiel, et donc le bénéfice de la loi d'amnistie, à Christian Nucci, inculpé de faux dans l'affaire du Carrefour du développement. La commission d'instruction a conclu que, dans son cas, il n'y a pas eu d'enrichissement personnel. En conséquence de quoi, il est déclaré amnistié, permettant ainsi à ceux-là mêmes qui viennent de prendre la décision de non-lieu — juridiquement discutable, et qu'ils auraient pu ne pas prendre — de dénoncer publiquement et violemment l'amnistie. Déclarant qu'il existait des charges suffisantes contre Nucci, les magistrats regrettent d'être obligés d'amnistier des faits criminels. Devant les journalistes, l'un d'eux va jusqu'à déclarer : On nous fera porter le chapeau de la non-poursuite de Nucci devant la Haute Cour, alors qu'en fait les députés se sont autoblanchis avec cette loi d'amnistie.

François Mitterrand : Voilà : c'est le pire, la lie, le fond, la crasse absolue. Des magistrats partisans, un Rocard peureux, un Mauroy qui panique. Et nous en sommes à cette honte ! Ils n'ont pas voulu m'écouter...

Pour le reste, comme prévu et annoncé, à peu près toutes les poursuites continuent leur cours, tandis que l'opinion, en dépit du spectacle de parlementaires traînés devant les tribunaux, reste persuadée qu'il y a eu auto-amnistie.

François Mitterrand: Désastre ! Pourquoi ai-je cédé à Rocard ? Il voulait cette amnistie pour protéger ses amis et avoir le soutien du Parti socialiste. C'est honteux!

Recevant quelques journalistes, le Président leur confie : Au PS, ils ne se parlent plus. Il n'y a plus qu'une union sacrée : autour de ma succession. Tous la préparent. C'est désormais leur seul ciment. Après Rennes, les socialistes n'ont plus obéi à personne, ni à Mauroy, ni à moi. Ils ne pensaient qu'à s'en sortir individuellement.

Jeudi 5 avril 1990

Si tout se passe bien, la signature du traité créant la BERD, par tous les ministres (Finances et Affaires étrangères), aura lieu l'Élysée le 29 mai. Le président sera élu dès la semaine suivante et prendra ses fonctions autour du 31 mars 1991, en raison des délais de ratification par quarante-deux parlements. Je suis officiellement candidat. Michel Rocard appelle tous les Premiers ministres qu'il connaît pour leur en faire part. Pierre Bérégovoy fait de même avec ses collègues des Finances.

Vendredi 6 avril 1990

Roland Dumas me rapporte qu'Édouard Chevardnadze aurait dit à James Baker : La présence de l'Allemagne dans l'OTAN est pour nous inacceptable... mais ce ne sont pas là des positions immuables. Nous essayons de trouver un compromis. Quel désarroi !

Samedi 7 avril 1990

Prenant acte d'une mort cérébrale déjà consommée, les tout derniers militants du PSU décident de « débrancher » leur parti : la dissolution est votée. Élégance et nostalgie... Je n'ai jamais été des leurs, mais je ne peux m'empêcher d'admirer leur militantisme concret au service d'une utopie.

Sur la Grande Bibliothèque, je suis de plus en plus atterré : en arriver là après tant d'efforts et d'études ! Le projet est maintenant tout à la fois démesuré et maladroit. Il faudrait tout reprendre, tout repenser !

Refaisons l'historique : il s'agissait au départ de construire simplement une bibliothèque nouvelle utilisant toutes les technologies modernes et orientée vers la province. En juin 1988, sur mon conseil, avec l'accord de Michel Charasse, le Président avait donné comme premiers chiffres de cadrage : 2 milliards pour le bâtiment et 1 milliard pour l'équipement. Voilà que, de dérive en dérive, de « césure » en « silo », on en arrive à 13 milliards (soit quatre fois la Grande Arche, deux fois le Louvre, deux fois la Villette) ! ! Je dis bien 13 milliards et non pas 9, comme le prétend Émile Biasini, car, dans la note qu'il a adressée au Président, il explique bien lui-même que les 9 premiers milliards ne permettront que d'ouvrir le bâtiment en 1995, pas de le finir ! Et qu'il faudra au moins 4 milliards de plus pour y parvenir ! Et encore, ces 13 milliards sont-ils mal définis. On ne sait rien des technologies d'information qui y seront utilisées ; l'articulation entre la BN actuelle, la Grande Bibliothèque et l'Université de Paris n'est pas établie. Dans ces 13 milliards figurent en outre bien des choses qui n'ont rien à voir avec le projet initial (tels le transfert de la Bibliothèque nationale, le catalogue universel, la médiathèque, les silos d'Evry). Tout cela ne me semble servir qu'à satisfaire les appétits de pouvoir de quelques ministres et hauts fonctionnaires, ravis de faire payer par les Grands Travaux du Président des projets qu'ils ne souhaitent pas financer sur le budget de leur propre ministère. Et à cajoler quelques intellectuels parisiens qui n'imaginaient pas de ne plus avoir les livres les plus rares à portée de main.

Comment trouver 13 milliards pour une seule bibliothèque à Paris alors qu'il est si difficile de trouver beaucoup moins d'argent pour tant de dépenses urgentes, ne serait-ce que pour les bibliothèques de province et de banlieue ? Je suggère donc au Président de demander qu'on repense tout, sans hâte excessive, afin de choisir entre les deux options suivantes :

- Soit on construit une bibliothèque beaucoup plus modeste, bâtie sur le même plan architectural, mais conçue comme un simple complément de l' actuelle BN et en conservant la transmission électronique vers la province ; on laissera la BN là où elle est, sauf si le ministère de la Culture a les moyens de financer son transfert sur son propre budget.

- Soit on accepte le projet tel qu'il est, mais moyennant une tout autre présentation politique : on annoncerait d'abord une grande politique des bibliothèques et des universités en France ; on ferait ensuite de Tolbiac un campus urbain du XXIe siècle, exemplaire et pilote pour l'Europe, dont la Grande Bibliothèque ne serait qu'un des éléments ; on y mettrait à la fois une nouvelle université et les services communs à toutes les bibliothèques de France ; on moderniserait et on y transférerait la BN ; enfin, on ferait la Grande Bibliothèque elle-même, qui seule constitue le « grand projet » du Président. Ce quatrième poste n'équivaudrait donc qu'au quart du projet d'ensemble. Tout cela se ferait au moins sur vingt ans, et non pas quatre. Il faut se décider au plus vite : cela ne restera pas longtemps confidentiel.

François Mitterrand : On ne peut faire une telle bibliothèque au rabais, ni revenir en arrière. La première solution est exclue. Essayez la seconde. Mais il ne faut pas insister. Laissez maintenant agir les ministres responsables.

Dimanche 8 avril 1990

Il fallait s'y attendre : un sondage CSA publié dans Le Journal du dimanche montre que 76 % des Français interrogés trouvent choquante l'amnistie de Nucci, et que 67 % pensent que les hommes politiques sont, dans l'ensemble, plutôt pas honnêtes...

George Bush écrit à François Mitterrand pour lui faire part de ses entretiens aux Bermudes, la semaine dernière, avec Margaret Thatcher. Ils sont tombés d'accord pour souhaiter que l'Allemagne reste membre à part entière de l'Alliance et de ses structures militaires intégrées. Le traité de l'Atlantique Nord devra s'appliquer pleinement à l'Allemagne réunifiée (notamment ses articles 5 et 6) ; les forces alliées devraient demeurer en Allemagne et y conserver un dosage raisonnable de forces nucléaires et classiques. Etats-Unis et Grande-Bretagne ne souhaitent pas transformer l'OTAN en un forum destiné à imposer les positions américaine, britannique ou allemande lors des discussions « 2 + 4 ». Au contraire, les quatre alliés occidentaux qui prennent part aux réunions « 2 + 4 » doivent se rencontrer en privé et mettre au point des positions communes sur un certain nombre de questions clés hors de l'OTAN.

L'URSS, explique Bush, devrait recevoir en échange des assurances raisonnables concernant le statut militaire de l'ancien territoire de la RDA au sein d'un État allemand unifié, ce statut comportant des arrangements relatifs à un maintien, même temporaire, des forces soviétiques. En outre, les Occidentaux devront se tenir prêts à offrir à Moscou la possibilité d'évoquer les questions de sécurité lors des négociations de Vienne sur la limitation des armements conventionnels et dans les futures discussions sur les systèmes de missiles nucléaires américains et soviétiques à courte portée en Europe. Mais pas à permettre à Moscou de se servir du mécanisme « 2 + 4 » pour diviser la défense occidentale et compromettre le rôle qu'y joue l'Allemagne.

Pour George Bush, un renforcement de l'OTAN ne nuira aucunement à la Communauté ; tout comme il ne croit pas qu'une Communauté plus forte puisse constituer un mal pour l'Alliance. Mais si on ne laisse plus à l'OTAN qu'une fonction militaire étroite, son importance décroîtra à mesure que la menace militaire soviétique s'atténuera. Pour conserver sa vitalité, l'Alliance doit avoir un mandat politique clair en tant que lieu où seize États démocratiques peuvent exprimer leurs points de vue sur des questions — aussi bien politiques que de sécurité — d'intérêt commun. Sans compter qu'aux États-Unis, l'OTAN est la seule justification plausible de la présence militaire américaine en Europe. Si on laisse s'affaiblir l'OTAN du fait qu'elle ne joue plus un rôle politique significatif dans la nouvelle Europe, cela risque de supprimer du même coup la base de tout engagement militaire américain à long terme.

La menace est claire : ou bien toute la réorganisation de l'Europe passe par l'OTAN, ou bien les États-Unis cessent de soutenir l'Europe. Décidément, Bush fait une fixation sur la Communauté ! Il ne la supporte pas ; comme ses prédécesseurs, il veut être fort dans une Europe faible. Alors qu'à mon sens, l'intérêt américain serait d'être fort dans une Europe forte !

Lundi 9 avril 1990

Troisième réunion plénière de négociation sur la BERD. Et pas la dernière. Les Égyptiens, les Israéliens, les Marocains, les Albanais et les Mexicains nous ont rejoints. On règle sans trop de difficultés le problème de la répartition du capital. Ce sera 10 % pour les États-Unis, 8,1 % pour les autres membres du G7, sauf le Canada qui sera à 3,5 %, comme l'Espagne (au terme d'une très longue bataille !). Les États-Unis seront donc les premiers actionnaires. Ce n'est plus une institution européenne, mais les Douze disposeront encore de 51 % du capital. L'objectif officiel de la BERD est maintenant de promouvoir la transition vers l'économie de marché ouverte et l'initiative privée dans les pays d'Europe de l'Est engagés à appliquer les principes de la démocratie multipartite et de l'économie de marché. J'ai obtenu que la promotion de la démocratie constitue un objectif aussi important que celle de l'économie de marché, et non pas un verrou à l'assistance à l'URSS. Le rôle de la Banque sera de participer à la remise en état des infrastructures et à la restructuration du secteur privé. Elle prêtera au taux du marché et pourra prendre des participations au capital des entreprises, ou donner des garanties. Son capital sera de 10 milliards d'écus, ce qui est peu si on le compare à celui de la Banque mondiale (170 milliards de dollars), mais elle devrait parvenir dans les dix ans, grâce à des cofinancements, à mobiliser des ressources de 100 milliards d'écus. Là encore, très longue bataille...

Reste le problème du choix de la ville-siège : Berlin, Copenhague, Vienne, Luxembourg, Amsterdam, Milan, Dublin, Londres, Varsovie et Prague sont candidats. On verra bien...

Le Président réunit Jean-Louis Bianco, l'amiral Lanxade, Loïc Hennekinne, devenu son conseiller diplomatique, Hubert Védrine et Élisabeth Guigou. Il s'interroge sur les difficultés que nous semblons avoir avec les Américains. Quelles questions nous posent-ils ? Quels sont les malentendus ? François Mitterrand: Je comprends qu'eux-mêmes ne savent pas très bien ce qu'ils veulent, parce qu'ils sentent l'Europe leur échapper. Et à cela nous ne pouvons rien. Il faut être très ferme sur l'essentiel, ce que les techniciens appellent le « hors zone » et le « hors sujet ». Il n'est évidemment pas question que la France réintègre le commandement intégré. Mais, pour le reste, il n'y a pas de motif de se montrer inutilement désagréable.

Dans une tribune libre que publie Le Monde, Jacques Chirac critique le scandale de l'amnistie. Michel Noir, lui, propose l'interdiction du cumul des mandats : une proposition intéressante, constructive et efficace. Bizarrement, personne, dans aucun parti, ne la reprend.

Mardi 10 avril 1990

Jacqueline Valente, son compagnon et leur enfant, otages d'Abou Nidal, sont libérés après trois ans de détention. Bizarre affaire, que Roland

Dumas a gérée en direct avec Tripoli (Libye).

Une vieille idée resurgit : Michel Rocard veut instaurer le prélèvement à la source de l'impôt, ce qui constituerait, dit-il, un facteur de simplification, d'équité et de lutte contre la fraude fiscale. Il rappelle que l'Allemagne, les États-Unis, la Grande-Bretagne procèdent ainsi, ce qui rend l'impôt beaucoup moins « douloureux ». Pierre Bérégovoy est violemment contre. Sauf à renoncer au principe d'un barème progressif prenant en compte l'ensemble des revenus, leur niveau global et la situation de famille, pour lui préférer un système de taxation proportionnelle, l'imposition des revenus exigera toujours une déclaration et une régularisation annuelles. Dans ces conditions, la réforme envisagée a-t-elle les vertus qu'on lui prête ? La simplification ne porterait en pratique que sur le mode de prélèvement des acomptes. Cette mesure tendrait à creuser les différences de situations entre salariés et non-salariés. En effet, seul le salarié verrait l'assiette de son impôt calculée par un tiers et taxée de manière objective ; le non-salarié, lui, conserverait la faculté d'apprécier à sa convenance l'assiette du prélèvement mensuel. Ce peut être aussi un moyen de réintroduire un prélèvement sur les faibles salaires, non imposables grâce aux divers abattements et déductions. Ce système ne règle pas la principale source de fraude fiscale, imputable aux non-salariés et aux entreprises.

François Mitterrand: On a déjà essayé en 1983. Rocard n'a rien inventé. Oublions.

Jack Lang rassure le Président après mes remarques inquiètes sur la Bibliothèque de France : l'annonce au Parlement d'un chiffre de 5 milliards de francs sur cinq ans est finalement passée comme une lettre à la poste. Il a pris soin, explique-t-il, de le comparer à notre effort national en faveur des bibliothèques municipales et départementales. Et de rappeler le coût (400 millions de francs) des atermoiements de Jacques Chirac à propos du Louvre et de l'Opéra-Bastille. Le dossier de la Bibliothèque de France mérite d'être amélioré ; il présente encore des lacunes et des excès ; le contenant l'emporte sur le contenu. C'est encore, à ce jour, un grand outil vide. Au-delà des délires verbaux, la réalité est là : le programme est conçu dans les mêmes termes que ceux utilisés par Labrouste au XIX[e] siècle pour la construction de la Bibliothèque nationale. On pourrait réduire encore les espaces de 5 à 10 % sans aucun dommage pour le projet lui-même. A ses yeux, tel qu'il est conçu, c'est dans son fonctionnement que le projet se révélera ruineux. Certains débordements aboutissent parfois à des absurdités architecturales : ainsi l'idée insensée d'installer des salles de catalogues dans le jardin. Les responsables proposent aussi une enveloppe complémentaire de 3 milliards, qui s'ajouteraient aux 5 ou 6 milliards destinés à la construction. Cette somme, affectée aux équipements, pourrait être ramenée à 1 milliard sur cinq ans. Il ne serait pas raisonnable, précise-t-il encore, de faire peser la totalité de la charge du financement sur la seule période 1991-1995.

François Mitterrand: Il faut garder le projet en l'état et étaler les dépenses dans le temps.

Mercredi 11 avril 1990

Le Conseil des ministres adopte les projets de lois sur la réforme des P et T (France Télécom et la Poste) et sur la transformation de Renault en société anonyme.

Des douaniers britanniques saisissent « le plus grand canon du monde », destiné à Bagdad ! L'engin, de 40 mètres de long, serait, paraît-il, destiné à tirer sur Israël depuis Bagdad.

On me dit qu'André Glucksmann, qui avait cru entendre Roland Dumas lui promettre l'ambassade de Prague, est au désespoir.

Jeudi 12 avril 1990

En RDA, le nouveau gouvernement de coalition dirigé par Lothar de Maizière (chrétiens-démocrates, sociaux-démocrates, libéraux) se prononce en faveur d'une Allemagne unie au sein de l'OTAN et de la CEE.

Vendredi 13 avril 1990

Grande première historique : Radio-Moscou reconnaît la responsabilité de l'URSS dans le massacre de Katyn en 1940, qui avait été imputé jusqu'alors aux nazis.

Samedi 14 avril 1990

Comme me l'avait annoncé Victor Guerachtchenko dès février, Mikhaïl Gorbatchev présente un plan d'accélération des réformes économiques prévoyant notamment un vaste programme de privatisations. Or, il n'existe aucun cadre juridique pour de telles opérations. Il semble qu'en URSS les mots soient voués à toujours dépasser la réalité.

Pourtant, la production stagne, diminue même dans certains secteurs (charbon, pétrole). Au cours du premier trimestre 1990, le produit national brut a baissé de 1 %. Excédentaire de 3,4 milliards de dollars en 1988, la balance commerciale a enregistré en 1989, pour la première fois dans l'histoire soviétique, un déficit de 3,2 milliards de dollars. Les importations en provenance de l'Occident ont progressé de 23,6 %, tandis que les exportations vers les pays à devises convertibles n'augmentaient que de 7,6 %. L'inflation de 10 %, selon des estimations soviétiques officieuses, pourrait en fait être plus élevée. Cette évolution a pour origine l'excédent de pouvoir d'achat des ménages : de 400 à 600 milliards de roubles. Enfin, le déficit budgétaire (12 % du produit national brut) accélère la création monétaire : la monnaie en circulation a crû de 17 % en 1989. Le poids de la dette extérieure augmente : selon Rijkov, elle s'élèverait à 56 milliards de dollars ; le service de la dette représenterait entre 25 et 30 % du produit des exportations. Cette incertitude comptable aggrave l'inquiétude de la communauté financière internationale, habituée à un comportement exemplaire de l'URSS, et alimente les rumeurs sur la crise financière. Les grèves se multiplient (9,5 millions de journées de travail ont été perdues au premier trimestre 1990, à comparer aux 7,5 millions de l'année précédente). 50 millions de Soviétiques vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté. Le chômage touche plus de 8 millions de personnes. Les pénuries, aggravées par les carences dans les transports, encouragent le développement d'une économie parallèle, palliative mais non créative.

En matière de réformes, le bilan est maigre, voire négatif. Beaucoup de grands textes n'ont pas été adoptés — comme la loi sur l'autonomie des entreprises ou la loi sur l'investissement étranger — ou n'ont pas connu d'application effective (loi sur la terre, la propriété du citoyen). Les premières tentatives d'application des réformes ont eu des effets pervers (baisse de la production, absence de garantie des contrats passés par les collectivités sujettes à des variations arbitraires de leurs subventions, augmentation de l'inflation). La politique de rigueur et la décentralisation se contredisent. L'inertie des structures et des acteurs est insuffisamment prise en compte, et les instruments de pilotage de la décentralisation n'ont pas été mis en place. Des divergences majeures subsistent sur le contenu des réformes et leur rythme. Pour certains, la réforme monétaire — visant à éponger l'excédent de liquidités, à libérer les prix et à conduire à terme à la convertibilité du rouble — est au cœur du processus de changement ; pour d'autres, elle n'est considérée que comme une simple mesure d'accompagnement. La population soviétique semble très partagée sur l'évolution souhaitable de l'URSS. Selon un sondage récent des Nouvelles de Moscou, 54 % des personnes interrogées souhaitent aller vers l'économie de marché à l'occidentale, 46 % y seraient hostiles. Les nationalismes ne peuvent qu'en bénéficier. La démarche officielle repose sur un programme d'action en trois temps : assainissement de l'économie (1989-1990), élaboration des réformes (1990-1993), puis passage à l'« économie socialiste de marché » à partir de 1993.

Lundi 16 avril 1990

Mise au point de la proposition conjointe de François Mitterrand et Helmut Kohl sur le passage à l'Union politique. Ils proposent aux Douze d'accélérer la construction politique européenne, et, pour cela, de définir et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, de lancer une conférence intergouvernementale sur l'Union politique parallèlement à celle sur l'Union économique et monétaire. Les réformes fondamentales dont elles décideraient entreraient en vigueur le 1er janvier 1993.

Mardi 17 avril 1990

Gorbatchev s'énerve. Il menace de décréter le blocus économique de la Lituanie.

François Mitterrand : Tout cela peut mal tourner : la violence est là. Gorbatchev ne décide plus. Je crains qu'il ne soit déjà dépassé par des militaires qui veulent le pousser à la faute pour qu'il démissionne.

Mercredi 18 avril 1990

François Mitterrand refuse un projet de lettre à Shamir sur le problème des Juifs d'URSS. Il biffe un paragraphe maladroit qui, sous prétexte de permettre leur départ vers Israël, viserait à introduire une clause permettant aux Soviétiques d'interdire leur départ s'ils veulent s'installer dans les Territoires occupés : Ce n'est pas aux Soviétiques d'en décider, mais à Shamir de faire en sorte de ne pas les installer dans les Territoires occupés.

Blocus de la Lituanie par l'URSS, au moins sur le pétrole.

Jeudi 19 avril 1990

Le blocus de la Lituanie se généralise.

Comme prévu, la proposition de François Mitterrand et Helmut Kohl est adressée aux Douze.

En RDA, Lothar de Maizière demande l'introduction du Deutsche Mark au taux de « un pour un ». Tout va maintenant aller très vite.

J'apprends que les ministres des Finances américain, japonais et anglais ont négocié un accord prévoyant que la BERD serait installée à Londres, que j'en serais président, mais avec un numéro deux américain pour diriger les opérations de la Banque. Ligoté dès le début ? Pas question !

Dans l'avion qui l'amène à Key Largo, où l'attend le Président Bush, François Mitterrand me dit : J'étais contre l'amnistie. Mauroy, Rocard, Joxe ont été pour. Rocard se trompe s'il croit que son intérêt est de gagner les législatives, car, en 1993, je pourrais choisir quelqu'un d'autre comme Premier ministre et en faire un présidentiable contre lui. Un peu plus tard, il évoque la durée du mandat présidentiel : Le meilleur système, c'est sept ans non renouvelables, et pas deux fois cinq ans.

Arrivée à Key Largo, réserve de multi-millionnaires aspergée hier encore d'insecticide par des avions de l'US Air Force pour que les Présidents ne soient pas dévorés par les moustiques. Reçu dans une villa pharaonique d'un ami personnel du Président américain.

George Bush parle d'abord des dirigeants chinois, dont il est le meilleur expert à Washington : J'ai entendu Mao Zedong me dire (il était très difficile à comprendre : quatre femmes, dont sa nièce, servaient d'interprètes) : « Quand je mourrai, j'irai voir Marx ! »

François Mitterrand raconte que Mme Liu Shaoqi, à un dîner à l'ambassade de France, a lâché devant Deng Xiaoping : Je sors des prisons fascistes.

Puis la conversation passe aux choses sérieuses :

George Bush: Je voudrais votre avis sur la sécurité en Europe.

François Mitterrand: Commençons par le problème allemand. Ma position est la suivante. Premièrement : l'unité de l'Allemagne concerne le peuple allemand ; nous n'avons pas à intervenir dès lors que les conditions sont remplies. Deuxièmement : les conséquences de l'unité allemande concernent aussi tous les Quatre, et le premier problème est celui des frontières.

George Bush: Kohl m'a dit que les frontières seront certifiées par un traité après la réunification. Il est de l'intérêt de la stabilité en Europe et de la sécurité des États-Unis que nous restions en Europe. Beaucoup, ici, pensent qu'il faut que les troupes américaines partent. Ce n'est pas un sentiment majoritaire, mais il se développe. Mais comment rester ? Nous ne voulons pas entrer dans la Communauté européenne. Nous voulons que la CSCE soit un lieu de renforcement de la sécurité. Je veux voir accorder un rôle politique accru à l'OTAN; c'est pour nous un moyen de rester en Europe. Vous voyez ce que cela veut dire, par exemple, sur les problèmes de vérification du désarmement conventionnel : nous souhaitons une concertation au sein de l'OTAN, entre Alliés, avant toute conversation avec les Soviétiques dans le cadre de la CSCE. Nous comprenons et respectons bien entendu la position particulière de la France.

Vous qui êtes historien, comment voyez-vous la stabilité du continent ? Je ne suis pas encore très au clair là-dessus. Je suis sûr que je puis convaincre Gorbatchev que la présence américaine est bonne pour l'Europe. Nous ne voulons pas être des mercenaires en Europe ; ce serait inacceptable. Si nous ne sommes pas voulus, désirés en RFA, nous partirons dans la minute. Les troupes soviétiques, elles, ne sont pas voulues et partiront. Je comprends que les Polonais aient une vision différente, au moins pour ce qui est des délais. Toutes les démocraties en Europe souhaitent la présence américaine comme un facteur de stabilité. Je pense donc qu'un rôle politique accru de l'OTAN est indispensable.

François Mitterrand: Accru de quelle façon ?

George Bush: L'OTAN a été conçue pour contrer l'invasion soviétique. Aujourd'hui, le monde communiste est instable et la situation demeure imprévisible. Avec tous ces nouveaux États, les problèmes de l'Europe sont très différents de ce qu'ils étaient lors de la création de l'OTAN. Il faut donc une organisation souple pour s'occuper de ces problèmes. L'URSS aura des difficultés à préserver son unité, et les problèmes de l'Europe de l'Est ne sont pas potentiellement terminés. L'OTAN doit être une organisation active qui étudie les problèmes de sécurité de l'Europe, pas seulement ceux de la défense, mais les problèmes d'instabilité. Ce qui est certain, c'est qu'une Union soviétique politiquement faible et militairement forte n'est pas rassurante. Nous n'en sommes pas encore au moment où le désarmement serait terminé et où un nouvel équilibre en Europe serait créé. Le problème de la présence américaine en Europe ne se pose donc pas encore. Mais les Américains ont leur mot à dire sur l'équilibre européen. On ne peut pas leur demander de garantir la paix sans être présents.

Concernant la Lituanie, vous dites qu'elle n'a été indépendante que vingt ans en sept siècles... Si l'URSS coupait l'eau ou le gaz à la Lituanie, que ferions-nous ? Nous serions en situation difficile ! Hier, Chevardnadze a répété au téléphone à Baker que la force ne serait pas utilisée. Il a dit: « Jugez-nous sur nos actes, par sur nos paroles ! » S'ils coupent le gaz, je devrai prendre des sanctions économiques ; on me demandera d'annuler le sommet avec Gorbatchev et de suspendre les négociations de désarmement. Nous prendrons quelque sanction sur la clause de la nation la plus favorisée. Je vous consulterai, sans être sûr d'arriver à une position commune avec tous. Une suggestion serait que les Lituaniens cessent de revendiquer leur indépendance et négocient avec l'URSS. Ce serait bien, et nous placerait hors du débat. Qu'en pensez-vous ?

François Mitterrand: Nous ne pouvons demander aux Lituaniens de ne pas demander leur indépendance pour nous faire plaisir ! Notre intérêt évident est de voir Gorbatchev conserver le pouvoir. Les événements, jusqu'ici, ont été fâcheux pour lui. Il n'a pas eu le temps de réviser assez vite la Constitution soviétique pour rendre possible l'indépendance lituanienne. Il veut que ce soit le résultat de la loi soviétique. Il ne veut pas violer la Constitution, car cet exemple serait promptement suivi par d'autres, et son pouvoir n'y résisterait pas. Qui résisterait, d'ailleurs, si cela arrivait en France ou aux États-Unis ?

Il faut négocier avec lui, le temps qu'il introduise les changements dans sa Constitution, ce qui est en cours.

George Bush: Les Lituaniens ne sont pas aussi sages qu'ils le devraient.

François Mitterrand: Gorbatchev a hérité d'un empire. Le jour où l'Ukraine bougera, l'URSS cessera d'exister. Gorbatchev hérite de la situation laissée par Lénine et Staline. Lénine aurait accepté l'indépendance de la Lituanie ; Gorbatchev peut l'accepter.

George Bush: Les Lituaniens demandent-ils une reconnaissance formelle ?

François Mitterrand: Non. Ce serait de la provocation. D'ailleurs, je ne nommerai pas un ambassadeur à Vilnius. Je comprends Gorbatchev. Si on me réclamait l'Alsace ou le pays Basque, je ne pourrais dire oui !

George Bush: Il y a ici des gens qui voudraient — ce qui m'ennuie — que la Lituanie soit indépendante et que les militaires soviétiques s'en retirent ! Mais les militaires peuvent dire à Gorbatchev — je pense à Iakovlev et à Akromeïev: « Enough is enough ! » Ils peuvent imposer leurs vues à Gorbatchev.

François Mitterrand: Votre intérêt, comme le mien, c'est que les mesures de transition soient équilibrées. Bien qu'il n'y ait pas eu de coup d'État à Moscou, les militaires soviétiques contrôlent entièrement la Lituanie. S'ils y prenaient le pouvoir effectivement, militairement, s'ils y perpétraient un véritable coup d'État, que feriez-vous ? Vous auriez à agir contre Gorbatchev alors que vous n'agiriez pas contre les militaires soviétiques ? Car feriez-vous la guerre contre l'URSS si les militaires soviétiques y prenaient le pouvoir ? Non, évidemment pas !

George Bush: Mais que feriez-vous si vous appreniez que la Russie a coupé le gaz et le pétrole à la Lituanie ?

François Mitterrand: Je prendrais des mesures économiques, et rien d'autre.

George Bush: Beaucoup de têtes brûlées me demanderont d'agir, d'envoyer un tanker en Lituanie. Landsbergis est un artiste, pas un homme politique.

On passe à table. Le Président réexpose ce qu'il avait expliqué en juin 1987 à Venise, contre la stratégie de la riposte graduée. C'est une discussion entre alliés, entre amis.

Puis George Bush revient la charge, visiblement obsédé par cette question : Que se passerait-il si les Norvégiens envoyaient un tanker ravitailler les Lituaniens et si ce tanker était coulé par les Russes ? L'Histoire est façonnée par des incidents de ce genre.

J'imagine les scénarios préparés en détail par le Pentagone, les manœuvres, les alertes de l'OTAN qui se dissimulent derrière cette remarque. On convient d'essayer de prendre une initiative en vue de convaincre les Lituaniens de retirer leur déclaration unilatérale d'indépendance et de négocier avec les Russes. La France la prendra à la fois en son nom et au nom des Américains : grande première.

George Bush parle de la concertation nécessaire au sein de l'OTAN sur la prolifération. Il cite les exportations d'armements en Asie, en Afrique, en Amérique latine. La prolifération échappait jusqu'ici à la compétence de l'OTAN, mais il a l'air de la redouter en Europe même. Craint-il la détention de la bombe par l'Allemagne ? En tout cas, il souhaite mettre la main sur nos ventes d'armes!

François Mitterrand: Parlons de l'OTAN. Cette organisation exerce une compétence normale sur tous les problèmes de la sécurité européenne ainsi que sur tous les problèmes qui affectent l'équilibre européen. Il faut développer les rencontres entre responsables de l'OTAN et celles entre dirigeants de la CEE et des États-Unis. La CEE n'est pas une organisation compétente pour la sécurité. La présence militaire américaine reste indispensable : il existe un risque qu'il n'y ait pas, en face, de changements en profondeur; M. Gorbatchev n'a pas encore fait la moitié du chemin. La CSCE est un lieu de réunion très important. Il n'y a pas d'inconvénient à ce que les affaires débattues à la CSCE fassent l'objet d'une consultation entre les pays de l'OTAN. Il est sage de tenir le Sommet de la CSCE à la date espérée. Rien n'empêche qu'une réunion de l'OTAN se déroule auparavant. D'ailleurs, le concept de Confédération européenne est un concept pour l'avenir lointain. Les pays libérés du communisme ne sont rien du tout. Ils viennent à nous en mendiants. C'est très mauvais. Il faut un lieu où ces pays seront reçus avec le respect dû à leur souveraineté et à leur dignité. C'est capital. Le jour où ils seront définitivement démocratiques, il y aura ce lieu de rencontre : la Confédération. On trouvera des sujets à discuter. Ainsi, ils ne seront plus contraints de faire n'importe quoi pour rompre leur solitude : on voit déjà que les Polonais demandent aux Russes de rester !

L'Union européenne des Douze devrait avoir un contrat avec les États-Unis. Les autres pays d'Europe non plus ne demandent pas mieux que d'être garantis, y compris par les États-Unis. Il n'est pas question de substituer la Confédération européenne à la CEE. La CEE se renforcera, elle se renforce déjà dans l'immédiat. Je me suis mis d'accord avec M. Kohl sur une proposition concernant le passage de l'Union économique et monétaire à l'Union politique, qui est déposée aujourd'hui même à Dublin. Certains pensent que j'ai imaginé la Confédération européenne pour écarter les États-Unis. C'est une autre stupidité ! Les Européens ont besoin de se sentir européens. Mais aucun des dangers qui ont conduit à la création de l'Alliance atlantique n'est écarté. Et, même s'ils l'étaient un jour, nous appartenons au même monde et nous avons les mêmes valeurs. Il faut des contacts institutionnels entre la CEE et les États-Unis, entre la future Europe et les États-Unis ; des traités, des accords.

L'Allemagne unie doit rester dans l'OTAN, et les États-Unis doivent être inclus dans toutes les discussions politiques dès lors qu'elles ont trait à la sécurité. Il n'est pas question de changer le statut de l'OTAN. Nous ne réintégrerons pas le commandement intégré. Le Pacte atlantique a un champ d'application géographique. Tenons-nous-en là. Donnons-nous les moyens de délibérer entre nous dans l'Alliance chaque fois que l'avenir de l'Europe et son équilibre sont en cause.

Vous êtes réticents sur la CSCE. Nous ne sommes pas des rêveurs : ce n'est pas une entité politique. Il peut d'ailleurs y avoir une tentation, chez les Allemands, de donner à la CSCE un contenu différent. L'Allemagne, au demeurant, pose quelques problèmes graves. Soyons très attentifs à son opinion. Les sondages montrent que la majorité des Allemands est contre l'OTAN. Il y a là un terrain pour la démagogie. On peut imaginer des élections futures sur un thème d'hostilité à la présence militaire et nucléaire étrangère. Nous devons y être attentifs.

Pour ce qui est de l'OTAN, il n'y aura pas de problèmes si vous acceptez notre spécificité. Celle-ci est liée au nucléaire. L'emploi de l'arme nucléaire, c'est le risque de la destruction totale de la France. Cette décision ne peut dépendre que du seul chef de l'État français. En même temps, nous sommes totalement solidaires de nos alliés. Au Sommet des Sept, à Venise, j'avais expliqué mes objections à la stratégie de la réponse graduée. C'était une discussion amicale à l'intérieur de notre club. Je n'ai pas changé d'idée.

George Bush: En vue de soutenir la présence américaine, l'OTAN devrait voir son rôle accru, notamment en ce qui concerne sa dimension

politique. Nous pouvons en parler lors du Sommet de l'Alliance. Je pense à la vérification du désarmement, à des thèmes comme la prolifération. Aux États-Unis, il y aura une tendance à se désengager. Nous comprenons que les Européens aient besoin d'un endroit pour parler entre eux, mais il faut en même temps élargir le rôle de l'Alliance. En ce qui concerne l'Allemagne, je pense que nous pourrons convaincre les Soviétiques qu'elle doit être dans l'OTAN.

Vendredi 20 avril 1990

De retour à Paris, je trouve à mon courrier une lettre d'Érik Arnoult, ami de toujours, compagnon des jours difficiles, merveilleux écrivain devenu conseiller auprès du ministre des Affaires étrangères, qui propose un aggiornamento de notre politique africaine : Il n'est, bien sûr, pas question de remettre en cause notre fidélité envers l'Afrique, même si le redéploiement de notre aide vers d'autres régions du monde est une revendication qui monte : la fidélité implique certaines obligations de résultat. Mais je suis convaincu qu'il nous faudra bien, un jour ou l'autre, créer, sous double tutelle Affaires étrangères-Finances, une agence unifiant nos outils de coopération avec l'ensemble du Sud. Mais une telle réforme n'est pas d'actualité. Le Président s'y opposerait.

Concentrons-nous d'abord sur les questions de fond. Étant donné ses responsabilités, la France ne peut rester plus longtemps silencieuse. Quant au bilan catastrophique de « notre » Afrique (et donc de notre action), à part l'île Maurice, échec complet pour les trente-quatre autres pays dits du « champ », même les mieux dotés par la nature (Cameroun, Gabon, Zaïre). Les autres pays africains non francophones (Ghana, Kenya, Zimbabwe) vont mieux. Pourquoi ? De plus, les besoins en aide budgétaire dépasseront cette année, et de loin, nos capacités. Cet échec et ce silence sont déjà mis au débit du Président : depuis 1981, l'aide a beaucoup augmenté, mais pour quel résultat ? Pour enrichir qui ? Ne fallait-il pas d'abord modifier les méthodes ? Nous risquons, si nous continuons sans rien changer, de rompre durablement avec l'Afrique de demain, celle des générations montantes.

Dans cette perspective, quatre types de signaux paraissent urgents et nécessaires. Signaux envers les Africains, d'abord, et aussi envers les différentes composantes de l'opinion française. L'annonce d'un plan d'appui à la mise en place concrète de la démocratie serait bienvenue. Un tel plan pourrait être proposé aux pays intéressés. Il n'y a pas que l'Est qu'il faut aider dans son invention de la liberté... La France doit lancer un message clair à la jeunesse africaine : « Nous croyons en vous, nous investissons en conséquence. » Là encore, il est nécessaire de dresser le bilan de notre effort de formation, et donner, par exemple, un nouvel essor à notre politique de bourses (en le faisant savoir). Nous ne pouvons continuer plus longtemps à lutter ouvertement contre les oppositions aux régimes en place et à expulser les opposants dès leurs premières déclarations... Tout le monde sait qu'en Afrique, aujourd'hui, la corruption et le gaspillage obèrent les chances de développement. Les élites africaines ne jouent presque jamais le rôle majeur qui devrait être le leur. Dans ces conditions, il faut envoyer trois messages : choisir un cas flagrant de corruption, en accord avec un pays africain, laisser passer la justice et le faire savoir; refuser une demande africaine particulièrement inutile (Mystère 50...), et le faire savoir; dire à nos partenaires africains que l'aide publique peut aider à la mise en place des infrastructures, mais que le développement implique nécessairement des investissements privés des Africains eux-mêmes : « Qu'avez-vous investi, vous, monsieur le Président, et vous, monsieur le Ministre, dans votre propre pays ? » La France se dirait prête à aider les États africains à lutter efficacement contre la fuite des capitaux (missions de douane, aménagement de la zone franc). Mais la seule façon de relancer les investissements privés, c'est, bien sûr, de retrouver des conditions acceptables d'efficacité économique.

Nous n'avons plus le temps ni les moyens de nous accrocher à des symboles, même estimables. Ainsi, pour les matières premières, il faut au plus vite passer d'une approche de rente à une approche de filière. C'est le seul moyen de défendre la part de l'Afrique sur les marchés mondiaux. Pour la zone franc, il faut la considérer non comme un grillage autour d'une chasse gardée, mais comme un véritable outil de développement industriel. Pour la COFACE, il faut en finir avec le cercle vicieux : projet non viable-bakchichs-cessation de paiements/remboursement par la COFACE.

L'accent principal doit être mis sur l'essentiel: les conditions d'une relance de l'investissement privé, seul moteur du développement. Pourquoi ne pas organiser, en marge de la rencontre franco-africaine de La Baule, en juin prochain, un colloque réunissant les investisseurs potentiels sur le continent noir : qu'ils expliquent franchement les raisons de leur méfiance ? La solidarité n'est pas seulement un noble sentiment. C'est aussi un paravent bien utile pour cacher l'inavouable, l'échec sans excuses, les trafics sans morale.

Il n'y a pas qu'une seule Afrique. Le Mali n'a rien à voir avec le Zaïre. Le premier doit et devra sans doute toujours être aidé. Le second, géré normalement, devrait se développer lui-même et atteindre vite un niveau satisfaisant de prospérité. L'Afrique est trop petite : en termes de marché, le continent tout entier ne représente pas même un pays moyen d'Europe. Les pays africains doivent s'unir pour atteindre la taille critique. Cette intégration régionale doit être une priorité, et même une condition de l'aide.

Un « discours de Phnom Penh » est nécessaire aujourd'hui sur l'Afrique. On attend du Président qu'il soit le Gorbatchev d'avant la Lituanie de ce continent. Autrement, il sera jugé coresponsable de l'effondrement actuel. La réunion de La Baule, étant donné son caractère « festif », n'est pas le bon cadre pour un tel discours. Et l'image d'un Président français entouré de responsables africains très contestés sera, de toute manière, difficile à défendre; d'autant plus difficile que certains de ces responsables devront quitter le pouvoir dans un avenir proche et que, durant leur présence à La Baule, les troubles pourraient s'aggraver dans leurs pays ! Il me paraît donc nécessaire que le Président prenne date et parle sur l'Afrique avant La Baule.

Je trouve cette lettre formidable. Je la passe au Président, avec ce mot : Cette lettre caustique et franche d'Érik Arnoult me paraît très exactement poser un problème majeur et propose un choix que je trouve très fondé. Il n'y aurait que des avantages à dire cela avant que l'Histoire ne l'impose.

Le Président me la renvoie. Il y a trouvé beaucoup de bonnes idées, mais, selon lui, on ne peut se substituer aux peuples africains pour ce qui les concerne. Il nie que la France expulse les opposants à la moindre déclaration qu'ils font : elle ne fait qu'observer une pratique en vigueur dans tous les pays du monde. Bref, il n'est pas vraiment enthousiaste. J'en tire la conclusion qu'on peut malgré tout lui préparer un discours allant dans ce sens. Mais je ne vois pas d'occasion avant La Baule.

Manifestation massive d'intégristes à Alger. Parmi les causes, le montant de la dette, la corruption, la bureaucratie.

Le Parlement de Prague adopte le nouveau nom de l'État : République fédérative tchèque et slovaque. Une partition s'annonce peut-être, conséquence inéluctable de la fin de l'empire.

Samedi 21 avril 1990

La proposition d'union politique d'Helmut Kohl et de François Mitterrand est examinée par les Douze ministres des Affaires étrangères. Elle peut passer.

A la suite de la rencontre de Key Largo, comme convenu avec George Bush, Roland Dumas convoque le représentant officiel de la Lituanie à

Paris, M. Backis, pour qu'il fasse passer à Vilnius un message de modération et de dialogue, et pour obtenir que, par une déclaration publique, M. Landsbergis « mette entre parenthèse » les décisions consécutives à la déclaration d'indépendance ; ce geste, dit Roland Dumas, est attendu par Moscou pour que des négociations puissent s'ouvrir sur le présent et sur l'avenir. Il fait prévenir Chevardnadze de cette démarche effectuée, comme le souhaitait Baker, au nom des États-Unis et de la France.

Dans la soirée, la réaction du représentant lituanien est étonnamment positive. Le message de Roland Dumas est accueilli à Vilnius avec une joie profonde par le Président Landsbergis qui a dit être prêt à procéder au gel total de toutes les lois, sans aucune exception, intervenues depuis le 12 mars, c'est-à-dire depuis le lendemain de la déclaration d'indépendance. Ceci donnerait lieu à une déclaration publique, lundi soir ou plus probablement mardi matin, dès le retour du Premier ministre, en visite à l'étranger. Cette déclaration ne serait assortie d'aucune condition pour l'ouverture de négociations. Tout en insistant sur l'absence de conditions, M. Backis ajoute que les autorités de Vilnius espèrent de Moscou, avec l'ouverture de négociations, deux gestes : le premier en faveur des jeunes recrues (différer leur enrôlement dans l'Armée rouge, prévu pour fin avril, ou au moins les maintenir sur le sol lituanien) ; le second pour assurer une vie « normale » aux Lituaniens (sous-entendu : fin ou adoucissement du blocus). Il fait également part du souhait de ses autorités que les négociations puissent s'ouvrir à Paris, sans exclure toutefois qu'elles puissent avoir lieu à Moscou, si les Soviétiques insistent. Étrange revirement de nationalistes moins exaltés qu'on aurait pu le croire.

Dimanche 22 avril 1990

Réunion à Bruxelles des douze ministres des Finances. Les Britanniques avancent mon nom pour la présidence de la BERD, et Londres pour le siège. Refus brutal des Hollandais. Embarras des Allemands, déjà engagés sur le nom d'Onno Rudding.

Premières élections libres en Croatie depuis 1945. Triomphe de Franjo Tudjman.

Le Chancelier Kohl décide de la date de l'union monétaire entre les deux Allemagnes : le 1er juillet. La parité de l'échange sera de 1 Deutsche Mark pour 1 mark de l'Est pour les salaires, les retraites et une partie de l'épargne.

Lundi 23 avril 1990

Vadim Zagladine me téléphone : Nous allons devenir une grande puissance économique. Dans vingt ans, le rouble sera convertible. La réforme chez nous ira vite. Les États-Unis ne sont pas pour vous une protection contre le militarisme allemand. Au contraire ! Pour maintenir leur présence en Allemagne, les Américains sont prêts à tout céder aux Allemands, y compris l'arme nucléaire. Nous acceptons l'UEO comme structure de défense de l'Europe à la place de l'OTAN. Le vrai problème de l'Europe, c'est l'Allemagne.

Li Peng est en visite officielle à Moscou : la première d'un chef de gouvernement chinois depuis 1964.

Le Président convoque Michel Rocard dans son bureau pour revoir avec lui le discours que le Premier ministre doit prononcer au Parlement sur le projet de réforme constitutionnelle étendant le champ du contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception. Il me dit avant de le recevoir : Rocard s'avance sur le mandat à cinq ans ; c'est un peu cousu de fil blanc ! Le Premier ministre évoque en effet dans son projet l'idée du mandat de cinq ans, qui n'est cependant pas prévu dans la réforme constitutionnelle en cours de discussion. Il a demandé à venir avec Guy Carcassonne. Le Président demande donc à Jean-Louis Bianco d'être présent. Il se montre très gentil avec Rocard : Votre discours est très bon sur la forme, mais, sur le fond, le mandat de cinq ans... On va dire : « Rocard est trop pressé... »

Michel Rocard répond : Mais jamais... Je raye tout de suite ! Et il supprime.

Le Président: Je n'ai pas l'intention de soumettre à référendum cette réforme-là, mais je n'exclus pas de présenter un jour au référendum un ensemble de réformes constitutionnelles. Introduire le quinquennat maintenant serait de la folie. Cela déchaînerait une vague d'ambitions. Il n'y a pas de rétroactivité des lois, mais, moralement, je serais obligé de me l'appliquer à moi-même. Or j'ai bien l'intention de terminer mon septennat. En revanche, un référendum sur le sujet, en 1992 ou 1993, n'est pas exclu.

Michel Rocard prétend n'avoir mis cette réduction du mandat que parce que la Lettre aux Français la proposait formellement. Il envisageait là-dessus un simple débat, en septembre, après la révision voulue par le Président. Sans compter, m'explique-t-il en souriant, que, contrairement à ce que pense François Mitterrand, si une telle réforme venait à être votée, elle s'appliquerait constitutionnellement à lui-même.

Mardi 24 avril 1990

L'opposition, qui n'était pas hostile au départ à la réforme constitutionnelle, a annoncé qu'elle ne soutiendrait pas le projet. Du coup, pour tenter de se la concilier, le Premier ministre a promis, hier soir, d'ouvrir, lors de la session d'automne, un débat sur les institutions, débat qui n'était pas du tout prévu. François Mitterrand est furieux : Encore ? Il recommence!

George Bush, qui avait envisagé à Key West de prendre des mesures appropriées contre Moscou, téléphone à François Mitterrand pour lui annoncer qu'il a décidé de ne pas riposter au blocus de la Lituanie, afin de ne pas déstabiliser Mikhaïl Gorbatchev et de maintenir de bonnes relations avec l'URSS.

François Mitterrand baisse dans les sondages. Il pense que cela n'a rien à voir avec sa politique étrangère. Il y voit la conséquence de l'amnistie, de l'affaire Nucci et du Congrès de Rennes. Il pense qu'il faut laisser passer un peu de temps, et reprendre l'initiative en politique extérieure. Le Président me demande de préparer une lettre au Premier ministre sur la réforme de l'Université et sur les progrès possibles dans les domaines social et fiscal.

Il est d'ores et déjà entendu que Pierre Bérégovoy proposera la taxation des plus-values mobilières à long terme des entreprises (compensée par la baisse d'un point de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis). Les droits de mutation sur les logements les moins coûteux seront allégés. Pour aller plus loin, on pourrait réduire significativement les cotisations sociales des bas revenus (supprimer un point de cotisations sociales jusqu'à 5 000 francs de revenus par mois coûterait 11 milliards de francs). C'est d'autant plus nécessaire qu'on va créer, au 1er juillet, une contribution sociale de 1 %. Pierre Bérégovoy demande deux mois pour y réfléchir.

Les États-Unis ont obtenu la libération avant-hier d'un de leurs otages au Liban, William Polhill. Selon un schéma désormais bien établi, ils ont réussi à convaincre le protecteur des ravisseurs, en l'occurrence l'Iran, et assurent que ce geste procède du désir de Téhéran d'améliorer les relations entre les deux pays, et non d'un quelconque marché. Mais l'administration américaine ne souhaite pas donner l'impression à l'Iran et à ses protégés libanais que la libération d'un seul otage suffira à améliorer les relations entre Washington et Téhéran. George Bush a donc été particulièrement mesuré dans l'expression de sa satisfaction : il reconnaît la contribution de la Syrie, qui a joué un rôle actif dans la libération, mais il n'en fait pas autant pour l'Iran ; il se contente de déclarer qu'il a de la reconnaissance pour tous ceux qui ont contribué à la libération ; si c'est le cas de l'Iran, je lui en serai reconnaissant.

Deux premières leçons peuvent être tirées de la libération de M. Polhill : la Syrie est parvenue à faire accréditer dans l'opinion l'efficacité de sa médiation, avec l'assentiment tacite des Américains ; les manœuvres en vue d'un rapprochement entre l'Iran et les États-Unis ont commencé. Elles

seront longues et compliquées.

Mercredi 25 avril 1990

Au Conseil des ministres, le Président intervient sur la question des urgences à l'hôpital : C'est en 1976 qu'a été créé le « 15 » pour les urgences. Actuellement, moins de la moitié des départements l'ont. Cela coupe les bras!

Pierre Joxe : Il faut dire aux préfets qu'il faut obtenir vite des résultats.

Le Président: Cela me paraît une excellente méthode, mais un peu tardive...

Puis il réplique en souriant à Roland Dumas, qui commente des sondages montrant que les Français sont très favorables à la construction européenne : Alors, vous, vous croyez aux sondages ?

Après le Conseil, le Président réunit Jean Poperen, Pierre Arpaillange et Michel Rocard pour refaire le point sur le débat au Parlement autour du projet de réforme constitutionnelle.

Jean Poperen : Le texte peut passer si on accepte certains amendements.

Le Président : Pas beaucoup. On ne peut pas faire des lois de circonstance. L'opposition n'avait jamais mis en cause le Conseil constitutionnel lorsque, pendant longtemps, il s'était comporté de manière honteuse. Maintenant qu'il a conquis son autorité, elle veut le remettre en cause ! Il ne faut accepter que les amendements sur le sujet en question (c'est-à-dire la saisine).

François Mitterrand confie ensuite à Bianco et à moi-même : Le débat sur les institutions que Rocard a accepté à l'Assemblée ne me plaît pas. Je comprends bien que cela l'aide à sortir d'une difficulté pour faire voter ce texte, mais il ne faut pas que l'Assemblée se transforme en Assemblée constituante!

Cet après-midi, au cours d'une tournée des librairies, le Président exhale encore sa mauvaise humeur : J'entends bien la rumeur, la rengaine des gens pressés : dix ans, c'est beaucoup; personne n'y est jamais arrivé ; « il » ne pèse plus sur rien ; même son parti ne l'écoute plus... Il y a ceux qui disent que je suis vieux; ceux qui se demandent comment on va m'enterrer; ceux qui pensent que je suis déjà mort... Mais, en fait, je suis en pleine forme, et je vais m'attacher une fois de plus à les décevoir !

Début du Sommet franco-allemand, à la veille du Sommet européen de Dublin, consacré essentiellement à la coopération militaire. Dans son entretien en tête à tête avec le Président, le Chancelier fait pour la première fois un vibrant éloge de la Confédération et juge nécessaire de prendre des initiatives ensemble. Le Chancelier voudrait que le Président lui écrive une lettre sur l'usage de l'arme préstratégique française, disant que son utilisation en RFA serait décidée en commun par l'un et l'autre. Le Président lui répond qu'une telle lettre, même tenue confidentielle, serait bizarre dans la conjoncture politique actuelle.

Hehnut Kohl lui raconte alors un attentat perpétré contre lui, mais demeuré secret, qui a eu lieu il y a quatre ans à Hambourg. Un jeune homme l'a abordé dans la foule : J'ai vu ses yeux fous, je lui ai donné un coup de pied dans le ventre, et j'ai aperçu son couteau...

Puis le Chancelier aborde les questions de fond : Les troupes soviétiques auront des problèmes en RDA. Encore heureux quand ils trouvent des produits ; ils sont en situation de pénurie. Cela est arrivé en Hongrie où les troupes soviétiques ont entretenu un marché noir, il y a eu des déserteurs, etc. La présence française, anglaise et américaine en Allemagne ne pose pas de vrai problème pour nous. Il y a un problème particulier avec les troupes américaines, qui vivent en ghetto pour des raisons financières. Les Américains sont psychologiquement très maladroits au cours des manœuvres. Il y a aussi certains problèmes avec les troupes anglaises qui continuent à avoir une attitude d'occupants et n'ont aucun contact avec la population. Mais c'est une armée professionnelle très disciplinée. Les Américains n'ont plus que soixante-dix-huit mille hommes en Europe, dont quarante mille en RFA, au lieu de deux cent quatre-vingt mille auparavant.

François Mitterrand : Je suis très sensible à cela. Dès que vous le voudrez, vous m'en reparlerez. Je ne veux pas de troupes d'occupation. Parlons-en dès que vous aurez le moindre signe négatif. Nous sommes venus à la fin de la guerre, puis comme garantie d'équilibre avec les Soviétiques. Aujourd'hui, cela ne correspond plus à grand-chose si le désarmement est conclu.

Helmut Kohl: C'est un point très important.

Kohl accepte un traité international confirmant la frontière Oder-Neisse dans le cadre du « 4 + 2 ». Il propose une initiative conjointe envers les Lituaniens pour les inciter à la pondération. Le Chancelier et le Président adresseront une lettre commune à Vitautas Landsbergis, lui demandant de suspendre pendant un temps les effets de la déclaration d'indépendance, pour faciliter l'ouverture de pourparlers avec Moscou.

Commentaire de François Mitterrand après la rencontre : La tension a été utile. Le fleuve rentre dans son lit.

Jeudi 26 avril 1990

Le Président et le Chancelier président la troisième réunion du Conseil franco-allemand de Défense et de Sécurité, créé en 1988. Depuis la précédente session du Conseil, le 3 novembre dernier, tout l'ordre européen a été bouleversé. La France et la République fédérale d'Allemagne réaffirment leur volonté de tout mettre en œuvre pour conclure un accord sur les forces conventionnelles en Europe à l'automne 1990. Tous deux prennent la parole pour résumer leurs échanges devant les ministres.

Helmut Kohl: L'Allemagne unifiée doit appartenir à l'OTAN, c'est pour nous une question existentielle. A l'exception des Verts, tous les partis allemands en sont d'accord. Quant au rôle politique de l'OTAN, nous sommes d'accord avec vous. Nous n'accepterons pas la singularisation de l'Alliance. Pendant une période limitée, il y aura des troupes soviétiques sur notre territoire. Mais cela créera plus de difficultés à l'Union soviétique qu'à nous-mêmes. Car les Soviétiques devront s'adapter à la nouvelle situation économique en Allemagne. Il faut compter aussi avec la démoralisation des troupes soviétiques. Je ne suis pas prêt à admettre que, si les troupes soviétiques s'en vont, les troupes alliées doivent elles aussi partir. Les troupes françaises ne nous posent aucun problème. Elles sont stationnées le long du Rhin et au sud-ouest de la République fédérale et sont bien intégrées dans la population. D'ailleurs, il n'y a pas de différence de mentalité entre les deux rives. En revanche, les Américains ont une manière de vivre un peu comme dans des ghettos, ce qui pose beaucoup de questions au niveau local. Je redis que les soldats français sont les bienvenus chez nous. Pour ce qui est de la date du Sommet atlantique, il ne faut pas en faire un dogme, mais plutôt choisir la date la meilleure. Nous y verrons plus clair après le Sommet soviéto-américain ; je reste très ouvert. Le point décisif pour moi est que les négociations à « 2 + 4 » ne doivent pas traiter de sujets qui appartiennent à l'ordre du jour de l'OTAN. Sinon, cela créera de la méfiance, notamment chez tous ceux qui ne sont pas membres du « 2 + 4 ». Moins nous traiterons de questions dans le cadre des « 2 + 4 », mieux cela vaudra. Il n'y faut pas traiter de questions allemandes autres que celles qui touchent à l'unification.

François Mitterrand: Je souhaite que les troupes françaises soient considérées non pas comme des troupes d'occupation, mais bien, en raison de notre alliance, comme des troupes d'appui aux Allemands. Nous ne souhaitons pas rester au-delà de ce qui sera le désir allemand. Il y a beaucoup de villes en France qui seraient ravies de voir revenir des unités. Le seul problème est un problème de sensibilité allemande. J'ai

demandé au chancelier Kohl que toute évolution de l'opinion allemande nous soit communiquée, car nous souhaitons être une aide, et non pas une gêne. A propos de l'avenir de l'Alliance atlantique, nous avons évoqué l'idée d'un sommet. J'en ai parlé à Key Largo avec le Président des États-Unis. Le Chancelier en a lui aussi parlé avec M. Bush. Mon sentiment est que les Américains sont très méfiants à l'égard de toute évolution qui les verrait exclus d'Europe en termes de présence militaire. Il y a là une évolution intéressante, car dans l'opinion publique, comme également pour la majorité du Sénat, la question que l'on se pose est : que fait-on là-bas ? Le Président Bush a décidé de réduire de façon importante les troupes américaines en Allemagne, et puis, maintenant, les Américains disent: nous voulons rester. Ils sont fâchés à l'idée que nous pourrions envisager un système sans leur présence physique. Nous allons en parler à Bruxelles. Les propositions Baker sont un peu vagues, et je le lui ai dit. Qu'est-ce que veut dire cette transformation de l'OTAN vers sa politisation ? Certains dissentiments sont apparus entre nous à ce sujet au cours des derniers mois, mais nous les avons maintenant dissipés. Les Américains ont parfaitement le droit de participer au nouvel équilibre européen. Ils en sont partie prenante, puisque leurs armées sont en Europe et qu'ils sont dans l'Alliance. Mais il ne faut pas dépasser l'objet de cette Alliance. Or, il y a une tendance à s'occuper de questions qui vont au-delà de l'Atlantique. Pour ce qui me concerne, je ne veux pas être co-responsable en mer de Chine, en Indonésie ou ailleurs! L'aire géographique de l'Alliance ne doit pas être modifiée.

La France entend rester fidède à son statut d'allié à part entière, mais sans faire partie du commandement intégré. La possession de l'arme atomique est destinée à empêcher la guerre. Supposons un acte de folie ou, comme on pourrait le craindre du côté soviétique, une agression par voie terrestre. Nous sommes obligés de prévoir notre défense. Le seul moyen d'équilibre, c'est l'arme atomique. Cela peut signifier la disparition physique de la France en une demi-heure. Le problème est simple : je ne peux pas laisser à un pays étranger le soin de décider à notre place de la vie ou de la mort de la France. C'es't ce qui explique notre réserve de base à l'idée de revenir dans le commandement intégré. Mais si nos alliés sont menacés, nous serons à leurs côtés avec tous nos moyens. Cela est très bien compris par M. Bush. Mais le champ de l'Alliance, lui, ne peut être modifié. En revanche, que les États-Unis veuillent être partie prenante dans l'équilibre européen en formation, je n'y vois aucun inconvénient. Ce n'est que justice. Il faut simplement veiller à ce que le terme « politique » ne soit pas ambigu. Nous pouvons débattre librement entre nous de l'équilibre européen et de ce qui pourrait compromettre notre indépendance.

Helmut Kohl: J'ai une pleine compréhension pour votre position, et même plus que de la compréhension. Je me sens bien quand Paris prend cette position. La distance entre la France et la République fédérale est très faible. C'est important pour vous. C'est important pour nous. Je n'ai besoin que d'une heure quinze pour me rendre à l'Élysée. Pour aller partout ailleurs, il me faut davantage. Je suis d'accord avec vous pour dire qu'en aucun cas il ne faut faire une politique visant à écarter les Américains. Je suis, comme vous, étonné de l'évolution des Américains en ce qui concerne leur présence en Europe. En fait, ils ont intérêt à rester. Et pas seulement pour conserver des positions militaires, mais à cause de l'unification de l'Europe. L'Europe va avoir une tout autre stature. Nous aurons trois ensemble : Japon-Corée, États-Unis-Canada et l'Europe avec son noyau communautaire, qui va évoluer vers une fédération. La prochaine décennie ne sera pas celle des Japonais, mais celle de l'Europe. Les États-Unis seraient inintelligents de ne pas en tenir compte. Il faut bien analyser tous les aspects militaires des évolutions en cours. Il y a des discussions en République fédérale à ce sujet. A mon avis, il faut rester réalistes, car, jusqu'ici, il n'y a pas de véritable désarmement conventionnel en Union soviétique. Pour quand voyez-vous le Sommet de l'Alliance ?

François Mitterrand : Je le vois vers la fin de l'année, sans autre précision. Mais je suis disponible à tout moment. Cela dit, je ne pense pas que ce soit possible avant l'été. Novembre-décembre serait bien, ou octobre.

Helmut Kohl: Cela dépendra aussi de la rapidité d'évolution du Pacte de Varsovie.

François Mitterrand : Pour en revenir au nucléaire, il faut qu'en Allemagne on se rassure : nous n'avons pas l'intention de bombarder la République fédérale, ni la RDA, la Pologne ou la Tchécoslovaquie! D'ailleurs, nous avons l'intention de ne rien bombarder du tout ! Le problème est de savoir si nous aurons un nouvel ordre européen, et qu'y faire. Personnellement, je suis antinucléaire, mais comme je constate que les Russes restent détenteurs d'armes nucléaires, je continue. Tout cela est lié à l'avenir des négociations de Vienne.

Vendredi 27 avril 1990

Comme négocié secrètement avec nous, les autorités lituaniennes acceptent officiellement un « moratoire » à la mise en œuvre de leur indépendance.

Samedi 28 avril 1990

Le Conseil européen se réunit à Dublin. Son ordre du jour porte sur le rôle et la place des Douze dans la recomposition du paysage européen. Rien de spécial. Plutôt ennuyeux. François Mitterrand souhaite aller vers un système à finalité fédérale. La Conférence intergouvernementale, qui doit élaborer les étapes 2 et 3, sera convoquée avant la fin de 1990. La première étape commencera le 1er juillet 1990. Il est décidé que la Communauté devra s'être transformée en Union politique avant le 31 décembre 1992. Une seconde Conférence intergouvernementale doit être préparée. Les Douze fixent au 1er janvier 1993 l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire. Adoption à Onze de la Charte des droits sociaux fondamentaux, avec un programme d'action ; la Grande-Bretagne y reste opposée. Le Conseil fixe les bases de l'intégration de la RDA dans la Communauté ; les adaptations nécessaires après cette intégration seront aussi peu nombreuses que possible ; elles n'affecteront pas les objectifs de la Communauté (réalisation du marché unique, notamment). La Communauté sera étroitement associée au processus d'unification de l'Allemagne. L'aide aux pays de l'Est sera étendue à la RDA, à la Tchécoslovaquie, à la Bulgarie et à la Roumanie. François Mitterrand rappelle les conditions mises par les Onze pour avaliser la réunification allemande (garantie des frontières, engagement de respecter la dénucléarisation de l'Allemagne, calendrier précis pour la conférence sur l'Union monétaire). Kohl dit oui à tout.

Approbation de principe de l'octroi à l'URSS d'un statut d'observateur au GATT. Propositions tendant à permettre la participation de ressortissants des pays de l'Est à certains programmes à vocation éducative et de formation. Établissement d'une Fondation européenne pour la formation des cadres. Approbation de la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Constitution d'un Fonds de stabilisation pour la Pologne, et prêt à la Hongrie.

Revient sur la table la question du siège de l'Assemblée européenne. Les Belges et les Anglais présentent un projet de résolution qui fixerait dès maintenant le lieu où siégeraient les organismes para-européens, dont la BERD, et renverrait à plus tard la question du maintien du Parlement à Strasbourg.

François Mitterrand : Vous me prenez pour un amateur ? Il n'est pas question d'accepter! Sur Strasbourg, la France ne cédera pas.

Les autres organisations vont donc rester dans les limbes. La BERD pourrait aussi s'y enfoncer, mais l'accord semble s'être fait sur Londres et il ne s'agit pas, heureusement, d'une institution communautaire...

Comme l'a fait George Bush, Margaret Thatcher écrit à François Mitterrand pour lui raconter sa rencontre avec le Président américain aux Bermudes. La Lituanie a été, dit-elle, au centre de leurs préoccupations. Ils sont convenus de faire le maximum pour encourager les deux parties à

trouver une solution par le dialogue. Selon elle, le gouvernement soviétique est de plus en plus pressé par les militaires de ne plus faire de nouvelles concessions, au point que, dans certains cas, il revient sur des positions déjà acquises. En même temps, Gorbatchev espère toujours parvenir à un accord sur les grands points des négociations Start. Margaret Thatcher se dit convaincue que les Soviétiques finiront par accepter l'appartenance à l'OTAN d'une Allemagne unie, et sa pleine participation à sa structure militaire intégrée.

Mardi 1er mai 1990

En prévision du Sommet de Houston, je suggère au Président de proposer à ses pairs une nouvelle initiative sur la dette, dont, avec Jean-Claude Trichet, j'ai déjà testé l'idée sur les autres sherpas : je propose que soit offert aux pays à revenu moyen s'engageant dans des programmes de redressement approuvés par les institutions internationales le choix entre la réduction de leurs dettes publiques, la réduction du service de ces dettes, et l'octroi d'argent frais assorti d'un rééchelonnement de ces dettes, seules à ne pas se trouver encore allégées.

Le blocus imposé par l'URSS le 19 avril à la Lituanie (et étendu à la Lettonie) commence à produire ses effets : les stocks d'hydrocarbures sont en voie d'épuisement, les produits de consommation se raréfient. Mais l'arme économique ne fléchit pas la volonté des populations. La constitution d'un véritable Front balte peut, au contraire, conforter la détermination des trois capitales face à Moscou. Cette situation constitue un danger considérable pour la paix mondiale. Il ne s'agit que de onze millions d'habitants, mais la crise balte peut créer un précédent qui risque de se révéler fatal à l'URSS. La Lituanie est déjà suivie dans sa revendication d'indépendance par la Lettonie et l'Estonie où la population russe est beaucoup plus nombreuse. Gorbatchev admet la sécession d'une république, déjà prévue par la Constitution soviétique, mais nous fait savoir qu'elle doit obéir à certaines règles : majorité des deux tiers et délai de cinq ans. Pour aller plus vite, il conviendrait de modifier la Constitution. Comme préalable à toute négociation, il exige donc le retour au statu quo d'avant la déclaration d'indépendance de la Lituanie, le 11 mars, et demande que l'Estonie et la Lettonie rapportent les décisions votées par leurs parlements respectifs. A Vilnius avec fermeté, à Riga et Tallin avec plus de prudence, on n'entend pas transiger sur les déclarations d'indépendance, mais on admet en privé que les textes adoptés par la suite sont tous négociables. A Moscou, Gorbatchev, hué par la foule, est obligé de quitter la tribune officielle lors du traditionnel défilé sur la place Rouge. La situation ne peut plus que se durcir.

A Bruxelles, la Commission s'opposera aux aides de la France à Renault. Édith Cresson en est furieuse et communique sa colère au Président: Pas question de laisser la Commission décider de cette affaire. C'est un sujet de souveraineté nationale. Il ne s'agit pas d'une subvention, mais d'une augmentation de capital d'une entreprise publique.

1er mai de contestations pour Gorbatchev. Des milliers de manifestants se regroupent sur la place Rouge, contre le défilé officiel.

Mercredi 2 mai 1990

Dans l'affaire de la SORMAE, neuf des trente-six inculpés sont renvoyés en correctionnelle ; les autres (dont huit élus) bénéficient d'un non-lieu ou de l'amnistie. Au Mans, à Draguignan, Dax, Toulon, Pau, des juges, en signe de protestation, dispensent de peine des condamnés pour délits véniels, refusent la détention provisoire de cambrioleurs, voire remettent des détenus en liberté. Partout les commentaires portent sur l'inégalité de la justice et l'« auto-amnistie » des députés. Tous les Français sont persuadés qu'il y a eu « blanchiment » des fraudeurs politiques ; toutes les subtilités des socialistes n'ont servi à rien.

François Mitterrand : J'enrage ! C'est la pire erreur de mon septennat. Et les juges qui font comme si, juste pour nous embêter ! Faites réagir nos amis. On ne peut laisser dire cela!

Au Sénat, des socialistes dénoncent la vague d'antiparlementarisme qui déferle, selon eux, sur le pays à cause des médias et de leur présentation tendancieuse de la loi d'amnistie.

S'ouvre à l'Assemblée la discussion sur la proposition de loi de Jean-Claude Gayssot, député communiste, visant à renforcer la répression du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie. Les socialistes l'approuvent et la soutiennent. Ce que Marie-France Stirbois, seul député du Front national, dénonce en affirmant qu'il s'agit d'une négation du droit à être français et de la volonté de dilution du peuple français dans le melting-pot cosmopolite. L'opposition tente d'empêcher le débat. Le texte est finalement voté par 307 voix contre 265.

Comment se faire voler une idée : le secrétaire d'État au Trésor, Nicholas Brady, présente au Congrès américain exactement le même plan sur la dette que celui dont Jean-Claude Trichet et moi-même avons parlé aux sherpas il y a quelques jours. Dans le même discours, il déclare que la BERD est la réponse de l'Occident aux pays de l'Est en marche vers le multipartisme et l'économie de marché ! Les Etats-Unis sont en train de récupérer ce qui aurait dû rester une institution strictement européenne. Avec les 350 millions de dollars qu'ils se borneront à verser en cinq ans, ils sont devenus les principaux actionnaires de cette banque qui pourra prêter jusqu'à 12 milliards de dollars. Un fameux hold-up ! Le vote sur le siège et la présidence de la BERD aura lieu le 19 mai ; les Américains vont faire campagne et voter pour Rudding et Londres.

Jeudi 3 mai 1990

Dans l'indifférence totale, une mesure qui, il y a moins d'un an, aurait fait les gros titres : George Bush renonce à la modernisation des fusées Lance en Europe. Ce qui veut dire, à brève échéance, la troisième option zéro pour laquelle nous nous sommes tant battus depuis trois ans !

Vendredi 4 mai 1990

La rentrée prochaine s'annonce mal dans les universités. Lionel Jospin vient en parler au Président. En termes de budget, il n'obtient pas ce qu'il veut de Michel Rocard. De même, l'effort vis-à-vis du logement social s'est effondré.

Dépôt d'une motion de censure de l'opposition à l'Assemblée sur l'application des lois d'amnistie. Le PC hésite à la voter.

Sommet franco-britannique en Grande-Bretagne, à Waddesdon Manor. Margaret Thatcher et François Mitterrand décident de renforcer la coopération franco-britannique en matière de défense.

Margaret Thatcher: Nous sommes tous deux les architectes du projet de tunnel sous la Manche, et nous comptons être tous deux présents lorsque les tunneliers anglais rencontreront les tunneliers français, nous espérons au même endroit, au mois de novembre de cette année. Nous comptons être tous deux présents au moment de cette percée : ce sera une occasion extraordinaire ! Lorsque ce tunnel sera terminé, nous espérons pouvoir tous les deux, d'ici à 1993, effectuer le premier passage, qui marquera un changement historique dans la position du Royaume-Uni par rapport au continent européen.

Le Président: 1993 ? C'est dans nos moyens !

François Mitterrand et Margaret Thatcher évoquent la BERD. Le Premier ministre britannique confirme qu'elle est d'accord pour que j'en devienne le premier président, à condition que le siège soit à Londres. Elle est devenue très enthousiaste à l'égard de l'institution. Prête même à en financer l'installation, y compris l'aménagement du siège, qu'elle souhaite « somptueux ».

C'est autour du Parlement letton de se prononcer en faveur de l'indépendance, avec une période de transition dont la durée n'est pas

déterminée.

Samedi 5 mai 1990

Première réunion au niveau ministériel, à Bonn, de la conférence « 2 + 4 ». Officiellement, l'URSS reste opposée à la présence dans l'OTAN de l'Allemagne réunifiée. En fait, nous savons que Gorbatchev a cédé sur ce point ; il cherche simplement à monnayer son accord. Il voudrait être assuré qu'aucun autre pays de l'Est n'entrera dans l'Alliance et qu'aucun militaire américain ne stationnera jamais sur le territoire de l'ex-RDA. Il souhaite établir un lien entre le règlement final sur l'Allemagne et une modification en profondeur des structures de sécurité en Europe.

Les Occidentaux, eux, souhaitent un aboutissement rapide des discussions, si possible dès le Sommet de la CSCE : après l'accord à Six aurait lieu l'unification allemande, puis l'accomplissement par l'Allemagne unie des actes nécessaires (signature et ratification du traité germano-polonais sur les frontières ; révision de la Constitution), enfin les droits et responsabilités des Alliés seraient levés.

Les Soviétiques proposent une séquence beaucoup plus lente : les Six régleraient un certain nombre d'« aspects externes » de l'unification, laquelle pourrait alors avoir lieu ; s'ouvrirait ensuite une longue période transitoire au cours de laquelle les Quatre conserveraient leurs droits et maintiendraient des troupes en Allemagne, jusqu'à la mise en place de structures de sécurité paneuropéennes destinées à se substituer aux deux blocs.

Pour les Occidentaux, lorsque les questions de frontières et le problème de Berlin auront été réglés, la responsabilité des Quatre prendra fin. Pour les Soviétiques, ce ne pourra être le cas que moyennant une vision claire du statut de l'Allemagne, de ses forces armées, du stationnement des troupes étrangères sur son territoire et de l'avenir de l'OTAN. Édouard Chevardnadze insiste sur l'exigence soviétique de la non-appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN — Nous ne bluffons pas, déclare-t-il —, sur le développement de structures paneuropéennes de sécurité (réunions régulières ministérielles et au sommet ; secrétariat permanent de la CSCE) et sur la création d'un centre de sécurité chargé de contrôler et d'inspecter l'ensemble des activités militaires des forces étrangères et allemandes en Allemagne.

Subsiste enfin un ultime désaccord sur la nature et la portée du règlement final. Pour les Occidentaux, il devrait être de « droit international », alors que pour Gorbatchev, ce doit être un véritable traité de paix consacrant la dénucléarisation de l'Allemagne et associant éventuellement d'autres pays que les Six.

Il est décidé que la deuxième réunion des ministres se tiendra en juin à Berlin et la troisième en juillet à Paris.

Dimanche 6 mai 1990

Réunion des ministres des Finances du G7 à Washington. Les ressources du FMI sont augmentées de 50 %. La décision sur la BERD se concrétise, comme prévu, avec Georges Bush et Margaret Thatcher : le siège à Londres, la présidence pour moi, et un Américain comme numéro deux. Ce sera à moi, si je suis élu, d'éviter qu'il ait le pouvoir.

Lundi 7 mai 1990

François Mitterrand : Rocard est comme du chatterton qui se colle au veston quand on l'a décollé du doigt. Je voudrai le faire partir. Mais par qui le remplacer ? Pourquoi pas Fabius ? Il a été injustement traité. Il sera mon plus proche. C'est le seul qui ne fera jamais alliance avec Rocard.

L'augmentation des effectifs étudiants sera probablement encore très importante à la prochaine rentrée universitaire. La préparation de cette rentrée impose une vigilance de tous et de tous les instants.

Mardi 8 mai 1990

A Moscou, Mikhaïl Gorbatchev réclame à nouveau un « traité de paix » pour régler le problème allemand.

La presse annonce le choix de Londres par le G7 comme siège de la BERD. A la réunion des ministres des Finances, à Bruxelles, ça tangue : les petits pays protestent contre ces décisions prises par quelques-uns, avec les Américains, concernant une institution européenne. Ils menacent de refuser d'assister à la signature du traité, prévue le 19 mai à Paris.

Mercredi 9 mai 1990

Au Conseil, à propos de l'arbitrage sur le Rainbow Warrior rendu avant-hier sous l'égide de l'ONU (et qui ne prononce qu'une condamnation purement formelle de la France), le Président : A partir du moment où l'on a souscrit à une procédure dont les résultats ne sont pas désastreux, on doit se soumettre à ces résultats.

A propos de l'Allemagne : Elle a profité d'une situation créée par d'autres. Je reste très prudent sur l'affaire allemande, car tout ce qui paraîtrait s'opposer à l'irréversible serait une faute. Je ne vois pas comment le gouvernement allemand — ce gouvernement-là ou un autre — résisterait au neutralisme ou au nationalisme qui revendiquerait toute la souveraineté sans aucune contrainte. Cela pose des questions, en particulier sur la présence des troupes étrangères. La grande menace qu'a toujours représentée l'Allemagne pour l'Europe tient au fait qu'elle a toujours été un peuple sans frontières. C'est une bonne occasion de les fixer.

Débat de censure à l'Assemblée. Discours très violent de Pierre Mauroy contre la droite. La menace a diminué: le PC s'est prononcé en Comité central contre le vote de la motion de l'opposition. Mais les interventions sont rudes pour le gouvernement. Mélange d'hypocrisie, de cynisme, de vérités et de mensonges. Ambiance détestable.

Jeudi 10 mai 1990

La police découvre un spectacle d'horreur au cimetière juif de Carpentras : profanations, slogans nazis, cadavres déterrés. L'onde de choc est énorme.

Déjeuner à l'Élysée du Président avec les Rocard. Ambiance sympathique, détendue. Présence de Danielle et de Michèle. François Mitterrand fait l'éloge de Pierre Mauroy dont il a beaucoup apprécié le discours à l'Assemblée au cours du débat sur la motion de censure : L'indignation le rend bon, commente-t-il devant le Premier ministre. Il insiste sur la nécessité de faire davantage pour le logement social et d'augmenter les bas salaires : La hausse des bas et moyens salaires est une mesure susceptible de modifier à terme la société française. Elle serait aussi importante que la réforme de la grille de la fonction publique. Elle donne des perspectives. Michel Rocard approuve de la tête. Il sait que les Finances feront barrage, mais sans le dire.

On parle d'urbanisme : alerté par les défenseurs du site, le Président décide d'annuler la décision de construire l'échangeur de la forêt de Saint-Germain, qui gâcherait la perspective de la célèbre terrasse. Jean-Louis Bianco craint que l'on ne présente cette décision comme étant liée à la proximité du golf de Saint-Germain...

Vendredi 11 mai 1990

Michel Rocard soumet au Président un projet de lettre pour les participants à la prochaine table ronde sur l'immigration, qui doit avoir lieu le 16 mai à Matignon. Elle comprend la proposition suivante : la majorité renonce au droit de vote des étrangers ; en échange, l'opposition renonce à la réforme du Code de la nationalité. Le Président est furieux de ce recul idéologique : Il n'est pas possible de mettre sur le même plan quelque chose à quoi nous croyons (même si cela est impossible à mettre en chantier actuellement) et une réforme suggérée par Le Pen et adoptée dans un souci tactique par Chirac. Il me confie à ce sujet: Rocard est obsédé par l'idée d'une alliance avec les centristes.

Durcissement des positions soviétiques dans les négociations sur le désarmement (sauf le chimique). Cela s'explique par la place plus grande faite à l'armée, après plusieurs années de manœuvres du pouvoir civil destinées à réduire son poids politique (élévation à la dignité de maréchal du général Iazov, rôle accru des militaires dans la négociation START).

Au Zaïre, la garde personnelle de Mobutu massacre des étudiants dans la cité universitaire. Je songe avec amertume aux pages d'Érik Arnoult sur l'Afrique, restées lettre morte.

Samedi 12 mai 1990

Déjeuner tenu secret chez moi, avec le Président et Louis Pauwels, directeur du Figaro Magazine, qui nous combat sans merci. Éblouissante conversation. Séduction réciproque. Au début, on fait très attention à ne parler que de littérature. Chacun explique — ce qui me semble de la sincérité — ce qu'il pense du talent littéraire de l'autre. François Mitterrand m'avait souvent dit qu'il considérait L'Amour monstre comme l'un des meilleurs romans de l'après-guerre. Puis on passe à la politique ; l'échange devient beaucoup plus convenu.

Dimanche 13 mai 1990

Dans les émissions politiques de ce jour, tous les intervenants, de droite comme de gauche, mettent en cause Jean-Marie Le Pen et le Front national dans la montée du racisme et de l'antisémitisme qui débouche sur des actes comme ceux de Carpentras. Jean-Marie Le Pen, lui, parle d'opération programmée.

Lundi 14 mai 1990

Au Conseil des ministres, avancé en raison du voyage en Polynésie du Président, celui-ci n'intervient pas. Il oublie qu'il avait décidé de s'exprimer à propos de ce qui s'est passé à Carpentras. A la fin, s'en souvenant, il fait rasseoir les ministres.

Après le Conseil, François Mitterrand : Il faut être très prudent dans les déclarations. Jospin a été très bien. Fabius a eu tort d'en rajouter. On ne sait pas qui est derrière cela. Si ça se trouve, on va trouver que ce sont quelques voyous. La France n'est pas un pays antisémite. En tout cas, elle ne l'est plus. Il ne faut pas diaboliser quelques imbéciles. Ceci dit, c'est ignoble, et j'irai à la manifestation.

Dans l'après-midi, manifestation pour protester contre la profanation du cimetière de Carpentras (200 000 personnes, dont François Mitterrand et Michel Rocard). Tous les partis et tous les syndicats y sont représentés. C'est la première fois depuis la Libération.

Mardi 15 mai 1990

L'opposition demande le report de la table ronde sur l'immigration, prévue pour demain, à une date postérieure à celle du débat parlementaire. Le Premier ministre accepte. Il fait pression sur le PS pour que celui-ci retire sa proposition sur le droit de vote des étrangers aux municipales.

François Mitterrand : Encore ! Je lui ai dit de cesser... Dites aux parlementaires socialistes qu'il faut maintenir ce texte. Ce serait lâche de le retirer!

A New York, le Portrait du docteur Gachet, de Van Gogh, est vendu pour 82,5 millions de dollars. Qui peut acheter ?

Le Président demande par écrit à Michel Rocard ce qu'il compte faire en faveur du logement social. Il lui recommande aussi de veiller à ce que les opérations prévues dans le plan d'urgence en faveur des universités soient réalisées dans les délais fixés, de façon que les étudiants puissent être accueillis correctement et sans retard, et que tout soit mis en œuvre pour que les interminables files d'attente, au moment des inscriptions, ne se reproduisent pas.

Michel Rocard et Claude Evin veulent créer un nouvel impôt direct : la contribution sociale de solidarité, afin de financer les déficits prévisibles de la Sécurité sociale. J'en entends parler par ceux qui suivent le dossier à l'Élysée. Voilà une vieille idée qui resurgit.

Mercredi 16 mai 1990

Victoire de Michel Rocard sur François Mitterrand : le Bureau exécutif du Parti socialiste renonce à sa proposition de loi sur le vote des étrangers aux élections municipales. Le Président: Des lâches, des traîtres et des imbéciles!

Jeudi 17 mai 1990

Mikhaïl Gorbatchev est politiquement obligé de donner satisfaction aux conservateurs : il suspend le retrait des troupes soviétiques (380 000 hommes) de RDA. Les difficultés s'accumulent pour lui. La question des nationalités porte en elle le risque d'éclatement de l'empire et de l'Union. Pour éviter que, de proche en proche, les dominos géorgien, moldave, ukrainien ne soient ébranlés, le Président soviétique a un choix difficile à opérer entre le recours à la coercition et l'élaboration d'un modèle nouveau. De surcroît, l'économie soviétique est en pleine décomposition, la récession s'étend à tous les secteurs, le taux de croissance est négatif ; la crise financière, due à une augmentation sans frein de la masse monétaire, s'étend et provoque une fuite devant la monnaie ; des difficultés de paiements extérieurs apparaissent. La crise a pris une dimension sociale sans précédent avec la multiplication des grèves et la dégradation dramatique des conditions de vie (pénuries, crise du logement, menaces sur l'environnement, etc.). La succession de réformes ponctuelles destinées à accorder une véritable autonomie de gestion aux agents économiques a donné des résultats décevants. Le 27 mars dernier, Gorbatchev a fixé des objectifs clairs à la nouvelle politique économique (élimination des monopoles, réorganisation du système des prix, création de sociétés par actions, etc.), mais les choix fondamentaux pour la transition vers le marché n'ont pas encore été faits et toutes les réformes restent à l'état de mots. La destruction du Parti a laissé le vide s'installer au niveau territorial, où ne subsiste plus aucun relais du pouvoir central, et accentué l'inertie des bureaucraties ministérielles ; le multipartisme n'a pas encore de contenu véritable ; l'institution présidentielle n'a pas freiné l'évolution vers une bipolarisation du système, favorisée par les élections locales : les démocrates contrôlant les villes, les conservateurs les campagnes. Dans l'affaire balte en particulier, Gorbatchev a paru esquisser un rapprochement avec la fraction conservatrice du Parti (menée par Ligatchev) et avec les responsables de l'armée. Les scénarios les plus pessimistes sont : la révolution de palais avec reprise en main du Parti par les conservateurs ; l'intervention des militaires ; l'éclatement territorial et politique débouchant sur une guerre civile. Les autres voient Gorbatchev tenter d'échapper à l'impopularité en faisant alliance avec le Bloc démocratique ; ou maintenir une alliance avec la droite tout en continuant à bloquer l'évolution des républiques vers l'indépendance et en mettant l'accent sur le nécessaire redressement économique. Ce qu'il fera s'il sort victorieux du 28e Congrès du PCUS, en juillet.

Mikhaïl Gorbatchev accepte de rencontrer le Premier ministre lituanien, Kazimeria Prunskiene, à Moscou. Il lui déclare qu'il ne dispose que d'une marge de manœuvre restreinte et doit donc insister pour une suspension de la déclaration d'indépendance. Elle accepte.

Vendredi 18 mai 1990

A La Celle-Saint-Cloud, multiples réunions préparatoires des quarante-deux délégations à la veille de l'élection du président de la BERD et du choix du siège. J'explique à tous que je suis candidat la mort de l'âme, et que j'aurais préféré que le siège soit à Paris. Le délégué hollandais en profite pour expliquer à chacun que je ne souhaite pas être élu et que je vais retirer ma candidature. Selon son propre décompte, son candidat obtiendra 26 voix, et moi 12. Nous verrons bien.

Signature à Bonn du traité d'union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA.

Samedi 19 mai 1990

Au Centre Kléber, à midi, accord final avec les Américains sur la forme de la participation soviétique à la Banque. Les Soviétiques se plient au texte le plus humiliant, pour en être, sans que les Américains aient cédé sur quoi que ce soit.

Ultimes négociations sur le choix du siège.

Dans la nuit, les statuts sont approuvés. Londres est choisi comme siège à la majorité des trois quarts. Je suis élu président de la BERD avec deux tiers des voix.

Une idée est devenue réalité.

Dimanche 20 mai 1990

La seconde réunion des sherpas destinée à préparer le Sommet des sept pays les plus industrialisés se tient à Paris. J'ai un peu l'esprit ailleurs, d'autant plus que le Sommet de Houston s'annonce vide. Les Américains disent qu'ils s'apprêtent à présenter la création de la BERD comme leur succès. Ils ont même, avouent-ils, tenté de retarder la décision finale pour qu'elle soit prise à Houston...

Lundi 21 mai 1990

Après de multiples atermoiements, la réforme économique proposée par Gorbatchev est présentée au Soviet suprême. Le nouveau concept est celui d'une transition vers une économie de marché contrôlée. En guise d'accompagnement, il annonce pour le 1er janvier prochain l'entrée en vigueur d'une loi sur la réforme des prix de détail et des mesures de garantie sociale pour la population. Les prix de l'électricité domestique et des principaux produits alimentaires seront multipliés par deux en moyenne, le gaz augmentera de 40 %, les vêtements de 35 %. Cette façon de conduire la politique économique est absurde. L'effet d'annonce d'une telle hausse des prix, six mois à l'avance, est désastreux, même si ce délai est peut-être nécessaire pour mettre en place les instruments de pilotage. Cela tend à indiquer également que la fixation des prix restera l'apanage du gouvernement. Signe que les ministères techniques restent la seule structure de l'appareil soviétique qui continue de fonctionner.

Mardi 22 mai 1990

A l'Assemblée nationale, débat sur l'immigration et l'intégration. Sommé par l'opposition de renoncer une fois pour toutes au projet accordant le droit de vote aux étrangers, Michel Rocard répond : Je suis décidé, pour ma part, à ne plus en parler. Mais, alors que le PS y a également renoncé, Jean Le Garrec, au nom des députés, et à la demande du Président, refuse de renier nos valeurs fondamentales. L'amorce de consensus vole en éclats. L'opposition hurle au double langage. Rocard s'énerve. La « table ronde » paraît renvoyée à un avenir incertain.

La Commission européenne accepte un compromis sur la dette de Renault : sur les 12 milliards de francs écoulés en décembre 1988, Renault en remboursera 6, dont 3,5 immédiatement.

Dîner avec le Président: Voilà ce qui arrive quand on ment à tout le monde. Personne n'a confiance. Comme d'habitude, Michel Rocard recherche beaucoup trop le consensus.

Mercredi 23 mai 1990

Le Président intervient à propos de Renault (litige avec le commissaire de Bruxelles, Sir Léon Brittan, sur les aides gouvernementales) : La Commission de Bruxelles n'a pas à se mêler des choix faits par la France ou par d'autres pays sur le plan économique, dès lors que nous remplissons nos obligations. Je n'accepterai jamais qu'elle s'immisce dans nos choix. Sur le plan financier, on ne s'en tire pas mal. Sur le plan des principes, il faut faire attention. Cette ligne doit être maintenue. Il faut même accepter le procès qu'on nous ferait. Il faut être ferme et même, le cas échéant, insolent.

A propos de la communication d'Alain Decaux sur la langue française, il soutient l'action du secrétaire d'État : On fait beaucoup de bilans de ces neuf ans, et, parmi les points que je déplore, il y a le fait que le français a perdu de l'audience.

Sur les universités, Chevènement soutient vigoureusement le plan de développement des universités de 16 milliards de francs pour la période 1991-1995 qu'annonce Jospin. Le Président intervient : Il ne faut pas oublier ce pour quoi nous sommes ici. Parmi les grandes lignes de l'action à maintenir, l'Éducation nationale demeure une priorité. C'est vrai qu'avec le temps, on a tendance à en rajouter : trop de priorités. Mais celle-là en est vraiment une. Il s'agit d'un plan sans précédent, mais le besoin, lui aussi, est sans précédent. Il faut que nous réussissions la mise en place du dispositif d'éducation, de formation, de recherche. Cela demeure l'axe de l'entreprise à laquelle nous sommes attachés. C'est là-dessus que je demanderai au pays d'apprécier la réussite ou l'échec de la majorité dite présidentielle.

D'après ce que me dit Zagladine, son plus proche conseiller, Gorbatchev se durcit. Il refuse de plus en plus nettement que l'Allemagne unie reste dans l'OTAN. Et il juge insupportable une organisation future de l'Europe qui exclurait l'URSS. Il ne dispose pas de moyen radical pour empêcher quoi que ce soit, mais peut encore espérer affaiblir, par Allemands interposés, le dispositif militaire de l'OTAN. Il demande que pèsent sur l'Allemagne des contraintes particulières (plafonnement de troupes) en sus de l'accord général de désarmement, ce que Bush et Kohl refusent catégoriquement. Pour lui, si l'Allemagne demeure dans l'Alliance, elle ne saurait rester dans les organes militaires intégrés. Si les Soviétiques entravent les négociations en cours à « 4 + 2 », ils pourraient empêcher la conclusion politico-diplomatique de la question allemande, créant une inquiétude dans l'opinion allemande et amenant celle-ci à se demander s'il est vraiment nécessaire d'affronter les colères de Moscou pour la défense d'une organisation militaire intégrée. Lors des élections allemandes de fin d'année, les Soviétiques retrouveraient alors une partie de l'influence qu'ils ont actuellement perdue.

George Bush écrit à François Mitterrand pour lui rapporter ses conversations avec Helmut Kohl, la semaine dernière à Washington. Ils sont tombés d'accord sur plusieurs points : l'Allemagne unie doit être membre à part entière de l'OTAN et de la structure militaire intégrée ; les négociations « 2 + 4 » ne doivent pas porter sur l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN ni sur le statut des forces nucléaires et classiques occidentales ; les forces militaires américaines doivent rester stationnées sur le territoire de l'Allemagne unifiée et ailleurs en Europe. Au moment de l'unification, les droits et devoirs des quatre puissances devront expirer sans que de nouvelles restrictions discriminatoires à la souveraineté allemande soient imposées. Pour Bush, il existe une possibilité de compromis sur la Lituanie à partir de l'initiative de François Mitterrand et

d'Helmut Kohl. Le prochain voyage de François Mitterrand à Moscou pourrait, dit-il, contribuer encore à ouvrir un dialogue entre Moscou et Vilnius.

Bush confirme ainsi l'impression de durcissement de l'attitude soviétique sur l'Allemagne apparue à Roland Dumas lors de la réunion des ministres à « 4 + 2 », et confirmée récemment à l'amiral Lanxade par le maréchal Akromeïev. Avec le soutien de ses alliés, le Chancelier Kohl résistera à cette pression, sauf si l'opinion publique allemande bascule. Par plusieurs canaux diplomatiques, nous recevons l'indication que les Américains sont très attentifs à ce qui pourra être dit sur cette question du maintien dans l'Alliance lors des entretiens de François Mitterrand, vendredi, à Moscou.

Le principal opposant à Omar Bongo est retrouvé mort dans un hôtel de Libreville. C'est le troisième décès suspect de ce type depuis six mois au Gabon. Des émeutes éclatent pour réclamer le départ de Bongo. Le consul de France à Port-Gentil et sept Français travaillant pour Elf sont retenus en otages. Les émeutiers réclament que la France « destitue » son ami Omar Bongo. Le Président décide d'envoyer des troupes pour protéger nos compatriotes.

Jeudi 24 mai 1990

Deux cents militaires débarquent au Gabon où les otages français sont libérés.

Le Président Bush écrit décidément beaucoup. Cette fois, c'est sur la Chine. Il annonce que celle-ci continuera à bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée, même si la situation des droits de l'homme y demeure très préoccupante. Selon lui, la suppression de cette clause nuirait aux partisans des réformes, qui dépendent de leurs contacts avec le monde extérieur. Cependant, les États-Unis continueront à demander aux dirigeants chinois de s'engager plus nettement dans la voie des réformes économiques et politiques s'ils veulent que les relations entre les deux pays redeviennent normales. Bush pense que la mauvaise situation des droits de l'homme en Chine justifie que le G7 maintienne les sanctions actuelles, au moins jusqu'à ce que les Sept aient l'occasion de discuter de la question, lors du prochain Sommet de Houston, en juillet.

Troisième réunion des six directeurs politiques du groupe « 4 + 2 » à Bonn, cette fois sous présidence française. L'URSS semble considérer que la négociation n'a pas encore commencé. Le diplomate soviétique veut qu'on fixe un statut politico-militaire précis pour l'Allemagne dans le cadre du règlement final. Les autres participants s'y opposent. Le directeur allemand, M. Kastrup, énumère cinq principes qui forment pour lui le cadre de la négociation : 1) un traité germano-polonais pour la frontière orientale ; 2) l'Allemagne unifiée serait composée de territoires de la RFA, de la RDA et de Berlin ; 3) l'Allemagne unifiée ne formulerait pas d'autre prétention territoriale, et n'en formulerait aucune dans l'avenir ; 4) le préambule, l'article 23 et l'article 146 de la Constitution de l'Allemagne unifiée seraient amendés en conséquence ; 5) enfin, les quatre puissances prendraient acte de ces principes contenus dans des déclarations de la RFA et affirmeraient que les frontières de l'Allemagne ne sont plus provisoires.

Le délégué de la RDA suggère d'ajouter une référence à l'article 116 de la Loi fondamentale de RFA (évoquant les frontières de 1937 pour définir la nationalité allemande). M. Kastrup lui répond brutalement que cet article n'a rien à voir avec le problème des frontières. (Pour lui, évidemment, tout individu de sang allemand doit pouvoir se déclarer tel, mais il ne faut pas mêler ça à la négociation avec des non-Allemands.) Le Soviétique accepte les principes de M. Kastrup, mais il demande que les Quatre garantissent de surcroît les frontières. Pour le directeur ouest-allemand, il n'en est pas question : Certaines de ces dispositions seront adoptées par l'Allemagne en toute souveraineté (abandon de toute revendication territoriale, réforme de la Constitution) ; il s'agira d'actes unilatéraux dont les Quatre ne pourront que prendre acte. Le délégué de RDA renchérit : Le traité avec la Pologne ne justifie aucune garantie particulière des Quatre, et les Polonais ne demandent pas de telles garanties. Le Soviétique explose : Mais si, ils le demandent ! La RFA peut envisager de signer un document à Six sur les frontières, ajoute M. Kastrup de manière imprécise.

On se sépare en se donnant pour objectif de préparer pour la prochaine réunion à Berlin, le 9 juin, deux documents, l'un sur les éléments du règlement final, l'autre sur les frontières. Bien entendu, ces textes seront élaborés en pleine connaissance des réserves qui pèsent sur l'aspect essentiel des questions politico-militaires. L'Américain insiste pour que l'on cherche à conclure les travaux du groupe avant la fin de l'année.

Vendredi 25 mai 1990

François Mitterrand dans l'avion pour Moscou : Gorbatchev me demandera encore de résister à la réunification allemande. Je le ferais avec plaisir si je pensais qu'il tiendrait. Mais pourquoi me fâcher avec Kohl si Gorbatchev me lâche trois jours après ? Je serais totalement isolé. Et la France ne peut se permettre de l'être plus de trois fois par siècle...

Mikhail Gorbatchev reçoit François Mitterrand à Moscou. Conversation très importante pour évaluer l'état de son pouvoir. Au début, il est toujours aussi calme, maître de lui. Puis il s'énerve et menace. Il fait une offre-surprise : que l'Allemagne réunifiée devienne membre de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ! François Mitterrand propose à la place une solution tout aussi iconoclaste : le retrait de toute l'Allemagne de l'organisation intégrée de l'OTAN. Jamais il ne se sera montré, devant nous, aussi critique sur le Chancelier Kohl.

Mikhail Gorbatchev : Ici, la situation est sous contrôle. Nous avons évité des poussées de fièvre trop brusques, en particulier dans le domaine des nationalités.

François Mitterrand : Vous êtes un pays très centralisé. Cela porte aux secousses.

Mikhaïl Gorbatchev : Nous l'avons été. En particulier en économie. Les gens préféreraient répartir les biens plutôt que les produire. C'est par là qu'ont commencé les révolutions. Boukharine avait proposé de produire avant de répartir ; on ne l'a pas entendu. Soixante-douze ans plus tard, nous en sommes toujours au même point ! En Oural, j'ai entendu des critiques sévères sur notre système économique. J'ai d'ailleurs dit qu'il fallait multiplier par trois la production industrielle, et par cinq la production agricole.

François Mitterrand : Comment faire ?

Mikhaïl Gorbatchev : Je pense que c'est possible. J'ai depuis longtemps une idée très claire sur ce que je veux faire. Je n'aurais pas commencé la perestroïka sans un plan stratégique ! Je l'ai entièrement appliqué. Restent les modalités tactiques (délais, etc.). Certains proposent de tout abandonner au marché, vite. Je ne suis pas d'accord : ilfaut une économie de marché maîtrisée, où l'État contrôle l'essentiel des secteurs clés pour éviter le chaos généralisé. L'opinion publique, ici, s'interroge sur le risque de développement du chômage. On la comprend.

François Mitterrand : Toutes les sociétés socialistes qui se veulent démocratiques — comme les sociétés démocratiques qui se veulent socialistes — rencontrent le même problème. Aucune des deux méthodes (marché ou plan) ne donne en soi de bons résultats.

Mikhail Gorbatchev : Nous allons apprendre le marché en abandonnant le système de gestion centralisé de la bureaucratie soviétique. C'est, pour nous, le plus épineux enjeu de la fin du XX^{e} siècle. Au début, il est normal qu'il y ait des éléments déstabilisateurs. Certains disent que j'ai beaucoup trop de pouvoirs, et proposent de créer ici une « monarchie constitutionnelle ». Pourtant, le pouvoir présidentiel est bien réduit ! Le Président de l'Union soviétique n'a presque aucun pouvoir aujourd'hui. Je rendrai public le salaire du chef de l'État. On n'a jamais publié cela

depuis mille ans que la Russie existe ! Je reçois des critiques de gauche et de droite, mais je ne peux qu'expliquer, plaider, parce que c'est moi qui ai provoqué ces changements.

François Mitterrand : Le problème des nationalités n'est-il pas le plus difficile ?

Mikhaïl Gorbatchev : Il est très grave. Mais il peut être résolu. La bataille — à ce sujet comme aux autres — sera gagnée sur le terrain économique. Il y aura une période de transition vers l'économie de marché. Pendant ce temps, la situation politique sera instable. Cette période de transition sera très difficile. Une entente nationale est nécessaire.

François Mitterrand : Il faut parler des possibilités de coopération entre l'URSS et le reste de l'Europe. On peut aussi imaginer des zones de coopération entre les Sept et l'URSS.

Mikhaïl Gorbatchev : Ce sera un symbole très important du rapprochement Est/Ouest. Vous voyez, pour certains, ce qui se passe, c'est un monde qui s'écroule. Pour moi, c'est la naissance d'un monde nouveau. Nous ferons ce que nous pourrons.

François Mitterrand : Nous avons tous besoin de l'amitié soviétique. C'est notre intérêt.

Mikhail Gorbatchev : Je voudrais vous parler de la présence de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN. C'est pour moi totalement inacceptable. J'ai dit à Baker, l'autre jour : « Accepteriez-vous que l'Allemagne adhère au Pacte de Varsovie ? » Il m'a répondu que l'Allemagne ne le voudrait pas, et que les États-Unis étaient contre. J'ai répondu : « Merci pour l'argument ! J'aimerais que vous m'écriviez cela. Eh bien, de la même façon, je suis contre, moi aussi, que l'Allemagne soit dans l'OTAN. »

François Mitterrand : Baker aurait dû vous répondre : « Je ne fais pas dans la fiction. La RFA est déjà dans l'OTAN, et c'est elle qui absorbe la RDA. »

Gorbatchev s'énerve un peu. Il tape du pied sous la table.

Mikhaïl Gorbatchev : Nous pouvons faire des mouvements. Mais vous ne devez pas oublier que l'URSS fait toujours des mouvements qui rappellent ceux de l'éléphant dans un magasin de porcelaine ! D'ailleurs, ce n'est pas Kohl qui décide. Et si l'URSS se retrouve dans une situation d'isolement, elle cherchera des voies de sortie de cet isolement.

François Mitterrand, très calmement : Le seul problème est celui de la RDA. C'est un problème important, mais il ne faut pas qu'il devienne dominant.

Mikhaïl Gorbatchev : Si l'évolution des choses emprunte ce cours-là, si on veut que la RDA entre dans l'OTAN, il s'agira d'un grave déséquilibre ! On ne nous propose qu'une seule solution ! Et, en plus, on voudrait que nous soyons contents !

François Mitterrand : Il faut de l'imagination.

Mikhail Gorbatchev : Il faut que nous ayons tous de l'imagination ! Jusqu'ici, l'imagination s'est bornée à dire que l'Allemagne unifiée doit rester dans l'OTAN. Que faire alors avec les armements stratégiques ? Si l'Allemagne est dans l'OTAN, c'est le désarmement qui sera en péril.

François Mitterrand : Il faut aussi savoir de quel prix les Allemands sont prêts à payer leur unité.

De plus en plus énervé, Gorbatchev trépigne sous la table.

Mikhaïl Gorbatchev : Tout cela ne met pas un terme aux droits dont nous jouissons depuis la dernière guerre ! Des droits qui reposent sur 25 millions de morts !

François Mitterrand : Ce n'est pas contestable.

Mikhail Gorbatchev : L'Allemagne doit rester un État sous contrôle démocratique, comme il avait été entendu en 1945.

François Mitterrand : Ils ont changé ! C'est notre rôle à nous, responsables européens, d'assurer la continuité de l'Histoire.

Mikhaïl Gorbatchev : C'est le point le plus important. Tout peut achopper là-dessus.

François Mitterrand : Le problème de l'unité allemande ne s'est posé qu'en décembre 1989. Je n'étais pas un enthousiaste de l'unité allemande. Mais nous n'avions aucun moyen de nous y opposer. Fallait-il expédier une division blindée ? Mme Thatcher avait la même opinion que moi, mais elle a envoyé un message de félicitations ! Ne prononçons donc pas de paroles inutiles. Il faut apprécier les choses possibles. J'ai toujours souhaité la fin des blocs militaires. Les feux ont été excessivement poussés sur la réunification ; mais les conditions de cette réunification doivent être garanties.

Sur la pérennité des frontières, Helmut Kohl m'a donné des assurances lors de notre dernière rencontre. Les Polonais veulent plus que des mots. Mais je ne vois pas comment interdire à l'Allemagne unifiée de choisir ses alliances, comme convenu à Helsinki. Il faut obtenir de l'Allemagne d'autres garanties avant l'unification, et non après. Donc, avant le départ de nos armées de Berlin. Le désir de l'Allemagne, c'est de se débarrasser au plus vite de la tutelle des Quatre sur Berlin. Comment officialiser l'interdiction faite aux Allemands de disposer de l'arme nucléaire ? Les États-Unis et la RFA ne veulent pas que la négociation à «4 + 2 » traite de l'avenir des alliances. Vous, vous voulez qu'on en parle. Sur le problème des troupes étrangères en Allemagne, la sagesse consiste à ne pas déplacer le dispositif de l'OTAN vers l'Est, pour ne pas déséquilibrer les forces. Pour le reste, je ne crois guère qu'on oublie grand-chose. La situation en Allemagne de l'Ouest évolue. Qu'en sera-t-il à la fin de cette année ? La sagesse est de retarder le processus pour empêcher Kohl de procéder en décembre aux élections dans l'ensemble de l'Allemagne unifiée. Quand les élections en RFA auront eu lieu, on verra qui on a en face de nous. Les États-Unis sont à fond derrière la RFA. Pas la Grande-Bretagne ; mais elle sera d'accord avec eux sur l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN. Il faut donner un contenu institutionnel à la CSCE, en faire une organisation permanente, avec un secrétariat permanent. Les États-Unis ne pourront pas se plaindre, car ils en font partie. Il ne faut pas isoler l'URSS. Cette tentation existe. Pour cela, depuis longtemps, la France a agi. Nous, en France, nous avons pris l'initiative d'une CSCE technologique (Eurêka) et de la BERD. J'ai proposé une confédération européenne qui ressemble à la « maison commune » dont vous avez parlé. Il faut des structures où les États européens seront à égalité, où personne n'aura une position d'assisté. On peut aussi faire des choses ensemble sur l'environnement... Souhaitez-vous voir régler le problème de l'unité allemande ? A mon avis, si la solution choisie ne satisfait pas l'Allemagne, cela conduira à des tensions sérieuses. Je ne veux pas vous isoler, mais je suis membre de l'OTAN ! Quant à Bush, ce n'est pas un extrémiste. D'ailleurs, sur les pays Baltes, Bush est très conciliant, mais le Sénat le pousse. On aura chaud, au mois d'août !

Mikhaïl Gorbatchev : A la source de la situation présente, il y a les processus très puissants d'intégration en Europe. Les États-Unis sont sûrs que ces processus vont limiter leur capacité de concurrence, et ils ont pu vérifier que leurs inquiétudes étaient fondées. Leur suspicion a été aggravée par les bonnes relations entre la France et l'URSS; ils pensent que la France et l'URSS veulent chasser les États-Unis hors d'Europe. Or, pendant nos tête-à-tête, nous n'avons jamais rien dit contre la présence des États-Unis en Europe ; nous sommes réalistes. La présence des États-Unis en Europe contribue à éviter les tensions. Si les États-Unis se sentent lésés, cela peut mettre en mouvement des forces très hostiles au

changement en Europe. J'ai cherché des moyens d'éviter que les États-Unis se sentent inconfortables. Ils doivent quand même reconnaître que c'est la perestroïka qui a rendu possibles l'évolution tchèque et la réunification allemande.

François Mitterrand : Bush m'a dit en effet qu'il craignait que nos propositions ne l'excluent de l'Europe.

Mikhail Gorbatchev : Vous voyez ! Pourtant, la coopération des Européens n'est pas dirigée contre les États-Unis. Je prévois des changements très profonds en URSS. Les États-Unis essaient d'utiliser les pays de l'Est contre nous, avec l'aide de la RFA. C'est l'application de la théorie de Kissinger qui, depuis longtemps, veut isoler l'URSS. Certains, parmi les Européens de l'Est, ont mordu à l'hameçon. Pour être dans les bonnes grâces de l'Occident, ils font des déclarations fracassantes en faveur de l'OTAN et contre le Pacte de Varsovie. Avant, c'était Ceausescu qui recevait l'aide de l'Occident en s'opposant à l'URSS... Je ne dramatise pas la situation. Nos divergences avec eux sur les systèmes sociaux ne sont pas insurmontables. Je leur dis : « Choisissez librement votre système d'organisation sociale. Nous mettrons en valeur votre changement. » Je suis d'ailleurs certain que des générations encore plus radicales que nous en faveur du changement vont nous succéder.

François Mitterrand : Notre ami Kohl est trop pressé ! Il fait fièche de tout bois et va trop loin. Dans la mesure du possible, il faut synchroniser l'unification allemande et la construction européenne. C'est la meilleure approche. Aujourd'hui, l'aspect militaire de l'OTAN sert à tenir l'Allemagne, à éviter de la laisser seule. Les États-Unis veulent construire un directoire où dicter leur loi au monde. Vous et moi pensons qu'il faut l'éviter. Kohl a besoin de l'appui américain, il est prêt à tout pour l'avoir. Comment faire la synthèse de tout cela ? Il faut faire appel au droit des « puissants ». Cela peut ne pas être un traité de paix, mais un règlement définitif de la Seconde Guerre mondiale. Ce sera un règlement juridique très important. Le temps est venu de créer des institutions nouvelles qui feront partie de la future structure de sécurité, afin de trouver des liens entre les structures de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie. Il y a déjà le projet de mise en place d'un centre européen de prévention des situations de crise...

Mikhaïl Gorbatchev : L'OTAN doit se dépolitiser, tout comme le Traité de Varsovie se dépolitise. Dans ce cas, l'Allemagne unifiée pourrait faire partie des deux organisations en même temps. Elle servirait de lien entre les deux traités. En plus, comme vous l'avez souligné, l'Allemagne doit respecter ses engagements sur les armes nucléaires, biologiques, chimiques et bactériologiques. On pourrait ainsi constater que nous allons les uns vers les autres. On s'orienterait vers une Europe nouvelle. Grâce à la BERD, on va mettre en œuvre des liens entre l'est et l'ouest de l'Europe. Ce sont là des choses concrètes. Il faut à la CSCE des réunions régulières au sommet, un secrétariat permanent, et il faut « coopérer » à l'échelle de l'Europe. Il serait très utile que nous réfléchissions à ce que nous pourrions faire pour adopter cette approche réaliste. L'Allemagne doit être l'occasion du rapprochement.

François Mitterrand : L'Allemagne dans les deux alliances ? Cela peut être l'objet d'une discussion secrète entre nous. Mais il y a un point de départ très difficile : les États-Unis et les dirigeants allemands veulent que l'Allemagne soit dans l'OTAN, et c'est la première chose qui sera décidée. Dans cette hypothèse, quelles sont nos lignes de rechange ?

Mikhail Gorbatchev : Que l'Allemagne soit en même temps dans les deux blocs.

François Mitterrand : C'est intelligent, et je souhaite le démantèlement des blocs. Cela sera lié au désarmement. Il faut avancer à Vienne. Vous dites que les négociations de désarmement seront retardées s'il n'y a pas d'accord sur l'unité allemande. C'est bien cela ?

Mikhail Gorbatchev : Ce sera une des conséquences.

François Mitterrand : L'Allemagne dans les deux alliances... Cela paraîtra donner à l'Allemagne une position très forte, dont elle ne veut pas.

Mikhail Gorbatchev : Je le dirai à Bush, quand je le verrai bientôt. Bush et Kohl souhaitent profiter d'une situation où l'URSS est empêtrée dans ses problèmes intérieurs. C'est évident. Cela ne grandit pas leur prestige à mes yeux. Ç'a un relent d'opportunisme...

François Mitterrand : Obtenir un règlement de paix ? Oui. L'Allemagne dans les deux alliances ? Personne ne comprendra ! Pourquoi pas une autre option, dans le calme ? L'Allemagne unifiée ne ferait partie que de l'Alliance, mais pas de l'Alliance militaire ? J'y vois de l'intérêt.

Mikhail Gorbatchev : Il me faut plus.

François Mitterrand : Pas à moi. L'essentiel, pour moi, est l'engagement de non-nucléarisation de l'Allemagne. Je vais aller au Sommet de l'OTAN. Je n'y vais que lorsqu'on parle politique, pas militaire. Je ne vois aucune chance d'aboutir à un accord. L'endroit où vous serez le mieux entendu, c'est dans l'opinion allemande : elle est incertaine ; elle aimerait ne pas être dans une alliance. Telle n'est pas la position américaine ni la position allemande. C'est dans la période qui nous sépare de l'unification que tout doit se jouer.

Mikhail Gorbatchev : Je suis d'accord. Nous devons obtenir, vous et moi, quelque chose de l'Allemagne qui nous garantisse contre les conséquences de sa réunification.

François Mitterrand : La Grande-Bretagne, qui est pourtant hostile à la réunification, est très engagée dans l'OTAN. On ne peut compter sur elle.

Mikhaïl Gorbatchev : Vous pouvez compter sur moi! Kohl nous envoie des signaux. Il veut que nous soutenions l'unification jusqu'au bout.

François Mitterrand : Les Allemands veulent être maîtres de leur destin à 100 %. Ils ne veulent plus du « 4 + 2 », ils veulent pouvoir nous dire : « Allez-vous-en. » Mais ils sont tous d'accord pour que l'Allemagne soit dans l'OTAN. Comment diriger cette affaire ? Je souhaite vous aider. Mais puis-je envoyer des divisions ?

Mikhaïl Gorbatchev : Moi j'en ai déjà en Allemagne, sur des bases légitimes ! Et leur destin doit être réglé de façon légitime.

François Mitterrand : Les Allemands vont nous dire : « Négocions ! »

Mikhaïl Gorbatchev : Je réponds : « Les troupes russes resteront en Allemagne de l'Est aussi longtemps que l'Allemagne restera dans l'OTAN. »

François Mitterrand : Les Allemands m'ont déjà demandé de leur donner nos secrets nucléaires. J'ai toujours refusé. Je ne refuse pas de dire non à l'Allemagne unifiée. Mais je ne veux pas dire non si c'est pour avoir à dire oui ensuite ! Or, sur la présence de l'Allemagne dans l'OTAN, je suis sûr que tous céderont. Je ne peux pas m'isoler. La France ne peut le faire que trois fois par siècle, pas chaque semaine !

Mikhaïl Gorbatchev : Je vous comprends. Ma position est plus difficile. Notre opinion ne peut admettre la présence de l'Allemagne dans l'OTAN. Nous avons déjà raté l'occasion d'être ensemble en 1939. Il ne faut pas recommencer cette erreur.

François Mitterrand : Il nous faut nous entraider.

Mikhaïl Gorbatchev : Il faut aller les uns vers les autres.

François Mitterrand : Je suis prêt à contribuer à cette action et à résister au Chancelier.

Mikhaïl Gorbatchev : Ma réflexion n'est pas terminée. Vous êtes le premier à qui j'en fais part. Nos objectifs sont les mêmes.

François Mitterrand : Il faut organiser la sécurité de l'Europe avec vous. L'Allemagne est notre amie, mais je suis presque plus tranquille avec vous.

Mikhaïl Gorbatchev : L'Allemagne frappe aux portes. Elle s'impose. Nous avons des moyens d'influencer ce processus. L'opinion publique décidera-t-elle le départ des troupes russes, ou de toutes les troupes ?

Je ressors de cette étonnante conversation — à laquelle seuls Vadim Zagladine et moi avons assisté — avec le sentiment d'avoir vu se forger comme l'alliance de deux désarrois face à l'inéluctable réunification. François Mitterrand a dit à Gorbatchev que son cœur était à Moscou, et sa raison à Bonn. A mon avis, sa proposition — l'Allemagne unie dans l'Alliance politique, mais pas dans le commandement intégré — n'est pas conforme aux intérêts de l'URSS, car, dans ce cas, l'Allemagne serait libre d'avoir son armée et sa stratégie. Pourtant, Gorbatchev n'a pas dit non. Sans doute y voit-il un chemin vers la neutralisation de l'Allemagne.

A Genève, Yasser Arafat demande l'envoi des forces de l'ONU dans les Territoires occupés, où la « guerre des pierres » fait rage.

Le Président s'inquiète de voir les inégalités ne pas se réduire. Il demande à nouveau à Rocard de réagir. Il téléphone aussi à Pierre Bérégovoy pour lui en parler.

Lundi 28 mai 1990

Signature à l'Élysée du traité instituant la BERD par quarante-deux ministres des Finances. J'en prendrai la présidence lorsque les deux tiers des parlements l'auront ratifié, soit dans environ un an. D'ici là, il me faut la mettre sur pied, autrement dit recruter des cadres, trouver le siège, définir les politiques, préparer les premiers projets...

François Mitterrand écrit à George Bush pour lui rapporter ses conversations avec Gorbatchev.

En réponse à son coup de téléphone, Pierre Bérégovoy écrit au Président pour faire le point sur la justice sociale. Il craint que le Président, par des déclarations publiques, n'incite les syndicats à revendiquer des hausses de salaires. Il rappelle qu'il y a un peu plus d'un an, le gouvernement a avancé l'idée d'un partage des fruits de la croissance en trois tiers : un tiers pour les dépenses d'avenir (investissement, recherche, formation), un tiers pour les créations d'emplois, un tiers pour le pouvoir d'achat. Les comptes de la nation pour 1989, qui viennent d'être publiés par l'INSEE, font apparaître, explique-t-il, une croissance du PIB de 4,1 %, répartie en 1,95 % pour le revenu des ménages, 0,8 % au titre de la création d'emplois et 1,35 % pour le financement des « dépenses d'avenir » (dont 0,6 % dans les administrations publiques et 0,75 % dans les entreprises). Cette répartition est donc très proche du schéma proposé en 1989 : les ménages reçoivent bien les deux tiers des fruits de la croissance, mais bien plus affectés au pouvoir d'achat qu'à l'emploi. Au surplus, souligne-t-il, le pouvoir d'achat des salariés du secteur public a augmenté plus vite que celui des travailleurs du secteur privé, ce qui justifierait l'ouverture de négociations salariales dans ce secteur.

Jamais la croissance n'a été aussi forte avec un franc stable ; jamais nous n'avons fait autant pour le pouvoir d'achat et l'emploi alors qu'une impatience sociale continue à se manifester dans le pays, me répète Pierre Bérégovoy, inquiet de voir le Président nourrir cette impatience.

François Mitterrand : Cela veut dire qu'il faut faire plus pour l'emploi et pas moins pour le pouvoir d'achat. D'autre part, il est incroyable que les Finances prétendent que les fonctionnaires sont mieux payés que les salariés du privé. Tout ça, c'est pour ne pas augmenter les professeurs !

Mardi 29 mai 1990

Ce que craignait Bérégovoy se produit : le Président, en déplacement à Auxerre, prononce un vigoureux plaidoyer pour la revalorisation des bas salaires et dénonce la persistance des inégalités en matière d'emploi et de logement. En fait, sa cible est Michel Rocard, qui me téléphone : C'est moi qu'il vise ; il n'a qu'à le dire ! J'en ai assez ! Je suis plus socialiste que lui, et depuis plus longtemps !

Pierre Bérégovoy m'appelle aussitôt : Ces déclarations vont provoquer une crise du franc. Il me demande qui peut conseiller au Président de prendre de telles positions : On va tout droit à des plans de rigueur. Mais je ne dirai rien, car François Mitterrand parle avec l'accord du groupe parlementaire du PS à l'Assemblée, et le groupe, c'est mon maître.

A Matignon se tient enfin la table ronde réunissant des représentants de tous les partis, sauf du Front national, sur l'immigration. En sortant, l'opposition annonce qu'elle ne se prêtera plus à des « concertations-alibis ». En fait, cette table ronde montre clairement qu'en matière d'immigration, l'opposition n'a pas de propositions de substitution à la politique que nous suivons. C'est plutôt un succès pour Rocard.

Pierre Bérégovoy écrit à nouveau au Président, cette fois pour dire son opposition au projet de Michel Rocard de créer une contribution sociale de solidarité (CSS) pour financer la Sécurité sociale. Ce serait, dit-il, perçu comme un nouvel impôt, et il serait sévèrement reproché au gouvernement. Pour lui, il serait possible de l'éviter grâce à un effort d'économies et au maintien d'une croissance soutenue. Si, contre son avis, on la crée, elle devrait se substituer à des cotisations existantes afin d'alléger les charges pesant sur les bas et moyens salaires, et être affectée à un fonds de solidarité nationale. Il ne veut pas d'une hausse des prélèvements obligatoires.

Autre débat fiscal qui s'achèvera demain au Parlement sur une crise entre le gouvernement et les socialistes. Depuis longtemps, le groupe socialiste souhaite que la taxe d'habitation tienne compte du revenu du contribuable, et il a demandé que le ministère des Finances étudie différents systèmes. Celui-ci a fait preuve d'une très grande mauvaise volonté et on en arrive maintenant à un projet de réforme ultra-compliqué par lequel huit millions de Français paieront moins, huit paieront autant, six paieront plus, un million qui ne payaient pas du tout paieront pour la première fois. Michel Rocard, hostile à cette réforme, finit par l'accepter pour, dit-il, ne pas paraître antisocial et ne pas se couper du groupe socialiste. C'est aussi la position de Pierre Bérégovoy.

Ce texte viendra au vote demain. Personne, mis à part les socialistes, n'en veut ! Cette réforme sera mal perçue. Jean-Louis Bianco pense qu'elle nous fera perdre les élections de 1993. Rocard refuse absolument de porter la responsabilité de ce texte : il croit que le Président veut le faire tomber là-dessus. Le Président y est plutôt favorable, mais n'y attache pas une excessive importance.

Élection de Boris Eltsine à la présidence du parlement de la Fédération de Russie. C'est le nouvel homme fort, face à Gorbatchev. Tous les services nous le présentent comme un quasi-alcoolique, incapable mais résolu à abattre Gorbatchev.

Mercredi 30 mai 1990

Dans le bureau du Président, avant le Conseil des ministres, à propos du projet de réforme de la taxe d'habitation, qui vient cet après-midi devant l'Assemblée, un tournant est pris dans les relations entre le Président et le Premier ministre. Michel Rocard, furieux, s'exprime avec véhémence : Je suis las d'être l'unique rempart à la démagogie du groupe, d'être une sorte de pare-chocs. Et je suis las d'être accusé par le groupe de ne pas vouloir combattre les inégalités. Je suis décidé à ne plus supporter davantage les critiques du groupe sur la réalité de mon engagement socialiste. [A travers cette critique, Rocard vise bien sûr le Président.] Ce texte ne passera pas. Il n'y aura pas de majorité. J'ai décidé, malgré tout, de le soutenir, mais je ne demanderai pas le 49.3. C'est une décision trop grave. Vous pouvez la prendre, mais c'est à vous de la prendre. Dans ce cas, nous serons battus, et j'aurai à partir. Un Premier ministre est fait pour s'user. Si je dois partir là-dessus, je partirai.

Le Président, maître de lui, très calme : Vous pensez que le groupe ne pourrait pas accepter de défendre son projet sans le recours au 49.3 ?

Michel Rocard hausse les épaules et reste muet.

Le Président reprend, toujours aussi calme : Oui, je comprends. Vous vous dites que si vous ne demandez pas le 49.3, le groupe pensera que vous n'avez pas fait le maximum pour le faire voter.

Michel Rocard : Oui, exactement. Mais c'est à vous de décider.

Le Président, sans hésiter : Moi, je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'on n'utilise pas le 49.3 ! Je ne vous y pousse pas du tout, dès lors qu'il y a un risque gouvernemental évident. Il en irait peut-être autrement si nous étions sur une question de principe à laquelle vous seriez attaché. [Un silence, puis il ajoute en souriant:] Après tout, il est des cas où il faut prendre le risque d'être battu pour défendre ses convictions.

Si le Président avait demandé qu'il utilise le 49.3, le gouvernement était sans doute battu et il lui aurait fallu changer de Premier ministre. Il n'a pas saisi cette occasion. Il n'aime pas qu'on lui force la main, dans un sens ou dans un autre.

Le Conseil des ministres qui suit est très tendu, mais sur un autre sujet : la politique française en Afrique.

Jean-Pierre Chevènement intervient d'abord pour décrire la situation au Gabon après l'intervention des forces armées françaises : Par notre seule présence, nos forces ont un effet de stabilisation du régime en place. Or des changements sont de plus en plus nécessaires en Afrique.

Le Président, froid : Que voulez-vous dire par là ?

Jean-Pierre Chevènement : Je veux dire que les mécanismes de dévolution du pouvoir devraient être démocratiques.

Le Président : Ce sont des États indépendants !

Jean-Pierre Chevènement : Oui, mais il y a des soldats français.

Le Président, d'un ton posé: Et alors ? Vous pensez qu'il faut les ramener ?

Jean Pierre Chevènement : En tout cas, il faut réfléchir à la manière dont ces pays pourraient être plus démocratiques.

Le Président, s'énervant : C'est leur affaire ! Nous ne pouvons que les y pousser ! Je vous garantis que, s'il n'y avait pas eu 25 000 Français au Gabon, je n'y aurais pas envoyé de soldats.

Jean-Pierre Chevènement : Mais, au bout d'un certain temps, la situation va devenir intenable.

Le Président : Est-ce notre intérêt ou non d'avoir des Français qui travaillent en Afrique ?

Jean-Pierre Chevènement : C'est l'intérêt de l'Afrique !

Le Président: Mais enfin, c'est un fait que les Français sont là!

Jean-Pierre Chevènement : C'est vrai que si nous rapatrions nos troupes, cela signifie qu'il faudra évacuer nos ressortissants.

Le Président se fait pressant : Alors, cela veut dire que vous voulez qu'on évacue les Français ?

Pierre Joxe demande la parole : Je trouve ce débat intéressant et je pense qu'effectivement—mais pas dans le cadre du Conseil des ministres—une discussion prospective et opérationnelle sur l'Afrique serait nécessaire. J'ai découvert récemment que nous étions liés avec certains pays par des accords de défense qui nous obligent à intervenir pour le maintien de l'ordre intérieur.

Le Président, exaspéré : En tout cas, depuis neuf ans, je n'ai jamais eu l'intention d'intervenir de la sorte. Ces accords de défense sont imprudents.

Le Président passe à autre chose et interroge Michel Rocard sur la lenteur de la promulgation de certains décrets d'application des lois. Le Premier ministre répond que, désormais, il n'acceptera plus qu'un projet de loi soit proposé pour inscription à l'ordre du jour du Conseil s'il n'est pas accompagné de ses projets de décrets d'application.

Après le Conseil, le Président me demande de faire convoquer par Jean-Louis Bianco une réunion des ministres concernés sur l'Afrique.

Cet après-midi, l'affaire de la taxe d'habitation rebondit. A 17 heures, Jean-Paul Huchon appelle Jean-Louis Bianco : Louis Mermaz soutient que le Président a donné son accord pour que le gouvernement recoure au 49.3 pour faire passer le texte.

Le Président, informé, explose : C'est un abus de confiance ! Je n'ai jamais dit cela ! Appelez donc Mermaz et Rocard pour mettre les choses au point.

Mermaz demande à Rocard de calmer le jeu. Celui-ci accepte. Guy Carcassonne et Jean Poperen obtiennent l'abstention des communistes, qui permet le vote du projet socialiste de nouvelle taxe d'habitation, sans recours au 49.3. Michel Charasse, très hostile au texte, est furieux. Il espère bien que le Sénat permettra de revenir là-dessus.

François Mitterrand : Rocard trouve que je parle trop des inégalités. Eh bien, il n'a encore rien entendu ! Cela ne fait que commencer! Le Président rejoint certains dirigeants socialistes pour réclamer lui aussi au gouvernement une « nouvelle étape sociale ».

Jeudi 31 mai 1990

Conversation avec Pierre Bérégovoy, que je trouve très crispé : Nous revenons en IV^e^ République. Tout cela conduit à des plans de rigueur pour l'année prochaine. Sur la taxe d'habitation : C'est absurde, mais je ne dirai rien.

En visite à Évry, François Mitterrand poursuit, dans la ligne de son discours d'Auxerre, sa dénonciation des inégalités. Devant des étudiants et des lycéens, il déclare : L'égalité sociale, ça commence à l'école ! La presse ne s'y trompe pas, qui brode sur ses désaccords avec Michel Rocard.

George Bush reçoit Gorbatchev à Camp David. Brent Scowcroft m'annonce une lettre qui nous racontera ces entretiens.

Vendredi 1^er^ juin 1990

François Mitterrand : Mais pourquoi Bérégovoy se fait-il avaler par ces gens des Finances ? Quand je le vois, il est très à gauche ; quand il m'écrit, il est pire que Raymond Barre !

Mikhaïl Gorbatchev me fait parvenir, par l'intermédiaire d'un proche qui vient me voir, un message très alarmiste à l'intention du Président. Il a besoin d'aide d'urgence : Sans vouloir dramatiser la situation, me dit ce messager, je dirai franchement qu'aujourd'hui l'URSS traverse l'étape de la perestroïka de loin la plus importante. Celle-ci est marquée par la démolition de structures économiques surannées, le passage à l'économie de marché, l'engagement actif de notre pays dans les structures de la division internationale du travail. A défaut de ces mesures radicales, les changements politiques dans le pays risquent de marquer le pas. Nous ressentons également la résistance réelle aux changements. Les erreurs dues à l'inexpérience de nos firmes et de nos organisations, qui bénéficient pour la première fois d'une possibilité d'action autonome sur le marché extérieur, ne sont pas sans compliquer la situation. D'une manière générale, le pays s'est approché de l'échéance décisive au-delà de

laquelle les changements devront acquérir un caractère irréversible. Je ne cacherai pas que, dans les conditions actuelles, nous avons besoin de crédits financiers urgents et libres pour redresser la balance des paiements et acheter les articles nécessaires à la satisfaction des besoins de la population. Pour mener à bien les tâches liées à une mise en œuvre plus énergique des réformes, on aura besoin de programmes de crédit plus vastes bénéficiant du soutien et des garanties des organes gouvernementaux. Des contacts appropriés, comme vous le savez, ont déjà eu lieu. Je vous serais reconnaissant pour le soutien et le concours que vous pourrez nous prêter lors de l'examen de ces questions au cours des prochaines rencontres entre leaders des pays occidentaux. Tout compte fait, il serait sans doute plus opportun d'œuvrer à l'élaboration d'un programme cohérent de coopération. L'expérience des années écoulées montre qu'attirer vers l'Union soviétique les entreprises occidentales n'est pas une chose aisée. Je n'ignore pas qu'on a besoin, pour y parvenir, d'un cadre législatif rénové à l'intérieur de notre pays. Nous ne manquerons pas de l'adopter. Cela dit, il est clair qu'on a aussi besoin que nos partenaires acceptent d'encourager, y compris sur le plan des impôts et des subventions d'État, les investissements en URSS.

Dimanche 3 juin 1990

C'est le premier anniversaire des événements de Tian-an-Men. Les étudiants manifestent sur le campus à Pékin, malgré la présence des policiers.

Lundi 4 juin 1990

George Bush écrit à François Mitterrand pour le remercier de l'avoir tenu informé de ses conversations à Moscou avec Gorbatchev, et lui résumer la teneur de la rencontre qui vient de se dérouler entre eux deux à Camp David. Gorbatchev a commencé par affirmer qu'une Allemagne unie au sein de l'OTAN modifierait l'équilibre stratégique. Il a proposé que l'Allemagne appartienne à la fois à l'OTAN et au Pacte de Varsovie (qu'elle ait deux « points d'ancrage », selon son expression), et parlé d'une longue période de transition, apparemment sous le contrôle des quatre Grands, idée sur laquelle il est revenu à plusieurs reprises. Bush dit avoir répondu qu'une Allemagne unie ne constituera une menace pour aucun pays, y compris l'URSS ; il a souligné que l'Allemagne avait gagné sa place dans la nouvelle Europe et qu'elle aurait des relations constructives avec l'URSS. Le Président américain a ajouté qu'il soutenait la position du Chancelier Kohl, à savoir qu'une Allemagne unie devrait devenir membre à part entière de l'OTAN - ce qui inclut sa participation à ses structures militaires intégrées — et être libre de choisir ses alliances. La souveraineté allemande, a-t-il dit, doit être totale au moment de l'unification, sans qu'aucune nouvelle contrainte discriminatoire pèse sur elle ni que son cas fasse l'objet d'un statut particulier. Gorbatchev a semblé l'approuver sur la pleine participation de l'Allemagne à l'OTAN, mais il est ensuite revenu à son idée de période de transition. Lors de la conférence de presse de dimanche, il n'a toutefois soulevé aucune objection lorsque Bush a déclaré que, tout en n'étant pas d'accord sur l'idée que l'Allemagne soit membre à part entière de l'OTAN, l'un et l'autre ont été d'accord pour penser que la question de l'appartenance de l'Alliance est, conformément à l'Acte final d'Helsinki, une question à propos de laquelle la décision appartient aux Allemands. Gorbatchev lui a demandé une aide économique importante. Bush lui a répondu qu'il était désireux de l'aider à réussir, lui et ses réformes, et qu'il comprenait les problèmes auxquels il était confronté, mais qu'il aurait du mal à persuader les banques américaines d'accorder leur assistance avant qu'un programme de réformes économiques efficaces soit mis en place en URSS. Les progrès dans la résolution de la question allemande créeraient aux États-Unis un climat qui l'aiderait, lui, Bush, à venir aide à l'URSS. De même, un progrès tangible en Lituanie et une réduction de l'aide soviétique à des pays tels que Cuba, le Vietnam ou le Cambodge permettraient de riposter à l'argumentation selon laquelle les États-Unis aident l'Union soviétique alors que celle-ci apporte une assistance à des régimes qui sapent la stabilité internationale.

En fin de compte, Bush dit avoir trouvé Gorbatchev toujours aussi confiant, mais manifestement submergé par ses problèmes intérieurs. Il lui semble avancer à l'aveugle au milieu des retombées de tous les changements intervenus au cours de l'année écoulée. Il fait preuve de largeur d'esprit et paraît disposé à se sentir rassuré par les mesures que les Alliés occidentaux pourraient prendre afin de montrer que ces changements peuvent être traités de manière à ne pas menacer la sécurité de l'URSS.

François Mitterrand : Vous voyez ce que je vous disais ! Avec moi, Gorbatchev fait le flambard. Mais, après, il cède tout aux Américains en échange de quelques dollars... Heureusement que je ne l'ai pas pris au mot et que je n'ai pas pris position contre la présence de l'Allemagne dans l'OTAN!

Mardi 5 juin 1990

Au petit déjeuner des « éléphants », dont la régularité est finalement maintenue, longue discussion sur le mode de scrutin pour les prochaines élections régionales de 1994. Au lieu du système proportionnel, Laurent Fabius plaide pour un système qu'il a mis au point avec Daniel Percheron (un scrutin majoritaire à deux tours dans des circonscriptions qui seraient à peu près trois fois plus petites que les circonscriptions législatives). Pierre Mauroy et Lionel Jospin sont contre. Mauroy fait remarquer qu'il faudrait découper environ 1 800 circonscriptions ! Il ne se trouverait pas de majorité au Parlement pour voter un tel texte ; au surplus, les députés seraient mécontents d'avoir d'éventuels concurrents dans leur propre circonscription.

Le Président, qui était au départ en faveur de la solution Fabius, décide de laisser aller vers une proportionnelle à deux tours de type municipal, dans le cadre du département et non de la région. S'il est hostile à la région, c'est parce que le découpage à ce niveau renforcerait, à son avis, le poids des présidents sortants.

Remise à Pierre Bérégovoy du rapport de François Hollande sur la fiscalité du patrimoine. Remarquable travail qui comble une énorme lacune dans le plan de réformes de la gauche. Mais François Mitterrand n'y prête guère attention, et Bérégovoy y est, pour l'essentiel, hostile. Une occasion manquée.

A 18 h 30 se tient, dans le bureau du Président, la réunion sur l'Afrique, convoquée à la suite de la brève discussion en Conseil des ministres de mercredi dernier. Y assistent le Premier aninistre, Lionel Jospin, Pierre Bérégovoy, Roland Dumas, Michel Durafour, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Joxe, Jacques Pelletier et Jean-Louis Bianco. Pierre Joxe a envoyé au Président une note dans laquelle il insiste sur la nécessité d'infléchir sérieusement notre politique dans le sens des droits de l'homme. L'ambiance est électrique.

Le Président, renfrogné : Bon ! Eh bien, puisque Jospin et Chevènement se sont exprimés en Conseil des ministres, c'est qu'ils ont peut-être des choses à dire.

Le Président nomme rarement ainsi ses ministres, qu'il préfère désigner par leur titre. Nous voici de retour au PS !

Jean-Pierre Chevènement : Trente ans après les indépendances, il y a un nouveau tournant à prendre. Nous sommes tellement imbriqués dans les affaires africaines que tout le monde attend de nous que nous donnions au moins des conseils, bien qu'il s'agisse d'États indépendants. Le rôle de nos ambassadeurs devrait être de préparer la suite, d'écarter les gens honnis et corrompus. Et puis, il y a cette basilique de Yamoussoukro qu'on a laissé construire !

Le Président, excédé : Laissé !

Jacques Pelletier : On n'a pas donné un sou !

Jean-Pierre Chevènement : Mais il y a des choses qu'on ne peut pas laisser faire !

Le Président, avec une colère rentrée : Nous donnons des aides sur des projets précis (irrigation, alphabétisation), avec de nombreux contrôles administratifs et financiers. Il n'y a pas un seul projet qui ne soit à argent ouvert.

Jean-Pierre Chevènement : Et Air Afrique ? Il y avait un trou de 600 millions de francs, nous l'avons bouché.

Le Président, de plus en plus furieux : Je ne suis pas intervenu. Mais le dossier a été sérieusement traité et réglé par le Premier ministre.

Jean-Louis Bianco : L'argument de Chevènement pour Air Afrique n'est pas bon.

Jean-Pierre Chevènement, courageux : Et puis, il y a des soldats français qui se trouvent sous des uniformes étrangers.

Le Président : Personne ne m'en a jamais parlé ! Citez-moi des cas concrets.

Jean-Pierre Chevènement : Aux Comores, nous encadrons la garde présidentielle. Il y a aussi des officiers français en détachement dans la 30e brigade parachutiste au Zaïre.

Le Président : Alors, retirons-les !

Jean-Pierre Chevènement : Ce serait le désordre total.

Le Président, d'un ton supérieur : Vous vous mordez la queue !

Jean-Pierre Chevènement : Et puis, il y a la Côte d'Ivoire où un officier français afait une mission et propose...

Le Président le coupe : Il propose ce qu'il veut. Nous, on décide.

Pour Jospin, il faut évoluer dans le sens indiqué par Jean-Pierre Chevènement.

Le Président : Tout cela se ramène à une question : faut-il ou non rester en Afrique ? Partir d'Afrique est une politique tout à fait concevable, mais ce n'est pas la mienne. Si nous partions, je vais vous dire ce qui se passerait. Il y a des pays complètement dépourvus de ressources, comme le Burkina Faso, qui n'intéresseraientpersonne et seraient encore plus dans la misère. Il y a des pays qui ont des potentiels, comme le Gabon, où les États-Unis seraient ravis de nous remplacer.

Pierre Joxe : Il se développe une aspiration à une vie politique différente, en partie à cause des événements des pays d'Europe de l'Est.

Le Président : Mais c'est très bien !

Pierre Joxe : Le dernier homme politique français qui s'est exprimé sur l'Afrique était Jacques Chirac, et c'était pour dire que l'Afrique n'est pas faite pour le multipartisme...

Le Président : ... au moment où cela deviendrait utile.

Pierre Joxe : Et puis, il n'y a pas que des militaires. Nous avons aussi des policiers sous uniformes étrangers.

Le Président, de plus en plus mécontent : C'est un héritage ! On ne m'en a jamais parlé! Depuis deux ans, aucun ministre ne m'a remis un rapport pour demander que cela cesse ! Il y a un malentendu très profond entre nous. Je suis surpris et peiné de ce que j'entends. La campagne de presse a des adeptes jusque dans les rangs du gouvernement.

Les ministres se récrient. Le Premier ministre intervient alors pour dire à quel point le titre du Monde, parlant récemment de l'aide de la France à Bongo lors des dernières émeutes, était scandaleux, car la France n'a fait qu'aider ses propres ressortissants.

Le Président évoque le projet, lancé par plusieurs socialistes, d'un Haut Conseil de la coopération destiné à moraliser l'aide, pour dire qu'il ne veut pas en entendre parler. Glacial, il conclut : En tout cas, je veille depuis neuf ans à ce que la coopération soit débarrassée de ses scories en matière de droits de l'homme. Et c'est nous qui avons fait sortir de prison tous les opposants à Bongo... Très bien... J'aviserai et ferai connaître mes décisions.

La réunion se termine dans un silence de plomb.

C'est un revirement majeur qu'a concédé Gorbatchev à Bush : selon un responsable américain, le premier aurait déclaré au second qu'il considérait que les Allemands devaient pouvoir décider eux-mêmes de leur appartenance à une alliance. Les membres de la délégation soviétique en auraient alors « blêmi », selon le même responsable. Les Américains estiment que Gorbatchev est maintenant prêt à un compromis, mais il lui faut encore trouver un moyen d'apaiser les siens. D'après James Baker, les Etats-Unis ont fait neuf concessions pour que Moscou accepte l'intégration de l'Allemagne unifiée à l'OTAN : pas de troupes de l'OTAN sur le territoire de l'Allemagne de l'Est ; les troupes soviétiques pourront rester sur ce territoire pendant une période transitoire ; l'Allemagne ne possédera pas d'armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques ; l'Allemagne fournira une aide économique à l'URSS ; la stratégie de l'OTAN va être revue en fonction de la diminution de la menace du Pacte de Varsovie ; de nouvelles négociations sur la réduction des forces conventionnelles en Europe auront lieu après celles qui doivent se terminer à Vienne cette année ; des négociations sur la réduction des armes nucléaires tactiques s'ouvriront prochainement ; la CSCE sera dotée d'une structure permanente et des consultations politiques régulières auront lieu à trente-cinq. Les Soviétiques ont estimé ces propositions rassurantes, mais insuffisantes. Baker a alors avancé la vague possibilité d'une forme d'accord entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN sur l'Allemagne, sans avaliser l'idée d'une double appartenance. Gorbatchev y a sans doute vu une ouve qui lui a permis sa déclaration audacieuse devant Bush.

Mercredi 6 juin 1990

En fin de Conseil des ministres, Michel Rocard parle de la préparation du budget de 1991 : Certains ministres n'ont pas du tout respecté les orientations contenues dans les lettres de cadrage pour la préparation du budget. Certains ont considéré ces lettres comme destinées à la corbeille à papiers plutôt que comme des instruments de travail.

Le Président approuve à sa manière : Les inégalités ne doivent pas être réduites seulement à travers les salaires, mais aussi par l'effort d'éducation, de formation professionnelle et de recherche, de logement social, de réduction du chômage, qui constituent, avec le rayonnement de la France à l'extérieur, les grandes priorités du prochain budget. Il faut faire des choix pour consolider la réussite économique au service de la justice sociale.

Après l'exposé de Lionel Jospin sur les grandes écoles, il ajoute : Je note que les grandes écoles de télécommunications doubleront leurs effectifs d'ici à 1993. Je souhaite que cet exemple soit suivi et je souligne l'effort accompli également par certaines universités.

Puis il revient sur ses déclarations antérieures : Je n'ai pas dit que les inégalités se sont accrues de 1986 à 1988, mais que le pouvoir d'achat a été cassé à partir de 1986, ce qui est aisément vérifiable.

A l'Assemblée, la droite interpelle violemment Pierre Joxe à propos de l'enlisement de l'enquête sur la profanation des tombes juives à Carpentras.

Jeudi 7 juin 1990

Les dix-sept pays membres du COCOM décident de réduire les restrictions imposées aux pays ex-communistes en matière de ventes de technologies dites « sensibles ».

Vendredi 8 juin 1990

Michel Rocard plaide auprès du Président pour son projet de CSS, devenue CSG (contribution sociale généralisée), ce nouvel impôt dont Pierre Bérégovoy ne veut pas. Cette contribution porterait sur les salaires, les revenus du capital, les revenus des non-salariés et les revenus des inactifs imposables. Elle rapporterait 33 milliards pour 1 %, contre 25 milliards pour 1 % de cotisations familiales. Elle viendrait se substituer à des cotisations existantes et permettrait, par sa large assiette, de réduire les cotisations sociales dues par les salariés. Le Président demande qu'il lui envoie une note à ce sujet.

Lundi 11 juin 1990

Arrivée de la note de Rocard sur le nouvel impôt. Il ressort de ce texte ultra-technique, de lecture difficile, que les comptes de la Sécurité sociale ne sont aujourd'hui équilibrés qu'en raison du fort rythme des créations d'emplois. La CSG permettrait de financer par l'impôt des dépenses de solidarité — notamment familiales — aujourd'hui supportées par les salaires. Elle allégerait la charge trop exclusivement supportée par le salaire des actifs. Cette contribution existe déjà, rappelle la note, sous la forme des prélèvements de 1 % sur les revenus imposables et de 0,4 % sur les revenus du capital. Mais, substituant un impôt à une cotisation, la CSG, reconnaît Rocard, se heurte aux réticences de Force ouvrière. Il conviendra de trouver un juste équilibre entre le vote annuel par le Parlement de ce nouvel impôt affecté à la protection sociale et la responsabilité des partenaires sociaux dans la gestion du régime qui en bénéficiera. Rocard craint que la proposition faite par Pierre Bérégovoy de créer un Fonds budgétaire de solidarité ne suscite une hostilité irréductible. Aussi insiste-t-il : avec la CSG, retraités et chômeurs contribueront dès lors qu'ils paient l'impôt sur le revenu. Le principe de solidarité exige que les inactifs imposables participent au financement de la politique familiale. Le nouvel impôt introduira plus de justice dans le financement de la protection sociale, dans la mesure où la nature fiscale de cette contribution la rend plus progressive que les cotisations auxquelles elle viendra se substituer. Elle œuvrera ainsi, de façon de plus en plus marquée au fur et à mesure qu'elle montera en régime, à la réduction des inégalités.

François Mitterrand : C'est un impôt sur les retraités et les chômeurs. Et proportionnel, alors que l'impôt sur le revenu est progressif. Je suis contre. Que Rocard se débrouille avec Bérégovoy.

Le Président interroge Michel Rocard à propos d'un article de L'Express évoquant des critiques acerbes portées contre François Mitterrand et censées avoir été proférées à Matignon. Le Premier ministre dément et demande à Guy Carcassonne de rédiger une réponse au journal.

Le Président commente : Ils peuvent bien démentir, je sais que L'Express est resté, par décence, en dessous de la vérité.

Conséquence inattendue de la réunion sur l'Afrique : Le Président accepte que son discours au prochain Sommet de La Baule soit préparé sur la base de la note d'Érik Arnoult. Mais il me met en garde : N'en faites pas trop. Il faut leur dire leurs quatre vérités, mais sans flonflons particuliers.

Mardi 12 juin 1990

Alain Carignon appelle à voter socialiste pour faire barrage au FN lors du second tour d'une cantonale à Villeurbanne. Il est mis en congé du RPR.

Premières conséquences politiques de la crise sociale : Victoire du FIS aux élections locales algériennes, premier scrutin libre depuis 1962. Avec 54,25 % des voix, le parti intégriste d'Abassi Madani écrase le FLN, qui ne recueille que 28,13 % des suffrages. L'abstention a dépassé 40 %. Tous les éléments sont en place pour une épreuve de force entre le FLN, qui ne cédera jamais le pouvoir, et ceux qui le combattent. Pour la France, soutenir l'Algérie commanderait de réduire ses dettes et de la pousser à se réformer.

907 députés russes se prononcent en faveur de la souveraineté de la Fédération en Russie. Selon leur déclaration, la Fédération de Russie se réserve le droit de sortir librement de l'URSS. C'est une vraie déclaration de guerre contre Gorbatchev.

Mercredi 13 juin 1990

François Mitterrand : Rocard ne veut rien faire pour réduire les inégalités. Il a les yeux fixés sur les élections présidentielles. Que faire pour qu'il pense à autre chose ?

Vendredi 15 juin 1990

Réunion des sherpas à Newport. Un sérieux flottement règne dans la préparation du Sommet du mois prochain comme dans l'expression des positions américaines sur nombre de sujets (agriculture, développement, Est/Ouest, environnement). De même, dans l'approche du problème de l'Union soviétique, aucune délégation, à l'exception peut-être des Britanniques, n'est réellement mandatée pour soumettre des orientations. Pour ce qui est des relations Est/Ouest, chacun exprime sa préférence : la France avec la BERD, la Commission avec le G 24, la RFA avec la CSCE, le Royaume-Uni avec les accords CEE-pays d'Europe centrale et orientale, le Japon avec l'OCDE. Le Royaume-Uni refuse le principe d'une aide l'Union soviétique et propose des études, ainsi qu'une exhortation procéder à des réformes politiques et économiques. Le sherpa italien fait circuler une proposition reconnaissant à l'OCDE un rôle pivot dans l'aide aux réformes économiques en Union soviétique. La délégation américaine reste silencieuse. La délégation allemande fait état d'une intervention de Gorbatchev demandant une aide de l'ordre de 20 milliards de dollars, et de l'envoi imminent d'une lettre du Chancelier Kohl aux Douze à ce sujet. Le sherpa allemand évoque l'idée d'une consultation des pays créanciers de l'Union soviétique en vue d'examiner un plan d'aide à sa balance des paiements. La confusion est extrême.

On sent que Gorbatchev sera le héros absent de la réunion de Houston. Il est urgent de lui proposer quelque chose. Et dire que les Américains ont exigé de verrouiller la BERD, alors qu'il suffisait de la libérer de ces contraintes pour que toute la réforme de l'URSS devienne très facile à financer sans argent nouveau !

Samedi 16 juin 1990

Poursuite de la réunion de Newport. On parle environnement. Les Américains se déclarent incapables de prendre des engagements sur des objectifs de réduction des émissions de gaz carbonique, ou même sur les chlorofluorocarbones (CFC). Ils proposent de créer à la Banque mondiale un fonds destiné à aider les pays les moins développés à mettre fin à leur propre production de CFC. Ils sont conscients que la pression des six autres chefs d'État et de gouvernement peut mettre Bush dans l'embarras. Les Allemands sont de très loin les plus ambitieux sur ce sujet, allant jusqu'à demander des engagements contraignants et à rejeter toute autre considération (marché unique, distorsions de la concurrence, recherches technologiques) que celles de la défense de l'environnement. Le sherpa britannique, très présent dans toute la discussion, cherche à

tempérer les exigences allemandes et à tirer vers le haut les propositions américaines. Nous soutenons l'approche allemande, en particulier sur le rôle de la Banque mondiale dans la coordination des actions de coopération en matière d'environnement en ce qui concerne la protection des forêts et les émissions de CO_2. Nous parvenons à arracher le principe de concours additionnels aux pays en développement. Une place importante est réservée aux problèmes liés aux changements de climat.

Dimanche 17 juin 1990

Colloque socialiste sur la « nouvelle étape sociale ». Michel Rocard reconnaît qu'il existe un sentiment d'accroissement des inégalités, et se défend à nouveau d'être moins socialiste que ceux qui le critiquent. Il met le PS en garde contre les tentations de surenchères qui équivaudraient à se suicider électoralement.

Lundi 18 juin 1990

Cinquantenaire de l'Appel du 18 juin. Le Président refuse de s'y associer. Quels cadavres dans quels placards entre de Gaulle et lui ?

François Mitterrand : De Gaulle a tout fait pour éliminer les grands résistants de l'intérieur, en les couvrant d'honneur à Londres, ou peut-être même, dans certains cas, en les laissant se faire éliminer physiquement. Moi, quand je suis arrivé à Alger, il m'a offert un poste de député, pour m'empêcher de rentrer en France. J'ai refusé évidemment. Il combattait plus la résistance de l'intérieur que les Allemands.

Le Chancelier Kohl veut obtenir que les milliards qu'il a promis à Gorbatchev soient payés... par les Douze ! Il écrit à ce propos à François Mitterrand. La réussite de l'Union soviétique dans la voie de la perestroïka et des réformes revêt une signification capitale non seulement pour ce pays, mais aussi pour l'ensemble de l'Europe et pour la situation du reste du monde, expose-t-il. C'est pourquoi il sollicite l'appui de ses partenaires occidentaux, notamment sous la forme de crédits à long terme pour mettre en œuvre les réformes soviétiques. Il demande notre concours pour l'organisation d'un large consortium. Pour lui, le Sommet de Houston devrait manifester la volonté de coopérer avec Moscou, non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique. Vu la taille de l'Union soviétique et l'ampleur de ses besoins en assistance, les Occidentaux ne pourront la soutenir dans la voie de réformes économiques orientées vers l'économie de marché que de manière conjointe. Gorbatchev a demandé à Kohl de bénéficier de crédits à court terme de banques privées allemandes cautionnés par le gouvernement fédéral. Cette question, dit le Chancelier, est actuellement examinée avec bienveillance à Bonn. En échange, l'Union soviétique adoptera une attitude constructive vis-à-vis de l'unification allemande, en particulier de l'ancrage d'une future Allemagne unie au sein de l'Alliance de l'Atlantique Nord et de la Communauté européenne.

Autrement dit, Kohl souhaite que nous cofinancions ce qu'il a promis en échange de la réunification allemande.

Joël Maurice, le haut fonctionnaire chargé du dossier, vient me rendre compte de l'avancement des travaux au Bangladesh : Les actions se mettent en place avec un léger retard qui ne remet pas en cause la dynamique d'ensemble ; l'esprit de coopération est très positif entre les donateurs comme avec le Bangladesh. La menace majeure sur le plan d'action résulte en fait de la situation macro-économique et des risques politiques liés aux mesures d'austérité qui viennent d'être annoncées (augmentation de 10 % de la pression fiscale).

Revu le projet de discours pour demain à La Baule. Le Président a biffé quelques passages. Il en a gardé l'esprit tout en le nuançant beaucoup.

Mardi 19 juin 1990

Au Conseil des ministres, François Mitterrand revient sur la place de la France en Afrique, avant le Sommet de La Baule : Ça doit être clair. Un : il y a eu beaucoup de laisser-aller en Afrique. Mais, depuis 1981, chaque somme versée est liée à un projet précis et contrôlé. Il peut y avoir quelques bavures, car la concussion existe partout, mais la France n'en est jamais complice. Deux : nous incitons partout les régimes à se démocratiser. Mais nous n'avons pas à nous ériger en juges : il y a des conditions locales difficiles. Trois : qu'on ne me cherche pas sur les accords militaires : tous ont été signés par de Gaulle (qu'on encense ces jours-ci), pas par moi.

Pierre de Boissieu, directeur des Affaires économiques et financières au Quai d'Orsay, désigné par Roland Dumas pour suivre le dossier, dresse un « état des lieux» de la préparation de l'Union économique et monétaire. Les études sont terminées ; il faut maintenant des décisions politiques. Les points qui restent à trancher sont : la monnaie unique, le passage à la troisième étape, les pouvoirs respectifs de la Communauté et des Etats. Le calendrier doit être confirmé. La Grande-Bretagne et les Pays-Bas voudraient retarder la mise en route de la conférence intergouvernementale sous prétexte que le travail préparatoire n'est pas achevé, ce qui est faux.

Au grand contentement de Michel Charasse, le Sénat bloque la réforme de la taxe d'habitation votée par les socialistes à l'Assemblée. Un sénateur commente : Le Sénat botte en touche. C'est l'Assemblée qui tirera le penalty.

Le seizième Sommet franco-africain s'ouvre à La Baule. Le discours du Président reprend les thèmes développés par Érik Arnoult et tient compte des observations émises par les ministres lors des dernières réunions : Il nous faut parler de démocratie. C'est un principe universel qui vient d'apparaFtre aux peuples de l'Europe centrale et orientale comme une évidence absolue, au point qu'en l'espace de quelques semaines les régimes considérés comme les plus forts ont été bouleversés. Le peuple était dans les rues, sur les places, et le pouvoir ancien, sentant sa fragilité, cessait toute résistance comme s'il était déjà, et depuis longtemps, vidé de substance et qu'il le savait. Et cette révolution des peuples, la plus importance que l'on eût connue, cette révolution est partie de là et elle reviendra là. Celui qui la dirige le sait bien, qui conduit avec courage et intelligence une réforme qui, déjà, voit se dresser devant elle toutes les formes d'opposition : celles qui s'y refusent, attachées au système ancien, et celles qui veulent aller plus vite. Si bien que l'Histoire reste encore en jeu. Il faut bien se dire que ce souffle fera le tour de la planète. Désormais, on le sait bien : que survienne une glaciation ou un réchauffement à l'un des deux pôles, et voilà que le globe tout entier en ressent les effets...

Puis il ajoute : La France n'entend pas intervenir dans les affaires intérieures des États africains amis. Elle dit son mot, elle entend poursuivre son œuvre d'aide, d'amitié et de solidarité. Elle n'entend pas soumettre à la question, elle n'entend pas abandonner quelque pays d'Afrique que ce soit. Ce plus de liberté, ce ne sont pas simplement les États qui peuvent le faire, ce sont les citoyens : il faut donc prendre leur avis ; et ce ne sont pas simplement les puissances politiques publiques qui peuvent agir, ce sont aussi les organisations non gouvernementales qui souvent connaissent mieux le terrain, qui en épousent les difficultés, qui savent comment panser les plaies.

Le Président en profite comme convenu avec Bérégovoy pour annuler certaines dettes publiques des pays de l'Afrique subsaharienne.

Jean-Pierre Chevènement écrit au Président pour s'inquiéter du refus de la RFA de voir consigner sa renonciation aux armes nucléaires dans un acte international. Il me dit : Seul un traité signé par les quatre puissances et acté par les trente-cinq pays membres de la CSCE peut créer un document contraignant. Comme les Américains soutiennent la position allemande, le ministre de la Défense suggère une démarche franco-britannique les amenant à céder.

François Mitterrand : Une telle omission ne gênerait pas les Américains, mais on peut faire confiance aux Soviétiques pour l'introduire. Les Anglais, qui ont toutes les appréhensions du monde, n'insisteront en rien.

Roland Dumas réglera ce problème avec James Baker.

Le Président travaille à une interview pour Le Monde avec ses collaborateurs. Vives discussions sur Rocard, puis sur de Gaulle dont c'est l'année : centenaire de sa naissance, cinquantenaire de l'Appel du 18 juin. Il commente oralement : L'Histoire a déjà jugé, c'est un grand homme. Je suis d'accord avec ce jugement de l'Histoire, mais je ne vais pas, à cause de ce jugement, et parce qu'on l'a mythifié, faire semblant d'oublier que je l'ai combattu : à cause du coup d'État militaire qui l'a ramené au pouvoir, parce qu'il a déclaré que tous les pouvoirs procédaient de lui, parce qu'il exerçait une mainmise totale sur l'audiovisuel — je n'ai pas pu m'exprimer à la télévision de 1958 à 1965 — et enfin à cause de la réquisition des mineurs de 1963. Je ne veux pas avoir l'air de poursuivre une querelle avec lui, cela n'aurait pas de sens. Vous savez ce que je pense de son œuvre politique. Si j'écrivais autre chose, on en déduirait que je ne pense plus la même chose.

Le Président est très heurté par le livre de Régis Debray A demain de

Gaulle : Il n'est pas juste de comparer de Gaulle, qui est dans l'Histoire, avec moi, qui suis dans l'action. Il écrit dans le premier projet d'interview : Personne ne conteste qu'il fut un grand homme. Il a été grand au début et à la fin. Entre les deux, c'est un sujet intéressant. Il écrit finalement : Vous savez que j'ai combattu son œuvre politique. Le débat reste ouvert. Le personnage, lui, a été grand du début à la fin.

A propos de l'Afrique : Mon discours de La Baule ? Mais il ne change rien ! On faisait déjà comme ça avant !

La Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA signent à Schengen (Luxembourg) une convention sur la libre circulation des personnes, qui ouvre la voie à l'Europe sans frontières. Cet accord complète le premier traité signé en juin 1985, qui établissait la libre circulation mais la subordonnait à l'établissement d'un dispositif d'accompagnement, notamment par le renforcement des contrôles aux frontières extérieures des cinq États. C'est, là encore, une initiative du Chancelier Kohl, devenu un projet franco-allemand étendu à plusieurs pays.

Mercredi 20 juin 1990

Washington suspend son dialogue avec l'OLP en raison du refus de la centrale palestinienne de condamner la tentative d'attentat, déjouée le 30 mai dernier, sur une plage israélienne.

Une réunion des directeurs politiques des « 2 + 4 » élabore un projet d'ordre du jour pour la prochaine réunion des six ministres, vendredi prochain à Berlin, sur trois thèmes principaux : question des frontières et schéma du règlement définitif, sur lesquels deux documents de travail ont été préparés, et questions politico-militaires que les Soviétiques insistent pour voir figurer comme partie intégrante du règlement définitif.

Sur le règlement des frontières, le document qui sera soumis aux ministres énumère quatre principes permettant de régler de manière complète le problème des frontières de l'Allemagne : le premier définit le territoire de l'Allemagne (RFA + RDA + Berlin) et indique que ses frontières ne seront définitives qu'avec l'entrée en vigueur du règlement final, c'est-à-dire avec la levée des droits des Quatre ; le deuxième prévoit la conclusion d'un traité contraignant entre l'Allemagne unifiée et la Pologne pour consacrer la ligne Oder-Neisse ; le troisième souligne la renonciation de l'Allemagne unifiée à toute revendication territoriale ; enfin, le dernier affirme que la constitution de l'Allemagne unie ne comportera aucune disposition incompatible avec les principes précédents. Un dernier paragraphe traduit l'ambiguïté qui subsiste : les Quatre prennent formellement acte des engagements et déclarations correspondants de la RFA et de la RDA, sans préciser quels sont ces engagements ou déclarations. Il attribue toutefois un rôle spécifique aux Quatre, qui devront en prendre formellement acte, et, surtout, indique que leur mise en œuvre confirmera le caractère définitif des frontières de l'Allemagne, ce qui est une manière de dire que la levée des droits et responsabilités des Quatre ne pourra intervenir qu'après cette mise en œuvre. Hans-Dietrich Genscher, sur la base des déclarations parlementaires du Bundestag et de la Volskammer, fera certainement valoir la clarté des intentions allemandes et cherchera à borner le rôle des Quatre à l'enregistrement des déclarations unilatérales allemandes.

Sur l'insistance de Roland Dumas, qui a rencontré à plusieurs reprises à ce sujet son homologue polonais Stubiziewski, les Six décident d'accueillir les Polonais, le 4 juillet, au niveau des directeurs, et le 17 juillet, au niveau ministériel, à Paris. La réunion commencera à Six le matin ; les Polonais seront invités au déjeuner puis participeront à la réunion de l'après-midi dans les mêmes conditions que les membres du groupe. Là-dessus, Dumas reçoit l' appui de Genscher.

Sur les questions politico-militaires, les Soviétiques présentent un véritable traité de paix dont la partie centrale reprend l'ensemble des thèmes habituels de l'URSS ; elle vise à imposer un statut spécial à l'Allemagne et, en fait, à remettre en cause l'ensemble du dispositif de sécurité occidental. La négociation paraît avoir déjà commencé sans nous entre les Américains, les Allemands et les Russes, encore qu'à Washington comme à Bonn on ne semble guère au clair sur ce que les Soviétiques sont véritablement prêts à accepter. Les analyses varient d'un certain optimisme (en marge de la réunion de Copenhague, le blocage soviétique sur l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN a paru se resserrer) à une plus grande vigilance (cf. le projet de règlement définitif, ou la lettre de Chevardnadze adressée à Baker, qui reprend l'ensemble des objectifs poursuivis par l'URSS depuis quarante ans : retrait des troupes étrangères, dénucléarisation, plafond spécifique en Centre-Europe dans le domaine conventionnel, transformation radicale des alliances de sécurité qui devraient quasiment fusionner, c' est-à-dire disparaître dans un cadre paneuropéen). Tout cela laisse augurer que Moscou continue d'envisager l'ouverture d'une période de transition entre la conclusion du règlement, qui pourrait intervenir pour le Sommet de la CSCE, et la levée des droits et responsabilités des Quatre, qui n'interviendrait qu'après le traitement des questions de sécurité.

Jeudi 21 juin 1990

Ratification par les parlements de Bonn et de Berlin-Est du traité d'État instituant l'union monétaire, sociale et économique entre les deux Allemagnes.

A la suite de la récente lettre de Helmut Kohl, François Mitterrand et le Chancelier décident par téléphone de proposer ensemble aux Douze, à Dublin, que la Communauté alloue une aide massive à l'URSS, sans attendre le Sommet de Houston. Ils savent que Bush en sera mécontent, mais sont résolus à passer outre: De toute façon, il n'a pas un sou pour agir. Je préviens Zagladine.

Vendredi 22 juin 1990

Seconde réunion ministérielle de la conférence « 2 + 4 » à Berlin. Rien de nouveau par rapport à la réunion des directeurs politiques. Juste avant le prochain Sommet de l'OTAN, les Soviétiques proposent la négociation d'un texte commun à l'OTAN et au Pacte de Varsovie, évoquant le démantèlement des alliances. Les Allemands sont pour. Les Américains grognent. Les Anglais sont contre.

Démontage du poste de contrôle Check-Point Charlie, à Berlin. Un symbole disparaît.

Lundi 25 juin 1990

Conseil européen à Dublin. Débat sur l'Union politique et l'Union monétaire. On prend note des progrès réalisés dans le cadre de l'Acte unique européen. Le Conseil décide l'ouverture, au mois de décembre, de deux conférences intergouvernementales, l'une sur l'Union économique et

monétaire, l'autre sur l'Union politique. Pour ce qui est de l'Union économique et monétaire, la date du début de la deuxième phase est fixée au 1er janvier 1994. Les conditions de passage à cette deuxième étape sont l'achèvement du marché unique, la ratification du traité, l'engagement du processus de transfert des compétences. Le SME doit être rejoint par le plus grand nombre de monnaies possible, mais pas par toutes. Un rendez-vous pour la troisième phase sera fixé au cours de la deuxième. La monnaie de la Communauté sera un écu fort et stable.

En ce qui concerne l'Uruguay Round, on souligne la nécessité de parvenir rapidement à un accord communautaire. Cependant, le débat ne doit pas porter exclusivement sur l'agriculture.

Invité au déjeuner, Lothar de Maizière, nouveau Premier ministre de RDA, parle de l'inéluctable réunification. Il confie à François Mitterrand que jamais la RDA n'acceptera la mainmise des Bavarois sur la Prusse.

Avant le dîner, Douglas Hurd dit à Roland Dumas qu'il souscrit à l'idée d'un rapport sur l'aide à l'URSS. Mais, au cours du dîner, éclate une très vive discussion au cours de laquelle Margaret Thatcher manifeste son opposition à toute aide financière à Moscou. Il est décidé de confier à la Commission le soin d'établir le rapport en liaison avec les organisations internationales et le président de la BERD, puisque celle-ci n'existe pas encore.

Mardi 26 juin 1990

A Dublin, ce matin, le projet de conclusions de la présidence irlandaise mentionne que c'est la Commission et elle seule qui mènera l'étude sur les besoins de l'URSS. La discussion permet de rétablir dans les conclusions le FMI, la Banque mondiale, la BEI et le président désigné de la BERD. François Mitterrand explique qu'il vaut mieux confier ce rapport à la Commission afin de ne pas prêter le flanc, via la BERD, à des blocages venant des pays extérieurs à la Communauté. L'essentiel, à ses yeux, est que les Douze aient pris la décision de faire quelque chose. Déjà apparaît la faiblesse de la future BERD : les États-Unis en sont membres et peuvent y bloquer toute initiative européenne.

Les Douze proposent aussi que le Sommet de la CSCE se tienne à Paris le 19 novembre. Ils prônent la création d'un secrétariat administratif et la tenue de réunions de suivi.

Ils demandent la création d'un service central européen de renseignements en matière de drogue, et souhaitent adopter avant juillet 1991 une proposition sur le « blanchiment » de l'argent.

Ils projettent un relâchement graduel des sanctions imposées à l'Afrique du Sud en 1986.

Le Conseil rappelle qu'il souhaite la tenue d'une conférence internationale avec la participation de l'OLP, et condamne la politique d'implantations israélienne dans les Territoires occupés.

Une aide est accordée à la Grèce pour restructurer son économie.

A Paris, l'opposition crée une confédération, l'« Union pour la France » et décide de présenter un candidat unique aux présidentielles de 1995. La leçon de 1981 et de 1988 aurait-elle finalement porté ?

D'après notre ambassade à Washington, l'administration américaine est furieuse du mandat donné à Dublin à la Commission d'étudier l'aide à l'URSS. Elle entend lier toute aide à Moscou à l'engagement d'une réforme économique réelle et à la cessation de l'assistance soviétique à Cuba, en Afghanistan et en Angola. La proposition d'instituer un comité d'experts, lancée par le Conseil européen, place les États-Unis devant le fait accompli.

Mercredi 27 juin 1990

Avant le Conseil, le Président déclare à Michel Rocard à propos du budget militaire : Il y a de quoi faire des économies. Les raisons qu'on nous oppose sont toujours des raisons très raisonnantes et très symboliques. Puis il ajoute : Votre vie, comme la mienne, doit consister à trancher les nœuds gordiens ; car, en général, on n'arrive pas à les dénouer et rien n'est jamais réglé.

Au cours du Conseil, Jean-Pierre Soisson rend compte de l'augmentation du SMIC, ce qui donne matière à une discussion : cette augmentation est-elle significative ? Le Président : C'est la plus forte augmentation depuis longtemps [en fait, depuis 1981], mais, en tant qu'augmentation des bas et moyens salaires, ce n'est pas la meilleure voie. La meilleure voie, c'est une voie contractuelle. Si elle devait achopper, nous agirions autrement. Mais, pour l'instant, cela ne me paraît pas mal engagé. Cela dit, je ne crois pas que les rapports sociaux soient soudain devenus si harmonieux et consensuels que le patronat soit prêt à une sorte de nuit du 4 août !

Georges Bush fait part de son initiative pour les Amériques. Allégement de la dette de 12 milliards de dollars et création d'une zone de libre échange.

Jeudi 28 juin 1990

A six mois de la fin de l'Uruguay Round, les négociateurs américains ont choisi de dramatiser le débat en provoquant une « crise » sur l'agriculture lors de la réunion ministérielle de l'OCDE il y a quelques jours. Celle-ci s'est conclue sur un constat de désaccord portant sur deux points fondamentaux : les États-Unis refusent toute référence explicite à l'objectif de réduction progressive et substantielle des soutiens et des protections, pourtant agréé à Genève en avril 1989 à l'issue de la « revue à mi-parcours » ; ils rejettent désormais le principe d'une négociation globale sur l'ensemble des aides (internes et externes) accordées à l'agriculture, préférant traiter séparément chaque domaine de négociation (le soutien interne, les subventions à l'exportation, les obstacles à l'importation). La Communauté refuse une telle modification de l'objectif et de la méthode de négociation. Les États-Unis redoublent désormais leurs pressions afin d'obtenir à Houston ce qu'ils n'ont pu obtenir à Paris à la fin du mois de mai. Le projet d'accord-cadre élaboré par le président du groupe de négociations sur l'agriculture du GATT (M. De Zeeuw) vient confirmer nos craintes. Il reprend à son compte l'approche par volets préconisée par Washington.

Le Sénat bloque le projet d'extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables.

Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac signent devant les caméras, mais sans se regarder, l'accord qui les engage à présenter une candidature unique RPR-UDF aux prochaines élections présidentielles. Raymond Barre, goguenard, commente : On jugera l'arbre à ses fruits.

Ultime réunion de sherpas à New York. La préparation du Sommet de Houston, mal engagée depuis le début, s'achève de la manière la plus laborieuse. Les États-Unis ajoutent au projet de déclaration économique une page d'introduction affirmant la victoire définitive du Bien sur le Mal, c'est-à-dire de l'économie de marché sur le socialisme. En fait, sur les grands sujets (le commerce international, l'environnement, la question soviétique), les Américains ne savent pas ce qu'ils veulent ; ils n'ont ni les instructions ni la marge de manœuvre qui leur permettraient de négocier. Pour le reste, ils se comportent en hôtes discourtois, multipliant les références aux initiatives exemplaires prises par eux.

Le paragraphe sur la dette est totalement agréé. Les sherpas européens refusent de « se féliciter » de l'initiative américaine à l'égard de l'Amérique latine (Enterprise for the Americas), mais acceptent de « prendre note » de son existence. La décision prise à La Baule par le

Président de la République est explicitement saluée ; les autres participants au Sommet sont eux aussi félicités pour leurs mesures d'annulation de la dette. La Pologne fera l'objet de discussions ; à son sujet, il est convenu de tenir « en réserve » la formulation suivante : Nous encourageons le Club de Paris à préparer la négociation sur la dette polonaise dans les années futures, négociation qui prendra en compte la situation spéciale de la Pologne et devra aider au rétablissement de sa situation économique.

Le chapitre sur l'environnement reste confus, mal élaboré, incompréhensible. Les délégations se battent autour de mots et de concepts qui n'ont pas été élucidés, sur des bases scientifiques faibles, sans aucune argumentation de fond. Les États-Unis partent du principe que rien ne pourra ni ne devra être fait avant que l'on n'ait apporté la preuve scientifique de la nécessité d'agir. L'Allemagne demande que soient pris dès maintenant des engagements chiffrés sur toutes les questions, qu'il s'agisse des CFC, de l'effet de serre, des forêts tropicales, des océans... Les Anglais et nous sommes à la fois convaincus qu'il faut agir dès maintenant pour prévenir un risque certain, et persuadés qu'il serait prématuré de se lancer dans la fixation d'objectifs chiffrés que nous sommes incapables d'apprécier. Le Canada se range plutôt du côté des Allemands, la Commission du nôtre... La question est de savoir si — et jusqu'à quel point — les Sept souhaitent conclure et mettre en vigueur de manière effective, à brève échéance, des conventions internationales sur le gaz carbonique, la forêt, la diversité biologique. A cela s'ajoutent deux difficultés qui ont trait, l'une à la possibilité de dégager des financements additionnels pour aider le Tiers-Monde à protéger son environnement (rejetée par les Américains), l'autre à la mise en œuvre d'un système de labélisations écologiques.

A l'Élysée arrivent en même temps deux lettres de George Bush, l'une sur le prochain Sommet de l'OTAN, l'autre sur le Sommet de Houston qui aura lieu juste après.

Sur l'OTAN, Bush s'oppose à l'idée, émise par les Russes, d'une déclaration conjointe avec le Pacte de Varsovie : cela donnerait, dit-il, le sentiment que les deux alliances sont équivalentes et menacées du même sort. De surcroît, cela signifierait la création d'un système européen de sécurité contraire aux intérêts de l'Ouest. Il propose d'inviter Gorbatchev à venir s'exprimer au Conseil de l'OTAN. Il ajoute qu'il fait revoir le rôle de l'OTAN dans la défense de l'avant. Il insiste pour que la France participe à cette discussion, malgré son rôle spécial. Il suggère de développer les corps multilatéraux dépendant du SACEUR, le commandement militaire pour l'Europe. Le Sommet, ajoute-t-il, doit prendre acte du désir américain de voir disparaître l'artillerie nucléaire américaine et soviétique d'Europe. La stratégie nucléaire de l'OTAN reste fondée sur l'usage de l'arme nucléaire au début du conflit, pour contrer une attaque soviétique brutale et massive. Même si cela devient caduc du fait du retrait des forces soviétiques, il ne faut pas s'interdire l'usage en premier de l'arme nucléaire, mais il ajoute que l'Occident doit conserver beaucoup de flexibilité dans l'emploi éventuel des armes nucléaires. George Bush souligne que dans le cadre de la nouvelle Europe, ce sont des armes de dernier recours, ce qui est tout à fait contraire à la doctrine de dissuasion jusqu'ici en vigueur, à savoir que l'arme nucléaire est une menace préalable à l'invasion. « Dernier recours » pourrait en effet signifier : une fois Paris occupé ! François Mitterrand décide de lui répondre à ce sujet.

Dans une autre lettre à propos de l'ordre du jour du Sommet de Houston, George Bush écrit que le commerce et l'environnement risquent de susciter de graves désaccords. Il presse les Sept d'ajourner toute décision sur l'environnement : les bases scientifiques et économiques sont insuffisantes et ne permettent pas de prendre un engagement commun en ce domaine. Il lui semble plus sensé de traiter globalement des sources et des modes d'élimination de tous les gaz entraînant un effet de serre, de façon à permettre à chaque pays de mettre en œuvre une stratégie souple et efficace aux fins des réductions nécessaires. Il pense que le protocole de Montréal est un bon exemple de coopération, fondé sur un consensus scientifique et conciliant les objectifs de respect de l'environnement et de croissance économique. Autrement dit, il va tout bloquer.

Adoption définitive du projet de loi transformant Renault en société anonyme. La fusion avec Volvo est maintenant possible.

Vendredi 29 juin 1990

A Washington, déjeuner avec le général Scowcroft, puis rencontre avec plusieurs personnalités de la Maison Blanche et du Pentagone. Il règne ici une réelle inquiétude vis-à-vis de l'évolution de la situation en Europe, notamment du fait de l'opinion allemande, dont les Américains redoutent qu'elle ne devienne progressivement opposée à toute présence militaire étrangère sur son sol. Mes interlocuteurs m'ont semblé prendre conscience que si, dans la négociation avec les Soviétiques, le temps joue à long terme en faveur de l'Ouest, Moscou dispose dans l'immédiat d'un important moyen de pression en raison de la volonté du gouvernement Kohl d'obtenir un accord à Six d'ici à l'automne, c'est-à-dire avant ses élections. C'est cette analyse qui a conduit l'entourage du Président américain à élaborer l'ensemble des propositions qu'il nous a fait parvenir par lettre et dont il mesure aujourd'hui le caractère hâtif et souvent contradictoire. Il s'agit d'une tentative quelque peu pathétique pour sauvegarder la présence militaire américaine en Europe. L'accent mis sur les unités multinationales vise d'abord à rendre plus acceptable par les Allemands, au nom d'une solidarité mieux affirmée, le maintien de troupes alliées sur leur territoire. En même temps, la réaffirmation de l'autorité du commandement de l'OTAN en Europe (SACEUR) sur le dispositif militaire de l'OTAN doit rassurer un Congrès des États-Unis qui ne peut accepter l'idée que les soldats américains puissent apparaître comme des mercenaires à la disposition des Européens. L'ambassadeur Blackwill m'explique que le nouveau concept nucléaire d'« armes de dernier recours » n'a d'autre objet que de tenter, sans trop d'espoirs, de préserver le maintien d'un certain nombre d'armes sur le territoire de l'actuelle RFA, en proposant un substitut à la stratégie de « réponse flexible » qui soit recevable par l'opinion allemande. Mes interlocuteurs se sont cependant montrés conscients de la difficulté qu'il y a à souligner que l'Alliance devient plus politique, moins dirigée contre l'Union soviétique, tout en défendant devant le Congrès l'idée d'une organisation militaire dont l'efficacité serait améliorée.

Les divergences sur la poursuite de la négociation de Vienne, après la conclusion d'un premier accord, que les États-Unis voudraient voir se dérouler dans le cadre maintenu des Vingt-Trois — alors que les Européens préféreraient un forum à Trente-Cinq —, trouvent principalement leur origine dans la crainte de Washington que le nouveau mandat de négociation qui serait nécessaire ne prenne en compte les armements navals. Néanmoins, il me semble qu'un compromis devrait pouvoir être trouvé sans trop de difficultés.

Enfin, nos observations sur la préparation du Sommet de Paris sont reçues, en première analyse, sans trop de réticences. Il existe maintenant une réelle convergence sur le besoin d'une certaine institutionnalisation de la CSCE, qui, pour Washington, aurait pour premier intérêt d'accorder une satisfaction aux Soviétiques. Une contre-proposition de notre part sur ce sujet pourrait sans doute être examinée favorablement.

En conclusion, j'ai le sentiment qu'en dépit de notre désaccord, dont j'ai fait état, sur toute une partie de ses propositions, la Maison Blanche ne manifeste aucune irritation contre nous. Au contraire, nos appréciations sur les idées américaines relatives à l'évolution de l'OTAN, venant avant une sorte de séminaire que tient en ce moment le Président Bush à Kennebunk Port, pourrait conduire à un sérieux réexamen de ce dossier. Washington voudra éviter de mettre en lumière une sorte de fracture avec la France à un moment où nous apparaissons comme le seul pays de l'Ouest décidé à maintenir un effort de sécurité satisfaisant.

Mais il ne faut pas se leurrer : beaucoup, au Département d'État, et certains, dans l'entourage présidentiel, n'apprécient guère notre attitude vis-à-vis de l'Alliance et voient en nous un obstacle au maintien du leadership américain sur l'Europe.

Adoption définitive de la loi sur le travail précaire. Texte complexe d'une importance considérable, qui va changer la vie d'un million de

personnes en France.

Le Président répond à George Bush sur le concept, évoqué dans sa propre lettre, d'usage de l'arme nucléaire en « dernier recours ». Les représentants de la France préciseront au sein du Conseil atlantique ceux des articles du projet de déclaration qui ne peuvent s'appliquer, selon nous, qu'aux États membres des organes militaires intégrés. Naturellement, cela ne nous empêchera pas de participer, au sein du Conseil, à la réflexion d'ensemble sur le rôle et les fonctions de l'Alliance, notamment le développement de son rôle politique, c'est-à-dire l'examen entre Alliés des problèmes de sécurité relatifs à l'équilibre européen. Nous souhaitons certes la réduction du nombre des armes nucléaires, mais si les quelques-unes destinées à subsister après le désarmement en cours ne sont considérées que comme des armes de « dernier recours », une dissuasion effective n'aura toujours pas été rétablie. Cela voudra dire que la défense des États européens de l'Alliance reposera plus que jamais sur un dispositif uniquement conventionnel (par ailleurs réduit), la menace de l'emploi des armes nucléaires n'étant envisagée qu'une fois une guerre conventionnelle perdue. Au contraire, écrit François Mitterrand à George Bush, la dissuasion, pour être effective, doit être précoce. C'est à la fois la solution la plus efficace et la moins périlleuse. Cependant, la France n'entend pas indiquer aux autres États membres de l'Alliance la stratégie qu'ils doivent adopter. Nous ne voulons pas mettre le doigt dans l'engrenage conduisant à nous mêler de la doctrine nucléaire du commandement intégré, même si elle nous paraît stupide.

Le Parlement lituanien vote en faveur de la suspension de la déclaration d'indépendance pour une durée de cent jours.

Samedi 30 juin 1990

Adoption définitive de la loi Gayssot sur le racisme. Là encore, une innovation législative de grande importance.

Dimanche 1er juillet 1990

La présidence du Conseil européen passe à l'Italie au moment où entre en vigueur la libération totale de circulation des capitaux au sein de la CEE.

L'union monétaire, économique et sociale entre en vigueur entre la RFA et la RDA.

A Berlin, nouvelle séance préparatoire à la prochaine réunion ministérielle des « 4 + 2 » à Paris, le 17 juillet. Les deux délégations allemandes refusent de discuter de la renonciation à l'arme nucléaire : C'est une décision qu'il appartient à l'Allemagne de prendre souverainement, qu'elle prendra mais dont les Alliés n'ont pas à se mêler. Américains et Anglais acceptent. Les Soviétiques abandonnent eux aussi très vite le combat. Les Français sont les seuls à dire qu'il faut que le règlement final contienne une référence explicite à cette renonciation. Roland Dumas est chargé de le dire haut et fort. Au bout du compte, à cause de l'insistance française, une formule un peu compliquée est arrêtée : les deux États allemands déclareront que l'Allemagne unifiée fera une déclaration de renonciation, et il sera « pris acte » de cet engagement des deux États allemands dans le cadre du règlement final. Prendre acte est désormais la seule façon qui reste aux Quatre d'intervenir dans les affaires allemandes. On sauve la face, mais qui est dupe ?

Sur la frontière Oder-Neisse, la discussion est tout aussi rude. Les Allemands déclarent que, bien que les déclarations des deux parlements donnent déjà aux Polonais toutes les assurances nécessaires, l'Allemagne, une fois unifiée, négociera avec les Polonais un traité bilatéral portant sur l'ensemble des questions en suspens entre les deux pays. Ils veulent donc lier — cela est nouveau — la question des frontières aux problèmes auxquels ils tiennent, notamment les droits des minorités allemandes en Pologne ! Une telle approche compliquerait les négociations et retarderait le règlement de la question des frontières jusqu'à l'acceptation par les Polonais de toutes les exigences allemandes en tout domaine. Là encore, les Français sont les seuls à dire qu'il faut un traité bilatéral germano-polonais spécifique sur les frontières, sans amalgame avec d'autres problèmes, et qu'il faut que ce traité soit préparé dès maintenant afin d'être prêt pour signature dès l'unification achevée et afin que les Six en prennent acte dans le règlement final. Cette façon de voir n'est pas du goût des Allemands.

George Bush écrit à nouveau à François Mitterrand. Il craint, après la lettre du Président français, que le Sommet de l'OTAN à Londres n'aboutisse à aucun résultat. Il insiste : Chevardnadze a dit récemment à Baker que ce Sommet aiderait les Soviétiques à fixer leur attitude pour les prochains mois. Le Président : Et alors, faut-il pour autant que la France rentre dans le commandement intégré ?

Lundi 2 juillet 1990

Les députés de souche albanaise proclament l'égalité de droits du Kosovo avec les autres républiques ex-yougoslaves.

A Tirana, plusieurs dizaines d'Albanais se réfugient à l'ambassade de RFA sous les tirs des services de sécurité.

La Slovénie déclare sa souveraineté. François Mitterrand : Il ne faut pas pousser à cette indépendance. La cassure de la Yougoslavie fera le malheur de l'Europe.

1426 pèlerins meurent piétinés au cours d'un pèlerinage à La Mecque.

En dépit des nombreuses et longues réunions préparatoires, le Sommet de Houston, la semaine prochaine, reste moins prévisible que tous les précédents. George Bush souhaite y fixer des principes politiques et économiques communs à certains pays, créer en somme une sorte de club des démocraties libérales dont les États-Unis assumeraient le contrôle. Il pense, pour cela, faire de l'OCDE une sorte d'ONU capitaliste. Tous les autres pays sont contre.

Trois textes politiques ont été préparés (terrorisme, conflits régionaux, démocratie). Ils ne traitent d'aucun problème majeur (ni de l'URSS, ni des problèmes de défense !). Il faudra voir ce qu'il en est après le Sommet de l'OTAN.

Le texte économique contient encore vingt-deux points entre crochets sur le commerce, l'environnement et le Tiers-Monde. Par ailleurs, le paragraphe sur l'aide à l'URSS n'est pas encore rédigé. La connotation générale de ces textes est ultra-libérale et ultra-optimiste. J'ai eu beaucoup de mal à contenir cette propension. Il conviendrait de se montrer encore plus restrictif, mais notre isolement idéologique rend la chose difficile. Pour le reste, les Américains se comportent en hôtes arrogants, multipliant les références à leurs initiatives « exemplaires ». Sur l'aide au Tiers-Monde, comme les autres, ils ne souhaitent pas rappeler que 0,7 % du PNB reste l'objectif. Contre tous les autres, ils veulent que le Sommet donne instruction aux négociateurs de l'Uruguay Round de réduire les subventions aux exportations agricoles (ce qui ne toucherait que la PAC) ; Européens et Japonais demandent au contraire qu'on réduise simultanément toutes les subventions agricoles, tant pour les exportations qu'à l'intérieur. Le débat s'annonce sévère.

En matière d'environnement, les États-Unis refusent d'aller au-delà de l'étude des problèmes posés par la pollution et de s'engager sur des dates précises pour la réduction des émissions polluantes (en particulier le CO_2). Tous les autres pays sont au contraire d'accord pour adopter des décisions contraignantes.

Concernant l'aide à l'URSS, le Japon ne veut rien faire tant que celle-ci ne change pas sur les Kouriles. Les États-Unis n'ont pas arrêté leur position ; consciente du risque de paraître laisser l'Europe des Douze diriger la réforme de l'URSS au lendemain du Sommet de l'OTAN, la

Maison Blanche souhaite confier une mission à une troïka Banque mondiale-FMI-BERD. James Baker ne veut pas s'engager dans une voie qui conduirait à aider l'URSS sans retour. Brady, lui, ne veut pas voir la Commission jouer un rôle dans cette affaire. La Grande-Bretagne et la RFA désirent associer le Japon et les États-Unis à l'aide à l'URSS ; elles sont prêtes, pour cela, à parler d'une étude confiée non plus à la seule Commission, mais à un groupe plus large. Rien n'est écrit, tout reste ouvert.

Sur tous ces sujets, on note une grande unité des Européens, souvent rejoints par le Canada et le Japon, et un isolement des États-Unis dont le gouvernement semble incapable de se tenir à une position, empêtré qu'il est dans sa cohabitation avec le Congrès. La RFA est de plus en plus sûre d'elle-même et dominatrice ; les autres Européens se montrent très coopératifs avec nous.

En matière de commerce, les États-Unis souhaitent utiliser le Sommet pour contraindre la Communauté à renoncer à ses principales exigences dans la négociation agricole.

Le Sommet de Houston constitue la dernière échéance politique importante avant la fin de l'Uruguay Round. Compte tenu de l'enjeu que représente l'agriculture pour la France et pour la CEE, il importe que le signal politique donné à cette occasion soit un signal de fermeté.

Mardi 3 juillet 1990

Publication d'un rapport du CERC qui évoque l'aggravation des inégalités de revenus en France. Matignon publie un communiqué pour répondre et mettre en garde contre les conclusions hâtives. Le Premier ministre affirme que la croissance économique évolue en fait vers une plus juste répartition du revenu national.

François Mitterrand : Rien n'est moins sûr et, surtout, rien n'est vraiment fait pour changer le fond des choses ! Comme s'il y avait une fatalité contre laquelle les volontés se brisaient. Comme du verre !... Et puis, c'est malin d'avoir laissé ce comité entre les mains d'adversaires politiques !

Michel Rocard propose de nouveau au Président d'instituer la CSG, autrement dit un prélèvement proportionnel sur tous les revenus afin de financer la Sécurité sociale. C'est, depuis 1981, la troisième tentative en ce sens faite par un gouvernement issu de la majorité présidentielle. En 1983, la réforme avait avorté et débouché sur la création du prélèvement de 1 % sur le revenu imposable. A nouveau, à l'automne 1988, Claude Evin a présenté sans succès ce projet, et le déficit de la branche vieillesse a été plafonné au 1er janvier 1989. Au total, depuis 1984, les déficits sociaux ont été financés pour l'essentiel par des cotisations salariales classiques : + 3,6 points de cotisations-vieillesse plafonnées (soit un quasi-doublement) et 1 demi-point de cotisation-maladie déplafonnée (Philippe Séguin). Le recours fréquent à des cotisations-vieillesse plafonnées a eu pour conséquence d'accroître la dégressivité des prélèvements sociaux sur les salaires. La situation devient grave. Les cotisations sociales salariales représentent aujourd'hui 18,5 % du salaire brut au niveau du SMIC ; elles n'atteignent que 13,6 % pour un revenu de 30 000 F brut par mois, et 12,7 % pour un revenu de 45 000 F. Le SMIC net a perdu du pouvoir d'achat, alors que le salaire moyen en a légèrement gagné. Pour corriger ces anomalies, Michel Rocard propose la création d'une nouvelle assiette de prélèvement : Étant donné qu'il n'y a pas de besoin immédiat de financement, on pourrait à la limite choisir de créer — mais ne pas utiliser tout de suite — la nouvelle assiette. Mais la possibilité d'effectuer en même temps une opération de redistribution est évidemment séduisante. Il s'agit donc d'une redistribution de cartes importante entre groupes sociaux, et qui ne se fera pas sans grincements de dents. Le Premier ministre semble souhaiter qu'une fois le dispositif arrêté, le texte soit intégré dans la loi de finances pour éviter que son équilibre ne soit bouleversé au Parlement. Pierre Bérégovoy y est fermement opposé. Il ne souhaite pas porter le chapeau de cette mesure. Or, il aurait à le faire si on passait par le Budget.

François Mitterrand : Encore ? C'est injuste! Je n'en veux pas. Que Pierre Bérégovoy le refuse !

Bérégovoy est contre et le fait savoir à la presse.

Le Président voit dans cette opération une mise sous tutelle de la Sécurité sociale par l'État, et fait part de ses extrêmes réserves au Premier ministre.

Mercredi 4 juillet 1990

Les vingt-quatre pays de l'OCDE étendent leur aide —jusque-là limitée à la Pologne et à la Hongrie — à la Bulgarie, à la RDA et à la Tchécoslovaquie. Mais pas à la Roumanie ni évidemment à l'URSS.

Olivier Stirn, ministre délégué au Tourisme, est contraint de démissionner : la presse a révélé qu'il avait fait appel à des figurants rémunérés pour faire la claque lors d'un colloque qu'il avait organisé. Michel Rocard lui a donné le choix entre révocation et démission. François Mitterrand trouve cela excessif : Ce n'est pas très grave. C'est bête, mais pas grave. Le PS, selon lui, en a fait toute une affaire d'État, signe d'une grave dégradation de la vie politique. C'est surtout ridicule. Mais ce qui aurait peut-être fait rire il y a quelques mois devient insupportable dans le climat actuel. L'amnistie a tout empoisonné. Comme le dit Rocard à Stirn : En politique, le ridicule tue encore, et c'est normal.

Chypre dépose sa demande d'adhésion à la CE.

Jeudi 5 juillet 1990

Réélection de Vaclav Havel à la Présidence de la République tchèque.

Sommet de l'Alliance atlantique à Londres. Rien de neuf n'est décidé sur la doctrine nucléaire. Dans la déclaration finale est affirmée l'identité européenne en matière de défense et de sécurité. Les Américains ont déterminé tout ce que l'on devait dire et faire à la CSCE. Nul n'a levé le petit doigt pour soutenir notre thèse sur le caractère dissuasif de l'arme nucléaire, car l'attitude nouvelle à l'égard de l'Est, la nouvelle stratégie de l'Alliance sont la négation même de la dissuasion. Mais les Américains ne démordent pas de cette thèse pour tenter de sauver la présence d'armes nucléaires en Allemagne.

Le Parlement du Kosovo est dissous. La province est replacée sous contrôle des autorités serbes.

Vendredi 6 juillet 1990

Je suggère à François Mitterrand que la France propose au Sommet de Houston que les pays créanciers adoptent le système des « options » pour annuler les créances gouvernementales sur les pays à revenu intermédiaire. Ces options pourraient comprendre un allongement particulier de la durée du remboursement assorti d'un engagement d'apport d'« argent frais », la diminution des taux d'intérêt, la réduction du principal de la dette, ou la conversion de dettes en vue de financer des investissements productifs et des projets de développement. Contrairement au cas des pays les plus pauvres, il est impossible, dans le cas de ces pays à revenu intermédiaire, de fixer à l'avance le contenu des options : l'importance de la réduction des intérêts ou de la réduction de la dette doit être calculée en fonction de la situation de chaque pays, comme les banques le font elles-mêmes. En revanche, ce qui peut être fixé a priori, ce sont les « règles d'équivalence » entre les diverses options : un mandat pourrait être donné au Club de Paris pour définir de telles règles. Dans le cas de la France, il me semble qu'il ne serait pas opportun qu'elle s'oblige à l'avance à choisir, dans tous les cas, une seule de ces options — par exemple la réduction de la dette. Le cas mexicain montre qu'à plusieurs reprises, ce pays a déploré qu'il y ait eu trop de réduction de dette, et pas assez d'« argent nouveau ». La France pourrait indiquer que, pour ce qui la concerne, après avoir été le promoteur de l'idée d'un changement important dans la stratégie de la dette, elle choisira l'option — ou la combinaison d'options — qui lui apparaîtra la plus appropriée du point de vue du redressement du pays débiteur. Après une brève séance de travail, le Président accepte d'en faire l'annonce à Houston.

M. Doubinine, l'ambassadeur d'URSS, est reçu à sa demande par le secrétaire général de l'Élysée : Nous avons eu une discussion avec les Allemands pour la conclusion d'un traité bilatéral, et nous aimerions en signer un avec les Français aussi. Jean-Louis Bianco fait part au Président de sa très grande perplexité. Il craint que nous ne tombions dans le piège de l'URSS qui consiste à jouer la France contre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il voit très bien l'intérêt de l'URSS dans cette affaire, mais pas le nôtre. Nous risquons d'être accusés d'« opération de revers ».

Le Président confie ce dossier à Roland Dumas.

François Mitterrand répond à la lettre de George Bush à propos des négociations à venir à Houston sur le commerce. Il prévient : la France s'opposera à la concentration de la négociation sur les subventions à l'exportation, à la remise en cause des mécanismes fondamentaux de la politique agricole commune, à l'introduction d'exceptions à la discipline pour certaines formes de soutien (les soutiens internes en particulier). Paris souhaite la réduction progressive et substantielle de l'ensemble des soutiens et protections accordés à l'agriculture, sans exception et sans isoler l'agriculture du reste de la négociation commerciale.

La discussion sera sévère !

Samedi 7 juillet 1990

Le principal terrain de conflits au Sommet sera vraisemblablement l'agriculture. Les États-Unis parviendront-ils à rompre un front communautaire maintenu vaille que vaille ? L'entourage du Président Bush répand largement le bruit suivant : On a deux heures pour réussir ; après, les Etats-Unis s'engageront irréversiblement dans la voie de l'unilatéralisme violent.

Bernard Tapie annonce la prise de contrôle d'Adidas. François Mitterrand : Quelle réussite ! Cet homme est un gagneur. Il faut l'avoir avec nous. Peut-être au gouvernement.

Lundi 9 juillet 1990

Arrivée à Houston pour le seizième Sommet des pays industrialisés. Une ville de verre et d'acier, en avance de trente ans sur le reste de l'architecture américaine. François Mitterrand s'entretient avec le Président américain sur la situation en URSS. George Bush lui annonce que le numéro un soviétique vient de lui écrire : Nous souhaitons que Gorbatchev réussisse. Mais, dans la lettre qu'il vient de m'envoyer, il demande des choses qui nous sont impossibles. J'ai des lois qui m'interdisent d'aider financièrement l'URSS. Ce problème ne doit pourtant pas polluer le Sommet. Gorbatchev met la charrue avant les bœufs en demandant de l'aide avant de réaliser les réformes. Et, en matière de réformes, il ne comprend encore rien à l'Occident. Dans l'hélicoptère qui allait à Camp David, il était fasciné par les maisons que nous survolions. Il était curieux de savoir comment s'achète et se vend une maison, ici. Je lui ai dit : « Ma fille, pour vendre sa maison, va avoir recours à un courtier. » Gorbatchev m'a répondu : « Chez nous, le courtier serait fusillé. »

Ouverture du Sommet :

George Bush : Le sujet le plus difficide sera le commerce. Il nous faudra aussi parvenir à un accord sur l'aide à l'URSS et répondre à la demande de Gorbatchev. Sur l'environnement, il faut aussi un accord. Je propose de parler de la situation économique et du commerce cet après-midi. Au dîner, on parlera politique. Demain matin, on parlera de l'aide à l'URSS et du développement. Au déjeuner, de la dette du Tiers-Monde. Demain après-midi, de l'environnement. Mercredi matin, de la drogue, puis viendra le communiqué. Que pensez-vous, les uns et les autres, de cet ordre du jour ?

Toshiki Kaifu : Il faut stabiliser l'ensemble du courant mondial. Le développement de l'économie mondiale est progressif. Nous autres Japonais allons faire des efforts pour ouvrir notre économie. D'autres efforts sont nécessaires, comme ceux, courageux, de hausse des impôts aux États-Unis. Entre les États-Unis et le Japon, tout s'organise et des résultats fructueux sont à en attendre. Le renforcement des échanges multilatéraux est nécessaire. Il faut mener à bonne fin l'Uruguay Round ; il reste des difficultés à surmonter. J'espère que nous réussirons, ici, sous le leadership du Président Bush. Il faut mettre l'accent sur l'Europe de l'Est ; le G 24 et la BERD sont des réussites. Il ne faut pas que notre intérêt pour le Sud se relâche. Il faut que ces pays soient soutenus, comme ceux de l'ASEAN. Ceux qui souffrent de la dette doivent recevoir un message clair du Sommet. C'est ce que m'ont demandé de vous dire les Premiers ministres du Pacifique. En 1974, à Rambouillet, j'était chef adjoint du cabinet du Premier ministre... Sur le problème de l'environnement, il faut une prise de conscience ; le Japon et l'Extrême-Orient y attachent une grande importance.

Il parle ici au nom de tout l'Orient. C'est la première fois qu'un Japonais s'exprime de la sorte à un Sommet des Sept.

En réunion de sherpas, dans la soirée, les Américains avancent un projet de communiqué inacceptable sur l'Union soviétique, qui ne propose aucune réponse concrète à l'appel au secours de Ciorbatchev aussi longtemps qu'il n'aura pas réduit ses dépenses militaires et son aide à Cuba. On demande au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale, à l'OCDE, à la BERD (le Président a obtenu gain de cause sur ce point au cours du dîner) d'étudier la situation de l'économie soviétique. Les Européens se disent liés par ce qui a été décidé sur ce sujet à douze à Dublin, ce qui rend les Américains furieux.

Mardi 10 juillet 1990

La discussion s'ouvre ce matin à Houston sur la discussion du texte sur l'aide à l'URSS :

Margaret Thatcher : Il faut aider l'URSS à lancer des réformes. Mais il ne faut pas lui accorder de crédits à la consommation. En revanche, des conseils pour le changement, les transports, la distribution agricole. Notre principale contribution au redressement de l'URSS sera de maintenir chez nous une croissance saine. Cela constituera un aimant pour les autres.

Helmut Kohl : En Europe, on va vers l'unité allemande, et je vous remercie de votre soutien en cette période. Il faut maintenant un signal très fort en matière de coopération avec l'Est. Si nous continuons à ne pas aider ces pays, nous courons au-devant d'énormes difficultés. En ce qui concerne l'URSS, il faut agir en sorte de l'aider à s'ouvrir. Nous sommes devant un défi global.

François Mitterrand : Vous connaissez sûrement la distinction que l'on fait, en France, entre Corneille et Racine, ce dernier dépeignant les hommes tels qu'ils sont, et le premier tels qu'ils devraient être. Il vaut mieux, en politique, être du côté de Racine. Certains, ici, ont peut-être été trop « cornéliens » en ce qui concerne l'URSS. Si les Russes étaient tels qu'ils devraient être, on imaginerait qu'ils pourraient, dans un premier temps, être formés aux techniques modernes de l'économie, et ensuite se développer seuls. Mais, pour l'instant, ce n'est pas le cas. C'est le problème de la poule (la réforme en URSS) et de l'œuf (l'aide de l'Occident). A moyen terme, tout est dans la réforme. Mais si on ne les aide pas tout de suite, il n'y aura pas de moyen terme. Là-dessus, nous pourrions nous rejoindre. Souhaitons-nous une aide pratique, concrète, dans les mois qui viennent, à l'URSS ? Nous sommes prêts à participer.

Margaret Thatcher : Les démocraties populaires ne pourront réussir à survivre, parce qu'elles ne connaissent pas leur peuple. Un signe fort doit être adressé à M. Gorbatchev, mais lequel ? Je pense qu'il faut lui proposer un dialogue économique soutenu avec les Sept et examiner une à une les demandes de l'Est, étudier ses besoins.

Le principe d'une aide à l'URSS est désormais acquis. Reste à définir ses modalités et ses formes, la « conditionnalité », la procédure de préparation. François Mitterrand demande à nouveau si, pour venir en aide à l'URSS, il faut attendre que celle-ci soit morte, guérie par toutes les réformes préalables qu' on aura exigées d'elle. Non, il faut agir, et vite !

François Mitterrand : Quels principes de base ? Souples, pour qu'on puisse aller de l'avant, chacun à son rythme. Nous aurons en effet des problèmes spécifiques. Il faut donc essayer de dégager des principes ; prendre acte du programme de réformes — demander au FMI de procéder à une analyse — aider après. Les États-Unis ne peuvent pour l'instant prêter de l'argent. Quel est alors le terrain qui nous est commun ? Il ne faut pas se trouver en situation de contredire ce qu'on dit par ailleurs sur la Chine. L'URSS est une grande puissance militaire. Le texte ici présenté est beaucoup trop timide. Qu'avons-nous à gagner de risquer la chute de Gorbatchev et de nous retrouver face à un gouvernement de revanche ? Il faut tenir compte de ce qui a commencé et aller vite, pour encourager une position de changement. Ne pas le faire reviendrait à désavouer Moscou. Les Européens à Douze souhaitent intervenir. Certes, les deux Sommets peuvent ne pas s'imiter. Mais je suis très réservé sur le fait d'adopter le texte tel quel. Si Gorbatchev échoue, qu'arrivera-t-il ? Un pouvoir qui cherchera à préserver l'URSS sur la ruine des droits de l'homme vous proposera des affaires, et on les fera. Si on n'aide pas Gorbatchev, c'est ce qui se passera. Je suis donc très réservé sur ce texte.

Le FMI ne doit pas être seul à agir; l'URSS n'est pas un petit État d'Afrique : c'est vexatoire ! Il faut mettre à contribution le FMI, la BM, l'OCDE, la BERD (l'URSS en est membre : c'est le seul endroit où elle se trouve associée). L'exemple de Cuba est typique. Ce n'est pas le meilleur moyen d'agir que d'isoler. Et le FMI ne rapproche pas, mais blesse. Il y a façon de dire et de faire. C'est trop carré ! C'est beaucoup demander à un orgueil national ! Lui parler ainsi est offensant. Il ne faut pas prendre le ton des membres de la Sainte Alliance au XIX[e] siècle, qui disaient, eux, monarchies éclairées, aux libéraux de suivre leurs conseils. Je me méfie de cette façon excessivement vexatoire.

Helmut Kohl : Le projet de texte, tel qu'il est, est inacceptable. Il faut une solution concertée, même si chacun a un échéancier différent. L'URSS s'attend à des décisions non précipitées, à des résultats à terme. La Chine est très en retard sur l'URSS en matière de droits de l'homme ; je suis d'accord sur la décision concernant la Chine, mais nous voulons tous que l'URSS renaisse. Si Gorbatchev tombe, cela nous coûtera plus cher en termes de réarmement. L'URSS reste une grande puissance militaire. La menace de Cuba subsiste. Mais nous devons comprendre les problèmes de l'URSS. Nous avons une chance de voir l'URSS modifier sa politique. Le texte la traite comme un pays d'Afrique centrale. C'est une grosse bourde. C'est humiliant ! Il faut accorder de l'aide à l'auto-assistance en la liant à un programme de réformes concret. Assistance en expertise, en vue de l'évolution vers l'économie de marché. Je suis lié par ce qui a été décidé à Dublin. Il y aura une immense évolution en URSS dans les trois prochaines années. C'est un élément à prendre en considération. Je ne veux pas de bricolage diplomatique. Veillons à un texte honnête. Il faut mobiliser toutes les expériences. On les a.

George Bush : L'URSS et la Chine ne sont pas une seule et même chose. Je suis d'accord là-dessus avec François Mitterrand et Helmut Kohl. Je propose qu'on fasse un tour de table et qu'on renvoie aux ministres des Affaires étrangères pour ce qui est de la rédaction, sans trop souligner les différences.

Brian Mulroney : Gorbatchev espère beaucoup de notre réunion. J'aimerais, si j'étais lui, entendre de là quelque chose en faveur d'un mouvement. Il n'y a pas de divergences entre nous là-dessus. Cuba est un problème particulier pour les États-Unis. Nous le comprenons. Le G7 doit répondre à Gorbatchev. François Mitterrand a raison dans ce qu'il a dit là-dessus hier soir : il ne faut pas humilier. Il faut convenir que la BERD et le FMI peuvent concourir à tout cela. Kohl a raison de souligner que le texte doit être objectif.

Toshiki Kaifu : L'URSS fait des efforts. Il nous faut tendre la main à Gorbatchev et rebâtir nos relations internationales. En fait, il faut préparer cette économie de marché pour l'URSS. Il faut une volonté politique pour un transfert de connaissances et de gestion. Des crédits ? J'ai quelques doutes. L'URSS est encore une superpuissance militaire qui aide Cuba et le Vietnam. Il y a aussi le problème des territoires du Nord, résultat de l'expansionnisme de Staline. C'est la preuve que l'expansionnisme russe ne s'est pas encore arrêté. Le centre de coopération de l'OCDE doit être aussi utilisé pour étudier ce qu'il convient de faire.

Margaret Thatcher : Il n'y a pas de parallélisme entre l'URSS et la Chine ! Avec l'URSS, il y a déjà beaucoup d'aides bilatérales... Nous comprenons l'ampleur de son problème. Mais nous ne pouvons agir à sa place. Ils ne savent rien du management ni des objectifs modernes. L'URSS n'a rien sur quoi s'orienter. Ils ne savent rien de la propriété privée. Quelle est la dette de l'URSS ? 48 milliards de dollars. C'est énorme ! Le problème de l'URSS n'est pas ses ressources (matières premières, terre, etc.), qui sont immenses, mais son management. Avec les autres pays de l'Est, nous avons toujours insisté sur la conditionnalité de l'intervention du FMI. Il faut insister de la même façon pour l'URSS. Il faut coordonner les actions, et associer à cette étude la BERD, où tout le monde est présent. L'OCDE doit aussi être concernée. C'est très important pour M. Gorbatchev.

Ainsi, même Margaret Thatcher n'objecte plus rien à l'étude de l'aide à l'URSS. Giulio Andreotti lui emboîte le pas. Le communiqué constate donc que les effort en URSS... méritent notre soutien et qu'une assistance technique, et, pour certains, des crédits financiers doivent être accordés à l'URSS. Commençons donc sans tarder, et notre effort s'amplifiera au rythme des réformes en URSS. Quelle forme d'aide ? L'assistance technique, bien entendu. Mais aussi une aide financière. Le paragraphe sur la conditionnalité est le plus difficile à rédiger. Les Américains obtiennent qu'il soit fait explicitement référence au budget russe de la Défense et, quasiment, à l'aide à Cuba. Roland Dumas parvient à éviter tout emploi du mot « conditions » et à présenter les choses d'une manière telle qu'il n'y ait pas de « préalable ». Enfin, une étude conjointe, de fond, est demandée au FMI, à la Banque mondiale, à l'OCDE et au président de la BE , puisque celle-ci n'existe pas encore. Étrange situation pour moi d'être à la fois sherpa français et sujet de la discussion des Sept !...

George Bush : Je voudrais dire un mot du Cambodge. Le problème consiste à peser sur l'URSS d'une part, sur la Chine d'autre part. Nous y avons encouragé. Nous attendions beaucoup de la rencontre des belligérants à Tokyo. Le Japon a rendu un grand service en l'organisant. Les Khmers rouges ont déjà dénoncé cet accord. Le Conseil de Sécurité va se réunir. On avance sans aboutir. Une assemblée comme la nôtre ne pourrait-elle user de son influence sur l'URSS et la Chine pour arriver à quelque chose ? Aujourd'hui, ce sont les Chinois qui empêchent l'accord en aidant les Khmers rouges. Avant, c'était l'URSS et le Vietnam. Il faut peser sur eux.

George Bush propose un nouveau texte sur les questions commerciales, qui reprend les thèses américaines. La discussion s'annonce très serrée ; elle a tôt fait d'achopper. Elle est renvoyée aux sherpas pour la soirée, afin de ne pas détériorer l'ambiance.

On passe à l'environnement. La discussion est décevante. Un an après l'Arche, tout le monde attend du G7 des décisions concrètes : il n'y en a pas, ou guère. C'est un dialogue de sourds entre les États-Unis et le reste du monde. Les Américains ne veulent rien entendre ; ils ne sont pas prêts accepter quoi que ce soit. Le texte du communiqué est un constat de désaccord. Seul résultat tangible : les Américains comprennent — trop tard pour ce qui est de Houston — que leur position est proprement intenable, et leur isolement total.

Helmut Kohl propose qu'on décide une action pilote pour la forêt brésilienne. On n'en a jamais parlé entre sherpas...

Helmut Kohl : Il existe un vaste consensus pour agir sans attendre. Sur les forêts tropicales : il faut les protéger. Il faut aider le Brésil, et aller vite. D'ici à huit ans, il n'y aura plus de forêt au Brésil. Il faut développer un programme pilote pour ce pays, sans le singulariser, en le prenant comme exemple. Je suis pour la création d'un Green Fund. Il faut passer à l'action concrète !

Margaret Thatcher : Il y a réchauffement de l'atmosphère. L'essentiel est dû à l'homme. Il faut prendre des mesures pour réduire rapidement les émissions de CO_2. Nous devons agir pour réduire le CO_2 des centrales thermiques. Cela coûtera cher. Mais nous devons dire que notre vie quotidienne coûtera plus cher. Il faut aussi s'intéresser à l'effet des engrais azotés. Cela aussi coûtera cher. La destruction de la couche d'ozone est provoquée par les CFC [c'est la chimiste qui parle]. Il faut les éliminer avant l'an 2000. Il faut agir vite, en raison des effets scientifiques connus. Il y a aussi le méthane et les CFC qui sont pires que le CO_2. Il faut les réduire avant 2000-2005. Le nucléaire est plus cher, mais c'est la meilleure technologie pour éviter le CO_2, donc la plus propre. Quant aux forêts du Brésil, de Malaisie, d'Indonésie — où vivent 80 % des espèces animales —, il faut les protéger absolument. Pour les océans, il faut aussi intervenir. Il faut enfin ratifier d'urgence la Convention sur l'Antarctique.

Brian Mulroney : Il faut mettre au net ce que nous avons dit l'année dernière. Il faut faire vite quelque chose pour la forêt, en particulier au Brésil.

George Bush, isolé, sur la défensive, regardant Mulroney : On ne doit pas se laisser impressionner par les Verts.

Helmut Kohl : Les sherpas vont rassembler les avis et décider d'un projet pilote au Brésil.

George Bush, furieux : Supposons. Mais qui va l'organiser ? La Communauté ? La Banque mondiade ? Je ne veux pas me prononcer. La décision n'est pas prise. Un cadre scientifique doit être fixé avant toute décision. Je suis désolé de dire que c'est là encore une initiative de la Communauté, pas des Sept. Et je ne suis pas dans la CEE !

Helmut Kohl, souriant : Vous pourriez y participer ! La Suède aussi peut y contribuer. La Communauté peut faire ça avec la Banque mondiale. Dans les douze mois...

Margaret Thatcher : On peut le faire dans le cadre de la Banque mondiale.

George Bush : Les États-Unis entendent de toute façon aider le Brésil. Je veux que ce soit dans le cadre de la Banque mondiale. D'ailleurs, un jour, il faudra une conversation entre nous pour savoir où nous allons avec la CEE ! Le problème de la Communauté est très général, philosophique. Un problème s'est déjà posé avec la BERD. Vous avez lancé l'idée sans nous consulter. Il se pose maintenant avec le Brésil. C'est une question très large, très complexe pour les États-Unis et le Japon qui représentent l'essentiel du PNB du monde. Il nous faut être au début des choses. Pas rejoindre la Communauté. Je vais me rendre prochainement au Brésil. J'en parlerai. De même, sur l'agriculture, je fais tous les efforts du monde pour comprendre la position de la CEE. Je ne parle pas ici de la Banque mondiale dans l'intention de tout bloquer, mais pour aider.

Discussion très importante, qui marque l'irritation américaine face à l'unité croissante des Douze.

En début de soirée, les sherpas entament la discussion du texte sur le GATT. La Présidence américaine nous propose un choix simple : le projet de texte américain, ou rien. Et on nous laisse deux heures pour conclure ; à défaut de quoi, il y aura une réunion conjointe — de la « dernière chance » — des ministres des Affaires étrangères et des Finances. En l'absence d'accord à ce niveau, ce sera la guerre commerciale.

Une incroyable séquence s'ensuit, qui durera toute la nuit !

Les Britanniques organisent la contre-offensive et s'érigent, contre les États-Unis, en défenseurs de la PAC et des restitutions ! Les autres européens leur emboîtent le pas. Pas une note discordante. Les Italiens, les premiers, expliquent que mieux vaut une guerre qui ne nous fait pas peur qu'une discussion qui s'éternise. Nous acceptons de faire référence au rapport d'experts qui nous est très défavorable, mais dans des termes tels qu'il n'en résulte aucun engagement, ni de substance ni de procédure : tout au plus une obligation d'examen. Et, au bout de la nuit, nous réussissons à faire accepter par les Américains en déroute des phrases qu'ils ont toujours refusées (reconnaissance de la diversité des situations, et donc des mécanismes de soutien agricole ; nécessité d'un instrument de mesure commun pour l'ensemble des réductions ; partage équitable du fardeau ; les assurances de réduction dans chaque secteur devront être « cohérentes entre elles », expression qui exclut un traitement discriminatoire des restitutions). Le Sommet de Houston aurait débouché sur un match nul si les Américains n'avaient commis l'erreur de déclencher la guerre : ils l'ont perdue, et l'Europe l'a gagnée. Bien sûr, rien n'est fini. La crise se rouvrira dans quinze jours, à Genève, au GATT. Mais les Américains n'ont pas pu jouer, pour la première fois, ce qu'ils croyaient être leur carte maîtresse : la division de l'Europe.

Le Congrès du Parti communiste soviétique adopte de nouveaux statuts définissant le rôle, la composition et le mode d'élection du Comité central et du Bureau politique. Mikhaïl Gorbatchev est réélu secrétaire général.

A Paris, petit déjeuner des socialistes à Matignon. Jean-Louis Bianco me le raconte par téléphone. La discussion porte sur l'opportunité de faire ou de ne pas faire alliance électorale avec le mouvement de Jean-Pierre Soisson, France unie. Le Président le leur a demandé, mais tous traînent les pieds.

Ils évoquent ensuite la situation internationale :

Jean-Pierre Chevènement : Le point important est de savoir si l'Allemagne acceptera vraiment la renonciation aux armes nucléaires, chimiques et bactériologiques, et ne se contentera pas de signer le traité de non-prolifération. Pour l'Allemagne, il y a trois façons de garantir sa sécurité : s'en remettre aux États-Unis ; s'en remettre à la France ; assurer elle-même sa propre défense.

Pierre Joxe : L'Allemagne va s'élargir à l'Autriche, du moins pour l'espace économique. Mais de là à parler d'une sorte d'Anschluss, ce n'est pas évident. L'Autriche a l'ambition de jouer son propre rôle. Il ajoute que l'Allemagne va appliquer une politique très dure envers les immigrants non européens. La France est le seul pays européen de destination de la poussée migratoire du Tiers-Monde.

Laurent Fabius explique que les Allemands vont redevenir une grande puissance militaire. Mais en tant que citoyen, il ne peut accepter que l'Allemagne dispose de l'arme nucléaire.

Michel Rocard, très optimiste, pense que nous pouvons convaincre nos partenaires du bien-fondé de notre doctrine de dissuasion. Il soutient que Lubbers est d'accord avec la France. (Malheureusement, Lubbers le dit peut-être en privé, mais pas en réunion au Sommet de l'OTAN.)

Jean-Louis Bianco : Je trouve votre pessimisme exagéré. Que peut-on faire vis-à-vis de l'Allemagne ? D'abord, obtenir un engagement sur la stabilité de la frontière Oder-Neisse. Nous l'avons. Deuxièmement, enraciner l'Allemagne au sein de l'Europe et de l'OTAN. C'est fait. Reste à obtenir de l'Allemagne une renonciation à l'arme nucléaire au profit d'un môle européen de défense. Pour le Sud, il nous faut une politique d'immigration commune avec l'Espagne et l'Italie, renégocier avec les pays du Maghreb sur l'immigration, et veiller à ce que le Premier ministre s'exprime beaucoup plus sur la politique de lutte contre l'immigration clandestine et pour l'intégration.

Mercredi 11 juillet 1990

A Houston, dernier jour du Sommet. Discussion sur les pays en voie de développement et la dette. Les Américains, maîtres de l'ordre du jour et de la procédure, n'ont qu'une idée : ne rien dire et ne rien faire. Sauf monter en épingle leur initiative Enterprise for the Americas, présentée comme le seul progrès significatif en matière de dette, mais aussi de commerce et d'environnement. Cette initiative est pourtant un peu éclipsée par la proposition faite comme prévu, hier soir, par François Mitterrand d'étendre aux créances publiques le principe du « menu d'options » offert aux pays endettés vis-à-vis des banques. Seul le Japon exprime une certaine réticence à l'encontre de cette proposition. L'Europe emboîte le pas, le Canada et les États-Unis font écho.

Le Sommet de Houston se termine dans une grande improvisation et un complet désordre. La nouvelle réalité de l'Europe, son poids et sa force frappent les Américains. L'aveuglement américain sur l'environnement a facilité l'unité du Vieux Continent. Mais nous avons devant nous la perspective de nouvelles crises et de durs affrontements entre l'Europe et les Etats-Unis. Les Américains ont compris qu'ils ont en face d'eux une Europe moins divisée qu'autrefois. Si, sur certains dossiers essentiels — commerce, environnement, Tiers-Monde — , ils conservent la prééminence, ils ont en revanche perdu le monopole de la conduite du jeu. Chacun rôde désormais autour d'un Japon qui espère être l'arbitre de cette rivalité. Un Japon courtisé par le Président Bush, mais qui, sur presque tous les dossiers — sauf la dette —, a fait front commun avec l'Europe.

Houston n'est malheureusement pas la suite espérée du Sommet de l'Arche. Il reste comme le premier résultat heureux du Conseil européen de

Dublin.

Gorbatchev fait élire son candidat, Vladimir Ivachko, contre Igor Ligatchev, au poste de numéro deux.

Jeudi 12 juillet 1990

Consulté à son retour de Houston, François Mitterrand autorise, à la demande de Roland Dumas, la venue en France des Albanais réfugiés à notre ambassade à Tirana.

La presse fait état de rumeurs de démission de Michel Rocard.

François Mitterrand : Il faut que Rocard s'en aille. Mais pas pour l'instant. Je dois choisir le moment, ne pas me le faire imposer par les médias. Rocard ne fait plus rien. Je n'en obtiens rien sur le social. J'ai vraiment eu tort de le nommer. Et voilà qu'il refuse de réduire la durée du service militaire. Je vais l'annoncer après-demain, pour le forcer à le faire !

Refusant le siège qu'on lui offrait au sein du Comité central, Boris Eltsine annonce son départ du Parti soviétique. Gorbatchev a éliminé ses adversaires. Il a carte blanche.

Vendredi 13 juillet 1990

Les 808 Albanais réfugiés à l'ambassade d'Italie à Tirana arrivent à Brindisi.

Le 28e Congrès du Parti communiste soviétique s'achève. Gorbatchev a réussi à réduire le pouvoir des conservateurs. Mais quelques réformistes « radicaux », après Eltsine, quittent à leur tour le Parti. Ultimes manœuvres. Ils vont tenter de prendre le pouvoir dans la Fédération de Russie et d'y vider de tout contenu le pouvoir soviétique de Gorbatchev. Les laissera-t-il faire ?

Samedi 14 juillet 1990

Lors de sa traditionnelle intervention télévisée, François Mitterrand annonce la réduction à dix mois du service militaire. Il tente de mettre un terme aux rumeurs de remaniement en couvrant de fleurs Michel Rocard.

Dimanche 15 juillet 1990

Arrivée à Marseille des 543 Albanais réfugiés à l'ambassade de France à Tirana.

Lundi 16 juillet 1990

Dans le Caucase, Mikhaïl Gorbatchev, confirmé dans son pouvoir, rencontre le Chancelier Kohl. Accord historique ! A condition que la RDA en soit temporairement exclue, Moscou lève son opposition à l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN ! L'Allemagne unifiée pourra décider librement à quelle alliance elle appartiendra.

D'après les premières dépêches, huit points d'accord principaux ont été dégagés : la réunification allemande concerne la RDA, la RFA et Berlin ; la responsabilité et les pouvoirs des quatre puissances alliées de la Seconde Guerre mondiale seront totalement abrogés ; l'Allemagne unifiée, exerçant sa pleine souveraineté, pourra décider librement et de façon indépendante à quelles alliances elle appartiendra ; elle conclura un traité bilatéral avec l'Union soviétique pour le retrait de ses troupes de RDA, lequel sera achevé en trois ou quatre ans ; les structures de l' OTAN ne seront pas appliquées en RDA tant que des troupes soviétiques y seront stationnées ; les unités de la Bundeswehr qui ne font pas partie des structures de l'OTAN pourront y être stationnées ; les troupes des trois puissance occidentales (États-Unis, Grande-Bretagne, France) resteront à Berlin tant que les troupes soviétiques seront stationnées en RDA ; dans le cadre des discussions de Vienne sur le désarmement conventionnel en Europe, le gouvernement de la RFA annonce son intention de réduire les forces armées de l'Allemagne unifiée à 370 000 hommes d'ici trois à quatre ans ; enfin, l'Allemagne unifiée renoncera à la fabrication et à la possession d'armes chimiques et sera partie au traité de non-prolifération nucléaire.

François Mitterrand, lisant la dépêche : Et voidà ! Gorbatchev, qui nous a tant supplié de ne rien céder à Kohl, lui abandonne tout, sans doute pour quelques marks de plus. Avec ça, nous ne pourrons plus résister longtemps à la réunification.

De fait, le « 4 + 2 » n'est plus qu'une fiction.

Mardi 17 juillet 1990

A Paris, deuxième réunion ministérielle « 4 + 2 ». La séance du matin, consacrée aux questions autres que les frontières, était censée examiner comment les Soviétiques abordent maintenant la question du statut politico-militaire de l'Allemagne. En fait, les six ministres n'ont plus qu'à prendre acte de la déclaration commune Kohl-Gorbatchev, qui règle tout. La séance de l'après-midi est consacrée à la question de la frontière Oder-Neisse, avec la participation du ministre des Affaires étrangères polonais, invité à la demande expresse de la France. Les Polonais demandent aux Allemands d'engager avec eux, dès maintenant, des négociations aboutissant à la mise au point d'un traité bilatéral sur la frontière, qui sera signé dès l'unification allemande. Ils renoncent à leur demande initiale d'un traité paraphé avant l'unification, jugeant qu'elle n'a aucune chance d'aboutir, même si les Allemands ne rejettent pas le principe d'un traité bilatéral de bon voisinage et de coopération avec la Pologne. Mais ceux-ci ne veulent entamer les discussions qu'une fois l'unification achevée, et sur un traité qui couvrirait l'ensemble des questions bilatérales entre les deux États. Par là, ils veulent se donner la possibilité d'échanger, le moment venu, la reconnaissance de l'intangibilité de la frontière contre l'octroi à la minorité allemande de Pologne de certains droits, voire contre le « droit de retour », c'est-à-dire la faculté, pour les anciens propriétaires allemands, de racheter leurs terres et de se réinstaller en Pologne. C'est la porte ouverte à tous les chantages, à tous les retards du règlement définitif de la question. Les Allemands se sentent enhardis par le voyage du Chancelier à Moscou, et les Polonais ne veulent à aucun prix apparaître comme des gêneurs dans le jeu des « 4 + 2 ». Les Américains, eux, se désintéressent de cette question, cependant que les Anglais se taisent. Les Français sont les seuls à parler avec les deux parties et à rechercher des solutions. Hans-Dietrich Genscher fait une déclaration à ce sujet, consignée dans le procès-verbal de la réunion : Le traité sur la frontière germano-polonaise sera signé et transmis au Parlement pan-allemand dans le délai le plus bref possible après l'unification et le rétablissement de la souveraineté de l'Allemagne.

A Paris, Michel Rocard se dit prêt à engager la bataille au Parlement pour la CSG. Mais il veut auparavant un accord formel du groupe socialiste. A défaut, il prévient qu'il faudra continuer à se débrouiller avec des cotisations-vieillesse plafonnées qui pèseront en priorité sur les salaires les plus modestes. Mais Pierre Bérégovoy n'acceptera la CSG que s'il a la garantie qu'il n'y aura pas un franc de plus de prélèvements obligatoires en 1991, et que si cette contribution ne sera pas incluse dans la loi de finances, ce qui en ferait un nouvel impôt. Il veut qu'il soit bien clair qu'il s'agit d'une réforme du financement de la Sécurité sociale, destinée à le rendre équitable. Michel Rocard : L'enjeu pourra paraître minime : 32 francs, 67 francs, 190 francs par mois, mais, à terme, cela introduit une « dynamique » de justice dans les prélèvements sociaux, par exemple ceux qui seront nécessaires pour les retraités.

Le Président donne raison à Bérégovoy.

Vu David Mulford, secrétaire adjoint américain aux Finances, qui rentre de Moscou où il est allé porter la réponse du G7 à Gorbatchev. D'après ce qu'il me dit, les États-Unis vont accroître leur assistance technique à l'URSS, tenter de résoudre le problème des créances anciennes sur le gouvernement de Kerensky, réfléchir au Johnson Act (qui interdit l'émission d'emprunts à but général sur le marché américain tant que les dettes russes ne sont pas réglées). L'octroi d'une aide financière et de prêts leur paraît impossible : La discussion de Houston a fait apparaître un problème très délicat dans les relations entre l'Europe et les États-Unis. La position de principe américaine était connue, très favorable à l'Europe, à l'effort d'intégration, au Grand Marché, à l'Union économique et monétaire ; mais la Commission de la Communauté se donne aujourd'hui un rôle dans tous les domaines et montre un fort appétit de pouvoir...

Contrecoup du « 4 + 2 » : le service de presse de l'Élysée reçoit de très nombreux coups de téléphone de journalistes français et étrangers (surtout américains et allemands), souhaitant savoir s'il est vrai que la France a de nouveau durci sa position sur la question de la frontière Oder-Neisse. Ces derniers jours, certains collaborateurs du Chancelier Kohl ont en effet, devant des journalistes allemands, accusé les Français de se montrer plus polonais que les Polonais. Sur instructions du Président, Roland Dumas hausse le ton à plusieurs reprises. Genscher fait la navette entre Paris et Bonn.

Philippe Marchand devient ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités territoriales.

Le Parlement ukrainien adopte une déclaration de souveraineté. C'est vraiment la fin.

Mercredi 18 juillet 1990

Une remarque de Mikhail Gorbatchev à François Mitterrand : Que cela nous plaise ou non, le temps viendra où une Allemagne unifiée sera membre de l'OTAN, si tel est son choix.

En Serbie, le président Slobodan Milosevic est élu (par 1 228 voix contre 66) à la tête du nouveau Parti socialiste de Serbie, né avant-hier de la fusion de la Ligue des communistes et de l'Alliance socialiste (organisation de masse contrôlée par la Ligue).

En Pologne, constitution d'un parti politique (Mouvement civique-Action démocratique) par 101 députés, syndicalistes et intellectuels de Solidarité favorables à Tadeusz Mazowiecki, parmi lesquels figurent notamment Zbigniew Bujak, Wladyslaw Frasyniuk, Adam Michnik, Andrzej Wajda et Jerzy Turowicz.

Dans un rapport remis à la Ligue arabe, l'Irak accuse le Koweït de pomper la nappe pétrolière de Roumalia. Maurice Courage, ambassadeur de France à Bagdad, fait savoir qu'une aventure militaire de l'Irak est totalement à exclure.

La Banque mondiale calcule qu'un milliard d'êtres humains (1/3 de la population des pays en développement) vivent avec un revenu annuel inférieur à 370 dollars.

Jeudi 19 juillet 1990

Jack Lang m'interroge pour savoir si le directeur de la Musique et de la Danse, Michel Schneider, peut faire appel à Pierre Moussa, président-directeur général du groupe Pallas, pour assurer la présidence de la salle Favart. Il souhaite obtenir l'accord du Président de la République avant d'accepter la proposition de Schneider. Pierre Moussa, ancien PDG de Paribas, avait organisé la « résistance », en 1981, contre la nationalisation de sa banque. Je demande au Président ce qu'il en pense. L'heure du pardon me semble venue. Tel n'est pas son avis : Ce n'est pas souhaitable.

Vendredi 20 juillet 1990

La lettre que George Bush a écrite à Gorbatchev pour lui rendre compte du Sommet de Houston, et dont Mulford m'a donné copie, attire ce commentaire de François Mitterrand : Cette lettre est bien bureaucratique. Il n'y a aucune chaleur. C'est une révolution planétaire, et il la traite comme un changement de gouvernement au Guatemala.

Lundi 23 juillet 1990

Élection de Leonid Kravtchouk à la présidence de l'Ukraine. C'est l'homme que Gorbatchev, à Kiev, il y a seulement six mois, nous disait être en train d'éliminer.

Six mois : un autre monde.

Mardi 24 juillet 1990

Pierre Bérégovoy écrit au Président à propos du budget de l'an prochain ; les lettres-plafond qui viennent d'être envoyées aux ministres visent à bâtir un budget avec des priorités bien affirmées qui sont celles du Président : éducation et formation, RMI, logement, environnement, recherche. Les financements nécessaires sont trouvés par le ralentissement de la progression de dépenses devenues inadaptées (Défense) ou la remise en cause de dépenses devenues inutiles (certaines dépenses de préretraite).

François Mitterrand : C'est vraiment insuffisant ! Et l'éducation ? Et le logement social ? Et la réforme fiscale ?

Mercredi 25 juillet 1990

Cinq cent mille foyers bénéficient du RMI, soit près d'un million de personnes qui, depuis deux ans, sont sorties de l'extrême pauvreté.

Le gouvernement anglais annonce une importante réduction de ses effectifs militaires sur cinq ans, notamment en RFA.

Gorbatchev déclare illégales les milices armées et leur donne quinze jours pour rendre leurs armes.

Au Conseil des ministres, à propos du texte de Jean-Pierre Chevènement dit Armée 2000, qui organise l'évolution de l'armée pour les dix ans à venir, le Président : C'est un bon budget, mais il va entraîner un accroissement de l'effort demandé aux cadres. Ces cadres qui se conduisent avec un grand sens des responsabilités en accomplissant un très lourd travail. Ces efforts doivent être soulignés, c'est une raison de plus pour que le titre II du budget prenne en compte l'amélioration de la condition militaire que j'ai souhaitée à plusieurs reprises. Je fais confiance aux armées pour qu'elles réussissent cette réforme très exigeante.

A propos du Liban, où les combats entre milices chiites pro-syriennes et pro-iraniennes ont repris, le Président décide d'envoyer des hélicoptères à Chypre pour aider éventuellement à l'évacuation de l'ambassade de France et des Français du Liban ; de faire partir deux bateaux TCD (Transport chalands débarquement) pour recueillir éventuellement des gens sur la plage ; d'envoyer le Foch pour faire de la dissuasion et appuyer des opérations d'évacuation qui pourraient se révéler difficiles.

Vendredi 27 juillet 1990

Une crise du pétrole menace. A l'OPEP, à Genève, le prix de référence du baril passe de 18 à 21 dollars, par suite des pressions irakiennes pour faire monter les cours. Les Irakiens se plaignent à cet égard des Saoudiens et des Koweïtiens. Il semble qu'il y ait eu des conflits ces derniers

jours entre Irakiens et Koweïtiens sur l'accès à la mer, et que ces derniers se soient montrés particulièrement cassants. Tout cela peut se conclure par une hausse massive. On n'a vraiment pas besoin de ça !

La Biélorussie proclame sa souveraineté. Les trois présidents baltes conviennent avec le Président russe, Boris Eltsine, d'engager des négociations sur leurs relations avec la Fédération de Russie, sans passer par Gorbatchev. Quelle réalité reste-t-il à l'URSS ? Que se passera-t-il si les autres républiques en font autant ?

Les services prétendent que l'accord est réalisé entre Koweïtiens et Irakiens. Ils envoient comme preuve que l'ambassadeur saoudien à Washington, le prince Bandar, se prépare à partir pour un mois de vacances en Extrême-Orient.

Dimanche 29 juillet 1990

En Hongrie, 80 % d'abstentions au référendum sur le mode d'élection du chef de l'Etat. Invalidation. C'est le Parlement qui élira le Président.

Mardi 31 juillet 1990

Les premières négociations du Quai d'Orsay avec l'URSS sur un traité bilatéral franco-soviétique aboutissent à un texte qui comporte une clause de non-agression, ce qui réduit à néant, à mon avis, toute notre politique de dissuasion nucléaire ! Roland Dumas, très engagé, ne veut plus reculer. Le Président est partagé : l'idée d'un traité avec les Russes lui plaît, mais il se rend compte que ceux-ci ayant déjà signé un tel texte avec les Allemands, on l'accusera de courir après l'Allemagne...

Mercredi 1er août 1990

Conseil des ministres. Rien de particulier. On adopte un projet de loi qui complète la loi de décentralisation de 1982.

Jeudi 2 août 1990

Coup de tonnerre : les troupes irakiennes envahissent le Koweït. Devant leur avancée rapide, la population civile fuit en masse. L'émir du Koweït se réfugie en Arabie Saoudite.

François Mitterrand est à Latché. C'est Roland Dumas qui l'informe. Le Président : La guerre menace au bout de cette histoire de gros sous. Faire la guerre pour ces potentats milliardaires, ce sera pour nous difficile. Laissons s'avancer les Américains.

Margaret Thatcher est à Aspen (Colorado) avec George Bush.

Les Américains demandent le vote d'une résolution au Conseil de Sécurité de l'ONU pour exiger le retrait immédiat et inconditionnel des troupes irakiennes.

Le Président, informé : Oui, on votera pour. Mais soyons très attentifs. Je rentre à Paris. Qu'on réunisse les principaux ministres. Rocard est en vacances ? Il n'est pas urgent qu'il rentre.

Lionel Jospin n'est pas là non plus. Pierre Bérégovoy est Premier ministre par intérim.

La résolution est votée sous le numéro 660. Le Conseil de Sécurité de l'ONU condamne l'Irak ; seul le Yémen s'est abstenu.

La Ligue arabe, réunie au Caire, se sépare au bout d'une heure sans émettre aucun avis.

Gel des avoirs irakiens et koweïtiens dans la plupart des pays occidentaux.

Vendredi 3 août 1990

L'interruption des communications avec le Koweït, que Bagdad a imposée depuis hier soir, ne facilite pas une appréciation exacte de la situation. Il semble que les Irakiens la maîtrisent et qu'il ne subsiste dans la capitale que de petites poches de résistance de l'armée koweïtienne. Un « gouvernement provisoire » émet des communiqués annonçant par exemple la dissolution du Parlement, mais c'est pour l'heure un « fantôme », puisque sa composition n'a pas été annoncée.

Agitation à l'Élysée ; les télégrammes diplomatiques se multiplient ; les conseillers diplomatiques rentrent précipitamment de vacances.

Washington nous annonce l'envoi d'une force navale dans le Golfe. Plus précisément, les Américains y expédient un de leurs porte-avions, qui vient s'ajouter à leurs six bâtiments déjà dans la zone. Mais ils ne semblent pas disposés à une intervention militaire et parlent surtout d'un renforcement de la capacité de défense saoudienne.

Ce soir, à Djedda, devraient se réunir, en présence de l'émir du Koweït, Jaber El Sabah, les chefs des États du Conseil de coopération du Golfe, auxquels se joindront le Président Moubarak et le Roi Hussein. Seule capitale arabe à avoir pour le moment condamné fermement l'invasion : Rabat.

Américains et Soviétiques exhortent la communauté internationale à prendre des mesures concrètes contre l'Irak. Rencontre Baker-Chevardnadze à Moscou. Les Soviétiques se rangent derrière les Américains. Ce n'était pas évident du tout.

Appel de Brent Scowcroft : Washington décrète l'interdiction de tout commerce avec l'Irak, y compris pour les produits pétroliers, et engage les membres du Conseil de Sécurité à suivre les États-Unis dans cette voie. Ceux-ci ont déjà diffusé à New York un texte qui suscite les réserves chinoises et britanniques, mais qui reçoit l'appui soviétique : il n'y aura pas opposition Est/ Ouest dans cette affaire.

Les Américains poursuivent leur forcing. Ils proposent plus précisément un boycott de l'Irak. Il porterait sur la suspension des livraisons d'armes (États-Unis, URSS, France, Royaume-Uni, RFA), le blocage des avoirs financiers irakiens et koweïtiens (États-Unis, France, Royaume-Uni, Japon, RFA). Les directeurs politiques de la Communauté évoqueront ce problème après-demain matin à Rome.

Le Président décide de reporter sine die la signature d'un accord sur le rééchelonnement de nos créances vis-à-vis de l'Irak... qui aurait dû avoir lieu hier !

D'Aspen, François Mitterrand reçoit des appels de George Bush et de Margaret Thatcher (c'est Charles Powel qui sert d'interprète). Ils lui demandent d'envoyer des bateaux français dans la zone et lui annoncent l'envoi des leurs. François Mitterrand refuse l'idée, qu'esquisse George Bush, d'une flotte internationale ou multilatérale. Le Président me dit peu après : Je veux bien d'une coordination de nos flottes, mais pas mettre la nôtre sous contrôle américain... Ce n'est qu'un début. Attendons.

Réunion dans le bureau du Président avec Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Chevènement.

Bérégovoy explique qu'un boycott commercial de l'Irak — hors pétrole — ne susciterait pas beaucoup d'objections de sa part (notre commerce civil s'est déjà beaucoup réduit avec ce pays). Il n'en va pas de même d'un embargo pétrolier englobant le Koweït. L'Irak et le Koweït représentent en effet 21 % des réserves mondiales. Leur production est de 200 millions de tonnes (4 millions de barils par jour), soit un peu moins du cinquième de la production de l'OPEP : un volume à peu près équivalant à celui de l'Arabie Saoudite. L'Irak représente près de 8 % de nos

approvisionnements, plus de 9 % de ceux des États-Unis, 13 % de ceux du Japon, 11 % de ceux de l'Italie, 7 % de ceux de l'Allemagne. Les spécialistes ne sont pas en mesure de chiffrer avec précision l'ampleur et la durée du « choc » qui serait provoqué par un brusque retrait du marché de ces 200 millions de tonnes annuelles, lesquelles ne pourraient être compensées que lentement et partiellement par l'augmentation des exportations saoudiennes et celles des Emirats. Une forte pression à la hausse des prix s'exercerait certainement, bien au-delà des 23 dollars le baril de ce jour. De plus, pour être efficace, un embargo pétrolier devra être général et de longue durée. Comme on vit dans un monde de libre entreprise, que les autres pays n'ont pas, comme nous, une loi de 1928 qui permet d'imposer certaines astreintes aux compagnies, les risques de contournement de l'embargo ne sont pas négligeables. Les expériences passées (Irak en 1972, Iran en 1982) ont montré qu'une fois sur le marché, entre les mains des traders, le pétrole brut est apatride et que des États et des compagnies peuvent ainsi tourner l'interdit. Bien sûr, si des décisions contraignantes étaient prises à l'ONU, on pourrait imaginer un blocage des terminaux pétroliers, des oléoducs, des détroits, une interdiction du transit du pétrole irakien et koweïtien à travers la Turquie et la péninsule arabique, mais cela supposerait la mise en place de forces navales capables de gérer un blocus.

Roland Dumas est favorable à des sanctions économiques, y compris à l'embargo pétrolier, à condition qu'il s'agisse d'une mesure générale, imposée à tous par l'ONU. Les représentants des Douze en parleront dimanche à Rome au niveau des hauts fonctionnaires. Dumas pense qu'il convient que les Douze prennent position par rapport aux décisions américaines, lesquelles seront sans doute appuyées par les Russes, et que, pour amener Saddam Hussein à résipiscence, les sanctions pétrolières sont la seule possibilité de rétorsion concrète. On ne devrait pas surestimer les répercussions possibles d'un tel embargo sur un marché pétrolier déjà perturbé et qui le serait davantage encore si Saddam Hussein affirmait durablement sa prééminence sur l'OPEP et le monde arabe.

Pierre Bérégovoy accepterait des sanctions si le dispositif était entériné par tous. Selon lui, au-delà de quelques jours, cet embargo aurait des répercussions fâcheuses sur notre économie. Une hausse de 1 dollar le baril, ce sont 5 milliards de francs de déficit commercial supplémentaires. Il pense qu'il faut adopter une position favorable à l'embargo pétrolier, notamment au cours de la réunion de Rome, et reconsidérer notre position si l'un ou l'autre des partenaires occidentaux ne va pas dans le même sens. Il recommande que l'on évite de s'engager à la suite des Américains sans avoir vérifié un certain nombre d'éléments (effets de l'embargo sur notre économie, plus dépendante du pétrole importé que d'autres ; disponibilité des autres producteurs arabes — Arabie Saoudite et EAU — à se substituer à l'Irak et au Koweït ou, en sens inverse, risque de voir les Arabes dénoncer cette « ingérence occidentale » et faire bloc avec l'Irak ; degré d'implication de nos principaux partenaires dans le respect d'un tel embargo).

Le Président : Le boycott pétrolier serait une mesure spectaculaire, mais pas forcément déterminante, car beaucoup auront intérêt à la tourner, et les effets pour notre économie ne sont pas à sous-estimer. Il faut voir ce que vont décider les autres et ne rien faire qui nous en désolidarise.

Les conversations se poursuivent à New York sur le projet américain de sanctions prohibant tout commerce avec l'Irak et le Koweït. François Mitterrand demande qu'on l'accepte : Pas question de se singulariser dans cette affaire.

Le front arabe se reconstitue : condamnation de l'invasion irakienne par le Conseil de coopération du Golfe et demande de retrait immédiat et inconditionnel du Koweït ; à la différence d'hier, les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe, réunis au Caire, condamnent l'Irak par 14 voix contre 4 (Jordanie, Yémen, Soudan, OLP), une abstention (Mauritanie), une absence (Libye).

Postérieurement à cette déclaration, Bagdad annonce le début du retrait de ses forces du Koweït à partir de dimanche, si aucune menace contre la sécurité du Koweït ou de l'Irak n'intervient d'ici là. Mais, ajoute le communiqué, il n'y aura pas de retour à l'ancien régime.

François Mitterrand : Cela ne mène à rien, pour Saddam, de poser des conditions. Il sera forcé de reculer.

Samedi 4 août 1990

Récapitulation : depuis le début de la guerre Iran/Irak, la France a vendu pour 16 milliards de dollars à l'Irak (contre 13 milliards pour l'URSS) ; l'Irak est notre second fournisseur en pétrole ; l'Irak nous doit 30 milliards de francs.

François Mitterrand : Les Américains n'ont rien su prévoir de cette crise. Nos services de renseignements non plus. Et maintenant nos services ne nous disent rien ; c'est à se demander pourquoi on les paie.

Au Koweït, pas d'évolution, si ce n'est que les forces irakiennes progressent vers le sud pour contrôler les principaux gisements pétroliers et les raffineries proches de la frontière saoudienne. Le « gouvernement provisoire » ne s'est toujours pas ouvertement manifesté.

Visite à Bagdad du Roi Hussein.

Tournée des capitales arabes (aujourd'hui Le Caire) de Yasser Arafat, porteur d'un « plan » visant à limiter les conséquences de la guerre. Cette initiative semble avoir fait capoter le projet d'un « mini-Sommet » arabe prévu pour dimanche à Djedda.

Le Président reparle au téléphone à George Bush qui lui fait une description très pessimiste de la situation au Koweït.

Peu à peu, l'État rentre de vacances. Les ministres, leurs cabinets reviennent. Les télégrammes diplomatiques continuent d'affluer de toutes parts. Il faut tout lire. L'Élysée s'organise. Le Président est en pleine forme. Il s'ennuyait depuis six mois. Premières réunions dans son bureau.

Michel Rocard demande encore s'il doit rentrer. François Mitterrand : Mais qu'il fasse comme il veut !

Dimanche 5 août 1990

A Rome, pas de fêlure dans la solidarité : les directeurs politiques des Douze ont mis au point un texte annonçant le gel des avoirs irakiens et koweïtiens, un embargo sur les importations de pétrole en provenance d'Irak et du Koweït, l'interdiction d'exportation d'armes et d'équipements paramilitaires à l'Irak (la question de la suspension totale du commerce a été renvoyée aux discussions à l'ONU), la suspension de la coopération dans les domaines militaire et scientifique, et le rappel des attachés militaires et scientifiques.

Brent Scowcroft revient à la charge : les États-Unis souhaitent créer une force multilatérale. Ils demandent aux Saoudiens d'augmenter leur production pétrolière pour compenser la fermeture du Koweït, et de recevoir les avions américains sur leur sol. Les Saoudiens, me dit-on, hésitent : les F15 seront-ils à nouveau désarmés, comme ils le furent en 1978, la première fois que les États-Unis en envoyèrent ?

Réunion sur la situation militaire, en fin d'après-midi, dans le bureau du Président, avec Pierre Bérégovoy, Roland Dumas, Gérard Renon, secrétaire d'État à la Défense, l'amiral Lanxade, chef d'état-major particulier du Président, Guy Fougier et Claude Silberzahn, respectivement secrétaire général de la Défense nationale et directeur général de la DGSE. Yves Lyon-Caen représente Michel Rocard, toujours pas rentré de vacances.

François Mitterrand : Le minimum de ce qu'il convenait de faire face à l'invasion du Koweït par l'Irak est acquis. Ce sont des sanctions économiques et financières. Le gel des avoirs est la mesure la plus facile : elle est prise. La cessation de toute vente d'armes s'imposait ; nous avions déjà été très prudents sur ce point depuis plusieurs mois. La seule sanction véritable, c'est le blocus pétrolier par un blocus sélectif du Golfe

(car nous devons éviter de gêner les autres producteurs de la région) et un blocus des pipelines. C'est réalisable, mais ce n'est pas si facile. Que font les Américains et les Britanniques sur le plan naval ? D'après ce qu'ils m'ont dit, George Bush et Margaret Thatcher pensent que leurs navires concernés devraient se rapprocher de la zone.

L'amiral Lanxade : On a deux petits bâtiments — des avisos-escorteurs — dans la zone. Un plus gros pourrait être là dans un délai de huit jours. Un blocus n'est pas techniquement difficile. Il y aura un problème d'identification des cargaisons, mais qui n'est pas insoluble.

François Mitterrand : J'ai toujours refusé une flotte internationale. Il faut se contenter d'une coordination des flottes nationales présentes.

L'amiral Lanxade : Il faut envoyer une frégate.

François Mitterrand : Il serait bon d'avoir un contact avec les Américains et les Britanniques à ce sujet.

L'amiral Lanxade : Je viens d'avoir le général Scowcroft. Il m'a dit que le Président Bush était très satisfait de la déclaration des Douze. Ils n'ont pas eu de réponse saoudienne à leur question concernant l'augmentation de sa production pétrolière par l'Arabie Saoudite. Il m'a parlé de l'idée — que vous venez de rejeter-d'une force multilatérale.

François Mitterrand : Il ne faut pas dépasser la coordination. Dans ce type de conflits, il n'est pas mauvais d'en appeler à l'intuition. La mienne, c'est que l'on n'en est qu'au début, que la crise devrait s'aggraver. Moubarak souhaite aller voir Saddam Hussein à Bagdad en posant des conditions : le retour de la dynastie El Sabah contre de l'argent. Un tel résultat serait acceptable, mais je n'y crois pas beaucoup. Saddam Hussein va essayer de gagner du temps pour digérer le Koweït. Le Roi Fahd n'a pas encore demandé l'aide américaine. Sa prudence est significative de sa peur : tous ces princes sont trop riches, ils sont trop gras, ils ont peur de perdre leur style de vie. Ils vont négocier de la façon la plus larmoyante. Il faut vérifier la faisabilité du blocus. Il est nécessaire de mettre beaucoup d'énergie dans le blocus : pipelines, Golfe... Les Américains sont déterminants à cet égard, notamment par l'influence qu'ils peuvent exercer sur les Turcs.

Roland Dumas : Je viens d'avoir Chevardnadze. Gorbatchev est content de la position française. Il estime que ce n'est pas une affaire locale, qu'il faut « remonter » les pays arabes, ceux avec lesquels nous avons de bonnes relations. J'ai eu aussi Cheikh Sabah, le ministre koweïtien des Affaires étrangères, au téléphone : il se trouve à l'intérieur du territoire saoudien, juste derrière la frontière. Il m'a dit que la résistance était faible. Il ne croit pas à un retrait des troupes irakiennes à partir de dimanche. Des contacts doivent être pris avec divers pays, dont le Japon, si l'on veut que le blocus fonctionne.

Gérard Renon : Le groupe aéronaval peut appareiller en soixante-douze heures. Il faut ajouter au moins dix jours de navigation.

François Mitterrand : Nous n'avons rien à Djibouti ?

Gérard Renon: Seulement un bateau d'entretien et un aviso.

François Mitterrand : Il faut donner les ordres dès maintenant.

L'amiral Lanxade : Il faut diriger vers le Golfe unefrégate qui se trouve en ce moment au large du Liban. Nous aurions ainsi trois bateaux de surface dans la zone.

Gérard Renon : En ce qui concerne les exportations d'armes à l'Irak, au début de l'année on avait livré quatre Mirage ; on avait arrêté depuis mai ; mais, depuis trois semaines, des pièces de rechange ont été exportées. C'est maintenant arrêté.

Guy Fougier : Une invasion de l'Arabie Saoudite par l'Irak est possible. Les Américains auraient des difficultés face à une armée irakienne puissante et entraînée.

François Mitterrand : Il n'est pas impossible que nous entrions dans un cycle de guerre. Bush m'est apparu très pessimiste, hier soir.

Claude Silberzahn : L'aviation koweïtienne aurait échappé à l'Irak. Je signale le problème des transferts de technologies entre le Brésil et l'Irak, et le problème assez immédiat, qui nous est posé, de notre coopération spatiale avec le Brésil. Les Irakiens ont multiplié les sociétés-écrans leur permettant d'avoir un accès aux technologies sensibles par des intermédiaires peut-être brésiliens.

François Mitterrand: Saddam Hussein bénéficie de deux leviers psychologiques importants vis-à-vis du monde arabe : d'abord, il donne l'impression qu'il lutte contre Israël ; ensuite, il lutte contre des familles et des dynasties déconsidérées.

Roland Dumas : Ce conflit fait bien l'affaire des Américains et d'Israël, qui voient confirmer leurs analyses sur le rôle de l'Irak.

François Mitterrand : Eh bien, ils avaient sans doute raison !...

Roland Dumas : Il y a aussi un problème concernant les pilotes irakiens en formation en France.

Gérard Renon : Oui. Il y en a six en formation. On a suspendu leur stage et mis les stagiaires hors d'atteinte de la presse. Par ailleurs, il y a en France soixante Irakiens en formation dans des disciplines scientifiques.

François Mitterrand : Ne nous précipitons pas pour ce qui est des étudiants et des formations non militaires.

Yves Lyon-Caen : A la demande du Premier ministre, je voudrais évoquer les contacts à prendre avec des pays en développement qui peuvent exercer une influence sur les parties, et poser le problème de la gradation dans les mesures : d'abord boycott, puis blocus.

François Mitterrand ne répond pas. Il pense qu'il faut être ferme : il ne faut pas se contenter d'un boycott, mais décider immédiatement un blocus pour que le boycott soit efficace.

Pierre Bérégovoy : Il faut être vigilant et ferme. Il est important que l'URSS soit dans le coup. Dans le domaine financier, notre décret et son arrêté d'application sont plus fermes que ceux des autres pays. L'embargo pétrolier doit porter sur l'Irak et le Koweït. C'est faisable dès maintenant. Il y a aussi un problème d'exportation de nos produits alimentaires vers Bagdad, ce qui est un moyen de pression important sur l'Irak.

Claude Silberzahn : Saddam Hussein a trois mois de marge pour les munitions, les vivres, les avoirs financiers.

Pierre Bérégovoy : Il faut penser aussi aux risques terroristes.

François Mitterrand : Le terrorisme n'a jamais été déterminant. J'ai toujours pensé que c'était une méthode qui ne donnait rien. Nous n'avons pas à tenir de propos particulièrement virulents. Nous devons défendre le droit et la solidarité internationale.

La réunion se conclut : le Président confirme qu'il faut voter à New York l'embargo économique contre l'Irak et le Koweït.

Massacres au Liberia entre factions rivales. L'armée américaine aide à évacuer les étrangers. Qui se souvient que la Constitution de ce pays est la même que celle des États-Unis ?

Lundi 6 août 1990

François Mitterrand, à propos de la préparation du budget de 1991 : Le gouvernement distribue de l'argent sans exiger rien de mieux à qui le lui

demande. Et Rocard fait avec les infirmières ce que Jospin fait avec les professeurs.

Pourtant lui-même s'abstient de donner d'autres directives...

Le Conseil de Sécurité de l'ONU décrète l'embargo économique contre l'Irak et le Koweït.

Ibrahim Souss passe à l'Élysée. Il vient d'avoir une communication téléphonique avec Abou Iyad, numéro deux de l'OLP, qui se trouve à Alexandrie avec Yasser Arafat pour rendre compte au Président Moubarak de leurs entretiens avec Saddam Hussein : Arafat retire de ses conversations à Bagdad le sentiment que les Irakiens n'ont pas l'intention, au-delà du Koweït, de s'en prendre à l'Arabie Saoudite. Mais son impression est aussi que Saddam Hussein ne voudra pas transiger sur l'élimination de la dynastie El Sabah. Les dirigeants de l'OLP sont bien conscients que la position d'appui de l'Irak prise par l'OLP se retournera contre la cause palestinienne, mais ils n'ont pas le choix : la grande majorité des Palestiniens, tout comme la « rue » arabe, soutient le « nouveau Nasser ». Et, dans la lutte contre Israël, l'Irak est le seul refuge sûr pour les dirigeants de l'OLP.

Arafat, dit-il, souhaite voir Dumas de toute urgence.

La Maison Blanche nous fait savoir que les Américains vont aussi envoyer des troupes terrestres dans le Golfe. Le Président : Ils vont très vite. Comme s'ils avaient déjà réfléchi depuis longtemps à ce scénario.

C'est vraisemblable. On aime beaucoup, au Pentagone, préparer dans le moindre détail mille et une hypothèses géopolitiques. Les diplomates américains détestent d'ailleurs cette propension de leurs militaires à empiéter par ce biais sur leur territoire.

Mardi 7 août 1990

Comme tous les autres étrangers, nos ressortissants (250 au Koweït, 170 à Bagdad, plus une soixantaine de personnes en transit) n'ont pas le droit de quitter le Koweït et l'Irak ! C'est le plus inquiétant. Ils ne sont pas directement menacés, mais nous insistons sur la reconnaissance par l'Irak de leur liberté de déplacement. Iraqi Airways ayant sollicité la reprise des vols à destination de Paris, nous en profitons pour demander à Bagdad l'autorisation d'évacuer nos concitoyens. Aussi longtemps que nous aurons des ressortissants sur place, nous devrons y maintenir nos diplomates. S'agissant du Koweït annexé, une fois réglé le départ de notre communauté, le Quai d'Orsay pose le problème du maintien de notre représentation diplomatique. En revanche, il pense qu'il y aurait intérêt à conserver un dispositif (déjà allégé par les congés) à Bagdad. Le Président, lui, ne veut pas entendre parler d'une fermeture de notre ambassade au Koweït. Ce serait reconnaître l'annexion.

C'est officiel : Les États-Unis annoncent l'envoi des forces aériennes et terrestres dans le Golfe. Début de l'opération « Bouclier du désert », sans précédent depuis le Vietnam. François Mitterrand : Il nous faudra faire la même chose. On ne peut faire deux politiques à la fois ; la France ne peut rester hors du coup. Il faudra se ranger derrière les Américains, car les Nations unies ne décideront rien. Chevènement m'inquiète.

Le ministre de la Défense est en effet réticent. Pour lui, tout cela est un coup monté par les Américains pour se débarrasser de Saddam, que lui-même considère comme l'espoir du modernisme dans la région.

George Bush téléphone à François Mitterrand. Il estime imminente une attaque irakienne contre les puits de pétrole saoudiens. Il lui demande de s'associer à l'envoi de renforts militaires.

François Mitterrand : Si Bush dit que Saddam va faire ça, c'est qu'il le sait. Ce sera une catastrophe planétaire. Je n'arrive pourtant pas à y croire.

Le Président est d'accord pour envoyer le Clemenceau, avec une force symbolique composée d'hélicoptères Gazelle, à Abu Dhabi, à 1 200 kilomètres du Koweït.

Mercredi 8 août 1990

Bernard Kouchner veut se rendre utile. Il propose d'aller en Irak et au Koweït pour faire une enquête. François Mitterrand trouve que c'est une bonne idée.

Dérision : l'Irak proclame la « République du Koweït », et, dans la foulée, l'annexe purement et simplement.

C'est finalement à Paris qu'aura lieu le rendez-vous entre Roland Dumas et Yasser Arafat. Le président de l'OLP arrivera demain à 14 heures en provenance de Riyad. Ibrahim Souss demande s'il est possible d'imaginer une rencontre avec le Président. C'est non, sauf si Arafat vient explicitement demander la médiation du Président dans le conflit.

La Grande-Bretagne expédie des forces aéronavales dans le Golfe. Faut-il envoyer des troupes françaises en Arabie Saoudite ? Elle ne nous a rien demandé.

Michel Rocard est rentré de vacances.

Jeudi 9 août 1990

Je repense au Sommet de Houston : il y a quelques semaines, personne n'avait dit un mot sur l'Irak. Comme en 1989, à Paris, où personne n'avait parlé du mur de Berlin. Jamais les puissants n'ont été aussi myopes. Comme leur myopie leur profite, cela ne va pas les inciter à chercher à voir loin.

Fermeture aux étrangers des frontières koweïtiennes et irakiennes. L'Irak expulse les diplomates encore présents au Koweït. Notre ambassade devra être abandonnée, ce que persiste à refuser le Président.

Arafat annule sa visite à Paris pour aller directement au Caire, au Sommet de la Ligue arabe.

Un Conseil restreint se tient à l'Élysée cet après-midi. Questions : faut-il passer de l'embargo au blocus ? faut-il aider l'Arabie Saoudite qui ne nous le demande pas vraiment, ou attendre une requête explicite ? On a préparé à l'avance un projet de communiqué qui annoncerait la mission de Bernard Kouchner et le mouvement de nos bateaux.

Le Président : Je demande à Roland Dumas de donner ses éléments d'appréciation de la situation.

Roland Dumas : Aux Nations unies, le Conseil de Sécurité examine actuellement un projet koweïtien condamnant et annulant l'annexion du Koweït. Les ambassadeurs de l'URSS et de la Chine demandent des instructions. Le projet sera vraisemblablement adopté dans la journée. Les non-alignés ont fait une tentative pour faire condamner tout autre type d'intervention dans la zone, c'est-à-dire les Israéliens. Un sommet des chefs d'État de la Ligue arabe se tient ce soir au Caire. Saddam Hussein n'y sera pas, mais y enverra son numéro deux. L'idée égyptienne est de mettre en place une force inter-arabe, distincte de la force multinationale. Yasser Arafat a annulé sa visite à Paris pour pouvoir se rendre au Caire. Les Américains font le forcing pour la mise en place d'une force multinationale. Ils nous ont annoncé la participation de l'Egypte et du Maroc, mais le roi du Maroc nous a fait savoir qu'il n'en était pas question. Il n'y a pas de renseignements précis sur une participation éventuelle des pays du Golfe.

Les Britanniques ont donné leur accord : ils pensent à une participation aéronavale plutôt qu'à des soldats au sol. Le gouvernement américain recherche donc une solution permettant de recueillir l'aval des Nations unies pour conforter cette force. Mais le succès n'est pas sûr. Les Soviétiques ont dit qu'ils ne participeraient pas à une « force multilatérale », sauf si l'opération se faisait dans le cadre des Nations unies. Les Chinois sont également réservés.

J'ajoute deux informations à ces éléments. L'attitude de l'Irak à l'égard des ressortissants étrangers est préoccupante ; on avait quelque espoir, mais l'entretien de la troika européenne avec le vice-ministre des Affaires étrangères a été très négatif. Arafat indique que le plan de Saddam Hussein était préparé depuis six mois et qu'il en avait informé le roi Hussein de Jordanie. La seule surprise, pour Saddam Hussein, est venue de l'attitude de la France, plus ferme que prévue. Le reste du Golfe ne l'intéresse pas ; l'Arabie Saoudite est un trop gros morceau. Les Irakiens pensent que les Soviétiques, les Chinois et les Japonais décrocheront au bout de quelques semaines.

En ce qui concerne l'attitude de la France, nous n'avons pas reçu de demande du Roi Fahd. Il y a un appel du pied de James Baker qui m'a dit que si le Roi Fahd n'avait pas osé nous demander une aide, c'est qu'il n'était pas sûr de la réponse. L'Arabie Saoudite a fait des demandes de fournitures de matériel, comme Abu Dhabi, ainsi que des demandes de techniciens. Quelle est la limite possible de notre action ?

Pour le moment, il y a deux résolutions des Nations unies, bientôt trois : l'une condamnant l'invasion irakienne, l'autre instituant l'embargo, et la troisième (ce soir) condamnant l'annexion du Koweït. La deuxième ne nous donne pas le droit de faire un blocus. La limite juridique à ce qui est autorisé, ce sont les « enquêtes de pavillon », qui sont une recherche d'informations, de renseignements, un contrôle extérieur des navires, mais qui ne permettent pas de monter à bord. Doit-on répondre à la demande de fournitures de l'Arabie Saoudite ?

Pierre Joxe : La presse française compare ce coup de force à l'Anschluss, et Saddam Hussein à Hitler. Mais, dans le monde arabe, l'opération n'est pas impopulaire. Si l'on s'engageait dans le sillage des États-Unis, l'effet politique serait difficile à redresser. L'Irak n'a plus d'interlocuteur, on doit pouvoir garder le contact avec lui. On risque un embrasement plus que régional. Il faut éviter que la France n'intervienne militairement.

Lionel Jospin : Les régimes comme le Koweït sont artificiels, fragiles, ils ont mauvaise presse dans le monde arabe. D'où la réaction des populations. La prise de possession du Koweït par l'Irak ne provoquera pas une répartition nouvelle des richesses. L'Irak est une dictature brutale, corrompue, sans base démocratique, anachronique. Paraître céder devant le fait accompli n'est pas possible. Les réactions du gouvernement exprimées par Dumas et Bérégovoy, ainsi que la réunion de samedi dernier ont fait bon effet. Doit-on faire plus ? Doit-on intervenir ? Cela n'a de sens que si l'on en assume les conséquences à moyen et long termes. Je pense que l'on ne doit pas intervenir avec les Américains dans une force multinationale. Éventuellement, on le pourrait sous l'égide des Nations unies, au nom du droit, de la communauté internationale. Doit-on répondre à une demande saoudienne ? On n'a pas d'accord de défense bilatéral avec eux. Il ne faut pas le faire sur un plan unilatéral. Peut-on envoyer un message à la Ligue arabe ? Peut-être. Il ne faut pas donner l'impression qu'on lâche les États-Unis, mais faire entendre une « autre voix ».

Pierre Bérégovoy : L'attitude adoptée — fermeté, solidarité — doit être maintenue. La condamnation de l'invasion et de l'annexion doit être faite avec la plus extrême fermeté. Il faut préserver la solidarité internationale. Je me rallie à l'idée d'une intervention éventuelle des Nations unies.

Le Président : Mais il est fort peu probable que les Nations unies aillent jusque-là. En rester à cette position, c'est s'enfermer dans le non-être, regarder les trains passer !

Pierre Bérégovoy : Ce que je voulais dire, c'est qu'en cas d'agression irakienne contre l'Arabie Saoudite, les Nations unies interviendraient.

Jean-Pierre Chevènement : La position de la France est tout à fait justifiée, car il y a eu violation du droit international. Mais la distribution de la manne pétrolière, l'évolution des prix du pétrole sont en toile de fond des discussions entre Arabes. Dans le monde arabe, le conflit a un contenu politique et idéologique différent de l'éclairage donné en France, notamment par les médias. Ce qui est en cause, c'est notre politique arabe. Le jeu des Américains est dangereux. Si Saddam Hussein gagne, c'est évident. S'il perd, qui s'opposera à l'intégrisme anti-occidental ? Si le régime irakien est balayé, sera balayé avec lui le seul obstacle à l'intégrisme iranien. Il faut essayer de privilégier les moyens économiques, tel l'embargo, et le dialogue avec les Arabes. Nous devons avoir des possibilités de parler à l'Irak. En ce qui concerne l'embargo, ou bien on le contrôle de l'extérieur, ou bien on arraisonne les navires. La première méthode correspond seule aux décisions de l'ONU. Vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, un affichage trop important aux côtés des États-Unis, dans une force multinationale, en dehors du cadre de l'ONU, ne serait pas bon. En revanche, une attitude de sympathie, de coopération avec les Émirats, avec Qatar, un geste vis-à-vis de ces pays (fourniture de missiles sol-air) serait un moyen d'être présents. On pourrait aussi envoyer une frégate de plus, ainsi qu'une ou deux escadrilles et un régiment de renfort à Djibouti, ainsi qu'un porte-avions.

Le Président, un peu irrité: Dans quelle logique ?

Jean-Pierre Chevènement : Ne pas être dans la force multinationale, mais être présents, rassurer les pays amis, les protéger s'ils sont agressés. Ou l'Irak attaque dans les prochains jours, ou les États-Unis essaient de lui régler son compte (c'est la thèse de nos services). Étant présents, il ne faut pas nous laisser entraîner dans un processus automatique.

Roger Fauroux : La zone est essentielle pour nos approvisionnements pétroliers, c'est un impératif de sécurité nationale.

Michel Durafour : Deux hypothèses : soit les choses restent en l'état, et ce que l'on a fait est le maximum de ce qu'il est possible de faire ; soit l'Irak va plus loin, et on ne peut alors rester indifférent.

Michel Rocard : On a un autre regard quand le pays est engagé dans quelque chose et que l'on est très loin... Pendant quarante-huit heures, j'ai ressenti une très grande fierté à l'égard de la France. Mais, depuis quarante-huit heures, je suis inquiet. Il n'y a pas d'urgence, mais il faut éviter le danger d'indécision. Le projet de communiqué qui nous est proposé est à cet égard un peu flou. Il y a trois problèmes : nos ressortissants, la solidarité plus ou moins active avec la communauté internationale, l'annexion du Koweït La seule légitimité que nous devons fournir à l'engagement de nos navires est la sécurité de nos ressortissants. La chose peut devenir inquiétante. Bernard Kouchner est prêt à se rendre en Irak et au Koweït pour faire une enquête détaillée. On pourrait le décider aujourd'hui. D'autres pays peuvent se sentir menacés. Il y a une obligation de solidarité avec l'Arabie Saoudite — si elle le demande, ce qui est à vérifier —, ainsi qu'avec les Émirats arabes unis et le Qatar, à qui on vend des avions. Pour l'Arabie Saoudite, je ne crois pas que nous ayons la latitude de nous donner de la distance par rapport aux États-Unis. Mais il n'est pas question d'obéir à un commandement intégré. Je propose que nous répondions aux demandes des Émirats arabes unis, de Qatar et d'Oman. Cela permettrait de gagner du temps.

Le Président : S'agit-il de maintenance ?

Roland Dumas : Oui, ils demandent des techniciens.

Le Président : Cela, on peut se l'offrir. Il n'y a pas d'ultimatum américain. Le Président Bush ne m'a rien demandé. Il y a seulement eu la conversation entre Dumas et Baker à ce sujet.

Michel Rocard : Il convient de rassurer sur notre présence, sans nous engager sur la relation avec les États-Unis. Pour ce qui est du règlement du conflit Irak/Koweït, dans une période de montée de l'intégrisme islamique, un État peuplé, pauvre, laïc, n'est pas sans importance. L'opinion publique arabe est très pro-Hussein, car il combat les riches, les Occidentaux, Israël, le sionisme. On ne peut pas laisser déferler le nouvel Hitler, mais l'essentiel est la compréhension de tout cela. La présentation américaine est très imprudente. Le Premier ministre yougoslave, que je viens de rencontrer, est surpris que nous ne soyons pas plus actifs en direction des non-alignés. Nous devrions poser à l'ONU le problème d'une caisse de péréquation en faveur des pays pauvres touchés par l'embargo. Laisser se déclencher une guerre des pays riches, sous autorité américaine, devant des Arabes un peu neutres, avec l'indifférence des autres pays du Tiers-Monde, serait très grave. J'insiste donc sur le soin à donner à notre diplomatie arabe et tiers-mondiste. Un message diplomatique est important envers certains pays (Yougoslavie, Venezuela, Malaisie, etc.). Ce qui donnerait un communiqué un peu remodelé : nos ressortissants, la mission Kouchner, nos bateaux, l'appui aux EAU, à Qatar, les solutions négociées, la priorité inter-arabe.

Le Président : Les questions posées sont d'un niveau qui ne permettent pas d'échappatoire. On doit souhaiter que les Nations unies couvrent l'ensemble de nos actions : elles ont déjà fait beaucoup, mais elles ne feront pas beaucoup plus. Les Arabes ne régleront pas non plus le problème, on le sait bien. Quand on s'abrite derrière ces arguments, on raisonne dans le vide ! On peut difficilement convaincre l'Irak d'adopter une position pacifique. A l'égard de qui ? Pour ce qui est des sanctions économiques, nous irons jusqu'à leur terme. Nous pouvons grossir notre dispositif naval. C'est quand on change de plan, qu'on en arrive au militaire, que le problème se pose crûment. Il faut bien sûr penser à l'avenir de nos relations avec l'Irak et avec les Arabes. Mais le problème est : laissera-t-on les Américains agir seuls avec les Britanniques ? On peut déplacer le sujet vers les Émirats, renforcer notre flotte, y compris avec un porte-avions. Les Américains sont restés assez prudents avec nous. Ils savent que d'autres Européens — Italie, Espagne, Portugal — n'ont pas très envie de se mêler de cette affaire, que Français et Britanniques sont les seuls à pouvoir agir. Si nous ne leur répondons pas, cela veut dire que nous restons au bord.

Le communiqué, je ne l'ai pas vu, mais il faut être plus concret. Si l'Arabie nous présente une demande, il faudra, en fonction de ce que nous aurons dit ce soir, répondre quelque chose. Si l'on dit non, cela veut dire que l'on ne vient pas au secours d'un pays menacé. Dire non, c'est dire non aux Américains et aux Anglais. Je crains que se contenter seulement de condamner Saddam Hussein soit insuffisant vis-à-vis de notre opinion, qui s'attend à ce que nous continuions d'être fermes. On ne peut pas faire deux politiques à la fois. Éluder ce problème, c'est se réunir pour rien du tout. On dira que la France n'est pas dans le coup.

Je sais que Saddam Hussein se présente comme l'homme qui veut abattre Israël et les féodaux. Mais je sais surtout que l'Irak est une dictature sanguinaire, sans scrupules, qui asphyxie les Kurdes. On est content d'avoir les Américains dans certaines circonstances. Nous sommes leurs alliés. Nous ne sommes pas leurs alliés quand ils soutiennent inconditionnellement Israël et bombardent la Libye. Mais, dans le cas présent, il faut de la clarté dans la solidarité. S'il faut choisir, j'estime qu'il faut lutter contre Hussein, quelles qu'en soient les conséquences. Si nous ne le faisons pas, nous serons les faux frères de l'Occident. Nous devons renforcer notre présence dans le Golfe, support d'une force aérienne sous notre commandement. Des hélicoptères peuvent aller au-dessus de la terre. On peut faire quelque chose du côté des Émirats. Mais il ne faut pas donner trop d'importance à la présentation de ce concours, cela ferait rire le monde entier. Faut-il envoyer en Arabie Saoudite certains éléments de notre flotte aérienne (hélicoptères), une force symbolique sous commandement français ?

Pierre Joxe : Le risque principal n'est pas une attaque de l'Irak contre l'Arabie Saoudite, mais un conflit dont on ne saurait qui l'aurait déclenché.

Jean-Pierre Chevènement : C'est la thèse de nos services spéciaux.

Le Président a un geste d'exaspération.

Pierre Joxe : Il faut insister sur la pression diplomatique et sur les répercussions du blocus économique de l'Irak.

Lionel Jospin : Pas plus qu'en 1983, je ne crois à la thèse du « barrage contre l'intégrisme » reprise par Chevènement. Un laïcisme dictatorial peut être aussi dangereux qu'un intégrisme révolutionnaire. En aucun cas nous ne devons nous trouver aux côtés de l'Irak. Si on laisse s'opérer le fait accompli, c'est catastrophique. J'imaginais que l'ONU pouvait aller plus loin, puisqu'elle a déjà beaucoup fait. La restauration du Koweït indépendant relève de la politique d'étouffement économique de l'Irak. S'il y a menace contre l'Arabie Saoudite et qu'elle nous demande d'intervenir, notre message pourrait être positif. Gardons à l'esprit que le monde arabe aussi se battra un jour pour la démocratie.

Jean-Pierre Chevènement : Je rappelle qu'il faut quinze jours pour que le porte-hélicoptères soit dans le Golfe. Je plaide pour la non-automaticité de notre intervention. Je suis d'accord pour être auprès de l'Arabie Saoudite si elle est agressée. Mais il faut préserver l'autonomie du commandement français en installant les avions dans un autre État. Saddam Hussein n'est pas un nouvel Hitler, mais un mélange de Kemal Atatürk, de Nasser et de Mussolini.

Le Président, de plus en plus irrité : Nasser n'a ni massacré ni utilisé les armes chimiques !...

Roland Dumas : Le plan proposé me paraît complet. Je ne crois pas au risque d'invasion de l'Arabie Saoudite aujourd'hui. Il doit y avoir participation dans des conditions d'autonomie de décision et sous commandement français. Nous devons renforcer notre flotte pour mieux contrôler l'embargo. Par rapport à l'Arabie Saoudite, nous répondrons oui, si cela nous est demandé. Pour le Koweït, personne n'envisage la reconquête. Nous n'avons pas perdu notre crédit dans le monde arabe : l'Irak nous ménage ; l'OLP et le Yémen nous envoient des messages.

Michel Rocard : Tout est dit. Tout pays menacé directement serait assuré de la solidarité de la France, les demandes déjà reçues seront honorées. Il faudra parler, dans le communiqué, de nos ressortissants, de la mission Kouchner, du renforcement de notre dispositif.

Le Président : Le communiqué n'est pas mal, mais j'ai rédigé un texte que je lirai à la presse. Si le Premier ministre, ainsi que Pierre Bérégovoy, qui a été Premier ministre par intérim, et Dumas peuvent rester, nous allons le revoir.

Pendant quarante-cinq minutes d'interruption, le Président revoit le texte. Puis les autres ministres reviennent en séance et François Mitterrand lit le texte qu'il a rédigé de sa main et qui sera rendu public. Texte très important, puisque, le premier, il fixe la doctrine de la France dans cette affaire :

La France entretient depuis longtemps d'amicales relations avec l'Irak. On sait qu'elle l'a aidé lors de la guerre contre l'Iran. Cela l'autorise d'autant plus à dire clairement qu'elle n'accepte ni l'agression contre le Koweït, ni l'annexion qui a suivi. Aussi a-t-elle décidé d'associer ses efforts à ceux des pays qui s'engagent pour le rétablissement du droit international violé par l'Irak. C'est pourquoi elle a voté les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies et celles de la Communauté européenne, et pris l'initiative de certaines d'entre elles. C'est pourquoi elle exécute sa part de l'embargo et des sanctions économiques actuellement mises en œuvre. C'est pourquoi, enfin, sa marine est présente dans la zone du Golfe, toujours en application de la décision des Nations unies. Mais la menace s'étend aujourd'hui à d'autres pays de la région. Dans cette situation, la France a souhaité et continue de souhaiter que le problème ainsi posé soit réglé au sein de la Communauté arabe. Si cela se révèle impossible, la France assumera ses propres responsabilités :

1 en répondant positivement aux demandes qui lui ont été adressées par l'Arabie Saoudite et d'autres États de la péninsule, concernant par exemple la livraison de matériel et l'envoi de techniciens surplace ;

2 en renforçant dès maintenant ses moyens navals et aériens dans la même zone, de telle sorte qu'ils soient en mesure d'intervenir à tout moment là où cela serait jugé nécessaire, sur décision du Président de la République.

Enftn, bien entendu — c'est un autre sujet, mais il est lié au précédent —, la France apporte dans cette crise la plus vigilante attention au sort de ses ressortissants, tant au Koweït qu'en Irak. Suivie jour après jour, leur situation ne comporte pas, dans l'état présent, d'éléments de pression physique ou de menaces à leur encontre. Ils n'en sont pas moins retenus dans l'un et l'autre de ces pays avec interdiction d'en sortir. Le caractère préoccupant de cet état de choses a conduit le gouvernement à donner ordre aux navires français de se tenir prêts à toute mesure de rapatriement, et l'ensemble des moyens diplomatiques continuera d'être mis en œuvre.

Il n'y a plus de discussion. Le communiqué est approuvé tel quel.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU déclare l'annexion du Koweït nulle et non avenue.

Jeudi 9 août 1990

Début de mise en place d'un imposant dispositif américain : trois porte-avions et une quarantaine de navires de surface dans le Golfe et en Méditerranée orientale ; plusieurs centaines d'avions stationnés en Arabie Saoudite, à Oman, à Bahreïn, en Turquie, et la présence de forces terrestres (4 000 hommes) indiquent qu'il s'agit d'une mission défensive de l'Arabie Saoudite.

Mise en alerte des forces saoudiennes et turques. Les dirigeants arabes sont confrontés à l'incontestable popularité de l'action de Saddam Hussein auprès de masses frustrées et hostiles aux dynasties de la péninsule, dans les Territoires occupés, mais aussi en Égypte, en Jordanie, en Tunisie, etc. Cette popularité s'accentue au fur et à mesure que croissent la pression américaine et occidentale, et, dans ces pays, la crainte d'être les principales victimes des sanctions économiques (perte de l'aide du Koweït, perturbations dans les relations commerciales, hausse des prix). Ainsi s'expliquent tout à la fois la grande réticence arabe à participer à la force multinationale (aucun pays n'a pour le moment accepté) et les efforts déployés pour trouver une solution entre Arabes : médiations du Président Saleh, du Yémen, de Yasser Arafat ; réunion, ce soir, d'un Sommet arabe (Égypte, Arabie Saoudite, Syrie, Jordanie, États du Maghreb, Libye, Yémen, OLP). On peut penser que seront étudiées la mise en place d'une « force d'interposition arabe », préconisée par Arafat mais aussi par Moubarak, et la manière de revenir sur l'annexion du Koweït. La fusion des deux États, annoncée par Saddam Hussein, rend la tâche des dirigeants arabes quasi insurmontable. Conscients que le temps joue en leur faveur, les responsables israéliens font passer le message qu'ils ne souhaitent pas être impliqués dans le conflit.

On commence à percevoir un mouvement de retrait de la part des Soviétiques et, de façon plus marquée, chez les Chinois, à l'idée d'une opération militaire américaine ou multinationale. Mais il est déjà extraordinaire que le premier réflexe de Gorbatchev ait été de lâcher son allié irakien.

Les sanctions décidées par les Nations unies sont mises en œuvre avec célérité. Les oléoducs turcs et saoudiens ne fonctionnent plus, les terminaux sont engorgés. Mais il semble que des camions acheminent le brut vers Akaba. Les prix sur le marché approchent 28 dollars le baril, contre 17,5 dollars en moyenne au deuxième trimestre. Notre dispositif national a été complété par un règlement communautaire qui nous permet de faire l'économie d'un décret en Conseil des ministres.

François Mitterrand me confie sa conviction : La guerre est inéluctable. Nous sommes dans une logique de guerre.

Il faudra donc la faire aux côtés des Américains, sans barguigner.

Nos services sont toujours quasiment aveugles et sourds. Nous apprenons seulement maintenant le renforcement du dispositif irakien au Koweït : six divisions, soit 100 000 hommes, plus plusieurs dizaines de milliers de « miliciens » du Baas. Quatre autres divisions se concentrent dans le sud de l'Irak, et 400 000 réservistes sont rappelés. Nos services secrets préfèrent réfléchir plutôt qu'informer. Ils pensent qu'Américains et Israéliens ont délibérément laissé Saddam Hussein prendre l'initiative et commettre un acte aussi grave afin d'avoir un prétexte pour l'abattre avant qu'il ne dispose de moyens balistiques, chimiques et nucléaires. Ils soulignent que, ces dernières semaines, des Israéliens et des Américains ont déclaré publiquement vouloir détruire Saddam Hussein pendant qu'il en était encore temps. Ils évoquent l'intensité de la campagne de presse, ces derniers mois, sur les projets belliqueux de Saddam Hussein (l'affaire du super-canon) ; le déroulement des conversations au sein de l'OPEP sur le prix du pétrole, au cours desquelles on a noté non seulement la position ferme des Koweïtiens, mais, de surcroît, une certaine arrogance à l'égard des demandes irakiennes (le Koweït a-t-il été encouragé à afficher cette position intransigeante ?) ; le décalage dans le temps entre l'observation par les Américains des concentrations de troupes irakiennes à la frontière koweïtienne et la prise de position officielle américaine, comme s'ils avaient attendu le dernier moment pour réagir et laisser l'irréparable s'accomplir.

Nos services en tirent la conclusion que l'affrontement armé est inévitable. Pour ces mêmes experts, les Américains veulent procéder à des raids aériens ou balistiques sur des cibles irakiennes sélectionnées. Ils disposent maintenant en Arabie Saoudite de toutes les armes offensives qui, grâce à une très grande précision, leur permettraient d'anéantir ces cibles (équipements balistiques, sites de fabrication d'armes chimiques, stocks). Ce type d'actions correspondrait aussi aux intérêts stratégiques propres aux Israéliens. Mais prendre l'offensive pour anéantir les sites militaires irakiens suppose une occasion ou un prétexte. En tout cas, la seule évocation d'une attaque chimique serait de nature, aux yeux de l'opinion américaine et internationale, à justifier une attaque américaine préventive. Selon un autre scénario, les États-Unis pourraient, en s'installant durablement en Arabie Saoudite, attendre les effets du blocus : ou bien le blocus amène le Président irakien à composer, ou bien il l'oblige à réagir militairement, ce qui offrirait l'occasion de la riposte attendue ou espérée.

Pour nos services, tout porte à croire que l'offensive irakienne sur le Koweït a été précédée d'une entente au moins tacite avec Téhéran, qui adopte un profil très bas depuis le début de la crise. De surcroît, l'Iran est bénéficiaire de la situation actuelle en ayant la perspective de vendre à un prix élevé du pétrole en abondance. Quant aux Israéliens, ils tiennent à rester absolument hors de toute action militaire dont ils souhaitent voir transférer la responsabilité à une force multinationale, en fait aux Américains.

François Mitterrand : Cette thèse ne me convainc pas. Même si elle est vraie, c'est Saddam qui a commis la faute de céder à la provocation.

Saddam Hussein se déclare prêt à la confrontation, mais prétend aussi ne pas vouloir attaquer l'Arabie Saoudite ni tout autre voisin.

Les experts diplomatiques nous donnent eux aussi leur analyse de la situation. L'Irak a des points d'appui solides : le Yémen, qui dispose d'une forte armée capable de poser un vrai problème à l'Arabie Saoudite sur son flanc ouest et qui semble enclin à entrer en guerre aux côtés de l'Irak ; la Libye, qui s'entend avec l'Irak pour une hausse des prix du pétrole et manifeste sa solidarité d'État laïc avec Bagdad ; l'opinion publique des pays arabes, y compris celle des pays les plus modérés, qui, en général, hait les monarchies du Golfe auxquelles les pays arabes fournissent l'essentiel de leur main-d'œuvre. Contrôlant en outre le cinquième des réserves pétrolières de la planète, l'Irak serait en mesure, dans les années à venir, de manipuler les cours mondiaux du marché pétrolier. Ce serait un facteur décisif de déstabilisation possible des économies occidentales.

De plus, depuis ces derniers mois, l'Irak a pris directement ou indirectement le contrôle de l'ensemble des organisations de la mouvance palestinienne capables de mener des actions terroristes contre les pays occidentaux et l'État d'Israël. Désormais, en effet, Bagdad a prise sur le Fatah CR d'Abou Nidal, le FLP d'Abou Abbas, l'organisation d'Abou Ibrahim, le mouvement du 15 Mai, proche des Palestiniens dissidents. Il est donc en mesure de mener des actions terroristes pour servir sa politique. Il faut remarquer à cet égard les déclarations d'Abou Abbas, significatives des intentions irakiennes et palestiniennes. Les actions terroristes contre les intérêts occidentaux devraient constituer une dimension majeure de la crise actuelle, surtout si elle perdure. L'Irak reprendra ainsi le rôle qui fut le sien jusque vers le début des années 80.

Les réactions de la classe politique française au conflit ont été remarquablement discrètes et plutôt favorables aux positions prises par le gouvernement. Exceptions : Antoine Waechter et Jean-Marie Le Pen.

Nous avons une décision à prendre sur les modalités du contrôle que devront exercer nos forces navales dans la zone de mise en œuvre de l'embargo (nos juristes soulignent que le mot « blocus » est à éviter, car il implique une situation de belligérance). Ce contrôle n'est pas prévu dans la résolution du Conseil de Sécurité, mais il est possible au moins pour les bâtiments battant pavillon national, comme dans le cas des pétroliers iraniens. Cela suppose une coordination entre les marines et des instructions précises à donner à nos unités.

Notre position vis-à-vis de la force multinationale est également à préciser. Seuls les Britanniques se sont jusqu'à présent joints aux Américains, sur demande saoudienne. Plus les Américains accentueront l'aspect OTAN et occidental de cette force, plus les Arabes se déroberont, et plus grand sera le risque de création d'un front arabe de soutien à l'Irak.

Conférence de presse du Président. Il annonce l'envoi du Clemenceau et le renforcement de la présence militaire française dans le Golfe.

Il me confie peu après : J'aurais dû faire comme ça lors de la réunification allemande : des conférences de presse quotidiennes. Cela aurait évité qu'on déforme ma pensée.

Vendredi 10 août 1990

Saddam Hussein appelle les Arabes à la guerre sainte contre les armées étrangères.

Au Caire, douze chefs d'État arabes décident d'envoyer des troupes en Arabie Saoudite pour renforcer ce qui est en train de devenir une force multinationale. Victoire de Moubarak : seules la Jordanie et l'OLP refusent. Nous n'y sommes pas et ne pouvons plus invoquer l'argument de l'absence arabe.

Le Sommet arabe du Caire a un effet catalytique. Le Président Moubarak et le Roi Fahd obtiennent confirmation de la condamnation de l'Irak et décident le déploiement de forces arabes pour appuyer Riad, mais la Ligue arabe se divise encore davantage. Au bloc formé par les monarchies (Jordanie mise à part), l'Égypte et la Syrie, soit douze pays (quatorze il y a quatre jours), s'oppose un nombre croissant d'États réservés, voire carrément pro-irakiens. Les pays de l'Union du Maghreb arabe sont en train de basculer dans ce camp, le Maroc faisant seul exception.

La force interarabe n'est pour le moment constituée que de cinq mille Égyptiens !... La Syrie a l'intention de détacher un contingent. Les Marocains s'ef forcent d'éviter l'envoi sur place d'une brigade.

François Mitterrand : La question du Koweït est du ressort de l'ONU. Après tout, nous n'avons aucun accord de défense avec le Koweït, et rien ne nous force à intervenir aux côtés des Américains s'il n'y a pas d'accord.

Dimanche 12 août 1990

Violent discours de Saddam Hussein contre les infidèles étrangers. Il tente de faire l'union de l'Islam contre l'Occident. Il en appelle à un respect absolu et sans discrimination de la règle du droit international et de toutes les résolutions adoptées par les Nations unies : après avoir déclaré le Djihad contre l'Occident, il préconise une solution globale à tous les problèmes d'occupation dans la région, établissant ainsi un lien entre le règlement de la crise du Golfe et celui du problème palestinien. Il essaie ainsi de reprendre dans le domaine politique un avantage que lui a fait perdre la quasi-unanimité de la réprobation mondiale. Il joue de deux thèmes qui ont un profond impact sur l'opinion arabe : la préservation des Lieux saints contre la présence des infidèles étrangers ; la récupération des territoires occupés par Israël et l'évacuation du Liban, en échange d'un retrait du Koweït.

Les manifestations pro-irakiennes se multiplient dans de nombreux pays et dans les Territoires occupés.

Lundi 13 août 1990

En URSS, réhabilitation de l'ensemble des victimes du stalinisme des années 20 à 50.

Au Koweït, les Irakiens préparent leurs défenses en élevant des fortifications inspirées des règles soviétiques de l'art militaire.

Le pont aérien américain vers l'Arabie Saoudite se poursuit. Les États-Unis ont déjà sur place 200 avions et 5 000 hommes ; les estimations sur les forces qui y seront bientôt stationnées varient de 100 000 à 250 000 hommes. L'envoi d'un quatrième groupe naval, autour d'un porte-avions, est envisagé. Face à ce déploiement, une attaque de l'Arabie Saoudite par l'Irak paraît maintenant hautement improbable. A l'inverse, une frappe préventive américaine contre des objectifs stratégiques irakiens est plus probable, mais elle suppose que les Américains écartent les risques d'une contre-riposte coûteuse (emploi d'armes chimiques) et d'un embrasement général du Proche-Orient. La probabilité la plus forte, selon nos experts militaires, est celle d'une guerre d'usure, Saddam Hussein essayant de faire accepter son annexion du Koweït en transposant la lutte sur le terrain politique et en tablant sur une lassitude à terme. Ce qui n'exclut pas des incidents aux frontières.

Les sanctions semblent être correctement mises en œuvre. Les Irakiens essaient d'évacuer leur pétrole par voie de terre, via la Jordanie et Akaba, et recherchent les pays susceptibles de les approvisionner en denrées alimentaires. Tous nos partenaires considèrent que le contrôle maritime de l'embargo — visite forcée des navires suspects — requiert l'adoption d'une nouvelle résolution par le Conseil de Sécurité et qu'il conviendrait préalablement de constater des violations. Les Chinois sont très réticents à s'engager dans la voie d'un blocus maritime ou d'une action militaire qui serait coordonnée, comme le suggèrent les Soviétiques, par le Comité d'état-major de l'ONU (organe qui n'a jamais fonctionné depuis 1945).

Notre groupe aéronaval appareille en fin de matinée.

Nous poursuivons nos interventions en faveur de nos ressortissants bloqués à Bagdad et au Koweït. Aucun cas de mauvais traitements n'a été signalé. Les propos tenus par Tarek Aziz à notre chargé d'affaires confirment que leur sort est lié à l'évolution de la situation générale.

Le Président décide, sur proposition de Roland Dumas, d'envoyer des émissaires personnels dans les pays concernés par la force multinationale : Pierre Mauroy (Maroc, Algérie, Tunisie) ; Thierry de Beaucé (Bahreïn, Qatar, EAU, Oman) ; Jean-Louis Bianco (Arabie Saoudite, Égypte) ; Jean François-Poncet (Jordanie) ; Alain Decaux (Yémen) ; François Scheer (Syrie) ; Claude Cheysson (OLP, Djibouti) ; Jean Lecanuet (Inde, Turquie) ; Jean de Lipkowski (Thaïlande, Indonésie, Malaisie) ; Michel Vauzelle (Yougoslavie) ; Edwige Avice (Mexique, Venezuela, Brésil,

Argentine).

Michel Vauzelle propose de se rendre à Bagdad. Le Président refuse.

Mardi 14 août 1990

L'armée malienne aurait massacré des Touaregs après l'attaque d'une sous-préfecture. Ces atrocités auraient été commises depuis plusieurs semaines sans qu'on en sache rien. Ce serait là aussi un beau prétexte à intervention. Mais les Touaregs n'ont pas de pétrole.

Mercredi 15 août 1990

Annulation par Gorbatchev de toutes les privations de citoyenneté décrétées de 1966 à 1988. Le processus de normalisation s'accélère. Y survivra-t-il ? Sa réaction à la guerre du Golfe me fascine : immédiatement dans le camp de l'Occident, et personne ne lui en sait gré !

Saddam Hussein propose à l'Iran de reconnaître l'accord frontalier de 1975, celui-là même qu'il avait dénoncé à l'époque, entraînant les deux pays dans neuf années d'une guerre atroce. Téhéran accepte. Nouveau renversement d'alliance...

Jeudi 16 août 1990

Pour la France comme pour les autres pays, les conséquences économiques de cette crise ne seront pas négligeables ; le déficit de la balance des paiements et le déficit budgétaire vont s'aggraver. Mais pas question de changer de ligne.

Sur ordre de Saddam Hussein, les ressortissants britanniques (4 000) et américains (2 000) retenus au Koweït sont rassemblés dans des hôtels. Ces « hôtes » étrangers serviront de « boucliers humains ». Les Français subissent le même sort. François Mitterrand : C'est sa plus grande faute. L'Amérique ne le lui pardonnera jamais. Et nous encore moins, après tout ce que nous avons fait pour lui !

Le Président est de plus en plus exaspéré par les réactions de Jean-Pierre Chevènement qui refuse toute coopération avec les Américains et a tenté de retarder l'envoi de notre porte-avions dans le Golfe.

Vendredi 17 août 1990

François Mitterrand : Vous allez voir, Saddam va faire pareil avec les étrangers à Bagdad. On va être dans une situation de guerre. Il faut que je parle au pays. Peut-être un message au Parlement ?

Samedi 18 août 1990

L'Irak demande que nous évacuions notre ambassade au Koweït. Le Président refuse absolument.

Tous les ressortissants étrangers en Irak sont regroupés à leur tour dans des hôtels. Ils serviront, comme au Koweït, de « boucliers humains ».

Dimanche 19 août 1990

Michel Rocard passe son dimanche à faire du planeur à partir d'un aéro-club des Yvelines. Demain, le Président ira au golf, comme tous les lundis.

Des militaires américains du Pentagone laissent entendre à notre attaché militaire à Washington qu'une frappe sélective aura lieu dans les quarante-huit heures. Le Président : C'est prématuré. Cela finira par une guerre, mais pas tout de suite. Et Bush m'en aurait parlé.

Le Président hésite beaucoup à adresser un message au Parlement : Il faut peut-être attendre encore. Comme je l'ai prévu depuis le début, la situation va encore s'aggraver. Il est résolu à envoyer à l'Arabie Saoudite les instructeurs militaires qu'elle nous réclame.

Finalement, la décision est prise ce soir de convoquer le Parlement en session extraordinaire.

Lundi 20 août 1990

Yasser Arafat propose à Claude Cheysson, venu le voir, une négociation séparée sur les otages français. Cheysson ne ferme pas la porte. En l'apprenant, le Président est catégorique : Ce serait honteux, honteux de se séparer des autres !

Sur la recommandation de Roland Dumas, le Président, lors d'un déjeuner, définit quelques principes pour la gestion du blocus, à convenir avec les Américains. C'est clairement de sa compétence directe. La notion de « mesures d'interception » est préférée au mot « blocus ». Les zones de surveillance seront en priorité — mais non exclusivement — le nord de la mer Rouge et le golfe d'Akaba, la mer d'Arabie et le golfe arabo-persique. Les navires « suspects » sont les navires à destination ou en provenance de l'Irak et du Koweït. L'interception d'un navire commencera par la diffusion d'un « avis aux navigateurs » informant tous les bâtiments des mesures entrées en vigueur, suivie par l'interrogation par radio des navires entrant dans les zones de surveillance sur la nature et la destination (ou la provenance) de leur cargaison. Visite du navire s'il refuse de répondre, interdiction au navire de poursuivre sa route s'il est reconnu « suspect », déroutement éventuel vers un port pour inspection de la cargaison. Les signaux radio et optiques, les manœuvres d'intimidation, les tirs de semonce précéderont l'emploi de la force. Si nécessaire, des manœuvres d'abordage et des tirs visant à désemparer le navire (radar, gouvernail) seront employés. Ce détail doit être arrêté par le Président, car c'est de lui et de lui seul que viendrait l'ordre de tir.

Les États-Unis disent que le recours à ces mesures est justifié par la demande du Koweït et par l'article 51 (légitime défense) de la Charte des Nations unies. Roland Dumas préférerait qu'une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité étende les dispositions de la résolution 661 à l'emploi de la force, en application de l'article 42 (recours à la force) de la Charte. L'amiral Lanxade pense que la référence transitoire à l'article 51 (légitime défense) peut être retenue. Les mesures appliquées par la marine des États-Unis pourraient alors l'être par nos propres unités. Leur mise en vigueur nécessitera cependant une coordination préalable avec les marines présentes dans la zone (définition de zones de responsabilité, échanges d'informations sur les navires suspects et sur les actions en cours, continuité de l'action). Les États-Unis sont prêts à assurer cette coordination à la demande du Koweït ; le Royaume-Uni et la Chine n'y sont pas favorables ; le Président non plus : Je préférerais que l'ONU prenne la responsabilité de cette coordination. En attendant pourrait être envisagée la création d'un groupe de coordination entre les diverses marines contrôlant l'embargo.

Une question non résolue : où dérouter les navires suspects ? Leur inspection dans un port nécessitera l'accord des États concernés (Egypte, Pakistan, Oman ?)

Mardi 21 août 1990

Pour gérer le blocus, en application de la résolution 665, les États-Unis prévoient l'organisation à Bahreïn d'une conférence de coordination à laquelle participeraient des représentants de toutes les marines contribuant effectivement au contrôle de l'embargo. Les Américains nous demandent de coprésider avec eux cette réunion, car la France assume actuellement la présidence de l'UEO. Bahreïn a accepté d'accueillir la conférence, mais en a décliné la présidence. Roland Dumas dit au Président : Même si on peut regretter qu'aucun État riverain du Golfe ne veuille prendre la présidence, il est préférable d'accepter la coprésidence plutôt qu'une présidence des seuls Américains. Compte tenu de l'importante

participation prévue des marines européennes (Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Espagne, Portugal, Grèce, Pays-Bas), il y a, de plus, une certaine logique à une coprésidence européenne.

Le Président approuve.

Escalade. Le général Scowcroft informe l'amiral Lanxade que les États-Unis ont reçu une nouvelle demande d'aide de l'Arabie Saoudite et qu'ils ont décidé d'accroître massivement leur dispositif militaire dans la zone : augmentation des forces navales dans le golfe Persique et la mer Rouge ; des forces aériennes (plusieurs centaines d'avions) déployées sur des bases saoudiennes ; des forces terrestres prélevées sur la 82e division aéroportée. Ces forces seront complétées par des unités de reconnaissance et de soutien. Le début de la mise en place de ces forces nouvelles serait imminent.

L'Arabie Saoudite a des instructeurs civils français qui dépendent des sociétés fournisseuses d'armes ; elle craint leur départ et nous demande des instructeurs militaires, même à titre symbolique, pour en avoir sur le sol saoudien.

Participerons-nous à cette action ? Enverrons-nous des troupes terrestres en Arabie ? Deux types de solutions sont envisageables : soit des moyens aéronavals déployés en Méditerranée orientale ou dans l'océan Indien ; soit (ou simultanément) des éléments terrestres à base d'hélicoptères de combat, pouvant être débarqués à partir d'un porte-avions. On passerait là évidemment à une étape toute différente : des troupes terrestres en Arabie Saoudite. Le Président s'y refuse pour l'instant. Si faire se peut, il ne veut rien entreprendre qui n'ait été décidé préalablement par le Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'amiral Lanxade essaie de sonder les intentions des Britanniques quant à l'envoi des troupes terrestres.

François Mitterrand : Vous voyez ! Si l'URSS était encore puissante, elle enverrait des hommes en Irak et on serait aujourd'hui à la veille de la Troisième Guerre mondiale.

Où en est le pétrole ? Le baril de brut valait 16 dollars au début de juillet et 20 dollars avant l'invasion du Koweït. Il semblait, il y a une semaine, se stabiliser autour de 25 dollars. Mais, depuis quelques jours, la hausse a repris, jusqu'à atteindre 29 dollars. Les experts pétroliers considèrent que, sauf déclenchement de la guerre — c'est-à-dire : sauf risque pour la production des autres pays du Golfe —, on peut tenir l'embargo avec un pétrole dans une fourchette de 25 à 30 dollars, grâce aux économies de consommation (assez marginales), à la production supplémentaire de certains pays hors du Golfe, à un effort des Saoudiens et à un déstockage partiel. L'engagement de combats pourrait déclencher un choc brutal avec pénurie et prix élevés (de 40 à 50 dollars le baril). La conséquence en serait une profonde récession mondiale. Il faut donc prévoir des économies budgétaires significatives.

François Mitterrand réunit un nouveau Conseil restreint dans son bureau.

Le Président : Depuis le 9 août, la situation a évolué selon le schéma prévu, c'est-à-dire en s'aggravant et en diversifiant les risques. La décision que nous avons prise a été de mettre à exécution la décision du Conseil de Sécurité. Nous avons été parmi les premiers, sinon les premiers, à alerter la Communauté européenne et le Conseil de Sécurité. L'embargo sans moyens, cela n'aurait pas de sens. La seule chose qui nous intéresse, c'est que des décisions de l'ONU organisant l'application de l'embargo puissent, autant que possible, précéder l'action. Nous devons y pousser au maximum, mais on ne peut pas tenir longtemps sur ce terrain-là. Les navires doivent être visités, arraisonnés le cas échéant. Et s'ils résistent ? Ils ne seront pas nombreux à le faire. Ce sont des marchands, pas des héros. Mais cela peut arriver. Les coups de semonce dépendent de l'autorité militaire ; les tirs au but, de l'autorité du chef de l'État. Ou bien il ne fallait pas y aller, ou bien, si on y va, il faut être logique avec soi-même. Cela, d'autant plus que l'affaire des otages vient créer une situation morale et psychologique inacceptable. J'ai été scandalisé — même si Arafat en a parlé à Cheysson, et même si ne je sais pas ce que Cheysson lui a répondu — qu'on ait pu penser une seconde que nous envisagerions une négociation séparée pour nos ressortissants. Mais peut-être n'était-ce pas l'avis du Quai d'Orsay ?...

Roland Dumas : Il n'y a pas de négociation avec l'OLP ! Et la cellule « information » pour les familles d'otages a très bien fonctionné.

Le Président : Peut-être, mais, en tout cas, l'information est très mal faite !

Jean-Pierre Chevènement : Notre attaché de défense à Washington m'annonce comme certaine une frappe sélective dans les quarante-huit heures.

Le Président : On dit cela partout ! Ce n'est pas un secret, c'est une rumeur ! Depuis huit jours, on ne parle que de ça. En tout cas, Bush ne m'en a pas parlé.

Jean-Pierre Chevènement : Cela tendrait à prouver que les services avaient raison en disant que tout cela était un piège tendu par les Américains aux Irakiens.

Le Président : Ça ne prouve rien du tout ! Quoi qu'il en soit, on est dans une crise qui doit normalement s'achever par une guerre. Si on y échappe, tant mieux. On fait tout ce qui est raisonnable pour y échapper, mais ce n'est guère probable. Il est plus probable que les États-Unis décideront sans nous consulter. Mais en ont-ils déjà les moyens surplace ?

Jean-Pierre Chevènement : En tout cas, les Etats-Unis n'ont laissé aucune possibilité de négociation aux Irakiens.

Le Président, irrité : La réalité, c'est quand même que Saddam Hussein s'est emparé du Koweït et qu'il a eu un comportement très agressif à l'égard d'un pays comme le nôtre.

Jean-Pierre Chevènement : Oui, mais nous ne sommes pas placés au même endroit du monde que les États-Unis.

Le Président, de plus en plus exaspéré : Je le sais très bien, vous me l'avez déjà dit ! Écoutez : si nous sommes en désaccord là-dessus, monsieur le Ministre, il faut en tirer les conséquences.

Jean-Pierre Chevènement, renfrogné : L'efficacité de l'embargo est certaine. Pour le porte-avions, on pourrait lui faire faire des exercices à Djibouti, puis dans les Émirats.

Le Président : Peut-être, mais sa destination est quand même le Golfe et ses abords ! Et il ne faut pas arriver trop tard.

François Mitterrand confirme sa décision d'envoyer en Arabie Saoudite des Crotale, des Mistral, des escadrons de reconnaissance et les instructeurs militaires que Riyad nous demande. Il annonce qu'avec l'accord du Premier ministre il convoque le Parlement en session extraordinaire pour entendre une communication du gouvernement sur la situation dans le Golfe. Il décide d'en parler ce soir à la télévision.

François Mitterrand conclut : Comme toujours, l'Histoire est faite de milliers de malentendus. Toute décision élimine ses contraires, si séduisants soient-ils. Comme toujours, il faut choisir. Pour moi, la considération qui l'emporte sur toutes les autres, c'est qu'on ne peut pas laisser bafouer le droit international et qu'on ne peut pas laisser le champ libre à un prédateur dans une région où se trouvent réunis les éléments d'une guerre future.

A l'issue du Conseil restreint, le service de presse de la Présidence de la République diffuse le communiqué suivant :

Examen de la situation intemationale après les récents évenements du Golfe :

1 La France applique avec fermeté les sanctions décidées par le Conseil de Sécurité de l'ONU contre l'Irak. Les moyens navals qu'elle déploie dans le Golfe ont notamment pour mission de faire respecter l'embargo, y compris par le recours à la contrainte. Des instructions en ce sens ont été données aux commandants d'unités. Une coordination est assurée avec les autres forces navales présentes dans la zone.

2 La décision de l'Irak de retenir des ressortissants étrangers et de les utiliser comme otages est un acte inacceptable : il viole toutes les lois internationales et les droits les plus élémentaires de la personne humaine. La France assurera, par tous les moyens qu'elle jugera nécessaires, la sauvegarde de ses ressortissants. Elle se tient en contact permanent à ce sujet avec ses partenaires de la Communauté européenne, avec les États-Unis et avec tous les États concernés. Elle demande que la résolution 664 du Conseil de Sécurité soit immédiatement et entièrement appliquée afin que tous les ressortissants étrangers soient libérés et puissent rejoindre leur famille.

3 Le dispositif d'aide et de contact avec nos ressortissants et leurs familles, sur place et en France, sera renforcé. Sans cacher la gravité de la situation, le gouvernement assure les familles de sa détermination et de la solidarité nationale à leur égard.

4 La France, comme ses partenaires de la Communauté européenne, considère comme nulle et non avenue la demande irakienne de fermeture des ambassades à Koweït. La France maintiendra dans ce pays sa représentation diplomatique dont la première tâche est d'assurer aide et protection à nos ressortissants. Elle entend que les forces d'occupation n'entravent en rien cette action.

5 La France a décidé d'apporter aux pays menacés une assistance militaire. Des moyens matériels et techniques ont été et seront mis en place.

6 La situation créée par les événements du Golfe ne justifie pas une modification des orientations de la politique économique qui seront traduites dans le projet de budget pour 1991 : stabilité du franc, réduction du déficit budgétaire, priorité à l'investissement productif et à l'emploi, maîtrise de la demande intérieure publique et privée. C'est par l'effort de tous, équitablement réparti, que la France pourra, dans ce contexte, préserver la croissance nécessaire pour faire reculer le chômage.

Le Président reçoit Jean-Pierre Chevènement en tête à tête. Dialogue long et peu chaleureux. Le ministre de la Défense souhaiterait convaincre le chef de l'État que cette crise a été voulue par les Américains et que s'allier à eux ne peut que nuire à nos intérêts.

Gilles Ménage rend compte de l'écoute téléphonique d'une conversation de l'ambassadeur d'Irak avec la direction de TF1. L'ambassadeur a suggéré qu'un journaliste aille à Bagdad et en profite pour ramener clandestinement le bébé d'un couple de Français retenus à Bagdad.

Renforcement rapide du dispositif américain en Arabie Saoudite, au rythme de 3 000 hommes et 50 avions par jour. De l'avis général, la situation militaire est celle d'une supériorité aérienne américaine, les Irakiens gardant la maîtrise au sol grâce à leurs effectifs (plus de 1 million d'hommes, dont 150 000 au Koweït) et à leurs blindés. Le scénario le plus probable est l'enlisement dans le blocus. Les adversaires de l'Irak essaient de mettre en place un embargo le plus étanche possible et espèrent à moyen terme un épuisement du pays débouchant sur une capitulation ou un changement d'équipe. Mais le temps joue peut-être en faveur de l'Irak qui dispose de réserves (trois mois ? six mois ?) et escompte une lassitude plus rapide de certains pays atteints de plein fouet par la suspension des échanges (Jordanie, bien sûr, mais aussi Brésil, Inde, etc.). Parmi les scénarios à composante militaire, les états-majors ne croient plus à une agression de l'Irak contre l'Arabie Saoudite, car la riposte américaine serait immédiate. Une action militaire de Bagdad contre Israël, afin de susciter une riposte et reconstituer ainsi le front arabe, est également improbable. Plus plausible est la thèse d'une frappe américaine contre le Koweït (où les forces irakiennes sont peu mobiles) ou, plus vraisemblablement, contre des objectifs militaires, balistiques et nucléaires irakiens. Nul ne peut précisément apprécier l'étendue des représailles que déclencherait alors Bagdad.

Le Président intervient à la télévision pour avertir les Français que l'Occident et l'Irak sont entrés dans une logique de guerre.

Mercredi 22 août 1990

Au Conseil des ministres, le Président : Devant tous ces événements, il faut garder la tête aussi froide que possible. Ils peuvent être dominés, même si les chances d'éviter un conflit sont faibles. Il faut que l'embargo soit efficace. Un embargo assorti de mesures de contrainte ressemble à un blocus, même si c'est juridiquement différent. Aucun traité de droit international ne dit que l'embargo consiste à ne rien faire. L'embargo lui-même a une chance de réussir, qu'il serait dangereux de compromettre par une intervention intempestive. Ce qui a précipité les choses, c'est la prise d'otages. C'est inacceptable pour l'Amérique, hantée par le souvenir de l'Iran. A mon avis, c'est une grande faute de l'Irak. Saddam Hussein gâche ses positions par cet acte de barbarie que nous n'avons même pas connu ici pendant les dernières guerres, qui étaient pourtant sauvages. C'est aussi une grande faute à l'égard de la France. Nous étions supposés être deux pays amis, nous avons, avec l'URSS, fourni des armes à l'Irak pour éviter que le monde arabe ne soit enfoncé par l'Iran de Khomeyni. Cela nous est reproché par des journaux qui n'ont pas réfléchi à l'importance de l'enjeu.

On exige de nous plus de fermeté. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que nous devrions commencer la guerre ou installer nos armées de terre dans les pays du Golfe ? Il ne faut pas céder non plus aux campagnes exagérément anti-américaines. Si les États-Unis n'étaient pas allés en Arabie Saoudite, qui aurait arrêté Saddam Hussein ? Pas nous. Nous n'en avons pas les moyens. Cela veut-il dire que nous approuvons l'idée que les Américains s'érigent en gendarmes du monde ? Non, il n'en est pas question. Si ces événements étaient arrivés avant l'affaiblissement de l'URSS, toutes les conditions d'une Troisième Guerre mondiale étaient réunies.

La révélation, par Le Canard enchaîné, du rôle de Jean-Pierre Chevènement dans la fondation de l'association des Amitiés franco-irakiennes et, surtout, la publication d'une dépêche de l'Agence France-Presse attribuant à un haut responsable gouvernemental qui a requis l'anonymat — chacun a reconnu Chevènement — des déclarations peu conformes à la ligne officielle, mettent le Président en fureur. Il convoque le ministre à l'Élysée à 15 heures. Leur discussion dure une heure. Puis Chevènement se rend à Matignon voir Rocard. Le Président et Michel Rocard lui posent successivement la question de confiance en tête à tête : Le ministre de la Défense est-il d'accord avec la politique du gouvernement ? Chevènement proteste à chaque fois, affirmant qu'il n'est pas démissionnaire. Michel Rocard lui donne vingt-quatre heures pour faire amende honorable ou démissionner. Le Président : Je ne comprends absolument pas son attitude. Il fait savoir par tous les moyens son désaccord et, en même temps, il ne veut pas démissionner.

Le Premier ministre a sûrement parlé au Président de son intention de critiquer TF1 et La Cinq, qui se sont transformées, dit-il, en porte-parole de l'Irak. Le Président laisse faire. Mais, devant moi, il se demande si Rocard a raison de protester publiquement.

François Mitterrand : Si le Roi d'Arabie le demande, nos troupes qui sont sur le Clemenceau débarqueront au premier incident.

Jeudi 23 août 1990

Nous ne savons que peu de chose sur les conversations téléphoniques du Président avec les chefs d'État étrangers. Il n'en donne de compte rendu à personne. Je sais simplement que George Bush ne lui a pas parlé d'une attaque américaine imminente.

La dynamique de la réunification allemande s'achève dans l'indifférence générale. La Volkskammer décide l'adhésion de la RDA à la RFA à partir du 3 octobre 1990 (294 voix pour, 62 contre et 7 abstentions). Les élections de décembre auront lieu dans l'Allemagne réunifiée qui se reconstitue hors des débats sur le Moyen-Orient où ses troupes n'ont pas de place.

Vendredi 24 août 1990

Dans une interview à L'Est républicain, Jean-Pierre Chevènement refuse l'hypothèse de sa démission et affirme son entière solidarité avec la politique déterminée par le Président de la République dans le Golfe.

Il a raison : il applique une politique qu'il n'approuve pas. Mais il l'applique. Sans compter que les chefs militaires sont encore moins bellicistes que lui!

Le Monde révèle aujourd'hui que Patrick Poivre d'Arvor a caché un enfant de quinze mois dans son sac de voyages, à son retour de Bagdad. Il aurait renoncé à l'annoncer lors de sa conférence de presse de mercredi, comme il l'avait prévu. Il a néanmoins tenu à déclarer aux journalistes qu'il leur révélerait « une histoire merveilleuse » plus tard.

Samedi 25 août 1990

Toujours avec l'approbation de la France, le Conseil de Sécurité de l'ONU autorise l'usage de la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak.

François Mitterrand : Là, au moins, c'est clair. On peut faire respecter l'embargo en toute légalité.

Dimanche 26 août 1990

S'il faut ouvrir le feu à l'occasion d'un incident lié à l'embargo, on aura une bataille parfaitement légale. Certains ici pensent que les Américains vont provoquer ce genre d'incident.

Kurt Waldheim revient de Bagdad où Saddam Hussein lui a « fait cadeau » de tous les otages autrichiens ! Deux « bannis » de l'Histoire se font l'un l'autre une promotion planétaire.

Lundi 27 août 1990

Au cours de son entretien avec certains Occidentaux « hébergés » par l'Irak, Saddam Hussein déclare : Les hommes politiques français sont nos amis et nous aurions souhaité qu'ils dialoguent avec nous... Nous ignorons pourquoi quelques-uns d'entre eux ont commis une série d'erreurs en flattant la politique dangereuse des Américains... Les Français, à mon avis, ont besoin de se souvenir de l'esprit du général de Gaulle avant de prendre une décision...

Session extraordinaire du Parlement sur la crise du Golfe. Les critiques contre la politique de la France sont modérées.

Parmi les divers envoyés du Président, l'un d'eux reçoit des informations particulièrement intéressantes : Jean-Louis Bianco, à Riyad. Voulant marquer une considération spéciale pour la France et l'émissaire du Président, le Roi Fahd le reçoit, contrairement à l'usage, dans un endroit où les étrangers ne sont pas habituellement admis. Il ne le fait pas attendre et l'appelle mon cher ami. D'après lui, Saddam Hussein avait prévenu Hussein de Jordanie et les Iraniens de sa décision d'attaquer le Koweït. En vue de cette invasion, Saddam Hussein avait massé des forces qui n'étaient pas destinées au seul Koweït, mais aussi à l'Arabie Saoudite et aux États du Golfe. Le but de Saddam Hussein, explique le Roi, est de se rendre maître d'environ 40 % du pétrole mondial. Seule la réaction de la communauté internationale et des États-Unis l'a empêché d'accomplir son projet. Le Roi Fahd décrit longuement ce qu'il appelle la duplicité de Saddam Hussein : le soir de l'invasion, le Roi recevait à sa table les plénipotentiaires koweïtiens et irakiens qui négociaient sur leur différend frontalier. Le dîner s'était déroulé sans drame. Le point essentiel, pour lui, est d'obtenir une présence militaire française, même symbolique, quelle que soit sa forme, sur le sol saoudien. Conformément aux instructions du Président, Jean-Louis Bianco répond : A la plus petite alerte, les éléments qui sont sur le Clemenceau, ou d'autres éventuellement, seraient à votre disposition.

Mardi 28 août 1990

Au Conseil des ministres, après l'exposé de Roland Dumas, Jean-Pierre Chevènement : Le ministre des Affaires étrangères a déclaré que les conditions juridiques étaient réunies pour une intervention. Cela ne me paraît pas exact.

Le Président, agacé : Il s'agit évidemment de la décision du Conseil de Sécurité pour l'application de l'embargo. Personne ne désire la guerre. Mais on la supportera, s'il le faut.

Chevènement revient à la charge.

Le Président : Arrêtons là cette discussion ! Nous avons le même droit que les Américains d'appliquer la résolution 665. Mais si tel ou tel pays attaquait l'Irak sans lien avec l'embargo, ce serait une autre affaire. Peut-être cela se produira-t-il ? Ceci n'est pas de l'autorité du gouvernement français. Nous ne sommes pas le gouvernement américain, mais nous serons naturellement engagés par la manière dont nous approuverons ou contesterons.

Il me dit peu après : Chevènement fera tout pour empêcher cette guerre. Les militaires ne veulent pas non plus la faire. A la limite, Chevènement voudrait qu'on se batte, sans nuire à l'Irak...

Le Président part pour Oslo.

Jean-Louis Bianco est également reçu au Caire par Hosni Moubarak, qui lui fait un long récit des turpitudes de Saddam Hussein. Selon lui, tout cela était prémédité. Une preuve : l'ambassadeur d'Irak au Japon, qui avait demandé à prendre ses vacances du 15 juillet au 15 août, s'est vu signifier l'interdiction de quitter son poste à ces dates. De hauts responsables irakiens ont confié en juillet à des responsables arabes : Vous verrez, d'ici peu de temps, l'Irak sera une des deux ou trois grandes puissances du monde. Le Président égyptien est très content d'avoir réussi à réaliser, au Sommet du Caire du 10 août, l'union des Arabes. Seuls l'OLP et Hussein de Jordanie ont soutenu Tarek Aziz. Tout était coordonné entre eux — jusqu'à la moindre mimique, précise-t-il. Le seul qui trouve grâce à ses yeux, c'est Chadli, dont il évoque les difficultés et le courage. Lors du Sommet, Muammar Kadhafi lui a dit : Saddam Hussein est fou. Hosni Moubarak, relatant le propos, commente en riant : Vous ne trouvez pas que c'est drôle, venant de Kadhafi ? A propos de l'armée irakienne : Je la ratatinerai quand je voudrai. En 1973, lors de la guerre contre Israël, je commandais l'année de l'air et j'avais sous mes ordres des pilotes irakiens. Un jour, ces pilotes ne décollent pas. Finalement, ils s'envolent. Trente secondes plus tard, le chef de leur escadrille appelle : problème de carburant, il demande à atterrir. Ils atterrissent ; ils repartent. Trente

secondes après, il rappelle : problème de fading dans les transmissions, il redemande à atterrir. Ils n'ont pas redécollé ! Je les ai renvoyés ! D'ailleurs, j'ai dit plusieurs fois à Saddam Hussein, pendant le conflit avec l'Iran : « Pourquoi vos brillants pilotes n'attaquent-ils jamais l'Iran ? » Et il ajoute cette histoire étonnante : Quelques jours avant l'agression contre le Koweït, Saddam Hussein m'a fait parvenir un chèque de 20 millions de dollars tout en m'en annonçant deux autres. Je lui ai retourné son chèque.

L'ambassadeur de France au Caire, Alain Dejamanet, qui accompagne Bianco, évoque alors nos amis Palestiniens. Hosni Moubarak l'interrompt : Ce sont vos amis, pas les nôtres.

En conclusion, le Président égyptien explique qu'il ne faut surtout pas que la France paraisse en arrière de la main. Pourquoi toujours attendre que l'ONU autorise avant d'agir ? Si un navire américain, avant même la résolution de l'ONU, avait fait respecter l'embargo par la force, j'aurais applaudi des deux mains.

Le Koweït devient la dix-neuvième province de l'Irak. Saddam Hussein annonce la libération des femmes et des enfants de ses « hôtes étrangers ».

Longue dépêche signée de André Janier, notre chargé d'affaires à Bagdad. Il explique que, depuis quelques jours, les autorités irakiennes baissent le ton. Succédant aux bruits de bottes et au cliquetis des armes, les déclarations officielles, les éditoriaux de la presse et ses interlocuteurs insistent désormais sur la nécessité d'un règlement pacifique de la crise, sur les vertus du dialogue politique et la possibilité d'une solution arabe. Deux raisons peuvent, selon lui, justifier ce changement d'attitude : convaincus que l'impasse actuelle ainsi que la solidarité et la détermination affichées au Conseil de Sécurité accroissent dangereusement leur isolement au sein de la communauté internationale, les Irakiens tentent de le briser en proposant d'organiser des contacts tous azimuts. Kurt Waldheim a été reçu à Bagdad en grande pompe. Saddam Hussein se dit disposé à rencontrer George Bush et Margaret Thatcher. Ses émissaires sillonnent le monde arabe et l'Afrique. Tarek Aziz a immédiatement accepté l'offre de dialogue présentée par Javier Perez de Cuellar. L'épreuve de force a été évitée jusqu'à présent dans l'affaire des ambassades au Koweït. Plusieurs dizaines de journalistes occidentaux ont été autorisés à entrer en Irak. Désireux de concrétiser le fait accompli au Koweït et d'éloigner la menace d'une attaque armée des États-Unis et de leurs alliés, les Irakiens cherchent à gagner du temps, persuadés que celui-ci jouera finalement en leur faveur, mais sans rien céder sur l'essentiel. Les mesures d'« irakisation » s'accélèrent au Koweït (la dernière en date concernant le rattachement administratif de l'émirat à l'Irak). Et le maintien, voire le renforcement de la mobilisation et du dispositif militaire irakiens, ainsi que le refus de laisser sortir les otages masculins montrent que, sur le fond, Saddam ne cède rien.

Selon Janier, désemparés par l'évolution d'une situation qu'ils n'avaient pas prévue, les Irakiens soufflent alternativement le chaud et le froid, à la fois pour donner le change et brouiller les cartes. Mais il doute de leur sincérité et de leur volonté d'entamer un véritable dialogue. Saddam Hussein ne se soumettra pas, à son avis, aux décisions du Conseil de Sécurité. Il n'acceptera jamais de retirer sans conditions ses troupes du Koweït. Il ne libérera pas les otages étrangers s'il n'obtient pas de contreparties concernant la présence des forces américains et alliées dans le Golfe.

Sur le plan diplomatique, l'Irak confirme sa méfiance à l'égard des initiatives de la Ligue arabe. Il a qualifié d'illégale la prochaine réunion du Conseil de la Ligue, dans la mesure où elle appliquera une décision elle-même juridiquement illégale, n'ayant pas requis l'unanimité qu'exige sa Charte.

Bagdad envoie partout des émissaires. Le ministre du Travail sillonne les capitales africaines ; Samal Majid Faraj, ministre du Plan, a été chargé de « défendre et illustrer » l'initiative de Saddam Hussein auprès des dirigeants bulgares et du Président yougoslave.

Mercredi 29 août 1990

A Bagdad, le ministère des Affaires étrangères, dit Janier, confirme qu'aucun soldat irakien ne se trouve plus retenu aujourd'hui prisonnier en territoire iranien. Une commission mixte irako-iranienne a par ailleurs été créée afin d'accélérer l'échange des prisonniers.

Jeudi 30 août 1990

Dernier compromis entre chrétiens-démocrates (CDU) et sociaux-démocrates (SPD) ouest-allemands sur la réglementation de l'avortement.

George Bush demande aux alliés de partager « le fardeau » financier de l'opération militaire en Irak. Une armée mercenaire.

Vendredi 31 août 1990

Signature à Berlin-Est du traité d'unification de l'Allemagne par les gouvernements de RDA et de RFA.

Abbas Madani, président du Front islamique du salut algérien, et le pasteur Jesse Jackson sont reçus par Saddam Hussein, Taha Yassin Ramadhan et Tarek Aziz.

Par la voix de l'agence officielle INA, les autorités irakiennes réfutent l'information selon laquelle Bagdad aurait proposé aux États-Unis de se retirer du Koweït et de libérer les otages en échange de la levée des sanctions. L'INA rappelle que la position de l'Irak figure dans une lettre du Président Saddam du 12 août pour un règlement global de tous les problèmes de la région, mais il ajoute : Le Koweït fait historiquement partie de l'Irak et le restera à jamais. Comme toujours, concessions et obstination se succèdent dans la même phrase. Rien à en tirer.

Samedi 1er septembre 1990

Janier, notre chargé d'affaires à Bagdad, nous informe que cinq ressortissants français viennent d'être transférés de Koweït City à l'hôtel Melia Mansour de Bagdad. François Mitterrand : Saddam a fait la pire faute avec les otages. Et nous faire ça à nous, Français, après tout ce qu'on a fait pour lui ! C'est un brigand !

Réflexions avant le passage, après-demain, du Roi Hussein à Paris. La Jordanie est économiquement sinistrée. Comme elle recevait 95 % de son pétrole d'Irak, elle perdra 2 milliards de dollars par an (tarissement du commerce de transit, disparition de l'aide des « pays frères » et des transferts des 100 000 Jordaniens du Koweït, etc.). Malgré cela, le Roi peut se prévaloir d'un consensus à peu près total des populations de son pays. Sa position reste ambiguë. Alors qu'ont eu lieu d'importantes manifestations en faveur de Saddam Hussein, la Jordanie s'est déclarée opposée à l'acquisition de territoires par la force, donc à l'annexion du Koweït ; elle continue à reconnaître le gouvernement de l'Émir Jaber et a approuvé les résolutions du Conseil de Sécurité. Mais, rejetant toute présence étrangère sur le sol arabe, Amman a refusé de s'associer à la deuxième condamnation de la Ligue arabe et cherche les voies d'une solution arabe. Le Roi propose le retrait simultané (et complet, pour ce qui est du Koweït) des troupes irakiennes et américaines et le déploiement, à leur place, d'une force d'interposition arabe. La Jordanie a manifesté son intention de respecter l'embargo, mais, dans les faits, un important trafic routier continue à acheminer des marchandises d'Akaba vers l'Irak. Le roi Hussein rappelle souvent que l'éphémère confédération hachémite irako-jordanienne avait déjà, par le passé, formulé des revendications sur le territoire koweïtien ; et que Bagdad a depuis longtemps critiqué tant la politique pétrolière de l'émirat que le refus des Koweïtiens de considérer leurs créances sur l'Irak comme une « contribution » à l'effort de guerre contre l'Iran, notamment lors de la réunion de Djedda, à la veille

de l'invasion. Par une attitude moins intransigeante, estime-t-il, le Koweït aurait pu éviter le pire. De même, un retrait irakien aurait pu être envisagé dès le mois d'août si, d'une part, la Ligue arabe et l'Égypte n'avaient pas adopté des positions dures, et si, d'autre part, les forces occidentales n'étaient pas intervenues. Mais, a déclaré Amman Hussein à des interlocuteurs espagnols, plus on est ferme avec Saddam Hussein, plus sa réaction est violente. Cette crise est la plus grave que j'aie connue depuis le début de mon règne pourtant mouvementé ; ses conséquences sont incalculables non seulement pour le monde arabe, où l'opinion est quasi unanime à soutenir Saddam Hussein, mais également pour l'ensemble de la région et le reste du monde. Il faut donc agir d'urgence et profiter du palier auquel on est arrivé dans l'escalade pour empêcher que celle-ci ne reprenne. Même si je n'ai pas de véritable plan, je réfléchis, dans mes contacts avec mes différents interlocuteurs, à une solution qui reposerait sur les principes suivants : refus de l'occupation de territoires par laforce (la Jordanie, dont une partie du territoire est sous occupation israélienne depuis vingt-trois ans, est bien placée pour en parler) ; respect des résolutions des Nations unies ; autodétermination du peuple koweïtien (sans autre précision) ; retrait des forces occidentales, sans lequel toute perspective d'évacuation irakienne reste illusoire. Pour lui, l'Irak doit disposer d'un véritable accès au golfe Persique. En tant que « Chérif Hussein », descendant des gardiens de La Mecque et de Médine, il est violemment hostile à la présence de forces étrangères sur l'actuel territoire saoudien où se trouvent les Lieux saints de l'Islam. Je ne suis ni pro-irakien ni anti-kowei'tien, contrairement à ce que l'on semble penser en Europe à cause de l'image déformée de mon pays que donne la presse. Je réfléchis à une solution en me concertant avec les uns et les autres, et en tenant compte de la situation de fait sur le terrain.

Nous apprenons par notre ambassadeur à Amman que, dans la plus grande discrétion, le secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, vient d'y rencontrer Tarek Aziz dans une salle de réunion du diwan du roi. D'après notre représentant, l'ambassadeur américain « marque » de près le secrétaire général et lui a même fait remettre à son arrivée des notes visant à lui dicter de façon précise ce qu'il devait dire ! D'après ce qu'il sait — c'est-à-dire presque rien — , le secrétaire général de l'ONU aurait expliqué qu'il n'est que le « serviteur » du Conseil de Sécurité et que son rôle se borne à contribuer à la mise en œuvre de ses résolutions. Il n'a pas mandat pour négocier, mais pour échanger des vues. Après avoir rappelé la position de l'Irak, le ministre irakien des Affaires étrangères lui aurait dit qu'il était là lui aussi pour écouter.

Javier Perez de Cuellar rend compte directement de ses entretiens au Président Mitterrand en résumant : Tarek Aziz ne m'a rien dit. Je n'ai jamais vu cela : pas la moindre ouverture !

Les ministres socialistes s'opposent violemment entre eux sur la préparation du prochain budget. Jean-Louis Bianco me dit : J'ai vu venir — et j'en ai parlé au Président — cette controverse absolument insensée entre les ministres socialistes. Pierre Bérégovoy est démissionnaire. J'ai dit au Président qu'il fallait intervenir.

Le Président : La dérive de la Sécurité sociale est grave. La CSG est sans doute inévitable, mais cela ne remplace pas une réforme d'ensemble. Au contraire ! On va croire qu'on a trouvé un nouveau trésor pour financer tous les déficits.

Le chef de l'État trouve cette agitation insupportable. Il a bien d'autres choses en tête. Il souhaite recevoir les principaux responsables politiques pour parler de l'Irak, mais Valéry Giscard d'Estaing ne veut pas être traité en responsable politique comme les autres ; il se montre même réticent à venir le même jour que les autres. Solution convenue : faire un communiqué spécial pour lui, une demi-heure avant les autres !

Dimanche 2 septembre 1990

700 femmes et enfants d'étrangers ont quitté Bagdad hier et aujourd'hui.

Lundi 3 septembre 1990

François Mitterrand s'agace des déclarations pincées de Valéry Giscard d'Estaing, à TF1, à propos de la « logique de guerre » : Il voudrait, pour me soutenir clairement dans cette affaire, que je le traite différemment des autres, que je le consulte en particulier... Ses problèmes de susceptibilité personnelle lui tiennent lieu d'opinion politique.

Inaugurant la deuxième conférence sur les pays les moins avancés, réunie à Paris, François Mitterrand présente un plan de combat contre le sous-développement. Tout le monde a l'esprit ailleurs : impression étrange que de parler d'aide du Nord au Sud au moment même où s'annonce une confrontation entre le Nord coalisé et une dictature du Sud.

Chaque jour, nous faisons désormais le point sur la situation militaire sur le terrain dans le bureau de Jean-Louis Bianco avec les principaux responsables. Le dispositif naval est à présent en mesure de faire respecter l'embargo maritime, et le dispositif aérien américain est capable de conduire toute opération offensive ou défensive contre l'Irak. Quant au dispositif terrestre, il est suffisant pour écarter tout risque d'une agression irakienne contre l'Arabie Saoudite, dont la probabilité est maintenant réduite, sauf dans l'hypothèse de l'action irrationnelle d'un homme acculé. Mais les forces terrestres américaines ne seront sans doute pas prêtes à conduire une action offensive en territoire koweïtien avant deux ou trois semaines.

Dans ces conditions, Washington peut lancer des actions limitées de rétorsion sur des objectifs maritimes ou terrestres, comme en 1987 et 1988 contre l'Iran (destruction de mouilleurs de mines, bombardement d'une plate-forme ou d'un terminal pétrolier), soit pour entraîner l'Irak dans une escalade créant le contexte politique favorable à une action de grande ampleur, soit pour riposter à des agressions irakiennes limitées dans le cadre d'une politique d'ensemble faisant reposer la solution de la crise sur une stricte application de l'embargo ; c'est cette seconde ligne que les autorités américaines déclarent suivre aujourd'hui.

A Paris comme ailleurs, l'embargo pétrolier oblige à revoir le budget de l'an prochain tel qu'il avait été arrêté. Pierre Bérégovoy a proposé de faire des économies et d'en utiliser une partie à financer une baisse de l'impôt sur les sociétés, ce qui fait hurler certains responsables. Réunion à Matignon entre les ministres concernés et le bureau du groupe socialiste de l'Assemblée :

Pierre Bérégovoy : Je veux éviter d'avoir à vous proposer un plan de rigueur au milieu de l'année prochaine. Pour cela, il faut faire des économies (7 milliards), y ajouter le fruit de mesures de justice fiscale (6 milliards), et utiliser cela pour réduire par précaution le déficit (comme certains parlementaires l'ont suggéré), recycler ces sommes en partie dans l'investissement (7 milliards) et en partie dans la lutte contre l'inflation (6 milliards). C'est cette seconde voie, plus risquée, qui a été choisie par le gouvernement.

Le président du groupe socialiste, Louis Mermaz : Je rappelle d'abord mon souhait que l'on évite de toucher à des dépenses sensibles : chômeurs en fin de droits, éducation, logement social, création d'emplois dans la Justice, veuves de guerre, anciens d'Afrique du Nord, aides aux clubs sportifs locaux. La sécheresse appelle aussi des aides accrues et des procédures accélérées. Sur la baisse d'impôt que le gouvernement propose, le groupe se prononcera le moment venu. A une baisse de l'impôt sur les sociétés ne faut-il pas préférer des mesures plus sélectives, en sus du crédit d'impôt-recherche et des aides aux économies d'énergie ? Aux mesures de justice fiscale le groupe ajoutera des mesures contre la spéculation foncière et regrette que le taux frappant les plus-values fanancières des entreprises ne soit majoré que de 19 à 22 % (25 % serait préférable), et que les plus-values dépassant 4 millions de francs sur les résidences principales ne soient pas touchées. Le groupe enregistre que la politique salariale n'est pas remise en cause, hormis un lissage sur quatorze mois au lieu de douze des hausses générales qui sont de la

responsabilité du gouvernement. Sur la contribution sociale généralisée, le groupe attend que le gouvernement parvienne à un accord en son sein.

Pour Dominique Strauss-Kahn, la seule véritable lacune du plan gît du côté de la réduction des inégalités. Il souhaite que le mode de calcul des plus-values mobilières des particuliers soit plus simple et plus juste.

Dans le même esprit, François Hollande suggère d'inclure dans les plus-values des entreprises les plus-values immobilières qui défraient la chronique ; il rappelle sa proposition d'alléger, voire d'annuler les droits de succession pour 90 % des héritiers.

Christian Pierret regrette que l'on taxe les « petites » résidences secondaires en épargnant les grandes résidences principales.

Considérant que ce sont les entreprises industrielles qui sont les plus menacées (car elles auront le plus de mal à répercuter dans leurs prix la hausse du pétrole, en raison de la concurrence), et qui sont les plus importantes pour notre commerce extérieur, Henri Emmanuelli propose que l'on diminue les charges sociales des entreprises industrielles, mais sans réduire l'impôt sur les sociétés des supermarchés. Il insiste aussi sur la distorsion entre les plus-values immobilières des entreprises ou des luxueuses résidences principales, qui sont épargnées, et les modestes résidences secondaires qui seraient visées. Enfin, la situation agricole est explosive et menace à l'approche des élections de 1993.

Le groupe s'opposera à la baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et proposera à la place des aides sélectives aux entreprises les plus importantes pour le commerce extérieur et les plus menacées par la hausse du pétrole.

Pendant ce temps, à l'Élysée, le Président reçoit le Roi Hussein. C'est la première rencontre, depuis le début de la crise, entre ces deux hommes qui s'apprécient. La subtilité du monarque, qui s'exprime toujours à voix douce et basse, dans un anglais très pur, sur un ton un peu morose, est aujourd'hui attendue.

Le Président : Je suis heureux de vous voir. Nos différences d'appréciation n'entraînent entre nous aucune crise de confiance. Cette rencontre permet d'échanger nos vues.

Le Roi Hussein : Merci de me recevoir. Je suis perplexe quand je vous entends dire que nos appréciations sont différentes.

Le Président : Un peu, quand même !..

Le Roi Hussein : Je voudrais préciser nos positions. Nous avons, depuis vingt-trois ans, été hostiles à l'annexion de territoires. La solution diplomatique et pacifique est notre ambition depuis longtemps... Il faut user de toutes les possibilités en faveur d'une solution arabe. Il y a eu des signes qui pouvaient faire craindre une évolution très dangereuse. D'abord, une guerre économique, du fait du dépassement des quotas pétroliers par le Koweït et l'Arabie Saoudite. Puis ce que je pensais être jusqu'à récemment un simple problème de rectification des frontières au Chott el-Arab. Il fallait accepter une ligne médiane. Ce qui a été fait. Et puis, j'ai visité l'Irak au moment où commençaient des concentrations de troupes ; Moubarak aussi. L'impression de Moubarak était que Saddam Hussein n'utiliserait pas la force. Saddam Hussein a dit : « Il n'y aura aucune action de ma part avant la réunion de Djedda. » Il a dû y avoir un malentendu qui a conduit à l'escalade. Je suis allé ensuite au Koweït. J'ai mis en garde les Koweïtiens, j'ai essayé de les convaincre de chercher un compromis sur les deux questions soulevées à Djedda. Mais les Koweïtiens semblaient très confiants et comptaient sur une aide étrangère. Le premier jour de l'invasion, j'ai entrepris une action diplomatique pour éviter des réactions prématurées de la Ligue arabe. Et quand je suis allé à Bagdad pour essayer d'obtenir un engagement de retrait, j'ai su que la Ligue arabe avait déjà pris position. J'ai toujours tenté de régler le problème dans le cadre arabe, mais il y a eu à chaque fois blocage. Je suis alors allé voir le Président Bush. J'ai eu l'impression qu'il entendait défendre l'Arabie Saoudite, sans aller au-delà. Mais le problème de la présence étrangère en Arabie Saoudite est que, pour la première fois dans l'histoire de l'Islam, l'État gardien des Lieux saints a accueilli des étrangers.

Le Président : C'est l'Irak qui a pris cette responsabilité !

Le Roi Hussein : Oui, mais un nerf arabe très sensible a été touché. Il y a consensus parmi les États arabes sur le fait qu'il faudrait garantir un retrait irakien par une présence arabe en lieu et place des forces irakiennes au Koweït Il faut amorcer une désescalade de part et d'autre. Peut-être en organisant une forme de plébiscite qui renforcerait le gouvernement légitime au Koweït ? Je cherche des solutions. A Bagdad, on a le sentiment d'un risque d'attaque imminente, de la possibilité d'une déflagration. Où peut-elle nous mener ? La guerre serait dévastatrice. La propagande israélienne présente l'Irak de manière excessive. Il y a aussi le lobby du pétrole et celui des marchands de canons. Il faudrait essayer de régler ces problèmes par la persuasion.

Le Président : La responsabilité directe de l'Irak est indéniable ; la responsabilité indirecte du Koweït est évidente, en raison de l'égoïsme de l'Émir. Mais l'Irak a violé le droit. Tant qu'il n'aura pas dit que, d'une façon ou d'une autre, il est prêt à évacuer le Koweït, il y aura une situation de guerre. L'Organisation des Nations unies retrouve un prestige indéniable ; il ne faut pas ruiner sa capacité. La France applique les résolutions du Conseil de Sécurité. L'Irak ignore ce que nous avons fait pour le sauver et nous traite comine des chiens. Saddam nous doit 24 milliards de francs, et prend comme otages tous les Français ! C'est un acte d'ingratitude impardonnable ! C'est de la barbarie ! Sur le plan humain, à soixante-quatorze ans et après cinquante ans de vie politique, je n'ai encore jamais vu un homme se déshonorer comme cela ! Voilà la récompense de notre aide, de notre moratoire ? C'est indigne ! Il faut comprendre notre attitude. N'y a-t-il aucune gratitude, aucune reconnaissance, aucun respect de la parole donnée dans le monde arabe ? La brutalité de Saddam Hussein à notre égard est inexcusable !

Pour le reste, j'ai moi-même dit qu'une solution arabe était souhaitable. Mais où est le monde arabe ? Il est divisé entre chaque camp. Quelle est l'autorité arabe qui arrivera à nous apporter une position unique ? Comment fonder une politique sur ce terrain aussi incertain d'un monde arabe divisé ? Il y a quatre hypothèses devant nous :

1 Saddam Hussein attaque un autre pays arabe : c'était possible les quinze premiers jours ; à mon avis, cela ne l'est plus.

2 Les Américains décident une attaque. Jusqu'ici, ils n'étaient pas prêts ; ils peuvent l'être dans quelques semaines. Dans ce cas, ce ne serait plus dans le cadre du mandat des Nations unies, mais ce serait une action américaine. La France ne s'engagerait pas aux côtés des Américains.

3 L'application de l'embargo met l'Irak dans une situation difficile et il cède. L'Irak a des réserves, mais s'il ne vend pas son pétrole, ce sera dramatique. Les fdottes organisent l'embargo. L'embargo peut réussir à empêcher la guerre.

4 La négociation. Mais Perez de Cuellar n'a pas pu obtenir un mot là-dessus de Tarek Aziz. Il m'a dit : « Je n'ai jamais vu cela, pas la moindre ouverture ! » Donc, c'est là une hypothèse lointaine.

Saddam Hussein, que je ne connais pas, est sans doute intelligent, mais il a commis une faute terrible avec les otages. Les Américains ont déjà vécu la même chose à Téhéran. Il y a des élections en novembre en Amérique. C'est une faute majeure, les otages. Si Saddam Hussein était un grand politique, il devrait dire : « J'ai pris ces otages, car je voulais marquer le coup. Mais je les laisse partir. » Même pour l'opinion américaine, il serait ensuite impossible de lancer une attaque. Les otages ne le protègent pas, ils sont au contraire un prétexte de guerre. Erreur monstrueuse ! Les militaires ne tiendront pas compte des otages.

S'il y a une agression de Saddam Hussein, la France sera du côté de l'agressé. Si ce sont les États-Unis qui attaquent, la France ne sera pas engagée. Mais demander immédiatement le départ des Américains, ce n'est pas sérieux. Si les Arabes remplacent les Irakiens au Koweït, j'approuverai. Je n'ai jamais posé en condition la restauration au Koweït de la famille régnante. S'il y a un contrôle des élections par les Nations unies, très bien.

Saddam Hussein a tout à fait raison de dire qu'on est très sévère avec lui et qu'on ne l'a pas été sur la question de la Palestine. Je suis tout à fait partisan d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient. La France n'a pas de disposition agressive, mais elle fera son devoir par application de l'embargo. Je ne demande pas mieux que de contribuer aux efforts des Arabes.

Le Roi Hussein : Nous avons contacté un certain nombre de pays du Maghreb, l'Arabie Saoudite, la Libye. Il existe une volonté de ranimer la voie arabe.

Le Président : Je ne vous ai pas condamné, contrairement à d'autres pays occidentaux. Nous ne sommes pas fâchés contre vous, nous sommes prêts à vous aider, bilatéralement et avec la Communauté. La France est prête à appuyer toute solution négociée. Si les forces arabes s'installent au Koweït, avec un commissaire des Nations unies pour les surveiller, la France peut l'accepter. Je ne sais pas ce qu'en diraient les Américains. Mais il faut que Saddam Hussein comprenne que l'affaire des otages est inacceptable et qu'elle joue contre lui. L'Irak n'a pu vaincre l'Iran. Les États-Unis, c'est autre chose que l'Iran ! Quel est l'intérêt de Saddam Hussein ? Il y a urgence ! Est-ce que cela vous paraît clair ?

Le Roi Hussein : Tout à fait. Il n'y a pas de désaccord entre nous.

Le Président : Oui, mais les dés roulent sur la table et ce n'est pas moi qui les ai lancés. Que Saddam Hussein ait un compte à régler avec le Koweït et avec les États-Unis, peut-être, mais avec nous ? Vous êtes un homme d'honneur, vous comprenez cela.

Le Roi Hussein : Bien sûr. Nous pensons comme vous. Je vais voir les Irakiens, leur expliquer.

Le Président : Je suis pour que la négociation se noue, à travers les Arabes. J'ai refusé que l'on négocie seulement sur les otages français.

Le Président pense là à la proposition d'Arafat, mais ne le dit pas.

Mardi 4 septembre 1990

Dans une note au ministre de la Défense et au Président, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, a calculé — comment ? — qu'une guerre au Proche-Orient ferait 100 000 morts (90 000 Irakiens et 10 000 de l'autre côté). Jean-Pierre Chevènement reprend ces chiffres à son compte sur Europe 1. François Mitterrand : Ces militaires ne savent pas quoi inventer pour ne pas avoir à se battre.

Le Président sur Michel Rocard : Ses conseillers lui ont expliqué que pour être élu Président, il lui fallait rester Premier ministre pendant cinq ans. Moralité : il ne fait rien, pour ne déplaire à personne et ne pas me donner prétexte à le remplacer.

Mercredi 5 septembre 1990

Au Conseil des ministres, après l'exposé de Pierre Bérégovoy sur la situation de l'économie, intervention de Michel Rocard : Au jour d'aujourd'hui, le pronostic économique est pessimiste... Des inquiétudes démesurées se sont exprimées dans les principaux partis de la majorité, et jusque parmi les membres du gouvernement. Le déficit extérieur va être alourdi de 15 milliards. Ce n'est pas énorme, mais ce n'est pas négligeable. Le risque est que les entreprises réagissent en comprimant leurs dépenses d'investissement (d'où plus de chômeurs) ou en accroissant leurs prix (d'où plus d'inflation). Quand on conduit sur le verglas, si on ne réagit pas tout de suite, on va dans le mur, et, de toute manière, on est obligé de ralentir. L'austérité est un mot qui n'a pas de raison d'être employé ici. Compte tenu de certaines sensibilités, nous laisserons un peu de surcharge aux entreprises, mais il faut baisser l'impôt sur les sociétés et endiguer la croissance de nos dépenses de 5 à 7 milliards. La diminution des crédits doit être de l'ordre de l'incertitude de l'évaluation d'un budget de 1300 milliards. Il est excessif de crier avant d'avoir mal ! La solidarité de l'ensemble du gouvernement est nécessaire. Quand on navigue au plus près, il faut réagir tôt pour ne pas avoir à réagir plus fort.

Le Président : Puisque vous avez abordé ce sujet, je vais le faire aussi. Je n'entrerai pas dans le détail des dépenses. J'estime seulement qu'une répartition judicieuse devrait épargner la Culture, qui a un petit budget. Mais je n'interviens pas, c'est la responsabilité du Premier ministre. C'est vrai qu'il faut que la France s'adapte sans délai à cette situation qui est une situation nouvelle, même s'il ne faut pas l'exagérer. Quand on est sur le verglas, dit M. le Premier ministre, il ne faut jamais freiner ; cela est une remarque de conducteur, il ne faut pas lui donner une portée plus vaste. Le reste de votre raisonnement est juste. Je comprends que des gestionnaires sérieux mettent de la passion dans le débat ; mais il ne faut pas que cette passion devienne publique. Je suis un peu plus vieux que vous et j'ai connu à plusieurs reprises, sous le régime précédent — en particulier pendant les deux ans qui ont suivi la Libération —, des affrontements entre ministres qui ont fait le plus grand tort au gouvernement.

Selon quels principes faut-il agir ? 1er principe : économiser l'énergie ; 2e principe : sauvegarder une croissance favorable à l'emploi, sans résurgence de l'inflation ni aggravation du déficit du commerce extérieur ; 3e principe : poursuivre plus que jamais, en période difficile, la lutte contre les inégalités ; 4e principe : répartir justement l'effort nécessaire, qui est aujourd'hui limité. On en aura une première vérification à propos du dialogue social sur les bas salaires — et encore, l'expression « bas salaires » n'est pas bonne, disons sur l'ensemble des problèmes de salaires. Les Français sur lesquels vous vous appuyez doivent se sentir en symbiose avec le gouvernement. Je rappelle les membres du gouvernement à la discipline nécessaire, mais sans exagérer mon propos, car, d'une manière générale, les ministres font preuve de responsabilité.

Après un bilan dressé par Claude Evin sur la « prévention été jeunes », le Président : Votre communication est très bien, mais l'accent est peut-être un peu trop mis sur la motivation profonde de cette opération, qui est la délinquance. C'est assez vrai, mais il faut expliquer qu'il y a aussi le chômage, les conditions de vie, le logement. Il faut faire un peu confiance aux jeunes...

Claude Evin : Vous avez raison, c'est tout de même Gaston Defferre qui, durant l'été 1982, a lancé cette opération à la suite de l'affaire des Minguettes.

Le Président, sans laisser percer son agacement : Je le sais bien. J'avais beaucoup approuvé cette initiative à laquelle Gaston Defferre s'était beaucoup attaché. J'approuve cette politique. Je souhaite même qu'on puisse faire plus. Mais, dans vos explications, il faut bien faire valoir que ce n'est qu'une façon de compenser un malaise social dont l'origine est autre.

Jeudi 6 septembre 1990

Après une conversation téléphonique avec le Président américain, François Mitterrand confie : Bush est pour l'affrontement. Avec un objectif supérieur : l'élimination de Saddam Hussein. Il est conforté par l'opinion américaine, qui le suit sur ce terrain. N'en déplaise à certains, la logique de paix s'éloigne chaque jour davantage. On voit mal Gorbatchev, entièrement mobilisé sur son front intérieur, s'opposer à une initiative américaine. Avec les États-Unis, nous n'avons que des divergences de méthode. Nous préférons suivre les résolutions de l'ONU plutôt que les précéder. Mais nous faisons preuve de la même détermination : si nous tolérons ce qui vient de se passer dans le Golfe, demain nous verrons des

petits pays imiter l'Irak. Dès qu'un État aura vingt chars de plus que son voisin, il tentera de l'envahir. Il faut être très ferme, cette fois, pour ne pas avoir à se retrouver plus tard dans une situation très fâcheuse.

Dimanche 9 septembre 1990

Rencontre entre George Bush et Mikhaïl Gorbatchev à Helsinki : ils pressent l'Irak de se retirer du Koweït.

Pierre Bérégovoy me dit avoir téléphoné à Lionel Jospin et avoir eu une franche explication sur le budget. Il l'a averti que si une autre politique devait être menée, elle se ferait sans lui.

Lundi 10 septembre 1990

L'Irak propose de livrer gratuitement du pétrole aux pays du Tiers-Monde.

Les membres de la Ligue Arabe décident le transfert du siège de l'organisation de Tunis au Caire.

Mardi 11 septembre 1990

Pierre Bérégovoy est rassuré : Finalement, le projet de budget sera, dans ses grandes lignes, conforme aux propositions que nous avions faites dès le 15 août. Il y a eu beaucoup d'agitation pour rien.

Mercredi 12 septembre 1990

Au Conseil des ministres, exposé très technique de Pierre Bérégovoy sur le budget.

François Mitterrand : Eh bien, toutes ces discussions pour en arriver là... On aurait pu s'en dispenser.

Sur le logement social, après un exposé très prudent de Michel Rocard, le Président : Si les choses n'avancent pas, il faudrait peut-être municipaliser les sols.

Je sais que c'est là un de ses regrets, avec la nationalisation de la régie de l'eau et celle des pompes funèbres... Sans oublier la renationalisation de TF1.

Édith Cresson vient à nouveau se plaindre de Michel Rocard. Elle craint tout à la fois les déficits de la Sécurité sociale, la nouvelle puissance allemande, l'enterrement des réformes, l'anesthésie sécrétée par Matignon et Bercy. Elle ne restera plus très longtemps au gouvernement.

A Moscou, quatrième et ultime réunion ministérielle de la conférence « 2 + 4 ». Le traité qui rétablit l'Allemagne unie dans sa pleine souveraineté est conclu dans l'indifférence générale. Mais, sur place, les Anglais ne veulent soudain plus signer, et les Russes non plus ! Roland Dumas propose un compromis qui est finalement accepté par tous...

Jeudi 13 septembre 1990

François Mitterrand est en Tchécoslovaquie. Le Président évoque encore une fois l'idée d'une confédération européenne entre l'Est et l'Ouest. Vaclav Havel n'aime guère cette perspective. Il ne se voit pas dans une Europe coupée des Américains.

Signature aussi, à Moscou, du Traité de bon voisinage, de partenariat et de coopération entre la RFA et l'URSS. Moscou s'engage à retirer les 380 000 soldats soviétiques de RDA avant la fin de 1994, et obtient de Bonn une « aide au départ » de 12 milliards de Deutsche Mark, ainsi qu'un crédit sans intérêts de 3 milliards. En fin de compte, nous n'avons pas conclu le même avec l'URSS.

Vendredi 14 septembre 1990

La résidence de l'ambassadeur de France au Koweït est saccagée par les soldats irakiens. François Mitterrand: Ça, c'est inacceptable ! Ça, c'est la guerre ! Ils nous cherchent ? Ils vont me trouver !

Il convoque un Conseil restreint pour demain et fait étudier toutes les représailles possibles contre l'Irak. Je sens que le tournant est pris. Si François Mitterrand hésitait encore hier à se ranger du côté des Américains, ses dernières réticences sont balayées.

Samedi 15 septembre 1990

Avant le Conseil restreint réuni afin de décider d'une riposte après le saccage de notre ambassade au Koweït, le Président téléphone à Jean-Pierre Chevènement, en mission en Arabie Saoudite ; il lui expose les grandes lignes de ses vues : une présence militaire terrestre afin de nous tenir prêts à participer à l'action militaire. Comme le ministre de la Défense fait part de ses réticences vis-à-vis d'une telle action, François Mitterrand ajoute : Dites-vous bien que s'il y avait un autre événement grave du même genre que le sac de notre ambassade, il ne serait supporté par aucun pays.

François Mitterrand reçoit d'abord l'amiral Lanxade et Jean-Louis Bianco. Comme Michel Rocard est annoncé, le Président se montre agacé : Il me casse les pieds ! Faites-le attendre. En fait, au bout de quelques minutes, il fait entrer le Premier ministre, puis les ministres d'État ; la séance commence. L'ambiance est lourde, solennelle. Chacun sent que c'est la réunion la plus importante sur cette crise depuis le début d'août.

Le Président : Il faut que notre riposte ne manque pas de signification. Nos dispositions plus ouvertes à l'égard de d'Irak et des pays arabes ont sans doute joué contre nous, nous faisant passer, à tort, comme le maillon faible de l'Alliance. Notre riposte sera triple. Premièrement, au Conseil de Sécurité, avec, en plus, la mobilisation du Conseil européen et de l'UEO. En deuxième lieu, des mesures que j'ose à peine qualifier de diplomatiques à l'égard de l'Irak. Et, troisièmement, des mesures militaires. A propos des entreprises françaises qui violent l'embargo, le Président ajoute : Le gouvernement devra réagir avec la plus grande brutalité.

Une longue discussion s'engage sur le nombre et la qualité des Irakiens que l'on va expulser. Le Président décide de ne rien faire contre les civils, d'expulser les attachés militaires, les agents des services secrets répertoriés. Il en profite pour régler le problème des vingt-deux pilotes qui se trouvent encore à Rochefort : On ne les a pas renvoyés plus tôt, de peur d'être accusés de fournir des combattants contre nos soldats. Mais, en même temps, les garder, c'est les prendre en otages. Voici l'occasion ou jamais de nous en débarrasser !

Le Premier ministre propose de lier l'envoi de nos avions de combat à la levée de l'embargo aérien. Cette idée n'est relevée par personne...

La question essentielle est de savoir si nous envoyons maintenant des troupes terrestres. Le Président, qui y avait répugné jusqu'ici, s'y décide : Nous avons un mandat de l'ONU. Ce mandat c'est l'embargo, on va tout faire pour qu'il réussisse. J'ai toujours dit que je n'excluais pas de nouvelles agressions de la part de l'Irak. Ce qui s'est passé à la résidence de notre ambassadeur au Koweït est une agression. J'aurais préféré un dispositif presque exclusivement aérien et naval, parce que je souhaite la plus extrême mobilité et la plus extrême autonomie. [Le Président songe au Tchad, où nous avons déjà connu les difficultés d'un retrait de troupes terrestres. D'autre part, il redoute que si les États-Unis n'attaquent pas, nous ayons l'air ridicules avec nos hommes immobiles en plein désert : ce serait une « ligne Maginot bis ».] Je ne voudrais pas qu'en cas d'attaque américaine, nous soyons liés à l'avance par nos décisions d'aujourd'hui. Il ne serait pas normal que nos troupes soient mêlées à une guerre dont nous ne connaîtrions ni l'heure de début, ni les objectifs réels. En tout cas, j'exclus toute participation au bombardement des villes en

Irak. Je n'exclus pas une participation à une action destinée à libérer le Koweït et qui viserait des objectifs militaires en Irak. Il faut informer les États-Unis de notre disposition d'esprit. Bush a besoin de l'assentiment des Soviétiques, même s'il est donné sous forme d'une critique modérée à une éventuelle action militaire. Mais, s'il le faut vraiment, il n'hésitera pas à se passer de l'accord de Gorbatchev pour atteindre ses objectifs. D'ailleurs, Gorbatchev est hors d'état de s'opposer réellement aux Américains.

Lionel Jospin : Pourquoi est-ce que Saddam Hussein s'est attaqué à nous ?

Le Président : C'est, de sa part, une volonté de nous tester.

Le lancement de l'opération Daguet est décidé. C'est la plus importante opération depuis la guerre d'Algérie. 4 200 hommes spécialisés dans le combat antichars ou antihélicoptères, appuyés par 30 avions de combat. Chacun sent que c'est la réunion la plus grave à laquelle il lui a été donné de participer depuis des années dans ce bureau.

François Mitterrand: Nous continuons à vouloir la réussite de l'embargo. Nous allons d'ailleurs saisir le Conseil de Sécurité pour qu'il envisage des sanctions contre les pays où des entreprises ne respectent pas l'embargo. Mais nous entendons aussi répondre à un acte d'agression. Il faut que Saddam Hussein sache qu'il ne peut pas compter sur notre faiblesse.

Dimanche 16 septembre 1990

D'Argentine où il vient de se réfugier après son inculpation pour ingérence, Jacques Médecin annonce sa démission de la mairie de Nice. Il a fui, explique-t-il sans vergogne, pour ne pas finir comme Ben Barka.

Lundi 17 septembre 1990

Rétablissement des relations diplomatiques entre l'URSS et l'Arabie Saoudite.

76e Sommet franco-allemand à Munich. Helmut Kohl et François Mitterrand affirment que l'unification allemande va encore renforcer le couple franco-allemand. La France annonce le retrait sur deux ans de la moitié de ses troupes (vingt mille de nos quarante-six mille hommes stationnés en RFA), cependant qu'est relancé le projet de chaîne culturelle franco-allemande. Dans sa décision de retrait des troupes françaises d'Allemagne, le Président tient compte d'une demande imminente de stationnement de troupes allemandes sur le sol français, dont il ne veut pas entendre parler.

La déclaration commune précise: Conformément à notre initiative du 18 avril dernier, les conférences intergouvernementales sur l'Union économique et monétaire, d'une part, et sur l'Union politique, de l'autre, s'ouvriront dans trois mois à Rome. Nous aspirons à ce que les bases de l'Union européenne soient jetées pour le 31 décembre 1992, date de l'achèvement du marché intérieur. Nous considérons que ce nouveau pas déterminant sur la voie de l'intégration est indispensable pour permettre à l'avenir à la Communauté européenne de remplir efficacement son rôle grandissant sur les plans politique et économique. Cette base solide nous permettra d'œuvrer en faveur de la création d'une confédération européenne qui sera l'expression de la volonté de tous les États de notre continent de pratiquer, dans la paix et la sécurité, une coopération empreinte de confiance pour le bien de tous...

Le Président a l'esprit ailleurs. Il ne pense qu'au Golfe. Il est satisfait de voir l'embargo aérien décidé, de même que par le discours de Chevardnadze à New York, qui ne fait plus obstacle à une action militaire. Kohl, lui est heureux de voir l'opinion internationale s'occuper d'autre chose que de la réunification allemande.

Mardi 18 septembre 1990

Le Pentagone annonce que 151 installations militaires américaines dans 10 pays, dont 117 en RFA, vont voir leurs activités réduites ou supprimées.

Petit déjeuner des « éléphants » à Matignon. Nouvelle discussion sur le budget et la contribution de solidarité:

Louis Mermaz : Le débat entre le gouvernement et le groupe s'est détendu quand on a rappelé que, si c'est le gouvernement qui propose le budget, c'est le Parlement qui le vote. Ce ne sont pas là des rodomontades, mais des réalités. Cela dit, rassurez-vous: nous sommes d'accord avec le gouvernement pour considérer que les entreprises, c'est la prunelle de nos yeux! Ce n'est pas le socialisme des cavernes que nous voulons instaurer...

Pierre Mauroy : Il faut que nous soyons à la hauteur de nos tâches. Je ne veux pas que nous perdions la crédibilité chèrement acquise en 1982-1983.

La contribution de solidarité est définitivement approuvée. Michel Rocard l'a imposée malgré Bérégovoy qui a obtenu en échange qu'elle n'augmente pas les prélèvements obligatoires.

Dans l'après-midi, Édith Cresson, reçue par François Mitterrand, lui répète ce qu'elle déclare à tout le monde : Rocard papillonne, il n'a pas de ligne. Il ne gouverne pas. Les ministres sont dans la main de leur administration. Se battre contre les Allemands, ça ne l'intéresse pas. Le déficit commercial, la faiblesse de l'industrie, le préoccupent moins que sa candidature présidentielle.

Le Président est impressionné par l'analyse, et nous le dit.

Avant une réunion chez le Président avec l'amiral Lanxade, le général Schmitt et Jean-Louis Bianco, autour d'une carte de l'Arabie Saoudite, pour décider où disposer les troupes qu'on va envoyer là-bas dans le cadre de l'opération, Jean-Pierre Chevènement fait passer des propositions de répartition géographique des troupes au sol. Le Président, après les avoir lues: Être ou ne pas être [ministre de la Défense]... Il veut les deux à la fois !

Le ministre, qui vient de rentrer du Golfe, arrive alors à l'Élysée. François Mitterrand ouvre la réunion en répliquant indirectement aux doutes de Chevènement et de l'état-major: Il n'est pas concevable que nous restions étrangers à ce qui va probablement se passer. C'est une vue de l'esprit! Que cela provienne d'une attaque de Saddam Hussein — ce qui est peu probable — ou d'une attaque américaine, ce qui est infiniment plus probable. C'est inscrit dans la logique de la situation. L'important est que la France garde son autonomie de décision. Il faudrait que les États-Unis prennent le temps de nous informer et de nous demander notre avis. Si ce n'était pas le cas, nous ne serions pas du combat de la première heure ; mais ne nous interdirions pas d'y participer. Si les États-Unis prennent un prétexte, il faudra pouvoir l'apprécier. Ce prétexte peut d'ailleurs être une raison raisonnable: un navire agressé, par exemple. A propos de l'emplacement de nos troupes, il ne faut pas qu'elles soient trop au nord, elles seraient trop en première ligne; il ne faut pas qu'elles soient trop au sud, elles seraient trop en retrait. Il ne faut pas non plus qu'elles soient trop mélangées avec les Américains, pour conserver leur autonomie.

Jean.Pierre Chevènement : Nous ne sommes pas capables de soutenir un vrai combat.

Le Président, furieux: Alors, pourquoi m'avez-vous proposé ce dispositif?

Chevènement exprime à nouveau ses réserves.

Le Président: Je ne veux pas faire une guerre-réflexe, mais je ne m'interdis pas une guerre-réflexion. Bush a pris des risques, par rapport à son opinion en particulier. Je n'imagine pas qu'il ait déployé les moyens qu'il a mis en œuvre s'il n'était pas décidé à régler cette affaire militairement au plus vite, avant la fin de l'année. Gorbatchev n'est pas en mesure de résister. Il n'a pas pu résister aux Allemands pour l'unification, il ne va pas résister aux Américains pour les beaux yeux de Saddam Hussein! Nous devons être cohérents et habiles, c'est-à-dire ne pas en faire trop, être mêlés le moins possible, mais ce sera plus que des escarmouches.

Mercredi 19 septembre 1990

Au Conseil des ministres, Michel Rocard fait adopter un troisième « plan Soisson » pour l'emploi. L'objectif est la création de 170 000 emplois par l'allégement du coût du travail moins qualifié, l'exonération et le déplafonnement de certaines cotisations, la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés de 37 à 34% pour les bénéfices réinvestis. Le Président n'émet aucun commentaire.

A la suite d'une communication de Roland Dumas, le débat porte sur l'attitude allemande par rapport à l'Union économique et monétaire européenne.

Le Président: La réalité, c'est que les responsables économiques allemands, du moins certains d'entre eux, ne la souhaitent pas, mais que les politiques, probablement dans leur majorité, y sont favorables. Et puis, les Bavarois n'en veulent pas. Mais Kohl, qui a fait le choix européen, la veut. Il lui faudra beaucoup d'énergie et de volonté pour y arriver. Cette volonté et cette énergie deviendront plus fortes après les échéances électorales.

A propos du départ annoncé des troupes françaises d'Allemagne, que le RPR vient de critiquer: Ma position est très simple. Nous sommes encore dans la période où toutes les forces allemandes sont braquées sur l'unification. Jusqu'au 3 octobre, rien ne sera négligé, avec la rigueur germanique, pour séduire tout le monde: les Russes, les Français et les autres. Il leur faut un terrain bien ratissé. Mais j'estime que rien de ce qui n'est pas normal ne peut véritablement durer. La présence de militaires sur un sol étranger finit par être mal ressentie, et sert en tout cas d'aliment à l'opposition. Déjà, on nous a demandé de ne pas faire de défilé à Berlin. Et on a souhaité que nous évitions les exercices et les manœuvres. Au fond, les Allemands sont contents d'avoir des clients français dans leurs magasins, mais ne souhaitent pas les avoir comme militaires à l'exercice ! Le RPR a un réflexe hérité de l'Empire — l'Empire de Napoléon et l'empire colonial... On risque d'avoir en Allemagne — pas forcément dans les deux ans qui viennent — des crises politiques, un changement de gouvernement, une campagne insidieuse, et si on devait partir dans ce climat-là, ce serait fâcheux pour l'avenir des relations franco-allemandes.

George Bush souhaite recevoir François Mitterrand à Washington dimanche soir, veille du jour où le Président doit venir à New York parler à la tribune de l'ONU. François Mitterrand hésite, puis refuse pour ne pas laisser croire qu'il est allé faire relire son discours par le Président américain. Il me dit: Que Bush attaque l'Irak, c'est plutôt ce que je souhaite!

Jeudi 20 septembre 1990

Les Parlements est et ouest-allemands ratifient le traité d'unification.

Devant le bureau exécutif du PS réuni en séminaire à Joué-lès-Tours, Michel Rocard évoque sa conception de l'action politique: Nos gouvernements doivent, dans la société d'aujourd'hui, rechercher l'appui de l'opinion, avec toutes les difficultés que cela représente. Personne n'est plus intelligent que tout le monde... Autant nos valeurs demeurent, autant nos systèmes d'action doivent être revus de fond en comble...

Le Président traduit: Ce sont les instituts de sondage qui doivent gouverner ? Si j'avais partagé ce point de vue, la peine de mort n'aurait jamais été abolie.

En fait, ailleurs dans son discours, Rocard lui-même cite l'abrogation de la peine capitale comme un contre-exemple.

Vendredi 21 septembre 1990

Je déjeune à la Maison Blanche avec le général Brent Scowcroft, qui me dit: Au Koweït, nous sommes prêts à réagir militairement à la moindre provocation (que nous attendons dans les cinq à six semaines). Nous l'espérons même, pour avoir le prétexte d'anéantir toute l'infrastructure militaire (terrestre, aérienne, chimique, nucléaire, balistique) irakienne et, si possible, le président Saddam Hussein par la même occasion. Nous espérons qu'après cela le régime tombera, puisque Assad et l'Iran accepteront une solution globale du problème du Moyen-Orient. Nous proposerons alors la création d'un État palestinien et nous nous retirerons de l'Arabie Saoudite où nous ne tenons pas à rester, en tout cas pas avec des forces terrestres.

Il n'a pas la moindre idée de ce qu'il conviendrait de faire dans l'hypothèse où Saddam Hussein maltraiterait les otages. De même, un statu quo serait à son avis catastrophique, tout comme un retrait partiel des Irakiens du Koweït. Bref, comme François Mitterrand le prévoit depuis plus d'un mois, les Américains veulent la guerre totale. C'est pour dans un mois.

Michel Vauzelle revient à la charge. Il explique au Président qu'il est prêt, à titre personnel, ou comme président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée, à se rendre à Bagdad si cela peut se révéler utile. François Mitterrand : On verra.

Samedi 22 septembre 1990

Représailles contre l'ambiguïté jordanienne: Riyad annonce que l'Arabie Saoudite ne livrera plus de pétrole à Amman.

Hafez El Assad, en visite à Téhéran, dénonce avec l'Iran l'occupation du Koweït.

Lundi 24 septembre 1990

François Mitterrand déclare à New York devant l'ONU: Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages, et tout devient possible. En fait, le Président ne croit plus aux possibilités d'une négociation. Il évoque aussi l'expression des choix démocratiques du peuple du Koweït, qui fait grincer des dents la famille régnante...

Gorbatchev obtient l'autorisation du Parlement pour légiférer pendant dix-huit mois par décret sur la mise en place de l'économie de marché.

Mardi 25 septembre 1990

A Washington, je rencontre Lawrence S. Eagleburger, ministre adjoint des Affaires étrangères, et Richard T. McCormack, le sherpa américain. Nous parlons de l'Union soviétique, de l'Europe de l'Est et de la situation dans le Golfe.

Malgré la crise du Golfe, l'analyse américaine de la situation économique mondiale n'est pas dramatique: les installations et réserves saoudiennes sont à l'abri d'une attaque aérienne irakienne et seuls des dommages limités pourraient en résulter, d'autant plus facilement et rapidement réparables qu'un stock considérable de pièces de rechange a été expédié sur place. Des difficultés ne pourraient vraiment provenir que d'accidents ou d'incendies dont la probabilité augmente avec l'intensification de l'utilisation des installations actuelles, notamment pour ce qui

est des raffineries. Un débat interne s'est ouvert à Washington sur l'utilisation éventuelle, rapide, des stocks stratégiques. McCormack y est très favorable, pour apaiser le marché et soulager les pays en développement importateurs: la placidité actuelle avec laquelle ces derniers acceptent des prix pétroliers triplés depuis juin dernier ne pourrait sans doute durer.

En ce qui concerne les évolutions en Union soviétique et dans les pays de l'Est, j'explique à Lawrence Eagleburger que je crois à une accélération du processus de démembrement en Europe de l'Est et en Europe centrale, dont l'exemple le plus rapide viendra d'une Yougoslavie que je vois éclater en cinq entités indépendantes, dans un désordre absolu. il approuve: pour lui, ce danger de fragmentation n'est d'ailleurs pas limité au seul continent européen: L'affaire du Québec est grave et inquiétante. A terme (au bout de vingt à trente ans), on peut même imaginer que, si la séparation a lieu avec la Fédération canadienne, le reste du pays s'intégrera purement et simplement aux États-Unis. C'est peu souhaitable, pour des raisons économiques et démographiques (accentuation du différentiel entre un Sud à forte population, notamment immigrée, et un Nord sous-peuplé) et politiques (renforcement de la tendance à l'isolationnisme américain). La guerre froide avait au moins cet avantage qu'elle apportait la stabilité. Avec sa disparition, tous les ferments d'instabilité renaissent. Tout repose donc principalement sur un homme, et un homme seul, Mikhaïl Gorbatchev, excellent tacticien mais moins bon stratège, et qui devra faire face à des oppositions internes très fortes. Le poids des militaires [à Moscou] est important et je m'inquiète de l'absence de progrès avec les Soviétiques dans la négociation Start. Quel que soit le programme de réformes qui sera finalement retenu à Moscou, l'essentiel sera de voir l'intensité des engagements pris pour le mettre en œuvre: la plus mauvaise hypothèse est probablement qu'un programme de réforme sera décidé, mais qu'après quelques mois de mise en application, et du fait des inévitables problèmes qui en résulteront, on change aussi vite de ligne directrice. La réponse américaine, en termes budgétaires, ne pourrait aller bien loin: l'opinion n'est pas prête à voir l'argent des contribuables versé aux Soviétiques. Les États-Unis participeront donc aux évolutions en cours, principalement sous forme de conseils et d'assistance technique, non sous celle d'aide financière, du moins pour l'instant.

A propos de sa technique de communication avec les médias à propos de la crise du Golfe, le Président redit: Ah! Si j'avais fait la même chose sur l'Allemagne!

Mercredi 26 septembre 1990

Au Conseil, le Président sur le Golfe: L'embargo et le blocus ont rarement réussi dans l'Histoire. Mais, je l'ai déjà dit, dans les conditions géographiques et économiques particulières dans lesquelles se trouve l'Irak, il est intéressant de noter que Saddam Hussein, dans son discours habituel où il menace le monde des pires horreurs si on l'attaque, a ajouté cette fois: « si on asphyxie l'Irak ». Pour la première fois, il fait ainsi allusion à l'embargo. Essayons d'utiliser ce temps pour des manœuvres diplomatiques. Cela dit, il faut s'en tenir avec beaucoup de rigueur aux décisions de l'ONU, à l'embargo qui vient d'être complété par l'embargo aérien. A ce propos, j'ai lu dans Le Monde que la France était en retrait, parce que je n'ai pas parlé dans mon discours de l'embargo aérien! Le Monde oublie que je l'avais demandé le premier! Bien entendu, il va y avoir quelques cris à propos de mes commentaires sur la démocratie au Koweït. Je veux simplement dire que, si la famille régnante retourne au Koweït, il lui faudrait se soumettre à une procédure démocratique. Certes, il est malheureux que cela n'ait pas été dit avant que la famille régnante soit chassée par un dictateur, mais la France n'a pas pour mission de soutenir les régimes autoritaires dans le monde. Si Saddam Hussein dit: « Oui, je suis prêt à me retirer du Koweït », naturellement, les forces qui obéissent aux résolutions des Nations unies devraient rester quelque temps dans la région pour maintenir la pression. Rien de plus. La position de la France comporte une différence avec celle des États-Unis ; nous ne sommes quand même pas condamnés à toujours copier les Américains, ni à la servilité ! Dans le débat aux Nations unies, de nouvelles lignes de forces se dessinent, en particulier par la déclaration de Chevardnadze. Je vous avais dit que les Russes n'avaient rien à refuser aux Américains. Si les Américains devaient attaquer, sans doute les Soviétiques se limiteraient-ils à une protestation verbale, et probablement négocieraient-ils. Ils ont peut-être même déjà négocié avec les Américains! En tout cas, si on doit en arriver là, les Soviétiques souhaitent que les armées soient les armées de l'ONU, ce qui resterait naturellement à préciser. Mais le conflit changerait de nature, car on n'aurait plus les mêmes belligérants. M. Giscard d'Estaing, conformément à sa méthode habituelle, exige de moi ce que je fais déjà, et ajoute une idée supplémentaire, à savoir que l'Irak devrait renoncer à toute une série d'armements. Ce n'est pas forcément une mauvaise idée, mais je ne vois pas comment cela se concilie avec la critique de M. Giscard d'Estaing de la « logique de guerre ». On ne peut pas dire que M. Giscard d'Estaing pave le chemin de belles fleurs. Ma position est finalement toujours simple, très simple :je souhaite éviter un conflit qui me paraît probable. Il n'y a que deux cas : guerre ou paix. Je souhaite que la France ait une position claire aux yeux du monde entier.

A propos d'une information rendue publique, selon laquelle des salariés retenus en Irak ne seraient pas payés par leurs employeurs, le Président intervient pour réclamer une intervention énergique de l'État auprès des sociétés concernées: C'est d'une extrême immoralité.

Sur la contribution sociale généralisée, s'adressant au Premier ministre, il ajoute: J'ai été convaincu par vous et par d'autres dirigeants politiques que c'est une mesure de justice. Mais il faut être très vigilant sur les modalités, qui peuvent faire déraper un projet, en tout cas dans l'idée que les Français s'en font. Vous vous attaquez avec courage à une manière de voir très ancienne. Mais ilfaut que les engagements de l'État sur l'utilisation de cette cotisation soient tenus. Vous vous rappelez la « vignette » et le hold-up très vite organisé par le ministère des Finances. Bien sûr, le ministre des Finances, c'est M. Bérégovoy. Mais ce n'est pas lui faire injure que de lui dire qu'il ne sera pas toujours ministre des Finances. En tout cas, pas jusqu'à la fin du siècle... Vous abordez là, en tout cas, un débat parmi les plus difficiles que le gouvernement ait connus.

A l'issue du Conseil, François Mitterrand revient sur le discours de Michel Rocard à Joué-lès-Tours: C'est fou. Un des points forts de la nouvelle doctrine socialiste souhaitée par Rocard est qu'il ne faut pas imposer aux Français une mesure qu'ils réprouvent! C'est l'abdication complète de la responsabilité politique, la négation des clivages politiques, la stratégie du chien crevé au fil de l'eau...

Manifestement, il n'a pas lu ce discours; on y trouve en effet ces phrases, certes alambiquées: Seule une volonté collective est douée d'assez d'intelligence et d'assez de puissance pour faire prévaloir l'intérêt de tous sur les égoïsmes de chacun... Il n'y a pas synonymie entre mesures difficiles et mesures impopulaires...

Le Parquet ordonne enfin une information judiciaire à la suite de la plainte déposée par Serge Klarsfeld contre Bousquet le 13 septembre 1989. Pourquoi si tard ? Parce que rien n'a été fait sous les gouvernements précédents et que Pierre Arpaillange, me dit Rocard, est venu lui confier: J'en ai parlé au Président. Il me dit tout à la fois « Faites comme bon vous semble » et « Il est dangereux de réveiller tous ces miasmes »... Michel Rocard lui a demandé s'il avait reçu du Président une interdiction de poursuivre. Non, a répondu Arpaillange. Alors, poursuivez, a dit le Premier ministre.

Jeudi 27 septembre 1990

Rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et la Grande-Bretagne.

Le poste de président de la Cour des comptes est libre. Le Président souhaite y nommer Pierre Arpaillange, qui devra donc quitter le gouvernement.

Édith Cresson vient de plus en plus souvent critiquer Michel Rocard auprès du Président. Elle partira si on ne lui donne pas les Finances ou un grand ministère de l'Économie. Mais, dans ce cas, c'est Rocard qui s'en ira... Le Président paraît tenté. A mon sens, seule la crise du Golfe l'en dissuade.

Vendredi 28 septembre 1990

Des manifestations d'agriculteurs empêchent l'inauguration du TGV Atlantique Paris-Bordeaux. Le Président : L'imbécillité crasse le dispute à l'impolitesse brute pour m'épargner une corvée!

A Beyrouth, un blocus est imposé par le nouveau président Hraoui contre les forces rebelles du général Aoun, retranché dans le réduit chrétien.

Samedi 29 septembre 1990

Dans l'indifférence, une décision peut-être majeure: à New York, l'UNI-CEF adopte un plan destiné à réduire d'un tiers, en dix ans, la mortalité infantile dans le monde.

Dimanche 30 septembre 1990

L'aggiornamento continue: l'URSS et la Corée du Sud établissent des relations diplomatiques.

Entre Israël et l'URSS, nouvelle étape dans la voie de la normalisation: les missions consulaires des deux pays, installées à Moscou et à Tel-Aviv, sont élevées au rang de consulats généraux.

François Mitterrand : Si on pouvait profiter de tout cela — Israël et l'Arabie du même côté — pour régler le problème palestinien...

Lundi 1er octobre 1990

A Moscou, le Soviet Suprême adopte un projet de loi sur la liberté de conscience et des organisations religieuses.

Riyad et Téhéran lèvent les obstacles qui empêchaient les pèlerins iraniens de se rendre sur les Lieux saints de l'Islam.

François Mitterrand: Édith Cresson veut partir. Elle en a assez de travailler avec Rocard et Bérégovoy. Elle souhaiterait un ministère regroupant Finances, Industrie et Commerce extérieur. Mais ce n'est pas possible. Je ne peux pas la retenir. C'est elle ou Rocard. Et je ne peux pas changer de Premier ministre en pleine crise du Golfe. Ce n'est pourtant pas l'envie qui m'en manque!

Les Serbes de Croatie vont proclamer leur autonomie sur la base d'un référendum organisé en août dernier, auquel presque personne n'a prêté attention.

Bagdad annonce la libération de 9 otages français. François Mitterrand: Trop peu. Et trop tard. Pas question de se désolidariser des Américains.

Mardi 2 octobre 1990

Remaniement du gouvernement Rocard: Pierre Arpaillange et Édith Cresson s'en vont; Henri Nallet passe à la Justice, Louis Mermaz va à l'Agriculture, Élisabeth Guigou remplace Édith Cresson aux Affaires européennes.

François Mitterrand me dit: Édith Cresson n'était pas à l'aise au milieu des diplomates qui méprisent son origine et s'inquiètent de ses partipris. Élisabeth Guigou est plus malléable. Elle saura se mouvoir au milieu des technocrates de Bruxelles.

Mercredi 3 octobre 1990

Devant les journalistes, Édith Cresson parle d'un gouvernement où elle a constaté une totale absence de volonté; elle dénonce une tendance rocardienne au non-traitement des affaires.

James Baker et Édouard Chevardnadze lèvent les tout derniers obstacles à un accord de désarmement conventionnel qui doit être signé en préalable au Sommet de Paris de la CSCE, dans un mois.

Point final du processus d'unification des deux Allemagnes.

En Hongrie, la Cour constitutionnelle rejette un projet de loi prévoyant la redistribution des terres en coopérative à leurs anciens propriétaires.

Le Conseil des ministres adopte le projet de contribution sociale généralisée. Vive opposition au projet, à droite comme au PC et dans tous les syndicats, sauf à la CFDT. Après l'exposé de Claude Evin, le Président : La semaine dernière, j'ai dit quelles précautions il fallait prendre. Cela a été enregistré et entendu. Il y a un certain nombre de points auxquels il faut veiller dans l'explication. Il s'agit de modifier la répartition du financement social, et non d'augmenter les prélèvements. Ce sera reçu comme vrai si la Sécurité sociale est équilibrée indépendamment de la cotisation sociale généralisée. Il n'est pas possible de laisser se perpétuer le gaspillage, pour ne pas dire la gabegie de la Sécurité sociale.

Puis, s'adressant au Premier ministre: Puisque vous ne craignez pas l'impopularité sur la cotisation sociale généralisée — et cela est bien, car le rôle d'un gouvernement, c'est de savoir braver l'impopularité —, il faut aller jusqu'au bout. Si vous vous donnez quelques mois, ou plutôt quelques années, pour assainir la situation de la Sécurité sociale, ce sera une grande chose.

Important: le Président confie ainsi, en passant, une grande mission au Premier ministre: réformer la Sécurité sociale. Celui-ci saura-t-il s'en saisir?

A propos de la nomination de Pierre Arpaillange à la présidence de la Cour des comptes, le Président: Ce sera l'occasion de rendre justice au garde des Sceaux qui nous quitte... Un peu bref, comme éloge.

A propos de l'unité allemande enfin parachevée: C'est évidemment une bonne chose. C'est une Allemagne sans doute nouvelle qui apparaît. C'est une vaste nation démocratique dont les ailes sont encore limitées. Les Allemands ont le sentiment de rejoindre la profondeur de leur pays ; cela doit être célébré. On jugera l'Allemagne sur ses actes. Il faut considérer l'Europe dans sa réalité, la réalité allemande en fait partie. Je souhaite que le gouvernement exprime avec moi ses vœux à l'Allemagne d'aujourd'hui.

François Mitterrand part pour le Golfe. Il se rend d'abord dans les Émirats arabes unis, où l'agression irakienne a été fortement ressentie. Sensibles à l'attaque dirigée contre une monarchie féodale d'autant plus facile à déstabiliser que la population y est composée à 80 % d'étrangers, les Émirats ont aussitôt adopté, après l'invasion du Koweït, une position d'une grande fermeté en se prononçant pour un engagement total et en incitant les États du Golfe à les suivre dans cette voie. Le déploiement américain a été accueilli avec soulagement par Cheikh Zayed qui souhaitait discrètement, dès les premiers jours du conflit, qu'il débouche sur une opération militaire contre l'Irak et Saddam, qu'il surnomme l'ignorant. François Mitterrand rencontre une nouvelle fois celui qui l'avait déjà reçu il y a trois ans, en pleine tourmente terroriste à Paris:

François Mitterrand : Nous sommes deux mois exactement après l'agression de l'Irak contre le Koweït. Je n'observe pas de parole ou de geste conciliant de la part de l'Irak. Pendant ce temps, rien n'apparaît qui pourrait laisser penser que l'on peut sauver la paix. Je sais que, pour vous, s'il y avait conciliation, le danger resterait très grand.

Cheikh Zayed : Oui, le danger resterait. Car l'ignorant, tant qu'il a une bombe entre les mains, inquiète le sage.

François Mitterrand : Vous estimez qu'il faudrait lui enlever la bombe?

Cheikh Zayed : Oui. Autrement, l'ignorant l'utilisera une autre fois. Si Saddam Hussein voulait comprendre, c'est maintenant qu'il verrait ce qu'endure son peuple. Saddam Hussein utilise la ruse, le stratagème pour temporiser ; il compte sur la lassitude des autres.

François Mitterrand : Mais l'embargo, le blocus est sévère. Le peuple irakien souffre.

Cheikh Zayed : Oui, mais le leader irakien ne prend pas en compte la souffrance de son peuple. Si Saddam Hussein compatissait, il n'aurait pas laissé ses troupes, ses officiers, pendant huit années, sur la ligne de front, pour les placer ensuite sur une nouvelle ligne de front. C'est du mini-nazisme. Ses conseillers voient bien que leurs prédécesseurs, qui avaient des voix dissonantes, ont été liquidés par Saddam Hussein.

François Mitterrand : Être conseiller de Saddam Hussein est une situation dangereuse!

Cheikh Zayed : Certainement!

François Mitterrand : Mais c'est un homme intelligent...

Cheikh Zayed: Quand elle passe les bornes, l'intelligence devient de la folie.

François Mitterrand : Nous allons assister dans les semaines à venir à un renforcement des dispositifs militaires. Ça ne pourra pas durer très longtemps comme cela. Quelle est votre pensée là-dessus?

Cheikh Zayed: On peut traiter le problème comme actuellement. S'il y a un autre recours, il est laissé à la sagesse des hommes d'État.

François Mitterrand : Votre sentiment est-il que la guerre puisse être évitée ? Et que la guerre doive être évitée?

Cheikh Zayed : Oui, il faut éviter la guerre, jusqu'à ce que l'on n'ait plus d'autre recours possible. Saddam Hussein est là ; il écoute, voit ce que disent les uns et les autres, il observe, se raccroche à une parole, respire s'il entend quelque chose qui lui est un réconfort...

François Mitterrand : Il doit penser que rien n'arrêtera les armées qui sont en Arabie Saoudite! Il doit savoir qu'il n'a aucune chance de gagner!

Cheikh Zayed: S'il ne comprend pas maintenant, il ne le comprendra jamais. L'agresseur doit d'abord se retirer ; après, on peut discuter.

François Mitterrand : C'est ce qu'on a décidé au Conseil de Sécurité. Par la voix de M. Dumas, la France a été la première à saisir le Conseil de Sécurité.

Cheikh Zayed : Il faut parachever le traitement pour mettre un terme au fléau.

François Mitterrand : Pensez-vous que l'embargo puisse réussir?

Cheikh Zayed : Si Saddam Hussein avait un peu de clémence vis-à-vis de son peuple, l'embargo aurait déjà produit ses effets.

François Mitterrand : Oui, mais déjà avant l'invasion du Koweït, la situation économique de l'Irak était mauvaise. Il ne vend plus son pétrole. Il n'a plus de revenus, il vit sur ses réserves, qui s'épuisent. Même s'il a l'argent qu'il a pris au Koweït, que peut-il acheter?

Cheikh Zayed : Il a aussi des avoirs en Suisse.

François Mitterrand: Oui, mais pas suffisamment! On doit souhaiter que l'embargo réussisse d'ici à la fin de l'année. Cela pourrait éviter un conflit sanglant.

Cheikh Zayed : Mais si cela devait durer, que deviendraient les Koweïtiens exilés ?

François Mitterrand: Ils continueront à être exilés jusqu'au jour du dénouement. Pour hâter les délais, seule une opération militaire peut se faire.

Cheikh Zayed: Si on peut s'en passer, tant mieux. Mais s'il n'y a pas d'autre recours... Le Roi Hussein remue, alors que Saddam Hussein reste immobile. Je m'étonne que les pays de la communauté internationale aient accordé une aide à la Jordanie alors qu'il n'y a pas de blocus contre la Jordanie qui ne souffre pas.

François Mitterrand : Si, elle souffre, parce que la plupart de ses échanges étaient avec l'Irak.

Cheikh Zayed : Oui, mais ce sont les conséquences de son action.

François Mitterrand : Certes, mais l'opinion jordanienne soutient massivement Saddam Hussein, ce qui rend la position du Roi difficile.

Cheikh Zayed: L'Irak accordait des subsides à la Jordanie; l'Irak y a acheté le peuple, le Parlement!

François Mitterrand : Cela, c'est le passé. Le Roi Hussein a dit qu'il appliquait l'embargo.

Cheikh Zayed: Il ne peut pas dire le contraire, s'opposer au monde entier!

François Mitterrand: Il ne peut pas s'opposer non plus à Saddam Hussein...

Cheikh Zayed : On aurait pu s'attendre à ce que le Roi soutienne l'agressé!

François Mitterrand : Il en est de même d'Arafat. C'est surtout en Arabie Saoudite que les différentes forces doivent se préparer. Vous pensez que Saddam Hussein avait l'ambition, après le Koweït, de s'attaquer à d'autres pays?

Cheikh Zayed : C'était son plan. Il voulait toute la péninsule arabique.

Jeudi 4 octobre 1990

Aujourd'hui, le Président est reçu par le Roi Fahd d'Arabie. Les Saoudiens ont été pris au dépourvu par l'invasion du Koweït, car ils avaient cru aux déclarations apaisantes de Saddam Hussein à la fin de juillet. Ce n'est que plusieurs jours après, à la suite de la visite du secrétaire d'État américain à la Défense Dick Cheney, et à l'issue de profonds débats au sein de la famille royale à propos d'une présence étrangère à proximité des Lieux saints, qu'ils ont accepté de faire appel à l'assistance américaine. Les dirigeants saoudiens insistent sur le caractère provisoire de ce dispositif militaire, sur sa finalité purement défensive et sur leur réticence à imaginer une opération déclenchée à partir de leur territoire. Ils espèrent que l'application stricte de l'embargo fera plier l'Irak et déstabilisera le régime de Saddam Hussein. Ils ont apporté d'emblée leur contribution à cet embargo par la fermeture de l'oléoduc de Yanbu, l'octroi de facilités aux unités navales occidentales, l'augmentation de leur production de pétrole de 5,3 à 7,4 millions de barils par jour. Ils n'excluent pas pour autant un recours à la force en cas de nécessité et accueillent avec scepticisme les tentatives de solution politique préconisées par certains pays arabes. Ils se montrent particulièrement sévères à l'égard du Yémen et du Roi de Jordanie, soupçonnés de vouloir se substituer à eux comme gardiens des Lieux saints. Riad n'a pas encore repris de relations normales avec Téhéran.

Le Roi Fahd : Il y a eu un tort porté par un grand État à un petit État, sans aucune justification. De telles situations peuvent se reproduire en Afrique, en Asie, en Europe même. Que la force soit le moyen employé, c'est inacceptable. Nous remercions ceux qui nous sont venus en aide, car nos forces ne sont pas égales aux forces irakiennes. Sans l'aide des pays amis, je suis sûr que Sad dam Hussein aurait essayé de s'attaquer à l'Arabie Saoudite par l'est. Saddam Hussein a voulu faire du Koweït un test. Il ne pensait pas que toute cette aide viendrait si rapidement. La question est de savoir comment Saddam Hussein pourrait se retirer du Koweït. Il y a eu des appels de tous les coins du monde. Je crois qu'il ne se retirera pas, car il pense que les forces multinationales ne vont pas l'attaquer. Saddam Hussein a compris que ces forces étaient là pour l'empêcher d'aller plus avant. S'il répond à ces appels et si le retour à la normale se fait au Koweït, on pourra à ce moment-là discuter des problèmes entre les deux pays. Si Saddam Hussein ne veut pas évacuer le Koweït, la solution, c'est la force. Si les puissances multinationales utilisent la force, personne ne protestera. Les forces multinationales sont venues pour faire respecter le droit. Personne ne dira qu'un tort a été commis.

Que veut l'Irak? Il veut phagocyter un État ayant des ressources pétrolières. L'Irak a gaspillé ses richesses à essayer d'avoir la bombe atomique. Si Saddam Hussein ne répond pas aux appels, il faudra utiliser la force. Cela ne fait aucun doute. Je ne dis pas qu'il faut s'attaquer à l'Irak. Je dis qu'il faut que celui-ci se retire du Koweït. Après le Koweït, pourquoi ne s'attaquerait-il pas à d'autres pays? Si on accepte cela, ce sera l'anarchie partout! Il s'agit du problème d'un homme. Je pense que vous portez la même appréciation?

Le Président : Il faut que le Conseil de Sécurité continue son œuvre. Si l'on doit arriver au moment d'un affrontement militaire, il faut que le Conseil de Sécurité adopte les résolutions correspondantes. Je sais qu'un texte d'accord est discuté entre nos représentants pour harmoniser notre façon d'agir. Nous n'avons pas d'intentions belliqueuses, mais la situation laisse peu de chances à une solution pacifique. Nous sommes à vos côtés. Notre effort est inférieur à celui des Américains, mais apporte une caution internationale. Nous l'avons conçu comme un acte de solidarité à l'égard de ceux qui sont encore menacés.

Rentré à Paris, le Président trouve une très longue lettre de Helmut Kohl qui le remercie, ainsi que tous ceux qui ont défendu le droit des Allemands à l'autodétermination et facilité leur marche vers l'unité. Le Chancelier y fait diverses promesses. L'Allemagne contribuera à la paix dans le monde et accélérera l'unification de l'Europe; elle assumera les obligations morales et juridiques qui découlent de son histoire; elle exercera une plus grande responsabilité au sein de la communauté des peuples; seule la paix partira de son sol. Il insiste sur l'inviolabilité des frontières et le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de tous les États en Europe; il réitère le caractère définitif des frontières de l'Allemagne unie, dont celle avec la République de Pologne, et jure qu'il n'élèvera à l'avenir aucune revendication territoriale vis-à-vis de qui que ce soit. Il réaffirme la renonciation de l'Allemagne à la production, à la détention et au contrôle d'armes nucléaires, biologiques et chimiques. Il renouvelle son engagement d'aider le Sud et de participer aux mesures que les Nations unies adopteront pour préserver et rétablir la paix, en faisant également entrer en action [ses] forces armées (point très nouveau pour lui).

François Mitterrand : Le Chancelier est sincère. Et il fera tout cela, s'il en a le temps. C'est un homme de très grande valeur. Mais après lui ? Il faut arrimer l'Allemagne, la dissoudre dans l'Union politique de l'Europe avant que Kohl ne passe la main. Sinon, l'arrogance allemande — cette fois bavaroise, et non plus prussienne — menacera de nouveau la paix en Europe.

Premières réflexions relatives à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui se tiendra à Paris fin novembre. On y attend tous les chefs d'État d'Europe, plus George Bush et Brian Mulroney. Faut-il inviter les Baltes à cette première réunion plénière? Ils se sont calmés, et sont très demandeurs. Chevardnadze a dit à Dumas qu'il n'y voyait pas d'obstacle, mais qu'ils ne pourraient être conviés officiellement.

Le Président : Les pays du Golfe n'ont qu'une peur: c'est que l'embargo réussisse, que Saddam se retire du Koweït et qu'il reste au pouvoir à Bagdad ! Ils veulent la guerre.

Le Président décide l'envoi de parachutistes français pour protéger les étrangers contre des rebelles venus d'Ouganda.

Vendredi 5 octobre 1990

La Grande-Bretagne annonce l'entrée de la livre sterling dans le SME. Margaret Thatcher est de plus en plus impopulaire. L'affaire de la poll tax est une blessure ouverte. Elle va sans doute souffrir à la réunion annuelle de son parti.

La Slovénie et la Croatie proposent un modèle « confédéral » au sein duquel les deux républiques bénéficieraient d'un statut comparable à celui des États membres de la Communauté.

Évaluation reçue de notre chancellerie à Bagdad: il se pourrait que Saddam Hussein commence enfin à se rendre compte de son isolement et de la détermination sans faille de la communauté internationale. Selon l'ambassadeur russe, Saddam aurait sérieusement accusé le coup face à la fermeté des Soviétiques. Les Palestiniens disent aussi que toutes les capitales arabes l'exhortent à la modération. Selon plusieurs autres diplomates, le dictateur irakien serait prêt à négocier, mais il répugnerait à faire le premier pas.

Il ne faut pas céder à ces « signaux ». Tout relâchement de la détermination et de la fermeté affichées jusqu'à présent par la communauté internationale quasi unanime serait interprété par lui comme une marque de faiblesse et l'encouragerait à coup sûr à persévérer dans ses tergiversations.

Samedi 6 octobre 1990

Scènes d'émeute à Vaulx-en-Velin après la mort d'un jeune motard entré en collision avec une voiture de police. Ce que la presse révèle des conditions de vie et de l'état d'esprit des jeunes démontre l'imprévision et l'insuffisance de la politique menée dans les banlieues. François Mitterrand : Rocard va-t-il se décider à agir? Voilà deux ans que je lui dis que ça va exploser. Et il ne fait rien!

Les forces syriennes, appelées à l'aide par le président libérien Hraoui, s'apprête à attaquer Aoun pour le déloger.

Dimanche 7 octobre 1990

Élections législatives en Autriche: forte poussée de la droite populiste. Les seuls pays où se développe l'extrême droite sont ceux où la Seconde Guerre mondiale n'a pas encore été exorcisée.

François Mitterrand se rend à Longchamp — ce qu'il déteste ! — à l'occasion du grand prix de l'Arc de Triomphe, en compagnie de Giulio Andreotti, président du Conseil italien, qui a insisté pour que la date du Sommet franco-italien lui permette d'assister à cette course!

Lundi 8 octobre 1990

A Jérusalem, 22 Palestiniens tués et 150 blessés par les forces de l'ordre israéliennes sur l'esplanade des mosquées. François Mitterrand : Cela n'est pas fortuit. C'est un signe donné par Israël aux Palestiniens pour qu'ils ne profitent pas de la crise du Golfe et de la modération israélienne pour prendre des gages.

Signature de l'acte officiel mettant un terme définitif aux séquelles de la Seconde Guerre mondiale. Une fois le traité ratifié par les parlements de France, des États-Unis et de Grande-Bretagne, l'Allemagne retrouvera le statut de nation pleinement et entièrement souveraine. Mais plus personne n'y prête attention.

Mardi 9 octobre 1990

François Mitterrand : J'ai demandé à Rocard de mettre à plat la Sécurité sociale. Il ne me parle que de négociations avec les syndicats. C'est absurde! Il faut lancer des réformes d'ensemble. Et mettre à genoux les baronnies médicales, qui contrôlent tout. Là encore, si nous avions été vraiment socialistes, nous aurions dû nationaliser.

Mercredi 10 octobre 1990

Au Conseil des ministres, le Président intervient à propos de l'évolution des négociations sur les salaires: Le ministre du Travail a tenu son calendrier. Il y a déjà des résultats intéressants, mais nous sommes encore loin du compte. Cette affaire a été bien menée; il ne faut pas qu'elle soit ralentie. Nous ferons le point en décembre.

Le Président demande aux ministres concernés de s'exprimer sur l'affaire de Vaulx-en-Velin. Pierre Joxe parle du maintien de l'ordre. Claude Evin, de la situation sociale. Le Président : Il y a également un aspect important: celui de l'affrontement, qui tend à devenir naturel dans ces quartiers, entre les jeunes et la police. Cela dit, c'est un problème de fond qui va peser des années sur notre société. Il faut bâtir des villes qui ne provoquent pas le désespoir, l'ennui et la laideur. Il y a des réussites. Il faut que tous les responsables s'en occupent activement.

Jeudi 11 octobre 1990

Discussion d'un plan d'urgence pour les logements sociaux avec Michel Rocard et Michel Delebarre. L'un et l'autre y attachent de l'importance. Michel Delebarre est l'une des meilleures promesses de cette génération de socialistes. Fin politique, techniquement compétent, il est, avec Louis Mermaz et Roland Dumas, le seul ministre à avoir vraiment de l'humour, qui tempère chez lui la fausse gravité de la plupart des autres.

Vendredi 12 octobre 1990

Le président du Parlement égyptien, Rifaat El Mahgoub, est tué dans un attentat imputé aux intégristes. Menace sur la coalition, réponse au massacre de l'Esplanade à Jérusalem?

Samedi 13 octobre 1990

Le général Michel Aoun vient se réfugier à l'ambassade de France à Beyrouth. Beaucoup de ses partisans sont désolés de sa reddition.

François Mitterrand: Qu'est-ce qu'on fait au Koweït alors qu'on massacre nos amis au Liban? Il sera difficile de rester longtemps là-bas sans s'occuper d'ici ! Recevez bien Aoun, mais pas comme un chef d'État : nous ne le reconnaissons pas comme tel.

Michel Delebarre prépare maintenant un projet de loi « anti-ghettos » qui permettrait de favoriser la construction de logements sociaux ailleurs qu'à la périphérie des villes.

Lundi 15 octobre 1990

George Bush déclare que Saddam Hussein pourrait devoir répondre devant des tribunaux des atrocités commises au Koweït. C'est un signe de plus de l'irréversibilité de l'évolution vers la bataille.

Le Président: Y a-t-il quelque chose que nous pourrions faire? Peut-être en liant le conflit à la question palestinienne? Mais sans donner le sentiment de manquer de solidarité à l'égard des Américains...

Mardi 16 octobre 1990

Au Rwanda des rebelles venus d'Ouganda ont envahi le nord du pays. Violents combats. L'armée massacre les civils tutsis.

Mercredi 17 octobre 1990

Au Conseil des ministres, le Président, à propos du Rwanda: Il faut sauvegarder nos compatriotes et ne pas se mêler des combats interethniques.

Au sujet du Golfe: Il n'y a rien de vraiment nouveau. De plusieurs côtés, on cherche à intéresser la France à des discussions. Toute information utile qui nous parviendrait serait aussitôt transmise par nous au Conseil de Sécurité. Il y a des jusqu'au-boutistes, de l'Égypte à la Syrie, en passant par les Émirats arabes et l'Arabie Saoudite. A la limite, on se demande s'ils ne craignent pas que l'embargo réussisse. En tout cas, le danger de guerre est aussi présent que le 2 ou le 15 août. Que veulent les États-Unis ? Est-ce qu'ils se détermineront à partir de considérations de politique intérieure? En tout cas, le parti de la guerre continue à y peser lourd.

Sur le Liban: A Paris, des responsables politiques de l'opposition hurlent à propos d'Aoun, du Liban, des Libanais. Ils oublient que beaucoup de chrétiens sont contre Aoun, en particulier le Patriarche maronite. Le 1er juin 1976, le Président chrétien du Liban a appelé les Syriens à envahir le Liban. Que croyez-vous que firent alors ceux qui nous critiquent aujourd'hui? Eh bien, le 19 juin 1976, le Président Giscard d'Estaing reçut en grande pompe à Paris le Président Assad. J'ai même entendu un responsable de l'opposition dire qu'Aoun était peut-être un avatar de Jeanne

d'Arc! En tout cas, nous ne livrerons pas Aoun aux Syriens...

Mis en cause par la chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes pour sa gestion municipale, Jean-Michel Boucheron, député-maire d'Angoulême, demande sa mise en congé du PS. François Mitterrand : On n'avait pas besoin de ça !

Vendredi 19 octobre 1990

Le Parquet général déclare la chambre d'accusation incompétente dans l'affaire Bousquet. Celui-ci ne serait justiciable que de la Haute Cour de justice de la Libération (tombée en désuétude depuis 1950). L'affaire paraît bloquée. François Mitterrand ne semble toujours guère désireux de presser le mouvement.

Lundi 22 octobre 1990

François Mitterrand reçoit l'Émir du Koweït, Cheikh Jaber, en compagnie de Roland Dumas et de Cheikh Sabah. Rendez-vous difficile après ce que le Président a déclaré publiquement et à plusieurs dirigeants arabes sur la famille régnante et les lacunes de la démocratie au Koweït.

François Mitterrand : Je suis heureux de vous recevoir, et d'autant plus sensible à votre visite qu'elle se passe à un moment d'épreuves pour votre pays, votre famille, vous-même. J'espère que vous êtes en bonne santé.

Cheikh Jaber : Grâce à Dieu.

François Mitterrand : Votre installation en Arabie Saoudite?

Cheikh Jaber : Je vous remercie. Je ne saurais oublier l'amitié chaleureuse qui nous lie. Je suis venu ici par le passé, j'avais alors une patrie! Elle est maintenant occupée. Cette agression ne visait pas à régler un différend frontalier ni à mettre la main sur des avoirs financiers. Mais elle est politique: nous sommes un danger pour Saddam. Il y a deux ans, à travers une question posée par le ministre irakien de l'Information au nôtre, nous nous sommes rendu compte que l'audience en Irak de notre radio-télévision était plus importante que celle de la télévision irakienne! Il y avait une libre expression dans notre information, et le peuple irakien aspirait à la même. En Irak, seul le langage du Président est glorifié, et les gens trouvent cela fastidieux. Après la guerre entre l'Irak et l'Iran, le peuple irakien a commencé à aspirer à la libre expression. Au cours de ma visite à Bagdad en septembre 1989, on m'a escorté partout, on ne m'a pas laissé seul un instant, on m'a décoré, mais ensuite, le dictateur a essayé d'attenter à ma vie! Ce qu'il a fait au Koweït, même Israël ne l'a pas fait en Palestine: l'occupation, les terribles exactions qu'il y commet. Les pays du monde entier ont montré une position ferme, surtout les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Nous nous devons de remercier la France et Votre Excellence pour ses prises de position.

François Mitterrand : Nous avons reçu ces événements avec beaucoup d'inquiétude et nous nous sommes rendu compte que Saddam Hussein n'était arrêté par aucun scrupule moral. Je me rappelle la guerre Irak/Iran au cours de laquelle vous me demandiez — tout comme les autres dirigeants arabes — de ne pas arrêter notre soutien à son égard. Ce que nous avons fait. Son ingratitude touche même à l'honneur; c'est comme une trahison!

Les résolutions du Conseil de Sécurité doivent être appliquées. Nous avons pris part à l'embargo. Notre flotte est la deuxième dans la zone. Nous avons procédé à 1 500 interpellations. Sur terre, nous avons pris des dispositions. Nous aurons 6 000 hommes au nord du dispositif américain, pour protéger l'Arabie Saoudite contre une agression du même type. Si les Nations unies en décident autrement, nous serons à la disposition du Conseil de Sécurité. Nous avons toujours considéré le Koweït comme un pays souverain, indépendant.

Les événements qui se sont déroulés récemment à Jérusalem nous embarrassent. Nous souhaitons des dispositions plus fermes. Même chose pour le Liban. Nous sommes plus proches du Liban que de n'importe quel pays arabe. J'ai fait dire à M. Bush que si les massacres y continuent, il me sera difficile d'expliquer à notre opinion publique que nous sommes militairement présents en Arabie Saoudite et pas au Liban. J'espère que Bush se montrera ferme à ce sujet.

Je sais qu'on s'est inquiété chez vous des expressions que j'ai utilisées aux Nations unies à propos de la démocratie au Koweït. En raison de nos traditions, de nos mentalités, il est très difficile de mener notre armée à une guerre sans que l'ensemble de la région, une fois débarrassée de la dictature de Saddam Hussein, adopte un processus démocratique. Sans quoi, notre opinion publique réagirait. Je ne crois pas — je ne crois plus — que l'Irak puisse se livrer à une nouvelle agression contre l'Arabie Saoudite. L'intérêt de l'Irak, c'est de faire durer, pour que nous nous lassions.

Cheikh Jaber: Je voudrais vous exprimer ma reconnaissance. Vous ne laisserez pas libre cours à l'usurpateur. Pour les Palestiniens, au moment du partage, sous le mandat britannique, il n'y avait pas encore d'État. Pour le Liban, l'État subsiste. Alors que le Koweït est un cas sans précédent, depuis la Seconde Guerre mondiale, d'un État envahi et annulé. Vous avez entendu parler du Congrès du peuple koweïtien et des résolutions qu'il a adoptées. Je suis mandaté par le Conseil de coopération du Golfe pour demander l'application des résolutions du Conseil de Sécurité. Le Koweït avait une certaine démocratie, une liberté relative ; le Liban est une démocratie: ce sont pourtant les deux pays en butte à d'autres pays arabes.

François Mitterrand: Votre famille, qui a incarné l'histoire du Koweït a droit à nos égards. Chaque fois que vous jugerez bon de me saisir, de m'écrire, faites-le.

Cheikh Jaber : Je sens dans vos propos une réelle estime, une affection sincère. J'espère ne pas vous importuner.

Très subtil dialogue: aucun des deux interlocuteurs n'a cédé sur ce qu'il pense de la démocratie, sans pour autant que la coalition, essentielle, ait été remise en cause.

Les initiatives se multiplient pour sortir de la crise. A l'instigation de Moubarak s'esquisse un projet de rencontre (pour l'instant ultra-secret) entre François Mitterrand, le chef de l'État égyptien, le Roi Hussein et Yasser Arafat.

Maintien par les Douze des sanctions contre la Syrie. Elles sont levées pour la Chine et l'Iran.

Mardi 23 octobre 1990

Les projets d'union politique des Douze constitueront le thème central du prochain Sommet européen exceptionnel réuni à Rome en fin de semaine. Priorités pour la France: y mettre en place une vraie politique étrangère et de sécurité commune, définir les pouvoirs qui utiliseront ces instruments, établir le rôle central du Conseil européen, associer le Parlement européen et les parlements nationaux, et renforcer les trois institutions (Commission, Conseil, Parlement) dans le respect des équilibres. Tout cela vise à la préparation d'un traité, sous présidence hollandaise, dans un an: un traité de La Haye ?...

On parlera aussi du Golfe et de la situation en URSS où le pouvoir se dérobe sous les pieds de Gorbatchev, faute d'assistance concrète de l'Occident. Les promesses de Dublin et de Houston n'ont pas été tenues. Pourtant l'URSS est bien raisonnable dans la crise du Golfe.

Mercredi 24 octobre 1990

Vote à l'ONU d'une résolution déplorant le refus par Israël d'une mission d'enquête de l'ONU après la tuerie de l'esplanade des mosquées.

François Mitterrand sur le Golfe : Le curseur est dans le rouge. Tout indique que le conflit est imminent. Les Irakiens vont chercher à impliquer Israël pour dissuader les Saoudiens d'apparaître comme les alliés d'Israël.

Roland Dumas ira voir Itzhak Shamir à Jérusalem pour lui parler du projet de rencontre entre François Mitterrand, Hosni Moubarak, Yasser Arafat et le Roi de Jordanie au Caire.

Jeudi 25 octobre 1990

Yasser Arafat écrit à François Mitterrand pour lui demander, lorsqu'il verra cette semaine Mikhaïl Gorbatchev à Paris, de lui rappeler l'idée de la conférence internationale sur le Moyen-Orient, qui tarde à se concrétiser, bien que le principe en ait été approuvé par l'ensemble de la communauté internationale, à l'exception d'Israël et des États-Unis. C'est pour lui la procédure adéquate pour faire progresser le processus de paix et garantir aux Palestiniens la protection internationale. Il y voit aussi — mais ne le dit pas — une façon de lier le problème palestinien à la crise du Golfe.

François Mitterrand, à Bonn, a croisé Shimon Pérès et lui a parlé en secret du projet de rencontre du Caire. Pérès n'a pas émis de commentaire. Les Israéliens feront tout pour rester à l'écart du conflit même si Shamir, qui n'aime pas Bush, semble avoir très envie de s'en mêler.

Vendredi 26 octobre 1990

Visite en Espagne de Mikhaïl Gorbatchev. Il y obtient la promesse d'un prêt de l'ordre de 7,5 milliards de francs.

L'URSS se disloque chaque jour davantage. Proclamation de l'état d'urgence dans le sud de la Moldavie où les Gagaouz menacent d'élire leur propre parlement. Le gouvernement soviétique envoie des troupes. Le Kazakhstan proclame sa souveraineté et la suprématie de ses lois sur celles de l'URSS: même le plus fidèle allié de Moscou s'éloigne. Gorbatchev risque d'être balayé par des militaires qui mettront fin à cette anarchie, pronostique à nouveau François Mitterrand.

Samedi 27 octobre 1990

Finalement, malgré les réticences de François Mitterrand, réunion d'un Conseil européen extraordinaire à Rome. A Dublin, en juin dernier, il avait été décidé de lancer la réunion de la Conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire, avant la fin de l'année, afin de poursuivre les études techniques et de préciser les procédures garantissant une bonne articulation entre l'Union économique et monétaire et l'Union politique. Et d'en arriver au Traité en un an.

Le Président rencontre Margaret Thatcher qui lui confirme son opposition irrévocable à la troisième phase de l'Union monétaire: Je ne peux pas abandonner le droit de battre monnaie.

Puis commence la réunion de travail, d'abord consacrée à l'Union politique, puis à l'Union économique et monétaire.

Le Président: Sur l'Union politique, la conférence intergouvernementale exigera du courage intellectuel. L'existence réelle de la monnaie unique sera un élément psychologique essentiel. On se rendra compte alors du besoin d'un instrument politique adapté.

La conférence intergouvernementale doit se prononcer sur la politique extérieure et de sécurité, sur la citoyenneté, la démocratie.

En ce qui concerne l'extérieur, les États membres continueront à avoir leur mot à dire, même si la politique extérieure de l'Europe devient un jour unique. Les États membres ont déjà fait un bout de chemin (sur l'apartheid, l'Afghanistan, l'Amérique centrale). Il leur faut maintenant se prononcer ensemble sur des problèmes plus proches et plus risqués, et, pour cela, être sensibles aux arguments de tous. Pour réussir, il faut considérer tous les efforts, être fiers de la vocation de rassemblement de l'Europe.

En matière de démocratie, le Conseil européen pèche par modestie, car il est le plus démocratiquement élu, plus encore que le Parlement. La démocratie vient du Conseil européen. On peut accroître le contrôle du Parlement européen sur le Conseil et la Commission, mais le Conseil européen est seul habilité à décider... Quand l'Europe sera fédérée, les choses changeront.

Sur l'Union économique et monétaire (après une longue intervention de Margaret Thatcher): En ce qui concerne l'Union économique et monétaire, toutes les chances doivent être données à l'écu. Il y a des difficultés pour déterminer le début de la deuxième étape. Il ne faut pas se battre sur le choix des dates. Il faut définir un calendrier pour le passage à la troisième phase: quatre, cinq ou six ans devraient suffire. Le travail des ministres des Affaires étrangères est acceptable tel quel. La conférence intergouvernementale choisira entre les différentes options qui lui sont présentées. Sur la procédure de la conférence intergouvernementale, j'approuve les propositions de la présidence: chaque État membre doit déterminer sa propre délégation. Les ministres des Affaires étrangères et des Finances représenteront la France.

Ils passent ensuite à l'examen des projets d'aide à l'URSS et aux pays de l'Est. C'est en décembre, décide-t-on, que le Conseil européen prendra des mesures de soutien vis-à-vis de l'URSS, mais si des situations requérant une action d'urgence se présentaient avant, le Conseil prendrait des décisions sur la base de propositions de la Commission. Une aide d'urgence à la Hongrie est d'ores et déjà décidée.

Au cours du diner, la conversation roule principalement sur la situation dans le Golfe. Tout en condamnant l'Irak, les Douze rappellent leur solidarité dans la crise du Golfe et réaffirment leur soutien au principe de la convocation d'une Conférence internationale de paix sur le Moyen-Orient.

A la fin de ses travaux, le Conseil européen confirme sa volonté de transformer progressivement la Communauté en une Union européenne, en renforçant sa capacité d'action et en étendant sa compétence. Il juge nécessaire que cette évolution s'accompagne d'un développement en matière législative, exigence confortée par la définition d'une citoyenneté européenne. Il constate un consensus sur l'objectif d'une politique étrangère et de sécurité commune et une volonté commune d'accorder une place importante à la politique de développement. Sur tous ces points, la délégation britannique oppose sa censure.

Sur le plan monétaire, pour onze des États membres, les modifications à apporter au traité doivent prévoir la création d'une nouvelle institution qui sera formée des banques centrales nationales et d'un organe central, et qui exercera la responsabilité entière de la politique monétaire. Dans la phase finale, les taux de change seront irrévocablement fixés, tandis que la Communauté aura une monnaie unique: un écu fort et stable. La deuxième phase commencera le 1er janvier 1994, après qu'une série de conditions auront été remplies: achèvement du programme du marché unique, interdiction du financement monétaire des déficits budgétaires, non-responsabilité de la Communauté ou des États membres vis-à-vis des dettes d'un État membre, engagement du processus visant à l'indépendance des membres de la nouvelle institution monétaire. Il n'est plus nécessaire que toutes les monnaies européennes participent au SME pour que la deuxième étape soit enclenchée. La délégation britannique n'accepte pas, là non plus, ces conclusions très importantes qui fixent un cadre très strict à la rédaction du futur traité de La Haye (ou

d'Amsterdam).

Roland Dumas rend compte au Président de sa rencontre avec Itzhak Shamir à Jérusalem. Il lui a fait part en tête à tête du projet de rencontre au Caire entre Moubarak, le Roi de Jordanie, Arafat et François Mitterrand. Itzhak Shamir a répondu : Cela ne me rend pas heureux, mais je peux comprendre et je n'ai rien à dire. L'impression de Dumas est qu'il s'attendait à cette nouvelle ou qu'il en avait été prévenu, peut-être par Shimon Pérès, mis au courant par François Mitterrand à Bonn. Shamir a simplement demandé à quelle date cette entrevue pourrait avoir lieu, ajoutant: Cela m'ennuierait qu'elle se produise avant mon voyage à Paris. Dumas l'a rassuré. A la réflexion, ce n'est d'ailleurs peut-être pas plus mal ainsi...

Hosni Moubarak fait savoir au Président qu'il a reçu il y a quelques jours un envoyé soviétique, Evgueni Primakov, en route vers Bagdad. Moscou souhaite prévenir une action militaire. Pour les responsables soviétiques, cela implique le retrait total et inconditionnel de l'Irak et la restauration du gouvernement légitime du Koweït. On déploierait ensuite des forces arabes dans les zones frontalières afin d'éviter toute nouvelle détérioration de la situation et de permettre l'ouverture de négociations entre les deux parties, loin des pressions et des menaces, sous les auspices de la Ligue des États arabes. En aucun cas l'Irak ne saurait être récompensé de son agression injustifiée du Koweït. On ne peut à terme établir un lien direct entre le règlement de la crise du Golfe et le règlement des autres problèmes complexes de la région, car cela équivaudrait à accepter l'occupation irakienne du Koweït pour une période qui risquerait de s'étaler sur plusieurs années, et à lier la solution de problèmes inter-arabes au règlement de conflits entre les Arabes et d'autres pays. Le retrait de l'Irak du Koweït et le rétablissement de la stabilité dans la région du Golfe seraient en revanche de nature à créer une dynamique qui pourrait être mise à profit pour réaliser des progrès concernant les autres problèmes, dont le problème palestinien. Nul n'a intérêt, disent les Soviétiques, à ce que la direction politique irakienne ait la fausse impression qu'il existe une faille dans les rangs des principales puissances, car si on la laissait se prévaloir d'une pareille impression, elle ne serait pas incitée à coopérer avec les efforts déployés en vue d'un règlement pacifique, ce qui favoriserait les risques de l'option militaire que nous voulons tous éviter. Après la solution pacifique du conflit, il faudra examiner d'autres problèmes essentiels dont l'invasion du Koweït par l'Irak a révélé l'importance, plus particulièrement l'instauration d'un système de sécurité et de maintien de la paix visant à faire de la région une zone exempte d'armes de destruction massive.

En somme, les Soviétiques n'entendent lier qu'avec prudence la crise du Golfe et le problème palestinien. On en saura davantage après-demain avec Mikhaïl Gorbatchev.

Lundi 29 octobre 1990

Evgueni Primakov se trouve maintenant à Bagdad en vue de tenter une négociation. George Bush en est inquiet. Il ne veut pas de compromis, et le fait savoir à Gorbatchev et à François Mitterrand avant que le second ne reçoive le premier.

George Bush écrit à François Mitterrand sur un autre sujet: Le Sommet de Rome ne lui a pas plu. En particulier, le communiqué sur le Golfe, dans la mesure où il évoque aussi le problème palestinien. Il demande à être consulté à l'avance sur toutes les prises de position importantes de la Communauté, comme celle-là. Le Président s'agace: Dans un mois, il va me demander de connaître mon agenda à l'avance!

Rencontre à Paris entre François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev à trois semaines de la réunion de la CSCE. Le Président soviétique est toujours aussi libre, détendu et souverain. On sent pourtant qu'il a basculé dans la tragédie, que le cours de l'Histoire lui échappe pour la première fois, y compris en URSS. Il a besoin de Paris, tout comme Paris a besoin de lui pour équilibrer une alliance chancelante avec l'Allemagne.

Mikhaïl Gorbatchev: J'ai du mal à me représenter comment les choses auraient pu se passer — et je pense aussi à mon propre sort — s'il n'y avait pas eu cet élément déterminant: les rapports de confiance, les relations chaleureuses que j'ai eues avec vous. A une certaine époque, nous sommes parvenus ensemble à la conclusion qu'il fallait réfléchir au rôle des relations franco-soviétiques. Notre entretien d'aujourd'hui doit se concentrer sur ce thème. Sans être trop ambitieux, nous devrions laisser entendre à l'extérieur que nous voudrions que nos riches relations historiques se développent, que leur valeur s'accroisse. Parfois, les succès économiques empêchent de trouver des solutions politiques raisonnables ; dans certaines parties du monde, d'aucuns envisagent leur rôle politique comme un étalage de puissance économique. L'époque actuelle exige des approches différentes. Miser sur les seules forces économique et militaire n'est plus acceptable si l'on veut trouver des solutions pour l'avenir. Une telle approche ne permettra pas de maîtriser les défis des temps modernes. Je constate, à l'échelle internationale, le manque d'une politique fondée sur un travail de réflexion sérieux, sur une philosophie. De ce point de vue, la politique française est irremplaçable.

En Union soviétique, nous comptons que le Sommet de Paris de la CSCE apportera une contribution très sérieuse à la construction de l'avenir des relations internationales. Il est important de disposer de bons repères pour l'avenir. Il est dangereux que la politique de certains pays reste sous l'emprise des approches anciennes ou d'intérêts mercantiles étroits. Si, à l'époque de la confrontation, on a pu estimer que l'affaiblissement d'un des deux camps était un bienfait pour l'autre, ce n'est plus acceptable aujourd'hui. Les « nouvelles valeurs » émergeantes sont fondées sur la compréhension des intérêts réciproques. Il ne faut surtout pas permettre un retour de la confrontation. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer la situation découlant de l'unification allemande et de la transformation de la politique de l'administration américaine. J'estime en particulier qu'on n'a toujours pas bien compris ce qui se passe en Europe de l'Est...

François Mitterrand: On pouvait penser que le règne des rapports de forces allait s'achever après la fin de la confrontation Est/Ouest. Malheureusement, l'affaire du Golfe est survenue. La force prévaut dans nombre de conflits régionaux: en Israël, en Jordanie, au Liban, au Koweït et ailleurs. C'est normal, on ne peut attendre de la société humaine qu'elle change soudain de caractère. En revanche, on peut attendre des principaux dirigeants qu'ils aient une nouvelle conception de leurs relations: entre l'URSS et l'Allemagne, entre la Pologne et l'Allemagne, entre les États-Unis, l'Europe et l'Union soviétique, par exemple. Avec Reagan, puis avec Bush, vous avez déjà réussi une grande chose en mettant un terme aux risques d'affrontement Est/ Ouest. C'est un pas très important. Il faut maintenant réussir la réunion de la CSCE ; c'est l'un des rendez-vous les plus importants de l'année. Il faut bien le préparer, afin que s'y dessine une forme nouvelle de coopération de l'Europe avec les États-Unis et le Canada, dont la présence est pour le moment nécessaire à cause des problèmes de sécurité et de désarmement. A l'occasion de cette réunion, dans trois semaines, il faut mettre sur pied un début de structure permanente où tous les Européens pourront se rencontrer avec les Américains et les Canadiens. Si on peut donner un contenu politique à ces accords, on aura franchi un grand pas. Les pays européens le désirent, mais les États-Unis également. Ceux-ci se trouvent dans une situation ambiguë: sous la pression du Congrès et de leur opinion, ils désirent s'éloigner militairement de l'Europe, mais ils ont un besoin d'une compensation qui les pousse à s'occuper de plus en plus des problèmes de l'Europe, dont ils redoutent d'être écartés. Je l'ai déduit des propos de Bush à Houston, par exemple, sur la transformation politique de l'OTAN. Ce matin encore, j'ai reçu une demande américaine, adressée à la Communauté, de consultations à propos de chacune des décisions de celle-ci! Bref, ils s'intéressent beaucoup — ils s'intéressent trop! — à l'Europe.

Cela tombe bien, nous en parlerons dans vingt jours à la CSCE ! Saisissons cette opportunité pour créer une structure de travail, de concertation, d'entraide propre à nos pays, veillant d'abord à un désarmement équilibré. Mais cela, c'est déjà presque le passé ; il faut aussi s'occuper des problèmes d'aujourd'hui qui nous sont communs. Créons l'institution qui nous permette de le faire. La CSCE n'est pas la « maison

commune » ni la confédération, mais on va commencer ainsi à prendre de bonnes habitudes. Que nos diplomates mettent à profit ces trois semaines!

J'ai souhaité un accord de coopération entre la Communauté et l'URSS. Je rencontre des résistances, mais, avant-hier, mes collègues ont accepté d'aller dans cette direction. Nous avons créé la BERD, dont le rôle sera très important dès le début de l'année prochaine. La création de la BERD a été mal accueillie aux États-Unis, pas très bien en Grande-Bretagne, jusqu'au jour où nous avons décidé d'en installer le siège à Londres. Mme Thatcher estime maintenant que c'est son enfant...

J'ai observé des réticences sur l'aide à vous apporter, qui est maintenant nécessaire. Plusieurs délégations pensent que votre plan ne consiste pas à aller jusqu'au libre marché. Mais nous avons été quelques-uns à dire qu'il fallait considérer le chemin parcouru. L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la France le comprennent bien. Les idéologues, eux, aimeraient que l'URSS fasse acte d'adhésion aux principes de la société libérale capitaliste...

Les événements du Golfe, d'une certaine manière, sont indirectement positifs. Les Américains ont besoin de l'unité des cinq Grands. Il faut donc que votre pays et le mien soient pris en compte par eux dans la crainte de rompre cette cohésion, ce qui serait tout à fait regrettable. Vous avez fait faire de très grands progrès à votre situation dans le monde, et la consécration du prix Nobel dépasse ici les aspects personnels.

Je me résume: il faut beaucoup travailler à la préparation du Sommet de la CSCE. Sur le plan du désarmement, il est normal que les États-Unis soient vos principaux interlocuteurs, mais, sur le plan politique, nous devons travailler ensemble. Il faut maintenir l'unité des Cinq, mais pas à n'importe quel prix. Voilà ce dont on parlera tout à l'heure. Si nous y arrivons, nous aurons réussi une œuvre rare. Tellement qu'il m'arrive d'en douter...

Mikhaïl Gorbatchev : Je suis tout à fait d'accord sur le fait qu'il faut profiter des chances offertes par la préparation du Sommet de la CSCE. Il faut être clair sur le système d'institutions nouvelles. S'agissant du document final, il faut retenir ce qui est acquis de l'expérience passée, mais aussi refléter les profonds changements en cours.

François Mitterrand : M. Dumas et M. Chevardnadze ont déjà dû commencer ce travail. C'est une circonstance très importante qu'on ne retrouvera pas de sitôt.

Un peu plus tard:

Mikhaïl Gorbatchev: Parlons de l'Irak. J'espère recevoir des nouvelles de Primakov [actuellement à Bagdad] cette nuit. Peut-être à la fin de notre dîner.

François Mitterrand : Saddam Hussein ne veut pas transmettre le Koweït à Jaber, mais, au Conseil de Sécurité ou à des pays arabes, ce serait peut-être envisageable.

Mikhaïl Gorbatchev : A des pays arabes, moyennant négociation sur des modifications de frontières.

Le numéro un soviétique se fait pressant sur l'aide qu'il attend de l'Ouest: Décembre, c'est trop tard. C'est urgent! Nous avons 40 milliards de dollars de dettes. Ce n'est pas grand-chose. Pourquoi ne pas nous accorder des facilités de paiement? D'autant que, si les échéances de 1991 sont lourdes, la charge diminue à partir de 1992.

François Mitterrand : Nous sommes prêts à vous aider. J'ai dit qu'il faut vous aider maintenant. Qu'est-ce qui est le plus difficile pour vous? Les problèmes économiques ou les problèmes ethniques?

Mikhaïl Gorbatchev : C'est lié, car les uns nourrissent les autres.

Un traité d'entente et de coopération ainsi qu'un accord financier prévoyant l'octroi par la France de 5 milliards de francs de crédits à l'URSS sont signés. (En Espagne, Gorbatchev a obtenu 7,5 milliards.)

Mardi 30 octobre 1990

Trois militaires français sont arrêtés par les Irakiens à la frontière saoudienne et immédiatement remis au chargé d'affaires de l'ambassade de France à Bagdad.

George Bush laisse entendre aux membres du Congrès américain qu'il n'exclut pas de lancer l'offensive militaire sans les consulter au préalable. Protestations.

Roland Dumas continue de privilégier, sans trop y croire, la solution pacifique inter-arabe.

Le Roi Hussein de Jordanie poursuit ses démarches à al-Dawha (Qatar) pour étudier les possibilités de solution pacifique.

Gorbatchev suggère la tenue d'une conférence inter-arabe à laquelle Hosni Moubarak est résolument opposé: Nous refusons un Sommet d'insultes, dit joliment le Chef de l'État égyptien.

Deuxième entretien Mitterrand-Gorbatchev, à Latché. On parle du Golfe. Reprenant une suggestion de Saddam Hussein, Gorbatchev propose que soit lancée une initiative franco-soviétique en vue de faire libérer les otages. Le Président élude.

François Mitterrand : J'ai plaisir à vous recevoir dans un autre lieu que le palais de l'Élysée, pour vous montrer d'autres aspects de la France, que vous connaissez déjà.

Mikhaïl Gorbatchev : Le mieux serait de nous promener, si le ciel s'y prête.

François Mitterrand : J'en ai bien l'intention!

Mikhaïl Gorbatchev: J'ai enfin reçu la dépêche que j'attendais de Primakov, de Bagdad. Il a eu un entretien prolongé d'abord avec le Président et la direction irakienne, puis en tête à tête avec Saddam Hussein. Ces entretiens ont été intéressants, mais je dirais que Saddam a toujours une lueur d'espoir que la cohésion des autres pays vienne à se fissurer. Primakov lui a dit carrément qu'il serait peu réaliste de compter sur un « paquet » avec un lien rigide entre la crise du Koweït et le problème palestinien. A ce stade, Saddam Hussein se dit favorable à une solution pacifique, mais à une condition: « Nous ne voudrions pas être soumis à une humiliation publique à la suite du retrait de nos troupes du Koweït », a-t-il déclaré à Primakov. On décèle chez lui une espèce d'idée fixe: le complot contre l'Irak fomenté par les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël pour l'éliminer. Il a formulé trois variantes possibles de solution: 1) l'URSS ou tout autre État influent mettrait au point un « paquet » digne de ce nom ; 2) convocation d'une conférence internationale appelée à débattre, sans aucun préalable, du problème irakien et de tous les problèmes du Proche-Orient; 3) solution arabe sans aucune pression de l'extérieur.

Primakov a eu l'impression que, sous la pression des circonstances, la direction irakienne s'achemine vers un retrait du Koweït. Mais c'est un processus très pénible. Il est à noter, par rapport au premier entretien de Primakov, que Saddam Hussein paraît mieux disposé vis-à-vis de

l'Arabie Saoudite. Cela corrobore notre conclusion qu'une chance de solution politique existe, plutôt par un biais arabe. Mais, d'autre part, il y a la tentative de Saddam Hussein de gagner du temps dans l'espoir de voir se lézarder la cohésion des Cinq. Primakov doit aujourd'hui aller voir le Roi Fahd, puis il se rendra en Jordanie.

Il y a donc un certain nombre de « signaux » indiquant un changement de la direction irakienne en faveur d'une solution politique, et il y a l'importance de la variante arabe. Cela confirme ce que nous pensons, vous et moi: Saddam Hussein n'acceptera pas une solution signifiant sa défaite politique, morale ou autre. S'il se révélait nécessaire de faire quelques pas vers lui, fussent-ils minimes, symboliques, mieux vaudrait les faire dans le cadre du monde arabe.

François Mitterrand: Cela suppose l'accord du Roi d'Arabie.

Mikhaïl Gorbatchev: Dans l'hypothèse d'une variante arabe, c'est le Roi Fahd que Saddam Hussein compte voir jouer le rôle primordial, et non pas à Moubarak, qu'il n'acceptera jamais. Saddam Hussein a demandé à Primakov de le dire aux Saoudiens. Donc, il y a là des éléments positifs, mais on ne peut escompter à coup sûr qu'ils passent dans les faits, compte tenu de la personnalité de Saddam Hussein. Il y a chez lui une part de manœuvres. Par ailleurs, il a suggéré à Primakov que Mikhaïl Gorbatchev et François Mitterrand fassent une déclaration conjointe à propos des otages ! Je vous lis le projet qu'il a remis à Primakov: « Les Présidents d'URSS et de France s'adressent au Président de l'Irak, l'invitant à donner aux résidents étrangers la possibilité de quitter l'Irak. Les deux Présidents réaffirment leur attachement à une issue politique de la situation et des autres problèmes de la région ; ils ont l'intention de poursuivre leurs efforts en vue d'un règlement pacifique excluant toute solution militaire et tout recours aux armes. »

François Mitterrand: Il en demande beaucoup! La première partie de cette déclaration conjointe serait acceptable, moyennant une légère modification, mais pas la fin ! Nous devons nous en tenir aux exigences du Conseil de Sécurité. Il ne s'attend naturellement pas à ce que nous acceptions ce texte comme ça ! La sagesse serait que nous adoptions une position partant du problème des otages et souhaitant une solution pacifique. Sur le fond, certaines exigences de Saddam Hussein peuvent être satisfaites. Mais nous ne pouvons pas condamner le recours à la force, car c'est la menace de ce recours qui peut conduire à une solution.

Mikhaïl Gorbatchev: Lorsque Primakov lui a fait part de sa première réaction à cette suggestion, indiquant qu'il était improbable qu'elle soit jugée acceptable, les Irakiens ont dit qu'ils étaient ouverts à toute contre-proposition émanant de nous deux.

François Mitterrand: C'est le ton, et non le fond de notre démarche qui tranche sur la démarche américaine. Notre ton n'est pas celui de la complaisance, mais du sang-froid et du calme. Nous devons le conserver...

Mikhaïl Gorbatchev: Je crois que Saddam Hussein voudrait bien profiter des relations de nos deux pays avec le sien pour pratiquer une fissure entre les Cinq. Nous allons être interrogés par la presse et, après la mission Primakov, soumis à un interrogatoire précis. Nous devrions mettre l'accent sur la nécessité de suivre les décisions prises par le Conseil de Sécurité à la suite de l'agression irakienne. D'ailleurs, j'ai reçu hier une lettre de Bush et une autre de Mme Thatcher. Ces deux pays ont une attitude particulièrement réservée par rapport à la mission Primakov, qui affaiblirait selon eux la solidarité. Il ne faut surtout pas fournir un prétexte, quel qu'il soit, aux Irakiens de faire apparaître une divergence entre les membres du Conseil de Sécurité. Il n'empêche que la mission Primakov s'inscrit bien parmi les chances de concevoir un règlement politique. Cette démarche traduit notre volonté de faire preuve de sang-froid, notre sens des responsabilités, le sérieux de nos analyses, en vue de rechercher les moyens d'éviter une solution militaire. Les bouleversements qui en résulteraient pour l'ensemble de la région nous atteindraient, nous aussi, et créeraient un fossé entre le monde arabe et les pays industrialisés. La position de Saddam Hussein évolue...

François Mitterrand : On le sent!

Mikhaïl Gorbatchev : Il faut faire preuve de résolution, maintenir la cohésion, mais exclure la solution militaire.

François Mitterrand: Il est difficile de l'exclure a priori. Si Saddam Hussein ne bouge pas, ou bien si George Bush et Mme Thatcher ne veulent rien entendre, il y aura une guerre avant la fin de l'année ; mais il faut l'assortir de buts politiques acceptables pour les Arabes. A long terme, il faudra un jour, à la fin du processus, examiner l'ensemble des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Il faut qu'il y ait cette espérance dans le monde arabe, et pas une espérance trompeuse. Cette perspective peut fournir à Saddam Hussein un alibi pour céder. Mais, à court terme, la principale difficulté tient au fait que les Américains et nous avons mis sur le même plan le retrait des troupes, la libération des otages et la restauration du régime koweïtien. Cela se traduit par la remise du Koweït à la famille El Sabah comme préalable. On le lui demande sans qu'il ait obtenu de garanties sur quoi que ce soit, conférence internationale ou statut du Koweït. Autant dire: « C'est impossible, c'est la guerre. » Il faudrait donc introduire une notion de temps, et que les choses ne soient pas simultanées: le retrait d'abord, plus tard la restauration de la souveraineté, et, dans l'intervalle, un pouvoir nouveau engageant la négociation et trouvant pour Saddam Hussein des concessions, des satisfactions d'amour-propre (sur le pétrole? territoriales?). Saddam Hussein n'acceptera pas de remettre le Koweït entre les mains américaines ou entre celles de l'Émir Jaber. Ce serait pour lui perdre mortellement la face. Mais il peut abandonner le Koweït s'il sait que c'est une force différente, arabe par exemple, qui vient y assumer les responsabilités. Ces Arabes — à moins que ce ne soit le Conseil de Sécurité, ou une conférence internationale, mais tout cela est un peu lourd — commenceraient à discuter avec Saddam Hussein d'un futur statut, d'un compromis territorial... De toute façon, nous n'en sommes pas là, mais Saddam Hussein doit pouvoir espérer un schéma de ce genre, sans quoi il n'échappera pas à l'épreuve de force. Notre difficulté, c'est d'imaginer cette phase transitoire, d'imaginer ce pouvoir intermédiaire. S'il y a ainsi un engagement non public qu'on discutera à long terme des problèmes du Moyen-Orient et qu'à court terme, ce seront les Arabes qui prépareront la solution, Saddam Hussein sauve la face. Il n'est pas humilié, il peut dire: c'est grâce à moi que l'on discute de l'ensemble des problèmes du Proche et du Moyen-Orient, et il dira à son peuple: « On aura quand même obtenu quelque chose. » Je ne vois rien d'autre. Autrement, ce sera la guerre. Ni les Américains ni les Anglais ne sont sans doute prêts à accepter cette phase transitoire. Mais ils ont besoin de nous au Conseil de Sécurité. C'est là qu'il peut y avoir du jeu.

Je voudrais aborder avec vous une deuxième question: les Américains disent que l'article 51 de la Charte leur suffirait pour déclencher une opération militaire. Si on lit cet article, on voit que tout pays a le droit de légitime défense et peut appeler quelqu'un à son secours. Cette interprétation laisse le champ entièrement libre aux décisions américaines et nous prive de la possibilité d'en discuter au Conseil de Sécurité. J'en conclus que dans cette situation, les Américains seraient seuls maîtres de la guerre et du moment de la guerre. Nous n'aurions plus le moyen d'agir.

Mikhaïl Gorbatchev: Les divergences avec les États-Unis et la Grande-Bretagne apparaissent quand il s'agit d'envisager la manière de proposer une solution politique et les moyens d'accorder quelque chose à Saddam Hussein. Une chose est de parler à Saddam Hussein, une autre est de pouvoir évoquer ce sujet avec nos partenaires. Ce que nous avons fait jusqu'ici nous a permis de gagner une première bataille: la cohésion d'un front uni, l'adoption d'une attitude résolue face à l'acte de banditisme de Saddam Hussein.

François Mitterrand: Nous sommes tout à fait d'accord.

Mikhaïl Gorbatchev: Compte tenu qu'il existe une chance de déboucher sur un règlement politique, même flou, pourquoi perdre le sang-froid, l'espoir ? Je proposerais une double approche: d'une part, dire à nos partenaires du Conseil de Sécurité qu'il convient d'agir dans cette ligne ; d'autre part, faire comprendre à Saddam Hussein qu'il n'est plus temps pour lui de continuer à essayer de gagner du temps!

Je suis d'accord avec vos arguments sur les perspectives à long et à court termes. Il faut bien chercher des mécanismes de règlement. J'estime qu'il serait plus réaliste d'espérer dans une solution rapide où l'organisation arabe jouerait un rôle d'initiateur sous la forme d'une conférence qui formulerait les exigences à communiquer à Saddam Hussein sur le destin du Koweït, le processus de dévolution du pouvoir, les litiges inter-arabes.

François Mitterrand: Oui, encore faut-il que cela soit possible...

Mikhaïl Gorbatchev: Un point à préciser: si on commence à émettre cette idée à Cinq, nos partenaires ne l'accepteront pas. Je pense qu'on pourrait songer à la solution suivante: on pourrait débattre des résultats de la mission Primakov et rédiger, vous et moi, une lettre commune aux autres membres permanents du Conseil de Sécurité, mettant l'accent sur le facteur arabe. Si on constate qu'il existe chez les Arabes une volonté de pourparlers au sein de leur famille, nos partenaires pourraient se rallier à cette idée. Mais si les Cinq ne sont pas d'accord entre eux, les Arabes ne pourront pas convoquer une telle conférence. Si nous faisions chacun de notre côté une démarche auprès des Arabes, ceux-ci consulteraient les Cinq et on verrait alors apparaître les divergences d'opinions...

Les deux chefs d'État demandent à Roland Dumas et à Édouard Chevardnadze d'affiner cette idée dont le Président ne veut pas...

Discussion sur la préparation de la prochaine réunion de la CSCE : que faire des pays Baltes? Les inviter à la table de la Conférence, avec leur nom et leur drapeau, comme des pays souverains? Gorbatchev s'y oppose maintenant absolument. Il en fait même un casus belli. Il est inquiet des risques d'éclatement de l'URSS. Il a appris que, pour le défier, la République de Russie prend aujourd'hui le contrôle de toutes ses ressources. Pour la première fois, il donne le sentiment d'avoir peur de perdre le contrôle du processus. Tout ce qui le valorise internationalement comme seul représentant de l'Union l'aide à tenir à l'intérieur, explique-t-il. Sa voix reste suave, son visage serein face à la tempête qui paraît se déchaîner.

262 otages français arrivent cette nuit à Paris.

Mercredi 31 octobre 1990

Au Conseil des ministres, rien de saillant, sinon le projet de loi sur la Corse, qui reconnaît l'existence d'un « peuple corse, composante du peuple français ». Elle aura le statut de quasi-autonomie, voisin de celui des DOM.

En Grande-Bretagne, le débat sur la poll tax s'envenime. Margaret Thatcher va être obligée de faire campagne au sein de son propre parti si elle veut montrer qu'elle est encore capable de tenir les rênes.

Le Président ne veut pas pour l'instant d'une initiative en direction de Saddam. Il recherche une solution par laquelle l'évacuation du Koweït par l'Irak se traduirait par sa remise temporaire à un consortium arabe qui déciderait de son avenir. Les Américains, eux, veulent une évacuation sans conditions et le retour immédiat de l'Émir. François Mitterrand ne croit pas vraiment à l'idée de Gorbatchev, mais souhaite montrer que tout a été essayé.

Michel Vauzelle propose à nouveau au chef de l'État d'aller rencontrer Saddam Hussein en tant que président de la commission des Affaires étrangères. Fermé, François Mitterrand répond: Je note. C'est une idée à examiner plus tard. J'en parlerai à Dumas. [Lequel n'a pas été avisé par Vauzelle de son idée de voyage.]

Alors que chaque libération d'otage s'accompagne de slogans, de discours, d'interviews, celle des Français se déroule dans une relative discrétion. D'autre part, les Irakiens n'ont jamais cherché à exploiter l'incident qui a mis des soldats français en cause à la frontière saoudienne; ils l'ont gardé secret jusqu'à ce que la France en fasse part elle-même; voilà qui ne leur ressemble pas.

Jeudi 1er novembre 1990

George Bush et Saddam Hussein multiplient les phrases menaçantes. Bush déclare au sujet des otages retenus sur les sites stratégiques irakiens que c'est quelque chose que même Adolf Hitler n'a pas fait. Il veut obtenir le vote d'une nouvelle résolution de l'ONU contre l'Irak.

François Mitterrand au quotidien égyptien El Ahram : Les règles de droit dont le respect est exigé à propos de l'invasion du Koweït [doivent] être également respectées partout dans le monde, en conformité avec les résolutions des Nations unies, et dans le conflit israélo-arabe et au Liban. Il préconise la mise en place d'un système de sécurité et de coopération du Golfe à l'Atlantique, à concevoir par les intéressés eux-mêmes, une fois réglées les crises de la région.

Les renforts français débarquent à Yanbu: 550 hommes, 22 hélicoptères antichars, 24 blindés légers Anx 10 RC ; 5 500 soldats français au total se trouvent en Arabie Saoudite.

Le moral des troupes américaines baisse: Livrons combat pour en finir, ou rentrons chez nous.

A propos de la libération des otages français, Tarek Aziz déclare aux représentants des pays membres de la Communauté européenne : Il n'y a eu à ce sujet aucune demande, aucun contact, aucun marchandage ni aucun accord d'aucune sorte. Il s'agit d'une décision irakienne unilatérale... Mais, selon notre ambassade à Bagdad, les autres Occidentaux n'en sont pas convaincus. La libération de nos trois militaires interceptés à la frontière saoudienne sème un doute supplémentaire: pourquoi les Irakiens privilégieraient-ils la France de façon désintéressée? Ils agissent ainsi pour diviser la coalition internationale et parce qu'aujourd'hui plus que jamais, Saddam a besoin de la France au sein de la communauté internationale comme auprès du monde arabe. Il paraît avoir compris qu'il a perdu la partie, qu'il lui faut désormais songer à discuter et à faire d'importantes concessions. D'où les rumeurs plus ou moins contrôlées sur un éventuel retrait du Koweït, les promesses de libération de tous les otages en échange de certaines garanties de sécurité, les discours sur la nécessité de dégager une solution pacifique de la crise, les propositions de réunion d'une conférence internationale ou d'un Sommet arabe. Saddam compte sur l'URSS et la France pour l'y aider. Nous ne nous faisons aucune illusion quant à la fermeté et à la détermination de la France à notre égard, disait encore il y a trois jours le ministre irakien des Affaires étrangères. Toujours est-il que, vu de Bagdad, voilà le message que Saddam Hussein cherche à faire passer. A-T-IL changé d'état d'esprit au cours de ces dernières semaines? Est-il sincère?

Vendredi 2 novembre 1990

L'ambassadeur koweïtien en Grande-Bretagne réclame une intervention militaire immédiate.

Londres et Washington condamnent la prochaine visite de Willy Brandt, ancien Chancelier ouest-allemand, à Bagdad pour faire libérer les otages. Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères, approuve l'initiative de Brandt.

Bagdad présente pour la première fois à la presse les otages servant de boucliers humains sur ses sites stratégiques. Le gouvernement irakien

maintient son invitation à accueillir leurs familles pour les fêtes de fin d'année. La presse irakienne prévient que la guerre, si elle a lieu, sera illimitée et généralisée.

Les grèves lycéennes, sporadiques le mois dernier, s'étendent. Les revendications sont floues: amélioration des conditions de travail dans les établissements, « démocratisation » de leur fonctionnement, tout cela traduisant un malaise diffus et une grande déception vis-à-vis des socialistes. Ce ressentiment inquiète le Président, soucieux de son image dans la jeunesse. A l'occasion de la Conférence nationale des jeunes socialistes, François Mitterrand déclare: Les jeunes doivent être entendus, car une société qui n'écouterait pas sa jeunesse préparerait mal son avenir. Et plus tard : Ce n'est pas vraiment le moment de rappeler le gouvernement à l'ordre, mais c'est nécessaire. Il faut que Rocard le comprenne: je ne veux pas que son gouvernement manque à mes promesses.

Samedi 3 novembre 1990

L'Irak décide la libération de 690 ressortissants bulgares.

Dimanche 4 novembre 1990

James Baker entame sa tournée au Moyen-Orient et en Europe pour savoir à quelles conditions et avec quelles restrictions la coalition soutiendrait l'action contre l'Irak.

Saddam Hussein reçoit l'ancien Premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone au sujet des 350 Japonais détenus. Celui-ci recueille l'assurance de repartir quelques jours plus tard avec quelques-uns d'entre eux.

François Mitterrand, à Alexandrie, réaffirme avec Hosni Moubarak la nécessité d'une application ferme de l'embargo contre l'Irak pour éviter la guerre.

100 chars et 2 500 soldats syriens arrivent en Arabie Saoudite. Difficilement imaginable: Israël et la Syrie dans la même coalition!

Les États-Unis comptent renforcer leurs effectifs dans le Golfe en rappelant des unités de combat de réserve.

Lundi 5 novembre 1990

François Mitterrand : La popularité de Rocard tient à ce qu'il ne s'éloigne jamais des milieux dirigeants. Il les voit, les cajole. Il en est. Ils le savent et lui pardonnent. Il est le Premier ministre rêvé de la droite...

A New York, assassinat du rabbin Meir Kahane, leader d'extrême droite israélien.

A Moscou, l'inquiétude manifestée par Gorbatchev à Latché se confirme: court la rumeur d'un pronunciamiento militaro-conservateur. Même la date en est rendue publique: on parle du 7, du 15 ou du 21 novembre prochains!

Il ne s'agit pas que de ragots: une commission parlementaire a découvert qu'il y avait eu effectivement des mouvements de parachutistes dans les environs de Moscou, en septembre, pour d'obscurs motifs et contrairement à ce qu'avait affirmé alors le ministre de la Défense, le maréchal Iazov. Il semble que Gorbatchev s'oppose à un lobby militaire qui serait favorable à Saddam Hussein. Certains, à Moscou, émettent l'hypothèse que les services du renseignement militaire soviétiques en Irak, parfaitement au courant avant le 2 août des projets d'invasion du Koweït, en auraient informé leur hiérarchie qui aurait omis de prévenir Gorbatchev. Une telle accusation ne semble pas avoir été lancée à la légère.

Une campagne sur les décès de conscrits est déclenchée par les milieux les plus hostiles au commandement militaire; les chiffres les plus fantastiques circulent : on parle de 15 000 morts par an, dont un millier dans les seules forces stationnées en Allemagne. On doit s'attendre à une nouvelle purge de généraux, mais nul ne peut en prévoir l'ampleur: le maréchal Iazov, un des plus virulents conservateurs de l'armée, ou les généraux Rodionov et Makachov ? ou encore d'autres responsables, comme le chef d'état-major de l'Armée de terre, le général Varennikov ?

Les États-Unis et l'Arabie Saoudite signent un accord sur le commandement des opérations en cas d'intervention militaire contre l'Irak. Selon cet accord, les troupes seront placées sous commandement conjoint pour la défense du royaume, et sous commandement unique américain lors des interventions militaires hors de l'Arabie Saoudite. Il est clair que nous passerons le même type d'accord en cas de conflit.

François Mitterrand reçoit le Roi Hussein de Jordanie, à nouveau en tournée en Europe et qui lui ressert l'idée soufflée par Saddam Hussein à Primakov.

François Mitterrand : Où en êtes-vous de vos réflexions ?

Le Roi Hussein : Nos espoirs sont confortés par vos remarques, par le rôle que peut jouer la France dans une solution pacifique.

François Mitterrand : Les choses n'ont pas avancé dans cette voie. Espérons qu'elles n'ont pas reculé!

Le Roi Hussein : Y a-t-il un événement en particulier qui vous fasse dire cela ?

François Mitterrand: Le temps qui passe... Aucun élément n'arrête les forces qui sont face à face. C'est l'absence d'événement qui peut inquiéter.

Le Roi Hussein : Tarek Aziz est venu à Amman immédiatement après votre remarquable discours à New York. Son message était que ce discours, du point de vue irakien, était positif, constructif, et qu'il permettait un dialogue avec leurs « anciens amis ». La vision qu'a la France des événements du Golfe est l'objet d'appréciations positives de leur part. Les Irakiens sont pour une solution pacifique et souhaitent contacter la France et l'Union soviétique. J'ai à nouveau reçu, samedi, le ministre des Affaires étrangères d'Irak qui a réitéré le désir d'une orientation pacifique, dans l'intérêt des peuples de la région et du monde entier. Il y a pour lui deux orientations à concilier : l'évacuation du Koweït et la sauvegarde des intérêts irakiens. C'est mon interprétation de leur vision des choses. Il faut qu'il y ait des contacts apaisés entre l'Arabie Saoudite et l'Irak dans le but de déterminer ces « intérêts irakiens » (frontières, par exemple). Ensuite, un Sommet arabe demanderait à l'Irak de se retirer du Koweït.

François Mitterrand : Ce contact a-t-il été établi entre Saoudiens et Irakiens?

Le Roi Hussein : Je n'ai pas d'éléments là-dessus. Pour montrer les bonnes intentions de l'Irak, Tarek Aziz nous a dit qu'il avait proposé un projet aux Soviétiques pour la libération de tous les otages. En voici le texte. [Il sort une feuille de papier.] C'est un avant-projet de lettre de Gorbatchev et de vous-même disant d'abord que « les Présidents de l'URSS et de la France conjurent Saddam Hussein de laisser les étrangers quitter l'Irak ». Il y a un deuxième paragraphe disant ceci: « Les deux pays déclarent poursuivre leurs efforts en vue d'une solution pacifique, contre toute solution militaire et tout recours aux armes. » Il n'y a pas encore de réponse.

François Mitterrand, dissimulant qu'il a déjà reçu cette proposition la semaine dernière par l'intermédiaire de Gorbatchev et qu'il l'a rejetée: Je prends note. Comme au premier jour, le problème se pose en termes d'évacuation du Koweït. Le problème des otages peut certes être résolu, et cela créerait un choc psychologique important. Mais, politiquement, c'est le problème du Koweït qui reste central. Tant que le Président Saddam

Hussein n'aura pas manifesté de compréhension sur ce point, le temps jouera contre lui. J'avais conseillé la libération de tous les otages; je vous en avais parlé, l'autre jour. C'est un geste qui impressionnerait les opinions publiques.

La meilleure formule serait l'annonce par l'Irak d'une évacuation et de la remise du Koweït. Mais à qui? A un pouvoir médiateur arabe? Ce serait très intelligent. Si le Koweït n'est pas évacué militairement, on n'échappera pas à la guerre. Vous avez vu que j'avais fait une distinction indiquant que la « restauration » n'était pas de même importance. Donc, il faut une remise du Koweït au Conseil de Sécurité ou, mieux, à un pouvoir arabe qui examinerait les problèmes (accès de l'Irak à la mer, etc.). Mais les dirigeants arabes sont très divisés. Est-ce qu'ils accepteront? Cela dépend surtout du Roi d'Arabie, qui peut en entraîner beaucoup derrière lui. A mon sens, la restitution des otages et cette décision ne répondraient pas exactement aux résolutions des Nations unies, mais constitueraient un choc suffisant pour que la guerre ne soit plus possible. Si les dirigeants arabes en discutaient, il serait difficile au Conseil de Sécurité de s'y opposer. Mais y a-t-il volonté des Saoudiens de nouer un contact avec les Irakiens? 628

Le Roi Hussein : Je ne sais pas. J'ai essayé d'avoir ces contacts. J'ai découvert des choses douloureuses, car la situation s'est envenimée depuis deux ans. Ce n'était pas aussi clair pour moi avant la crise. L'Irak, semble-t-il, a été poussé à son geste inconsidéré sur un arrière-plan de suspicions, de doutes...

François Mitterrand : Il faut que vous compreniez qu'il n'y a que deux membres permanents du Conseil de Sécurité, la France et l'Union soviétique — la Chine aussi, peut-être, je n'en sais rien — , qui souhaitent une solution pacifique sur la base des résolutions des Nations unies. S'il n'y a rien de tout cela, il sera difficile pour ces deux pays de se séparer des autres. Pour l'heure, les Cinq font bloc sur les principes du droit. Vraiment, l'annonce d'une évacuation et de la remise du Koweït à un comité arabe serait un coup de tonnerre modifiant les données du problème tel qu'il se pose depuis le 2 août. Dans le cas contraire, tout geste de notre part conforterait Saddam Hussein. Il faut qu'il fasse des gestes sur le terrain (libération des otages et remise du Koweït à un pouvoir arabe).

Ce plan soulève cependant deux difficultés: il n'est pas conforme aux résolutions du Conseil de Sécurité et il s'agit d'une idée nouvelle. D'autre part, d'autres résolutions du Conseil de Sécurité resteraient en suspens. Mais je ne suis pas opposé à ce que des gens sages, des Arabes responsables discutent ensuite de ce que deviendra le territoire koweïtien dans sa réalité future. Mais, si rien ne change, je vous le dis avec gravité, l'issue est fatale. Ce sera très violent. Les Américains y inclinent. Des chefs d'État arabes y poussent. Quand on envoie une armée si loin, c'est pour en faire quelque chose. Il faut que des hommes comme vous et moi exercent leur influence. Mais il n'est pas possible d'aller contre les résolutions du Conseil de Sécurité. Nous, la France, n'avons pas d'intentions agressives envers l'Irak; mais nous ne pouvons nous séparer des Cinq.

Est-ce un problème de « face » pour Saddam Hussein? Remettre le Koweït à un pouvoir arabe, afin d'en négocier ensuite le statut futur, lui permettrait de sauver la face. Il se passerait ensuite des semaines, des mois. La guerre s'éloignerait. Les Nations unies ont parlé de restauration de l'Émir. Mais cela peut être sur la base d'une médiation arabe (Maroc, Algérie, Arabie Saoudite), et le monde s'inclinerait.

Le Roi Hussein: Nous allons essayer... Je vais tenter, même si certains s'illusionnent sur mon influence sur Saddam Hussein.

François Mitterrand: Comme on s'illusionne sur la mienne sur M. Bush!... Il faut que Saddam Hussein ait une claire conscience que, s'il ne cède rien, l'horloge tourne et que la guerre peut venir soudainement.

Le Roi Hussein: Ce que j'ai toujours recherché, c'est un accord inter-arabe, même tacite, avec une présence arabe sur le terrain, sous supervision internationale.

François Mitterrand : Vous avez raison.

Le Roi Hussein : Cela nous amènerait ensuite à la question palestinienne.

François Mitterrand : Vous connaissez mon sentiment là-dessus. Mais ce doit être traité ensuite.

Lionel Jospin présente au Parlement son projet de budget: il est salué partout en France par des manifestations lycéennes rassemblant plusieurs dizaines de milliers de manifestants.

Mardi 6 novembre 1990

La Hongrie est le premier pays de l'Est à adhérer au Conseil de l'Europe.

James Baker est à Ankara après avoir rencontré Qian Qichen, son homologue chinois, au Caire. Il a obtenu de celui-ci l'assurance que la Chine ne s'opposera pas à l'adoption par le Conseil de Sécurité d'une résolution autorisant le recours à la force.

Un dirigeant d'Arabie Saoudite à notre ambassadeur à Riyad: Saddam est comme un enfant qui ne veut pas lâcher une pierre. Chaque fois qu'il entend des paroles lui laissant penser qu'on ne veut pas la guerre quoi qu'il arrive, il s'obstine davantage à garder son bien. Son attitude finit par lasser. C'est à partir de là qu'il a des chances de gagner. Chaque fois qu'il pense à un éventuel retrait du Koweït, on lui fait entendre, à travers la presse, qu'on ne recourra pas à la force ni à la guerre. Alors il se cramponne davantage à sa position et renonce à se retirer.

Critique voilée, mais sévère, des messages en provenance de Paris.

Le budget de l'Éducation a été augmenté de 50 milliards de francs en trois ans. Sur ces 50 milliards, 43 ont été affectés aux salaires des enseignants, 7 seulement destinés aux élèves ou aux étudiants. Trop peu pour la pédagogie, pour les aspirations des lycéens. D'où ces manifestations. Face à ce mouvement, que fait le gouvernement? Il crée quelques postes de surveillants, il déclare que les lycéens ne savent pas ce qu'ils veulent, qu'ils sont manipulés, qu'il les recevra quand ils s'expliqueront clairement. Ces propos ne font qu'accroître la mobilisation. Que fait alors le gouvernement? Il commence par ne pas s'occuper du dossier. Puis il augmente le nombre des postes de surveillants. Michel Rocard reçoit les lycéens, une demi-heure à la sauvette. La mobilisation s'accroît encore. Avant son départ pour le Japon, le Premier ministre tranche: Il faudra mettre de l'argent; j'envisage 2 milliards.

Lionel Jospin suggère au Président de proposer à nos partenaires une nouvelle réunion exceptionnelle du Conseil européen sur la guerre du Golfe. François Mitterrand: Mêler les Italiens et les Grecs à tout ça ? Vous n'y pensez pas!

Mercredi 7 novembre 1990

Débat au Conseil des ministres sur l'agitation lycéenne. Le Président demande au gouvernement de prendre davantage d'initiatives. Il critique les régions qui n'ont pas entrepris la moindre action pour les lycées et qui, pour l'essentiel, sont dirigées par l'opposition. Il a fait de l'Éducation, rappelle-t-il, sa première priorité.

Saddam Hussein autorise le départ de cent vingt étrangers, dont cent Allemands, en hommage aux efforts pour la paix de Willy Brandt; 77 Japonais quittent l'Irak avec l'ex-Premier ministre Nakasone ; 4 Suédois partent aujourd'hui ; 52 otages britanniques pourront partir la semaine

prochaine; mille ressortissants soviétiques quitteront Bagdad dimanche 11 novembre.

Jeudi 8 novembre 1990

Trois porte-avions et leurs groupes de bataille, le cuirassé Missouri, la moitié des unités blindées basées en Europe seront envoyées dans le Golfe. D'autres renforts des États-Unis, dont des renforts d'aviation, s'ajouteront à la force américaine. Trois brigades de réserve vont également être appelées. Au total, 200 000 militaires américains se joindront aux 230 000 déjà sur place.

Le Japon renonce à l'envoi de 2 000 soldats dans le Golfe. Là aussi, c'eût été une grande première. N'aurait plus manqué que des soldats allemands... Les Japonais vont se contenter de financer les Américains, qui, décidément savent vendre leurs services aux plus offrants.

Tournée de James Baker du Caire à Moscou : tous les responsables rencontrés de la coalition lui ont affirmé leur soutien à la nouvelle résolution que les États-Unis souhaitent faire adopter par le Conseil de Sécurité, sur l'usage de la force. Soviétiques et Chinois aspirent toujours à un règlement pacifique, mais Moscou n'exclut plus le recours à la force.

Hussein de Jordanie : Une guerre serait une catastrophe qui engendrerait une rupture des équilibres.

Désaccord entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac à propos de l'organisation de « primaires » en vue de désigner un candidat unique à l'élection présidentielle. Alors que la Charte de l'UPF prévoit ces primaires en cas d'élections anticipées, Giscard s'y oppose, invoquant l'impossibilité matérielle de les réaliser. Chirac se fâche et annule la manifestation commune prévue pour le 14. François Mitterrand : Il n'y aura pas de candidat unique. Jamais! Et, contrairement à ce qu'il croit, Giscard n'est plus en situation d'être le patron de l'opposition.

L'Irak menace de réduire en cendres la péninsule arabique. George Bush ordonne l'envoi de 100 000 hommes supplémentaires en Arabie Saoudite où les forces américaines dépassent à présent 300 000 hommes. Les Américains proposent qu'une nouvelle résolution des Nations unies autorise explicitement l'usage de la force. François Mitterrand : Très bien ! L'article 51 de la Charte ne suffit pas. Je l'ai toujours dit! Ce n'est pas la légitime défense.

Margaret Thatcher est très menacée dans son parti. Elle ne viendra sans doute pas au Sommet de la CSCE à Paris, dans quelques jours.

Les sondages, en revanche, donnent Kohl largement gagnant aux prochaines élections dans l'Allemagne unifiée. Lui, viendra sûrement.

Il rencontre Tadeusz Mazowiecki près de la ligne Oder-Neisse, avec qui il convient de signer, avant la fin du mois, un traité confirmant la frontière germano-polonaise.

Vendredi 9 novembre 1990

L'échéance que m'avait annoncée Scowcroft est bouleversée. La paix armée se prolonge. Les états-majors américains nous consultent sur divers scénarios de bataille.

James Baker reçoit à Londres un soutien total de Margaret Thatcher : Les Alliés ont l'autorité légale pour intervenir militairement, déclare-t-elle.

A Londres, le représentant de l'OLP, Ali Sfieti, annonce que son mouvement tente d'organiser une rencontre entre Saddam Hussein et le Roi Fahd d'Arabie. A ma connaissance, cela n'a aucune chance d'aboutir.

A Paris, le ministre estonien des Affaires étrangères réclame une « reconnaissance à part entière » des pays Baltes.

Depuis octobre 1988, à l'initiative de Michel Rocard, 150 000 logements par an en moyenne ont été réhabilités. Dans l'année 1990, ce rythme s'est accéléré pour atteindre, selon le budget, 200 000 logements. En 1991, entre les fonds des administrations centrales et ceux des collectivités locales, environ 2 milliards de francs seront injectés dans la politique de la Ville. Jamais les acteurs institutionnels — ministères, Caisse des dépôts, mairies... — n'auront été autant mobilisés. Colloques et conférences s' enchaînent. Les multiples rapports s'accumulent dans une impression d'urgence. L'architecte Roland Castro et l'association Banlieues 89 plaident de moins en moins dans le désert pour la création d'un ministère de la Ville doté de 1 % du budget de l'État. Pourtant, la révolte enfle toujours plus vite... Il faudra faire davantage.

Jean-Louis Bianco suggère au Président la création d'un ministère de la Ville ayant autorité sur toutes les administrations concernées.

Roland Dumas est à Rabat. Hassan II semble avoir mal apprécié la publication, en septembre, de Mon ami le Roi. 632

Dimanche 11 novembre 1990

Le ministre chinois des Affaires étrangères est reçu à Bagdad. Les Irakiens souhaitent que la Chine use de son droit de veto lors du vote de la résolution sur le recours à la force.

Le Roi du Maroc propose la tenue d'un Sommet arabe exceptionnel de la dernière chance. Saddam Hussein accepte l'invitation à condition qu'y soient traitées les questions concernant tous les Arabes. Yasser Arafat propose un plan de paix en cinq points: retrait des soldats irakiens des territoires koweïtiens non soumis à contestation ; retrait des forces étrangères de la région ; remplacement des Irakiens par des troupes arabes, et des étrangers par des forces internationales ; consultation du peuple koweïtien sur son avenir.

Deuxième rencontre égypto-syro-saoudienne entre ministres des Affaires étrangères au Caire. Elle se conclut par l'affirmation par les trois pays d'un désir de retrait de l'Irak et le rétablissement de la légalité au Koweït.

Sommet soviéto-russe : Eltsine et Gorbatchev se mettent d'accord sur les termes du traité de l'Union.

A Beyrouth, on commence à croire à la fin de la guerre avec le début du retrait des milices libanaises.

Lundi 12 novembre 1990

Saddam Hussein se déclare prêt à consentir des sacrifices pour sauvegarder la paix dans le Golfe. Le Secrétaire général de l'ONU se dit déçu par la dureté de l'Irak et croit difficilement en l'issue pacifique du conflit.

Les Douze se réunissent à Bruxelles au sujet des otages. Volonté de trouver une solution pacifique ; prise en compte du problème palestinien.

Marche nationale pour l'Éducation à Paris: 100 000 manifestants. Des groupes de « casseurs » saccagent tout sur leur passage. La police les regarde faire sans intervenir.

Dans la soirée, sans en aviser Michel Rocard, François Mitterrand reçoit les délégués lycéens. Il leur parle, sans préciser davantage, de quelques milliards destinés à financer le plan d'urgence de Lionel Jospin. En sortant de l'Élysée, Nasser Ramdane, un responsable de la FIDL, déclare à la presse: Le Président de la République est d'accord avec nos revendications. C'est au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités... L'Élysée ne dément pas.

Matignon est ulcéré. D'autant plus que Rocard est à Tokyo et que c'est justement Jospin qui assure l'intérim!

Le Président a été très frappé d'apprendre que les jeunes manifestants criaient: « Nous sommes tous de Vaulx-en-Velin ! » En 1968, me fait-il

remarquer, ils criaient: « Nous sommes tous des juifs allemands! »

Lionel Jospin est furieux: C'est le second coup de poignard du Président dans mon dos en moins d'une semaine! Le premier, c'était le message de solidarité adressé au mouvement des jeunes socialistes. Si Mitterrand voulait nous compliquer la tâche, il n'agirait pas autrement. C'est facile de garder le beau rôle et de nous mettre tout sur le dos!

Longue conversation téléphonique entre François Mitterrand et Lionel Jospin.

Michel Rocard considère que le Président l'a trahi. Celui-ci, à l'inverse, estime que son attitude a permis de sauver la mise au gouvernement en instituant un climat de confiance avec les lycéens. Lesquels, chez Rocard, s'étaient heurtés à un mur.

Mardi 13 novembre 1990

Sur Europe 1, ce matin, Lionel Jospin se refuse à citer un chiffre précis pour son « plan d'urgence ».

Michel Charasse m'apprend que Jean-Paul Huchon lui aurait dit: La réception des lycéens par le Président est un mauvais coup. Pas question de financer les milliards du Président.

A la demande du Président, Jean-Louis Bianco proteste auprès de Huchon.

Le Président estime que le gouvernement doit faire un plus grand effort pour l'Université. Il est très mécontent de la campagne de presse dirigée contre lui et alimentée, pense-t-il, par Matignon.

François Mitterrand : On approche dangereusement du point critique dans la crise du Golfe.

Deux émissaires soviétiques sont envoyés par Gorbatchev dans plusieurs pays arabes: le premier à Rabat, Alger, Tunis et Tripoli; le second en Égypte, Yémen, Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Leur mission: évaluer le soutien à la proposition de Hassan II.

Le premier vice-Premier ministre irakien est à Rabat. Il demande à ce que le Sommet efface les résolutions du Caire, qui avaient créé un schisme dans la position arabe au sujet des dangers et conspirations auxquels le monde arabe est confronté de la part de ses ennemis, États-Unis en tête.

Un second vice-Premier ministre irakien est envoyé à Tunis et Tripoli.

Un déserteur irakien affirme que cent vingt officiers et six généraux irakiens ont été exécutés début août pour avoir refusé d'envahir le Koweït.

Les sondages témoignent d'un affaiblissement du soutien des Américains à la stratégie de George Bush. Les sénateurs Robert Dole et Richard Lugar demandent au Président américain de convoquer spécialement le Congrès afin d'obtenir son autorisation de recourir à la force.

Qian Qichen finit sa tournée dans le Golfe. La Chine s'abstiendra sur la résolution sur le recours à la force. Elle n'utilisera pas son droit de veto.

Mercredi 14 novembre 1990

L'Arabie Saoudite rejette les conditions irakiennes émises à Rabat.

Le traité sur la ligne Oder-Neisse est paraphé par les ministres des Affaires étrangères allemand et polonais. L'Allemagne s'engage juridiquement à renoncer aux 104 000 kilomètres carrés, qu'elle considérait comme siens, au profit de la Pologne.

Avant le Conseil, le Président suggère au Premier ministre de demander la confiance du Parlement sur la CSG: Ne vous inquiétez pas, vous l'aurez !

Au Conseil des ministres, discussion du collectif budgétaire. Jean-Pierre Chevènement et Roland Dumas se plaignent de l'insuffisance de leurs crédits. Michel Rocard remercie avec humour les ministres... qui ne sont pas intervenus! Il s'exprime aussi sur l'Éducation nationale: Nous avons accueilli 320 000 élèves de plus en quatre ans dans les lycées. Aucun État n'aurait pu y faire face sans problème. Devant la menace d'incendie, l'énervement, il faut jouer vite et fort. Ce soir, à 17 heures, je réunirai les ministres pour adopter un amendement au collectif de façon à répondre à la nervosité ambiante.

Jean-Pierre Chevènement demande la parole: Je voulais dire que les régions ne font pas leur travail à propos des lycées.

Le Président, agacé: Je sais, je sais. D'ailleurs, je l'ai déjà dit en Conseil. Cela a été répété par M. Le Pensec, et cela m'est revenu sous forme de protestation des présidents de région...

Le Premier ministre rend compte de son voyage au Japon. Il parle de ses excellentes relations avec son homologue Kaifu. Il raconte avoir rencontré le ministre du Miti : Je peux dire qu'à notre manière à tous deux, brutale et franche, nous nous comprenons très bien. Il ajoute: J'ai reçu beaucoup de messages de respect, d'admiration, de sympathie des chefs d'État à votre intention, monsieur le Président.

Le Président : Cela me console de ce que je lis dans la presse française!

Cet après-midi, un Comité interministériel établit à 4,5 milliards le montant des fonds qui seront affectés au financement du plan Jospin pour les lycées.

François Mitterrand : Si je n'étais pas intervenu, ils n'auraient rien fait. Et maintenant, ils vont se gargariser de leur succès.

Jeudi 15 novembre 1990

Des manœuvres américano-saoudiennes vont commencer. Elles dureront six jours. Six navires de guerre, 1 100 avions et hélicoptères et 7 000 hommes seront mobilisés. Elles comporteront notamment des exercices de débarquement.

Saddam Hussein déclare à la chaîne américaine ABC être disposé à négocier séparément avec les États-Unis et l'Arabie Saoudite, mais en rejetant toute condition préalable.

George Bush: La crise du Golfe ne sera pas pour les États-Unis un nouveau Vietnam. Il n'y aura pas de compromis avec ce genre d'agression caractérisée.

D'après l'État-Major, si la guerre était déclarée, elle durerait des mois et ferait des dizaines de milliers de victimes occidentales. Shimon Pérès pense au contraire que l'armée irakienne s'effondrerait en quarante-huit heures.

Si la guerre doit éclater, ce ne peut être qu'avant février, en raison des conditions climatiques.

Pierre Bérégovoy est reçu par le Président. En sortant, il me dit: François Mitterrand semble décidé à mettre quelqu'un dans les pattes de Rocard. Mais qui? Pas moi, en tout cas.

Il est très amer.

Lionel Jospin reçoit les délégués lycéens pour leur exposer son plan. L'ambiance est agressive. Les ministres n'en peuvent plus de voir le

Président agir en sorte de démontrer le caractère conservateur de Rocard qui, lui, reste calme et détendu.

Vendredi 16 novembre 1990

James Baker entame une nouvelle série de consultations avec les Alliés au sujet de la résolution sur le recours à la force. George Bush part pour une tournée de huit jours.

L'ancien président Jimmy Carter, lui, est contre une intervention militaire : Le pétrole ne vaut pas que l'on sacrifie des vies.

Seize otages danois libérés regagnent Copenhague.

A l'Assemblée, le gouvernement engage sa responsabilité sur le projet de CSG.

Après-demain commenceront déjà à arriver les chefs d'État pour la réunion de la CSCE ! Malgré le vote de confiance qui doit avoir lieu au sein de son parti la semaine prochaine, Margaret Thatcher a confirmé son intention de venir; elle doit disposer de très bons sondages, bien que Michael Heseltine ait l'air assuré de la battre.

Encore de jolis embouteillages en perspective dans la capitale...

Samedi 17 novembre 1990

Le Parlement accepte la proposition de Gorbatchev sur une réorganisation du pouvoir central: l'exécutif sera sous l'autorité du Président, et associé au Conseil de la Fédération des quinze républiques.

Dimanche 18 novembre 1990

Saddam Hussein propose de libérer progressivement les deux mille Occidentaux et Japonais encore détenus, entre le 25 décembre et le 25 mars. François Mitterrand : Il cherche par tous les moyens à retarder l'échéance. Ce serait grotesque, si ce n'était ignoble.

Déjeuner avec Shimon Pérès qui réfléchit à l'idée d'abandonner Gaza aux Palestiniens.

Arrivée de George Bush à Paris. Longtemps protégé par une cote de popularité exceptionnelle, le Président américain est devenu vulnérable. En quelques semaines, il a perdu trente points dans les sondages. La détérioration de l'économie, le scandale des caisses d'épargne, ses volte-face sur la politique fiscale, un pilotage de la crise du Golfe jugé injustement indécis font resurgir l'image d'un homme aux convictions incertaines. A la veille du Sommet de la CSCE, François Mitterrand reçoit à dîner cet interlocuteur toujours amical, détendu, le plus européen des Présidents qu'on puisse imaginer.

George Bush: J'arrive d'Allemagne. Kohl m'a l'air en pleine forme, confiant, sûr de lui pour les élections. Il m'a dit qu'il obtiendra 45 % des suffrages.

François Mitterrand: L'issue du vote ne fait pas question...

George Bush : Il dit néanmoins qu'il ne pourrait pas gagner sans sa coalition. Mais que pensez-vous des chances de Mme Thatcher?

François Mitterrand: Je n'ai pas d'opinion. Elle a encore la possibilité de regagner du terrain. Elle est très avisée. Si elle vient ici pour la CSCE, c'est qu'elle pense qu'elle peut le faire. Je ne la crois pas menacée dans son poste, mais elle s'est mise dans une situation difficile avec son projet de poll tax, qui est ressenti comme très injuste. Ajoutez à cela les 8 % d'inflation...

George Bush: Aux États-Unis, pour ce qui est de l'inflation, on est entre la Grande-Bretagne et la France. Beaucoup pensent que la récession actuelle ne sera pas très profonde.

François Mitterrand: Je ne crois pas non plus qu'elle le sera. Ce sera un simple ralentissement.

George Bush: Ce qui est dominant, c'est le prix du pétrole. Ce n'est pas dû à une pénurie, c'est une spéculation.

François Mitterrand: Oui, c'est de la spéculation.

George Bush: Des petits pays vont être tués. Par exemple, le Sénégal. Diouf a demandé à Mulroney de voir Saddam Hussein pour lui dire qu'il tue les petits pays.

François Mitterrand: Et l'Union soviétique? Elle avait besoin de notre attention, et l'attention s'est détournée vers le Golfe.

George Bush: Gorbatchev est quelqu'un de bien.

François Mitterrand: Il est courageux, intelligent. Il y a dix jours, pour la première fois, je l'ai trouvé inquiet. Il est menacé par l'éclatement de l'empire. Cela nous crée des problèmes avec les Baltes. On n'a jamais reconnu leur annexion par l'URSS, on a conservé leur or. Il n'empêche que le droit international a consacré l'existence de l'URSS telle qu'elle est.

George Bush: Je suis de plus en plus inquiet sur le Golfe. Baker a été très satisfait de sa visite là-bas. Il est important que les Nations unies adoptent une nouvelle résolution autorisant l'usage de la force si Saddam Hussein ne se retire pas. Je ne sais si Gorbatchev sera d'accord. Faire croire à Saddam Hussein qu'il peut y avoir la guerre est le seul moyen de le convaincre de se retirer.

François Mitterrand: Sous réserve d'une discussion sur la rédaction, l'idée d'une nouvelle résolution me paraît utile. Il est bon de rester sous le couvert des Nations unies. Je ne demande pas que les Nations unies dirigent tout sur le terrain, ce serait absurde. Mais le label politique de l'ONU est indispensable. Après le vote de ce texte, Saddam Hussein saura qu'il n'y a plus d'issue pour lui. La Russie, je crois, pourra voter, si le texte est bien rédigé.

George Bush: Je crois que ce serait un signal pour Saddam Hussein. Vous le connaissez mieux que moi...

François Mitterrand: Je ne le connais pas du tout! J'ai toujours eu des problèmes avec lui. Il avait de bonnes relations avec la France, mais, après le raid israélien sur Tamouz, cela s'est détérioré. Je ne l'ai jamais invité. Il m'a invité, mais j'ai laissé traîner les choses...

George Bush: On dit qu'il est cruel, mais qu'il est devenu plus humble depuis la guerre contre l'Iran.

François Mitterrand : Je recevais à ce moment-là des lettres pressantes de l'Émir du Koweït et du Roi d'Arabie me reprochant de ne pas armer assez l'Irak!

George Bush : Nous-mêmes, nous donnions des renseignements aux Irakiens!

François Mitterrand : Nous n'avions qu'une idée: arrêter la révolution intégriste de Khomeyni.

George Bush : Maintenant, l'Iran joue le jeu et soutient la position des Nations unies.

On passe à Israël:

George Bush : Je suis découragé sur la Cisjordanie. Shamir est difficile... Les Juifs américains me disent: « Si vous ne traitez pas avec Shamir,

vous aurez Sharon. »

François Mitterrand: Un gouvernement de coalition aurait été mieux. Mais Shamir ne fera jamais rien.

A Paris, la délégation estonienne informe la presse de la présence des trois pays Baltes au Sommet de la CSCE en tant qu'« invités de la République française ».

Lundi 19 novembre 1990

Débat au Parlement sur la CSG. Motion de censure déposée par les trois groupes parlementaires de l'opposition, RPR, UDF et UDC. C'est la dixième motion de censure depuis le début de la législature. Mais, pour la première fois, celle-ci a des chances d'être adoptée; pour la première fois depuis 1981, en effet, le Parti communiste a annoncé qu'il mêlerait ses voix à celles des partis de droite.

Au Parlement, Michel Rocard : La seule réforme que l'on accepte spontanément, c'est celle qui pèse d'abord sur le voisin. Je tiens à vous dire, et, à travers vous, à dire aux Français que si, dans ce pays, on consacrait au succès des réformes seulement 10 % de l'énergie dépensée à les combattre, notre pays pourrait être en tête de toutes les nations modernes, et ses habitants vivraient dans beaucoup plus de prospérité... Tout est bon pour tenter de retarder la réforme ou y faire échec: les droits acquis, baptisés du nom plus noble de conquêtes historiques, les corporatismes qui cherchent à se dissimuler derrière une pseudo-défense de l'intérêt général, les groupes de pression qui s'affichent modestement en donneurs d'informations...

Il s'en faut de cinq voix que la censure ne soit votée sur la CSG. Deux députés UDF et trois élus d'outre-mer ont sauvé la mise au gouvernement. Guy Carcassonne y a passé ses nuits.

Le Président est hors de lui: juste après son dîner avec George Bush, les diplomates américains ont déclaré à la presse que la France était d'accord pour l'usage de la force en Irak. Ce sont des voyous! me dit-il. Je n'ai rien dit de tel! J'ai dit qu'il fallait que l'ONU donne son approbation avant tout usage de la force.

Donner et reprendre : selon Farouk el Chara, ministre syrien des Affaires étrangères, les troupes de son pays déployées dans le Golfe ne joueront qu'un rôle défensif.

Saddam Hussein annonce l'envoi de 250 000 soldats supplémentaires sur le front sud de l'Irak et à l'intérieur du Koweït.

George Bush et Mikhaïl Gorbatchev se rencontrent à Paris. Ils ne tiennent pas de conférence de presse commune, mais leurs porte-parole soulignent qu'ils sont en accord sur toutes les questions majeures (Fitzwater) et qu'il n'y a pas de désaccord entre eux (Ignatenko).

Réunion de la CSCE. Les Baltes sont là et veulent entrer en séance. Ils ont leur badge. Gorbatchev refuse absolument qu'ils y assistent. Roland Dumas les reçoit pour leur dire qu'ils ne sont pas les bienvenus en séance. Il les fait attendre toute l'après-midi avenue Kléber et les reçoit dans la soirée au Quai d'Orsay. Pénible moment.

Margaret Thatcher m'explique en détail comment elle voit l'aménagement, qu'elle veut grandiose, de la BERD à Londres, et qui sera financé entièrement par le gouvernement britannique. La grande table de la réunion de la CSCE lui plaît beaucoup. Elle me suggère d'essayer de la récupérer pour la salle du conseil de la Banque.

François Mitterrand voit Mikhaïl Gorbatchev dans les couloirs de la CSCE. Ils recherchent encore un compromis sur le Golfe. Gorbatchev souhaite toujours un texte franco-soviétique. François Mitterrand lui parle du projet de résolution en cours de négociation à New York, dont il lui vante les mérites en pesant chaque mot. Gorbatchev paraît très tendu. On cherche un autre mot que « force » dans l'expression « emploi de la force », pour y apporter un bémol. Mais le mot ne gêne pas du tout François Mitterrand : L'ONU doit autoriser l'usage de la force. Mais la décision de faire usage de la force dépend de moi et des autres pays engagés.

Mardi 20 novembre 1990

En l'absence de Margaret Thatcher, retenue à Paris, vote annuel, dans les prochaines heures, des députés conservateurs pour élire le chef de leur parti. Margaret Thatcher risque d'être mise en difficulté dès le premier tour de scrutin. François Mitterrand la reçoit juste avant. Elle crâne...

Le Président : Je comptais vous parler du Golfe. L'exacte position qui est la mienne, c'est que j'ai accédé à la requête de Bush me demandant si la France serait d'accord pour mettre au point une nouvelle résolution sur l'usage de la force. C'est à cela seulement que j'ai dit oui. La délégation américaine a alors prétendu que j'étais d'accord pour l'usage de la force. C'est aller un peu vite en besogne ! Je veux pouvoir regarder les termes de la résolution. Mais j'estime qu'il faut adopter un texte en ce sens : c'est le dernier argument dont nous disposons, avec l'embargo, vis-à-vis de Saddam Hussein. Il ne faut pas qu'il doute de notre résolution. Mais ce n'est pas au Pentagone de nous dicter le texte de la résolution. En revanche, je suis tout prêt à discuter de ce texte avec les Américains et vous-même.

Margaret Thatcher : Je suis heureuse d'entendre cela. Je ne crois pas que Saddam Hussein se retirera, c'est un dictateur. Il nous faudra user de la force à bref délai, en raison des conditions climatiques qui prévalent après février. La résolution doit être adoptée ce mois-ci, avant que, le 1er décembre, la présidence du Conseil de Sécurité passe au Yémen. Certains ne voudront pas utiliser le mot « force ». Si nous devions utiliser la force, ce serait pour la défense du droit international.

François Mitterrand : Je verrais les ordres à donner à notre armée. Pour le moment, sa mission est défensive : défendre l'Arabie Saoudite et faire appliquer l'embargo. Nos troupes sont au nord, près des troupes saoudiennes. Pour passer à une mission offensive, il faudrait un constat de carence de Saddam Hussein et un texte des Nations unies. Que le mot « force » figure dans le texte ne me gêne pas.

Margaret Thatcher : Moi non plus...

François Mitterrand, souriant : Cela, je l'ai bien compris ! Ce texte devrait avoir un impact psychologique sur Saddam Hussein. Je ne sais pas quel texte pourra accepter Gorbatchev. Il m'a dit hier qu'il souhaitait que soit poussée la recherche d'une solution pacifique. Je lui ai dit oui, à condition que cette position n'aboutisse pas à ne rien faire. Quant à la Chine, je ne pense pas qu'elle mettra son veto.

Margaret Thatcher : Je ne le pense pas non plus.

François Mitterrand : Il faut être clair. L'effort essentiel sera celui des États-Unis. Je l'ai dit à Bush : je n'ai pas l'intention d'envoyer 100 000 soldats de plus. Nous avons en France des difficultés à cause du Liban. Le Koweït ne nous intéresse pas, le Liban nous intéresse. Et les Américains me diraient non si je leur demandais d'amener leurs troupes au Liban.

Margaret Thatcher : Ce n'est pas la même chose... Il faut stopper Saddam Hussein dès maintenant. Je vais envoyer un peu plus de troupes.

François Mitterrand : Aviez-vous des accords de défense avec le Koweït ?

Margaret Thatcher : Non, mais nous étions la puissance « protectrice » depuis 1961.

François Mitterrand : Nous, nous n'avons aucun accord. Le Koweït ne nous achetait même pas nos avions ! Nous sommes donc très libres. Et je n'ai pas l'entention de faire tuer des soldats français seulement pour rendre son trône à l'Émir Jaber. Je reviens à la résolution de l'ONU : je veux distinguer l'« autorisation » d'utiliser la force, donnée par les Nations unies, de la « décision » de l'utiliser, qui dépend de nous. Il ne doit pas y avoir passage automatique de l'une à l'autre. Je veux être consulté. J'ai besoin de l'accord du Parlement si l'on se lance dans une guerre.

Margaret Thatcher : Les États-Unis nous consulteront sans doute, mais il faudra garder le secret.

François Mitterrand : Oui, mais il y a là deux décisions différentes.

Margaret Thatcher: Nous n'avons pas à aller devant le Parlement! Ce n'est pas une déclaration de guerre, mais une action au titre du chapitre VII de la Charte de l'ONU, article 51. C'est donc de la légitime défense.

François Mitterrand, souriant : C'est une interprétation juridique qui ne séduirait sans doute pas le Parlement français !... Je voudrais votre opinion sur la capacité de résistance de Saddam Hussein, que je ne crois pas si forte.

Margaret Thatcher : Turgut Ozal et Shimon Pérès m'ont dit que ce ne sont pas de bons soldats, qu'ils fuiront, sauf la garde présidentielle.

François Mitterrand : Je n'arrive pas à croire les spécialistes qui disent qu'ilfaudrait des mois pour en venir à bout.

Margaret Thatcher : Peut-être trois mois.

François Mitterrand : Moubarak dit six heures.

Margaret Thatcher : C'est un homme... effervescent ! Nous devons compter huit semaines, et il y aura des bavures. Pour l'invasion de l'Iran, on avait dit aussi que cela ne prendrait que cinq jours !

François Mitterrand : En fait, les forces étaient égales. Je crois que le matériel irakien est très usé.

Margaret Thatcher : Oui. On dit que la maintenance n'est pas bonne. Leur armée n'est pas la nôtre. Mais ils se sont bien retranchés au Koweït Il y a des mines chimiques. Ce sera une grosse affaire. Et il n'y a qu'une seule voie d'accès et de retraite...

Elle repart pour Londres, donnant le sentiment que, demain, tout se passera bien. Il y a cependant en elle comme une fêlure : celle dont souffrent parfois les victimes de trahison.

Les Américains nous laissent entendre qu'ils recherchent un contact direct avec Saddam. Curieux : Bush n'en a pas soufflé mot à François Mitterrand.

Margaret Thatcher avait raison et François Mitterrand avait tort : l'autorisation du Parlement, même en France, n'est pas nécessaire pour une opération militaire au sens du chapitre VII de la charte de l'ONU. Ce n'est pas une déclaration de guerre.

Mercredi 21 novembre 1990

La charte de Paris pour une nouvelle Europe est signée. Yalta, c'est terminé, déclare François Mitterrand.

George Bush est à Djedda pour vingt-quatre heures afin de soutenir ses troupes à l'occasion du Thanksgiving Day.

Une étude du Conseil national des villes, que préside Michel Rocard, établit que les « casseurs » du 12 novembre dernier sont tous des exclus du système scolaire. Voilà l'essentiel : en France, l'intégration ne passe que par l'école. Hors de l'école, l'exclusion est quasi irréversible.

Petit déjeuner entre François Mitterrand et Helmut Kohl. Le Président confie au Chancelier sa colère contre la presse, qui, du Sommet de la CSCE n'a retenu que les embouteillages.

Helmut Kohl : C'est toujours comme cela. Mais cela n'a aucune importance. Pour un Président qui n'a plus besoin d'être élu, c'est vraiment sans importance !

François Mitterrand : Oui, mais la presse est un pouvoir sans conscience, sans règles, qui n'a rien de démocratique, sauf qu'il est nécessaire à la démocratie. Le pouvoir de l'information est totalement maître de lui-même. Mais si l'on dit cela en public, on est traité de mauvais démocrate !

Helmut Kohl : Au XXIe siècle, on trouvera une solution...

François Mitterrand : En France, dans une réunion, quand j'apprends que « la presse est là », je pense à part moi : « Hou-hou... » Mais après, publiquement, je dis comme nous le disons tous : « Protégeons la presse ! »

On passe au Golfe :

Helmut Kohl : Si Saddam Hussein relâche tous les otages sauf les Américains, ce sera la guerre.

François Mitterrand : J'en avais parlé avec le Roi de Jordanie, en septembre. Je lui avais dit : si Saddam Hussein relâche tous les otages avec un beau discours humanitaire — il en est capable —, il sera impossible aux Occidentaux de faire la guerre.

Helmut Kohl: Saddam Hussein a-t-il cru le Roi ? Seriez-vous d'accord pour que je lui fasse passer un message : « François Mitterrand pense que vous devez libérer les otages » ?

François Mitterrand : Non. Je ne veux pas envoyer de message ni direct, ni indirect, car la France est dans une situation délicate à cause de notre appui et de nos ventes d'armes passées à l'Irak. Je ne veux pas que l'on pense que la France joue un double jeu. Et il n'est pas possible de garder les messages secrets. Mais il semble que les États-Unis, après le vote d'une résolution nouvelle, commencent à penser eux-mêmes à un contact direct avec l'Irak. Bush ne me l'a pas dit, mais ses collaborateurs l'ont donné à penser hier soir aux miens.

Helmut Kohl : D'accord avec vous. Mais il faudrait qu'il y ait beaucoup de messages envoyés à Saddam Hussein dans le même sens : « Si vous gardez les otages, vous risquez la guerre. »

François Mitterrand : Sa décision de libérer les otages par « paquets » est tellement habile qu'elle en est naïve.

Helmut Kohl : Il se trompe sur Bush. Bush ne reculera pas. Encore moins que Reagan. Il ne veut pas d'un nouveau Vietnam, mais, s'il s'agit de l'honneur américain...

François Mitterrand : L'estimation de la durée de la guerre est très difficile. Moubarak m'a dit que ce serait réglé en six heures.

Helmut Kohl : Les pronostics égyptiens ne sont pas souvent exacts...

François Mitterrand : Shimon Pérès, lui, parle de vingt-quatre heures !

Helmut Kohl : On se pose une question en Allemagne : ne peut-on à la fois gagner des batailles et perdre la guerre ?

François Mitterrand : Mme Thatcher m'a dit qu'il faudra deux semaines. Les experts disent des mois. S'il s'agit de ne parler que de la guerre, et non de ses conséquences, l'Irak est moins fort qu'on ne le dit.

Helmut Kohl : Oui, mais ensuite ? Qui va occuper le pays ? Que se passera-t-il avec la région ? avec Israël ?

Conseil des ministres : Michel Durafour annonce une hausse de 1,3 % du traitement des fonctionnaires, ce qui est jugé insuffisant par les organisations syndicales. Le Président interroge : Il y a peut-être des avis divergents ? Ce n'est pas que je les sollicite... Non, décidément, il n'y en a pas.

Après la communication de politique internationale, le Président : Il est dommage que la réunion de la CSCE n'ait pas été mieux et davantage commentée dans la presse française, qui en a surtout retenu les embouteillages. C'est pourtant un spectacle auquel on n'avait jamais assisté sur le continent, dans notre histoire. Aucune comparaison n'est possible avec les grands congrès qui se sont tenus par le passé. Car, cette fois, il ne s'agissait pas, pour des vainqueurs, de sanctionner une défaite. Je suis heureux que Yalta se soit achevé à Paris par consentement général.

Puis il revient sur la politique intérieure : Le gouvernement et le Premier ministre ont très bien passé le cap de la censure. J'avais dit au Premier ministre que je n'avais aucune inquiétude et même, par une sorte de prescience, je lui avais annoncé à l'avance le score du vote. Ce qui prouve bien, comme le dit la presse, que je tire toutes les ficelles !... De toute manière, l'opposition est hors d'état d'assumer des responsabilités. Le vote de l'Assemblée nationale correspond certainement au désir profond du pays. Certes, la majorité n'est que relative ; mais une majorité relative forte vaut mieux qu'une majorité absolue faible. Le gouvernement reste et doit poursuivre sa tâche avec confiance. L'essentiel est de travailler pendant le temps qui vous est accordé par la confiance du Parlement. Alors, continuons.

A l'oreille, Jean-Louis Bianco me fait remarquer que le Président n'a pas dit qu'il accordait sa confiance, lui, au gouvernement.

A propos d'une communication de Paul Quilés sur notre industrie spatiale, le Président parle de sa réussite et des quelques échecs d'Ariane : C'est une remarquable continuité. Car, finalement, Ariane n'a connu de difficultés notables qu'en présence des Présidents de la République. Le Président Giscard d'Estaing s'était fait projeter Ariane sur grand écran, et ce fut un échec. J'y suis allé avec M. Curien, et notre présence a fait tomber la fusée ! Débat électrique à l'Assemblée nationale sur le projet de statut de la Corse.

Jeudi 22 novembre 1990

Après onze années de présence ininterrompue aux affaires, Margaret Thatcher se retire de la compétition pour l'élection de chef du Parti conservateur et démissionne en même temps de son poste de Premier ministre. Son dernier acte consiste à envoyer 14 000 soldats supplémentaires dans le Golfe. François Mitterrand : Elle n'aurait pas dû venir à Paris. Si elle était restée à Londres, elle aurait certainement gagné assez de députés à sa cause. Mais, si elle est venue, c'est peut-être qu'elle voulait perdre, d'une certaine façon, avec panache.

George Bush rencontre Hosni Moubarak au Caire.

Les Britanniques confirment l'envoi de 14 000 hommes supplémentaires dans le Golfe. Au total, ils y ont 30 000 soldats : une brigade d'infanterie blindée, un bataillon d'infanterie avec des véhicules de combat Warrior et des troupes de soutien, des chasseurs bombardiers et deux chasseurs de mines.

Le Yémen, membre du Conseil de Sécurité, est hostile à la présence des forces étrangères dans le Golfe et ne peut soutenir la stratégie américaine, déclare son président à James Baker.

Vendredi 23 novembre 1990

Suite du débat sur la Corse à l'Assemblée.

Jean-Pierre Chevènement est de plus en plus réservé sur notre politique dans le Golfe. Il persiste à penser que tout cela n'est qu'une provocation américaine et qu'on ne laisse pas Saddam trouver une porte de sortie en le plaçant devant des ultimatums toujours plus inacceptables.

L'Irak commence à rappeler ses réservistes. Le couvre-feu sur le Koweït est levé.

Nouvel appel chinois et soviétique à l'Irak pour qu'il se retire du Koweït le plus tôt possible.

George Bush rencontre à Genève Hafez El Assad : un tête-à-tête complet et franc de trois heures.

Les États-Unis demandent à leurs alliés de l'OTAN de mettre à leur disposition navires et avions pour transporter vers le Golfe leurs nouveaux renforts en hommes et en matériels.

Samedi 24 novembre 1990

François Léotard abandonne la présidence du Parti républicain à Gérard Longuet pour acquérir une dimension nouvelle, dit-on, loin de la politique politicienne. Il fixe un calendrier pour l'opposition : contrat de législature en 1991, formation commune en 1992, victoire en 1993.

Lundi 26 novembre 1990

La discussion sur la résolution de l'ONU se poursuit. James Baker transmet à Roland Dumas un nouveau projet de texte autorisant une action militaire contre l'Irak — sans nouvelle décision du Conseil — si ce pays n'a pas appliqué pleinement les résolutions déjà votées. Le projet se réfère au chapitre VII de la Charte, sans mentionner aucun article ni a fortiori aucun mécanisme de contrôle. Il fixe l'expiration d'un ultimatum au 15 janvier 1991. Mais il n'y aura pas automatisme du déclenchement des hostilités à cette date. Il appartiendra alors aux États coalisés de prendre les initiatives nécessaires, dit le texte.

La Libye demande au secrétaire général de l'ONU et au président du Conseil de Sécurité la tenue d'une réunion extraordinaire du Conseil sur le Golfe.

Tarek Aziz rencontre Mikhaïl Gorbatchev à Moscou. Il établit avec Chevardnadze un calendrier pour le rapatriement des 3 300 Soviétiques restants.

Mardi 27 novembre 1990

Toujours pas de conclusion des pourparlers à New York. L'URSS est maintenant ralliée au texte. Il faut en finir avant la fin du mois. Les Américains souhaitent que ce texte soit parrainé par les Cinq. La Chine refuse. François Mitterrand se dit prêt à accepter, à condition qu'une démarche soit faite auprès de Saddam avant l'expiration de l'ultimatum.

C'est John Major qui succède à Margaret Thatcher.

François Mitterrand : Pourquoi Heseltine a-t-il perdu ? Il voulait mettre en pièces l'héritage. La trahison n'a pas payé. Elle a emporté sa dernière victoire. Mais Major sera peut-être pire que les autres sur ce terrain. Je ne suis pas sûr que cela soit un bien pour l'Europe... Elle, c'était un adversaire, mais elle avait au moins une vision. Je m'entendais finalement très bien avec elle.

État d'urgence au Bangladesh après des manifestations contre le Président Ershad. Comment acheminer vers la démocratie le pays le plus pauvre, le plus dense, le plus inondé de la planète ?

L'Italie rejoint le groupe de Schengen.

Mercredi 28 novembre 1990

La Chine ne mettra pas son veto à la résolution examinée demain au Conseil de Sécurité, mais sans pour autant voter en sa faveur, nous fait savoir Qian Qichen.

Au Conseil des ministres, Roland Dumas évoque la résolution de l'ONU en cours de discussion. Il explique que, malgré la date limite proposée pour le 15 janvier, il n'y aurait pas déclenchement automatique d'un conflit à cette date.

Jean-Pierre Chevènement : Dans la coalition des nations, il existe des membres dont le but n'est pas la libération du Koweït Selon eux, ce serait un « scénario-catastrophe » si Saddam Hussein acceptait de libérer le Koweït. Je suis sceptique quand Roland Dumas dit qu'il n'y a pas d'automatisme, alors que l'on fixe un ultimatum au 15 janvier. Je vois mal comment l'initiative pourrait être autre que celle du pays qui a 400 000 hommes sur le terrain, c'est-à-dire les États-Unis. Je vois mal comment la France échapperait à l'engrenage. Si, comme je le pense, il y a une certaine flexibilité irakienne, comment pourrions-nous l'utiliser dès lors que nous serions liés par une résolution aussi contraignante ?

Le Président, extrêmement fâché, redonne la parole d'un geste à Roland Dumas.

Roland Dumas : Il n'y a pas d'automatisme dans la mise en œuvre de cette résolution, au moins pour ce qui concerne la France, puisque cela a été dit par le Président de la République. D'autre part, le texte même précise qu'il appartient aux États membres de prendre les initiatives nécessaires. Ce qui n'est pas du tout la même chose qu'une action de guerre décidée et pilotée par le Conseil de Sécurité. Quant à la « flexibilité » de l'Irak, je ne la vois pas apparaître. A mon avis, si elle apparaît, ce sera seulement parce que nous serons fermes, et jusqu'à la dernière minute.

Le Président approuve d'un geste.

Michel Rocard intervient alors... pour commenter sa rencontre avec Martelli, vice-président italien, sur un tout autre sujet : Il m'a proposé quelque chose de très intéressant : que l'Italie, l'Espagne, la France engagent une coopération à vocation structurante et géopolitique... L'Italie est aussi favorable à l'Europe sociale...

Agacé, le Président lui répond d'en revenir à la guerre du Golfe : J'ai moi aussi constaté la bonne volonté italienne. L'Italie est très européenne, sauf quand il s'agit de prendre une décision. Quand j'ai parlé de l'Europe sociale en 1981, j'ai été accueilli par des lazzis. Les Italiens s'opposent rarement directement à la Grande-Bretagne et aux États-Unis ; ils espèrent toujours se débrouiller pour passer entre les récifs. Mais enfin, s'ils sont dans de bonnes dispositions, tant mieux !...

Quant à la résolution du Conseil de Sécurité, il est bien clair que c'est la seule voie possible. Il y a une épreuve de force psychologique, en raison de l'intelligence tactique de Saddam Hussein qui profite du moindre interstice entre les Occidentaux. On ne peut malheureusement pas espérer parvenir à la paix simplement par les vertus — ignorées à Bagdad — du Saint-Esprit ! Il faut se préparer à des échéances difficiles. Notre logique n'est pas une logique de guerre. Mais si l'Irak ne se prête pas à une logique de paix, ce sera la guerre. Il n'y a aucune illusion à se faire là-dessus. Bien peu s'en font, y compris moi. Ce texte représente la dernière chance, l'ultime pression. Ne pas le faire, ce serait donner raison à Saddam Hussein. Je n'imagine pas la France se désolidarisant de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'URSS. Les intentions sont-elles pures ? Là, je réponds à M. le ministre de la Défense : non ! Elles sont mélangées. Mais nous, nous n'avons pas envoyé 400 000 hommes. Notre posture continue à être défensive. Ce qui est vrai, c'est que la plupart des États arabes de la région, tout comme Israël et la Grande-Bretagne — du moins Mme Thatcher —, ont des objectifs qui dépassent la simple exécution des décisions de l'ONU et qui sont la destruction de Saddam Hussein, de l'Irak, de sa capacité nucléaire et chimique. On ne peut pas dire que ce raisonnement soit complètement fou. Mais chaque chose en son temps : on ne peut tout traiter à la fois. Nous avons des relations amicales avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS, ce qui ne nous empêche pas d'avoir des divergences avec eux sur leur politique intérieure ou extérieure. Mais il y a un moment où il faut dire oui ou non. On ne peut pas rester dans la grisaille, sauf à renoncer au rôle de notre pays, reconnu à la naissance de l'ONU. J'ai longuement parlé avec M. Gorbatchev pour donner un maximum de délié à un projet de texte de résolution qui était par trop brutal.

Je n'aime pas cette situation. Mais qui l'aime ? Je ne peux pas me réfugier dans l'abstention. Je prends mes responsabilités devant l'opinion. Cela sera jugé négativement par une large fraction. L'argument que j'ai entendu depuis le mois d'août, selon lequel la France, s'opposant à Saddam, se brouillerait avec le monde arabe, s'est révélé faux. Je sais bien que cela peut changer ; mais, jusqu'ici, ces relations se sont plutôt améliorées : l'OLP ne nous lâche plus, le Yémen m'invite en visite d'État. Ce que j'ai dit à l'ONU aurait dû permettre — devrait permettre — à Saddam Hussein d'annoncer des décisions. Il n'y a donc pas un ultimatum sans discussion possible ; une main reste tendue. Si Saddam Hussein libérait les otages et annonçait qu'il était prêt à quitter le Koweït, on ne ferait pas la guerre pour l'Émir ou pour je ne sais quelle étendue de terre marécageuse. La France ne peut pas se trouver dans le camp de ceux qu'elle dénonce en se séparant de ceux qu'elle approuve. Peut-être bien que la mission de nos troupes changera, qu'elle deviendra, avec l'accord du gouvernement, offensive. C'est probable, ou du moins c'est possible. Je veux d'abord voir ce qui va se passer après le vote de la résolution à New York. En tout cas, je ne m'y refuse pas. Il faudra que le gouvernement prenne sa responsabilité, ainsi que les ministres qui le composent. Voilà le schéma auquel je n'entends rien changer.

François Mitterrand reçoit un envoyé du Roi Fahd qui vient lui dire : Le Gardien des Lieux saints [c'est ainsi qu'il appelle le souverain] m'a demandé de vous voir pour vous parler de nos relations bilatérales. Il souhaiterait améliorer les relations et la coopération entre nos deux pays. Le Gardien des Lieux saints relève un certain déséquilibre dans nos échanges. Il y a des rencontres entre hommes d'affaires, certes. Mais nous avons l'idée d'une coopération plus profonde, resserrant nos liens sur une base plus équilibrée. Nous découvrons de nouveaux champs pétroliers, l'ARAMCO en surveillera la prospection. Nous vous proposons une coopération en matière d'exploitation des champs déjà prospectés. Il pourrait y avoir une garantie d'enlèvements à long terme. Et peut-être aussi de commercialisation commune.

François Mitterrand : Je vous remercie. Je crois qu'Elf discute déjà avec l'ARAMCO.

Il y a six mois, François Mitterrand avait demandé au gouvernement de préparer une nouvelle législation renforçant les sanctions contre le « pantouflage » des hauts fonctionnaires. Il y a un mois, le Président a enjoint au gouvernement de publier enfin les décrets d'application d'une loi votée à ce sujet en... 1946 ! Aucune de ces deux consignes n'a été suivie du moindre commencement d'exécution. L'État a le plus grand mal à faire respecter les textes..., surtout quand il charge de leur rédaction les premiers intéressés eux-mêmes !

Jeudi 29 novembre 1990

Le Conseil de Sécurité condamne, à travers la résolution 677, la destruction par l'Irak des actes d'état-civil au Koweït.

A l'ONU, juste avant la fin du mois, vote de la résolution 678 autorisant le recours à la force contre l'Irak après le 15 janvier 1991 si ce pays n'a

pas évacué le Koweït d'ici là.

Ce soir, dîner des cinq ministres des Affaires étrangères à New York. On évoque l'idée d'un contact pris au nom des cinq avec Bagdad. On parle même d'un sommet des cinq Présidents. James Baker reste silencieux.

Vendredi 30 novembre 1990

Les États-Unis, nous fait savoir le Pentagone, commenceront l'envoi au Moyen-Orient de 300 avions supplémentaires la semaine prochaine, dont un escadron d'une vingtaine de bombardiers FI 17.

L'Irak rejette l'ultimatum de l'ONU.

Surprise : George Bush invite le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, à Washington et propose d'envoyer à Bagdad son secrétaire d'État, James Baker.

François Mitterrand est furieux : lors du dîner des Cinq, hier à New York, Baker n'en a rien dit à Dumas ni à ses autres collègues. En fait, les Américains ne veulent pas, d'ici au 15 janvier, que leur politique dépende d'un contact des Cinq avec Bagdad. Ils souhaitent tout garder sous leur contrôle. On les comprend.

Samedi 1er décembre 1990

Bagdad accepte le principe d'une discussion avec les Américains, mais dit vouloir discuter en même temps d'autres questions, notamment du problème palestinien.

Convention nationale du PS. Malaise entre le PS, l'Élysée et Matignon. Manifeste signé par douze jeunes députés (Balligand, Belorgey, Bredin, Hollande, Le Déaut, Le Drian, Poignant, Royal, Worms) sur « la démocratie en danger » (discrédit des politiques, déclin du Président, « américanisation » sociale). Mauroy est furieusement contre, Fabius est pour. François Mitterrand est choqué par ce qu'il analyse comme une attaque de Jacques Delors contre lui.

Au bout de trois ans de travaux, les ouvriers anglais et français se rejoignent dans le tunnel sous la Manche. Madame Thatcher n'est plus là pour célébrer le triomphe de sa vision et de son entêtement.

Saddam Hussein propose à la France de participer à un dialogue global sur la région.

L'ambassadeur du Yémen à l'ONU présente un plan de paix élaboré par son gouvernement : garantir à l'Irak qu'il ne sera pas attaqué ; lever les sanctions économiques contre l'Irak ; retirer les troupes étrangères ; une force de maintien de paix contrôlera temporairement le Koweït évacué par l'Irak ; entamer des négociations au sujet des plaintes de l'Irak contre le Koweït ; œuvrer pour le règlement du conflit israélo-palestinien.

Ce plan a évidemment été négocié à l'avance par les Yéménites avec Bagdad.

Depuis Vilnius, les trois parlementaires des trois républiques baltes, réunis en session parlementaire conjointe, demandent aux parlementaires du monde entier d'« user de leur influence » sur le Kremlin afin que celui-ci engage des « négociations interétatiques » sur la question de l'indépendance balte.

Le Président Ershad du Bangladesh démissionne après huit ans de pouvoir.

Lundi 3 décembre 1990

Il faut préparer le prochain Conseil européen en Italie. L'enjeu est clair : va-t-il se borner à photographier la situation et donner les pleins pouvoirs à la Conférence intergouvernementale, ou bien va-t-il définir une sorte de mandat assorti d'orientations générales ? Thèmes sur lesquels la France insiste : la réforme du rôle du Conseil européen, la création d'un lien institutionnel entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Questions gênantes pour la France : le droit de codécision du Parlement européen, la création d'un organe représentant les régions, l'inclusion des questions budgétaires dans la négociation.

La République de Russie autorise la propriété privée de la terre.

En Turquie, démission inattendue du chef des forces armées, le général Toruntay, à propos du rôle d'Ankara en cas de conflit dans le Golfe. L'armée irakienne et l'armée turque ont gardé des liens qui remontent à l'Empire ottoman, et les militaires turcs répugnent à affronter d'autres généraux sunnites et laïcs.

Mardi 4 décembre 1990

Idriss Déby, qui a renversé le 1er décembre Hissène Habré, est nommé chef de l'État du Tchad. Habré a trouvé refuge au Sénégal.

Helmut Kohl propose une initiative franco-allemande, avant le Sommet européen, allant dans le sens d'une politique étrangère commune.

Le Soviet suprême approuve le plan de concentration des pouvoirs que lui soumet Gorbatchev.

A Lyon, François Mitterrand ouvre les assises nationales de Banlieues 89. Il annonce la création d'un ministère d'État chargé de la Ville, et un plan de cinq ans pour les quartiers défavorisés.

Mercredi 5 décembre 1990

Au Conseil des ministres, le Président s'exprime sur la politique de la Ville : Nous engageons une nouvelle phase dans notre politique pour la Ville. Le Premier ministre et moi-même avons coordonné entre nous nos interventions à Bron. Souhaitons que tout cela soit suivi activement.

Rocard annonce la péréquation des recettes entre communes aisées et pauvres.

François Mitterrand et Helmut Kohl écrivent au président du Conseil européen, Giulio Andreotti, pour définir une position commune sur l'Union politique : élargissement des compétences, légitimité démocratique (citoyenneté européenne, pouvoirs du Parlement), élargissement du rôle du Conseil et vote à la majorité qualifiée, politique étrangère et de sécurité commune en relation organique avec l'UEO. Les décisions seraient prises à l'unanimité, et leurs modalités d'application à la majorité.

Jeudi 6 décembre 1990

Bagdad annonce la libération de tous les étrangers encore détenus en Irak ou au Koweït avant le 15 janvier. François Mitterrand : Dans ce cas, la guerre n'aura peut-être plus lieu.

Michel Noir et Michèle Barzach démissionnent du RPR et du Parlement. La France est malade, déclare Michel Noir. La presse déplore l'échec de la démocratisation d'un parti qui accepte mal la contestation.

François Mitterrand ne se fait plus aucune illusion sur les chances de la gauche. Il confie : Les législatives de 1993 sont déjà perdues. Il faut pourtant éviter le désastre. Je suis contraint de garder un Premier ministre que j'ai cru pouvoir renvoyer et qui conduit inévitablement la gauche à

l'échec.

Vendredi 7 décembre 1990

Suspension de la négociation du GATT par suite du désaccord sur les questions agricoles entre les États-Unis et la CEE.

Le Président décide un renforcement du dispositif militaire français dans le Golfe. 9 500 soldats français au total se trouveront en Arabie Saoudite avant le 11 janvier.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU examine un projet de résolution condamnant les traitements infligés par Israël aux Palestiniens et proposant la tenue d'une Conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. Ce projet a été présenté par les non-alignés et la Malaisie.

L'Iran annonce qu'il ne participera à aucune guerre contre l'Irak ni contre aucun autre pays de la région.

Washington demande aux membres de l'OTAN d'envoyer des unités lourdes supplémentaires dans le Golfe, avions et navires.

Le prix du pétrole descend à 26 dollars le baril, plus bas niveau atteint depuis le début de la crise.

Les diplomates américains au Koweït seront rappelés dès que les otages américains seront libérés, nous fait savoir la Maison Blanche. L'Irak a toujours exigé la fermeture des ambassades au Koweït.

Tarek Aziz déclare à ABC que les Américains ont proposé les dates du 20 décembre pour sa rencontre avec Bush à Washington, et du 3 janvier pour les entretiens Baker-Hussein à Bagdad. Les Irakiens avaient suggéré la date du 17 décembre pour la visite de Tarek Aziz à Washington et du 12 janvier pour celle de James Baker à Bagdad.

Samedi 8 décembre 1990

En réponse à la proposition américaine, Saddam Hussein suggère de recevoir James Baker à Bagdad... le 12 janvier. C'est bien tard ! James Baker rejette cette date et dénonce une manœuvre visant à brouiller la date limite du 15 janvier. Il déclare qu'après le retrait de l'envahisseur, l'Irak et le Koweït pourraient négocier directement leur différend, notamment sur la cession du gisement de Roumalak et les deux îles koweïtiennes de Warbanx Boubiyane. Il exige que cette rencontre ait lieu le 3 janvier au plus tard. Saddam refuse.

L'ambassadeur soviétique à l'ONU conforte les Américains en demandant le report du vote sur le texte des non-alignés.

Les États-Unis menacent d'user de leur droit de veto si ceux-ci ne modifient pas certains points de leur projet de résolution relatifs à la tenue d'une Conférence internationale sur la paix au Proche-Orient à savoir principalement :

> 1 le point attribuant au secrétaire général de l'ONU le rôle de suivre et d'observer la situation dans les Territoires occupés et d'informer régulièrement le Conseil de Sécurité de l'évolution de la situation en Israël, est interprété par Washington comme une ingérence dans les affaires intérieures de ce pays qui se considère comme seul responsable de la sécurité dans les Territoires occupés ;
>
> 2 le point considérant que la tenue, à un moment approprié, de la Conférence internationale, dotée d'une structure appropriée, à laquelle participeraient toutes les parties concernées, faciliterait un règlement et l'instauration d'une paix durable est, pour Washington, sans lien avec la crise du Golfe.

Pour les Américains, ces points, pour qu'ils les acceptent, doivent être placés en annexe, en précisant qu'il n'y a aucun lien entre la crise du Golfe et les Territoires occupés, et que le moment approprié de la Conférence internationale n'est pas encore arrivé.

La Chine et l'URSS sont favorables au texte, comme la France.

Dimanche 9 décembre 1990

Un pont aérien est mis en place pour l'évacuation des otages restants. Leur rapatriement se fait à bord d'avions irakiens, selon l'exigence de Saddam Hussein.

Élections en Pologne ; taux d'abstention : 47 %. Lech Walesa est élu avec 75 % des voix.

Lundi 10 décembre 1990

Les réactions à l'initiative européenne prise par la France et l'Allemagne sont « très positives ». Les (rares) critiques portent sur la proposition de renforcement des pouvoirs du Conseil européen (elles émanent des membres de la Commission) et sur le projet de défense européenne (la Grande-Bretagne).

Les Soviétiques obtiennent pour la seconde fois le report du vote sur la résolution des non-alignés jusqu'au 12. La position américaine est toujours la même : déconnexion du Golfe et des Territoires occupés.

L'évacuation des otages se poursuit.

Le ministre irakien de l'Information, Nassif Jassen, dément les rumeurs d'un retrait par l'Irak de la majeure partie du Koweït : le Koweït est le 19e gouvernorat de l'Irak. Il fait historiquement partie du territoire irakien et le demeurera à l'avenir.

Les neuf pays membres de l'UEO exhortent Saddam Hussein à saisir la dernière chance de se retirer du Koweït.

Bagdad accuse Washington de chercher à provoquer par l'embargo la mort lente des 19 millions d'Irakiens.

Renforcement du dispositif Daguet : envoi de 18 à 24 pièces tractées d'artillerie et d'éléments du génie ; 800 hommes supplémentaires s'ajoutent aux 6 250 déjà sur place. Envoi ultérieur prévu de chars AMX 30 B2 et d'avions de combat (Mirage et Jaguar). On atteindra alors les 9 800 soldats.

François Mitterrand reçoit le dirigeant nicaraguayen Daniel Ortega, qui rentre de Bagdad où il a longuement vu Saddam Hussein.

Daniel Ortega : Nous avons parlé avec lui de la question des otages. Nous avons eu plusieurs entretiens. Les Irakiens ont avancé l'idée de créer un groupe de contact : Willy Brandt, Rajiv Gandhi, Yasuhiro Nakasone, Nelson Mandela et moi. Ils auraient voulu y inclure également Arafat, mais on a fait remarquer qu'il valait mieux n'y mettre personne de la région. Il faut des gens du Nord et du Sud dans ce groupe de contact, et il serait important d'y avoir aussi un dirigeant français. Saddam Hussein est très impressionné par la position française, par celle de Brandt et celle de Nakasone. J'ai vu ensuite Rajiv Gandhi. On a progressé sur certaines idées. Puis je suis à nouveau retourné à Bagdad du 29 novembre au 2 décembre. J'ai également parlé avec le Roi Hussein et avec Arafat. Il est urgent que ce groupe de contact se concrétise. Le retrait progressif et total de l'Irak du Koweit est le point de départ. Il faudrait fixer une date pour un retrait effectif. L'Irak ne peut formuler cette proposition, mais notre groupe pourrait le faire, de même que d'autres propositions comme la conférence internationale, la destruction massive des armements, la protection des Palestiniens. Tout un processus pourrait alors être mis en œuvre. En ce qui concerne la question territoriale, elle devrait être

discutée dans un cadre bilatéral. Les Irakiens sont réceptifs à ce genre d'idées, mais l'initiative ne peut venir d'eux-mêmes. On a ensuite parlé avec Willy Brandt : il est d'accord. Saddam Hussein et Tarek Aziz ont dit qu'il est important de parler avec vous. Tarek Aziz souhaiterait passer par Paris à son retour de Washington.

François Mitterrand : C'est tout à fait acceptable. La France peut apporter un élément utile. On sera obligé de revenir au plan que j'ai proposé aux Nations unies. Les otages, c'est fait. A partir de là, on peut discuter de tout. Il faudra aussi un plan de désarmement, comme on l'a fait en Europe. Il faudra une conférence internationale. Bien sûr, cela suppose l'évacuation du Koweït par l'Irak. Il faut en profiter pour traiter des problèmes non réglés depuis des années : Israël, Palestine, Liban, etc. Cela peut durer des années. Seulement, Saddam Hussein n'a pas bougé sur la question du Koweït. N'est-ce pas ?

Daniel Ortega : Il n'a rien dit.

François Mitterrand : S'il ne dit rien avant le 15 janvier, il sera écrasé. Naturellement, il faut lui permettre de sauver la face. Il peut y avoir quelques concessions, mais il ne peut y en avoir à l'avance. Il est important qu'il y ait des gens comme vous, comme moi, qui proposent. Nous, nous n'avons pas de problèmes d'amour-propre.

Daniel Ortega : Le projet de rencontre de Tarek Aziz avec George Bush, et de James Baker avec Saddam Hussein, suscite une polémique, car les Américains veulent obliger les Irakiens à accepter leurs dates pour ces rencontres.

François Mitterrand : Oui, mais le 12 janvier, comme le propose Saddam, c'est trop tard ! Saddam Hussein a tort de proposer une date aussi tardive, car entre le 12 et le 15, on n'aura plus le temps de trouver un compromis.

Daniel Ortega: Après la rencontre entre TarekAziz et Bush, on pourrait se réunir en Allemagne ou en Norvège.

François Mitterrand : Conseillez à Saddam Hussein de fixer une date pour ces rencontres durant les premiers jours de janvier. Si Baker dit non à tout le 12 janvier, ce peut être la guerre le 15. Saddam Hussein d'un côté, Baker de l'autre ne sont pas les plus conciliants.

En visite à Washington, Itzhak Shamir reçoit l'assurance que les intérêts israéliens ne seront pas sacrifiés à une négociation avec l'Irak.

Mardi 11 décembre 1990

George Bush annonce une série de mesures d'aide à l'URSS (un milliard de dollars pour acheter du blé américain). En fait, il s'agit d'un prêt permettant aux paysans américains d'écouler leur production, rien de plus.

Chadli Bendjedid entame une tournée au Proche-Orient pour tenter une médiation. Après Amman, il sera demain à Bagdad. Il propose deux étapes pour aboutir à une solution de la crise : 1) mettre en place une force arabe de paix au Koweït dès le retrait des troupes irakiennes et obtenir de l'Irak une garantie de non-agression contre l'Arabie Saoudite ; 2) règlement définitif du conflit.

Mercredi 12 décembre 1990

Au Conseil des ministres, intervention de Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, à propos des résultats du GATT. L'ambassadeur du Pérou lui a dit : Cela fait plaisir de voir la Communauté européenne résister enfin aux États-Unis !

Le Président interroge Roland Dumas pour savoir où on en est, aux Nations unies, dans les discussions sur le Golfe et les autres problèmes de la région. Roland Dumas rappelle la procédure concernant la résolution d'ensemble. Le Président insiste pour qu'on continue à parler du règlement du problème israélo-palestinien, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'on freine au sujet de l'échéance du 15 janvier : Il faudra sans doute des années pour y parvenir, mais le principe de la Conférence internationale doit être posé. J'aurais préféré des négociations directes, mais ça ne marchera pas. La Conférence internationale permettra d'organiser entre les Israéliens et les Palestiniens des conversations bilatérales qui pourront se dérouler à l'abri des indiscrétions. Il faudra exprimer clairement notre position et, si nécessaire, avec brutalité. On ne peut pas être des alliés loyaux des Américains quand il s'agit du Koweït et n'obtenir d'eux aucune réponse positive sur les autres problèmes de la région.

Au sujet du RMI, le Président : Il y a des différences trop sensibles d'un département à l'autre dans le domaine de l'insertion. Il est urgent de mobiliser les préfets, peut-être de publier un palmarès.

Saddam Hussein nomme un nouveau ministre de la Défense : le général Saadi To'ma Abbas remplace le général Abdel Jalobar Chanchar, devenu ministre d'État chargé des Affaires militaires. Nos services sont incapables de nous dire ce que cela signifie.

Le vote sur la résolution des non-alignés traitant de la question palestinienne est encore reporté, cette fois au 17 décembre. Les États-Unis refusent maintenant la mention de Jérusalem dans le paragraphe sur les Territoires occupés. À l'inverse, François Mitterrand décide que la France ne votera pas ce projet de résolution si le passage sur la Conférence internationale en est exclu.

Vendredi 14 décembre 1990

Conseil européen à Rome. Une fois de plus porte-parole des Américains, les Néerlandais s'opposent à l'établissement de tout lien, même chronologique, entre la crise du Golfe et les autres problèmes du Moyen-Orient. Les Américains obtiennent ainsi de contrôler la nouvelle rédaction d'un texte communautaire qui leur avait déjà semblé inacceptable au Conseil extraordinaire de novembre. Les Italiens préparent des textes distincts qui n'apportent pas grand-chose de nouveau par rapport à la doctrine connue de la Communauté. Nous soumettons quelques amendements pour atténuer l'impression de « suivisme » par rapport à la position américaine.

Le Conseil européen affirme la nécessité du retrait irakien avant le 15 janvier. Il soutient le principe de la convocation au moment approprié d'une Conférence internationale sur le conflit israélo-palestinien, et demande à Israël d'appliquer les résolutions 672 et 673 du Conseil de Sécurité.

En ce qui concerne la Conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire préparée par le rapport des gouverneurs de banques centrales, l'objectif est d'arriver à la ratification d'un traité avant la fin de 1992. François Mitterrand propose d'élargir les compétences du Conseil européen ; il s'oppose à ce que le Parlement européen ratifie ce traité. Il rappelle que, pour la France, le contenu de l'Union, c'est : une politique étrangère et de sécurité commune, des pouvoirs plus grands au Parlement européen, des institutions plus efficaces (par exemple : une investiture plus formalisée des membres de la Commission), une citoyenneté européenne (au contenu encore imprécis : participation aux élections locales dans les pays de la Communauté où l'on séjourne ?) pour tous les ressortissants de la Communauté.

Le Conseil s'entend sur les montants d'aides à l'URSS et aux autres pays de l'Europe de l'Est.

Aucun compromis n'est trouvé dans la querelle sur le siège des institutions, la France souhaitant conserver à Strasbourg le Parlement, qui lui, désire s'installer à Bruxelles.

Clôture de la réunion de l'OPEP. Les délégations irakienne et koweïtienne y ont participé assises côte à côte, sans s'adresser la parole.

Samedi 15 décembre 1990

Contrordre : Bagdad annonce que Tarek Aziz n'ira pas à Washington lundi 17 comme il l'avait proposé. Les États-Unis n'ont reçu aucune notification officielle de cette annulation.

A l'issue du Conseil européen, s'ouvrent les deux Conférences intergouvernementales : l'une sur l'Union économique et monétaire, l'autre sur l'Union politique. Deux représentants par pays — un pour chaque conférence — se rencontreront chaque semaine. Pour nous, ce sera Pierre de Boissieu, choisi par Roland Dumas, pour l'Union politique, et Jean-Claude Trichet, choisi par Pierre Bérégovoy, pour l'Union économique et monétaire.

Dimanche 16 décembre 1990

Le père Jean-Bertrand Aristide est élu Président d'Haïti avec près de 68 % des suffrages.

Lundi 17 décembre 1990

Si la guerre éclate, toutes les installations pétrolières et industrielles seront détruites dans le Golfe, affirme l'ambassadeur d'Irak en France.

Chadli Bendjedid considère qu'il existe des possibilités et des espoirs pour un début de règlement de la crise du Golfe dans un cadre arabe. Il affirme qu'il n'y a pas de lien organique entre la crise et la question palestinienne : la crise du Golfe est en premier lieu une affaire arabo-arabe, alors que la crise du Proche-Orient, ou ce que l'on nomme la question palestinienne, est une affaire entre les Arabes et Israël et ses alliés.

Nouveau rappel des réservistes irakiens.

Le général américain Schwarzkopf, commandant en chef dans le Golfe, déclare qu'une guerre dans le Golfe pourrait durer six mois et qu'il ne s'agira pas d'un combat facile. Les services de renseignement américains estiment maintenant de 500 à 580 000 le nombre de soldats irakiens déployés au Koweït et dans la région.

A Moscou, réunion du Congrès des députés du peuple, qui refuse de débattre d'un « vote de défiance » contre Mikhaïl Gorbatchev. Le Président propose un référendum sur le traité de l'Union. Le Congrès lui accorde l'extension des pouvoirs présidentiels. A-t-il gagné ?

Mardi 18 décembre 1990

La Communauté refuse la proposition irakienne d'un dialogue indépendant de celui prévu entre Bagdad et Washington.

Les experts soviétiques vont pouvoir quitter Bagdad.

Le Japon décide d'accroître sa contribution financière à l'effort de guerre de 300 millions de dollars.

Saddam Hussein exige à nouveau que la solution de la question palestinienne constitue un préalable aux négociations sur le Koweït. Dérisoire...

Nouvelle coopération Est/Ouest en Europe : les ministres de trente et un États, réunis à Strasbourg, adoptent un programme de sauvetage de la forêt en Europe.

XVII[e] Congrès du PCF à Saint-Ouen. Charles Fiterman et les « refondateurs » sont réélus au Comité central. Mais ce symbole ne veut rien dire : aucune contestation de la ligne du Parti n'est admise, aucune tentative de renouvellement, aucune évolution de la pensée et des statuts du Parti n'est examinée.

La négociation se poursuit à l'ONU autour d'une résolution portant sur les problèmes d'ensemble du Moyen-Orient et des Territoires occupés. Les Américains refusent toujours qu'on y mentionne l'idée d'une conférence internationale.

Brent Scowcroft : Nous prendrons une vaste initiative, mais après la fin de cette histoire. Sinon, on va établir un lien avec l'occupation du Koweït et Saddam s'en servira pour ergoter. Il n'en est pas question.

Mercredi 19 décembre 1990

Nomination de Michel Delebarre au poste de ministre de la Ville.

Au Conseil des ministres, après une communication de Claude Evin au sujet de la réforme hospitalière :

Le Président : M. Durieux a-t-il quelque chose à ajouter ?

Bruno Durieux : Non, monsieur le Président.

Le Président : Je note avec plaisir que M. Durieux échappe à une règle fréquente qui consiste à parler quand on n'a rien à dire !

Puis se réunit un Conseil restreint sur la crise du Golfe, avant la conférence de presse que doit tenir le Président dans la soirée :

François Mitterrand : Nous avons besoin de faire le point sur les événements qui se sont produits au cours des dernières semaines. Il faut que l'opinion comprenne que l'on va bientôt buter sur la date du 15 janvier. M. Dumas nous fera un bref rappel des faits. Après, il faudra voir si, jusqu'au 15 janvier, on reste paralysé, le facteur solidarité étant important, ou bien s'il y a encore une marge de manœuvre.

Roland Dumas : Quels sont les événements essentiels les plus récents ? Le vote de la résolution 678, que nous avons coparrainée. En langage décodé, elle signifie que n'importe quel État membre des Nations unies peut intervenir par la force armée. La résolution comporte une date butoir : le 15 janvier. C'est la pièce maîtresse du dispositif. Les pays de la coalition ont renforcé leur dispositif.

François Mitterrand : Vous omettez vos conversations préalables avec Baker...

Roland Dumas : Les Américains souhaitaient obtenir le coparrainage des Cinq (Chine exclue). J'ai dit à Baker que nous n'acceptions le coparrainage que dans la mesure où une démarche serait faite auprès de l'Irak avant expiration de l'ultimatum. Il était important que nous en discutions à Cinq pour garder la situation sous notre contrôle. Après avoir hésité, Baker a été d'accord. On a eu un dîner de travail : au cours du dîner, on a discuté de ce que l'on ferait ou pas. La Chine est venue. Chevardnadze a décalé son départ pour être là. J'ai redit à Baker : il est indispensable que quelque chose soit fait auprès de Bagdad. Pourquoi pas une démarche commune ou une réunion au sommet des Cinq ? Chevardnadze était tout à fait d'accord. Baker aussi, mais pas sous l'égide des Cinq. Il préférait des démarches bilatérales. Il n'avait rien dit alors de l'annonce, faite par Bush le lendemain, de l'envoyer, lui, Baker à Bagdad. Les Américains sont donc revenus en arrière et ont écarté l'hypothèse que d'autres s'entremettent. Douglas Hurd m'a dit que les Britanniques n'avaient pas non plus été informés du projet de voyage de Baker à Bagdad.

Les autres aspects de la situation : d'abord, le renforcement du dispositif militaire. Nous l'avons dit, d'autres pays aussi (l'Égypte envoie une division). Il n'y a pas désescalade, au contraire. Il y a échec répété des tentatives de négociations faites par les uns et les autres : Chadli n'a pas entendu à Bagdad un seul mot encourageant de Saddam Hussein, et il n'a même pas été reçu à Riad. Le « Comité des sages » d'Ortega semble avoir renoncé. Les sollicitations irakiennes s'adressent à d'autres : ils essaient d'attirer les Européens. Le débat à Bruxelles, hier, à Douze, a été houleux et très long. De Michelis voulait aller rencontrer Tarek Aziz. Mais il a reçu une volée de bois vert du Hollandais (« Nous n'avons rien à dire

ni à faire, les Américains sont seuls concernés ! » a dit Van den Broeck), l'Anglais a dit la même chose et j'ai dû le remettre à sa place. J'ai fait remarquer que d'autres avaient des troupes sur place et ne pouvaient se désintéresser de la question !

François Mitterrand, en riant : La Hollande, combien de divisions ?

Roland Dumas : Si la rencontre de l'Occident avec l'Irak n'a pas lieu, il y aura débandade communautaire le 15 janvier. On aura la France, l'Italie, la Belgique, l'Espagne d'un côté, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas de l'autre...

Jean-Pierre Chevènement, s'adressant au Président : Au point où en sont les choses, il n'y a qu'une intervention de votre part, pas très loin du 15 janvier, reprenant votre intervention du 24 septembre, qui puisse encore prévenir le conflit. Il y a deux buts de guerre : libération du Koweït et destruction du potentiel irakien. Or, ce dernier objectif n'est pas le nôtre...

Pierre Bérégovoy : Je crois qu'il faut expliquer à l'opinion publique où nous en sommes, ce que nous avons fait et où l'on va, avec ce constat que le gouvernement irakien n'a bougé que sur un point : la libération des otages.

Peut-être une certaine dramatisation, pour se préparer à des échéances ultimes, est-elle nécessaire. Il n'est pas possible à la France d'être absente. Espérons que la détermination des Nations unies et des alliés fera caler Saddam Hussein.

Lionel Jospin : Je pense aussi qu'il faut préparer l'opinion à toutes les hypothèses. Ce qui est difficile, c'est le degré d'appréciation de l'inéluctabilité du conflit. Une date est fixée, mais cela ne nous dit pas quand les Américains veulent intervenir. Il y a des problèmes d'appréciation à très court terme. Les Américains peuvent « oublier » de nous informer, comme lors du dîner de New York. Il faut montrer qu'il y a un lien logique entre la position adoptée dès le début, approuvée par l'opinion, et la position d'arrivée. Il faut établir la logique de cette position. La France a perdu encore plus l'habitude de la guerre que celle du terrorisme. Comme Jean-Pierre Chevènement, je pense que la France devrait effectuer une démarche, tout en faisant attention par rapport aux Américains. Je n'imagine pas qu'il puisse y avoir une guerre sans nous. Nous sommes libres, mais l'idée que les Américains s'engagent, et pas nous, est difficile à retenir, même s'ils décident du moment sans nous...

Michel Rocard : Je crois que Saddam Hussein est résolu à ne rien céder. Je pense qu'il est persuadé que les démocraties ne peuvent faire la guerre si elles ne sont pas attaquées. Je suis pessimiste. Je pense que la solution militaire est la plus probable, que nous serons impliqués, sans être consultés par les Américains. Il faut informer l'opinion publique. J'hésite à recommander une démarche française, si ce n'est sous la forme d'un discours général. Il n'y a pas de lien, dans la résolution 678, avec les problèmes de la région. La reprise de cette idée risquerait de donner un espace dont Saddam Hussein pourrait se servir.

François Mitterrand : Je suis l'auteur d'une formule, la « logique de guerre », qui remonte à début août. Ce qui veut dire que, dès cette époque, je n'étais pas optimiste. J'ai essayé de faire comprendre que la France s'efforcerait de contrarier cette logique. Si l'opinion a tendance à l'oublier, il faut le lui rappeler. Je suis intervenu quatre fois. Je le ferai à nouveau ce soir, en direct. J'interviendrai encore le 31 décembre, mais pendant peu de temps. J'aurai l'occasion de le faire entre le 1er et le 15 janvier. Il ne faut pas céder à l'affolement, se couper des chances de négociation. Avant les rencontres, qui n'auront sans doute pas lieu, toute annonce serait inutile, effacée par l'outrecuidance américaine et l'inflexibilité irakienne. Il convient de maintenir la solidarité. Mais s'il existe une chance, on ne peut pas ne pas l'utiliser. Il y a eu sept ou huit appels du pied : le Roi Hussein, l'OLP, des envoyés de toute sorte. Nous n'y avons pas répondu, si ce n'est en rappelant les termes de mon discours à l'ONU. Nous devons nous ménager une possibilité s'il y avait évacuation. On pourrait, dans ce cas, garantir qu'il n'y aurait pas d'agression contre l'Irak, mais ce ne serait valable que pour nous. Le terrain est miné. Plus on s'approchera du 15 janvier, plus les réalités trancheront. Les Nations unies nous ont donné un mandat et un seul : la libération des otages et l'évacuation du Koweït ; mais pas la destruction du potentiel militaire irakien. Si le Koweït est évacué, on ne pourra se contenter de ramener l'Émir et de fermer la porte à tout arrangement. Il faut qu'il y ait des conditions. Il faudrait organiser un pouvoir intermédiaire qui gère le Koweït, rassure l'Irak, discute des problèmes territoriaux. Un pouvoir sous le contrôle des Nations unies, ou inter-arabe. Si l'Irak a cette garantie, cela ira. Autrement, c'est la mort, le ratissage. Cela ne doit pas être une perspective très attrayante pour Saddam Hussein et pour son pays. La sortie honorable, ce sont les termes de mon discours de l'ONU. Si, le 15 janvier, il n'y a plus personne au Koweït, il sera difficile que le Conseil de Sécurité n'accepte pas la discussion ! Mais, s'il y a la guerre, nous y participerons. Ce serait une illusion de croire que nous pourrions rester à côté. La France est engagée par ce qu'elle décide. Elle doit se garder une posture de négociation, de conciliation chaque fois que cela se présentera. Il faut qu'elle soit présente au règlement de ce conflit. Si nous sommes absents du conflit, nous serons absents de son règlement, et l'opinion nous en voudra. De plus, nous ne justifierons pas notre position de membre permanent du Conseil de Sécurité. Lorsque le monde arabe sera pris par l'ampleur du drame, après une guerre gagnée par les Occidentaux, il ne sera pas difficile à la France d'expliquer ce qu'auront été nos objectifs. L'opinion arabe souhaitera que nous soyons partie au règlement. Les Britanniques, eux, sont trop soumis aux Américains. Nous devons être sûrs de nous, et logiques avec nous-mêmes, mais aussi tout faire pour que la France joue un rôle de négociateur, d'apaisement, en évitant de « se faire envoyer paître » par Saddam Hussein. Comment ? C'est une question de doigté, de maîtrise... Ne vous payez pas d'illusions : l'évacuation partielle du Koweït ne marchera pas.

Roland Dumas : Les Américains y veillent...

Le Président : Pour le moment, la préparation à faire, c'est la préparation au courage. Tout est possible pour la paix à partir de l'évacuation du Koweït. Dans le cas contraire, rien n'est possible.

Lionel Jospin : Un Saddam Hussein qui, au dernier moment, accepterait une négociation et arriverait à faire poser des problèmes politiques non résolus y trouverait un prestige évident.

Le Président : Ce n'est pas exclu, ce serait une issue heureuse. Les jusqu'au-boutistes, majoritaires en Occident, seraient déconcertés.

Roland Dumas: Le cauchemar, pour les Américains, c'est l'évacuation partielle.

Jean-Pierre Chevènement : Saddam Hussein ne peut accepter l'évacuation totale ou quasi totale du Koweït que si on peut trouver le moyen de lui sauver la face.

Michel Rocard : Oui, mais il lui faudrait des certitudes sur les négociations ultérieures.

Le Président : Il y a à New York une bagarre épouvantable à propos du projet de résolution sur les Territoires occupés et au sujet de la Conférence internationale.

Roland Dumas : Il y a manque de parole du côté des Américains. Sur ce sujet, ce sont des combats de retardement sans fin...

Sixième conférence de presse de François Mitterrand : il veut préparer la France à une guerre de plus en plus probable. Il n'exclut pas de prendre des initiatives d'ici à l'expiration de l'ultimatum. La France va assumer son rôle historique.

Les États-Unis parviennent encore à reporter l'examen de la résolution sur la question palestinienne. L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution condamnant les violations des droits de l'homme au Koweït.

La Turquie demande officiellement à l'OTAN qu'il l'assiste pour protéger sa frontière Sud contre une attaque de l'Irak.

Jeudi 20 décembre 1990

François Mitterrand : Tout ce que fait Rocard au gouvernement vise à prendre le Parti. Il n'y a que ça qui l'intéresse. J'ai voulu en faire un homme d'État. Il me démontre tous les jours qu'il est encore mentalement au PSU.

La résolution 681 sur la question palestinienne est votée à l'unanimité. Il a fallu soixante jours de discussions pour aboutir à son adoption. Elle est accompagnée en annexe d'une déclaration sur la Conférence internationale. Jérusalem est citée comme faisant partie des Territoires occupés.

Aucun moment n'est approprié pour une Conférence internationale, mais n'importe quel moment pour des négociations directes entre Israël et ses voisins, déclare l'ambassadeur israélien aux Nations unies. Il dénonce le traitement séparé et inégal dont son pays est victime, et le qualifie d'apartheid.

La France a tout mis en œuvre pour que ce texte soit adopté. Évidemment, Israël hurle à la trahison ! François Mitterrand : C'est un texte très important. Saddam devrait voir qu'il est essentiel pour lui sauver la face.

Édouard Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères soviétiques depuis 1985, démissionne pour protester contre l'avancée de la dictature à Moscou. Déjà, à Paris, à la CSCE, il s'était trouvé marginalisé. L'autorisation qu'il avait donnée aux Baltes d'être là — annulée peu après par Gorbatchev — en a fait la cible des militaires.

Vendredi 21 décembre 1990

Saddam Hussein ne retirera pas ses troupes avant le 15 janvier. Il se déclare sûr de battre l'agresseur. Les exercices de défense civile se multiplient en Irak. Près d'un million de personnes ont participé aujourd'hui à un exercice d'évacuation de Bagdad.

Samedi 22 décembre 1990

Bendjedid arrive à Paris aujourd'hui de Rome, avant de se rendre à Madrid, au Maroc puis en Mauritanie.

Eddy Mitchell n'est pas autorisé par les autorisés saoudiennes à venir chanter pour les soldats français stationnés en Arabie Saoudite. Motif : « La publicité inévitable faite en France à l'occasion d'un tel événement. » Une annulation d'autant plus étrange que les festivités organisées pour les troupes britanniques et américaines sont, elles, maintenues. François Mitterrand : C'est humiliant ! Mais on aurait dû le prévoir. Il n'aurait pas fallu se mettre dans ce cas, ni mettre un artiste dans une situation aussi frustrante.

La résolution 681 n'a rien changé. L'Irak réaffirme l'appartenance du Koweït à son territoire et menace d'utiliser l'arme chimique s'il est attaqué. Deux mois d'efforts pour rien. Saddam Hussein n'a pas saisi l'ultime perche qu'on lui tendait. La guerre est inéluctable.

François Mitterrand : Il n'y a plus rien à tenter. Les chances d'éviter un conflit, c'est-à-dire celles de voir Saddam Hussein quitter spontanément le Koweït, sont quasi nulles ; les Français vont être « pris dans l'étau » et entraînés plus loin qu'ils ne voudraient aller. Bush ne s'arrêtera pas à la reconquête du Koweït, il voudra aller jusqu'à Bagdad. Car l'objectif véritable des Américains, ce n'est pas la libération du Koweït, mais la destruction du potentiel irakien...

Dimanche 23 décembre 1990

A la demande de François Mitterrand, et pour répliquer à l'affront fait à Eddy Mitchell, Jean-Pierre Chevènement refuse de rencontrer le ministre saoudien de la Défense.

Lundi 24 décembre 1990

Une prime de risque sera accordée aux soldats français dans le Golfe.

Tel Aviv sera la première cible des missiles irakiens en cas de conflit armé, et ce, même si Israël n'y participe pas, déclare Saddam Hussein.

Washington réagit en parlant de riposte absolument écrasante et dévastatrice contre l'Irak s'il emploie ses armes chimiques ou bactériologiques.

Chadli Bendjedid, lui, veut toujours croire dans les chances d'une solution pacifique. Le ministre algérien Ghozali affirme qu'un signal concret sur la question palestinienne constituerait un pas décisif.

Mardi 25 décembre 1990

État d'alerte des forces israéliennes sur la frontière israélo-jordanienne.

Mercredi 26 décembre 1990

Revirement irakien. Saddam Hussein se dit à nouveau prêt au dialogue avec les États-Unis ; mais la famille El Sabah ne gouvernera jamais plus le pays. Il y a un demi-million de soldats irakiens au Koweït, appuyés sur 4 000 chars, 2 500 véhicules de transport de troupes et 2 700 pièces d'artillerie.

Les ressortissants américains sont encouragés à quitter la Jordanie avant le 15 janvier.

Un « bateau arabe pour la paix », Ibn Khaldoun, est arraisonné par la marine américaine. Les vivres qu'il transportait étaient destinés aux Irakiens.

Gorbatchev obtient du Congrès la plus grande partie des pouvoirs accrus qu'il lui a demandés.

Jeudi 27 décembre 1990

Les militaires préparent le plan d'attaque. La guerre, la vraie guerre contre un pays étranger, rôde dans les couloirs de l'Elysée pour la première fois depuis cinquante ans.

Michel Vauzelle fait à nouveau savoir à l'Élysée qu'il est disponible pour aller voir Saddam Hussein.

François Mitterrand estime l'idée mûre. Il demande à Roland Dumas d'envoyer Vauzelle à Bagdad.

Vendredi 28 décembre 1990

De nouveaux renforts américains partent pour le Golfe : deux porte-avions transportant chacun 90 avions (chasseurs, bombardiers, appareils de lutte anti-sous-marin), avec 16 000 hommes.

Un programme de vaccination pour protéger les soldats américains et britanniques d'une éventuelle attaque bactériologique va être prochainement exécuté. L'armée française n'a pas les moyens d'en faire autant. Nos experts doutent que cela soit le cas des Américains.

Le Parlement lituanien renonce aux conditions qu'il avait posées pour les négociations avec Moscou sur l'indépendance de la république.

Samedi 29 décembre 1990

Selon nos services, l'Irak a entraîné des commandos-suicides afin de lancer des opérations contre les alliés.

Dimanche 30 décembre 1990

Bush est Judas et les Saoudiens les traîtres à l'Islam, déclare Saddam Hussein dans son message de fin d'année. Les commandos-suicides sont prêts à réagir, en cas de conflit armé, contre les forces américaines, déclare le ministre de la Défense irakien.

Genscher demande à son homologue luxembourgeois de convoquer une réunion extraordinaire du Conseil, le 4 janvier. Il expose les trois points qui conditionnent selon lui une issue pacifique de la crise :

- application des résolutions du Conseil de Sécurité par l'Irak ;
- poursuite des efforts diplomatiques ;
- renforcement éventuel des sanctions contre l'Irak.

Lundi 31 décembre 1990

Les Douze acceptent de discuter avec l'Irak à condition qu'il se retire du Koweït.

Le vice-Président américain Dan Quayle : La guerre sera rapide et décisive.

Soixante divisions (de 700 000 à 750 000 hommes) irakiennes sont déployées au Koweït et sur la frontière avec l'Arabie Saoudite. Saddam Hussein annonce la fin du déploiement annoncé le 19 novembre.

Roland Dumas téléphone à Michel Vauzelle pour l'informer que le Président souhaite qu'il se rende à Bagdad : Nous pensons que ce voyage peut être utile. Vauzelle rappelle le Président qui lui dit : En effet, mais vous en faites votre affaire.

Vauzelle téléphone à l'ambassadeur d'Irak, qui organisera son voyage.

Vœux télévisés du Président : Comprenez-moi : si nous laissons violer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, rien n'empêchera, un peu partout, le fort d'écraser le faible, d'imposer sa violence. J'ai connu cela quand j'avais vingt ans et je ne veux pas que cela recommence. En tout état de cause, la France appliquera les résolutions du Conseil de Sécurité, y compris le recours éventuel à la force. Voilà pourquoi j'ai décidé l'envoi de nos soldats au Moyen-Orient. Mais je crois encore aux chances de la paix, et la France y travaillera jusqu'au bout, à la condition de tenir bon sur les principes. C'est ce qui s'est produit pour les otages. Aujourd'hui, ils sont libres. C'est ce qui peut se produire demain pour le Koweït Alors s'ouvrira le temps du dialogue. Je souhaite qu'il s'organise dans le cadre d'une ou plusieurs conférences internationales où ne sera éludée aucune question : ni le droit d'Israël à la sécurité, ni le droit des Palestiniens à posséder une patrie, ni le droit du Liban à son intégrité, ni le droit de tous, de l'Irak, du Koweït, à vivre en paix dans une région où l'on aura la sagesse, comme nous l'avons fait en Europe, de préférer l'entente à l'affrontement perpétuel...

1991

Mardi 1er janvier 1991

Le Luxembourg prend la présidence du Conseil européen. Sur l'affaire du Golfe, la Communauté est divisée en deux clans : d'un côté, les Britanniques et les Néerlandais, alignés sur les positions des Américains ; en face, les Français qui tentent de souder les autres Européens autour d'une ligne plus conciliatrice.

L'Iran entame des manœuvres militaires sur sa frontière avec l'Irak.

Selon le Washington Post, James Baker rencontrerait Saddam Hussein au cours de son imminente tournée en Europe et au Moyen-Orient. Peu vraisemblable.

Mercredi 2 janvier 1991

L'OTAN a décidé d'envoyer en Turquie des avions de combat. Première action de l'Alliance en tant que telle depuis le début de la crise.

Le Roi de Jordanie est à Londres pour une nouvelle tentative de médiation.

Michel Vauzelle part pour Bagdad sur un avion de ligne.

Le prochain Sommet de la francophonie, qui devait initialement se tenir au Zaïre, aura lieu à Paris. C'est plus présentable.

Nuit de violence en Corse. L'année dernière s'est achevée par l'assassinat d'un maire ; celle-ci débute par des explosions. L'annonce du « statut Joxe », avec la reconnaissance controversée du peuple corse, n'aura guère eu l'effet escompté.

Jeudi 3 janvier 1991

Conseil restreint à l'Élysée sur la Corse. Les attentats ont incité le Président à proposer des mesures radicales et un nouveau statut dont l'annonce semble maintenant être à l'origine de la nouvelle vague de violence.

Pierre Joxe : Quand il y a eu des attentats entre 1986 et 1988, l'opposition de l'époque — c'est-à-dire nous — ne disait pas que c'était la faute du gouvernement ou de l'État. J'ai des chiffres qui prouvent qu'il y a eu davantage d'attentats en 1986-1987 que depuis le début du gouvernement Rocard. Le ministre de l'Intérieur rappelle que l'amnistie pour les Corses a été demandée par l'Assemblée de l'île présidée par M. Rocca-Serra (RPR), puis introduite dans le texte du gouvernement par un amendement de M. Rossi (UDF). Il exprime le souhait que les ministres soient davantage solidaires en la matière.

Georges Kiejman suggère d'envoyer en Corse un procureur général de grande envergure [ce sera M. Nadal] et un policier de gros calibre.

Lionel Jospin développe quatre points : 1) Nous devons être solidaires du ministre de l'Intérieur. 2) Il faut maintenir notre pression politique pour le statut. 3) Il faut placer les élus corses devant leurs responsabilités. 4) Il faut donner des signaux de fermeté.

Roland Dumas : Malheureusement, tout cela est très irrationnel. Il faut maintenir notre proposition politique sur le statut.

Jean-Pierre Chevènement : La tâche de Pierre Joxe est rude. Si le but était de diviser les nationalistes, on peut penser qu'il a en partie réussi ; mais il n'y a plus d'ordre public en Corse. Accroître la décentralisation n'est pas une solution, car il n'existe pas là-bas de forces vives suffisantes. Dans le texte du projet de statut, je propose de rappeler, à un endroit ou à un autre, que le peuple français est seul détenteur de la souveraineté, afin d'éviter de confondre deux acceptions différentes du mot « peuple ».

Pierre Bérégovoy : Nous devons être solidaires et ne pas donner le sentiment d'un changement de cap. Ce que je redoute le plus, c'est l'enchaînement de la violence.

Le Premier ministre rend un vibrant hommage à Pierre Joxe : C'est le premier depuis longtemps à avoir compris le problème et recherché une solution. Il ajoute : J'ai approuvé et appuyé la totalité de ses raisonnements. Paris donne à la Corse, par tête d'habitant, de trois à six fois plus qu'à n'importe quel autre département, y compris les DOM. Le coût total est largement supérieur à 10 milliards par an si on tient compte de la continuité territoriale, des exonérations fiscales, du contrat de Plan et des sureffectifs dans la fonction publique. Michel Rocard se lance alors dans un long historique : Il ne faut pas oublier que la Corse a connu un gouvernement militaire jusqu'à l'aube de ce siècle. Avant 1919, on ne parlait pas de la paresse corse, pas même dans le folklore. Et, pour la guerre de 1914-1918, on a rappelé en Corse jusqu'aux pères de six enfants, et le taux des morts y a été plus de deux fois et demie la moyenne nationale !... Ilfaut maintenir le cap et redresser l'autorité de l'État. Il ne paraît pas possible, parlementairement, de faire passer tel quel le texte sur le peuple corse, bien que j'aie partagé cette idée et en assume la responsabilité.

Le Président : Nous avons d'abord à faire un choix politique. Il est clair que la prochaine adoption du statut a servi de mèche à feu pour tous ceux qui ne veulent pas de statut. Le gouvernement s'est engagé, il ne peut pas reculer sans perdre la face. Des amendements ? Si c'est de détail, pourquoi pas ? Si ce sont des amendements de fond : non ! Il faut donc adopter ce texte pendant la session extraordinaire. Sur le fond, on continue ainsi. Pour le reste, je partage l'opinion de nombre d'entre vous, même après avoir entendu les statistiques très éclairantes de M. le ministre de l'Intérieur, qui méritent d'être rappelées dans le débat public. Il faut que la justice et la police agissent avec la plus grande fermeté. Il y a une confusion dans l'esprit de certains fonctionnaires qui croient que la politique du statut nouveau impliquerait je ne sais quelle douceur qui désarmerait l'autorité de l'État. Il faut un coup de balai dans le domaine de la Justice. Il faut nommer un procureur de première catégorie : j'attends vos propositions dans la journée. Il faut aussi rappeler les dirigeants corses à leurs propres responsabilités. Les Giaccobi et les autres, que font-ils pour changer les mœurs de leurs villes ? Le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur, le garde des Sceaux doivent monter à l'assaut, y compris dans l'explication publique. La formule sur le peuple corse, je n'en suis pas l'auteur. J'ai accepté l'expression proposée par Gaston Defferre en 1982. D'ailleurs, M. le ministre de l'Intérieur, vous avez retrouvé une citation de De Gaulle qui va dans le même sens. Que ce soit bien clair : nous menons de pair une politique d'ouverture pour le statut et une politique sévère pour ce qui est des attentats et des crimes.

Le Président tranche dans le sens souhaité par le ministre de l'Intérieur pour le préfet délégué à la police (le garde des Sceaux ne souhaitait pas un policier). Il rejette l'idée d'état d'urgence, qui d'ailleurs n'a pas été évoquée au cours de la réunion. A ce propos, il déclare : Il ne sert à rien de se réfugier derrière les textes. Puis il ajoute : Mais qui va rendre compte de nos délibérations ? Le Président s'attend à ce que ce soit le Premier ministre.

Le Premier ministre : Cela pourrait être Jean-Louis Bianco.

Le Président : Il ferait ça très bien, mais ce n'est pas son travail. Je peux aussi bien le faire moi-même !

Finalement, Georges Kiejman est désigné pour rendre compte à la presse. Encore un malentendu avec Rocard. Celui-ci pense que chaque fois qu'une réunion a lieu à l'Élysée, il ne lui appartient pas d'en rendre compte... Décidément, le fossé se creuse.

Après le Conseil restreint, le Président confie à Jean-Louis Bianco : C'est incroyable, l'attitude du Premier ministre ! Il dit qu'il faut maintenir le cap et il propose de céder sur le peuple corse... Et c'était évidemment à lui de parler à la presse après la réunion !

Au sujet d'une communication de Lionel Stoleru qui doit venir en partie A du Conseil des ministres, sur le renouvellement à l'identique des membres du Centre des revenus et des coûts (CERC), le Président, mécontent, lance avant le Conseil à Michel Rocard : On reconduit systématiquement les mêmes personnes, alors que le CERC publie des rapports sur les inégalités pour le moins contestables.

Contestables, ou bien contestés ? Dérangeants, en tout cas. Chacun sait que casser le thermomètre est alors bien tentant...

En Conseil des ministres, quand vient le sujet, le Président ajoute : Ces propositions manquent un peu d'imagination, mais enfin, je les accepte. On pourrait faire toute une série de reproches au CERC. Par exemple, il prend en compte seulement les revenus salariaux en oubliant les revenus de l'épargne. Et son travail consiste parfois à dresser un acte d'accusation contre le gouvernement. Il donne le sentiment d'être le seul à dire la vérité sur les inégalités. Monsieur le Premier ministre, ce n'est pas bon pour le gouvernement. Je fais là une observation qui n'est pas mince...

Contrit, Lionel Stoleru, auteur des propositions qui hérissent tant François Mitterrand, déclare alors qu'il mettra au point avec Pierre Bérégovoy, pour les publications du CERC, une autre procédure d'ici à l'an prochain. Le Président, pas très convaincu : Distribuer des verges pour se faire fouetter semble être une spécialité de ce gouvernement !

Un mini-Sommet se tient à Tripoli, en Libye, entre Assad, Moubarak et Kadhafi.

Soixante-quinze Irakiens sont expulsés de Londres, dont sept diplomates.

François Mitterrand déplore les faibles chances de la paix au cours de ses vœux à l'Élysée. En fait, il n'y croit plus. Roland Dumas, lui, souhaiterait tenter encore une ultime démarche en se rendant à Bagdad où Michel Vauzelle vient d'arriver.

Vendredi 4 janvier 1991

Les Douze sont toujours divisés : les uns sont prêts à faire des concessions à Saddam Hussein s'il s'engage à retirer ses troupes du Koweït ; les autres épousent la politique de fermeté des États-Unis. Comment vont-ils réagir si Saddam Hussein refuse la proposition de Bush d'une entrevue entre Tarek Aziz et Baker ? Le rencontreront-ils quand même ?

Les deux tendances aboutissent à un compromis :

1 La Communauté invite Tarek Aziz, sans mentionner le projet d'entretien entre ce dernier et Baker.

2 L'entretien sera préparé en concertation avec Washington.

3 Si l'Irak refuse la proposition américaine, les Douze aviseront.

Cette réunion est aussi l'occasion pour la France de présenter un plan en sept points sur la crise :

1 Respect des résolutions de l'ONU par l'Irak qui doit annoncer sa décision d'évacuer le Koweït avant la date butoir.

2 Une fois cette décision acquise, il faut notifier à Bagdad qu'aucune attaque ne sera entreprise.

3 Dès l'évacuation, on pourra examiner, dans le cadre d'une ou de deux conférences internationales, toutes les questions concernant le Moyen-Orient.

4 Les Douze doivent inviter Tarek Aziz à rencontrer Jacques Poos (président en exercice) à la première date possible, si possible largement avant le 15 janvier.

5 La Communauté devrait saluer l'initiative de George Bush.

6 La troïka (Luxembourg, Italie, Pays-Bas) devrait prendre contact avec la Yougoslavie (présidente des non-alignés), les pays arabes concernés et le secrétaire général de l' ONU.

7 Il faudra étudier plus tard une solution pour la sécurité dans la région.

Bagdad accepte la proposition américaine de rencontre avec Baker. La rencontre est fixée au 9 janvier à Genève, six jours avant l'expiration de l'ultimatum ! Mais l'Irak n'a plus l'air d'attacher la moindre importance à une rencontre avec les Européens...

Nominations de hauts fonctionnaires en Corse : procureur général, premier président de la Cour d'appel et préfet chargé de la sécurité (Bernard Bonnet).

Dans l'après-midi, George Bush téléphone à François Mitterrand :

George Bush : Je vous appelle pour vous prévenir que je vais annoncer dans la journée que j'envoie Jim Baker dans le Golfe. Je vais proposer une rencontre entre lui et Tarek Aziz en Suisse, entre le 7 et le 9 janvier. C'est à mon sens la dernière démarche possible pour la paix. Cela peut embarrasser certains de nos partenaires de la coalition, mais on les rassurera. Jim Baker viendra en Europe : pourrez-vous le recevoir ? Quel est votre sentiment sur le fait que cela doive être la dernière chance ?

François Mitterrand : Bonne idée, cette réunion des deux ministres des Affaires étrangères. Je recevrai Baker sans problème, dans la demi-heure. Quelle date ?

George Bush : On veut garder une certaine souplesse pour la date. Ce sera en fonction de la réponse des Irakiens. Il vaudrait mieux que Baker vous voie après sa rencontre avec TarekAziz. Les Irakiens ont rejeté quinze propositions de date pour ce rendez-vous ! Sur le fond, Baker ne dira rien d'autre que « retrait total et sans conditions du Koweït ». C'est donc notre dernière proposition.

François Mitterrand : On verra vendredi ce que sera la position européenne. Le Luxembourg, qui assure la présidence, pourra agir en connaissance de cause. Nous resterons en contact. Je vous appellerai sans doute dans la semaine.

(N.B. : le voyage de Michel Vauzelle n'a pas été mentionné par Bush. Il est pourtant déjà sur place et les Américains, d'après la presse, en sont furieux.)

Remarque du Président au sujet de Jean-Pierre Chevènement : Il s'est déclaré prêt à assumer ses responsabilités, plusieurs fois, sans états d'âme. Il fait bien son travail. A ce stade, il y aurait plus d'inconvénients à le faire partir qu'il n'y en a à le garder.

En revanche, le Président est exaspéré par les propos à côté de la plaque que le ministre s'obstine à tenir. Par exemple au sujet d'un protocole d'accord qui aurait été conclu avec les Américains, limitant nos interventions au seul territoire koweïtien et dont il a fait état publiquement. François Mitterrand : Il n'y a pas de protocole, et Jean-Pierre Chevènement sait fort bien que nos forces terrestres devront passer par l'Irak. Il fait sans arrêt

des déclarations ambiguës !

George Bush propose une rencontre Tarek Aziz-James Baker entre les 7 et 9 janvier à Genève. Il s'agit, explique-t-il, de son ultime tentative pourfaire les premiers pas vers la paix.

Samedi 5 janvier 1991

François Mitterrand me dit : Vous devriez voir plus souvent Édith Cresson, elle a beaucoup d'idées. Elle, au moins, ne prend pas ce que disent les inspecteurs des Finances pour argent comptant.

L'opposition se déchaîne et réclame le retrait du projet Joxe sur la Corse.

Michel Vauzelle est reçu par Saddam Hussein pendant quatre heures et demie.

Dimanche 6 janvier 1991

Tarek Aziz confirme son refus de rencontrer les Douze le 10 janvier. A ses yeux, nous sommes collectivement disqualifiés pour tout entretien utile, me confie Roland Dumas. Mais moi, je pourrais y aller.

L'Iran demande une réunion extraordinaire de l'organisation de la Conférence islamique.

De retour à Paris, Michel Vauzelle vient exposer à François Mitterrand, vers minuit et demie, le résultat de son voyage. Il a trouvé Saddam Hussein calme, serein, pédagogue, conscient de la grave défaite militaire qui attend son pays, mais certain qu'elle lui apportera une gloire nouvelle. Vauzelle voit une certaine ouverture dans le fait que le dirigeant irakien a beaucoup insisté sur la nécessité d'ouvrir à l'Irak un accès à la mer. Est-il prêt à échanger cet accès contre le Koweït ? Peut-être, pense le président de la commission des Affaires étrangères.

Lundi 7 janvier 1991

François Mitterrand : Remplacer Rocard est une première priorité. Mais pour quoi ? Si c'est pour mettre à la place un homme du même genre... Il ne restera aucun souvenir de l'action de ce gouvernement. Une ride sur l'eau...

James Baker exclut tout report de l'ultimatum de l'ONU à l'Irak sur l'évacuation du Koweït.

La prochaine bataille aura pour théâtre non seulement l'Irak, mais aussi toute l'étendue de la patrie arabe, menace Saddam Hussein ; selon ses propos, le monde arabe dans son entier sera impliqué dans le conflit : La Palestine, Jérusalem, la Kaaba et le tombeau du Prophète seront alors libérés.

Propos corroborés par les affirmations simultanées de Tarek Aziz, selon qui le Koweït ne sera pas évacué le 15 janvier et l'Irak ne cédera pas aux pressions occidentales. Le ministre irakien des Affaires étrangères déclare pourtant avoir des propositions à soumettre à James Baker lors de leur rencontre, dans deux jours.

Les gouvernements de divers pays demandent à leurs ressortissants de quitter la région. Les ambassades au Koweït, qui ont déjà réduit leurs effectifs après la libération des otages, ne prennent pas d'autres mesures de sécurité.

Les Américains ont déclaré que leurs ressortissants et leurs intérêts sont étroitement surveillés en vue de les protéger d'attaques terroristes éventuelles. Les ressortissants irakiens installés aux États-Unis font l'objet d'étroits contrôles.

Moscou envoie des unités de parachutistes dans les républiques baltes, chargées de faire appliquer la conscription des appelés qui refusent de rejoindre l'armée soviétique.

Mardi 8 janvier 1991

Le FLNC modéré annonce le gel temporaire de ses actions militaires en Corse.

Chacun vit l'attente de la déflagration dans le Golfe rivé devant CNN. Le spectacle de la guerre, des consultants et experts en tous genres, où tout se pense et se décide à Washington, transforme les Anglophones en historiens d'une planète à laquelle les médias étrangers se voient imposer naturellement une vision américaine des décisions. Les Européens en sont tout à fait absents ; rien de ce que fait l'Europe — a fortiori la France — n'est pris au sérieux ni même mentionné, en tout cas pas plus que ne le sont le Brésil ou le Japon. Tout se passe comme si Superman américain affrontait seul le Mal irakien.

George Bush exhorte les alliés de Washington à n'accepter aucun compromis avec l'Irak. 605 000 hommes de la force multinationale font dorénavant face à 540 000 soldats irakiens stationnés au Koweït et en Irak.

Le Président reçoit finalement James Baker avant qu'il ne voie Tarek Aziz demain à Genève. Le diplomate américain lui montre un projet de lettre de George Bush à Saddam Hussein, qui menace l'Irak de destruction. Le Président indique que lui-même n'aurait pas signé une telle lettre. Retirez cela, conseille-t-il ; Baker retire la formule.

Le Président lui explique que notre souhait d'une Conférence internationale sur le problème des Palestiniens ne remet nullement en cause notre solidarité sur le Golfe. Baker s'inquiète qu'après Michel Vauzelle François Mitterrand n'envoie encore quelqu'un négocier à Bagdad, cette fois officiellement en son nom. Le Président ne nie pas. Roland Dumas a très envie de faire une ultime tentative.

Tarek Aziz viendra à Genève l'esprit ouvert. James Baker, lui, est plus réservé. La réunion est prévue pour demain en fin de matinée.

Le numéro deux irakien se trouve aujourd'hui à Téhéran en visite officielle.

Mercredi 9 janvier 1991

François Mitterrand au Conseil des ministres : M. Baker m'a lu la lettre du Président Bush à Saddam Hussein (qu'il doit remettre à Tarek Aziz). J'ai suggéré des corrections qui ont été apportées. Je suis très peu optimiste, à moins que le processus mental de Saddam Hussein ne l'amène à opérer un virage soudain et brutal, comme il l'a fait avec l'Iran ou les otages. En tout cas, s'il le fait, ce ne sera que grâce à une position dure de notre côté. Pour la France, l'ultimatum du 15 est une date irréductible. A cause de la France, les États-Unis ont déclaré — même si cela a été long à venir et difficile à obtenir — qu'ils n'attaqueraient pas l'Irak si celui-ci se retirait du Koweït. Il y a les résolutions de l'ONU et il y a ce que pensent les uns et les autres — ou même ce qu'ils disent, comme par exemple M. Levy à Jérusalem : dans son cas, le non-dit vient d'être dit ; pour lui, il n'est pas question de s'arrêter au Koweït... De toute façon, il faudra que l'Irak mette bas les armes, mais ce devrait être plutôt le rôle d'une conférence internationale de l'obtenir. Je préférerais que celle-ci soit le prix de la paix plutôt que celui de la guerre.

La dévolution du Koweït après un éventuel retrait de l'armée irakienne est l'élément psychologique qui compte : à qui le remettre ? Peut-être pas à l'Émir ; en tout cas, je ne ferai pas sacrifier des soldats français pour seulement remettre l'Émir sur son trône. Les pays arabes — en particulier ceux du Maghreb, à qui j'en ai parlé — pourraient jouer un rôle important.

Il faudrait donc une déclaration d'intention, un début d'évacuation avant le 15 janvier, une programmation brève de l'évacuation, et naturellement un contrôle. Saddam Hussein eût été bien avisé de commencer cela en décembre. Si on veut la paix, il ne faut pas que nous fassions de concessions sur les principes. L'objectif de Saddam Hussein est très probablement d'attendre les grosses chaleurs, le Ramadan, le pèlerinage de La Mecque pour que notre attaque devienne impossible.

La position française est difficile à tenir. Émettre un avis différent des États-Unis, c'est, pour les fanatiques de la guerre, donner un avantage à Saddam Hussein ; et pour les fanatiques de la paix, ce n'est jamais assez. En tout cas, si le conflit se déclare, ce ne devra pas être pour faire tout et n'importe quoi. J'ai dit à M. Baker : « On répète partout que nous ne sommes pas d'accord. C'est vrai que nous sommes en désaccord sur le délai, et surtout sur la Conférence internationale, mais nous sommes d'accord sur le respect rigoureux des résolutions des Nations unies. » Au sujet de la Conférence internationale, je suis sûr que nos arguments sur ce point impressionnent M. Baker et le Président Bush. Mais leur position peut se comprendre : le Congrès, la presse, les lobbies... S'ils acceptent soudain une conférence internationale, ce serait évidemment donner une sorte de justification à Saddam Hussein, qui verrait son rôle grandi. Mais nous, cela fait six, sept ans que nous sommes pour cette Conférence internationale ; on ne va pas y renoncer au moment même où cela pourrait être utile !

Les Israéliens se trompent gravement sur leurs intérêts. Ils se trompent, j'en suis sûr. J'essaie de le leur expliquer, mais en vain : ils ne voient pas qu'au lendemain de la guerre les États-Unis seront obligés d'apporter des satisfactions à leurs alliés arabes. Il vaudrait mieux pour les Israéliens qu'ils entrent dans cette Conférence de leur plein gré. J'ai dit à Baker : « Ce gouvernement israélien ne comprend rien. Une négociation internationale, c'est long : cela durerait plusieurs années pendant lesquelles Israël serait fondé à attendre des Palestiniens l'arrêt du terrorisme et la paix dans les Territoires occupés. A l'abri d'une conférence internationale, toutes les discussions bilatérales pourraient s'engager discrètement et commodément. La démographie joue en faveur des Arabes, même si on tient compte de l'arrivée des Juifs d'URSS, et Gaza n'a jamais été une terre juive, pas plus que le Golan ou le Sud-Liban. Il va sans doute y avoir une guerre. Israël va avoir l'impression d'avoir gagné, mais il aura perdu. Nous allons jouer au maximum les chances de la paix sur la base de l'irréductibilité des décisions des Nations unies. » Baker m'a répondu : « Si je comprends bien, dans votre conférence de presse de demain, vous allez annoncer une initiative française et envoyer quelqu'un à Bagdad ? » J'ai répondu : « Vous allez trop loin. Une initiative, oui, sans doute, mais je n'ai pas décidé d'envoyer quelqu'un à Bagdad. Je n'hésiterais pas à le faire si je pensais que c'est utile, mais, à l'heure actuelle, j'en doute. Vous allez trop vite dans le sens de ce que vous redoutez. Bref, nous devrons être sur le pied de paix jusqu'à mardi prochain, tout en nous préparant à un conflit armé. Notre choix est celui du droit : si possible, pour la paix ; s'il le faut, pour la guerre. Les dés roulent ; ils ne sont pas encore tout à fait arrêtés. Mais la guerre n'est pas un bloc : il peut y avoir à tout moment des possibilités de paix. La France, quoi qu'il arrive, sera toujours du côté des tentatives sérieuses de paix. »

Toujours au Conseil des ministres, à propos du maintien du général Schmitt dans ses fonctions de chef d'état-major au-delà de la limite d'âge, le Président : Le ministre m'en a parlé. J'ai tout à fait approuvé. On ne va pas changer le chef d'état-major aujourd'hui, 9 janvier !

Michel Rocard rend compte de la visite de Roger Fauroux à Taïwan (celui-ci s'y trouve encore). Il émet une opinion favorable (sur la vente de vedettes). Le Président : Moi, je suis réservé. Je pense que Taiwan ne vaut pas la Chine. Nos relations avec la Chine ont besoin de s'améliorer. Qu'on explore avec prudence la voie taïwanaise, je ne suis pas forcément contre. Mais il faut faire attention. Il y aura des mesures de rétorsion ; si elles sont graves, c'est qu'on aura eu tort ; sinon, c'est qu'on aura eu raison.

Propos du Président sur le Golfe : Il est très important que l'opinion soit informée avec précision. Si les choses se compliquent, comme on peut le penser, il faudra l'informer plus fréquemment encore, et que l'information ne soit pas forcément dispensée par moi seul.

Au moment où se termine à Paris le Conseil des ministres, James Baker et Tarek Aziz se rencontrent à l'hôtel Intercontinental à Genève. Baker souhaite remettre une lettre de George Bush que Tarek Aziz refuse de prendre. A l'issue de ces entretiens, dont strictement rien ne filtre jusqu'à leur conclusion, Baker appelle le Président Bush une première fois en fin de matinée, puis une seconde fois. Le secrétaire d'État américain donne vers 19 h 45 une conférence de presse. Dans une assez brève et grave déclaration liminaire, James Baker expose la situation : Nous avons eu des conversations sérieuses et étendues avec M. Tarek Aziz pour trouver une solution politique à la crise ; nous ne sommes pas venus pour négocier, mais pour communiquer, c'est-à-dire pour écouter et pour parler. Notre message était que l'Irak devait appliquer les résolutions du Conseil de Sécurité, faute de quoi il serait expulsé du Koweït par la force. En six heures, nous n'avons rien entendu qui suggère une quelconque flexibilité de l'Irak. Il y a eu trop d'erreurs d'appréciation de la part de l'Irak : sur la réaction à l'invasion du Koweït, sur la réaction à la politique barbare de détention de milliers d'otages, sur la division de la communauté internationale. Nous espérons qu'il n'y aura plus d'erreur d'appréciation et que la puissance et la volonté de vingt-huit nations pour faire évacuer le Koweït seront perçues. L'Irak ne peut gagner la guerre, qui aura des conséquences dévastatrices. Je n'étais pas venu pour menacer, mais pour informer, et je l'ai fait sans aucun sentiment de satisfaction. Le peuple des États-Unis n'a pas de querelle avec le peuple de l'Irak. C'est encore une confrontation que l'Irak peut éviter s'il applique les douze résolutions adoptées par les Nations unies depuis cinq mois. La balle est dans le camp de la direction irakienne.

Le secrétaire d'État souligne qu'il n'y a eu aucune amorce de fléchissement dans la position irakienne, et que Tarek Aziz n'a fait aucune proposition. Baker n'a pas l'intention de se rendre à Bagdad ; la date du 12 janvier reste inacceptable pour un tel voyage. Le compte à rebours a commencé (the clock is ticking). Il indique qu'il a obtenu de Tarek Aziz l'assurance que les cinq diplomates américains encore en poste à Bagdad pourraient partir le 12 janvier. Tarek Aziz a lu longuement et avec attention la lettre du Président Bush, mais ne l'a pas acceptée.

La rencontre de Genève est donc un échec retentissant. James Baker admet à l'issue de six heures de discussions qu'il n'était pas venu pour négocier, et que des négociations avec son homologue étaient d'ailleurs impossibles, puisque les termes du débat ont été fixés par les Nations unies.

Après avoir suivi sur CNN la retransmission en direct de la conférence de presse de Baker, Tarek Aziz parle un peu plus tard dans la soirée aux journalistes. Il ne prononce pas une seule fois le mot « Koweït ». Il déclare être venu à Genève avec un esprit ouvert et de bonne foi. Comme James Baker, il souligne que, d'un point de vue professionnel, la rencontre a été sérieuse. L'Irak, dit-il, n'a pas commis d'erreur d'appréciation. Il est pleinement conscient de la situation. Il indique les différences majeures entre l'analyse américaine et celle de l'Irak sur la question palestinienne, du double point de vue de la sécurité et de la dignité des peuples, mais, ajoute-t-il, le secrétaire d'État américain n'est intéressé que par une question : celle du Golfe. Il lui a expliqué que ce qui est en jeu dans la région, c'est la paix, la sécurité et la stabilité : Si les États-Unis sont disposés à parler d'une paix globale et durable, l'Irak y est prêt s'il s'agit d'instaurer un ordre mondial, l'Irak aimerait y être associé, mais à la condition que ce soit un ordre équitable et non pas un ordre sélectif. Or, tant que la question palestinienne ne sera pas réglée, l'Irak ne pourra se sentir en sécurité. Selon Tarek Aziz, la sécurité de l'Irak, celle des Palestiniens, celle de la Jordanie étaient menacées bien avant le 2 août dernier. L'Irak est prêt à se joindre à un accord sur l'élimination des armes de destruction massive dans l'ensemble de la région, alors qu'Israël ne l'est pas. Quand Israël menace, les États-Unis restent sereins ; quand les Arabes le font, ils lèvent le bâton. L'Irak n'acceptera pas d'être traité comme un pays de seconde zone. C'est une vieille nation qui a contribué à la civilisation occidentale. Le ministre indique à ce propos que, s'il n'a pas accepté de recevoir la lettre du Président Bush, c'est qu'elle est rédigée dans un langage incompatible avec le style qui doit présider aux relations

entre chefs d'État. Tarek Aziz élude toutes les questions évoquant directement un éventuel retrait du Koweït. Il n'élude pas, en revanche, l'évocation de la guerre : L'Irak se défendra vaillamment. Interrogé, si la guerre éclatait, sur le point de savoir si l'Irak attaquerait Israël, il répond : Oui. Il précise néanmoins que Bagdad n'attaquera pas Israël en premier, qu'il ne s'agirait que d'actions de représailles. Il précise enfin qu'il n'a pas téléphoné au Président Saddam Hussein à l'issue de ces entretiens.

Deux heures plus tard, à Washington, George Bush tient à son tour une conférence de presse. Se référant aux déclarations du ministre irakien, il remarque qu'en quarante-cinq minutes, il n'a pas évoqué l'évacuation du Koweït, qui est le vrai problème... Je ne suis pas sûr de conserver quelque espoir [de parvenir à une solution pacifique]... Rien, rien de ce à quoi j'ai assisté aujourd'hui ne me donne de l'espoir. Genève est une rebuffade complète. La conclusion est claire : Saddam Hussein continue de rejeter toute solution diplomatique.

Sur le principe d'initiatives émanant d'autres pays, George Bush répond que les États-Unis ne s'y opposeraient pas, qu'il faut essayer tant que subsiste le moindre espoir. Il note néanmoins que, depuis le 2 août, de nombreuses tentatives ont été faites et que rien n' en est sorti. Par exemple, un délégué français est allé à Bagdad, et rien n'est arrivé. Il annonce qu'il y a une chance que Javier Perez de Cuellar s'y rende à son tour. Il approuve cette idée dans la mesure où il est nécessaire de montrer à Saddam Hussein que la crise actuelle n'oppose pas les États-Unis à l'Irak, mais l'ensemble de la communauté internationale à ce pays. Selon lui, rien ne sépare Washington de Paris. Certes, sur la manière de faire la paix au Moyen-Orient, Français et Américains ont des approches différentes depuis des années... Mais cela n'a rien à voir avec l'invasion du Koweït, et François Mitterrand le sait, et je sais qu'il le sait. Il a été très clair là-dessus.

Un peu plus tard dans la soirée, on apprend par les Américains quelques détails sur le déroulement de la rencontre de Genève. Elle a duré au total six heures et demie, entrecoupée de quelques pauses. L'atmosphère a été d'un bout à l'autre correcte. Sur les nombreux sujets évoqués — certains mineurs — il n'y a eu aucun rapprochement des points de vue, aucune souplesse ni aucune intention de manœuvrer du côté de la délégation irakienne. James Baker a présenté les choses de façon factuelle, dépassionnée, à la manière d'un juriste, en indiquant qu'il était venu à Genève pour informer la partie irakienne, non pour menacer, pour écouter ce qu'elle avait à lui dire, non pour négocier... Il a remis à Tarek Aziz la lettre sous pli fermé du Président Bush à Saddam Hussein, accompagnée d'une copie pour le ministre irakien. Tarek Aziz, le seul à s'exprimer de la délégation irakienne (qui comprenait M. Tahidi, demi-frère du chef de l'État irakien), a montré une attitude réservée tout au long des entretiens, mais sans exclure a priori aucun thème de discussion. Il a déclaré que le régime de Bagdad, au pouvoir depuis vingt-deux ans et soutenu par la population, survivrait à la crise, à la différence des amis arabes des États-Unis. Il a placé toutes les initiatives de l'Irak dans la perspective d'une action défensive pour la paix et la stabilité dans la région. La principale source d'instabilité a-t-il dit, est Israël, et, à lui seul, ce problème justifie l'action de l'Irak au Koweït.

A l'annonce de l'intransigeance de Tarek Aziz, qui a provoqué l'échec du dialogue de la dernière chance, Javier Perez de Cuellar décide de se rendre à Bagdad sans mandat du Conseil de Sécurité.

Rentré dans la nuit de Bagdad, Yasser Arafat demande à venir voir notre ambassadeur à Tunis. Il se dit porteur d'un message pour la France. Aux yeux du Président irakien, l'établissement d'un lien avec le règlement de la question palestinienne et la fixation d'un calendrier constituent le cœur du problème. Moyennant cela, l'Irak procédera à l'évacuation du Koweït, hormis les zones « disputées » (dont les deux îles situées à l'embouchure du Chott el-Arab). D'autres questions subsidiaires (indemnisation, etc.) devraient bien sûr être également réglées.

Roland Dumas a envie d'y aller voir.

Michel Vauzelle a exposé à l'Assemblée nationale les résultats de ses conversations avec Saddam Hussein. Ce dernier n'a jamais exclu, à son avis, qu'il soit possible de discuter de l'évacuation du Koweït de façon formelle et définitive. C'est ce petit espace qu'il s'agit d'explorer jusqu'au bout, conclut-il.

Très intéressante analyse d'un prince arabe confiée à un émissaire français : Le Président irakien n'a pas qualité pour agir au nom des Arabes dont il n'a reçu aucun mandat. Il n'a pas non plus la qualification nécessaire, car, après avoir envahi le Koweït et s'y être conduit de la façon que l'on sait, il n'a évidemment pas vocation à demander le retrait d'un pays du territoire d'un autre. Lui donner satisfaction jetterait la confusion, car Israël a objectivement les mêmes intérêts que l'Irak : si un lien vient à être établi avec la Conférence internationale, d'Irak sera fondé à ne pas libérer le Koweït tant que cette Conférence ne sera pas réunie, cependant qu'Israël s'emploiera à éviter celle-ci pour ne pas libérer les Territoires occupés. Au total, on obtiendrait bien le statu quo recherché par Bagdad et Tel-Aviv. L'issue ne serait donc en rien favorable à la cause palestinienne.

Selon cet interlocuteur arabe, la véritable intention de Saddam Hussein n'est pas d'aboutir à un accord destiné à préserver la paix. Il s'agit, pour lui, d'être reconnu comme l'interlocuteur privilégié des États-Unis, un peu à la manière de Mikhaïl Gorbatchev, pour traiter avec eux de toutes les affaires du Moyen-Orient. Le contenu même de ces négociations lui importe peu dès lors qu'il n'a pas satisfaction sur son objectif véritable. Avant même le 2 août, le Koweït avait fait des offres concrètes qui auraient dû satisfaire le Président irakien : l'Émirat avait proposé le remboursement des pertes subies (15 000 barils/jour) à la pompe de Rumailah, l'annulation des dettes de guerre irakiennes, un bail de 99 ans sur les îles Warda et Banyan, ainsi que 500 millions de dollars par an. Le cadre de la négociation importait peu (comité d'arbitrage de la Ligue arabe, cadre bilatéral avec ou sans la présence d'un tiers), la seule contrepartie demandée était la reconnaissance définitive du tracé de la frontière irako-koweïtienne. Or l'Irak avait tout refusé, alors même qu'à ce moment il ne réclamait pas le territoire koweïtien. Le Yougoslave, Loncar, qui, comme Primakov, avait avancé un « paquet » de propositions, n'avait obtenu en réponse de Saddam Hussein qu'un silence curieux de la part de quelqu'un qui se disait désireux d'engager une négociation.

Le Prince est bien conscient que le dernier paragraphe de la déclaration du Président des Douze, datée du 4 janvier, ne constitue pas à proprement parler une offre de négociation ; mais d'aucuns auraient pu le penser. Or, l'Irak n'a pas manifesté le moindre intérêt pour cette déclaration. C'est la preuve que l'objectif de Saddam Hussein est tout autre : il s'agit d'être reconnu pratiquement sur un pied d'égalité par les États-Unis. Si ce but était atteint, le Président irakien serait prêt à régler divers problèmes mis en avant par les Américains : ainsi, comme il l'a déjà déclaré, pour ce qui est de leur approvisionnement en pétrole. Sinon, le reste lui importe peu, en particulier la question de savoir si l'on doit préserver la paix ou aller à la guerre, car, à ses yeux, avoir 200 000 ou 300 000 morts ou blessés du côté irakien n'a aucune importance. D'où il ressort que des gens comme les Saoudiens, qui ont pour préoccupation essentielle de préserver la paix, élaborent des solutions qui, en réalité, ne peuvent qu'échouer, car elles ne répondent pas à l'objectif véritable du Président irakien et traitent d'un sujet qui ne l'intéresse pas. Une seule chose peut donc le contraindre à se retirer du Koweït : la certitude qu'il n'obtiendra pas, à travers des négociations, le statut international qu'il recherche, mais qu'au contraire, s'il ne restitue pas le Koweït, il peut être assuré d'une guerre qui le détruira lui-même.

Jeudi 10 janvier 1991

Conversation capitale : Jean-Pierre Chevènement informe le Président des objectifs retenus en accord avec les militaires américains : bombardement aérien pour commencer au Koweït et en Irak ; puis mouvement vers Koweït City, lorsque l'armée irakienne au Koweït sera suffisamment détruite. Cela prendra un mois. Le Président ne veut pas que la France s'interdise de bombarder des cibles en Irak même si c'est

strictement nécessaire à la libération du Koweït. D'après les Américains, les Alliés peuvent perdre 200 avions au cours de cette première phase de la guerre.

L'URSS demande à l'Irak de faire preuve de responsabilité pour préserver le destin des peuples de la région, et partage l'inquiétude de Washington après l'échec de la rencontre de Genève.

Grondements dans les rangs socialistes, pas seulement chez les amis de Jean-Pierre Chevènement. Pierre Mauroy adresse une sévère mise en garde aux socialistes qui s'écarteraient de la politique de François Mitterrand dans le conflit du Golfe.

François Mitterrand est probablement le seul à l'Élysée à ne pas avoir CNN branchée en permanence dans son bureau.

James Baker part pour l'Arabie Saoudite, tandis que Tarek Aziz rentre à Bagdad.

Le Congrès américain est réuni en session depuis aujourd'hui pour débattre de l'opportunité du conflit.

Le numéro deux irakien quitte Téhéran sans avoir pu obtenir le soutien officiel de l' Iran.

Manifestations pacifistes à Toulouse et à Cherbourg.

Vendredi 11 janvier 1991

Notre ambassade à Bagdad n'abrite plus que quatre personnes : le chargé d'affaires, André Janier, un chiffreur, un garde de sécurité et son épouse, qui est aussi secrétaire. Tous les autres Occidentaux sont partis ou vont le faire aujourd'hui. Les quatre Français vont essayer de rester jusqu'au 15. Certains, à Paris, pensent qu'il faut que nos compatriotes partent avant, pour ne pas courir le risque de devenir des otages ; ils invoquent aussi le précédent du Vietnam où notre délégué à Hanoi fut tué lors d'un bombardement américain qui ne fut sans doute pas involontaire. D'autres font valoir l'intérêt de maintenir notre dispositif à Bagdad : la guerre ne durera pas indéfiniment ; à un moment ou à un autre, le besoin de canaux pour faire passer des messages se fera sentir, et nous pourrions tirer profit d'une présence à proximité des autorités irakiennes. Tout en étant conscient des risques encourus, Janier, courageux jusqu'au bout, préconise le maintien en activité de l'ambassade. Roland Dumas partage plutôt son point de vue, mais n'a pas encore de position arrêtée, car les arguments des partisans du repli l'impressionnent aussi.

Nouvelle tentative irakienne secrète pour approcher la France : par l'intermédiaire du Président du Yémen, Saddam Hussein annonce qu'il va lancer une nouvelle initiative en direction de Paris. Il est conscient que cette démarche peut ne pas être jugée suffisante, que le gouvernement français peut la rejeter a priori afin de ne pas se désolidariser de ses alliés ; aussi demande-t-il au Président yéménite d'insister pour qu'elle ne soit pas rejetée sans examen, car elle pourrait encore être améliorée. Le Président Saleh a demandé à l'un de ses ministres de se tenir prêt à partir pour Bagdad afin d'y faire connaître les améliorations que la France pourrait juger nécessaires, et s'en faire l'avocat.

François Mitterrand espère encore que Saddam fera une ouverture à l'ultime seconde, le 14. Roland Dumas se tient prêt à partir dans ce cas pour Bagdad.

Conseil restreint sur la crise du Golfe, qui fixe les premiers termes militaires de la bataille :

Le Président : Les chances de la paix sont faibles. Elles se sont même amenuisées. Mais il est vrai que, s'il doit y avoir une ouverture, ce sera plutôt à la toute dernière minute. Naturellement, si nous devons faire la guerre, ce sera sous le commandement d'un Américain, puisque les États-Unis représentent la principale force. Je ne veux pas convoquer le Parlement avant la fin de l'ultimatum, et je ne veux pas engager un seul soldat sans avoir obtenu l'aval parlementaire. Il faut réfléchir au problème des appelés qui servent dans la marine. Il faut réfléchir aussi au poids des images : en cas de guerre, il y a un risque de choc psychologique, même si ce n'est pas la guerre mondiale. Et nous risquons également d'avoir du terrorisme. Mais le terrorisme n'a jamais empêché une nation résolue de poursuivre son objectif.

Jean-Pierre Chevènement : En ce qui concerne la marine, les appelés qui seront volontaires deviendront des engagés. Je pense qu'il y en aura environ 40 %. Les autres appelés seront remplacés. Pour ce qui est des bombardements aériens, des objectifs ont été retenus par les Américains en concertation avec nous : centres de commandement, centres de transmissions, missiles, bases aériennes, dépôts de munitions, forces irakiennes. J'ai demandé que les frappes françaises aient lieu d'abord sur le territoire koweïtien [il énumère les premiers objectifs fixés au Koweït]. C'est seulement ensuite que la France aurait des objectifs de bombardement sur l'Irak. Nous risquons naturellement d'avoir le problème de pilotes abattus et pris en otages. Les états-majors comptent sur 10 à 15 % de pertes pour les avions alliés, ce qui peut vouloir dire de cent à deux cents avions perdus.

Le Président reprend la parole : Est-ce que les Irakiens demanderont une trêve au bout de quelques jours ? Ce n'est pas sûr. Est-ce que nous devrons l'accepter ? Ce n'est pas absolument évident, parce que nos armées seront exposées. Enfin, on verra bien. Nos forces iront en Irak parce que c'est techniquement, militairement nécessaire pour libérer le Koweït. M. Baker m'a donné connaissance de la lettre du Président Bush à Saddam Hussein. J'ai dit que je n'en approuvais pas tous les termes. A ma demande, Bush a supprimé une phrase évoquant des destructions en Irak ; il m'a ensuite remercié de cette suggestion. Je ne pense pas que l'armée irakienne soit dans un état matériel et moral aussi bon que ce qu'on en dit. Mais je peux me tromper. Il y a des troupes d'élite, mais elles ne se trouvent pas partout. Si c'est possible, il ne faut pas écraser l'Irak sous les bombes, mais cela dépendra de sa résistance militaire et morale. Pour ce qui est de notre aviation, j'exclus sa participation à des raids massifs sur l'Irak. Ce n'est pas notre objectif et ce n'est pas dans nos moyens.

Le Président demande ensuite à Jean-Pierre Chevènement pourquoi on a envoyé là-bas des Jaguar et non pas des Mirage FI. La réponse est qu'il y a un risque de confusion avec les Mirage irakiens : peut-être pas de la part des Occidentaux, mais chez les Égyptiens et les Saoudiens. Le Président demande des renseignements très précis sur le travail des Jaguar, des Tornado et autres appareils, s'assurant que le maximum de précautions a été pris afin qu'on perde le moins de soldats possible. Il interroge le général Schmitt sur la durée des bombardements nécessaires. Celui-ci indique : Plutôt trois semaines que quinze jours.

Javier Ferez de Cuellar est reçu par François IVlitterrand qui l'encourage dans sa visite de demain à Bagdad. Le secrétaire général de l'ONU n'a aucune proposition concrète et se rend à Bagdad en tant que porte-parole de la communauté internationale ; il compte écouter et échanger avec Saddam Hussein des vues sur les voies et moyens de trouver une solution pacifique.

Bagdad et La Mecque accueillent chacune une conférence islamique ; 350 délégués participent à la première, à l'issue de laquelle ils appellent les musulmans du monde entier à s'engager contre la coalition et les intérêts américains en cas d'agression contre l'Irak.

Le gouvernement américain détient la « preuve » que des terroristes préparent des attentats partout dans le monde et demande pour la quatrième fois à ses ressortissants de quitter la région du Golfe.

Les Britanniques adressent la même consigne à leurs ressortissants qui ont pu obtenir des masques à gaz à Bahreïn.

Samedi 12 janvier 1991

Evgueni Primakov, conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, est convaincu que Saddam Hussein préférera la guerre à l'humiliation. C'était aussi l'avis de Michel Vauzelle.

James Baker laisse entendre que l'ultimatum pourrait être repoussé si, le 15, on assistait à un début de retrait des troupes irakiennes du Koweït. Peut-être est-ce là une ouverture pour relancer la négociation.

Kadhafi téléphone à François Mitterrand pour lui proposer qu'ils servent conjointement de médiateurs entre Saddam Hussein et les Américains. François Mitterrand l'éconduit poliment mais en réfrénant difficilement un fou rire...

Après trois jours de débat, le Congrès autorise le Président Bush à faire usage de la force contre l'Irak par 250 voix contre 183 à la Chambre des représentants et 52 voix contre 47 au Sénat. Le speaker de la Chambre, M. Foley, décrit ce vote comme pratiquement l'équivalent d'une déclaration de guerre. Le dirigeant de la majorité démocrate au Sénat parle quant à lui d'équivalent fonctionnel d'une déclaration de guerre. En dehors de la résolution sur le Tonkin du 7 août 1964, il faut remonter à l'entrée en guerre des États-Unis après Pearl Harbour pour trouver un précédent à ce vote. Le débat en séance plénière a été un des plus longs, des plus dignes et des plus graves de l'histoire du Congrès des Etats-Ilnis.

En attendant le 16 janvier, 8 heures du matin, les forces de la coalition se placent. Elles totalisent 500 000 hommes, dont 380 000 Américains. Tous les itinéraires vers le front sont encombrés de convois avec hommes, chars et munitions. Les Américains, d'abord postés autour des champs de pétrole, se déploient maintenant vers l'ouest à partir de la côte. Les forces saoudiennes et du Golfe sont en première ligne.

Le commandement arabe est certes séparé, mais les Américains sont dotés des moyens de communication les plus performants...

Du côté irakien, 510 000 hommes, 4 000 tanks et 2 700 pièces d'artillerie dans et hors du Koweït.

Lawrence S. Eagleburger rencontre aujourd'hui Itzhak Shamir et Moshe Arens (Défense), demain David Levy (Affaires étrangères), puis à nouveau Shamir.

A Jérusalem, les principales personnalités palestiniennes regroupées autour de Faysal El Husseini ont demandé cet après-midi à rencontrer les consuls généraux présents sur place et le responsable de l'UNRWA-Cisjordanie. Déjà soucieux de constater que l'attention internationale, absorbée par la crise du Golfe, est quelque peu détournée des Territoires, les Palestiniens de l'intérieur connaissent une inquiétude accrue dans l'hypothèse où les hostilités se déclencheraient. La première conséquence en sera ici une fermeture drastique des Territoires, qui seront alors plus isolés que jamais.

Manifestation à Paris (20 000 personnes) contre la guerre à l'appel du PCF, de l'extrême gauche, des Verts et d'organisations pacifistes. Forte présence socialiste : on y trouve les amis de Jean-Pierre Chevènement et ceux de Julien Dray. Chevènement multiplie les démarches auprès du Président et de Roland Dumas pour les persuader de refuser la guerre avec l'Irak.

Dimanche 13 janvier 1991

Outre-Atlantique et en Europe, nouvelles manifestations contre la guerre : Pas de sang pour le pétrole ! 250 000 participants en Allemagne ; en France, 100 000 en province et environ 80 000 à Paris.

Javier Perez de Cuellar est découragé par sa rencontre avec Saddam Hussein, qui n'a permis aucun progrès. Le dictateur irakien l'a fait de surcroît attendre de longues heures, de façon humiliante, avant de le recevoir.

Au lieu de diffuser un message de paix après avoir reçu Perez de Cuellar, Saddam Hussein réaffirme que le Koweït restera la dix-neuvième province de l'Irak et deviendra le théâtre de la grande bataille entre croyants et infidèles. La guerre est devenue inéluctable.

Profitant de l'ombre portée du Golfe, l'armée soviétique intervient dans les pays Baltes pour y faire respecter la conscription. Les parachutistes s'emparent du département de la Défense lituanien (14 morts, 120 blessés). Gorbatchev désavoue son armée. Mais le peut-il vraiment ? ou est-il derrière tout cela ? Va-t-on vers le coup d'État qu'il nous a si souvent annoncé ?

Mario Soares est réélu Président du Portugal dès le premier tour avec 70,4 % des voix.

Roland Dumas propose au Président un plan de la dernière chance qui pourrait être annoncé demain et que lui-même pourrait aller négocier avec Saddam à Bagdad. Il s'appuie sur le fait que Baker a admis que le 15 pourrait n'être marqué que par un début de retrait des troupes irakiennes. Il suffirait, à ses yeux, que l'Irak annonce avant le 15 janvier minuit, heure américaine, son retrait programmé et contrôlé du Koweït, voire le 16 au matin ou à midi, avant le déclenchement des opérations militaires.

La troïka européenne est également disposée à se rendre à Bagdad à la demande de Javier Perez de Cuellar. Mais Bagdad refuse.

D'après les sondages diffusés hier et aujourd'hui, les Français s'alignent dans leur majorité sur la position de François Mitterrand, tout en affirmant leur opposition à une guerre qu'ils considèrent comme inéluctable.

Jean-Paul II soutient la tenue d'une Conférence de paix, à la satisfaction des Irakiens, d'autant plus vive que le Pape condamne haut et fort le sort injuste réservé aux Palestiniens.

Le gouvernement de Tel-Aviv rejette la demande américaine de ne pas riposter en cas d'attaque. L'armée israélienne n'interviendra pas si les États-Unis parviennent à empêcher une première frappe contre son territoire ; sinon, Israël se réserve le droit de réagir.

Lundi 14 janvier 1991

Très longue journée, qu' il faudrait pouvoir raconter en trois dimensions, tant les événements s'y entrecroisent...

François Mitterrand reçoit Javier Perez de Cuellar, de retour de Bagdad :

Javier Perez de Cuellar : J'aurais tant voulu dire quelque chose de positif ! Mais, malheureusement, après deux réunions et un dîner avec Tarek Aziz et Saddam Hussein, très poli, il n'y a rien, rien que je puisse dire, aucune proposition dont je puisse faire quelque chose. Les Irakiens voudraient donner l'impression qu'ils sont sérieux, ils souhaiteraient que les Européens et les Américains les prennent au sérieux pour ce qui est de leurs objectifs et de leurs actions. Saddam Hussein est très amer vis-à-vis du Conseil de Sécurité qui l'a jugé in absentia. Il dit n'avoir jamais déclaré que l'occupation du Koweït était irréversible. Je lui ai donc posé la question. Ma conclusion est qu'il serait disposé à rendre une partie des sables...

François Mitterrand : Il sait que ça ne marchera pas.

Javier Perez de Cuellar : Je lui ai dit: « Retournez à la position d'avant le 2 août » (au lieu de dire « retrait »). Il m'a répondu que le peuple irakien était prêt à tous les sacrifices pour la paix si les autres faisaient eux aussi des sacrifices. Je lui ai dit : « Je ne peux rentrer les mains vides à New York. » Il s'est dit prêt à discuter un « paquet » de négociations et à s'embarquer dans un processus d'échange, de qui pro quo.

François Mitterrand : C'est bien tard !

Javier Perez de Cuellar : Sur une carte, Saddam a tracé des lignes signifiant qu'il entend garder 40 % du Koweït (les champs pétroliers et les îles). Il m'a dit : « J'ai cédé aux Iraniens la moitié du Chott el-Arab. Avec le Koweït, nous aurons un accès au Golfe. » Comme si c'était là son aspiration ! Il m'a dit en me rappelant mon comportement durant la guerre Iran/Irak : « Présentez-moi des propositions. » Mais vous présenter un « paquet » sans son retrait total du Koweït serait inacceptable. C'est ce que j'ai dit à TarekAziz. A la fin, il m'a dit : « Ce que je veux, c'est parler avec les Américains, les Européens et les Arabes pour trouver une solution. » Durant les deux heures au cours desquelles il a parlé (j'ai moi-même parlé une heure), je ne l'ai pas trouvé très intéressé par le problème palestinien (je ne dis cela qu'à vous). Je lui ai annoncé que j'allais nommer un représentant spécial, je lui ai fait part des pas accomplis sur la Conférence internationale, mais il n'a pas paru intéressé. Je ne le dirai pas aux Américains !... Car on ne peut pas consolider la paix dans la région s'il n'y a pas d'abord la paix au Proche-Orient ! Sans être arrogant dans la forme — il a été courtois, il a même essayé d'être charmeur —, il s'est dit préparé à l'attaque américaine. La sérénité de cet homme est incroyable. Cela tient de l'inconscience, ce n'est plus du courage ! Son entourage n'ose même pas avoir peur. Dans ma vie, j'ai rencontré un fou furieux : Kadhafi ; et un fou serein : Saddam Hussein.

François Mitterrand : A propos, Kadhafi m'a téléphoné samedi. Il m'a dit : « Il y a assez de gens fous, il faut que les gens sages comme vous et moi fassent entendre la voix de la raison !... »

Javier Perez de Cuellar : Je vais présenter mon rapport. Je n'offre rien. Je reviens les mains vides. Que puis-je proposer ?

François Mitterrand : On ne peut que vous remercier. En plus, votre mandat était étriqué...

Javier Perez de Cuellar : Je lui ai longuement parlé [à Saddam Hussein] de mon entretien avec Bush, de ses manifestations de bonne volonté. Bush est un homme déchiré, contrairement à Saddam Hussein. Bush est inquiet, il souffre.

François Mitterrand : Lui [Saddam Hussein], c'est son pays qui est en cause. Le territoire américain, comme le nôtre, est hors d'atteinte.

Javier Perez de Cuellar : Je suis persuadé qu'au premier obus ils attaqueront Israël.

François Mitterrand : Ils en sont loin. Leurs équipements sont un peu vieillots. On ne sait ce que Saddam Hussein veut faire, s'il veut traiter ou s'il ne veut pas... S'il ne veut pas, c'est la guerre. Dans le cas contraire, il est surprenant qu'il ne vous en ait rien dit.

Roland Dumas suggère alors que la France avance un plan.

François Mitterrand : Lequel ? Il n'y a plus le temps ! On est à la veille de l'échéance ! On peut faire des propositions au Conseil de Sécurité. Ce peut être une bonne chose... Des propositions des Nations unies à Saddam Hussein ?

Javier Perez de Cuellar : Vous connaissez bien les Nations unies, le temps que cela prendrait !

François Mitterrand : Il n'y a aucune variante autre que l'évacuation totale. Mais il peut y avoir une variante sur le mécanisme d'évacuation, sur la durée. Si Saddam Hussein proposait l'évacuation en quinze jours, il l'obtiendrait.

Javier Perez de Cuellar : Il en est loin ! Le Zimbabwe souhaite proposer qu'un mandat soit donné au secrétaire général pour qu'il négocie un « paquet ».

François Mitterrand : Un « paquet » comprendra forcément l'évacuation, ou bien Saddam Hussein n'échappera pas à la guerre. Seule différence : au lieu d'évacuation « terminée » le 15, ce serait l'évacuation « commencée » le 15.

Javier Perez de Cuellar : Mais s'il n'y a pas un geste de sa part sur l'évacuation, ce sera une manœuvre inutile.

Roland Dumas : Supposons que le Conseil de Sécurité vous dise : « Faites des propositions. » Le premier point pourrait être la phrase de Baker d'il y a deux jours, parlant d'un « début de retrait ». Le deuxième, le retrait massif.

Javier Perez de Cuellar : Cela sera refusé par l'Irak. J'ai bien peur que l'on ne puisse pas empêcher la guerre, le « coup chirurgical » dont parlent les Américains.

François Mitterrand : Je ne crois pas l'Irak aussi puissant qu'on le dit. C'est un pays fatigué. Il a une seule troupe d'élite, la Garde, qui ne peut être partout. Les Américains peuvent régler cette guerre en dixjours, mais il y aura ensuite des implications.

Javier Perez de Cuellar : Oui, mais s'ils attaquent Israël et qu'Israël réagisse ? C'est cela qui m'inquiète ! Le monde arabe basculerait !

François Mitterrand : Diplomatiquement, on ne voit pas bien ce qui reste comme possibilité.

Javier Perez de Cuellar : J'ai vu un Arafat très sensé, redoutant les conséquences de la guerre. Le Roi Hussein a essayé de son côté. Tous deux en vain. Saddam Hussein est un inconscient. La guerre va affecter tout le monde. Il pourrait faire un retrait unilatéral sur les positions qu'il m'a montrées...

Roland Dumas : Ce sont des gens qui ne terminent jamais une discussion, sauf au tout dernier moment.

François Mitterrand : Vous ne voyez plus d'initiative possible ?

Javier Perez de Cuellar : Je ne vois plus ce que je peux proposer. Tous les faucons en Amérique vont être heureux.

François Mitterrand : Il y a des faucons partout : en Égypte, en Turquie, dans les Émirats...

Javier Perez de Cuellar : Saddam Hussein m'a d'ailleurs dit: « Je suis un faucon. »

Après l'échec de la mission de Perez de Cuellar, Tarek Aziz fait demander d'urgence à Roland Dumas de venir entendre une ultime proposition de Saddam Hussein. Pour gagner du temps, le Président autorise Dumas à utiliser un Concorde qui est mis en bout de piste. Roland Dumas refuse néanmoins de partir aussi longtemps que Saddam n'aura pas fait une déclaration publique montrant qu'il est réellement ouvert à une négociation sur la base de nouvelles propositions françaises.

Après discussion avec Roland Dumas, François Mitterrand décide aussi de prendre l'initiative d'un projet de déclaration du Conseil de Sécurité en six points. Le Conseil offrirait des garanties à l'Irak en échange d'un engagement de retrait du Koweït sous contrôle de l'ONU. Une Conférence internationale sur la question palestinienne et le conflit israélo-arabe serait promise.

Roland Dumas téléphone à Hans-Dietrich Genscher, qui l'assure de son soutien total à l'initiative française. Douglas Hurd, informé, téléphone à Dumas : à ses yeux, au contraire, l'initiative française crée des difficultés à la diplomatie britannique qui considère que la principale priorité consiste à ne pas risquer de fissurer le front commun allié à la veille de l'expiration de l'ultimatum. Les Britanniques ne sont pas opposés à l'idée d'un ultime appel à Saddam Hussein, mais le libellé de cet appel devrait recueillir le plus large agrément possible, en particulier celui des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Dans ces conditions, les Britanniques sont hostiles à la proposition française qui laisse supposer

l'existence d'un lien avec le problème palestinien ; ils sont partisans d'un texte plus général et plus ramassé dont ils souhaiteraient poursuivre la mise au point avec nous.

En France, l'opposition critique ce qui lui apparaît comme une brèche dans la solidarité occidentale.

François Mitterrand reçoit à déjeuner John Major, qui vient d'être désigné Premier ministre du Royaume-Uni. Pour ce qui est du Golfe, le successeur de Margaret Thatcher semble pressé d'en finir par la guerre et se montre très réticent à l'égard de l'initiative française. Sur l'Europe, il souhaite marquer sa différence avec son prédécesseur, qu'il s'abstient d'ailleurs de nommer.

John Major : Plus vite ce sera terminé, mieux ce sera. Il n'y a pas intérêt à retarder les choses sur le plan militaire. Plus ça dure, plus ça risque d'affaiblir l'opinion publique.

Le Président : Il n'a jamais été question, dans notre esprit, de repousser la date de l'ultimatum. George Bush a bien fait d'aller dans notre direction, il y a trois ou quatre jours, en parlant d'un « début de retrait ». Saddam Hussein veut-il, pour une simple question d'amour-propre, attendre le 16 avant d'envisager ce retrait ?

John Major : Les Israéliens ont un système anti-missiles pas très efficace. Mais si un missile tue des Israéliens, je ne pense pas qu'ils s'abstiendront de s'en servir.

Le Président : Espérons que les missiles irakiens ne seront pas trop précis. Il y a beaucoup de désert... Passant à la situation à l'Est : A Vilnius, on a l'impression que le pouvoir militaire soviétique a explosé.

John Major : Ce qui s'est produit est tout à fait regrettable. Mais il ne faut pas réagir de façon excessive contre Gorbatchev.

Le Président : Ce serait prématuré.

John Major : Il ne faut pas interrompre l'aide humanitaire alimentaire à l'Union soviétique.

Le Président : En effet.

John Major : Ce qui est essentiel, c'est de voir si, oui ou non, ils mettent en place de véritables réformes.

Le Président : Gorbatchev exerce-t-il complètement le pouvoir politique ? Les révoltes des différentes républiques favorisent l'action de l'armée.

John Major : Cela ne nous a pas aidés, ces quarante dernières années !

Le Président : Et sur le plan européen ?

John Major : Les Conférences intergouvernementales ont commencé, c'est l'essentiel. Nous voulons jouer un rôle significatif en Europe, c'est l'intérêt de tous. Nous ne voulons pas nous considérer comme une île en marge de l'Europe. Pour ce qui est de la Conférence économique, on a proposé des textes du projet de traité qui mènent plus loin que nos précédentes propositions. C'est un moyen pratique pour faire avancer le débat. Nous avons de grosses difficultés, avec notre Parlement et notre opinion, sur une monnaie unique du type Delors. Si nos idées étaient prises en compte, ce serait plus aisé. Si l'on veut nous faire prendre un engagement sur une date précise pour une monnaie unique, sans période probatoire, cela ne passera pas à notre Parlement. L'opposition est d'ordre politique et passionnelle. Mais la crédibilité économique d'un pas en avant sans convergence adéquate des économies me préoccupe encore davantage. Il y a un fléchissement très net de l'économie mondiale. Les Américains sont en récession, nous aussi. C'est ce problème de la convergence au sein de l'UEM qui me préoccupe le plus. J'espère que personne ne s'amusera à nous coincer. La France proposera-t-elle des textes ?

Le Président : Pour l'instant, il n'y en a pas. Mais, en chemin, c'est tout à fait possible. Vous avez entendu Pierre Bérégovoy qui a des idées proches des vôtres. Ce projet a des aspects positifs, mais il rencontrera des oppositions allemandes. L'objectif est la monnaie unique, mais on peut imaginer une étape. C'est pour le mark que la situation est difficile. Nous l'étudions sérieusement. Nous n'avons jamais souhaité mettre la Grande-Bretagne de côté, même quand la Grande-Bretagne elle-même semble le souhaiter !

John Major : L'Allemagne devra augmenter ses impôts et ne pas avoir une politique de taux d'intérêt élevés. Il est difficile d'apprécier la véritable position allemande.

Le Président : Nous sommes moins éloignés de vos propositions que naguère, mais nous n'abandonnons pas notre objectif final. Il serait intéressant pour nous d'avoir une monnaie aussi appréciée que le mark. Nous étudions de près votre projet. A moyen terme, j'y suis assez favorable, mais, à long terme, on s'éloignerait ainsi quelque peu de nos objectifs. Je voudrais trouver une synthèse. Tant que nous n'aurons pas rapproché nos politiques économiques, votre projet est plus réaliste.

John Major : Si la phase intermédiaire aboutit à une convergence, alors les difficultés politiques, économiques et d'opinion deviendront plus aisées à surmonter. Ce qui était navrant, par le passé, c'est que l'on pensait que nous, Britanniques, cherchions à bloquer le processus. Non, il faut qu'il y ait convergence pendant la phase 2 pour que la phase 3 marche.

Le Président : L'Europe s'était habituée à l'opposition britannique et à faire ses plans sans vous, pensant que vous rattraperiez le train. Ce que vous avez fait à Fontainebleau, à Luxembourg, à Hanovre... On avait l'impression que votre pays était ailleurs. Votre démarche de maintenant n'est pas forcément plus rassurante, mais elle est plus habile !...

Sur sa participation à la construction européenne, John Major utilise une formule que n'aurait pas employée Margaret Thatcher : J'espère passer plus de temps dans la cabine du conducteur qu'à rattraper le train ! Il y a des domaines où nous avons des intérêts partagés : nous voulons plus d'autorité du Conseil européen, du Parlement, d'indépendance future pour la Banque centrale. Nous sommes là-dessus plus proches des Français que des Allemands. Nous sommes moins éloignés de vous que vous ne le pensez... A long terme, le moment pourrait venir où un Président américain serait moins engagé...

Le Président : Cela pourrait même être un Japonais, comme au Pérou...

John Major : Mais je serais inquiet de trop développer l'UEO à l'intérieur de la Communauté. Il n'est que de voir l'attitude de certains dans la crise du Golfe : d'aucuns ont été très mous.

Le Président : C'est vrai.

John Major : Nous prenons en compte la capacité européenne d'agir sous le parapluie de l'OTAN jusqu'au jour où les Européens seront tous prêts à s'engager.

Le Président : Pourquoi pas à côté du parapluie de l'OTAN ?

John Major : Je ne veux pas donner prétexte aux Américains de diminuer leur engagement.

Le Président : Mais il l'est déjà ! La solution, c'est de se garder de l'esprit de système. La vérité n'est pas une UEO appendice de l'OTAN, ou

une UEO totalement spécifique. Une démarche empirique est nécessaire.

John Major : C'est un débat qui mérite d'être poursuivi. L'amiral Lanxade est venu nous voir, les entretiens ont été très utiles.

Le Conseil de Sécurité discutera du projet de résolution français, ce soir, à 23 heures. Dernier moment avant l'expiration de l'ultimatum.

Dans la soirée, François Mitterrand accepte, à la demande de Roland Dumas, de recevoir l'ambassadeur d'Irak pour lui exposer le plan de la dernière chance que la France vient de proposer et qui sera discuté dans la nuit à l'ONU, à New York. Il ne reste plus que quelques heures. L'instant est très solennel. Dumas assiste à l'entretien :

Le Président : Je vous ai demandé de venir pour que nous puissions parler simplement des graves problèmes qui se posent. Je le fais sans animosité à l'égard de votre pays. C'est pour moi un besoin de clarté, afin de savoir s'il y a une chance d'utiliser les quelques heures qui restent pour la paix. Le Conseil de Sécurité est convoqué ce soir à 23 heures ; le décalage horaire joue d'une façon fâcheuse... La France a essayé de développer une stratégie de paix autour de quelques idées simples :

1 La base de cette discussion, c'est l'évacuation du Koweït par les forces de votre pays. Certains sont tentés d'interpréter rigoureusement la date de l'ultimatum. D'autres accepteraient un engagement et un début de retrait, avec un calendrier programmé. C'est notre position.

2 S'il y a retrait, nous suggérons que des troupes arabes neutres se substituent à celles de l'ONU. Nous avons pensé aux pays du Maghreb. L'Irak ne serait pas attaqué, dans cette hypothèse. M. Bush en a donné aussi la garantie.

3 Je peux donner, pour la France, la garantie que sera effectivement organisée une Conférence internationale sur le problème israélo-arabe. Nous œuvrons en ce sens depuis des années, sans succès, mais nous avons l'impression que le succès se rapproche. Nous serons suivis par de nombreux pays en Europe, mais je ne crois pas que l'accord des Américains et des Anglais sera donné avant de longs mois.

Vous auriez donc un début d'évacuation avant la fin de l'ultimatum, un calendrier d'évacuation rapide avec le remplacement des forces actuelles par une force arabe, et vous auriez l'assurance qu'il n'y aurait pas d'ouverture des hostilités.

Si le Président Saddam Hussein veut lancer un signe favorable, s'il accepte cette éventualité, nous passerons notre journée de demain à prendre d'autres initiatives. Vous êtes un patriote irakien. Je n'arrive pas à croire que, face à la perspective d'une guerre, il y ait la moindre hésitation à avoir. L'Irak est un pays qui a été l'ami de la France, avec lequel nous ne souhaitons pas de rupture.

M. El Hachimi : Je vous remercie pour ces informations et pour l'intérêt que vous manifestez à l'Irak. Je dis sincèrement, à l'heure qu'il est, que la France et le Président Mitterrand peuvent sauver le monde de ce désastre, car l'Irak et le Président Saddam Hussein font confiance à la France. Pas une personne vraiment habilitée n'a négocié avec l'Irak depuis cinq mois. Tous posent des conditions. Je peux vous l'assurer : nous tenons à la paix, nous ne voulons pas de destructions. Mais qu'en sera-t-il de l'embargo, du blocus, des forces américaines ?

Le Président : L'embargo cessera. Toutefois, les troupes américaines ne se retireront pas avant l'installation d'un pouvoir stable et durable au Koweït. J'espère qu'ensuite elles se retireront. Si le danger de guerre s'éloigne, l'opinion publique n'acceptera pas qu'elles restent. La France, en tout cas, retournera chez elle.

M. El Hachimi : J'ai transmis votre projet à Bagdad. Le Président Saddam Hussein accepte de discuter de ces idées avec Roland Dumas pour en déterminer tous les tenants et aboutissants. Je suis confiant dans le fait qu'une visite de M. Dumas irait dans le sens de la paix.

Le Président : Tant que M. Perez de Cuellar n'était pas allé à Bagdad, nous ne pouvions pas prendre d'initiative. Nous avons pris l'initiative de cette déclaration qui sera soumise ce soir au Conseil de Sécurité. Nous sommes, nous aussi, tenus par la résolution 678. Je ne vais pas exposer la France à une démarche inutile s'il n'y a pas une chance. Dès cette nuit, je verrai ce qu'il convient de faire, après la discussion au Conseil de Sécurité. Beaucoup d'amis arabes sont dans le camp opposé à l'Irak. Nous ne voulons pas être bafoués par une démarche inutile. Selon l'accueil fait à notre déclaration, nous aviserons.

M. El Hachimi : Dès le début de sa rencontre avec Saddam Hussein, Perez de Cuellar a dit qu'il ne représentait personne...

Le Président : C'est vrai...

M. El Hachimi : ... qu'il n'avait aucune proposition à faire et qu'il était là pour écouter ! La France et M. Dumas ont autorité pour négocier.

Le Président : La réponse faite à M. Perez de Cuellar sur l'évacuation n'est pas satisfaisante. Nous ne pouvons pas nous dissocier de ce que nous avons voté. Si Saddam Hussein a décidé de ne pas évacuer le Koweït, je ne le condamne pas, mais notre position sera différente et il y aura la guerre, une guerre terrible.

M. El Hachimi : Je vais transmettre ce message et je prie Dieu que notre entreprise commune soit couronnée de succès. Pourtant, je m'inquiète. Je pense que vous pouvez obtenir de l'Irak et de Saddam Hussein bien plus que vous n'attendez, mais sans conditions. Cette annonce est une condition.

Le Président : Nous ne pouvons que demander à Saddam Hussein l'évacuation du Koweït, en conformité avec les engagements pris. Nous ne voulons rien d'autre. La guerre fera perdre beaucoup plus qu'une paix de compromis. Je ne dis pas non à ce que vous proposez. J'attends le débat aux Nations unies. J'examinerai alors ce qu'il convient de faire. Si les dés sont jetés, j'aurai fait ce que j'aurai pu.

M. El Hachimi : L'Irak ne tirera pas le premier coup de feu. Le Président Bush fait la même chose que Khomeyni : il donne le choix entre la capitulation et la guerre.

Le Président : Je dirai plutôt : l'évacuation et la guerre. Nous avons beaucoup insisté auprès du Président Bush pour qu'il dise : « S'il y a retrait, il n'y aura pas de guerre. » Et il l'a accepté. Jusqu'au 16 à 6 heures du matin, nous restons disponibles. Si le conflit éclate, toutes les dispositions sont prises pour que l'ambassadeur que vous êtes et le personnel de l'ambassade soient protégés. Le ministre de l'Intérieur devra veiller sur vos personnes et celles de vos familles.

Notre ambassadeur à Tel-Aviv, Alain Pierret s'inquiète des manifestations croissantes d'amertume des Israéliens envers la France. Pour eux, non seulement notre pays a armé l'Irak, mais, avec ses propositions de Conférence internationale, il établit un lien entre deux questions de nature toute différente. Si ces propositions aboutissaient, l'agresseur serait récompensé alors même qu'Israël aurait accepté le risque de se faire bombarder sans avoir réagi préventivement, afin de ne pas compromettre la solidité d'une coalition dont notre pays est l'une des composantes. L'ambassadeur est très mal reçu par les mêmes qui jusqu'à présent le fêtaient.

Roland Dumas demande qu'on prévienne tous les ambassadeurs de France en poste à l'étranger que, compte tenu des conséquences à attendre d'un éventuel déclenchement des hostilités dans la région du Golfe, tant sur le plan diplomatique qu'en ce qui concerne la sécurité des

communautés françaises à l'étranger, tous les chefs de missions diplomatiques et consulaires absents de leur poste à ce jour doivent regagner immédiatement leur affectation. Ceux qui avaient prévu de s'absenter pour des missions doivent y renoncer jusqu'à nouvel ordre, sauf instruction expresse du département. Les événements au Moyen-Orient pouvant d'autre part avoir des conséquences sérieuses pour la sécurité de nos ressortissants dans d'autres pays, des consignes de prudence, face aux risques de terrorisme ou de troubles locaux, devront être données, de façon générale, à tous nos compatriotes, en particulier par le biais de leurs représentants.

Que pense, que va faire Saddam dans les heures qui viennent ? On s'accroche au moindre indice.

Nous apprenons de Riyad que le dirigeant palestinien Hani El Hassan, qui vient de rencontrer le dirigeant irakien à Bagdad, affirme que ce dernier lui a déclaré qu'il lui fallait éviter que quelque chose se passe dans la semaine suivant le 15 janvier. Il est persuadé que s'il parvient encore à grignoter quatre à cinq semaines, l'affaire sera réglée : il ne sera plus attaqué. Si tel est bien son état d'esprit, alors le plan français ne l'intéresse qu'en vue de gagner du temps.

La soirée est longue, l'inquiétude palpable. L'initiative française en six points est présentée aux membres du Conseil de Sécurité (permanents et non permanents), aux Douze, à l'ensemble des pays arabes ainsi qu'à Israël et à l'Iran, enfin à la Yougoslavie au titre de la présidence des non-alignés.

A Damas, dans un appel solennel diffusé par la radio d'État, Hafez El Assad adjure Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweït pour éviter à l'Irak et à la Nation arabe les dangers d'une guerre dévastatrice. Le chef de l'État syrien, qui à aucun moment ne mentionne la moindre date, estime qu'une décision en ce sens constituerait un acte héroïque et courageux. Il assure le Président irakien que la Syrie se tiendra à ses côtés si l'Irak est attaqué après l'évacuation du Koweït.

Notre texte est présenté au Conseil de Sécurité. Notre ambassadeur souligne qu'il s'agit, dans notre esprit, d'un ultime appel lancé aux dirigeants irakiens à vingt-quatre heures de l'expiration d'un délai au-delà duquel commencerait une période particulièrement dangereuse : Nous connaissons tous la gravité de la situation et la nature des moyens, parfaitement légitimes, auxquels il pourrait alors être recouru pour assurer l'application des résolutions du Conseil. Nous souhaitons donc que la déclaration soit adoptée le plus rapidement possible. Le représentant britannique indique qu'il n'est pas en mesure de se prononcer dès ce soir sur un projet de déclaration. L'ambassadeur d'URSS s'exprime dans le même sens en faisant état de la nécessité de recevoir des instructions relatives à notre proposition. M. Pickering, l'Américain, est réservé à l'égard de notre proposition, sur laquelle il n'a pas non plus d'instructions. Les non-alignés, en revanche, ainsi que l'Autriche, apportent leur soutien à notre initiative. Tous les pays du Sud, à l'exception des Ivoiriens, prennent la parole pour exprimer leur appui chaleureux. L'Autrichien qualifie notre initiative de pas dans la bonne direction. Sans citer notre projet de déclaration, Belges, Roumains et Chinois font état de leur disposition à soutenir toute initiative qui tendra, tant que cela sera possible, à promouvoir une issue pacifique de la crise. Le représentant belge, se référant aux travaux des Douze, indique que son gouvernement a lui-même envisagé une initiative dont il donne une description assez semblable à celle de notre propre projet.

Il est décidé que le Conseil se réunira tout à l'heure pour poursuivre ses consultations autour de notre proposition. Les Cinq tiendront une nouvelle réunion juste auparavant.

Si Américains et Anglais s'opposent à notre plan, c'est parce qu'il mentionne l'idée de Conférence internationale. Quant à Moscou, il est difficile d'en attendre une position : il n'y a plus de ministre des Affaires étrangères ! Mikhaïl Gorbatchev est aux prises avec l'affaire lituanienne et avec la constitution de son gouvernement. M. Petrovski, le vice-ministre des Affaires étrangères en charge du dossier du Golfe, approuve notre démarche et nos idées : Il convient de faire vite, dit-il à notre ambassadeur. Vous et nous pensons la même chose. La question, en ce moment, est de savoir ce qu'Américains et Britanniques peuvent et veulent faire. A priori, les Américains seront hostiles aux termes du paragraphe de votre texte relatifs au projet de Conférence internationale. Sur ce point, un assouplissement de la rédaction est-il possible ? Sans compter qu'ils peuvent bloquer toute action au Conseil de Sécurité. Si tel était le cas, ne pourrait-on pas envisager de charger le secrétaire général de cette déclaration ?

Jean-Louis Bianco est reçu à Riyad par le Roi, assisté du Prince héritier. Le Roi Fahd qualifie Saddam Hussein d'entêté agissant comme un malade qui refuse le médecin, contre les intérêts de son pays. Saddam Hussein, dit-il, éprouve une vive satisfaction à voir un si grand nombre d'émissaires ou de personnalités chercher à entrer en contact avec lui, sans prendre pour autant au sérieux les mises en garde qu'il reçoit d'eux sur les risques de guerre. Or, il se trompe lourdement, car avec les forces américaines, britanniques et françaises, il a en face de lui les armes les plus sophistiquées du monde. Il serait aisé, s'il y avait retrait irakien du Koweït, de régler le contentieux entre ce pays et l'Irak, que ce soit bilatéralement ou avec l'aide des Arabes, des Européens ou de la Cour internationale de justice. La tentative de Javier Perez de Cuellar s'est révélée décevante. En revanche, le roi manifeste beaucoup de confiance pour tout ce que tenterait la France en liaison étroite avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays arabes. Il conseille que nous ne nous limitions pas au Maroc et à l'Algérie, mais que soient bien incluses dans nos consultations l'Égypte et la Syrie. Tout le monde est d'accord, dit-il, sur la grande estime que mérite la France pour ses prises de position sur la question palestinienne et sur le rôle qu'elle peut, pour cette raison même, jouer à présent, tout en évitant d'établir le « lien » que réclame le Président irakien. En revanche, il déconseille que le Président de la République se rende en personne à Bagdad. Bien entendu, tout cela devrait se faire dans un respect complet des résolutions des Nations unies.

A Amman, le Roi Hussein reçoit notre ambassadeur, venu lui parler de notre initiative. Le souverain a juste envoyé son conseiller politique, Abou Odeh, à Bagdad. Celui-ci a rencontré Tarek Aziz. La position de l'Irak n'a pas évolué. Le Roi souhaite une solution pacifique : selon lui, un compromis est possible, mais les Irakiens refuseront de négocier sous la menace.

Toujours pas de déclaration de Bagdad. Le Concorde de Roland Dumas — lequel flaire un piège — rentre au hangar.

François Mitterrand reçoit le Président Mobutu (le Zaïre préside actuellement le Conseil de Sécurité). La presse dit que Roland Dumas est dans l'avion pour Bagdad...

A Bagdad, le Conseil national irakien confère à l'unanimité les pleins pouvoirs constitutionnels à Saddam Hussein. Celui-ci tient ce soir une conférence de presse destinée aux seuls journalistes irakiens : Le Koweït est devenu un symbole pour toutes les nations arabes et le théâtre de la dignité. Nous voulons la paix, mais si nous voulons qu'une paix globale s'installe dans la région, la clé de la solution ne peut être que la restitution de la Palestine aux Palestiniens.

A Amman et Alger, des milliers de manifestants clament leur soutien à Saddam Hussein. Aucune des six manifestations prévues à Tunis n'a eu lieu.

Les cours du pétrole augmentent, les milieux financiers sont inquiets.

Javier Perez de Cuellar fait le compte rendu de son voyage à Bagdad aux membres du Conseil. Le Yémen propose lui aussi un nouveau plan : Retrait de l'Irak du Koweït, déploiement de la force arabe et de la force multinationale dans la zone litigieuse, engagement du Conseil de Sécurité

de l'ONU à faire appliquer ses résolutions sur le conflit israélo-arabe.

Mardi 15 janvier 1991

Confirmation à 2 h 30 du matin à Paris : Abou Iyad et Abou Hal-Hol, deux des principaux dirigeants de l'OLP, ont été assassinés il y a quelques heures au quartier général de l'OLP à Tunis.

L'assassin présumé, un garde du corps qui serait lié au groupe Abou Nidal, aurait été arrêté. Il est encore impossible de savoir de manière sérieuse qui a ordonné ce crime, mais il pourrait être interprété dans les Territoires occupés comme un acte israélien et risque alors d'apparaître comme un détonateur de plus dans la crise actuelle.

7 heures du matin : le Conseil de Sécurité décide de siéger toute la journée.

La radio tunisienne annonce que les auteurs de l'assassinat des chefs de l'OLP ont été arrêtés ; Israël dément toute implication.

9 heures : Madrid soutient le plan de Paris.

10 heures : des milliers d'Irakiens dénoncent les « risques de guerre » dans le centre de Bagdad.

13 heures : des ressortissants français sont rapatriés de Riyad ; les 75 Irakiens expulsés de Grande-Bretagne quittent Londres.

L'ambassade britannique à Pékin reçoit une lettre piégée.

15 heures : Tel-Aviv exprime son opposition au plan français. Le chef de l'État israélien critique l'attitude européenne : A l'exception de la Grande-Bretagne, nous voyons à nouveau aujourd'hui des dirigeants européens se coucher et s'humilier, être prêts à bafouer tous les principes moraux pour satisfaire un dictateur.

Rome soutient le plan français. Bruxelles propose la nomination d'un médiateur par l'ONU afin de faciliter l'organisation d'une Conférence internationale pour la paix.

16 heures : état d'alerte maximale en Jordanie.

Les établissements scolaires sont fermés en Tunisie où défilent 6 000 manifestants pro-irakiens.

Des troupes syriennes se rapprochent du plateau du Golan en prévision d'un éventuel engagement israélien.

18 heures : le personnel de l'ambassade de France à Bagdad va quitter l'Irak.

Alors qu'on examine à nouveau le plan français au Conseil de Sécurité, le représentant britannique propose un autre projet de déclaration amendé par l'URSS : dernier appel à la paix adressé à l'Irak, retrait de ses troupes avant mercredi 5 heures GMT.

Un commandant de l'armée de l'air israélienne déclare que les chasseurs israéliens abattront tout avion qui attaquera Israël, même s'il faut pour cela survoler la Jordanie ou la Syrie.

A New York, M. Pickering, représentant permanent des États-Unis, demande avec insistance à son collègue français de retirer notre proposition de déclaration, Washington ne pouvant y souscrire : Cette initiative, dit-il, n'est pas conforme à l'engagement pris par les cinq ministres, le 29 novembre, de ne pas entreprendre de nouvelles démarches au Conseil de Sécurité avant le 15 janvier. Elle remet en cause au moins implicitement la date limite du 15 janvier fixée par la résolution 678. Il serait paradoxal qu'au moment où le secrétaire général rentre de Bagdad les mains vides du fait de l'entêtement irakien, le Conseil de Sécurité envisage une ouverture en direction de Bagdad. Ce serait interprété comme un signe de faiblesse du Conseil de Sécurité et renforcerait l'intransigeance de Saddam Hussein. Enfin, la mention de la conférence internationale dans le projet de déclaration, même si les termes utilisés reprennent ceux de la déclaration présidentielle [du Conseil européen] du 20 décembre 1990, donne l'impression de l'établissement d'un lien entre l'affaire du Golfe et le conflit israélo-arabe. Washington le refuse absolument.

Les États-Unis sont en fait hostiles à toute idée de déclaration du Conseil de Sécurité en ce moment, et Pickering indique qu'en cas de maintien de notre texte, son pays sera conduit à y opposer son veto. L'Anglais, Sir David Hannay exprime de manière plus prudente une position sensiblement identique. Le Soviétique, Youri Vorontsov, prétend ne pouvoir obtenir d'instructions de sa capitale avant demain ; lui aussi met l'accent sur le risque de division des Cinq et suggère que la proposition française soit reprise dans une déclaration que le secrétaire général pourrait faire à la presse à l'issue de son rapport au Conseil. Britanniques et Américains sont d'accord là-dessus. Le Chinois n'exprime aucune position et se retranche encore une fois derrière l'absence d'instructions.

Les membres non alignés du Conseil (Côte-d'Ivoire, Cuba, Équateur, Inde, Yémen, Zaïre, Zimbabwe) nous assurent tous de leur soutien, tout en se réservant la possibilité de suggérer des amendements à notre texte. Parmi les autres membres, l'Autriche marque sa sympathie pour notre proposition ; la Roumanie se montre prudente, mais ouverte ; la Belgique, tout en se disant favorable au principe d'une déclaration du type de celle que nous proposons, demande un délai pour se prononcer et nous a d'ores et déjà indiqué qu'elle aurait plusieurs amendements substantiels à apporter à notre texte.

En résumé, l'ensemble des membres non permanents du Conseil de Sécurité, ainsi que la Yougoslavie et certains pays arabes (Jordanie, Bahreïn, Oman, Algérie, Libye, Maroc, Yémen) ont accueilli favorablement notre initiative. D'autres pays arabes (Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie, Égypte, Qatar), sans marquer d'opposition formelle, formulent à son sujet des doutes (car elle est trop tardive, se heurte à la position des États-Unis, n'est pas susceptible d'infléchir l'intransigeance irakienne) ou des réticences (absence de référence à la date du 15 janvier et au retour des autorités légitimes du Koweït, formulation du paragraphe relatif à la « garantie », problème du « lien »). L'Union soviétique a une attitude évolutive, allant d'une position de réserve à un encouragement mesuré. La Chine reste prudente tout en faisant part d'un soutien sceptique. Trois pays marquent leur franche opposition : les États-Unis, la Grande-Bretagne, qui formule une contre-proposition, et Israël.

En fin de matinée, heure de New York, le Conseil de Sécurité constate qu'il n'est pas en mesure de parvenir à l'accord unanime requis pour l'adoption du projet de déclaration présenté par la France.

Nous avons dès lors le choix : soit laisser au président du Conseil de Sécurité le soin de prendre acte de cette situation, soit poursuivre notre initiative sous une autre forme, en l'occurrence un projet de résolution. Ce projet recueillerait peut-être une majorité suffisante, mais se heurterait de toute façon au veto américain. Une telle division des membres permanents, pour la première fois depuis le début de la crise, constituerait un très fâcheux signal à l'adresse de l'Irak. François Mitterrand y renonce.

Le secrétaire général lancera ce soir au cours d'une conférence de presse, comme nous le souhaitons, un ultime appel à la paix à Saddam Hussein.

Le Président décide la convocation du Parlement pour demain, en séance extraordinaire, afin d'entendre le gouvernement qui va engager des moyens militaires dans le conflit qui s'annonce comme inéluctable. Une autorisation formelle n'est pas nécessaire.

Presque rien à l'Élysée ne diffère de la vie ordinaire. L'amiral Lanxade est très présent. Jean-Louis Bianco coordonne toutes les informations qui remontent au Président. Une machine bien huilée, des réunions régulières. Rien qui ressemble à l'image que je pouvais me faire de la conduite d'une guerre. La distance entre l'appareil d'Etat et le théâtre d'opérations, le caractère virtuel des images confèrent aux événements une certaine irréalité : une sorte de jeu de la guerre, joué par des adultes qui s'y seraient de plus en plus sérieusement laissés prendre...

François Mitterrand reçoit le Bureau de l'Internationale socialiste (Mauroy, Spitaels, Guidoni, Wishniewski).

François Mitterrand : Beaucoup de pays ont appuyé notre texte : non-alignés, européens, scandinaves. Il y a eu opposition formelle des États-Unis et des Britanniques à cause de la perspective d'une conférence internationale. On arrive au moment où le secrétaire général des Nations unies va faire une déclaration résumant l'ensemble des travaux. La vérité est qu'en dépit des mille et une démarches irakiennes, on ne va pas se lancer à l'heure qu'il est dans une nouvelle négociation sans l'aval des membres du Conseil de Sécurité. C'est à l'Irak de dire : « Je prends ou je laisse. » Je crains que l'on ne constate demain matin que l'on est entré dans un véritable état de guerre. Il n'y a eu aucun signe de Bagdad. Nous avons voté des résolutions ; le moins est qu'on les mette en application.

Guy Spitaels : Que faudra-t-il faire par la suite pour ne pas perdre notre capital de confiance auprès des Arabes ?

François Mitterrand : Nous nous efforcerons de préserver nos amitiés arabes. Je suis confiant que d'autres occasions proches permettront de préciser les points de vue. Si le Conseil de Sécurité est mis hors d'état de faire respecter ses décisions, nous manquerons une occasion historique. La Conférence internationale, vous la verrez à bref délai. Je ne vois pas pour l'instant ce qu'on peut faire de plus.

19 heures : le Pentagone annonce qu'il y a 415 000 soldats américains dans le Golfe et 265 000 des autres pays de la coalition. L'Irak, de son côté, aligne 545 000 hommes.

20 heures : aucun des deux textes n'arrive à l'emporter sur l'autre au Conseil de Sécurité. Il semble qu'on se bornera à un appel à la raison formulé par le secrétaire général.

A trois heures de l'expiration de l'ultimatum, le Pape célèbre une messe tandis que George Bush fait ses prières.

Minuit : Javier Perez de Cuellar s'adresse à l'Irak et l'exhorte pour la dernière fois à se retirer du Koweït afin que le monde n'aille pas à la castastrophe.

Le Roi Fahd demande pour sa part à Saddam Hussein de prendre une décision courageuse : annoncer le retrait immédiat de l'Irak du Koweït.

Manifestations pacifistes partout dans le monde et pro-irakiennes partout dans le monde arabe.

Mercredi 16 janvier 1991

6 heures du matin à Paris, minuit à Washington. C'est la fin de l'ultimatum, mais la Maison Blanche annonce : Le 15 janvier est la date limite pour que l'Irak se retire du Koweït. Ce n'est pas une date limite pour une action de l'ONU.

L'Irak ferme sa frontière avec la Turquie.

La session extraordinaire du Parlement s'ouvre à Paris à 11 heures. Les Parlementaires écoutent le message que François Mitterrand a rédigé la nuit dernière : La France a adopté depuis le 2 août 1990 l'ensemble des résolutions du Conseil de Sécurité condamnant l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak. Elle s'est associée aux démarches entreprises pour que ce dernier se retirât du territoire qu'il occupe en violation de la Charte des Nations unies. Elle a pris part à l'embargo et envoyé près de 12 000 hommes en Arabie Saoudite et dans la région. Mais, au terme du délai fixé, il nous faut constater, ce matin 16 janvier, qu'aucune réponse conforme à l'attente des peuples attachés à la défense de la paix, dans le respect du droit, n'a été donnée par les dirigeants irakiens. L'heure est donc venue pour nous, comme pour tout pays responsable et garant des règles sur lesquelles reposent l'équilibre et la sécurité de la communauté internationale, d'appliquer les principes dont nous nous réclamons. Je le dis avec regret mais détermination : le recours à la force armée pour contraindre l'Irak à évacuer le Koweït est désormais légitime. C'est pourquoi j'ordonnerai l'emploi des moyens militaires que commande la participation de notre pays à la mise en œuvre des résolutions des Nations unies... Le peuple français, qui en connaît le prix, hait la guerre. Mais il n'y a en lui aucune faiblesse pour ceux que Jean Jaurès appelait les « fauteurs de conflits ». La France n'est pas l'ennemie de l'Irak. Malheureusement, pas un signe, pas un mot de Bagdad n'ont permis d'espérer que l'on s'y soumettrait aux exigences du droit. Certes, la communauté internationale n'a pas toujours su ou voulu respecter ses propres principes, en particulier dans cette région du monde. Je suis de ceux qui le déplorent, tout en refusant d'y trouver un alibi à l'inaction. Quoi qu'il en soit, la France continuera de lutter pour que les mêmes principes prévalent partout et non au gré des circonstances.

Moscou rappelle à Bagdad qu'il ne participera pas à l'éventuelle action militaire.

Shamir déclare que les hostilités vont se déclencher d'ici peu. Il est midi.

L'OLP ordonne à ses militants de se préparer à attaquer les intérêts américains et britanniques partout dans le monde.

Roland Dumas : La phase diplomatique est terminée.

Au Conseil des ministres, après la communication sur la politique étrangère, le Président intervient : J'ai lu et entendu toute une série d'éléments polémiques sur la proposition française des dernières quarante-huit heures. Ceux qui s'expriment pensent uniquement à leurs propres intérêts ; or il n'y a aucun renoncement, aucun recul, dans cette proposition, par rapport à la décision du Conseil de Sécurité. Simplement, nous disons clairement ce que nous pensons, qui va à l'encontre de ce que peuvent penser certains pays qui sont tentés d'imposer leur loi au-delà des résolutions du Conseil de Sécurité. D'ailleurs, sur le retrait irakien, la proposition française ressemble de très près à la position la plus récente du Président Bush. Pour la dévolution du Koweït, nous pensions à un certain nombre de pays dont nous avons l'accord (essentiellement l'Algérie, mais aussi la Tunisie et le Maroc). En réalité, le désaccord entre les États-Unis et la France réside dans l'évocation d'une conférence internationale sur le problème israélo-palestinien, même si la date n'était pas précisée et si aucun lien direct n'était établi avec le conflit actuel. Bien sûr, il est évident qu'il y a un lien politique et géographique entre ces différents conflits. J'ai dit très clairement à Bush et à Baker : nous ne sommes pas d'accord, et Israël a tort. En quoi la France a-t-elle affaibli la position des Nations unies, puisqu'elle reprenait ce qui était dans ses résolutions ?

Une déclaration de Michel Rocard proposant le recours à la force pour libérer le Koweït est approuvée par 523 voix contre 43 à l'Assemblée et par 290 voix contre 25 au Sénat. La suppléante de Jean-Pierre Chevènement s'abstient, et six autres élus socialistes votent contre. François Mitterrand en est furieux.

Le gouvernement se sent tenu totalement à l'écart de ce qui se décide entre le Président, Roland Dumas et Jean-Pierre Chevènement.

Coup de téléphone de George Bush à François Mitterrand : c'est parti. Mise en place des mécaniques. George Bush ordonne le bombardement des sites stratégiques irakiens au Koweït et en Irak.

16 heures : Douglas Hurd déclare que la Grande-Bretagne pourrait réviser son engagement de ne pas avoir recours à l'arme nucléaire si l'Irak se révèle doté d'une capacité nucléaire.

18 heures : le recours à la force peut survenir à tout moment.

19 heures : un second porte-avions américain entre dans le Golfe.

20 heures : François Mitterrand annonce à la télévision que les armes vont parler et qu'il faut faire bloc autour de nos soldats.

21 heures : le Conseil de commandement de la Révolution irakienne est en réunion.

22 heures : la France conseille aux journalistes français envoyés à Bagdad de quitter le pays.

Roland Dumas, Chevènement et d'autres passent une nuit blanche à leur bureau. Il est convenu que les avions français sortiront dès demain. Les militaires pensent que nous aurons tout de suite des morts.

Jeudi 17 janvier 1991

Il est 0 h 40 (23 h 40 GMT) : 2 h 40 à Bagdad. Début de l'opération « Tempête du désert ». Les installations chimiques et nucléaires, les défenses anti-aériennes, les postes de contrôle du commandement irakien sont pilonnés.

Cinq heures après le début de l'offensive, le commandement général irakien publie son communiqué numéro 1 : les Alliés ont touché des installations civiles et militaires, et atteint des zones très peuplées de Bagdad, ainsi que certaines bases aériennes.

A 9 h 30 (heure locale), après deux heures d'accalmie, les bombardements reprennent sur Bagdad. Le Pentagone annonce que 1 300 sorties sont prévues pour les vingt-quatre premières heures du conflit.

Entre 0 heure et 7 heures GMT, les avions alliés ont effectué plus de 750 sorties contre les cibles irakiennes.

10 h 20 : l'artillerie irakienne attaque une raffinerie de pétrole sur la côte est de l'Arabie Saoudite. Contre-attaque américaine.

11 heures : selon CNN, une cinquantaine de chars irakiens se sont rendus aux Alliés. Information démentie par la suite.

Les analystes américains établissent trois scénarios économiques selon la longueur de la guerre du Golfe :

Dans le premier, celui d'un conflit rapide (moins de deux mois), le baril devrait se stabiliser rapidement à un prix compris entre 10 et 25 dollars. Les dépenses militaires, la confiance revenue des consommateurs et une légère reprise de l'inflation permettraient aux États-Unis de sortir de la récession avant l'été.

Dans le deuxième scénario, l'Irak, en contre-attaquant, parvient à réduire les capacités de raffinage saoudiennes. Le prix du baril s'envole. Les États-Unis connaîtraient alors une sévère récession.

Dans le troisième cas de figure, le conflit serait long, mais sans grosses destructions. Pour soutenir l'effort de guerre, le gouvernement fédéral relancerait fortement l'industrie d'armement, mais la perte de confiance des ménages l'emporterait pour plonger l'Amérique dans la récession.

La première hypothèse aurait un effet très positif sur la croissance mondiale en général. Les marchés — euphoriques aujourd'hui (7 % de hausse à Paris) — souscrivent à cette hypothèse. L'offensive alliée est interprétée comme un succès annonciateur d'une guerre courte et sans destruction des installations pétrolières en Arabie Saoudite.

François Mitterrand reçoit des informations toutes les heures. Il est sans cesse au téléphone avec Lanxade, Chevènement ou Dumas.

Le bilan de la journée est le suivant :

- un avion américain (un chasseur F18) et un avion britannique perdus ;
- un avion de combat koweïtien perdu ;
- l'Irak affirme avoir abattu 55 avions et détruit 23 missiles de croisière ; 23 civils irakiens auraient été tués et 66 blessés ;
- 18 000 tonnes de bombes ont été lâchées pendant les 1 300 sorties.

Les Français ont participé aux attaques de jour : 12 Jaguar sont sortis dans le cadre de raids sur l'aéroport militaire Al-Jaber, au Koweït.

Vendredi 18 janvier 1991

Forte hausse des marchés boursiers. Forte chute des cours du pétrole.

2 heures du matin : l'Irak tire des missiles SCUD sur Israël et l'Arabie Saoudite. Israël ne réagit pas. On a craint qu'il ne s'agisse de charges chimiques ou radioactives. Heureusement, il n'en est rien. François Mitterrand : Si Israël réagit, c'est peut-être une guerre nucléaire qui commence. Je pense qu'ils auront les nerfs pour tenir, s'ils n'ont pas trop de morts.

A Téhéran, un haut diplomate iranien explique qu'à son avis la stratégie de l'Irak consiste à étendre le conflit pour le faire durer. C'est par calcul politique que la frappe contre Tel-Aviv et Dahran a été perpétrée. Si Israël riposte et entre à son tour dans la guerre, la situation risque de devenir vite incontrôlable dans le monde arabe et musulman. Cette stratégie est bien calculée. Bagdad a réussi à préserver des premières frappes alliées une grande partie de son aviation et de ses missiles, dissimulés de l'autre côté de la frontière. Le commandement irakien est vraisemblablement encore bien protégé.

Bilan officiel de la journée d'hier : cinq avions perdus du côté occidental.

La France entreprend aujourd'hui son deuxième raid contre des installations militaires irakiennes au Koweït.

La Jordanie prévient qu'elle protégera son espace aérien et ripostera à toute violation de cet espace par Israël.

La Turquie confirme qu'elle ne s'engagera qu'en cas d'attaque dirigée contre elle.

Au Maghreb et en Asie du Sud, les manifestations pro-irakiennes reprennent de plus belle.

George Bush a pris un week-end de trois jours à Camp David.

Les Européens préparent déjà l'après-guerre. Lors de la réunion de leurs ministres des Affaires étrangères à Paris, ils réaffirment leur souci d'aboutir à un engagement clair pour la convocation d'une conférence sur le conflit israélo-palestinien, et confirment les liens historiques d'amitié existant entre eux et le monde arabe.

A la demande — discrète — de François Mitterrand, douze parlementaires, dont huit membres de « Socialisme et République », sont sanctionnés pour n'avoir pas respecté la position de leur parti sur la guerre du Golfe.

Jean-Pierre Chevènement tient une conférence de presse. Il explique que les interventions françaises ne dépasseront pas le territoire koweïtien

; il répète qu'il aurait préféré une solution pacifique et qu'il la préférerait encore.

La guerre du Golfe va peut-être renverser le pouvoir... en Algérie ! S'y déclenchent des émeutes pro-islamiques, comme partout dans le monde arabe. A Alger comme à Oran, le FIS fait cet après-midi la preuve de sa capacité à rassembler de grandes foules sur un mot d'ordre — pour la première fois explicite — de soutien à l'Irak, en butte, selon lui, à une nouvelle croisade de l'Occident. A Alger, au moins 50 000 personnes défilent sur le front de mer. La foule se porte ensuite vers le ministère de la Défense pour réclamer l'ouverture immédiate de centres d'entraînement pour les volontaires désireux de combattre avec l'Irak. La manifestation se disperse ensuite sans incident, en dépit de l'excitation de quelques bandes de jeunes qui tranche sur la discipline du gros des manifestants. Nos bâtiments diplomatiques n'ont pas souffert.

François Mitterrand s'emporte contre Chevènement : Mais naturellement, la guerre du Golfe ne se limitera pas au Koweït. S'il le faut, on tirera en Irak. Et il le faudra ! Alors, pourquoi Chevènement dit-il le contraire ? Les Américains, en entendant cela, craignent que la France ne reprenne l'initiative de demander une pause dans le conflit. Or ce n'est pas du tout dans mes intentions !

Samedi 19 janvier 1991

Les Français participent à un troisième raid, tôt ce matin.

Les Irakiens lancent trois nouveaux missiles sur Tel-Aviv. Bilan de l'attaque : 10 blessés légers.

Washington décide de doter Israël de nouveaux lanceurs de missiles Patriot, accompagnés cette fois de militaires pour les servir.

Hier et aujourd'hui, des attentats sont perpétrés contre les intérêts de la coalition, notamment en Asie du Sud-Est (Manille, Bangkok, Djakarta).

Un décompte établi la nuit dernière : les missions alliées ont atteint le chiffre de 2 000 sur l'Irak et le Koweït.

La Malaisie a proposé aujourd'hui que La Mecque et Médine deviennent villes ouvertes.

La guerre entre l'Irak et l'Occident pourrait s'étendre partout dans le monde. D'après le service de contre-terrorisme du Département d'État, l'ambassade des États-Unis à Bangkok a reçu hier des informations crédibles sur la préparation d'attentats contre des intérêts américains, britanniques, français et israéliens. L'inspiration serait irakienne.

Aux Philippines, deux individus auraient été tués à Manille par l'explosion d'une bombe qu'ils s'apprêtaient à poser devant un bâtiment américain. Là encore, la piste est irakienne.

Et si l'Irak ou Israël utilisaient l'arme nucléaire ?

On en a oublié les désordres en URSS ! Rien ne va plus dans les pays Baltes.

L'Otan a établi hier une liste de sanctions — dont la rupture des relations diplomatiques avec l'URSS — qui pourraient être prises à la suite de l'intervention soviétique dans les républiques baltes. La CEE menace d'interrompre ses négociations économiques avec Moscou.

En Géorgie, les affrontements à l'arme automatique entre la milice géorgienne et les nationalistes ossètes font quatre nouvelles victimes. L'annonce par les autorités soviétiques d'un renforcement du dispositif militaire dans la « zone sud », en liaison avec la guerre du Golfe, crée une atmosphère malsaine dans les trois républiques où on l'interprète comme la mise en place des moyens nécessaires à un éventuel coup de force contre les gouvernements locaux (aucun mouvement de troupe anormal n'a pourtant été signalé pour l'instant).

Dimanche 20 janvier 1991

Les États-Unis poursuivent leurs raids contre l'Irak depuis la Turquie. Ils annoncent aujourd'hui l'envoi d'un septième porte-avions pour protéger Israël.

Nouvelle attaque de SCUD sur Israël. On accuse la France qui a livré des armes à l'Irak. Tout le monde a peur d'une réaction de Tel-Aviv. Shamir laisse son aviation en permanence en état d'alerte, ce qui panique... les Américains !

James Baker écrit à Roland Dumas. Il craint, après les déclarations de Chevènement, que la France ne demande au Conseil de Sécurité de déclarer une pause dans les actions en cours de la coalition, voire un cessez-le-feu. Il demande avec insistance de résister aux pressions politiques qui prôneraient une telle attitude. Pour lui, elle affaiblirait gravement les perspectives de paix au lieu de les renforcer. Il rappelle que les opérations en cours ont pour but d'obtenir une mise en œuvre rapide des résolutions du Conseil de Sécurité et la fin de l'agression perpétrée le 2 août par l'Irak. Les États-Unis interpréteraient une résolution de cessez-le-feu du Conseil de Sécurité comme un signe d'affaiblissement de la volonté de la communauté internationale d'atteindre les buts justes et honorables que l'ONU a énoncés dans ses douze résolutions. Saddam Hussein utiliserait cette « pause » pour raffermir son emprise sur le Koweït et restaurer une partie de sa puissance militaire détruite. Pour les États-Unis et leurs partenaires de la coalition, une telle « pause » accroîtrait dans les faits le coût en vies humaines de leur engagement. L'extension de l'agression irakienne à Israël — qui n'est pas partie au conflit du Golfe — et à l'Arabie Saoudite sont des signes certains de l'intention de Saddam Hussein de continuer le combat : Reculer maintenant serait une énorme défaite pour la coalition. Saddam Hussein a encore la possibilité de renoncer à la politique désastreuse dans laquelle il a engagé son propre pays et son peuple, en retirant immédiatement, inconditionnellement et complètement les forces irakiennes du Koweït. C'est le seul message que Saddam Hussein doit maintenant entendre de la part du Conseil de Sécurité.

François Mitterrand s'inquiète de cette lettre : il n'a jamais été question pour nous de jouer un tel jeu. Il demande à Roland Dumas de le câbler sur-le-champ à Baker. Aucun signe n'est en effet venu de Saddam Hussein qui justifierait de nouvelles tentatives en vue d'un règlement pacifique. L'heure n'est pas venue de déclencher une initiative. Le Président parlera ce soir à la télévision pour le dire très clairement.

François Mitterrand téléphone au Président israélien, Chaïm Herzog, pour lui exprimer ses profonds regrets et sa vive émotion après l'attaque, ce matin, des missiles irakiens. Il lui assure que la France n'a pas vendu à l'Irak d'armes non conventionnelles. Herzog, très froid, lui réplique que la France compte parmi les plus importants fournisseurs d'armes du régime irakien et que c'est à cause de nous que Saddam Hussein est aussi dangereux aujourd'hui.

Michel Rocard téléphone à son tour à Shimon Pérès, chef de l'opposition travailliste, pour lui exprimer sa solidarité avec le peuple israélien et son admiration pour la retenue dont il fait preuve. Lui aussi est plutôt mal reçu.

Jean-Pierre Chevènement est à Riyad pour rencontrer l'un des princes. Fin de la brouille après l'« affaire Eddy Mitchell ». Les Saoudiens ont peur de ce qu'Israël va faire en guise de riposte aux attaques des missiles irakiens. Depuis ce matin, le gouvernement saoudien intervient auprès des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France pour que ces trois pays agissent en vue d'éviter une réplique israélienne. D'après lui, Saddam Hussein est un fou qui veut étendre le conflit partout. Pour déjouer sa manœuvre, il faut faire avancer le projet de Conférence internationale avec l'aide de la France. Le Prince déclare que s'il n'a pas d'objection de principe au bombardement d'Israël, le moment choisi n'est pas opportun. Aux yeux des Saoudiens, s'il y a une troisième attaque de missiles contre l'État hébreu, ou bien le gouvernement israélien ripostera,

ou bien il tombera. A l'inverse, si Saddam Hussein échoue dans sa tentative d'impliquer Tel-Aviv, il se retirera dans les huit jours du Koweït. Le Prince compte aussi sur la destruction des sites irakiens pour l'amener à cette décision ; il mise également sur un soulèvement de l'armée irakienne, qui lui paraît possible, selon certaines informations.

En aucun cas on ne peut suspecter le royaume de complaisance à l'égard d'Israël : contrairement aux allégations de Bagdad, il n'a pas autorisé Israël à utiliser son espace aérien et ne le fera jamais.

A Moscou, le mouvement « Russie démocratique » (coalition de soutien à Boris Eltsine) organise une très importante manifestation (300 000 personnes) sur le thème du refus de la dictature. Gorbatchev, dictateur ? Allons donc ! Un message de Boris Eltsine est lu devant la foule.

Ouverture du Congrès extraordinaire des députés de Russie (l'instance parlementaire élargie, habilitée, le cas échéant, à modifier la Constitution de la République russe).

L'après-guerre sera à l'évidence américaine. Un contrat de 46 millions de dollars a été signé le 14 janvier entre le gouvernement koweïtien et les États-Unis pour aider à la reconstruction du pays.

Le Président s'exprime à nouveau ce soir à la télévision pour faire le point sur le conflit. François Mitterrand met fin à la polémique soulevée par les propos de Jean-Pierre Chevènement: le but de la France, c'est celui de l'ONU, qui suppose bien entendu aussi des opérations de guerre en Irak. Il serait difficile de faire lâcher prise à l'Irak sans s'attaquer à son potentiel militaro-industriel, qu'il faut naturellement détruire.

Lundi 21 janvier 1991

Les Irakiens lancent une dizaine de SCUD sur l'Arabie Saoudite. Tous sont détruits en vol par les missiles anti-missiles américains Patriot.

Un ami, depuis la Maison Blanche, me raconte que George Bush a téléphoné au Roi d'Arabie : Majesté, je dois vous prévenir que des SCUD ont été lancés sur votre pays, mais que nos Patriot les ont détruits. Le monarque éclate en sanglots. Bush répète : Majesté, m'avez-vous entendu ? Les Patriot ont détruit les SCUD ! — C'est pour cela que je pleure : j'ai payé et les uns et les autres !...

La coalition bombarde cette nuit la ville et le port de Bassora.

Radio-Bagdad a annoncé que la vingtaine de prisonniers de guerre capturés par l'Irak ont été placés sur des sites stratégiques. Des aviateurs américains capturés ont fait des « aveux » diffusés par les télévisions du monde entier. L'Irak viole la Convention de Genève sur le traitement des prisonniers de guerre. Indignation et colère !

8 100 sorties aériennes ont été effectuées depuis le début du conflit par les forces coalisées.

Aucun avion irakien ne tente la moindre manœuvre.

En application de l'accord de Houston, les représentants du G7, réunis à New York, réduisent de plus d'un tiers la dette publique de la Pologne et de l' Égypte.

Nous recevons de notre ambassadeur sur place une note très alarmiste sur la situation dans les pays Baltes. Selon lui, les risques de transformation de l' « affaire de Vilnius » en crise politique généralisée se sont substantiellement accrus depuis quarante-huit heures. Il observe une montée de la tension à tous les niveaux dans les trois pays Baltes. Les unités spéciales du ministère de l' Intérieur soviétique (Omos ou « Bérets noirs ») ont investi la nuit dernière les locaux de la milice (police) lettone ; il y a eu échange de coups de feu et quatre personnes (dont deux passants) ont péri. Comme son homologue lituanien, le Comité de salut national letton (anti-indépendantiste, pro-soviétique) a annoncé qu'il prenait le pouvoir dans la république. Le Président letton a, de ce fait, annulé sa tournée en Europe occidentale. Le parlement de Vilnius s'est transformé en véritable camp retranché, entouré de défenses fixes anti-chars. Des barricades s'élèvent désormais à Tallin (Estonie) où les autorités locales ont lancé un appel aux réservistes estoniens des troupes aéroportées pour organiser, le cas échéant, la défense des édifices publics. L'état d'esprit, dans un camp comme dans l'autre, est inquiétant. Le Président de Russie, Boris Eltsine, et son entourage considèrent de plus en plus sérieusement l'hypothèse d'une dictature présidentielle s'appuyant sur l'armée. A l'inverse, Gorbatchev estime quant à lui qu'il peut avoir à faire face à une tentative d'insurrection conduite par Eltsine ! Le premier veut assurer la légalité soviétique ; le second souhaite profiter de la crise pour s'en débarrasser.

Jacques Chirac approuve l'intervention télévisée d'hier du Président, mais il relève le comportement ambigu du ministre de la Défense. Il n'a pas tort...

Mardi 22 janvier 1991

Déclaration du Président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev : il veut rétablir le calme et la stabilité, faire respecter — par tout le monde, sans exception — la loi, éviter les actions violentes, garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, promouvoir un dialogue constructif entre toutes les forces politiques : l'URSS, dit-il, fera tout ce qui est indispensable pour remplir sur son propre territoire ses engagements internationaux, notamment ceux concernant les droits de l'homme.

En France, vingt-six Irakiens, stagiaires militaires ou évoluant dans l'industrie d'armement, sont expulsés. Douze membres de l'ambassade d'Irak à Paris sont eux aussi expulsés vers Tunis. La Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Italie et le Canada expulsent eux aussi des ressortissants et diplomates irakiens.

Poursuivant sa tournée des capitales maghrébines entamée depuis avant-hier, le secrétaire général du Quai d'Orsay quitte Tunis pour Tripoli.

Réunion des pays non alignés à Belgrade, sur l'initiative de l'Inde.

Nouveau tir de missiles contre Tel-Aviv, ce soir. Les Patriot ne peuvent intercepter tous les missiles irakiens. Une centaine de blessés. Shamir déclare de façon modérée que son pays réagira avec sagesse. François Mitterrand : Ils sont courageux, mais ils vont finir par réagir. Là, ce sera l'apocalypse sur Bagdad.

Le cap des 10 000 sorties alliées est atteint. Selon un général soviétique, 9 090 bombardements n'ont pas atteint leurs objectifs. Qu'en sait-il ?

Mercredi 23 janvier 1991

Gorbatchev souhaite jouer un rôle dans la recherche d'une paix ou d'une pause, car il a le sentiment que, pour Saddam Hussein, la vie humaine n'a aucune valeur ; il est donc prêt à sacrifier la moitié de la population de l'Irak, sachant que les États-Unis, eux, ne sacrifieront pas 25 000 hommes. Cette phrase a été prononcée par Saddam Hussein au Président algérien et rapportée par Chadli aux Soviétiques !

L'affaire balte risque de s'étendre. Des mouvements inquiétants, bien qu'encore très minoritaires, se dessinent dans les républiques musulmanes de l'URSS. Gorbatchev attend beaucoup du référendum du 17 février prochain qui permettra à toute république de décider, dans le respect de la Constitution, si elle désire entamer un processus de sécession. Il pense, me dit Zagladine, que seule la Lituanie votera pour. Il se montre très violent à l'égard de Landsbergis (un fasciste dont le père et le frère étaient des criminels de guerre nazis) et ne tarit pas d'éloges sur

les autres dirigeants lituaniens. En attendant ce référendum, il est dans une situation très délicate, obligé de louvoyer entre les extrêmes pour éviter que les provocateurs de droite ne prennent le pouvoir.

D'autres missiles détruits en vol sont lancés sur Israël et l'Arabie Saoudite. Israël ripostera.

La France effectue son premier raid en Irak contre des unités mécanisées de la Garde dite républicaine. Le Président : Nous aurons des pertes. Je suis prêt à les assumer.

Yasser Arafat dénonce le nouveau plan des grandes puissances, qui vise à redessiner la carte politique de la région.

Les premiers tirs de missiles contre l'État hébreu n'ont pas produit le résultat escompté. Les SCUD n'emportent que des charges explosives n'excédant pas 150 kilos. Saddam Hussein garde en réserve ses meilleures cartes : l'arme chimique, l'incendie des champs pétrolifères du Koweït, l'arme radioactive ou biologique, qui inquiète tant en Israël.

En Égypte, Frères musulmans et nassériens commencent à se dresser contre l'engagement du Président Moubarak aux côtés des Américains. Ils invoquent le million d'Égyptiens restés en Irak.

Au Conseil des ministres, le Président fait le point sur la situation militaire. L'ambiance est tendue. Puis communication sur la réorganisation des Caisses d'Épargne :

Jean-Pierre Soisson : C'est l'occasion de les réorganiser en mettant à l'écart des hommes proches de l'opposition, et notamment du RPR.

Le Président : Il faut quand même laisser quelque chose à la droite ! On ne peut pas mettre partout des gens proches de nous !

Les rires détendent quelque peu l'atmosphère.

Discussion militaire dans le bureau du Président avec les ministres compétents et les chefs d'état-major.

Jeudi 24 janvier 1991

Première sortie de l'aviation française au-dessus du territoire irakien. CNN en parle avec quelque distance. A la télévision française, les consultants en font le cœur de la bataille. François Mitterrand : Saddam est fou. Il se fait bombarder sans réagir. Qu'attend-il ? Se prépare-t-il à utiliser l'arme chimique ? L'apocalypse n'est pas loin.

Les services américains estiment maintenant que la guerre sera longue et s'étendra probablement sur plusieurs mois.

Les Israéliens se préparent à recevoir des bombes radiologiques, c'est-à-dire radioactives, et chimiques.

Un îlot koweïtien est repris à l'Irak par les forces américaines.

L'armée irakienne aurait ouvert les vannes d'une station de pompage au Koweït. Désastre écologique !

Frénésie de télévision : l'amiral Lanxade est invité à 7 sur 7, la principale émission politique de TF1 ; il a très envie d'y aller. Le Président l'y autorise, alors qu'il ne permet jamais à ses collaborateurs de s'exprimer politiquement en son nom. Jean-Pierre Chevènement n'en est pas prévenu.

Roland Dumas et Douglas Hurd se rencontrent à Paris pour parler des perspectives de la Conférence internationale de paix au Proche-Orient.

Israël accuse à nouveau les Européens d'avoir fortement contribué à la constitution de l'arsenal militaire de l'Irak.

Vendredi 25 janvier 1991

Américains et Saoudiens confirment que Bagdad a ouvert il y a trois jours les installations d'une station de pompage dans le port koweïtien d'Al-Ahmadi. Une marée noire s'est formée sur plus de 15 kilomètres au nord du Golfe. Bush accuse Saddam Hussein de terrorisme écologique.

Les experts américains pensent que les scénarios les plus cataclysmiques verront le jour. Et que l'arme chimique, voire nucléaire, sera employée.

Entre la nuit dernière et cette nuit, 2 707 sorties aériennes alliées, essentiellement en vue de couper les lignes d'approvisionnement entre Bagdad et Bassora.

Cinquième tir de missiles irakiens contre Israël, ce soir. Cinq d'entre eux ont été détruits en vol, deux autres ont tué un homme et blessé une soixantaine de personnes.

Une attaque contre Riyad a également eu lieu cette nuit, provoquant la mort d'une personne et en blessant trente autres.

La Syrie dénonce aujourd'hui les attaques contre Israël.

L'offensive terrestre, nous disent les Américains, ne commencera pas avant le 15 février.

Le général Schmitt affirme que le potentiel nucléaire et chimique de l'Irak est quasiment détruit.

Assassinat de l'imam de la Grande Mosquée de Jaffa.

Jean-Pierre Chevènement apprend par le service de presse que l'amiral Lanxade va passer à 7 sur 7. J'étais contre cette guerre, dit-il. Mais puisqu'il faut la faire, je la fais. Aucun officier, pas même l'amiral, chef d'état-major du Président n'a à s'exprimer à ma place. J'en tirerai les conséquences. Il téléphone au Président. J'imagine que la conversation doit être pénible. Le Président n'en souffle mot.

Samedi 26 janvier 1991

Des avions de transport militaire et des chasseurs bombardiers irakiens (7 d'après l'Iran, 39 selon les États-Unis) atterrissent en catastrophe à Téhéran.

La marée noire s'étend maintenant sur 48 kilomètres.

Des bombardiers F111 détruisent deux collecteurs qui pompaient le pétrole du champ de Mina-Al-Ahmadi.

L'armée irakienne lance une attaque contre la ville-frontière saoudienne de Khafji.

Le Président me confie qu'il a déjà une solution de remplacement pour la Défense : Pierre Joxe est prévenu qu'il remplacera Chevènement dès que cela se révélera nécessaire.

Le Conseil de Sécurité ne prend aucune décision sur la demande de réunion immédiate présentée par les pays de l'UMA, le Yémen et le Soudan.

Dimanche 27 janvier 1991

Jean-Pierre Chevènement est furieux de la prestation de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major particulier du Président, à 7 sur 7. Il lui

reproche de s'être trop aligné sur les positions américaines.

Lundi 28 janvier 1991

La presse relève les écarts entre le discours de Jean-Pierre Chevènement et celui de l'amiral Lanxade. En début de soirée, le ministre de la Défense appelle Jean-Louis Bianco pour demander un rendez-vous immédiat à François Mitterrand. Refus du Président. En fait il a déjà décidé de lui demander de partir et de le remplacer par Pierre Joxe.

Pour la première fois depuis le début de la guerre, des Irakiens ont demandé asile à l'Iran. Le nombre des réfugiés pourrait atteindre 80 000 d'après l'Office des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe.

Septième attaque contre Israël, ce soir.

Pierre Mauroy est aujourd'hui à Tel-Aviv pour présenter un projet de règlement de paix avec les Palestiniens. Il est mal reçu.

Au Maroc, un arrêt de travail par solidarité avec l'Irak a été largement suivi.

Nouveaux attentats commis en Grèce, en Turquie et au Liban.

Mardi 29 janvier 1991

A 10 heures, Chevènement démissionne. Pierre Joxe est aussitôt nommé ministre de la Défense : Il en rêvait. Il est remplacé au ministère de l'Intérieur par Philippe Marchand.

James Baker et son homologue soviétique signent une déclaration conjointe selon laquelle les hostilités prendraient fin si l'Irak s'engageait sans équivoque à se retirer du Koweït. La fin de cette crise, disent-ils, encouragerait les deux puissances à favoriser la paix entre Arabes et Israéliens.

La troisième phase de l'opération aérienne des coalisés commence aujourd'hui. Après la destruction des centres de commandement, des terrains d'aviation, des installations chimiques, bactériologiques, nucléaires, après l'élimination de la Garde républicaine, concentrée en soutien dans le sud de l'Irak (8 000 tonnes de bombes ont été déversées sur elle depuis le 20 janvier), cette troisième phase consiste à attaquer les troupes de première ligne.

Mercredi 30 janvier 1991

La marine irakienne est attaquée ; sept bâtiments au moins sont détruits.

Les Israéliens réagissent violemment à la déclaration américano-soviétique dans laquelle ils décèlent un « lien » entre la crise du Golfe et la question palestinienne, tel que la France le réclamait.

Dans l'après-midi, le Président reçoit Petre Roman, le jeune Premier ministre roumain. Intéressante conversation, qui ramène à la tragédie qui se joue à Moscou où Gorbatchev est menacé d'un côté par les généraux, de l'autre par Eltsine.

Le Président : Comment éviter que cette révolution ne revienne vers son centre, c'est-à-dire à Moscou, si les autorités ne maintiennent pas le mouvement voulu par la population ? On peut avoir une période de régression démocratique, c'est certain. Le problème est terrible pour Gorbatchev. Il doit préserver le maintien dans l'Union de deux républiques — l'Ukraine et la Géorgie —, sinon ce sera la guerre. Pour les autres, si le problème ne se pose pas d'emblée, il pourrait accepter leur indépendance avec des traités et des accords régionaux.

Petre Roman : Il a pris trop tard la décision du fédéralisme. Il aurait dû le faire dès 1986.

Le Président : Je le lui ai dit à Kiev en décembre 1989. Mais l'Union sans l'Ukraine, ce serait la fin de l'empire. Le problème, c'est que les Baltes ne sont pas sages. Nous ne reconnaissons pas l'annexion, et nous avons gardé l'or balte. Chaque fois que je suis amené à écrire à Landsbergis, au Letton, à l'Estonien, c'est pour leur recommander de prendre patience. Sinon, les Soviétiques leur tomberont dessus pour faire un exemple.

Petre Roman : Croyez-vous que Gorbatchev puisse réussir ?

Le Président : Gorbatchev peut réussir. Il lui faut juguler la crise économique et la dislocation de l'empire. Il ne peut pas le faire à 100 %, mais il lui faut garder son pré carré. Les Baltes, il s'en moque, mais il ne veut pas créer de précédent.

Petre Roman : Sur le plan économique, il ne fait pas beaucoup d'efforts.

Le Président : Il faut s'interroger sur ses chances de durer. Il doit franchir une étape, mais il se heurte au réflexe impérialiste de l'armée et du Parti, qui sont les dernières structures de l'empire. Quant à la Russie, elle veut s'occuper d'elle-même. L'armée et le Parti lui feront payer leur soutien ; on risque donc un retour en arrière. Mieux vaut Gorbatchev, qui est un homme intelligent et sensible, plutôt que n'importe quel maréchal qui flattera le nationalisme et noiera les protestations dans le sang. Ce seront alors des guerres comme chez nous, en 1792, en Vendée. Je crois que Gorbatchev fera tout pour l'éviter.

Puis la conversation passe à la guerre du Golfe :

Le Président : Saddam encaisse des coups terribles. En quinze jours, il n'y a eu aucune bataille aérienne, aucun combat avec les Irakiens. Et, pendant ce temps, l'aviation alliée pilonne.

Petre Roman : Une guerre se gagne sur le terrain, au sol.

Le Président : Bien sûr, mais la troupe irakienne est coupée de ses ravitaillements. Je plains les Irakiens. Depuis cinq mois, ils n'ont plus de revenus. Ils ont récupéré le Koweït dont ils ne peuvent rien faire, après avoir pillé quelques richesses. Saddam Hussein est brutal, intelligent, sans scrupules. Que veut-il ?

Petre Roman : Il compte les morts par milliers. Les Occidentaux, eux, les comptent à l'unité.

Le Président : Je n'ai pas le sentiment que l'Irak gagnera.

Petre Roman : Il a gagné du temps.

Le Président : Les bombardements étaient prévus pour trois semaines, les munitions pour deux mois environ. Je ne comprends pas son attitude, c'est un homme d'envergure, mais qui conduit son peuple à la ruine. Que se passerait-il si Israël entrait dans la guerre ? Mystère. Ce serait fou !

Petre Roman : Chez les Arabes, il y a une masse de jeunes analphabètes, sans culture, qui ne comprennent rien à rien. Tout ce qui leur reste, c'est l'Islam.

Le Président : Il faut choisir entre les inconvénients. Je n'ai pas choisi facilement la guerre. Nous aurons des pertes. Nous bombardons des objectifs militaires, nous avons de bons pilotes, une bonne tactique, mais cela arrivera...

Poursuite des attaques aériennes. On attend les décisions d'attaque terrestre. Les troupes françaises sont prêtes à y participer. Les États-Unis transmettent au Président français des photographies montrant l'état des dégâts à Bagdad. Nous sommes correctement traités par les Américains, qui font comme si nos généraux étaient associés aux décisions.

Jeudi 31 janvier 1991

Très durs combats, cette nuit, entre Irakiens et Saoudiens autour de la ville de Khafji, déclenchés par les Irakiens.

Le gouvernement britannique a accepté que sa base de Fairford serve de point de départ de bombardiers US B 52 à destination de l'Irak et du Koweït.

Selon des sources confidentielles, Saddam Hussein ne souhaite pas continuer la guerre au-delà de la fin février. Son objectif serait de tenir jusque-là, pour enliser le conflit. Il raisonnerait de moins en moins en termes d'« apocalypse » et se contenterait d'incendier des puits de pétrole pour provoquer de nouvelles marées noires au Koweït.

Le ton se durcit à Moscou. Craignant une extension du conflit du Golfe, malgré l'affirmation américaine selon laquelle « Tempête du désert » n'a pas pour objectif de détruire l'Irak, l'URSS invite les États-Unis à limiter leurs buts de guerre et à envisager un cessez-le-feu. L'agence Tass se demande si Washington n'a pas pour intention d'établir sa domination sur les réserves pétrolières mondiales, donc sur le monde entier.

Réponse soviétique à la demande d'explication des Douze, dans le cadre de la CSCE, sur la situation dans les pays Baltes. On y trouve le souci de respecter les formes, mais aussi une « langue de bois » nouvelle manière témoignant d'une évolution inquiétante. Dans le cadre de la CSCE, des explications ont été fournies, rappelle Moscou, par le représentant de l'URSS au sein du Comité des officiels de haut rang, à Vienne, les 28 et 29 janvier. Les tragiques événements de Vilnius et de Riga ont donné lieu, conformément à la loi soviétique, à l'ouverture d'une procédure judiciaire. Toutes les circonstances ayant entraîné l'emploi des armes font l'objet d'une enquête méticuleuse et seront appréciées conformément à la loi. Les coupables sur le terrain devront être punis. Parallèlement, nous dit-on, la commission parlementaire spéciale du Soviet suprême de l' URSS est à pied d' œuvre. Le Conseil de la Fédération, qui comprend les plus hauts représentants de toutes les républiques de l'URSS, réaffirme l'inadmissibilité du recours à la force militaire pour résoudre les questions politiques, la nécessité d'éliminer les causes de la situation conflictuelle et de rétablir l'ordre constitutionnel. Le mécanisme des pourparlers destinés à aborder l'ensemble des questions politiques, sociales et économiques avec les représentants des républiques de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie, et appelé à agir sur une base permanente, vient d'être créé. Le Président de l'URSS, précise-t-on, approuve la composition des délégations de l'Union chargées de conduire de tels pourparlers (Gorbatchev en est-il le chef ou l'otage ?). Le Conseil de la Fédération suggère nombre de mesures urgentes en vue de surmonter la crise politique et constitutionnelle : commissions de conciliation regroupant les différentes formations politiques et sociales, tenue d'une table ronde avec la participation de toutes les parties concernées, réalisation d'une expertise juridique — minutieuse et sans parti pris — des lois adoptées dans les républiques baltes afin de vérifier qu'elles n'enfreignent pas les dispositions des Constitutions de l'URSS, de la RSS de Lituanie, de la RSS de Lettonie, de la RSS d'Estonie, et assurent une garantie inconditionnelle des droits de l'homme. Bref, que toute la légalité formelle soit respectée.

Jacques Lesourne succède à André Fontaine à la direction du Monde.

Les forces irakiennes continuent à résister à Khafji.

L'offensive terrestre se fait attendre. La décision appartient aux Américains et à eux seuls. Comment pourrait-il en être autrement ?

Vendredi 1er février 1991

Au Conseil des ministres, aucun commentaire du Président sur le départ de Jean-Pierre Chevènement. Pierre Joxe fait le point de la situation militaire. Roland Dumas propose un mouvement d'ambassadeurs.

Le Président : Et notre ambassadeur au Tchad ? Il doit être remplacé. La France a manqué à ses obligations internationales. Quelques centaines de prisonniers libyens avaient été organisés en une sorte de légion privée ; après la prise de pouvoir par Idriss Déby, nous avons accepté de les transférer à l'étranger si le nouveau chef d'État nous le demandait et si la Croix-Rouge pouvait interroger chaque homme pour vérifier quels étaient ses souhaits. La première condition a été remplie, mais pas la deuxième, et l'ambassadeur a laissé partir ces prisonniers ! J'ai écrit à Kadhafi à ce sujet. Nous sommes dans notre tort. Tout ambassadeur qui se rend coupable d'une négligence grave doit perdre son poste. Il relève que René Ala, ambassadeur au Liban, quitte les pays arabes pour le Vatican : Je vois que le Quai d'Orsay se met à avoir de l'esprit...

Des centaines de chars irakiens, attaqués par l'aviation de la coalition, des bombardiers B52 et des hélicoptères se dirigent vers l'Arabie Saoudite. L'Irak entend pousser les Alliés à lancer leur offensive terrestre plus tôt, afin de l'enliser jusqu'au printemps.

Un autre missile SCUD atteint Israël sans faire de victimes.

Israël accuse l'OLP de vouloir ouvrir un deuxième front dans la ceinture de sécurité au sud du Liban et d'infiltrer à partir de là des commandos palestiniens en Galilée.

L'Iran menace d'abandonner sa neutralité si Israël riposte.

Ce soir, le gouvernement irakien ordonne à ses troupes de se retirer de Khafji. Bilan : 500 prisonniers irakiens entre les mains de l'armée saoudienne.

Pierre Joxe va se rendre en Arabie Saoudite inspecter le dispositif « Daguet ».

Javier Perez de Cuellar travaille silencieusement en faveur de la fin du conflit et étudie une trêve afin de faire prévaloir une solution diplomatique dont les Américains ne veulent pas.

Question embarrassante : les Américains demandent à ce que leurs B52 partant d'Angleterre puissent survoler le territoire français et se ravitailler en France. Le Président est prêt à donner son accord aux mêmes conditions que les Britanniques : transport d'armements conventionnels, bombardement de zones peuplées et de sites religieux exclus. Mais alors que les Anglais exigent aussi en échange d'être co-décideurs des cibles visées par ces appareils, François Mitterrand ne pose pas cette exigence, afin de ne pas être impliqué.

Conseil restreint sur la question :

Roland Dumas : Nous devons choisir entre deux inconvénients : d'un côté, si nous acceptons, nous risquons une campagne politique et des actes terroristes ; de l'autre côté, si nous refusons, nous manquons à notre devoir de solidarité, y compris pour protéger nos troupes sur place.

Le Président demande leur avis aux ministres d'État. Michel Durafour se prononce nettement en faveur de l'acceptation. Lionel Jospin aussi, qui ajoute que les conditions anglaises ont été très bien formulées. Michel Delebarre est du même avis et suggère que ces conditions soient rendues

publiques. Pierre Bérégovoy est également d'accord. Pierre Joxe exprime la crainte qu'on ne se contente pas de demander le ravitaillement, mais, ensuite, le stationnement des B52 sur nos bases. Michel Rocard indique qu'on va avoir un surcroît de problèmes avec le Maghreb, mais que tout cela est marginal. Le Président conclut à l'accord pour le survol et le ravitaillement des B52, mais refuse par avance la possibilité d'utiliser nos bases pour le stationnement de ces appareils..

A propos du « traitement » de la Garde républicaine de Saddam Hussein, les militaires prétendent qu'elle a conservé intactes 81 % de ses capacités.

François Mitterrand : Pourquoi 81 % ? Comment peut-on croire à des chiffres pareils ? C'est ridicule !

L'un des généraux présents murmure : Ce sont les données que nous ont transmises les Américains. Le Président hausse les épaules.

Frederik De Klerk annonce l'abolition prochaine des ultimes lois d'apartheid en Afrique du Sud.

Samedi 2 février 1991

Les aviateurs français travaillent efficacement. Ils ont mis au point des méthodes de vol qui intéressent beaucoup, paraît-il, les Américains.

Le Président iranien fait savoir qu'il souhaite parler au Président français.

Dimanche 3 février 1991

Les Marocains ayant été autorisés à manifester leur soutien à Bagdad, 300 000 personnes effectuent une marche de solidarité avec le peuple irakien.

En Italie, le PCI devient le « Parti démocratique de la gauche » (PDS). Le Parti socialiste italien n'a pas su occuper à temps ce terrain. C'est ce qui se serait passé en France si le Congrès d'Épinay n'avait pas choisi, il y a vingt ans, la stratégie d'Union de la gauche.

Lundi 4 février 1991

L'Iran vole-t-il au secours de l'Irak ? A Téhéran, ce matin, le gouvernement se déclare prêt à rencontrer Saddam Hussein afin de sauver le peuple musulman d'Irak par obligation islamique et humanitaire. En réalité, ce n'est qu'une pure hypocrisie. Les autorités iraniennes reçoivent aujourd'hui un émissaire de l'Émir du Koweït en exil. Elles réaffirment leur neutralité, même si la Turquie venait à entrer en guerre. Washington fait savoir qu'il n'y a rien qui puisse faire l'objet d'une médiation dans le Golfe, mais les contacts avec Téhéran semblent bons.

Sur le terrain, tout est plutôt calme, hormis quelques tirs d'artillerie à la frontière koweïto-saoudienne.

Selon Israël, les potentiels nucléaires, chimiques et bactériologiques de l'Irak ont été réduits de moitié. C'est dire que Saddam peut encore déclencher l'apocalypse.

Vu des photographies américaines : dégâts civils importants ; précision des tirs remarquable.

Les Douze lèvent les sanctions à l'encontre de la Syrie. Ils libèrent ainsi 1 milliard de francs de crédits bloqués depuis 1986.

Mon ami Horst Teltschik, avec qui j'ai tant négocié, m'écrit pour m'annoncer son départ de la Chancellerie à la fin de l'année. Pendant dix-neuf ans collaborateur d'Helmut Kohl, ce jeune homme pressé, passionnément allemand, culpabilisé par le passé de son peuple, soucieux de son destin, a magnifiquement travaillé. Il aurait aimé devenir ministre ; il en avait la compétence et le caractère. Le Chancelier n'a pas voulu lui donner sa chance. Il part pour le privé.

Mardi 5 février 1991

Selon le général Schmitt, la coalition aurait jusqu'ici détruit de 400 à 500 chars, de 350 à 400 pièces d'artillerie du côté irakien.

L'Irak ne disposerait plus que de 7 ou 8 rampes de lancement mobiles de SCUD.

La CEE annonce l'octroi d'une aide financière à Israël et l'envoi d'une mission diplomatique au Maghreb, au Caire et à Jérusalem.

La France propose la mise en place d'un plan d'assistance aux Palestiniens des Territoires occupés.

Conférence de presse de George Bush. Il n'a pas connaissance d'un plan de paix iranien. L'attitude de Téhéran est néanmoins considérée comme encourageante.

Le Président s'entretient avec John Major. Ni l'un ni l'autre ne semblent rien savoir de précis sur le jour « J » de l'attaque terrestre censée en finir et reprendre le Koweït.

François Mitterrand : Pierre Bérégovoy est devenu un allié de Rocard, vous comprenez ça, vous ? Je n'ai pas été élu pour privatiser et enrichir les capitalistes ! C'est pourtant, objectivement, ce que fait ce gouvernement avec une ténacité que récompensent les sondages. Mais les Français sont sages. Ils comprennent. Après son départ du gouvernement, ils broieront Rocard : il n'en restera rien.

Dans la soirée, le Président rappelle George Bush qui a essayé de le joindre ce matin même. Très importante conversation :

George Bush : Cher François, je crois qu'il est bon de faire le point de temps en temps et d'évoquer le déroulement des événements. J'ai l'impression que les choses vont bien pour ce qui est de la guerre ; la coalition tient bon. Nous avons un adversaire costaud, qui est capable de nous réserver des surprises. Je sais que Brent Scowcroft et l'amiral Lanxade sont en relation très étroite, ce qui est excellent ; le fait d'avoir la France à nos côtés nous donne un sentiment de grande force.

Le Président : Nous sommes effectivement et totalement engagés à vos côtés.

George Bush : Je crois que nos opérations sont bien coordonnées et il n'y a d'ailleurs aucune différence dans notre approche. Il faut que les Irakiens évacuent totalement le Koweït, sans concessions. A ce propos, nous n'avons décelé aucun changement dans la position irakienne. En avez-vous noté de votre côté ?

Le Président : Non. Tous les contacts directs et indirects confirment le même fait. Dès que l'on nous parle de trêve, par exemple, je réponds toujours : peut-être, mais il faut d'abord l'évacuation du Koweït. Et là, plus rien !

George Bush : Je me suis entretenu il y a deux heures avec le Turc Ozal, qui avait eu une conversation téléphonique avec l'Iranien Rafsandjani.

Le Président : Oui, Rafsandjani souhaite également m'appeler.

George Bush : Ozal partage tout à fait nos positions. Il estime que l'Irakien est un affreux et qu'il doit quitter le Koweït. En ce qui concerne les Iraniens, j'ai l'impression que leur position est bonne, qu'ils continuent à se conformer aux décisions des Nations unies, et je n'ai rien à redire à ce que Rafsandjani essaie de faire. Nos relations avec l'Iran sont toujours exécrables, mais nous avons émis des signaux pour qu'elles s'améliorent. Pour ce qui est du Maghreb, je me sens un peu fautif, car vous m'en aviez parlé et j'avoue que je n'ai rien fait. Ce serait bien que vous me disiez ce

que vous en pensez.

Le Président : Nous avons des contacts assez étroits avec l'Algérie. Leur ministre des Affaires étrangères nous tient au courant de ses contacts avec les Iraniens et les Irakiens. Le gouvernement algérien exprime sa solidarité avec Saddam Hussein, mais sans passion particulière, et il veille à ce que ses relations avec nous soient correctes. Pour nous, les pays du Maghreb constituent un problème délicat, car ce sont des pays francophones qui nous connaissent bien. Donc, dès qu'il y a une opposition, il est naturel qu'elle s'exprime contre la France. En outre, l'opposition politique contre le Roi du Maroc et le Président algérien en profite, et il faut dire que le Roi du Maroc, en particulier, est très critiqué. C'est une situation désagréable, mais que nous pouvons tenir. Le seul endroit où tout est agréable, c'est du côté de Kadhafi ! Il y a des manifestations à Tripoli, mais on y réclame l'autodétermination pour le Koweït ! Kadhafi m'a téléphoné pour la première fois depuis des années afin de dire : « Il y a tant de fous de par le monde, il faut que les sages comme nous interviennent ! »

George Bush : Je serais curieux de connaître votre réaction diplomatique à cela !

Le Président : J'ai dit que je me félicitais de le voir dans cet état d'esprit... Le Maroc est un problème plus difficile. Le Roi, que j'apprécie beaucoup, est très critiqué sur divers plans qui n'ont rien à voir avec la guerre. Je pense que lorsque la paix sera faite — j'espère dans pas trop longtemps, au printemps —, nous pourrons raccommoder tout cela, à condition qu'il n'y ait pas d'ici là de coup d'État. Il faut dire que le fait de gagner la guerre est important. Car, dans ces pays-là, on a quand même tendance à se tourner vers le vainqueur. Voilà pour les relations entre la France et les pays du monde arabe desquels nous sommes le plus proches... Pour le reste, je ne vois pas de problème particulier. Nous attendons, comme tout le monde, le signal de l'offensive terrestre. Nous ne sommes pas pressés. Notre aviation fait son travail aux côtés de vos troupes.

George Bush : Je reçois de très bons rapports là-dessus.

Le Président : Nos pilotes sont très bien entraînés. Nos forces terrestres sont là où les a placées l'État-major, et elles attendent calmement le jour « J ».

George Bush : C'est important que nous soyons côte à côte dans cette affaire. De divers côtés, on cherche un moyen de faire la paix, mais je crois qu'il nous faut tenir bon sur nos conditions.

Le Président : La condition sine qua non est la libération du Koweït. Il y a eu une campagne — un peu en Amérique, mais surtout en Grande-Bretagne — contre la France. Mais je me suis entretenu ce matin avec M. Major, et nous avons un nouveau ministre de la Défense qui prend bien les choses en main.

George Bush : Il est excellent que nous puissions avoir ces conversations, et il est rassurant de savoir que Brent Scowcroft et votre collaborateur militaire se parlent régulièrement. Je pense que la présentation de photographies aura été jugée intéressante.

Le Président : Je vous remercie de m'avoir appelé. Je voulais le faire moi-même. Nous aurons l'occasion de recommencer très prochainement.

Claude Evin, ministre des Affaires sociales, sur la Sécurité sociale : Il n'y a pas de problème de déficit, seulement un léger problème de financement... Il faut mettre progressivement en place un mécanisme d'enveloppe globale pour chaque profession médicale.

Mercredi 6 février 1991

L'offensive terrestre se prépare. Elle risque d'être dure.

Selon James Baker, l'Iran n'a toujours reçu aucun signal de Saddam Hussein. Les Algériens nous disent la même chose.

Au Conseil des ministres, Pierre Joxe, beaucoup plus sobrement que son prédécesseur, rend compte de sa visite en Arabie Saoudite. Puis le Président fait le point sur la situation : Depuis le 17 janvier, ce sont nos aviateurs qui sont en action. Ils n'ont eu jusqu'ici aucune perte, et ils sont les seuls. Là-bas, on les considère parmi les meilleurs. Ils ont mis au point une méthode qui a été suivie par les Britanniques et qui intéresse les États-Unis, méthode combinant les vols à haute et basse altitude de manière à être le moins longtemps possible la cible de la DCA. Nos raids portent sur le Koweït et sur certains objectifs en Irak, notamment sur la Garde dite républicaine. La répartition des tâches pour cette guerre a été préparée au niveau des états-majors et convenue entre Bush et moi-même une dizaine de jours avant le début du conflit. [En fait, ce fut le 10 janvier, entre ministres de la Défense et approuvé par lui.] Nous ne recherchons pas la destruction de l'Irak, mais nous devons mettre à raison l'armée irakienne d'invasion du Koweït, qui ne se trouve pas qu'au Koweït. D'où la destruction d'usines chimiques, de centres de communication, de réseaux de transmission et de radars. J'ai vu des photographies réservées à quelques personnes, que m'ont fait passer les Américains. Certes, il y a eu des dégâts sur des bâtiments civils ; cependant, la précision des tirs est très impressionnante. Le combat terrestre risque d'être coûteux en hommes, en raison de la puissance d'armement et sans doute de la vaillance d'une partie de l'armée irakienne, je veux parler de la Garde républicaine. On verra alors que l'armée française assure une mission périlleuse, en première ligne.

Le Président évoque ensuite le ravitaillement en France des B52 partis d'Angleterre : A propos des B52, la décision a été facile à prendre : on ne peut pas mener deux politiques à la fois. Je précise qu'il ne s'agissait pas de leur prêter des bases. J'ai vu que, dans l'opposition, on a dit que nos réserves sur l'utilisation des B52 étaient illusoires ou hypocrites. Mais je n'ai fait que reprendre les réserves britanniques ! Je n'imaginais pas que la France pût être moins exigeante que le Royaume-Uni. Ceux qui ont poussé des cris d'orfraie n'ont qu'à s'informer. J'ai lu des affirmations fantaisistes, y compris parmi les organes dirigeants du parti auquel va ma préférence. L'ignorance ne peut pas trancher sur tout. Les Britanniques demandaient un pouvoir de co-décision sur les cibles visées par les B52. Nous ne l'avons pas demandé, jugeant cette exigence dangereuse.

Dans le monde arabe, il se passe ce que vous voyez, qui était totalement prévisible et d'ailleurs évidemment envisagé par nous. Une décision, c'est un acte chirurgical qui tranche nécessairement dans le vif. Il faut toujours examiner mentalement ce que donnerait la décision opposée. Pour la grande majorité de ces peuples, Saddam Hussein est une figure emblématique. Il est vrai qu'il est courageux et intelligent. Mais ce n'est pas parce qu'un tyran sans scrupules et fauteur de guerre est arabe que cela doit nous empêcher de dire qu'il s'agit d'un tyran, fauteur de guerre et sans scrupules. Si les Arabes se reconnaissent dans Saddam Hussein, c'est à cause de leur frustration. N'oublions pas que nous avons été la puissance coloniale, il n'y a pas si longtemps.

Nous allons traverser une période difficile, diplomatiquement et militairement. La bataille terrestre se déroulera sans doute d'ici à la fin du mois de février. Cela dit, j'ai été invité en visite d'État au Yémen. Nous avons des relations très actives avec de nombreux chefs d'État, comme le Président Chadli. Je viens de recevoir une lettre très aimable de Yasser Arafat, et Rafsandjani demande à me parler au téléphone. Le plus étonnant de tous, c'est Kadhafi. Il est quand même le seul à avoir réussi à organiser une manifestation d'un million de personnes pour réclamer la libération du Koweït !

Je pense que l'opinion publique française est prête à supporter le choc, qui est peut-être le plus important depuis la guerre d'Algérie. Alors, bien sûr, on dit que de Gaulle, lui, n'a jamais été ambigu. Oui... à quelques détails près ! Par exemple, le débarquement en France en 1944 : il a refusé

d'y prendre part... Et les bombes sur Sétif en 1945, qui ont fait 30 000 tués, c'était quand même lui !... La France ne peut pas être spectatrice. Ce n'est pas un pays abrité dans un creux de montagne. Les gens y passent, l'Histoire y passe. Elle n'a pas une grande masse d'hommes, mais elle a un message et une Histoire à assumer, que nous ont transmis les quarante générations précédentes. Si nous n'avions pas participé militairement, je suis certain qu'il y aurait eu en France le sentiment d'une grande absence, et alors là, on aurait pu parler de déclin.

Le Président parle dans l'après-midi à Rafsandjani qui lui redit son désir de favoriser la paix et de servir d'intermédiaire. Le Président l'éconduit très aimablement.

Jeudi 7 février 1991

Les 705 000 soldats (dont 500 000 américains) des forces navales, terrestres et aériennes sont prêts à passer à l'attaque.

James Baker suggère la création d'une banque de reconstruction et de développement au Proche-Orient, principalement financée par des capitaux régionaux. Elle s'inspirerait du modèle des banques internationales de développement existantes. La BERD, que j'ai aussi voulue pour préparer cela, est le modèle de référence.

François Scheer est ce soir à Damas pour exposer aux Syriens la position française.

A Londres, attentat au mortier de l'IRA contre le 10, Downing Street.

François Mitterrand : Rocard ne s'intéresse qu'aux présidentielles. C'est le plus sûr moyen de les perdre. D'ailleurs, il ne pourrait être candidat avec quelque chance que s'il était un grand Premier ministre de gauche. Cela semble mal parti...

Vendredi 8 février 1991

Javier Perez de Cuellar déclare au journal Le Monde que la guerre du Golfe n'est pas celle de l'ONU, mais qu'elle est légale. Il souligne le rôle essentiel des Nations unies dans l'après-guerre et déclare ne pas comprendre les critiques lancées par l'Irak à son encontre (il a notamment reçu deux lettres officielles de Tarek Aziz depuis le début du conflit), lui reprochant son silence sur les victimes civiles de la guerre.

Bilan américain des pertes subies par l'Irak : 600 de ses 4 500 chars ont été détruits par l'aviation alliée ; 400 pièces d'artillerie sur 3 200. D'après le ministre britannique de la Défense, de 15 à 20 % des capacités militaires du pays ont été détruites. Pour la Garde républicaine, une demi-division (sur 8) a été éliminée. D'après le général Schmitt, on peut estimer les pertes humaines à 15 000 (tués et blessés). Le commandement des forces conjointes arabes a fait état de la reddition de 1 354 soldats irakiens depuis le 2 août.

D'autres appareils irakiens atterrissent à Téhéran. Il y en aurait maintenant 147. Sont-ce des défections ou est-ce une façon, pour Saddam, de mettre son aviation à l'abri en vue d'une contre-attaque ? Nul n'en sait rien.

Le représentant de l'Irak à l'ONU adresse une lettre à Perez de Cuellar lui précisant que l'Irak se réserve le droit de réclamer des dommages de guerre à tous les membres de la coalition.

Bagdad refuse aux représentants de la Croix-Rouge internationale le droit de visiter ses prisonniers de guerre.

Édith Cresson vient voir François Mitterrand. Ils parlent d'un prochain gouvernement : Après tout, je me contenterais volontiers de l'Économie et de l'Industrie, et je verrais bien Bérégovoy à Matignon, à condition qu'il me laisse travailler comme je l'entends. Elle aurait, disent certains, déposé sur le bureau du Président un carnet ouvert avec, sur une page, inscrite la lettre P (comme Pierre) et deux colonnes : une colonne « avantages » (confiance des milieux économiques, continuité logique), et une colonne « inconvénients » (moins d'espérances, impact mobilisateur réduit, discours de campagne électorale difficile à fonder) ; sur une autre page, la lettre E (comme Édith) et aussi deux colonnes : « avantages » (les jeunes, le PS, mobilisation plus facile de la population active, surprise, effet de démarrage positif pour la gauche en vue des élections, hors courants), et « inconvénients » (risque de blocage de Bercy, moins d'habileté au Parlement, exploiter la surprise sur la durée)...

Michel Rocard choisit Melun-Sénart pour implanter le grand stade destiné à accueillir en 1998 la Coupe du monde de football.

Samedi 9 février 1991

En Lituanie, référendum — illégal, pour l'URSS — sur l'indépendance : 84 % de participation, 90,4 % de oui.

Un vice-ministre irakien doit porter à Rafsandjani la réponse de Saddam Hussein à son message de paix.

Dick Cheney et le général Powell étudient sur le terrain les conditions du déclenchement de l'offensive terrestre.

Ce matin, Tel-Aviv est de nouveau la cible de missiles SCUD ; 25 blessés légers. C'est la onzième attaque irakienne contre Israël, toujours sans riposte. Magnifique sang-froid.

Dimanche 10 février 1991

Saddam Hussein rejette toute idée de cessez-le-feu et confirme sa décision irrévocable d'affronter l'agression contre son pays.

Rafsandjani reconnaît que la réponse de Saddam Hussein à son message n'est pas conforme à son attente.

Dick Cheney, de retour à Washington, se déclare impressionné par l'énormité de l'appareil militaire irakien.

Les Alliés bombardent quatre ponts en Irak. D'autres raids sont lancés contre des objectifs situés dans le Sud-Est irakien.

Lundi 11 février 1991

Dick Cheney et Colin Powell font le compte rendu de leur tournée dans le Golfe à George Bush. Celui-ci annonce une extension des raids aériens : 2 900 aujourd'hui.

Des SCUD sont encore lancés sur l'Arabie Saoudite et sur Israël.

Poursuite des démarches diplomatiques. Le vice-Premier ministre irakien Hammadi est à Tripoli après être passé par Amman et avant de gagner Tunis. Il appelle à boycotter totalement les pays coalisés.

Moshe Arens, à Washington, n'exclut toujours pas une riposte de son pays.

Dans une lettre à ses ministres, Michel Rocard fixe à 12 milliards les économies budgétaires rendues nécessaires par la guerre du Golfe.

Mardi 12 février 1991

Pierre Joxe, à Washington, rencontre George Bush et les responsables militaires américains.

Roland Dumas est à Moscou pour rencontrer Gorbatchev.

L'émissaire soviétique Evgueni Primakov effectue une nouvelle démarche à Bagdad. Il est reçu par Saddam Hussein qui se dit prêt à coopérer avec Moscou [mais sans mentionner un éventuel retrait du Koweït] pour trouver une solution pacifique, politique, équitable et honorable aux

problèmes de la région, notamment à la situation dans le Golfe.

Au sud du Koweït, les forces irakiennes sont attaquées par les unités d'artillerie, l'aviation et la marine alliées. Les bombardements sur Bagdad se poursuivent.

Une cinquantaine de puits de pétrole sont en flammes depuis une semaine au Koweït.

Basculement historique : chez Renault, la CGT perd la majorité absolue ; les autres syndicats font alliance pour reprendre le contrôle du comité central d'entreprise.

Mercredi 13 février 1991

Michel Rocard et Pierre Joxe se rendent ce soir en Arabie Saoudite.

Un abri anti-aérien est bombardé à Bagdad ; 94 personnes au moins sont mortes (300 d'après les Irakiens). Bagdad dénonce ce bombardement délibéré de civils. D'après la Maison Blanche, cet abri est en fait un centre de commandement et de contrôle militaire qui accueille des civils à l'étage supérieur. Les images diffusées par la télévision, terribles, soulèvent une émotion considérable dans le monde.

Le Conseil des ministres approuve un projet de loi renforçant la protection du consommateur et autorisant la publicité comparative.

Au cours de la communication de politique étrangère, un petit débat se déclenche sur des économies budgétaires décidées avant-hier par le Premier ministre.

Le Président : Revenons à la politique extérieure ! Ce n'est pas que je refuse que ce débat ait lieu, mais c'est d'abord autour du Premier ministre que doit s'organiser la discussion sur les économies qu'imposera la guerre du Golfe.

Jeudi 14 février 1991

Après le bombardement civil à Bagdad, manifestations anti-américaines et grèves générales en Jordanie, dans les Territoires occupés, dans les camps palestiniens du Sud-Liban, à Tunis et à Alger. L'Algérie proclame cette journée jour de deuil national. Le Maroc a interdit l'organisation d'un rassemblement.

Selon les autorités irakiennes, 288 personnes ont été tuées lors du bombardement d'avant-hier.

Bilan des pertes irakiennes par les Américains : 1 300 chars, 800 véhicules blindés, 1 100 pièces d' artillerie. Les États-Unis ont perdu 19 appareils en mission ; 14 hommes sont morts, 28 ont disparu, 8 ont été capturés.

Saddam Hussein aurait dit à Yasser Arafat qu'il serait à même de supporter la guerre pendant six ans.

Radio-Bagdad annonce l'imminence de la victoire irakienne.

Nous finissons par convenir avec Moscou que l'ambassade soviétique s'occupera de nos intérêts à Bagdad. Les Soviétiques vont en parler à Tarek Aziz, en visite à Moscou la semaine prochaine.

Vendredi 15 février 1991

L'Irak annonce ce matin qu'il est prêt à se retirer du Koweït dans le cadre d'un règlement négocié. Parmi ses conditions : annulation des douze résolutions de l'ONU ; départ des forces étrangères dans un délai d'un mois après le cessez-le-feu ; retrait d'Israël des Territoires occupés, du Golan et du Sud-Liban ; annulation des dettes du pays.

George Bush réagit en qualifiant cette proposition de farce cruelle. Il ajoute qu'il serait opportun de renverser Saddam Hussein et son régime pour éviter un bain de sang.

Gorbatchev se dit plutôt satisfait. François Mitterrand y voit un élément nouveau : le Koweït n'est plus considéré comme étant pour toujours la dix-neuvième province de l'Irak.

En attendant, les bombardements continuent.

Dimanche 17 février 1991

La date de l'offensive terrestre est fixée. Ce sera pour samedi ou dimanche prochain. Secret absolu.

Lundi 18 février 1991

Mikhaïl Gorbatchev soumet un plan de paix à Tarek Aziz, en visite à Moscou. L'originalité de ce plan réside dans la séquence ininterrompue de phases qui s'enclencheraient à partir de la décision de l'Irak de se retirer du Koweït, depuis un cessez-le-feu jusqu'au règlement des autres problèmes du Moyen-Orient. Les Soviétiques s'attendent à la compréhension des alliés au sein de la coalition multinationale ; ils souhaitent en réalité sauver le régime baasiste, garant du maintien de leur influence et de la défense de leurs intérêts dans la région, et ils veulent convaincre les dirigeants de Bagdad qu'un repli en bon ordre du Koweït, assorti d'un engagement moral de la communauté internationale de traiter l'ensemble des problèmes du Moyen-Orient, constituerait pour eux un succès politique aux dépens des États-Unis.

George Bush fait savoir que ce plan n'est pas totalement conforme aux résolutions de l'ONU.

François Mitterrand : Aucun plan d'arrêt des hostilités ne doit être reçu comme un recul sur les exigences initiales. Si Saddam a des illusions là-dessus, il faut qu'il les perde.

Mardi 19 février 1991

Toujours pas de réponse de Bagdad au plan soviétique. Examen à huis clos de ce plan au Conseil de Sécurité.

Tarek Aziz indique aux Soviétiques qu'il n'a pas d'objection à la protection par l'URSS des intérêts français en Irak selon les modalités convenues entre Paris et Moscou. En contrepartie, il demande si les Soviétiques accepteraient d'assurer la protection des intérêts irakiens en France.

La cinquième session du Soviet Suprême d'URSS s'est ouverte hier pour environ trois mois. A l'ordre du jour (encore en discussion) figurent, entre autres, la constitution du nouveau gouvernement et celle du Conseil national de Sécurité. La question du Golfe a fait l'objet de l'essentiel des débats d'hier matin, marqués par une intervention particulièrement virulente du colonel Alksnis, l'un des principaux ténors de l'extrême droite conservatrice : On voit aujourd'hui disparaître le dernier mythe de l'époque de la perestroïka, le mythe des brillants succès de la politique extérieure soviétique, ainsi que par des propos alarmistes de M. Oleinik, transfuge de la mouvance démocratique ukrainienne et vice-président du Soviet des nationalités, qui a comparé la situation actuelle à celle de 1941.

Boris Eltsine demande, en direct, à la télévision la démission de Mickhaïl Gorbatchev.

François Mitterrand : Pas question d'un cessez-le-feu qui permettrait aux Irakiens de regrouper leurs forces. Le plan soviétique ne dit rien là-dessus. Ni sur les tirs contre Israël, ni sur la restitution des Koweïtiens disparus, ni sur la fin de l'évacuation. Il faut être prêt et impitoyable.

Les Américains subordonnent leur approbation du plan soviétique à une évacuation du Koweït en quatre jours, à la libération des prisonniers, à la fourniture de la liste des champs de mines déployés par l'Irak, à un calendrier du retrait irakien, à la reconnaissance de la légitimité du gouvernement koweïtien, à la réouverture des ambassades étrangères et à l'échange de prisonniers.

Mercredi 20 février 1991

L'île koweïtienne de Faylakaa a subi tant de bombardements américains qu'elle n'existe plus !

Au cours d'un débat sur la guerre au Parlement, Valéry Giscard d'Estaing souhaite la création d'une agence européenne des armements placée sous l'autorité de l'UEO et destinée notamment à contrôler les exportations d'armes. Ce pourrait être le début de l'outil de défense commun aux pays européens.

Au Conseil des ministres, Roland Dumas explique que la proposition soviétique est assez voisine de notre proposition du 15 janvier.

Le Président l'interrompt : On ne peut pas faire cette comparaison ! Il y a une énorme différence : avant, c'était la paix, et maintenant, c'est la guerre ! Il est difficile de fixer complètement la position française, puisque les Soviétiques n'ont pas la réponse de Saddam Hussein et que c'est cette réponse qui conditionne la suite. En tout cas, il faut qu'elle soit immédiate ; disons, dans les vingt-quatre heures. D'ici là, la guerre doit continuer. Il ne faut pas que Saddam Hussein ait le moindre doute sur la nature du choix qui lui est laissé : c'est le retrait, à un certain nombre de conditions techniques qui ne pouvaient être prévues par les Nations unies avant la guerre. Saddam Hussein ne peut répondre qu'en acceptant l'évacuation du Koweït, et vite. S'il rajoute des conditions, ce sera considéré par nous comme un refus. Attention qu'il ne cherche pas une fois de plus à gagner du temps en attendant un avantage à tirer de nouvelles conditions climatiques ! Il n'est pas possible d'accorder plus d'une semaine pour cette évacuation car, sinon, nous tomberions dans le piège. Et il faut régler tout de suite une série de conditions qui ne se trouvent pas dans le plan soviétique : par où commencer l'évacuation ? Avec ou sans l'armement lourd ? Avec quels engagements au sujet des tirs de SCUD ? Quid des prisonniers ? et des Koweïtiens enlevés ? des zones contaminées par les armes chimiques ou par des pièges ? Un cessez-le-feu sans conditions rigoureuses lui permettrait de regrouper ses troupes. Tout cela est dans l'esprit de tous. Mais, contrairement à ce qui a été dit, ni les Britanniques ni les Américains ne sont complètement fermés.

La statue d'Enver Hodja à Tirana est déboulonnée par des manifestants.

Le Parlement slovène propose la dissociation de la République de Slovénie de la Fédération yougoslave.

Des attentats contre trois ambassades — Grande-Bretagne, Italie, Turquie — ont eu lieu aujourd'hui à Téhéran.

Roland Dumas expose à l'Assemblée nationale les conditions d'un éventuel retrait : l'Irak doit se retirer du Koweït en quatre jours ; Dumas pense qu'il y a 15 % de chances pour qu'il le fasse dans les délais exigés.

Jeudi 21 février 1991

Moscou annonce son nouveau plan de paix en six points prévoyant l'évacuation du Koweït sitôt après le cessez-le-feu. François Mitterrand : Cela ne garantit pas l'application des résolutions de l'ONU.

Saddam Hussein rejette le plan soviétique. Il affirme que ses troupes continueront le combat.

Tarek Aziz repart pour Moscou en vue de nouvelles négociations.

Le Président : Tout se passe mieux que prévu. Bush m'avait dit que ça durerait un mois. Moi, je lui avais dit quinze jours. A chaque Conseil de défense, les généraux nous inquiètent. Dumas a été un des rares à dire depuis le début que le système de défense irakien allait s'écrouler. L'État-major, lui, n'a pas cessé d'en rajouter. C'était peut-être pour mieux faire valoir l'efficacité de la division Daguet, le jour où...

Saddam Hussein soutient toute la journée que son peuple et son armée veulent continuer la lutte.

Ignatenko, porte-parole de Gorbatchev, annonce que Bagdad accepte le plan de paix soviétique quelque peu modifié pour tenir compte des remarques américaines, et qui tient en huit points : 1) retrait complet et inconditionnel ; 2) début du retrait un jour après la fin des hostilités ; 3) retrait effectué dans des délais à fixer ; 4) suspension des sanctions économiques de l'ONU dès le retrait des deux tiers des troupes ; 5) à la fin du retrait, les résolutions de l'ONU deviennent caduques ; 6) libération de tous les prisonniers de guerre dès le cessez-le-feu ; 7) retrait supervisé par des pays ne participant pas au conflit, sous mandat du Conseil de Sécurité ; 8) le travail sur les formulations et les détails du plan sera communiqué vendredi 22.

François Mitterrand : Il s'agit d'un pas dans la bonne direction. Shamir : Nouveau stratagème de Saddam Hussein. Bush remercie Gorbatchev pour ses efforts intensifs, mais n'approuve pas.

La Tchécoslovaquie devient le vingt-cinquième membre du Conseil de l'Europe. A Prague, l'Assemblée fédérale décide d'indemniser les anciens propriétaires d'usines, de commerces et d'immeubles confisqués après le « coup de Prague » du 25 février 1948.

Vendredi 22 février 1991

Ce matin, l'URSS a présenté une nouvelle mouture de son plan de paix en six points, beaucoup plus stricte et rigoureuse : 1) respect de la résolution 660 sur le retrait immédiat et inconditionnel ; 2) retrait effectif au lendemain d'un cessez-le-feu ; 3) retrait en vingt et un jours du Koweït (en quatre jours pour la ville de Koweït) ; 4) les résolutions de l'ONU deviennent caduques une fois le retrait achevé ; 5) libération des prisonniers de guerre, rapatriés trois jours après l'instauration du cessez-le-feu ; 6) contrôle du cessez-le-feu et du retrait par des observateurs ou des forces de maintien de la paix.

Ce plan aurait été accepté par l'Irak ce matin.

A 16 heures (heure française), les États-Unis donnent vingt-quatre heures à l'Irak pour se retirer du Koweït.

George Bush téléphone à François Mitterrand. Ils se concertent sur le plan soviétique et s'accordent à le rejeter. Il ne comporte pas d'engagement de retrait immédiat et inconditionnel. Si les Irakiens ne commencent pas demain le retrait et s'ils ne le terminent dans les sept jours (et non dans les quatre mois, comme le propose Saddam, ni dans les vingt et un jours, comme le propose Gorbatchev), la décision est confirmée de passer à l'attaque terrestre dès demain. Un communiqué devra être publié ce soir par les capitales des pays alliés.

Les firmes américaines ont déjà accaparé la quasi-totalité des contrats pour la reconstruction du Koweït.

L'Élysée organise cet après-midi une réunion avec les principaux dirigeants de la direction des Relations économiques extérieures sur les suites industrielles de la guerre afin que la France n'en soit pas exclue.

Au nom des alliés, comme prévu avec François Mitterrand, George Bush rejette le plan soviétique et lance un ultimatum public à Saddam Hussein, à qui il donne vingt-quatre heures pour commencer à évacuer le Koweït.

Comme convenu, François Mitterrand fait publier simultanément un communiqué rédigé avec Pierre Joxe, Roland Dumas et Jean-Louis Bianco : L'annonce soviétique d'hier représente un effort sérieux et utile, qui est apprécié. Mais des obstacles majeurs subsistent. Pendant de nombreux mois, la coalition a recherché une solution pacifique à cette crise, conformément aux résolutions des Nations unies. Comme le Président Bush l'a souligné auprès du Président Gorbatchev, les étapes envisagées par les Irakiens constitueraient un retrait conditionnel et empêcheraient également la mise en œuvre intégrale des résolutions du Conseil de Sécurité. Il n'y a pas non plus d'indication selon laquelle l'Irak est prêt à se retirer immédiatement. La mise en œuvre complète des résolutions du Conseil de Sécurité a été une exigence cohérente et nécessaire de la communauté internationale. Le monde doit s'assurer que l'Irak a, de manière concrète, renoncé à sa revendication sur le Koweït et a accepté toutes les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité. En effet, seul le Conseil de sécurité peut accepter la levée des sanctions contre l'Irak, et le monde doit avoir l'assurance, en termes concrets, des intentions pacifiques de l'Irak avant qu'une telle action puisse être décidée. Dans le cas où les sanctions auraient été levées, M. Saddam Hussein pourrait à nouveau réutiliser les revenus pétroliers non pas pour assurer le bien-être de son peuple, mais, au contraire, pour réarmer. Aussi, dans un dernier effort pour obtenir de l'Irak qu'il respecte la volonté de la communauté internationale unanime, la France, après avoir consulté le gouvernement du Koweït et les autres partenaires de la coalition, déclare qu'elle n'engagera pas de campagne terrestre contre les forces de l'Irak si, avant midi, heure de New York (Nations unies), le samedi 23 février, l'Irak accepte publiquement les conditions suivantes et communique officiellement cette acceptation aux Nations unies. Ces conditions se présentent comme suit : commencer un retrait à grande échelle du Koweït à compter de midi, heure de New York (Nations unies), le samedi 23 février ; achever le retrait militaire du Koweït dans le délai d'une semaine (compte tenu du fait que l'Irak a envahi et occupé le Koweït en quelques heures, tout délai plus long que celui-ci pour achever ce retrait ne serait pas conforme aux exigences d'immédiateté de la résolution 660) ; retirer dans les premières quarante-huit heures toutes ses forces de Koweït City (pour autoriser le retour rapide du gouvernement légitime du Koweït), tous les dispositifs de défense installés le long de la frontière entre l'Arabie Saoudite et le Koweït et de la frontière entre l'Arabie Saoudite et l'Irak, des îles de Bubiyan et Warbah, et des champs pétrolifères koweïtiens de Rumailah ; ramener, durant le délai d'une semaine mentionné ci-dessus, toutes ses forces à leur position du 1er août, conformément à la résolution 660 ; en coopération avec le CICR, libérer tous les prisonniers de guerre et les civils des pays tiers détenus contre leur volonté, et restituer les dépouilles des militaires tués ou morts, cette action devant commencer immédiatement avec le début du retrait et devant être achevée en quarante-huit heures ; retirer tous les explosifs, les mines et pièges, y compris sur les installations pétrolières du Koweït ; désigner des militaires irakiens comme officiers de liaison pour définir avec les forces de la coalition les détails pratiques concernant le retrait de l'Irak et fournir toutes les données sur la localisation et la nature de toutes les catégories de mines terrestres et maritimes ; cesser tous les vols d'avions de combat au-dessus de l'Irak et du Koweït à l'exception des avions de transport emportant des troupes hors du Koweït, et autoriser un contrôle exclusif de l'aviation de la coalition sur l'ensemble de l'espace aérien koweïtien et sur son utilisation ; cesser toutes les actions destructrices dirigées contre les citoyens koweïtiens et leurs biens, et libérer tous les détenus koweïtiens. La France et ses partenaires de la coalition réaffirment que leurs forces n'attaqueront pas les forces irakiennes qui font retrait et feront preuve de mesure pour autant que ce retrait s'effectuera dans le respect des directives mentionnées ci-dessus et qu'il n'y aura pas d'attaques de l'Irak contre d'autres pays. Toute rupture de ces conditions entraînera une réponse instantanée et adéquate des forces de la coalition, conformément à la résolution 678 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Samedi 23 février 1991

L'acceptation du plan soviétique par l'Irak est, selon la Maison Blanche, sans effet. Aucun mouvement de troupes irakiennes n'a en effet été constaté à l'expiration de l'ultimatum de vendredi, qui a pris fin ce samedi à midi, heure américaine.

Bagdad est bombardé avant l'expiration de l'ultimatum, tandis qu'un SCUD est lancé sur Israël.

Sur le terrain, les forces terrestres alliées sont en position d'attaque.

Mikhaïl Gorbatchev téléphone à François Mitterrand ; Roland Dumas sert d'interprète. Gorbatchev souhaite que le Président français patronne avec lui une nouvelle résolution appelant à l'arrêt du conflit. Il explique que Saddam Hussein refusait d'évacuer avant quatre mois ; mais que, maintenant, à sa demande, il parle de trois semaines : C'est un progrès... Le Président refuse ; il vient de décider avec Bush que la coalition exige un retrait inconditionnel en sept jours. Il en fait part avec beaucoup de politesse à Gorbatchev.

François Mitterrand, peu après : Je ne vais quand même pas changer d'avis toutes les deux heures ! Ce que fait Gorbatchev est remarquable. Il faut donc lui refuser ce faux compromis, mais sans lui faire perdre la face chez lui. Non, vraiment, son compromis n'en est pas un !

Émeutes à Saint-Denis de la Réunion après la saisie de l'émetteur pirate de Télé-Free-Dom : sept morts.

Aucun mouvement de troupes irakiennes n'est constaté à l'expiration de l'ultimatum. Les opérations terrestres vont maintenant commencer. François Mitterrand : On va voir si l'Irak a vraiment la quatrième armée du monde, comme disent nos généraux.

Dimanche 24 février 1991

Les opérations terrestres contre les forces irakiennes au Koweït commencent. La libération du Koweït est entrée dans sa phase finale, déclare George Bush.

En fin de matinée, l'Irak prétend qu'il contrôle la situation et que son armée est parvenue à repousser ses adversaires.

Les Alliés continuent d'encercler l'Irak de plus près. Ce soir, le général Schwarzkopf ordonne à ses troupes d'accélérer le rythme des opérations.

En France, de très nombreuses voix réclament l'arrêt des hostilités.

François Mitterrand : Si la Garde républicaine se retire de l'autre côté de l'Euphrate et que les Américains demandent à la poursuivre, nous serons très ennuyés.

Le FMI accorde une ligne de crédit de 2 milliards de dollars à la Pologne. La Tchécoslovaquie, le 7 janvier dernier et la Hongrie, il y a trois jours en avaient obtenu 1,8 milliard.

Lundi 25 février 1991

5 heures du matin : Radio-Bagdad continue d'affirmer que les Alliés ont été repoussés.

Le Koweït annonce une aide de 5 milliards à la France.

21 h 30 : le Conseil de Sécurité se réunit. L'URSS fait de nouvelles propositions.

23 h 30 : Débandade. Radio-Bagdad annonce que les troupes irakiennes ont reçu l'ordre de se retirer sur les positions occupées le 1er août.

L'Irak accepte enfin la résolution 660. François Mitterrand : Et les onze autres résolutions ? C'est une façon d'essayer de nous diviser. Pas question d'arrêter avant qu'il se couche !

La guerre continue, déclare pour sa part la Maison Blanche qui exige que Bagdad respecte les douze résolutions des Nations unies.

François Mitterrand persiste : Il faut continuer. Avec Saddam, on peut s'attendre à toutes les traîtrises.

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays membres du Pacte de Varsovie, réunis à Budapest, décident la dissolution des structures militaires de l'alliance, créées en mai 1955 par l'Europe socialiste. Indifférence absolue : dans la crise du Golfe, personne n'a une pensée pour le Pacte de Varsovie !

Mardi 26 février 1991

4 heures du matin : la guerre continuera tant que Bagdad n'aura pas souscrit officiellement et publiquement aux résolutions de l'ONU.

5 heures : l'ambassadeur d'Irak à l'ONU annonce officiellement que son pays se conforme à la résolution 660.

7 heures : un SCUD lancé sur Bahrein est détruit en vol. Un autre atteint al-Dawha (Qatar).

Les troupes irakiennes sont quasiment toutes anéanties. Les forces de la coalition continuent leur opération d'encerclement de l'émirat. La guerre s'achève. A moins que Bush ne souhaite en profiter, comme le croient nos services, pour monter jusqu'à Bagdad et en finir avec Saddam. Dans ce cas, la France ne suivra pas. Nouvelle crise franco-américaine en perspective ?

Shamir déclare qu'Israël ne se sentira en sécurité que si Saddam Hussein quitte le pouvoir. L'Émir du Koweït en exil décrète l'état d'urgence au Koweït pour trois mois.

18 heures : aux Nations unies, l'ambassadeur soviétique subordonne la proclamation du cessez-le-feu à l'acceptation écrite par l'Irak des douze résolutions du Conseil de Sécurité. Il est imité par les représentants d'autres pays.

20 heures : le Koweït rejette la proclamation d'un cessez-le-feu. Le Conseil de Sécurité suspend ses débats.

Dans un discours qualifié par George Bush de scandaleux, Saddam Hussein confirme l'ordre de retrait des troupes irakiennes du Koweït, mais présente la bataille perdue comme une victoire morale. Il persiste à refuser de souscrire aux résolutions de l'ONU, mais il parle maintenant de se retirer en un jour ! C'est mieux que les quatre mois, puis les vingt et un jours revendiqués précédemment...

Revenant sur ses engagements électoraux, le Chancelier Kohl annonce des augmentations d'impôts et de taxes. Le coût de la réunification est plus élevé que prévu, en raison de la situation économique désastreuse de l'ex-RDA.

Mercredi 27 février 1991

A l'aube, les troupes koweïtiennes entrent, évidemment les premières, dans Koweït City.

Des combats ont encore lieu en Irak, où les Alliés coupent la retraite des troupes de Saddam Hussein. Quarante divisions irakiennes sur quarante-deux sont anéanties. Schwarzkopf va-t-il pousser vers le Nord ? C'est le plus vraisemblable.

7 heures 30 : selon Radio-Bagdad, l'Irak a achevé son retrait du Koweït.

Au Conseil des ministres, le Président rend compte en détail de la situation : Tout est orienté autour d'un débat qui ne se situe pas qu'au Conseil de Sécurité. Il faut que Saddam Hussein ou Tarek Aziz s'engagent personnellement sur toutes les résolutions, qu'ils reconnaissent leur défaite ; sinon, on peut s'attendre à des traîtrises. Il faut que les choses soient claires pour l'opinion mondiale. Je vois bien les positions des diverses organisations pacifistes : le Mouvement de la paix, le MRAP, qui, en temps normal, ne sont pas avares d'amabilités à l'égard du gouvernement, surtout quand il s'agit d'obtenir des subventions ; là, ils obéissent au doigt et à l'œil au Parti communiste ! Il faut naturellement distinguer ceux qui agissent vraiment par scrupules de conscience. Cela dit, Saddam Hussein nous aide beaucoup à éclairer ceux qui se faisaient des illusions. Aux Nations unies, il est difficile de ne pas dire qu'on est pour les résolutions qu'on a votées. C'est ce qui explique que l'URSS se soit finalement plutôt rangée à nos côtés.

Samedi, les pressions politiques et affectives nous ont occupés beaucoup plus qu'il n'aurait fallu. En particulier, M. Gorbatchev, avec beaucoup de ténacité et d'énergie, et peut-être un peu d'anxiété, a souhaité que nous parrainions ensemble une résolution. Je lui ai expliqué qu'il était impossible de changer les décisions que nous venions de prendre avec nos alliés : on ne peut pas, pendant une guerre, changer de position dans une même journée toutes les deux heures. On critique notre manque d'indépendance. Mais il ne peut pas y avoir d'indépendance dans une action militaire sur laquelle nous avons donné notre parole ! Il faut que la partie diplomatique prenne du retard sur la partie militaire. Dans la paix, on verra bien que la France est ce qu'elle est, et n'a pas renoncé à ses vues.

Comme je le disais, Saddam Hussein nous a aidés: il s'apporte à lui-même le démenti. Dans ses négociations avec les Soviétiques, il avait d'abord parlé de quatre mois pour l'évacuation du Koweït, puis de six semaines, et enfin de trois semaines. Il a refusé nos conditions, c'est-à-dire sept jours. Et, mardi, il annonce qu'il évacuera en un jour !

M. le ministre de la Défense a été très bon, hier soir, sur TF1. Si la Garde républicaine s'était retirée de l'autre côté de l'Euphrate et que les États-Unis aient voulu exercer un droit de suite, cela aurait créé pour la France un réel embarras. Il y a des troupes irakiennes dans deux pays, le Koweït et l'Irak, mais, au sud de l'Euphrate, il n'y a qu'un seul champ de bataille. J'ai en mémoire les lazzi de la presse française lorsque j'ai dit que la guerre serait terminée avant la fin du mois. Eh bien, au prochain Conseil des ministres, nous parlerons de la paix : contrôle des armements, problème palestinien, Jordanie, Maghreb, etc. D'ailleurs, je note que la « nation arabe » n'a pas encore évincé un seul des nombreux Chefs d'État dénoncés comme traîtres à la cause. Et en Algérie, le FIS a été, permettez-moi de vous le dire, extrêmement modéré à notre égard et n'a à aucun moment véritablement mis en cause la France.

Un peu plus tard, communication de Jack Lang sur le renouveau du service public culturel, incluant la création de centres de responsabilité et une augmentation des crédits déconcentrés. Le Président : Je ne souhaite pas qu'il y ait trop de dispersion, que de trop petites unités deviennent autonomes. Attention à ne pas créer un nouvel établissement chaque fois qu'il y a un nouveau projet !

Jack Lang : Monsieur le Président, ilfaut bien le dire, c'est fait aussi pour gagner de l'argent...

Le Président : Cela fait sans doute plaisir à tout le monde, mais pas à moi.

Koweït City est libérée. L'Émir Jaber est de retour. Tous les puits de pétrole de l'Émirat sont en flammes.

Les Irakiens, encore bombardés par l'aviation américaine, brandissent des drapeaux blancs. La coalition se déploie dans le sud du pays, tandis que le Koweït est déjà en grande partie libéré.

Cet après-midi, les forces alliées ne sont plus qu'à 240 kilomètres de Bagdad.

Dans la soirée, Bagdad accepte de se conformer sans conditions aux douze résolutions de l'ONU. L'Irak demande que la proclamation du cessez-le-feu intervienne avant son acceptation des résolutions. Tarek Aziz remet une lettre au Conseil de Sécurité, dans laquelle Bagdad s'engage à reconnaître les résolutions 662 (l'annexion du Koweït n'a aucun fondement juridique) à 674 (réparations financières) en cas de cessez-le-feu immédiat.

Coup de téléphone de George Bush à François Mitterrand : il accepte la reddition. Saddam a sauvé son fauteuil.

Jeudi 28 février 1991

Le Président Bush annonce la suspension des opérations militaires à partir de 5 heures GMT. Les forces irakiennes reçoivent l'ordre de cesser le feu. Il est 3 heures du matin à Paris. La guerre du Golfe aura duré quarante-deux jours. L'offensive terrestre, cent heures. Plus de 106 000 raids aériens, 3 008 chars irakiens détruits sur 4 200 ; 29 des 42 divisions irakiennes sont anéanties ; la coalition détient au moins 50 000 prisonniers de guerre. 50 000 à 200 000 morts du côté irakien. Du côté occidental : 58 Américains, 93 parmi les forces arabes, 14 Britanniques et 2 Français sont morts ; 300 Américains, 43 Arabes, 10 Britanniques et 27 Français ont été blessés.

Le dispositif terrestre français en Irak va être immédiatement retiré, mais les forces présentes en Arabie Saoudite resteront un peu. Les troupes américaines vont être rapatriées d'ici peu.

Les États-Unis présentent au Conseil de Sécurité un projet de résolution sur le cessez-le-feu : l'embargo sur les ventes d'armes sera maintenu si Saddam Hussein conserve le pouvoir ; l'Irak doit accepter et appliquer les résolutions de l'ONU, libérer tous les prisonniers, reconnaître sa responsabilité dans les dommages commis pendant la guerre, restituer tous les avoirs, capitaux et avions saisis au Koweït ; les sanctions prises à l'encontre du Koweït après l'invasion irakienne (afin de le protéger des actions de Bagdad) sont levées.

Roland Dumas est aujourd'hui à la Maison Blanche pour parler de l'après-guerre. Il discute avec son homologue du problème palestinien. Les Américains sont opposés à la conférence internationale sur la paix au Proche-Orient.

Vendredi 1er mars 1991

La guerre finie, François Mitterrand va maintenant chercher le moindre prétexte pour se débarrasser de Rocard.

François Mitterrand : Depuis plusieurs semaines, je demande à Michel Rocard de rétablir les comptes sociaux. Chaque mercredi matin, avant le Conseil des ministres, je l'interroge : comment allez-vous boucler les comptes de la Sécurité sociale ? Il faut assumer les mesures impopulaires maintenant, en 1991. On ne pourra plus le faire après, en 1992, à l'approche des élections législatives ! Il se dérobe, il minimise les déficits, renâcle à augmenter les prélèvements. Il veut manifestement éviter toute décision impopulaire.

La stratégie de Michel Rocard, telle qu'il me l'a expliquée, est cohérente : maîtriser la dépense sans augmenter les prélèvements. Pour cela, Claude Evin négocie avec chacune des professions concernées pour contenir les dépenses dans une enveloppe globale limitée chaque année, les tarifs étant liés aux résultats. Achevées pour les cliniques privées et les laboratoires d'analyses, ces négociations sont engagées avec les infirmières et vont commencer avec les médecins et les pharmaciens. Pour Rocard, il faut y consacrer du temps et s'interdire des mesures unilatérales. Total désaccord avec le Président.

Samedi 2 mars 1991

Mort de Serge Gainsbourg, ce nomade à la créativité si française, impertinente et farouche.

62 % des Français font confiance au chef de l'État.

A New York, la résolution 686 sur les conditions de la cessation définitive du conflit dans le Golfe est adoptée ce soir par onze voix pour, une voix contre (Cuba) et trois abstentions (dont la Chine). Elle reprend presque point par point le projet américain de jeudi, en y ajoutant néanmoins deux autres points : le secrétaire général sera informé par Bagdad quand l'Irak se sera conformé à la présente résolution ; la résolution 678 sur le recours à la force reste toujours valable et pourrait être appliquée à nouveau si l'Irak ne se pliait pas à la résolution adoptée.

Dimanche 3 mars 1991

Allocution télévisée de François Mitterrand : La France a tenu son rôle et son rang avec fierté. Je souhaite un débat au Parlement sur la politique de défense française.

Jacques Pilhan au Président à propos de Michel Rocard : Si vous voulez sa démission, c'est maintenant. Mais le Président répugne à donner l'impression qu'il saute sur l'occasion. Il prend son temps, reçoit un à un les responsables socialistes. Pierre Bérégovoy est candidat. Lionel Jospin aussi. Mais tous deux jurent fidélité à Michel Rocard. Laurent Fabius suggère à François Mitterrand de remplacer Rocard par Bérégovoy. Édith Cresson est reçue le plus longuement.

François Mitterrand : Ils pensent tous à ma succession et ne comprennent pas que leur avenir se décide aujourd'hui. Ceux qui croient pouvoir mener victorieusement une campagne présidentielle avec moins de cent députés à l'Assemblée nationale après mars 1993 se trompent lourdement ! Or, c'est ce vers quoi on va...

Lundi 4 mars 1991

Visite officielle en France de la Reine Beatrix des Pays-Bas. Avec la paix revient la routine des dîners d'État.

La loi martiale est proclamée au Koweït. On parle de règlements de comptes, mais plus du tout d'élections libres.

Mardi 5 mars 1991

François Mitterrand : Mais on va dans le mur ! Et Rocard refuse de réformer quoi que ce soit ! Il faut qu'il mette de l'ordre dans le budget social !

Le Président est convaincu que le Premier ministre monte un complot visant à le déstabiliser et à l'empêcher de peser sur sa propre succession.

Michel Rocard, de son côté, estime que le Président ne tient plus rien, qu'il conduit les socialistes à la catastrophe électorale, qu'il faut donc s'en démarquer le plus possible. Quelqu'un me rapporte qu'il aurait dit : Mitterrand, aujourd'hui, c'est le cynisme à l'état pur.

Lionel Jospin : Il ne faut pas commencer à discuter avec ceux qui ont voulu déstabiliser leur propre parti. Maintenant, il n'y a plus de courant mitterrandiste.

Le Président, apercevant Rocard au détour d'un couloir me dit : Vous avez vu ce rictus ? Pourquoi tant de haine ?

Mercredi 6 mars 1991

Avant le Conseil, Michel Rocard parle au Président d'un projet de rapprochement entre le Crédit Lyonnais et la Kommerzbank. C'est un vieux

projet que Haberer prépare depuis longtemps. Pierre Bérégovoy est pour. On le ressort maintenant que la crise du Golfe est calmée.

Au Conseil des ministres, le Président ne s'exprime pas et paraît très tendu.

George Bush déclare au Congrès qu'il souhaite à présent régler par priorité le conflit israélo-arabe.

Jeudi 7 mars 1991

François Mitterrand m'interroge longuement sur le projet de rapprochement du Crédit Lyonnais et de la Kommerzbank. Il ne veut pas autoriser l'échange de titres si l'on ne dit pas clairement que le Crédit Lyonnais dominera la banque allemande : Sinon, non seulement le Crédit Lyonnais basculera dans le privé, mais il passera en partie sous contrôle d'une banque allemande. Pas question !

Vendredi 8 mars 1991

François Mitterrand me lance : Ma seule erreur depuis 1988 ? Avoir nommé Michel Rocard. J'ai eu tort de vous céder !

François Mitterrand écrit à Michel Rocard pour s'opposer à l'opération de rapprochement entre le Crédit Lyonnais et la Kommerzbank. Il explique qu'il ne voit rien qui représenterait une réelle synergie entre les deux groupes, et que l'accord pourrait conduire à une domination du Crédit Lyonnais par la banque d'outre-Rhin. Il accepte que le Crédit Lyonnais prenne une participation dans cette banque, sans pour autant lui céder de titres, sauf si la domination relative de la banque française est clairement établie et si les synergies entre les deux groupes sont explicitées.

Michel Rocard, à qui j'en parle, me répond en souriant : Cela fera évidemment tout capoter. Je ferai ce qu'il dit, mais c'est idiot, et ce n'est qu'un prétexte pour tenter de montrer que je suis un réactionnaire !

Dimanche 10 mars 1991

Crise ouverte en URSS. 300 000 partisans d'Eltsine manifestent devant le Kremlin contre Gorbatchev. Dans un message enregistré, Boris Eltsine accuse Mikhaïl Gorbatchev de mentir en permanence et appelle à déclarer la guerre à la direction soviétique.

Eltsine veut-il prendre le pouvoir en URSS ou la faire imploser ?

Réunion à Bagnolet du courant de Jean-Pierre Chevènement. Michel Charzat et Jean-Marie Bockel s'opposent violemment à l'ex-ministre de la Défense. Claude Cheysson critique François Mitterrand qui a fait une colossale erreur en suivant les États-Unis.

Mardi 12 mars 1991

La BERD est maintenant prête à fonctionner. En un an, j'ai choisi et recruté dans vingt pays deux cent cinquante personnes, banquiers, économistes, diplomates, dont cinq vice-présidents. J'ai défini et négocié les règles de fonctionnement, la structure, le statut de personnel, les priorités d'investissement. J'ai installé un siège provisoire dans la City et je dois apprendre à vivre avec un conseil d'administration permanent et sous-employé. Je quitterai l'Élysée dans un mois, quand un nombre suffisant de pays auront ratifié le traité pour que la banque soit juridiquement opérationnelle.

Mercredi 13 mars 1991

Jacques Mellick présente au Conseil un plan de restructuration de la flotte de pêche qui prévoit la vente ou la suppression de mille bateaux.

Le Président donne ensuite la parole à Michel Delebarre : Vous avez à rapporter sur un projet très important : la lutte contre la ségrégation sociale dans les villes. Il intervient à nouveau au terme de cette communication en disant : L'ensemble de ces dispositions me paraît excellent. Il s'agit d'un thème majeur, qui a mis longtemps à entrer dans les faits. Il faut poursuivre. Le travail du ministre d'État est très utile et je l'approuve entièrement. Aux objectifs de justice sociale, de meilleures conditions de logement, d'équilibre des populations il apporte les outils pratiques que j'avais souhaités lors de mon discours à Bron. Il s'agit là d'une des actions principales à mener à bien dans les prochaines années.

Pas un mot pour le Premier ministre.

Le Bureau exécutif du PS adopte à l'unanimité un texte sur la guerre du Golfe approuvant la politique de François Mitterrand.

Jeudi 14 mars 1991

Rencontre à la Martinique entre François Mitterrand et George Bush. Discussions sur la situation dans le Golfe et le Proche-Orient, l'Europe et l'OTAN.

Jean-Pierre Chevènement désavoue les membres de son courant qui, hier, ont adopté la motion du Bureau exécutif du PS soutenant la position française dans la guerre du Golfe.

Vendredi 15 mars 1991

Rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Albanie, rompues depuis 1939.

Le Club de Paris annule la moitié de la dette publique polonaise. La Pologne peut maintenant mettre en œuvre sa politique de libéralisation sans payer trop cher les erreurs du régime précédent.

Dimanche 17 mars 1991

Peut-être une erreur historique de Gorbatchev, pourtant célébrée comme une victoire : le référendum sur le « maintien d'une Union rénovée », organisé dans neuf républiques, donne 76 % de oui. Cela permet la sécession balte. En Russie, l'instauration d'un Président élu au suffrage universel est approuvée par 69,8 % des voix. C'est la fin de l'URSS : un Président russe élu au suffrage universel exigera toutes les recettes fiscales et tous les pouvoirs.

Lundi 18 mars 1991

A Leipzig, reprise des « manifestations du lundi » pour protester contre la dégradation de la situation économique dans les Länder de l'Est.

Mardi 19 mars 1991

Pierre Bérégovoy et Michel Rocard proposent au Président d'autoriser le rachat par la BNP, associée à la Dresdner Bank, d'une partie du capital d'une banque anglaise, Klein Worth & Benson. Ce rachat est conforme aux principes dégagés dans la lettre adressée par le Président au Premier ministre à propos du Crédit Lyonnais : oui à un rachat unilatéral de titres par une banque publique française ; non à des participations croisées risquant de mettre en cause l'indépendance de la banque française. La Dresdner et la BNP veulent en effet acheter ainsi toutes les deux, en même temps et unilatéralement, des parts d'une autre entreprise. Mais cela peut conduire ensuite à accepter des participations croisées de la Dresdner dans la BNP, avec le risque d'une domination de celle-là sur celle-ci. François Mitterrand finit par accepter, mais prévient Michel Rocard qu'un rapprochement entre la BNP et la Dresdner ne saurait être autorisé, sauf maintien de l'indépendance (voire de la domination) de la BNP à l'égard de la Dresdner.

Par ailleurs, Michel Rocard propose d'autoriser les actionnaires japonais de Bull à transformer leur participation dans une filiale en participation dans la maison mère. Pas de problème : Bull est déjà ouvert au privé. Il faudra cependant modifier l'actuel décret sur la privatisation. Ce nouveau texte n'interdit pas, en effet, la prise de contrôle de l'entreprise publique par le privé : il suffirait d'une augmentation de capital réservée au privé, supérieure à la part de l'État dans l'entreprise, pour que cela revienne à privatiser l'entreprise par « dilution » du capital, surtout s'il existe des obligations échangeables en actions.

Mercredi 20 mars 1991

Au Conseil des ministres, Michel Rocard fait un long compte rendu de son périple dans l'océan Indien (Réunion, île Maurice, Madagascar) et parle de l'incompréhension suscitée à la Réunion par la brutalité du Conseil supérieur de l'audiovisuel qui a ordonné la saisie de Télé-Free-Dom.

Le Président : Je ne connais pas la raison pour laquelle le Conseil supérieur de l'audiovisuel intervient aussi brutalement, car il est clair que c'est sa décision qui a servi de détonateur. Je ne comprends pas davantage la solution. Cette télévision faisait beaucoup pour le dialogue avec les différentes couches de la population, dont les jeunes qui l'appréciaient. Répondre à cela en autorisant un autre poste, c'est de la provocation. La Réunion présente une des situations les plus inégalitaires de France, et même du monde. Il est très difficile de développer la production locale, parce qu'il existe des lobbies qui veulent importer pour vendre, qui bloquent le système et édifient là-dessus des fortunes. Ceci est au moins aussi vrai pour la Martinique et la Guadeloupe. En dépit d'excellentes mesures, prises en particulier depuis deux ans, les structures de la société, des affaires, du commerce, du monde économique n'ont pas vraiment changé. Les puissants sont de plus en plus puissants, et les pauvres sont toujours pauvres.

Le Président a un mot aimable pour Paul Vergès, quelqu'un d'éminent. Il ne croit pas que le PC réunionnais soit vraiment coupable de ces désordres. Si on ne change rien, dit-il, c'est une situation qui ne peut que se dégrader.

Suite de l'ordre du jour : on passe à la politique étrangère. Au sujet du Liban, François Mitterrand : Contrairement à ce que croient un certain nombre de gens en France, le Liban, ce n'est pas seulement les chrétiens maronites. Il y a au moins sept sectes chrétiennes différentes, et les maronites, ce n'est pas Aoun ! Que pouvions-nous faire, à part appuyer le processus de Taef ? On va probablement assister à une réapparition du patriotisme libanais avec les dirigeants actuels.

Là-dessus, Louis Le Pensec lève la main et demande : Si vous permettez, il y a un détail à propos de la Réunion sur lequel je voudrais intervenir...

Le Président : Non ; j'ai pour vous beaucoup d'estime, mais il faut respecter la discipline du Conseil. On remettra la Réunion à l'ordre du jour une autre fois.

Alain Decaux et Pelletier évoquent la récente réunion du Haut Conseil de la Francophonie.

Le Président : Il ne manquait personne, et le ton est toujours amical à l'égard de la France. Les prochains mois nous permettront de rasséréner, en particulier au Maghreb, une opinion qui s'est inquiétée pour des raisons passionnelles. Il faut que nos différents ministres agissent avec célérité, mais sans précipitation : nous n'avons aucune raison d'avoir mauvaise conscience...

Jeudi 21 mars 1991

Un projet de résolution américain de onze pages au Conseil de Sécurité, fixant définitivement les conditions du cessez-le-feu avec l'Irak. Il exige notamment la liquidation des armes de destruction massive et de celles sous suspension internationale, de ses missiles, de ses armes chimiques, bactériologiques et nucléaires. Le secrétaire général de l'ONU disposera de quarante-cinq jours pour soumettre un plan au Conseil afin qu'il diligente une commission spéciale d'inspection des capacités de l'Irak. L'Irak devra payer des compensations à tous les gouvernements alliés. A

cette fin, un fonds va être créé, alimenté par une fraction des recettes pétrolières de l'Irak fixée par le secrétaire général.

L'embargo alimentaire et médical contre l'Irak sera levé dès l'adoption du texte. Les sanctions sur les exportations pétrolières seront levées en fonction des recommandations du secrétaire général de l'ONU.

On sent comme un regret de ne pas avoir abattu Hussein, et le désir d'obtenir du peuple irakien qu'il finisse lui-même la guerre...

François Mitterrand à propos des journalistes : Ces gens-là me haïssent. Et Rocard, qui leur doit tout, aussi. Et il sait que je le sais. A part ça, nous gouvernons en bonne intelligence.

A Londres, John Major annonce la suppression de la poll-tax qui a coûté son poste à Margaret Thatcher.

Vendredi 22 mars 1991

Les prisonniers de guerre vont être échangés au rythme d'un millier par jour.

Lundi 25 mars 1991

A l'Assemblée, début de l'examen du projet de loi Joxe sur l'administration territoriale (déconcentration, démocratie locale, coopération intercommunale et régionale).

Mort de Mgr Lefebvre, le prélat intégriste.

Mardi 26 mars 1991

Comme prévu, les déficits deviennent visibles. La Sécurité sociale a crevé, il y a quinze jours, son plafond de découvert autorisé par la Caisse des Dépôts et Consignations, et se retrouve en cessation de paiement. Pour la première fois, le Trésor devra avancer 5 milliards de francs afin d'assurer les échéances. C'est spectaculaire, mais financièrement dérisoire : à peu près 0,01 % du PNB!

Trois nuits de violence à Sartrouville à la suite de l'assassinat d'un Maghrébin par deux vigiles d'un supermarché.

Mercredi 27 mars 1991

Bull annonce des pertes de 6,8 milliards de francs, ainsi que 8 500 suppressions d'emploi en 1991 et 1992.

Au Conseil des ministres, Lionel Jospin fait une communication sur le « plan social étudiant ».

Le Président : Ce sujet me tient beaucoup à cœur, comme vous le savez. Il y a de plus en plus de jeunes qui accèdent à l'enseignement supérieur. Plus il y aura d'étudiants, et plus ils appartiendront à des familles modestes, plus ce sera un leurre que de leur parler d'accès à l'enseignement supérieur sans leur en donner les moyens. Je suis content, monsieur le ministre d'État, que vous ayez préparé et fait aboutir un tel plan. Il en va à la fois de la priorité de la formation et de notre volonté de justice sociale. Ce n'est pas tous les jours que les nouvelles sont aussi bonnes, du moins sur ce terrain-là.

Le Premier ministre : Le projet de loi sur l'administration territoriale de la République ne se présente pas bien. L'opposition demande une compensation sur l'école privée. Mais, comme il s'agit d'un texte sur les libertés publiques, j'ai l'honneur de ne pas demander à utiliser l'article 49.3.

Le Président, d'un ton très aimable : En général, on intervient pour demander le contraire !... Rien n'interdit d'employer l'article 49.3 sur un texte comme celui-là, et s'agissant des libertés publiques, à votre place, j'aurais presque tendance à le demander. Mais enfin, le gouvernement fait comme il l'entend.

Le fossé ne cesse de s'élargir entre les deux hommes. Le Président aurait souhaité que le gouvernement saisisse cette occasion de déclencher la guerre à l'opposition. Rocard s'y refuse.

Puis Jean Poperen présente une communication sur la session parlementaire de printemps.

Le Président : La IVe République a souffert par excès de pouvoir législatif. En même temps, cela rendait le métier intéressant, puisque les parlementaires pouvaient renverser le gouvernement ! En 1958, on est peut-être allé trop loin dans l'autre sens, mais il est très difficile de trouver un équilibre. Par ailleurs, au sujet des propositions d'amélioration du travail parlementaire, j'ai fait observer au président de l'Assemblée nationale qu'il ne fallait pas trop me demander d'élargir l'absentéisme en augmentant la durée des sessions. Cela dit, aucune des autres propositions du président de l'Assemblée nationale ne me heurte, bien au contraire. Mais la vraie solution n'est pas là. Dans le choc des pouvoirs, il s'agit en définitive de savoir qui décide.

Jeudi 28 mars 1991

Dans la nuit, attaque de la mairie de Sartrouville par les jeunes des cités.

François Mitterrand : La situation parlementaire correspond sans doute assez bien à la situation qui prévaut dans l'opinion publique... Il faut que le groupe parlementaire soit présent et que la majorité soit claire dans tous les débats, spécialement sur la Justice. Je regrette que nos parlementaires n'aillent pas plus loin, à la tribune, pour mettre sur la table la réalité du financement des partis politiques. Il faut de la fermeté, et il faut de la vigueur ! Ça doit venir de là [il montre son cœur], pas de là [il montre sa tête]. Il faut que l'opposition sente physiquement que vous croyez à ce que vous dites. Ce n'est pas toujours la force d'un argument qui porte, c'est aussi la conviction de celui qui l'exprime...

Vendredi 29 mars 1991

Le Président : Toutes les données dont nous disposons sur le budget et sur la Sécurité sociale nous donnent à penser que leurs déficits se sont creusés. Plus de 35 milliards de plus pour l'État, et 30 milliards pour la Sécurité sociale. Soit 65 milliards à trouver! Si l'on continue comme ça, on va se retrouver, en 1992, dans la situation de 1982 : obligés de prendre à chaud des décisions économiques douloureuses, parce que nous aurons été incapables de les prendre à froid.

A Rome, démission du gouvernement Andreotti.

Dimanche 31 mars 1991

En application immédiate de la réforme constitutionnelle, référendum sur l'indépendance en Géorgie : 98,9 % de oui.

Lundi 1er avril 1991

La situation empire au Kurdistan irakien où Saddam Hussein fait massacrer la population dans les villages.

François Mitterrand : C'est abject ! Il faudrait intervenir autant que pour le Koweït, mais on ne fera rien. Au moins, saisissons l'ONU!

A Düsseldorf, assassinat de Detlev Rohwedder, président de la Treuhand, responsable des privatisations sur le territoire de l'ex-RDA.

En Croatie, la Krajina proclame son rattachement à la Serbie.

François Mitterrand : Ça, c'est le début de la fin ! Il ne fallait pas accepter l'indépendance de la Croatie avant de faire reconnaître ses frontières par tous ses voisins ! De même pour les Slovènes.

Mardi 2 avril 1991

Le gouvernement accorde une aide à la recherche de 2,7 milliards de francs à Bull.

L'ONU adopte la résolution 687 fixant les conditions d'un cessez-le-feu définitif dans le Golfe. Cette résolution prive l'Irak de toute capacité d'agression et le contraint à payer des dommages de guerre sous forme d'une partie de ses recettes pétrolières. L'embargo sur les denrées alimentaires est levé. L'Irak doit détruire toutes ses armes non conventionnelles et ses fusées à moyenne et longue portée. Une mission d'observation des Nations unies se déploiera dans une zone démilitarisée entre le Koweït et l'Irak. Washington espère que cette intransigeance poussera les Irakiens à se soulever contre Saddam.

François Mitterrand : Je sens que Rocard renâcle sur le budget social. Il sait que je vais le remplacer. Il ne veut pas partir après avoir pris des mesures impopulaires.

Mais le Président n'entend pas lui donner d'instructions pour augmenter la CSG. Ce déficit social n'est que de 5 pour mille du produit national : y a-t-il une telle urgence ?

Mercredi 3 avril 1991

La guerre du Golfe est officiellement terminée : le Conseil de Sécurité vote la résolution 687 sur le cessez-le-feu définitif. Cuba vote contre, le Yémen et l'Équateur s'abstiennent.

La France demande au Conseil de condamner la répression menée contre les Kurdes en Irak. Mais il n'en est pas fait mention dans la résolution 687. Il n'y a pas de pétrole au Kurdistan...

Au Conseil des ministres, Alain Decaux : Le maréchal Mobutu ne semble pas très conscient des problèmes de son pays, mais s'intéresse beaucoup à l'évolution de l'accent circonflexe dans la langue française.

Le Président : Ah bon ! Il n'y a pas d'accent circonflexe sur « maréchal » ?

Après une communication du ministre de l'Industrie sur l'industrie de l'électronique, François Mitterrand : L'industrie connaît en France comme en Europe de graves échecs. La responsabilité d'un certain nombre d'industriels est en cause, surtout lorsqu'ils font des raisonnements financiers plutôt qu'industriels. Il est vital que la France et l'Europe réagissent, particulièrement dans les domaines de l'électronique et de l'automobile. Nous sommes en train de perdre des points. La pression idéologique libérale est très dangereuse alors que le Japon, l'Allemagne et les États-Unis sont en réalité protectionnistes. C'est un des sujets les plus graves, sur lesquels je vous demande de réfléchir et d'agir.

Au sujet des Kurdes qui se révoltent contre Saddam Hussein, le Président, en Conseil : Il faut prendre au sérieux cette question, parce qu'elle l'est : il s'agit d'un peuple malheureux depuis des siècles, un peuple sans frontières et sans État, qui ne peut espérer trouver un État. Il se rattache aux peuples de Chaldée, mais ni aux Arabes, ni aux Turcs. Les Kurdes sont courageux et imprudents : ils font une révolte tous les vingt-cinq ans, qui aboutit à une répression sanglante. Que peut-on faire pour eux ? Obtenir que dans chaque pays où se trouvent des Kurdes, leur identité, leur culture, leur langue soient protégées. Il y a peu de temps, parler kurde en Turquie était passible de dix ans de prison ! Il faut également que soit reconnu le droit d'ingérence. Il y a une campagne internationale à mener; ce droit ne sera pas admis avant très longtemps. Pensez à ce que la France a opposé à cette idée du temps de l'Algérie, ou aux Noirs des États-Unis, ou aux Républiques soviétiques, ou à l'Irlande du Nord... La frontière est difficile à tracer. Néanmoins, ce serait un progrès de civilisation, une mise en ordre de la société internationale. Nous avons saisi le Conseil de Sécurité: il faut essayer d'ajouter aux autres conditions fixées à l'Irak l'absence de répression envers les minorités. Il faut évidemment organiser d'urgence une aide humanitaire, avec des avions et des relais sur place.

Vendredi 5 avril 1991

Vote à l'ONU, à l'instigation de la France, d'une résolution condamnant la répression des Kurdes par le régime irakien. C'est une grande victoire diplomatique du droit d'ingérence. Une victoire de Bernard Kouchner. Mais les troupes américaines restent l'arme au pied et laissent passer les soldats de Saddam qui vont massacrer les Kurdes...

Le Congrès russe accorde des pouvoirs spéciaux à Boris Eltsine. Gorbatchev attend tout de l'aide occidentale qui ne vient pas. Il se raccroche au prochain Sommet des Sept à Londres, qui devrait lui donner satisfaction. S'il n'en obtient rien, il aura perdu toutes ses cartes et l'URSS disparaîtra. Significatif : le principal problème de l'URSS avec la Russie est le partage des recettes fiscales...

Samedi 6 avril 1991

L'Irak accepte la résolution 687 de l'ONU.

Dimanche 7 avril 1991

Début de l'opération « Provide Comfort » : vivres, tentes et couvertures sont parachutés au-dessus du Kurdistan irakien par des avions américains, britanniques et français.

Lundi 8 avril 1991

François Mitterrand à qui je parle du bilan de ces trois ans : Décidément, votre ami Michel Rocard est un tout petit monsieur... Il n'aura rien fait que durer, lâchement, sans rien réformer. Et les médias l'encensent...

Conseil européen extraordinaire sur l'après-guerre du Golfe. Les Douze décident d'accorder une aide d'1 milliard de francs aux réfugiés irakiens et soutiennent l'initiative britannique portant sur la création d'une zone de protection pour les Kurdes sous le contrôle des Nations unies. Les États-Unis sont contre la proposition.

Mardi 9 avril 1991

Dessaisissement du juge Thierry Jean-Pierre dans l'affaire Urba-Technic, à la demande du Parquet.

François Mitterrand : Rocard m'a imposé l'amnistie. Je n'en voulais pas. C'est la pire erreur, le crime de ce gouvernement ! Il marquera tout mon septennat. Il ne fallait pas ! Et maintenant, Rocard explique partout qu'il n'y était pour rien et que tout est de ma faute...

Le ressentiment du Président monte, fondé non plus sur de noirs désaccords, mais sur une incompréhension entre les deux hommes et dangereuse pour le fonctionnement de l'État.

A propos des « affaires » et du dessaisissement du juge Jean-Pierre, le RPR, l'UDF et l'UDC déposent une motion de censure qui est

repoussée.

François Mitterrand : Sur l'amnistie, je n'étais pas chaud ; mais, dès lors qu'il y avait une nouvelle loi, il n'était pas anormal d'apurer le passé. Il y a deux façons d'avoir de l'argent : être ami avec ceux qui en ont, ou avoir la certitude de la victoire. En 1988, nous avons refusé de l'argent qui nous était donné suivant la règle habituelle : quand la gauche reçoit 1, la droite reçoit 3, 4 ou 5...

Les Américains préparent une conférence sur le Moyen-Orient en essayant d'en exclure l'Europe.

Lech Walesa, en visite officielle en France, signe avec François Mitterrand un traité d'amitié et de solidarité franco-polonais.

Le Parlement géorgien proclame l'indépendance. Zviad Gamsakhourdia sera élu président de la République de Géorgie.

Mikhaïl Gorbatchev soumet au Conseil de la Fédération un plan anti-crise, rejeté par plusieurs républiques. Le pouvoir soviétique n'a plus le contrôle de l'économie. S'il perd aussi le Budget, il cesse d'exister.

Mercredi 10 avril 1991

Au Conseil des ministres, revenant sur la question kurde, le Président : On a assisté à un début de bouleversement des notions traditionnelles en droit international. Quelles suites cela aura-t-il ? Je n'en sais rien. La carte des États n'est pas celle des ethnies. Presque toujours, les États se sont constitués par la victoire d'une ethnie sur une autre. Le pouvoir central en Europe a fini par s'imposer aux tendances centrifuges qui représentaient des cultures, des volontés différentes et parfois opposées. Si on devait voter aux Nations unies sur le principe d'ingérence, au moins cent quarante pays refuseraient. Notre action a réussi de façon surprenante. Je n'en attendais pas tant. La pression des opinions publiques sur les gouvernements a transformé en quarante-huit heures une cause mal partie. Au départ, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique étaient tout à fait opposés. Le débat se transforme d'ailleurs peu à peu : de débat sur le droit d'ingérence, il devient débat sur le statut des minorités. Le problème, c'est qu'il y a peu de pays qui, comme la France, existent depuis mille ans au moins. En Europe, il n'y a guère que l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. Les autres pays sont nés hier matin, à l'échelle des nations.

Au sujet du Proche-Orient : Israël acceptera peut-être une conférence régionale, tout en refusant une conférence internationale. Il s'agit là d'un règlement de comptes contre l'Europe et la France, mené par de petits esprits. Il ne faut pas pleurer sur notre absence à cette conférence éventuelle, car cette tentative a malheureusement beaucoup de chances d'échouer.

Jeudi 11 avril 1991

Les onze derniers Juifs albanais arrivent en Israël. Le « rapatriement » de la communauté juive albanaise (300 personnes) a débuté en décembre dernier.

Séminaire du gouvernement sur le renouveau du service public et la modernisation de l'État.

Boris Eltsine vient à Paris. L'ambassade soviétique nous fait savoir que Gorbatchev prendrait mal que le Président reçoive celui qui veut le bouter hors du Kremlin. J'insiste néanmoins pour que François Mitterrand l'accueille. En fin de compte, Jean-Louis Bianco recevra Eltsine, et le Président viendra le saluer. Étrange compromis...

François Mitterrand demande à Michel Rocard le montant précis du déficit de la Sécurité sociale et quelles mesures de financement il compte prendre pour le combler. Le Président : Il m'a apporté sa réponse : le déficit s'élève, selon lui, à 17 ou 18 milliards de francs, et son plan permet d'économiser 8 milliards. Il va dans le mur.

Pierre Bérégovoy dit que le déficit n'est que de 32 milliards et que son plan permet d'économiser 4 milliards. En réalité, le déficit prévisionnel de la Sécurité sociale, estimé à 17 milliards de francs, pourrait être aggravé car les cotisations rentrent mal et provoquent des difficultés de trésorerie. Le plafond des avances de la Caisse des dépôts est dépassé de 5 milliards de francs et le Trésor public doit pour la première fois faire une avance à la Sécurité sociale. Michel Rocard, qui a déjà arrêté un plan de maîtrise des dépenses de 9 milliards de francs le 13 décembre dernier, pesant exclusivement sur les professions de santé (cliniques privées, industrie pharmaceutique, officines, radiologie), doit faire face à une résistance farouche des lobbies médicaux, résistance soutenue par le ministre délégué à la Santé, Bruno Durieux. Il se refuse toujours à augmenter les conditions de remboursement des assurés comme le propose Pierre Bérégovoy, qui veut augmenter le forfait complémentaire, amplifiant les mesures structurelles de rationalisation de l'offre de soins. François Mitterrand ne prend pas parti dans ce conflit.

Rocard semble avoir deviné que ses jours sont comptés et ne souhaite pas proposer des mesures impopulaires.

Vendredi 12 avril 1991

François Mitterrand : L'affaire kurde prend un nouveau tournant. Le Président des États-Unis souhaite recouvrer une partie de la confiance qu'il a perdue depuis la fin de la guerre. J'accepte le principe d'une présence militaire française en Irak pour protéger les relais humanitaires destinés aux Kurdes. Cela va entraîner des obligations et créer une situation compliquée, mais nous ne pouvons pas nous arrêter en chemin.

8 000 hommes, des centaines d'avions et d'hélicoptères sont mobilisés par la Maison Blanche pour étendre « Provide Comfort ».

Jérôme Jaffré, directeur adjoint de la SOFRES, explique, chiffres à l'appui, que le gouvernement a perdu 24 points de popularité chez les employés, 21 chez les salariés du service public, 20 chez les ouvriers, 19 chez les personnes à faible revenu, 14 chez les électeurs de François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1988 ! Et que, dans le même temps, il a gagné 7 points chez les Français disposant d'un revenu mensuel supérieur à 20 000 francs par mois ! Conclusion du Président : Rocard, malgré l'instauration du RMI, s'est coupé du « peuple de gauche », ses soutiens sociologiques sont désormais ceux du centre droit. Il n'est pas le seul coupable : Pierre Bérégovoy, trop enclin à suivre les avis du Trésor, trop soucieux de ne pas heurter les milieux financiers, porte aussi une part de responsabilité. François Mitterrand suspecte le ministre des Finances de faire alliance avec Rocard. Il voit des ennemis partout. Édith Cresson vient presque chaque jour à l'Élysée.

Adoption définitive du nouveau statut de la Corse.

François Mitterrand est hostile au projet de modification du mode de scrutin que propose Michel Rocard pour les élections régionales.

Pierre Bérégovoy semble avoir du mal à faire passer à l'Assemblée le projet de réforme des Caisses d'Épargne.

En Allemagne, le gouvernement et l'opposition sociale-démocrate décident de coopérer pour tenter de résoudre la crise économique et sociale dans l'ex-RDA.

Samedi 13 avril 1991

En Italie, le nouveau gouvernement formé par Giulio Andreotti obtient l'investiture parlementaire. Après la défection du Parti républicain, la coalition — la même depuis 1983 — ne comprend plus que les démocrates-chrétiens, les socialistes, les sociaux-démocrates et les libéraux.

Un texte sur l'Union politique européenne est préparé par la présidence luxembourgeoise. Les Néerlandais souhaitent tout reporter à la fin de

l'année, lorsqu'ils exerceront eux-mêmes la présidence, pour faire signer le traité à Maastricht, me dit-on. Dans le texte luxembourgeois, c'est le Conseil européen — c'est-à-dire les gouvernements — qui constituerait l'instance politique suprême. Les pays partisans de la Commission européenne — dont les Pays-Bas — s'y opposent. Les Luxembourgeois hésitent à inscrire dans leur projet un objectif de défense commune : les États-Unis y sont opposés. Et les Hollandais veillent à faire respecter les desiderata américains à Bruxelles.

Lundi 15 avril 1991

Les ministres des Affaires étrangères de la CEE demandent que Saddam Hussein soit jugé pour « tentative de génocide » contre les Kurdes, par un tribunal international. Au total 2 250 000 Kurdes ont dû quitter l'Irak pour se réfugier en Turquie et en Iran.

Interrogé sur l'avenir de Boris Eltsine juste avant qu'il ne soit reçu par Jean-Louis Bianco, François Mitterrand : Les époques révolutionnaires dévorent souvent leurs chefs. Qu'aurais-je dit, en 1793, si on m'avait posé la même question sur Danton ? Mais je dois dire mon admiration pour le courage de celui qui a amorcé une révolution aussi profonde, tout en restant fidèle à ses convictions.

Levée partielle des sanctions de la CEE à l'encontre de l'Afrique du Sud.

Trente-deux personnalités de gauche, dont Charles Fiterman et plusieurs communistes, rendent public un manifeste pour la « refondation » de la gauche.

La Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement est inaugurée à Londres, à Lancaster House, lieu du premier Sommet européen auquel il m'ait été donné d'assister en 1981, en présence d'une trentaine de chefs d'État et de gouvernement. La boucle est bouclée. A la fin du concert donné par Slava Rostropovitch, venu en ami, et qui clôt la cérémonie, je raccompagne François Mitterrand jusqu'à sa voiture et lui dis : Je serai souvent à Paris. Je viendrai vous voir. Il me répond : Mais non, vous n'en aurez pas le temps ! Vous avez choisi.

ÉPILOGUE

Trois semaines après que j'eus refermé ce journal, François Mitterrand, incapable de supporter plus longtemps la présence de Michel Rocard à Matignon, désespérant de trouver une raison valable de s'en séparer avant les élections législatives, saisit le prétexte des déficits sociaux pour prendre une décision pour lui quasi inédite : renvoyer un ministre. Et pas n'importe lequel : le premier. Il le fait brutalement, sans s'attarder sur les compliments d'usage — comme d'un laquais, pensera l'intéressé.

Pour le remplacer, le Président décide d'étonner le pays comme il l'avait fait après le départ — lui, au contraire, peu souhaité — de Pierre Mauroy en 1984, en nommant cette fois encore un Premier ministre d'un type nouveau : ici, la première femme à s'être jamais hissée en France à ce poste, Édith Cresson.

Cette nomination ne constitue pas une surprise pour ceux qui voient depuis des mois s'accroître l'influence de cette « visiteuse du soir » avec laquelle François Mitterrand aime à ruminer sa haine des technocrates, son refus des contraintes économiques, son culte de la volonté.

Deux autres dirigeants socialistes au moins auraient pu espérer alors accéder à cette fonction : d'abord Pierre Bérégovoy, qui l'attend depuis 1981 avec la certitude résignée de celui qui sait qu'il aurait été le meilleur. Mais, malgré les spéculations de la presse, François Mitterrand ne pense pas sérieusement à lui. A ses yeux, le ministre de l'Économie et des Finances n'est qu'un de ses fidèles, qui ne pèse rien politiquement, fait bien ce qu'on lui demande, n'a pas de raisons d'espérer davantage et n'incarnerait pas « ce coup de barre vers ailleurs » que le Président entend donner. Quant à l'autre candidat naturel, le numéro deux du gouvernement, Lionel Jospin, il a montré dans la conduite de la guerre du Golfe, lorsqu'il a eu à assurer l'intérim de Michel Rocard, une grande maîtrise des affaires internationales, et sa nomination à Matignon aurait été justice. Mais le choisir serait créer un rival à Laurent Fabius qui reste encore, aux yeux du Président, la meilleure « promesse » de la nouvelle génération. D'autres candidats imaginables, tels Michel Delebarre ou Jean-Louis Bianco, dont j'évoque les noms avec lui à cette époque, souffrent à ses yeux des mêmes défauts.

Son ambition, pour les deux ans qui restent à courir avant les élections législatives, est de marquer le pays par une grande action de modernisation sociale, de secouer les conformismes industriels et administratifs. Toujours dans l'impatience, incapable de donner à la réforme économique et sociale le temps qu'il accorde volontiers à la réforme politique, il veut des résultats rapides. Il lui faut passer du renard au bélier. Il ne voit pour occuper ce rôle que l'ancien ministre des Affaires européennes, qui a démissionné avec fracas quelques mois auparavant. Cette fidèle de toutes les batailles, cette militante entêtée incarne parfaitement la revanche qu'il entend prendre sur tout ce que personnifie à ses yeux Michel Rocard : la recherche du consensus à tout prix, la peur de déplaire, la gauche intellectuelle, la compétence impuissante. Elle lui permettra de se lancer dans une dernière aventure politique, celle du non-conformisme qui est devenu pour lui, avec le temps, la meilleure définition du socialisme.

Son jugement sur Édith Cresson n'est pourtant pas sans nuances : il ne partage pas sa haine de l'Allemagne ; il se méfie de ses relations dans le monde des affaires ; il s'étonne de son inculture, de son goût pour une nouveauté trop vite confondue avec une réforme. Mais il apprécie son franc-parler, qu'il prend pour de l'audace ; son ignorance, qu'il prend pour du caractère ; son mépris des autres, qu'il prend pour une liberté de jugement ; son art de trancher, qu'il prend pour de l'esprit de décision. Il est sûr qu'elle saura apporter à son second septennat ce contenu social et cette mobilisation des efforts qu'il a réclamés si souvent en vain du précédent gouvernement.

Tout de suite, les réalités brisent net ce bel ordonnancement stratégique : le Président ne laisse pas le nouveau Premier ministre renouveler en profondeur le gouvernement. La plupart de ceux qui ont exercé des responsabilités depuis 1981 conservent leur poste. Édith Cresson réussit, certes, à se débarrasser de certains de ses adversaires ou de ministres trop marqués par le temps, mais si le Président lui accorde ces maigres scalps, c'est pour mieux lui refuser celui de Pierre Bérégovoy qu'elle aurait pourtant aimé accrocher à sa ceinture avant tous les autres.

Dans ces conditions, ligoté par les barons qui l'entourent et qui rendent compte directement au Président — tels Roland Dumas, Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe ou Michel Charasse —, le Premier ministre se révèle incapable d'assumer les écrasantes responsabilités de sa nouvelle fonction. Il serait injuste de rejeter la totalité de son bilan. A bien des égards, il est important et durable : Édith Cresson a su mettre en chantier plusieurs des plus profondes réformes de ce second septennat, comme une très remarquable réorganisation de l'apprentissage et une audacieuse déconcentration des administrations centrales — l'une et l'autre inspirées par cette haine des élites parisiennes qu'elle partage avec François Mitterrand. A ces mesures s'ajoute une réelle mobilisation des milieux industriels pourtant a priori hostiles à la gauche.

Mais si riches de promesses qu'elles soient, ces actions ne suffisent pas à compenser l'incohérence gouvernementale provoquée notamment par l'impitoyable bataille que mènent contre elle les Finances et ses hauts fonctionnaires, le Quai d'Orsay et ses diplomates.

Le désordre s'empare de l'État et des groupes parlementaires de la majorité. Le Président ne fait qu'observer ces querelles, sans vouloir ni pouvoir les faire cesser. Bientôt, voyant se profiler l'issue tragique des prochaines élections législatives, les responsables socialistes viennent à l'Élysée demander qu'on leur donne un autre chef pour les conduire à la bataille. François Mitterrand ne s'y résigne qu'à l'extrême limite, furieux d'avoir à reconnaître une erreur aussi lourde : avoir nommé Édith Cresson sans lui avoir donné les moyens de sa politique, l'ayant en somme non pas imposée, mais « posée » comme une cerise sur un gâteau. Cédant à ce qu'il pense être une coalition des conformismes, il renvoie le seul Premier ministre avec lequel il s'est senti en réelle connivence depuis Pierre Mauroy.

Pierre Bérégovoy est donc nommé au moment même où il avait fini par ne plus espérer l'être jamais. Avec son style fait de douceur et d'entêtement, ce socialiste révolutionnaire devenu un pragmatique orthodoxe, cet homme de l'Est si méfiant envers l'Allemagne nouvelle, cet avocat farouche et intelligent du traité de Maastricht, ne peut que faire passer le gouvernement de la France de l'excès de cabotinage à l'excès de rigueur, obsédé qu'il est à juste titre par les déficits budgétaires et sociaux légués par ses prédécesseurs. Pris injustement dans la tourmente des « affaires », incapable de se dégager d'un sentiment injustifié de culpabilité personnelle, ce très grand serviteur de l'État, mon ami, qui, toute sa vie, n'eut d'autre passion que de servir la gauche et sa classe, la classe ouvrière, n'a pas le temps d'imprimer sa marque sur la conduite des affaires publiques.

Vient alors, après des élections législatives à peine moins catastrophiques que ce que laissait redouter l'état de l'opinion au départ d'Édith Cresson, une seconde cohabitation. Avec, à Matignon, un nouveau Premier ministre imposé là encore à François Mitterrand comme l'avait été précédemment Jacques Chirac, Michel Rocard, voire Pierre Bérégovoy.

A l'inverse de ce que fit Jacques Chirac en 1986, Édouard Balladur décide de ne pas affronter le Président sur son terrain de compétences, se fiant à la jurisprudence établie à l'arraché sept ans plus tôt. Bientôt, tout semble indiquer que cette tactique est la bonne et qu'il sera élu Président

de la République en 1995. Et sans doute l'eût-il été si certains accidents de parcours ne lui avaient rappelé que, comme il l'avait lui-même écrit dès 1988, Matignon est le plus mauvais lieu d'où se porter candidat à l'Élysée.

Au total, et aussi incroyable que cela puisse paraître, pendant ces quatre dernières années de son second mandat, rien d'essentiel, vraiment rien, ni en politique intérieure ni en politique étrangère, ne marque la conduite des affaires de la France par François Mitterrand, sauf qu'il réussit de justesse à faire ratifier le traité de Maastricht négocié en 1990 et signé en 1991. Malgré — ou peut-être grâce à — cette inaction, le peuple ne lui tient pas rigueur de l'exceptionnelle durée de son mandat.

Suis-je aujourd'hui en mesure de jeter un regard d'ensemble sur ces quatorze années écoulées ?

Au cours de cette période, j'ai eu le plus grand mal à théoriser ce que je vivais et n'ai pu faire mieux qu'emprunter la forme transparente mais un peu paresseuse de ce journal pour rendre compte du flot d'événements auquel j'étais mêlé. Alors que, sur d'autres sujets, le goût de la théorie ne m'a jamais quitté, il m'était impossible, sur l'instant, de dégager des lignes de force dans ce tourbillon de péripéties ou d'anecdotes. J'ai fini par me faire à l'idée que, chez tout acteur mêlé aux affaires du monde, les événements ne sont qu'une succession de chocs, d'émotions, de caprices, de coïncidences le plus souvent improbables, et qu'aucun corps de doctrine ne permet d'expliquer ni de prédire ce que l'homme d'action vit comme le champ de son libre arbitre. Aujourd'hui — aujourd'hui seulement—, je me sens à même de prendre un peu de recul par rapport à ces événements, de les juger, c'est-à-dire évidemment de me juger aussi par la même occasion.

Car je ne puis ni ne veux oublier ou faire oublier d'où je parle. Pendant dix ans, j'ai servi la France auprès d'un homme auquel aucun intérêt personnel ne me liait, ni l'attente d'un poste, ni celle d'un privilège. Si, à un moment quelconque, j'avais regretté de servir là où je l'ai fait avec passion, je serais évidemment parti. Mon point de vue sur cette période ne peut donc être que positif. De fait, pour dire les choses sans trop d'emphase, j' ai la certitude de n'avoir participé qu'à des actions honorables et d'avoir accompli une tâche utile à mon pays. Cela ne me dispense aucunement d'un regard critique. Je sais qu'il y eut des erreurs commises, des lacunes, des insuffisances, et que j'y ai pris ma part. Elles nourrissent ma réflexion sur la nature du pouvoir et les quelques leçons que j'en tire pour l'avenir de la France.

On s'étonnera peut-être de ne pas trouver ici de réponses aux questions qu'on me pose souvent sur les découvertes récentes relatives au passé de François Mitterrand et sur la relecture qu'elle entraîne de ses idées, de sa trajectoire, de son rapport à la vérité. Si j'ai, comme on le devine, des observations à formuler à ce sujet, je les garderai pour moi, considérant ici le silence comme l'expression ultime de ma gratitude.

Dans le bilan d'une période historique, quelle qu'elle soit, il est quasi impossible de démêler ce qui relève du mérite du politique et ce qui est le fruit du travail des peuples. On peut cependant dresser une liste sommaire de ce qui a été accompli durant ces quatorze années. Elle est impressionnante : la suppression de la peine de mort, la décentralisation des pouvoirs, la libération des médias audiovisuels, l'augmentation d'un tiers du revenu moyen des Français, la quasi-suppression de l'inflation, le passage d'un déficit extérieur considérable à un excédent d'un montant identique, la stabilisation du cours du franc, la conservation du quatrième rang industriel dans le monde, les réussites dans les transports et l'énergie, le redressement par l'État d'entreprises industrielles au bord du dépôt de bilan telles celles de la sidérurgie ou de la chimie, la sauvegarde du modèle rural en même temps que sa modernisation, le doublement du nombre de touristes étrangers reçus, le triplement des créations d'entreprises, le quintuplement du volume des marchés des capitaux, l'ouverture des droits à la retraite à soixante ans, la cinquième semaine de congés payés, l'extension des droits des salariés, la création du revenu minimum, la croissance du nombre de films produits, la défense de la place du français dans le monde, la participation à la construction d'institutions européennes nouvelles, le maintien d'une aide au Tiers-Monde à un niveau très supérieur à celui des autres grands pays, l'accueil de plusieurs millions de travailleurs étrangers et de leurs familles, faisant de la France un grand pays multiculturel, ouvert, doté d'une jeunesse exigeante, ambitieuse, créative, cosmopolite et fraternelle. J'ajouterai la formation de toute une génération de femmes et d'hommes de gouvernement, à gauche, avec à leur tête, pour longtemps j'espère, Lionel Jospin.

Tout cela n'est pas mince dans un univers devenu implacablement compétitif, où l'Amérique a décliné, l'Asie explosé, l'URSS disparue, où l'Afrique s'est enlisée où rien n'est jamais acquis, où tout est sans cesse remis en cause.

Sur l'autre plateau de la balance, on mettra bien sûr l'aggravation continue du chômage, de l'exclusion, des difficultés d'intégration et des inégalités, les désastres de l'industrie informatique française, l'insuffisance de la modernisation de l'administration, la prolétarisation des fonctionnaires d'État, les retards de la société de l'information — des téléphones portables au fax ou aux autoroutes de l'information —, la langueur de la balance des brevets, le recul de la place des ports français dans le commerce européen, la lente dégradation de la vie syndicale, les désordres du système de commandement, les errements des pouvoirs locaux, le développement de la corruption des fonctionnaires, des élus et des cadres du privé.

La montée du Front national est la mesure de tous ces échecs. Elle tient pour moi autant au chômage et à l'exclusion qu'à la négligence, voire la complaisance à l'égard de Vichy ; mais aussi à la « cohabitation » qui a pu laisser croire aux Français que la gauche et la droite n'avaient plus rien de vraiment différent à leur proposer.

Si, en ces quatorze années, la France a beaucoup changé, le monde, lui, est devenu méconnaissable : à un ordre mondial bipolaire fournissant des grilles de lecture simples de l'Histoire, avec des bons et des méchants, des alliés et des adversaires, à l'opposition de deux idéologies antagonistes ont succédé une multitude de conflits religieux, d'affrontements culturels, de batailles ethniques, de compétitions économiques, de rivalités technologiques, au gré d'alliances changeantes dans lesquelles l'ennemi mortel sur un front peut se révéler l'allié principal sur un autre. L'image du jeu d'échecs, si obsédante pendant la guerre froide, a cessé d'être une métaphore pertinente. Désormais, la géopolitique s'apparente plutôt à un ensemble de parties de poker jouées simultanément contre des adversaires aux coalitions imprévisibles. Dans ce désordre apparent se forgent les règles du jeu du XXIe siècle. Il ne sera pas répétition d'un temps antérieur. Dans la démesure du Bien et du Mal, il revêtira sa propre forme, obéira à ses propres principes, secrétera sa propre morale.

Il n'y a plus de superpuissances. L'Union soviétique a disparu. Les États-Unis restent le seul pays à vocation hégémonique, mais sans en avoir les moyens financiers. L'Europe surgit économiquement sur la scène mondiale sans s'en être encore donné les moyens politiques. La planète n'est plus qu'une foire d'empoigne sans gendarmes, sans juges, où les actions de solidarité se défont, où tout désormais s'achète et se vend, où pour la première fois aucune coalition ne peut plus espérer maîtriser des conflits locaux même en brandissant ses milliers de têtes nucléaires.

Certains ont su pressentir et gérer ce bouleversement. Au premier rang de ces maîtres du temps, à l'évidence, le Chancelier Kohl, homme d'État prééminent de cette fin de siècle. D'autres, tel George Bush, auraient pu y conforter leur pouvoir, s'ils n'avaient négligé de prêter attention chez eux aux forces qui minent les sociétés apparemment les plus prospères et les plus paisibles. D'autres encore y ont englouti leur pays, comme Mikhaïl Gorbatchev qui eut le tort de croire à la capacité de réforme d'un système moribond et à la volonté occidentale de subventionner son agonie.

Durant ces années-là, François Mitterrand a continué de tracer son sillon dans l'Histoire, celui d'un homme d'État d'exception incarnant toutes les contradictions d'un siècle finissant, traversé de bout en bout jusque dans ses rebondissements les plus improbables.

Ces bouleversements ont été produits par l'interaction de volontés et de circonstances imbriquées de façon incroyablement complexe. Bien naïf serait celui qui se risquerait à vouloir y déceler quelque chose comme le résultat mécanique de forces identifiables par une théorie de l'Histoire, quel qu'en soit l'inspirateur. Ne reste du pouvoir que le mystère, l'obscurité quasi théologique de son exercice.

En arrivant aux affaires, je m'en faisais une très haute idée. J'en attendais quelque chose de solennel, de rituel ; je m'imaginais l'État au service du politique comme un clergé aux ordres de son Dieu. J'ai eu vite fait de comprendre qu'il n'en était rien et que, quelles que soient les volontés du Prince, rien ne se fait sans hâte, sans désordre, sans incohérence ni caprice. De même, rien ne se décide d'important sans que se dresse l'opposition farouche d'une bureaucratie animée parfois d'excellentes intentions et appuyée sur de très sérieux arguments. Pas une réforme fiscale, pas une loi sociale, pas une action diplomatique ou militaire qui ne soit aussi freinée ou paralysée par des groupes de pression le plus souvent proches de ceux chargés de les mettre en œuvre.

Pourtant, la politique reste un lieu d'action privilégié, si l'autorité qui l'incarne manifeste une volonté opiniâtre et accorde une attention de tous les instants à la traduction en actes des quelques projets qu'elle considère comme ses instruments majeurs. Cela n'est pas toujours possible. Il faut pour cela que le cours de l'Histoire rencontre un autre fleuve et qu'il soit alors possible aux rameurs de marier les deux courants pour imprimer à leur embarcation une direction librement choisie. Un choix s'ouvre alors, presque sans contrainte : ce qu'on appelle bifurquer.

Une fois ces choix opérés, la réussite de leur mise en œuvre requiert la conjonction de plusieurs conditions : une vision traduite par un projet permettant de hiérarchiser les ambitions ; une volonté sous-tendue par la capacité de prendre ses rêves pour des réalités, autrement dit de les croire réalisables ; enfin, l'emploi de la seule méthode que j'aie jamais vue se révéler efficace dans l'action collective, celle du fait accompli, qui consiste à faire avant de demander la permission de faire.

Ce mode d'exercice du pouvoir politique n'exige pas d'autres qualités d'un Président de la République que la vision claire des enjeux, du projet, l'honnêteté, la ténacité, la connaissance des rouages de l'Administration, la volonté de passer outre aux intérêts privés ; il n'implique aucunement, comme certains le croient, quelque turpitude que ce soit. En particulier, il ne suppose pas de mentir, si ce n'est par omission — et encore, pas très longtemps. Il peut certes commander de conserver quelques secrets, mais ceux-ci sont des denrées fragiles dont la durée de vie est fort brève ; les maintenir artificiellement en vie pour légitimer l'exercice d'un pouvoir par le secret qu'il contrôle est une attitude puérile et bientôt dangereuse car elle fait glisser tout naturellement du secret d'État au mensonge d'État.

Les bifurcations n'ont pas été rares au cours de ces quatorze années : le choix de soutenir l'installation des euromissiles américains en Europe, la décision de préférer le franc fort à son flottement, les Grands Travaux, la création d'Eurêka, celle de la Banque européenne, la participation à la guerre du Golfe en constituent des exemples. Elles sont cependant de plus en plus rares sur une planète de plus en plus intégrée, interdépendante, où le pouvoir échappe, coule, anonyme et insaisissable.

La structure actuelle de nos institutions se prête assez bien à ce mode d'exercice du pouvoir. Beaucoup plus que le Premier ministre, le Président y est l'instance principale de l'action. Encore faut-il qu'il sache ne pas se couper du peuple, vivre sans décorum excessif, reconnaître au chef de gouvernement le statut de chef de la majorité parlementaire. Et piloter son action dans la durée : peut-être est-ce en cela que le « mitterrandisme » a été un succès en politique étrangère, alors que cette continuité lui a cruellement manqué en politique intérieure. Car le mitterrandisme est avant tout une vision pessimiste du monde, un art de manœuvrer les hommes, une espérance illimitée de justice pour la société.

Sans cette volonté, cette ténacité, cette création d'un consensus autour d'un défi ou d'une menace, sans ce rêve individuel à transformer en réalité collective, gouverner se réduit à décider dans la hâte, l'improvisation, l'à-peu-près, exactement ce que tout autre occupant de l'Élysée aurait été tenu de décider par les lois du marché. Et à ne s'occuper alors que de ce qui constitue l'apparence du pouvoir, c'est-à-dire nommer.

Nommer, le plus manifeste et le plus futile des pouvoirs, celui qui fascine le plus, qui attise le plus de convoitises, qui occupe le plus les conversations et mobilise le plus les esprits de tous ceux qui sont associés aux affaires publiques. Il est même le seul pouvoir des nouveaux rois fainéants qui croient décider ce que les marchés leur imposent. A tous les niveaux, partout dans le monde, ceux qui se disent puissants consacrent un temps considérable à tenter de faire croire qu'ils ont de l'influence sur les nominations afin d'attirer sur eux attentions, faveurs, considérations d'autres puissants. Comme aux temps les plus anciens, nommer c'est reconnaître, c'est faire exister, c'est rendre éternel. Et ce pouvoir-ci est d'autant plus vaste que l'État est centralisé. Pour nommer, il faut de tout temps posséder, ou du moins contrôler celui qui possède l'institution. En France, le politique peut donc nommer dans un champ très vaste qui va du politique à l'administratif et au judiciaire, mais aussi, par un jeu subtil de troc, d'échanges de services rendus, jusqu'au secteur privé.

Dans ce jeu cumulatif d'échanges, la plupart des gens, dans l'appareil d'État au sens large, vivent — souvent très bien — de cette aptitude à faire croire qu'ils peuvent peser sur certaines nominations. Le trafic d'influence y est une denrée beaucoup moins rare et beaucoup plus subtile qu'on ne le croit en général. Il constitue même le pain quotidien du pouvoir. Pour un puissant ou supposé tel, ce jeu occupe l'essentiel des audiences, du courrier, des stratégies d'alliances, à quelque niveau hiérarchique que ce soit, du sous-chef de bureau au Président. Il peut se révéler aussi une activité dangereuse pour celui qui refuse d'y consacrer toute l'attention nécessaire : quand il explique ne pas vouloir intercéder pour qui que ce soit, les candidats éconduits pensent qu'il défend en fait un autre candidat et, au lieu de s'étonner de sa neutralité, préfèrent se plaindre de son hostilité. Quant aux candidats reçus et aidés, ils n'ont rien de plus pressé que de se fâcher avec leur bienfaiteur afin d'oublier qu'il a été pour quelque chose dans leur gloire nouvelle. On comprendra que c'est délibérément que j'ai écarté de ce journal les innombrables histoires de ce genre, souvent mesquines et ridicules, parfois nobles et bouleversantes, qui meublèrent mes journées.

Au demeurant, de quel droit jugerais-je ? Depuis 1981, je n'ai rien demandé au pouvoir, hormis le privilège de servir mon pays. Conseiller d'État en arrivant à l'Élysée, je l'étais en sortant et n'ai pas occupé depuis d'autres postes que ceux que j'ai créés. J'ai donc pu observer, on ne peut plus librement, ceux qui se servaient de l'État pour arrondir leur pécule ou grossir leurs réseaux d'influence, ces anciens dirigeants révolutionnaires qui se tordaient les mains pour un poste de section au Conseil économique et social, ces petits maîtres, ennemis jurés de la gauche politique, prêts à tout pour en obtenir la Légion d'honneur, ces petits philosophes qui se prenaient pour de grands diplomates, ces hommes d'affaires et ces moralistes intransigeants qui se prostituaient pour une place à un dîner d'État ou dans un voyage officiel, tous ces gens qui espéraient qu'un coup de téléphone de l'Élysée les ferait responsables d'une radio, d'une télévision, d'une entreprise publique, d'une ambassade. Rien d'étonnant à cela : telle est la comédie humaine, en tout lieu, en tout temps. Mais, à côté de ces mesquineries inévitables, de ces dérisoires impostures, que de dévouements, de vraies exigences, de formidables réussites chez des gens honnêtes, lucides et compétents : au total, la gauche peut être fière d'elle-même ; elle a traversé cette période avec honneur : de grands ministres et de grands fonctionnaires y ont accompli de grandes choses.

Après ces deux septennats, la France a-t-elle encore, elle, les moyens d'influer sur son propre destin ? Y a-t-il encore place dans ce pays pour la réforme ? Ou bien rien n'est-il plus possible à l'échelle de l'Hexagone ? Les hommes politiques français vont devoir répondre promptement à ces questions et se prononcer sur les grands défis de demain matin : comment assurer l'unité et la cohésion de la nation ? la construction européenne

est-elle encore un cadre de référence pour les destinées des Français ? faut-il — et comment — organiser la mondialisation des réponses à certaines menaces ?

En France, comme partout dans le monde, l'unité de la nation est aujourd'hui menacée par la loi du marché qui pousse à l'abaissement et à la disparition des frontières, à l'affaiblissement et à la fragmentation des États, pourtant seuls capables de représenter les intérêts de l'ensemble des citoyens et dont dépendent l'emploi et la justice sociale. De plus en plus de décisions échappent au gouvernement d'un pays ; en fait, il est pris par les décisions plus qu'il ne les prend lui-même. Il ne lui reste plus que quelques éléments symboliques, militaires et diplomatiques ; tout le reste, notamment l'économie, n'est plus de son ressort. Telle est d'ailleurs sans doute la raison profonde du retentissement qu'a rencontré la décision française de reprise des essais nucléaires : à mauvais escient, elle montre un ultime effort de la France pour se présenter encore en acteur majeur de l'Histoire. Notre pays est aujourd'hui menacé par une dynamique perverse où le chômage nourrit l'exclusion qui affaiblit en retour la capacité de trouver du travail. Il est scandaleux que la France soit aujourd'hui d'un tiers plus riche qu'il y a quinze ans et que le dixième de sa population ait, durant cette même période, basculé dans la misère. Pour en sortir, il faudra se décider à mettre en œuvre des mesures radicales, contraires à celles que la gauche a essayées jusqu'ici : réduire drastiquement la durée du travail, redistribuer massivement les revenus sans pénaliser les créateurs qui font avancer la société, consacrer d'énormes ressources budgétaires à l'intégration des minorités, richesse de la France de demain. Il faudra que l'État accomplisse à cette fin une véritable révolution économique et sociale, au moins aussi importante que l'a été la révolution technologique qui la rend désormais possible. Pour la mener à bien, l'homme d'État devra avoir le courage d'affronter durablement les risques d'impopularité et savoir expliquer au peuple où il va. Je crois assez en ce pays pour penser qu'il est capable de vouloir une telle révolution ; je crois encore assez aux socialistes pour espérer qu'ils puissent la proposer et la conduire.

Leur faut-il pour autant changer de nom, renoncer à ce qui a été le signe et le sigle d'une espérance séculaire ? Il y aurait de bonnes raisons de le faire, à constater les dévoiements dont ce nom a fait l'objet. Je pense pourtant qu'il y aurait plus à perdre qu'à gagner à un tel abandon. Un projet juste et séduisant saura rendre aux mots la couleur du rêve qu'ils ont perdue.

La construction européenne est la clé de l'avenir de la nation française. Même si la France peut et doit conduire la révolution dont je viens de parler, elle est devenue trop exiguë pour espérer peser dans le monde sans une alliance forte avec ses voisins. Et d'abord avec l'Allemagne, avec qui il lui faut décider une fusion politique et militaire de souverainetés qui leur donnera une vraie chance de devenir ensemble la première puissance économique du monde dans le siècle à venir. L'arme nucléaire française devra à terme appartenir à tous les pays qui accepteront la monnaie unique et auront un seul Président. Au-delà, se donner un projet franco-allemand beaucoup plus vaste : la construction d'une Europe nouvelle englobant jusqu'à la Russie et la Turquie, afin de parer aux risques de guerre venus de l'Est et du Sud. Cette nouvelle Union continentale de plus de 700 millions d'habitants sera un gigantesque et passionnant chantier pour le XXIe siècle. C'est sur ce grand projet que se jouera en Europe l'abondance ou le déclin, l'emploi ou la ruine, la paix ou la guerre. Comparées à celle-là, toutes les autres questions sont secondes.

Enfin, conformément à son génie, la France se doit d'avoir un projet pour le monde. La planète devient folle, qui confie son destin aux lois du marché, qui laisse acheter et vendre si librement tout ce qui tue l'homme, de la drogue aux armes, du plutonium aux chimères génétiques. Il est urgent de faire à l'échelle du globe le saut que l'on a fait après la Seconde Guerre mondiale à l'échelle de l'Europe, et de rêver à la constitution d'un gouvernement planétaire disposant dans certains grands domaines (énergie, drogue, écologie, génétique) de pouvoirs de police, de justice et d'impôt, au moins aussi puissant que l'est aujourd'hui la Commission de l'Union européenne. Faute de tels moyens, l'Organisation des Nations unies ne peut en être aujourd'hui que l'embryon avorté. Seul il pourra enrayer le processus d'autodestruction de l'homme qui a commencé.

Si ces quatorze années de présidence de François Mitterrand ont pu contribuer à penser ces futures révolutions, alors il n'aura pas été pour rien le dernier et le plus grand des monarques républicains que la France s'est donnés.

Que la gauche, ma famille, nourrisse sa réflexion et ses projets des leçons de ce passé dont elle n'a pas à rougir, et elle verra se rouvrir devant elle les portes du rêve et de l'action.

Index des personnes citées

Revenant en permanence dans le cours de ce volume, les noms de François Mitterrand, Président de la République, et de Michel Rocard, Premier ministre, ne figurent pas dans cet index.

A

Abbas (Abou), 564
Adamec, 348
Adamichine, 436-437
Adenauer (Konrad), 222
Aillaud, 394
Akihito, 157
Akromeïev (maréchal), 469, 494
Ala (René), 719
Albert (Michel), 17, 78, 85
Alduy (Dominique), 305
Alimonti (Giovanni), 201, 205
Alksnis (colonel), 731
Allende (Salvador), 101
Allon, 115
Andréani (Jacques), 49, 82, 84, 223
Andreotti (Giulio), 50, 247, 287, 343, 354, 403, 419, 536, 607, 652, 749, 755
Aoun (Michel, général), 242, 306, 329, 333, 440, 600, 607-608, 610, 746
Aquiño (Cory), 50, 52, 113, 178, 281
Arafat (Yasser), 11, 85-86, 104, 114, 124-125, 141, 143, 147, 165, 177, 183, 188, 198-200, 204, 213, 216, 218-219, 220-221, 223-230, 232, 236, 242, 290, 447, 501, 550, 554-556, 562, 569, 571, 586, 604, 609, 612-613, 615, 633, 655, 681, 690, 712, 725, 729
Arens (Moshe), 177, 307, 686, 728
Aristide (Jean-Bertrand), 658
Arletty, 454
Armstrong (Lord), 279
Arnoult (Erik), 472-473, 488, 513, 516
Arpaillange (Pierre), 18, 40, 58, 61, 66, 77, 116, 188, 243, 255, 266, 311, 477, 599, 601-602
Aspe (Pedro), 197
Assad (Hafez El), 210, 230, 596, 610, 645, 672, 696
Atatürk (Kemal), 137, 561
Attali (Bernard), 35, 66, 102
Auroux (lois), 314, 329
Avice (Edwige), 567
Ayyach (Abou), 447
Aziz (Tarek), 567, 577-578, 580-581, 586, 625, 627-628, 646, 650, 653, 655, 658, 672-676, 678-679, 680, 683, 688, 690, 697, 726, 729-730, 732, 738-739
Azoulay (André), 220

B

Backis, 474
Badarov (Wally), 270
Badinter (Robert), 128, 330, 338-400,453
Baker (James), 49, 51, 129-130, 227, 236, 242, 309, 312, 319, 332, 339, 361, 374, 404, 408, 417, 419-420, 435, 460, 469, 474, 480, 497, 510, 517, 519, 527-528, 548, 557, 559, 601, 626, 630-632, 636, 638, 645-646, 649-650, 653, 656, 660, 669, 672, 673-680, 683-685, 689, 703, 708, 715, 724-725
Balcerowicz (Leszeck), 396
Balladur (Édouard), 24-25, 146, 162, 182, 200, 400, 761
Balligand, 650

Bambuck (Roger), 56
Bangeman (Martin), 32
Bandar (prince), 546
Barbara, 162
Barenboïm (Daniel), 70, 151, 158, 220
Baron Crespo (Enrique), 288
Barre (Raymond), 13, 56, 80, 106, 116, 157, 220, 359, 394, 506, 522
Barrot (Jacques), 13, 17
Barzach (Michèle), 652
Baudis (Dominique), 206
Baudouin Ier, 459
Baylet (Jean-Michel), 161
Beatrix, 742
Beaucé (Thierry de), 56, 400, 567
Beche (Guy), 125
Beilin (Yosi), 220
Belorgey, 650
Ben Ali (Zine el-Abidine), 200
Ben Barka, 592
Bendjedid (Chadli), 656, 658, 664-665
Bénévise (Nicole), 172
Bérégovoy (Pierre), 14-15, 19, 24, 29-31, 35, 38, 49, 51-52, 54, 63, 66-67, 74, 78-79, 86-87, 99, 105, 108, 112-113, 121-124, 127-128, 130, 131, 146, 150-151, 156-157, 160-162, 165-166, 173, 175, 177, 181, 183, 186-188, 190-191, 193, 203, 205, 211, 220, 235, 245, 251, 255, 262, 272, 276, 299, 302-304, 315, 320, 368, 378-379, 382, 387-388, 395, 404, 413, 418, 451-452, 460, 463, 476, 502-503, 506, 509, 512-513, 517, 530, 542, 544, 547-549, 551, 553, 557, 561, 581, 583, 587, 589, 593, 599-600, 636, 658, 661, 670, 672, 691, 720, 722, 726, 741-742, 745, 754-755, 759-761
Bergé (Pierre), 70, 79, 151
Bergeron (André), 168
Berlusconi (Silvio), 224
Bernard (Jean), 32, 262
Berri (Nabih), 209
Bertin (Jean-Claude), 171
Bessaieh (Mohamed), 183
Besse (Georges), 160, 245
Beuve-Méry (Hubert), 290
Beytout (Jacqueline), 85
Bézard, 266
Bhutto (Benazir), 127, 140, 154
Bianco (Jean-Louis), 13-18, 23-24, 29-30, 38, 40, 54, 66, 81, 116, 125-126, 138, 156, 168, 170, 172, 187, 194, 217, 243, 271, 291-292, 294, 300, 341, 397, 429, 463, 475, 477, 488, 503, 505, 509, 531, 538-539, 567, 576-577, 581-582, 590, 593, 632, 644, 671, 697, 700, 715, 734, 754, 756, 759
Biasini (Émile), 34, 36, 57, 60, 90, 99, 120, 140, 142, 145, 153, 176-177, 184, 296, 389, 393, 456, 460
Bidegain (José), 75
Bismarck, 406-407
Bitterlisch (Joachim), 239, 321, 348, 352, 419
Blackwill, 525
Blanc (Christian), 21
Blondel (Marc), 168
Bockel (Jean-Marie), 743
Boidevaix (Serge), 421, 423, 430
Boissieu (Pierre de), 516, 658
Boissonnat (Jean), 261
Bongo (Omar), 494, 510
Bonnet (Bernard), 673
Bortoli (Georges), 135
Bosson (Bernard), 54, 206

Botha (Pieter), 190, 192, 276, 292
Boumediene (Houari), 107
Boublil (Alain), 128, 130
Boucheron (Jean-Michel), 610
Boudier (Marc), 173, 325
Boukharine (Nikolaï), 496
Boulez (Pierre), 70, 151
Boulloche (André), 125
Bourdieu (Pierre), 28
Bourges (Hervé), 291
Bousquet (René), 304, 599, 610
Boutros-Ghali (Boutros), 136, 213, 305-306, 309, 335, 402
Bouygues (Francis), 98, 105, 224, 298
Brady (Nicholas), 180, 185, 189, 203, 206, 233, 252, 484, 528
Brandt (Willy), 163, 369, 375, 377-378,625,631,655
Braudel (Fernand), 152
Bredin (Frédérique), 650
Brejnev (Leonid), 214, 340, 347
Brittan (Sir Leon), 493
Bruce (David), 244
Brundtland, 189
Brunhes (Bernard), 138
Bujak (Zbigniew), 544
Bujon de l'Estang (François), 87, 147, 354
Burck (François), 243
Bush (George), 12, 37, 51-52, 72, 119, 166, 175, 178, 183, 201-203, 206, 232, 236, 240-243, 246-247, 249-250, 258, 261, 271, 275-279, 283-284, 286, 293, 304, 310, 332, 336, 342, 347, 349, 351, 354-355, 357, 360, 362-366, 369, 376, 390, 403, 405, 441, 445, 461-462, 468-469, 471, 474, 476-477, 480, 482, 484, 486, 493, 500, 502, 506-508, 510-511, 522-528, 532, 535-537, 540, 544, 547-548, 550-552, 555, 559, 568, 571, 575, 578-579, 584, 588-589, 594-595, 606, 609, 611, 613, 616-617, 619, 621-622, 624, 631, 635-637, 639-645, 650, 653, 656, 665-667, 672-674, 676-680, 684-685, 689, 691, 693, 695, 701, 703, 706, 710, 713, 722-723, 728, 730, 732-733, 736-738, 740, 743-744, 764

C

Cahart (Patrice), 60, 120, 139, 159
Calmat (Alain), 26
Calvet (Jacques), 303
Camdessus (Michel), 119, 145, 191
Capron (Jean-Pierre), 25
Carcassonne (Guy), 29, 244, 309, 475, 505, 513, 639
Carignon (Alain), 20, 164, 206, 513
Carter (Jimmy), 636
Carton (Marcel), 169
Carvalho (Otelo de), 260, 280
Castro (Fidel), 204
Castro (Roland), 632
Cavada (Jean-Marie), 305
Ceausescu (Nicolae), 62, 348, 382-383
Céline (Louis-Ferdinand), 454
Chaban-Delmas (Jacques), 19, 165
Chadeau (André), 94
Chadli (Chadli Bendjedid, dit), 57, 102, 106-107, 119, 188, 200, 578, 661, 711, 725
Chalandon (Albin), 61
Charasse (Michel), 40, 51, 60, 67, 69, 76-77, 86, 116, 131, 161, 165, 181, 203, 211, 250, 272, 291, 294, 301, 303, 320, 407, 413, 444, 451-452, 460, 505, 516,634,760
Charzat (Michel), 287, 743
Cheney (Dick), 604, 727-728

Chéreau (Patrice), 70
Chérèque (Jacques), 18, 86, 262
Chevardnadze (Edouard), 95, 104, 168, 176-177, 185, 241, 249, 309-310, 361, 366, 395, 400, 404, 416-417, 429, 435-436, 460, 469, 474, 486, 519, 527, 548, 552, 593, 598, 601, 606, 618, , 623, 646, 660, 664
Chevènement (Jean-Pierre), 18, 23, 29, 54, 63, 68, 76, 82, 111, 114, 125, 131, 168, 170-171, 186, 188, 190, 194, 211, 220, 238, 240, 255, 280, 289, 291-292, 295-296, 324, 339, 341, 397, 398-399, 401-402, 418, 430, 445, 447, 451, 458, 493, 504, 509, 517, 538, 545, 548, 558, 560, 568, 571-575, 577, 587, 590, 593, 635, 645, 647, 661, 663, 665, 670, 674, 682, 684, 686, 703-705, 706, 708-709, 713-715, 719, 743-744
Chevrillon (Olivier), 85
Cheysson (Claude), 54, 117, 220, 567, 569, 571, 743
Chilkov (Andreï), 139
Chirac (Jacques), 9, 15-19, 24, 27, 41-42, 53-54, 61, 65-66, 71, 80, 83, 87, 90, 99, 102, 105, 169-170, 175, 181-182, 192, 198, 220, 235, 262, 276, 288, 316, 320, 395, 400, 417, 463-464, 488,510,522,631,711,761
Choussat, 296
Chrétien (Jean-Loup), 135
Chtcherbitski, 356
Clark (Joe), 305, 312, 420
Clément (Pascal), 209
Cohn-Bendit (Daniel), 350
Colbert (Claudette), 58
Colucci (Michel, dit Coluche), 197
Colucci (Véronique), 197, 454
Conable (John), 128
Córdoba (José), 208, 286
Cot (Jean-Pierre), 329
Cotta (Michèle), 105, 109
Courage (Maurice), 544
Cousseran (Jean-Claude), 223
Cousteau (Jacques-Yves, commandant), 97-98
Cresson (Édith), 17, 54, 110-111, 125, 162, 181, 187, 190, 210, 252, 259, 313, 402, 413, 419, 434, 438-439, 483, 589, 593, 599-601, 674, 726, 741, 755, 760-761
Creton (Michel), 122
Curien (Hubert), 26-27, 52, 644

D

Dailly (Étienne), 58, 61
Dalaï-Lama, 317
Daniel (Jean), 85, 223
Dard (Frédéric), 92
Dauge (Yves), 34
Dausset (Jean), 32
De Klerk (Frederik),190, 292, 411, 720
De Michelis (Gianni), 420, 427, 661
De Mita (Ciriaco), 46, 50, 200-201, 240, 286
De Zeeuw, 522
Debarge (Marcel), 448
Debray (Régis), 330, 518
Déby (Idriss), 450, 651, 719
Decaux (Alain), 87, 301, 493, 567, 747, 751
Defferre (Gaston), 79, 122, 232, 588, 671
Dejammet (Alain), 84, 578
Delebarre (Michel), 31, 38, 65, 75-76, 93, 138, 152, 164, 168, 211, 263, 608-609, 660, 720, 744, 759
Delors (Jacques), 20, 30, 32, 35, 39, 45, 47, 49, 53, 56, 85, 87, 117, 145, 154, 174, 183, 197, 212, 216, 233, 240, 259, 261, 263, 264, 269, 270, 272, 284-285, 304, 333, 342, 343, 368, 401-402, 411, 419-421, 456, 650
Delouvrier (Paul), 288
Demirel, 137

Deng Xiaoping, 145, 236, 257, 468
Deniau (Jean-François), 329
Denoix de Saint Marc (Renaud), 24, 164, 194, 453
Descours (Jean-Louis), 78
Désir (Harlem), 81, 172, 280
Dianou (Alphonse), 14, 29
Diouf (Abou), 213-214, 282, 638
Dole (Robert), 635
Dorlhac (Hélène), 79-80
Doubin (François), 56
Doubinine, 531
Dray (Julien), 65, 81, 172, 334, 686
Dreyfus (Tony), 108
Dromer (Jean), 66, 68
Dubcek (Alexander), 146, 384
Dufoix (Georgina), 57, 172
Dufourcq (Bertrand), 84
Dukakis (Michael), 94-95
Dumas (Roland), 13, 16, 42, 49, 54, 59-60, 62, 64, 69, 73, 82, 84-88, 91-92, 95-97, 99-100, 104, 107, 123-124, 129-131, 143, 145, 151, 153-154, 156, 161, 169, 176-177, 180-181, 183, 198-199, 204, 208, 210, 213, 219-221, 223-226, 230-231, 242, 246-247, 262-263, 277, 281, 286, 294, 304, 306-307, 312-313, 329, 336, 341, 350, 353, 357, 372, 375, 383, 393, 395, 404, 412, 414-415, 418-420, 429, 432, 434-435, 444, 447, 460, 463, 465, 474, 477, 494, 509, 516-517, 519-520, 527, 531, 536, 540, 543, 546-549, 551-557, 559, 567, 569-571, 577, 590, 594, 603, 608, 610, 612, 615, 618-619, 623, 632, 635, 646-647, 656, 658, 660-661, 663, 666-667, 670, 672, 674, 676, 681, 683, 686-687, 689-690, 693, 694-695, 697, 702-705, 708, 713, 719-720, 728, 731-732, 734-735, 740, 760
Dupavillon (Christian), 83, 99, 120, 270
Durafour (Michel), 13, 18, 27, 56, 76, 82, 120, 124, 291, 407, 509, 558, 644, 720
Durieux (Bruno), 660, 754

E

Eagleburger (Lawrence), 408, 596, 686
Eban (Abba), 44
Ecevit, 137
El Chara (Farouk), 640
El Hachimi, 693-695
El Hassan (Hani), 695
El Husseini (Faysal), 686
Elkabbach (Jean-Pierre), 135, 304-305
Eltsine (Boris), 199, 215, 503, 540, 546, 633, 709-711, 716, 731, 743, 752-754, 756
Emmanuelli (Henri), 17, 29, 125, 237, 243-244, 271, 302, 404, 584
Ershad (général), 141, 196, 256-257, 283, 647, 651
Eskénazi, 108
Estier (Claude), 29
Evin (Claude), 27, 59, 102, 108-110, 113, 126, 138, 187, 210, 393, 490, 529, 588, 601, 608, 660, 724, 741
Eyadema (Étienne), 246

F

Fabius (Laurent), 9, 14-15, 17, 18, 20, 23, 29, 38, 43, 47, 53, 62, 65-66, 75, 82, 122-125, 163, 174, 186, 193, 219-220, 235, 263, 274, 301, 318, 333-334, 344, 353, 375, 396, 400, 402, 408, 438, 444, 446-448, 450, 486, 489, 508, 539, 650, 741, 759
Fahd (Roi), 552, 557, 565, 576-577, 604, 620, 632, 649, 697, 701, 710
Fall, 213
Faraj (Samal Majid), 579
Farge (Jean), 155
Faure (Edgar), 32, 58, 67, 83, 99
Fauroux (Roger), 17, 18, 27, 56, 75, 86, 108, 111, 127, 159, 160, 162, 235, 259, 261, 309, 324, 379, 451, 558, 678
Felice (Jean-Jacques de), 205

Ferré (Léo), 98
Figuereido (Reynaldo), 213
Finkielkraut (Alain), 330
Fiterman (Charles), 417, 659, 756
Fitzpatrick (John), 104
Fitzwater, 640
Fizbin (Henri), 26
Fleury (général), 217
Foley, 685
Fontaine (André), 718
Fontaine (Marcel), 169
Fontenay (Élisabeth de), 330
Fougier, 551-552
Fournier (Jacques), 75
Fourtou (Jean-René), 78
François-Poncet (Jean), 220, 402, 567
Frangié, 74, 84, 86
Frasyniuk (Wladyslaw), 544
Friedmann (Jacques), 102

G

Gabin (Jean), 454
Gaillard (Jean-Michel), 305
Gainsbourg (Serge), 741
Gamsakhourdia (Zviad), 753
Gandhi (Rajiv), 113, 116, 154, 213-214,282,655
Gandois (Jean), 99, 130, 166
Garretta (Michel), 32, 262
Gaudin (Jean-Claude), 41, 106
Gaulle (Charles de), 67, 115, 126, 166, 217, 221, 333, 441, 515-517,576,671,725
Gayssot (Jean-Claude), 484, 526
Gemayel (Amin), 84, 347
Gendreau-Massaloux (Michèle), 27
Genscher (Hans-Dietrich), 62, 91, 231, 241, 247, 263, 338, 341, 345, 350, 352-353, 355, 360, 365-366, 369-370, 372, 377, 412, 415-417, 420, 427, 429, 432, 434-435, 437, 439, 457, 519, 542-543, 625, 667, 690
Geremek (Bronislav), 143
Germon (Claude), 65
Ghozali (Sid Ahmed), 131, 665
Giaccobi, 671
Giraud (René), 64
Giscard d'Estaing (Valéry), 13, 15, 19, 20, 32, 36, 41, 101, 198, 232, 235, 263, 265, 340, 522, 582, 598,610,631,644,731
Glavany (Jean), 34
Glemp (Monseigneur), 308
Glucksmann (André), 387, 465
Goldman (Jean-Jacques), 454
Gonzalez (Felipe), 233-234, 240, 256, 266, 328, 343
Gorbatchev (Mikhaïl), 12, 29, 43, 61-62, 64, 92, 94, 96, 98, 103, 107, 115, 132-135, 137, 139, 143-145, 162, 165, 172, 175, 180, 204, 206, 214-216, 222, 232, 236, 241-242, 247, 258, 274-277, 283-284, 293, 297-298, 303-304, 308, 318-319, 321, 325, 327, 330, 335, 337, 339-343, 346-347, 350, 353-355, 357, 359-360, 362, 364-365, 367-372, 374, 376-378, 380-381, 384, 389-391, 398-399, 401-402, 404, 408-410, 415-420, 422-423, 425, 431, 438, 441, 443-445, 449-450, 458, 465-466, 468-470, 473, 476, 482-483, 485-486, 490-493, 495, 497, 499-501, 503, 506-508, 510, 513-515, 524, 532-535, 538, 540-541, 543-546, 563, 567, 588-589, 594, 596-597, 612-613, 616, 618-621, 623-624, 627-628, 633-634, 637-638, 640-641, 646, 648, 651, 659, 664, 666, 681, 685, 687, 691, 696, 709-711, 716, 718, 728, 730-731, 733, 734-736, 738, 743, 745, 752-754, 764
Gortari (Salinas de), 282
Goude (Jean-Paul), 83, 99, 174, 267, 270, 272, 284
Gouled (Hassan), 246

Grégoire (abbé), 126, 212, 235
Grenier (Alain), 287, 390
Grigoriants (Sergueï), 132, 139
Griotteray (Alain), 59
Gromyko (Andreï), 98
Gros (François), 32
Grosz (Karoly), 94, 131
Guerachtchenko (Victor), 396-397, 443, 465
Guérin (Jacques), 297
Guiberteau, 21
Guidoni (Pierre), 255, 701
Guigou (Élizabeth), 35, 92, 110, 128, 161, 173, 239, 267, 297, 321, 329, 352, 373, 379, 412, 448, 463, 601
Guilhaume (Philippe), 291, 304-305
Guillo (Alain), 28
Guizot (François), 169
Gur (Mordechai), 220
Gurria (Angel), 29
Gyllenhamman (Pehr), 433

H

Habache (Georges), 124
Haberer, 742
Habré (Hissène), 450, 651
Hal-Hol (Abou), 698
Hallyday (Johnny), 454
Halter (Marek), 387
Hammadi, 728
Hannay, 699
Hannoun (Hervé), 84
Hanon, 245
Harriri, 108
Hassan II, 632-634, 723
Haughey (James), 343-344, 421
Havel (Vaclav), 160, 177, 239, 344, 384, 426, 433, 444, 448, 530, 590
Hekmatyar, 69
Hemingway (Ernest), 391
Hennekinne (Loïc), 73, 83, 281, 463
Hergé, 135
Hu Yaobang, 214
Hernu (Charles), 398, 400
Hersant (Robert), 93, 231
Herzog (Chaïm), 115, 708
Heseltine (Michael), 637, 646
Hightower (Rosella), 58
Hirohito, 157, 177
Hitler (Adolf), 330, 366, 406, 624
Hodja (Enver), 732
Hollande (François), 509, 583, 650
Honecker (Erich), 215, 318, 324, 341, 356, 364, 371
Hoss (Jean-Pierre), 57
Houphouët-Boigny (Félix), 119, 129
Hraoui, 438, 440, 600, 607
Huchon (Jean-Paul), 29, 71, 75, 108, 116, 125, 243, 291-292, 404,451,505,634
Hurd (Douglas), 369, 418-420, 429, 520,661,690,703,713

Husak, 177, 356, 372
Hussein (Saddam), 457, 547, 549, 552-554, 556, 558-568, 572, 574, 576, 578, 579, 580-581, 584-586, 588, 591, 593, 596, 598, 602-604, 606, 609-611, 619-629, 631-633, 636-638, 640-643, 645-647, 650, 653-655, 657, 661-667, 669, 672, 674-677,680-691,693-694,696-697, 699-701, 708, 711-713, 717, 720-721, 723-729, 731-735, 737-740, 747, 750-751, 756
Hussein (Amman, Roi de Jordanie), 204, 550, 556, 580-581, 584-586, 603-604, 612, 615, 619, 627, 629, 631, 643, 655, 662, 669
Hyest (Jean-Jacques), 359

I

Iakovlev, 469
Ibrahim (Abou), 564
Iglesias (Julio), 98
Ignatenko, 640, 733
Iliescu (Ion), 383, 395
Ivachko (Vladimir), 540
Iyad (Abou), 554

J

Jaber El Sabah (émir), 547, 580, 610-611, 619, 622, 641, 648, 721, 737, 739
Jackson (Jesse), 580
Jacob (François), 32
Jaffré (Jérôme), 755
Jalobar Chanchar (Abdel), 657
Jamet (Dominique), 120, 140, 159, 176, 184, 190, 296, 389
Janier (André), 578-580, 683
Jarre (Jean-Michel), 83, 99, 130, 158, 191
Jaruzelski (Wojcieck, général), 62, 67, 92, 107, 143, 162, 207, 216, 222, 271, 273, 286-287, 293, 388, 442
Jassen (Nassif), 654
Jean-Paul II, 52, 96, 104, 372, 440, 687, 701
Jean-Pierre (Thierry), 752-753
Jeanneney (Jean-Noël), 81, 83,130, 212, 267
Jivkov (Todor), 162, 337
Jobert (Michel), 210, 220
Joinet (Louis), 40
Jonsson (Bjorg, madame), 247
Jospin (Lionel), 9, 14-17, 20, 23, 29, 38, 43, 51, 60, 75-76, 82, 111-112, 119, 122, 144, 156-157, 160-161, 168, 170, 177-178, 181, 183, 186-189, 191-193, 210, 223, 238, 250, 274, 298, 301, 318, 330, 332-335, 344, 350, 353, 358, 392-393, 396, 403, 405, 408, 418, 422, 438, 446, 484, 489, 493, 508-511, 554, 557, 560, 589, 591, 630, 633-634, 636, 661, 663, 670, 720, 741-742, 748, 759, 763
Jouet (Roger), 26
Joumblatt (Walid), 209
Joxe (Pierre), 17, 23, 29, 34, 49, 59, 69, 73, 101, 110, 122-123, 148, 156, 161, 163, 166, 174, 186, 188, 191, 194, 200, 212, 220, 238, 249, 254, 257, 262, 266, 276, 291, 302, 314, 317, 319, 336, 373, 379, 400, 402-403, 467, 477, 505, 509-511, 539, 557, 560, 608, 669-670, 674, 711, 714-715, 719, 724, 728, 734, 739, 747, 760
Juppé (Alain), 32, 164, 400

K

Kadar (Janos), 67
Kaddoumi (Farouk), 226-227
Kadhafi (Muammar, colonel), 107, 321, 578, 672, 685, 688, 719, 723, 725
Kaeppelin (Thierry), 165
Kahane (Meir), 627
Kaifu (Toshiki), 533, 535, 635
Karpov, 417
Kaspar (Jean), 402
Kastrup, 495

Kauffmann (Jean-Paul), 169
Kennedy (Jo), 273
Kerensky (Alexandre), 543
Khalidi (Ahmed), 447-448
Khomeyni (Ruhollah), 173, 199, 227, 229, 253, 255, 289, 574, 695
Khrouchtchev (Nikita), 399
Kiejman (Georges), 291, 670-671
Kintzler (Catherine), 330
Kissinger (Henry), 37, 204
Kiszczak (général), 273, 290
Klarsfeld (Serge), 304, 599
Klaus (Vaclav), 396
Klein (Théo), 219-221, 223
Kodjo (Edem), 246
Kohl (Helmut), 11-12, 31-32, 35, 39, 45, 47, 49, 51, 53, 55, 113, 116, 118, 125, 129, 141, 146, 179, 202, 205, 219, 222, 231, 239-241, 246-247, 249-250, 267, 271, 284, 297, 304, 321, 325-327, 330-331, 335, 337-340, 343-346, 348-350, 352-353, 355, 357, 359, 362, 364, 366-368, 370-372, 374, 377, 381-382, 389-390, 392, 400-401, 403, 409, 411-412, 415-417, 419-430, 432, 434-435, 437, 439, 441, 445, 447, 449, 454-455, 466-468, 471, 474-475, 478-480, 493, 495, 497, 499, 507, 514-515, 518, 520, 525, 533, 535, 537, 541, 543, 592, 594, 605-606, 632, 637, 643, 651-652, 721, 738, 764
Kohler (Horst), 391-392, 416, 454
Kouchner (Bernard), 24, 51, 56, 107, 171, 208, 223, 317, 555-556, 558-559, 561, 751
Krasucki (Henri), 220
Kravtchouk (Leonid), 365, 544
Krenz (Egon), 324, 330, 348, 360, 367, 371
Krivine (Alain), 280

L

Labrouste (Henri), 464
Lacoste (Robert), 144
Lafleur (Jacques), 41, 53, 57, 75-76,79,87,112
Lafontaine (Oskar), 406
Laignel (André), 17-18, 42
Lalonde (Brice), 56, 219-220, 413-414,451
Lalumière (Catherine), 235
Lamy (Pascal), 284
Landsbergis (Vytautas), 450, 470, 474, 478
Lang (Jack), 14, 18, 60, 69-71, 80-81,83,86,90,99,102,111,120, 124-126, 130-131, 138, 140, 142, 149, 152-153, 158, 176-177, 181, 184, 191, 205, 210, 212, 224, 231, 238, 255, 261-262, 267, 272, 274, 281, 297, 305, 317, 324, 389, 399-400, 433, 446, 453, 464, 544, 739
Lange (David), 291
Lanxade (amiral), 217, 341, 397, 405, 463, 551-552, 569-570, 590, 593, 700, 705, 713-715, 722
Larosière (Jacques de), 117
Lawson (Nigel), 336
Le Déaut, 650
Le Drian, 650
Le Garrec (Jean), 334, 492
Le Lay (Patrick), 105
Le Pen (Jean-Marie), 35, 81-82, 263, 488-489, 564
Le Pensec (Louis), 191, 635, 746
Le Roy Ladurie (Emmanuel), 78, 113,456
Lecanuet (Jean), 567
Lee (Peggy), 98
Lefebvre (Monseigneur), 748
Legorjus (Philippe), 14
Lemoine (Georges), 17, 305
Lénine, 372, 469

Leny (Jean-Claude), 259, 383, 451
Léotard (François), 60, 176, 185, 646
Lèques, 79
Leray (Roger), 21
Lesoume (Jacques), 718
Lévêque (Jean-Maxime), 35, 94
Levy (David), 307, 676, 686
Lévy (Raymond), 245, 433
Li Peng, 475
Ligatchev (Igor), 356, 491, 540
Lion (Robert), 57, 196
Lipkowski (Jean de), 567
Liu Shaoqi, 468
Loncar, 682
Longuet (Gérard), 358, 646
Lubbers (Rudd), 55, 189, 326, 344-345,370,379,419,539
Luchaire (affaire), 262, 266, 268
Lugar (Richard), 635
Lustiger (Monseigneur), 235

M

Madani (Abbas), 513, 580
Mahgoub (Rifaat El), 608
Maire (Edmond), 85
Maizière (Lothar de), 447, 465, 467, 520
Major (John), 646, 690-693, 722-723, 747
Makachov (général), 627
Mandela (Nelson), 276, 411, 416, 655
Mao Zedong, 242, 245, 468
Marchais (Georges), 220, 338, 388
Marchand (Philippe), 543, 715
Marcos (Ferdinand), 52, 113
Marshall (plan), 50, 213
Martelli, 647
Martens (Wilfried), 343-344
Marx (Karl), 468
Maurice (Joël), 516
Mauroy (Pierre), 14-16, 20-21, 23, 29, 38, 43, 66, 114, 120, 122-123, 125, 172, 185-187, 220, 237, 243-244, 251, 254-256, 260, 268-269, 271, 274, 296, 309, 334, 344, 353, 357, 375, 382, 392, 396, 400, 402-405, 408, 445-446, 448, 459, 467, 487, 508, 567, 593, 650, 682, 701, 715, 759, 761
Maxwell (Robert), 57, 98
Maynes (Bill), 244
Mazeaud (Pierre), 59, 254
Mazowiecki (Tadeusz), 293, 372, 430, 442, 543, 632
McCormack (Richard), 178, 277-278, 332, 412, 596
Médecin (Jacques), 458, 592
Méhaignerie (Pierre), 17, 37, 54
Méline (Jules), 45
Mellick (Jacques), 744
Melot (Michel), 120, 139, 149, 159
Ménage (Gilles), 159, 163, 291, 573
Mendès France (Pierre), 115, 220, 222
Mermaz (Louis), 17, 20, 23, 29, 110, 122, 125, 186-187, 250, 260, 264, 301, 334, 353, 375, 396, 505, 583, 593, 608, 656
Messaadia (général), 120
Messmer (Pierre), 101

Messner (Zbigniew), 88
Mexandeau (Louis), 17
Michel (Jean-Pierre), 251, 334, 359
Michnik (Adam), 544
Mikulic (Branko), 21, 154
Milosevic (Slobodan), 198, 345, 543
Minkowski (Alexandre), 223
Mitchell (Eddy), 454, 664-665, 709
Mitterrand (Danielle), 91, 185, 242
Mladenov, 337
Moawad (René), 333, 347
Mobutu (Sese Seko), 246, 272, 282, 488,697,751
Mock (Aloïs), 286
Modrow (Hans), 330, 352, 367, 371-372, 404, 409-411, 416-417, 419, 422
Moï (Arap), 246
Moltke (Helmuth, comte von), 330
Monge (Gaspard), 212
Monnet (Jean), 121
Montazeri (Ali), 199
Morel (Pierre), 14, 88, 95, 161
Moubarak (Hosni), 114, 153, 165, 183, 200, 204, 213-214, 282, 305, 307, 321, 417, 547, 554, 562, 565, 577, 584, 612, 615, 619, 626, 642, 644-645, 672, 712
Mourier (Régis), 291
Moussa (Pierre), 544
Mulford (David), 179-180, 252, 254, 273, 392, 410, 443, 543-544
Mulroney (Brian), 28, 45-46, 48-51,284,354,535,537,606,638
Murphy (Robert), 84, 114
Mussolini (Benito), 561

N

Naccache (Anis), 169-170
Nadal, 670
Nagy (Imre), 262
Najibullah, 69
Nakasone Yasuhiro, 46, 47, 626, 631,655
Nallet (Henri), 148, 413, 601
Nasser (Gamal Abdel), 554, 561
Nemeth (Miklos), 131
Neuwirth (Lucien), 14
Nidal (Abou), 154, 463, 564, 689 Nixon (Richard), 242
Noir (Michel), 20, 24, 37, 192, 206, 463, 652
Noriega (Antonio, général), 243, 317, 379, 382, 388, 391
Norman (Jessie), 83, 270
Noureïev (Rudolf), 97
Nouvel (Jean), 433
Nucci (Christian), 260, 382, 459, 461, 476

O

Occhetto (Achille), 348
Ockrent (Christine), 135
Odeh (Abou), 697
Oleinik, 731
Ortega (Daniel), 234, 243, 655, 661
Oueddeï (Goukkouni), 246

Oury (Didier), 126-127, 167
Oussekine (Malik), 403
Ozal (Turgut), 39, 136-137, 642, 722

P

Pahlavi (Reza Khan, chah d'Iran), 24
Palach (Jan), 160
Papandhréou (Andhréas), 136, 247
Pasqua (Charles), 69, 155, 172, 200, 238, 315, 320, 395, 400, 417, 436
Pauwels (Louis), 488
Pebereau (Georges), 108, 113, 159, 160
Pei (Pei Ieoh Ming), 200
Pelat (Roger-Patrice), 99, 123, 156, 159, 163, 168,173-174, 183,187
Pelletier (Jacques), 18, 171, 292, 509, 747
Percheron (Daniel), 341, 508
Pérès (Shimon), 219, 242, 307, 613, 637, 642, 644, 709
Pérez Rodriguez (Carlos Andrés), 183,213,214,282,319
Perez de Cuellar (Javier), 68, 71, 98, 212, 578, 581, 586, 680, 685-690, 694, 697-698, 719, 726
Perrault (Gilles), 261, 278
Perrault (Dominique), 205, 290, 293
Pérol (Gilbert), 82
Perrier (Franck), 21
Pétain (Philippe, maréchal), 330
Petitdemange (Jean-Claude), 29
Petrovski, 696
Peyrefitte (Alain), 78, 93, 336
Peyrelevade (Jean), 35, 66, 68, 160, 190, 193
Pezet (Michel), 122-123, 174, 298, 302, 317, 359
Philip (Olivier), 276
Pichon (Alain), 152
Pickering, 696, 699
Pierret (Alain), 583, 695
Pilhan (Jacques), 337, 741
Pinochet (Augusto), 101
Pisani (Edgard), 223
Pisar (Samuel), 57
Pisier (Évelyne), 389
Pissaloux (Pierre), 346
Pivot (Bernard), 297
Plenel (Edwy), 164
Poher (Alain), 315
Pöhl (Karl-Otto), 30, 218, 416
Poignant (Bernard), 334, 650
Poivre d'Arvor (Patrick), 575
Polhill (William), 477
Pompidou (Georges), 232, 394
Pons (Bernard), 14, 114, 116
Poos (Jacques), 673
Poperen (Jean), 29, 33, 42, 64, 100, 110, 122, 187, 211, 276, 302, 374, 379, 404, 477, 505, 748
Pouillon, 23
Powell (Charles), 548
Powell (Colin), 166, 357, 727, 728
Pozsgay (Imre), 70, 248
Primakov (Evgueni), 615-616, 619-621,623,627,682,685,728

Prunskiene (Kazimeria), 491

Q

Qian Qichen, 630, 635, 647
Quayle (Dan), 667
Quilès (Paul), 18, 42, 123-124, 222, 276, 279, 644

R

Rabin (Itzhak), 229, 242, 307, 688
Rafsandjani (Hachemi), 234, 264, 289, 722, 725, 727
Raimond (Jean-Bernard), 24, 69
Rakowski (Mieczyslaw), 92, 143, 152, 321
Ramadhan (Taha Yassin), 580
Ramdane (Nasser), 633
Raoult, 359
Rausch (Jean-Marie), 56, 131, 210, 262, 323
Reagan (Ronald), 29, 37, 43-45, 48-51, 59, 92, 95-98, 100, 119, 134, 166, 202, 209, 275, 363, 365,391,617,644
Renaud, 237, 258-261, 273-274, 280, 283
Renon (Gérard), 289, 551-553 Rétat (Bernard), 89
Riabov, 458
Riboud (Jean), 200
Rijkov, 356, 443, 458, 465
Rocca-Serra, 670
Rodionov (général), 627
Rohwedder (Detlev), 750
Roman (Petre), 383, 716-717
Rondot (général), 154
Rossi, 670
Rostropovitch (Mstislav), 756
Rotberg (Eugène H.), 34
Roudy (Yvette), 334
Rouillan (Jean-Marc), 40
Rouleau (Éric), 170
Rousselet (André), 304
Royal (Ségolène), 21, 650
Rudding (Onno), 379, 419, 434, 475, 484
Rudloff (Marcel), 58
Ruffili, 201
Ruggieri (Ève), 305
Ruggiero (Renato), 279
Rushdie (Salman), 173, 176, 187

S

Sabah (Cheikh), 552, 610
Sakharov (Andreï), 147, 376, 378
Saleh (Ali Abdallah), 683
Salinas (Carlos), 140, 203
Sanson (Véronique), 454
Santer (Jacques), 270-271, 344
Sapin (Michel), 303, 308
Sardou (Michel), 257, 454
Sardzetakis (Khristos), 344
Sarkozy (Nicolas), 78, 87

Sarre (Georges), 18, 42
Sauier, 227
Sautter (Christian), 57, 108, 110, 116, 120
Sauvagnargues (Jean), 86, 220
Sawimbi (Jonas), 60
Scheer (François), 82, 567, 726
Schiff (Zeev), 447
Schlüter (Poul), 344
Schmitt (général), 217, 222, 341, 430, 587, 593, 678, 685, 714, 721, 726
Schneider (Michel), 544
Schott (Pierre), 26
Schwartz (Laurent), 143
Schwartzenberg (Léon), 59, 61, 81, 112,220
Schwarzkopf (général), 659, 736, 738
Scowcroft (général), 166, 201-202, 278, 312, 390-391, 408, 440, 506, 548, 551-552, 570, 595, 632, 660, 722-723
Scrivener (Christiane), 117, 233
Séguéla (Jacques), 168
Séguin (Philippe), 27, 35, 71, 86, 206, 395, 400, 417, 529
Sen (Hun), 97
Seydoux Jérôme), 288
Sfieti (Ali), 632
Shamir (Itzhak),153,165, 176-177, 183, 204, 206, 216, 220, 227-230, 236, 242, 307, 384, 396, 467, 612-613, 615, 639, 656, 686, 702, 708, 711, 733, 737
Sharon (Ariel), 227, 307, 639
Shultz (George), 43, 96-97, 307
Sihanouk (Norodom), 97, 242
Silberzahn (Claude), 551, 553
Silva (Cavaco), 343
Simonet-Langlad (Marc), 255
Singh, 213
Soares (Mario), 687
Soisson (Jean-Pierre), 13-14, 28, 42, 52, 59, 76, 80, 86, 111, 197, 375,438,451,522,712
Solchaga (Carlos), 233
Soubie, 79
Souss (Ibrahim), 204, 226-227, 230, 554-555
Spitaels, 701
Staline (Joseph), 340, 469, 535
Stasi (Bernard), 13-14, 17, 37
Stasse (François), 296
Steinmetz (Pierre), 21
Stewart, 21
Stirbois (Marie-France), 484
Stirn (Olivier), 53, 69, 530
Stoleru (Lionel), 14, 18, 194, 211, 671-672
Stoltenberg, 222, 430
Strauss (Franz-Josef), 184
Strauss-Kahn (Dominique), 583
Stubiziewski, 519
Suard (Pierre), 383, 451

T

Tahidi, 680
Tajan (Jacques), 297
Takeshita (Noburu), 46

Tapie (Bernard), 168, 451, 532
Tasca (Catherine), 18, 60, 163, 221-222, 231, 305
Tate (Jeffrey), 151
Tchebrikov, 356
Tchuruk (Serge), 388
Teltschik (Horst), 90, 92-93, 159, 184, 237, 239-240, 246-247, 350-352, 357, 372, 381, 418, 430, 445, 448-449, 455, 721
Terrel (Irène), 205
Thatcher (Margaret), 32, 37, 43-44, 48-49, 51-52, 55, 64, 68, 134, 146, 161, 180, 184, 197, 202, 204, 239-241, 247-250, 252, 271-272, 282, 285-286, 288, 297-298, 338, 343-345, 354, 357, 362, 365, 368-369, 371, 400-401, 403, 417, 420-421, 429, 453-454, 461, 482, 485-486, 520, 533-535, 537, 547-548, 551, 578, 606, 613-614, 618, 621, 624, 632, 637, 640, 642, 644-646, 648, 650, 690, 692, 747
Théret (Max), 168, 183
Thomas (Isabelle), 81
Thomas (René), 190, 193
Tiberi (Jean), 83, 99, 130
Tindemans (Leo), 247
Titmayer (Hans), 180
Tjibaou (Jean-Marie), 41, 53, 75, 79,87,112,232,234,243
To'ma Abbas (Saadi), 657
Tokes (Laszlo), 378
Toruntay (général), 651
Toubon (Jacques), 253-254, 266
Touvier (Paul), 246
Traboulsi (Samir), 99, 108, 123, 168
Trautmann (Catherine), 219
Trichet (Jean-Claude), 24, 30-31, 100, 118, 173, 177, 208, 274, 315, 346, 373, 482, 484, 658
Tudjman (Franjo), 475
Turowicz (Jerzy), 544

U

Ullman (Richard), 244
Ulrich, 423
Uregei, 53

V

Valente (Jacqueline), 154, 156, 463
Van den Broeck, 420, 661
Van Gogh (Vincent), 489
Varennikov (général), 627
Vassiliou, 137
Vauzelle (Michel), 567, 596, 624, 666-667, 669, 672, 674, 676, 681,685
Védrine (Hubert), 92, 178, 217, 223, 225, 239, 242, 348, 397, 401, 412, 414, 422, 449, 457, 463
Veil (Simone), 13-14, 36, 117, 263, 265, 402
Velayati (Ali), 24, 169, 172
Verbrugghe (Paul), 69, 99, 192
Vergès (Paul), 746
Vienot (Marc), 208
Vigouroux (Robert), 122-123, 174, 191
Villiers (Philippe de), 210
Villimburgo (Enrico), 201, 205
Vorontsov (Youri), 699
Vranitzky (Frantz), 146, 342

W

Waechter (Antoine), 564
Waigel (Theo), 184, 222, 240, 269, 418
Wajda (Andrzej), 544
Waldheim (Kurt), 52, 576, 578
Walesa (Lech), 75, 143, 146, 152, 169, 216, 263, 283, 290, 293, 654, 753
Wallis (Alan), 102
Walters (Vernon, général), 84, 369, 377
Weizman (Ezer), 384
Weizsâcker (Richard), 377
Wellershof (amiral), 217, 222, 430
Wicks (Nigel), 178, 392
Wishniewski, 701
Worms, 650

Y

Yu Zhijiou, 245
Yariv (général), 447
Yazov (maréchal), 458
Yeweiné (Yeweiné), 232

Z

Zagladine (Vadim), 172, 214-216, 284, 347-348, 411, 417, 431, 458, 475, 493, 501, 520, 712
Zaikov, 356
Zayed (Cheikh), 602-604
Zia ul-Haq (Mohammad), 74